BnF Gallica

Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

BnF Gallica

Ecole de droit (Alger). Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence / publiée par l'École de droit d'Alger. 1885-1912.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
reutilisationcommerciale@bnf.fr.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

MM. Accarias, O. ✻, conseiller à la Cour de cassation; **Audinet,** professeur à la Faculté de Poitiers; **Augier,** président du tribunal d'Alger; **Berge,** directeur des services judiciaires en Tunisie; **Bordet,** avocat à la Cour, bâtonnier; **Bourlier,** ✻, ancien député; **Cabouat,** professeur à la Faculté de Caen; **Charmont,** professeur à la Faculté de Montpellier; **Charpentier,** professeur à l'École; **Colin,** professeur à l'École; **Dannery,** ✻, président de chambre à la Cour; **Declareuil,** professeur à la Faculté de Montpellier; **Dedreuil-Paulet,** ✻, président de Chambre honoraire; **De France de Tersant,** conservateur des hypothèques; **Ducroux,** ✻, premier président de la Cour; **Dujarier,** directeur de l'École; **Durieu de Leyritz,** substitut du procureur général; **Eyssautier,** ✻, conseiller honoraire; **Fabry,** ✻, président du tribunal de Tunis; **Flandin**, ✻, ancien député; **Forcioli,** ancien député; **Geffroy**, ✻, président de Chambre à la Cour; **Gény,** professeur à la Faculté de Dijon; **Gérard,** professeur à l'École; **Girault,** professeur à la Faculté de Poitiers; **Haffner,** ✻, procureur général près la Cour; **Jacques,** ancien sénateur; **Jacquey,** professeur à la Faculté de Lille; **Jonnart,** député; **Kouri,** vice-consul de France; **Lacoste,** professeur à la Faculté d'Aix: **Lainé,** ✻, professeur à la Faculté de Paris; **Laynaud,** directeur des Domaines; **Leclerc,** conseiller à la Cour de Besançon; **Lefébure,** ✻, conseiller à la Cour, professeur honoraire à l'École; **Le Soudier,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation; **Letellier,** défenseur près le tribunal d'Alger; **Leveillé**, O. ✻, professeur à la Faculté de Paris; **Marsan,** avocat général; **Mojon,** avoué à la Cour; **Monbrun,** ✻, avocat; **Morand,** professeur à l'École; **Parisot,** ✻, avocat à la Cour; **Pic,** professeur à la Faculté de Lyon; **Prévot-Leygonie,** professeur à la Faculté de Poitiers; **Rigot,** avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation; **Rinn,** O. ✻, conseiller de gouvernement honoraire; **Tachet,** ✻, ancien président du tribunal de commerce d'Alger; **Tissier,** professeur à la Faculté de Dijon; **Vandier,** substitut du procureur général; **Vincent,** professeur à l'École; **Würtz,** ✻, président de chambre à la Cour.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE

LÉGISLATION & DE JURISPRUDENCE

FONDÉE PAR

L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

PUBLIÉE SOUS LA DIRECTION DE

M. Robert ESTOUBLON, ✻,

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS ET A L'ÉCOLE COLONIALE,

DIRECTEUR HONORAIRE DE L'ÉCOLE DE DROIT D'ALGER

Secrétaire de Rédaction : **M. P. SUMIEN,**

CHARGÉ DE CONFÉRENCES A LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Divisée en trois parties :

1° DOCTRINE ET LÉGISLATION ; 2° JURISPRUDENCE

3° LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

BIBLIOTHÈQUE CENTRALE NATIONALE PRÊT

TOME XVII. — ANNÉE 1901

Pér. 8° 764

ALGER

ADOLPHE JOURDAN, LIBRAIRE-ÉDITEUR

IMPRIMEUR-LIBRAIRE DE L'ACADÉMIE

4, PLACE DU GOUVERNEMENT, 4

1901

LA

REVUE ALGÉRIENNE ET TUNISIENNE

de législation et de jurisprudence

PARAIT TOUS LES MOIS

SAUF EN AOUT ET OCTOBRE

Prix de l'Abonnement : ALGÉRIE, COLONIES, FRANCE et ETRANGER, un an, **20 fr.** — Les abonnements sont reçus à Alger, chez M. ADOLPHE JOURDAN, libraire-éditeur.

Les communications relatives à la rédaction ainsi que les publications échangées avec la *Revue* doivent être adressées à M. ESTOUBLON, Professeur à la Faculté de Droit, 70, rue de Rennes, Paris.

Il sera rendu compte des ouvrages intéressant l'Algérie, les Colonies et la Tunisie dont deux exemplaires auront été adressés à la *Revue*.

EXPLICATIONS DES ABRÉVIATIONS

A. G.	Arrêté du gouverneur général de l'Algérie.
A. G. C.	Arrêté du général en chef commandant l'armée d'Afrique.
A. I.	Arrêté de l'intendant civil.
A. M.	Arrêté ministériel.
A. R. G.	Arrêté du résident général (Tunisie).
Bull.	*Bulletin des arrêts de la Cour de cassation.*
Bull. jud. Alg.	*Bulletin judiciaire de l'Algérie* (1877 à 1884).
B. O.	*Bulletin officiel du gouvernement général de l'Algérie.*
C. G.	Circulaire du gouverneur général de l'Algérie.
Ch musulm.	Chambre des appels musulmans de la Cour d'Alger.
D.	Décret.
D. B.	Décret du bey de Tunis.
D. A. ou J. G.	Dalloz, *Recueil alphabétique* ou *Jurisprudence générale.*
D. P. 86. 2. 100	Dalloz, *Recueil périodique,* année 1886, 2e partie, page 100.
D. P. R. F.	Décret du président de la République française (Tunisie).
J. P. 86. 102.	*Journal du Palais* année 1886, page 102.
J. O. T.	*Journal officiel tunisien.*
Jurisp. Alg.	*Jurisprudence Algérienne de 1830 à 1876*, par Robert Estoublon.
Mob.	Le *Mobacher*, journal officiel (Algérie).
O	Ordonnance.
Rec.	*Recueil des arrêts du conseil d'État* (Collection Macarel et Lebon).
Rec. Alg., 1886. 2. 50	*Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence,* année 1886, 2e partie, page 50.
Sir. ou S., 86. 2. 100.	Sirey, *Recueil général des lois et arrêts*, année 1886, 2e partie, page 100.

DOCTRINE & LÉGISLATION

NOTICE

SUR LES TRAVAUX PARLEMENTAIRES DE L'ANNÉE 1900

Agriculture et commerce

22 janvier. — M. Thomson dépose sur le bureau de la Chambre une proposition de loi concernant un crédit extraordinaire de 500,000 francs destinés à venir en aide aux colons et aux indigènes victimes des orages et des intempéries dans le département de Constantine.

29 juin. — M. Morinaud et plusieurs de ses collègues déposent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ayant pour objet de rendre applicable à l'Algérie la loi du 31 mars 1899, qui a pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel (1).

La Banque de l'Algérie, dont le Parlement a renouvelé le privilège, doit avancer à l'État trois millions sans intérêts, pour toute la durée du privilège, et lui payer une redevance annuelle qui sera d'abord de 200,000 francs et s'élèvera graduellement à 300,000 francs. Les auteurs de la proposition demandent que des caisses régionales de crédit agricole mutuel soient constituées en Algérie, et que l'avance et la redevance annuelle de la Banque de l'Algérie soient attribuées à ces caisses à titre d'avances sans intérêts.

(1) *J. off.*, p. 1662, ann. 1776. — Rapport de M. Lemire du 29 décembre 1900.

30 juin. — M. Étienne dépose sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 500,000 francs destiné à indemniser les victimes des sinistres agricoles dans le département d'Oran.

4 décembre. — Le gouvernement présente à la Chambre un projet de loi ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie et les encouragements à leur donner, ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel (1).

18 décembre. — M. Saint-Germain dépose sur le bureau du Sénat un rapport sur le projet de la loi forestière relative à l'Algérie (2).

24 décembre. — M. Augé dépose sur le bureau de la Chambre un rapport sur une proposition de loi de M. Morinaud et de plusieurs de ces collègues, ayant pour but l'application à l'Algérie de l'art. 3 de la loi du 3 août 1891 sur la protection du vignoble français contre le phylloxera (3).

31 décembre. — M. Morinaud et plusieurs de ses collègues déposent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à imposer aux commerçants d'Algérie l'obligation de tenir leurs livres en langue française addition à l'art. C. com.).

Armée

4 juillet. — La Chambre adopte en première délibération une proposition de loi de M. Chautemps tendant à la création d'une réserve de tirailleurs algériens et tunisiens (4).

19 novembre. — Le gouvernement présente à la Chambre un projet relatif à l'augmentation des cadres français dans les compagnies de tirailleurs algériens (5).

Colonisation

11 janvier. — M. Morinaud dépose sur le bureau de la Chambre une propositon de loi ayant pour but de modifier le décret du 30 septembre 1878 sur le régime de la colonisation en Algérie (6).

---

(1) Rapport de M. Lemire, du 29 décembre 1900.

(2) V. *Rev. Alg.*, 1899. 1. 2.

(3) Proposition déposée le 22 novembre 1900.

(4) Proposition déposée le 22 mai 1900, *J. off.*, p. 1185, ann. 1649 ; rapport de M. Chautemps, du 4 juillet 1900, *J. off.*, p. 1692, ann. 1804.

(5) *J. off.*, p. 106, ann. 1949.

(6) *J. off.*, p. 4, ann. 1330.

M. Morinaud fait l'éloge de la colonisation officielle. C'est elle, en somme, dit-il, qui a peuplé le pays: Si elle ne donne pas aujourd'hui les satisfactions qu'on est en droit d'en attendre, cela tient, non pas au principe lui-même, mais à la façon dont il est appliqué.

Il faudrait d'abord modifier la répartition des concessions entre les immigrants de France et les Français déjà fixés en Algérie.

D'après le décret du 30 septembre 1878 (art. 7, § 3), les deux tiers des concessions doivent être accordés aux immigrants, un tiers seulement aux Français déjà établis en Algérie. Cette répartition s'expliquait, il y a vingt ans, par la situation même de la colonie. La population française était encore peu nombreuse ; un grand nombre de centres, 198, venaient d'être créés ; l'insurrection de 1871 avait porté à l'Algérie un coup terrible dont elle se relevait à peine. Pour peupler les nouveaux centres, il fallait nécessairement faire appel à l'immigration. Mais la situation a changé. Nous nous trouvons aujourd'hui en présence de 25,000 colons français, dont 75,000 enfants, tous Français d'origine. Les fermes sont devenues trop étroites pour abriter la famille, les terres insuffisantes pour la nourrir. Les villages, dit M. Morinaud, entourés comme d'un cercle de fer par les propriétés privées indigènes ou par ces concessions immenses, comme celles de la Compagnie algérienne, dans le département de Constantine (80,000 hectares), de la Compagnie genevoise, autour de Sétif (18,000 hectares), ne peuvent plus se développer.

Que vont devenir ces 75,000 enfants si l'État leur refuse les moyens de vivre? Pas de grandes industries, de vastes usines, d'immenses chantiers pour s'occuper et gagner son pain. Il n'y a que la terre qui puisse faire vivre les fils de colons. Or leurs ressources ne leur permettent pas d'acheter des terres. Ils en demandent à l'État ; mais au nom du décret de 1878 l'administration repousse trop souvent ces bonnes volontés. Il y a des milliers de fils de colons français d'origine qui ne peuvent obtenir le morceau de terre qu'ils demandent depuis des années. Qu'arrive-t-il? Ceux à qui l'on refuse la terre songent à s'expatrier. Le fait s'est produit. Il a fortement alarmé les autorités.

Pour retenir en Algérie ces fils de colons, il faudrait modifier à leur profit la répartition des concessions et en accorder une plus grande quantité aux Français déjà fixés en Algérie.

A l'heure où nous sommes, d'ailleurs, le colon algérien est-il un bien grand concurrent pour les candidats colons de France? Les demandes de concessions adressées de France au gouverneur général sont devenues dans ces dernières années, affirme-t-on, assez rares. Donc peu de concurrence.

Au surplus, n'avons-nous pas assez de terres? Nous disposons d'environ 100,000 hectares de bonnes terres domaniales et 280,000 hectares de forêts de chênes-liège, sur lesquels on pourrait créer quelques villages forestiers. En outre, avec le budget spécial, avec la personnalité civile et le droit d'emprunter, l'Algérie ne pourra-t-elle pas racheter les 80,000 hectares de la Compagnie algérienne et les 18,000 hectares de la Compagnie genevoise? On arriverait ainsi à avoir un beau domaine que l'on pourrait partager dans une nouvelle proportion entre les fils de colons algériens et les immigrants de France.

Dans quelle proportion? M. Laferrière, dans un projet de décret soumis

au gouvernement, demandait qu'au lieu du tiers des concessions à distribuer les Français d'Algérie pussent en obtenir la moitié. M. Morinaud voudrait qu'on leur en donnât les trois quarts.

Une seconde réforme consisterait à augmenter la superficie des concessions.

Ls décret de 1878 décide que la contenance des terres ne pourra pas excéder 40 hectares pour les lots de villages, 100 hectares pour les lots de fermes.

Sous le régime de ce décret, on a attribué 25 ou 30 hectares à un colon sur les Hauts-Plateaux. Dans un village de le région de Batna, à Mac-Mahon, on a donné au colon 24 hectares, dont 16 de rochers; restent 8 hectares pour vivre sur les Hauts-Plateaux. C'est notoirement insuffisant; aussi reste-t-il six à sept colons à peine dans ce village. Son histoire est celle de la plupart des autres centres. Les Hauts-Plateaux ne peuvent se prêter qu'à l'élevage du bétail ou à la culture extensive des céréales. Pour réussir dans ces conditions, il faut au moins 100 hectares.

Dans les plaines ou les vallées la superficie accordée aux colons est également insuffisante; car, il ne faut pas se le dissimuler, les terres de notre colonie n'offrent pas autant de ressources, au point de vue de la diversité possible des cultures, que celles des campagnes de France.

Sans doute, les colons français cultivent mieux que leurs prédécesseurs : ils labourent plus profondément, mais ces labours profonds, n'étant pas soutenus par des fumures suffisantes (ce qui tient au défaut d'engrais naturels par suite du développement relativement peu important de l'élevage), n'ont qu'un effet passager. Dans ces conditions, il importe que le colon puisse laisser reposer une partie de sa terre et qu'il vive avec le revenu que lui donne l'autre partie. Comment cela serait-il possible avec des concessions de 25 ou 30 hectares ?

Il importe donc au plus haut point d'augmenter le nombre d'hectares mis à la disposition des colons. Les concessions sur les Hauts-Plateaux doivent pouvoir être portées jusqu'à 100 hectares. Les lots de ferme doivent pouvoir atteindre 300 hectares dans les terrains médiocres.

M. Morinaud se plaint aussi de la manière dont sont répartis les crédits de la colonisation. Des villages ont été créés en grand nombre ; malheureusement ils l'ont été un peu au hasard, sans grande méthode, sans plan établi ; ils manquent le plus souvent des éléments essentiels à leur vie économique, des moyens de communication indispensables, et, ce qui est plus grave, de la quantité d'eau potable nécessaire à leur alimentation. Il faut améliorer leurs conditions d'existence.

Le sentiment personnel de M. Morinaud est même qu'on devrait pour le moment cesser de créer de nouveaux villages, et consacrer aux anciens centres qui périclitent tous les crédits affectés à la fondation des nouveaux. Mais cette solution trop radicale aurait sans doute beaucoup de peine à être admise. Il se borne donc à demander pour les anciens villages, pendant un certain nombre d'années, des subventions importantes. Sur les 2.200.000 francs que la métropole consacre annuellement à la colonisation, on pourrait prélever la moitié, soit 1.100.000 francs par an, pour donner tout ce qui leur manque aux vieux centres français des trois départements.

M. Morinaud pense, en outre, que les lots de village et les lots de ferme

devraient être donnés, et non vendus. Le système de la vente des terres n'a produit, à son avis, que de pitoyables résultats ; il est aujourd'hui condamné par l'expérience. Quand le fisc demande à un paysan de France d'acheter de la terre en Algérie, il lui enlève tout désir d'y devenir colon. D'autre part, le Français établi dans la colonie n'a pas trop de toutes ses ressources pour réussir.

Et non seulement il ne faut vendre ni les lots de village ni les lots de ferme, mais encore il ne faut pas exiger des Français déjà fixés en Algérie la justification de ressources aussi élevées que celles dont l'administration réclame la preuve. Dans la pratique l'administration veut que ceux qui demandent une concession prouvent qu'ils disposent d'une somme d'environ 5,000 fr. Ce chiffre est un peu élevé pour les Algériens, qui sont habitués au pays. Ils peuvent, c'est indéniable, réussir avec des ressources moindres que celles qui sont reconnues nécessaires pour les immigrants. On devrait, pour eux, se contenter de 3,000 fr.

Qu'on n'exige pas non plus, comme cela a lieu actuellement dans la pratique, le mariage préalable des futurs concessionnaires; il suffit qu'on les oblige à se marier dans le délai d'un an après l'obtention de la concession, et que, faute par eux d'avoir satisfait à cette obligatiou, la déchéance soit prononcée.

M. Morinaud blâme, en outre, la disposition du décret de 1878 qui interdit aux concessionnaires de prétendre à une nouvelle attribution territoriale ; le colon qui par son travail exemplaire a mérité une récompense ne devrait-il pas pouvoir obtenir une seconde concession ?

En revanche, il faudrait exiger des concessionnaires dix ans, et non pas cinq ans de résidence. Les colons sérieux ne sauraient s'en plaindre. Seuls se plaindraient les spéculateurs, ceux qui cherchent à obtenir des terres pour les abandonner plus tard à la culture de locataires indigènes en retournant en France, ou bien en allant demeurer à la ville voisine.

30 juillet. — Loi sur le rachat des rentes domaniales en Algérie (1).

Finances

5 juillet. — Loi portant prorogation du privilège de la banque de l'Algérie (2).

19 décembre. — Loi portant création d'un budget spécial pour l'Algérie (3).

29 décembre. — Loi portant fixation du budget spécial de l'Algérie pour l'exercice 1901 (4).

---

(1) *Rev. Alg.*, 1900. 3. 97.
(2) *Rev. Alg.*, 1900. 3. 75.
(3) *Rev. Alg.*, 1900. 3. 138.
(4) *Rev. Alg.*, 1900. 3. 165.

Justice

28 mai. — M. Pourquery de Boisserin dépose sur le bureau de la Chambre une proposition de loi relative à l'organisation des Cours d'assises et du jury criminel en Algérie (1).

Cette proposition est la reproduction du projet soumis en 1894 à la Chambre sur le rapport de M. Flandin (2).

28 mai. — M. Pourquery de Boisserin dépose sur le bureau de la Chambre une proposition de loi concernant l'application à l'Algérie de la loi du 30 août 1883 sur la réforme de l'organisation judiciaire (3).

L'auteur de la proposition demande que l'on rende la loi du 30 août 1883 applicable à l'Algérie dans toutes ses dispositions, et que l'on confère ainsi l'inamovibilité à la magistrature de la colonie.

7 juin. — M. Odilon Barrot dépose sur le bureau de la Chambre un rapport sur la proposition de loi de M. Morinaud portant abrogation des art. 6 et 7 de l'ordonnance du 16 avril 1843 (fixation des délais d'ajournement en Algérie) (4).

Le rapport conclut à l'adoption de la proposition de M. Morinaud.

13 juin. — MM. Morinaud et Firmin Faure déposent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi tendant à créer deux cours d'appel en Algérie, l'une à Oran, l'autre à Constantine (5).

22 juin. — M. Morinaud et plusieurs de ses collègues déposent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi sur l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie (6).

Les auteurs de la proposition pensent, comme M. Pourquery de Boisserin, que les cours d'assises, dont le fardeau devient de plus en plus lourd, devraient cesser de connaître de la plus grande partie des crimes commis par les indigènes. Seulement, tandis que M. Pourquery de Boisserin soumet les affaires dont les cours d'assises se trouveraient déchargées à des cours criminelles siégeant dans chaque chef-lieu d'arrondissement et composées de trois magistrats, deux assesseurs-jurés français et deux assesseurs-jurés musulmans, ils les soumettent purement et simplement aux tribunaux correctionnels. Ils s'élèvent contre l'idée d'introduire dans un jury des indigènes dont on n'exige même pas la qualité de citoyen

---

(1) *J. off.*, p. 1118, ann. 1656.

(2) V. *Rev. Alg.*, 1895. 1. 13. 1898. 1. 11 et 1899. 1. 7.

(3) *J. off.*, p. 1121, ann. 1657.

(4) *J. off.*, p. 1193, ann. 1679. — *Rev. Alg.*, 1900. 1. 6. — Le délai des ajournements en Algérie a été fixé par le décret du 24 juin 1900 (*Rev. Alg.*, 1900. 3. 74).

(5) *J. off.*, p. 1279, ann. 1709. — V. *Rev. Alg.*, 1896. 1. 5 et 1898. 1. 11.

(6) *J. off.*, p. 1349, ann. 1740.

français. Notre droit public n'admet pas en France qu'on soit juré sans être citoyen. On doit encore moins, disent-ils, admettre pareille atteinte aux principes élémentaires de notre droit public dans une colonie où, de toute nécessité, il convient, dans l'intérêt de notre domination, de ne pas abandonner aux indigènes des attributs de la souveraineté aussi importants que le droit de juger.

Marine

28 juin. — M. Brindeau dépose sur le bureau de la Chambre un rapport sur une proposition de loi de M. Albin Rozet tendant à créer un corps de marins indigènes ou baharia en Algérie et en Tunisie (1).

En 1853, sur l'initiative du maréchal Randon et du contre-amiral De Chabannes, on avait créé à Alger, à bord du stationnaire, une école de mousses indigènes. Tout marcha bien au début et tant que le maréchal Randon resta gouverneur de l'Algérie. Aussitôt après son départ, elle périclita, et finalement elle disparut en 1872, après avoir été transformée, de fait, en une sorte d'annexe de maison de correction pour les jeunes indigènes.

Mais, dit M. Albin Rozet dans l'exposé des motifs de sa proposition, les marins indigènes, dont le besoin ne s'imposait pas aux premiers temps de la conquête de l'Algérie, sont aujourd'hui devenus nécessaires.

L'extension de notre empire colonial, ayant entraîné l'augmentation et la dispersion sur tout le globe de notre marine nationale, nous incite, comme corollaire logique, à développer le goût des professions maritimes chez celles des populations de notre littoral méditerranéen qui sont devenues trop indifférentes aux choses de la mer. C'est, en effet, à ces populations riveraines que doit incomber l'apport du personnel marin de réserve qui, sur place, est nécessaire en temps de guerre à l'armement du matériel naval et à la défense de plus de 2,000 kilomètres de côtes.

Un intérêt politique supérieur exige d'ailleurs que nous ne continuions pas à laisser accaparer par des gens de race étrangère les pêcheries des côtes algériennes ou tunisiennes, dont l'exploitation doit appartenir surtout aux Français de race, et aux indigènes riverains, sujets ou protégés français.

En 1894, la nécessité de défendre notre frontière méridionale de l'Algérie et d'avoir, de ce côté, les moyens d'action indispensables à notre rayonnement vers le Soudan a déterminé le Parlement à voter la loi du 5 décembre 1894, portant création de troupes sahariennes. Aujourd'hui, des considérations analogues en ce qui concerne les frontières nord et est de l'Algérie et de la Tunisie exigent également la création d'un corps d'auxiliaires indigènes spéciaux, afin de fournir le complément du personnel indispensable à la division navale chargée de la défense de notre littoral, ou nécessaire pour certaines expéditions coloniales.

---

(1) *J. off.*, p. 1617, ann. 1761. — Proposition déposée le 29 mars 1900, p. 700, ann. 1560.

M. Albin Rozet rappelle le parti considérable que, sur mer aussi bien que sur terre, les nationaux qui ont dominé ou conquis l'Afrique du Nord ont tiré de l'élément berbère.

Le rapport de M. Brindeau conclut à l'adoption de sa proposition ; le texte qui est soumis à la Chambre en est la reproduction à peu près intégrale.

Travaux publics

25 avril. — Loi déclarant d'utilité publique l'établissement, dans le département de Constantine, d'un chemin de fer d'intérêt local, à voie de de 1 mètre, d'Aïn-Mokra à St-Charles par Jemmapes (1).

22 mai. — M. Morinaud dépose sur le bureau de la Chambre un projet de résolution relatif à l'exécution de la ligne du chemin de fer à voie étroite de Biskra à Ouargla.

24 juillet. — Loi ayant pour objet l'amélioration du port de Philippeville et la concession à la Chambre de commerce de cette ville d'une partie des terre-pleins du dit port. (2).

7 décembre. — M. Morinaud et plusieurs de ses collègues déposent sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ayant pour objet d'autoriser les communes algériennes à employer tout ou partie de leurs prestations à des travaux d'irrigation ou d'amélioration en eau potable.

12 décembre. — Loi ayant pour objet le rachat des concessions de chemins de fer de la Compagnie Franco-Algérienne (3).

29 décembre. — Le gouvernement présente au Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre, concernant le prolongement de la ligne d'Aïn-Sefra à Djenien-bou-Rezg à Duveyrier dans la direction d'Igli (4).

Paul LACOSTE,
Professeur à la Faculté de droit d'Aix.

(1) *J. off.*, 25 avril 1900.
(2) *J. off.*, 9 août 1900.
(3) *J. off.*, 13 décembre 1900.
(4) Projet présenté à la Chambre le 29 novembre 1900.

BIBLIOGRAPHIE

COURS DE DROIT ADMINISTRATIF ET DE LÉGISLATION FRANÇAISE DES FINANCES, avec introduction de droit constitutionnel et les principes du droit public, par Th. Ducrocq, professeur honoraire à la Faculté de droit de l'Université de Paris, correspondant de l'Institut, etc. — 7e édition. — Tome IV : L'État ; Personnalité civile et domaine. — Paris, 1 vol. in-8°, Fontemoing, 1900.

Nous avons rendu compte dans la *Revue* (années 1897 et 1898) des trois premiers volumes de l'important ouvrage dont M. Th. Ducrocq publie la 7e édition. Nous sommes heureux d'annoncer aujourd'hui la publication du tome quatrième.

Ainsi qu'on l'a vu par les grandes divisions de cet ouvrage, la troisième partie, la plus étendue, est consacrée aux *personnes civiles* et doit comprendre les trois derniers tomes, bien que chacun d'eux forme, comme les précédents, un traité indépendant et distinct se suffisant à lui-même. D'après le savant auteur, on doit reconnaître dans la législation française quatre classes de personnes civiles : — l'État ; — Les établissements publics, y compris les départements et les communes ; — Les établissements d'utilité publique ; — Enfin, les personnes civiles qui ne rentrent dans aucune des trois premières catégories. Cette division des personnes civiles sert de base à la division de cette troisième partie, ou de ce titre troisième, en quatre chapitres. Le chapitre I est consacré à l'État et ses quatre premières sections font l'objet du tome IV qui vient de paraître. Les autres sections de ce chapitre I, consacrées à la dette publique et à l'impôt, formeront le tome V. Le chapitre II, consacré aux établissements

publics et aux départements et communes considérés comme tels, et les chapitres III et IV, consacrés aux deux autres catégories de personnes civiles, feront l'objet du tome VI. Ce dernier volume contiendra en outre des appendices et les tables générales de l'ouvrage.

Ce n'est pas seulement la grande personnalité civile de l'État français qui fera, dans les tomes IV et V, l'objet d'une étude approfondie, mais aussi celle de tous les États et souverains étrangers reconnus par la France, personnalité restreinte d'ailleurs, comme leur souveraineté même sur notre sol, à leur rôle international.

Nous signalons à nos lecteurs, dans ce tome IV, comme présentant pour eux un intérêt particulier : — L'examen de la loi du 1er mars 1888, relative à l'interdiction de la pêche aux bateaux étrangers dans les eaux territoriales de la France et de l'Algérie (n° 1519); — L'étude de la législation spéciale de l'Algérie, de la Tunisie et des colonies ou pays de protectorat sur les sources et les eaux pluviales (nos 1672 à 1677), et sur les édifices et objets mobiliers intéressant l'archéologie (nos 1739 et 1740).

LES ISRAÉLITES DE L'ALGÉRIE ET LE DÉCRET CRÉMIEUX, par Jacques Cohen, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris (Paris, A. Rousseau, édit.). — L'ORGANISATION GOUVERNEMENTALE DE L'ALGÉRIE (étude sur son évolution historique, son état actuel et les projets de réforme), par André Mallarmé, docteur en droit, lauréat de l'école de droit d'Alger, avocat à la Cour d'appel d'Alger (Paris, Chevalier-Marescq, édit.). — DE L'APPLICATION DU DROIT MUSULMAN EN ALGÉRIE, par Frédéric Godin, pourvu du certificat de législation algérienne et de droit musulman, juge de paix suppléant à Akbou (Alger, A. Jourdan, édit.).

Les problèmes juridiques algériens appellent de plus en plus l'attention des étudiants de doctorat, et on ne peut que s'en féliciter : l'Algérie est mieux connue, ses questions si complexes sont traitées avec plus de compétence; les relations entre la métropole et la colonie ne manqueront pas de s'en ressentir. Aussi est-ce une véritable satisfaction pour la *Revue* que de présenter à la fois à ses lecteurs trois thèses de doctorat, toutes soutenues sur des matières algériennes.

La première, par ordre de date, celle de M. Jacques Cohen, est consacrée à la question brûlante qui passionne l'Algérie ; elle est intitulée : « *Les israélites d'Algérie et le décret Crémieux* ». Certes l'auteur n'entend point

traiter la question de l'antisémitisme au point de vue social ; sa thèse n'est point d'économie politique, elle est surtout et avant tout d'ordre juridique. Comme son titre l'indique, son travail est plus particulièrement consacré au décret du 24 octobre 1870, dit décret Crémieux, qui a d'ailleurs soulevé les critiques les plus ardentes et alimenté de nombreuses controverses. M. Cohen se pose une triple question : Les israélites algériens remplissaient-ils les conditions morales suffisantes pour leur donner droit à la nationalité française? Leur naturalisation en masse, par le décret Crémieux, est-elle conforme à la politique coloniale que devait suivre la France en Algérie? Enfin cette mesure a-t-elle produit l'effet qu'en attendaient ses auteurs, la fusion des israélites algériens dans la grande masse française? C'est pour répondre à cette série de questions et pour arriver, de façon scientifique, à une conclusion qu'il veut « impartiale et réfléchie », que M. Cohen examine la situation juridique faite aux israélites depuis la conquête de l'Algérie jusqu'à nos jours. Il nous montre d'abord leur condition dans la Régence, au moment où les troupes françaises débarquent en Afrique ; puis il passe à ce qu'il appelle la période d'assimilation intellectuelle et législative (1830-1870), et enfin à la naturalisation collective (1870). Suivent alors des considérations juridiques sur le décret Crémieux, par lesquelles l'auteur établit la légalité de ce décret, et des considérations politiques par lesquelles il s'efforce de justifier ce qu'il appelle une œuvre « de bonne et sage législation ». Les différentes critiques qu'on a élevées contre cet acte, et qu'il examine de la façon la plus impartiale, n'ont pu le convaincre. Il estime que la France accomplit une œuvre bonne en Algérie, en pratiquant la politique d'assimilation à l'égard tant des israélites que des indigènes.

Ce travail, très sérieux, écrit d'une plume élégante et facile, restera comme un exposé complet de la question.

Moins brûlant, surtout pour le grand public, mais tout aussi intéressant et aussi gros de conséquences pour la métropole et la colonie, est le sujet traité par M. Mallarmé. Il étudie l'*organisation gouvernementale de l'Algérie, son évolution historique, son état actuel et les projets de réformes.* Cette étude est surtout historique ; ce cadre lui était imposé d'ailleurs par la nature même du sujet ; depuis 1830, que de régimes l'Algérie a vu ainsi se succéder, chacun procédant de notions, de tendances différentes, l'un remplaçant l'autre, sans d'ailleurs le compléter, sans non plus toujours l'abroger !

Dans la première partie de son travail, l'auteur montre l'évolution historique du gouvernement général, née de l'intendance civile. La seconde partie est consacrée à l'étude des régimes actuels, celui des rattachements, inauguré par les décrets de 1881, et ce que l'auteur appelle « la réaction autonomiste » depuis 1896. L'ouvrage se termine par l'exposé des nombreux projets de réformes, parmi lesquels M. Mallarmé nous fait connaître ses préférence personnelles. Il est partisan de la création d'un ministère spécial, tout en conservant le gouvernement général, fortement constitué. Il serait désirable également, d'après lui, de maintenir la représentation algérienne, tout en créant un conseil colonial.

Ce qui fait le grand mérite de cette thèse, c'est l'abondance des docu-

ments qu'elle contient et le parti que l'auteur en a su tirer. On peut dire qu'aucune opinion, aucun système n'ont échappé à sa critique souvent approfondie et toujours brillante. Aussi la Faculté de Paris lui a-t-elle décernée l'*éloge*.

M. Godin était très qualifié, en sa qualité de juge de paix algérien, pour traiter *de l'application du droit musulman en Algérie*. Il l'a fait dans une œuvre très consciencieuse, et il a su mettre de la clarté dans l'examen des questions parfois si délicates que fait naître l'abondance des textes algériens. L'auteur étudie d'abord la mesure d'application du droit musulman, à l'heure actuelle, dans chacune des zones législatives de l'Algérie, c'est-à-dire dans le Tell, régi par le décret du 17 avril 1889, dans la Kabylie où le décret du 29 août 1874 est encore en vigueur, et dans la région saharienne qui obéit au décret du 8 janvier 1870. Puis il passe à l'étude des juridictions qui appliquent ce droit indigène. Enfin, dans sa conclusion, M. Godin présente sur l'application de la loi musulmane et sur les juridictions qui l'appliquent en Algérie des observations critiques qui montrent toute la sagacité d'esprit d'un magistrat déjà mûri par l'expérience de ses difficiles fonctions.

L'INTERDICTION EN DROIT MUSULMAN [1]

CHAPITRE II

L'INTERDICTION POUR CAUSE DE FAILLITE

72. — La loi musulmane a organisé, pour la liquidation du patrimoine du débiteur insolvable et le règlement de sa situation, une procédure à laquelle sont liés tous ses créanciers. L'emploi de cette procédure n'est point limité à une catégorie déterminée de débiteurs ; elle peut être suivie contre toute personne, quelle qu'elle soit, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper du point de savoir si elle est ou non commerçante. Lors, en effet, qu'un débiteur n'a point satisfait à son engagement et qu'il n'apparaît pas que son actif soit supérieur à son passif, le créancier non payé peut solliciter et obtenir du juge une décision plaçant le débiteur dans une situation que certains traducteurs nomment : *banqueroute* (2), d'autres : *faillite* (3), d'autres : *déconfiture* (4), d'autres enfin : *insolvabilité judiciairement constatée* (5).

Bien que, comme le fait observer très judicieusement M. Zeys (6), la faillite, en droit français, n'implique pas nécessairement l'insolvabilité, mais simplement le fait de la

(1) V. *suprà*, p. 25 et suiv., 57 et suiv., 81 et suiv. 1900.

(2) Mouradja d'Obsson, *op. cit.*, t. 6, p. 116.

(3) Perron, *dans sa traduction du Précis de Sidi Khalil*, t. 4, p. 7 ; — Seignette, *Code musulman de Khalil*, p. 135.

(4) Houdas et Martel, *dans leur traduction de la Tohfat d'Ebn Acem*, p. 775.

(5) Zeys, *op. cit* t. 1, p. 101, n° 190.

(6) *Eod. loc.*

cessation des paiements, — et suppose, d'autre part, la qualité de commerçant chez le débiteur, nous emploierons néanmoins ce terme de *faillite*, pour désigner la situation que crée au débiteur musulman le jugement obtenu par son créancier, parce que l'état du débiteur musulman reconnu insolvable est, comme celui du failli, « un état de droit, établi par jugement, et déterminant un changement complet dans la situation des personnes et le régime des biens (1) », et qu'il se manifeste par des conséquences analogues à celles qu'entraîne la faillite, telles que le dessaisissement du débiteur.

73. — « La faillite, dit Ibn Arfa, est le dessaisissement du débiteur, prononcé *judiciairement* (2) ». L'état de faillite ne saurait, en effet, découler du seul fait de l'insolvabilité du débiteur. Celle-ci peut rester ignorée des tiers, et, comme l'état de faillite produit à l'égard de ces derniers des effets considérables, il est juste qu'il ne puisse leur être opposé que lorsque la situation qui la motive a fait l'objet d'une constatation judiciaire.

74. — « La faillite est le dessaisissement du débiteur ». La déclaration de faillite emporte, en effet, interdiction du débiteur. Cetle interdiction ne constitue pas, à la vérité, l'unique manifestation de l'état de faillite, — la déclaration de faillite entraînant, par exemple, déchéance du terme pour le débiteur et rendant possible l'emprisonnement de ce dernier ; — mais elle est, sans contredit, la plus importante, et c'est la seule dont il sera traité ici.

75. — L'interdiction, à la différence de celle qui atteint le mineur ou l'aliéné, n'intervient point, ici, dans l'intérêt de celui qu'elle frappe ; elle est dirigée contre lui. Elle a pour objet la conservation de son patrimoine, mais au profit de ses créanciers. Elle tend à l'empêcher, non de se ruiner, ce qui est déjà fait, mais d'aggraver, au préjudice de ses créanciers, son insolvabilité existante. Elle n'a point pour but d'assurer la bonne gestion de ses biens, mais la réalisation de son patrimoine en vue d'une équitable répartition du prix entre tous les ayants droit.

76. — On considère généralement que l'étude des dispositions de la loi musulmane, en matière de faillite, est dépourvue d'intérêt pratique, la loi française des faillites étant d'ordre public et régissant, dès lors, tous les commerçants établis sur le territoire français, quelles que soient leur nationalité et leur religion, — en sorte que cette étude sur

---

(1) Laurin, *Cours élémentaire de droit commercial*, p. 573.

(2) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, p. 135.

l'interdiction pour cause de faillite, en droit musulman, se trouverait être sans utilité.

La jurisprudence paraît, en effet, fixée en ce sens, que « les dispositions du Code de commerce relatives à la faillite s'appliquent en Algérie à toute personne faisant le négoce (1) ». — Mais la faillite est, en droit français, une institution exclusivement commerciale. Aussi, lorsqu'on a décidé que la faillite du musulman, se livrant au commerce en Algérie, est régie par la loi française, n'a-t-on nullement résolu la question de savoir quelle loi, de la loi musulmane ou de la loi française, déterminera la procédure à suivre contre le musulman non commerçant en état d'insolvabilité.

Il est vrai que dans les territoires auxquels s'applique le décret du 17 avril 1889, c'est la loi française qui, d'une manière générale, gouverne les rapports contractuels entre indigènes musulmans; c'est elle, par conséquent, qui règle, en principe les relations de créancier à débiteur musulmans, et qui fixe, par rapport à ses créanciers, les conséquences de l'insolvabilité du débiteur même non commerçant.

Mais, en territoire de commandement, aux termes de l'art. 5 du décret du 8 janvier 1870, « les cadis connaissent en premier ressort de toutes les affaires civiles et commerciales... »; ce qui implique, le cadi jugeant toujours d'après la loi musulmane, que c'est cette loi musulmane qui régit tous les rapports civils ou commerciaux entre indigènes musulmans du territoire militaire, et par là même toutes les difficultés qui peuvent naître de conventions civiles ou commerciales conclues entre indigènes de ce territoire, toutes les contestations qui peuvent y surgir entre créancier et débiteur musulmans. — Soit, dira-t-on, si le débiteur n'est pas commerçant; mais si, l'étant, il se trouve en état de cessation de paiements, il ne relève plus que de la loi française, la loi française des faillites étant d'ordre public et ne pouvant être, pour ce motif, tenue en échec par aucune autre loi. — Il n'en est pas moins vrai qu'en territoire de commandement, les cadis étant compétents pour connaître de tout litige entre musulmans, en matière commerciale comme en matière civile, c'est toujours devant le cadi que sera traduit le débiteur, commerçant ou non; et s'il arrive que ce débiteur soit insolvable, le cadi n'hésitera pas, quelle que soit la profession qu'il exerce, à procéder, et à procéder conformément à la loi musulmane, au règlement de sa situation.

---

(1) Alger, 21 mars 1871; Estoublon, *Jur. Alg.*, 1871, 12; 7 décembre 1892 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 1).

Enfin, dans les ressorts judiciaires de Tizi-Ouzou et de Bougie, « le droit musulman continue à régir les conventions civiles ou commerciales entre indigènes arabes... ou musulmans étrangers... » (1). Les difficultés nées de ces conventions sont tranchées par le juge français, mais elles doivent l'être conformément à la loi musulmane. C'est donc d'après les prescriptions de la loi musulmane que le juge français devra régler les rapports entre débiteur insolvable et créancier musulmans, à moins que le débiteur ne soit commerçant, auquel cas, seule, la loi française des faillites pourrait lui être appliquée; mais si le débiteur n'est pas commerçant, il n'est plus alors de bonne raison pour écarter la loi musulmane.

L'étude de l'interdiction pour cause de faillite, en droit musulman, n'est donc pas sans présenter quelque utilité, même en Algérie.

SECTION I

Conditions auxquelles se trouve subordonnée l'interdiction

77. — L'interdiction du débiteur implique son état de faillite, et celui-ci suppose qu'un jugement est intervenu, à la requête d'un créancier non payé, constatant que le débiteur est insolvable. Voici, d'ailleurs, comment, sur ce point, s'est exprimé Sidi Khalil : « L'autorité judiciaire déclare en faillite tout débiteur présent ou absent lorsqu'on ne connaît pas à ce débiteur de ressources suffisantes pour payer. — Il faut : 1° Que la demande en soit faite par un des créanciers, quand même d'autres s'opposeraient ; — 2° Que la dette soit échue ou soit présente ; — 3° Que la créance excède l'avoir du débiteur, ou bien que, si elle n'excède pas, le débiteur ne puisse, avec ce qui lui restera après le paiement de cette créance, acquitter une autre créance à terme (2) ».

« *Il faut : 1° Que la demande en soit faite par un des créanciers, quand même d'autres s'opposeraient* ». — Aucun texte, à notre connaissance, n'impose au débiteur l'obligation de faire connaître au juge son état d'insolvabilité et de provoquer lui-même la liquidation de sa situation. Il n'en est pas, non plus, se référant à l'hypothèse d'une déclaration de

---

(1) Décret du 29 août 1874, art. 2.

(2) Sidi Khalil, *trad. Perron*, t. 4, p. 7 et 8.

faillite prononcée à la requête du débiteur. Sidi Khalil prévoit, il est vrai, le cas d'un abandon de biens consenti par le débiteur à ses créanciers, d'un dessaisissement du débiteur spontanément opéré et accepté par les créanciers, mais n'emportant nullement interdiction du débiteur et s'étant réalisé en dehors de toute intervention de justice (1). Et, nulle part, il ne nous montre le débiteur obtenant du juge une sentence à l'effet d'imposer à ses créanciers son propre dessaisissement, faisant prononcer lui-même sa propre interdiction. — Si le silence des textes, sur ce point, ne nous permet pas d'aller jusqu'à affirmer que la loi musulmane, à la différence du droit français, n'admet pas le débiteur à provoquer lui-même sa mise en faillite, il nous autorise, du moins, à affirmer que, dans la pensée des jurisconsultes musulmans, c'est toujours, en fait, sur l'intervention des créanciers qu'est prononcée la déclaration de faillite (2).

Il n'est, d'ailleurs, nullement nécessaire que cette intervention soit collective. L'un quelconque des créanciers peut agir. Sidi Khalil ajoute même que la faillite doit être déclarée malgré l'opposition des autres créanciers ; et l'on s'explique très bien qu'il en soit ainsi. Tant que le débiteur n'a point été dessaisi de l'administration de ses biens, il conserve la faculté d'avantager tel de ses créanciers qu'il lui plaît. Sidi Khalil dit bien que tout créancier peut empêcher son débiteur insolvable « d'aliéner à titre gratuit..., de payer un autre créancier avant l'échéance, de faire à certains de ses créanciers une cession générale de ses biens » (3) ; mais le jurisconsulte ajoute que ce même créancier « ne peut s'opposer à ce qu'il (le débiteur) cède une partie de son actif, ni à ce qu'il constitue des sûretés » (4) ; si bien, qu'en dépit de son insolvabilité, le débiteur conserve, dans une certaine mesure, la faculté de modifier la situation respective de ses créanciers. Cette faculté, la déclaration de faillite la lui enlève. La faillite apparaît donc comme le seul moyen de maintenir l'égalité entre les créanciers, d'empêcher que certains créanciers ne soient avantagés au détriment des autres ; et voilà pourquoi

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 443.

(2) On lit, cependant, dans le *Minhadj at-talibin*, manuel de jurisprudence selon le rite de Chafii, traduit par M. Van den Berg, t. 2, p. 2 : « La faillite s'ouvre aussi sur la demande du débiteur ». Mais l'auteur, Nawawi, fait observer, lui-même, qu'il est des savants accrédités qui inclinent vers l'opinion contraire.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 432.

(4) *Eod. loc.*, art. 433.

l'un quelconque des créanciers peut contraindre les autres à subir la mise en faillite du débiteur.

« *Il faut :... 2° Que la dette soit échue ou soit présente* ».— Telle n'est pas, sur ce point, la solution consacrée par la législation française, laquelle permet aux créanciers à terme, voire même aux créanciers conditionnels, d'assigner le débiteur en déclaration de faillite (1).

« *Il faut :... 3° Que la créance excède l'avoir du débiteur, ou bien que, si elle n'excède pas, le débiteur ne puisse, avec ce qui lui restera après le paiement de cette créance, acquitter une autre créance à terme* ». — Il faut, en un mot, que le passif du débiteur excède son actif, que ce débiteur soit insolvable, qu'il ait prouvé son insolvabilité, car le débiteur est toujours, en principe, présumé solvable (2). — Sur ce point encore, les solutions consacrées par la législation musulmane diffèrent de celles admises par le droit français. En droit français, en effet, le seul fait de la cessation des paiements autorise la mise en faillite du débiteur. Le juge n'a pas à se poser la question de savoir si ce débiteur est ou non solvable ; dès l'instant où la preuve de la cessation des paiements est faite, la faillite doit être déclarée (3).

78. — Telles sont les conditions auxquelles, en droit musulman, se trouve subordonnée la déclaration de faillite. Le droit français, on vient de le voir, a formulé, en la matière, des décisions quelque peu différentes. D'où proviennent ces divergences? — De ce que la faillite n'a pas, en droit musulman, le même caractère, la même nature juridique qu'en droit français.

En droit français, en effet, la procédure de faillite n'est pas une procédure d'exécution. Elle se résume en un ensemble de mesures ayant pour objet la conservation, dans l'intérêt des créanciers, du patrimoine du débiteur, — ayant pour objet de conserver et même d'améliorer le gage des créanciers. Et ce qui montre bien que tel est le caractère de la faillite, c'est que, loin de se clôturer nécessairement par l'exécution du débiteur, par la vente de ses biens, elle peut aboutir au rétablissement du débiteur à la tête de ses affaires. On conçoit dès lors très bien, si tel est le caractère de la faillite, que le droit d'en provoquer l'ouverture n'ait point été strictement réservé à ceux qui, seuls, ont qualité pour exécuter ce débiteur. On comprend également pourquoi la

---

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. 7, n° 94.

(2) Ebn Acem, *op. cit.*, vers 1444.

(3) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. 7, n^{os} 55 et 57.

déclaration de faillite n'a pas été subordonnée par la législation française à l'insolvabilité du débiteur, et peut se produire dès l'instant où il y a cessation des paiements. Le fait de cette cessation des paiements est toujours grave ; il dénote une situation pleine de périls et suffit amplement, dès lors, à justifier le recours aux mesures de conservation.

En droit musulman, au contraire, la procédure de faillite est une procédure d'exécution. Voici d'ailleurs ce que décide la loi musulmane touchant l'exécution du débiteur qui ne paie pas son créancier :

Le débiteur peut être solvable, — indigent, — ou insolvable, c'est-à-dire posséder un certain actif, mais insuffisant pour assurer le paiement intégral de ses dettes. — Le débiteur est-il solvable, on examine les raisons pour lesquelles il ne paie pas. S'il paraît être dans une situation digne d'intérêt, s'il tarde, par exemple, à désintéresser son créancier parce qu'il n'a pas d'argent disponible et qu'il lui faut du temps pour réaliser l'un de ses biens, un certain délai lui est accordé (1) ; dans le cas contraire, aucune entrave n'est apportée à la poursuite du créancier ; le débiteur est mis en prison tant qu'il n'a pas payé ou qu'il n'a pas fourni une caution ayant pris l'engagement de payer immédiatement le montant intégral de la dette (2) ; le juge pourrait également saisir et donner en gage au créancier des effets mobiliers appartenant au débiteur, voire même en ordonner la vente sur le prix de laquelle le créancier se désintéressera (3). — Si le débiteur est indigent, sans ressources aucunes, toute procédure est suspendue contre lui, et il ne peut plus être inquiété qu'au cas de retour à meilleure fortune (4). — Enfin, si le débiteur est insolvable, il ne peut être sursis à la poursuite du créancier. Mais comme, à raison de l'insolvabilité du débiteur, tous les créanciers ne pourront être intégralement payés, la loi musulmane organise alors une procédure d'exécution spéciale, destinée à sauvegarder les intérêts des créanciers, à assurer entre ceux-ci une équitable répartition des biens du débiteur Cette procédure, c'est la procédure de faillite ; et ce qui montre bien qu'elle est une procédure d'exécution, et seulement une procédure d'exécution, c'est qu'elle n'a qu'une issue, l'exécution du débiteur, la vente de ses biens et la répartition du prix entre ses créanciers.

---

(1) Ebn Acem, *op. cit.*, vers 1425 et 1426.

(2) *Eod. loc.*, vers 1137 et 1438.

(3) *Eod. loc.*, vers 1435.

(4) *Eod. loc.*, vers 1427.

On voit dès lors apparaître très nettement la raison d'être des différences signalées plus haut entre le droit français et la législation musulmane. Il semble alors tout naturel que la faillite ne puisse être déclarée pour cette seule raison que des mesures de conservation paraissent nécessaires ; — tout naturel également que les créanciers à terme ou conditionnels, de même que le débiteur, ne puissent provoquer l'ouverture de la faillite, le droit d'exécuter le débiteur n'appartenant, en principe, qu'aux créanciers, et seulement à ceux dont les créances sont exigibles.

79. — Envisagée à ce point de vue, la faillite musulmane présente les plus grandes analogies avec la *distractio bonorum* du Bas-Empire. L'une et l'autre constituent la voie normale d'exécution au cas d'insolvabilité du débiteur, et se résument dans la saisie en bloc et la vente en détail des biens composant le patrimoine de l'insolvable (1). — Faut-il en conclure que c'est « au droit romain, suivi encore en Asie du temps des califes » (2), que les musulmans ont emprunté leur législation concernant la faillite? — C'est là une question dont l'examen dépasse le cadre de cette étude et dans la discussion de laquelle nous n'avons pas à entrer. Aussi croyons-nous devoir nous en tenir à l'observation suivante : il n'est pas douteux que, sur divers points, le droit romain a pénétré la législation musulmane. On a fait remarquer, notamment, que les premiers magistrats musulmans établis en Syrie se sont approprié le système formulaire qui s'y était maintenu (3), et nous-même avons signalé certain passage de la *Tohfat* d'Ebn Acem, où se retrouve la trace presque évidente d'une influence romaine (4). Mais si les jurisconsultes musulmans avaient cru devoir, dans la réglementation de la faillite, s'inspirer des règles du droit romain relatives à la *distractio bonorum,* il serait inexplicable qu'ils eussent laissé complètement de côté la théorie de l'*action paulienne*, dont l'importance, en cette matière, est capitale.

80. — L'interdiction du débiteur, a-t-il été dit plus haut, implique son état de faillite. Pour ce qui des conditions auxquelles cet état de faillite se trouve subordonné, elles viennent d'être déterminées. Mais l'interdiction est-elle encourue de plein droit, dès l'instant où la faillite a été

(1) Girard, *Manuel de droit romain*, p. 1040.

(2) Thaller, *Des faillites en droit comparé*, t. 1, p. 47.

(3) Sawas Pacha, *Étude sur la théorie du droit musulman*, 1re partie, p. 50 et 51.

(4) Morand, *La prescription en droit musulman* (*Rev. Alg.*, 1899. 1. 39).

déclarée? — Ou bien suppose-t-elle la réalisation de conditions nouvelles? — Les jurisconsultes musulmans ne s'accordent pas sur la solution à donner à cette question.

Pour Sidi Khalil, la déclaration de faillite emporte de plein droit interdiction du débiteur (1).

Ebn Acem pense au contraire que l'interdiction doit être prononcée, et qu'elle ne peut l'être que si tous les créanciers se sont mis d'accord pour la réclamer (2).

Quant à Abou Hanifah, il n'admet pas que le failli puisse être interdit. Cependant il concède qu'il y aurait lieu de tenir le débiteur pour régulièrement interdit, si son interdiction avait été prononcée successivement par deux magistrats différents. « Abou Hanifah décide que l'on n'interdit pas au failli de disposer de ce qu'il possède; et si un cadi a prononcé l'interdiction, le fait ne devient exécutoire que quand un second cadi l'a prononcée aussi » (3).

SECTION II

Effets de l'interdiction

81. — L'interdiction, qui atteint le failli, est dirigée contre lui; elle tend à protéger, non pas le débiteur, mais bien ses créanciers. Ses effets se résument dans la formule suivante : l'interdiction emporte, au profit des créanciers, dessaisissement du débiteur (4).

§ 1. — *Le dessaisissement envisagé à l'égard du débiteur*

82. — Le dessaisissement consiste dans la perte, par le failli, de la gestion de son patrimoine; il a pour but d'empêcher le débiteur de commettre des détournements au détriment de ses créanciers. — En droit français, les choses ne se passent pas autrement; le jugement déclaratif de faillite a pour conséquence immédiate de dessaisir le failli de l'administration de ses biens, et ce dessaisissement est destiné à protéger les créanciers contre les actes par lesquels le débiteur pourrait être tenté de diminuer leur gage (5).

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Perron,* p. 9; *trad. Seignette*, art. 436.
(2) Ebn Acem, *op. cit.*, vers 1454.
(3) Châranî, *op. cit.*, p. 310.
(4) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, p. 135 et art. 436.
(5) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t 7, n° 196.

Mais, en droit français, ce dessaisissement n'est pas la conséquence de l'interdiction dont se trouverait atteint le failli. Celui-ci n'est pas un interdit, partant ce n'est pas un incapable. De là résulte qu'en dépit du dessaisissement intervenu, le failli conserve la jouissance et l'exercice de ses droits civils. Tous les actes accomplis par lui sont valables, et s'ils ne peuvent s'exécuter sur ses biens au détriment de ses créanciers, cela tient à ce qu'au regard de ceux-ci le patrimoine du failli est frappé d'indisponibilité (1). — En droit musulman, au contraire, le dessaisissement n'a pas seulement pour but d'assurer, au profit de la masse des créanciers, l'indisponibilité des biens du failli ; il trouve encore sa raison d'être dans l'état d'interdiction de ce dernier. Le failli est un interdit, c'est un incapable, et l'incapacité qui l'atteint est générale, car il perd, en principe, l'exercice de tous ses droits (2). Aussi, non seulement les actes accomplis par lui, pendant la durée du dessaisissement, ne peuvent s'exécuter sur ses biens, ils peuvent, de plus, être annulés. « Mâlek et Chaféi, nous apprend, en effet, Châranî, décident que le failli, après qu'il est interdit, n'a plus *la faculté légale et valable* de disposer de son avoir, soit par la vente, soit par donations ou dons » (3). — Le dessaisissement est donc, ici, la manifestation, et de l'incapacité qui atteint le failli, et de l'indisponibilité de son patrimoine.

83. — L'incapacité qui frappe le débiteur en faillite, n'est point seulement une incapacité d'exercice, c'est aussi une incapacité de jouissance ; car s'il perd l'exercice de ses droits, il n'est personne qui ait qualité pour les exercer en son lieu et place. Il ne lui est point donné de tuteur investi de la mission d'administrer ses biens, en son nom et pour son compte. Quant à ses créanciers, s'ils sont mis en possession de son patrimoine, ils ne sont pas chargés de le gérer ; ils n'ont d'autre tâche que de procéder à la vente des biens de leur débiteur et à la répartition du prix en provenant ; ce ne sont pas, à proprement parler, des administrateurs ; ce sont bien plutôt, on le verra par la suite, des agents d'exécution. L'interdit se voit donc enlever à la fois, et l'exercice et la jouissance de ses droits ; et l'on conçoit à la rigueur qu'il en soit ainsi, l'interdiction étant établie, ici, non point dans l'intérêt de l'interdit, mais contre lui.

84. — Les actes accomplis par le failli pendant la durée du

(1) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 208,

(2) Sidi-Khalil, *trad. Seignette*, art. 436.

(3) Châranî, *op. cit.*, p. 310.

dessaisissement, émanant d'un incapable, sont entachés de nullité. Mais, seuls et à l'exclusion de leur débiteur, les créanciers devraient avoir le droit d'invoquer cette nullité, contrairement au principe qui veut que, seul, l'incapable ait le droit de critiquer ses actes et de les faire annuler. C'est qu'en effet, si, d'ordinaire, les incapacités sont établies dans l'intérêt des incapables, ici, tel n'est pas le cas ; car ce sont les créanciers que l'on a voulu protéger par l'interdiction du failli, et non pas le failli lui-même.

85. — Le débiteur, dès l'instant où il est frappé d'interdiction, perd l'exercice de tous ses droits ; l'incapacité qui le frappe est générale. Cependant, d'après Sidi Khalil, le failli conserve « l'exercice des droits attachés à sa personne, comme de répudier, divorcer, requérir le talion ou en faire grâce, affranchir la mère de son enfant et lui délivrer son pécule s'il est minime » (1). Pourquoi ces dérogations au principe ?

Au cours de l'étude que nous nous faite de l'interdiction pour cause de minorité ou de démence, nous avons rencontré des solutions analogues. Il nous a été donné de constater, notamment, que, malgré que l'incapacité qui atteint le mineur fût générale, il était certains actes, cependant, qui lui demeuraient accessibles. Nous avons justifié cette anomalie en faisant observer qu'il s'agit là d'actes à l'égard desquels la représentation ne se comprend guère, qui ne se conçoivent que comme l'œuvre essentiellement personnelle de celui qui les accomplit, — si bien que retirer au mineur la faculté de passer des actes de cette nature, c'eût été, de l'incapacité d'exercice, qui est la sienne, faire une incapacité de jouissance. — Mais cette explication ne saurait être reprise ici, et cela pour deux raisons :

a. — La loi musulmane, en matière de faillite, ne recule pas devant l'incapacité de jouissance (2).

b. — Si le failli, de même que le mineur, peut, en dépit de l'incapacité générale qui pèse sur lui, conserver l'exercice de certains droits, la faveur faite à celui-là n'a pas la même étendue que celle faite à celui-ci. Il est, en effet, des actes que le mineur peut accomplir et qui restent interdits au failli. Le testament du mineur pourvu de discernement est valable, celui du failli ne l'est pas. Sidi Khalil, il est vrai, ne le dit pas formellement, mais il l'admet implicitement, puisque, s'il

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 436. — V. en outre, Chârani, *op. cit.*, p. 310 ; Van den Berg, *op. cit.*, p. 78

(2) V. *suprà*, n° 83.

autorise une exception au principe que la validité du testament suppose la capacité d'aliéner, cette exception ne concerne que le mineur (1). Quand aux jurisconsultes de l'école hanéfite, ils sont très nets sur ce point : « La *validité* d'un testament, dit Ibrahim Halebi, exige différentes conditions, savoir :... 3° l'état de la succession réputée saine et non grevée de dettes » (2). Les dérogations au principe de l'incapacité générale, établies dans l'intérêt du failli, ne sont donc pas exactement celles qui l'on été au profit du mineur. C'est évidemment qu'elles ne s'expliquent pas de la même manière.

En réalité, les droits dont le failli conserve l'exercice sont des droits d'ordre purement moral, et non point d'ordre pécuniaire. Or quel est le but de l'interdiction qui frappe le failli ? C'est de mettre ce dernier dans l'impossibilité de modifier la situation de ses créanciers, d'accomplir des actes de nature à compromettre leurs intérêts ; elle a pour objet de sauvegarder des intérêts d'ordre pécuniaire. D'où il résulte que lorsque les actes du failli sont d'ordre purement moral et ne peuvent avoir d'influence sérieuse sur la consistance ou la composition de son patrimoine, l'interdiction n'a plus sa raison d'être ; ces actes doivent être tenus pour valables. Et voilà pour quelles raisons le failli, bien que l'interdiction lui enlève, en principe, l'exercice de tous ses droits, puisse, cependant, en dépit de cette interdiction, valablement répudier, divorcer, requérir le talion. L'incapacité qui l'atteint est générale ; elle ne concerne pas, toutefois, les actes d'ordre purement moral.

86. — Mais l'état d'interdiction du failli ferait-il obstacle à ce qu'il pût s'obliger par ses délits ? Nous ne le pensons pas. Les délits du mineur engagent sa responsabilité (3), et les considérations qui justifient cette solution pourraient être invoquées, ici, avec la même force. — Toutefois les autres créanciers pourraient s'opposer à ce que les obligations nées de délits commis par le failli, pendant la durée du dessaisissement, pussent s'exécuter sur ses biens. Car le dessaisissement subi par le débiteur ne s'explique pas seulement par l'incapacité de celui-ci, mais aussi par l'état d'indisponibilité de son patrimoine ; et si les créanciers ne peuvent exciper ici de l'incapacité du failli, ils ont encore la ressource de se prévaloir de l'indisponibilité de ses biens.

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 2045 et 2046.

(2) Mouradja d'Ohsson, *op. cit.*, t. 5, p. 295 et 296. Code du statut personnel égyptien, art. 535.

(3) V. *suprà*, n° 20.

§ 2. — *Le dessaisissement envisagé à l'égard des créanciers*

87. — Le dessaisissement du failli s'opère au profit de ses créanciers ; ceux-ci sont mis en possession des biens de leur débiteur.

Seuls, les créanciers dont le titre est antérieur au jugement déclaratif de faillite peuvent participer à cet envoi en possession, puisque, le débiteur se trouvant, à compter de ce moment, en état d'interdiction, les créanciers antérieurs peuvent demander la nullité des engagements qu'il aurait pu prendre depuis le jugement prononçant la faillite, et écarter ainsi les bénéficiaires de ces engagements.

Mais tout créancier dont le titre est antérieur à la déclaration de faillite, a le droit de participer à cet envoi en possession, — et cela, quand bien même l'obligation contractée par le débiteur l'aurait été la veille du jugement déclaratif et alors que le débiteur était déjà en état d'insolvabilité. Ce jugement, en effet, ne dispose que pour l'avenir ; ses conséquences ne se font point sentir dans le passé. — Quant à l'état d'insolvabilité, il n'emporte pas par lui-même incapacité du débiteur ; il permet, il est vrai, aux créanciers de demander la nullité de certains actes accomplis par ce dernier, mais ces actes ont été énumérés limitativement par la loi musulmane. C'est ainsi que les créanciers peuvent contester la validité des reconnaissances de dettes émanant de leur débiteur insolvable, mais seulement lorsqu'elles ont été consenties au profit de personnes suspectes, telles qu'une épouse, un frère ou un fils (1), ce qui implique que, faites au profit de toute autre personne, ces reconnaissances de dettes sont pleinement valables. Le débiteur peut donc, en principe et en dépit de son insolvabilité, s'obliger ; de là résulte que celui envers qui il s'est obligé, à une époque où déjà il était insolvable, doit, en principe, être admis au bénéfice de l'envoi en possession.

88. — Si le dessaisissement du failli s'opère au profit de tous les créanciers dont le titre est antérieur au jugement déclaratif de faillite, il n'a lieu qu'au profit de ceux-là. Aussi toute personne, demandant à participer à l'envoi en possession des biens du failli, doit-elle justifier de sa qualité de créancière et de l'antériorité de son titre par rapport au jugement déclaratif. — Mais cette justification pourrait-elle résulter de l'aveu du failli ? — Si l'aveu est fait postérieu-

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 432

rement à la déclaration de faillite, alors que le débiteur est interdit, dessaisi de ses biens, les autres créanciers ont le droit de demander qu'il soit tenu pour nul et non avenu (1), car il émane d'une personne qui n'a plus la capacité de s'obliger ; or celui-là seul peut avouer valablement une dette, qui est capable de s'obliger (2). — Si l'aveu se produit avant que le débiteur ait été assigné en déclaration de faillite, il est pleinement efficace, à moins, toutefois, qu'il n'ait été fait par un débiteur insolvable, au profit d'une personne suspecte (3). — Enfin si l'aveu intervient au cours de la poursuite intentée par les créanciers et devant le juge qui en est saisi, ou immédiatement après le prononcé du jugement déclaratif, il est tenu pour valable, il fait preuve de l'obligation du débiteur ; mais comme, à raison de l'époque tardive à laquelle il se produit, il peut être à bon droit suspecté, il n'est point opposable à la masse des créanciers (4). Toutefois, le bénéficiaire de cet aveu ne saurait être écarté si les autres créanciers n'avaient eux-mêmes d'autre titre que l'aveu de leur débiteur (5).

89. — Le dessaisissement s'opère, du reste, au profit de tous les créanciers justifiant d'un titre antérieur à la déclaration de faillite, et non pas seulement au profit des créanciers poursuivants. Tous les créanciers, sans distinction, sont liés à la procédure de faillite, qu'ils soient présents ou qu'ils ne le soient pas, — qu'ils se soient fait connaître au début des poursuites dirigées contre le débiteur ou seulement après la clôture de la faillite. L'absence d'un créancier n'entraîne pas la méconnaissance de ses droits ; le dividende à lui afférent est mis en réserve (6). De même, le créancier retardataire peut recourir, pour la part lui revenant dans le prix des biens du failli, contre ceux qui se sont effectivement partagé ce prix (7).

---

(1) Charâni (*op. cit.*, p. 311) déclare cependant que, de l'avis de trois des imâm, l'aveu lie le débiteur, mais n'est point, toutefois, opposable à la masse des créanciers. Telle n'est pas, certainement, la manière de voir de Sidi Khalil, qui n'admet cette solution que dans le cas où l'aveu se produit au cours de l'instance en déclaration de faillite ou immédiatement après le jugement qui la prononce : V. *trad. Seignette*, art. 439.

(2) Aubry et Rau, *op. cit.*, t. 8, p. 170.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 432.

(4) Charâni *(op. cit.*, p. 312) observe, cependant, que, de l'avis de Chaféi, le créancier bénéficiaire de l'aveu, « entre en participation avec les autres ».

(5) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 439.

(6) *Eod. loc.*, art. 458.

(7) *Eod. loc.*, art. 455.

90. — Il est certains créanciers, cependant, qui ne participent point d'une façon complète à l'envoi en possession. Ce sont les créanciers d'une faillite antérieure. Au cas de seconde faillite du débiteur, les créanciers de la première faillite qui n'ont pas été intégralement payés, qui n'ont reçu qu'un dividende, peuvent produire à la seconde, mais ils ne peuvent pas concourir avec les créanciers de celle-ci sur le prix de tous les biens du failli ; ils ne concourront avec eux que sur le prix des biens acquis au débiteur par héritage ou en vertu d'une cause préexistante à la première faillite (1). Les jurisconsultes musulmans ont considéré, vraisemblablement, que les autres biens acquis par le débiteur depuis sa première faillite l'avaient été par le fait des créanciers de la seconde, et qu'il était juste qu'ils fussent le gage exclusif de ceux-ci.

91. — En droit français, la faillite ne se termine pas nécessairement par la vente des biens du failli. Les créanciers procèdent tout d'abord à l'examen de la situation pécuniaire de leur débiteur, et la façon dont la faillite est close varie avec les résultats de leurs investigations. Il y a donc, en toute faillite, une période d'information plus ou moins longue, pendant laquelle il y a lieu de pourvoir à l'administration des biens du failli. Il en est ainsi, alors même que la faillite se clôturerait par l'union des créanciers. Même dans ce cas, il est, dans la faillite, une période d'administration, très nette, très distincte de la période de réalisation (2).

Chez les musulmans, au contraire, la faillite n'est jamais qu'une mesure d'exécution. C'est la procédure d'exécution organisée contre le débiteur insolvable. Elle n'a qu'une issue : l'expropriation du débiteur au profit de ses créanciers. Aussi ces derniers ne sont-ils pas appelés à prendre parti sur la solution que comporte la faillite, et à pourvoir, en attendant qu'ils l'aient fait, à l'administration des biens du failli. Ils ne sont point chargés de gérer provisoirement le patrimoine de leur débiteur ; ils n'ont qu'une mission : le réaliser. Aussi, s'il est, à la rigueur, possible de discerner, dans la faillite musulmane, une période préparatoire précédant la période de réalisation proprement dite, cette période préparatoire n'est-elle pas une période d'administration et se résume-t-elle en une série d'opérations qui n'ont d'autre but que de faciliter l'expropriation du failli. Que font, en effet, les créanciers ? Ils se préoccupent, tout d'abord, une fois nantis

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 443.

(2) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. 7, n° 489.

du patrimoine de leur débiteur, d'en établir la consistance ; — sur la masse de biens, ainsi constitués, ils opèrent certains prélèvements ; — après quoi, ils se paient.

92. — Les créanciers n'ont d'action que sur les biens qui sont la propriété de leur débiteur. Il importe donc de distraire de ceux qui sont en sa possession tous ceux qui pourraient appartenir à des tiers, tels que les objets dont il ne serait que dépositaire ou consignataire. Mais le failli est présumé propriétaire de tous les biens qu'il possède, et c'est à ceux qui les revendiquent qu'il appartient de faire, à l'encontre des créanciers, la preuve de leur droit de propriété (1). Cependant Lakmi admet, dans l'hypothèse où le débiteur serait un artisan, que « pourront être revendiqués sans autre preuve que la désignation faite par l'ouvrier failli, les choses à lui confiées pour être mises en œuvre » (2).

A l'inverse, les créanciers sont autorisés à réclamer le paiement des créances appartenant à leur débiteur (3) ; et dans le cas où l'existence d'une créance ne pourrait être établie que par le serment du failli et où ce dernier se refuserait à le prêter, les créanciers peuvent le prêter en son lieu et place. Certains jurisconsultes pensent même qu'il n'est pas nécessaire que le serment soit prêté par tous les créanciers et que la prestation par quelques uns d'entre eux, en dépit de l'opposition des autres, suffirait pour la conservation de la créance (4) — De même, les créanciers peuvent demander la nullité de certains actes accomplis par le débiteur avant la déclaration de faillite mais alors qu'il était déjà en état d'insolvabilité, et faire rentrer dans la masse certains biens qui en étaient indûment sortis. C'est ainsi que les créanciers peuvent poursuivre l'annulation de la donation consentie par le débiteur alors que son passif excédait déjà son actif. Même solution pour le paiement anticipé, — ou la cession de tous ses biens à quelques créanciers (5).

93. — Il est alors fait masse de tous les biens, de toutes les valeurs constituant le patrimoine du failli ; puis, sur la masse ainsi obtenue, l'on opère certains prélèvements On prélève, notamment, sur les biens du débiteur, reconnu excusable,

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 440.

(2) *Eod. loc.*, art. 441.

(3) Comme en droit français, les créanciers peuvent exercer les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne. — V. Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 447.

(4) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 438.

(5) *Eod. loc.*, art. 432.

de quoi assurer, pendant un certain temps, son existence et celle des gens à l'entretien desquels il doit pourvoir (1). — On doit également laisser au failli, ainsi qu'à chacun des membres de sa famille, un vêtement de travail (2). — Enfin, certains jurisconsultes pensent que, si le débiteur est un artisan, ses instruments de travail, ses outils doivent lui être restitués (3).

94. — Mais tous les autres biens du failli, « même ses livres de science et de religion et ses deux vêtements de vendredi, si leur valeur est considérable » (4), sont le gage de ses créanciers. En sorte que, les opérations préliminaires qui viennent d'être indiquées une fois accomplies, les créanciers se trouvent en possession de tous les biens, et seulement des biens qui constituent leur gage. Ils n'ont plus, semble-t-il, qu'à procéder à la réalisation de ce gage, à la vente de ces biens, et à s'en partager le prix (5). Mais les choses ne vont pas aussi simplement; les dernières opérations nécessitées par la liquidation de la faillite sont, en effet, singulièrement compliquées en raison de cette circonstance que tous les créanciers ne sont pas placés sur un pied d'égalité, qu'il en est qui jouissent d'un traitement de faveur, qui échappent à la loi du concours.

95. — Ces créanciers, qui ne sont point soumis à la loi du concours, peuvent être répartis en deux catégories. Les uns sont des créanciers prudents, avisés, qui ont pris la précaution de se faire concéder des garanties spéciales. Ce sont les *créanciers gagistes*, c'est-à-dire des créanciers qui se sont fait céder en nantissement par le débiteur des biens lui appartenant. — Ce ne peuvent être, d'ailleurs, que des créanciers gagistes, car la loi musulmane « ne connaît les sûretés réelles, résultant de l'affectation d'une chose à la sûreté d'une dette, que sous la forme du gage » (6). Elle ignore l'hypothèque.

Les autres ne doivent pas à leur propre initiative le traitement de faveur dont ils bénéficient; ils le tiennent directement et uniquement de la loi. — Mais d'où vient que la loi musulmane accorde ainsi une protection spéciale à cer-

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 459.
(2) *Eod. loc.*
(3) *Eod. loc.*, art. 445.
(4) *Eod. loc.*, art. 444.
(5) *Eod. loc.*, art. 448 et 449.
(6) Pouyanne, *La propriété foncière en Algérie*, p. 138.

tains créanciers, encore que ceux-ci n'aient rien fait pour se prémunir contre l'insolvabilité possible de leur débiteur? — Est-ce en considération de leur personne? Parce qu'elle présume qu'étant donné leur état de faiblesse, d'incapacité ou de dépendance à l'égard du failli, il leur eût été impossible d'exiger de celui-ci qu'il leur fournit une sûreté quelconque? — Nullement, puisque la femme du failli (1), de même que l'incapable dont il a géré la tutelle, de même aussi que ses gens de service (2), ne sont point autrement traités que la masse des créanciers.

La faveur avec laquelle sont traités certains créanciers ne tient donc pas aux diverses qualités de leur personne; elle provient, en réalité, des qualités de leurs créances. Tantôt, en effet, cette faveur s'explique par une idée de nantissement tacite. Tel est le cas du *vendeur* non payé qui n'a point encore livré l'objet vendu (3); — du *voiturier*, auquel le prix du transport est dû et qui ne s'est point dessaisi de la chose transportée (4); — du *preneur*, auquel un animal a été loué et livré par le failli, et qui a payé par avance le prix de la location (5); — de l'*acheteur*, qui a payé son prix, et auquel la restitution de l'objet acheté par lui est demandée, par suite de l'annulation de la vente (6).

Tantôt, aussi, cette faveur s'explique par cette idée que le créancier a mis un bien dans le patrimoine du failli, qu'il a contribué à l'accroissement de ce patrimoine au profit des autres créanciers. Tel est le cas du *bailleur* d'un bien rural, auquel des fermages sont dus, et qui retrouve chez le failli la récolte produite par son fonds (7); — du *colon partiaire* qui, par son travail dont il n'a pas été payé, a coopéré à la production de cette récolte (8); — du *vendeur* qui a livré mais n'a pas reçu son prix, et dont la chose se trouve encore entre les mains du débiteur (9); — de l'*acheteur* qui, ayant dû restituer la chose achetée par lui à raison de l'annulation de la

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 454.

(2) *Eod. loc.*, art. 476.

(3) Ebn Acem, *op. cit.*, vers. 1459.

(4) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 486.

(5) *Eod. loc.*, art. 465.

(6) C'est là, toutefois, une solution controversée; Sidi Khalil, *trad Seignette*, art. 487.

(7) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 483.

(8) *Eod. loc.*

(9) Ebn Acem, *op. cit.*, vers 1460 et 1461.

vente qui lui a été consentie, « retrouve son prix en nature dans les biens du failli » (1) ; — du *coéchangiste*, qui a été évincé de la chose à lui remise par le failli, et qui prouve que celle qu'il a livrée est encore chez le débiteur (2) ; — et de *tout créancier* qui n'a point reçu ce qui lui était dû, mais qui a livré ce qu'en retour il avait promis, et qui justifie de l'existence, dans le patrimoine du failli, du bien dont il s'est dépouillé (3).

Tantôt, enfin, cette faveur s'explique, à la fois, par l'idée de nantissement et par celle d'un accroissement de valeur du patrimoine du failli dérivant du fait du créancier ; tel est le cas de l'*artisan*, qui n'a pas reçu le prix de son travail et qui est encore nanti de la chose que lui a confiée le failli, pour être mise en œuvre (4).

96. — La faveur, avec laquelle sont traités ces créanciers provient, a-t-il été dit plus haut, des qualités de leurs créances ; aussi certains traducteurs et commentateurs les appellent-ils : *créanciers privilégiés*, et emploient-ils le mot *privilège*, pour désigner les prérogatives qui leur sont conférées. — C'est là, nous semble-t-il, une terminologie dont il est préférable de s'abstenir. C'est qu'en effet, ces créanciers, s'ils bénéficient d'un traitement de faveur, ne jouissent pas tous de prérogatives identiques, en sorte qu'on ne saurait employer un terme unique pour désigner des situations assez diverses. D'autre part, il n'est point, à proprement parler, dans la législation musulmane, de véritable privilège ; le mot *privilège* éveille l'idée d'une prérogative consistant

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 488.

(2) *Eod. loc.*

(3) Sidi Khalil, *trad. Perron*, t. 4, p. 40 : « Un créancier a le droit de reprendre les objets eux-mêmes vendus et consignés par lui à un individu qui les a reçus définitivement, fût-ce même des valeurs en numéraire, et qui ensuite a fait faillite ». Or, ce passage de Sidi Khalil a été traduit par M. Seignette de la façon suivante : « En matière de faillite, le créancier d'un corps certain, consistant même en espèces monnayées ou en un esclave échappé, pourra le revendiquer ». Ce qui laisserait supposer qu'en droit musulman, tout créancier d'un corps certain, par ce fait qu'il est créancier d'un corps certain, échappe à la loi du concours. Et telle est bien l'interprétation adoptée par M. Zeys, d'après lequel : « Sont considérés comme créanciers privilégiés, ceux qui sont créanciers d'un corps certain ». V. Zeys, *op. cit.*, t. 1, p. 103, n° 190. — Mais M. Fagnan, à la bienveillance et à la grande compétence de qui nous avons eu recours une fois de plus, nous ayant déclaré qu'il tenait pour seule exacte la traduction de M. Perron, c'est à celle-ci que nous avons cru devoir nous rallier

(4) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 484.

dans le droit pour le créancier d'être payé par préférence sur l'ensemble des biens du débiteur (1); or, il n'est rien, dans la législation musulmane, qui réponde à cette notion.

97. — En quoi consistent, en effet, les prérogatives concédées par le droit musulman à ces créanciers qui échappent à la loi du concours ? — Elles se résument dans l'attribution au créancier, tantôt d'un *droit de rétention*, — tantôt d'un *droit de revendication*, — tantôt, enfin, d'un *droit de préférence*, mais, seulement, sur le prix d'un bien déterminé.

a. — Droit de rétention. — Le vendeur, encore en possession de la chose vendue, peut se refuser à la livrer, tant que les autres créanciers ne lui offrent pas d'en payer le prix convenu (2). — De même, « en cas d'annulation de la vente, l'*acquéreur* a le droit de retenir la chose achetée jusqu'à reddition du prix (3) ».

b. — Droit de revendication. — Il appartient, en principe, à tout créancier qui s'est dessaisi, au profit du failli, d'un bien dont il était propriétaire, et qui n'a pas reçu, en retour, ce à quoi il avait droit (4), — ou qui, l'ayant reçu, s'en est vu évincer (5) — Il consiste dans la faculté, pour le créancier, de reprendre dans le patrimoine du failli le bien qu'il y a mis. — Il appartient, notamment, au *vendeur* non payé, mais qui a livré (6) ; — à l'*acheteur* qui a payé son prix et qui, par suite de l'annulation de la vente, a dû restituer la chose achetée par lui (7) ; — au *coéchangiste*, qu'une éviction a dépouillé de la chose reçue en échange de celle cédée par lui au failli (8).

Ce droit ne peut s'exercer qu'autant que l'objet revendiqué existe encore dans le patrimoine du failli (9), — qu'il n'en est point sorti, — et qu'il y a conservé son individualité. La

---

(1) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. 2, p. 753 et 754.

(2) Les textes ne le disent point formellement, mais ils l'admettent implicitement, puisqu'ils autorisent le vendeur, ainsi qu'on le verra par la suite, à reprendre sa chose, alors même qu'il l'a livrée. — C. civ., art, 1513 ; C. com., art. 577.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 487.

(4) Sidi Khalil, *trad. Perron*, t. 4, p. 40; — *trad. Seignette*, art. 475.

(5) Telle n'est pas, cependant, l'opinion admise par certains jurisconsultes. Il y avait controverse sur ce point : Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 487.

(6) Ebn Acem, *op. cit.*, vers 1460 et 1461, C. com., art. 576.

(7) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 488.

(8) *Eod. loc.*

(9) *Eod. loc.*, art. 475.

revendication ne serait pas recevable si, par exemple, la chose revendiquée avait été vendue par le failli, ou même simplement mise en gage (1). — Elle ne le serait pas davantage, si la chose revendiquée, vendue par le failli, avait été plus tard rachetée par lui. Le créancier ne pourrait, en effet, soutenir que cette chose a été mise par lui dans le patrimoine du débiteur, puisqu'elle s'y trouve à un autre titre que celui dont il peut se prévaloir, et il n'y aurait plus alors de bonne raison pour lui concéder un traitement de faveur. Toutefois, si la chose aliénée par le failli lui avait été restituée à la suite de l'annulation ou de la résolution de l'acte d'aliénation consenti par lui, le vendeur non payé pourrait la revendiquer (2), car cette chose est alors réputée n'être jamais sortie des mains du débiteur, si bien que le vendeur est toujours en droit de prétendre qu'il a contribué à augmenter le gage des autres créanciers.

De même, si le bien revendiqué existe encore dans le patrimoine du failli, mais s'il y a subi des modifications, des altérations, des transformations telles qu'il a perdu son individualité, qu'il n'est plus reconnaissable; s'il s'est, par exemple, confondu avec d'autres biens appartenant au débiteur, comme le blé avec d'autres grains, la revendication ne saurait être admise (3), car il n'est plus alors possible de dire si, et dans quelle mesure, le patrimoine du failli s'est trouvé augmenté par le fait du créancier. — Mais, dès l'instant où la chose livrée par celui-ci est encore reconnaissable, elle peut être revendiquée, quand bien même elle aurait été détériorée ou en partie détruite.

Il s'agit, d'ailleurs, dans l'espèce, d'une véritable revendication, d'une action intentée par le créancier, non pas en cette qualité, mais à titre de propriétaire. Le créancier recouvre la propriété de la chose dont il s'est dessaisi, en vertu d'une sorte de résolution de l'aliénation qu'il a consentie (4). — Les textes ne laissent pas place au doute sur ce point. « Le revendiquant, dit Sidi Khalil, sera tenu de rapporter à la masse les sommes reçues par lui à valoir sur le prix (5) ». L'existence de cette obligation à la charge du créancier ne peut s'expliquer que par l'idée de résolution ; car si la reprise opérée par

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 478.
(2) *Eod. loc.*,
(3) *Eod. loc.*, art. 475.
(4) C. com., art. 576.
(5) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 479

le créancier n'avait d'autre but que de le rétablir dans la possession du bien livré au failli, afin de lui permettre de retenir ce bien jusqu'à parfait paiement, la restitution des à-comptes reçus par lui sur le prix n'aurait pas sa raison d'être. — Le *Minhâdj at-tâlibîn* est encore plus formel: « Le vendeur, y est-il dit, pourra en cas de faillite rompre le contrat et revendiquer la marchandise dont le prix ne lui a pas encore été payé (1) ».

Le créancier peut revendiquer, mais il n'est pas tenu de le faire; il a, à ce point de vue, un droit d'option (2). Il peut, ou revendiquer, ou se borner à réclamer un dividende. — S'il opte pour la revendication, il reprend sa chose dans l'état où elle se trouve. Si cette chose n'existe plus qu'en partie, il reprendra la partie encore existante et concourra, pour le surplus, avec la masse des créanciers sur les autres biens du failli (3). — Mais si la chose revendiquée n'est pas retrouvée dans le patrimoine du débiteur, il encourt alors une déchéance; il perd « son recours sur la masse chirographaire (4) ». Pourquoi cette déchéance? Les textes se bornent à la formuler sans nous fournir le moindre élément de justification.

c. — *Droit de préférence.* — C'est le droit, qu'ont certains créanciers, d'être payés, avant tous autres, sur le prix provenant de la vente, non de tous les biens du failli, mais d'un bien déterminé. Il appartient au *créancier gagiste*, sur le prix de la chose qui lui a été donnée en nantissement; — au *bailleur* et au *colon partiaire*, sur le prix de la récolte produite par le fonds que l'un a donné à bail et que l'autre a cultivé (5); — à l'*artisan* sur le prix de la chose qui lui a été confiée pour être mise en œuvre (6); — au *voiturier*, sur le prix de la chose transportée (7); — au *preneur à bail* d'une bête de somme sur le prix de celle-ci (8).

Ce droit de préférence est-il sanctionné par un droit de suite? — Non, en principe. Le créancier ne doit être payé avant tous autres sur le prix d'un bien déterminé qu'autant qu'il ne s'en est pas dessaisi. « L'ouvrier perd son privilège, dit en

(1) *Trad. Van den Berg*, t. 2, p. 9.

(2) Ibn Acem, *op. cit.*, vers 1460.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 480.

(4) *Eod. loc.*, art. 475.

(5) *Eod. loc.*, art. 483.

(6) *Eod. loc.*, art. 484.

(7) *Eod loc.*, art, 486.

(8) Pour le prix de location payé par avance ; Sidi Khalil, *trad. Seignette* art. 485.

effet Sidi Khalil, s'il se dessaisit de la chose. — Le conducteur a privilège pour le prix du transport, sur la chose transportée, tant qu'elle n'a pas été livrée au destinataire » (1).

Le créancier n'a donc pas simplement un droit de rétention, puisqu'au cas de vente de la chose retenue, il sera payé par préférence sur le prix de cette chose; mais ce droit de préférence ne peut s'exercer qu'autant que cette chose n'est point sortie de ses mains.

Cela ne doit être entendu, toutefois, que sous le bénéfice de certaines réserves. Le droit de préférence qui appartient au créancier gagiste est, dans une certaine mesure, sanctionné par un droit de suite (2). — D'autre part, l'artisan qui a restitué au failli la chose à lui confiée, mais qui a fourni, outre son travail, une matière nouvelle, peut, en dépit de la restitution, invoquer encore son droit de préférence (3). — Enfin, le bailleur et le colon partiaire n'ont pas besoin d'être nantis de la récolte, pour être payés par préférence sur son prix. Ce droit de préférence peut s'exercer dès l'instant où cette récolte n'est pas encore sortie du patrimoine du failli. Il est à remarquer, d'ailleurs, que, contrairement à ce qu'admet Sidi Khalil pour le cas de revendication du vendeur non payé, la mise en gage de la récolte par le failli ne ferait pas obstacle à l'exercice de ce droit (4).

98. — Tels sont les créanciers qui bénéficient d'un traitement de faveur, et telles sont les prérogatives qui leur sont concédées. — Or, il se peut que des conflits s'élèvent entre ces divers créanciers échappant à la loi du concours. Il peut arriver, en effet, que deux ou plusieurs créanciers soient amenés à réclamer un même bien appartenant au failli, ou à prétendre simultanément qu'ils ont le droit d'être payés avant tous autres sur le prix de ce bien, alors que ce prix n'est pas suffisamment élevé pour les désintéresser. — Comment se règleront ces conflits ?

Les textes ne fournissent sur ce point que des décisions contradictoires. « Le bailleur, dit Sidi Khalil, aura privilège sur la récolte pour son loyer; — après lui, le colon partiaire pour le prix de son travail; — après celui-ci, le créancier nanti de la récolte pour le paiement de sa créance (5) ». On

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 484 et 486.
(2) *Eod. loc.*, art. 391, 402 et 403.
(3) *Eod. loc.*, art. 484.
(4) *Eod. loc.*, art. 483.
(5) *Eod. loc.*, art. 483.

pourrait être tenté de conclure de là que le créancier qui a contribué à l'accroissement du patrimoine du failli doit l'emporter, non seulement sur la masse des créanciers soumis à la loi du concours, mais aussi sur ceux qui, pour se soustraire à cette loi, ne peuvent se prévaloir que d'un nantissement exprès ou tacite. — Mais, par ailleurs, Sidi Khalil nous dit que : « Le vendeur pourra racheter sa chose mise en gage et concourir pour le coût du rachat (1) ». D'où il résulte que le vendeur ne l'emporte point sur le créancier gagiste, et que, dès lors, celui qui a mis un bien dans le patrimoine du failli ne l'emporte pas nécessairement sur le créancier nanti.

Il semble donc qu'en la circonstance, Sidi Khalil ait simplement formulé des solutions d'espèce, sans se préoccuper de les rattacher à un principe général.

99. — Lorsque les créanciers, qui ont la faculté de prendre ou de retenir certains biens du patrimoine du failli, ont usé de ce droit, on procède à la vente des biens restants. On vend d'abord les meubles, puis les immeubles. « Il sera procédé, dit Sidi Khalil, dans le plus bref délai, à la vente des animaux, et dans un délai comme de deux mois, à celle des immeubles (2) ».

Sur le prix provenant de la vente de certains biens, certains créanciers seront payés par préférence. Puis il sera procédé à la répartition du reliquat du prix de ces biens, s'il y en a un, — et du prix provenant de la vente de tous les autres biens du failli. — A cette répartition seront admis, non seulement les créanciers qui ne peuvent invoquer aucune cause de préférence, mais aussi ceux qui, pouvant invoquer une cause de préférence, ont négligé de le faire, — ceux qui, en dépit des prérogatives dont ils ont bénéficié, n'ont pu être intégralement payés, — mais seulement, alors pour le reliquat de leur créance ; — enfin, ceux qui, pouvant exciper d'une cause de préférence, se trouvent, momentanément et provisoirement, dans l'impossibilité de le faire ; — tel le créancier gagiste auquel a été donnée en nantissement une récolte pendante qui n'est point encore mûre au moment de la répartition, et que, pour ce motif, on ne peut songer à réaliser (3). Le créancier sera admis provisoirement à la répartition pour le chiffre nominal de sa créance, mais il devra faire état,

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 478.

(2) *Eod. loc.*, art. 448 ; — Nawawi, *op. cit*, *trad. Van den Berg*, t. 2 p. 4 et 5.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 373 ; — C. Com., art. 553.

par la suite, de ce qu'il aura reçu, lorsqu'il aura été procédé à la vente du gage.

Cette répartition se fait au marc le franc (1). Chaque créancier reçoit un dividende proportionnel au montant de sa créance. Ce dividende est payé en argent. Cependant, au cas de dette en nature, le créancier a le droit d'exiger que son dividende lui soit payé en nature, et non point en argent. Il peut demander qu'avec la somme à lui afférente, on achète des choses semblables à celles qui lui sont dues. « Les dettes en nature, dit Sidi Khalil, seront évaluées le jour de la répartition, et les dividendes correspondants employés à l'achat de choses semblables, sans recours possible pour le créancier contre ses cocréanciers, en raison de la baisse ou de la hausse des prix (2) ».

SECTION III

Durée de l'interdiction

100. — L'interdiction cesse de plein droit, par le seul effet de la liquidation de la faillite. Dès l'instant où les créanciers se sont approprié définitivement les lambeaux du patrimoine du failli, celui-ci est relevé de son incapacité ; il n'est nullement nécessaire qu'un jugement intervienne à cet effet (3). Le failli recouvre immédiatement pleine et entière capacité, il peut acquérir, aliéner, donner, s'obliger.

101. — Les créanciers du failli restent ses créanciers pour tout ce dont ils n'ont pu être payés ; mais ils ne peuvent l'obliger à travailler (4).

Si le failli, rétabli dans ses droits, acquiert de nouveaux biens, ses anciens créanciers pourront les saisir et se payer sur le prix. Mais ces créanciers ont-ils recouvré leur droit de poursuite et d'exécution individuel, ou bien doivent-ils provoquer la réouverture de la faillite ? — Sidi Khalil dit simplement que « le dessaisissement *pourra* être prononcé de nouveau, si le failli acquiert de nouveaux biens (5) ». — D'où il semble résulter que la réouverture de la faillite ne s'impose pas, qu'elle est simplement facultative.

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 449.

(2) *Eod. loc.*, art. 451 ; Nawawi, *op. cit.*, *trad. Van den Berg*, t. 2, p. 5.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 442.

(4) *Eod. loc.*, art. 447.

(5) *Eod. loc.*, art. 442.

Enfin, dans le cas où une seconde faillite viendrait à être déclarée, les créanciers de la première n'ont d'action que sur certains biens seulement du failli, sur ceux qu'il a acquis par voie d'héritage ou qui lui sont parvenus en vertu d'une cause préexistante à la première faillite. Tous les autres, pour les raisons précédemment développées (1), sont le gage exclusif des nouveaux créanciers.

Marcel MORAND,
Professeur à l'École de droit d'Alger

(1) V. *suprà*, n° 90.

BIBLIOGRAPHIE

EDDALIL ou GUIDE DE L'ARABISANT, DANS L'ÉTUDE DES DIALECTES DU NORD DE L'AFRIQUE, publié sous la direction de L. MACHUEL, inspecteur général de l'université, directeur général de l'enseignement public en Tunisie. — Alger, A. Jourdan, éditeur.

Le nombre de nos compatriotes qui se livrent à l'étude de l'arabe est malheureusement très restreint. Il faut dire que ceux qui abordent cette étude ont peu de livres à leur disposition : quelques méthodes, un ou deux recueils de textes plus ou moins bien choisis, de petits dictionnaires très incomplets ou très spéciaux, tels sont les ouvrages dont ils peuvent faire usage. S'ils n'ont pas le feu sacré, s'ils n'osent pas ou s'ils ne peuvent pas, à cause de leur situation, fréquenter les indigènes, se mêler à eux, vivre en quelque sorte familièrement avec eux, ils n'arrivent pas à posséder suffisamment leur langue pour la parler avec goût et avec profit.

Arriver à parler couramment une langue quelconque n'est pas, en effet, chose commode ; mais la difficulté se complique encore lorsque cette langue ne se parle pas comme elle s'écrit. Tel est le cas de l'arabe. Quand un musulman instruit prend la plume, il exprime sa pensée dans une langue uniforme, quel que soit le pays qu'il habite, et il est assuré d'être compris de tous les Arabes lettrés, car il emploie les mêmes vocables, les mêmes expressions qu'eux, il applique les mêmes règles grammaticales ; mais ce même musulman, lorsqu'il parle, ne se sert plus que du dialecte spécial à sa région. Le fond de la langue est bien le même, mais les vocables diffèrent souvent d'une contrée à l'autre, les idiotismes et les expressions varient à l'infini, les règles de la syntaxe et les paradigmes de la conjugaison ne ressemblent plus que de loin à ceux de l'arabe écrit. Il en résulte pour les Français qui veulent apprendre l'arabe (c'est surtout l'arabe parlé qui est d'une utilité pratique pour nos compatriotes) des difficultés considérables qui désespèrent les uns et rebutent les autres.

Frappé de ces inconvénients, M. Machuel a réuni, depuis plus de trente ans, des matériaux nombreux en vue d'une publication importante sur les idiomes parlés dans nos possessions du nord de l'Afrique. Son intention était d'offrir aux arabisants un grand nombre de textes d'une lecture facile et attrayante sur toutes sortes de sujets. Il a recueilli plus de quinze cents proverbes, maximes ou dictons inédits ; — deux cents fables, anecdotes, historiettes ou légendes ; il a rédigé ou fait rédiger un grand nombre de dialogues sur les affaires qui peuvent se présenter devant la justice musulmane, ce qui forme comme un cours de droit pratique ; il a fait de même sur les affaires administratives. Il a réuni, sur l'agriculture, en dehors d'un certain nombre d'adages qui ont cours chez les cultivateurs arabes, des notices sur toutes les cultures indigènes, sur l'olivier, le palmier, le cactus, sur l'apiculture, sur l'élevage, etc., etc. Malgré les nombreuses erreurs répandues chez les fellahs, on peut bien accorder cependant qu'il y a quelque chose à retenir de leurs pratiques culturales; en tout cas, l'exposé des procédés qu'ils emploient peut être l'occasion de leur montrer ce qu'ils devraient

faire, de leur donner des conseils dans une langue qu'ils seront à même de comprendre. Enfin il a recueilli des chansons et des poésies vulgaires qui ne sont pas sans offrir quelque intérêt. En outre, chaque numéro de son recueil renfermera en feuilleton un *Conte des Mille et Une Nuits* rédigé en langue vulgaire.

La publication de tous ces documents aura pour résultat, non seulement d'enseigner aux Français la langue de nos indigènes, mais encore de faire connaître leurs mœurs, leur religion, leurs superstitions, leurs qualités et leurs défauts.

Ce recueil paraîtra une fois par mois. La partie arabe précèdera la partie française de quinze jours, afin de permettre aux étudiants un travail personnel. En effet, la lecture de chaque texte peut leur fournir l'occasion de nombreuses recherches et, par suite, de conversations avec les indigènes. Il a paru inutile de publier la traduction *in extenso* des anecdotes, des fables et du feuilleton ; l'auteur a pensé qu'il serait suffisant de donner l'analyse de quelques formes difficiles et l'explication des mots qui ne figurent pas dans sa *Méthode d'arabe parlé* (5e édition). C'est à cet ouvrage qu'il renvoie pour l'application de certaines règles de grammaire et pour l'étude de la formation des mots. Les textes faciles seront précédés dans la traduction de la lettre A ; ce sont ceux que l'auteur recommande aux débutants qui auront déjà parcouru toutefois sa *Méthode*. Les textes signalés à l'aide de la lettre B offriront plus de difficultés ; les textes difficiles seront précédés dans la traduction de la lettre C.

Chaque numéro de ce recueil renfermera, soit un dessin, soit une liste de mots classés par catégories, soit une liste d'idiotismes. C'est ainsi que le premier numéro donnera le dessin d'un cheval avec les noms de toutes les parties du corps, ceux des robes, etc. ; le second numéro renfermera le dessin d'un cheval harnaché avec les noms des différents harnachements, des maladies, etc. Le troisième numéro renfermera le dessin de deux femmes arabes permettant de publier la liste des bijoux et des vêtements.

Du reste, M. Machuel fait appel à la collaboration de tous les arabisants. Il les prie de l'aider de leurs conseils, de lui adresser tous les renseignements dont la publication leur paraîtra utile, de lui communiquer les légendes, les chansons, les proverbes qu'ils pourront recueillir : ils seront publiés avec l'indication du nom des correspondants. L'auteur s'est déjà assuré le concours d'arabisants distingués qui ont bien voulu joindre leurs efforts aux siens, dans la seule pensée d'être utiles aux étudiants et de les faire bénéficier de leur savoir et de leur longue expérience.

Nous signalons en particulier M. Abribat, interprète judiciaire au tribunal civil de Tunis, M. Bossoutrot, interprète principal de l'armée. M. David Edmond, interprète judiciaire à Gabès, M. Delmas, professeur à la chaire publique d'arabe de Tunis, M. Destrées, professeur d'arabe au lycée de Tunis, M. Taillard, interprète traducteur à Sousse.

Cette publication ne manquera pas de soulever certaines critiques. On lui reprochera en particulier d'être faite en langue vulgaire. Mais ne peut-on pas répondre que c'est là son principal mérite, puisqu'elle se propose avant tout de faciliter à nos compatriotes l'étude de l'arabe parlé ? Toutefois nous rassurerons certains arabisants en leur annonçant que M. Machuel commencera prochainement la publication de la deuxième partie de son *Eddalîl*, laquelle sera entièrement rédigée en arabe régulier, bien que conçue sur un plan tout à fait pratique. Cette deuxième partie renfermera des textes simples et faciles, des extraits des principaux auteurs musulmans, un conte des *Mille et Une Nuits*, des lettres, des actes, des fetoua, des poésies, un cours de grammaire en langue arabe, etc., etc. Aux collaborateurs que nous avons déjà nommés se joindront plusieurs savants indigènes dont l'auteur s'est assuré le concours.

INTRODUCTION A L'ÉTUDE DE LA PREUVE EN DROIT MUSULMAN

1. — En tous pays, les dispositions législatives qui gouvernent la matière de la preuve ont un but identique : assurer la découverte de la vérité. Mais ces dispositions législatives ne sont pas les mêmes chez tous. Tous les peuples, en effet, n'admettent pas les mêmes modes de preuve, de même qu'ils n'attribuent pas tous, à un mode de preuve déterminé, une valeur, une autorité et une importance identiques, ni ne confèrent tous, au juge, devant qui la preuve est faite, les mêmes pouvoirs. — D'où cela vient-il? — De ce que les peuples diffèrent par le degré de leur civilisation et de leur instruction, par l'état de leurs mœurs et de leurs croyances, par l'étendue plus ou moins grande des garanties d'indépendance, de science et d'impartialité que présentent les juges. Comme l'a dit Merlin, « tout dépend, en cette matière, de l'opinion que chaque législateur a eue de ses sujets, et, par conséquent, les lois relatives à la forme probante des actes sont fondées sur des formes purement locales et particulières à chaque territoire (1) ».

2. — C'est ainsi qu'il est des modes de preuve qui ne se conçoivent que chez un peuple ayant atteint un certain degré de civilisation. Il est évident qu'en un pays où l'écriture est inconnue ou n'est connue que d'un petit nombre, on ne saurait exiger de la partie, à qui incombe la charge de la preuve, qu'elle produise de ses dires une justification écrite ; la preuve par témoins apparaît alors, en dehors de l'aveu, comme le seul moyen de preuve directe auquel il soit possible de recourir (2). Il en est fatalement de même dans une

(1) Merlin, *Rép.*, v° Preuve. sect. 2. p. 3.

(2) Cahuzac, *Essai sur les institutions et le droit malgaches*, t. I, p. 169.

nation composée de tribus nomades ou belliqueuses ; étant donné la difficulté que présenterait, par suite de la fréquence des déplacements ou des déprédations qui accompagnent la lutte, la conservation de titres écrits, — étant donné que les transactions sont rares, ne portent guère que sur des effets mobiliers et sont généralement suivies d'exécution immédiate, l'on ne songe point à constater ces transactions par écrit dans le but d'en assurer la preuve. Ce n'est qu'au fur et à mesure que l'instruction se généralise, que s'introduisent des goûts et des habitudes de vie sédentaire, que l'existence devient plus paisible et plus sûre, — que l'on est alors à même de sentir quels avantages il peut y avoir à dresser acte des conventions intervenues, à en constater dans un titre durable les différentes clauses, plutôt que s'en rapporter au souvenir des témoins, toujours moins précis et moins sûr à mesure que le temps s'écoule, — et que s'introduit l'usage de la preuve écrite. Encore celle-ci n'est-elle, tout d'abord, « conçue qu'à la façon d'un accessoire de la preuve testimoniale qu'elle appelle et dans quoi elle vient se fondre au premier incident qu'elle soulève (1) ». A l'origine, en effet, on constate presque toujours la présence, à la rédaction de l'écrit, d'un certain nombre de témoins destinés à intervenir au procès, lorsque l'authenticité ou la véracité de l'acte vient à être contestée(2). Et ce n'est, vraisemblablement, qu'autant qu'il devient possible de s'adresser, pour la rédaction de cet écrit, à une personne revêtue d'une grande autorité de par ses fonctions ou l'ayant acquise par son caractère, que; l'acte possédant de ce chef une plus grande autorité, l'usage de procéder ainsi se généralise, et que la preuve littérale finit par avoir une existence propre et constituer un mode de preuve directe, distinct de la preuve par témoins.

3. — D'autre part, de l'état des mœurs et des croyances de chaque peuple dépendent la valeur respective des divers modes de preuves reçus et le rôle de chacun dans l'administration de la preuve. Car, cette valeur respective et ce rôle sont subordonnés à la force probante attribuée à chaque moyen de preuve ; or, cette force probante n'a rien d'absolu ni de définitif, et, dans une très large mesure, en chaque pays, elle varie avec l'état des croyances et des mœurs.

Le témoignage, par exemple, tire sa force probante de la

---

(1) Declareuil, *Les preuves judiciaires dans le droit franc du V^e^ au VIII^e^ siècle ; Nouv. Rev. hist. de droit français et étranger*, 1898, p. 760.

(2) *Eod. loc.*, p. 749 ; Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1577 ; Hanoteau et Letourneux, *La Kabylie et les coutumes kabyles*, t. 2, p. 366.

valeur morale du témoin et de l'indépendance dont il jouit. Or, lorsqu'à raison de la corruption des mœurs, ou des dangers auxquels expose le témoignage en justice et contre lesquels, aux époques troublées, les témoins ne sont pas protégés, — les faux témoignages deviennent fréquents, on voit alors se restreindre le domaine d'application de la preuve testimoniale. C'est ainsi que, dans la très savante étude qu'il a publiée sur les preuves judiciaires dans le droit franc du Ve au VIIIe siècle, M. Declareuil constate qu'à partir d'une certaine époque, l'usage de la preuve par témoins diminue de plus en plus ; et parmi les causes qu'il attribue à cet événement figure le nombre toujours croissant des faux témoignages. « Le soin, dit-il, que le législateur mettait à énumérer les vices habituels des témoins : *perjuratores*, *fallaces*, *pecuniarum acceptores*, dans un passage où il insistait en faveur de la preuve testimoniale, nous révèle les causes de l'éloignement des juges pour les témoignages produits devant eux (1) ». Au XVe siècle, il est vrai, le rôle de la preuve par témoins est encore considérable ; il est même prépondérant, car Bouteillier nous dit que « s'il advient qu'en jugement une partie se veuille aider de lettres en preuves, et l'autre partie se veuille aider de témoignage singulier, sachez que la vive voix passe vigueur de lettres, si les témoignages sont contraires aux lettres (2). » Mais, au XVIe siècle, une ordonnance royale consacre la maxime que : *lettres passent témoins*, et cela, dans le but « d'obvier à la multiplication des faits que l'on a vu ci-devant être mis en avant en jugement, sujets à preuve de témoins et reproches d'iceux, dont adviennent plusieurs inconvénients et involutions de procès (3) ».

Il est à remarquer, toutefois, que la force probante d'un écrit dérive, soit de ce qu'il a été rédigé par une personne présentant des garanties toutes particulières d'honorabilité et de sincérité, soit de ce qu'il porte la signature de celui à qui on l'oppose et constitue, dès lors, un aveu de sa part (4). Mais, cette force probante, l'écrit ne la possède qu'autant que son authenticité n'est pas contestée, en sorte que la preuve

---

(1) Declareuil, *loc. cit.*, 1898, p. 488.

(2) Bouteillier, *Somme rurale*, titre CVI.

(3) Ordonnance de Moulins de 1566, art. 54.

(4) Bonnier, *Traité théorique et pratique des preuves en droit civil et en droit criminel*, 5e édit., p. 555, n° 662.

littérale n'a de supériorité marquée sur la preuve par témoins qu'autant que cette authenticité peut être facilement présumée, ou, tout au moins, qu'elle n'est pas facilement contestable. — Or, dans un pays où la fabrication des actes faux est chose courante, tout écrit devient suspect, et le domaine d'application de la preuve littérale est nécessairement fort restreint. En pays kabyle, par exemple, « le nombre des actes faux est très considérable. Il existe des *tolba* qui en fabriquent à première réquisition, sur du papier jauni à la fumée et à l'aide d'une encre composée avec des chiffons brûlés, de manière à leur donner l'apparence d'une authentique antiquité » (1). Aussi, la preuve par écrit n'est-elle pas tenue en grand honneur, en Kabylie, et la preuve testimoniale y constitue-t-elle la règle (2).

De même, chez les peuples dont les croyances religieuses sont vives et ardentes, dans la vie desquels la religion tient une place considérable, chez lesquels la loi civile ne se distingue pas très nettement de la loi religieuse, la preuve par le serment est des plus concluantes, car le faux serment apparaît comme un acte d'une gravité extrême, qui expose, non seulement à des peines temporelles très sévères, mais aussi à la vengeance divine, plus redoutée encore. Il y a, dès lors, de grandes chances pour que celui qui se soumet à la prestation d'un serment dise la vérité, et, tout naturellement, à raison de son caractère concluant, la preuve par le serment acquiert, dans les procès, une importance capitale. L'on use et l'on abuse du serment dans notre ancienne France. « Les hommes, dit M. Declareuil, n'attendaient pas que les juges leur ordonnassent d'aller jurer, ils y venaient d'eux-mêmes en dehors de toute instance judiciaire; dès qu'un bruit fâcheux courait sur leur compte, ils venaient demander aux saints un certificat de bonne vie et mœurs que ceux-ci leur délivraient en acceptant leur serment sans colère..... Les parties s'en référaient au serment transactionnel presque aussi souvent qu'au serment judiciaire..... L'église elle-même acceptait devant ses juridictions qu'on s'innocentât en jurant que l'accusation était fausse. Aucun obstacle n'empêchait donc que le serment n'envahît les prétoires..... Aussi ne faut-il pas s'étonner si l'abus de cette procédure se répandit tant et si bien que l'autorité royale, chez les Francs comme chez les Burgondes, dut réagir dès le VI^e^ ou le VII^e^

(1) Hanoteau et Letourneux, *op. cit.*, t. 2, p. 366.
(2) *Eod. loc.*, et p. 368.

siècle » (1). L'usage de la preuve par le serment devient alors tellement fréquent, qu'on a pu prétendre que cette preuve n'avait point, à cette époque, le caractère et le rôle de preuve simplement subsidiaire, intervenant simplement sur une question douteuse et quand des preuves directes n'avaient pu être administrées (2).

A l'inverse, lorsque le serment n'est plus considéré, par celui qui le prête, comme l'attestation de la divinité à l'appui de ses prétentions (3), lorsqu'il n'apparaît à ce dernier que comme une affirmation plus solennelle de ses prétentions, la prestation d'un faux serment n'a plus le même caractère de gravité. La preuve par le serment n'est plus aussi concluante, et ce n'est qu'à la dernière extrémité, et lorsque tout autre mode de preuve fait défaut, que l'on se résigne à y recourir (4).

4. — Enfin, suivant le plus ou moins d'indépendance que possède le juge chargé de dire dans quels cas la preuve peut être considérée comme faite, suivant aussi le plus ou moins de garanties de science, d'honorabilité et d'impartialité qu'il présente, varie l'étendue de la liberté d'appréciation qu'on lui laisse à ce point de vue.

Dans les législations modernes le juge possède, pour l'appréciation de la preuve, des pouvoirs considérables. « En général, les lois modernes ne déterminent pas elles-mêmes l'effet probatoire du moyen de preuve fourni. La question de savoir si la vérité peut être considérée comme établie par la discussion des preuves est abandonnée à l'appréciation du juge » (5). Et, étant donné la façon dont s'opère le recrutement des juges, les garanties de science et d'honorabilité qui sont exigées d'eux, l'indépendance dont ils jouissent vis-à-vis du pouvoir et la sécurité qu'on leur assure, il est tout naturel qu'il en soit ainsi.

Mais, chez les peuples où la désignation des juges n'est pas entourée des mêmes garanties, où le juge n'est, quelquefois, qu'un simple arbitre choisi, comme bon leur semble, par les plaideurs, — le législateur prend soin, le plus sou-

---

(1) Declareuil, *op. cit., loc. cit.*, 1899, p. 100 et 101.

(2) *Eod. loc.*, p. 107 à 109.

(3) Bonnier, *op. cit.*, p. 259, n° 406.

(4) *Eod. loc.* p. 387, n° 439 : « Serments supplétifs, dit Papon, ne sont reçus en Parlement de Paris comme chose préjudiciable au salut éternel, pour avoir connu les mœurs des hommes, par inclination du temps, dépravées jusqu'à mépriser tel sacrement en peu de chose ».

(5) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. 2, p. 14, n° 43.

vent, de déterminer, par avance, la force probante de chaqué mode de preuve, d'attribuer à chacun une valeur légale. Le juge n'a point alors à rechercher si les preuves fournies sont ou non concluantes ; il se borne à constater si les formalités, prescrites pour l'administration de tel ou tel mode de preuve, ont ou n'ont pas été remplies. — Il est bon d'observer, d'ailleurs, que lorsque la sécurité du juge n'est pas complètement assurée, qu'il court le risque de se voir prendre à partie et demander compte de sa sentence par un plaideur mécontent, il s'efforce lui-même, et en dehors de toute obligation légale, de restreindre encore les pouvoirs que la loi lui confère, afin de diminuer, autant que faire se peut, sa propre responsabilité. « C'est une remarque à faire que, par des voies différentes, les juges, au début de l'organisation judiciaire, évitent le plus possible de trancher eux-mêmes et directement la question pendante et s'efforcent de faire résulter la solution de quelque incident détourné et indépendant de leur initiative personnelle. Cela est, du reste, facile à comprendre; ce qu'ils veulent, c'est écarter la responsabilité de la sentence (1). »

5. — Or, à l'époque où s'est élaborée la législation islamique, l'art d'écrire était fort peu répandu chez les musulmans (2); le Prophète, lui-même, était illettré. — D'autre part, chez les musulmans, le droit et la religion se confondent, la loi civile ne se distingue pas de la loi religieuse, et les musulmans sont restés profondément attachés à leur religion. — Enfin, si l'on en croyait leurs jurisconsultes, les cadis présenteraient, au point de vue de la bonne administration de la justice les garanties les plus sérieuses. « Pour être digne de la magistrature, dit, en effet, Ibrahim Halebi, il faut professer la religion musulmane, être de condition libre, sain d'esprit, doué de piété et de probité. Il faut encore que le magistrat soit recommandable par ses mœurs, par sa prudence, par sa sagacité et par ses connaissances en théologie. Son érudition doit embrasser le Cour'ann, le droit et toutes les lois canoniques (3) ». Mais, d'assez bonne heure, la difficulté de découvrir des cadis satisfaisant à toutes les conditions requises fit que l'on se montra moins exigeant. C'est ainsi qu'Abou Hanifah permit d'élever aux fonctions de magistrat une

---

(1) Declareuil, *op. cit.*, *loc. cit.*, 1899, p. 99.

(2) Renan, *Hist. des lang. sem.*, p. 329 et 340; — Omar Bey Loutfy, *De l'action pénale en droit musulman*, 2e fasc., p. 3 et suiv.

(3) Mouradja d'Ohsson, *Tableau général de l'Empire Ottoman*, t. 6, p. 174.

personne n'ayant aucune autorité juridique, et M. Van den Berg constate que « c'est ainsi qu'aujourd'hui l'on procède dans la plupart des pays musulmans, malgré la prescription contraire du Prophète (1) ». D'autre part, les fonctions du cadi sont gratuites ; le souverain, qui le désigne, ne se préoccupe nullement de lui assurer une existence convenable et indépendante, et les magistrats ont alors accepté des justiciables ce que le Sultan s'abstenait de leur donner ; de là, la réputation de vénalité qui s'est, en tout pays musulman, attachée à la justice (2). En sorte que l'on ne peut dire que le choix des magistrats s'y opère dans des conditions qui assurent aux justiciables toutes les garanties auxquelles ils sont en droit de prétendre.

La seule constatation de ces faits, étant donné les considérations qui précèdent, nous autoriserait à penser que, chez les musulmans, le rôle de la preuve testimoniale doit être considérable et celui de la preuve écrite tout à fait effacé ; — que la preuve par le serment doit y avoir une grande importance ; — enfin, que les pouvoirs du juge, dans l'appréciation de la preuve, doivent être assez limités. Or, ces conclusions sont pleinement confirmées par l'étude des textes. De leur lecture, en effet, se dégage un certain nombre d'idées fondamentales, qui dominent toute la matière de la preuve et que l'on peut formuler de la manière suivante : *a. la preuve testimoniale constitue la preuve par excellence ; elle est recevable en toute matière et quelles que soient la nature et l'importance des intérêts en jeu ; elle est, en dehors de l'aveu, la seule preuve directe, admise par la loi musulmane, qui fasse « preuve juridique complète* (3) » ; — *b. la prestation de serment est fréquemment requise par la loi musulmane ; elle l'est même en des matières où les législations modernes ne l'autorisent plus ; — c. la loi musulmane détermine les conditions auxquelles la preuve peut et doit être considérée comme faite ; le juge ne possède, à ce point de vue, que des pouvoirs d'appréciation extrêmement restreints.*

***

6. — *La preuve testimoniale constitue la preuve par*

(1) Van den Berg, *Principes du droit musulman*, traduction de France de Tersant et Damiens, p. 207,

(2) *Eod. loc.*, p. 208.

(3) Telle est la façon dont s'expriment les jurisconsultes musulmans ; Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1563 ; Ebn Acem, *Tohfat*, *trad. Houdas et Martel*, vers 138.

excellence ; elle est recevable en toute matière et quelles que soient la nature et l'importance des intérêts en jeu ; elle est, en dehors de l'aveu, la seule preuve directe, admise par la loi musulmane, qui fasse preuve juridique complète. — « C'est au demandeur, dit Ebn Acem, à faire la preuve (par témoins) : telle est la règle générale. Quand le demandeur ne peut prouver ce qu'il avance, le serment est déféré au défendeur (1) ». Et Ibrahim Halebi déclare qu' « après l'exposé du plaignant, le magistrat interrogera la partie adverse sur la vérité du fait. Si sa réponse est affirmative, elle décide le jugement ; si elle est négative, le demandeur est obligé de constater son droit par la preuve testimoniale ; s'il s'en acquitte, il a gain de cause ; et s'il est dans l'impuissance de produire des témoins, il a toujours le droit d'exiger du défendeur qu'il appuie sa dénégation par le serment (2) ».

Voilà qui permet d'affirmer très nettement : *a.* qu'au cas de dénégation du défendeur, la preuve doit, en principe, être faite par témoins, et sans qu'il y ait lieu de se préoccuper de la nature de l'affaire non plus que de l'importance du litige ; — *b.* que la preuve directe ne peut être faite que par témoins, puisque dès l'instant où le demandeur n'a pas produit de témoignages, il n'a plus qu'une ressource : déférer le serment au défendeur. Or, la preuve par le serment ne saurait être considérée comme un mode de preuve directe ; car le refus, de la part du défendeur, de prêter le serment à lui déféré n'implique pas nécessairement le bien fondé des prétentions du demandeur (3). La preuve testimoniale est donc bien, en dehors de l'aveu, la seule preuve directe admise par le droit musulman.

7. — La preuve par écrit qui, dans les législations modernes, se place, avec la preuve par témoins, dans la catégorie des preuves directes, qui souvent y occupe une place prépondérante et se trouve être la seule qui soit admise en toute matière et de quelque intérêt qu'il s'agisse, — est-elle donc inconnue de la législation musulmane ? — Non, mais les jurisconsultes musulmans n'ont jamais admis que l'écrit pût faire preuve par lui-même, et toujours ils ont exigé que

---

(1) Ebn Acem, *op. cit.*, vers 24 et 25 et note 12.

(2) Mouradja d'Ohsson, *op. cit.*, t 6, p. 195 et 196.

(3) Le défendeur peut, en effet, parfaitement croire à l'injustice de la réclamation du demandeur, et, cependant, se refuser à prêter serment, parce qu'il n'a pas, sur ce point, la certitude absolue que la prestation du serment implique.

la preuve qui se dégage de l'écrit, fût confirmée par le témoignage.

Ce n'est pas qu'ils aient méconnu l'intérêt qu'il pouvait y avoir pour les parties à dresser acte des conventions intervenues entre elles. Le Prophète, lui même, avait recommandé cette pratique. Le verset 242 du chapitre II du Coran est, en effet, ainsi conçu : « O croyants! lorsque vous vous obligerez à payer une dette au terme prescrit, qu'un scribe en fasse fidèlement l'obligation. Qu'il écrive comme Dieu le lui a enseigné; qu'il écrive et que le débiteur dicte; qu'il craigne le Seigneur, et ne retranche aucun article de la dette. Si le débiteur était ignorant, malade ou hors d'état de dicter, que son procureur le fasse pour lui, suivant les règles de la justice. Qu'on appelle pour témoins deux hommes, ou au défaut de l'un d'eux deux femmes choisies à votre gré. Si l'une d'elles se trompait par oubli, l'autre pourrait lui rappeler la vérité. Que les témoins portent témoignage toutes les fois qu'ils en seront requis. Qu'on écrive en entier la dette grande ou petite, jusqu'au terme de la liquidation. Cette précaution est plus juste devant Dieu, plus sûre pour les témoins, et plus propre à ôter tous les doutes. Si la vente se fait entre personnes présentes, et par échange, vous ne serez point obligés de l'écrire; appelez des témoins dans vos pactes et ne faites de violence ni au scribe ni aux témoins... » (1). — Et certains auteurs ont conclu de ce texte que le Coran tenait la preuve littérale pour bien supérieure à toutes les autres (2).

Mais telle n'est point la portée qu'ont attribuée à ce passage du livre sacré les jurisconsultes musulmans. Pour la plupart, ils ont considéré que la rédaction d'un écrit, préconisée par le Prophète, n'avait nullement pour but la substitution de la preuve écrite à la preuve testimoniale, — que la représentation d'un titre ne dispensait nullement de la production de témoins, — et que l'écrit n'avait d'autre utilité que de constituer un document où les témoins pourraient aller rafraîchir leurs souvenirs, au moyen desquels ils pourraient obvier aux défaillances de leur mémoire (3).

8. — Aussi, les premiers docteurs musulmans ne rangent-ils pas la preuve écrite au nombre des moyens légaux de preuve; ils n'en parlent même pas (4). Par la suite, il est vrai, la

(1) Trad. Savary.

(2) Sautayra et Cherbonneau, *Statut personnel et successions*, t. 1, p. 159, n° 161.

(3) Omar Bey Loutfy, *op. cit.*, fasc. 2, p. 7.

(4) Van den Berg, *op. cit.*, p. 214.

connaissance de l'écriture devenant plus répandue, les rapports économiques se multipliant, les relations civiles et commerciales devenant plus compliquées, l'usage s'introduisit de constater par écrit les conventions intervenues et de produire en justice les actes dressés à cet effet. Mais, jamais, les jurisconsultes musulmans ne sont allés jusqu'à voir, dans la preuve littérale, une preuve directe, se suffisant à à elle-même, entièrement indépendante de la preuve par témoins.

Chez les malékites, par exemple, un acte sous seing privé n'a force probante qu'autant que son authenticité est admise par celui dont on prétend qu'il émane, — ou affirmée par deux témoins (1). Et c'est à celui qui se prévaut de cet acte à faire la preuve de son authenticité. La preuve n'est donc pas considérée comme faite dès l'instant où il y a eu production d'un titre. Le demandeur n'est point considéré comme ayant démontré le bien fondé de ses prétentions par cela seul qu'il a produit, à leur appui, un acte qui en implique la reconnaissance et qui est signé du défendeur. Ce n'est qu'autant qu'il a établi l'authenticité de cet acte, que la preuve peut être considérée comme faite; et cette authenticité, elle ne peut être établie que par la reconnaissance verbale du défendeur ou les déclarations de deux témoins. Si bien qu'en réalité, c'est de ces dépositions ou de cette reconnaissance que le titre tire toute sa force probante, — et que la représentation de ce titre n'apparaît jamais que comme le préliminaire de l'aveu du défendeur ou de la production des témoins.

Et il en est ainsi, même des actes dressés par les cadis, même de ceux qui relatent leurs jugements. La notion de l'acte authentique est, en effet, restée complètement étrangère au droit musulman (2). « Tout jugement, dit Sidi Khalil, certifié par les deux témoins instrumentaires est exécutoire, nonobstant un oubli de la part du juge. — Tout juge, agissant dans son ressort, peut commettre verbalement et en toute matière, par l'entremise de deux témoins, le juge d'un autre ressort pour l'exécution d'un jugement ou l'achèvement d'une procédure. — S'il y a contradiction entre l'écrit du juge commettant et le dire des témoins chargés de le transmettre, le juge commis se basera de préférence sur la déclaration verbale de ceux-ci. — L'écrit devra préférablement être fermé et cacheté; mais *il n'a par lui-même aucune force probante.* —

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1495 et 1577.

(2) Van den Berg, *op. cit.*, p. 214.

Il sera remis et certifié authentique par les témoins chargés de le transmettre, même entre les mains d'un autre juge que celui nominalement désigné. — Il acquiert toute force probante, dès lors que le juge commettant a requis les deux témoins de déclarer que le contenu est un jugement rendu par lui ou un écrit de sa main » (1). — Ainsi, l'acte rédigé par un cadi n'a pas par lui-même force probante ; cette force probante, il ne l'acquiert que lorsque son authenticité a été affirmée par deux témoins (2) ; et, même alors, s'il y a contradiction entre les déclarations des témoins et les mentions de l'écrit, les déclarations des témoins l'emportent. — Que conclure de là, sinon que l'acte dressé par le magistrat n'est point autrement traité que l'acte sous signature privée, et qu'alors même qu'il s'agit d'un titre de ce genre, émanant d'une personne offrant des garanties de sincérité particulières, les docteurs de l'école malékite n'ont point admis que la preuve juridique complète pût résulter de sa seule représentation?

Quant aux adeptes du rite hanéfite, ils ne reconnaissent, également, force probante qu'à l'écrit dont l'authenticité a été affirmée par témoins, sans distinguer, non plus, entre l'acte sous signature privée et celui qu'a dressé le cadi (3). Ils se sont même refusés, pendant longtemps, à admettre la production en justice de titres écrits, pour cette raison « qu'une écriture ressemble à une autre et ne mérite aucune foi » (4).

* * *

9. — *La prestation de serment est fréquemment requise par la loi musulmane ; elle l'est même en des matières où les législations modernes ne l'autorisent plus.* — Il semble qu'il y ait, chez les peuples modernes, tendance à restreindre de plus en

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1489 à 1494.

(2) La façon dont sont rédigés les jugements des magistrats musulmans est, à ce point de vue, particulièrement instructive : le cadi requiert toujours ses assesseurs de témoigner de la sentence qu'il va rendre. — V. Zeys et Sidi Saïd, *Recueil d'actes judiciaires arabes.*

(3) Omar Bey Loutfy, *op. cit.*, fasc. 2, p. 1 et suiv.

(4) Santillana, *Avant-projet de Code civil et commercial tunisien*, p. 209. — Nous n'ignorons pas que des réformes ont été réalisées, en la matière, dans divers pays musulmans. Nous nous bornons à renvoyer

plus le domaine d'application de la preuve par le serment. En matière civile, par exemple, la législation française n'autorise le serment supplétoire qu'autant que la demande ou l'exception n'est pas totalement dénuée de preuves (1) et seulement au cas où la preuve testimoniale serait recevable (2) ; — alors qu'au XVIII[e] siècle l'usage en était extrêmement répandu (3). Quant au serment décisoire, s'il peut être déféré sur quelque espèce de contestation que ce soit et encore qu'il n'existe aucun commencement de preuve de la demande ou de l'exception (4), la jurisprudence décide que les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire pour admettre ou pour écarter la délation de ce serment (5). — Or, sous l'empire de la législation musulmane, la délation de serment est possible en toute matière, dès l'instant où celle des parties à qui incombe la charge de la preuve ne fournit qu'une preuve incomplète ; — dès l'instant où, même en l'absence de tout commencement de preuve, il existe une présomption en faveur de l'une des parties ou contre elle ; — alors même, enfin, qu'il n'y a ni présomption ni commencement de preuve. Et non seulement la délation de serment est chose permise, mais elle est, en outre, de droit ; le juge n'a pas la faculté de l'écarter. Si le demandeur dit, en effet, Sidi Khalil, « avait produit un témoin unique, en offrant de compléter la preuve juridique, par son propre serment, il *sera* admis à proposer ce moyen devant un second juge (6) ». D'autre part, Ibn Acem déclare que « la présomption, quand elle est grave, *entraîne* le serment de la personne contre qui elle existe (7) ». Quant à Ibrahim Halebi, il admet que si le demandeur « est dans l'impuissance de produire des témoins, *il a toujours le droit* d'exiger du défendeur qu'il appuie sa dénégation par le serment (8) ».

---

aux renseignements donnés, sur ce point, par M. Omar Bey Loutfy (*op. cit.*, fasc. 2, p. 9 et s.), et à faire observer qu'il s'agit là de réformes opérées à une époque récente, dans des circonstances particulières, et que les décisions nouvellement arrêtées ne peuvent être considérées comme la véritable expression de la doctrine musulmane.

(1) C. civ., art. 1367.

(2) Bonnier, *op. cit.*, p. 388, n° 440.

(3) *Eod. loc.*, p. 387, n° 439.

(4) C. civ., art. 1358 et 1360.

(5) Bonnier, *op. cit.*, p. 368, n° 413.

(6) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1451.

(7) Ebn Acem, *op. cit.*, vers 214.

(8) Mouradja d'Ohsson, *op. cit.*, t. 6, p. 196.

10.. — D'autre part, les législations modernes ont, très généralement, banni de la procédure criminelle la preuve par le serment. C'est ainsi que, depuis longtemps, l'on n'admet plus l'accusateur à compléter, par son propre serment, une preuve incomplète. « Qu'on s'en rapporte, dit à ce propos M. Bonnier, à la déclaration du demandeur, en ce qui touche ses intérêts pécuniaires, cela peut être tolérable dans certaines circonstances. Mais qu'on dispose de la vie ou de l'honneur d'un accusé parce que le serment de l'accusateur sera venu confirmer une preuve incomplète, c'est là une pratique déplorable, et qu'il n'est pas même nécessaire d'admettre dans les pays où l'accusation est abandonnée aux particuliers. Quand des intérêts aussi sacrés sont en jeu, il importe de s'en tenir strictement à la règle : *actore non probante, reus absolvitur* (1) » — L'on n'admet pas davantage, même dans les pays où s'est conservé le système de l'accusation privée, la délation par l'accusateur du serment à l'accusé. Le serment décisoire implique une sorte de transaction, et l'on répugne à permettre la transaction en une matière où l'ordre public est intéressé (2) ». — Enfin l'on n'autorise plus, pour ainsi dire, l'accusé à se libérer de l'accusation portée contre lui en affirmant son innocence sous la foi du serment, par la prestation du *serment purgatoire*. On n'ose plus mettre l'accusé dans l'alternative ou d'avouer son déshonneur et de s'exposer à une peine, — ou de prêter un faux serment, car « dans une civilisation avancée, il n'est plus permis au législateur d'avoir une pareille foi en la moralité humaine (3) ».

La législation musulmane, au contraire, autorise, en matière criminelle, la preuve par le serment. Chez les musulmans du rite malékite, par exemple, lorsqu'une personne est accusée d'homicide, que l'accusation n'a pu être prouvée complètement, mais que de graves présomptions de culpabilité existent, on met en demeure les parents de la victime de compléter la preuve par leur serment (4). Le serment, dit Sidi Khalil, « consiste en cinquante serments péremptoires prononcés consécutivement (5) ». S'agit-il d'homicide invo-

(1) Bonnier, *op. cit.*, p. 391, n° 448.

(2) *Eod. loc.*, p. 382, n° 431.

(3) *Eod. loc.*, p. 393, n° 450.

(4) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1853 ; Vincent, *Études sur la loi musulmane*, p. 65 et suiv.

(5) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art 1871.

lontaire, les cinquante serments se répartissent entre les proches parents de la victime, sans distinction de sexes, au prorata des droits de chacun dans la composition à payer par le coupable ; ils seraient, d'ailleurs, valablement prêtés par l'héritier unique du défunt, fût-il du sexe féminin, s'il n'en était point d'autre (1). S'agit-il, au contraire, d'homicide volontaire, les serments requis ne peuvent être prêtés que par des héritiers *acebs*, lesquels doivent être au nombre de deux au moins (2). La prestation de ces cinquante serments autorise les cojurants à percevoir la composition due par le meurtrier, au cas d'homicide involontaire (3), — et, dans l'hypothèse d'un homicide volontaire, à exercer le talion (4). — Si les parents de la victime se refusent à la prestation de serment, le serment est alors déféré, au cas d'homicide involontaire, à la tribu de l'offenseur, et ceux qui le prêtent échappent alors à l'obligation de contribuer au paiement de la composition (5), — et s'il s'agit d'homicide volontaire, à l'accusé ou aux accusés, chacun d'eux devant affirmer par cinquante serments son innocence, sous peine de se voir maintenir indéfiniment en prison (6).

La loi musulmane permet donc, à l'accusateur de compléter sa preuve, — à l'accusé de se soustraire à l'accusation portée contre lui, par le serment. Il est à remarquer toutefois que lorsqu'il s'agit d'infraction méritant un *had* (7), le refus, de la part de l'accusé, de prêter serment ne saurait entraîner sa condamnation, et autoriserait simplement le maintien de sa détention. Les peines *hodouds* supposent, en effet, des aveux formels et le refus de prêter serment n'implique, tout au plus, de la part de l'accusé qu'un aveu tacite. Mais, en dehors de cette hypothèse, et alors même qu'il s'agirait de statuer sur la réparation pécuniaire du préjudice causé par une

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette,* art. 1873.

(2) *Eod. loc.*, art. 1878. — Vincent, *op. cit.*, p. 67, note a.

(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette,* art. 1875.

(4) *Eod. loc.*, art. 1847. — Les cojurants sont ici des accusateurs et n'interviennent pas simplement pour certifier la bonne foi de celui qui accuse. V. sur la preuve par le serment et les cojureurs dans notre ancien droit, Declareuil, *op. cit., loc. cit.*, 1899, p. 79 et suiv.

(5) Sidi Khalil, *trad. Seignette,* art. 1877.

(6) *Eod. loc.*, art. 1883.

(7) Omar Bey Loutfy, *op. cit.*, fasc. 2, p. 78. — Les peines *hodouds* sont celles qui ont une limite et sont prononcées par la loi pour des faits déterminés.

infraction méritant un *had,* l'accusé peut être condamné sur son seul refus de prêter serment (1).

Or, d'où vient que la législation musulmane ait fait à la preuve par le serment une aussi large place dans la procédure criminelle ? — Est-ce parce que la délation, par l'accusateur, du serment à l'accusé, implique l'idée d'une transaction, et que la transaction apparaît ici comme possible, la législation musulmane ayant maintenu le principe de l'accusation privée (2) ? — Non, puisque la délation du serment est possible, même en des hypothèses où la transaction n'est pas autorisée (3) — La vérité, c'est que le peuple musulman est éminemment religieux ; la prestation de serment lui apparaît comme un acte très important et le faux serment comme une infraction d'une gravité extrême. Il y a de grandes chances, dès lors, pour que celui qui consent à prêter le serment dise la vérité, en sorte que la preuve par le serment possède encore, chez les musulmans, une valeur probante qu'elle n'a plus ailleurs, surtout en matière pénale. Cela est si vrai que, lorsqu'il y a quelques années, une délégation d'une *Commission sénatoriale d'étude des questions algériennes* vint enquêter en Algérie, des indigènes se plaignirent que notre procédure criminelle, à laquelle ils sont soumis, fût une entrave à la découverte des malfaiteurs, et demandèrent que l'on autorisât le recours à la traditionnelle procédure du serment. C'est là ce que constatent, dans les termes suivants, les procès-verbaux de cette délégation : « Un cheik, au nom des individus de la commune de Jemmapes, demande, en raison des nombreux vols et de l'impuissance de la police, que le droit coutumier de déférer le serment aux divers membres d'une famille dont un indigène est accusé de vol, leur soit appliqué. — Avec le serment devant un tombeau de marabout, nous arriverons à connaître les coupables ; cet usage coutumier nous avait toujours été accordé dans la commune ancienne d'El-Arrouch (4) ».

***

11. — *La loi musulmane détermine les conditions auxquelles*

(1) Omar Bey Loutfy, *op. cit.*, p. 78 et 79.

(2) *Eod. loc.*, fasc. 1, p. 35 et suiv.

(3) V. pour les cas dans lesquels la transaction est possible, Omar Bey Loutfy, *op. cit.*, fasc. 2, p. 63 et suiv.

(4) Pensa, l'*Algérie*, p. 322.

la preuve peut et doit être considérée comme faite ; le juge ne possède, à ce point de vue, que des pouvoirs d'appréciation extrêmement restreints. — La loi musulmane, en effet, ne se borne pas, comme les législations modernes, à déterminer les moyens par lesquels la preuve pourra être faite, et d'après quelle procédure ces moyens pourront être utilisés, — à dire dans quelles circonstances tel mode de preuve est recevable, et de quelle manière il sera produit ; — elle va jusqu'à fixer la valeur probante de chaque mode de preuve.

C'est ainsi qu'après avoir posé en principe que le demandeur prouvera ses allégations par le témoignage, et précisé les conditions auxquelles doivent satisfaire les témoins pour que leurs déclarations soient recevables en justice, elle ne laisse pas au juge le soin d'apprécier la valeur de ces déclarations. Elle dit, elle-même, dans quels cas ces déclarations pourront être tenues pour probantes. Les questions d'état, par exemple, « ne peuvent être juridiquement prouvées que par deux témoins du sexe masculin » (1). — De même, « pour tout ce qui a trait aux biens, le témoignage d'un homme peut être complété par celui de deux femmes » (2), — et « tout fait dont la connaissance échappe aux hommes, en raison de leur sexe, peut être prouvé par le témoignage de deux femmes » (3) ; — mais « pour prouver l'adultère, il faut le témoignage de quatre hommes » (4).

12. — D'autre part, le législateur musulman ne se contente pas de dire quelle valeur le juge peut attribuer à la preuve produite, il va jusqu'à déterminer quelle valeur il devra lui donner. Il ne dit pas seulement dans quels cas le juge peut tenir la preuve pour faite, mais aussi dans quels cas il doit la considérer comme faite. Ebn Acem dit bien qu'il n'est pas permis au cadi de juger, si la solution de l'affaire ne lui apparaît pas avec évidence (5), mais il n'en est ainsi que dans les hypothèses où le cadi possède un certain pouvoir d'appréciation, une certaine liberté de décision, et, la plupart du temps, il n'a ni ce pouvoir ni cette liberté, car, le plus souvent, la loi vient lui dicter sa sentence, puisqu'elle se charge elle-même de résoudre, dans la plupart des cas, la question de savoir si la preuve a ou n'a pas été faite.

---

(1) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1562.
(2) Ebn Acem, *op. cit*, vers 140.
(3) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1564.
(4) Ebn Acem, *op. cil.*, vers 139.
(5) *Eod. loc.*, vers 37.

C'est là ce qui résulte, d'une façon non douteuse, des textes suivants que nous empruntons à Sidi Khalil : « En toute autre matière (que les questions d'état), *la preuve juridique est complète* par le témoignage, soit d'une homme et de deux femmes, soit d'un homme ou de deux femmes avec le serment du demandeur (1).... Tout fait, dont la connaissance échappe aux hommes en raison de leur sexe peut être prouvé par le témoignage de deux femmes. Ce genre de preuve *résout définitivement* les questions d'hérédité ou de filiation, négativement ou affirmativement, sans le serment du demandeur (2).... L'aveu sous seing privé, dont l'authenticité aura été certifiée par deux témoins irréprochables, *vaudra preuve juridique complète,* sans prestation de serment par le demandeur (3).... Les preuves faites de part et d'autre seront admises ensemble à produire leur effet, en tant qu'elles ne seront point incompatibles. De deux preuves contradictoires, celle-là *sera préférée* qui établira l'origine de la propriété (4).... (Le juge) *préférera* le témoignage de deux hommes à la preuve faite par un homme et deux femmes, et celle-ci à la preuve faite par un témoignage unique avec le serment de celui qui le produit (5).... La preuve par le titre *aura plus de force probante* que celle par commune renommée » (6).

Ces citations pourraient être multipliées, mais elles suffisent à montrer, d'une façon péremptoire, que chez les musulmans le juge n'a point, en principe, qualité pour statuer sur la valeur des preuves produites.

Tout pouvoir d'appréciation lui a-t-il donc été refusé ? — Le juge statue sur la moralité des témoins ; un témoin ne peut être admis à déposer en justice qu'autant qu'il est honorable, et il semble bien, qu'à ce point de vue, le cadi dispose d'une liberté d'appréciation illimitée (7). — D'autre part, si l'une des parties a produit deux témoins du sexe masculin, et l'autre un plus grand nombre, le juge est autorisé à se déterminer, non d'après le nombre, mais d'après la moralité des témoins (8). — Mais là, semble-t-il, s'arrête sa liberté d'appréciation. Les débats judiciaires sont une sorte de tournois auquel il assiste impassible et dont il se bornera à enregistrer le résultat. Il n'a point à se préoccuper d'assurer le triomphe de la vérité ni de la justice. Et ce qui montre bien

---

(1, 2, 3, 4, 5, 6) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1563, 1564, 1565, 1577, 1569, 1662, 1587.

(7) Ebn Acem, *op. cit.*, vers 42; Sidi Khalil, *trad. Seignette,* art. 1487.

(8) Sidi Khalil, *trad. Seignette*, art. 1661.

qu'il en est ainsi, c'est, tout d'abord, ce fait que « le cadi ne doit pas accepter la déclaration d'un témoin qui n'est pas honorable, *même s'il sait qu'il dit la vérité* (1) » ; — et cet autre que, « si pour quelque motif un des plaideurs a été empêché de proposer ses moyens, le cadi peut, sans manquer à ses devoirs, lui venir en aide, *mais il devra alors s'abstenir de lui fournir des arguments de droit sur tout ce qui touche au procès* (2) ».

Marcel MORAND,
Professeur à l'École de droit d'Alger

(1) Ebn Acem, *op. cit.*, vers 47.
(2) *Eod. loc.*, vers 40 et 41.

DU RÔLE DES HUISSIERS

DANS LES

Saisies pratiquées, en Algérie et Tunisie, à l'encontre des indigènes

I. — Saisies mobilières

En Algérie et en Tunisie, les huissiers ont à remplir une mission relativement délicate, en ce sens que la plupart de leurs actes s'adressent à une population indigène dont l'esprit demeure réfractaire à nos lois de procédure. Aussi serait-il désirable que ces officiers ministériels eussent une certaine connaissance du droit musulman.

La saisie-exécution chez l'indigène commande, en effet, de multiples précautions. En Tunisie, notamment, où l'usure, à défaut de loi répressive, fait tous les jours des victimes, il est du devoir de l'huissier d'insister auprès du poursuivant et lui faire sentir qu'il n'est ni digne, ni raisonnable, d'exécuter à grands frais pour une créance insignifiante, et de renouveler des saisies mobilières qui n'aboutissent pas, mais dont les frais ne sont jamais perdus, car le malheureux débiteur, traqué sans cesse, finit par signer une nouvelle obligation comprenant tous les frais et d'énormes intérêts. Un peu plus tard, pour obtenir une prorogation de longue durée, croyant ainsi échapper au désastre, l'indigène donne le bien paternel en garantie. La dette prend des proportions fantastiques, et, après la vente inéluctable du gage, le prêteur reste encore créancier d'une somme importante.

En étudiant au préalable la véritable situation du débiteur, en s'entourant de renseignements précis que les notables indigènes de la localité ne refusent certainement pas à l'huissier, celui-ci ne mettra qu'à bon escient sous la main de la justice les facultés mobilières du débiteur et préviendra ainsi des revendications souvent fâcheuses, surtout pour

l'indigène qui n'a pas d'argent ou qui néglige les formalités à remplir.

Une pratique également regrettable jette souvent la perturbation dans les familles indigènes. C'est la saisie, pour une dette du mari, d'objets appartenant à la femme à un titre quelconque.

En droit français, deux séparations de biens existent : la séparation contractuelle et la séparation judiciaire. La première contient, annexée au contrat de mariage, la description des biens mobiliers de la femme, et tout ce qu'elle acquiert pendant le mariage est justifié par des quittances ou des actes. La seconde est nécessairement suivie de la liquidation, spécifiant les objets dont l'épouse est attributaire. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'huissier, exécutant à l'encontre du mari, ne pourrait saisir les biens de la femme sans engager gravement sa responsabilité.

Pourquoi en serait-il autrement à l'égard des indigènes ? La loi musulmane, en effet, ne connait pas la communauté ; elle n'a qu'un régime, celui de la séparation, permettant à chaque conjoint, à quelques exceptions près, d'administrer ses biens comme bon lui semble. Mais bien rarement les meubles des époux sont décrits dans un acte quelconque préalable au mariage. Le contrat consacrant l'union relate généralement que la dot a été agréée, et tout est dit. Ce n'est donc que par les actes relatifs aux successions recueillies, les récépissés d'achats et les témoignages, que la femme justifie de ses droits.

Ainsi, pour une dette du mari, on ne peut mettre sous la main de la justice ni les effets ni les bijoux de la femme. Certains créanciers, poursuivant le mari, n'hésitent pas cependant à faire saisir ces objets. C'est là un abus regrettable, semant le trouble dans la famille indigène. Neuf fois sur dix, en effet, la vente d'une paire de boucles d'oreilles, d'un bracelet ou d'un autre vulgaire bibelot, appartenant à la femme, produit une somme si minime que personne ne réclame.

Lors même qu'il serait démontré que les objets dont il s'agit ont été achetés après le mariage par le mari débiteur, ils ne pourraient être saisis pour une dette personnelle à celui-ci. Il en serait de même du présent de pareille nature que ferait à sa femme le débiteur français séparé de biens contractuellement ou judiciairement.

La loi prescrit aussi de laisser au débiteur : 1° les menues denrées nécessaires à sa nourriture et à celle de sa famille, pendant un mois (à partir du jour de la clôture de la saisie

bien entendu); 2° une vache, ou trois brebis ou deux chèvres, et leur nourriture pendant le même laps de temps.

Sur le premier chef, si les objets n'existent pas en nature, il convient de les remplacer par une somme d'argent ou, à son défaut, par d'autres biens destinés à former l'équivalent de ce qui est laissé au débiteur par le § 7 de l'art. 592 C. pr. civ. (Dalloz, *Rép.* t. 39, p. 616, n^os^ 195, 196 et *Supp.*, t. 15, p. 756, n° 87).

Sur le deuxième chef, s'il n'existe pas d'animaux il n'est point permis, comme dans le cas précédent, de suppléer à la valeur des bêtes réservées au débiteur par d'autres biens mobiliers. Mais il arrive fréquemment que ce même débiteur est propriétaire d'un chameau, d'un cheval ou d'un âne, et ne possède aucune des bêtes nommément indiquées par le § 8 dudit art. 592. Dans l'espèce que doit faire l'huissier ?

A cet égard, nous estimons : 1° qu'il serait inhumain et contraire à l'esprit de l'article précité de mettre sous la main de la justice l'ensemble desdits animaux ; 2° que l'on peut, sauf à se pourvoir en référé si des difficutés se présentent, laisser au débiteur le cheval ou l'âne, ou même le chameau, suivant que l'un ou l'autre de ces animaux ne représente qu'une somme de 50 à 60 fr. environ, valeur moyenne de trois moutons ; 3° qu'au cas où chacune de ces trois bêtes a une valeur plus importante, on peut laisser à la place de l'une d'elles, par voie de compensation, soit des fonds, soit d'autres objets à concurrence de pareille somme de 50 à 60 fr.

Par ses fonctions, l'huissier est appelé à constater souvent la misère noire dans laquelle se débat le débiteur indigène. Il doit donc constamment se rappeler que ce débiteur a droit à la vie, et qu'avec son vieux cheval, ou son âne étique, il pourra encore défricher le morceau de terrain qui le mettra à l'abri de la mendicité.

Un cas très fréquent mérite encore d'être signalé. Il s'agit des débiteurs pris comme héritiers. Le Coran, chapitre 4, versets 12 à 15, dit que le partage de la succession ne se fait qu'après prélèvement des dettes ; mais, en pratique, il est presque toujours impossible de procéder ainsi, car les valeurs mobilières pour acquitter le passif font défaut, et les héritiers restent en possession de l'actif indivis et en touchent le revenu dans la proportion de leurs droits respectifs. Le créancier prend jugement contre ceux-ci ; il ne peut les atteindre solidairement puisque chacun d'eux n'est tenu des dettes que jusqu'à concurrence de l'émolument qu'il recueille. Par analogie, on peut dire que l'héritier musulman n'est jamais

autre chose qu'un héritier bénéficiaire. Mais les forces et charges de l'hérédité ne sont presque jamais constatées, dans les campagnes surtout, par l'acte correspondant à l'inventaire, et il arrive parfois que l'actif est dissipé par les aînés avant le paiement du passif. Dans ce cas, il importe au créancier de faire diligence, notamment au moyen de la commune renommée, pour sauvegarder ses droits.

Le jugement est exécuté contre les héritiers sur les biens dépendant de la succession. Si ces biens n'existent plus en nature, les poursuites s'exercent sur les biens propres de chaque héritier, jusqu'à concurrence seulement de la valeur représentative de sa portion héréditaire, eu égard à sa part contributive dans la dette.

II. — Saisies immobilières

En Algérie, la loi du 26 juillet 1873 a créé un état civil à la propriété foncière. D'autre part, les immeubles donnés en hypothèque, non pourvus du titre établi par cette loi, sont amplement décrits avec leur origine de propriété dans l'acte obligatoire dressé par le notaire. Les difficultés ne se présentent donc, pour l'huissier, que lorsqu'il s'agit d'une propriété dont le titre individuel n'a pas été délivré, cas qui ne se rencontre plus que très rarement.

Il n'en est pas de même en Tunisie, où les dix-huit vingtièmes des immeubles ne sont pas immatriculés. Nous ne nous occuperons d'ailleurs, dans cette note, que de ceux-ci.

Les actes constitutifs d'hypothèque ne se font ici que sous signatures privées, ou devant les notaires arabes, ce qui revient au même puisque ces derniers actes ne sont considérés que comme écrits privés et ne portent même pas la signature des parties. Or, il arrive que le titre arabe donné en gage n'est qu'une copie grossière du véritable titre déjà hypothéqué. Une autre fois, c'est un titre qui a été détourné, ou bien le débiteur a hypothéqué plus de droits qu'il n'en possède.

Les indigènes qui se hâtent de revendiquer à tout propos, lorsqu'il s'agit d'une immatriculation, — problablement parce qu'il n'y a rien à débourser immédiatement, — laissent généralement procéder à l'adjudication de l'immeuble saisi ; mais, lorsque l'acquéreur veut se mettre en possession, des difficultés sans nombre surgissent et l'immatriculation devient absolument nécessaire. Lorsque les oppositions se présentent avant l'adjudication, le tribunal subordonne fort

souvent l'adjudication à l'immatriculation. Bien des procédures longues et coûteuses seraient évitées si cette mesure pouvaient être imposée d'office, toutes les fois qu'il s'agit de parts indivises d'immeubles, ou d'immeubles dont la contenance ou les limites sont incertaines.

Il y a dix ans, dans la Dakla du Cap Bon, les prêteurs de Nabeul s'étaient assigné à chacun un territoire propre. Le créancier de telle région faisait saisir et vendre des immeubles sur lesquels personne ne surenchérissait. Fixant à sa guise la mise à prix, il devenait ainsi adjudicataire, pour une somme dérisoire. Depuis longtemps, le parquet de Tunis a remédié à cet état de choses. Il connaît antérieurement à la vente la valeur approximative de l'immeuble et son revenu, et, si la plupart des adjudications vont encore au poursuivant, faute d'enchérisseur, elles ne sont prononcées que sur de sérieuses mises à prix.

La saisie immobilière peut être considérée comme l'un des actes les plus importants du ministère des huissiers. Le procès-verbal doit donc contenir tous les renseignements destinés à éclairer la religion du tribunal. En dehors de la procédure, de la description et des limites exactes de l'immeuble, les éléments les plus essentiels sont :

I. — Indication approximative de la valeur de l'immeuble ;

II. — Relation des baux écrits ou verbaux ; durée de la location ; importance des loyers ; époque de leur paiement, à terme ou par anticipation, ou bien mention que la propriété est exploitée par le débiteur et peut rapporter annuellement telle somme ;

III. — Nom et demeure du détenteur des titres de propriété ;

IV. — Charges grevant l'immeuble : 1° droit de chefâ ; 2° rahnia malékite ou hanéfite (les autres ne se rencontrent presque jamais dans la Régence) ; 3° privilège de vendeur, copartageant ou échangiste ; 4° prêts hypothécaires, échéance des créances et taux des intérêts ; 5° enzel : son chiffre, nom et domicile du bénéficiaire, mode de paiement, termes dus au jour de la saisie ; 6° mitoyennetés et servitudes.

V. — S'il s'agit de bien indivis : nom et résidence de chaque copropriétaire et énumération de la quotité lui revenant.

VI. — Origine de propriété.

Pour bien se pénétrer de l'importance de l'établissement succinct de l'origine de propriété, il suffit de rappeler que de regrettables erreurs ont été commises dans des procès-verbaux, et que, si certaines de ces erreurs ont été couvertes par l'autorité de la chose jugée, d'autres ont donné lieu à des dommages-intérêts.

Certes, il n'est pas toujours facile de procéder à ce travail sur place, mais les autorités indigènes ne refusent pas d'aider l'huissier dans sa tâche en lui fournissant les renseignements dont il a besoin, et, au risque de mettre plusieurs dates à la saisie, sans en augmenter le coût bien entendu, on peut, avec de la persévérance, faire remonter l'origine de l'immeuble au dernier auteur commun, en dressant, s'il y a lieu, un tableau généalogique.

Avec cette manière de procéder, on arrive à fixer les droits exacts du débiteur, en passant par les diverses phases de l'élasticité des actes arabes, touchant les hérédités successives relatives au même immeuble.

L'avoué ne possédant aucun document pour établir cette origine de propriété dans son cahier des charges, c'est en effet sur les lieux mêmes ou dans la région, auprès des notables, qu'elle peut être utilement dressée par l'huissier. La relation des droits héréditaires méconnus, des servitudes apparentes ou occultes omises, des partages faits sans l'assistance de tous les ayants droit, etc., pourra ainsi édifier le futur acquéreur sur l'étendue des droits et actions grevant les biens saisis et mis en vente.

V. SUREAU.

DROIT MUSULMAN

DES DROITS ET OBLIGATIONS ENTRE PROPRIÉTAIRES D'HÉRITAGES VOISINS (1)

Ibn Nafa' m'a rapporté la parole suivante du Prophète, d'après El Monkadir ben Mohammed qui la tenait de son père : « Celui qui s'empare sans droit d'un empan de terre, d'un champ, d'un chemin public ou du *fina* d'une maison, Dieu lui mettra un collier de sept champs au jour du jugement.

Ibn Sahnoun rapporte que Chadjra consulta son père sur le cas suivant : « A l'est de la mosquée principale se trouvent des boutiques possédant de vastes *finas ;* en avant sont des bancs, puis, plus loin et tout près de la rue des colonnes portant des voûtes sous lesquelles on peut circuler, et le passage est libre aussi entre les bancs et les colonnes. Les propriétaires des boutiques voudraient bâtir dans le passage ou bien chacun d'eux voudrait élever un mur joignant les extrémités de sa maison aux colonnes, de façon qu'on ne pût arriver chez lui qu'en passant sous les voûtes. — Aucun d'eux n'a le droit, répondit Sahnoun, d'intercepter le passage en bâtissant sous les voûtes ou entre les boutiques si les autres s'y opposent.

Chadjra consulta encore Sahnoun à propos de boutiques placées dans les mêmes conditions, et dont les propriétaires, voulant fermer le chemin entre les voûtes, avaient établi, en avant des colonnes, des bancs munis d'appuis. « — Ils doi-

(1) V. *Rev. Alg.*, 1900, p. 9 et suiv., p. 17 et suiv., 42 et suiv., 93 et suiv., 113 et suiv., 129 et suiv.

vent, répondit Sahnoun, remettre les lieux dans leur état primitif, et ne point rétrécir le passage. En barrant le chemin en avant des colonnes, ils causeraient du tort au chemin, ce qu'ils n'ont pas le droit de faire. Le terrain où s'élèvent les colonnes fait partie du *fina* de leurs boutiques et le public a le droit d'y passer. Intercepter le passage reviendrait pour eux à empiéter sur le chemin. L'espace en avant de leurs boutiques ne cesse pas d'être *fina* pour être couvert d'une voûte, et l'on sait que les *finas* ne doivent pas être partagés, donc ledit espace devra rester tel qu'il était autrefois ».

Ibn Sahnoun rapporte que Habib demanda à son père : « Si un individu comprend dans le périmètre de sa maison une portion d'un chemin public, et que les voisins ne le dénoncent que vingt ans après, qu'arrivera-t-il ? — Si la chose est prouvée alors, il devra rendre ce qu'il a pris, car les chemins publics ne peuvent être prescrits ».

'Abd Allah ben Abou Zaïd, dit 'Isa ben Mousa, rapporte cette décision d'après Ibn Sahnoun au chapitre des Constructions du livre des Nouadir. Plus loin il dit que si l'empiètement était manifeste et le dommage évident pour le chemin, les témoins qui n'ont pas d'excuse pour s'être tus devront être récusés.

Ibn Sahnoun rapporte que Habib demanda à son père ce qu'il décidait lorsque des bains, des latrines ayant été établis sur la largeur d'un chemin, l'autorité n'est saisie qu'après vingt ans ou plus. « Les chemins publics, répondit Sahnoun, ne peuvent être acquis par voie de prescription comme les biens des particuliers, sauf dans le cas où des constructions s'y trouvent depuis de très nombreuses années, soixante ans par exemple, sans que personne ait jamais protesté et sans qu'on sache à quel titre elles sont là ».

Ibn Sahnoun rapporte que le kadi Chadjra consulta par écrit son père à propos d'un individu qui accusait un absent de s'être emparé d'un chemin public, et produisait des témoins affirmant avoir vu de tout temps un chemin public à l'endroit indiqué. « Pour trancher la question, répondit Sahnoun, il faudra que tous ou un grand nombre viennent en témoigner. Si l'absent n'est pas très loin, on le fera venir et on l'entendra.

Ibn el Kasim rapporte, dit El 'Otbi, que l'on soumit le cas suivant à Malek. « Un individu possède deux maisons avec une large place devant elles ; et comme il arrive souvent que les gens, trouvant la rue encombrée ou obstruée par des fardeaux ou autre chose, passent et circulent sur cet espace, il voudrait les en empêcher en plaçant à l'entrée une barrière ou une porte, de façon à en faire une dépendance de ses

maisons : en a-t-il le droit, lorsqu'aucune porte ni barrière n'y a jamais existé? — Non, répondit Malek ».

Ibn Abdous est aussi de cet avis.

Asbagh rapporte dans son *Sama'* avoir posé à Ibn Nafa' la question suivante : « Devant les maisons de plusieurs individus s'étend un terrain plat sur lequel donnent leurs portes, et ils veulent l'utiliser pour y dépiquer leurs grains, y mettre leur meules, y déposer leur fumier, y faire séjourner leurs bestiaux, mais d'autres dont les maisons sont séparées par le chemin de cet espace voudraient en profiter comme les premiers dont les portes ouvrent dessus, est-ce qu'ils en ont le droit? — Non, à moins qu'ils ne possèdent des droits réels sur ce terrain ; faute de cette preuve, la jouissance en appartient à ceux dont les portes ouvrent dessus, à l'exclusion de ceux qui en sont séparés par le chemin, mais ils ne seraient pas admis à le clore en raison de sa nature ».

De la largeur des chemins

Ibn Ouahb rapporte le hadits suivant d'après Ismaïl ben Aiach, qui le tenait de Rebia' ben 'Abd er Rahman et de Zaïd ben Aslam : « Quand on n'est pas d'accord sur la largeur qui revient à un chemin, on la fixe à sept coudées ». Djoreyh et Taous citent aussi ce hadits.

D'après Ibn Ouahb, le Prophète disait : « Tout chemin public doit avoir une largeur de sept coudées entre les riverains. Celui qui bâtit dans un champ (abandonné) en sera reconnu propriétaire, de même que celui qui le mettrait en culture. Toute terre non bâtie et non cultivée appartient à Dieu et à son Prophète, c'est-à-dire à vous tous ».

« Je tiens de mon aïeul, dit 'Isa ben Mousa, qu'Omar ben Youssef disait avoir questionné Mohammed ben Telid à propos du hadits relatif à la largeur des chemins. « Pour les chemins destinés au passage des gens, répondit-il, la largeur en sera de sept coudées, et s'ils ne l'ont pas, on prendra le complément sur les riverains. Pour les chemins destinés aux bœufs et aux moutons elle sera de vingt coudées : c'est ainsi du moins qu'ont décidé les docteurs, mais le Prophète n'a rien dit à ce sujet. Quant aux sentiers où l'on passe peu et qui ne sont pas classés parmi les chemins publics, leur largeur sera de quatre coudées ».

Suivant Ibn Kenana, dit Ibn Abdous, la largeur des rues et des chemins doit être fixée de telle sorte que les êtres et les objets les plus volumineux, comme les chameaux avec

leurs plus fortes charges, et les voitures puissent y passer sans encombre. Pour nous il n'y a pas de largeur fixe, elle doit varier avec la destination du chemin ».

Ibn Sahnoun rapporte avoir posé à Ibn el Kasim la question suivante : « Plusieurs individus possédant en commun une large place devant leurs maisons voudraient la partager de façon que chacun en eût une part pour son usage exclusif ; mais comme il n'y a qu'une sortie et qu'un chemin pour tous, ils ne sont pas d'accord sur la largeur à donner à ce chemin : les uns veulent qu'il ait trois coudées, les autres moins ; que décidera-t-on ? — Malek décide, répondit-il, que la largeur du chemin devra être suffisante pour leur passage et celui de leurs bêtes chargées. — Le chemin n'aura-t-il pas la largeur de la porte commune ? — Malek n'a pas dit cela, autant que je sache ».

Des fosses et égouts creusés dans le sol d'un chemin

El 'Otbi rapporte qu'on soumit le cas suivant à Sahnoun : « Un individu creuse une fosse d'aisances dans un chemin attenant à son mur, puis il en recouvre l'ouverture : pensez-vous qu'il y ait lieu de s'y opposer ? — S'il recouvre la fosse, répondit-il, puis la ferme soigneusement et nivelle le terrain de façon que personne n'ait à s'en plaindre, j'estime qu'il n'y a pas lieu de s'y opposer, mais il faudrait l'en empêcher, si le public avait à en souffrir ».

Motarref, Ibn el Madjchoun et Asbagh, dit Ibn Habib, sont aussi de cet avis.

Ibn 'Abdous dit avoir appris de Sahnoun qu'il n'admettait pas les fosses d'aisances creusées sous la voie publique : il voulait qu'elles fussent sous le sol de la maison, et tolérait seulement qu'on fît dans la rue une ouverture permettant d'y introduire une cruche pour y jeter de l'eau ; sinon il trouvait répréhensible leur établissement, disant qu'elles causaient un dommage évident ».

Ibn Sahnoun rapporte que Habib, contrôleur des actes arbitraires, soumit à son père le cas suivant : « Un groupe d'individus possède des maisons sur une impasse, leurs portes s'ouvrant sur celle-ci, tandis qu'en face s'élève une autre maison dont la porte ne donne pas sur l'impasse. Dans le sol de l'impasse et tout près d'un mur de cette maison se trouve une fosse maçonnée très ancienne, qu'un conduit souterrain met en communication avec ladite maison, mais comme le propriétaire n'a envoyé depuis longtemps aucune

déjection dans la fosse, ses voisins de l'impasse prétendent l'en empêcher le jour où il veut le faire ; en ont-ils le droit ? — Non, à moins qu'ils n'affirment être propriétaires du col ou partie supérieure de la fosse, et alors on examinera ce que vaut leur dire : s'il n'est pas fondé, le propriétaire de la maison en question sera déclaré propriétaire de la fosse, car son droit ressort de la situation. S'il avait acheté la maison d'un autre, il aurait les droits qu'avait son vendeur ».

Du dépôt sur la voie publique de matériaux de démolitions

Mohammed .ben Chibl m'a raconté, dit Isa ben Mousa, que Yahia ben 'Aoun lui avait déclaré avoir entendu dire à Sahnoun que l'individu qui démolit sa maison n'a pas le droit de déposer les matériaux sur la voie publique si cela gêne la circulation. — Mais alors qu'en fera-t-il, lui objecta-t-on ? — Il louera un endroit pour les y déposer.

Des contestations relatives aux droits de passage

Suivant Achhab, le propriétaire d'une maison dont une porte donne accès dans la maison voisine n'a aucun droit de passer par cette dernière à moins qu'il ne soit notoire qu'il y passait autrefois et n'a cessé que depuis peu. Lorsqu'on ignore s'il y passait autrefois, ou lorsqu'on sait qu'il y passait, mais qu'on ignore pourquoi il n'y passe plus depuis un certain temps, il doit fournir la preuve de son droit au passage, sinon l'autre jure qu'il ne lui doit rien, et tout est dit. Si deux témoins affirment qu'il passait journellement par cette porte, son droit de passage sera établi par ce fait, mais si, au lieu d'affirmer que c'était là son passage ordinaire, ils se bornent à dire qu'il a passé là et qu'il n'y passe plus maintenant, cela n'entraîne pour lui aucun droit.

El 'Otbi rapporte que Sahnoun, consulté à propos des droits de passage dans les champs, répondit : « Si le droit est reconnu, il n'y a qu'à s'y soumettre, sinon, on examinera les circonstances. S'il est de règle entre les propriétaires qu'un champ ensemencé ne doit fournir aucun passage, personne n'aura le droit de le traverser ; s'il est admis, au contraire, qu'on peut traverser un champ ensemencé et s'y frayer un passage, l'usage fera loi et personne ne pourra s'y soustraire ».

El 'Otbi rapporte qu'on soumit à Sahnoun le cas suivant : « Plusieurs individus sont établis dans un village, et l'un d'eux s'avisant un jour de clore sa terre et d'y faire des plantations, les autres, qui ne peuvent plus passer là comme ils l'avaient fait jusqu'ici, protestent vivement. « Tu nous as enlevé notre chemin, disent-ils. — Je ne vous en dois point, répondit-il. » Là-dessus ils s'adressent à la justice, et produisent des témoins qui affirment avoir vu dans cette terre un chemin où tout le monde passait depuis vingt ans ; d'autre part, le propriétaire en produit d'autres qui affirment que le chemin est tout récent et a été créé sans aucun droit : lequel de ces deux témoignages l'emportera ? — Pareil fait, dit Sahnoun, se produit souvent dans les villages et on y voit souvent les gens plaider à propos de terres. Il arrive parfois qu'un labour fait disparaître un chemin et même qu'un village se trouve sans chemin, mais les gens ne laissent guère passer sur leurs terres que pour éviter cet état de choses. Si le chemin en question a été établi dans des circonstances pareilles, il ne saurait constituer une servitude définitive à la charge du propriétaire de la terre ; il le serait seulement, si, établi sans motif légitime, il avait une si longue existence qu'elle pût détruire l'inviolabilité de la propriété, comme une durée de cinquante ou soixante ans, mais un chemin d'origine récente, établi ainsi que je l'ai dit, ne peut être revendiqué contre le propriétaire du sol ».

« Ibn Sem'an m'a raconté, dit Ibn Ouahb, avoir connu un individu qui disait avoir entendu dire aux docteurs de son temps qu'autrefois les voisins immédiats d'un chemin se partageaient l'espace bordant le chemin lorsqu'ils voulaient y bâtir, et que chacun en recevait une parcelle proportionnelle à la longueur de façade qu'il avait sur cet espace, tout en laissant au chemin une longueur de huit coudées : un chemin ainsi constitué était dit chemin de piétons.

Du cas où, un individu étant obligé de passer sur le terrain d'un autre pour arriver à son palmier, ce dernier prétend ne lui accorder le passage qu'à la cueillette.

Ibn 'Abdous rapporte qu'un individu soumit le cas suivant à Achhab : « Je possède un palmier dans le champ d'un individu et je voudrais aller le tailler, mais le propriétaire de ce champ me déclare qu'il ne me laissera pas passer ; que faire ? — D'après Ibn el Kasim il ne peut t'en empêcher, répondit

Achhab; tu as droit au passage pour aller arroser ton palmier, le tailler, le féconder, le soigner. Même s'il avait ensemencé tout son champ il ne pourrait t'empêcher d'aller à ton arbre. Tu peux traverser son champ en prenant le chemin le plus commode pour toi et le moins dommageable pour lui, et cela même en dehors des époques où l'arbre a besoin de tes soins. Tu peux aller le voir, l'inspecter, mais alors si tu causes du dommage à l'autre, il peut te refuser le passage. Tu peux toujours passer si tu cherches un résultat utile. Enfin tu peux emmener quelqu'un avec toi pour t'aider, pour avoir des conseils sur les mesures à prendre. Le propriétaire du palmier, dit Ibn el Kasim, ne doit pas causer de dommage à l'autre en passant dans sa terre; il doit aller seul à son palmier ou accompagné seulement d'un homme qui l'aidera à la taille ou à la cueillette, mais non d'une bande d'individus qui feraient des dégâts dans le champ par leur passage à l'aller et au retour ».

On demandait à Malek si le propriétaire d'un carré de terre enclavé dans un champ ensemencé peut faire traverser ce dernier par des bœufs ou autres animaux pour paître l'herbe du sien. — « Non, répondit-il, car en traversant le champ ensemencé de l'autre, il ferait des dégâts dans ses récoltes, et il n'a pas le droit de lui causer le moindre dommage ».

« J'estime, dit Ibn el Kasim, qu'il a droit de traverser le champ de l'autre pour aller faucher l'herbe du sien, mais je n'ai pas entendu cela de Malek ».

Du cas où, un individu possédant une terre enclavée, les voisins veulent clore la leur et lui fermer le passage.

El 'Otbi rapporte d'après Achhab et Ibn Nafa' que l'on consulta Malek sur le cas suivant : « Un individu possède une terre au-delà du jardin d'un autre individu avec le droit au passage dans ce jardin qui n'est pas clos, mais le propriétaire voudrait l'entourer d'une clôture et y mettre une porte; en a-t-il le droit? — Non, à moins que l'autre n'y consente, car celui-ci ne pourra plus le traverser à toute heure lorsqu'il sera clos; il peut se faire qu'il arrive une fois de nuit à la porte et qu'on lui réponde : « A cette heure-ci nous n'ouvrons à personne. » Et les jours de pluie le propriétaire ne restera pas là à attendre la venue de l'autre. J'estime donc que le premier ne peut clore son jardin que si l'autre y consent. — Et s'il voulait le clore en mettant une

porte qui ne se fermât pas à clef, le pourrait-il? — S'il met une porte se fermant à clef, comment l'autre pourra-t-il entrer et sortir? Et si la porte ne se ferme pas à clef, il se peut qu'un jour vienne un individu qui veuille aller chez l'autre et que, voyant le jardin à traverser entouré d'une clôture, il n'ose pas passer. Enfin il se peut qu'à la longue on oublie l'existence du droit de passage et qu'on mette une porte avec clef, puis qu'on dise au titulaire du droit de passage : « Prouve que tu as un droit de passage sur nous. »

Ibn 'Abdous rapporte aussi, d'après Ibn Nafa', cette opinion de Malek, et Ibn Abd el Hakam est du même avis.

Ibn Habib rapporte avoir consulté par écrit Asbagh ben el Faradj sur le cas suivant : « Un individu possède un ou plusieurs arbres dans le champ d'un autre, et celui-ci voudrait entourer son champ d'un mur ou y bâtir une maison et fermer le chemin qui conduit le premier à ses arbres. Là-dessus, celui-ci proteste disant qu'il a le droit d'aller à ses arbres sans qu'il y ait interposition de barrière ; l'autre répond qu'il ne nie pas son droit au passage, et s'engage à le laisser passer lorsqu'il aura besoin d'aller soigner ses arbres ou en cueillir les fruits ; peut-il se clore dans ces conditions? — Cela dépend des cas, m'écrivit Asbagh. Si les arbres de cet individu se trouvent réunis dans une région du champ et non dispersés dans toute son étendue, le propriétaire du champ n'aura pas le droit de les clore avec le reste, mais il devra les laisser en dehors de la clôture : cela en supposant que l'autre puisse trouver pour aller à ses arbres un chemin réunissant les mêmes conditions de proximité ou d'éloignement, de facilité ou de difficulté que l'ancien. Si au contraire les arbres se trouvent au milieu du champ et dispersés ça et là de sorte que le propriétaire ne puisse les laisser en dehors de la clôture qu'en dépréciant ou morcelant sa terre et s'infligeant des dommages sérieux, que de plus les arbres soient peu nombreux et n'occupent qu'une faible partie du champ, alors que celui-ci est d'une étendue considérable, le propriétaire ne pourra être privé, à cause des arbres de l'autre, de la jouissance de son bien. Si ce dernier se prétendait lésé par l'établissement d'une clôture enfermant ses arbres et invoquait le hadits qui défend tout dommage, profitable ou non, ce seraient là des arguments sans valeur, car lorsqu'un dommage est inévitable pour l'un ou l'autre de deux associés, quelle que soit la solution adoptée, il convient et il est juste de prendre celle qui causera le dommage le plus faible. Si donc il empêchait le maître du champ de clore son champ, il lui ferait tort injustement, car le dommage qu'il lui causerait

de ce fait serait plus grand que celui dont lui-même souffrirait du fait de la clôture. Par suite, on dira à celui-ci : Clos ton champ et établis à l'usage de ton copropriétaire une porte par où il aura l'accès le plus court et le plus facile à ses arbres. Il aura la clef de la porte s'il le désire, et il pourra aussi demander une entrée spéciale pour lui. C'est à toi, puisque tu te clôtures, à veiller à ce que l'autre ne pénètre pas chez toi.

» Si les arbres sont nombreux et disséminés dans toute l'étendue du champ, le propriétaire n'a plus le droit de le clore, car le préjudice qu'éprouverait l'autre ne pouvant plus accéder à ses arbres que par un seul point serait bien plus grand que celui dont lui-même pourrait souffrir par l'absence de clôture. D'après cela règle tes décisions. Le Prophète a dit : « Pas de dommage, profitable ou non ». Lorsqu'une solution cause plus de tort à un individu que la solution contraire n'en ferait à son cointéressé, c'est le premier qui est lésé et que la justice doit protéger ; le second est un oppresseur dont les manœuvres doivent être empêchées. Un exemple qui t'éclaircira ceci est la décision de Malek à propos d'une vente de palmiers dont une partie seulement a été fécondée. D'après Malek si c'est la moindre partie qui l'a été, les fruits de tous les palmiers, fécondés ou non, reviennent à l'acheteur ; si c'est le plus grand nombre, les fruits de tous, fécondés ou non, appartiennent au vendeur. Le Prophète a dit : « Lorsqu'il y a vente de palmiers fécondés, les fruits sont au vendeur », sans faire de distinction entre les uns et les autres, mais les docteurs ont trouvé nécessaire d'en établir une, et c'est ainsi que l'on fait lorsqu'une règle est énoncée sous une forme vague et générale : de même en est-il pour le hadits sur les dommages en général. Lorsque de deux dommages il faut choisir l'un, on examine quel sera le plus grave et le plus faible, et on se décide pour le dernier, ainsi que je l'ai expliqué. Tâche de comprendre, et invoque l'aide de Dieu (qu'il soit béni et exalté) ».

Ibn Habib rapporte avoir consulté Asbagh sur le cas suivant : « Un individu possède un champ enclavé au milieu d'autres, et pour les labours et la moisson il passe sur ceux qui ne sont pas ensemencés cette année-là, puis un jour il veut bâtir dans son champ, mais les voisins prétendent l'en empêcher. « Oserais-tu, lui disent-ils, faire un chemin sur nous et endommager nos terres, lorsque nous les aurons ensemencées ». Pensez-vous qu'ils puissent l'empêcher de bâtir sur son fonds ? — Non. Il ira à son champ comme par le passé, passant sur une terre lorsqu'elle n'est pas ense-

mencée, puis sur une autre lorsque la première l'est; la seule chose qu'on puisse l'empêcher de faire, c'est de nuire aux récoltes de ses voisins. — Et si chacun des voisins voulait entourer son champ d'un mur ou d'une clôture, le pourraient-ils? — Ils en seraient empêchés, à moins de s'entendre pour que l'un d'eux, celui qui le voudra, laisse à l'autre un passage dans son champ. — Et s'ils ne s'entendent pas? Et si l'autre demande un passage assez large pour faire passer ses bêtes et son matériel avec lui, et qu'ils le lui refusent? — En ce cas, on les obligera à lui fournir un chemin pareil à celui qu'il avait autrefois, alors que ni lui ni eux n'avaient bâti, c'est-à-dire pareil à celui où il faisait passer ses bœufs pour aller chercher ses récoltes ou faire les labours, assez large pour y faire passer son troupeau s'il l'emmenait autrefois paître dans sa terre, et sinon cette largeur ne lui sera pas due. S'il est seul à vouloir bâtir, les autres préférant continuer à faire de la culture dans leurs terres, et qu'il doive avoir besoin de passer plus souvent sur eux, d'entrer et de sortir plus fréquemment qu'à l'époque où il passait pour labourer, on pourra l'empêcher de bâtir, car cela nécessiterait qu'il prît plus qu'il n'a droit.

Ibn Habib rapporte qu'Ibn el Kasim, consulté sur ce point, répondit de même, et El 'Otbi le rapporte également d'après Ibn 'Asim.

Ibn 'Abdous rapporte que le cas suivant fut soumis à Ibn Kenana : « Un individu possédant une terre sur le territoire d'un village, assez loin des maisons, voudrait y bâtir, mais les propriétaires voisins prétendent l'en empêcher, sous prétexte que cela causera du dommage à leurs récoltes. — Je ne vois aucune raison, dit Ibn Kenana, pour empêcher cet homme de bâtir sur son terrain et d'en tirer parti, s'il a directement accès à la route ».

Ibn Kenana, interrogé, dit Ibn 'Abdous, à propos d'un individu que les voisins voudraient empêcher d'élever une maison ou une mosquée sur son terrain dans une ville ou dans un village, même près d'une aiguade, répondit : « On ne peut empêcher un individu de bâtir sur son fonds, et d'en disposer à son gré, à moins qu'il n'ait pour but de nuire aux autres sans chercher un avantage pour lui-même ».

Ibn 'Asim rapporte, dit El 'Otbi, avoir posé à Ibn el Kasim la question suivante : « Un individu possède un champ enclavé au milieu d'autres, et pour aller labourer ou moissonner il passe sur celui des champs voisins qui n'est pas cultivé cette année-là, puis l'année suivante, celui-ci étant cultivé, il passe sur un autre qui ne l'est pas, et ainsi de suite. Un jour

il vend sa terre à un individu qui veut y bâtir une maison d'habitation, ou bien c'est lui-même qui veut le faire, mais les voisins s'y opposent. « Tu ne bâtiras pas au milieu de nos champs, disent-ils, et nous ne laisserons pas tes bêtes de somme frayer un chemin sur nous par leurs allées et venues. — Ni le propriétaire actuel, ni l'acheteur, ni aucun des propriétaires futurs ne pourront être empêchés de bâtir sur cette terre. On dira à chacun d'eux d'aller à sa terre comme par le passé sans faire de dégâts dans les récoltes des voisins. — Et si chacun des voisins voulait enclore sa terre pour bâtir une maison, planter une vigne, faire un jardin, de sorte qu'il ne restât à l'autre aucun passage pour arriver à la sienne, que dirait-on ? — On dirait aux voisins : « Ou vous laisserez vos terres telles qu'elles sont, et le propriétaire de l'enclave passera sur vous comme par le passé, ou vous vous entendrez en vous clôturant pour lui laisser un passage qui le ménera à sa terre et à sa maison. » A eux de choisir. Quant à lui, il n'a pas le droit de leur causer le moindre dommage, lorsqu'ils lui laissent un passage. S'il réclamait un large passage, les autres ne seraient tenus de lui fournir qu'un chemin pareil à celui qu'il lui fallait à l'époque où les terres voisines étaient ensemencées, pour faire passer ses bœufs de labour, ou son âne à sa suite, ou son troupeau s'il le menait paître l'herbe de sa terre ; s'il ne l'y menait pas, un tel chemin ne lui est pas dû. En tous cas, lorsque ses voisins lui accordent un passage, il lui est défendu de leur causer du dommage. »

Une question analogue ayant été posée à Ismaïl ben Mouassel, il répondit : « Si un individu pour aller à sa vigne passe sur un voisin depuis si longtemps qu'il n'est plus personne qui puisse dire d'où vient cette servitude, elle continuera à subsister, et il aura droit au passage à perpétuité ; mais s'il est reconnu qu'il passait autrefois sur ce voisin et sur d'autres, et que ces derniers lui ayant fermé le passage, il n'a plus passé que sur le premier, celui-ci alors ne sera pas le seul à être tenu de lui fournir un chemin, mais tous ensemble y seront tenus, et ils devront s'entendre à cet effet. L'un d'eux pourra fournir entièrement le passage, les autres l'indemnisant d'après la part qu'ils devaient ; celui-là alors sera seul tenu de la servitude. Quant au chemin ainsi ouvert, il devra être aussi proche et aussi commode que possible pour le bénéficiaire ; il peut l'exiger d'eux. »

Suivant Ibn el Kasim, celui qui refuserait de payer sa quote-part pourrait y être contraint. Lorsque le chemin peut être constitué au moyen de portions de terrains fournies par chacun d'eux, on le constitue de la sorte, et alors chacun

fournit ce qui lui incombe; lorsque la chose n'est pas possible, ils paient chacun l'équivalent de leur part (à celui qui fournit la totalité du chemin).

De l'individu qui veut déplacer le chemin qu'il doit à d'autres individus dans sa terre

Achhab et Ibn Nafa' rapportent, dit El 'Otbi, qu'un individu soumit le cas suivant à Malek. « Je possède, lui dit-il, deux champs voisins et entre les deux se trouve un chemin appartenant à d'autres individus pour aller à une terre qu'ils possèdent au delà. Dans l'un de mes champs j'ai planté de jeunes palmiers, et comme le passage des autres leur est nuisible, je voudrais les faire passer sur mon autre champ qui est en friche : puis-je le faire, étant donné qu'ils y gagneront aussi bien que moi, que le trajet leur sera abrégé, qu'ils ne subiront aucun dommage, et n'auront à faire aucun détour? — Cela ne se peut qu'avec leur consentement et leur permission. — Mais en rejetant le chemin de la palmeraie dans le champ en friche, je ne le déplacerais que d'une coudée. — Si tu ne le déplaces pas davantage et qu'il ne doive en résulter aucun inconvénient, rien n'empêche de le déplacer; autrement il faudrait le consentement des autres. »

Ibn El Hakam est aussi de cet avis.

Dans le récit d'El 'Otbi l'homme continue ainsi : « Je voudrais, si cela n'avait rien de répréhensible et ne devait soulever aucune protestation, porter le chemin dans la terre en friche, ce qui le déplacerait d'une coudée au plus, et le ferait plus court pour eux et plus avantageux pour moi, sans leur causer de dommage. — Si le déplacement n'est pas plus considérable et qu'ils n'aient pas à en souffrir, j'estime que tu ne feras rien de répréhensible, mais s'il était plus grand, il ne pourrait avoir lieu, selon moi, qu'avec leur consentement. »

Ibn 'Abdous rapporte, d'après Achhab, la même décision de Malek.

Ibn Habib rapporte que l'on consulta Ibn el Kasim à propos d'un individu qui, ayant une terre en friche traversée par un chemin, voulait faire passer le chemin à un autre endroit, ce qui devait le rendre plus commode pour lui et pour les usagers. « Personne, répondit Ibn el Kasim, n'a droit de déplacer un chemin pour le mettre plus haut ou plus bas, fût-il aussi commode ainsi ou fût-il même plus commode, car la servitude existante au moment de l'achat, du don ou

de l'héritage doit subsister. S'il s'agissait d'un chemin public, le consentement des voisins au déplacement ne suffirait pas, car le chemin appartenant à tous les musulmans, le consentement des uns sans celui des autres ne peut le légitimer ; au contraire, pour les chemins appartenant à un groupe de particuliers le consentement de ceux-ci suffit.

Suivant Ibn el Madjchoun qu'Ibn Habib dit avoir consulté sur ce point, on en référera à l'autorité. Celle-ci ouvrira une enquête, et s'il appert que le déplacement du chemin doit être avantageux pour le public et les voisins, que le nouveau doit être aussi ou plus facile que l'ancien, aussi ou plus court, elle le permettra ; au contraire elle le défendra s'il lui apparaît que l'un ou l'autre des voisins, des voyageurs, du public doit en souffrir. Dans le cas où la chose aurait été faite avant que l'autorité fût avisée, elle devrait encore examiner la situation, la confirmer si elle était avantageuse pour tous, rétablir l'ancienne dans le cas contraire ; l'autorité est en effet tutrice des intérêts de la communauté des musulmans, et c'est elle qui les représente en pareil cas.

Ibn Habib rapporte qu'Ibn Nafa' est aussi de cet avis, et il déclare l'adopter de préférence à toute autre.

De l'individu, copropriétaire dans une maison, qui veut établir une porte donnant de son logement dans une maison voisine.

Sahnoun dit avoir posé à Ibn el Kasim la question suivante : « Je possède une maison par indivis avec un autre individu, et à côté de celle ci j'en possède une autre à moi seul ; je voudrais percer une porte qui donnerait accès de celle-ci dans la première, mais mon associé s'y oppose : en a-t-il le droit ? — Oui. — Et pourquoi ? — Parce que l'endroit où tu veux percer cette porte n'est pas à toi seul mais est commun à ton associé et à toi, bien qu'il soit entre tes mains, puisque vous ne vous êtes pas partagé la maison. »

Ibn 'Abdous rapporte la même décision d'Ibn el Kasim et d'Achhab.

Sahnoun rapporte avoir posé la question suivante à Ibn el Kasim : « Primus possède une maison à l'intérieur de laquelle s'en trouve une autre appartenant à Secundus et il voudrait en déplacer la porte, mais Secundus, qui a droit de passer par cette porte, s'y oppose : peut-il passer outre ? — Je n'ai rien appris de Malek sur ce point, répondit Ibn el Kasim, mais j'estime qu'on ne saurait l'empêcher de placer sa porte

un peu plus à droite ou à gauche, si ce déplacement ne peut incommoder l'autre propriétaire, mais s'il voulait la placer loin de l'endroit où elle se trouve, il ne pourrait passer outre à l'opposition de l'autre ».

Ibn 'Abdous rapporte la même décision d'Ibn el Kasim et d'Achhab, et Ibn Habib la rapporte aussi de Malek.

Sahnoun dit avoir demandé ensuite à Ibn el Kasim : « Et si le propriétaire de la maison extérieure voulait en retrécir l'entrée et que l'autre y fit opposition, le pourrait-il ? — Non, il n'en aurait pas le droit, mais je ne tiens pas ceci de Malek ».

Ibn Abdous rapporte aussi cette décision d'Ibn el Kasim et il ajoute que Sahnoun lui objecta : « Vous dites que la prétention de cet homme n'est pas fondée, qu'il n'a pas le droit de déplacer sa porte sans le consentement de l'autre, mais ne faudrait-il pas imiter Omar qui à propos du puits donna raison à l'adversaire de Mohammed ben Mostama. « Qu'il y puise et qu'il y puise encore, dit Omar, pourvu qu'il ne te fasse pas de tort. — Que dis-tu là ? répondit Ibn el Kasim. Cette décision ne doit pas servir de règle ; elle ne s'applique qu'à ce cas seul ».

Sahnoun rapporte avoir soumis le cas suivant à Ibn el Kasim : « Une maison se trouve à l'intérieur d'une autre et n'appartient pas aux mêmes propriétaires que l'extérieure ; ceux de l'intérieure, qui ont droit de passer dans la première, partagent leur bien ; puis chacun d'eux, sous prétexte qu'il a droit de passer dans la maison extérieure, veut établir dans sa part une porte qui donne sur celle-ci, mais le propriétaire de ladite maison s'y oppose disant qu'il ne les laissera pas faire, qu'ils n'ont le droit de sortir que par la porte commune existant actuellement. — Il est dans son droit, et eux ne peuvent établir aucune porte donnant sur la maison extérieure en dehors de celle qu'ils avaient avant leur partage ».

Ibn 'Abdous rapporte aussi cette décision d'Ibn el Kasim, et Ibn Habib de Malek.

Sahnoun rapporte avoir soumis le cas suivant à Ibn el Kasim : « Deux individus propriétaires d'une maison par indivis décident de la partager, puis l'un d'eux vend sa part à un voisin à la maison duquel elle était attenante : celui-ci alors perce une porte de communication entre les deux et prétend faire du passage réservé à cette part le passage pour arriver à sa maison, mais le propriétaire de l'autre motié s'y oppose. — Malek, répondit Ibn el Kasim, déclare, à propos de ce cas même, que ce propriétaire ne peut l'en empêcher

s'il a acheté cette moitié afin d'être plus au large avec sa famille et de pouvoir passer là, mais qu'il le pourrait s'il voulait faire de ce passage une sorte de rue ouverte à tous, commençant à la porte de sa maison, se continuant dans la moitié achetée et finissant à la porte d'entrée de l'autre moitié ».

Ibn 'Abdous rapporte aussi cette décision de Malek d'après Ibn el Kasim.

Ibn el Kasim déclare qu'ayant fait connaître à Malek le désaccord des juristes à ce sujet, celui-ci lui répondit : « Pour moi, il a droit d'agir ainsi ».

Sahnoun rapporte qu'Ibn el Kasim lui déclara avoir à la suite de cette réponse posé la question suivante à Malek : « Et si le voisin logeait avec lui d'autres personnes, ou louait sa maison, est-ce que ces gens pourraient passer comme lui dans la moitié achetée ? — Parfaitement, répondit Malek. — De tout cela, ajouta Ibn el Kasim, je compris que Malek ne s'opposait qu'à une chose : c'était que le voisin fit du passage une rue ouverte à tous ».

Ibn 'Abdous rapporte aussi la décision précédente de Malek d'après Ibn el Kasim.

Des chemins publics ou privés qu'un cours d'eau vient à emporter .

El 'Otbi rapporte qu'on posa à Sahnoun la question suivante : « Un individu possède une terre le long d'un chemin que suivent les gens pour aller à leurs propriétés ; un cours d'eau longe ledit chemin, mais un beau jour il l'emporte et s'avance jusqu'à la terre de notre individu. Pensez-vous que l'autorité puisse obliger ce dernier à céder, contre indemnité, une portion de sa terre pour y établir un chemin en remplacement de celui qui a été détruit ? — Si l'on ne peut s'en passer, l'autorité a le droit de prendre la terre de cet homme en l'indemnisant aux frais du trésor public ».

Ibn Sahnoun et Ibn 'Abdous disent de même.

« Dans le cas, dit Sahnoun, où l'on peut se passer de ce chemin, un passage commode existant à peu de distance, j'estime que l'autorité ne peut imposer cette obligation au propriétaire de cette terre, s'il s'y refuse ».

Ibn Habib rapporte que suivant Motarref et Ibn el Madjchoun on ne pourra en aucun cas le déposséder sans son consentement et son agrément, et qu'il peut toujours empêcher les gens de passer dans son champ. « Mais alors où passera-t-on,

puisque le chemin était public et que la rivière l'a emporté? — L'autorité avisera et les intéressés tâcheront de se tirer d'affaire, mais personne, à notre avis, ne peut se croire permis de passer sur la terre d'un autre musulman et d'y faire un chemin sans sa permission. Pour y passer, même une seule fois, il faut en avoir demandé et obtenu la permission auparavant, et il me semble insuffisant de s'excuser après coup ».

Asbagh, dit Ibn Habib, interrogé par moi sur ce point, m'a fait une réponse pareille.

Mon aïeul m'a raconté, dit Aïssa ben Mousa, tenir d'Omar ben Youssef qu'il avait consulté Mohammed ben Telid à propos des chemins de villages qui viennent à être détériorés. « Lorsque les uns veulent les refaire et les autres non, est-ce que les récalcitrants peuvent y être contraints? — On ne peut forcer personne à réparer un chemin public, c'est le trésor public qui doit s'en charger ».

De l'individu qui abat ou dégrade les arbres d'autrui

Ibn Oualib rapporte que Rebia', consulté par Iounes ben Yazid, à propos des dommages faits dans une terre ou à des arbres, répondit : « On évaluera ce que valait avant les dégâts la terre prise avec les arbres, puis ce qu'elle vaut après que les arbres ont été abattus, en estimant les choses au plus haut prix, et la différence devra être payée par le coupable. Par exemple si la terre valait d'abord 20,000 et qu'après les dégâts sa valeur descendit à 4,000 ou 5,000, la différence entre ces deux sommes, les choses ayant été estimées au prix fort, serait l'indemnité à payer par le dévastateur sans préjudice du châtiment qui lui devrait être infligé ».

Ibn Habib rapporte avoir demandé à Asbagh ben el Faradj comment on évaluerait les dégâts à payer par l'individu qui coupe ou mutile, dans le but de nuire, les arbres d'un jardin, d'une plantation d'oliviers ou d'autres espèces. « S'il ne s'est attaqué qu'à quelques arbres, répondit Asbagh, on lui fera payer lesdits arbres ce qu'ils valaient sur pied au jour où il les a coupés ou mutilés. S'il s'est attaqué à un grand nombre, on évaluera d'une part la valeur qu'avaient ces arbres sur pied au jour où ils ont été coupés, et d'autre part la différence entre la valeur du jardin ou de la plantation avant l'abatage des arbres ou leur mutilation et cette valeur après; la plus élevée de ces deux sommes devra être payée par le dévastateur qui aura de plus à subir un châtiment corporel ».

Telle est la décision de Rebia ben Abd er-Rahman que Iounes

ben Yazid a transmise à Ibn Ouahb et que celui-ci nous a rapportée : « nous l'approuvons et l'adoptons de préférence à toute autre ».

Que pensez-vous, demandait Ibn Habib à Asbagh, de l'opinion suivant laquelle le dévastateur devrait payer le double de la valeur des arbres qu'il aurait abattus ou dégradés? — Malek, interrogé à ce sujet, répondit : « Asbagh déclara qu'il n'avait à payer que la valeur simple des arbres ».

Ibn Ouahb rapporte la même décision de Malek.

Ibn Habib rapporte, d'après Asbagh, que Malek déclare que l'individu qui abîme des fruits avant qu'ils n'aient commencé à mûrir devra payer la valeur qu'ils avaient à ce moment, ainsi qu'il arrive pour les dégâts faits dans les récoltes vertes, attendu que si l'on peut espérer qu'ils arriveront à maturité complète, il y a lieu de craindre qu'ils n'y arrivent pas.

Ibn Ouahb rapporte que, d'après Malek, il devra payer la valeur qu'avaient les fruits au jour où ils ont été abîmés, c'est-à-dire le prix qu'ils auraient rapporté si on les avait vendus alors, en tenant compte des chances de perte et des chances de réussite. La règle n'est plus la même lorsqu'on provoque l'avortement d'une femme libre, d'une esclave ou d'une femelle d'animal.

De l'individu qui enlève des arbres d'un jardin et les replante dans le sien

Ibn Ouahb rapporte, d'après Younes ben Yazid, que Rebia', consulté à propos de l'individu qui plante dans son jardin un rejet de palmier qu'il a dérobé ou qu'il a acheté à un voleur, répondit : « Les deux cas ne sont pas les mêmes. Si l'individu a pris le palmier en enlevant autre chose, en dévastant une propriété, on lui infligera d'abord un châtiment sévère, puis le propriétaire volé aura à choisir entre un palmier, pareil au sien, et le prix maximum que pouvait être vendu son palmier le jour où il a été volé, c'est-à-dire le prix le plus haut atteint dans les ventes par un palmier pareil à celui-là. Si l'individu a pris le palmier par suite de circonstances telles qu'un autre dans les mêmes conditions en eût probablement fait autant, par exemple parce qu'il en était tout près, qu'il en avait besoin, que le propriétaire était loin, qu'il comptait sur sa bienveillance, il paiera à celui-ci le prix que valait le palmier au jour où il l'a enlevé, et tout sera dit. S'il a replanté un palmier volé qu'il aurait acheté (ignorant le vol) il en paiera la valeur pure et simple à celui qui viendra

ensuite le revendiquer et il le gardera car il ne convient pas d'obliger un musulman à rendre un palmier qu'il aura fait revivre dans sa terre ; ce serait lui causer du dommage, mais il rendra simplement l'équivalent, par analogie avec le cas où, un individu ayant acheté sur un marché une ou deux poutres pour réparer sa maison puis ayant bâti par-dessus, le propriétaire à qui elles ont été volées les reconnaît. S'il lui fallait rendre les poutres cela nécessiterait une dépense de quatre cents dinars peut-être quand les poutres n'en valent pas plus de dix, tandis que s'il paie les poutres un prix convenable, il évitera à l'autre tout dommage : par suite il aura à lui donner simplement l'équivalent de ce qu'il a perdu ».

Ibn Habib rapporte qu'on posa à Asbagh la question suivante : « Un individu abusant de son intimité avec un autre se permet de lui enlever un palmier de son jardin, puis de le replanter dans le sien, mais ce dernier n'admet pas cet excès de familiarité et veut reprendre son arbre : est-ce qu'il en aura le droit ? — Non il ne pourra le reprendre, si l'indiscret s'est permis cette liberté à raison de ses relations amicales, mais il pourra exiger de lui le prix que valait l'arbre au moment où il l'a enlevé. J'estime que leur camaraderie est un motif suffisant pour empêcher le premier de reprendre l'arbre de la terre où il a poussé, à moins qu'il ne proteste au moment de la transplantation de l'arbre ou avant qu'un long délai ne se soit écoulé, car en ce cas j'admettrais son droit de préférence à l'autre, même si l'arbre a déjà poussé dans le nouveau terrain. Lorsqu'il a laissé passer un long temps sans protester, il ne peut plus exiger, ainsi que je l'ai dit, que le prix que valait sur pied son arbre au jour où l'autre l'a enlevé.

Et si l'autre l'avait enlevé sans être un des familiers et par un acte coupable ? — En ce cas le droit du propriétaire subsisterait sur son arbre, quand même cet arbre aurait déjà poussé dans l'autre terre, quand même un longtemps se serait écoulé, car l'arbre est toujours sa chose qui a été prise en vie, qui a grandi, qui s'est développée. Le cas est le même que celui d'un esclave enlevé jeune que son maître retrouve devenu grand. Puisque le droit du maître persiste sur l'esclave, il doit en être de même pour le propriétaire vis-à-vis de l'arbre qui est une racine vivante ; peu importe que cette racine soit de celles qui poussent après être arrachées et replantées ou n'en soit pas. Le propriétaire a droit de reprendre son arbre à moins qu'il ne préfère l'abandonner et toucher le prix qu'il valait au jour de l'enlèvement.

D'après Ibn el Kasim, dit Asbagh dans son Sama, si les

gens compétents déclarent que l'on pouvait sans inconvénient arracher ce jeune palmier vu l'abondance des arbres, le propriétaire ne pourra pas le reprendre, mais seulement demander qu'on lui verse la valeur qu'il peut avoir. Faute de cette déclaration il pourra ou reprendre son arbre ou en réclamer la valeur.

Asbagh au contraire enseigne que le propriétaire pourra en tous cas reprendre son arbre, son droit primant tout autre.

Ibn Sahnoun rapporte la décision suivante de son père à propos de plants de palmiers pris sans droit ou volés, puis replantés, et revendiqués par leurs propriétaires, seulement après qu'ils ont poussé et donné des fruits dans la terre du voleur ou du spoliateur : « Si les palmiers, dit-il, arrachés de cette terre et reportés dans la terre du propriétaire ne périssent point, mais reprennent et se développent, ils seront définitivement à lui, car son droit n'a pas été atteint par le fait que les arbres ont grandi dans la terre du voleur ou spoliateur. Si, au contraire, ils ne reprennent pas et périssent, le spoliateur devra en payer la valeur et il ne sera pas admis à dire au propriétaire : « Je n'ai pas besoin de tes arbres et je ne veux pas t'en donner la valeur. Prends-les tels qu'ils sont, arrache-les ». Il en est des plants de palmiers volés comme d'un esclave enlevé jeune qui est revendiqué par son maître lorsqu'il est devenu grand : le droit du maître n'est point anéanti parce que l'esclave a grandi loin de lui ; il reprend son esclave sans avoir à payer aucune des dépenses qu'a dû faire le ravisseur pour son entretien jusqu'à ce moment ».

Ibn Sahnoun dit avoir posé à son père la question suivante : « Un individu ayant ordonné à un de ses esclaves de planter un arbre, celui-ci en prend un dans un champ voisin, puis, lorsque l'arbre a poussé, le voisin vient le réclamer ; qu'arrivera-t-il ? — Il en sera comme dans le cas du jeune palmier dont je parlais tout à l'heure ».

Ibn Habib dit avoir demandé à Asbagh : « Si un individu replantait dans sa terre non une pousse dérobée, mais un rameau détaché d'un arbre sans autorisation du propriétaire, en dehors de toute familiarité en violation de tout droit, qu'arriverait-il, si ce propriétaire revendiquait l'arbre né dudit rameau à l'époque de l'enlèvement ou longtemps après, lorsqu'il a grandi et s'est développé ? — Si le propriétaire revendique le rameau lorsqu'il vient d'être planté, il a le droit de le reprendre alors même qu'il a poussé dans la terre de l'autre, mais s'il le revendique longtemps après, quand il a grandi et s'est développé, il n'a plus le droit de le reprendre, mais seulement d'en exiger la valeur, au jour où il a été séparé de l'arbre,

c'est-à-dire sa valeur en tant que bois mort : cela dans le cas où l'arbre n'a pas souffert, sinon le propriétaire peut réclamer outre cette valeur une indemnité pour la dégradation subie par l'arbre, ou, s'il y a lieu, pour son dépérissement. A mon avis, on ne peut assimiler un rameau détaché d'un arbre à un plant d'arbre. Un plant est, comme je l'ai déjà dit, une racine vivante ; il avait vie lorsqu'il a été arraché puis replanté, et sa croissance est le développement de cette vie ; il est donc comme le jeune esclave qui grandit chez son ravisseur, c'est-à-dire qu'il doit revenir à son maître. Quant au rameau séparé de l'arbre, c'est un bois mort, comparable au grain sans vie qu'un détenteur injuste sème dans son champ. La moisson provenant de ce grain appartient au ravisseur et le propriétaire lésé a droit simplement à une quantité de grains équivalente à celle qui lui a été prise. De même pour celui qui s'empare d'un rameau d'arbre : il doit seulement la valeur qu'avait ce rameau en tant que bois mort au jour où il a été séparé de l'arbre, car cette séparation lui a enlevé la vie qui l'animait et c'est une autre qu'il a ensuite retrouvée ; mais j'estime qu'il devra subir un châtiment corporel pour avoir pris le rameau sans la permission du propriétaire. — Et si cet individu avait agi non comme un spoliateur mais comme un familier trop hardi ? — En ce cas il devra s'excuser auprès du propriétaire. — Si celui-ci accepte le fait accompli, tout est dit ; sinon il devra lui payer la valeur du rameau en tant que bois au jour où il l'a séparé de la tige ; peu importe que ce dernier ait protesté à ce moment ou plus tard.

BARBIER,

Professeur d'arabe au Lycée d'Alger.

(A suivre).

BIBLIOGRAPHIE

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ALGÉRIE, par M. Maurice POUYANNE, juge suppléant au tribunal d'Alger. — Alger, Ad. Jourdan, 1120 p.

Cet ouvrage est de beaucoup le plus considérable de tous ceux qui ont été publiés sur le régime foncier de l'Algérie ; c'est aussi de beaucoup le plus complet. Bien que l'auteur déclare, avec une modestie excessive, que c'est là seulement « un travail d'ordre juridique, destiné à donner une idée de la législation actuelle, à expliquer et à interpréter les lois qui régissent les divers statuts réels reconnus en Algérie, indiquer leur origine, leur raison d'être et leur développement historique », il n'a, cependant, laissé dans l'ombre aucune des questions, d'ordre politique ou économique, que soulève, en ce pays, la matière de l'organisation de la propriété foncière, et il a signalé les aspects très divers sous lesquels chacune d'elles se présente. Et si, comme M. Pouyanne le constate, la législation actuellement en vigueur a un caraclère purement transitoire, si le problème de la propriété algérienne n'est point encore résolu, il est de toute justice de reconnaître qu'en précisant et en éclairant, comme il a pris soin de le faire, les divers éléments de ce problème, il a puissamment contribué à hâter sa solution définitive, et donné un appui précieux à ceux qui ont, comme on l'a dit, pour mission « de liquider le passé et d'assurer l'avenir ». Il faut convenir, d'ailleurs, que l'auteur, unissant aux qualités que donnent de solides études théoriques celles qui s'acquièrent par la pratique judiciaire, était qualifié, mieux que personne pour entreprendre et mener à bien une semblable tâche.

Ce travail est divisé en quatre livres, précédés d'une introduction dans laquelle l'auteur signale « la multiplicité des dispositions légales intervenues depuis l'occupation française, et la contradiction qui se manifeste fréquemment entre ces lois et ordonnances successives », et en donne la raison d'être.

Le livre I traite du régime foncier chez les indigènes de l'Algérie avant la conquête française. Il comprend trois parties. — La première est consacrée à l'exposé des principes de la propriété foncière dans le droit musulman ; — la seconde, à l'étude des principes de la propriété foncière dans les Kanouns de la Grande Kabylie ; — la troisième, à l'indication

des diverses catégories de terres qui existaient en 1830 chez les populations indigènes de l'Algérie. C'est là, notamment, qu'est examinée la question de savoir s'il existait, à cette époque, des terres arch ou sabega, — ou si la théorie de la terre arch ou sabega n'a pas été construite, de propos délibéré, par l'administration française. M. Pouyanne n'admet pas que « l'administration ait pu forger de toutes pièces une pareille théorie, sans qu'elle eut aucun précédent dans l'organisation antérieure du pays ». Et parmi les considérations que l'auteur développe à l'appui de cette manière de voir, il en est une qui nous paraît particulièrement convaincante: « comment admettre que l'administration ait pu concevoir et réaliser une fraude aussi colossale avec autant de facilité, sans soulever aucune protestation de la part des intéressés » ? Non seulement, en effet, les intéressés ne protestent pas, mais, à une époque toute récente, on les voit venir affirmer spontanément, devant la délégation de la Commission sénatoriale d'étude des questions algériennes, l'existence, sur certaines terres, du domaine éminent du Beylick. « Le douar des Beni-Ouelbane, peut-on lire dans les procès-verbaux de cette délégation, se plaint d'avoir à supporter deux impôts qui n'ont jamais existé en même temps: l'achour et le hockor. En 1891, il a adressé plus de cinq cents réclamations; il espère que l'Administration en tiendra compte ; la terre étant melk, c'est une erreur de demander l'hockor, *qui est une redevance consacrant le droit de propriété de l'État* (1) ». — M. Pouyanne ne s'est point, du reste, borné à démontrer l'existence, sous la domination turque, d'un sol arch ou sabega ; il en a recherché l'origine historique, et il arrive à cette conclusion qu'il y a lieu de voir, dans le régime des terres arch, l'application de la théorie du sol de kharadj, — et dans leurs caractères juridiques, la reproduction identique de ceux qui distinguent les terres mirrié de la Turquie.

Le livre II a pour objet l'étude historique des modifications législatives que la France a introduites dans l'organisation foncière de l'Algérie depuis 1830. On y trouve une indication très complète, en même temps qu'un commentaire très approfondi des lois, décrets, sénatusconsultes, etc., relatifs à la question foncière, qui se sont succédé depuis 1830, précédés de considérations générales fort intéressantes sur la multiplicité et le peu d'harmonie de ces dispositions légales. M. Pouyanne, en effet, ne s'en tient pas à une exégèse sèche et aride ; il prend les choses de plus haut; il recherche les causes de cette diversité et de ces contradictions, et montre comment chaque modification dans l'orientation de la politique de la métropole vis-à-vis de la colonie s'est traduite par une conception nouvelle du régime de la propriété foncière.

Le livre III est consacré à l'étude du régime foncier de l'Algérie sous l'empire de la législation actuelle. Il est divisé en deux parties : l'une traitant de la francisation des terres et de ses effets, — l'autre des différentes catégories de terres existant aujourd'hui en Algérie. L'auteur s'est attaché à dégager les caractères généraux de ce régime foncier ; il en discute la valeur, et la conclusion à laquelle il aboutit est, en somme, celle-ci : le régime actuel ne satisfait pas les légitimes aspirations de la

(1) Pensa, *l'Algérie*, p. 343.

colonisation, de même qu'il ne sauvegarde pas les intérêts de la population indigène.

Et M. Pouyanne est ainsi amené à examiner, dans un livre IV, les divers projets de réforme destinés à modifier le régime foncier de l'Algérie. Ces projets sont répartis par l'auteur en deux catégories : les uns ont pour but d'assurer la sécurité des transactions et le développement du crédit immobilier par l'introduction du régime des livres fonciers ou de l'act Torrens; les autres tendent à restreindre la faculté d'aliéner et d'hypothéquer ou à protéger la propriété par la constitution de biens de famille. — Nous ne suivrons pas M. Pouyanne dans la discussion de ces divers projets ; nous nous bornerons à attirer l'attention sur les conclusions qu'il formule. — En tant qu'il s'agit d'assurer la sécurité des transactions et de faciliter le crédit aux agriculteurs, l'auteur pense que le but poursuivi pourrait être atteint par l'introduction du système Torrens. Il voudrait, toutefois, que les indigènes fussent exclus du régime nouveau ; et, sur ce point, nous sommes, avec lui, en parfait accord ; l'intérêt même des indigènes commande cette exclusion. Nous pensons même que celle-ci devrait être générale et qu'aucune distinction ne saurait être faite, à ce point de vue, entre les kabyles et les autre indigènes ; non point que l'application du système Torrens, en pays kabyle, dût présenter, pour les indigènes, les mêmes inconvénients qu'en pays arabe, mais parce que le morcellement excessif de la propriété, en Kabylie, rendrait le fonctionnement de ce système à peu près impossible. — Enfin, pour ce qui est de la question de savoir comment pourraient être enrayées les expropriations de plus en plus nombreuses d'indigènes, et même d'européens, M. Pouyanne s'en tient à quelques observations d'une sagesse extrême. Il pense, en fin de compte, qu'avant de chercher le remède à appliquer, il faudrait, au préalable, être renseigné sur la nature du mal et son étendue. D'après lui, en effet, « avant de prendre aucune mesure destinée à restreindre le libre jeu des transactions dans une région quelconque, une enquête très sérieuse et très approfondie est indispensable : elle portera sur l'état de la colonisation et de la propriété indigène, sur leur situation respective, sur l'étude des causes qui ont amené l'expropriation des Arabes, sur les effets et les dangers de cette expropriation, sur la situation faite aux expropriés, etc., etc. Les lois insuffisamment préparées, mal adaptées aux besoins réels du pays, ont déjà trop fait de mal en Algérie, les conséquences des mesures restrictives de la liberté des transactions seraient trop graves, pour qu'on puisse décider une réforme quelconque dans cet ordre de choses sans se rendre un compte exact et précis des résultats pratiques qu'elle doit entraîner ».

Tel est l'ouvrage que M. Pouyanne offre au public. Il est rempli de faits et d'idées. Il est très documenté, et d'une documentation très sûre ; des pièces justificatives fort intéressantes y sont annexées. Il est écrit en un style excellent, d'une concision et d'une pureté juridiques qui n'excluent pas l'élégance. Mais il est deux qualités qu'il possède à un degré éminent et qu'il importe de signaler. Tout d'abord, il est d'une clarté parfaite, et la clarté est particulièrement méritoire en une matière aussi complexe. — Puis, il est extrêmement consciencieux. M. Pouyanne n'est pas de ces auteurs qui, sur toute question, se croient obligés d'avoir une opinion

arrêtée et définitive ; auxquels il répugne de poser une question et de n'y point donner une solution immédiate. Il n'est pas non plus de ceux qui veulent être originaux, à tout prix, et que ce désir conduit à formuler des critiques d'une sévérité excessive ou des affirmations quelque peu hasardées. L'impression, qui se dégage de la lecture de son livre est celle d'une absence complète de parti pris. On sent que c'est avec la plus entière bonne foi et le seul désir de découvrir la vérité que l'auteur aborde son sujet. Or, c'est là le meilleur moyen pour faire œuvre bonne et utile, et il faut convenir que M. Pouyanne y a pleinement réussi.

M. M.

DROIT MUSULMAN

DES DROITS ET OBLIGATIONS ENTRE PROPRIÉTAIRES D'HÉRITAGES VOISINS (1)

Asbagh rapporte dans son *Sama'* avoir posé à Ibn el Kasim la question suivante : « Si un individu détache d'un arbre, mais sans lui nuire, une branche sans valeur qu'il replante ensuite suivant l'habitude du pays, devra-t-il quelque chose au propriétaire? — Non, il ne lui devra rien, et il gardera la branche qu'il a plantée ».

Asbagh est d'avis qu'il devra payer la valeur du bois.

Ibn Habib rapporte avoir posé à Asbagh la question suivante : « Un individu s'empare d'un plant d'arbre appartenant à un autre individu et le vend à un troisième qui, ignorant la provenance dudit plant, le replante dans sa terre, puis lorsqu'il a repris et poussé, le propriétaire vient le revendiquer, qu'arrivera-t-il? — Le revendiquant aura le choix entre trois partis : faire payer au ravisseur le prix que valait l'arbre sur pied au jour où il l'a enlevé, ou lui faire verser le prix qu'il a touché de l'acquéreur, ou enfin reprendre son arbre, cela dans le cas où l'arbre n'est pas replanté depuis longtemps, n'a pas poussé et ne s'est pas développé dans la terre de l'acheteur, car au cas contraire le propriétaire n'aurait plus

(1) V. *Rev. Alg.*, 1900, p. 9 et suiv., p. 17 et suiv., 42 et suiv., 93 et suiv., 113 et suiv., 129 et suiv.; 1901, p. 65 et suiv.

le droit de le reprendre, mais seulement d'exiger de l'acheteur le prix qu'il valait lorsqu'il l'a replanté, et non celui qu'il vaut actuellement, attendu qu'il doit aux soins, à l'arrosage, à la culture de celui-ci le développement qu'il a acquis. Si le propriétaire s'arrête à ce parti, l'acheteur aura recours contre le ravisseur pour la somme qu'il lui aura payée. »

Ibn Habib dit avoir posé à Asbagh la question suivante : « Si un individu s'empare d'un champ, un autre d'un plant d'arbre et le replante dans le champ usurpé, puis que les propriétaires dépossédés revendiquent l'un son champ, l'autre son arbre, après que le plant a repris, s'est développé, est devenu un arbre, qu'arrivera-t-il ? — Le premier reprendra sa terre et le deuxième son arbre, qu'il soit ou non susceptible de pousser après transplantation, qu'il puisse grandir ou ne vaille que comme bois mort, car c'est toujours son bien, et son droit prime tout autre. — Mais ne pensez-vous pas que le propriétaire réintégré dans sa terre avant que l'arbre n'en soit enlevé ait plus de droit que l'autre à avoir l'arbre s'il veut bien en payer la valeur, attendu que ce n'est pas lui qui l'a ravi ? Ne le traiterez-vous pas comme un acheteur de bonne foi ? — Non Pour être traité comme un acheteur, il faudrait qu'il le fût effectivement, mais comme c'est le ravisseur qui a replanté l'arbre, c'est au propriétaire légitime qu'il reviendra, s'il le réclame, de même qu'il lui reviendrait si le ravisseur l'avait replanté dans son propre champ, car les deux cas pour moi sont identiques. Le propriétaire de l'arbre peut aussi le laisser au propriétaire du champ où il a été replanté et avoir recours contre le ravisseur pour la valeur de l'arbre au jour de l'enlèvement. Si le propriétaire du champ désirant garder l'arbre offre de lui en payer la valeur ou toute autre chose, rien ne s'oppose à ce qu'ils s'entendent entre eux ».

Asbagh rapporte dans son *Sama'* que l'on soumit le cas suivant à Ibn el Kasim : « Un individu s'empare sans droit d'un champ et y plante des arbres, puis un autre enlève plusieurs de ces arbres et les replante dans un champ à lui, enfin le champ usurpé est rendu à son propriétaire avec les arbres qui s'y trouvent ; à qui seront les autres qui portent à présent des fruits mûrs ? — Le propriétaire du champ usurpé n'a rien à y voir ; l'affaire doit se régler entre les deux autres : celui qui a planté les arbres dans la terre usurpée et celui qui les en a enlevés pour les reporter dans la sienne ; c'est le premier des deux qui y a droit, et par suite il peut les arracher ».

De l'individu qui arrache des oignons, des semis et les replante dans son champ

Asbagh rapporte dans son *Sama'* que l'on soumit à Ibn el Kasim le cas suivant : « Un individu dérobe des bulbes de safran mis en terre et les rep'ante dans son champ, puis lorsqu'ils ont repris et poussé ils sont reconnus par leur propriétaire : en sera t-il de même si celui-ci les retrouve avant ou après la récolte ? — Pour ceux que le propriétaire retrouve après la récolte, s'il est prouvé que ce sont bien les siens qui ont grandi et qui ont été récoltés, le ravisseur l'ayant avoué en public ou devant la justice, il aura le choix entre ses oignons et leur valeur. Pour ceux qu'il retrouve avant la récolte, s'il ne peut plus tard les distinguer parmi tous ceux récoltés, il aura droit au prix qu'ils valaient lorsqu'ils lui ont été dérobés ».

A mon avis, dit Asbagh, lorsqu'un propriétaire revendique des semis arrivés à leur développement et se trouvant encore dans le champ du ravisseur, il peut choisir entre ces plantes et leur valeur, et ce droit d'option lui appartient tant qu'elles n'ont pas été récoltées.

Des rejetons qui émergent dans la terre du voisin

'Isa ben Dinar rapporte, dit El 'Otbi, que l'on demanda à Ibn el Kasim : « A qui appartiennent les rejetons d'arbre qui poussent dans la terre voisine de celle où se trouve la souche. — Si le propriétaire de la souche, répondit-il, peut en tirer parti en les arrachant et les replantant autre part, il a le droit de les prendre. S'il ne peut rien gagner à les avoir ni rien à perdre à en être privé, ils appartiendront au propriétaire du sol où ils ont poussé, à moins qu'ils ne soient déjà grands : en ce cas, celui-ci devra payer à l'autre leur valeur en tant que bois ».

Ibn 'Abdous rapporte la même décision d'Ibn el Kasim. « Lorsque le maintien du rejeton, dit 'Isa ben Dinar, est de nature à causer du dommage à l'arbre-mère, il ne reviendra au voisin que si le propriétaire de la souche consent à le lui abandonner ».

« D'autres juristes, dit Ibn 'Abdous, déclarent que le voisin est propriétaire du rejeton et peut le laisser en place si

son maintien ne nuit pas à la souche. Lorsqu'il est nourri par les racines de la souche, le propriétaire de celle-ci a le droit de couper et d'arracher ces racines. à moins que l'autre ne veuille les couper et les prendre en lui en payant la valeur en tant que bois ».

Suivant Asbagh, dit Ibn Habib, si le propriétaire de l'arbre estime la présence des rejetons nuisible à son arbre et pouvant le faire périr, il peut les arracher. S'il les laisse pensant qu'ils ne feront par de mal à l'arbre, le propriétaire du sol où ils se trouvent sera libre de les arracher ou de les respecter, en payant ce qu'ils valent en tant que bois.

D'après un de nos docteurs, dit Ibn 'Abdous, s'il est établi que les rejetons qui poussent dans un champ proviennent de l'arbre d'un voisin, le propriétaire de ce champ peut, lorsqu'ils ont quelque valeur, soit les arracher, soit les maintenir en payant à l'autre ce qu'ils vaudraient comme bois une fois arrachés.

Ibn 'Abdous rapporte qu'on posa à Ibn el Kasim la question suivante : « Entre deux jardins se trouve un tertre qui est reconnu appartenir à l'un des voisins, ou qui est revendiqué par chacun d'eux, et au milieu de ce tertre ont poussé plusieurs arbres, soit isolés soit par bouquets, à qui en attribuera-t-on la propriété ? — Si l'on sait quel est le propriétaire du tertre, tous les arbres ayant poussé dessus lui seront attribués; ensuite, si l'on peut creuser sans les endommager, on recherchera de quelles souches ils proviennent, et le propriétaire de ces souches (si ce n'est pas le même) pourra ou demander la valeur qu'auraient les arbres du tertre une fois arrachés, si elle représente une somme appréciable, ou obliger l'autre à les arracher. Si l'on ne sait lequel des deux est propriétaire du tertre, et que tous deux le revendiquent, on le partagera entre eux avec les arbres, à supposer que les arbres soient isolés les uns des autres et que le partage soit possible, puis chacun d'eux sera libre de vendre ou de garder ce qui lui plaira. Mais si les arbres s'enchevêtrent de telle sorte que l'on ne puisse dire desquels proviennent les fruits abattus par le vent, j'estime qu'ils devront les vendre à un tiers et s'en partager le prix, ou les mettre aux enchères entre eux ».

Des arbres qui s'avancent au-dessus du voisin

El 'Otbi rapporte d'après Ibn el Hasan la décision suivante d'Ibn Ouahb : « Si un arbre grandit et se développe de façon

que ses branches dépassant les limites du champ de son propriétaire s'étendent au-dessus du champ du voisin et lui fassent du tort, celui-ci pourra faire couper tout ce qui se trouve au-dessus de lui et lui fait tort ».

Ibn Sahnoun déclare que d'après son père tout ce qui nuit au mur du voisin et le détériore doit être coupé.

On lit dans le livre des *Murs* qu'on demanda à 'Isa ben Dinar si l'individu dont le mur est endommagé par les branches d'un arbre voisin peut faire abattre lesdites branches. — « Il faut distinguer, répondit-il. Si l'arbre existait avant le mur avec la plupart des branches et des rameaux qu'il a aujourd'hui, il pourra faire abattre uniquement les rameaux qui ont poussé depuis la construction du mur et qui l'endommagent. Si au contraire le mur existait avant l'arbre, il pourra faire couper tout ce qui, peu ou prou, lui fait tort ».

Motarref, dit Ibn Habib, est aussi de cet avis, mais Ibn el Madjchoun déclare qu'une seule chose est à considérer, ainsi que je l'ai dit, à savoir si l'arbre est ou non plus ancien que le mur. S'il l'est, on devra laisser toutes les branches, celles qui ont poussé depuis la construction comme les autres, quand bien même elles causeraient du dommage au mur, car le développement d'un arbre est une chose naturelle, et l'autre avant de bâtir son mur pouvait prévoir que l'arbre s'étendrait et occuperait l'espace autour de lui.

« Je consultai Asbagh à propos de cette question, dit Ibn Habib, et sa réponse fut conforme à l'opinion de Motarref, aussi j'adopte cette dernière. D'autre part ces docteurs m'ont déclaré tous les trois que dans le cas où l'arbre est plus récent que le mur, il faut couper toutes les branches, nombreuses ou non, causant du dommage au mur ».

Ibn Habib rapporte avoir soumis le cas suivant à Asbagh. Un individu possède dans un champ lui appartenant ou non un arbre qui en se développant s'étend au-dessus de la terre ou de la maison voisine : qu'arrivera-t-il? — « Si le développement de l'arbre, répondit Asbagh, n'a lieu qu'en hauteur et aboutit simplement à couvrir d'ombre la terre ou la maison du voisin, celui-ci ne peut se soustraire à cet inconvénient, car l'arbre doit être traité comme un mur que l'autre aurait élevé dans son champ ou sa maison et qui empêcherait le vent et le soleil d'arriver jusqu'à son voisin. J'estime donc que celui-ci n'a rien à dire tant que l'arbre ne sort pas de l'espace revenant à son propriétaire pour s'avancer dans celui qui lui revient à lui. Dans le cas contraire, il aurait le droit de couper tout ce qui s'avancerait au-dessus de lui ».

Ibn Habib et Ibn 'Abdous rapportent, chacun de son côté, la même décision d'Ibn el Kasim.

Suivant Asbagh, dit Ibn Habib, lorsqu'un individu plante un arbre ou en devient propriétaire par voie d'héritage, d'achat, de partage ou autrement, si cet arbre se développe en hauteur et en largeur de façon à nuire à la terre du voisin, celui-ci n'a rien à dire. Ibn el Kasim dit de même.

D'après Sahnoun, dit Ibn 'Abdous, le voisin a droit de couper tout ce qui s'avance au-dessus de sa terre de façon que les branches de l'arbre ne dépassent pas les limites du terrain où il a été planté, car le voisin possède avec sa terre l'espace qui se trouve au-dessus d'elle.

Ibn Abdous rapporte qu'on posa à Sahnoun la question suivante : « Deux individus ayant leurs champs voisins, séparés par une simple borne, plantent chacun un arbre, mais au bout de quelque temps l'un des arbres fait du tort à l'autre, que fera-t-on? — Il n'y a rien à changer à ce qui existe, répondit Sahnoun, car chacun de ces deux individus est libre de faire ce qui lui plait dans sa terre. Mais si l'un des deux avait planté son arbre postérieurement à l'autre on pourrait l'empêcher de faire tort au premier arbre. »

Asbagh rapporte qu'on soumit le cas suivant à Ibn el Kasim : Deux individus ont leurs jardins séparés par un talus, et chacun d'eux possède des arbres sur le bord du talus qui touche à son jardin, mais ces arbres ayant grandi et s'enchevêtrant, l'un demande qu'on les élague, de façon qu'aucun ne dépasse le talus, ou bien c'est d'un côté seulement que les arbres se sont développés, et celui au-dessus duquel ils s'étendent et à qui ils font du tort voudrait se soustraire à ce dommage. — Si lesdits arbres, dit Ibn el Kasim, ont été plantés par les voisins eux-mêmes, le plaignant est fondé à réclamer la disparition du dommage qui le frappe, car aucun d'eux n'a droit de nuire à son voisin, mais s'ils leur sont échus par héritage, ou s'ils les ont achetés, ou si en ayant reçu ensemble la jouissance ils se la sont partagée, celui au-dessus duquel ils se sont étendus et développés, couvrant d'ombre sa terre et l'empêchant d'en tirer parti, celui-là n'a pas le droit de couper la moindre branche pour échapper au dommage qu'il subit, et cela par la raison qu'au moment où ils ont partagé, acheté ou hérité, ils savaient fort bien que les arbres se développeraient, et par suite ils n'ont plus le droit, une fois que ce développement s'est effectué, de couper aucune branche et rien changer à la situation existante, attendu qu'ils ont partagé ou acheté en connaissance de cause. »

Ibn Nafa', au contraire, consulté sur cette question, répondit que, de quelque façon qu'ils soient devenus propriétaires de leurs arbres, qu'ils les aient plantés ou achetés, chacun d'eux peut faire couper les branches qui s'avancent au-dessus de lui et lui portent ombre, car quiconque est victime d'un pareil dommage a le droit de le faire cesser. Quant au partage des arbres seuls, on sait déjà qu'il n'est pas permis, mais que l'on doit partager la terre avec les arbres : si l'un est favorisé, il dédommagera l'autre en lui donnant de l'argent ou un supplément de fruits.

« Chez nous, dit Ibn Nafa', lorsqu'un palmier atteint un grand développement, on mesure la portée de l'ombre qu'il donne. Quand elle dépasse les limites du champ de la longueur d'une palme, on ne dit rien, mais au delà, on rogne les palmes. D'après cela tu peux te rendre compte de la solution à donner à ton cas. »

Yahia ben Mozaïn rapporte que Asbagh, interrogé par lui sur cette question, lui fit une réponse conforme à la décision d'Ibn Nafa'. « Celui qui a à souffrir du développement d'un arbre peut en tous cas, dit-il, exiger la cessation de ce dommage. »

Mon aïeul m'a raconté, dit 'Isa ben Mousa, qu'Omar ben Youssef disait avoir consulté Mohammed ben Telid à propos d'arbres anciens dont l'âge était inconnu. « De tels arbres, répondit celui-ci, doivent être respectés, ceux dont les fleurs sèchent comme ceux qui ont été fécondés. Quant aux arbres d'existence récente, le voisin à le droit de couper tout ce qui ombragerait sa terre ou lui ferait du tort. » Ismail ben Mouassel dit de même.

On soumit à Ibn Telid le cas suivant : « Primus possède un jardin d'arbres dont l'ombre porte sur la terre de Secundus ; celui-ci l'ayant vendue, l'acheteur attaque Primus et prétend lui faire couper toutes les branches qui ont poussé depuis son achat : le peut-il, les arbres étant de plantation récente? Et Primus répondant : « Lorsque tu as acheté cette terre, tu savais bien que ces arbres se développeraient comme ils l'ont fait », est-ce que cette réponse est admissible ou non? Et que déciderait-on lorsqu'un jardin indivis entre plusieurs vient à être partagé et que les arbres d'un lot s'étendent au-dessus du lot voisin et le couvrent d'ombre? — Lorsqu'il y a partage d'arbres acquis par héritage, aucun des cohéritiers ne peut en poursuivre un autre en raison du plus ou moins d'extension d'un de ces arbres, parce qu'en faisant le partage, ils savaient que cela se produirait. De même il n'y a aucun recours quand il s'agit d'arbres très

anciens d'âge ou d'origine inconnue. » Asbagh rapporte la même décision d'Ibn el Kasim.

Pareillement l'individu qui, ayant sa terre couverte d'ombre par les arbres d'un jardin, voit vendre ce jardin et garde le silence, perd tout droit à réclamer l'élagage des branches qui lui nuisent, et il sera mal venu à dire à l'acheteur : « Je ne dois subir que les branches que j'ai vues naître ; les autres, je n'y suis point tenu, et tu n'as pas droit de les conserver. »

L'individu propriétaire d'un arbre dans un champ qui ne lui appartient pas peut-il le remplacer lorsqu'il est abattu ?

El 'Otbi rapporte d'après Ibn el Kasim que l'on demanda à Malek : « L'individu qui possède un arbre dans le champ d'un autre est-il propriétaire des rejetons qui poussent lorsque l'arbre est abattu ? — Oui. »

Ibn 'Abdous rapporte aussi d'après Ibn el Kasim cette décision de Malek.

On demandait à Ibn el Kasim, dit El 'Otbi, si le propriétaire de l'arbre peut en replanter un autre à la même place — « Oui », répondit-il.

Ibn 'Abdous rapporte qu'Ibn el Kasim empruntait cette décision à Malek.

Ibn Kenana et Achhab sont du même avis.

Celui, dit Achhab, qui est propriétaire d'un palmier dans un champ qui ne lui appartient pas a le droit de le remplacer, et pareillement lorsqu'il est propriétaire de plusieurs, mais il ne l'a pas, ajoute Ibn Kenana, s'il n'est détenteur de l'arbre qu'en vertu d'un habous, ou s'il n'a droit qu'aux fruits de l'arbre sans être propriétaire de l'arbre.

Ibn 'Abdous rapporte qu'on demanda à Ibn el Kasim : « Le propriétaire d'un palmier peut-il mettre à sa place un olivier, un noyer, ou deux palmiers ou deux arbres d'une espèce quelconque ? — Il ne peut le remplacer, répondit Ibn el Kasim, que par un arbre jugé équivalent ; peu importe l'espèce, mais il ne doit pas en mettre davantage ni en mettre un qui prendrait plus de développement et causerait plus de dommage. Ceci toutefois est mon opinion personnelle ; tout ce que je sais de Malek sur ce point, c'est qu'il permettait de remplacer l'arbre abattu. »

Suivant Achhab, dit Ibn 'Abdous, le propriétaire d'un palmier peut en replanter deux autres à sa place si cela ne

doit nuire qu'à lui-même, mais il ne le peut si cela doit nuire aux palmiers de son associé. Quant à le remplacer par un noyer, un olivier, etc., cela lui est permis si le nouvel arbre ne doit pas être plus volumineux ou plus nuisible que le palmier, sinon, non.

Des fruits qui tombent dans le jardin du voisin et lui causent du dommage.

'Isa ben Mousa rapporte que l'on demanda à Ismaïl ben Mouassel : « Un individu possède une vigne à côté d'un verger planté de noyers, et comme les branches de ces arbres se sont déployées au-dessus de la vigne, chaque fois qu'on fait la cueillette, les noix tombent parmi les ceps et endommagent les raisins ; est-ce que le propriétaire de la vigne est tenu ou non de supporter ce dommage? » — Il n'a rien à dire, si l'autre, cueillant ses noix, va et vient dans sa vigne sans rien briser ni abîmer, mais s'il faisait des dégâts ou cherchait à en faire, on pourrait l'arrêter et lui dire : « Entre dans cette vigne, sors-en, et récolte tes fruits, comme tout le monde fait, mais ne nuis pas à ton voisin ».

Des arbres plantés au milieu des maisons et du haut desquels ont voit chez les voisins lorsqu'on monte dessus pour en cueillir les fruits.

Ibn Hasan rapporte, dit El 'Otbi, avoir soumis à Ibn Ouahb les questions suivantes. Un individu plante un arbre à l'intérieur de sa maison, et cet arbre s'étant élevé, en grandissant, au-dessus de la maison du voisin, il peut voir ce qui se passe chez celui-ci, lorsqu'il monte dessus pour en cueillir les fruits, ou bien cet individu plante un arbre dans sa maison tout près du mur du voisin et celui-ci proteste disant que cette proximité constitue un dommage pour lui, car il craint que cet arbre ne permette de pénétrer chez lui. Dans le premier cas, est-ce le voisin dont la maison est dominée par l'arbre peut demander qu'on coupe la partie haute qui lui cause du dommage, et dans le deuxième cas le voisin peut-il faire abattre l'arbre qui par sa proximité du mur permettrait de pénétrer chez lui, ou ne le peut-il pas, lorsque l'arbre est ancien, compte beaucoup d'années et se développe chaque

*

année davantage? Est-ce que l'autorité saisie par lui devra faire abattre le dit arbre parce qu'il lui nuit et permet de voir dans son intérieur? — « Si l'arbre ne cause pas d'autres dommages que ceux-là, répondit Ibn Ouahb, si le plaignant se borne à dire qu'il craint que l'arbre ne fournisse un moyen de pénétrer chez lui ou de voir chez lui lors de la cueillette, sa plainte est sans aucun fondement. Tout ce qu'on peut faire, c'est d'empêcher celui qui cueillera les fruits de regarder chez lui, et ainsi de lui faire tort; mais quant à abattre l'arbre, il n'en saurait être question. D'autre part si l'arbre s'était développé de façon que ses branches débordant du terrain de son propriétaire s'étendissent au-dessus du voisin et lui fissent du dommage, on couperait ce qui surplomberait au-dessus de celui-ci et lui ferait du dommage, mais rien de plus ».

On lit dans le livre *des Murs* qu'on demanda à 'Isa ben Dinar si l'on pouvait empêcher un individu de monter sur un arbre qu'il a dans sa maison pour en cueillir les fruits, parce qu'il peut regarder de là ce qui se passe chez son voisin. — « Non répondit-il, un arbre n'est pas comme une chambre haute ».

Ibn Habib rapporte une décision pareille de Motarref, Ibn el Madjchoun et Asbagh.

On demandait à 'Isa ben Dinar si le propriétaire de l'arbre avait besoin de la permission du voisin pour monter sur son arbre. — « Non », répondit-il.

Ibn Habib rapporte que Motarref, Ibn el Madjchoun et Asbagh sont d'avis contraire et veulent qu'il demande l'autorisation du voisin.

Des arbres situés près d'un chemin et gênant le passage

Asbagh rapporte dans son *Sama'* que l'on demanda à Ibn el Kasim : « Lorsque des arbres, plantés par un propriétaire ou achetés par lui, se trouvent près d'un chemin public et ont pris un développement qui nuit à la circulation, pensez-vous que l'on puisse obliger le propriétaire à abattre les branches qui se trouvent au-dessus du chemin? — Parfaitement, répondit-il; les chemins publics ne sont pas astreints, comme les biens des particuliers, à supporter des dommages ».

Des colombiers et des murs destinés aux passereaux. — De l'élevage des oies et des abeilles. — De la responsabilité des dommages causés par les troupeaux et les chiens méchants.

« Je demandai à Motarref, dit Ibn Habib, si l'on peut obliger l'individu qui a établi un rucher près d'un village à le détruire et le porter plus loin, parce que ses abeilles font du dommage aux arbres en fleurs. De même si un individu, dans un village, élève une construction pour loger des pigeons et ménage dans les murailles des creux destinés à abriter les passereaux et recevoir leurs nids, toutes bêtes qui font également des dégâts dans les récoltes, est-ce qu'on pourra l'en empêcher ? — Oui, car tout cela est une cause de dommage, et on peut empêcher ce qui est préjudiciable aux récoltes et aux arbres. — Est-ce que les troupeaux qui parfois abîment les récoltes, les arbres et les vignes doivent être traités comme les pigeons et les abeilles, ou bien peut-on en élever sans être obligé de les installer loin des villages et dire que c'est aux propriétaires à garder leurs récoltes, leurs arbres, leurs vignes pendant le jour ? — On ne peut assimiler les troupeaux aux abeilles et aux pigeons, car ceux-ci étant des animaux ailés, il est impossible de se préserver de leurs atteintes, tandis qu'on peut empêcher les dégâts des troupeaux, et d'autre part, Malek n'a pas dit, autant que je sache, que les animaux dont on peut éviter les dégâts dussent être éloignés ou vendus à l'encontre de leurs propriétaires, lorsqu'ils ont endommagé des récoltes. Il faut donc les traiter autrement que les abeilles, les pigeons, les poules, les oies et autres volatilles dont les dégâts sont plus à craindre et ne peuvent être évités. Pour les animaux tels que les moutons et les chameaux, contre les dégâts desquels il est possible de se mettre en garde, le propriétaire ne sera pas obligé de les établir loin du village ».

'Isa ben Dinar, dit El 'Otbi, est aussi de cet avis.

Ibn Habib dit qu'Asbagh, consulté par lui sur ce point, lui répondit que les abeilles, les pigeons et les oies devaient être mis sur le même pied que les troupeaux, c'est-à-dire que leur propriétaire a le droit de les élever dans le village, quand même ces bêtes causeraient du dommage ; aux habitants à préserver leurs arbres et leurs récoltes.

Ibn el Kasim était aussi de cet avis.

« Pour moi, dit Ibn Habib, cette opinion ne me plaît pas et j'adopte celle de Motarref qui me paraît être la vraie ».

Abou Saïd el Basri m'a rapporté le hadits suivant d'après Bakia ben El Oualid, d'Emèse, qui le tenait d''Alkama, de Hadramaout. Le Prophète, consulté à propos d'un individu qui avait établi un colombier dans un village, répondit : « Il en a le droit, s'il sème des champs comme les autres, sinon, non ».

Abou Saïd m'a raconté, d'après Bakia ben Abou el Oualid qui tenait le fait de Saïd ben 'Abd el 'Aziz, que les Benou Israïl ne permettaient pas d'établir de colombier à moins de soixante-dix portées d'arc du village.

Malek, dit Achhab, consulté à propos des ravages faits dans les récoltes par les pigeons, répondit : « Cela n'est rien. On a toujours eu des pigeons et les pigeons ont toujours fait des dégâts. Il n'y a rien à changer à ce qui existe ».

Le cas suivant fut soumis à Ismaïl ben Mouassel, dit 'Isa ben Mousa : « Un individu ayant voulu bâtir dans un terrain voisin d'un rucher, les abeilles assaillirent les ouvriers chaque fois qu'ils arrivèrent, et les empêchèrent de travailler ; le propriétaire des ruches pouvait-il être obligé de les transporter ailleurs ? — Si les abeilles d'un rucher, répondit Ismaïl, attaquent les gens du village ou leurs animaux, le propriétaire sera obligé de les éloigner de façon qu'elles n'incommodent personne, ni celui qui bâtirait ni aucun autre, mais de simples dires ne suffisent pas, il faut que les attaques et les dommages de ces insectes soient bien établis ».

D'après Mohammed ben Aïman, de Cordoue, on peut empêcher d'établir un colombier près d'un autre déjà existant, si les gens compétents déclarent que ce voisinage sera nuisible au dernier et que ses pigeons l'abandonneront.

Ibn el Madjchoun m'a raconté, dit Ibn Habib, d'après Ibrahim ben Sa'd, qui tenait le fait d'Ez Zohri, lequel l'avait appris de Saïd ben el Mosyeb, qu'une des chamelles d'El Bagha ben 'Azeb étant entrée dans un jardin et y ayant fait des dégâts, le propriétaire se plaignit au prophète. « Je ne vois pas d'autre solution à votre affaire, dit le prophète, que celle adoptée par Salomon, fils de David : Ceux qui ont des jardins les surveilleront pendant le jour, et ceux qui possèdent des animaux les surveilleront pendant la nuit ».

Malek rapporte d'après Ibn Chehab, qui tenait la chose de Djeram ben Sa'd ben Mohisa, qu'une chamelle d'El Bagha ben 'Azeb ayant fait des dégâts dans un jardin, le prophète consulté à ce propos déclara que les propriétaires de jardins devaient garder leurs jardins pendant le jour et que les

propriétaires de bestiaux étaient responsables des dégâts commis par ceux-ci pendant la nuit.

Ibn Habib rapporte le récit de Malek, d'après Motarref, et ajoute que Malek disait être d'avis qu'il fallait agir conformément à la décision du prophète. « J'objectai à Motarref, dit Ibn Habib, que chez nous les champs ensemencés étaient fort nombreux et couvraient de grandes étendues et qu'il était impossible aux propriétaires de les garder et de les protéger. — Malek, consulté à ce sujet, me répondit-il, déclara qu'il fallait suivre la décision du prophète dans ce cas comme dans tous les autres ».

« On demandait à Ibn Kenana, dit Ibn 'Abdous, si l'on peut obliger l'individu qui a établi un colombier à le fermer parce que ses pigeons endommagent les récoltes ou les fruits de ses voisins? — Non, répondit-il, mais je le blâme toutefois de faire du tort à quelqu'un ».

Et 'Otbi rapporte aussi cette décision d'Ibn Kenana.

« On demandait à l'un de nos docteurs, dit Ibn 'Abdous, si l'on peut, en raison des déprédations faites dans les récoltes par les pigeons ou les passereaux d'un colombier, des derniers surtout qui font des ravages pareils à ceux des sauterelles, obliger le propriétaire du colombier à en boucher extérieurement les trous de façon que ni pigeon ni passereau ne puisse s'y réfugier désormais? — Non, répondit-il, et je ne pense pas qu'on puisse le priver des avantages qu'il retire de son mur et de son colombier; mais c'est aux gens à garder leurs récoltes pendant le jour et à les préserver des ravages de ces oiseaux. — Et les poules, et les oies, qui abîment les récoltes, pensez-vous aussi qu'on ne puisse empêcher d'en élever? — Parfaitement. Il en est pour elles comme pour les passereaux; c'est aux gens à garder leurs récoltes pendant le jour. »

'Isa ben Dinar déclare, dit El 'Otbi, que l'avis a été émis que l'on peut obliger l'individu qui a ménagé des trous dans son mur ou sa terrasse à les boucher, parce que les moineaux qui s'y réfugient font des dégâts dans les récoltes du voisinage.

Ibn Habib rapporte, d'après Motarref, que Malek condamne le propriétaire à vendre, qu'il le veuille ou non, les bœufs qui ont l'habitude de faire des dégâts dans les récoltes.

Au rapport d'Ibn 'Asim, El 'Otbi disait avoir entendu dire à Ibn el Kasim qu'on ne peut empêcher un individu de tirer profit du mur ou colombier qu'il possède, que c'est aux gens ayant des récoltes à les garder pendant le jour et à les préserver des dégâts des oiseaux et qu'on ne peut inquiéter

le propriétaire d'un colombier à raison des dégâts faits par ses pigeons ou passereaux. Quant aux poules et aux oies, elles doivent être traitées comme les passereaux : les gens ayant des récoltes n'ont qu'à les garder pendant le jour.

« On demandait à Ibn Kenana, dit El 'Otbi, si l'individu qui a établi un colombier dont les pigeons font des dégâts dans les récoltes des voisins peut être contraint à le fermer? — Non, répondit-il, mais je le blâme de faire du tort aux autres ». Ibn 'Abdous rapporte aussi cette décision d'Ibn Kenana.

'Isa ben Mousa rapporte que le cas suivant fut soumis à Ahmed ben Begha (?) ben Mokhalled : « Un individu bâtit un colombier, puis lorsqu'il est peuplé et qu'il commence à en tirer parti, le voisin veut en élever un autre à côté ; là dessus le premier proteste et prétend l'en empêcher. « Tu vas me causer du dommage, lui dit-il, car mes pigeons quitteront mon colombier et iront dans le tien ». Quel est son droit? — Il ne peut empêcher l'autre de bâtir un colombier près du sien. Si ses pigeons vont dans le colombier de l'autre, et qu'on puisse les reconnaître, ils lui seront restitués, si possible. Pour ceux qui ne seront pas reconnus, ils appartiendront à celui dans le colombier duquel ils se tiendront. La même règle s'appliquera aux abeilles qui passeraient d'une ruche dans une autre ».

Il est dit dans le *Sama* de je ne sais quel auteur qu'un individu s'étant retiré sur une montagne à la suite d'une sédition qui avait éclaté dans la ville, des abeilles s'établirent dans un coffre qu'il avait emporté avec lui et y firent du miel, puis que le propriétaire d'un rucher voisin ayant réclamé ce miel fut débouté et le miel attribué au propriétaire du coffre, attendu que rien ne prouvait que les abeilles fussent à l'autre.

El Moghaïra, dit Ibn Habib, m'a raconté d'après Malek ben Moawel qui tenait le fait d'Echcha'b, qu'une brebis étant entrée dans l'atelier d'un tisserand et ayant abîmé son travail, celui-ci en appela à Choraïh. — « David et Salomon, dit Choraïh, n'admettaient de responsabilité pour les dégâts faits dans les champs par les troupeaux que s'ils avaient eu lieu la nuit », et il débouta le tisserand.

Suivant Sahnoun, dit El 'Otbi, le hadits qui oblige les propriétaires de jardins et de champs cultivés à garder leurs biens pendant le jour et affranchit les propriétaires de troupeaux de toute responsabilié à ce sujet, ne doit s'appliquer qu'au cas où les troupeaux étant gardés par des bergers, une bête s'échappe sans qu'il y ait faute ou négligence du gardien ; en ce cas le propriétaire du troupeau n'est pas

responsable des dégâts commis. Telle est à mon avis l'interprétation à donner au hadits cité. Mais si un individu ouvrait sa porte et lâchait ses moutons, ânes ou bœufs, sans gardiens ni bergers, il serait absolument responsable de leurs dégâts, il devrait parfaitement les payer, et mériterait de recevoir en outre un châtiment corporel.

Achhab et Ibn Nafa' rapportent, dit El 'Otbi, que l'on demanda à Malek s'il mettait sur le même pied les dégâts faits de jour et ceux faits de nuit par les bestiaux dans les jardins gardés et dans les jardins non gardés. — « Pour les dégâts faits de nuit, répondit Malek, il est indifférent que les jardins soient clos ou non, gardés ou non : les propriétaires des animaux en sont entièrement responsables ; mais pour les dégâts faits de jour aucune responsabilité ne leur incombe. Ils devront payer intégralement les premiers, si forts qu'ils soient, fussent-ils même supérieurs à la valeur des animaux qui en sont les auteurs. — Et si les récoltes ne commençaient pas encore à mûrir ? — Ils en paieront la valeur à l'époque des dégâts et non la valeur à maturité complète. — Et si une chamelle se levait la nuit et mettait le pied sur un homme endormi, est-ce que le propriétaire devrait une indemnité ! — Non. Le hadits vise simplement les dégâts faits dans les jardins et les champs ensemencés ou cultivés ».

Asbagh déclare, dit Ibn Mozaïn, que les propriétaires de bestiaux n'ont pas le droit de les envoyer aux champs sans conducteurs ; ils doivent les faire conduire jusqu'au pâturage et là aussi les faire garder ; cela étant, si une bête s'écarte et pénètre dans un champ ou un jardin, c'est au propriétaire dudit champ ou jardin à l'éloigner.

S'il s'agit d'un chameau, d'un bœuf, d'un âne ayant l'habitude de marauder et que le maître du champ ne puisse l'éloigner, il ira trouver le propriétaire de la bête, dit 'Isa ben Dinar, et le priera ou de l'éloigner ou de l'égorger ; si après cela elle commet de nouveaux dégâts, le propriétaire en sera entièrement responsable, qu'ils aient lieu de jour ou de nuit.

De même en sera-t-il pour un chien méchant qu'un individu emploierait pour son troupeau. Avant le premier avertissement, il n'est pas responsable des dommages causés par cet animal, et la victime n'a rien à réclamer ; mais après un avertissement, il en est responsable. Et si un individu poste un chien à un endroit où il n'a pas droit de le placer, il sera immédiatement responsable, averti ou non, des méfaits de son chien, lorsqu'il est méchant.

Ibn el Kasim m'a dit de même sur tous ces points, ajoute 'Isa ben Dinar.

Suivant Ibn Mozaïn, la sommation doit avoir lieu par devant l'autorité lorsque celle-ci a un représentant dans la localité, sinon, on la fait attester par deux personnes honorables.

De la vente des bestiaux qui commettent habituellement des dégâts.

Sahnoun dit qu'ayant demandé à Ibn el Kasim ce qu'il pensait de l'opinion attribuée à Malek suivant laquelle les chameaux et les bœufs ayant l'habitude de commettre des dégâts dans les récoltes doivent être vendus, celui-ci lui répondit : « Malek a dit, en effet, que les chameaux, les juments auteurs habituels de dégâts devaient être vendus. Lui-même déclare qu'ayant été consulté à Médine à propos de dégâts faits par des chameaux coutumiers du fait, il décida qu'il fallait les vendre ou les transporter dans des régions dépourvues de récoltes. Je le consultai à propos des bœufs et des juments d'Égypte en particulier, et il me répondit qu'il fallait les traiter comme les chameaux. »

Sahnoun ajoute qu'ayant interrogé ensuite Ibn el Kasim à propos des dégâts faits par les moutons, celui-ci lui répondit : « Je n'ai rien appris de Malek à ce sujet, mais après ce qu'il a dit des chameaux et des bœufs, j'estime que les moutons et les ânes ne peuvent faire exception et qu'ils doivent être vendus comme les animaux précédents, à moins que leurs propriétaires ne les laissent plus pénétrer sur les propriétés d'autrui. »

Des animaux qui commettent des dégâts supérieurs à leur valeur propre

Asbagh, dans son *Sama'*, rapporte avoir entendu dire à Ibn el Kasim que les dégâts faits par les bœufs, les ânes, les moutons pénétrant de nuit dans les récoltes devaient être payés intégralement par les propriétaires des animaux, fussent-ils deux fois supérieurs à la valeur de ceux-ci, tandis que si un esclave commet des dégâts, le maître ne peut être obligé à rien de plus qu'à le livrer. La raison de cette différence c'est que l'esclave a commis le méfait de lui-même, à l'insu de son maître, n'a pas été envoyé par lui, enfin que le maître n'était pas tenu de le surveiller, au lieu que le pro-

priétaire d'animaux en ne les gardant pas pendant la nuit comme le veut le hadits cité précédemment : « Les propriétaires de jardins devront garder leurs jardins pendant le jour, et les propriétaires de bestiaux garder leurs bestiaux pendant la nuit, et payer les dégâts nocturnes qu'ils feraient » est censé les avoir envoyés dans les récoltes des gens et c'est ce qui le rend responsable des dégâts petits ou grands qu'ils commettent, fussent-ils même supérieurs à leur valeur propre. De même le maître qui enverrait ses esclaves ou les aiderait à faire des dégâts devrait payer la totalité des dégâts commis, quand même cette valeur serait double de celle des esclaves.

Asbagh dit de même, et ajoute que le maître est pécuniairement responsable des détériorations de meubles et d'habits, des blessures, coups et meurtres dont l'esclave s'est rendu coupable, qu'il doit payer les rançons de meurtres, les amendes pour blessures et que l'offre de livrer l'esclave ne suffit pas. Enfin, lorsque l'esclave a tué par ordre du maître, c'est le maître qui doit être tué de même que c'est lui qui doit payer l'amende.

Comment s'évaluent les dégâts faits dans les récoltes encore vertes

Ibn Habib rapporte avoir demandé à Motarref comment il fallait évaluer les dégâts faits dans les récoltes non mûres. « J'ai entendu dire à Malek, répondit-il, qu'on les évaluerait en tenant compte des chances qu'elles avaient d'arriver à maturité complète et des risques qu'elles couraient de ne pas y arriver. L'auteur des dégâts en paiera la valeur au propriétaire de la récolte endommagée, sans attendre qu'elle ait grandi, ainsi qu'on le fait pour les jeunes animaux. — Et si la récolte reprend son aspect et sa vigueur primitifs, est-ce que l'indemnité versée au propriétaire lui restera acquise ? — Oui, car le jugement qui la lui a attribuée est définitif du moment qu'il a été exécuté. — Et si le jugement n'est pas rendu avant que la récolte soit revenue à son état antérieur ? — En ce cas la valeur des dégâts n'est plus exigible de leur auteur ; il doit seulement recevoir un châtiment en rapport avec leur importance. Mais il en est autrement s'il les a commis en faisant paître ses animaux ; s'il en a tiré profit, il doit alors immédiatement la valeur dont il profité, et non celle

évaluée d'après les chances de maturité et les risques de non maturité de la récolte ; enfin il est châtié en tout cas. »

J'ai consulté Asbagh à propos de cette question, dit Ibn Habib, et il m'a déclaré adopter la solution d'Ibn el Kasim, Malek et Motarref, non seulement dans le premier cas, mais aussi lorsque la récolte revient à son premier état après le jugement fixant l'indemnité. Pour moi je préfère l'opinion de Motarref (qui distingue les cas), et c'est celle que j'adopte.

'Isa ben Dinar rapporte, dit El 'Otbi, qu'Ibn el Kasim, à qui l'on demandait comment devaient être évalués les dégâts faits dans les récoltes jeunes et encore vertes, répondit : « La valeur à payer sera celle que donnerait la vente, si elle était permise alors, avec les chances de maturation et les risques contraires que court la récolte. »

Ibn el Kasim rapporte, dit El 'Otbi, que suivant Malek la valeur à payer pour les récoltes mangées par les troupeaux est celle que donnerait, si elle était permise alors, la vente de ces récoltes avec leurs chances de réussite et de perte. Et si quelqu'un demandait comment on peut estimer la valeur de choses qui ne peuvent être vendues, on lui répondrait que le Prophète a édicté la même règle pour les dommages causés aux fœtus, et cependant un fœtus est une chose aléatoire dont la vente n'est pas permise.

Des abeilles qui vont dans le rucher et des pigeons qui vont dans le colombier du voisin

Sahnoun rapporte d'après Ibn el Kasim que l'on demandait à Malek : « Que fera-t-on, lorsque deux colombiers étant voisins, les pigeons du premier vont dans le second et inversement. — S'il est possible, répondit-il, de faire rentrer les pigeons dans leurs colombiers respectifs, on le fera, sinon on déclarera chaque voisin propriétaire des pigeons qui sont dans son colombier.

» Pareillement lorsque des abeilles quittent leur ruche pour s'établir dans une ruche du voisin, et que le fait est prouvé, on essaiera de leur faire reintégrer leur premier domicile, et si on ne le peut, elles seront à celui dont elles occupent la ruche ».

Ibn 'Abdous rapporte aussi cette opinion de Malek d'après Ibn el Kasim, et il ajoute que c'est également celle d'Achhab. « Pour les abeilles, dit Achhab, une autre solution n'est pas

possible, car on ne peut ni les reconnaître, ni les ramener à leur ruche ».

Ibn Habib rapporte avoir soumis le cas suivant à Motarref : « Un individu bâtit un colombier et pratique extérieurement dans le mur des trous pour ses pigeons, mais d'autres pigeons d'un colombier voisin viennent s'établir avec eux à l'intérieur et à l'extérieur du colombier. — Si l'on peut reconnaître les pigeons étrangers, il les rendra à leur propriétaire. S'il ne peut les prendre, mais qu'il sache quels sont leurs nids, il lui rendra les petits. Lorsqu'un pigeon du voisin s'accouple avec l'un des siens, s'il le connaît et qu'il ne puisse le lui rendre, il lui donnera un des deux petits, s'il connaît le nid du couple, et gardera l'autre petit pour lui, sans s'occuper si le pigeon du voisin est un mâle ou une femelle, parce que la propriété des petits découle de la couvaison et non de la ponte : cela pour les pigeons seulement au contraire des autres oiseaux et des animaux non ailés. Lorsque les pigeons étrangers ne se distinguent pas des siens, ou qu'étant reconnaissables, il ne peut les renvoyer à leur maître et ne sait pas quels sont leurs nids, il gardera pour lui et les pigeons et les petits ».

Ibn 'Abdous rapporte qu'Ibn el Kasim est du même avis.

Ibn Habib rapporte que suivant Motarref les petits qui naissent de pigeons étrangers établis dans les trous extérieurs du colombier, ou de passereaux établis dans ces trous ou même à l'intérieur du colombier, appartiennent exclusivement au propriétaire du colombier.

« J'ai consulté Asbagh à ce propos, dit Ibn Habib, et il m'a répondu dans le sens de cette décision qu'il m'a déclarée provenir d'Ibn el Kasim ».

Ibn 'Abdous la rapporte aussi d'Ibn el Kasim.

Achhab rapporte que Malek, consulté à propos des colombiers peuplés de pigeons étrangers, déclara qu'il ne voyait rien de blâmable en cela. « Chacun, dit-il, veut avoir un colombier ; or, s'il fallait renvoyer tous les pigeons étrangers, de propriétaires connus et inconnus, ce serait la ruine du colombier : par suite on rendra seulement ceux dont les propriétaires sont connus. Pour les abeilles on agira de même ».

Ibn Habib rapporte avoir consulté Motarref à propos des abeilles qui quittent leur ruche pour s'établir dans la ruche d'un voisin et se mêlent aux autres abeilles de façon qu'il est impossible de les reconnaître. « Il en sera des abeilles comme des pigeons, répondit-il ; elles appartiendront au propriétaire de la ruche où elles se seront établies. — Est-ce

que les deux voisins ne seront pas copropriétaires de cette ruche? — Non. Les abeilles appartiennent toutes au propriétaire de cette ruche, à moins qu'il ne puisse distinguer les abeilles étrangères des siennes et les faire déguerpir ».

Telle est aussi, dit Ibn Habib, l'opinion d'Asbagh que j'ai consulté sur cette question. Il rapportait cette décision comme venant d'Ibn el Kasim, et Ibn Abdous la lui attribue également.

Que Dieu soit satisfait d'eux tous, qu'il nous fasse profiter de la science, qu'il nous rende dignes de la posséder et capables d'agir d'après ses enseignements. Qu'il accorde ses grâces et ses bénédictions les plus abondantes à Mohammed, à sa famille et à ses compagnons.

Voici ce recueil terminé. Louange en soit à Dieu ! Puisse-t-il accorder le salut aux serviteurs qu'il s'est choisis !

BARBIER,

Professeur d'arabe au Lycée d'Alger.

LA COLONISATION ET LA PROPRIÉTÉ INDIGÈNE EN ALGÉRIE

Une des questions coloniales les plus délicates est assurément celle de savoir comment on peut concilier le respect de la propriété indigène avec les besoins de la colonisation. L'heureuse solution de cette question et la promulgation d'une bonne loi agraire sont des éléments vitaux pour la prospérité de toute colonie.

En Algérie, nous avons affaire à une population musulmane de quatre millions d'habitants, propriétaires ou possesseurs d'environ douze millions d'hectares de terres ; et une grande partie de ces terres est inaliénable sans l'accomplissement de certaines formalités administratives préalables. D'un autre côté, la colonisation européenne se développe tous les jours davantage. Or, il reste très peu de terres domaniales entre les mains de l'administration, pour créer des centres et des villages, et il arrivera un moment, qui n'est pas très éloigné, où le gouvernement général ne pourra plus disposer d'une parcelle de terre pour l'élément européen. Cependant, quand on parcourt l'Algérie, on est toujours confondu de l'étendue des terrains qui se présentent sous l'aspect suivant : ce sont tantôt des espaces immenses, recouverts de broussailles, et que l'on ne peut véritablement assimiler à des forêts, tantôt des terres composées en partie de parcelles labourables et de parcelles recouvertes de palmiers nains ou de jujubiers, selon les contrées. On peut être certain que les terrains qui ont ce dernier aspect appartiennent, en général, à des indigènes musulmans de race arabe. Ceux-ci, à l'inverse du colon et même du Kabyle, n'aiment pas à défricher la terre ; c'est une peine et aussi une dépense parfois considérable qu'ils s'évitent ainsi. Ils préfèrent contourner avec la charrue les touffes de palmier nain et de jujubier, sans les arracher ; et l'on peut affirmer, sans exagération, que la moitié des terres, même en partie vivifiées (ce qui est, selon le droit musulman, une des manières d'acquérir la propriété du sol) reste ainsi à l'état inculte.

Cette question de la propriété indigène a fait surgir de nombreux écrits, et de savants écrivains y ont consacré de remarquables études.

Il ne rentre pas dans le cadre de ce travail de faire connaître tous les systèmes qui ont été proposés pour la solution de la question agraire. Nous ne pourrons donc indiquer ici que les grands courants d'opinion qui se sont formés tout récemment autour de cette question.

Les uns ont proposé l'application pure et simple, dans un sens libéral, des lois de 1887 et de 1897 (1).

D'autres ont pensé qu'il fallait remanier d'une façon plus complète les lois sur la propriété foncière ; M. le sénateur Franck-Chauveau est de ces derniers : à cet effet, il a déposé sur le bureau du Sénat, en 1893, un projet de loi en 47 articles, qui attend toujours la discussion, et qui a été remplacé par la loi de 1897 (2).

Selon nous, la véritable solution de la question de la propriété foncière se trouve dans cette proposition de loi. Les grandes lignes de ce projet consistent dans les facilités apportées aux transactions entre musulmans et Européens, et dans l'application aux immeubles d'Algérie de l'act Torrens, déjà appliqué en Australie, en Tunisie, en Allemagne, à Madagascar, etc... Le système entraîne l'immatriculation des immeubles et la création de livres fonciers : en même temps, son fonctionnement établit les éléments du cadastre qu'il est de toute nécessité de constituer dans cette colonie (3). Ce procédé de l'immatriculation a donné de très bons résultats en Tunisie (4), surtout depuis que l'on a réduit les frais, et il présentera pour l'Algérie les avantages ci-après :

---

(1) Notamment MM. Gauthier et Rolland, membres des délégations financières. Les délégations des colons et des non-colons paraissent d'ailleurs en désaccord avec l'administration, pour l'interprétation qu'il y a lieu de donner à ces lois.

(2) Sénat. — Dépôt par M. Franck-Chauveau, le 29 mars 1893, sur le bureau du Sénat, d'un rapport, au nom de la commission chargée d'examiner les modifications à introduire dans la législation et l'organisation des divers services de l'Algérie.

(3) Il entrait, selon nous, dans la pensée des auteurs de la loi de 1873, de constituer le cadastre au moyen de l'application même de la loi ; cette idée n'a pu être réalisée par suite de l'interprétation regrettable, selon nous, qui a été donnée à cette loi par les autorités administratives, et même par l'autorité judiciaire.

(4) Résultats généraux de l'immatriculation en Tunisie. — Au 1er janvier 1899, et après 7 ans de véritable application de la loi foncière (car, jusqu'en 1892, l'élévation des tarifs avait écarté les demandes d'immatriculation), les résultats obtenus étaient les suivants :

1° Il ne sera plus nécessaire d'établir des distinctions entre les différentes catégories de terres indigènes. Les terres possédées à titre de propriétaire, comme celles qui sont possédées collectivement par les tribus ou les douars, pourront faire l'objet de réquisitions d'immatriculation (1). Dans le premier cas, c'est le propriétaire qui requerra l'immatriculation de son immeuble et qui le purgera ainsi de tous les droits occultes qui pourraient le grever. Dans le second cas, la djemâa, représentant le douar ou la collectivité, pourra demander l'immatriculation du territoire qui aura été délimité conformément aux opérations du sénatus-consulte de 1863. Il est bien entendu que si dans ce douar, propriétaire ou possesseur à titre collectif, il existe des propriétés privées ou melk, elles seront distraites de l'ensemble de l'opération, lorsque les propriétaires de ces terres melk ne seront pas d'accord pour en demander l'immatriculation immédiate.

2° L'établissement des livres fonciers permettra de conserver aux propriétés musulmanes, francisées par l'immatriculation, une situation juridique nette et claire. En effet, chaque fois qu'une mutation de propriété, par suite de vente, donation, succession, etc., se produira, cette mutation devra, pour être opposable aux tiers, être inscrite sur le titre concernant l'immeuble immatriculé, et l'on ne retombera pas dans le chaos qu'entraînera certainement l'exécution de l'article 16 de la loi du 16 février 1897. En effet, eu égard aux nombreux territoires possédés encore presque exclusivement par les indigènes, cet article 16 a permis aux cadhis de dresser entre indigènes les actes relatifs aux immeubles ayant fait l'objet des titres prévus aux articles 1 et 2 de la loi du 16 février 1897, et de ceux délivrés antérieurement en vertu des lois du 26 juillet 1873 et du 28 avril 1887. Nous craignons que cet article ne soit plus tard la source de difficultés, et que les immeubles francisés par le titre ne redeviennent musulmans en fait, et ne soient grevés de nouveau de droits réels

---

Réquisitions déposées.	3.881
Nationalité des requérants :	
Européens.	2.647
Indigènes, y compris les Israélites tunisiens . . .	1.234
Hectares immatriculés	387.048
Titres de propriété délivrés	3.621

(1) Le projet ne parle pas des copropriétaires indivis : en Tunisie, la réquisition du copropriétaire indivis d'un immeuble entraîne le bornage et l'immatriculation de tout l'immeuble : toutefois, le copropriétaire a le droit de demander le partage avant la procédure d'immatriculation, et de s'opposer ainsi à ce que sa part soit immatriculée.

plus ou moins occultes ; l'application de l'act Torrens préviendra ces difficultés.

Nous estimons toutefois qu'il y aurait certains remaniements à faire subir à ce projet de loi. C'est ainsi que nous pensons qu'il serait utile de créer, comme en Tunisie, un tribunal mixte (c'est-à-dire composé de magistrats français et de magistrats indigènes) qui trancherait toutes les qestions se rattachant à l'immatriculation des immeubles, même de ceux qui se trouveraient faire partie des territoires dits arch ou sabéga. Nous admettrions volontiers que l'administration fût représentée, devant ce tribunal, par un fonctionnaire qui remplirait auprès de lui le rôle que remplit l'administration forestière auprès des tribunaux correctionnels : ce fonctionnaire rechercherait les droits de l'État dans les immeubles qui seraient soumis à l'immatriculation, et prendrait des conclusions pour s'opposer, le cas échéant, à l'immatriculation de tout ou partie de l'immeuble, ou pour demander, tout au moins, son immatriculation au profit de l'État. Rien ne s'opposerait d'ailleurs à ce que ce fonctionnaire fût le conservateur de la propriété foncière lui-même (1). Ce tribunal appliquerait une procédure très sommaire et très peu compliquée, par exemple celle instituée par l'ordonnance du 16 avril 1843. Il statuerait en dernier ressort et nonobstant appel ou opposition. Toutefois, on pourrait autoriser l'appel devant une chambre spéciale de la Cour, quand il s'agirait de propriétés dépassant une valeur déterminée, comme cela se pratique à Madagascar.

Aux termes du projet de loi déposé par M. Franck-Chauveau, l'immatriculation serait facultative. De bons esprits estiment qu'elle devrait être obligatoire (2).

Nous pensons que, pour l'instant il faut laisser aux indigènes désireux de se procurer un titre sérieux de propriété la faculté de le requérir.

Il y aurait lieu toutefois de prendre des mesures :

1° Pour que l'immatriculation des petites propriétés se fasse à prix très réduit ;

2° Pour que les opérations de morcellement ou de mutation de propriété qui se produiront pendant la procédure d'immatriculation ou après la délivrance du titre soient reportées sur le titre et sur le plan dans des conditions de prix très modérées. Nous avons constaté qu'en Tunisie, la cherté et

(1) Ou un agent de la conservation.

(2) MM. Besson, *Les livres fonciers et la réforme hypothécaire ;* Maurel, de France de Tersant, etc. — En Allemagne, en Autriche, dans la province de Malacca, l'immatriculation est obligatoire.

aussi les difficultés de ces opérations apportaient souvent des obstacles au morcellement des propriétés. Il est bien entendu que, pour les terres arch ou sabéga, l'indigène ne pourrait vendre qu'après avoir fait immatriculer sa propriété, et que cette faculté d'immatriculation serait ouverte pour toutes les terres, de quelque nature qu'elles soient, et dans n'importe quel territoire de l'Algérie, comme cela se pratique d'ailleurs en Tunisie.

Nous devons répondre ici à une objection Les indigènes musulmans, a-t-on dit, surtout les indigènes de race arabe, sont d'une imprévoyance rare. Ce sont de grands enfants au point de vue de leurs intérêts, et, pour se procurer de l'argent, ils n'hésiteront pas, si l'administration ne met point obstacle à l'immatriculation et à la vente des terres arch ou sabéga, à vendre leurs terres pour des prix infimes à des spéculateurs ; et l'on se trouvera bientôt en présence d'une population dépourvue de terres, et ayant dissipé la modique somme d'argent qu'elle en avait retirée. Il y aura là un danger public pour la sécurité, et le brigandage arabe se recrutera facilement parmi ces dépossédés. L'on ajoute que, de même que les lois modernes sur l'organisation du travail forcent le maître à protéger l'ouvrier contre sa propre imprudence, de même il est nécessaire de protéger l'indigène contre son imprévoyance et son insouciance du lendemain.

Tout en reconnaissant qu'il y a une assez grande part de vérité dans cette objection, nous pouvons cependant faire une constatation qui sera de nature à rassurer les adversaires de la liberté absolue des transactions. En Tunisie, où l'immatriculation des terres est ouverte largement à tous, les réquisitions d'immatriculation se sont élevées, depuis l'année 1893 jusqu'au 1er janvier 1899, à 3,881. Sur ce nombre, 2,647 ont été déposées par des Européens, et 1,233 seulement par des indigènes, dans lesquels sont compris les israélites tunisiens, qui, en Tunisie, ne sont pas encore citoyens français. On peut facilement admettre que, sur 1,223 réquisitions d'immatriculation, la moitié au moins a été déposée par des israélites, ce qui donne en tout : 2,647 + 616 = 3,263 réquisitions d'Européens ou israélites, contre 616 réquisitions d'indigènes musulmans, soit environ 19 pour 100. On voit donc que les indigènes ne sont pas si disposés qu'on le suppose à faire immatriculer leurs terres, et le danger contraire est plutôt à craindre. Au surplus, nous ne sommes plus maintenant au lendemain de 1830, où les indigènes vendaient leurs terres avec une étrange facilité, incertains qu'ils étaient sur leurs droits de propriété et sur la durée de notre séjour en Algérie ;

*

aujourd'hui qu'ils connaissent bien la protection que la France accorde à la propriété, ils ne sont plus disposés à vendre qu'à bon escient.

Toutefois, l'on pourrait adopter certaines mesures qui ont été proposées en faveur des indigènes :

1° C'est d'abord la proposition de M. Franck-Chauveau qui, dans son projet de loi sur la propriété foncière, n'autorise l'émission des bons hypothécaires qu'en faveur des propriétaires français ou étrangers d'origine européenne (article 44) ; *quant aux indigènes musulmans, ils ne peuvent obtenir la même faculté que sur autorisation du tribunal, le ministère public entendu.* Ce serait là une des fonctions les plus importantes du tribunal mixte dont nous avons demandé plus haut la création. Ce tribunal devrait s'entourer de renseignements sérieux avant de donner cette autorisation. Si on soumet cette question aux tribunaux ordinaires, il est à craindre que ceux-ci, déjà surchargés d'affaires, n'aient pas assez de temps à consacrer à l'examen de ces diverses demandes.

2° On s'est demandé ensuite s'il n'y aurait pas lieu de créer, au profit des indigènes, des réserves immobilières que l'on a qualifiées d'homestead, par assimilation avec les homestead créés dans les États-Unis d'Amérique, c'est-à-dire s'il ne conviendrait pas d'autoriser l'indigène à vendre seulement une partie de sa propriété, et de fixer un minimum de terre par famille qui serait absolument inaliénable.

La question a été portée, en 1899, devant les délégations financières algériennes, qui se sont prononcées dans des sens divers sur cette création.

La délégation des colons s'y est déclarée contraire.

La délégation des non-colons, par l'organe de M. Rolland, a estimé que si cette institution du homestead avait pu réussir dans un pays neuf, tel que le Farwest ou le Texas, son importation en Algérie soulevait de graves difficultés.

La délégation des indigènes s'y est, au contraire, montrée favorable. Elle a considéré que cette institution se rapprochait beaucoup de celle du habous, et que, comme le habous, elle avait l'avantage d'assurer au propriétaire de l'immeuble un abri pour ses vieux jours, et d'empêcher ses héritiers de dissiper follement tout son héritage. En conséquence, la délégation des indigènes a demandé que l'institution du homestead fût applicable aux musulmans algériens, mais qu'elle demeurât facultative, comme l'est le habous dans la loi musulmane. Son effet devrait expirer dix ans après la mort de celui qui l'aurait constitué, s'il ne laisse pas d'enfants

mineurs ; et, dans le cas contraire, quand le plus jeune des enfants aura vingt-cinq ans révolus, s'il atteint cet âge après l'expiration du délai de dix ans dont il est question ci-dessus.

Nous serions disposé à nous rallier à ce dernier avis. Dès l'instant qu'on a supprimé à peu près complètement l'institution du habous en Algérie, en décidant que nul ne pourrait opposer l'inaliénabilité d'une terre vendue par un des dévolutaires du bien habousé, il nous paraît utile de remplacer ce habous par une institution plus moderne, et mise en conformité avec notre loi, mais qui assurerait, encore une fois, l'indigène contre sa propre imprévoyance. Ces questions relatives aux homestead pourront d'ailleurs être tranchées par le tribunal mixte dont nous avons proposé la création.

En Tunisie, on a conservé à l'institution du habous tous les caractères qu'y attache la loi musulmane, c'est-à-dire son inaliénabilité absolue; et les cadhis, auxquels sont attribuées toutes les questions relatives aux habous, même quand des Européens sont en cause, annulent impitoyablement toutes les cessions de biens habousés. Ajoutons qu'une administration musulmane fortement et puissamment organisée défend avec énergie l'aliénation de tous ces terrains, et leur acquisition par prescription ou autrement. Sans doute, des décrets récents ont permis de corriger quelque peu ce qu'avait d'excessif cette défense d'aliéner, en autorisant la cession à enzel de terres habous, c'est-à-dire la cession, moyennant une rente perpétuelle, de la jouissance de ces terrains, et en permettant le remploi d'une terre habousée par une autre terre de même valeur. Mais il n'en est pas moins vrai que cette administration, que les colons de Tunisie trouvent parfois un peu hostile à la colonisation, protège les musulmans contre la tendance qu'ils auraient à vendre ces terres, qu'on estime occuper environ le tiers de la Tunisie.

En Algérie, la proportion est beaucoup moindre, puisque, d'une part, les fondations au profit des mosquées et des villes saintes ont été absorbées par l'administration, et que, d'autre part, les fondations privées ne sont plus protégées par les lois contre les acquisitions d'étrangers au habous. C'est cette considération qui a amené la délégation indigène à se rallier à la création des homestead (1).

(1) M. Jules Rouanet, qui s'occupe beaucoup des questions algériennes, n'est point partisan du homestead. Il voit des obstacles insurmontables dans le calcul de la réserve et dans la manière dont il faudra la constituer, dans les partages, lors de l'ouverture des successions, etc. Nous répétons que toutes ces difficultés pourraient être tranchées par le tribunal mixte institué dans chaque département algérien.

3° L'imprévoyance des indigènes en matière de vente à réméré (rahnia ou tsénia) a amené un honorable député de l'Algérie et plusieurs de ses collègues (1) à proposer certaines mesures propres à empêcher les indigènes d'être ruinés par ces contrats. Un des moyens, en effet, de contracter un emprunt auquel ont le plus souvent recours, en Algérie, les indigènes, est la vente à réméré, à laquelle on joint dans ce but un bail du bien aliéné, consenti par l'acheteur au vendeur, le prix de location étant destiné à représenter les intérêts de la somme prêtée. Cette opération cache souvent des procédés usuraires fort regrettables, et l'insouciance qu'apportent les indigènes à rembourser à l'époque voulue est une cause de ruine pour beaucoup d'entre eux.

Nous ne pouvons qu'approuver l'esprit qui a dicté cette proposition de loi. Toutefois, la création des homestead, dont nous avons parlé ci-dessus, rendrait à peu près inutiles les mesures dont ces honorables députés demandent la mise en vigueur.

4° Dans le même ordre d'idées, on a proposé aussi très sagement de décider que le gouverneur général pourrait suspendre la vente des terres indigènes, lorsqu'il le jugerait utile dans un intérêt supérieur d'ordre économique ou politique, et que ces terres ne pourront être aliénées qu'au bénéfice de Français, de naturalisés français et d'indigènes musulmans.

Telles sont les mesures que l'on pourrait prendre au point de vue de la transmission de la propriété indigène.

Quant aux juridictions à établir, nous sommes d'avis qu'il n'y a pas lieu, en cette matière, de revenir au décret de 1866, et que les juges de paix pour les terres musulmanes, c'est-à-dire non francisées, et les tribunaux de droit commun pour les terres francisées, devront trancher les contestations qui surgiront au sujet des immeubles.

Nous estimons également que les lois sur la transcription devront s'appliquer même aux transactions entre musulmans, constatées par les actes des cadhis.

Ajoutons que la création du tribunal mixte, que nous avons proposée pour l'immatriculation des terres, déchargerait les tribunaux de droit commun de nombreuses contestations en matière immobilière (2).

---

(1) Du 6 mars 1899. Dépôt, par M. Morinaud et plusieurs de ses collègues, d'un projet de loi relatif à la vente à réméré en Algérie (*Journ. off.*, p. 861, ann. 787).

(2) L'inscription des droits réels et des transactions immobilières sur les registres fonciers, par le conservateur, diminuerait d'ailleurs dans une forte proportion les actes dressés par les notaires ou les cadhis.

loi du 26 pluviôse an II bénéficie d'une situation tellement privilégiée qu'elle se trouve placée en dehors et au-dessus des règles de la distribution par contribution (1);

En conséquence, les ouvriers doivent être payés, lorsque le chiffre de leur créance n'est pas contesté, sans qu'il y ait lieu de leur faire attendre le règlement de la contribution ouverte sur la retenue de garantie entre les autres créanciers de l'entrepreneur (2).

(Comoli c. Gliusbislavich)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'à la requête de Gliubislavich et Hernandez, créanciers de l'entrepreneur de travaux publics Polidori, une contribution primitivement ouverte à Oran, où elle fut radiée pour cause d'incompétence, a été ouverte à Mascara et que les créanciers ont été sommés de produire le 23 mars 1899 ; — Attendu qu'aucune production n'a été faite dans le mois par les vingt-six créanciers contestés, Pierre Comoli et consorts ; — Attendu qu'ils paraissent avoir ignoré l'ouverture de la contribution puisqu'ils avaient produit à celle ouverte au tribunal d'Oran, aux termes d'un certificat délivré par le greffier, le 8 décembre courant; — Attendu qu'il échet de vérifier si la forclusion édictée par l'art. 660 C. pr. civ. leur est opposable ;

Attendu que la disposition légale qui caractérise et classe la créance de ces ouvriers est l'art. 4 de la loi du 26 pluviôse an II, rappelée et en quelque sorte confirmée par la loi du 25 juillet 1891 ; — Attendu que toutes les parties en cause le reconnaissent, mais en interprétent diversement le sens ; — Attendu qu'il y a donc lieu d'examiner si, comme le prétendent les ouvriers contestés, le texte de l'art. 4 de la loi de pluviôse an II leur crée une situation tellement privilégiée qu'elle se trouve placée au-dessus et en dehors des règles de la distribution par contribution, ou bien si, comme le soutiennent Gliubislavich et Hernandez, ces règles gouvernent leur créance au même titre que toute autre créance privilégiée ; — Attendu que tous les créanciers quelconques de l'entrepreneur de travaux publics sont habiles à saisir-

(1, 2) Comp. trib. de Tizi-Ouzou, 28 févr. 1896 (*Rev. Alg.*, 1896. 2. 157) et civ. cass., 30 janv. 1899 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 303). — Sur l'application de la loi du 26 pluviôse an II, — à l'Algérie, V. Alger, 13 mai 1895 (*Rev. Alg.*, 1896. 2. 94) et les notes ; — à la Tunisie, V. trib. de Tunis, 3 janv. 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 245).

arrêter la somme appelée « retenue de garantie » à la différence des à-compte payés au fur et à mesure de l'exécution des travaux, lesquels sont exclusivement réservés aux ouvriers et fournisseurs de matériaux et, par une exception unique, soustraits, même en cas d'accident, à tous leurs autres créanciers ; — Attendu qu'en l'espèce la somme saisie est précisément une retenue de garantie ; — Attendu qu'il semble donc à première vue que la retenue de garantie, gage commun de tous les créanciers sous les modalités résultant du rang des créanciers d'après l'ordre des privilèges soit purement et simplement soumise aux règles ordinaires de la distribution par contribution ; — Attendu qu'il en serait très certainement ainsi dans le cas où le privivège des ouvriers aurait été institué par le Code civil et s'exercerait dans l'ordre établi par les art. 2101 et suiv. ; — Mais attendu que l'institution de ce privilège est antérieure à ce Code; qu'elle reçoit son caractère propre des termes spéciaux de l'art. 4 de la loi du 26 pluviôse an II; et que, ce texte ayant toujours force de loi, il faut en bien déterminer la signification, en apprécier toute la portée, afin de constater s'il peut cadrer avec les dispositions des art. 2101 et suiv. C. civ. sur les privilèges et avec celles du chapitre du Code de procédure civile sur la distribution par contribution, ou bien s'il ne donne pas à la créance des ouvriers un rang supérieur et indépendant ;

Attendu que l'art. 4 de la loi du 26 pluviôse an II, est ainsi conçu : « Néanmoins les sommes qui resteront dues aux entrepreneurs ou adjudicataires après la réception des ouvrages pourront être saisies par leurs créanciers particuliers, lorsque les dettes mentionnées en l'art. 3 auront été acquittées » ; — Attendu que ce texte ne règle pas en réalité le rang des créanciers mais, continuant ceux qui le précèdent, attribue purement et simplement aux ouvriers et fournisseurs de matériaux toutes les sommes payées à l'entrepreneur, après quoi, il permet aux autres créanciers de faire des saisies ou oppositions, et cela dans des termes tels qu'il n'y a pas lieu à distribution entre les ouvriers et les autres créanciers, puisque les premiers prennent purement et simplement ce qui leur revient et que c'est après ce prélèvement que les autres créanciers peuvent saisir ; — Attendu qu'en rapprochant cet art. 4 des autres articles de la loi, on se convainc que toutes les sommes payées sont attribuées aux ouvriers et fournisseurs sans qu'ils soient soumis à des règles particulières de procédure et que c'est seulement après leur désintéressement intégral que sont autorisées et pratiquées les saisies et oppositions dans l'intérêt des autres créanciers ; — Attendu que soutenir

mettre en lumière. Néanmoins, elle se présente aujourd'hui avec assez d'ampleur pour être l'objet d'une étude approfondie et fournir un terrain solide aux commentaires de la loi.

Le traité de M. Cabouat formera plusieurs volumes. Le tome Ier, qui ne comprend pas moins de 459 pages, conduit le lecteur au commentaire de l'article 3 de la loi de 1898. La majeure partie du livre Ier est consacrée à des considérations générales sur la nécessité de l'introduction dans notre droit du principe du risque professionnel tant au point de vue économique qu'au point de vue juridique. L'auteur montre l'insuffisance de la règle posée par l'article 1382 du Code civil, les efforts tentés par la doctrine pour combler une lacune de la loi que la pratique révélait chaque jour, et enfin la lenteur du travail législatif qui devait aboutir, mais après combien d'années d'efforts ! à l'admission du principe nouveau. Avec le livre II, commence l'explication théorique et pratique des dispositions de la loi. C'est l'étude de la responsabilité et de ses conditions d'application juridique, celle de son fonctionnement pratique avec les difficultés qu'a fait naître l'article 3 quant aux causes déterminantes des indemnités et aux droits des bénéficiaires.

Cette trop sèche analyse ne peut donner qu'une idée très imparfaite de l'œuvre importante de M. Cabouat, où l'économiste, comme le jurisconsulte et le praticien, trouveront des renseignements précieux pour l'étude et la solution des questions délicates que soulève cette partie de la législation du travail.

DU RÉGIME DE L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE EN ALGÉRIE, par Adrien JACQUES, docteur en droit, lauréat de l'École libre des sciences politiques. — Paris, Chevalier-Marescq.

Au moment où l'Algérie, dotée de la personnalité civile et libre de contracter des emprunts, s'apprête à user de ce droit pour donner aux travaux publics une puissante impulsion, il n'était pas sans intérêt d'étudier le régime auquel sont soumises en Algérie les expropriations pour cause d'utilité publique. Sur ce point, la législation algérienne a toujours été différente de la législation métropolitaine, avec uue tendance à s'en rapprocher par les garanties toujours plus grandes données à la propriété privée contre l'arbitraire des autorités administratives. Cette évolution est nettement indiquée dans la première partie de l'ouvrage de M. Adrien Jacques, consacrée à l'étude des textes sur l'expropriation antérieurs à l'ordonnance du 1er octobre 1814. Cette ordonnance, très légèrement modifié, est aujourd'hui encore la charte de l'expropriation pour cause d'utilité publique en Algérie. M. Jacques, dans la seconde

partie de son étude — qui est de beaucoup la plus étendue — en fait une analyse très complète et très serrée; il indique les difficultés qui ont pu naître, dans la pratique, des obscurités ou des lacunes de la législation et fait connaître les solutions que leur a données la jurisprudence; il détermine avec précision les pouvoirs du tribunal civil, substitué au jury pour la fixation des indemnités; à propos de l'occupation temporaire, il examine la question de la légalité du décret du 5 décembre 1855 et de l'application à l'Algérie de la loi du 29 décembre 1892, non promulguée expressément dans la colonie.

Après cette étude des textes, l'auteur se demande s'il y a lieu d'achever l'évolution qui a rapproché la législation de l'Algérie et la législation métropolitaine en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, et de promulguer en Algérie la loi du 3 mai 1841, ce qui aurait pour principale conséquence d'enlever au tribunal civil la fixation de l'indemnité pour la conférer à un jury de propriétaires. Il se prononce contre cette innovation pour deux raisons principales: d'une part, le surcroît de charges qu'elle apporterait aux colons, déjà las des obligations que leur impose le fonctionnement du jury criminel, d'autre part le mécontentement que causerait aux indigènes la fixation des indemnités par un jury composé uniquement de colons européens, puisque les noms des jurés seraient pris sur les listes électorales. Ce n'est pas à dire que l'ordonnance de 1844 n'appelle aucune réforme: il conviendrait que la fixation de l'indemnité fût faite selon la procédure ordinaire, non en chambre du conseil, et que le jugement du tribunal sur ce point fût susceptible d'appel selon le droit commun.

La Faculté de droit de Paris a décerné l'*éloge* à ce travail, qui lui a été présenté comme thèse de doctorat.

ESSAI SUR LES CONTRATS DE QUASI-ALIÉNATION

ET DE LOCATION PERPÉTUELLE

AUXQUELS L'INSTITUTION DU HOBOUS A DONNÉ NAISSANCE

Du hobous. — Considérations qui ont donné lieu aux contrats de quasi-aliénation et aux baux perpétuels

Le ouakf ou hobous est une institution spéciale au droit musulman, suivant laquelle le propriétaire ou le tenancier à perpétuité d'un bien, agissant dans une intention pieuse, le rend inaliénable pour en affecter la jouissance — qui ne devra pas toutefois porter atteinte à l'intégrité du fonds — au profit des pauvres ou d'une œuvre pie ou d'utilité générale, immédiatement ou à l'extinction des bénéficiaires intermédiaires qu'il désigne.

D'après la majorité des juristes musulmans, la nue propriété reste au constituant, réellement durant sa vie et fictivement après sa mort, et demeure séquestrée afin d'assurer la jouissance à l'œuvre pie ou aux bénéficiaires intermédiaires (1). Mais cette théorie, défendue victorieusement par M. E. Mercier (2), et combattue par M. E. Clavel (3), n'a pas été adoptée par la jurisprudence et la législation algériennes qui, au contraire, admettent que la constitution en hobous a pour effet d'attribuer immédiatement la nue propriété à la fondation pieuse ou d'utilité publique. Quoi qu'il en soit, nous laissons à d'autres plus autorisés le soin de se prononcer dans le débat, en nous bornant à essayer d'étudier les contrats de quasi-aliénation et de location perpétuelle auxquels l'institu-

---

(1) الحبس اعطاء منفعة شي مدة وجوده لازما بقاه في ملك معطيها

(2) *Le hobous ou ouakf, ses règles et sa jurisprudence*, par E. Mercier, Constantine.

(3) *Le wakf ou hobous*, par E. Clavel. Cet auteur, qui était parti d'une thëorie contraire aux principes de la doctrine musulmane et qui avait fini par s'en rendre compte, devait refondre son ouvrage, en collaboration avec M. E. Mercier, quand il a été surpris par la mort.

tion du hobous a donné naissance et qui, plus tard, se sont étendus à la propriété pleine et entière.

Par la définition qui précède, on remarque qu'un des caractères principaux du hobous, c'est l'inaliénabilité. Tous les auteurs musulmans sont d'accord sur ce point et, soucieux de maintenir aux biens de fondation pieuse cette condition essentielle, on les voit, dans des formules généralement adoptées, menacer des foudres célestes le téméraire qui oserait y porter une main sacrilège : « Ce hobous ne sera pas » modifié dans sa forme, ni changé dans sa nature, mais » bien il restera debout sur ses bases, ses conditions seront » observées et la chose consacrée ne pourra ni être aliénée, » ni faire l'objet d'une donation ou d'une succession, jusqu'à » ce que Dieu hérite de la terre et de ce qu'elle porte, et c'est » le meilleur des héritiers (1). Quiconque cherchera à altérer » ce hobous s'attirera la vengeange du Très-Haut, et ceux qui » commettent l'iniquité apprendront un jour quel sort leur est » réservé (2). »

Néanmoins, malgré ces véhémentes prohibitions, le principe de l'inaliénabilité du hobous a subi, avec le temps, de profondes atteintes; il sera facile de s'en convaincre en passant en revue les divers baux qui ont eu cours ou se pratiquent encore de nos jours en Tunisie dans le but d'éluder cette inaliénabilité.

Les hobous, chacun le sait, se divisent en hobous publics et en hobous privés. Les premiers sont en général ceux qui, après l'extinction de tous les bénéficiaires intermédiaires, descendants des constituants, ont été dévolus aux bénéficiaires définitifs, c'est-à-dire aux fondations religieuses ou d'intérêt général ou d'utilité publique désignées par ces constituants, telles que : la Mecque et Médine, dénommées Elharamaïnes, mosquées, oratoires, zaouïas, chapelles, mausolées, piscines des mosquées, ponts, fontaines publiques, remparts, fortifications, hospices. hôpitaux, refuges, hôtelleries, collèges, écoles coraniques, allocations aux lecteurs du

---

(1) Allusion au verset 89, chap. XXI du Coran, et à celui 41 du chap. XIX : « C'est nous qui hériterons de la terre et de tout ce qui y existe ; eux, ils » retourneront à nous. »

(2) Coran, chap. XXVI, v. 228. Voyez *Recueil de notions de droit musulman et d'actes notariés*, etc., par Mohammed Ettouati, traduit et annoté par J. Abribat.

Au moyen âge, les donations qu'on faisait avec stipulation de retour aux églises en cas d'extinction de la postérité étaient toujours accompagnées de menaces et de malédictions à l'adresse de ceux qui chercheraient à les annuler.

Coran dans les lieux de prières, secours aux pèlerins, aux étrangers sans foyers, aux voyageurs, aux invalides, aux indigents, aux jeunes filles pauvres pour aider à les marier, armes et chevaux destinés à la guerre sainte, etc., etc. Il peut arriver que ces hobous soient constitués directement au profit de l'établissement religieux ou d'utilité publique ; dans ce cas, ils n'ont pas commencé par être des hobous privés. En droit strict, la surveiliance en appartient au cadi, qui nomme des personnes de confiance à l'effet de les gérer, et il jouit de cette prérogative par suite de cette fiction que, le fondateur et l'œuvre pie ou d'intérêt général étant absents, il est leur remplaçant naturel. Mais, en Tunisie, ils ressortissent à l'Administration des hobous, dite « Djemaïat elaoukaf » et, plus habituellement, « la Djemaïat » fondée le 19 mars 1874 par le ministre Kheireddine.

Les hobous privés sont ceux dont la jouissance revient à la postérité des fondateurs qui n'est pas éteinte.

Quelquefois le constituant, qui, tout en s'inspirant d'une pensée de libéralité pieuse, n'en obéit pas moins à l'intérêt, s'en réserve, durant sa vie, l'administration et règle lui-même l'ordre de succession des administrateurs des biens qu'il immobilise : « A mon décès, déclare-t-il, l'administration du hobous sera confiée au plus digne de mes descendants ». Dans cette hypothèse, le cadi, lié par la charte de la constitution en hobous qui, suivant les docteurs de l'Islam, fait loi (1), est tenu de ratifier le choix des bénéficiaires. Cependant, le constituant est souvent muet sur ce point et alors c'est à ce magistrat qu'incombe la surveillance des biens de fondation : c'est lui qui nomme l'administrateur (mokaddem) et généralement il ne laisse pas les dévolutaires administrer en commun le fonds. L'Administration des hobous, là encore, intervient, d'une façon indirecte il est vrai : son but unique est de défendre les droits du dévolutaire définitif et de prendre des mesures conservatoires. Il nous a été donné de remarquer, à plusieurs reprises, que les bénéficiaires intermédiaires eux-mêmes, agissant pour des *res privatæ*, appelaient la Djemaïat en cause dans le but de les aider à faire reconnaître leurs droits au hobous, dans des affaires où le tribunal et la Cour d'appel avaient bien voulu nous désigner comme expert.

Cette division en hobous publics n'en change en rien la nature juridique, ni les conditions de validité, ni les effets qui demeurent les mêmes suivant qu'ils sont de l'une ou de

---

(1) نص المحسن كنص الشارع

l'autre de ces deux catégories. Les uns et les autres font l'objet de conventions identiques, comme nous le verrons plus loin ; la différence la plus grande réside en ce qu'ils diffèrent au point de vue de la façon dont ils sont administrés et des organes qui président à leur gestion.

Aux premiers siècles de l'Islamisme, quand la foi était plus vive, les Musulmans entouraient le hobous de respect et de vénération. Les cadis à qui l'Iman (le Chef de l'État) confiait l'administration et la conservation des biens de consécration (1), dont les revenus appartenaient soit à des mineurs, soit aux pauvres ou à des établissements religieux, tenaient la main à ce que ces revenus ne fussent pas détournés de leur affectation et que la charte du constituant fût observée. Ces magistrats du paradis (2) trouvaient dans les bénéfices des hobous un moyen d'entretenir la foi religieuse et la science ; ainsi, ils servaient des appointements, prélevés sur les produits, aux savants et aux étudiants qui, se vouant à l'étude, se trouvaient aux prises avec le tracas de la vie. Plus tard, la piété diminuant, les cadis se relâchèrent de leur surveillance, pour ne pas dire de leur honnêteté ; ils chargèrent de l'administratiou de ces biens des parents (3), des amis qui s'en approprièrent les bénéfices et laissèrent sans entretien les immeubles confiés à leurs soins Ibn Khaldoun (4), Ahmed Edderdir (5), Ibn Abidine (6) et tant d'autres auteurs célèbres s'élèvent avec amertume contre les prévarications des administrateurs des hobous : « C'est au point, dit Ibn Abidine, » que les derniers vestiges des mosquées, des écoles et des » savants eux-mêmes disparaissent et que les bénéficiaires » et les descendants des constituants se trouvent dans » l'indigence ».

---

(1) Voir *Les Prolégomènes historiques* d'Ibn Khaldoun, traduction de Slane, au chap. « Offices et charges religieuses qui dépendent du Khalifat ».

(2) Suivant Abou Horeira, le Prophète aurait dit : « Sur trois cadis, deux iront dans la géhenne, un seul entrera au paradis ».

(3) Comp : Elle *(l'encomienta)* donna lieu à de nombreux abus, à partir du XI[e] siècle, quand l'Église s'en servit pour mettre ses terres aux mains de seigneurs à qui elle confiait la défense de ses intérêts : des prélats concédèrent cette tenure à leurs parents pour leur avantage personnel, etc. (*Histoire des locations perpétuelles et des baux à longue durée*, par E. Garsonnet, page 325.)

(4) Op. cit.

(5) Akrab Elmassalik, chap. de la revendication et chap. du ouakf, vol. II, pages 137 et 183.

(6) Auteur *Du Redd elmohtar*, admirable ouvrage de droit hanafite.

Sous le règne de certains monarques, les revenus des hobous publics furent dilapidés au détriment des fondations pieuses et des établissements de bienfaisance et d'utilité générale. Nous avons vu plus haut que la surveillance en appartenait aux cadis; or, on n'ignore pas que, chez les Musulmans, l'Imam (le Chef de l'État) est souverain spirituel et temporel et que, ne pouvant assurer par lui-même l'administration de la justice, il délègue une partie de ses pouvoirs aux cadis. Les monarques à qui nous faisons allusion, retenant leurs droits régaliens et s'ingérant directement dans l'administration des biens hobous publics, nommaient surveillants de ces biens des officiers de leur armée qu'ils voulaient favoriser. Ceux-ci profitaient et abusaient de ces prébendes; souvent, ils déléguaient à leur tour des sous administrateurs, et les revenus des fondations passaient ainsi en majeure partie aux mains d'agents infidèles; partant, plus d'achats de nattes et d'huile pour garnir et éclairer les mosquées et les oratoires, plus de subventions aux lecteurs du Coran, d'appointements aux savants et aux étudiants pauvres, etc. Les immeubles bâtis, laissés sans réparations, tombaient en ruine, les revenus se réduisaient à rien, les domaines ruraux restaient en friche et les olivettes, une des sources de la richesse du pays, dépérissaient faute d'entretien.

D'autre part, les fonds que les constituants frappaient de hobous consistaient souvent en terrains nus improductifs qu'il y avait intérêt à rendre cultivables, à amender, à faire fructifier (1); cependant, on ne trouvait pas de preneurs qui consentissent à faire des impenses considérables dans ces immeubles, à les restaurer, à y entreprendre des travaux d'amélioration, avec la perspective de perdre, dans le cas où le bail viendrait à être résolu, le bénéfice des sacrifices qu'ils se seraient imposés. Il fallait leur garantir la jouissance perpétuelle des immeubles qu'ils auraient ainsi mis en rapport. Et, la nécessité aidant, force fut de recourir à des mesures contraires à toutes les règles de l'institution du hobous, mais permettant de tirer encore parti des immeubles urbains et ruraux improductifs.

C'est alors qu'on imagina de donner à des locataires, qui se chargeraient de réparer les immeubles en ruine et de mettre en état de productivité les champs incultes ou de coopérer aux impenses actuelles et futures que ces biens exigeraient, le droit de khoulou ou de kirdar, à charge de service pécuniaire aux fondations pieuses. On avait trouvé ainsi un moyen

(1) Voir *infrà*, **Du kirdar.**

pour les bénéficiaires d'utiliser le fonds et pour les preneurs de profiter des impenses qu'ils feraient, en donnant à ces derniers une quasi-propriété qu'ils pourraient conserver tant qu'ils serviraient une redevance annuelle. Nombre de fondations pieuses se trouvaient dans la même situation ; aussi bien, s'empressèrent-elles d'adopter ce mode d'exploitation par le bail à perpétuité qui leur permettait de subsister, tout en se déchargeant, en certains cas, des frais de restauration de leurs immeubles.

Ce que nous disons des hobous publics s'appliquait également aux hobous privés. Le principe de l'inaliénabilité du hobous subissait de la sorte une rude atteinte, nous le répétons, par l'introduction dans la pratique de cette location perpétuelle qui a donné lieu à plusieurs contrats de quasi-aliénation.

Déjà, en permettant la vente du hobous à charge de remploi, en autorisant l'échange dont la validité en matière de ouakf a été et est encore si discutée, on avait porté un coup sensible au principe fondamental de l'inaliénabilité ; mais, plus tard, ce fut bien autre chose, à telles enseignes qu'on eût pu dire avec un semblant de vérité que l'aliénabilité était la règle et l'inaliénabilité l'exception.

C'est sous l'empire des causes rapportées plus haut que les contrats de quasi-propriété et les baux perpétuels ont pris naissance dans les pays musulmans. Nous ne traiterons ici que de ceux qui trouvent leur application en Tunisie. Ces baux, encore que contraires à l'essence du hobous, ont été accueillis favorablement par les Tunisiens ; ils y voyaient un moyen de conserver les immeubles bâtis qui, faute de ressources, allaient tomber en ruine, et de cultiver des terres dont on ne tirait aucun profit (1). Des magistrats en renom ont dû les admettre et les sanctionner, parce que l'usage les avait fait prévaloir envers et contre les règles mêmes de l'institution du hobous.

D'ailleurs, en lisant les ouvrages de droit musulman qui

---

(1) Conf. : « Cependant, le caractère d'inaliénabilité et d'imprescriptibilité n'étaient pas, dans certains cas, sans porter atteinte à la valeur même des biens ainsi séquestrés ; aussi, des jurisconsultes reconnurent-ils la validité de certains cas (ana, inzal, khoulou, kirdar et djelsa), sortes de cessions, de mise en possession, de modes de location ou d'habitation, qui permettent, moyennant certaines conditions trop longues à développer ici, conditions qui n'enlèvent rien, d'ailleurs, à l'affectation primitive de l'objet, de faciliter les transactions et de faire fructifier les hobous, en les remettant dans le domaine de la circulation. » (*Les confréries religieuses musulmanes*, par Octave Depont et Xavier Coppolani, page 227).

traitent du ouakf, en prenant connaissance des décisions d'espèces et des consultations juridiques rendues sur ce sujet, on remarque que les légistes ont toujours fait fléchir la rigueur du principe de l'inaliénabilité absolue, qui paraissait être inviolable en théorie, devant l'intérêt des fondations pieuses et se sont inspirés de ce but unique qui consiste à maintenir, par tous les moyens en leur pouvoir, les hobous existants. Et certes louable était ce but quand il était dégagé de toutes autres considérations ; car l'institution du hobous, si l'on veut y réfléchir, est pour les musulmans un moyen de soulager bien des misères et leur permet, dans une certaine mesure, d'entretenir des établissements publics, de bienfaisance et d'intérêt général (1).

Dans toutes les législations il y a eu des accommodements avec les règles qui semblaient immuables : les juristes musulmans comme leurs collègues européens n'ont pas échappé à cette loi ; comme eux aussi ils ont dû, tout en sauvegardaut les grandes lignes, tenir compte des besoins économiques nouveaux, de situations spéciales, et se laisser guider par les circonstances.

On a remarqué chez tous les peuples une tendance vers la perpétuité des baux, bien que les principes y fussent opposés. En Tunisie, ainsi qu'en d'autres pays musulmans, les nécessités pratiques l'ont emporté sur les principes. Les Hanafites, si tolérants en matière de hobous, ont pourtant essayé, au début, de lutter contre l'envahissement des contrats de quasi-aliénation et de location perpétuelle, mais ils se sont vus obligés de céder devant la force de l'usage : il est dit dans l'ouvrage hanafite *El-fetaoui Elkhiriat* (2), qu'on ne saurait rejeter le khoulou après un jugement malékite en reconnaissant la validité.

Ces contrats avaient donc acquis droit de cité en Tunisie ; la perpétuité des baux, très élastique, ne tarda pas à s'adapter à toutes les combinaisons d'intérêts : toutefois, on ne prit pas soin de définir le droit des parties, de fixer les limites de la copropriété que le preneur obtenait en faisant des impenses dans l'immeuble : de là des conflits et des litiges, sans cesse renaissants, qui en amenèrent l'interdiction. Seuls certains baux à perpétuité furent maintenus et parmi eux l'enzel.

Dans son remarquable ouvrage sur le wakf ou hobous, M. E. Clavel s'exprime ainsi : « Il existe, en Tunisie, deux

(1) Voir Béchir Sfar (*Assistance publique musulmane en Tunisie*).

(2) De Kheireddine Erremli Elhanafi.

» contrats qui ont avec l'hèkre la plus grande analogie : » l'enzel et le kirdar. » Et il passe sous silence les différentes espèces de khoulou qui pourtant se rapprochent davantage de l'hèkre, de l'idjaratein et du khoulou el intifa d'Egypte, soit qu'il n'ait trouvé aucune étude traitant de cette matière — et nous sommes bien près de le croire — soit que certaines de ces sortes de contrat n'aient plus en Tunisie qu'un intérêt rétrospectif, ainsi que nous le verrons plus loin. Quoi qu'il en soit, nous estimons qu'il n'est pas inutile de décrire et de fixer pour le moins les caractères généraux de ces modes de quasi-aliénation de biens hobous et même des biens libres, et nous sommes persuadé que c'est combler une lacune que de les faire connaître, d'autant que nos tribunaux sont appelés quelquefois à statuer sur des litiges dont ces khoulou font l'objet et qu'ils n'ont eu jusqu'à ce jour sur ce sujet que des données assez vagues.

Le cadre de cette modeste étude ne nous permet pas de rechercher les points de ressemblance qui peuvent exister entre ces contrats et l'emphytéose romaine, les locations perpétuelles, les tenures et les baux à longue durée à charge de redevance chez les nations européennes, ni les différences qui les séparent; nous nous contenterons de les examiner d'après le droit musulman et la coutume tunisienne. Avant de le faire, il ne nous paraît pas inutile de dire quelques mots de la vente et de l'échange des immeubles hobous.

De la vente des immeubles hobous

Les mosquées constituées en hobous ne peuvent être vendues, tous les chefs d'école sont d'accord sur ce point. Ils sont unanimes aussi pour interdire la vente des immeubles de fondation pieuse autres que les mosquées, si ces immeubles sont en bon état et procurent des revenus; ils ne font exception que pour le cas où il y a nécessité absolue d'agrandir une mosquée trop petite pour contenir le nombre de fidèles qui s'y pressent, un cimetière déjà encombré ou une rue trop étroite : le fonds hobous (1) contigu est alors exproprié pour cause d'utilité publique (2); mais il est fait aussitôt remploi

---

(1) On n'exproprie le fonds hobous qu'autant qu'il ne se trouve pas d'immeuble libre et franc contigu à ce qu'on a pour but d'agrandir ou d'élargir. لان اصل الشريعة المعظمة القضا للعامة على الخاصة

(2) Voir *Elmâyar* de Elouencherissi (Ibn Habib ben Malek). لانه نفع عام اعم من الدار المحبسة

du prix en achetant un immeuble qu'on grève de hobous à la place du premier.

Quant à l'immeuble hobous devenu improductif, si on peut espérer qu'il redeviendra productif un jour et qu'on ne voie aucun inconvénient à le laisser en l'état, il est défendu de l'aliéner; là encore il y a unanimité des docteurs. Si, au contraire, tout espoir d'en tirer de nouveau des revenus est perdu, encore qu'il n'y ait pas de désavantage à le garder ainsi, la vente en est permise suivant une opinion, et suivant une autre, qui est la plus connue, elle est prohibée.

Néanmoins, les juristes modernes, et parmi eux Mohammed fils de Ibn Acem, Mohammed Elhaffar, Ibn Rouchd, Abou Saïd Ibn Loubb, Yahya Ibn Khalf, Ibn Arafa, Elborzoli et Ibn Elloubbane, ne tenant aucun compte des vrais principes, ont adopté l'opinion qui autorise l'aliénation. Et, procédant par analogie, ils ont admis la vente d'une partie d'une construction hobous en ruine pour réparer la seconde partie et acheter, en remploi de l'excédent du prix, défalcation faite des frais de réparations, un autre immeuble dont les revenus devront avoir la même affectation qu'avaient ceux de la partie aliénée.

Le cadi ne peut auforiser la vente d'un immeuble hobous qu'après avoir vérifié les causes qui déterminent une pareille mesure et avoir fait procéder à une expertise par des amines (experts). En Tunisie, l'autorisation du magistrat doit être homologuée par S. A. le Bey.

De l'échange des immeubles hobous

En matière d'échange, les juristes musulmans ne sont pas d'accord : les uns, et ce sont les plus nombreux, le prohibent, les autres le permettent. Les modernes, et à leur tête Ibn Rouchd et Ibn Arafa, dérogeant aux principes qui régissent l'institution du hobous, ont été de l'avis de ces derniers. Suivant eux, trois raisons militent en faveur de l'échange : 1° l'improductivité sans espoir d'amélioration future en raison de la ruine du fonds hobous; 2° l'improductivité sans espoir d'amélioration ultérieure à cause d'un dommage qu'on ne peut faire disparaître; et 3° l'occasion avantageuse qui se présente pour la fondation pieuse.

Il va sans dire que l'immeuble contre lequel est échangé le fonds hobous ne doit pas être lui-même un bien frappé de hobous.

Il va sans dire également que le fonds qui est échangé perd *ipso facto* la qualité de biens hobous et que l'immeuble contre lequel il est échangé revêt aussitôt cette qualité.

Le cadi doit, comme pour la vente, faire les vérifications nécessaires et prendre les mesures indispensables afin que la fondation pieuse ne sait pas lésée. En Tunisie, l'échange doit être homologué par une ordonnance (teskret) de S. A. le Bey.

Des baux des immeubles hobous

Les rites malékite et hanafite, les seuls qui nous intéressent dans nos possessions de l'Afrique du Nord, permettent les baux d'immeubles pour une durée fixe et obligatoire ou bien au jour, au mois ou à l'année. S'agit-il de biens grevés de hobous, il faut distinguer entre les immeubles bâtis (maisons, boutiques, bains, fours, foudoucks, caravansérails, etc,) d'une part, et les terres de l'autre.

Les premiers ne peuvent être donnés à loyer pour plus d'une année, sauf lorsqu'il y a nécessité absolue. Quant aux terres, si elles sont hobousées en faveur de personnes certaines, l'administrateur a la faculté de les louer pour une, deux ou trois années (1). Frappées de hobous au profit de personnes non certaines, comme les pauvres, on peut les donner à ferme pour une période de quatre ans (2).

Enfin le bail peut être consenti pour dix années, quand le preneur est lui-même le bénéficiaire futur.

Tels sont les principes en matière de biens de fondation pieuse (3).

On trouve, il est vrai, quelques textes de jurisprudence qui autorisent le bail à long terme (4), mais ils constituent une dérogation à ces principes. En effet, ils confèrent une sorte de propriété, contraire, par suite, à l'essence du hobous, dont le caractère principal est l'inaliénabilité. C'est ainsi qu'ils permettent pour un grand nombre d'années : *a)* le bail d'une maison hobousée qui tombe en ruine, moyennant un loyer permettant de la restaurer « ce qui vaut mieux dit un auteur, que de la vendre » ; *b)* le bail d'un terrain constitué en hobous au profit de personnes non certaines, quand le preneur offre un loyer extraordinaire et s'oblige à y construire une maison.

---

(1) Conf : l'Église, dont les biens étaient inaliénables, ne pouvait les louer pour plus de trois ans. (E. Garsonnet, *op. cit.*, page 419).

(2) Ibn Arafa rapportant de Elmetiti.

(3) Voir النخبة البهية في مقتطفات من الاحكام الشرعية Choix splendide de préceptes cueillis dans la loi religieuse, page 21.

(4) Cinq ans, d'après Ibn Elmadjechoune, 20 à 25 ans, suivant Elacheheb que citent Ibn Rouchd et Elmetiti, etc.

Ibn Châbane dit qu'on ne tient pas compte de la clause d'une constitution en hobous qui défendrait de louer pour plus d'une ou deux années, si cette défense devait entraîner la perte du fonds.

Lorsque l'immeuble est en ruine et qu'on ne trouve pas de quoi le réparer, Ezzenati est d'avis qu'on ne peut le louer pour de nombreuses années ; Elborzoli partage cet avis. Ibn Badisse, cadi de Kairouan au temps jadis, a jugé dans ce sens (1).

Dans l'ouvrage de Ibn Sahel, on lit qu'une terre grevée de hobous ayant été louée pour une durée de 50 ans, les bénéficiaires actionnèrent, sept ans après, le preneur, en résiliation du bail, mais en vain, car ce preneur qui était Abou Chaker, un des jurisconsultes du pays, se refusa à résoudre le contrat (2). Eddesouli est d'avis que les terres hobousées peuvent être données à bail pour une durée illimitée, à condition que le fermage ne soit pas payé par anticipation et soit stipulé exigible d'avance ou à terme échu mais par termes ne dépassant pas un ou deux ans.

Ces textes, nous le répétons, contreviennent à la doctrine ; néanmoins, l'usage prévalut (3). La première brèche était faite ; de là à louer à perpétuité, il n'y avait qu'un pas et ce pas fut vite franchi.

Du khoulou en général

D'après Ahmed Edderdir (4) « Seul le khoulou, dont les » consultations juridiques autorisent la vente, la donation et » la transmission par hérédité, est celui qui intervient quand » un immeuble de fondation pieuse tombe en ruine et que » l'administrateur ou le bénéficiaire ne tire pas de ses revenus » la somme suffisante pour le restaurer, et se trouve dans » l'impossibilité de le concéder à bail en retour d'un loyer » lui permettant de le remettre en bon état. Dans cette hypo- » thèse, il autorise une personne à y élever une construction

---

(1) Voir l'opuscule du Cheikh Yahya ben Mohammed Elhattab sur la vente de l'immeuble hobous en ruine.

(2) *Le lever des planètes ou recherches sur la conformité de la jurisprudence musulmane avec la loi immobilière*, par feu le Cheikh Mohammed Essenouci, professeur à la grande Mosquée, juge au Tribunal mixte et à l'Ouzara, ouvrage auquel nous avons fait quelques emprunts.

(3) Suivant Ennaceur Ellekkani.

العرف عندنا من القواعد الشرعية يجب العمل به

« L'usage, chez nous, est une règle de loi, on doit le suivre ».

(4) *Op. cit.*

» ou à y faire une plantation, à condition que les ouvrages » qui auront rendu l'immeuble productif appartiendront au » preneur et que les fruits (naturels ou civils) en seront » répartis entre lui et la fondation pieuse, et alors la part de » celle-ci sera attribuée au bénéficiaire et la part des ouvrages » au preneur à qui ces ouvrages appartiendront. Et, ce » faisant, la fondation n'est nullement mise à néant ni » détournée de l'affectation que lui a donnée le constituant » en hobous ».

Elkharchi, commentateur du Précis de Khalil, ne dit que fort peu de chose du khoulou : « Le khoulou, dit-il, se » présente sous les formes suivantes :

« 1° L'immeuble constitué en ouakf est sur le point de » tomber en ruine : dans ce cas, l'administrateur de la fonda- » tion pieuse le loue à une personne qui le met en état de » productivité ; de la sorte, si on parvient à donner à bail cet » immeuble, qui est, par exemple, une boutique, pour trente » nisf d'argent et qu'on le grève d'une redevance de quinze » au profit de la fondation, celle-ci et le preneur deviennent » tous les deux copropriétaires de la jouissance de cet » immeuble. Et alors la partie de cette jouissance attribuée » au preneur, en retour de la somme dépensée par lui pour » la mise en valeur, forme le khoulou qui peut faire l'objet » d'une vente, être transféré entre vifs ou héréditairement, » servir à acquitter une dette, etc. Il n'est pas permis à » l'administrateur de l'expulser de cette boutique, encore qu'il » soit intervenu un bail pour une durée fixe de plusieurs » années, par exemple quatre-vingt-dix ans. Toutefois, la » condition essentielle de cette forme de khoulou, c'est que » les revenus de la fondation ne permettent pas de restaurer » l'immeuble ;

« 2° Des boutiques sont constituées en hobous au profit, » par exemple, d'un oratoire qui a besoin d'être terminé ou » entretenu ; chacune de ces boutiques est louée moyennant » trente nisf, par exemple, par mois et ces revenus ne sont » pas suffisants pour achever la construction de l'oratoire ou » l'entretenir ; dans ce cas l'administrateur s'adresse au loca- » taire de ces boutiques, se fait verser par lui une certaine » somme pour mettre l'oratoire en bon état et lui impose une » redevance mensuelle, par exemple de quinze nisf. Il en » résulte qu'il s'établit entre le preneur, qui devient proprié- » taire du khoulou, et la fondation pieuse une copropriété » déterminée par la convention passée entre eux et basée sur » l'intérêt réciproque, ainsi que l'apprennent les consulta- » tions juridiques de Ennaceur et que l'enseigne Eladjehouri ;

« 3° Une terre est grevée de hobous : une personne la prend » à bail des mains de l'administrateur et y élève, par exemple, » une maison, à charge de servir à la fondation pieuse une » redevance mensuelle de trente nisf d'argent. Cependant, la » maison peut être louée pour soixante nisf d'argent, par » exemple ; dans cette hypothèse, la jouissance correspon- » dant aux trente autres nisf est dite khoulou. Si la construc- » tion appartient en copropriété à plusieurs personnes et que » l'une d'elles désire vendre sa part de cet immeuble, ses » copropriétaires peuvent exercer le droit de retrait. Et s'il se » produit des dégradations dans la construction, les répara- » tions incombent, dans les deux premières formes du » khoulou, à l'administrateur de la fondation et au proprié- » taire du khoulou, dans la proportion de leur copropriété ; » mais dans la dernière forme, elles doivent être faites par » le propriétaire du khoulou exclusivement (1) ».

Le Sultan Elghouri, après avoir fait bâtir les boutiques d'eldjemmaline, à Elghouriat, les donna à titre de khoulou à des marchands pour s'y loger et leur imposa à chacun une certaine redevance, puis il transcrivit cela sur le titre de constitution en hobous (2).

On chercherait vainement dans les ouvrages fondamentaux du droit musulman les règles du khoulou (3), et même les rares auteurs tunisiens qui en ont traité paraissent s'être peu souciés de l'étudier complètement ; c'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple, qu'ils ont omis d'examiner les causes d'extinction auxquelles ce contrat pouvait être soumis : résiliation, prescription, etc. Ali Eladjehouri, juriste célèbre, le définit : « un droit de jouissance qu'acquiert une personne « moyennant un prix qu'elle paie comme contre-valeur de ce « droit de jouissance ». Cette définition n'est pas complète, et, en dégageant les principaux caractères que donnent du khoulou ces auteurs, on peut en déterminer ainsi la nature : un droit de jouissance assuré qu'acquérait (4) à perpétuité (5) sur un immeuble bâti, libre ou grevé de hobous, une personne qui, en retour de ce droit, payait au propriétaire, ou à la fondation pieuse, une certaine somme pour le restaurer ou

---

(1) Chapitre du hobous, vol. 11, page 79.

(2) Voir l'opuscule du Cheikh Ahmed ben Ahmed Elfeyoumi Elgherkaoui Elmasri sur le khoulou.

(3) Les compagnons du Prophète n'en ont pas fait mention.

(4) Nous employons l'imparfait parce que, en Tunisie, le khoulou à été interdit par le Gouvernement.

(5) بان التابيد مدخول عليه بالقول ودفع الدراهم فى مقابلته

l'améliorer, ou bien encore se chargeait elle-même de faire ces impenses de ses propres deniers, et en outre servait, mensuellement ou annuellement et à perpétuité, au propriétaire ou à la fondation, une redevance invariable fixée par contrat.

Il se produisait alors un démembrement de la propriété : l'essence même de l'immeuble, le domaine éminent, dénommé rakabat et consistant en les murs et la toiture, restait au propriétaire, ou à la fondation, et le domaine utile, appelé khoulou (1) c'est-à-dire la partie restée libre, le vide existant entre les murs et la toiture, appartenait au tenancier

Comme on le voit, ce contrat participait à la fois de la vente et du louage, et il en découlait une sorte de copropriété véritable, sous la réserve d'un domaine éminent retenu, qui s'établissait entre le cédant et le tenancier. Cette copropriété devait être celle convenue entre les contractants d'après les Cheikh Ismaïl Ettemini (2) ; de la sorte, si l'un et l'autre tombaient d'accord pour aliéner le domaine éminent et le domaine utile, ils s'en partageaient le prix dans la proportion déterminée par le contrat de khoulou, et, suivant l'aïeul du Cheikh Mohammed Essenouci, proportionnellement au loyer estimé au moment de la vente et aux impenses effectuées. Dans la même proportion aussi, ils élaient tenus des réparations à faire dans l'immeuble. Il va sans dire que la fondation pieuse n'aurait pu vendre le domaine éminent qu'à charge de remploi et qu'en vertu d'une ordonnance du cadi, homologuée par le souverain, en cas de nécessité absolue.

La proportion de la copropriété des contractants était fixée d'une manière originale, suivant la plus-value ou la moins-value locative que subissait l'immeuble :

a) Dans l'hypothèse où l'immeuble constitué en hobous pour l'éclairage d'une mosquée ne produisait plus, quoique encore en bon état, des fruits civils suffisants, l'administrateur en vendait le khoulou dans le but d'en affecter le prix au service de l'éclairage de cette mosquée ou d'acheter en remploi un autre immeuble dont les revenus recevraient cette affectation. Et la fondation conservait un droit de copropriété basé sur la diminution de loyer qu'entraînait l'aliénation du domaine utile (khoulou). Exemple : la fondation louait ou aurait pu louer l'immeuble à raison de 50 piastres par mois ; elle en vendait le khoulou moyennant le paiement

---

(1) Nom d'action du verbe khala, iakhlou, action d'être vide, d'offrir un vide, d'être vacant, libre, exempt de quelque chose.

(2) و هذا هو الحق « et c'était justice », dit-il.

à forfait d'une somme de 2.000 piastres et une redevance mensuelle et perpétuelle de 40 piastres ; le loyer subissait une diminution d'un cinquième ; dans ce cas, la fondation restait copropriétaire pour un cinquième et le tenancier, acquéreur du khoulou, pour quatre cinquièmes. Si donc ils s'entendaient tous les deux pour vendre leur droit, ils en touchaient le prix dans cette proportion qui était également celle dans laquelle ils devaient participer aux frais d'entretien.

Il en allait de même pour un immeuble libre.

On se demandera peut-être pourquoi la fondation pieuse, ou le propriétaire, retirant un loyer mensuel de 50 piastres de son immeuble, consentait, tout en démembrant sa propriété, à ne plus en percevoir que 40. Il serait aisé de répondre que la fondation, ou le propriétaire, prévoyant le moment où son bien aurait besoin de réparations et où il ne se trouverait pas en mesure de les faire et se verrait exposé, si son immeuble tombait en ruine, à ne plus en tirer aucun profit, cherchait à ne pas s'exposer à cette éventualité ; que, d'autre part, il en cédait le domaine utile pour se décharger du souci d'entretenir le fonds et aussi pour s'assurer un revenu certain sans courir d'aléa ; qu'enfin il touchait une somme à forfait.

Quand il s'agissait d'un bien hobous, la détermination de la copropriété proportionnelle devait être effectuée par des amines (experts) ; si, au contraire, c'était un immeuble libre, elle était faite par les parties.

Le droit de khoulou appartenait au tenancier, qui pouvait en disposer à son gré, l'aliéner à titre onéreux ou gratuit, entre vifs ou par testament, le frapper de hobous, surtout si la constitution était faite au profit d'œuvres pieuses comme : distribution de pain, secours pour aider à l'accomplissement du pèlerinage (1), le prêter à usage et le louer. Le droit de khoulou pouvait aussi être vendu pour dettes du tenancier failli ou défunt, car en réalité c'était un *jus in re*, une propriété limitée dont la condition était le paiement régulier de la redevance, que justifiaient les impenses faites par le tenancier (2). Et le propriétaire, ou la fondation, ne pouvait désormais disposer de l'immeuble : il ne lui restait plus que le droit de percevoir le canon annuel des mains du tenancier ou de ses successeurs et d'exiger que rien ne fût fait pour déprécier le fonds.

b) Lorsqu'au contraire l'immeuble était à l'état de ruine, la

---

(1) Voir l'opuscule du cheikh Ahmed ben Ahmed Elfeyoumi Elgherkaoui Elmasri sur le *khoulou*, *op. cit.*

(2) En cas de déshérence, il revenait au Bit el Mal.

proportion de la copropriété du tenancier était en raison de la plus-value que les impenses faites par lui avaient donnée à cet immeuble. Exemple : une maison en mauvais état était louée 100 piastres par an ; la fondation pieuse, ou le propriétaire, en vendait le khoulou, sans exiger le paiement à forfait d'une somme d'argent, moyennant une redevance annuelle et perpétuelle de 300 piastres, à charge par le tenancier de la restaurer. Ce dernier réparait la maison et parvenait à la louer 300 piastres par an, c'est-à-dire deux tiers de plus qu'elle ne rapportait avant les impenses : il devenait copropriétaire des deux tiers et le cédant d'un tiers, et l'un et l'autre étaient tenus, à l'avenir, des réparations d'entretien dans cette proportion.

Le tenancier, après avoir réparé l'immeuble en ruine ou fourni les deniers pour cette restauration, avait la faculté d'améliorer et de faire telles autres constructions qu'il voulait sur le fonds, constructions dont il devenait propriétaire exclusif; mais nous n'avons trouvé aucun texte qui l'obligeât à construire; l'essentiel, nous le répétons, c'était qu'il ne détériorât pas le fonds.

Ainsi qu'on le voit, le khoulou tunisien avait beaucoup d'analogie avec le contrat égyptien dénommé idjaratein (mot à mot « deux redevances ou prestations »). Comme dans l'idjaratein, en effet, la redevance était double : elle consistait en une somme payable à forfait au moment de l'entrée en jouissance, quand l'immeuble était en bon état, et en un canon annuel et perpétuel.

Il pouvait arriver que le fonds sur lequel était édifié l'immeuble donné à khoulou fût grevé d'une rente d'enzel ; dans ce cas, le bailleur à khoulou avait la faculté de se décharger du paiement de cette rente et de stipuler que le tenancier la servirait au crédi-rentier.

J. ABRIBAT,

Interprète judiciaire près le tribunal de 1re instance de Tunis.

(A suivre).

ESSAI SUR LES CONTRATS DE QUASI-ALIÉNATION

ET DE LOCATION PERPÉTUELLE

AUXQUELS L'INSTITUTION DU HOBOUS A DONNÉ NAISSANCE (1)

Vente du khoulou d'un bien hobous

La vente du khoulou d'un immeuble hobous ne pouvait avoir lieu que dans des cas exceptionnels : *a)* par exemple : dans le but, avec la somme payée à forfait lors de l'entrée en jouissance, d'acheter en remploi un autre immeuble qui devait avoir la même affectation que le premier ; *b)* ou bien quand les revenus étaient devenus insuffisants pour continuer à entretenir l'immeuble en bon état et pour, suivant les dispositions du constituant, acheter de l'huile destinée à l'éclairage d'une mosquée, des nattes, payer les appointements de l'imam (desservant) ; *c)* et à plus forte raison lorsque le fonds hobous était en ruine et qu'on ne trouvait pas d'autre moyen de le restaurer (2). Il devait être stipulé dans le contrat que le prix de vente du khoulou serait affecté aux besoins de la fondation pieuse ou à la reconstruction de l'immeuble, après constatation préalable qu'il n'y avait pas d'autres revenus pour le conserver ; sans cela, le khoulou était nul.

Vente du khoulou d'un immeuble libre

Quelquefois, un particulier ne tirait aucun profit d'un immeuble ruiné et se trouvait dans l'impossibilité de le reconstruire ; il en vendait le khoulou à une personne qui le remettait en état et qui, en retour des impenses qu'elle y faisait, obtenait un droit de jouissance et de copropriété dans la proportion de la plus-value qu'elle avait procurée à l'im-

---

(1) Voir *suprà*, page 121 et suiv.

(2) Voir l'opuscule du Bach-mufti Si Ismail Ettemimi sur le khoulou, *Revue Algérienne*, 1901, 1re partie.

meuble. Cette personne devait servir au propriétaire une redevance annuelle et perpétuelle. L'espérance d'une quasi-propriété encourageait le preneur à améliorer le fonds.

D'autre part, le khoulou était recherché par des individus qui arrivaient, en effectuant ces impenses, à ne payer sous forme de redevance annuelle et perpétuelle qu'un loyer modique invariable (1).

Le khoulou, entraînant démembrement de la propriété, rentrait dans la catégorie des actes de disposition ; par suite, un administrateur de hobous ou un bénéficiaire ne pouvait aliéner, et l'autorisation du cadi était nécessaire. Toutefois, il n'était pas indispensable que l'œuvre pie, dernière dévolutaire, intervint pour ratifier le contrat : il était d'usage que l'administrateur (mokaddem), ou le bénéficiaire vendît à khoulou avec l'autorisation du cadi seulement.

Vendu du khoulou d'un immeuble appartenant à un mineur

Lorsque le tuteur d'un mineur voulait aliéner le khoulou d'un immeuble appartenant à son pupille, il devait indiquer les raisons qui l'obligeaient à recourir à cette mesure, raisons tirées de ce que le pupille avait besoin d'aliments, qu'il n'avait pas d'autres ressources que celles provenant de l'immeuble, qu'il se présentait une occasion avantageuse pour lui de vendre, que la vente du khoulou (domaine utile) constituait une mesure moins grave que celle de la vente de la rakabat (domaine éminent), etc. Le khoulou, là encore, ne pouvait être vendu qu'en conformité d'une ordonnance du cadi, tuteur légal des incapables. D'ailleurs, on ne faisait qu'appliquer une des règles générales du droit musulman.

La copropriété était déterminée de la même façon que pour le bien hobous.

Comme, d'après la coutume, le khoulou était perpétuel, il fallait que des notaires et des amines se transportassent sur

---

(1) وفيه ايضا فائدة اخرى وهي التنقيص من الاجر الشهري او السنوى وانه لا يزاد على ذلك القدر ولا ينقص وهذا هو الذي يقصده اهل بلادنا (تونس)

« Cette mesure constituait encore une autre utilité (pour le preneur) : une diminution du loyer mensuel ou annuel et l'invariabilité de la rente, et c'était là le but cherché par nos concitoyens (de Tunis). » (Ismaïl Ettemimi, *op. cit.*)

les lieux, afin de vérifier la nécessité absolue de vendre et d'empêcher tout dol ou lésion (1).

Vente du khoulou d'un immeuble appartenant à un majeur

Aucun empêchement, aucune restriction n'était apportée à la vente du khoulou d'un immeuble libre : tout propriétaire, en effet, dispose de sa propriété comme il le juge convenable, partant, point n'était besoin de l'intervention du cadi. Le contrat de khoulou, on l'a vu plus haut, n'était pas spécial aux fonds hobous, et s'il était permis pour ces derniers, à plus forte raison l'était-il pour les fonds libres (melk) ; appliqué tout d'abord aux biens de fondation pieuse, il n'avait pas tardé à s'étendre aux biens libres (2).

Différences entre le khoulou et l'enzel

a) Le tenancier à khoulou devenait le copropriétaire du bailleur et, dans le cas où l'un et l'autre se mettaient d'accord, comme nous le disons plus haut, pour vendre leur droit respectif, ils en percevaient le prix dans la proportion indiquée au contrat. En outre, tous les deux participaient aux dépenses nécessaires pour les réparations de l'immeuble. C'est ainsi que, dans cette sorte de contrat, on trouve habituellement cette formule : « les réparaiions seront effectuées » par « hadjerat oua hadjeraiaïne » (une pierre et deux pierres), » ce qui signifie : « Le propriétaire devra fournir une pierre et » le tenancier, deux pierres » ; en d'autres termes : « Ils con- » tribueront tous les deux aux réparations dans la proportion » d'un tiers pour l'un et de deux tiers pour l'autre ».

Le tenancier à enzel, au contraire, ne devient pas le copro-

---

(1) واما اذا كان وكيلا او ناظر يتيم او ناظر وقف فلا بد من السداد وموافقة القيمة

« S'il (le vendeur) était mandataire, tuteur ou administrateur de fondation pieuse, il fallait nécessairement que la vente constituât une mesure avantageuse et qu'il y eût concordance dans l'estimation (de la copropriété). » (Ismaïl Ettemimi, *op. cit.*)

(2) ومن شروط الخلو ان يكون القدر الذي يملكه صاحبه من المنفعة معلوما ساعة التعاقد وهذا الشرط يجري في الوقف والملك

(Ismaïl Ettemimi, *op. cit.*)

priétaire du bailleur et se charge seul des réparations de l'immeuble qui lui appartient exclusivement.

b) Le tenencier à khoulou d'un immeuble en bon état ne pouvait en modifier la nature (1), tandis que le tenancier à enzel, propriétaire uni et absolu des constructions qu'il élève sur le sol pris par lui à enzel, y fait telles modifications qu'il désire : on lui laisse la bride sur le cou, selon l'expression des auteurs musulmans.

c) Le tenancier à khoulou, bien qu'ayant cela de commun avec le tenancier à enzel qu'il servait une redevance annuelle (ou mensuelle) et perpétuelle, payait, en outre, au moment du contrat de khoulou (2), une certaine somme d'argent à forfait.

Caractères communs du khoulou et de l'enzel

a) La redevance du khoulou, dans tous les modes de ce contrat, était fixe comme la rente d'enzel ; elle ne suivait pas les fluctuations de la valeur locative de l'immeuble, ainsi que cela se produit en matière de kirdar, dont il sera bientôt parlé. Et, par ce côté, le khoulou était différent de l'hèkre d'Égypte.

b) Un immeuble appartenant à une fondation pieuse ou à un mineur ne pouvait être constitué à khoulou que lorsque la nécessité absolue l'exigeait ou quand il y allait de l'intérêt de la fondation ou du mineur. Il en est encore de même en matière d'enzel.

---

(1) Il faut évidemment entendre par « modifier la nature de l'immeuble » que le tenancier à khoulou ne pouvait le laisser tomber en ruine ou faire en sorte que le service de la rente fût compromis. Mais il ne faudrait pas donner à cette idée le sens judaïque qu'elle ne comporte pas et qui consiste à dire qu'il ne pouvait l'améliorer, par exemple : construire un étage, l'agrandir.

Certains administrateurs de fondations pieuses copropriétaires d'immeubles détenus à khoulou cherchent à empêcher toutes améliorations sous prétexte que la nature des immeubles serait changée, encore que leurs droits de copropriété fussent non seulement sauvegardés, mais encore raffermis. Le tribunal mixte, appelé récemment à se prononcer sur ce point, l'a fait dans le sens large que nous indiquons en rejetant la prétention d'une fondation pieuse tendant à ne permettre aucune amélioration de l'immeuble.

(2) Relatif à un immeuble en bon état seulement.

Interdiction du khoulou en Tunisie

Le khoulou se pratique, de nos jours, dans plusieurs pays musulmans, surtout en Égypte. Naceur Eddine Ellegani, qui fait autorité, a décidé, dans ses consultations juridiques, qu'on pouvait valablement acquérir le khoulou. Des ulémas du Caire l'ont permis, la coutume l'admet et de nombreux immeubles ont été autrefois donnés à khoulou en Tunisie où d'éminents magistrats, Si Ismaïl Ettemimi, Si Ibrahim Erriahi, Si Mohammed Essenouci, aïeul du Cheikh Si Mohammed Essenouci, et d'autres encore, l'ont autorisé. Néanmoins, comme il avait reçu des applications diverses, qu'on n'avait pas pris soin de réglementer et qu'il donnait lieu à des abus, le gouvernement tunisien, pour les faire cesser, dut prendre une mesure radicale et interdire à l'avenir tout contrat de ce genre, en décidant toutefois que les droits acquis seraient respectés.

Dans d'autres pays musulmans, bien que quelques abus se produisent, les conventions de quasi-aliénation n'en restent pas moins en vigueur.

Diverses sortes de khoulou

Il y avait en Tunisie plusieurs sortes de khoulou, soit que les dénominations de ces contrats de quasi-propriété différassent ou que la nature des immeubles auxquels ils s'appliquaient fût distincte, c'étaient : 1° le khoulou elmeftah ; 2° le khoulou elhazakat ; 3° le khoulou eldjelçat ; 4° le khoulou cmasbat, qui tous offraient des traits communs.

Du khoulou elmeftah (1)

C'était le khoulou type dont les caractères généraux ont été donnés plus haut ; il avait nom khoulou elmeftah (littéralement khoulou de la clef), dans les titres tunisiens, parce que la clef est le symbole du droit de jouissance de l'immeuble et synonyme d'usage du local, en d'autres termes, parce que la clef est considérée comme la chose même.

Les jurisconsultes ont décidé, aux chapitres de la vente et

(1) Mohammed Birem IV قد يسمى الخلو بالمفتاح Recueil publié par le gouvernement tunisien. Voir *suprà*.

du hobous, « que recevoir la clef qui ouvre l'immeuble, c'est recevoir cet immeuble même, le posséder » (1).

Les hanafites s'appuyaient pour l'admettre sur ce fait qu'on doit tenir compte de la coutume.

Dans Elachebah (2) et dans Eddour elmokhetar (3), les auteurs en ont traité; Kheireddine Erremli Elhanafi, dans Elfetaoui elkhiriat, expose qu'après un jugement malékite validant un contrat de khoulou elmeftah un magistrat hanafite ne peut l'annuler. Abderrahmane Elammadi (4) décide, par consultation juridique (fetoua), qu'obligatoire est le khoulou elmeftah donné en retour d'une somme d'argent payée à l'administrateur pour l'entretien d'un bien hobous ou au propriétaire libre.

Les hanafites respectaient donc les contrats de khoulou elmeftah admis par les magistrats malékites.

De la hazakat

Ce contrat était particulier aux Israélites de Tunisie : l'origine en est pour le moins curieuse.

Les Israélites pouvaient, autrefois, acquérir la propriété immobilière; plus tard, Hammouda Bey leur ayant retiré cette faculté, le gouvernement leur affecta des quartiers où il leur permit d'habiter comme locataires. Ils ne tardèrent pas à s'y trouver à l'étroit (5); aussi bien, en arrivèrent-ils à se faire une concurrence effrénée, à se disputer les logements et à payer des loyers hors de proportion. Ils s'en plaignirent au conseil des anciens, aux rabbins et aux chefs de la communauté, qui durent prendre des mesures et décidèrent que dès qu'un immeuble, appartenant à un non israélite, aurait été occupé par un premier locataire israélite qui y allumerait une lampe (kandil), ce locataire par cela seul acquerrait une

---

(1) Le lever des planètes, *op. cit.*

(2) Ouvrage hanafite de Zine ben Noudjim Elmarsi.

(3) Du grand jurisconsulte hanafite Mohammed Ala Eddine Elhaskafi.

(4) Auteur de *Elfoussoul elamadiat.*

(5) Voici d'ailleurs un extrait d'un titre que nous avons eu l'occasion de traduire : Ainsi que cela résulte d'une ordonnance de lui (Souverain) conçue en ces termes : « Louanges à Dieu ! Nous autorisons, d'une façon parfaite, le très considérable, notre fils Hammouda el Asfouri, Cheikh el Médina, à laisser habiter les quatre maisons désignées ci-dessus, situées à l'intérieur de la porte de Carthage à Tunis et comprises dans la zone que nous avons fixée et en dehors de laquelle nous avons prescrit que les Juifs ne seraient pas autorisés à se loger. »

sorte de droit de préemption lui permettant de retenir l'immeuble (1) et d'y habiter exclusivement, en en payant le loyer, sans qu'aucun de ses coreligionnaires pût enchérir; que dans le cas où le tenancier de ce droit, dit de hazakat, consentirait à le céder à un autre, il aurait la faculté d'exiger du deuxième locataire, cessionnaire, une rétribution en retour de son privilège de premier occupant. Ce droit trouvait sa force dans la défense faite à tous les Israélites de surenchérir à l'encontre les uns des autres et dans la sanction appliquée entre coreligionnaires.

Cependant, il fallait compter avec les propriétaires musulmans qui pouvaient expulser leurs locataires israélites, encore que ceux-ci eussent acquis le privilège de premier occupant, c'est-à-dire le droit de hazakat, car ce droit, reconnu et respecté entre Israélites, n'était pas opposable à ces propriétaires musulmans. Les Juifs durent donc leur acheter le droit de khoulou en leur payant à forfait une somme d'argent. Et une fois maîtres du khoulou et de la hazakat, autrement dit quasi-propriétaires de l'immeuble et privilégiés du droit de premier occupant, ils eurent toute latitude pour disposer de leurs droits à leur gré. C'est ainsi qu'on voit encore, de nos jours, figurer dans leurs contrats de mariage la hazakat comme apport de la fiancée et qu'elle fait l'objet de fondations pieuses.

Le khoulou elhazakat était donc un contrat de quasi-aliénation particulier aux immeubles urbains occupés par les Israélites; toutes les dispositions et conditions du khoulou s'y appliquaient, le tenancier juif devenait copropriétaire et, partant, était tenu de participer avec le propriétaire musulman aux réparations que réclamait le fonds.

Pour acquérir la hazakat, les Juifs avaient recours à des formes symboliques. Celui d'entr'eux qui, le premier, occupait un local, s'empressait d'y placer son mobilier, puis, avec une certaine solennité, prenait à témoin les rabbins de ce qu'il en avait eu la possession avant tout autre coreligionnaire et aussi de ce que lui, preneur, y avait allumé sa lampe. Voulait-il plus tard aliéner son droit de hazakat au profit de sa fille, par exemple, ou d'une œuvre pie, il en passait acte devant des notaires israélites ou musulmans (2).

---

(1) De l'hébreu *thouk*, saisir, retenir, tenir, tenir ferme, etc. (*Vocabulaire français-hébreu*, par Frédéric Lévy).

(2) Le même système a été adopté dans la ville de Tétuan (Maroc), lorsque les Israélites ont dû changer de quartier vers la fin du siècle dernier. On n'est pas bien d'accord sur l'origine première de la hazakat; les uns

« Le plus extraordinaire dans cette combinaison, dit » M. Cazès, est que les musulmans propriétaires finirent » par reconnaître le droit de hazakat et par s'y conformer ».

Par les explications que nous donnons ci-après, on se rendra compte des raisons qui ont obligé les propriétaires musulmans à reconnaître ce droit :

Un Juif, simple locataire d'un immeuble, pouvait facilement amener son propriétaire musulman à lui consentir la vente du khoulou du local qu'il habitait provisoirement. Il le mettait, en effet, dans l'alternative d'accepter une modique somme d'argent et de constituer khoulou en sa faveur, à charge de servir à perpétuité une redevance, ou bien de garder son immeuble. Et comme, grâce à la solidarité qui règne entre Israélites, aucun des coreligionnaires du preneur n'aurait osé contrevenir à la prohibition faite par les chefs de la communauté d'habiter un immeuble grevé de hazakat par suite de l'occupation du Juif sortant ; que, d'autre part, un musulman n'aurait pas, à cette époque, logé là où un Israélite avait demeuré, d'autant que des quartiers spéciaux, ainsi qu'on l'a vu plus haut, avaient été affectés aux Juifs, le propriétaire se voyait contraint de passer sous les fourches caudines et de laisser le locataire israélite jouir de l'immeuble moyennant le paiement d'une somme d'argent et le service d'une redevance perpétuelle. Il est vrai de dire qu'il lui restait la ressource de racheter le droit de hazakat; mais il était rare que pareil achat fût opéré. Bien mieux, il arrivait fréquemment que, sans exiger une prestation à forfait, le propriétaire musulman laissait aux mains de l'Israélite son immeuble situé dans le quartier juif (harat), moyennant une redevance annuelle et perpétuelle, à charge par le tenancier d'entretenir le fonds en bon état et de le munir du nécessaire, ce qui constituait le khoulou ennasbat dont il va être parlé.

Il résulte de ce qui précède que le locataire israélite, privilégié du droit de premier occupant (hazakat), pouvait acquérir le khoulou de deux façons : *a*) en payant au propriétaire de l'immeuble une somme d'argent à forfait, outre le service d'un canon annuel et perpétuel, et dans ce cas il devenait copropriétaire et participait aux réparations ; *b*) en entretenant l'immeuble (1) en bon état et en le garnissant des choses

---

en attribuent la création à un pape, qui l'aurait fait établir dans un ghetto à Rome; d'autres en placent l'origine en Palestine; d'autres enfin croient que c'est en Tunisie que ce droit a été établi pour la première fois et que, partout où on l'a trouvé, il a été importé de Tunis (Cazès, *Essai sur l'histoire des Israélites de Tunis*, page 113).

(1) Boutique ou magasin.

indispensables, tout en servant une redevrnce perpétuelle, mais sans toutefois payer au propriétaire une somme d'argent, et dans ce cas il n'avait aucun droit de copropriété.

Plus tard, sous le règne du bey Mohammed, le gouvernement tunisien, en autorisant les Juifs à devenir propriétaires immobiliers, leur interdit le contrat de khoulon elhazakat ; néanmoins, les droits acquis furent respectés.

Dans le décret du 15 chaoual 1277-26 avril 1861, on trouve un article relatif à la hazakat ainsi conçu : « Tout propriétaire » d'un immeuble loué à un Juif qui aura établi ce qui est » connu chez eux (les Juifs) sous la dénomination de hazakat » elkandil pourra, à l'expiration du bail, réclamer son immeu- » ble et en disposer comme il l'entendra. Quant aux hazakat » qui auront été acquis de personnes qui en étaient propriétaires, ils seront respectés ».

De la djelçat

Le khoulou eldjelçat était un droit qu'obtenait à la longue un locataire qui occupait la même boutique ou un immeuble analogue durant plusieurs années consécutives, au point que le local fût plus connu sous son nom que sous celui du propriétaire, soit que ce dernier ne trouvât personne qui offrît un loyer supérieur, soit qu'il eût été tacitement convenu entre bailleur et preneur que le bail était consenti pour une durée illimitée.

A cette époque, les corporations tunisiennes avaient des quartiers déterminés pour exercer chacune son industrie ; tout était réglé minutieusement, comme en France au moyen âge, depuis les rapports entre patrons et ouvriers jusqu'au genre de travail auquel chacune d'elles avait la faculté de se livrer et dans lequel elle devait se cantonner sans pouvoir empiéter sur les attributions des autres. Le nombre de boutiques à usage de chaque métier était également limité ; il n'est donc pas étonnant que telle boutique occupée pendant plusieurs années de suite par un même locataire, qui y avait fait des impenses, ne trouvât pas preneur ou enchérisseur et qu'avec le temps l'occupant se crût un privilège. Et ce cas devait se produire d'autant plus facilement que la propriété, à cette époque, n'avait pas la même valeur qu'aujourd'hui, que les boutiques et magasins n'étaient pas recherchés comme maintenant et que les locataires étaient à peu près certains de ne pas avoir de concurrents. D'ailleurs, c'était faire acte de mauvais concitoyen que de surenchérir à l'en-

contre d'un tiers : pourquoi, en effet, alors qu'on trouvait facilement des locaux, se concurrencer et faire monter les loyers à des prix excessifs ?

Ce mode de khoulou s'était répandu dans la pratique et était régi surtout par la coutume ; en contractant, les parties limitaient en apparence la durée du bail, mais, tacitement, cette limitation, d'après ce que rapporte le Cheikh Ismaïl Ettemini, n'était pas cherchée :

فان ذلك التحديد غير مراد لانعقاد الضمائر على خلافه

Ce khoulou, qui constituait une des applications du bail à long terme, était pratiqué par les Marocains qui l'avaient importé en Tunisie. Le preneur à khoulou eldjelçat finissait donc par acquérir un certain droit d'ancienneté comme locataire, dont on tenait compte et que la coutume avait rendu si consistant qu'il pouvait l'aliéner à titre onéreux ou à titre gratuit.

Par suite, le droit de khoulou eldjelçat tomba en désuétude, les causes économiques étant venues à changer.

Ce khoulou n'entraînait pas un droit de copropriété entre le propriétaire de l'immeuble et le tenancier ; celui-ci, en effet, n'avait pas payé une certaine somme comme cela se pratiquait pour le khoulou elmeftah. Le premier n'avait à réclamer qu'une redevance annuelle devenue perpétuelle (1), et le tenancier bénéficiait du loyer excédant cette redevance qu'il pouvait retirer de l'immeuble en le donnant lui-même à bail. Lorsque le fonds avait besoin d'être reconstruit ou réparé, les frais de reconstruction ou de restauration incombaient exclusivement au propriétaire.

On voit ainsi la différence qui existe entre ce mode de location perpétuelle d'une part et l'enzel et le khoulou elmeftah de l'autre.

Comme le tenancier ne pouvait obliger le propriétaire à reconstruire ou à réparer, il en arrivait à le faire lui-même de ses deniers sans répéter le montant des impenses contre le propriétaire. Souvent, et en cela il était soutenu par l'opinion publique, il refusait de servir la redevance tant que les réparations n'étaient pas effectuées : de là des tiraillements qui, à la longue, finirent par déterminer le souverain à interdire ce mode de location.

---

(1) فان التابيد مدخول عليه بالعرف القائم مقام الشرط

(Ismaïl Ettemimi, *op. cit.*)

De la nasbat

Le khoulou ennasbat était un droit d'usage perpétuel qu'acquérait le preneur d'un immeuble melk ou grevé de hobous en y installant son outillage : des étagères (nasbat), des balances, des meules de moulin, etc., contribuant ainsi à le mettre en état de productivité et à le garnir du nécessaire, et en servant un loyer convenu perpétuel et invariable. Il ne se produisait pas de copropriété entre le bailleur et le tenancier, car ce dernier ne payait pas de somme à forfait au moment du contrat, et les réparations étaient à la charge du propriétaire exclusivement.

Ce droit, ainsi que d'ailleurs tous les khoulou, devenait la chose du tenancier, qui pouvait en disposer comme il l'entendait.

L'origine de la nasbat en Tunisie est la suivante : les Turcs, à la suite des guerres contre la chrétienté, s'établirent dans le pays. Ceux d'entre eux qui s'adonnèrent au commerce louèrent des boutiques qu'ils pourvurent du matériel propre à l'exploitation de leurs industries. Plus tard, quand les propriétaires ou les fondations pieuses voulurent les expulser, ils se plaignirent en haut lieu d'avoir fait des impenses.

Or, comme les propriétaires ou les administrateurs des fondations pieuses n'avaient pas garni ces immeubles des choses indispensables, que pour la plupart ils ne purent rembourser ou prendre en charge le montant des impenses faites, avec leur assentiment, par leurs locataires, force fut de maintenir ces locataires dans les immeubles moyennant le service d'une redevance annuelle égale au loyer qu'ils payaient et de leur abandonner, quoique à regret, un droit de khoulou. Ces preneurs menaçaient d'ailleurs, si on exigeait leur déguerpissement, de remettre les lieux dans l'état de délabrement où ils les avaient pris. En cette circonstance encore, la coutume dictait la loi : certains juristes, en effet, n'accordaient pas de copropriété au tenancier à nasbat, mais émettaient déjà l'opinion que le bailleur ne pouvait l'expulser tant qu'il payait une redevance perpétuelle à dire d'experts, parce que la coutume, disaient-ils, le voulait ainsi.

Il est bon d'ajouter que ces Turcs se présentaient aux Tunisiens comme des champions de la religion et des libérateurs du territoire ; aussi bien, à la faveur de leur titre de moudjahedine (1) et de musulmans, il ne leur fut pas difficile

(1) Combattants qui prennent part à la guerre sainte.

d'obtenir cet avantage. Le preneur qui avait fait cette sorte d'impenses en arrivait donc à acquérir un khoulou qu'il pouvait aliéner à titre onèreux ou à titre gratuit au profit d'un tiers, à charge par celui-ci de servir la redevance. Souvent, il cédait ce droit moyennant un canon supérieur à celui qu'il payait lui-même; dans ce cas, il bénéficiait de la différence. Le matériel placé dans l'immeuble par le preneur, de ses propres deniers, avait des dénominations qui différaient en raison de la nature des immeubles qui en étaient l'objet : ainsi, il s'appelait nasbat pour les boutiques de parfumerie, de débitant d'huile, de pain et de conserves alimentaires (souki); raghlat pour les savonneries et addat pour les moulins à farine.

Vers 1861, une tentative fut faite à l'encontre des tenanciers à nasbat. Le gouvernement, aidé en cela des avis des magistrats consultants et d'accord sans doute avec les propriétaires des immeubles grevés de nasbat, qui voulaient amener les tenanciers à payer une redevance plus élevée, chercha à obliger ces derniers à payer un canon à dire d'experts et à les soumettre aux fluctuations de la plus-value du moment, en un mot à leur retirer le bénéfice de leur khoulou, sans tenir compte des droits accordés par un usage constant.

Le cheikh Ismaïl Ettemimi déclarait bien que le fait par le locataire de se maintenir longtemps dans une boutique aménagée par lui n'était pas une raison pour en acquérir le droit au bail perpétuel, pas plus que le silence du propriétaire ne l'impliquait, si le propriétaire de l'immeuble ou l'administrateur de la fondation ne lui consentait pas khoulou : « La preuve » en est, disait-il, que le locataire qui tient à se perpétuer » dans l'immeuble en transforme le bail en khoulou ». « Mais, » dit Mohammed Birem IV, quand le bey Mohammed, se » basant sur l'opinion du cheikh Ismaïl Ettemimi, voulut » annuler les contrats de nasbat à Tunis, cela ne lui fut pas » possible, car il en serait résulté un préjudice considérable » pour les tenanciers, très nombreux dans la capitale. Et en » pareil cas, suivant Elfeyoumi, le mufti doit s'abstenir de » donner une consultation juridique (fetoua) qui entraînerait » une perte pour les gens ».

Les tenanciers, qui avaient l'opinion publique pour eux, protestèrent énergiquement contre la mesure qu'on cherchait à prendre contre eux et portèrent leurs doléances devant les nouveaux tribunaux, lors de leur création. Et la Cour suprême décida que les tenanciers conserveraient leurs droits, en considération de ce qu'ils les avaient acquis en faisant des impenses que certainement ils n'eussent pas effectuées dans

des boutiques autres qu'ils auraient trouvées pourvues du matériel d'exploitation indispensable.

Les bailleurs, fondations pieuses ou propriétaires de biens libres, auraient pu peut-être, pour dégrever leurs immeubles de ce droit de nasbat, attendre que le premier matériel disposé aux frais des tenanciers disparût et en prendre prétexte pour leur interdire d'en placer un nouveau ; mais ce moyen n'était rien moins que facile ; il eût fallu une surveillance de tous les instants et les tenanciers auraient pu objecter qu'ils ne reconstituaient pas l'aménagement, mais seulement entretenaient l'ancien : bref, c'eût été une source de conflits. En conséquence, le gouvernement y coupa court, il y a près de vingt-trois ans, en interdisant pour l'avenir toute convention de khoulou en nasbat. Néanmoins, les anciens immeubles grevés de nasbat sont restés sous l'empire de l'état de choses primitif : les tenanciers à nasbat disposent de ce khoulou de toutes les façons, se bornant à servir la redevance perpétuelle originaire. Voici d'ailleurs deux articles du décret du 26 avril 1861 édictant des règles de droit civil et pénal :

« Si des nasbat (1) ont été placées dans des boutiques en vertu » de l'autorisation du propriétaire, ou de l'administrateur de » la fondation pieuse, contre paiement d'une contre valeur » indiquée dans les titres relatifs à ces nasbat, à quelque » titre que ce soit, le propriétaire de ces boutiques n'aura » droit qu'à la redevance convenue entre les parties et fixée » par les titres, sans pouvoir exiger d'augmentation, quelles » que soient les fluctuations des prix » (art. 572).

« Lorsque le preneur aura établi une nasbat sans l'autori- » sation du propriétaire ou de l'administrateur de la fondation » pieuse et sans être muni d'un titre, le propriétaire ou » l'administrateur de la fondation pourra louer sa boutique à » un tiers et contraindre le preneur à transporter ailleurs sa » nasbat. Cette disposition n'entrera en vigueur qu'à partir » de l'installation des tribunaux. Les affaires concernant les » anciennes nasbat dont le tribunal viendrait à être saisi » seront jugées suivant l'antique coutume qui les régissait » (art. 573).

Il arrivait quelquefois que l'immeuble tombait en ruine et que, d'accord avec le propriétaire, le tenancier le reconstruisait entièrement à ses frais ; dans ce cas, il devenait propriétaire de la rakabat, du khoulou et de la nasbat et ne servait plus qu'une redevance minime pour le sol (ardïat). C'était là un acheminement vers l'enzel ; aussi bien, à la moindre

(1) Matériel d'exploitation.

contestation contre le propriétaire du sol et le tenancier, le juge engageait-il les parties à transformer le khoulou ennasbat en contrat d'enzel qui procurait plus de sécurité.

Formule d'acte de vente d'une nasbat

Louanges à Dieu !

L'honorable... achète de l'honorable... la totalité de la nasbat établie dans la boutique qui ouvre au nord, au Souk des Chaouachia et consistant en un grand comptoir, un autre plus petit, une chaise d'ouvrier-maître, quatre presses à fouler, quatre étagères, une romaine, etc., moyennant un prix de deux mille piastres payé comptant.

L'acheteur servira à l'État, propriétaire de la rakabat (domaine éminent, nue propriété) de ladite boutique, la redevance annuelle et perpétuelle de deux piastres qui la grève.

Dont acte.....

Origine de l'enzel

On a beau consulter les ouvrages de droit musulman, on ne trouve aucun indice suffisant pour mettre sur la trace de l'origine du contrat d'enzel, et on ne peut que se livrer à des conjectures (1).

D'après l'opinion du Cheikh Mohammed Essenouci, le seul auteur arabe qui paraisse s'être soucié d'en rechercher l'origine, on aurait dégagé l'idée du contrat d'enzel de plusieurs règles admises en matière de hobous et qui sont les suivantes :

a) Malek, le chef de l'école malékite, permet le bail à perpétuité pour une chose non susceptible d'être altérée, une terre, par exemple ;

b) Le preneur qui édifie ou plante sur un terrain grevé de hobous a le droit de s'y maintenir s'il l'a stipulé ;

c) Un bail consenti par un administrateur non bénéficiaire du hobous n'est pas résilié par le fait de son décès : cet administrateur peut louer pour le nombre d'années qu'il veut, moyennant un loyer payable par mois ou par an, pourvu que

---

(1) وحيث ان هذا الانزال لا يوجد في امهات كتب الفقه

« Et comme on ne trouve pas cet enzel dans les ouvrages classiques du droit... » (*Le lever des planètes, op. cit.*, p. 127.)

ce loyer ne soit pas inférieur à celui que fixeraient des experts.

Cette explication laborieuse ne nous satisfait nullement et nous ne croyons pas que les anciens jurisconsultes musulmans de Tunisie aient fait concourir toutes ces raisons pour en tirer péniblement la conception du contrat d'enzel.

De son côté, M. Paul Sumien soutient l'opinion que les juristes de la régence de Tunis ont trouvé le germe de cette institution dans l'idée du colonat et que le contrat d'enzel n'est en Tunisie qu'un souvenir du droit romain (1).

A notre sens, M. Sumien s'est mépris en indiquant le colonat comme source du contrat d'enzel : il aurait peut être été dans le vrai s'il avait fait le rapprochement de cette tenure avec l'emphytéose perpétuelle des Romains ou avec la precaria des chrétiens au moyen âge.

Le colonat, en effet, tel qu'il était pratiqué par les Romains du Bas-Empire, exerçait une influence sur la condition personnelle du colon, véritable serf de la glèbe, fermier non volontaire ; le propriétaire ne pouvait vendre le fonds sans le colon, ni le colon sans le fonds. Or, la condition personnelle du preneur à enzel est loin d'être la même que celle du colon romain : il ne subit aucune atteinte dans sa liberté.

C'est à peine si le colonat présente un ou deux traits particuliers au contrat de khemmassat en vigueur en Tunisie et en Algérie.

Ainsi, dans le colonat, le maître pouvait infliger des corvées (2) tout comme, de nos jours, le propriétaire de la terre impose la mâounat au khemmas, et le colon partiaire avait droit, après le dépiquage, au cinquième de la récolte (3), de même que le khemmas africain reçoit le khomos, le cinquième — d'où son nom. Encore ne faut-il pas pousser trop loin la comparaison car, en somme, le khemmas est un associé à part de fruits qui, à l'expiration du contrat de société, peut quitter son associé en lui remboursant les avances qu'il a reçues de lui (4).

(A suivre).

J. ABRIBAT,
Interprète judiciaire près le tribunal de 1re instance de Tunis.

---

(1) Paul Sumien, *Un souvenir du droit romain en Tunisie (Rev. Alg.*, 1893. 1. 201).

(2) Cod. Just. LL, 1 et 2, *Ne rust. ad. ull.*

(3) *De Re Rustica*, traité d'agriculture de Caton le Censeur.

(4) Voir *Le lever des planètes, op. cit.*, page 94, et le décret beylical du 25 safar 1291.

BIBLIOGRAPHIE

CODE ANNOTÉ DE LA TUNISIE. — Recueil de tous les documents composant la législation écrite de ce pays au 1er janvisr 1901, par Paul Zeys, juge suppléant au tribunal de Tunis, juge au tribunal mixte immobilier de Tunisie, avec la collaboration de P. Pomonti, contrôleur civil et vice-consul de France à Grombalia, avec une préface de Maurice Bompard, ministre plénipotentiaire, directeur au ministère des affaires étrangères. — 2 vol. (Nancy, Berger-Levrault et Cie, 1901-1902).

Le premier, M. Bompard a publié, en 1888, sous le titre *Législation de la Tunisie*, un recueil des lois, décrets et règlements en vigueur dans la régence de Tunis à cette date. Un suppplément à cette publication a été ajouté, en 1896, par MM. Caudel, bibliothécaire et maître de conférences à l'école libre des sciences politiques. Enfin, un travail de même nature est dû à M. Sebaut, auteur d'un *Dictionnaire de la législation tunisienne*.

Mais, depuis que ces ouvragos ont paru, cette législation s'est modifiée. MM. Zeys et Pomonti ont jugé utile d'en publier un nouveau recueil. Comme leurs prédécesseurs, ils ont adopté l'ordre alphabétique. Une table chronologique corrige ce que cette méthode présente toujours d'un peu arbitraire. L'ouvrage comprend deux volumes.

DE LA SUBROGATION RÉELLE, par Charles Stora, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel (Paris, A. Rousseau, 1901).

Bien que la théorie de la subrogation réelle ne présente rien de particulier en ce qui concerne la législation algérienne, la *Revue* croit toutefois de son devoir de consacrer quelques mots à l'étude que vient de publier à ce sujet un des anciens élèves de l'École de droit d'Alger, M. Charles Stora. On sait les difficultés très délicates que soulève cette matière, surtout la subrogation réelle générale : ici, en effet, aucun texte qui puisse servir de point d'appui à l'interprète ou au juge ; une seule maxime formulée par les glossateurs qui prétendaient l'avoir trouvée dans les textes romains, prétention dont la science moderne vient de démontrer l'inexactitude. Difficultés non moindres en ce qui concerne la subrogation réelle à titre particulier : sans doute sur ce dernier point il existe des textes, mais comment les coordonner, les ramener à un principe d'ensemble ? Ce sont ces questions qu'a étudiées M. Stora, dans un travail qui dénote chez son auteur des qualités d'historien et de juriste.

JURISPRUDENCE

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

20 novembre 1900

Habous, Algérie, caractère, transmission successorale, loi musulmane, échange, biens acquis en contr'échange, expropriation pour cause d'utilité publique, indemnité, acquisition, remploi, maintien du habous, coutume musulmane, constatation, pouvoir des juges du fond, compétence, chose jugée, moyen de cassation, irrecevabilité.

L'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873 sur la propriété en Algérie, qui déclare régie par la loi française toute transmission contractuelle d'immeubles et de droits immobiliers, et prononce l'abolition de tous droits réels fondés sur le droit musulman et qui seraient contraires à la loi française, ne s'applique pas aux transmissions par voie de succession ; — L'art. 7 de la même loi, aux termes duquel il n'est pas dérogé au statut personnel ni aux règles de succession entre musulmans, ne distingue pas entre les successions dévolues en conformité de la loi et celles dévolues par la volonté de l'homme (1re et 2e espèces) ;

En Algérie, l'institution des habous n'a pas perdu le caractère de transmission à titre successoral et demeure régie par les principes du droit musulman (1re et 2e espèces) (1) ;

(1) Les arrêts ci-dessus vont définitivement fixer la jurisprudence sur une question qui a donné lieu à tant de décisions contradictoires. — La Cour d'Alger, de son côté, avait jugé à nouveau, le 4 décembre 1899 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 188), que, d'une façon générale, l'aliénation d'un bien habous n'anéantissait le habous qu'au regard du tiers acquéreur et seulement pour ce qui était aliéné. — Les rapports de M. le conseiller Falcimaigne, dont nous faisons précéder les deux arrêts de la Cour suprême, contiennent, avec énoncé des faits de chaque cause, un exposé complet de l'état de la jurisprudence sur les questions que soulevaient les pourvois.

Les citations des arrêts, dissertations ou notes visés par le rapporteur sont suivies de l'indication de l'année et de la page de la *Revue* auxquelles les trouvera le lecteur.

Les lois et décrets qui, en Algérie, ont dérogé au principe de l'inaliénabilité des biens habous n'ont, en l'absence de tous droits reconnus à des tiers et quant à la transmission de dévolutaire à dévolutaire, porté aucune atteinte à l'ordre successoral établi par le fondateur du habous (1re espèce) (1) ;

D'après la coutume musulmane, l'échange de biens habous n'a pas pour effet d'entraîner la caducité du habous ; — Au regard des dévolutaires, les biens acquis en contr'échange deviennent habous de plein droit et sans qu'une déclaration ou stipulation de remploi soit nécessaire ; — Les biens, dès lors, doivent se transmettre conformément à l'acte de constitution originaire (1re espèce) (2) ;

D'après le rite hanéfite, l'immeuble acquis et payé au moyen de l'indemnité d'expropriation allouée pour un immeuble habous devient de plein droit habous comme l'immeuble exproprié et dans les mêmes conditions de dévolution ; — D'où il suit que des personnes non dévolutaires du habous ne sont pas fondées à demander la licitation dudit immeuble (2e espèce) (3) ;

Les constatations de la coutume musulmane en matière de habous rentrent dans les pouvoirs souverains des juges du fond (1re et 2e espèces) ;

Une partie vis-à-vis de laquelle il y a chose jugée sur la compétence en vertu d'un précédent arrêt est irrecevable à remettre cette compétence en question devant la Cour de cassation dans un pourvoi formé contre un arrêt ultérieur (2e espèce).

PREMIÈRE ESPÈCE

(Dame Fellah Labiod c. Consorts Ben Tchikou) (4)

Dans cette affaire, M. le conseiller Falcimaigne a présenté le RAPPORT suivant :

Les auteurs des diverses parties en cause avaient autrefois la propriété d'une maison située à Constantine, rue Caraman, 84, et enclavée dans des terrains domaniaux. Cette maison avait été, pour partie, grevée de habous par les frères Mahmoud et Omar ben Tchikou. — En 1844, elle était possédée par les deux fils de Mahmoud et par les deux fils d'Omar. — Il intervint alors entre ces derniers et l'administration des domaines

(1, 2, 3) V. *suprà*, p. 1, note 1.

(4) V. *Rev. Alg.*, 1896. 2. 47, l'arrêt objet du pourvoi.

une convention d'échange aux termes de laquelle les consorts Ben Tchikou abandonnaient au domaine la maison de la rue Caraman et recevaient de lui des parts indivises dans deux maisons, aujourd'hui aliénées, et la totalité d'une autre maison située à Constantine, rue Zeleïkha. C'est de ce dernier immeuble qu'il s'agit au procès. — Le 31 mars 1891, aux termes d'un acte reçu par Massonié, notaire à Constantine, l'un des ayants droit, la dame Yamouna, a vendu sa part indivise dans cette maison à son oncle El Hadj Hassein. — Le 25 novembre 1893, la dame Fellah bent Salah ben Labiod a assigné devant le tribunal civil de Constantine les diverses parties qui figurent actuellement au pourvoi en qualité de défenderesses pour voir ordonner la licitation de la maison. — Le tribunal, par jugement du 24 mai 1894, a ordonné la licitation demandée. Il a considéré que l'aliénation, par voie d'échange, de l'immeuble primitivement grevé de habous avait eu pour conséquence la caducité du habous au regard des héritiers du constituant. — Appel a été interjeté par les sieurs Si El Hadj Hassein ben Omar et Si Mohamed ben Omar (nom patronymique Ben Tchikou). — Le 1er février 1896, la Cour d'Alger a statué définitivement et elle a admis une doctrine exactement contraire à celle qui avait été accueillie par les juges de première instance. Elle a décidé que l'aliénation d'un bien grevé de habous n'entraîne la caducité du habous qu'à l'égard des tiers acquéreurs, et par rapport à ce qui a été vendu, mais que le habous continue à subsister à l'égard des dévolutaires : ceux-ci ont droit, dans l'ordre fixé par le constituant, à la jouissance des biens non aliénés et à la jouissance du prix ou de la valeur représentative de ceux qui l'ont été. Dans l'espèce, après l'échange de 1844, le habous primitif aurait passé de plein droit sur les immeubles donnés en contre échange et notamment sur la maison de la rue Zeleïkha. La dame Ben Labiod ne figurant pas parmi les dévolutaires se serait ainsi trouvée sans droit d'en poursuivre la licitation. C'est pourquoi la Cour, infirmant le jugement, a rejeté la demande (V. cet arrêt, *Rev. Alg.*, 1896. 2. 47).

Le pourvoi propose un seul moyen de cassation : — Violation de l'art. 813 C. civ., et de l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873 ; fausse application de l'art. 7 de la même loi et des règles du droit musulman, et violation des mêmes règles, en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'ordonner la licitation d'un immeuble qui appartient par indivis à la dame requérante et aux défendeurs éventuels, ledit immeuble, qui avait été acquis en échange d'un bien habous, n'ayant jamais eu lui-même le caractère de bien habous.

Discussion du moyen : — *Demande.* — Le pourvoi estime qu'il est inexact de dire, avec l'arrêt attaqué, qu'en cas d'aliénation d'un immeuble habousé, le habous se perpétue après la vente ou l'échange sur les valeurs ou sur les immeubles, qui ont pris dans le patrimoine la place de l'immeuble aliéné. — Cette doctrine, au dire du pourvoi, serait contraire à la jurisprudence de la Cour d'Alger elle-même. — Le mémoire ampliatif cite à l'appui de cette affirmation : 1° un arrêt de la Cour d'Alger du 4 février 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 64), décidant qu'en raison de l'aliénation d'une parcelle de terre, il est certain que le habous, eût-il existé et eût-il rempli à l'origine toutes les conditions requises pour sa validité, est devenu caduc, dès lors qu'il a été formellement violé par ceux qui en

avaient le bénéfice. Ils ne peuvent en réclamer l'application, parce qu'ils ont été les premiers à le rendre inefficace ; 2° un arrêt de la même Cour, du 25 novembre 1889 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 67), portant que, si les musulmans ont la faculté de habouser tout ou partie de leurs biens, et de modifier par ce moyen le règlement normal de leur succession, cette faculté est subordonnée à des règles précises, parmi lesquelles l'inaliénabilité, qui lient le constituant aussi bien que les dévolutaires, et que la violation de ces prescriptions entraîne la nullité du habous ; 3° un autre arrêt de la même Cour, du 23 mars 1892 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 324), décidant qu'en raison de la vente de l'immeuble habousé, le habous est caduc, et doit être considéré comme nul au regard des héritiers du constituant, qui recouvrent leurs droits. — Cette jurisprudence, ajoute le pourvoi, doit être approuvée et confirmée. Comme le remarque l'annotateur, au recueil de Sirey, d'un arrêt de cette chambre du 20 décembre 1893 (S. 94. 1. 133 ; *Rev. Alg.*, 1894. 2. 157), « si l'on conçoit que l'on ait tenu, avant la conquête, à donner le caractère de habous aux immeubles afin d'échapper à la rapacité de ceux pour lesquels la détention du pouvoir était surtout un moyen de rançonner et de dépouiller leurs administrés, on est aujourd'hui fort loin de ce régime, et il importe que la très grande quantité de biens habous rentrent peu à peu et successivement dans la circulation ». — D'un autre côté, si le droit musulman déclare caduc le habous dès qu'il a été violé, et n'admet pas qu'il reprenne vigueur sous une nouvelle forme, rien dans la loi française ne contredit ces principes. — Bien au contraire, l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873, qui déclare expressément abolis tous les droits réels fondés sur le droit musulman, implique l'idée que les biens acquis soit avec des fonds provenant de la vente de biens habous, soit en échange de biens de cette nature, soient désormais libérés des droits réels d'origine musulmane qui frappaient les biens primitifs. — Le pourvoi en conclut que, dans l'espèce, la demande en licitation formée par une héritière aurait dû être accueillie, car la maison de la rue Zeleïkha, acquise en échange d'un immeuble habousé, n'était pas elle-même grevée de habous. L'aliénation avait eu pour effet d'entraîner la nullité du habous originaire : l'immeuble reçu en contr'échange était désormais régi par la dévolution de la succession *ab intestat* du constituant et il devait être réparti entre ses héritiers au prorata de leurs droits.

Défense. — La défense estime, au contraire, que les deux motifs successivement invoqués par l'arrêt attaqué justifient, avec une égale force, la solution qu'il a donnée au litige :

I. Le premier est pris de ce que, d'après le droit musulman, l'aliénation d'un immeuble grevé de habous a pour sanction non la caducité de la constitution de habous, mais la nullité de l'aliénation elle-même. — Suivant la législation musulmane, la constitution d'un habous avait pour conséquence de rendre inaliénable tant la nue propriété que l'usufruit de l'immeuble habousé qui était en quelque sorte placé hors du commerce.

C'était un danger grave pour les acquéreurs, qui, trompés par un vendeur de mauvaise foi et traitant dans l'ignorance de la condition particulière de l'immeuble, pouvaient être dépouillés, l'immeuble devant rentrer, sur une demande en nullité de la vente, dans le patrimoine des bénéficiaires du habous et se transmettre suivant l'ordre successoral

établi par le constituant (V. Rapport à l'Empereur, précédant le décret du 30 octobre 1858, D., *Suppl.*, v° *Org. de l'Algérie*, n° 916 ; Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 216, en note). — C'est pour parer à cette éventualité périlleuse et pour assurer la sécurité des transactions immobilières que le législateur français, par une série de dispositions que l'arrêt attaqué rappelle, a prescrit qu'aucune transmission d'immeubles ne pourrait être attaquée pour cause d'inaliénabilité résultant de la loi musulmane et que l'établissement de la propriété immobilière ainsi que ses mutations seraient désormais régis par la loi française (Loi du 26 juillet 1873, art. 1er). — Mais si, par l'effet de cette réglementation nouvelle, la constitution de habous est devenue inopposable aux tiers acquéreurs, elle n'en a pas moins été maintenue dans son principe à l'égard des dévolutaires, dont les droits sont restés les mêmes que par le passé. C'est la doctrine que vous avez formellement sanctionnée par votre arrêt du 4 avril 1882 (Civ. rej., 4 avril 1882, S., 84. 1. 369 ; D. P., 83. 1. 404 ; *Bull. jud. Alg.*, 1882, p. 258). — Sans doute, les dévolutaires ne peuvent plus faire rescinder les aliénations d'immeubles habousés consenties à des tiers, mais, lorsque les droits des tiers ne sont pas en jeu, et qu'il s'agit uniquement de régler la transmission des biens entre dévolutaires et la capacité successorale de ceux-ci, les dispositions de l'acte constitutif du habous doivent être respectées autant qu'il est possible et, par conséquent, les dévolutaires doivent être admis à exercer sur la représentation de l'immeuble aliéné, soit qu'elle consiste en un prix de vente, soit qu'elle consiste en un autre immeuble donné en contr'échange, les mêmes droits qu'ils auraient pu faire valoir sur le bien originairement grevé de habous (V. note dans *Rev. Alg.*, 1890. 2, p. 57 et ss.). — Ainsi les prérogatives des dévolutaires demeurent intactes, et l'objet sur lequel elles portent se trouve seul modifié. Telle était, d'ailleurs, la jurisprudence ancienne de la Cour d'Alger. La défense cite, en ce sens, des arrêts de cette Cour du 30 novembre 1843 (Estoublon, *Jurisp. alg.*, 1843, p. 13), du 13 juin 1861 (Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman*, II, 954), du 5 décembre 1881 (*Bull. jud. Alg.*, 1883, p. 246), du 22 décembre 1885 (*Rev. Alg.*, 1886. 2. 110). — Les motifs que l'arrêt attaqué donne sur ce point suffiraient à justifier son dispositif.

II. Mais il en a ajouté un autre, qui n'est pas moins péremptoire. — Il est tiré de ce fait que l'immeuble litigieux a été acquis de l'État par voie d'un échange opéré contre l'immeuble grevé de habous. — Or, si la jurisprudence de la Cour d'Alger trahit quelques tergiversations quand il s'agit de définir les effets de la vente volontaire à prix d'argent d'un bien habousé, elle est, au contraire, constante et unanime pour reconnaître que l'immeuble échangé contre un habous participe de plein droit du caractère de ce dernier. « Les biens échangés contre un habous, disent Sautayra et Cherbonneau (*Droit musulman*, t. II, p. 396), deviennent eux-mêmes habous ». — La Cour d'Alger s'est prononcée en ce sens par deux arrêts, l'un du 30 novembre 1881 (*Bull. jud. Alg.*, 1884. 194), l'autre du 6 décembre 1894 (*Rev. Alg.*, 1895. 2. 1). Cette jurisprudence est également celle de la Cour mixte d'Alexandrie (Arrêt du 24 janvier 1895, *Rev. Alg.*, 1895. 2. 321). — A plus forte raison doit-il en être ainsi, poursuit la défense, lorsque le coéchangiste est le domaine de l'État. Car l'échange revêt alors le caractère d'une sorte d'expropriation pour cause d'utilité

publique. Et, pour ce dernier cas, tout le monde est d'accord pour admettre que l'aliénation forcée ne fait pas disparaître le habous, dont les effets sont transportés soit sur le prix, soit sur l'immeuble acquis en remploi (Seignette, *Code musulman*, art. 1268 ; Sautayra et Cherbonneau, *op. cit.*, II, p. 393 ; Zeys, *Traité élémentaire de droit musulman algérien*, II, p. 189 ; trib. de Constantine, 22 janvier 1895, *Rev. Alg.*, 1897. 2. 53). — L'arrêt attaqué n'a fait qu'une exacte application des règles certaines en cette matière et suivant lesquelles l'échange de même que l'expropriation pour cause d'utilité publique n'a jamais été considéré comme une cause de caducité du habous. — A ce second point de vue comme au premier, le pourvoi paraît à la défense devoir être rejeté.

Sur ce rapport, la Cour a rendu l'ARRÊT qui suit :

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi : — Attendu, en fait, qu'il résulte des constatations de l'arrêt attaqué que les auteurs des parties ont grevé de habous les parts indivises d'un immeuble sis à Constantine, et que ces parts ont été échangées, le 15 octobre 1845, entre les dévolutaires d'alors et le domaine de l'État contre divers autres immeubles et notamment contre la totalité d'une maison située à Constantine, rue Zeleïkha, dont la dame Fellah bent Salah ben Labiod demande la licitation ; — Attendu, en droit, que l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873, en déclarant régie par la loi française toute transmission contractuelle de biens immeubles et de droits immobiliers, et en prononçant comme conséquence l'abolition de tous droits réels fondés sur le droit musulman qui seraient contraires à la loi française, n'a point compris dans ses prescriptions les transmissions par voie de succession ; — Qu'il est, en effet, formellement exprimé dans l'art. 7 de la même loi qu'il n'est pas dérogé au statut personnel ni aux règles de succession des indigènes entr'eux ; — Que cet article ne distingue pas entre les successions dévolues en conformité de la loi et celles dont la dévolution s'opère par la volonté de l'homme ; — Attendu que l'institution des habous, qui n'était à l'origine qu'un mode de disposer, dans un but religieux, de tout ou partie des biens d'une succession, n'a point perdu le caractère d'une transmission à titre successoral et demeure régie par les principes du droit musulman ; — Que, si les lois et décrets antérieurs à la loi du 26 juillet 1873 ont dérogé au principe d'inaliénabilité que le droit musulman consacrait pour les biens habous et ont remis ces biens dans le commerce, ces dispositions législatives, faites pour assurer la liberté et la sécurité des transactions au regard des tiers, n'ont, quant à la transmission qui s'opère de dévolutaire à dévolutaire, en l'absence de tous droits reconnus à

des tiers, porté aucune atteinte à l'ordre successoral établi par le fondateur et aux personnes appelées à en recueillir le bénéfice ; — Attendu que, d'après la coutume musulmane souverainement constatée par l'arrêt attaqué, l'échange des biens grevés de habous contre d'autres immeubles n'a pas pour effet d'entraîner la caducité du habous ; qu'au regard des dévolutaires, les immeubles acquis en contr'échange ont le même caractère que ceux qu'ils remplacent ; — Que le habous primitif passe de plein droit sur eux sans qu'une déclaration ou stipulation de remploi soit nécessaire ; — Que, dès lors, ils doivent se transmettre conformément aux dispositions de l'acte de constitution originaire ; d'où il suit qu'en décidant que la dame Ben Labiod, qui ne figurait pas parmi les dévolutaires désignés par le constituant, était sans droit pour demander la licitation de la maison litigieuse, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des textes visés par le pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; FALCIMAIGNE, *rap.* ; SARRUT, *av. gén.* — Mes SAUVEL et BICKART-SÉE, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

(Consorts Stambouli c. Consorts Ben Djelloul) (1)

Dans cette seconde affaire, M. le conseiller Falcimaigne a présenté le RAPPORT qui suit :

Aux dates des 15-20 octobre 1789, Salah Bey, ancien bey de la province de Constantine, a constitué habous, au profit de son fils aîné Si Mohammed El Kalifa, le domaine de Zerizer. — Le 17 septembre 1877, un arrêté du gouverneur général de l'Algérie a prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique de ce domaine, et, le 17 décembre 1878, le tribunal de Constantine a fixé le montant de l'indemnité au chiffre de 325,000 fr. augmenté des intérêts à 10 p. 100, à compter du jour de la dépossession. — A ce moment, le domaine appartenait à Kaddoudja bent Mohammed Cherif, descendante de Si Mohammed El Kalifa au profit de qui le habous avait été créé à l'origine. — La dévolutaire étant mineure sous la tutelle de Mustapha ben Ahmed El Adjoui, l'indemnité d'expropriation fut versée entre les mains de celui-ci, qui acheta, au nom de sa pupille, des immeubles jusqu'à concurrence de 250,000 fr. Le surplus, soit une somme de 79,950 fr. resta déposé au beit-el-mal. — En 1890, la dame Kaddoudja mourut, laissant pour héritiers : 1° son mari Ben Djelloul ; 2° ses trois enfants ; 3° sa mère Zeleïkha bent El Hadj Hamou. — Celle-ci soutint

(1) V. *Rev. Alg.*, 1897. 2. 252, l'arrêt objet du pourvoi.

que les biens achetés et payés au moyen de l'indemnité d'expropriation n'étaient plus habous comme l'avait été le domaine de Zerizer. — En conséquence, elle introduisit devant le cadi une instance par laquelle elle demandait que ces immeubles, dépendant de la succession de Kaddoudja, fussent partagés entre tous ses héritiers légaux au lieu d'être attribués exclusivement à ses enfants qui auraient été les seuls dévolutaires du habous. Par jugement du 19 novembre 1890, le cadi admit la caducité du habous et ordonna le partage du prix d'expropriation non pas seulement entre les héritiers de Kaddoudja, mais entre tous les héritiers de Salah-bey. — Sur l'appel interjeté par ben Djelloul, comme tuteur des enfants de Kaddoudja, cette sentence fut confirmée par un jugement du tribunal de Constantine en date du 27 juin 1891. Mais ce jugement fut cassé par un arrêt de cette chambre du 20 décembre 1893 (D. P., 94. 1. 390 ; *Rev. Alg.*, 1894. 2. 157) pour cause d'incompétence du cadi. Les parties furent renvoyées devant la Cour d'Alger qui, le 2 juillet 1894, infirma la sentence rendue en 1890 par le magistrat musulman. — Par une assignation du 31 juillet 1894, Mustapha ben Stambouli, petit-fils de Amina, fille de Salah Bey, en son nom et en celui de ses deux enfants mineurs, saisit le tribunal de Constantine d'une demande tendant au partage, entre tous les héritiers de Salah Bey, de l'indemnité d'expropriation du domaine de Zerizer, dont le habous serait tenu pour caduc. — Antérieurement, une autre instance avait été formée devant le même tribunal par la dame Cherifa bent Nassuli Ali, héritière de sa fille Zeleïkha, demandant aussi le partage de l'indemnité à raison de la caducité du habous, mais soutenant que ce partage ne devait s'effectuer qu'entre les seuls héritiers de Kaddoudja. — Les deux instances ayant été jointes, un jugement du 22 janvier 1895 (*Rev. Alg.*, 1897. 2. 53) débouta tant la dame Cherifa que les consorts Stambouli de leur demande, en se fondant sur ce que les biens achetés en remplacement du domaine de Zerizer étaient habous comme ce domaine l'avait été. — Le 11 mars 1897, la Cour d'Alger a confirmé ce jugement (V. cet arrêt *Rev. Alg.*, 1897, p. 252. — C'est l'arrêt qui est attaqué par trois moyens de cassation.

Premier moyen : — Violation des art. 1 et 7 du décret du 17 avril 1889, en ce que l'arrêt attaqué a statué sur une question de succession entre musulmans, réservée par ledit décret à la juridiction musulmane, et bien qu'un arrêt de la Cour de cassation du 20 décembre 1893, rendu entre les mêmes parties, ait consacré le droit du cadi de statuer sur les litiges touchant la dévolution successorale des biens.

Discussion du premier moyen : — *Demande.* — Le litige porté devant la Cour d'Alger l'appelait à statuer sur une demande en partage de biens dépendant de la succession de la dame Kaddoudja. Les demandeurs, se fondant sur ce que le habous qui grevait le domaine de Zerizer était devenu caduc, prétendaient que les immeubles achetés suivant les formes de la loi française et payés avec l'indemnité d'expropriation du domaine devaient faire l'objet d'une licitation entre tous les héritiers de Salah bey, suivant les uns, entre les seuls héritiers de Kaddoudja, suivant les autres : — Le procès soulevait deux questions bien distinctes : 1° les immeubles litigieux étaient-ils ou non grevés de habous ? 2° entre quels héritiers le partage devait-il être opéré ?

Les textes qui déterminent la compétence à ce double point de vue sont

les suivants : — Décret du 17 avril 1889 sur la justice musulmane en Algérie. — Art. 1er. Les musulmans résidant en Algérie, non admis à la jouissance des droits de citoyen français, continuent à être régis par leurs droit et coutumes en ce qui concerne : — Leur statut personnel ; — Leurs successsions ; — Ceux de leurs immeubles dont la propriété n'est pas établie conformément à la loi du 26 juillet 1873, ou par un titre français administratif, notarié ou judiciaire. — Art. 7. Les contestations relatives au statut personnel et aux droits successoraux sont portées devant le cadi.

Au contraire, et en vertu des art. 2 et 3 de la loi du 26 juillet 1873, les lois françaises doivent être appliquées aux immeubles dont la propriété a été établie conformément aux dispositions de cette loi, et se trouve constatée par un titre judiciaire ou administratif, et, en ce cas, les contestations qui peuvent naître à leur sujet appartiennent à la juridiction française en vertu de l'art. 6 du décret précité du 17 avril 1889, ainsi conçu : « Dans tous les cas où la loi française est applicable, les musulmans sont justiciables de la juridiction française ».

Suivant le pourvoi, il résulte de la combinaison de ces divers textes que si une instance en partage se débat entre héritiers musulmans, à l'occasion d'immeubles régis par la loi française, le cadi est compétent pour statuer sur toutes les difficultés relatives à la qualité des successibles et à la quotité de leurs droits héréditaires, mais que, si une question s'élève relativement aux immeubles dépendant de la succession et à la nature des droits qui les grèvent, le cadi doit la renvoyer préjudiciellement aux tribunaux français (V. en ce sens *Rec. Alg.*, 1886, 1. 206, dissertation de M. Leclerc).

C'est la distinction que vous avez consacrée, dit le pourvoi, par votre arrêt du 20 décembre 1893 (D. P., 94. 1. 390 ; *Rec. Alg.*, 1894. 2. 137), rendu à l'occasion du procès même qui nous occupe encore aujourd'hui, et dont voici les principaux passages : — « Vu l'art. 1er, § 1 de la loi du 26 juillet 1873, les art. 1 et 2, § 1, et l'art. 6 du décret du 17 avril 1889 ; — Attendu qu'il résulte de la loi et du décret précités que si les difficultés relatives à la qualité des cohéritiers, et à leur capacité pour succéder, entre musulmans, dans les successions musulmanes, doivent être portées devant les juridictions musulmanes en Algérie, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de contestations concernant l'état et la nature des biens délaissés lorsqu'ils sont possédés en vertu de titres résultant d'actes reçus par des notaires français ou d'adjudications faites devant l'autorité judiciaire française ; que c'est alors à la juridiction française qu'il faut recourir, si la nature des droits conférés par ces actes, et, par suite, leurs effets légaux sont mis en discussion, conformément aux dispositions susvisées, qui ont voulu assurer à la propriété foncière dans ce pays une fixité et une sûreté qui ne leur étaient pas garanties par la législation musulmane... ; — Attendu que les sommes provenant de l'expropriation du fonds habous, ayant servi pour la majeure partie à acquitter les prix d'achats d'immeubles, constatés par actes notariés, ou adjudications en justice, la difficulté dont avait été saisie la juridiction musulmane portait sur l'appréciation de la nature et du caractère de biens possédés à des titres français, dont il n'appartenait pas à la justice musulmane de connaître ; que, dès lors, quelle que pût être sa compétence

au fond, sur la dévolution successorale des biens, il se présentait une question préjudicielle que le tribunal musulman n'avait pas qualité pour décider, et dont il devait renvoyer le jugement préalablement à l'autorité compétente ».

Ainsi, cet arrêt avait formellement réservé la compétence du cadi pour statuer sur la dévolution successorale des biens, et la juridiction française ne devait intervenir qu'à titre préjudiciel pour résoudre les difficultés relatives à la nature et au caractère des biens possédés à titre français. — D'où il résulte, d'après le pourvoi, que la Cour d'Alger ne pouvait pas connaître de la demande dont elle avait été saisie : car les parties ne soulevaient la question de caducité du habous que pour obtenir la licitation et le partage des immeubles. La seule difficulté à résoudre était celle de savoir si le prix des immeubles devait être attribué à tous les héritiers de Salah Bey, ou aux seuls héritiers de Kaddoudja : c'était bien là une question de droit successoral qui rentrait essentiellement dans la compétence du cadi. La Cour n'aurait pu la résoudre qu'en vérifiant, au cas de caducité du habous, la qualité des héritiers et leurs droits respectifs, et, au cas de non caducité, en rejetant la demande en partage. — Pour procéder régulièrement, il eût fallu introduire la demande en licitation devant le cadi de Constantine, qui aurait renvoyé les parties devant le tribunal français pour faire trancher la question préjudicielle de caducité du habous. Cette question une fois vidée, les parties seraient revenues devant le cadi, soit pour voir ordonner, si le habous avait disparu, la licitation entre les personnes dont la vocation héréditaire aurait été reconnue, soit, si le habous avait été reconnu subsistant, pour voir repousser la demande en partage. — L'incompétence de la juridiction française doit entraîner la cassation de l'arrêt attaqué.

Défense. — § 1. *Fin de non recevoir.* — La défense oppose à ce premier moyen une fin de non recevoir tirée de ce que la compétence de la Cour d'Alger a été affirmée par une décision judiciaire aujourd'hui passée en force de chose jugée. — L'arrêt rendu par cette chambre le 20 décembre 1893, que nous venons de relire en partie, avait, en prononçant la cassation, désigné la Cour d'Alger comme Cour de renvoi. — Par un arrêt du 2 juillet 1894, la Cour d'Alger, statuant sur ce renvoi, infirma pour incompétence le jugement du cadi de Constantine et renvoya les parties, en l'état où elles se trouvaient avant ce jugement, devant la juridiction française pour être statué ce que de droit. — Cet arrêt a acquis l'autorité de la chose jugée et il a été exécuté par les consorts Stambouli, qui ont saisi le tribunal civil de Constantine. Dès lors, ils ne peuvent plus se prévaloir de la prétendue incompétence de la juridiction française. — En effet, l'exception de chose jugée est opposable, même dans les matières qui touchent à l'ordre public, et à ce titre elle peut couvrir même le vice d'incompétence *ratione materiæ* (D. P., *Suppl.*, v° *Chose jugée*, n^os^ 204 et 205). — La Cour de cassation a jugé, en ce sens, que le moyen d'incompétence, bien que d'ordre public, n'est pas recevable, alors qu'il est dirigé contre un arrêt qui lui-même n'a été rendu que par application et comme conséquence d'un précédent arrêt ayant acquis l'autorité de la chose jugée (Req., 12 mai 1851, S., 51. 1. 349; D. P., 51. 1. 139; Req., 3 mai 1852, D. P., 52. 1. 122; Req., 18 juill. 1861, S., 62. 1. 886; D. P., 62. 1. 86; Req., 4 avril 1866, S., 66. 1. 433; D. P., 67. 1. 33). — Les

demandeurs en cassation, pour poser utilement devant vous la question de compétence, auraient dû attaquer l'arrêt du 2 juillet 1894. Ils ne l'ont pas fait, ils ont laissé cet arrêt acquérir l'autorité de la chose jugée et l'exception qui en résulte couvre maintenant la déclaration de compétence de la juridiction française, admise par l'arrêt attaqué, en conformité des dispositions de l'arrêt précédent.

§ II. *Défense au fond.* — Suivant la défense, toute l'argumentation du pourvoi touchant ce premier moyen repose sur une confusion. — Par leurs assignations des 31 juillet, 1er août et 15 octobre 1894, les consorts Stambouli demandaient au tribunal de déclarer que « chacun d'eux était propriétaire, dans la proportion indiquée dans l'acte de fréda du 18 octobre 1891, des immeubles qui ont fait l'objet des acquisitions avec des fonds provenant de l'indemnité d'expropriation de Zerizer ». Ils réclamaient en conséquence la part leur revenant : 1° dans les fruits de ces immeubles ; 2° dans le prix à provenir de leur licitation ; 3° dans le solde non employé de l'indemnité. — Cette demande soumettait à la Cour une action en partage de biens possédés au titre français, mais elle ne lui donnait à résoudre aucune question relative à la qualité ou à la capacité des héritiers musulmans, non plus qu'à la quotité des biens devant revenir à chacun d'eux. Tous ces points avaient été réglés par l'acte de fréda, ou partage, du 18 octobre 1891. Les demandeurs réclamaient simplement l'attribution à leur profit de parts préalablement déterminées et, pour y parvenir, ils réclamaient la licitation d'immeubles impartageables en nature. — Or, aux termes de l'art. 4 de la loi du 28 avril 1887, il ne peut être procédé que dans les conditions et les formes de la loi française aux cessions, licitations et partages de droits successifs portant sur des immeubles soumis à la loi du 26 juillet 1873. Comme cette dernière loi, celle du 28 avril 1887 a respecté les règles du droit musulman sur les successions. Elle n'a en rien modifié l'art. 7 de la loi du 26 juillet 1873, portant : « Il n'est point dérogé au statut personnel, ni aux règles de succession des indigènes entre eux ». — Elle a eu pour but d'unifier la législation relative à la transmission de la propriété immobilière en Algérie, de façon que la forme des actes soit toujours celle prescrite par la loi française quelle que soit la cause de la mutation, qu'elle ait lieu entre vifs ou par décès. Désormais, lorsqu'un titre de propriété aura été délivré en vertu de la loi du 26 juillet 1873 ou de celle du 28 avril 1887, il ne pourra, au cas de licitation ou de partage, être remplacé que par un autre titre établi dans les formes et conditions de la loi française (V. Rapport de M. Casimir Fournier ; D. P., 87. 4. 66, col. 1 ; Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 732). — De l'art. 4 de la loi du 28 avril 1887 il faut rapprocher les art. 6, 19 et 59 du décret du 17 avril 1889 sur la justice musulmane en Algérie. — Art. 59, § 2 : « Si les successions comprennent à la fois des meubles et des immeubles ou si elles sont purement immobilières, il est procédé aux opérations de compte, liquidation et partage par les soins des notaires français ou des greffiers-notaires..... Les droits successoraux sont établis conformément au droit musulman ». — Les contestations qui peuvent s'élever sur ce dernier point sont portées devant le cadi, en vertu de l'art. 19 du décret ; mais toutes les autres sont régies par l'art. 6 qui dispose : « Dans tous les cas où la loi française est applicable, les musulmans sont justiciables de la

juridiction française ». — Il faut donc, au point de vue de la compétence, distinguer, d'une part, les difficultés relatives à la qualité des cohéritiers, à leurs droits successoraux, à leur capacité de succéder, qui appartiennent au cadi, et, d'autre part, les difficultés relatives aux immeubles, composant ces successions et possédés au titre français ; ces dernières doivent être soumises à la juridiction française (Leclerc, *Rev. Alg.*, 1886. 1. 179). — Dans l'espèce, la capacité des héritiers et leur vocation successorale avaient été établies par le cadi suivant un acte de fréda, invoqué devant les juges du fond, et aucune difficulté ne s'élevait à cet égard. — Il ne restait plus qu'à procéder au partage des biens qui composaient la succession et à déterminer leur nature et les droits dont ils étaient grevés. — Or, ces biens étaient des immeubles acquis par actes notariés ou par adjudication ; donc, ils étaient soumis à la loi française, et les contestations nées à l'occasion de leur propriété et de leur transmission ne pouvaient pas appartenir à la justice musulmane (Civ. cass., 13 nov. 1888, S., 89. 1. 112 ; D. P., 89. 1. 17 ; *Rev. Alg.*, 1889. 2. 1 ; Civ. cass., 20 déc. 1893, S., 94. 1. 133 ; D. P., 94. 1. 390 ; *Rev. Alg.*, 1894. 2. 167). — Quant aux sommes d'argent formant le solde de l'indemnité d'expropriation du domaine de Zerizer et destinées à l'achat d'immeubles au titre français, elles participaient du même caractère. — Le partage ne pouvait donc être fait que dans les formes de la loi française, par les autorités françaises, et la demande en licitation ne pouvait être portée que devant la juridiction française. — En statuant sur cette demande qui ne soulevait aucune question relative à la capacité des héritiers, en examinant la validité d'un habous, et la nature des droits établis sur des immeubles acquis au titre français, la Cour d'Alger n'a certainement pas dépassé les bornes de sa competence.

Deuxième moyen : — Violation, pour défaut de motifs, de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué n'a pas répondu aux conclusions des consorts Stambouli, relatives à l'exception de chose jugée.

..... La défense répond qu'un simple rappel des faits suffit pour réfuter ce grief..... L'arrêt a examiné et résolu la question au fond et, par là même, a repoussé l'exception de chose jugée. Les consorts Stambouli sont donc sans intérêt à critiquer la décision de ce chef.....

Moyen additionnel : — Violation de l'art. 815 du C. civ., et de l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873, et fausse application de l'art. 7 de la même loi et des règles du droit musulman, et violation de ces mêmes règles, en ce que l'arrêt attaqué a refusé d'ordonner la licitation d'immeubles qui auraient été acquis en remplacement de biens habous n'ayant jamais eu eux-mêmes le caractère de biens habous.

Discussion de ce moyen : — *Demande.* — Le pourvoi reconnaît que les immeubles acquis avec l'indemnité d'expropriation de Zerizer avaient été achetés soit par actes notariés, soit par adjudication ; qu'ils étaient ainsi possédés au titre français et que, par suite, la juridiction française avait bien compétence pour connaître du litige portant sur la nature des droits qui les grevaient. C'est, du reste, ce que votre arrêt du 20 décembre 1893 avait formellement décidé ; — Mais le pourvoi estime que le tribunal de Constantine et après lui la Cour d'Alger se sont trompés en décidant que les immeubles litigieux étaient habous ; — Le habous, dit-il, est une donation d'usufruit, au profit des pauvres, d'une mosquée, ou d'un établis-

sement d'utilité générale, garantie par le séquestre apposé sur le fonds, afin d'en assurer les effets à perpétuité. Mais cette notion originaire du habous s'est déformée avec le temps. On a permis au constituant de désigner des bénéficiaires intermédiaires. Dans le rite hanéfite, qui régit la cause actuelle, on a permis au constituant de s'attribuer le bénéfice de sa fondation, sa vie durant, de la modifier, d'y faire participer qui bon lui semblait, enfin de l'annuler. Si bien que le habous n'a plus servi qu'à tourner les règles de dévolution successorale établies par le coran. Pour atténuer les dangers de cette extrême liberté, les légistes de l'école hanéfite ont décidé que le titre constitutif du habous devait être appliqué textuellement et que toute atteinte qui y serait portée en entraînerait la caducité. Tel est le principe fondamental, qui doit guider l'interprétation en cette matière. — En principe, la vente et l'échange d'un bien habous sont interdits. Exceptionnellement, ils peuvent avoir lieu, quand le constituant a réservé cette faculté dans l'acte de fondation et lorsque la constitution n'a pas été validée par jugement. En dehors même de ces cas, le cadi peut ordonner l'échange ou la vente et l'achat d'autres biens en remploi, s'il y a nécessité absolue, mais sous des conditions déterminées avec précision, et qui doivent être rigoureusement accomplies ; — En premier lieu, l'autorisation doit être donnée par un cadi au-dessus de tout soupçon. La vente ne doit être permise que si l'échange en nature est impossible ; — Avant que la vente ait lieu, le cadi rend un jugement annulant le habous. Il prescrit toutes les mesures nécessaires en vue d'un remploi intégral et rapide ; — Quand le rachat des nouveaux immeubles est effectué, un acte est dressé qui indique les motifs ayant nécessité la vente, les précautions prises pour assurer le remploi du prix, et spécifiant expressément que le bien acquis en remploi est régi par le habous à la place du précédent ; — L'omission de l'une quelconque de ces formalités entraîne la caducité du habous et l'immeuble acquis en remploi devient libre (Mercier, *Le habous ou ouakof*, p. 34, *Rev. Alg.*, 1895. 1. 173 et suiv., et deuxième étude, p. 10 et 11, *Rev. Alg.*, 1897. 1. 112 et suiv.). — Or, dans l'espèce, dit le pourvoi, toutes les formes légales ont été omises : — 1° Aucun cadi n'a présidé à l'aliénation des immeubles habous et au rachat de ceux qui ont été acquis en remploi ; — 2° L'État avait offert en échange du domaine de Zerizer le domaine de Beni-Haroun, supérieur en étendue et en valeur. La dame Kaddoudja n'avait pas le droit de refuser cette offre, sans l'intervention du cadi ; — 3° Les actes d'acquisition des immeubles acquis en remploi ne mentionnent ni l'origine des deniers, ni la manifestation de la volonté d'opérer le remploi et de maintenir ainsi le habous. D'où il suit que ce dernier est devenu caduc. — L'arrêt ne conteste aucun de ces faits qui étaient relatés dans les conclusions des consorts Stambouli, et cependant il refuse d'ordonner la licitation des immeubles achetés avec l'indemnité de Zerizer, parce qu'il les déclare habous, comme l'était ce domaine. — Pour statuer ainsi il s'appuie sur deux passages du Dorr-el-Moktar. Mais le pourvoi fait remarquer que le Dorr-el-Moktar n'est que le commentaire du Tanouir-el-Abcar, qui est le véritable code hanéfite (Mercier, *op. cit.*, p. 9). En même temps qu'il expose les règles fixées par la jurisprudence, il fait connaître les opinions contraires et les décisions diverses rendues avant sa publication. D'où il résulte qu'en détachant de l'ensemble de l'ouvrage certains passages on

risque de fonder sur ces citations isolées un système contraire à la vraie doctrine hanéfite. — Du reste, les textes invoqués n'ont trait qu'à l'indication du remploi dans l'acte d'achat du nouvel immeuble, et, même en leur donnant le sens que l'arrêt leur attribue, le remploi ne serait cependant pas valable, parce qu'il n'aurait pas été opéré sous la direction du cadi, ce qui est une condition essentielle ; — Interprétant à son tour les textes du Dorr-el-Moktar sur lesquels l'arrêt s'appuie, le pourvoi soutient que le premier signifie simplement que la constitution du nouveau habous ne doit pas nécessairement indiquer les noms des dévolutaires successifs parce qu'ils sont les mêmes que dans l'acte originel. C'est donner à ce texte une fausse interprétation que de prétendre qu'il signifie que l'acte d'acquisition ne doit pas rappeler la constitution du habous; — Quant au second texte, il est seulement analysé dans l'arrêt, ce qui ne permet pas d'en discuter utilement l'interprétation. Mais le pourvoi trouve étrange que le Dorr-el-Moktar ait fait la différence, que relève la Cour d'Alger, entre le remploi à faire par le dévolutaire autorisé par le constituant et le remploi fait par le dévolutaire auquel la vente est imposée. On ne comprend pas que le habous soit entouré de moins de garanties, lorsque l'aliénation est forcée; car c'est surtout dans cette hypothèse que le dévolutaire peut s'autoriser de la contrainte qu'il subit pour négliger de perpétuer le habous et pour se rendre propriétaire pur et simple du prix ou du nouvel immeuble, au lieu d'en rester simple usufruitier ; — D'où le pourvoi conclut que les textes invoqués par l'arrêt attaqué ne justifient pas les déductions qu'il en a tirées, et qui sont contraires aux principes du droit musulman en matière de habous. Ces principes exactement appliqués devaient, au contraire, conduire à reconnaître que les immeubles litigieux étaient libres, et, par conséquent, l'arrêt aurait dû en ordonner la licitation.

Défense. — La défense oppose d'abord une fin de non recevoir tirée de la nouveauté du moyen, qui n'a pas été invoqué dans les conclusions d'appel et sur lequel la Cour d'Alger n'a pas été appelée à s'expliquer. — Dans leurs conclusions du 2 février 1897, les demandeurs n'invoquaient comme cause de la caducité du habous que la distraction d'une partie des intérêts et le prélèvement illicite d'une partie du capital de l'indemnité d'expropriation. — Il est vrai que les consorts ben Abdallah Khodja, dans leurs conclusions du 10 février 1897, se sont fondés sur le défaut d'indication du remploi ; mais ils ne soutenaient pas, comme les consorts Stambouli, que cette omission avait pour conséquence de faire rentrer les biens dans la succession du constituant. Leur prétention était que ces immeubles, désormais libres de toutes charges, devaient figurer dans la succession de Kaddoudja et que, par conséquent, les héritiers de celle-ci devaient être seuls appelés à les recueillir, à l'exclusion des consorts Stambouli.

Or, le moyen tiré des irrégularités qui auraient été commises dans l'acquisition du remploi ne peut pas être invoqué pour la première fois devant la Cour de cassation (D. P., *Suppl.*, v° *Cassation*, n° 422 ; Req., 10 mars 1868, D. P., 68. 1. 467).

Au fond, d'ailleurs, ajoute la défense, l'argumentation du pourvoi sur ce moyen ne repose sur aucune base certaine. — Le jugement confirmé par l'arrêt a répondu au grief tiré du défaut d'indication du remploi par

une citation du Dorr-el-Moktar, établissant qu'au cas de vente judiciaire d'un immeuble habous, l'immeuble acquis en remploi devient habous comme le premier, sans qu'il soit nécessaire de l'exprimer, et l'arrêt a fait l'application de cette règle au cas d'expropriation pour cause d'utilité publique. — D'après la défense, le Dorr-el-Moktar est le code du rite hanéfite. — L'interprétation dont il a fourni la base à la Cour d'Alger n'est point isolée, et il est généralement admis que l'échange avec l'État, ou l'expropriation pour cause d'utilité publique, ne rend pas caduc le habous, qui se perpétue au contraire de plein droit sur l'immeuble acquis en remploi. S'il y a controverse pour le cas d'échange ou de vente volontaire, tous les commentateurs sont d'accord pour reconnaître que l'aliénation de l'immeuble habous par voie d'expropriation pour cause d'utilité publique est licite (Seignette, *Code musulman*, art. 1268 ; Sautayra et Cherbonneau, *Droit musulman*, II, p, 395). — Il en est surtout ainsi dans le rite hanéfite, moins rigoureux que le rite malékite, et qui a apporté plusieurs tempéraments à l'inaliénabilité des biens habousés (Clavel, *Le ouakf ou habous*, I, 155 ; Zeys, *Traité élémentaire de droit musulman algérien*, II, p. 189). — La Cour d'Alger a toujours suivi la doctrine des auteurs précités. Elle décide que les biens donnés par l'administration, en échange d'un immeuble habous, prennent le caractère du habous primitif, et que la même règle s'applique à la somme payée par l'administration à titre d'indemnité (Alger, 30 nov. 1881, *Bull. jud. Alg.*, 1884, p. 194 ; 6 déc. 1894, *Rev. Alg.*, 1895. 2. 1). La jurisprudence de la Cour mixte d'Alexandrie est conforme (Arrêt du 24 janvier 1895, *Rev. Alg.*, 1895. 2. 321).

Le pourvoi prétend que, tout au moins, l'opération aurait dû, à peine de nullité, être autorisée et surveillée par un cadi. L'intervention du cadi, en admettant qu'elle ait jamais été exigée, peut se comprendre en cas de vente ou d'échange volontaire, afin de garantir le maintien du habous sur des biens de même valeur, et de prévenir toute fraude. Mais, en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, la procédure imposée par la loi suffit pour atteindre ce but, et de nouvelles garanties seraient inutiles. C'est pourquoi l'intervention du cadi n'est pas nécessaire (Clavel, *op. cit.*, I, 155). — L'indemnité d'expropriation est grevée des mêmes droits que les biens expropriés, et, en cas d'emploi, le nouvel immeuble acquiert, de plein droit, la qualité de habous, sans qu'une stipulation expresse soit nécessaire. L'indication dans l'acte d'acquisition de l'origine des deniers et de l'intention d'en effectuer le remploi n'est requise en aucune façon. — C'est l'application du principe universellement admis pour le cas de perte par cas fortuit de l'immeuble habousé. Dans cette hypothèse, si les dévolutaires ont droit à la valeur représentative en argent de l'immeuble détruit, la somme qui leur est attribuée conserve le caractère de habous et doit servir à l'acquisition d'un autre immeuble qui sera lui-même habous, comme celui qu'il remplace (Cour d'Alexandrie, 4 mars 1886). — Plus spécialement, l'indemnité d'assurance payée en cas d'incendie d'une maison doit être employée, soit à la reconstruction de l'immeuble, soit à l'achat d'un autre immeuble qui sera grevé de habous (Clavel, *op. cit.*, I, 163). — Il n'est donc pas démontré qu'au cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, le remploi soit soumis, pour sa validité, aux conditions multiples que le pourvoi énumère. Par conséquent, c'est avec raison que le jugement du tribunal de Constantine,

dont les motifs ont été adoptés, quant à ce, par l'arrêt attaqué, après avoir constaté en fait que les immeubles litigieux avaient été acquis avec une partie de l'indemnité d'expropriation du domaine de Zerizer, a déclaré que ces immeubles, ainsi que le solde de l'indemnité, se trouvaient de plein droit grevés de habous. — A l'appui de sa thèse, la défense produit une consultation délivrée par le muphti hanéfite d'Alger à laquelle ont adhéré un professeur de la médersa supérieure ainsi que les cadis hanéfité et malékite de la même ville.

Sur ce rapport, la Cour a rendu l'ARRÊT suivant :

LA COUR, — Statuant sur le premier moyen du pourvoi, et d'abord sur la fin de non recevoir qui lui est opposée par la défense : — Attendu qu'il résulte des qualités de l'arrêt attaqué que la dame Kaddoudja, en possession de l'immeuble habous dit Zerizer, en a été expropriée pour cause d'utilité publique, et que l'indemnité a été employée pour la majeure partie en acquisition d'immeubles, le solde étant resté déposé au beït-el-mal ; — Qu'au décès de la dame Kaddoudja, le sieur Ben Djelloul, son mari, agissant en qualité de tuteur de leurs enfants, a formé devant la juridiction musulmane une demande tendant à ce que les immeubles acquis avec l'indemnité d'expropriation de Zerizer et le solde non encore employé fussent reconnus habous et, comme tels, exclusivement attribués à ses enfants ; — Que la dame Zeleïkha, mère de la défunte, a conclu, au contraire, à ce que l'indemnité d'expropriation fût déclarée bien melk et, à ce titre, partagée entre tous les héritiers légitimes de Kaddoudja ; — Qu'un jugement de la chambre des appels musulmans du tribunal de Constantine, en date du 27 juin 1891, rendu sur l'appel d'une sentence du cadi de la même ville du 18 novembre 1890, a décidé que le habous de Zerizer était devenu caduc par l'effet de l'expropriation et que le prix redevenu libre tombait, non dans la succession de la dame Kaddoudja, mais dans celle de Salah Bey, constituant originaire du habous ; — Que, sur le pourvoi formé contre ce jugement par Ben Djelloul, les héritiers de Salah Bey sont intervenus devant la Cour de cassation ; — Que, par arrêt de cette chambre du 20 décembre 1893, le jugement attaqué a été cassé à raison de l'incompétence de la juridiction musulmane et que la cause et les parties ont été renvoyées devant la Cour d'Alger ; — Que, par arrêt du 2 juillet 1894, la Cour d'Alger, statuant sur ce renvoi, a reconnu que les immeubles litigieux avaient leur dernière origine de propriété dans une expropriation pour cause d'utilité publique prononcée par

l'autorité française, ou dans des acquisitions faites devant des notaires français, ou dans des jugements d'adjudication émanés d'un tribunal français ; — Que, par suite, les contestations soulevées au sujet du caractère de ces immeubles et des droits qui les grevaient ne pouvaient être portées que devant la juridiction française, en vertu des art. 1er de la loi du 26 juillet 1873, 1, 2, § 1, et 6, du décret du 17 avril 1889 ; — Attendu que cet arrêt rendu en conformité de l'arrêt de la Cour de cassation, non attaqué par un nouveau pourvoi et auquel les demandeurs actuels étaient parties, est passé en force de chose jugée, et que, conformément à son dispositif, les consorts Stambouli ont saisi le tribunal de Constantine, le 31 juillet 1894, d'une demande en partage, entre tous les héritiers de Salah Bey, de l'indemnité d'expropriation du domaine de Zerizer, dont le habous devait, suivant eux, être tenu pour caduc ; mais que leur demande a été repoussée par un jugement du tribunal de Constantine, en date du 22 janvier 1895, confirmé par l'arrêt attaqué ; — Attendu que, dans ces circonstances, les demandeurs ne sauraient, sans porter atteinte à la chose jugée, remettre en question devant la Cour de cassation la compétence de la juridiction française, qui a été définitivement affirmée par l'arrêt de la Cour d'Alger du 2 juillet 1894; — D'où il suit que le premier moyen n'est pas recevable ;

Sur le second moyen : — Attendu qu'en cause d'appel, Ben Djelloul, après avoir conclu, au principal, à la confirmation du jugement du tribunal de Constantine qui avait maintenu à l'indemnité d'expropriation de Zerizer le caractère de bien habous, a demandé subsidiairement à la Cour « de dire, au besoin, en ce qui concernait les consorts Stambouli, Bachaga et Salah Bey, qu'il y avait à cet égard chose jugée par diverses décisions judiciaires antérieures » ; — Qu'en réponse, les consorts Stambouli ont conclu à ce qu'il plût à la Cour « de dire qu'aucune de ces décisions n'avait traité ni résolu la question, objet du procès actuel, savoir l'anéantissement du habous du vivant même de Kaddoudja, ou son extinction au décès de celle-ci et, comme conséquence, le retour de cette valeur à la succession normale de Salah Bey » ; — Attendu qu'il appert des qualités de l'arrêt attaqué que la même exception de chose jugée avait été déjà soulevée par Ben Djelloul au cours du débat de première instance ; — Que le tribunal, après avoir décidé que l'expropriation de Zerizer n'avait pas eu pour effet de rendre caduc le habous qui le grevait, a déclaré que, dans ces conditions, il devenait sans intérêt de statuer sur l'exception de chose jugée ; — Que l'arrêt attaqué s'est

approprié ce motif, en adoptant ceux du jugement qui n'étaient pas contraires à ses motifs propres ; qu'ainsi le moyen manque en fait ;

Sur le troisième moyen : — Sur la fin de non recevoir prise de sa nouveauté ; — Attendu que par leurs exploits introductifs d'instance des 31 juillet, 1er août et 15 octobre 1894, les consorts Stambouli ont soutenu que l'aliénation par vente ou expropriation détruit le habous et que, par suite, les biens qui le composaient ou la valeur qui le représente se transforment en biens successoraux et que la succession s'ouvre comme si le habous n'avait jamais existé ; — Attendu que cette prétention, contredite par le défendeur Ben Djelloul, a été repoussée par le tribunal, mais qu'elle a été requise et soutenue de nouveau dans les conclusions que les consorts Stambouli ont prises devant la Cour aux dates des 2 juin 1896 et 2 février 1897 ; que le moyen n'est donc pas nouveau ; — Rejette la fin de non recevoir ;

Au fond : — Attendu, en droit, que la loi du 26 juillet 1873, dans son art. 1er, en déclarant régie par la loi française toute transmission contractuelle de biens immeubles et de droits immobiliers, et en prononçant, comme conséquence, l'abolition de tous droits réels fondés sur la loi musulmane, qui seraient contraires à la loi française, n'a pas compris dans ses prescriptions les transmissions par voie de succession ; — Qu'en effet, l'art. 7 de la même loi dispose expressément qu'il n'est pas dérogé au statut personnel ni aux règles des successions des indigènes entr'eux ; que cet article ne distingue pas entre les successions dévolues en conformité des dispositions de la loi et celles dont la dévolution s'opère par la volonté de l'homme ; — Attendu que le jugement de première instance, dont les motifs ont été adoptés, quant à ce, par l'arrêt attaqué, déclare que l'institution des habous se rattache directement aux successions musulmanes ; qu'elle constitue une véritable dérogation à l'ordre légal de la transmission héréditaire et que les règles qui la régissent doivent être recherchées dans la coutume musulmane ; — Que, dans le rite hanéfite, applicable à l'espèce, lorsque la vente d'un immeuble habousé a lieu sans le concours de la volonté des dévolutaires, spécialement à la suite d'une décision judiciaire, moyennant une indemnité qui sert à l'acquisition d'un autre immeuble, celui-ci devient habous à la place du premier ; — Que le jugement invoque, à cet égard, un passage du Dorr-el-Moktar portant que : « Lorsqu'un immeuble a été acquis avec l'indemnité allouée pour un immeuble habousé, il devient habous comme celui-ci et dans les mêmes conditions de

dévolution, quand même il n'aurait rien été stipulé à ce sujet dans le titre d'acquisition » ; — Qu'il déclare ce texte applicable à l'hypothèse spéciale d'une vente faite contre le gré du dévolutaire, telle que l'expropriation pour cause d'utilité publique; qu'il en déduit qu'en cas pareil le habous constitué selon le rite hanéfite demeure intact et se perpétue d'abord sur l'indemnité d'expropriation, ensuite sur l'immeuble acquis au moyen de cette indemnité et ce, de plein droit, sans stipulation de remploi, sous l'unique condition que le nouvel immeuble soit payé avec les fonds provenant de l'expropriation de l'ancien ; — Attendu que cette constatation de la coutume musulmane rentrait dans les pouvoirs souverains des juges du fond ; — Attendu qu'ils ont, en outre, constaté en fait que les immeubles litigieux avaient bien été acquis et payés au moyen de l'indemnité d'expropriation du bien habous de Zerizer ; — Attendu qu'en décidant, dans ces circonstances, que les demandeurs qui ne figuraient pas parmi les dévolutaires du habous constitué à l'origine par Salah Bey n'étaient pas fondés dans leur demande en licitation desdits immeubles, l'arrêt attaqué n'a violé aucune loi ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.*; FALCIMAIGNE, *rap.*; SARRUT, *av. gén.* — Mes BOUCHIÉ DE BELLE, BICKART-SÉE et PÉROUSE, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

13 juillet 1900

Délégations financières, Algérie, musulman, élections, régularité, décision du gouverneur général, recours au conseil d'État, condamnation pour vol, inéligibilité, réhabilitation.

En matière de délégations financières musulmanes, le gouverneur général de l'Algérie ne statue pas définitivement sur la régularité des élections et un recours au conseil d'État reste ouvert contre sa décision (1) ;

Est inéligible aux délégations financières, le musulman condamné à l'emprisonnement pour complicité de vol par recel, alors même qu'il a obtenu plus tard sa réhabilitation, si celle-ci n'a été prononcée que postérieurement à son élection (2) ;

(1, 2) Comp. sur les délégations financières, les notes sous le décret du 23 août 1898 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté, Suppl.*

(Mesbah ben Hocine)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Considérant que s'il résulte des dispositions combinées de l'art. 15 du décret du 23 août 1898 et de l'art. 13 du décret du 4 octobre 1898 que la régularité des élections aux délégations financières musulmanes est vérifiée par le gouverneur général de l'Algérie, en conseil de gouvernement, ces textes n'attribuent pas au gouverneur général de l'Algérie le droit de statuer définitivement ; qu'en conséquence, un recours reste ouvert au Conseil d'État contre sa décision ;

Au fond : — Considérant que le requérant a été condamné, par jugement du tribunal de Tizi-Ouzou, à quinze jours d'emprisonnement pour complicité de vol par recel ; que, s'il a obtenu sa réhabilitation par arrêt de la Cour d'appel d'Alger, cette réhabilitation n'a été prononcée que le 5 mai 1898, c'est-à-dire postérieurement à son élection ; qu'ainsi, le requérant était inéligible et que c'est avec raison que, par application des art. 15 et 27 du décret du 2 février 1852, son élection a été annulée ;

Décide : — La requête du sieur Mesbah Mohamed ben Hocine est rejetée.

MM. BERGER, *prés.* ; DE ST-PAUL, *com. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

18 décembre 1900

Jugement par défaut, matière correctionnelle, prévenu détenu.

Les détenus préventivement ont, au même titre que les prévenus en liberté, le droit absolu de faire défaut devant les tribunaux correctionnels, et les explications fournies par un

---

1898, p. 90 et s. — *Adde*, Cass., 10 janv. 1899 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 45) ; 24 juill. 1899 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 337) et la note ; Cons. d'État, 8 août 1899 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 1). — Il est à remarquer que la décision rapportée s'appuie sur les termes du décret du 2 février 1852 pour trancher une question d'inéligibilité.

prévenu, à une audience d'instruction supplémentaire, ne peuvent engager celui-ci dans les liens d'un débat contradictoire sur le fond (1);

Par suite, c'est à tort qu'une Cour a refusé de donner acte de ce qu'un prévenu déclare faire défaut, en décidant dans un premier arrêt que le second arrêt sur le fond ne peut être que contradictoire, parce que le prévenu est détenu ; qu'en outre il a fourni des explications à une audience d'instruction et qu'enfin il s'est expliqué dans une instruction complémentaire (2).

(Pouchol)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen relevé d'office et pris de la violation des droits de la défense ; — Attendu que par un arrêt contradictoire, en date du 31 août 1900, la Cour d'appel d'Alger a ordonné un supplément d'information dans l'affaire concernant le nommé Pouchol, poursuivi pour abus de confiance ; — Attendu que le demandeur a comparu à nouveau devant la Cour d'appel le 2 novembre, assisté de son avocat, et que celui-ci, au début de l'audience, a sollicité le renvoi de l'affaire, à une audience ultérieure, déclarant qu'il n'était pas en état de présenter la défense de son client ; que la Cour a refusé le renvoi, et que Pouchol a déposé des conclusions tendant à ce qu'il fût donné acte de ce qu'il déclarait faire défaut ; — Attendu que, par un premier arrêt, la Cour a décidé que le second arrêt à intervenir sur le fond ne pouvait être que contradictoire parce que le prévenu était détenu ; parce qu'à l'audience du 31 août il avait déjà fourni des explications ; parce qu'il s'était également expliqué au cours de l'information complémentaire et que toutes les communications utiles lui avaient été faites ; que, par un second arrêt, la Cour d'appel l'a condamné à une année de prison et 25 fr. d'amende ; — Attendu que l'arrêt attaqué du 2 novembre 1900 en déniant à Pouchol le droit de faire défaut dans les circonstances précitées a violé l'art. 186 C. instr. crim. et porté atteinte aux droits de la défense ; qu'en effet, les détenus ont, au même titre que les prévenus en liberté, le droit de faire défaut devant les tribunaux correctionnels ; que les

(1, 2) V. sur le principe Dalloz, *Suppl. au Rép.* v° *Jugement par défaut*, n° 219 et s. ; *Add.*, Caen, 18 févr. 1874 (D. P. 75. 2. 132) ; Lyon, 10 août 1881 (D. P. 82. 2. 65) ; Toulouse, 28 oct. 1886 (D. P. 87. 2. 244).

explications fournies par Pouchol à l'audience du 31 août et pendant l'enquête supplémentaire ne pouvaient avoir eu pour effet de l'engager dans les liens d'un débat contradictoire sur le fond, l'arrêt préparatoire du 31 août n'étant qu'un acte d'instruction au même titre que l'information complémentaire qu'il avait prescrite ; — Attendu enfin que le 2 novembre, et avant tout débat tant sur l'instruction nouvelle que sur l'ensemble des faits de la poursuite, Pouchol a déclaré faire défaut, et qu'il a ainsi usé d'un droit qui lui est conféré par la loi ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'Alger (Ch. correct.), du 2 novembre 1900, renvoie la cause devant la Cour d'Aix.

MM. LŒW, *prés.* ; ROULIER, *rap.* ; FEUILLOLEY, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

19 décembre 1900

Compétence, Algérie, immeuble musulman, titre français, juridiction musulmane, décret du 17 avril 1889 et loi du 26 juillet 1873.

Lorsque, relativement à un immeuble appartenant à des musulmans, aucun titre n'a été délivré en vertu de la loi du 26 juillet 1873, bien qu'il ait été procédé aux enquêtes préalables organisées par ladite loi, et que, d'autre part, il n'est produit aucun autre titre administratif, notarié ou judiciaire, la loi musulmane est seule applicable à la cause et c'est à la juridiction musulmane qu'il appartient d'en connaître (1).

(Gorimich c. Turki)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes des art. 2, 6 et 7 du décret du 17 avril 1889, 2 de la loi du 26 juillet 1873, les musulmans

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous l'art. 2 de la loi du 26 juillet 1873 et sous l'art. 6 du décret du 17 avril 1889 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 405 et suiv. et 860.

algériens ne sont régis par la loi française et justiciables des tribunaux français, quant à leurs immeubles, que dans le cas où ceux-ci ont été francisés, soit par un titre administratif, notarié ou judiciaire, soit par la délivrance d'un titre en vertu de la loi précitée du 26 juillet 1873 ; — Attendu, en fait, que s'il avait été procédé aux enquêtes préalables organisées par ladite loi, en ce qui touche la terre litigieuse, aucun titre n'avait encore été délivré à l'une ou à l'autre des parties ; — Attendu, d'autre part, qu'il n'était produit aucun autre titre administratif, notarié ou judiciaire ; — Attendu qu'il suit de là que la loi musulmane était seule applicable à la cause, et que c'était à la juridiction musulmane qu'il appartenait d'en connaître, d'où il résulte que c'est à tort que le tribunal de Tlemcen, saisi, en tant que juridiction d'appel, de l'appel relevé contre le jugement du juge de paix de Montagnac, statuant en matière musulmane, s'est déclaré incompétent par jugement du 19 février 1892 ;

Par ces motifs : — Réglant de juges : — Renvoie la cause et les parties, dans l'état où elles se trouvaient après l'appel relevé par Gorimich ben Abdelkader et consorts du jugement rendu par le juge de paix de Montagnac, le 3 décembre 1891, devant le tribunal de Tlemcen, autrement composé, pour connaître dudit appel, en tant que juridiction d'appel, statuant en matière musulmane ; — Annule, par suite, toute la procédure suivie depuis ledit acte d'appel.

MM. TANON, *prés.* ; ZEYS, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.* — Me RAYNAL, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

22 décembre 1900

Jugement par défaut, comparution volontaire, prévenu détenu, renonciation expresse, défaut de constatation.

S'il est exact que le prévenu, non cité devant la juridiction correctionnelle, mais qui a volontairement comparu et accepté le débat, ne soit pas recevable à exciper ultérieurement du défaut de citation, il convient toutefois de distinguer entre le cas où le prévenu s'est présenté à l'audience en

état de liberté et celui où il a comparu en état de détention (1) ;

Si, dans le premier cas, le prévenu, par cela seul qu'il n'a élevé aucune réclamation, est supposé avoir renoncé librement à la formalité de la citation préalable, dans le second cas au contraire cette renonciation doit être expresse et formellement constatée (2) ;

En conséquence, viole tout à la fois l'art. 182 C. instr. crim. et les droits de la défense l'arrêt qui ne constate pas expressément que des prévenus détenus aient accepté le débat correctionnel ensuite duquel ils ont été condamnés (3).

(Latière et Gras)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen relevé d'office et pris de la violation des art. 182 et 147 C. instr. crim., et des droits de la défense ; — Vu l'art. 182 C. instr. crim. ; — Attendu, en fait, que Latière et Gras, étant détenus, ont interjeté appel d'un jugement du tribunal correctionnel de Constantine, en date du 13 octobre 1900, les condamnant pour vol à deux mois de prison ; que, sans leur faire donner aucune citation, le procureur général les a fait amener devant la Cour d'appel d'Alger, pour l'audience du 15 novembre 1900, à l'effet d'entendre statuer sur ledit appel ; — Qu'il n'est pas constaté expressément que Latière et Gras aient accepté le débat ensuite duquel ils ont été condamnés, sans avoir été défendus, à un an de prison sur l'appel interjeté à l'audience par le ministère public ; — Attendu que la citation prescrite par l'art. 182 C. instr. crim. a pour objet d'avertir le prévenu du jour où il sera jugé et de lui permettre de présenter sa défense ; — Qu'à la vérité, aucune loi ne s'oppose à ce que les tribunaux correctionnels soient saisis par la comparution volontaire des parties, et que, par suite, le prévenu non cité, qui a volontairement comparu et accepté le débat, n'est pas recevable à exciper ultérieurement du défaut de citation, mais qu'il faut distinguer entre le cas où le prévenu s'est présenté à l'audience en état de liberté et celui où il a comparu en état de

---

(1 et 3) V. sur ce point, Faustin-Hélie, *Traité de l'instr. crim.*, t. 6, n° 2818; Dalloz, *Suppl. au Rép.*, v° *Procédure criminelle*, n° 1099 et s.; Cass. crim., 16 juin 1881 (D. P., 82. 1. 179 ; 27 févr. 1885 (*Bull. crim.*, n° 70) ; 21 déc. 1893 (*Bull. crim.*, n° 362).

détention ; — Que, dans le premier cas, le prévenu, par cela seul qu'il n'a élevé aucune réclamation, est supposé avoir renoncé librement à la formalité de la citation préalable ; — Que, dans le second cas, cette renonciation doit être expresse et formellement constatée, un consentement libre et réfléchi ne pouvant se présumer de la part d'un prévenu qui se trouve dans les liens d'un mandat d'arrêt ou de dépôt ; — D'où il suit que l'arrêt attaqué a violé l'art. 182 C. instr. crim., et méconnu les droits de la défense ;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt de la Cour d'Alger du 15 novembre 1900 et renvoie devant la Cour d'Aix.

MM. LŒW, *prés.* ; BARD, *rap.* ; FEUILLOLEY, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

31 décembre 1900

Avaries, transports maritimes, voiturier, faute, responsabilité, motifs des jugements.

Engage la responsabilité d'une compagnie de transports maritimes et justifie la condamnation à des dommages-intérêts prononcée contre elle, le fait par cette compagnie d'avoir placé une marchandise, hygrométrique de sa nature, au fond de la cale d'un navire au lieu de la placer dans les faux-ponts ou de la protéger, dans la cale même, par un grenier suffisant (1).

(Cie de Navigation mixte c. Caillot)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'art. 1er du connaissement, des art. 103 et 216 C. com., 1134, 1315, 1382, 1784 C. civ., et 7 de la loi du 20 avril 1810 ; — Attendu qu'il est constaté en fait par l'arrêt attaqué que l'avarie survenue aux 50 sacs de bouillie bordelaise char-

(1) V. l'arrêt attaqué d'Alger du 31 décembre 1900 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 222) et les notes.

gés à Cette sur le vapeur *Oasis* est due à une faute de la Cie demanderesse ; — Que cette faute a consisté en ce que la marchandise, hygrométrique de sa nature, a été mise au fond de la cale, au lieu d'être placée dans les faux-ponts ou d'être protégée, dans la cale même, par un grenier suffisant ; que ce défaut de précaution et de vigilance, qui a entraîné l'absorption par la marchandise d'eau fortement chargée de sel marin, a engagé la responsabilité de la compagnie et justifié la condamnation prononcée contre elle ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 13 janvier 1900.

MM. TANON, *prés.* ; LETELLIER, *rap.* ; MELCOT, *av. gén.* — Me AGUILLON, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

21 décembre 1900

Dénonciation calomnieuse, faits imputés, preuve, autorité compétente, tribunal correctionnel, sursis.

La juridiction correctionnelle est légalement saisie d'une poursuite en dénonciation calomnieuse, alors même que la fausseté des imputations calomnieuses n'a pas été préalablement déclarée ; il doit seulement, lorsque la fausseté des faits dénoncés est contestée par le prévenu, être sursis au jugement de la procédure jusqu'à ce qu'il ait été statué sur ce point par l'autorité dans les attributions de laquelle rentre la connaissance de ce fait (1) ;

En conséquence, viole les règles de la compétence et l'art. 373 C. pén., l'arrêt qui relaxe un prévenu de dénonciation calomnieuse par ce motif que la partie civile ne rapportait pas au préalable la reconnaissance par l'autorité compétente de la fausseté des faits dénoncés (2).

(1, 2) Comp. trib. correct. Bône, 27 oct. 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 261) et la note.

(Oudaille c. Grangette)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la deuxième branche du deuxième moyen, prise de ce que, le demandeur ne rapportant la preuve de la fausseté des faits dénoncés, l'arrêt attaqué aurait dû surseoir jusqu'à ce qu'il ait été statué sur lesdits faits par l'autorité compétente: — Vu l'art. 373 C. pén.; — Attendu que la juridiction correctionnelle est légalement saisie d'une poursuite en dénonciation calomnieuse, alors même que la fausseté des imputations calomnieuses n'a pas été préalablement déclarée; — Qu'il doit seulement, lorsque la fausseté des faits dénoncés est contestée par le prévenu, être sursis au jugement de la poursuite jusqu'à ce qu'il ait été statué sur ce point par l'autorité dans les attributions de laquelle rentre la connaissance de ce fait; — Et attendu que la Cour d'appel d'Alger a relaxé les prévenus par le motif qu'Oudaille ne rapportait pas au préalable la reconnaissance par l'autorité compétente de la fausseté des faits dénoncés; — Qu'elle a condamné ce dernier aux dépens, a vidé ainsi l'instance et s'est dessaisie de l'action, au lieu de surseoir; — D'où il suit, qu'elle a violé les règles de la compétence et l'art. 373 précité;

Par ces motifs et sans qu'il y ait lieu d'examiner les autres moyens du pourvoi: — Casse l'arrêt de la Cour d'Alger du 2 juin 1900 et renvoie devant la Cour d'Aix.

MM. LŒW, *prés.*; GARAS, *rap.*; DUBOIN, *av. gén.* — Me DUFOURMANTELLE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

4 janvier 1901

Cour d'assises, jury, circonstances atténuantes, déclaration unique pour deux accusés, pourvoi, ministère public, moyen relevé d'office.

Si les condamnés ne peuvent être admis à se pourvoir contre leur propre intérêt et sont dès lors non recevables à critiquer le vice résultant de ce que la déclaration du jury est unique et collective pour les deux accusés, il n'en est pas

de même à l'égard du ministère public, auquel il appartient de relever dans l'intérêt de la loi les nullités dont peuvent être entachés les arrêts de justice;

La déclaration d'un jury, en ce qui concerne les circonstances atténuantes, ainsi conçue : « A la majorité il y a des circonstances atténuantes en faveur des deux accusés » constitue une déclaration unique et commune ne pouvant fournir la preuve certaine que les prescriptions des art. 1 et 3 de la loi du 13 mai 1836 ont été observées.

(Mebrek Slimane ben Mohamed et Mabed Ahmed ben Saïd et Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Statuant sur le pourvoi des demandeurs : — Attendu que la procédure est régulière; — Rejette le pourvoi;

Sur le moyen relevé d'office par le ministère public, pris de la violation des art. 1 et 3 de la loi du 13 mai 1836, en ce que la déclaration du jury, relative aux circonstances atténuantes, a été unique et collective pour les deux accusés ; — Vu lesdits articles ; — Attendu que si les condamnés ne peuvent être admis à se pourvoir contre leur propre intérêt et sont dès lors non recevables à critiquer le vice résultant de ce que la déclaration du jury est unique et collective pour les deux accusés, il n'en est pas de même à l'égard du ministère public auquel il appartient de relever dans l'intérêt de la loi les nullités dont peuvent être entachés les arrêts de justice ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1er de la loi du 13 mai 1836, le jury doit voter par scrutins distincts et successifs non seulement sur le fait principal et sur chacune des circonstances aggravantes, mais encore sur la question des circonstances atténuantes, que le chef du jury est tenu de poser toutes les fois que la culpabilité de l'accusé a été reconnue ; — Qu'il suit de là que la déclaration du jury doit être spéciale et distincte pour chaque accusé et qu'à cette condition seule la Cour d'assises peut faire une application régulière et légale des dispositions de l'art. 463 C. pén. ; — Attendu que, dans l'espèce, les deux accusés ayant été déclarés coupables, la déclaration du jury, en ce qui concerne les circonstances atténuantes, est ainsi conçue : « A la majorité, il y a des circonstances atténuantes en faveur des deux accusés » ; — Attendu que cette déclaration unique et commune aux deux accusés ne fournit pas la preuve certaine

que les prescriptions des art. 1 et 3 de la loi du 13 mai 1836 ont été observées ; que, tout au contraire, elle semble se référer à une seule question posée au jury et à un scrutin unique, commun aux deux accusés, ce qui constitue une violation formelle des articles susvisés ;

Par ces motifs : — Casse et annule, mais dans l'intérêt de la loi seulement, la déclaration du jury de la Cour d'assises d'Alger du 23 novembre 1900 en ce qui concerne les circonstances atténuantes et la partie de l'arrêt précité qui en fait l'application ; — Dit qu'il n'y a lieu à renvoi.

MM. LŒW, *prés.* ; LA BORDE, *rap.* ; FEUILLOLEY, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

30 mai 1900

Courtiers de commerce, intervention, vente de marchandises, commissaires priseurs, monopole, loi du 3 juillet 1861, Algérie, applicabilité sans promulgation spéciale.

— *Est recevable l'intervention d'une compagnie de courtiers de commerce inscrits dans une instance à l'occasion d'une décision ayant commis un commissaire priseur pour procéder à une vente aux enchères publiques qui rentrerait, si leurs prétentions étaient fondées, dans la catégorie de celles qui leur sont exclusivement réservées* (1) ;

Il résulte des prescriptions de la loi du 3 juillet 1861 que les courtiers inscrits et les commissaires priseurs sont concurremment compétents pour les ventes de marchandises autorisées après cessation de commerce, notamment par la juridiction consulaire (2) ;

---

(1) Jugé toutefois que la chambre syndicale des courtiers de commerce ne doit pas être reçue à se porter partie civile dans les poursuites dirigées contre l'un de ses membres pour infraction aux règles de la profession, « attendu qu'un intérêt direct et un droit actuel peuvent seuls servir de base à une intervention civile ». — Crim. cass., 29 août 1834 (Dalloz, *Rép.*, v° *Intervention* n° 37).

(2) V. la jurisprudence rapportée en note sous l'art. 1er de l'arrêté ministériel du 1er juin 1841, dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 16 et suiv. — Dans le même sens, Alger, 11 juill. 1870 (Estoublon, *Jurispr. alg.*, 1870. 22) ; 24 juin 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 556). *Adde*, Alger, 28 déc. 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 103).

La loi du 3 juillet 1861, étant modificative des textes en vigueur en Algérie, y est applicable de plein droit et exécutoire sans promulgation spéciale (1).

(Camoin c. Aron)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'intervention de la compagnie des courtiers de commerce : — Attendu que le droit des courtiers inscrits à intervenir dans l'instance actuelle ne saurait être contesté ; — Qu'ils ont intérêt, en effet, à poursuivre la réformation de l'arrêt qui a commis le commissaire priseur Blasselle pour procéder à une vente aux enchères publiques qui rentrerait, si leurs prétentions étaient fondées, dans la catégorie de celles qui leur sont exclusivement réservées ; — Que, sans avoir à rechercher si cette intervention peut utilement se produire en l'état de l'irrecevabilité de la tierce opposition de M. Camoin, il suffit de constater qu'en déclarant s'approprier les conclusions de ce dernier, les intervenants laissent suffisamment entendre qu'ils se présentent au besoin dans la cause comme tiers opposants ; — Qu'en supposant leur intervention irrecevabie comme telle, elle vaut au moins comme tierce opposition ; — Qu'à ce titre elle est recevable ;

Au fond : — Attendu que, de l'ensemble des lois et arrêtés sur la matière antérieurs à 1861, il résulte nettement que si le législateur a réservé aux courtiers de commerce le monopole des ventes aux enchères publiques de marchandises effectuées en gros, il n'a pas entendu abroger, dans sa généralité, la disposition de l'art. 1er de l'arrêté ministériel du 1er juin 1841, qui conférait aux commissaires priseurs un droit exclusif, en ce qui concernait la vente des biens mobiliers, meubles, marchandises neuves ou d'occasion ; — Que les art. 7 et 8 de l'arrêté du ministre de la guerre du 6 mai 1844 disposent, il est vrai, que les courtiers de commerce sont seuls chargés des ventes aux enchères publiques des marchandises ordonnées ou autorisées par la juridiction consulaire, à la condition, dans ce dernier cas, que la vente soit faite par lots dont le minimum

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous l'ordonnance du 22 juillet 1834, dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 6 et suiv. ; *adde*, Alger, 27 déc. 1897 et 10 janv. 1898 ; cass., 12 févr. et 5 avril 1898 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 12, 91, 182 et 193) et les notes. — V. Sumien, *Le régime législatif de l'Algérie*, p. 74 et suiv.

ne peut descendre au-dessous de 1,000 fr., et le maximum s'élever au-dessus de 10,000 fr. ; mais que l'interprétation que donnent les intervenants des articles précités est manifestement erronée ; — Que sans avoir à rechercher s'il convient d'établir une distinction entre les ventes ordonnées ou celles simplement autorisées par les tribunaux de commerce, il importe de remarquer que ces dernières, les seules dont il puisse être question dans l'espèce, ne sont en réalité que des ventes en gros ; — Que l'élévation invariable du minimum des lots est, à ce point de vue, absolument démonstrative ; — Qu'en effet, les ventes au détail, soumises à des conditions de réglementation aussi excessives, demeureraient la plupart du temps irréalisables ; — Qu'un pareil résultat serait de nature à préjudicier aux intérêts du commerce local au lieu de les favoriser, et que l'on ne peut interpréter en ce sens le vœu du législateur ; — Que, dès lors, il n'est pas douteux que le monopole organisé en faveur des courtiers par les art. 7 et 8 de l'arrêté du 6 mai 1844 se réfère exclusivement aux adjudications de marchandises vendues en gros ; — Qu'il ne saurait être étendu au delà et notamment aux ventes en détail ; — Que l'arrêté susvisé ne s'étant pas expliqué sur la qualité des officiers publics à qui le soin de procéder à celles-ci était dévolu, on doit induire de son silence qu'il a entendu maintenir, sur ce point, le privilège général conféré aux commissaires priseurs par l'art. 1er de l'arrêté de 1841 ; — Que c'est dans ce sens qu'il convient d'interpréter la disposition de l'art. 27 de l'arrêté ministériel de 1844, portant abrogation, mais pour en restreindre seulement l'application, de l'article précité ; — Que la loi du 25 juin 1841, sur la vente des marchandises neuves, rendue applicable en Algérie par l'arrêté gouvernemental du 24 avril 1848, est venue consacrer à nouveau cet état de la législation ; — Qu'elle charge, en effet, les tribunaux de commerce du soin de décider, dans les cas et sous les conditions qu'elle détermine, qui, des courtiers ou commissaires priseurs, devra être désigné, suivant les lois et les arrêtés en vigueur, pour procéder aux ventes dont s'agit ; — Que c'est là la reconnaissance formelle, au moyen d'une disposition nouvelle, du principe d'attribution posé expressément dans l'art. 1er de l'arrêté de 1841 et maintenu virtuellement par l'arrêté du 6 mai 1844 ; — Attendu, d'ailleurs, que toutes les controverses qui peuvent s'agiter en la matière, au sujet des droits respectifs des courtiers et des commissaires priseurs, sont aujourd'hui sans intérêt, en présence des prescriptions formelles de la loi du 3 juillet 1861, qui organise, en dernière analyse, la concurrence de ces

deux catégories d'officiers publics, pour les ventes des marchandises autorisées, après cessation de commerce, notamment, par la juridiction consulaire ; — Qu'en conférant à celle-ci le choix des intermédiaires, le législateur a voulu entourer ces sortes de ventes de toutes les garanties d'expérience professionnelle, de connaissances spéciales, qu'il convient d'exiger de la part de ceux qui s'y trouvent préposés ; — Que cette mesure de protection exigée par le législateur, soucieux de sauvegarder tous les intérêts en jeu, ceux des commerçants et ceux des consommateurs, s'imposait aussi bien dans la colonie que dans la métropole ; — Attendu que c'est à tort que les courtiers de commerce soutiennent que cette loi, n'ayant pas été promulguée en Algérie, ne saurait, par ce fait, y recevoir son application ; — Qu'il est de principe et de jurisprudence constante que les lois métropolitaines qui modifient ou abrogent celles déjà exécutoires dans la colonie y sont applicables de plein droit, sans promulgation spéciale, à moins de dispositions contraires ; — Que c'est dans ce sens que s'est déjà prononcée la Cour dans ses arrêts des 11 juillet 1870 et 24 juin 1890 ; — Qu'il ne saurait être sérieusement allégué qu'en autorisant le ministère des commissaires priseurs en ce qui concerne les ventes en gros, exclusivement réservées aux courtiers de commerce par l'art. 6 de l'arrêté du 6 mai 1844, la loi précitée n'a pas modifié la législation algérienne dans une de ses dispositions essentielles ; — Qu'elle était, dès lors, applicable en Algérie sans qu'il fût besoin d'une promulgation spéciale pour la rendre telle ; — Attendu qu'il n'est pas plus exact de prétendre qu'en supposant la loi du 3 juillet 1861 exécutoire dans la colonie, elle n'aurait pas pour effet de modifier le privilège des courtiers de commerce ; — Que cet argument implique une telle contradiction qu'il perd toute portée et ne saurait être accueilli ;

Attendu que de tout ce qui précède il résulte que c'est à bon droit que l'arrêt du 28 décembre 1898 a substitué à M. Camoin, courtier en vins, chargé de procéder à la vente du fonds de commerce de MM. Aron et Cie, le commissaire priseur Blasselle ; — Que cet arrêt doit être maintenu ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'intervention des courtiers de commerce, les en déboute quant au fond ; — Maintient, dans son intégralité, l'arrêt sur requête du 28 décembre 1898 ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Déboute toutes parties de toutes plus amples demandes, fins et conclusions comme non recevables autant que mal fon-

dées ; — Condamne le tiers opposant et les intervenants, conjointement et solidairement, en tous les dépens.

MM. GEFFROY, *prés.*; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes REY et LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL DE BONE (Ch. civ.)

13 février 1900

Habous, musulman non naturalisé, immeubles régis par la loi française, validité ; but religieux, rites hanéfite et malékite, option, conditions, liberté du constituant, exclusion des filles, dessaisissement du constituant, réserve d'usufruit.

Le habous étant une institution non du statut réel, mais du droit successoral, un musulman non naturalisé a le droit de constituer habous même ceux de ses biens qui sont régis par la loi française (L. 26 juillet 1873, art. 7 ; D. 17 avril 1889, art. 1) (1) ;

Indique suffisamment le but religieux du habous et satisfait de ce chef aux exigences de la loi musulmane, l'acte de constitution portant que, en cas d'extinction complète des bénéficiaires appelés, le habous fera retour au mausolée d'un marabout (2) ;

Le constituant d'un habous qui déclare se conformer à la doctrine hanéfite peut valablement exclure ses filles du bénéfice de la disposition (3) ;

Le rite malékite permet au constituant de ne donner aux filles que la moitié de la part attribuée aux garçons (4) ;

La doctrine hanéfite n'impose au constituant aucune restriction ou obligation, lui laisse au contraire toute liberté de disposer de ses biens comme il l'entend, d'en conserver la jouissance et l'administration sa vie durant, et ne lui impose qu'une condition, un jugement de validation (5) ;

---

(1) V. Cass. rej., 20 nov. 1900, *suprà*, p. 1.

— (2 à 5) V. sur toutes ces questions, Mercier, *Le hobous ou ouakof* (*Rev. Alg.*, 1895. 1. 217 et s.) et Eyssautier, dans la *Rev. Alg.*, 1898. 1. 13 et s. ; *adde* Alger, 3 et 29 juin 1897 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 1 et 8) et les notes.

Bien que le fondateur du habous et le cadi rédacteur de l'acte appartiennent l'un et l'autre au rite malékite, ils n'en restent pas moins libres d'appliquer à la constitution du habous les règles du rite hanéfite (1);

Le rite malékite impose au constituant l'obligation de se dessaisir des biens habousés, de les quitter et lui défend d'en conserver l'administration et la jouissance, sous peine de nullité absolue (2).

(Ben Yacoub c. Ben Karaali)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Ben Yacoub et autres ont fait assigner les défendeurs pour faire ordonner la vente sur licitation, à la barre du tribunal et en cinq lots, de certains immeubles ; — Attendu que tous les héritiers assignés, étant présents ou représentés, se sont mis d'accord et ont accepté que la vente soit faite en cinq lots, sur les mises à prix indiquées et à la barre du tribunal ; qu'il y a lieu de faire droit à leur demande ; — Attendu que les parties demandent également au tribunal, d'ordonner l'exécution provisoire de ce chef du jugement ; — Attendu, d'autre part, que la dame Zerguine Yamina, épouse de Sidi Taïeb, veuve en première noce de Ben Yacoub Abdelaziz ben Mohamed Ben Yacoub, déclare qu'il existe encore d'autres immeubles indivis ; que ces immeubles ont fait l'objet de deux actes de habous en date des 5 mars et 22 juillet 1867, dont elle conteste la validité et demande, s'appuyant sur l'art. 815 C. civ., que ces immeubles soient mis en vente ; — Attendu que les autres héritiers répondent que la dame Zerguine n'a pas qualité pour demander la nullité du habous en question ; qu'en effet, étant aux droits de son défunt premier mari Ben Yacoub Abdelaziz, elle ne saurait avoir de droits plus étendus que ceux qu'il avait de son vivant ou qu'il aurait encore ; qu'Abdelaziz, s'il était vivant, n'aurait pas d'intérêt à demander la nullité de deux actes de habous qui lui profiteraient ; que là où il n'y a pas d'intérêt, il n'y a pas de droit et que, par conséquent, la dame Zerguine est sans qualité pour demander la nullité de ces actes ; — Attendu, encore, que les héritiers invoquent contre la dame Zerguine l'autorité de la chose jugée, se basant sur

---

(1, 2) V. *suprà*, p. 33, note 2 à 5.

les arrêts de la Cour d'Alger en date du 1er mai 1869 et de la Cour de cassation en date du 5 avril 1882 qui auraient déclaré valables lesdites constitutions de habous ;

Sur le premier point : — Attendu que la dame Zerguine agit aujourd'hui en vertu d'un droit propre et personnel que ne possédait pas son premier mari ; qu'au surplus ce dernier n'avait pas intérêt à faire annuler le habous puisqu'il en était un des bénéficiaires, et qu'aujourd'hui la femme Zerguine, écartée du bénéfice des biens habousés, a un intérêt contraire à celui dont elle tient ses droits ;

Sur le second point : — Attendu que ni l'arrêt de la Cour d'Alger ni celui de la Cour de cassation sus-visés n'ont eu à trancher la question de validité des actes de habous, en se plaçant au point de vue de la loi musulmane ; qu'au surplus, les Cours d'appel d'Alger et de cassation l'eussent-elles tranchée, il ne saurait y avoir chose jugée vis-à-vis de la dame Zerguine qui n'était pas partie au procès ; — Attendu, dès lors, qu'il convient d'admettre la demande de la dame Zerguine et d'examiner les actes de habous au point de vue de leur validité ;

Attendu que le caïd Mohamed ben Yacoub a constitué habous une partie de ses biens, par deux actes différents, le premier en date du 5 mars 1867, suivant les préceptes du rite hanéfite et le second en date du 22 juillet de la même année, suivant les prescriptions du rite malékite ; — Attendu que la dame Zerguine soutient que le habous, étant une institution non de droit successoral mais de statut réel, ne peut dans aucun cas frapper des immeubles soumis à la loi française ; — Mais attendu que le droit réel d'usufruit, créé par le habous coutumier au profit de dévolutaires successifs, n'est pas un droit réel contraire à la loi française ; que, même en droit français, rien ne s'oppose à ce qu'une personne donne ou lègue, au profit de plusieurs bénéficiaires appelés à en jouir l'un après l'autre, l'usufruit de tout ou partie de ses biens (Aubry et Rau, § 569, t. 7) ; qu'abstraction faite de la condition d'inaliénabilité, le habous coutumier présente avec les dispositions dont il s'agit une réelle similitude ; qu'à ce point de vue, l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873 ne saurait donc trouver son application ; — Attendu, d'autre part, que le caractère d'inaliénabilité, seul contraire à la loi française, imprimé aux biens compris dans la constitution habousale, a été formellement écarté, en cas d'aliénation de ces biens, par les dispositions de l'ordonnance du 1er octobre 1844 et de la loi du 16 juin 1851 et par le décret du 30 octobre 1858 ; que l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873 ne peut donc s'appliquer à une situation déjà réglée par

des actes législatifs ; — Attendu que le habous coutumier, détourné du but originaire et unique de l'institution primitive, a eu pour objet de déroger à l'ordre légal des successions musulmanes et de permettre au constituant de régler lui-même la dévolution de sa succession ; qu'à ce titre il fait partie du droit successoral auquel il s'incorpore de la façon la plus intime ; qu'il en est ainsi en droit français pour les substitutions permises ; — Attendu que l'art. 7 de la loi du 26 juillet 1873 dispose qu'il n'est pas dérogé aux règles de succession des indigènes entre eux ; que l'intention formelle du législateur de respecter la loi musulmane à ce point de vue a été de nouveau nettement affirmée par l'art. 1er des décrets des 10 septembre 1886 et 17 avril 1889 ; — Attendu que des motifs ci-dessus déduits il résulte qu'un musulman non naturalisé a conservé le droit de constituer habous ses biens, même s'ils sont régis par la loi française ;

Attendu que la femme Zerguine allègue encore que ces actes ont été faits non, comme l'exige essentiellement la loi musulmane, dans un but religieux, charitable, ou d'utilité publique, mais avec l'exclusive intention de modifier l'ordre successoral établi par le prophète ; — Attendu que dans les deux actes attaqués se trouve la mention suivante : « En cas » d'extinction complète des bénéficiaires appelés, le habous » fera retour au mausolée de Sidi Ammar Boussenaâ » ; — Attendu que cette mention indique suffisamment le but religieux des actes contestés et que le constituant a satisfait de ce chef aux prescriptions de la loi musulmane ; — Qu'il convient dès lors de rejeter ce moyen invoqué ;

Attendu que la dame Zerguine allègue encore que les actes de habous sont nuls, parce que, dans celui du 5 mars, le constituant a exclu ses filles, et que, dans celui du 22 juillet, il leur donne des parts inférieures à celles des garçons, ce qui serait contraire à la lo imusulmane ; — Attendu que s'il est vrai que le constituant dans l'acte du 5 mars a exhérédé ses filles, il n'a pas violé cependant les prescriptions de la loi musulmane, car il a eu soin de déclarer, au cours de l'acte de constitution, qu'il conformait sa décision à la doctrine hanéfite, qui l'autorise à agir ainsi qu'il l'a fait ; — Attendu que s'il est encore vrai que, dans l'acte de habous du 22 juillet, il n'a donné aux filles que la moitié de la part qu'il attribuait aux garçons, il s'est encore conformé sur ce point aux prescriptions de la doctrine malékite ; — Qu'il convient, dès lors, de rejeter le moyen invoqué ;

Attendu que la dame Zerguine dit aussi que les actes de habous sont nuls : 1° parce que le constituant a conservé la

jouissance et l'administration des biens habousés ; 2° parce qu'il a continué d'habiter les terres immobilisées ; 3° parce qu'il n'y a pas eu prise de possession par le bénéficiaire et enfin ; 4° parce qu'il n'y a pas eu d'acte de validation ; — Attendu que la dame Zerguine n'a pas fait de distinction entre les deux actes de habous attaqués ; qu'il importe beaucoup cependant de constater que le premier est fait selon les préceptes du rite hanéfite, alors que le second a été rédigé suivant les règles du rite malékite ; — Attendu que l'acte du 5 mars consacrant habous les terres dites : 1° Taïd Edderuch ; 2° El Mérouana ; 3° Ouled Bouaziz, en faveur des garçons à l'exclusion des filles, a été rédigé suivant la doctrine hanéfite ; — Que cette doctrine n'impose au constituant aucune restriction ou obligation, lui laisse au contraire toute liberté de disposer de ses biens comme il l'entend, et d'en conserver la jouissance et l'administration sa vie durant, et ne lui impose qu'une condition : un jugement de validation (V. Mercier, p. 29 et 49) ; — Attendu que ce jugement, daté du 21 mars 1867 n° 56, a été produit et versé aux débats ; — Que dès lors il convient de dire que l'acte de constitution de habous du 5 mars est régulier, valable, fait conformément aux dispositions de la loi musulmane (rite hanéfite) et qu'il y a lieu de débouter la femme Zerguine de ce chef ;

Attendu encore, au sujet de cet acte du 5 mars, que la dame Zerguine prétend que, le fondateur du habous et le cadi rédacteur, appartenant tous les deux au rite malékite, n'avaient pas le droit d'appliquer à la constitution du habous le rite hanéfite ; — Attendu que c'est là une allégation contraire à tous les principes musulmans (V. Charani, *traduit par Perron*, p. 61 ; Mercier, p. 30 ; Tilloy, n° 14) et qu'il y a lieu de rejeter ce moyen ;

Attendu que dans le second acte de habous, daté du 22 juillet, le constituant a déclaré adopter les règles du rite malékite ; que cette doctrine impose au constituant l'obligation de se dessaisir des biens habousés, de les quitter et lui défend d'en conserver l'administration et la jouissance, sous peine de nullité absolue ; — Attendu que les commentateurs musulmans et français (Sidi Khalil, Tilloy, Mercier, etc.) comme la jurisprudence, sont unanimes sur ce point ; — Attendu qu'il résulte de l'acte du 22 juillet que le constituant, le caïd Mohamed ben Yacoub, a déclaré se réserver, sa vie durant, l'administration et la jouissance des biens habousés dans cet acte et qui sont les terres : 1° Kermn, lieu Moktar ; 2° Sidi Ali, lieu Selama, 3° Tallel et 4° Saint Julien, — Attendu que cette déclaration a pour effet de frapper l'acte de habous de

nullité ; — Attendu, dès lors, qu'il y a lieu d'accueillir le moyen invoqué et de déclarer nul l'acte du 25 juillet ;

Attendu, en ce qui concerne cet acte, qu'il est inutile de continuer l'examen des autres cas de nullité ; — Attendu qu'il y a lieu de déclarer que les immeubles dénommés audit acte du 25 juillet seront joints à la masse des biens dont la vente est demandée par tous les cohéritiers ; — Attendu que le tribunal ne connait pas la contenance exacte, les limites et la valeur des terres désignées dans cet acte et dont la vente est demandée ; qu'il n'a pas non plus les éléments nécessaires pour savoir si elles sont partageables en nature et qu'il convient dès lors, pour combler ces lacunes, de recourir à une expertise ;

Sur l'exécution provisoire : — Attendu que la qualité de cohéritier, non contestée, confère évidemment à celui qui en est revêtu un titre équivalent à un titre authentique ou à une promesse reconnue, pour l'autoriser à réclamer sa portion d'hérédité ou à provoquer un partage ; — Attendu que toutes les parties le demandent ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort, dit et ordonne qu'aux poursuite, requête et diligence des demandeurs, en présence des autres parties où elles dûment appelées, il sera procédé à la vente, à la barre du tribunal, aux enchères publiques, sur licitation, en cinq lots, des immeubles, etc.

MM. BARNOUIN, *prés.* — Mes MARLOT-MARCHIS et SICARD, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

25 juin 1899

Notaire tunisien, responsabilité, perte de la créance, titre de propriété, fausseté, nantissement.

Est responsable le notaire tunisien qui, par son dol ou son incurie, a amené la perte de la créance d'un de ses clients en négligeant de s'assurer de la validité du titre de propriété qui avait été donné en gage au créancier pour sûreté de ladite créance ; — Alors surtout que le titre présentait des caractères tels que sa fausseté devait se révéler aux yeux de celui qui, même peu versé dans la langue et l'écriture

arabes, l'aurait sévèrement examiné et ne pouvait, par conséquent, échapper à l'examen tant soit peu attentif d'un notaire (D. B. 8 janvier 1875 et 6 août 1879).

(Ventre c. Bostangi)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par un acte notarié en date du 4 novembre 1894, rédigé par les notaires Sliman Ech Chalgoumi, actuellement décédé, et Mohamed El Bachir ben Tahar Er-Rahi, M. Ventre a prêté au sieur Mahmoud Bostangi une somme de 6,000 fr. ; — Attendu qu'il était déclaré dans cet acte que Mahmoud Bostangi agissait au nom et pour le compte d'une dame Beder Djehane, en vertu d'une procuration en date du 29 octobre 1894 ; — Attendu qu'aux termes de l'obligation notariée, le remboursement de la somme de 6,000 fr. était garanti par une hypothèque affectant un immeuble dont le titre arabe était remis entre les mains du prêteur ; — Attendu que le titre de propriété, ainsi que la procuration en vertu de laquelle Mahmoud Bostangi avait contracté l'emprunt sus-énoncé, étaient des actes faux et que Mahmoud Bostangi a été condamné, à raison de ces faux, le 12 mai 1897, à la peine de dix années de réclusion, par un jugement du tribunal criminel de Tunis devenu aujourd'hui définitif ; — Attendu que, par suite de ces deux faux, l'hypothèque consentie au profit du sieur Ventre s'est trouvée nulle et que cette circonstance est de nature à faire perdre à ce dernier le montant intégral de sa créance ; — Attendu, en effet, qu'il résulte des documents versés aux débats que le sieur Mahmoud Bostangi est insolvable ; — Attendu que le sieur Ventre soutient que le notaire Mohamed El Bachir ben Tahar, rédacteur de l'obligation, et les notaires rédacteurs de la procuration sont responsables de la perte à laquelle l'expose l'insolvabilité de Bostangi ; — Attendu qu'il a donc assigné : 1° ledit sieur Bostangi ; 2° Mohamed El Bachir ben Tahar ; 3° El Arbi ben Salem Joua ; 4° Ahmed El Mennaï devant le tribunal de Tunis, pour les faire condamner à lui payer solidairement la somme de 6,300 fr., avec intérêts à 10 p. 0/0 l'an, depuis le 1er novembre 1895 ; — Attendu qu'il est intervenu sur cette assignation un jugement de défaut profit joint, en date du 1er février 1899, rendu contre : 1° El Arbi ben Salem ; 2° Ahmed el Mennaï ; 3° Mahmoud Bostangi ; — Attendu que ces défaillants ont été régulièrement réassignés ; — Attendu que Mahmoud Bostangi

n'a pas constitué défenseur ; — Attendu qu'il échet de donner itératif défaut contre lui ;

Attendu qu'il résulte des documents produits que les notaires El Arbi ben Salem et Ahmed el Mennaï ne sont nullement les rédacteurs de la fausse procuration en vertu de laquelle Mahmoud Bostangi a contracté l'emprunt dont il s'agit ; — Attendu que cette procuration porte, en effet, les noms des notaires : 1° Amor ben Mohamed ben Boder ; 2° Amor ben Mohamed ech Chenoufi ; — Attendu que, dans ces conditions, il échet de mettre purement et simplement hors de cause les sieurs El Arbi ben Salem et Ahmed el Mennaï ;

Attendu que Mohamed El Bachir ben Tahar ne nie pas être le rédacteur de l'obligation garantie par un faux titre de propriété ; — Mais attendu qu'il décline toute responsabilité au sujet de la remise de ce faux titre au sieur Ventre ; — Attendu qu'il allègue, en effet, n'avoir été chargé par le demandeur et par Mahmoud Bostangi que de la rédaction de l'obligation et n'avoir eu à émettre aucune opinion sur la validité du titre de propriété ; — Attendu que cette allégation est contredite par l'information qui a abouti à la condamnation criminelle prononcée contre le sieur Bostangi ; — Attendu, en effet, qu'à la date du 9 janvier 1897, Mohamed El Bachir ben Tahar, entendu par M. le juge d'instruction, a fait la déclaration suivante : « Je me suis rendu un jour, en compagnie de Bostangi.... à une maison située à Dar ben Rosal.... un individu a apporté le titre.... je l'ai aussitôt examiné et j'ai déclaré qu'il était bon.... Je me suis rendu à mon étude avec Bostangi. Là, j'ai examiné à nouveau le titre que j'ai déclaré bon aussitôt.... J'ai ensuite gardé le titre pendant trois jours, temps nécessaire à la rédaction.... » ; — Attendu qu'il résulte en outre de cette déclaration que la conclusion du prêt a été subordonnée à la validité du titre soumis à l'examen dudit notaire ; — Attendu que ladite déclaration démontre donc de la façon la plus certaine la responsabilité de El Bachir ben et Tahar ;

Attendu que les pièces de l'information criminelle ont été versées aux débats et communiquées aux défenseurs des parties ; — Attendu, d'autre part, que le titre dont il s'agit a été vérifié par un expert commis par M. le juge d'instruction ; — Attendu que les constatations faites par cet expert ont établi que la fausseté de ce titre ne pouvait pas, même au cours d'un examen rapide, échapper à un homme médiocrement instruit en matière de langue et d'écriture arabes ; — Attendu que cet acte porte des signatures qui n'ont aucune

ressemblance avec celles des notaires auxquels elle est attribuée ; — Attendu qu'il porte l'empreinte d'un cachet mal imité et n'ayant pas les mêmes dimensions que le sceau véritable du mufti auquel ce cachet est attribué ; — Attendu que si Bachir ben et Tahar avait procédé à son examen avec la moindre attention, il se serait certainement aperçu de l'ensemble de ces circonstances et qu'il aurait dû en avertir le sieur Ventre ; — Attendu qu'en gardant le silence à ce sujet il a moutré, soit de la mauvaise foi, soit une extrême négligence ; — Attendu qu'il a commis dans tous les cas une faute lourde qui engage pleinement sa responsabilité envers M. Ventre ; — Attendu que cette responsabilité découle des principes généraux du droit et des règles imposées aux notaires tunisiens par des textes spéciaux, notamment par l'art. 1er du décret beylical du 8 janvier 1875 et par le décret du 6 août 1879 ; — Attendu que, d'après ce dernier décret, les notaires sont spécialement chargés de s'assurer de la validité des titres de propriété sur lesquels un créancier veut se faire donner une hypothèque, et que tout manquement à ces devoirs les expose à des dommages-intérêts ; — Attendu que, dans l'espèce actuelle, le notaire n'a pas rempli son obligation et qu'il a trompé, par son dol et son incurie, la confiance du sieur Ventre ; que s'il avait averti ce dernier des circonstances qui rendaient suspect le titre hypothéqué, il est certain que le prêt n'aurait pas été consenti ; — Attendu que, d'autre part, si ce titre avait été valable, l'immeuble hypothéqué aurait eu une valeur suffisante pour garantir le remboursement total de la créance du sieur Ventre ; — Attendu que Bachir ben el Tahar doit donc être déclaré responsable de la perte de cette créanec ; — Attendu que cette créance, s'élevant à 6,000 fr., est productive d'intérêts au taux de 10 p. 0/0 ; mais que Et Tahar ne saurait être tenu responsable de la somme de 300 fr., montant de l'obligation souscrite personnellement par Bostangi, en dehors de l'intervention des notaires ;

Attendu que les notaires El Arbi ben Salem et Ahmed el Mennaï réclament reconventionnellement au demandeur une somme de 10,000 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Attendu qu'ils ne justifient d'aucun préjudice ;

Par ces motifs : — Met hors de cause les notaires El Arbi ben Salem et Ahmed el Mennaï ; — Déboute ces derniers de leur demande en 10,000 fr. de dommages-intérêts, mais condamne envers eux le sieur Ventre aux dépens ; — Condamne solidairement Mahmoud Bostangi et Bachir ben El Tahar à payer au sieur Ventre la somme de 6,000 fr., montant de

l'obligation sus-énoncée, avec intérêts de 10 p. 0/0 depuis le 1er novembre 1895 ; — Condamne en outre le sieur Mahmoud Bostangi seul à payer au sieur Ventre la somme de 300 fr., montant du billet souscrit au profit de ce dernier avec intérêts de droit ; — Condamne Mahmoud Bostangi et Bachir ben et Tahar solidairement aux dépens.

M. FABRY, *prés.*

CONSEIL DE REVISION D'ALGER

19 juillet 1900

Pourvoi en revision, déclaration de culpabilité, preuve, conseil de guerre, appréciation souveraine.

Les conseils de revision ne connaissant pas du fond des affaires, les éléments de preuve qui ont servi de base à la déclaration de culpabilité ne peuvent donner ouverture à cassation (1) ;

Les juges du fait apprécient souverainement la valeur des témoignages produits devant eux et leur appréciation à cet égard échappe au contrôle du conseil de revision (2).

(Chenet)

ARRÊT

LE CONSEIL DE REVISION, — Vu le recours en revision du condamné et sa lettre à l'appui tendant à l'annulation du jugement précité et se fondant sur ce que la déposition écrite du sergent-major Langot ne serait pas conforme à la vérité et sur la variation qui se serait produite entre la déposition de ce même témoin devant le conseil de guerre et ses précédentes déclarations ; — Vu l'art. 73 C. just. mil. ; — Attendu

---

(1, 2) Cpr., dans le même sens, cons. de revis. d'Alger, 27 déc. 1894 (*Rev. Alg.*, 1895. 2. 170).

qu'aux termes dudit article, les conseils de revision ne connaissent pas du fond des affaires; — Attendu que les éléments de preuve qui ont servi de base à la déclaration de culpabilité ne peuvent donner ouverture à cassation; qu'en effet l'accusé a pu, aux débats, par lui-même ou par son défenseur, fournir toutes les explications qu'il a jugées nécessaires pour sa défense; — Attendu que les juges du fait apprécient souverainement la valeur des témoignages produits devant eux, et que leur appréciation à cet égard échappe au contrôle du conseil de revision;

Par ces motifs : — Rejette, à l'unanimité, le recours du nommé Chenet contre l'arrêt du conseil de guerre d'Alger du 4 juillet 1900; — Et, attendu que le conseil de guerre était légalement composé et compétent; — Que l'instruction a été régulièrement faite et que la peine a été bien appliquée aux faits déclarés constants; — Confirme, à l'unanimité, le jugement dont est recours, et ordonne qu'il recevra sa pleine et entière exécution.

M. le général CHALAIN, *prés.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

13 juin 1900

Prescription, coutumes tunisiennes, obligation, gage.

D'après les coutumes tunisiennes, la prescription libératoire ne court pas si un gage a été constitué par le débiteur et laissé entre les mains du créancier (1).

(Kaled c. Sacuto)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par requête en date du 17 avril 1900, Mohamed ben el Hadj Khaled a régulièrement fait opposition à un jugement de défaut en date du 28 février

---

(1) V. Marcel Morand, *De la prescription dans la législation musulmane* (*Rev. Alg.*, 1899. 1. 37 et s.).

1900, confirmant un jugement de M. le juge de paix du canton nord de Tunis, en date du 8 décembre 1899, qui l'a condamné à payer aux héritiers de feu Isaac Sacuto une somme principale de 741 fr. ; — Attendu que la créance des héritiers Sacuto est établie par deux obligations passées au profit de leur auteur, par l'opposant, devant des notaires indigènes, le 31 juillet 1884 et le 11 mai 1892 et portant, la première sur une somme de 600 fr. et la seconde sur une somme de 141 fr. ; — Attendu que l'opposant ne nie pas avoir souscrit ces obligations et se borne à invoquer la prescription de quinze ans admise par les coutumes tunisiennes ; — Attendu qu'elle serait applicable seulement à la première de ces obligations ; — Mais attendu que cette obligation est garantie par un gage qui a été constitué par le débiteur lui-même et que ce dernier a laissé jusqu'à ce jour entre les mains de son créancier et des héritiers de ce dernier ; — Attendu, dès lors, que la prescription n'a pas pu courir à son profit ; — Attendu que, devant le premier juge, il avait comparu en personne ; qu'il avait reconnu la dette et sollicité un délai qui lui avait été accordé ; — Attendu que, dans ces conditions, son appel présente un caractère vexatoire et qu'il a causé un préjudice aux héritiers Sacuto ; — Mais attendu que ce dommage a été exactement évalué à 25 fr. par le jugement frappé d'opposition ;

Par ces motifs : — Confirme.

M. FABRY, *prés.*

TRIBUNAL MIXTE DE TUNISIE

6 janvier 1900

Habous, seconde constitution, nullité, codévolutaires, possession, précarité, prescription de trente-trois ans.

Suivant un principe consacré tant par les coutumes musulmanes que par une juridiction constante, un immeuble déjà habousé ne peut être une seconde fois constitué habous ; — Il importe peu que la seconde constitution soit validée par un jugement émanant de la juridiction musulmane, ce jugement ne pouvant avoir d'autre objet que de valider le habous

en la forme, en consacrant la régularité des termes de la constitution (1);

La possession exercée par les codévolutaires d'un bien habousé, étant entachée de précarité, ne peut servir de base à la prescription de trente-trois ans reconnue applicable aux biens habous par la jurisprudence (2).

(Hanafi)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le requérant a produit à l'appui de sa demande : 1°.....; 2°.....; 3° la constitution habous du terrain dont s'agit, effectuée à la date de 1862-1863 par El Hadj Khelil et Ali au profit de leur postérité masculine et féminine, avec retour à la fondation pieuse des Haramaïnes, les deux villes saintes de la Mecque et de Médine ; — Attendu que différents actes de notoriété, traduits sous les nos 3402, 3403, 3404, établissent que les deux codévolutaires actuels de ce habous sont exclusivement représentés par les requérants ;

Attendu que les droits invoqués par ces derniers et basés sur les documents ci-dessus analysés sont contestés par l'administrateur des habous de feu Mohamed ben Ali Redjeb et Hanafi ; — Attendu que ce dernier a formé une opposition régulière en la forme ; — Attendu qu'il allègue qu'antérieurement à la constitution habous émanant de El Hadj Khelil et Ali, la parcelle mentionnée et délimitée dans la réquisition avait déjà fait l'objet d'une constitution habous de la part de Mohamed ben Ali Redjeb el Hanafi, grand-père des susdits El Hadj Khelil et Ali ; — Attendu que l'opposant produit à l'appui de ses allégations deux actes arabes traduits sous les numéros 2906 et 2907 ; — Attendu que le titre traduit sous le numéro 2907 constate qu'à la date du 11 août 1955, les sieurs El Hadj Khelil et Ali, fondateurs du habous contesté, ont fait devant des notaires une déclaration tendant à faire connaître qu'ils étaient bénéficiaires du habous

---

(1) V. Mercier, *Le hobous ou ouakof* (*Rev. Alg.*, 1895. 1. 217 et s.) ; *adde*, Alger, 3 et 29 juin 1897 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 1 et 8) et les notes ; Eyssautier, dans *Rev. Alg.*, 1898. 1. 13, 29 et s.

(2) Sur la prescription en droit musulman, V. l'étude citée *suprà*, p. 43, note.

de leur grand-père susnommé, constitué sur toute la terre nue et labourable composée de parcelles allongées et de champs d'une contenance de huit méchias, située à Henchir-Kacer-Chebah et trop connue pour que les limites en soient indiquées ; — Attendu qu'il n'est pas établi que cette déclaration vise la parcelle dont l'immatriculation est demandée ; — Attendu, du reste, que ladite déclaration ne saurait suffire pour établir le bien fondé des allégations de l'opposant; — Attendu que le caractère habous d'un immeuble ne peut évidemment résulter que d'une constitution absolument valable et régulière au fond et en la forme ;

Attendu, il est vrai, que le titre traduit sous le n° 2906 et produit par l'opposant constate que feu Mohamed ben Ali ben Redjeb el Hanafi a constitué habous un certain nombre de parcelles allongées et de champs situés à Henchir Kaçar Cheba ; — Attendu qu'il est certain qu'un immeuble déjà habousé ne peut faire valablement l'objet d'une deuxième constitution habous; — Attendu que c'est là un principe absolument incontestable et consacré tant par les coutumes musulmanes que par une jurisprudence constante ; — Attendu qu'il importe peu que la deuxième constitution habous ait été validée par un jugement rendu par la juridiction musulmane ; -- Attendu qu'il résulte des usages et coutumes musulmans qu'un pareil jugement n'a pu valider le habous qu'en la forme ou, en d'autres termes, n'a certainement eu d'autre objet que de consacrer la régularité des termes sacramentels mêmes de la constitution ;

Attendu, d'autre part, que la possession exercée par les codévolutaires d'un habous sur l'immeuble habousé ne peut servir de base à la prescription de trente-trois ans, reconnue applicable par la jurisprudence aux biens habous ; — Attendu, en effet, que la prescription acquisitive, quel que soit le caractère de l'immeuble auquel elle se réfère, ne peut être que le résultat d'une possession exercée à titre de propriétaire ; — Attendu que la possession exercée par les codévolutaires d'un habous est nécessairement entachée de précarité ; — Attendu que tel serait nécessairement le caractère de la possession exercée par les constituants du deuxième habous ; — Attendu que la possession à titre de propriétaire n'aurait pu, à la rigueur, être exercée que par les héritiers de ces constituants ; — Attendu qu'il résulte des actes de décès produits que la durée de cette possession est inférieure à trente-trois ans ;

Attendu que, dans ces conditions, la solution du litige pendant entre les requérants et l'opposant se trouve subor-

donnée à la question de savoir si la constitution habous émanant de feu Mohamed ben Ali Redjeb comprend la parcelle « Fedda El Henchir » faisant l'objet de la réquisition ou si, en d'autres termes, le titre arabe traduit sous le numéro 2906 produit par l'opposant et constatant cette constitution habous s'applique à ladite parcelle ; — Attendu que c'est là un point ne pouvant être tranché que par l'application sur les lieux des titres du requérant et de l'opposant ; — Attendu qu'en prévision du cas où le titre ne s'appliquerait pas et où, par conséquent, l'immeuble délimité dans la réquisition ne pourrait être considéré comme bien habous de feu Mohamed Ali Redjeb, il échet de décider qu'une enquête sur la possession devra suppléer au défaut d'application du titre de requérant ;

Par ces motifs : — Avant dire droit ; — Reçoit en la forme l'opposition de l'administrateur du habous de feu Mohamed ben Ali Redjeb el Hanafi ; — Ordonne que par les soins de M. le juge de paix de Bizerte, il sera procédé à l'application sur les lieux du titre de requérant.

MM. BOUDET, *ff. prés.* ; MARTINEAU, *rap.* — Me FITOUSSI, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

13 juin 1900

Habous, dévolutaire, enzel, arrérages, cession-transport.

Le codévolutaire d'un habous constitué en une rente d'enzel a la faculté de céder par anticipation la part qui lui revient dans les arrérages de la rente ; mais cette cession n'est valable que pendant la vie du cédant.

(Hamouda Er Rassâa c. Dame Jarton)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Jarton est propriétaire d'un immeuble situé au Kram et qui est grevé d'un enzel ou rente perpétuelle formant l'objet d'une constitution de habous au profit des consorts Agha ; — Attendu que plusieurs de ces consorts Agha, dévolutaires de ce habous, ont cédé par anticipation au sieur Joseph Sitbon leur part dans les arrérages

de cette rente ; — Attendu que le sieur Joseph Sitbon a transmis à la dame Jarton le bénéfice d'une partie de cette cession ; — Attendu que, postérieurement à ces actes, le sieur Hamouda Er Rassâa a été nommé administrateur de ce habous ; — Attendu qu'il a assigné le sieur Joseph Sitbon et les époux Jarton pour faire décider que cette cession sera annulée et que les arrérages auxquels elle s'appliquait seront versés entre ses mains ; — Attendu que deux des cédants, les sieurs Khelil et Mohamed fils de Mustapha Agha, interviennent à l'instance et demandent que la cession dont il s'agit soit maintenue ;

Attendu que, contrairement à son allégation, le sieur Hamouda Er Rassâa n'établit nullement que cette cession ait été consentie en fraude des créanciers des cédants ; — Attendu que, du reste, il n'a aucune qualité pour agir dans l'intérêt de ces créanciers ; — Attendu qu'il invoque vainement la règle du droit musulman qui interdit la location à long terme des immeubles habous ; — Attendu que cette règle a été établie à cause du caractère inaliénable de ces immeubles, parce qu'une location de longue durée engagerait l'avenir et porterait ainsi atteinte à cette inaliénabilité ; — Mais attendu que la cession ou le paiement anticipé des arrérages d'une rente n'a aucun rapport avec un louage ; — Attendu que le dévolutaire d'un immeuble habous a sur cet immeuble un droit de jouissance viagère dont il peut disposer ; — Attendu qu'il a donc la faculté de céder la part qui lui revient dans les arrérages des enzels ou rentes perpétuelles ; — Attendu, sans doute, qu'il ne peut pas transmettre à son cessionnaire plus de droits qu'il n'en possède lui-même ; — Attendu que cette cession n'est valable que pendant la durée de son existence ; mais que jusqu'à la fin de cette période elle doit produire tous ses effets ; — Attendu que les dévolutaires du habous qui ont consenti la cession attaquée par le sieur Hamouda Er Rassâa sont encore vivants ; — Attendu, dès lors, que le sieur Joseph Sitbon demande avec raison que la somme de 7,200 fr. représentant la part de l'annuité échue d'avance le 7 rabia ettani 1317 de l'hégire, dont il est resté cessionnaire, lui soit remise par la dame Jarton ; — Attendu que cette dernière consent à cette remise et que le sieur Hamouda Er Rassâa s'y oppose vainement ;

Par ces motifs : — Déboute le sieur Hamouda Er Rassâa de ses demandes, fins et conclusions, etc.

MM. FABRY, *prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes GUEYDAN et BODOY, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

12 janvier 1901

Cour d'assises, accusé, indigène musulman, questions posées au jury, traduction, question subsidiaire.

Lorsque les questions ont été posées au jury conformément à l'arrêt de renvoi et à l'acte d'accusation, lesquels ont été notifiés à l'accusé accompagnés de leur traduction, le défaut de traduction de ces questions à l'accusé qui n'entendait pas la langue française ne saurait constituer aucune violation de l'art. 332 C. inst. crim., ni une atteinte aux droits de la défense (1);

Lorsque le jury, ayant répondu affirmativement aux questions principales posées en conformité de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, n'a point eu à répondre à la question subsidiaire de complicité de meurtre posée comme résultant des débats, le défaut de traduction de cette question demeure sans effet (2).

(Bousafsaf)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'unique moyen pris de la violation de l'art. 332 C. instr. crim., et de l'atteinte portée aux droits de la défense, en ce que les questions posées au jury soit en conformité de l'arrêt de renvoi, soit comme résultant des débats, n'ont pas été traduites à l'accusé qui n'entendait pas la langue française ;

---

(1) C'est en ce sens que la Chambre criminelle s'était tout d'abord prononcé : 13 nov. 1862 (D. P. 1867. 5. 247) ; 12 mars 1874 (D. P. 1874. 1. 453) ; 3 août 1882 (D. P. 1883. 1. 231) ; puis elle avait décidé, par arrêt du 2 mai 1878 (D. P. 1878. 1. 283) que « si parmi les accusés il en est qui n'entendent pas le français, la traduction des questions dans leur idiome doit être considérée comme substantielle, alors même que ces questions seraient exactement conformes à l'arrêt de renvoi et à l'acte d'accusation ». Mais un arrêt plus récent revient à la jurisprudence ancienne : crim. rej. 7 juill. 1892 (*Bull. crim.*, n° 203 ; c'est à cette solution que se rattache la décision ci-dessus.

(2) Comp. crim. cass. 3 août 1882 (D. P. 1883. 1. 231).

Sur la première branche du moyen : — Attendu que, sur les conclusions prises par le défenseur de Bousafsaf, la Cour d'assises a rendu un arrêt dans lequel elle constate que l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation ont été notifiés à l'accusé accompagnés de leur traduction ; que les questions ayant été posées au jury conformément à l'arrêt de renvoi et à l'acte d'accusation, le défaut de traduction de ces questions à l'accusé ne saurait constituer aucune violation de l'art. 332 C. instr. crim., ni une atteinte aux droits de la défense ;

Sur la deuxième branche du moyen : — Attendu qu'il appert des énonciations de l'arrêt de donné acte que la traduction de la question de complicité de meurtre posée par le président des assises comme résultant des débats n'a point été faite à l'accusé ; — Mais attendu que le jury ayant répondu affirmativement aux questions principales posées en conformité de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, n'a point eu à répondre à la question subsidiaire posée comme résultant des débats ; que, par suite, l'irrégularité commise dans la position de la question est demeurée sans effet et n'a, sous aucun point de vue, modifié la peine à appliquer ;

Attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'assises de Constantine du 3 décembre 1900.

MM. Lœw, *prés.* ; Boulloche, *rap.* ; Dubois, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

17 décembre 1900

Motifs des jugements, succession, administrateur, emprunt, héritiers, contribution.

Lorsque, par acte authentique, l'administrateur d'une succession a fait un emprunt, et que, par erreur, cet emprunt n'a été contracté qu'au nom de quelques-uns des cohéritiers, et l'inscription destinée à la garantie prise sur la part d'immeubles de ces mêmes cohéritiers, c'est à bon droit que les juges repoussent la prétention des héritiers non dénommés à l'acte de ne point supporter leur part de la somme empruntée s'ils constatent que l'administrateur a rendu ses

comptes, que ces comptes ont été approuvés, après expertise, par une décision de justice, que ce même administrateur a porté en recettes la somme empruntée, laquelle a été imputée sur les dépenses dont les héritiers ont été reconnus tous débiteurs, que chacun d'eux a ainsi profité de cette somme jusqu'à concurrence de leur émolument successoral, et que, en conséquence, tous étaient tenus personnellement pour leur part au remboursement de ladite somme.

(Layalle et Thévenet c. Comptoir d'escompte de Sidi-bel-Abbès)

ARRÊT

LA COUR, — Joint les pourvois et statuant par un seul et même arrêt ; — Sur le premier moyen, fondé sur la violation des art 145 et 149 C. pr. civ. : — Attendu qu'il résulte de l'examen des documents déposés au greffe de la Cour d'Alger que la sommation en règlement de qualités a été signifiée le 2 août 1899, pour comparaître le 4 août suivant ; — Attendu, dès lors, que lesdites qualités ont été régulièrement réglées à cette dernière date ; que c'est par une erreur matérielle que la copie produite de l'arrêt du 20 avril 1899 porte la date du 10 août pour la comparution des avoués ; d'où il suit que le moyen manque en fait ;

Sur le second moyen, tiré de la violation des art. 1165 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Attendu que, par acte authentique, du 26 janvier 1894, Layalle, administrateur de la succession Thévenet, a contracté un emprunt au Comptoir d'escompte de Bel-Abbès ; — Attendu que, par erreur, cet emprunt n'a été contracté qu'au nom de quelques-uns des cohéritiers, et l'inscription destinée à le garantir prise sur la part d'immeubles de ces mêmes cohéritiers ; que les cohéritiers non dénommés à l'acte ont refusé de supporter leur part de la somme empruntée ; — Mais attendu que la Cour d'Alger, pour repousser cette prétention, constate que Layalle, administrateur de l'hoirie Thévenet, a rendu ses comptes ; que ces comptes ont été approuvés, après expertise, par un jugement du 29 novembre 1898 ; que Layalle a porté en recettes la somme empruntée, laquelle a été imputée sur les dépenses dont les héritiers ont été reconnus tous débiteurs ; que chacun d'eux a ainsi profité de cette somme jusqu'à concurrence de leur émolument successoral ; — Attendu que, en l'état de ces constatations souveraines, la

Cour a pu considérer à bon droit ces héritiers comme tenus, personnellement, pour leur part, envers le Comptoir d'escompte, du remboursement de la somme empruntée; — Attendu que la décision attaquée, laquelle ne contient aucune contradiction de motifs, n'a donc violé aucun des textes visés au pourvoi;

Par ces motifs : — Rejette les pourvois formés contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 20 avril 1899.

MM. TANON, *prés.*; ZEYS, *rap.*; MELCOT, *av. gén.* — Mes PATISSIER-BARDOUX et DE LALANDE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

21 janvier 1901

Enregistrement, Algérie, régime légal, mutation de propriété, immeubles situés en Algérie, receveur de la métropole, droit fixe, droit proportionnel.

Le droit proportionnel de mutation immobilière ne peut, en principe, être perçu que sur le territoire où sont situés les immeubles auxquels il s'applique, et au point de vue fiscal l'Algérie forme un territoire distinct de celui de la métropole (1);

En conséquence, les receveurs de la métropole sont sans qualité pour percevoir le droit proportionnel sur les actes translatifs de la propriété des immeubles sis en Algérie, et si un acte de cette nature leur est présenté pour être produit en justice en France, ils ne peuvent percevoir qu'un droit fixe comme salaire de la formalité (Loi du 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, n° 51 (2);

Lorsque, dans un acte de vente, les vendeurs font aux acquéreurs l'abandon immédiat et irrévocable des biens cédés, tout en stipulant un délai pour le paiement, le droit proportionnel de mutation est exigible immédiatement (3);

(1 à 3) Comp. civ. cass., 23 juin 1897 (*Rev Alg.*, 1897. 2. 274); trib. civ. de la Seine, 6 nov. 1897 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 245).

Lorsqu'un acte translatif de propriété comprenant des meubles et immeubles contient un prix unique, sans stipuler un prix particulier pour les meubles, le droit d'enregistrement est perçu sur la totalité de ce prix au taux réglé pour les immeubles (Loi du 22 frimaire an VII, 9 art. (1).

(Aubanel c. Enregistrement)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen : — Attendu que le droit proportionnel de mutation immobilière ne peut, en principe, être perçu que sur le territoire où sont situés les immeubles auxquels il s'applique ; — Attendu qu'au point de vue fiscal, l'Algérie forme un territoire distinct de celui de la métropole ; — Qu'en effet, le service de l'enregistrement y est soumis à une législation spéciale puisque, si l'ordonnance du 19 octobre 1841 y a déclaré exécutoires les lois, décrets et ordonnances qui régissaient alors ce service en France, c'est, d'une part, en modifiant les règles relatives soit à la quotité, soit à l'assiette même de l'impôt, et, d'autre part, en spécifiant pour l'avenir, par l'art. 7, que « les lois et ordonnances, qui seraient rendues en France relativement aux droits d'enregistrement ne deviendraient exécutoires en Algérie qu'en vertu d'ordonnances spéciales » ; — Attendu qu'il suit de là que les receveurs de la métropole sont sans qualité pour percevoir le droit proportionnel sur les actes translatifs de la propriété d'immeubles en Algérie ; — Attendu, en fait, que par acte sous seing privé en date à Paris du 7 juillet 1880 la Société minière de Bougie a cédé aux consorts Lyon-Alemand : « 1° tous les permis de recherches, demandes de concession qu'elle a ou peut obtenir sur le territoire situé dans la province de Constantine, aux environs de Bougie, figurant sur la carte de l'état-major sous les noms d'Aït-Abbès, etc. ; 2° la propriété des travaux exécutés sur les mines, bâtiments, galeries, puits et outillage de toute espèce, ainsi que la propriété des terrains à elle appartenant » ; — Attendu qu'à l'occasion d'un litige pendant devant le tribunal civil de la Seine, les parties, qui voulaient produire ledit acte le présentèrent, le 12 mai 1886, pour le faire enregistrer, à l'un des bureaux de Paris, qui perçut simplement, comme salaire de la formalité, un droit fixe, en conformité de

(1) V. *suprà*, p. 52, note 1 à 3.

l'art. 68, § 1, n° 51, de la loi du 22 frimaire an VII; — Mais que, le 27 juillet 1895, le receveur de Bougie décerna contre elles une contrainte pour le paiement de la somme de 22,500 fr., montant du droit proportionnel exigible sur cette mutation, en vertu de l'ordonnance du 19 octobre 1841; — Attendu que les demandeurs firent opposition en prétendant que l'action de la régie était éteinte par la prescription biennale à raison de l'insuffisance de la perception faite au bureau de Paris, qui, lors de l'enregistrement de l'acte en 1886, n'avait pas réclamé le droit proportionnel; — Mais attendu que le receveur de Paris n'a commis ni omission, ni insuffisance de perception, en s'abstenant d'exiger le paiement d'un droit de mutation, qu'il ne lui appartenait pas de percevoir, sur la convention du 7 juillet 1880, pas plus que sur le jugement du 18 octobre 1888, qui en précise le sens et la portée; — Que, dès lors, en décidant que l'action de la régie n'était pas prescrite, le jugement attaqué, loin d'avoir violé les textes visés au pourvoi, en a fait une juste application;

Sur le deuxième moyen: — Attendu qu'il résulte des constatations, tant du jugement du tribunal civil de la Seine, du 18 octobre 1888, que de la décision attaquée, que la vente consentie le 7 juillet 1880 par la Société minière de Bougie aux consorts Lyon-Alemand avait un caractère définitif; — Que les termes de cet acte sont formels et qu'il ressort expressément des art. 1 et 6 que la société cédante a fait aux acquéreurs l'abandon immédiat et irrévocable, non seulement des permis de recherches et demandes de concessions, mais encore de la pleine propriété des travaux exécutés sur les mines et des terrains lui appartenant; — Attendu que si, par l'art. 4 du traité, les acquéreurs se réservent de ne payer le prix qu'après la constitution de la société d'exploitation, cette clause, rapprochée des autres dispositions de l'acte, ne constitue pas une condition suspensive, à la réalisation de laquelle serait attaché le lien de droit, mais simplement la stipulation d'un délai pour le paiement; — Que, dans ces conditions le tribunal de Bougie a décidé, à juste titre, que le droit de mutation est exigible; — D'où il suit qu'en validant la contrainte décernée par la régie, il n'a méconnu aucun des articles invoqués par le pourvoi;

Sur le moyen additionnel: — Attendu qu'aux termes de l'art. 9 de la loi du 22 frimaire an VII, rendue exécutoire en Algérie par l'ordonnance du 19 octobre 1841, « lorsqu'un acte translatif de propriété ou d'usufruit comprend des meubles et des immeubles, le droit d'enregistrement est perçu sur la totalité du prix au taux réglé pour les immeubles, à moins

qu'il ne soit stipulé un prix particulier pour les objets mobiliers et qu'ils ne soient désignés et estimés, article par article, dans le contrat » ; — Attendu que l'acte de cession du 7 juillet 1880 contient un prix unique; — Que, dans ces circonstances, c'est avec raison que le receveur de Bougie a réclamé le droit de mutation sur l'intégralité du prix; — Que, par suite, le jugement entrepris, qui d'ailleurs est motivé, n'a pas violé les textes visés par le pourvoi;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre le jugement du tribunal civil de Bougie du 22 décembre 1898.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.*; MAILLET, *rap.*; SARRUT, *av. gén.* — Mes AUBERT et MOUTARD-MARTIN, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

1er février 1901

Compétence criminelle, conseil de guerre, Algérie, indigène algérien, douanes, territoire militaire, action civile, compétence.

Les conseils de guerre en Algérie sont compétents pour connaître de l'action civile intentée devant les tribunaux, accessoirement à l'action publique, par l'administration des contributions diverses contre des indigènes algériens poursuivis pour avoir, en territoire militaire, vendu, acheté et détenu de la poudre étrangère sans autorisation (1) ;

A cet égard, le Code de justice militaire pour l'armée de terre, notamment dans ses art. 53 et 54, n'a pas dérogé aux dispositions de l'art. 11 du décret du 11 août 1853 (2).

(1, 2) Dans le même sens, cass. crim., 9 juin 1864 (Estoublon, *Jurispr. alg.*, 1866. 31) ; cons. de rev. d'Alger, 21 août 1884 (*Bull. jud. Alg.*, 1884. 245); 15 sept. 1898 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 475). — Sur l'application de l'art. 11 du décret du 11 août 1853, V. Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 161, note 7 ; *adde*, la circulaire du procureur général de la Cour d'Alger du 13 janvier 1898 (Estoublon et Lefébure, *op. cit.*, *Suppl.* 1898, p. 3 et les notes).

(Intérêt de la loi)

ARRET

LA COUR, — Vu les réquisitions de M. le procureur général près la Cour de cassation ; — Vu les art. 442 C. instr. crim. et 82 C. just. mil. pour l'armée de terre ;

Sur le moyen pris de la fausse application des art. 53 et 54 C. just. mil. pour l'armée de terre, et de la violation de l'art. 11 du décret du 11 août 1853 : — Attendu que les nommés Tayeb Belkheir et Belhadj ben Haddoun étant poursuivis pour avoir, en territoire militaire, vendu, acheté et détenu de la poudre étrangère sans autorisation, l'administration des contributions diverses a pris, comme partie jointe, des conclusions en vue de les faire condamner, à titre de réparation, à l'amende et à la confiscation ordonnée par les art. 17 et 19 de l'ordonnance du 4 septembre 1844 ; mais que le conseil de guerre permanent de la division militaire d'Alger s'est déclaré incompétent pour statuer sur lesdites conclusions, par ce motif qu'aux termes des art. 53 et 54 C. just. mil. pour l'armée de terre, l'action civile ne peut pas être portée devant les tribunaux militaires ; — Mais attendu que le décret du 11 août 1853, qui institue un service de douanes sur les frontières tunisienne et marocaine, défère aux conseils de guerre les délits et contraventions de douane commis en territoire militaire et déclare expressément, dans son art. 11, que « ces tribunaux appliqueront aux délits et contraventions dont il s'agit les peines et réparations civiles édictées par la législation de la métropole » ; — Attendu que le Code de justice militaire pour l'armée de terre n'a pas dérogé à cette disposition qui se justifie naturellement par l'absence des tribunaux civils dans les territoires militaires, et qu'elle a été implicitement confirmée à l'égard des musulmans et indigènes par le décret du 15 mars 1860, qui défère aux tribunaux correctionnels de l'Algérie les délits et contraventions punis de peines correctionnelles commis en territoire militaire par des européens ou des israélites ; d'où il suit qu'en se déclarant incompétent pour statuer sur les conclusions de l'administration des contributions diverses, le conseil de guerre permanent de la division militaire d'Alger a faussement appliqué les art. 53 et 54 C. just. mil. pour l'armée de terre et violé l'art. 11 du décret du 11 août 1853 ;

Par ces motifs : — Faisant droit aux réquisitions de M. le procureur général ; — Casse et annule, mais seulement dans

l'intérêt de la loi, le jugement du conseil de guerre permanent de la division militaire d'Alger, en date du 11 juillet 1900, en tant que ce conseil s'est déclaré incompétent pour statuer sur les conclusions de l'administration des contributions diverses.

MM. LŒW, *prés.*; ACCARIAS, *rap.*; FEUILLOLEY, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

18 janvier 1901

Jugement par défaut, tribunal correctionnel, opposition, partie civile, dommages-intérêts.

La disposition de l'art. 187 C. instr. crim. portant que si la signification (du jugement de défaut) n'a pas été faite à personne ou s'il ne résulte pas d'acte d'exécution du jugement que le prévenu en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration du délai de prescription de la peine, se rapporte seulement à l'exécution de la peine ; en dehors de ce cas expressément prévu, la signification à domicile conserve tous ses effets légaux et continue notamment de faire courir de délai de l'opposition en ce qui concerne la condamnation aux dommages intérêts prononcée au profit de la partie civile (1).

(Volon c. Maulmond)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'art. 187, 3e § C. instr. crim., en ce que l'arrêt attaqué

---

(1) En ce sens, crim. cass., 25 janv. 1867 (D. P. 1868. 1. 287); 23 janv. 1879 (D. P. 1880. 1. 46); 2 juill. 1885 (*Bull. crim.*, n° 197); 28 oct. 1886 (D. P. 1888. 1. 48).

a considéré la signification à domicile d'un jugement par défaut comme faisant courir le délai de l'opposition en ce qui concerne la condamnation à des dommages-intérêts prononcée au profit de la partie civile : — Attendu, en ce qui touche Élie, que l'arrêt attaqué constate que la signification du jugement par défaut a été faite à la personne du condamné, qu'ainsi, le moyen manque en fait ;

Attendu, en ce qui touche les autres demandeurs en cassation, que le jugement qui a condamné par défaut Valon, Robin, Debouche et Arnaux à un mois de prison et à 2,500 fr. de dommages-interêts envers Maulmond, partie civile, a été, à la requête de ce dernier, signifié au domicile de chacun d'eux, sans que ceux-ci aient formé opposition dans le délai de cinq jours imparti par l'art. 187 C. instr. crim. ; que le tribunal de Blida et, après lui, la Cour d'Alger, dans l'arrêt attaqué, ont décidé que l'opposition ultérieurement formée par les prévenus était recevable quant à l'action publique et à la peine, mais irrecevable quant aux dommages-intérêts obtenus par la partie civile ; — Attendu, sur ce dernier point, que la loi du 27 juin 1866, sur les crimes, délits et contraventions commis à l'étranger, a ajouté à l'art. 187 C. instr. crim. la disposition suivante relative aux condamnations par défaut : « Toutefois, si la signification n'a pas été faite à personne, ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution du jugement que le prévenu en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration des délais de prescription de la peine » ; — Attendu que ce texte, ainsi que l'indiquent ses derniers mots, se rapporte seulement à l'exécution de la peine ; que les travaux préparatoires de la loi montrent que telle a été la seule préoccupation du législateur ; que en dehors du cas expressément prévu, la signification à domicile conserve tous ses effets légaux ; que d'après le principe maintenu dans le 1er § de l'art. 187, elle continue donc de faire courir le délai de l'opposition en ce qui concerne la condamnation aux dommages-intérêts prononcée au profit de la partie civile ; qu'en le décidant ainsi, l'arrêt attaqué, loin de violer l'article précité, en a fait une saine application ; — Et attendu, d'autre part, que cet arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger, du 30 juin 1899.

MM. LŒW, *prés.* ; BARD, *rap.* ; FEUILLOLEY, *av. gén.* — Me SABATIER et GOSSET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

6 février 1901

Séquestre collectif, domaine de l'État, convention de rachat, cession en compensation, non réalisation, mainlevée non prononcée, aliénation, droits de l'État, art. 20 de l'ordonnance du 31 octobre 1845, juste titre, prescription décennale.

Le domaine de l'État est propriétaire, en vertu d'un arrêté de séquestre collectif, et aux termes des dispositions de l'ordonnance du 31 octobre 1845, notamment des art. 13, 20, 27, 28 de ladite ordonnance, des parcelles objet de ce séquestre ; — Il ne cesse d'en être propriétaire qu'à partir de la décision administrative prononçant la mainlevée de ce même séquestre ;

Une convention de rachat de séquestre collectif, intervenue entre la tribu intéressée et le domaine, non suivie d'une décision administrative prononçant la mainlevée dudit séquestre, ne modifie pas, à cet égard, aux termes de l'art. 50 de l'ordonnance précitée, les droits résultant, pour le domaine, sur les parcelles séquestrées, de l'arrêté de séquestre collectif les concernant ;

Il en est de même de la cession provisoire en compensation, par le domaine, de parcelles séquestrées, non suivie de décision administrative, revêtue de l'approbation du gouverneur général, convertissant en définitive cette cession provisoire ;

Aucun droit utile ne pouvant être conféré sur les biens séquestrés, au préjudice de l'État, pendant la durée du séquestre, aux termes de l'art. 20 de l'ordonnance, les ventes judiciaires ou volontaires de ces biens qui ont eu lieu pendant cette durée, en dehors du domaine, ne peuvent lui être opposées, soit comme titres constitutifs de propriété, soit comme justes titres, dans le sens de l'art. 2265 C. civ., relatif à la prescription décennale.

(Consorts Bouzerah c. l'État)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel des consorts Bouzerah est, en la forme, recevable ;

Au fond : — Attendu qu'il y a lieu d'adopter les motifs sur lesquels les premiers juges se sont basés pour : 1° déclarer le domaine de l'État seul et unique propriétaire de la parcelle n° 1 du plan de Madala d'une superficie de 3 hectares 17 ares; 2° condamner les consorts Bouzerah, comme détenant sans droit ni qualité cette parcelle, à la délaisser dans le mois du jugement déféré ; 3° déclarer les mêmes solidairement tenus de relever le domaine de l'État des condamnations prononcées contre lui, notamment par le tribunal de paix de Bougie, au sujet de la possession de ladite parcelle, le tout avec dépens ; — Attendu qu'il convient seulement d'ajouter :

Quant au droit de propriété du domaine sur la parcelle n° 1 : — Que ce droit résulte d'un titre indiscutable, l'arrêté de séquestre collectif, du 22 mai 1872, concernant la tribu des Mezzaïas, par conséquent les trois douars Madala, Aït-Temsit, Ameur-ou-Ali, qui la composent, et des dispositions expresses de l'ordonnance du 31 octobre 1845 sur les effets du séquestre appliqué aux indigènes en Algérie ;

Quant aux conséquences, au point de vue de l'instance actuelle, de la convention de rachat dudit séquestre, moyennant l'abandon par la tribu, au domaine de l'État, de 404 hectares environ, sis au douar Madala, du 2 octobre 1874 : — Que cette convention, faite en vue de la main-levée du séquestre, n'en constitue pas la main-levée ; — Que celle-ci ne peut résulter, aux termes des dispositions générales de l'ordonnance du 31 octobre 1845, et des clauses spéciales de la convention du 2 octobre 1874, que d'une décision administrative, non encore intervenue, la prononçant ; — Que, jusqu'à cette décision, les effets légaux du séquestre collectif concernant la tribu des Mezzaïas persisteront ; — Que, notamment, aucun droit utile n'aura pu, antérieurement, être conféré, aux termes de l'art. 20 de l'ordonnance du 31 octobre 1845, au préjudice de l'État, sur la parcelle n° 1 du plan de Madala, séquestrée, en litige ;

Quant aux prétentions des consorts Bouzerah à la propriété de cette parcelle, basées sur un jugement du tribunal de Bougie du 18 mai 1881 et un acte du cadi-notaire du même lieu, du 4 mars 1883, enregistrés et transcrits, aux termes

desquels feu Bouzerah (Brahham ben el Hadj Ismaïl), leur auteur, est demeuré adjudicataire ou est devenu acquéreur de treize lots, compris dans les 404 hectares abandonnés par la tribu des Mezzaïas au domaine et, en outre, de divers autres lots, au nombre desquels la parcelle n° 1, en litige, sise hors de ces 4'4 hectares, le tout saisi sur Mohamed ben Ahmed ben Aoun ou vendu par Belkacem ben Ali au défunt : — Qu'il est constant, d'une part, qu'aux dates susindiquées les treize lots, non séquestrés, compris dans les 404 hectares, appartenaient aux indigènes susnommés, et, d'autre part, que la parcelle n° 1, en litige, sise hors de ces 404 hectares, séquestrée, ne pouvait alors leur appartenir qu'en vertu de la cession en compensation qui leur aurait été définitivement faite par le domaine de cette parcelle n° 1 avec deux autres parcelles nos 1bis et 18; — Que cette cession en compensation par l'État, détenteur de toutes les terres de la tribu, agissant, en y procédant, au lieu et place de celle-ci, au mieux des intérêts de tous, n'a été que provisoire ; — Qu'elle ne pouvait devenir définitive que par acte administratif revêtu de l'approbation du gouverneur général ; — Que, par le fait des indigènes intéressés, cet acte n'a pu être dressé ; — Que Mohamed ben Ahmed ben Aoun et Bel Kacem ben Ali, après avoir pris possession, à titre provisoire, des nos 1, 1bis et 18, n'ont pas abandonné au domaine les treize parcelles, en échange desquelles ils avaient reçu, à titre provisoire à convertir en titre définitif, les nos 1, 1bis et 18 ; — Qu'ainsi, la cession en compensation dont s'agit n'a pas été définitive ; — Que, dès lors, Mohamed ben Ahmed ben Aoun et Bel Kacem ben Ali n'ont jamais été propriétaires des nos 1, 1 bis, 18 ; — Que Bouzerah (Braham ben el Hadj Ismaïl), leur ayant cause, n'a pas, en conséquence, de leur chef, acquis de droit de propriété sur ces mêmes numéros ; — Qu'il a, à son tour, refusé de les échanger contre les treize parcelles sus-indiquées ; — Que celles-ci ont dû, alors, être expropriées ; — Que le prix en provenant a servi à payer, en partie, une dette hypothécaire par lui contractée ; — Que, dans ces conditions, les consorts Bouzerah, ses représentants, détiennent, sans droit ni qualité, comme l'ont, avec raison, décidé les premiers juges, contrairement à leurs prétentions la parcelle n° 1 en litige ;

Quant au moyen de prescription : — Attendu que les consorts Bouzerah ne peuvent invoquer celle de l'art. 2265 C. civ., à défaut de juste titre, la parcelle n° 1 en litige n'ayant pu légalement, aux termes de l'art. 20 de l'ordonnance du 31 octobre 1845, être l'objet de saisie, d'adjudication, de vente volontaire au préjudice du domaine ; — Qu'il en est de même,

à raison de la durée de leur possession et de celle de leurs auteurs, de la prescription trentenaire édictée par l'art. 2262 du même code ;

Par ces motifs : — Dit l'appel des consorts Bouzerah recevable en la forme ; — Le rejette, au fond, comme non justifié ; — Confirme, etc.

MM. MÉROT, *ff. prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. de rev. musulm.)

16 janvier 1901

Revision, matière musulmane, Cour d'Alger, compétence, procédure civile, pourvoi en cassation, Mozabites, loi ibadite, Nil, exécuteur testamentaire, désignation,

La Chambre de revision musulmane de la Cour d'Alger ne peut connaître des moyens de nullité relevés à l'encontre d'un jugement, constituant simplement des infractions aux règles de compétence en matière musulmane édictées par les art. 7 du décret du 17 avril 1889, 1er du décret du 29 décembre 1890, dont la violation doit, aux termes de l'art. 50 § 2 du décret 25 mai 1892, être soumise à l'appréciation de la Cour de cassation ;

Il ne lui appartient pas non plus de connaître des infractions à des dispositions générales de notre procédure étendues à la procédure musulmane, dont l'inobservation peut donner ouverture, aux termes de l'art. 50 § 1er du décret susvisé, à tierce opposition ;

Enfin, cette chambre est également incompétente pour statuer soit sur les manquements du juge musulman à des règles générales de convenance étrangères aux prescriptions spéciales des droit et coutumes des musulmans concernant leur statut personnel, leurs successions, leurs immeubles non francisés, — soit sur l'excès de pouvoir que ce juge aurait commis en ordonnant l'exécution provisoire d'une décision frappée d'appel (D. 25 mai 1892, art. 52) (1) ;

---

(1) Jugé que l'art. 52 du décret du 25 mai 1892 énumère limitativement les matières à l'occasion desquelles le procureur général peut se pourvoi

Ne viole aucun des principes des droit et coutumes qui régissent en Algérie les musulmans, la décision qui déclare, par une interprétation de la volonté du testateur, basée sur les faits et circonstances de la cause, qu'une personne était l'exécuteur testamentaire désigné, sans indication de nom, par le défunt dans son testament ;

Lorsque le cadi ibadite s'est borné à constater, comme notaire, la désignation d'un exécuteur testamentaire faite par des Mozabites n'ayant pas qualité à cet effet, la décision qui ne tient pas compte de cette désignation ne viole aucun des passages du Nil *et en fait au contraire une juste application.*

(Proc. gén. et Messaoud ben Bahriz c. El Hadj Brahim)

ARRÊT

LA COUR, — Vu : 1° les deux jugements rendus par le cadi d'El-Atteuf (M'Zab), les 11 décembre 1899 et 28 janvier 1900, au profit de El Hadj Brahim ben Salah ben Hamou contre Sid Messaoud ben Bahriz ; 2° les deux jugements rendus par le tribunal de Blida, statuant en matière musulmane, et comme juge du deuxième degré, le 28 juin 1900, sur les appels interjetés par Sid Messaoud ben Bahriz, des jugements du cadi d'El-Atteuf sus-visés ; 3° le pourvoi en revision de M. le procureur général ; — Attendu que le pourvoi en revision de M. le procureur général contre les deux décisions du tribunal de Blida, du 28 juin 1900, qui ont confirmé, sur appels de Sid Messaoud ben Bahriz, les deux jugements du cadi d'El-Atteuf des 11 décembre 1899 et 28 janvier 1900, rendus au profit de El Hahj Brahim ben Salah, a été introduit, par déclaration au greffe de la Cour, le 24 août 1900, dans les deux mois du prononcé des deux décisions du 28 juin 1900 susénoncées, ainsi qu'il est prescrit par les art. 52 et 53 du décret du 25 mai 1892 ; — Qu'il est, par suite, recevable en la forme ;

En ce qui concerne la recevabilité, au fond, dudit pourvoi : — Attendu que les moyens de nullité sur lesquels il est basé sont déduits :

---

en annulation : Alger, 29 janv. 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 51) ; par suite, il est irrecevable, le pourvoi fondé sur une nullité du jugement pour vice de forme ou de procédure : Alger, 7 avril 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 245)

En ce qui concerne la décision du tribunal de Blida qui a confirmé le jugement du cadi d'El-Atteuf du 11 décembre 1899 : 1° de l'incompétence de ce cadi et de celle du tribunal de Blida pour connaître du litige sur lequel ils ont statué; 2° de ce qu'ils ont prononcé sur la demande de El Hadj Brahim ben Salah en attribution, à son profit, de la qualité d'exécuteur testamentaire de feu Bahoum ben Hamouda, et en remise entre ses mains du tiers de l'actif net de la succession du défunt, à employer en œuvres pieuses, vis-à-vis seulement de Si Messaoud ben Bahriz, mandataire d'Ibrahim ben Youssef ben Hadjou, ce dernier pris comme se disant exécuteur testamentaire de feu Bahoum ben Hamouda, et hors la présence dudit Ibrahim et de l'unique héritier du défunt Ba Saïd ben Hamou, c'est-à-dire en l'absence des vrais et seuls intéressés ; 3° de ce que le cadi d'El-Atteuf et le tribunal de Blida auraient décidé que El Hadj Brahim ben Salah, mandataire de feu Bahoum a été, de plein droit, en cette qualité, après le décès de ce dernier, son exécuteur testamentaire ; 4° de ce que le même cadi, et, après lui, le tribunal de Blida, en ne tenant pas compte de la désignation antérieurement faite à Alger, suivant acte du cadi ibadite de cette ville, du 19 juillet 1899, d'Ibrahim ben Youssef ben Hadjou comme exécuteur testamentaire de feu Bahoum ben Hamouda, et en reconnaissant, dans ces conditions, au cadi d'El-Atteuf le droit de désigner El Hadj Brahim ben Salah comme exécuteur testamentaire du défunt, auraient fait une fausse application à la cause d'un passage du *Nil* indiqué au jugement du 11 décembre 1899 et dans la décision du 28 juin 1900 ; 5° de ce que le cadi était, lorsqu'il a statué, débiteur, pour une somme importante, de la succession du *de cujus* ;

En ce qui concerne la décision du tribunal de Blida du 28 juin 1900 qui a confirmé le jugement du cadi d'El-Atteuf du 28 janvier 1900, de ce que ce cadi a, par ledit jugement, prescrit l'exécution provisoire de son jugement du 11 décembre 1899, bien qu'il fût alors frappé d'appel, et de ce que le tribunal de Blida a, par sa décision du 28 juin 1900, confirmé le jugement précité du 28 janvier 1900 ; — Attendu que la chambre de revision, en matière musulmane, de la Cour d'appel d'Alger ne peut connaître, aux termes de l'art. 52 du décret du 25 mai 1892, que des dispositions de jugements en dernier ressort, contraires aux principes des droit et coutumes qui régissent, en Algérie, les indigènes musulmans, et en ce qui concerne seulement leur statut personnel, les successions, leurs immeubles non francisés ; — Qu'il n'appartient qu'à la Cour suprême, aux termes de l'art. 50 § 2 du décret du 17 avril

1889, de reviser celles des dispositions de ces jugements qui seraient contraires aux règles de compétence établies en matière musulmane, ou qui seraient entachées d'excès de pouvoir ; — Attendu que, à la seule exception de ceux indiqués sous les nos 3° et 4° qui précèdent, les moyens de nullité ci-dessus spécifiés reposent sur des faits qui, en admettant qu'ils fussent justifiés, constitueraient simplement, soit des infractions aux règles de compétence, en matière musulmane, édictées par les art. 7 du décret du 17 avril 1889, 1er du décret du 29 décembre 1890, dont la violation doit, aux termes de l'art. 50 § 2, ci-dessus visé, être soumise à l'appréciation de la Cour suprême, soit des infractions à des dispositions générales de notre procédure étendues à la procédure musulmane, dont l'inobservation peut donner ouverture, aux termes de l'art. 50 § 1er du décret susvisé, à tierce opposition ; soit des manquements du juge musulman à des règles générales de convenance pour connaître ou non d'un litige, absolument étrangères, comme d'ailleurs les dispositions générales de notre procédure dont il vient d'être parlé, aux prescriptions spéciales des droit et coutumes des musulmans concernant leur statut personnel, les successions, leurs immeubles non francisés ; soit des excès de pouvoir de ce juge, ordonnant l'exécution provisoire d'une de ses décisions frappée d'appel, excès dont la connaissance appartient exclusivement, aux termes de l'art. 50 § 2 ci-dessus visé, à la Cour suprême ; — Qu'aucun de ces faits, en admettant toujours qu'ils fussent justifiés, ne constituerait une violation des principes des droit et coutumes qui régissent les musulmans en Algérie, soit, dans la cause, où tous les intéressés sont Mozabites et appartiennent à la secte ibadite, une violation des prescriptions du Coran ou du Nil, en ce qui concerne leur statut personnel, les successions, leurs immeubles non francisés ; — Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent que le pourvoi en revision de M. le procureur général n'est, au fond, recevable, qu'en tant qu'il est basé sur les moyens de nullité indiqués sous les nos 3° et 4° qui précèdent ;

En ce qui concerne le mérite, au fond, dans ces limites, dudit pourvoi : — Attendu que le cadi d'El-Atteuf et, après lui, le tribunal de Blida, n'ont pas décidé que le mandataire d'un musulman décédé continuerait, après la mort de celui-ci, d'êtr eson mandataire, alors même qu'il aurait connaissance de ce décès, et était, par suite, de plein droit, son exécuteur testamentaire, ce qui serait une erreur grossière et constituerait une violation manifeste des principes des droit et coutumes qui régissent tous les musulmans d'Algérie ; —

Qu'ils ont simplement déclaré, par une interprétation de la volonté du testateur, basée sur les faits et circonstances de la cause, que El Hadj Brahim ben Salah était l'exécuteur testamentaire désigné, sans indication de nom, par feu Bahoum ben Hamouda dans son testament ; — Attendu qu'en statuant ainsi, le cadi d'El-Atteuf et le tribunal de Blida n'ont violé aucun des principes des droit et coutumes qui régissent, en Algérie, les musulmans ; que par suite, de ce chef, le pourvoi en revision de M. le procureur général n'est pas justifié ;

Attendu que la désignation faite à Alger, suivant acte du cadi ibadite de cette ville, du 19 juillet 1899, d'Ibrahim ben Youssef ben Hadjou comme exécuteur testamentaire de feu Bahoum ben Hamouda n'a aucune valeur juridique ; — Que les Mozabites de qui elle émane n'avaient pas, aux termes du passage du Nil visé par le cadi d'El-Atteuf et le tribunal de Blida, qualité pour y procéder ; — Que le cadi ibadite d'Alger s'est borné à constater, comme notaire, la désignation par eux faite de Ibrahim ben Youssef ben Hadjou comme exécuteur testamentaire du défunt ; — Qu'il n'a pas, en procédant ainsi, fait, comme juge musulman, acte de juridiction ; — Qu'il s'exprime, en effet, textuellement ainsi, dans l'acte par lui dressé le 19 juillet 1899 : — « Dans ces conditions, les notables du pays, nommés plus haut, nous ont requis de constater que, par les présentes, ils donnent mandat à Sid Ibrahim ben Youssef ben Hadjou, de la même origine qu'eux, commerçant à Djelfa, à l'effet de mettre à exécution le testament du défunt, et qu'ils ont décidé unanimement qu'il était le plus digne et réunissait mieux que tout autre les qualités requises à cet égard » ; — Que l'unique héritier du *de cujus*, Ba Saïd ben Hamou, à supposer qu'il ait ratifié cette désignation, ce qu'il dénie, était, aux termes du passage du Nil visé par le cadi d'El-Atteuf et le tribunal de Blida, sans qualité qualité pour désigner l'exécuteur testamentaire, et par conséquent pour ratifier sa désignation ; — Attendu que le cadi d'El-Atteuf et le tribunal de Blida, en ne tenant pas compte, dans ces conditions, de la désignation d'Ibrahim ben Youssef ben Hadjou comme exécuteur testamentaire du défunt, en date du 19 juillet 1899, loin de violer le passage du Nil visé dans leurs décisions, en ont fait une juste application ; — Que, par suite, de ce chef encore, le pourvoi en revision de M. le procureur général, n'est pas justifié ;

Attendu que, ainsi qu'il vient d'être expliqué, le cadi ibadite d'Alger n'a pas, le 19 juillet 1899, par un acte de sa juridiction, désigné d'exécuteur testamentaire du défunt ; —

Qu'il s'est borné à constater, comme notaire, la désignation faite à ce titre, par plusieurs Mozabites, d'Ibrahim ben Youssef ben Hadjou ; — Que, ainsi encore qu'il est dit ci-dessus, le cadi ibadite d'El-Atteuf n'a pas, le 11 décembre 1899, en prononçant sur le litige dont il était saisi, désigné, non plus, de sa propre autorité, d'exécuteur testamentaire du défunt ; — Qu'il s'est borné à déclarer, comme il a été également ci-dessus expliqué, par interprétation de la volonté du testateur, basée sur les faits et circonstances de la cause, que El Hadj Brahim ben Salah était l'exécuteur testamentaire désigné, sans indication de nom, par feu Bahoum ben Hamouda, dans son testament ; — Que dans ces conditions et en dehors des questions de compétence dont la violation ne relève, aux termes de l'art. 50 précité, que de la Cour suprême, le cadi ibadite d'El-Atteuf, en faisant cette déclaration, et le tribunal de Blida, en approuvant cette même déclaration, n'ont, sous aucun rapport, violé les principes des droit et coutumes qui régissent, dans les trois matières sus-indiquées, les musulmans d'Algérie, et n'ont pas, notamment, faussement appliqué le passage du Nil visé par eux et duquel il résulte que la désignation de l'exécuteur testamentaire doit être faite par le cadi ibadite, soit dans le système du pourvoi par celui d'Alger, lorsque le testateur n'aura pas désigné cet exécuteur testamentaire ; — Que, de ce chef, enfin, le pourvoi en revision de M. le procureur général n'est pas justifié ;

Par ces motifs : — Dit ce pourvoi recevable en la forme ; — Le rejette, au fond, comme non recevable et non justifié ; — Rejette, au surplus, comme non fondées, toutes demandes, fins, conclusions contraires aux dispositions qui précèdent.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes TILLOY, BOUDERBA, POURQUERY DE BOISSERIN et BASSET, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

19 mars 1900

Minorité, droit musulman, assignation, mineur, nullité facultative, majorité, émancipation, lésion, contrat rescision.

Est facultative pour le juge, en Algérie, aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, la nullité de

procédure résultant de ce qu'un mineur a été assigné personnellement, au lieu de l'être en la personne de son tuteur ; et cette nullité est couverte par l'intervention de ce dernier, en sa dite qualité, dans l'instance (1);

En droit musulman, la majorité qui permet de disposer de ses biens et de s'obliger n'est acquise au pupille, quel que soit son âge, que par l'émancipation (2);

En droit musulman comme en droit français, l'obligation contractée par le mineur sans l'assistance de son tuteur n'est pas nulle de plein droit, mais seulement rescindable pour cause de lésion (3).

(Vaury c. Trabelsi)

ARRÊT

LA COUR. — En ce qui touche l'appel du jugement rendu, le 11 février 1898, par le tribunal de commerce de Constantine : — Attendu que Vaury avait, aux termes de son exploit du 18 janvier 1898, assigné devant les premiers juges Adjami Salah ben El Hadj Bakir et Trabelsi Ali ben El Hadj Salah Touhami, pour les faire condamner à lui payer la somme totale de 4,834 fr. 60 cent., et pour les faire déclarer en état de faillite ; — Attendu qu'il résulte de ce qui sera dit ci-après qu'au moment où la demande a été introduite, Adjami se trouvait, non pas en état d'interdiction, mais soumis à la tutelle testamentaire de Trabelsi, son aïeul maternel ; — Qu'il est donc certain que ce dernier aurait dû être assigné en sa qualité de tuteur ; — Mais attendu que, devant les premiers juges, Trabelsi a déclaré intervenir dans la cause en ladite qualité et qu'il a pris des conclusions pour son pupille ; — Attendu, d'ailleurs, qu'il s'agit, dans la cause, d'une nullité de procédure, facultative pour le juge en Algérie, et que, dès lors, il y a lieu de rejeter l'appel par application de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ;

En ce qui touche l'appel, interjeté par le tuteur d'Adjouri Salah ben El Hadj Bakir, du jugement rendu le 11 mars 1898 par le tribunal de commerce de Constantine : — Attendu que

---

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 29, note 1.

(2 et 3) Comp. trib. de Tunis, 11 janv. et Alger, 20 déc. 1897 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 129 et 229) et les notes. — V. l'étude de M. Marcel Morand, sur l'interdiction en droit musulman (*Rev. Alg.*, 1900. 1. 25) et suiv.

ledit Adjani est né à Constantine le 20 février 1874; — Que, par acte passé à la mehakma de cette ville, le 14 juin 1900, sous le n° 426, son aïeul maternel, le sieur Trabelsi, a été nommé tuteur testamentaire dudit Adjami et de ses frères; — Attendu qu'il est de principe certain, en droit musulman, que la majorité qui permet de disposer de ses biens et de s'obliger n'est acquise au pupille, quel que soit son âge, que par l'émancipation; — Attendu qu'il n'est pas établi qu'Adjami Salah ben El Hadj Bakir ait jamais été émancipé; — Que le contraire résulte des documents judiciaires de la cause; — En effet Adjami a soutenu, devant le cadi de Constantine, à la date du 6 octobre 1890, qu'il avait acquis la capacité civile par le fait de sa puberté et qu'il était en état d'administrer ses biens, mais que Trabelsi, son aïeul, s'y opposait, sous prétexte qu'il était son tuteur testamentaire; il a demandé, en conséquence, à être mis en possession de sa fortune pour l'administrer lui-même; — Par jugement du 28 octobre 1890, le cadi a rejeté la demande d'Adjami et maintenu ce dernier sous la tutelle de son grand père; — Enfin, à la date du 14 avril 1898, le cadi de Constantine a nommé Trabelsi Ahmed ben El Hadj Salah tuteur d'Adjami, en remplacement de l'aïeul maternel, décédé;

Attendu que de tout ce qui précède il résulte : 1° que, malgré les termes impropres employés dans la traduction des actes arabes, Adjami n'est pas en état d'interdiction, dans le sens qui s'attache aux art. 489 et suiv. du C. civ.; 2° que, quoique âgé aujourd'hui de vingt-six ans accomplis et faute d'avoir jamais été émancipé, cet indigène se trouve encore soumis à la tutelle testamentaire qui lui a été imposée par son père; — Mais attendu qu'en droit musulman, comme en droit français, l'obligation contractée par le mineur sans l'assistance de son tuteur n'est pas nulle de plein droit, mais seulement rescindable pour cause de lésion; — Qu'il reste donc à rechercher si le mineur Adjami a été lésé ou si, au contraire, il a profité des fournitures qui lui ont été faites par Vaury et dont ce dernier réclame le paiement;

En ce qui touche cette question : — Attendu qu'il n'est pas contesté que dans le courant d'octobre 1896, Vaury a vendu et livré à Adjami Salah ben El Hadj Bakir une grande quantité d'articles de friperie pour le paiement desquels il a tiré, sur ledit Adjami, qui les a seul acceptées, deux traites s'élevant ensemble à 4,806 fr. en principal; — Attendu qu'à l'époque où les dites fournitures ont été faites, Adjami faisait à Constantine le commerce de friperie et qu'il était imposé comme brocanteur au rôle des patentes; — Attendu qu'il est constant

en fait, qu'Adjami a profité, en les revendant, des marchandises qui lui ont été livrées par Vaury ; — Attendu, dès lors, qu'il est tenu de payer à ce dernier le montant en principal et accessoires des deux traites ci-dessus visées ;

Sur l'appel incident de Vaury tendant à faire déclarer la faillite d'Adjami Salah ben El Hadj Bakir : — Attendu que c'est à bon droit que les premiers juges ont rejeté ce chef de demande ; — Qu'en effet, on ne doit pas voir une cessation de paiements dans des refus qui excluent, comme dans la cause, toute idée d'insolvabilité et de dérangement dans les affaires d'un commerçant ;

Sur l'appel principal interjeté par Vaury du jugement du 11 mars 1898 : — Attendu que rien n'établit que le sieur Trabelsi, aujourd'hui décédé, ait, à une époque quelconque, été l'associé de son fils Adjami ; — Que, devant la Cour comme devant les premiers juges, les allégations de Vaury restent à cet égard dépourvues de prestification ;

Par ces motifs : — Confirme.

MM. DANNERY, *prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes GOUTTEBARON et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

13 juin 1900

Nullité facultative, Algérie, acte d'appel, appelant, désignation ; — Compétence, connaissement, clause attributive de juridiction, appel en garantie.

En Algérie, est facultative pour le juge et peut être rejetée par lui la nullité basée sur ce que l'acte d'appel ne contient pas toutes les désignations prévues par l'art. 61 C. pr. civ. au sujet de l'appelant, alors qu'aucune confusion n'est possible à son égard (1) ;

Les clauses attributives de juridiction insérées aux connaissements d'une compagnie de navigation font la loi des parties, alors même qu'il s'agirait d'un appel en garantie,

---

(1) V. les décisions rapportées en note sous l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 29, note 1, et *Supplément* 1898, Jurisprudence, p. 10.

l'art. 181, C. pr. civ., aux termes duquel la demande en garantie doit être portée devant le tribunal saisi de la demande principale, n'étant pas d'ordre public et les parties étant libres d'y déroger par conventions expresses (1).

(Cie Transatlantique c. Stuart Bankhardt)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que MM. Stuart Bankhardt et Dulioust ne sont pas recevables à demander la nullité de l'exploit d'appel de la Compagnie générale transatlantique sous prétexte que cet acte ne fait mention ni du siège social de cette compagnie, ni du domicile de ses administrateurs, contrairement aux dispositions de l'art. 61 C. pr. civ. ; — Qu'en effet, aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, les nullités des actes d'exploit et de procédure sont, en Algérie, facultatives pour le juge, qui peut, selon les circonstances, les accueillir ou les rejeter ; — Que, dans l'espèce, l'appelante étant la seule compagnie maritime française désignée sous la raison sociale : « Compagnie générale transatlantique », aucune confusion n'était possible pour M. Stuart Bankhardt qui l'avait appelée en garantie devant les premiers juges ; — Que l'appel interjeté par la Compagnie générale transatlantique, par acte du 10 octobre 1899, est donc régulier en la forme ;

Sur la mise hors de cause de M. Dulioust : — Attendu que M. Dulioust, demandeur à l'action principale, n'avait pas, en première instance, assigné la Compagnie générale transatlantique et n'a pris contre elle aucune conclusion sur l'appel en garantie ; — Que, dans ces conditions, M. Dulioust n'avait pas à être intimé sur l'appel de la Compagnie générale transatlantique ; — Qu'il convient, par suite, de mettre M. Dulioust hors de cause sans dépens.

Sur la compétence : — Attendu que, sur l'appel en garantie formé contre elle par M. Stuart Bankhardt, la Compagnie générale transatlantique, invoquant les clauses de son connaissement, a conclu à l'incompétence du tribunal de commerce d'Alger ; — Qu'il échet donc de rechercher si cette exception, repoussée par les premiers juges, était fondée ; — Or, attendu que le connaissement fait à Marseille, le 18 mars

(1) Comp. Alger, 29 janv. 1895 (*Rec. Alg.*, 1895. 2. 207) et la note ; civ. cass., 22 févr. 1898 (*Rec. Alg.*, 1898. 2. 104).

1899, lors de l'expédition du colis qui fait l'objet du litige, porte dans son art. 23 : « Le présent connaissement sera régi par la loi française et toutes les contestations, il y compris celles concernant l'assurance, auxquelles son exécution pourrait donner lieu entre toutes parties intéressées, devront être portées devant le tribunal du lieu où il a été créé et auquel, de stipulation expresse, il est fait attribution de juridiction ; le réclamateur s'interdit de poursuivre la compagnie ou le capitaine devant tout autre tribunal, même par voie d'appel en garantie » ; — Que, dans l'espèce, il n'est pas contesté que MM. Flachat et Crotte, signataires du connaissement, l'ont signé pour compte du transitaire Stuart Bankhardt ; — Attendu que les termes clairs et précis du connaissement ne laissent place à aucune équivoque, et s'appliquent aussi bien à l'appel en garantie par voie principale qu'à l'appel en garantie par voie incidente ; — Qu'ils forment, de conformité à l'art. 1134 C. civ., un contrat légal à l'exécution duquel aucune des parties contractantes ne saurait se soustraire ; — Attendu que, s'il est vrai qu'en principe la demande en garantie doit être portée devant le tribunal saisi de la demande principale, aux termes de l'art. 181 C. pr. civ., cette disposition n'est point d'ordre public et les parties sont libres d'y déroger par conventions expresses ; — Attendu que les art. 169 et 186 C. pr. civ., en décidant que les déclinatoires pour renvoi devant un autre tribunal et les exceptions dilatoires devront être proposées préalablement à toute défense au fond, sous peine de déchéance, indiquent suffisamment que l'on ne se trouve pas en présence de questions intéressant l'ordre public, toujours susceptibles d'être proposées pour la première fois en appel ; — Qu'enfin les art. 175, 178 et 184 du même Code, en déclarant que, dans divers cas, la demande principale pourra recevoir solution sans y adjoindre nécessairement la demande en garantie, protestent efficacement contre l'argumentation tirée de la possibilité de décisions contraires, circonstance fâcheuse à la vérité, mais qui ne saurait détruire les conditions d'un contrat librement accepté par les parties et qui ne sont contraires, ni aux bonnes mœurs, ni à l'ordre public ; — Attendu que M. Stuart Bankhardt ne saurait scinder les termes du contrat en soutenant que les conditions portées au connaissement n'ont trait qu'aux obligations de la Compagnie générale transatlantique dérivant de faits qui se sont produits en mer, alors que, dans l'espèce, la chienne perdue se serait sauvée quand le bateau était arrivé depuis quelque temps au port ; — Attendu que cette subtilité d'interprétation n'est pas soutenable, puisque M. Stuart Bankhardt

reconnaît qu'aux termes du connaissement, la chienne en question devait être chargée sur le vapeur transatlantique à Alger et délivrée à l'heureuse arrivée du paquebot ; — Que ces trois obligations de la Compagnie générale transatlantique sont indivisibles et se résument en une seule, la remise du colis pris en charge ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme et au fond l'appel formé par la Compagnie générale transatlantique envers le jugement du tribunal de commerce d'Alger du 10 juin 1899, enregistré ; — Infirme le jugement et, statuant à nouveau, met hors de cause sans dépens M. Dulioust ; — Dit que le tribunal de commerce d'Alger était incompétent, etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes BORDET et HUARD, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

21 mars 1900

Compétence administrative, administrateur de commune mixte, décision, acte administratif, séparation des pouvoirs ; — Action civile, délit, ordonnance de non-lieu, preuve, recevabilité devant le juge civil.

Constitue une décision administrative dont la discussion par les tribunaux judiciaires serait contraire au principe de la séparation des pouvoirs, l'arrêté par lequel un administrateur de commune mixte pourvoit au remplacement d'un cantonnier, par ce motif que, celui-ci étant devenu locataire d'une concession située sur un autre territoire, est de ce fait réputé démissionnaire (1) ;

L'ordonnance de non-lieu rendue au profit d'un inculpé ne saurait faire obstacle au droit pour celui qui se prétend victime d'établir devant les juges civils la preuve du préjudice qui lui a été causé et dont il demande réparation, alors surtout que la victime, ne s'étant pas portée partie civile devant le juge d'instruction, n'a pu former opposition à ladite ordonnance (2).

(1) Comp. req., 19 oct. 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 24).

(2) Comp. Alger, 26 août 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 31) et la note.

(Méjean c. Moulin)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel de Méjean Nestor est régulier en la forme; — Attendu qu'en première instance Moulin demandait la condamnation de Méjean à 25,000 fr. de dommages-intérêts comme lui ayant fait perdre, sans motifs légitimes, la place de cantonnier, et à 10,000 fr. pour réparation des atteintes portées par lui, avec violences, à l'honneur et à la personne de Mme Moulin ;

Sur le premier chef : — Attendu que l'arrêté de M. l'administrateur de la commune mixte d'El-Kseur, en date du 20 janvier 1899, porte que Moulin, étant cantonnier, est devenu locataire, à Pasteur, d'une concession, a été considéré par ce seul fait comme démissionnaire et qu'il a été pourvu à son remplacement; — Attendu que Moulin conteste l'exactitude du motif ainsi invoqué contre lui, mais qu'il n'appartient pas à la Cour d'examiner ses prétendus griefs à cet égard ; qu'il s'agit là, en effet, d'une décision administrative parfaitement claire et formelle et dont la discussion serait contraire au principe de la séparation des pouvoirs ; — Attendu que si, dès le 12 avril, il a été suspendu de ses fonctions à la suite de la plainte portée par lui contre Méjean, cette circonstance se relie intimement aux faits ci-après... ;

Sur le deuxième chef : — Attendu qu'il est constant en fait et reconnu par toutes parties que dans la soirée du 8 avril 1888 Méjean a été victime de coups et blessures graves de la part de Moulin ; — Qu'une instruction ayant été ouverte sur la plainte de Méjean, il a eté rendu une ordonnance de non-lieu motivée sur ce que Moulin se serait trouvé en état de légitime défense en défendant la dame Moulin contre les entreprises de Méjean ; — Attendu que s'il s'est produit dans la jurisprudence des divergences sur la portée des ordonnances du juge d'instruction en ce qui concerne l'action civile, la grande majorité des arrêts semble ne considérer ces décisions que comme des mesures préparatoires, toujours révocables en cas de survenance de nouvelles charges et ne pouvant lier le juge au civil; — Attendu qu'il importe de remarquer que Méjean ne s'est pas porté partie civile, qu'il n'a pas été inculpé, qu'il n'a pu faire opposition à ladite ordonnance ; — Qu'on ne saurait dire ici que le criminel tient le civil en état, puisque le fait qui lui est attribué contre la dame Moulin n'a pas été qualifié criminellement, et qu'il n'a pas à s'en défendre;

dans une poursuite régulière, laquelle eût pu aboutir à son relaxe ; — Que déclarer d'ores et déjà constant ce fait relevé par l'ordonnance, serait contraire aux règles ordinaires de la preuve et ne pourrait se faire qu'en présence d'un texte formel qui fait défaut ; — Attendu que, pour établir l'agression reprochée à Méjean, le tribunal relève, tant dans ses réponses que dans le dossier d'instruction, des contradictions dans les dires de Méjean au sujet de l'initiative des pourparlers à la suite desquels celui-ci est allé dîner chez Moulin, puis lui a remis 2 fr. pour aller acheter de l'orge, provoquant ainsi son absence ; — Mais attendu que rien de suffisamment démonstratif pour la Cour ne résulte des données à elle fournies ; — Que, d'une part, Méjean a fréquemment reçu, antérieurement, l'hospitalité chez Moulin ; — Que, d'autre part, il est tout naturel qu'il ait voulu se procurer l'orge nécessaire à son cheval ; — Attendu, d'autre part, qu'on ne saurait tirer argument de la place des blessures constatées par le médecin, qu'un simple mouvement de défense pouvait changer ; — Attendu que si une contusion a été constatée au côté droit de la dame Moulin, qui l'attribue à un choc contre un meuble, il est impossible d'établir, dans cette scène où une sorte de bousculade a dû se produire sans témoins désintéressés, comment ce choc se serait occasionné ; — Attendu que si les renseignements fournis sur Méjean et sur la dame Moulin, au point de vue de la moralité, sont défavorables au premier et satisfaisants pour la seconde, il y a lieu de remarquer que nulle part il n'est allégué que Méjean l'ait poursuivie antérieurement de ses assiduités ; — Attendu, enfin, que si, à l'époque du 18 avril 1898, Méjean et Moulin étaient en assez bons termes, il n'en a pas toujours été ainsi ; — Qu'il a été allégué avec une incontestable vraisemblance que Moulin s'était livré, antérieurement, à des menaces de vengeance contre Méjean ; — Que de nombreux faits de violences ou d'indélicatesse ont été relevés contre lui ; — Qu'il ne paraît donc nullement impossible que, comme l'affirme Méjean, Moulin ait obtenu de sa femme qu'elle se prêtât à une sorte de guet-apens contre ce dernier ; — Attendu que la preuve de tout fait dommageable est à la charge de celui qui s'en prévaut, et qu'il y a lieu, dans les circonstances ci-dessus énumérées, de reconnaître que cette preuve n'est pas suffisamment faite à l'encontre de Méjean ; — Qu'il est donc inutile de recourir à l'articulation par lui offerte dans le but de mieux démontrer cette insuffisance ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel de Méjean en la forme ; — Et y faisant droit ; — Réforme le jugement entrepris ; —

Le déclare nul et de nul effet, sauf en ce qui concerne l'offre de preuve de Méjean qui demeure rejetée; — Déboute Moulin de ses demandes en dommages-intérêts; — Le condamne en tous les dépens.

MM. ANDRAULT, *ff. prés.*; MARTIN, *av. gén.*, — Mes LEMAIRE et GIVRY, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

15 octobre 1900

Compétence, musulmans, obligation personnelle et mobilière, acte devant notaire, loi française, juridiction française de droit commun.

En choisissant un notaire pour rédiger et sanctionner une obligation personnelle et mobilière contractée entre musulmans, les parties ont nettement manifesté leur volonté de contracter sous l'empire de la loi française, et par suite le litige qui s'élève entre elles au sujet de cette convention est exclusivement du ressort de la juridiction française de droit commun (1).

(Bel Aïd c. Mohamed Ould Mostefa)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Mohamed Ould Habib Ould Mostefa Bouzian a assigné les consorts Bel Aïd devant le tribunal civil de Mascara en paiement de la somme de 3,000 fr. et accessoires, montant d'un billet conférant affectation hypothécaire, à lui souscrit par les appelants devant Me Bancharelle, notaire à Mascara, le 22 septembre 1896; — Qu'après jugement de condamnation rendu par défaut le 17 novembre 1897 les consorts Bel Aïd ont interjeté appel, suivi d'un arrêt de défaut-congé en date du 27 juin 1899; — Que l'opposition par eux formée audit arrêt est régulière et qu'il échet de

---

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous l'art. 3 du décret du 17 avril 1889 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 859, note 7.

statuer ; — Attendu que, préalablement au débat sur le fond, les consorts Bel Aïd ont décliné la compétence de la Cour, en soutenant qu'il s'agissait d'un litige intervenu entre musulman non naturalisés, ayant pour objet la demande en paiement d'une obligation personnelle et mobilière, et qu'aux termes du décret du 17 avril 1889, l'action aurait dû être intentée, non devant le tribunal de première instance, mais devant la justice de paix de Mascara ;

Sur l'exception : — Attendu qu'en choisissant librement et d'un commun accord un officier public français pour rédiger et sanctionner leur convention, les parties en cause ont manifesté, sans équivoque, leur volonté de contracter sous l'empire de la loi française ; — Qu'en conséquence le litige qui s'est élevé entre elles, au sujet de l'exécution de cette convention, relève exclusivement de la juridiction française de droit commun ; — Que le tribunal de Mascara en a donc été valablement saisi et que la Cour est aujourd'hui compétente pour statuer ; — Que par suite l'exception soulevée par les appelants doit être rejetée ;

Attendu, d'autre part, que les opposants se sont bornés à conclure sur l'exception d'incompétence soulevée par eux et ont formulé des réserves quant au droit de conclure ultérieurement sur le fond ; — Que, de son côté, l'intimé a conclu à ce qu'il soit statué au fond, en demandant le maintien de l'arrêt de défaut ; — Que les réserves sollicitées par les opposants ont un caractère évidemment moratoire ; — Qu'il n'y a pas lieu de les accueillir, et que, la cause étant en état de recevoir solution, il échet de passer outre en donnant contre les opposants itératif défaut faute de conclure, etc...

Par ces motifs : — Confirme.

MM. ZILL DES ILES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Me SOUCAZE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

25 octobre 1900

Mandat, vente, commission, défaut d'objet, révocation.

— *Le fait, par un propriétaire, de charger un tiers de trouver acquéreur de son immeuble, avec promesse d'une commission dans le cas où la vente serait réalisée par l'intermédiaire de*

de ce tiers, ne met pas obstacle au droit, pour le propriétaire, de chercher lui-même un acquéreur et de traiter avec lui; — Dans ce cas, la commission promise au mandataire n'est pas due.

(Pélaz c. André)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il résulte des éléments de la cause, et notamment de la correspondance échangée entre les parties, que, sur la demande de Pélaz, André a donné mandat à celui-ci à l'effet de trouver acquéreur de sa propriété de Saint-Ferdinand, et lui a promis une commission déterminée, si par son intermédiaire la vente en était conclue, ce qui a été accepté par Pélaz; — Que rien dans les faits et circonstances de la cause ne démontre que André ne soit jamais interdit, au profit de Pélaz, d'user de son droit essentiel de propriétaire en vendant directement son immeuble à qui bon lui semblerait; — Qu'il est établi par les lettres et télégrammes échangés entre Pélaz et André que celui-ci n'avait pas cru pouvoir accepter aucune des propositions d'achat à lui soumises par Pélaz, soit à raison de la solvabilité des acquéreurs projetés, soit à raison des conditions imposées, lorsque, le 23 juin 1897, André télégraphia à l'appelant qu'il venait de vendre sa propriété et que, par suite, il n'y avait plus à s'en occuper; — Que Pélaz, nie avoir reçu ce télégramme, qui n'est point produit en la cause; — Mais que son existance et sa teneur sont suffisamment établies par le télégramme que, à la date du lendemain, 24 juin, Pélaz adressait en réponse à André, et par lequel Pélaz lui demandait: « A qui est-elle vendue? »; — Que, André ayant traité directement avec un acquéreur, le mandat de Pélaz n'avait plus d'objet et qu'en le lui retirant André n'a fait qu'user d'un droit incontestable; — Que la commission promise à Pélaz ayant été expressément subordonnée au cas où la vente serait conclue par son intermédiaire, et l'appelant n'ayant point rempli cette condition, celui-ci est mal fondé à en demander le paiement; — Attendu que vainement Pélaz soutient qu'il avait déjà, au moment de la vente par André aux sieurs Bresson, entièrement accompli son mandat en présentant à André un acquéreur, le sieur Pons Michel, qui satisfaisait entièrement aux conditions posées par l'intimé, et que c'est alors, en violation de son engagement, qu'André a repoussé cette proposition pour vendre à un tiers;

— Que cette prétention n'est point fondée en fait ; — Que, en effet, la proposition dont s'agit n'a été faite à André par voie du télégraphe que le 26 juin, alors que, depuis trois jours, André l'avait avisé de la vente qu'il avait directement consentie aux frères Besson ; — Que vainement encore Pélaz offre de prouver que, contrairement à l'engagement qu'André avait pris de n'accepter d'autre courtier que lui et de confier à lui seul le soin de faire visiter la propriété pendant tout le cours de l'année 1897, la vente du 29 juin 1897 aux consorts Bresson a été négociée à Alger par l'intermédiaire d'un courtier autre que l'appelant ; — Que ce fait, articulé en preuve par Pélaz, manque de précision et n'est point pertinent, les consorts Bresson ayant pu d'ailleurs recourir à l'intermédaire d'un courtier étranger à André ; — Qu'il offre encore de prouver que, postérieurement à la vente consentie aux frères Bresson, André a reconnu devant témoins qu'il devait une commission à Pélaz ; — Mais, que la valeur de la demande excédant 150 fr., la preuve testimoniale de ce fait ne saurait être admise ; — Qu'il échet, en conséquence, de rejeter l'office subsidiaire de preuve proposée par Pélaz ;

Par ces motifs, et ceux non contraires des premiers juges : — Confirme.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes LEMAIRE et GOUTTEBARON, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 novembre 1900

Effets de commerce, acceptation, défaut de formes, commencement de preuve par écrit.

La simple signature apposée sur un effet de commerce non précédée du mot accepté *ou de tout autre équivalent, et dépourvu de la mention* bon pour *ou* approuvé *constitue néanmoins un commencement de preuve par écrit, rendant admissibles tous autres moyens de preuve et même les simples présomptions.*

(Serrano c. Gliubislawich)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Gliubislawich et Hernandez réclament à Serrano le paiement d'une traite de 6,000 fr., en date à Mascara du 9 novembre 1899, à l'échéance du 10 février 1900, tirée par M. Alfred Rouach sur M. Serrano, à l'ordre de MM. Gliubislawich et Hernandez, ladite traite portant en travers, sur le côté gauche, la signature de M. Serrano ; — Attendu que M. Serrano, sans donner sa signature, soutient que cette traite, lorsqu'il l'a signée, n'était que de 600 fr. et qu'elle a été majorée postérieurement ; — Qu'il explique que cette traite, qui se référait à un marché de moutons conclu avec M. Bruguès, par l'intermédiaire de M. Rouach, est devenue sans cause à la suite du règlement définitif de leur compte intervenu avec ledit M. Bruguès ; — Que, dans ces conditions, M. Serrano invoque le bénéfice des dispositions de l'art. 122 C. com. qui exige, pour que la traite soit opposable au tiré, qu'elle soit revêtue non seulement de sa signature, mais encore du mot « accepté » ou de tout autre équivalent ; — Qu'il ajoute que sa signature ne saurait même valoir comme simple promesse faute d'avoir été précédée du « bon pour » ou « approuvé » exigé par l'art. 1326 C. civ. ni de la mention des sommes pour lesquelles il aurait pu s'engager ; — Mais attendu que la simple signature non précédée du mot « accepté » ou de tout autre équivalent, et dépourvue des mots « bon » ou « approuvé » constitue néanmoins un commencement de preuve par écrit rendant admissible tous autres moyens de preuve et même les simples présomptions ; — Or, attendu, d'une part, que M. Serrano a reconnu qu'il a fourni sa signature à M. Rouach jusqu'à concurrence de 600 fr. ; — Que, d'autre part, MM. Gliubislawich et Hernandez n'établissent pas et n'offrent pas d'établir que M. Serrano se serait engagé pour une somme supérieure ; — Qu'il convient donc d'infirmer le jugement entrepris, en limitant l'engagement de M. Serrano dans la traite du 9 novembre 1899, à la somme de 600 fr. ;

Attendu que les parties succombant respectivement dans leurs prétentions, c'est le cas de faire une masse des dépens pour les répartir proportionnellement entre elles ;

Par ces motifs : — Infirme, etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes ROUX FREISSINENQ et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

2 octobre 1900

Compétence, contrat formé en Algérie, ratification en France, art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, choix du demandeur.

Le demandeur peut invoquer la disposition de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 lui permettant d'assigner, à son choix, le défendeur devant le tribunal de son domicile en France ou devant un tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action a pris naissance, lorsque le contrat, ayant pris naissance en Algérie, a été ratifié en France (1).

(Cie du Coudiat-Aty c. Durand)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que par deux actes sous seing privé passés à Constantine les 18 mai et 27 août 1885, complétés par un troisième acte du 17 novembre de la même année, M. Remès obtenait de la ville de Constantine la concession des travaux du dérasement du Coudiat-Aty ; — Attendu que par autre acte sous seing privé du 12 novembre 1895, passé également à Constantine, la société du Coudiat-Aty déclarait prendre à sa charge les obligations premières contractées au profit de M. Durand, soit par M. Remès, soit par la société Remès-Labattut et Cie, à laquelle M. Remès avait antérieurement transmis tous ses droits ; — Que notamment la société du Coudiat-Aty représentée par M. Viol, son directeur, a suivant acte du 4 février 1896, enregistré le 1er février 1899, pris formellement l'engagement de délivrer à M. Durand en pleine propriété les mille soixante-dix mètres soixante-dix-neuf centimètres ; que la société du Coudiat-Aty ne peut dès lors sérieusement soutenir que ce contrat du 4 février 1896, passé à Constantine entre son administrateur délégué et M. Durand, doit être considéré comme ayant pris naissance à Lyon par la raison que c'est à Lyon, au principal

(1) Comp. Alger. 5 décembre 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 231) et la note.

établissement de la société du Coudiat-Aty, qu'il aurait été ratifié; — Que la ratification d'un contrat suppose l'existence de ce contrat, mais ne le crée pas: — Que, dès lors, aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, M. Durand avait le droit d'assigner la société du Coudiat-Aty devant le tribunal de Constantine, puisque c'était à Constantine qu'avaient pris naissance les droits et actions dont il entendait exciper;

Par ces motifs, et ceux non contraires des premiers juges: — Confirme le jugement du tribunal civil de Constantine du 9 janvier 1900.

MM. DUCROUX, *prem. prés.*; FABRE DE PARREL, *av. gén.*; Me JAFFARY et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

17 octobre 1900

Compétence, Algérie, alcools, droit de fabrication, droit de consommation, octroi de mer, contrainte, opposition, juge de paix.

La législation métropolitaine sur les contributions indirectes et notamment l'art. 88 de la loi du 5 ventôse an XII qui règle la compétence et le mode de procéder en cas de contestations relatives aux impôts énumérés par cette loi, est inapplicable en Algérie aux oppositions à contrainte concernant le droit de consommation ajouté au droit d'octroi de mer par l'art. 32 de la loi du 26 janvier 1892 et le droit de fabrication établi indépendamment du droit de consommation et du droit d'octroi de mer par l'art. 19 de la loi du 28 décembre 1895 sur les liqueurs et spiritueux composés quelconques, — lesquelles restent soumises aux règles du contentieux de l'octroi de mer (1);

En conséquence, c'est devant le juge de paix, comme juge du premier degré, que doivent être portées ces oppositions à contrainte (2);

(1 et 2) Sur le contentieux des oppositions aux poursuites faites à la requête du service des contributions diverses en Algérie, V. Alger, 12 mai 1897 et civ. cass., 20 juill. 1898 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 211 et 401) et les notes.

(Entrepôts généraux d'Alger c. Contributions diverses)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la législation métropolitaine sur les contributions indirectes, invoquée par la Société des entrepôts d'Alger pour justifier son appel, et notamment l'art. 88 de la loi du 5 ventôse an XII, qui règle la compétence et le mode de procéder au cas de contestations relatives aux impôts énumérés par cette loi, est inapplicable en Algérie aux oppositions à contrainte concernant le droit de consommation ajouté au droit d'octroi de mer par l'art. 32 de la loi du 26 janvier 1892 et le droit de fabrication établi indépendamment du droit de consommation et du droit d'octroi de mer par l'art. 19 de la loi du 28 décembre 1895 sur les liqueurs et tous spiritueux composés quelconques ; — Que ces deux lois de finance n'ont rien décidé, il est vrai, sur le contentieux et les règles de perception de ces nouveaux impôts, mais que les expressions : « il est ajouté au droit d'octroi de mer », dont se sert l'art. 19 de la loi du 28 décembre 1895, pour créer les nouveaux impôts au profit du trésor, démontrent bien que, dans la pensée du législateur, le recouvrement en était confié aux mêmes agents chargés de la perception de l'octroi de mer à l'importation et à l'intérieur par l'ordonnance du 21 décembre 1884 et les décrets des 26 décembre et 27 juin 1887, et que toutes les règles du contentieux auquel est soumis cet octroi de mer leur étaient applicables ; — Or, attendu qu'aux termes des art. 37 et 38 du décret du 27 juin 1887, c'est devant le juge de paix, comme juge du premier degré, que doivent être portées, en Algérie, après consignation préalable du montant des droits réclamés, les oppositions à contrainte décernées pour tout ce qui concerne le recouvrement de l'octroi de mer ; — Que la résistance de la Société des entrepôts généraux d'Alger à admettre la compétence du juge de paix pour connaître des oppositions à contraintes décernées pour le recouvrement du droit de fabrication, s'explique d'autant moins que cette société ne conteste nullement aujourd'hui la juridiction de ce magistrat pour tout ce qui concerne les contestations relatives au droit de consommation ; — Qu'en effet l'une et l'autre compétences dérivent exactement des mêmes principes ;

Par ces motifs, et ceux non contraires des premiers juges ; — Sans s'arrêter à l'appel de la Société des entrepôts géné-

raux d'Alger envers le jugement du tribunal civil d'Alger du 29 octobre 1896 ; — Confirme ledit jugement.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes GOUTTEBABON et LE DENTU, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

28 novembre 1900

Effets de commerce, femme non commerçante, signature, commencement de preuve par écrit.

Si la seule signature donnée par une femme non commerçante sur une lettre de change n'engage pas cette femme, le juge peut néanmoins, suivant les circonstances, trouver dans l'acte signé par la femme qui ne méconnaît pas sa signature un commencement de preuve par écrit pouvant être complété par tous autres moyens de preuve et même par des présomptions.

(Gliubislawich c. Veuve Simian-Agnely)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que MM. Gliubislawich et Hernandez réclament à la dame veuve Simian-Agnely le paiement d'une traite de 4,000 fr., en date à Mascara du 10 novembre 1899, à l'échéance du 15 février 1900, tirée par M. Rouach sur la dame veuve Simian-Agnely à l'ordre de M. Gliubislawich et Hernandez ; ladite traite causée valeur en marchandises et portant à gauche et en travers la signature veuve Simian-Agnely ; — Attendu que la dame veuve Simian-Agnely, sans dénier sa signature, soutient que la traite, lorsqu'elle l'a signée, n'était que de 400 fr. et qu'elle n'a fait que prêter sa signature par pure complaisance à M. Rouach qui lui avait demandé ce service ; — Attendu que n'ayant jamais reçu la contre-valeur de cette traite, l'intimée entend invoquer le bénéfice des dispositions de l'art. 113 C. com. qui prescrit que la signature des femmes et des filles non négociantes ou marchandes publiques sur lettres de change ne vaut à leur égard

que comme simple promesse ; — Qu'elle ajoute que la signature par elle apposée sur la traite litigieuse, n'étant précédée ni du *bon pour* ou *approuvé* exigé par l'art. 1326 C. civ., ni de la mention des sommes pour lesquelles elle aurait pu s'engager, cette signature ne saurait davantage valoir comme simple promesse ; — Mais attendu que si la seule signature donnée par une femme non commerçante sur une lettre de change n'engage pas cette femme, le juge peut néanmoins trouver, suivant les circonstances, dans l'acte signé par la femme qui ne méconnait pas sa signature, un commencement de preuve par écrit pouvant être complété par tous autres moyens de preuve et même par des présomptions ; — Or, attendu, d'une part, que la dame veuve Simian-Agnely a reconnu elle-même qu'elle a, par complaisance, fourni à M. Rouach sa signature jusqu'à concurrence d'une somme de 400 fr. ; — Que, d'autre part, MM. Gliubislawich et Hernandez ne peuvent établir et n'offrent même pas d'établir, que la dame veuve Simian-Agnely se soit engagée pour une somme supérieure ; — Qu'il échet donc d'infirmer le jugement entrepris en limitant l'engagement de la dame veuve Simian-Agnely à la somme de 400 fr. ;

Attendu que, les parties succombant respectivement dans leurs prétentions, c'est le cas de faire une masse des dépens pour être répartie proportionnellement entre elles ;

Par ces motifs : — Infirme, etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes ROUX-FREISSINENQ (du barreau d'Oran) et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

8 novembre 1900

Hypothèque conventionnelle, créancier, paiement partiel, action en justice, hypothèque judiciaire.

Le créancier hypothécaire non intégralement payé sur le prix de l'immeuble hypothéqué peut actionner son débiteur en paiement de ce qu'il lui reste dû, afin d'obtenir une condamnation lui conférant une hypothèque judiciaire.

(Bleicher c. Dame de Montravel)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'art. 2092 C. civ., quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses immeubles présents et à venir; — Que l'hypothèque spéciale accordée au créancier ne peut diminuer ses droits généraux et rendre, dans certains cas, sa position plus défavorable que si aucune hypothèque ne lui avait été accordée; — Qu'ainsi il peut toujours recourir aux voies judiciaires et obtenir une condamnation qui assure autant que possible l'exécution de l'obligation consentie à son profit en lui conférant une hypothèque supplémentaire sur les biens de son débiteur; — Attendu que la dame Piollet, épouse de Montravel, était créancière hypothécaire des consorts et mineurs Bleicher pour une somme capitale de 20,000 fr.; — Qu'elle n'a été colloquée dans l'ordre ouvert en suite de la vente sur saisie réelle que pour la somme de 1,152 fr. 09 cent; d'où il résulte qu'elle est restée créancière de 18,847 fr. 91 cent. en principal et les intérêts à partir de la clôture de l'ordre; — Que c'est donc à bon droit que, le gage spécialement affecté à la garantie de la créance ayant été réalisé, la dame de Montravel a assigné ses débiteurs pour s'entendre condamner à lui payer le montant de ce solde; — Attendu qu'aux termes de l'art. 457 C. civ. le tuteur peut emprunter pour le mineur et hypothéquer ses biens immeubles en se conformant aux diverses prescriptions qu'il édicte; — Attendu que ce n'est qu'après l'accomplissement de toutes ces prescriptions que Bleicher, tuteur légal de ses enfants Ambroise, François et Félix Christophe, a, suivant acte reçu par Me Petin, notaire à Blida, le 9 septembre 1893, emprunté de la dame de Montravel ladite somme de 20,000 fr.; — Que par cet acte Bleicher s'est engagé au remboursement du prêt conjointement et solidairement avec les mineurs et la dame Mazet son épouse; — Attendu que la dame Mazet et les mineurs Bleicher ont ainsi contracté un engagement personnel auquel ils ne sauraient se soustraire; — Que c'est en vain que ces derniers prétendent qu'étant héritiers bénéficiaires ils ne peuvent, au mépris de cette qualité, être tenus *ultra vires successionis*, puisque, en payant la dame de Montravel, qui n'est pas créancière de la succession, ils acquitteront leur propre dette; — Qu'ils ne sont pas mieux fondés à soutenir qu'étant poursuivis au delà du produit de la vente de l'immeuble donné en gage, une nouvelle autori-

sation du conseil de famille serait nécessaire pour les engager et les contraindre au paiement ; — Qu'ils ne sont pas en effet actionnés en paiement d'une dette nouvelle, mais en réalisation de l'engagement qu'ils ont été autorisés régulièrement à contracter et auquel ils n'ont satisfait qu'en partie ;

Sur l'appel incident de la dame de Montravel : — Attendu que c'est à tort que le tribunal a condamné Bleicher, père ès qualité seulement ; — Que l'obligation du 9 septembre 1893 a été souscrite par Bleicher, non seulement en qualité de tuteur, mais encore en son nom personnel ; — Que c'est également à tort qu'il a condamné les époux Bleicher seuls solidairement aux dépens ; — Attendu, d'autre part, que, depuis le prononcé du jugement, Ambroise-François Bleicher est devenu majeur ; qu'il doit, dès lors, être condamné en son nom personnel ;

Par ces motifs : — Confirme, etc.

MM. SCHINDLER, *ff. prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes CHAMPEIL, LEMAIRE et OTTEN, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

7 avril 1900

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre administratif, rétroactivité, titre antérieur, inefficacité, prescription de dix à vingt ans.

Les dispositions des art. 3 et 18 de la loi du 26 juillet 1873 doivent s'entendre en ce sens que, par la délivrance du titre administratif, la propriété est censée avoir toujours reposé sur la tête de celui qui est légitimement détenteur de ce titre ; — Dès lors, tous les actes antérieurs qui contrediraient cette déclaration de propriété sont frappés d'une déchéance originaire et ne sauraient notamment servir de base à la prescription de dix à vingt ans (1).

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous l'art. 3 de la loi du 23 juillet 1873 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 407 et s. ; *adde*, trib. civ. de Mascara, 27 nov. 1895 (*Rev. Alg.*, 1896. 2. 403) ; 9 juill. 1895 (*Rev. Alg.*, 1897. 2. 171) ; Alger, 1er févr. 1896 (*Rev. Alg.*, 1896. 2. 403) ; 15 nov. 1897 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 12).

(Ben Dani c. Bouabça)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu qu'aux termes des art. 3 et 18 de la loi du 26 juillet 1873, les titres administratifs délivrés en suite des opérations prévues par ladite loi forment le point de départ de la propriété à l'exclusion de tous droits antérieurs ; — Attendu que, véritable sanction de la loi de 1873, ces dispositions, si formelles dans leurs termes, doivent s'entendre dans ce sens que, par la délivrance du titre administratif, la propriété est censée avoir toujours reposé sur la tête de celui qui est légitimement détenteur de ce titre et que, dès lors, tous les actes antérieurs qui contrediraient cette déclaration de propriété sont frappés d'une déchéance originaire ; — Attendu que pour justifier l'action en délaissement qu'il avait formée contre l'intimé, l'appelant Ben Dani avait produit devant les premiers juges, avec un acte d'acquisition notarié datant de 1898, un titre administratif délivré, le 31 août 1881, à l'auteur de ses vendeurs ; — Attendu qu'à ce titre administratif l'intimé n'a pu, même pour y joindre une possession de dix années, légitimement opposer un acte de vente, reçu le 22 mars 1881 par le cadi de Mostaganem, acte qui, dès le 31 août 1881, avait dû être considéré comme nul ou inexistant et n'avait plus, dès lors, pouvoir de produire aucun effet légal ; — Attendu qu'en autorisant l'intimé à faire preuve de cette possession qui ne pouvait être utile qu'en s'appuyant sur un titre dépourvu non seulement de valeur, mais d'existence juridique, les premiers juges ont méconnu les principes essentiels qui résultent de l'application de la loi du 26 juillet 1873, et les droits dont, en vertu de cette loi, l'appelant s'était prévalu en première instance ;

Par ces motifs : — Infirme, etc.

MM. GEFFROY, *prés* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes HANNEDOUCHE et OTTEN, *av.*

CONSEIL DE REVISION D'ALGER

9 juin 1900

Conseil de guerre, témoin à décharge, défense, citation, renonciation tacite, nullité, irrecevabilité.

Devant le conseil de guerre, il appartient à l'accusé et à son défenseur, conformément aux art. 315 et 324 C. instr.

crim., applicables à cette juridiction en vertu de l'art. 128 C. just. milit., de réclamer à l'audience l'audition dont ils jugent le témoignage utile à leur défense ;

Mais, lorsqu'il résulte du procès verbal des débats qu'ils n'ont pris à cet égard aucune conclusion, que l'accusé et son défenseur, ayant été entendus dans leurs moyens de défense, ont déclaré n'avoir rien à y ajouter, le condamné ne saurait se plaindre du défaut de production aux débats d'un témoin que, pouvant le faire, il n'a pas fait citer et dont il n'a pas fait connaître le nom au commissaire du gouvernement.

(Schmidt)

ARRÊT

LE CONSEIL DE REVISION, — Vu le recours en revision du condamné et sa lettre à l'appui, tendant à l'annulation du jugement précité en se basant sur ce que le soldat Bénézi, qu'il avait demandé à M. le lieutenant chargé de l'instruction de faire entendre comme témoin à décharge, n'aurait pas été appelé aux débats ;

Sur ce moyen unique de recours : — Attendu que le ministère public n'est pas tenu de faire citer les témoins à décharge, mais que les art. 315 et 324 C. instr. crim., applicables devant les conseils de guerre en vertu de l'art. 128 C. just. milit., permettent aux accusés de faire citer à l'audience tous ceux dont la déposition leur paraît utile ; — Que l'art. 321 C. instr. crim. autorise, il est vrai, le ministère public à faire citer à sa requête les témoins qui lui seront indiqués par l'accusé, dans le cas où il jugerait que leur déclaration peut être utile pour la découverte de la vérité ; — Attendu qu'il résulte de la pièce n° 21 du dossier que la liste des témoins que M. le commissaire du gouvernement se proposait de faire entendre dans l'affaire du nommé Schmidt a été régulièrement notifiée à l'accusé le 26 mai et qu'il ne ressort d'aucune autre pièce de la procédure que le prévenu ait demandé, à ce moment, à faire entendre d'autres témoins ; — Attendu qu'il appartenait à l'accusé et à son défenseur de réclamer à l'audience l'audition du soldat Bénizi, s'ils jugeaient son témoignage utile dans l'intérêt de la défense ; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal des débats qu'ils n'ont pris à cet égard aucune conclusion ; qu'il en résulte, au contraire, que l'accusé et son défenseur, ayant été entendus dans leurs moyens de défense,

ont déclaré n'avoir rien à y ajouter ; — Attendu, dès lors, que le condamné ne saurait se plaindre du défaut de production aux débats d'un témoin que, pouvant le faire, il n'a pas fait citer et dont il n'a pas fait connaître le nom au commissaire du gouvernement :

Par ces motifs : — Le conseil de revision rejette à l'unanimité le moyen invoqué contre le jugement rendu le 29 mai 1900 par le conseil de guerre de Tunisie ; — Et attendu que le conseil de guerre était légalement composé et compétent ; — Que l'instruction a été régulièrement faite et que la peine a été bien appliquée au fait déclaré constant ; — Confirme, à l'unanimité, le jugement dont est recours et ordonne qu'il recevra sa pleine et entière exécution.

M. le gén. OUDARD, *prés.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

—

7 décembre 1900

Vente de substances médicamenteuses, épicier, huile de foie de morue, pharmacien, loi du 21 germinal an XI.

La vente par un épicier d'huile de foie de morue par bouteilles ne constitue pas le délit prévu par l'art. 33 de la loi du 21 germinal an XI sur l'exercice illégal de la pharmacie (1).

(Syndicat des pharmaciens d'Alger c. Aubine)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le syndicat des pharmaciens du département d'Alger a assigné la dame Aubine, commerçante à Alger pour être déclarée coupable du délit d'exercice illégal de la pharmacie prévu et puni par l'art. 33 de la loi du 21 germinal, an XI, délit constitué par la vente au détail d'huile de foie de morue destinée à un traitement curatif ; — Attendu qu'il est établi en fait que la dite dame Aubine a vendu dans des bouteilles de l'huile de foie morue ; — Attendu qu'il est

(1) Comp. crim., rej., 24 mars 1892 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 371) et la note.

interdit aux épiciers, et droguistes de vendre: 1° aucune composition ou préparation pharmaceutique; 2° des drogues simples au poids médicinal (art. 33 de la loi du 21 germinal an XI); — Attendu que l'huile de foie de morue est un produit industriel comportant des usages curatifs, hygiéniques et industriels, pouvant peut-être dans certaines limites être considéré comme une drogue simple, mais jamais comme une composition ou préparation pharmaceutique; — Que même en admettant que ce produit industriel puisse être, dans ce cas particulier, considéré comme une drogue simple, l'on ne peut considérer la vente par bouteilles comme faite au poids médicinal (vente au poids médicinal devant s'entendre plus spécialement de celle faite par doses d'après lesquelles la drogue doit être employée); — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges en ce qu'ils n'ont rien de contraire à ceux du présent arrêt;

Par ces motifs : — Confirme.

MM. D'ANDRÉE DE RENOAD, *ff. prés.*; MARTIN, *av. gén.* — Me GOUTTEBARON, *av.*

TRIBUNAL DE LA SEINE

Contrat de mariage, clause de remploi en immeubles situés aux colonies, remploi effectué en Tunisie, immeuble immatriculé, validité.

Lorsqu'un contrat de mariage a prévu que le remploi des biens de la femme pourrait se faire en immeubles situés en France ou aux colonies, ce remploi peut être effectué en un immeuble situé en Tunisie, alors surtout que cet immeuble est immatriculé et, par suite, soumis à la loi française.

(Malbot)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'un contrat de mariage, comme toute autre convention, doit être interprété dans le sens et avec la portée que les parties lui ont attribués; qu'il faut remarquer que le mari est officier d'infanterie de marine, que la demanderesse est elle même fille d'un ancien colonel de la même arme; que leurs familles ont constamment vécu

dans nos possessions coloniales ; que c'est à raison de cette situation spéciale que le contrat de mariage autorise le remploi en acquisition d'immeubles situés aux colonies ; — Qu'en ce moment, le régime de protectorat n'avait pas encore pris l'extension qu'il a reçu depuis ; — Mais que le contrat de mariage a voulu évidemment assurer avant tout à la dot de la femme la protection de la loi française ; — Attendu qu'il est justifié que l'immeuble que la dame Marbot se propose d'acquérir est un immeuble immatriculé ; que, par suite, il est soumis à la loi française, et se trouve placé sous la sauvegarde d'un conservateur français de la propriété foncière et des tribunaux français ; — Qu'ainsi, en admettant que la Tunisie ne soit pas à proprement parler une colonie au sens étroit et nominal du mot, bien qu'elle soit administrée par des fonctionnaires français de tous ordres et pourvue d'une importante garnison française, il est certain cependant que la demanderesse trouvera dans cette acquisition les garanties que son contrat de mariage a voulu lui assurer ; que c'est en réalité un immeuble colonial, que l'opération est donc conforme aux stipulations dudit contrat, interprété dans le sens que les parties ont en vue ; — Qu'il est justifié, d'autre part, que cette opération est avantageuse pour la femme ;

Par ces motifs,

TRIBUNAL DE SOUSSE

27 juillet 1899

Commissaires priseurs, Tunisie, greffiers de justice de paix en faisant fonctions, vente publique de récoltes ou fruits pendants, monopole, notaires tunisiens.

En Tunisie, les greffiers de justice de paix faisant fonctions de commissaires priseurs, n'ont pas de monopole pour les ventes de récoltes ou de fruits pendants, et les vendeurs, même européens, ont le droit de recourir au ministère des notaires tunisiens (1).

(1) Vᵗ De Pougnadoresse, *La justice française en Tunisie*, p. 84 et s.

(Susini c. Bonan)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par exploits des 22, 26 mars et 4 mai 1898, Susini a fait citer Bonan, Saïdan et le notaire Ali ben Chekaya ; — Que par exploit du 7 juin 1898 il a fait citer également les héritiers Maarek ; — Que ces deux demandes ont pour but de réclamer à tous les défendeurs, conjointement et solidairement, une même somme élevée à 3,684 fr. 68 par conclusions du 4 juillet 1899, à titre de dommages-intérêts, pour avoir fait procéder en 1895, 1896, 1897 et 1898, par le notaire Ali ben Chekaya, à la vente aux enchères publiques de la récolte de plus de 2,000 pieds d'oliviers dont ils sont copropriétaires indivis au lieu dit « Kassar » territoire de Mahdia ; — Attendu que les demandes, étant connexes, ont été jointes par jugement du 19 janvier 1899 ; — Que le même jugement a déclaré recevable l'action de Susini et a renvoyé les parties à la première audience utile pour être plaidé au fond ;

Attendu que Susini fonde sa demande sur ce qu'il aurait seul le droit, en qualité de greffier de paix, muni du certificat d'examen prévu par l'art. 6 du décret du 3 septembre 1884, et en dehors d'un rayon de plus de quatre kilomètres de la ville de Sousse où existe un office de commissaire priseur, de procéder à la vente aux enchères des récoltes dont il s'agit intéressant des européens ; — Attendu que l'art. 15 de la loi du 27 mars 1883, organisant la juridiction française dans la Régence, dispose que les greffiers et commis-greffiers sont soumis aux lois et règlements qui régissent les juridictions algériennes ; — Que le décret du 3 septembre 1884 concernant l'organisation des greffes en Algérie attribue aux greffiers de paix, munis du certificat d'examen prévu à l'art. 6, les fonctions de commissaire priseur dans les localités dépourvues d'un fonctionnaire spécial, et leur prescrit de se conformer à l'arrêté ministériel du 1er juin 1841 et aux règlements sur la matière ; — Qu'en vertu de l'art. 1er dudit arrêté ministériel, les commissaires priseurs institués en Algérie procèdent exclusivement, dans le lieu de leur résidence et dans un rayon de quatre kilomètres, à la vente aux enchères publiques de tous les biens meubles et marchandises neuves ou d'occasion, à l'exception des droits mobiliers incorporels dont la vente est réservée aux notaires, et à l'exception des objets saisis, pour la vente desquels ils concourent avec les huissiers ; — Que l'art. 4 interdit à tous autres officiers publics

de s'immiscer dans les prisées et ventes attribuées aux commissaires priseurs ; — Attendu que, par décret du 31 janvier 1890, il a été créé à Sousse une charge de commissaire priseur ; — Qu'aux termes dudit décret, cet officier ministériel est soumis aux règlements qui déterminent en Algérie l'exercice de la même profession, sans préjudice aux droits que les règlements du gouvernement tunisien assurent aux crieurs publics indigènes ; — Attendu qu'il résulte de la combinaison de ces textes qu'en dehors de la ville de Sousse et au-delà d'un rayon de quatre kilomètres, Susini, greffier de paix, exerce dans l'étendue du canton les fonctions de commissaire priseur, avec tous les droits conférés aux commissaires priseurs par l'arrêté ministériel du 1er juin 1841 ; — Mais attendu qu'il s'agit dans l'espèce de la vente publique de fruits ou récoltes pendants par racines, et que le demandeur doit rapporter la preuve que le monopole créé par l'arrêté susdit s'applique à ces objets ; — Attendu que, d'après le texte, ce monopole s'applique littéralement à « tous les biens meubles » ; — Que cette expression est définie dans l'art. 535 C. civ. par relation aux règles établies dans le chapitre 2 intitulé « Des meubles » ; — Que les récoltes pendantes par les racines et les fruits des arbres non encore recueillis ne figurent pas dans ledit chapitre, mais qu'ils sont mentionnés au chapitre 1er dans l'art. 520, comme étant immeubles ; — Attendu, il est vrai, que, d'après la majorité des auteurs, les fruits et récoltes pendants n'ont la qualité d'immeubles que lorsqu'il s'agit de la disposition du fonds auquel ils sont adhérents et dont ils suivent la condition comme en étant les accessoires naturels ; — Que cette doctrine est fondée sur ce que la loi elle-même a prévu des exceptions au principe de l'art. 520, en assimilant les fruits pendants à des objets mobiliers, soit en matière de droits d'enregistrement (loi 22 frimaire an VII, art. 69, § 5), soit en matière de vente publique aux enchères (loi 22 pluviôse an VII), soit en matière de saisie (art. 626 et s. C. pr. civ.) ; — Attendu qu'en l'état de la législation en 1841, et antérieurement à la loi française du 5 juin 1851, la jurisprudence était divisée sur la question de savoir si les commissaires priseurs, institués par la loi du 27 ventôse an IX pour les ventes publiques « d'effets mobiliers », avaient le droit, soit exclusivement, soit en concours avec d'autres officiers ministériels, de procéder à la vente des fruits et récoltes pendants par racine ; mais que la plupart des arrêts, loin de leur reconnaître un monopole à cet égard, leur contestaient même le droit de concourir avec les notaires ; — Que spécialement un arrêt de la Cour d'appel de Paris du

1er juin 1840 (1re et 2e chambres réunies) attribue exclusivement ces sortes de ventes aux notaires, avec d'autant plus de motif qu'une semblable vente comporte d'ordinaire des stipulations que les notaires ont seuls qualité pour constater ; — Attendu que la loi française du 5 juin 1851 a tranché la difficulté pour l'avenir et pour la France, en décidant que ces sortes de ventes pourraient être faites, non pas exclusivement par les commissaires priseurs, mais concurremment par ceux-ci, par les notaires, huissiers et greffiers de justice de paix ; — Que toutefois en 1841 la question était encore controversée et la jurisprudence plutôt favorable au monopole des notaires ; — Qu'en 1842 un arrêté ministériel vint réglementer en Algérie la profession de notaire, en conférant à ces officiers publics toutes les fonctions attribuées aux notaires de France, sans s'expliquer sur la question en litige ; — Que si le législateur de 1841 avait entendu la trancher en faveur des commissaires priseurs d'Algérie, en leur conférant, pour les ventes volontaires des fruits ou récoltes pendants, un monopole qui leur était alors presqu'unanimement refusé au profit des notaires, une pareille innovation aurait été clairement exprimée, tous les monopoles étant de droit strict ; qu'au contraire, le silence ou l'ambiguité ne permet pas de l'interpréter dans le sens de cette innovation ; que d'autre part, si les commissaires priseurs ne jouissent à cet égard d'aucun monopole, les greffiers de paix en faisant fonctions en vertu du décret du 3 septembre 1884 ne sauraient l'invoquer eux-mêmes en cette qualité ; — Attendu, en conséquence, que les défendeurs, étant autorisés à faire vendre leurs récoltes par le ministère des notaires du pays, n'ont commis, en s'abstenant de recourir au ministère de Susini, aucune faute ni aucun quasi-délit ; qu'il y a lieu de les relaxer des poursuites ; — Attendu que le notaire Chekaya réclame reconventionnellement 200 fr. de dommages-intérêts, pour le préjudice que lui a causé la demande, mais qu'il n'établit pas suffisamment un préjudice ;

Par ces motifs : — Dit que Susini, en qualité de greffier de paix, faisant fonctions de commissaire priseur dans le canton, en dehors de la ville de Sousse, ne justifie pas d'un monopole en ce qui concerne les ventes volontaires de fruits ou récoltes pendants par branches ou par racines ; — Que les défendeurs n'ont commis aucune faute, soit les uns en recourant au ministère des notaires beylicaux, soit Ali Chekaya en prêtant son ministère ; — Déboute en conséquence Susini des fins de sa demande et le condamne aux

dépens; — Déboute les défendeurs du surplus de leurs conclusions.

MM. BONNEFOND, *prés.*; MATHIEU, *proc. de la Rép.* — Me GALLINI, KRAFT et DANINOS, *av.*

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ALGER

M. HENRI, juge-près. 18 juillet 1900.

Compétence, syndicat agricole et viticole, directeur, non commerçants, compétence des tribunaux civils.

Un syndicat agricole et viticole n'étant pas commerçant, l'action intentée par lui contre son ex-directeur échappe à la compétence des tribunaux de commerce (1).

(Société coopérative d'Algérie)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL; — Attendu que la société coopérative d'Algérie, agissant comme cessionnaire des droits et actions de l'ancien syndicat agricole et viticole de Rouïba, et en tant que de besoin ledit syndicat lui-même, assignent C..., ancien directeur de ce syndicat, en paiement de la somme principale de 2,143 fr. 55 cent., montant du reliquat de son compte de gestion avec intérêts de droit et dépens; — Attendu que C..., sans aborder le fond du débat, soulève l'incompétence de ce tribunal se basant sur ce que, n'étant pas commerçant, il faudrait, pour que le tribunal de céans puisse connaître du litige, que le syndicat agricole et viticole de Rouïba, dont il était le directeur, fût commerçant, ce qu'il conteste; — Attendu que la société coopérative d'Algérie, agissant comme cessionnaire de l'ancien syndicat, ne saurait avoir plus de droits que ce dernier; que c'est donc bien en réalité entre l'ex-syndicat agricole et viticole de Rouïba et le défendeur ès-qualités que se lie l'instance; — Attendu qu'il est constant que C... n'a été que le directeur du syndicat et que ce dernier, pas plus que lui avec lequel il se confond, n'est commerçant; — Qu'en effet le syndicat agricole et viticole de Rouïba, ayant été créé entre propriétaires pour acheter aux fabricants les matières premières nécessaires à l'agri-

(1) Comp. trib. com. de Marseille, 13 sept. 1897 (*Rec. de Marseille*, 1881. 1. 135); Caen, 30 mai 1892 (D. P., 1893. 2. 245)

culture et les revendre ensuite à ses membres, en leur faisant subir une faible majoration qui représente seulement ses débours, n'est pas commerçant ; — Attendu que cette jurisprudence a été consacrée par de nombreuses décisions de justice et qu'elle est du reste conforme à la loi sur les syndicats professionnels ;

Par ces motifs, — Déclare C... bien fondé dans son exception ; — En conséquence, se déclare incompétent, etc.

M. HENRI, *juge-prés.* — Mes MISSÉ et FOISSIN, *av.*

TRIBUNAL DE BOUGIE (Ch. correct.)

5 janvier 1901

Boissons, Algérie, alcool, vins, macération des figues.

La loi du 6 avril 1897, sous l'expression « vins artificiels », comprend toutes les boissons artificielles sans exception contenant de l'alcool (1) ;

En conséquence, la macération des figues doit être rangée dans la catégorie des vins artificiels, et par suite soumise, conformément à l'art. 1er de ladite loi, au régime de l'alcool en Algérie.

(Germain)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Pierre Germain, distillateur à Bougie, est poursuivi à la requête de M. le gouverneur général, de M. le préfet et de M. le directeur des contributions diverses, pour avoir contrevenu à l'art. 1er de la loi du 6 avril 1897, et cela en vertu d'un procès-verbal en date du 5 octobre 1900 ; — Attendu qu'il ressort de ce procès-verbal que les agents des contributions diverses ont, le 24 juillet, trouvé dans ses magasins deux fûts, l'un en vidange et l'autre plein, renfermant le premier 161 litres, le deuxième 540 litres d'un liquide qui leur a paru être du jus de figues sèches fermentées ; — Que, de plus, ils ont trouvé 24 demi-

(1) Comp. Alger, 24 mars 1900 (*Rev. Alg.*, 1900, 2, 352) et la note. — Jugé, antérieurement à la loi du 6 août 1897, que, en Algérie, la fabrication à l'intérieur d'une boisson faite avec des figues fermentées n'est pas soumise à la déclaration exigée par le décret du 26 décembre 1884 : Alger, 12 déc. 1896 ; Cass., 21 mai 1897 (*Rev. Alg.*, 1897, 2, 106 et 242).

muids d'une contenance totale de 136 hectolitres 20 litres de vin qui leur a paru alcoolisé ; — Qu'en outre dans la continuation de leurs recherches, il se sont trouvés en présence : « d'une batterie de macérateurs, fûts debout en bois numérotés » de un à onze sans interruption » ; — Que ces récipients, d'une contenance moyenne de 540 litres chacun, étaient munis de robinets de vidange à leur partie inférieure et renfermaient des macérations de figues en pleine fermentation ; les numéros de 1 à 9, 540 litres de macération chacun, le numéro 10, 500 litres, et enfin le numéro 11, 300 litres ; — Attendu que des échantillons ont été prélevés pour être soumis à l'analyse dans les laboratoires de l'administration ; — Que le premier échantillon porte sur le liquide en fermentation dans les macérateurs ; — Que le deuxième a été prélevé sur les deux fûts renfermant au dire des agents verbalisateurs des figues sèches fermentées ; — Et qu'enfin le troisième a été soutiré des fûts indiqués dans le procès-verbal comme renfermant du vin alcoolisé ; — Attendu que de l'analyse à laquelle il a été procédé il ressort du bulletin délivré par le laboratoire des contributions diverses d'Alger que : l'échantillon n° 1 semble indiquer qu'on se trouve en présence d'un vin d'orge d'un degré alcoolique de 11°1 pouvant arriver après fermentation totale à 13°3 ; — L'échantillon n° 2 présente le même caractère avec un degré alcoolique de 11°3 pouvant atteindre 12°8, et qu'enfin l'échantillon n° 3 offre les caractères d'un vin rouge de composition normale ; — Attendu que si Germain accepte les conclusions de l'analyse, en ce qui concerne l'échantillon n° 3, il n'en est pas de même pour les échantillons n°s 1 et 2 ; — Que pour ces deux échantillons, il se trouve d'accord avec les agents verbalisateurs des contributions diverses pour reconnaître que le liquide saisi n'était autre que du jus de figues ; — Que dans ces conditions il y a lieu, sans s'inquiéter du résultat de l'analyse, de rechercher si Germain avait ou non le droit de produire du jus de figues, sans déclaration préalable et si cette macération tombe sous le coup des droits dont sont frappés les vins artificiels ou industriels d'après la loi du 6 avril 1897 ;

Attendu que, sous le régime de la loi de 1889, loi qui n'avait pour but que d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin, trois classes de vin seulement avaient pour ainsi dire une existence légale : 1° le vin proprement dit, c'est-à-dire le produit du raisin frais ; 2° le vin de sucre ; 3° le vin de raisin sec ; — Attendu que, dans cette situation, le législateur, se trouvant

dans l'impossibité d'empêcher les boissons artificielles, une fois produites, d'entrer dans la consommation sous le titre trompeur de vin, a cherché un remède pour arrêter ces abus ; — Que c'est dans cet état d'esprit, accentué encore par la volonté qu'il avait de venir en aide à la viticulture, en garantissant les vins naturels contre la concurrence déloyale des boissons artificielles, que la loi a été promulguée ; — Attendu que, par cette nouvelle loi, le législateur a abandonné l'ancienne classification légale des vins pour en adopter une nouvelle ; — Qu'il s'exprime ainsi dans son art. 1er : « La fabrication industrielle, la circulation et la vente des vins de raisins secs ou autres vins artificiels, etc. » ; — Qu'il est certain que par « autres vins artificiels » il a voulu comprendre toutes les boissons artificielles sans exception contenant de l'alcool ; — Qu'en un mot, par l'expression « vins artificiels » il a pris le mot vin dans son langage usuel, dont Littré donne la définition suivante : « Toute liqueur fermentée et spiritueux » que l'on tire des végétaux, soit en exprimant le suc, soit en » les faisant macérer dans l'eau » ; — Attendu que cette pensée du législateur ressort nettement de l'ensemble de la loi de 1897, car s'il avait voulu confondre tous les vins artificiels avec les vins de raisin secs et les vins de marc, il n'aurait pas employé cette expression : « ou autres vins artificiels », puisque, dans les articles suivants, il s'occupe des vins de marc et les règlemente, tandis qu'il laisse les autres vins artificiels purement et simplement sous le régime fiscal de l'alcool ; — Attendu, dès lors, que la macération des figues doit donc être rangée dans la catégorie des vins artificiels, et par suite soumise, conformément à l'art. 1er de la loi du 6 avril 1897, au régime fiscal de l'alcool ; — Attendu que Germain ne conteste pas la quantité de jus de figues trouvée chez lui ; qu'il y a lieu de ce chef de s'en rapporter au procès-verbal des agents verbalisateurs, ainsi qu'aux calculs qui ont été faits par l'administration des contributions diverses pour déterminer le montant des droits à payer ;

Attendu que les faits ci-dessus constituent le délit prévu et puni par les art. 1 et 4 de la loi du 6 avril 1897 ; 1er de la loi du 28 février 1872 : — Vu les dits articles, ensemble les art. 52 C. pén. ; 194 C. instr. crim. ; 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1867 ;

Par ces motifs : — Déclare Germain Pierre coupable du délit susvisé et le condamne à 500 fr. d'amende, à la confiscation des objets saisis évalués à 1,575 fr. et au paiement des droits frandés, etc.

MM. DELIEUX, *prés.*, CHAMBRE, *subst.* — Me PIANELLI, *av.*

CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS A LA COUR DE PARIS

18 décembre 1900

Avocat, instruction criminelle, loi du 8 décembre 1897, information officieuse, commissaire de police, assistance.

L'avocat n'est pas autorisé par la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction préalable à assister son client dans une information officieuse confiée à un commissaire de police, fût-ce un commissaire aux délégations judiciaires, ni à être présent aux interrogatoires ou confrontations qui auraient lieu devant ce fonctionnaire.

ARRÊTÉ

LE CONSEIL, — Considérant qu'en principe l'avocat ne doit comparaître pour défendre et assister son client que devant une juridiction proprement dite; que c'est ainsi qu'il ne prend pas part, en matière civile, aux opérations d'enquêtes ou d'expertises; qu'avant la loi du 8 décembre 1897, il n'intervenait même pas dans l'instruction préalable en matière de crimes et de délits; — Considérant que la loi susvisée a changé l'ancien état de choses, et que l'avocat est désormais présent aux interrogatoires et confrontations de l'inculpé; — Considérant qu'il n'appartient pas au Conseil d'étendre cette innovation; — Considérant que, lorsqu'une information régulière est précédée ou remplacée par une information officieuse confiée à un commissaire de police, fût-ce un commissaire aux délégations judiciaires, l'avocat n'est pas autorisé à assister son client devant ce fonctionnaire : que la règle conserve alors son empire; que l'avocat pourrait ne pas trouver dans cette procédure les conditions et les garanties que lui offre celle qui, organisée par la loi, est dirigée par le juge d'instruction lui-même;

Par ces motifs : — Arrête : — L'avocat ne peut assister son client devant le commissaire de police chargé d'une information officieuse par le procureur de la République, ni être présent aux interrogatoires ou confrontations qui auraient lieu devant ce fonctionnaire.

---

(1) C'est en ce sens que la question était résolue par la plupart des auteurs : V. notamment Olier, *La réforme de l'instruction préparatoire*, p. 27.

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

23 janvier 1901

Commune mixte, Algérie, pillage, attroupement, responsabilité, loi du 10 vendémiaire an IV, loi du 5 avril 1884, inapplicabilité ; administrateur, droit de réquisition, négligence, non-responsabilité de la commune.

Il résulte de l'arrêté du gouverneur général du 20 mai 1868 et de l'art. 164 de la loi municipale du 5 avril 1884 que les titres IV et V de la loi du 10 vendémiaire an IV sur la police intérieure des communes en France, et les dispositions des art. 106 et suivants de la loi du 5 avril 1884 relatives à la responsabilité desdites communes à raison des dégâts et dommages résultant des crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence sur leurs territoires par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, ne sont pas applicables aux communes mixtes de l'Algérie (1) ;

L'administrateur d'une commune mixte, réunissant les deux qualités d'agent du pouvoir central et de représentant légal de la commune, n'agit au nom de celle-ci et ne peut engager sa responsabilité que lorsqu'il remplit une des attributions qui lui sont conférées par l'art. 1er § 3 de l'arrêté du 20 mai 1868 (2) ;

Et le droit de requérir la force armée, à l'effet de dissiper les attroupements, n'appartenant à ce fonctionnaire que comme agent du pouvoir central, la commune ne saurait être déclarée responsable de la négligence qu'il aurait commise dans l'exercice de cette partie de ses fonctions (3).

(Ben Tolila c. Commune mixte de Cacherou)

Dans cette affaire, M. le conseiller Dupont a présenté le rapport suivant :

Le sieur Moïse ben Tolila s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 29 décembre 1899, rapporté dans la *Rev. Alg.*, 1900. 2. 29.

(1 à 3) V. *Rev. Alg.*, 1900. 2. 29, l'arrêt qui a donné lieu au pourvoi et la note. — C'est la première fois que la Cour de cassation est appelée à se

Il a produit deux moyens à l'appui de son pourvoi :

Le premier est relatif à l'applicabilité aux communes mixtes de l'Algérie, soit de la loi du 10 vendémiaire an IV, soit de la loi municipale du 5 avril 1884.

Il est ainsi formulé : — Violation des titres IV et V de la loi du 10 vendémiaire an IV, des art. 55 de l'ordonnance du 20 septembre 1845, 12 de l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 20 mai 1868 et 7 de la loi du 5 avril 1884, en ce que l'arrêt attaqué a rejeté l'action en dommages-intérêts dirigée par l'exposant contre la commune de Cacherou, à raison des actes de pillage dont il avait été victime, sous prétexte que les dispositions de la loi du 10 vendémiaire an IV n'avaient pas été rendues applicables aux communes mixtes de l'Algérie.

OBSERVATIONS

Nous croyons devoir adopter, sur ce premier moyen, l'opinion consacrée par l'arrêt attaqué. Nous pensons avec lui qu'on ne peut actuellement appliquer aux communes mixtes de l'Algérie ni la loi du 10 vendémiaire an IV, ni les art. 106 et suiv. de la loi municipale du 5 avril 1884.

Voyons d'abord ce qui concerne cette dernière loi.

On distingue en Algérie trois espèces de communes : 1° les communes de plein exercice, dont l'organisation est réglée sur le plan des communes de la métropole ; 2° les communes mixtes, qui ont un régime tout spécial, organisé entièrement par la législation algérienne ; 3° les communes indigènes.

Auxquelles de ces trois espèces de communes s'applique la loi du 5 avril 1884 ? Uniquement aux communes de plein exercice. Voici ce que dit à ce sujet l'art. 164 : « La présente loi est applicable aux communes de plein exercice de l'Algérie ». De ce que cet article vise une seule des trois catégories de communes existant en Algérie, nous avons bien le droit de conclure qu'il ne s'applique pas aux deux autres catégories, notamment aux communes mixtes.

Et nous sommes confirmés dans cette opinion par l'étude des travaux préparatoires de la loi de 1884. — Le projet de loi présenté à la Chambre des députés par sa commission était ainsi conçu, art. 139 : « La présente loi est applicable à l'Algérie... » (1). L'article ne faisait donc aucune distinction entre les trois espèces de communes ; il déclarait la nouvelle loi applicable à l'Algérie, c'est-à-dire aux communes mixtes comme aux communes de plein exercice. — Mais la rédaction proposée ne fut pas acceptée par la Chambre des députés. Quand l'art. 139 du projet primitif, devenu plus tard l'art. 165 du projet modifié, vint en discussion devant la Chambre, à la séance du 5 novembre 1883, un amendement fut déposé

---

prononcer sur la question de savoir si la responsabilité d'une commune est engagée par la négligence d'un maire ou administrateur, qui comme magistrat de police, ne prend pas les mesures nécessaires pour prévenir des pillages causés par des attroupements.

(1) V. *La nouvelle loi municipale* (Réunion de tous les rapports et discussions devant les Chambres. 1 vol. in-4°, V. p. 15, col. 3 *inf.*)

par plusieurs députés ; il était ainsi conçu : « La présente loi est applicable aux communes de plein exercice de l'Algérie » (V. même ouvrage, p. 238 et 239). A la demande de M. le sous-secrétaire d'État à l'intérieur, l'amendement fut renvoyé à la commission et la discussion ajournée au lendemain. Le lendemain (séance du 6 novembre 1883) le rapporteur fait connaître que la commission, d'accord avec le gouvernement, a adopté le texte de l'amendement. En ce cas, dit alors M. le président de la Chambre, le commencement de l'art. 165 serait ainsi conçu : « La présente loi est applicable aux communes de plein exercice de l'Algérie » (V. *op. cit.*, p. 241, col. 1). Cet article, ainsi rédigé, fut mis aux voix et adopté. Le Sénat se rangea également à cet avis. Ce texte est devenu celui de la loi (art. 164 de la loi du 5 avril 1884).

Nous sommes donc autorisé à dire que c'est sciemment et de propos délibéré que le législateur de 1884 a exclu de la loi nouvelle les communes mixtes et a refusé de leur appliquer les règles de la responsabilité spéciale encourue par les communes de la métropole en cas de dommages commis par des attroupements. — En agissant ainsi, le législateur de 1884 a été conséquent avec lui-même et fidèle à la pensée qui avait inspiré les art. 106 et suivants de la nouvelle loi, c'est-à-dire de ne faire peser une responsabilité sur les habitants d'une commune que lorsque ceux-ci avaient le droit de nommer les membres de la municipalité chargés d'assurer l'ordre et la sécurité dans la commune.

C'est sous l'inspiration de la même pensée qu'a été faite la loi du 10 vendémiaire an IV. Il ne faut pas en effet oublier qu'au moment où cette loi, qui faisait peser une si lourde responsabilité sur les communes, a été promulguée, on était sous l'empire d'une législation qui faisait élire directement la municipalité toute entière par tout les citoyens actifs de la commune. — On peut, dans ce cas, facilement admettre que la commune soit responsable de la faute ou de la négligence des mandataires qu'elle a nommés elle-même.

Pour imposer une responsabilité aux communes, le législateur de 1884 s'est fondé sur les mêmes idées et a obéi aux mêmes principes. — Voici ce que disait, devant la Chambre des députés, M. Ferdinand Dreyfus, au nom de la commission (séance du 27 octobre 1883, *op. cit.*, p. 209, col. 1). « Il y a un lien intime entre le principe même de la responsabilité des communes et l'organisation municipale elle-même. Manuel et les orateurs libéraux de la Restauration se sont élevés avec une grande éloquence contre cette responsabilité : pourquoi ? Parce que, sous les lois d'alors, les communes n'étaient pas libres ; parce que les membres des conseils municipaux n'étaient pas élus, parce que les maires étaient choisis par le roi, et il est évident que là où l'État ne se dessaisissait pas de son pouvoir de police locale, il était impossible d'imposer aux communes une responsabilité quelconque. » La même pensée est exprimée devant le Sénat par le rapporteur de la commission dans la séance du 11 mars 1884 (*op. cit.*, p. 528, col. 2). — Nous rencontrons encore la même explication dans la circulaire du 15 mai 1884 adressée par le ministre de l'intérieur aux préfets. (*J. Off.*, du 20 mai 1884 ; *op. cit.*, p. 708, col. 2 et 3). Voici ce que nous y lisons : « Le maire de toute commune est chargé, par ses attributions de police, du soin de prévenir les attroupements ou rassemblements qui peuvent se former sur le territoire

de la commune, et, lorsqu'ils ont lieu, de mettre la force publique en mouvement pour les dissiper ; s'il ne remplit pas ce devoir, il est naturel que la responsabilité de la commune soit engagée par la faute ou la négligence de son mandataire élu ». — Il y a, dans la pensée du législateur de 1884, une telle connexité entre l'élection du maire et la responsabilité de la commune qu'il a pris soin, par l'art. 108, d'affranchir de toute responsabilité civile les communes dans lesquelles la police locale est, comme à Paris et à Lyon, indépendante de la municipalité.

Ces principes une fois admis, il s'en suivait tout naturellement que la loi de 1884 devait soustraire à la responsabilité civile en cas d'attroupements les communes mixtes et n'appliquer cette responsabilité qu'aux communes de plein exercice. C'est qu'en effet, dans ces dernières communes, dont l'organisation est presque identique à celle des communes de la métropole, les maires sont nommés par les conseillers municipaux qui, eux-mêmes sont élus par les habitants de ces communes.

Toute différente, au contraire est la situation des communes mixtes. — Nous trouvons bien, dans les communes mixtes, une commission municipale composée, en partie, de membres élus ; mais cette commission n'a que des fonctions délibératives ; elle reste absolument étrangère à la nomination de celui qui, dans ces communes, remplit les fonctions de maire ; elle n'a, sur lui, aucune action. — Mais à la tête de ces communes, nous voyons un administrateur qui est un véritable fonctionnaire administratif. — Il y a cinq classes d'administrateurs ; ils sont rétribués ; leur traitement varie suivant la classe à laquelle ils appartiennent. — Les administrateurs titulaires, les adjoints administrateurs et les adjoints indigènes sont à la nomination de l'autorité supérieure administrative (*Répert. de législ. algérien.*, par Tilloy, chap. I, v° *Communes*, n° 129). — Un caractère propre à l'administrateur de commune mixte, c'est d'être une émanation directe du pouvoir central qui le nomme, lui donne un traitement et le révoque ». (Tilloy, *ibid.*, n° 131). — Conf. de Peyre, *Des communes mixtes*, n°s 12, 14, 15, 16 et 18. — Voilà la situation des administrateurs de communes mixtes. — On comprend dès lors que, dans ces conditions, la loi de 1884 ait voulu établir une différence entre les communes mixtes et les communes de plein exercice,

Pour nous résumer sur ce point, nous croyons pouvoir dire que le texte de l'art. 164 de la loi du 5 avril 1884 aussi bien que l'esprit de cette loi s'opposent à ce qu'on puisse étendre aux communes mixtes la responsabilité spéciale établie par les art. 106 et suivants de ladite loi.

A défaut de la loi de 1884, recherchons maintenant si les communes mixtes peuvent être soumises à la responsabilité plus rigoureuse de la loi du 10 vendémaire an IV. Cette loi peut-elle, actuellement, être appliquée aux communes mixtes? — L'arrêt attaqué constate (et le mémoire ne le conteste pas) qu'aucun texte de loi, ordonnance ou arrêté n'a directement déclaré que la loi de vendémiaire an IV s'appliquerait aux communes mixtes. — Le mémoire, à l'appui de son opinion, ne peut invoquer que l'arrêté du 20 mai 1868 réglementant l'organisation des communes mixtes en Algérie ; et il est obligé de reconnaître que cet arrêté ne fait aucune allusion à la responsabilité civile de ces communes en cas de dommages causés par des attroupements. — Ce ne serait que d'une manière indirecte et par voie de référence à une ordonnance

antérieure que l'arrêté de 1868 aurait étendu cette responsabilité aux communes mixtes. — Voici le raisonnement : — L'arrêté du 20 mai 1868, qui crée et organise les communes mixtes en Algérie, dispose dans son art. 12 que « les dépenses et les recettes de ces communes sont réglées par les dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1847 .. Il en est de même, ajoute-t-il, en ce qui concerne les actions judiciaires, les transactions et la comptabilité ». — Or, dans l'ordonnance de 1847, c'est précisément au titre II, chapitre II, sous la rubrique : « Des dépenses et recettes et des budgets des communes », que se trouve placé l'art. 55 qui déclare les dispositions de la loi du 10 vendémiaire an IV applicables aux centres de population de l'Algérie qui seront érigés en communes. — Donc, l'arrêté de 1868, en renvoyant pour le budget des communes mixtes aux éléments du budget et de la comptabilité des communes ordinaires déterminées par l'ordonnance de 1847, a voulu étendre aux communes mixtes toutes les dispositions de cette ordonnance, notamment celle concernant l'application de la loi de l'an IV. — Et le mémoire ajoute que l'obligation de responsabilité est là à sa place naturelle, une responsabilité civile à la charge d'une commune aboutissant nécessairement à l'inscription d'une dépense à son budget.

Pour répondre à cette dernière considération, il nous suffira de faire remarquer que, depuis l'an IV, bien des lois ont, en France, réglé l'organisation municipale et qu'aucune d'elles n'a songé, à l'occasion des dépenses des communes, à réglementer leur responsabilité en cas de dommages causés par des attroupements. Nous ajouterons qu'en 1884, la loi nouvelle, qui s'est précisément occupée de cette responsabilité, l'a fait, non pas dans le chapitre consacré aux dépenses, recettes et budget de la commune, mais dans le titre III, intitulé : « Des maires et des adjoints ».

Quant à l'argument tiré de la référence à l'ordonnance de 1847 par l'arrêté de 1868, voici ce que nous répondrons, et nous empruntons cette réfutation à une note de la *Revue Algérienne* sous l'arrêt attaqué (1900, 2e partie, p. 29). — Voici ce que nous y lisons : « Si l'arrêté du 20 mai 1868 sur l'organisation des communes mixtes avait déclaré leur appliquer purement et simplement le chapitre II de l'ordonnance du 28 septembre 1847, on pourrait alors soutenir que l'art. 55 de cette dernière ordonnance qui est contenu dans ce chapitre II et qui promulgue en Algérie, pour les communes de ce pays, telles que les organisait ladite ordonnance, la loi du 10 vendémiaire an IV, a été lui-même étendu aux communes mixtes. Mais l'arrêté du 20 mai 1868 est loin de contenir une disposition aussi générale ; il se borne à décider dans son art. 12 que « les recettes et les dépenses des communes mixtes ainsi que leur comptabilité seront réglées par les dispositions de l'ordonnance du 28 septembre 1847 ». Cette référence, ainsi précisée et spécifiée, n'indique-t-elle pas l'intention qu'a eue le législateur de prendre seulement, dans le chapitre II de l'ordonnance de 1847, les règles proprement dites de la comptabilité des communes? La formule dont il s'est servi peut elle laisser croire qu'il ait voulu appliquer aux communes mixtes le dernier article de ce chapitre II qui renferme une disposition complètement étrangère au mode de comptabilité d'une commune et à l'établissement d'un budget communal? Le tribunal de Mascara et la Cour d'Alger ne l'ont pas pensé, alors surtout que la responsabilité imposée aux communes par la loi du 10 vendémiaire

an IV, étant excessivement rigoureuse et exorbitante du droit commun, exige pour son application l'existence d'un texte clair et précis ».

Nous pensons donc que c'est avec raison que la Cour d'Alger a décidé que la loi de vendémiaire an IV n'avait pas été rendue applicable aux communes mixtes par l'arrêté du 20 mai 1868. Mais en fût-il autrement, que nous serions encore amenés à ne pas appliquer dans l'espèce la loi de vendémiaire, parce que cette loi a été expressément abrogée par la loi du 5 avril 1884. L'art. 168 de ladite loi porte en effet ceci : « Sont abrogés : 1°.....; 2° les titres I, IV et V de la loi du 10 vendémiaire an IV..... »

La loi de 1884 a été promulguée en Algérie; la loi de l'an IV y a été abrogée par conséquent. — Que l'on ne dise pas que cette loi n'a été abrogée que là où les dispositions nouvelles ont été appliquées, mais ne l'a pas été dans les localités où, comme dans les communes mixtes, les art. 106 et suivants sur la responsabilité des communes restent inapplicables. Le législateur de 1884 n'a pas fait cette distinction. Il a trouvé la loi de l'an IV draconienne, excessive ; il a entendu l'abroger partout et d'une manière absolue. Sa pensée à cet égard n'est pas douteuse. Voici notamment ce que M. Barne disait devant le Sénat, au nom de la commission, dans la séance du 13 février 1884 (*op. cit.*, p. 358, col. 1) : « Non seulement les dispositions du projet en discussion ne sont pas la reproduction de la loi ancienne, mais le texte qui vous est soumis contient au contraire, dans son article final, expressément l'abrogation formelle de la loi de l'an IV. Celle-ci a eu son temps. Elle n'est plus dans nos mœurs ».

Le législateur de 1884 a donc voulu abroger seulement la loi de vendémiaire et il a, à cet effet, édicté une disposition générale qui s'applique partout et qui est tout à fait distincte et indépendante des règles posées par lui sur l'organisation et la responsabilité des communes. — On comprendrait du reste difficilement qu'alors qu'il trouvait si rigoureuses les dispositions de la loi de l'an IV et se refusait à les laisser subsister dans les communes qui nommaient leur municipalité, il ait voulu les maintenir dans celles qui étaient administrées par des fonctionnaires à la nomination desquels les habitants étaient restés absolument étrangers.

Mais, dit en terminant le mémoire, si la loi de vendémiaire est abrogée « cette abrogation ne saurait avoir d'autre portée que de lui substituer les art. 106 à 109 de la loi du 5 avril 1884. Et il invoque quelques décisions du conseil d'État qui déclarent applicables, par voie d'analogie, aux élections municipales faites dans les communes mixtes, les dispositions de la loi de 1884. Cette jurisprudence du conseil d'État a une portée tout à fait limitée; elle n'a trait qu'à une partie très spéciale de la loi de 1884 et ne saurait nous autoriser à déclarer d'une manière générale que les art. 106 à 109 de cette loi s'appliquent aux communes mixtes comme aux communes de plein exercice ». — Ce serait aller contre le texte formel de la loi de 1884 et contre l'intention bien certaine du législateur de cette époque.

C'est ce qu'a reconnu et proclamé le conseil de gouvernement de l'Algérie. — Consulté sur la question, précisément à la suite des pillages commis dans la commune de Cacherou, il a exprimé l'avis que les communes mixtes et, à plus forte raison, les communes indigènes ne pouvaient être rendues responsables, vis-à-vis des particuliers, des dégâts résultant de crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence sur leur terri-

toire. — Cet avis a été porté à la connaissance des autorités algériennes par une dépêche de M. le gouverneur général, en date du 15 février 1899 (V. *Code de l'Algérie annoté*, par Estoublon et Lefébure, Supplément de 1899, p. 9).

Pour toutes ces raisons, nous estimons que le premier moyen n'est pas fondé.

Deuxième moyen : — Violation des art. 1382, 1383 et 1384 C. civ., de l'art. 3 du titre XI de la loi des 16-26 août 1790, des arrêtés du 20 mai 1868, du 24 novembre 1871, de tous autres textes relatifs à l'organisation des communes mixtes et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué a encore déclaré l'exposant non recevable dans sa demande, sous prétexte que les représentants des communes mixtes n'auraient la surveillance et la police de leurs communes que comme fonctionnaires délégués du pouvoir central et que la commune ne pourrait être responsable des actes ou des omissions lésant des intérêts privés qu'ils commettent en cette qualité.

OBSERVATIONS

La question de la responsabilité des communes à raison des fautes de leurs agents ou de leurs maires, par application des art. 1382 et suiv. C. civ., a été, depuis longtemps, l'objet de nombreuses et intéressantes discussions dans la doctrine ; la jurisprudence, elle-même, a eu plusieurs fois à la résoudre. De ses décisions se dégage cette idée qu'il y a lieu de distinguer suivant que la faute, la négligence reprochées ont été commises par le maire lui-même ou par les agents et préposés proprement dits de la commune.

I. S'agit-il de fautes, de négligence imputables à un agent de la commune, nous reconnaissons, avec le mémoire, que la commune est responsable par application de l'art. 1384 C. civ. ; les communes, comme toutes les personnes, sont responsables des fautes de leurs préposés, en tant que ces fautes se rattachent aux fonctions de ces préposés.

La présomption légale établie contre les commettants en général par l'art. 1384 repose sur cette double circonstance : — 1° Liberté du choix fait par la personne responsable ; 2° Droit de surveillance à l'égard du préposé. — Cette double circonstance se trouve réunie lorsqu'il s'agit d'agents, de préposés nommés par le maire et sur lesquels celui-ci conserve, avec le droit de révocation, un pouvoir exclusif de contrôle et de surveillance. En ce cas, la commune est responsable du fait de ses préposés.

C'est ce que le tribunal des conflits a décidé le 7 mars 1874 (D., 74. 3. 54 ; Sir., 74. 2. 261). « Les règles, a-t-il dit, relatives à la responsabilité de l'État ne sont pas applicables à celle des communes ». En conséquence, il admettait qu'une commune est responsable des homicides ou blessures causés par l'imprudence d'un conducteur de travaux attaché au service municipal.

C'est par application de ce principe que vous avez vous-mêmes jugé le 3 novembre 1885 (Sir., 86. 1. 249 ; D., 86. 1. 397), qu'une commune est civilement responsable de la faute commise par un architecte, agissant

en qualité de préposé de la commune, pour l'accomplissement d'une mission qui lui a été confiée en cette qualité par le maire et qui consistait dans la vérification de la solidité d'arènes construites pour des courses de taureaux. — Cf. Req., 10 juin 1884, Sir., 85. 1. 165; D., 84. 2. 364; Req., 23 juin 1897; Sir., 98. 1. 230; D., 97. 1. 480. — De même, vous avez décidé qu'un agent de police qui, dans l'exercice de ses fonctions, commet un acte de violence constituant un crime ou un délit, engage la responsabilité civile de la ville pour la réparation du préjudice causé. Cf. Req., 16 mars 1881; Sir., 81. 1. 260; D., 83. 1. 194. — Enfin, vous avez jugé le 3 janvier 1883 (Sir., 83. 1. 348; D., 83. 1. 211) qu'une commune est responsable des dommages causés aux propriétés, placées à l'abri des atteintes du feu, par des sapeurs-pompiers, dans l'organisation des secours nécessaires pour l'extinction d'un incendie qui a éclaté sur son territoire. Ils agissent alors, dans l'ordre de leur service, comme agents de la commune qui les emploie,

Votre chambre civile s'est prononcée dans le même sens le 1er juin 1886 (D., 97. 1. 166 ; Sir., 86. 1. 253).

Voilà pour les agents proprement dits.

II. Arrivons maintenant au maire de la commune.

On est généralement d'accord pour reconnaître que le maire ne peut être considéré comme un préposé dans le sens de l'art. 1384. « Les officiers municipaux de la commune, dit M. Sourdat (t. 2, n° 1369), les adjoints sont dépositaires de l'autorité dans une certaine mesure, et les représentants de la commune pour la gestion de ses intérêts. Ils ne sont pas préposés dans le sens que la loi attache à ce mot ». — M. Laferrière, dans son traité de la juridiction administrative, est du même avis. « Les rapports, dit-il (t. 2, p. 678), du fonctionnaire avec l'Etat, si l'on veut les faire rentrer dans les prévisions du Code civil, ne sont pas des rapports de préposé à consultant, ou de domestique à maître, mais des rapports de mandataire à mandant » ; et plus loin (p. 686), il ajoute que cette considération s'applique également aux rapports des administrations locales avec la plupart de leurs représentants.

Si le maire n'est pas le préposé de la commune, l'art. 1384 n'est pas applicable.

Comment alors et dans quelles circonstances une commune peut-elle être engagée par le fait ou par l'omission de son maire ? — Voici ce que le mémoire répond à cette question : « Si, dit-il, une ville est responsable de ses agents, elle l'est *a fortiori* du maire, car si le maire qui a la direction de la police municipale (art. 91 et 97 de la loi du 5 avril 1884) ne fait pas à cet égard ce qu'il est tenu de faire et qu'il en résulte un dommage, la ville est constituée en faute, d'une manière encore plus directe, dans la personne de son représentant ».

Cette affirmation est en opposition avec la doctrine. Celle-ci distingue surtout la qualité dans laquelle le maire a agi. La commune sera responsable si la négligence reprochée au maire a été commise par lui alors qu'il agissait comme administrateur des biens de la commune, alors qu'il faisait un acte de gestion. — Mais la commune ne sera plus responsable de la négligence du maire agissant comme magistrat de police, ou comme délégué du pouvoir central. — Voici ce que nous lisons à cet égard dans l'ouvrage de M. Sourdat (t. 2, n° 1369) : « Le maire, les adjoints ne sont

pas les préposés de la commune dans le sens que la loi attache à ce mot. Cela est de toute évidence en ce qui concerne les mesures et décisions qu'ils prennent, soit comme agents du gouvernement ou de l'administration centrale, soit comme officiers de police et magistrats de l'ordre judiciaire, et aussi comme exerçant l'administration locale, en ce qui concerne la police, la salubrité, etc. » — MM. Aubry et Rau (t. IV, p. 760) font la même distinction. « Une commune, disent-ils, est responsable des actes faits par son maire en qualité d'administrateur ou de mandataire de la commune, peu importe qu'il ait agi avec ou sans l'autorisation du conseil municipal. » Mais, ajoutent-ils (même page, note 18), « une commune n'est pas responsable des actes faits par son maire comme magistrat de police ou comme délégué de l'autorité centrale. — Dalloz (*Rép.*, v° *Responsabilité*, n° 669) se prononce dans le même sens. « Le maire, dit-il, est chef de la police municipale ; les actes accomplis par lui dans cet ordre de fonctions ne sauraient non plus engager la responsabilité de la commune ; il agit ici en qualité de fonctionnaire public ; il est placé ici sous la surveillance de l'autorité supérieure ; en conséquence, la commune, qui n'a sur lui aucun pouvoir de direction, ne peut être responsable de ses actes. » Cf. D., *Supp.*, *eod.*, v°, n° 410. — V. également *Rép.*, *eod.*, v°, n° 670. — La même opinion est enseignée par Larombière (*Des oblig.*, t. VII, art. 1384, n° 14) et par Béquet (*Rép. de dr. admin.*, v° *Commune*, n°s 2131 et 3). — Tous ces auteurs citent en ce sens un arrêt de la Cour de Bordeaux du 18 mai 1841 (Sir., 41. 2. 436 ; D., *Rép.*, v° *Commune*, n° 2672).

Si nous consultons vos arrêts, nous y voyons que vous déclarez la commune responsable quand le maire a agi comme administrateur et mandataire de la commune (Req., 19 avril 1836, Sir., 37. 1. 163 ; D., *Rép.*, v° *Responsabilité*, n° 670). — Spécialement vous avez jugé récemment (Req., 16 avril 1894, D., 94. 1. 340 ; Sir., 95. 1. 273) qu'une commune est responsable de la faute commise par son maire en laissant un banquier émettre un emprunt dans des conditions telles que le public pouvait se persuader que l'emprunt était émis par la commune elle-même. — De votre arrêt précité du 19 avril 1836, il résulte que la commune ne serait pas responsable si le maire avait agi comme officier de police judiciaire.

Mais la question spéciale qui vous est soumise par le pourvoi n'a pas encore été résolue par vous ; vous n'avez pas encore eu à trancher la question de savoir si la responsabilité d'une commune est engagée par la négligence d'un maire qui, comme magistrat de police, ne prend pas les mesures nécessaires pour prévenir des pillages causés par des attroupements.

Le mémoire invoque, il est vrai, un arrêt de votre chambre civile du 15 janvier 1866 (D., 66. 1. 75 ; Sir., 66. 1. 51). Mais cet arrêt est intervenu dans une espèce tout à fait différente de la nôtre. Il s'agissait de savoir si une commune doit réparer le dommage causé par les sapeurs-pompiers qui, dans un incendie, ont, sur l'ordre du maire, pénétré dans une propriété particulière et, pour alimenter leurs pompes, ont épuisé l'eau d'un parc à huîtres et fait périr les huîtres qui s'y trouvaient. Vous avez jugé qu'en donnant cet ordre, le maire avait agi, non pas comme le délégué du pouvoir central, mais comme le représentant de la commune et vous avez fait supporter par celle-ci la réparation du dommage éprouvé, parce que la commune est tenue de « réprimer les incendies par la distribution des

secours nécessaires, secours dont l'art. 4, § 9, de la loi du 11 frimaire an VII met les frais à la charge des communes. — Aucun texte semblable n'existe pour notre espèce ; l'arrêt invoqué ne peut donc constituer un précédent.

C'est vainement encore, à notre avis, que le mémoire s'appuie et sur l'art. 3 du titre XI de la loi des 16-24 août 1790 et sur les art. 90 et 5 de la loi du 5 avril 1884. En effet, ces derniers articles sont inapplicables, de par la loi elle-même, dans les communes mixtes, et d'autre part l'art. 3 du titre XI de la loi des 16-24 août 1790 a été formellement et expressément abrogé par l'art. 167-1° de la loi de 1884.

Laissons donc ces textes de côté et rappelons-nous que nous avons à statuer uniquement sur un cas de responsabilité d'une commune mixte, et que ces communes, « originaires de l'arrêté du 20 mai 1868, ont un régime tout spécial, organisé entièrement par la législation algérienne ». (Tilloy, *Répert. de législ. et de jurispr. algériennes*, t. 1, v° *Communes*, n° 124).

« La différence entre les communes mixtes et les communes de plein exercice peut se résumer en un seul terme : moins de liberté, plus de tutelle ; les communes mixtes sont des mineurs moins émancipés que nos communes ». (Béquet, *Algérie*, Ch. 1, p. 101 et 102). — Elles ont à leur tête un administrateur, véritable fonctionnaire nommé par le pouvoir central. — M. de Peyre, dans son traité sur l'administration des communes mixtes, indique que l'administrateur réunit en sa personne le double caractère d'agent du gouvernement et de chef de l'association communale, et il énumère ses attributions à ce double point de vue. (N° 20, p. 29).

Comme agent du gouvernement l'administrateur pourvoit à l'application des mesures de police et de sûreté générales dans leurs rapports avec l'intérêt local (Tilloy, n° 202). — « Pour maintenir l'ordre et la sécurité, l'administrateur peut exiger des indigènes de sa commune mixte le service de gardes et de patrouilles auxquels ils sont soumis d'après les termes du décret du 18 août 1868, art. 12 » (De Peyre, *op. cit.*, n° 24, p. 35). — « Il peut leur donner, ajoute-t-il, p. 36, telles instructions spéciales que commanderaient les circonstances... Ces mesures intéressent le maintien du bon ordre non-seulement dans sa commune mixte, mais encore dans les communes voisines ». — Et plus loin (p. 37 *inf.* et 38) M. de Peyre dit encore ceci : « la plupart des communes mixtes sont pourvues de brigades de gendarmerie ; quelques-unes de ces circonscriptions ont, en outre, une force supplétive, c'est-à-dire un détachement de troupe pris dans l'armée pour seconder la gendarmerie dans la surveillance du territoire. — L'administration a le droit de requérir le concours de cette force armée pour assurer l'exécution des mesures de sûreté générale ». Circulaire du 18 janvier 1876. (Tilloy, n° 202 et Béquet, *Algérie*, t. 1, n° 175) se prononcent dans le même sens. — Voilà ce que l'administrateur peut faire comme agent du gouvernement.

Comme chef de l'association communale, l'administrateur, dit M. de Peyre (n° 31), a l'administration des biens communaux. Il est chargé, sous la surveillance de l'autorité supérieure : 1° de la police municipale, de la police rurale ; 2° de la conservation et de l'administration des propriétés de la commune ; en un mot, il est tenu de faire tous les actes de gestion

et de surveillance énumérés dans le § 1er de l'art. 13 de l'arrêté du 20 mai 1868.

Ces principes posés, voyons ce que, d'après les qualités de l'arrêt attaqué, le demandeur en cassation reprochait à l'administrateur de la commune mixte de Cacherou. — L'administrateur savait que des scènes de désordre avaient eu lieu dans quelques localités du département d'Oran et il redoutait de voir ces troubles se produire le 24 mai au marché d'Uzès-le-Duc : il enjoignit à des caïds de venir dans cette commune avec leurs gardes-champêtres ; les cinq gendarmes de la brigade furent également requis. Mais cette réunion de 10 ou 20 personnes était absolument insuffisante en présence de bandes de 400 ou 500 indigènes et elle ne put empêcher le pillage de quelques magasins. C'est après le pillage seulement que l'administrateur songea à requérir d'abord 100 goumiers pour assurer le service des patrouilles, et ensuite un demi-escadron de chasseurs d'Afrique de la garnison de Mascara. Les indigènes se dispersèrent alors. — Voilà ce que le demandeur reprochait à la commune. Si son administrateur, disait-il, avait réquisitionné plus tôt les 100 goumiers, les pillages auraient été évités. Il n'a agi que trop tard ; il a été négligent. Sa négligence a engagé la responsabilité de la commune.

A cela que répond l'arrêt attaqué ? Il répond que « c'est comme fonctionnaire public, délégué du pouvoir central que l'administrateur a la surveillance et la police générale de la commune mixte, la direction et la disposition de la force publique : que, dès lors, si ces administrateurs commettent, en cette dernière qualité, des actes ou des omissions lésant des intérêts privés, la commune mixte, qui ne peut exercer aucun pouvoir de contrôle, ne saurait être responsable de ces actes ou omissions, en l'absence d'un texte précis impliquant cette responsabilité ». — Et l'arrêt attaqué avait commencé par dire qu'il en serait autrement et que la responsabilité de la commune mixte serait engagée si l'administrateur avait agi comme représentant légal de cette commune et remplissant une des attributions qui lui sont conférées par l'art. 13, § 1er de l'arrêté du 20 mai 1868. — C'est ce que la Cour d'appel d'Alger avait déjà décidé par un arrêt du 20 juin 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 4. 2. 420). Elle avait alors jugé qu'une commune mixte est responsable du fait de son administrateur lorsque celui-ci a agi comme mandataire de l'association communale en matière d'administration de biens communaux. — Par l'arrêt attaqué, elle décide que la commune mixte n'est pas engagée par l'acte ou l'omission de son administrateur agissant comme délégué du pouvoir central.

Cette solution est conforme à la doctrine et à la jurisprudence que nous venons de citer ; elle nous semble juridique et nous paraît, dès lors, devoir échapper à votre censure.

La Cour a statué ainsi qu'il suit :

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen pris de la violation des titres IV et V de la loi du 10 vendémiaire an IV, de l'art. 55

de l'ordonnance du 28 septembre 1847, 12 de l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 20 mai 1868 et 7 de la loi du 20 avril 1810, fausse application de l'art. 108 de la loi du 5 avril 1884 : — Attendu que l'organisation des communes mixtes de l'Algérie est réglée par l'arrêté du gouverneur général en date du 20 mai 1868; que cet arrêté ne contient aucune disposition expresse déclarant applicable aux communes mixtes la loi du 10 vendémiaire an IV; — Que s'il renvoie à l'ordonnance du 28 septembre 1847, c'est uniquement en ce qui concerne les dépenses, les recettes et la comptabilité, mais qu'il ne déclare pas étendre aux communes mixtes l'art. 55 de ladite ordonnance; — Que c'est donc à bon droit que l'arrêt attaqué qui, d'ailleurs, est dûment motivé, a refusé de faire application à la commune mixte de Cacherou des titres IV et V de la loi du 10 vendémiaire an IV;

Attendu d'autre part que le pourvoi essaie vainement de se prévaloir des art. 106 et suivants de la loi municipale du 5 avril 1884; qu'il résulte en effet de l'art. 164 de ladite loi que celle-ci est seulement applicable aux communes de plein exercice de l'Algérie;

Sur le second moyen tiré de la violation des art. 1382, 1383 et 1384 C. civ., de l'art. 3 titre XI de la loi des 16-24 août 1790, des arrêtés du 20 mai 1868 et du 24 novembre 1871 et tous autres textes relatifs à l'organisation des communes mixtes et de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Attendu que les administrateurs des communes mixtes de l'Algérie agissent tantôt comme représentants légaux de ces communes, tantôt comme agents du pouvoir central; — Que c'est à bon droit que l'arrêt entrepris déclare qu'ils ne sont les représentants de ces communes et ne peuvent engager leur responsabilité que lorsqu'ils remplissent une des attributions qui leur sont conférées par l'art. 13 § 1er de l'arrêté du 20 mai 1868, alors que c'est comme délégués du pouvoir central qu'ils ont la surveillance et la police générale de la commune, la direction et la disposition de la force publique;

Attendu qu'il résulte des qualités de l'arrêt attaqué que le demandeur au pourvoi reprochait à l'administrateur de la commune mixte de Cacherou de n'avoir requis que tardivement l'intervention des goumiers et de la force armée et de n'avoir pu ainsi dissiper l'attroupement des indigènes avant le pillage de son magasin; — Mais que le droit de réquisition n'appartient à l'administrateur que comme agent du pouvoir central; — Que dès lors, en admettant que celui-ci ait commis une négligence dans l'exercice de cette partie de ses fonctions, cette négligence ne saurait engager la responsabilité

de la commune ; — Qu'en le décidant ainsi, l'arrêt entrepris n'a violé aucun des textes de loi visés au moyen ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi, condamne le demandeur à l'amende.

MM. TANON, *prés.* ; DUPONT, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.* — Me SABATIER, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

8 novembre 1900

Hypothèque conventionnelle, réduction judiciaire.

Le débiteur ne peut, par application des art. 2161 et 2663 C. civ., demander en justice la réduction de l'hypothèque conventionnelle qu'il a consentie ; cette réduction ne peut s'opérer que par une nouvelle convention entre lui et son créancier.

(Terrade c. Veuve Gauthier)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, tant par son exploit introductif d'instance que par ses conclusions signifiées devant les premiers juges et devant la Cour, la dame Gauthier demande uniquement la réduction de l'hypothèque prise par Terrade au bureau des hypothèques d'Oran, le 4 décembre 1896, de telle sorte qu'elle ne frappera plus que sur sa maison sise à Oran, boulevards Séguin et du Lycée, et sur le terrain sur lequel elle est édifiée, sur lequel immeuble elle sera cantonnée, tous autres immeubles de la demanderesse situés dans l'arrondissement d'Oran, et par suite le terrain contigu et une maison sise rue Mont-Thabor, compris dans la même affectation hypothécaire, étant libérés et affranchis de ladite inscription ; — Attendu que si l'art. 2161 C. civ. permet au débiteur, lorsqu'une inscription d'hypothèque prise sur ses biens présents ou à venir sans limitation convenue est portée sur plus de domaines différents qu'il n'est nécessaire pour la sûreté de la créance, d'en demander en justice la réduction quant aux domaines qu'elle frappe, il importe de retenir que, aux termes du paragraphe final du même article, cette disposition ne s'applique point aux hypothèques conventionnelles ; — Que, dans l'intention du législateur, cette exception

n'est que l'application du principe que les conventions font la loi des parties et ne peuvent être modifiées que par le consentement de chacune d'elles; — Qu'en conséquence, l'affectation hypothécaire déterminée par l'accord des parties ne peut recevoir atteinte que par un nouvel accord; — Qu'il suit de là que la demande de la dame Gauthier en restriction de l'hypothèque par elle consentie à Terrade, suivant acte de Me Godillot, en date du 4 août 1892, ne saurait être accueillie quant aux immeubles sur lesquels elle a été portée; — Attendu que l'art. 2163 du même Code, dont se prévaut la dame Gauthier, loin d'établir une exception à la règle qui vient d'être rappelée, ne fait que la confirmer; — Qu'il résulte clairement de ses termes qu'il se borne à autoriser la demande en réduction de l'inscription prise en garantie d'une créance conditionnelle, éventuelle ou indéterminée, et évaluée par le créancier seul, sans l'assentiment ou la participation du débiteur, et par suite sans accord des parties; — Qu'il laisse ainsi en dehors de ses prévisions l'affectation hypothécaire fixée par convention; — Qu'il ne saurait donc s'appliquer qu'aux demandes en réduction de l'hypothèque quant aux sommes pour lesquelles l'inscription a été prise, ce qui n'est point le cas de la demande de la dame Gathier;

Par ces motifs : — Infirme, etc.

MM. BLANCKAERT, *prés.*; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes BORDET et GOUTTEBARON, *av.*

TRIBUNAL DE SIDI-BEL-ABBÈS (Ch. civ.)

20 novembre 1900

Notaire, honoraires, vente volontaire, décret du 28 novembre 1899, acte antérieur, conventions indépendantes, honoraires distincts.

Les honoraires des notaires pour les ventes volontaires n'étaient soumises, avant le décret du 28 novembre 1899, à aucun tarif spécial et fixés par le magistrat taxateur. Celui-ci a donc plein pouvoir pour leur appliquer, postérieurement à ce décret, les honoraires tarifés au nouveau décret (1);

(1) Sur le régime des honoraires dus aux notaires et de leur taxation en Algérie antérieurement au décret du 28 novembre 1899. V. la jurisprudence rapportée en note sous l'art. 6 de la loi du 5 août 1881 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 557; *Adde* Alger, 24 avril et 29 oct. 1894 (*Rev. Alg.* 1894. 2. 293 et 530).

Lorsqu'un acte contient plusieurs conventions indépendantes et donnant lieu à des droits distincts d'enregistremen, l'honoraire est dû au notaire pour chacune d'elles (1);

En conséquence, le notaire a droit à des honoraires distincts si au lieu de constater ces conventions en un seul et même acte, il l'a fait en plusieurs (2).

(Génin c. Renard)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que l'opposition est basée : 1° sur ce que les honoraires du notaire pour le procès-verbal d'adjudication d'un immeuble moyennant la somme de 310,025 fr. à la suite d'une vente volontaire, auraient été taxés à tort à raison de 1 p. 0/0 jusqu'à 200,000 fr. et à raison de 0 fr. 50 cent. p. 0/0 pour le surplus, tandis qu'ils n'auraient dûs être taxés qu'à raison de 1 p. 0/0 sur le prix de l'immeuble jusqu'à 50,000 fr. et 0 fr. 50 cent p. 0/0 pour le surplus ; 2° sur ce que le notaire aurait à tort fait deux actes au lieu d'un, un acte d'obligation et ensuite une quittance avec main-levée ; que, par suite, il y avait lieu de supprimer de la taxe les frais de la quittance du 27 mai 1898, soit la somme de 1,610 fr.;

Sur le premier point : — Attendu qu'il est constant que les honoraires du notaire, pour le procès-verbal d'adjudication d'un immeuble sur vente volontaire, ont été fixés conformément au tarif promulgué par le décret du 28 novembre 1899, décret établi en exécution de la loi du 20 juin 1896; — Attendu que Génin ne méconnaît pas le fait, mais soutient que, l'adjudication ayant eu lieu le 7 avril 1898, ce tarif ne saurait être appliqué en l'espèce ; — Attendu que sans qu'il soit utile de rechercher, comme le demande Renard, si ledit décret du 28 novembre 1899 a eu ou non un effet rétroactif, il suffit d'examiner si, avant ce décret, les honoraires des notaires, dans les ventes volontaires, étaient fixés comme le soutient Génin dans ses conclusions ; — Attendu que sous la législation antérieure, à part les art. 168 à 175 du décret du 16 février 1807, abrogés aujourd'hui par l'art. 3 de la loi du 20 juin 1896 et le décret du 28 novembre 1899, et l'art. 14 de l'ordonnance du 10 octobre 1841, qui règle les honoraires des ventes judiciaires, il n'existait pas de tarif pour les notaires ; les présidents des tribunaux taxaient les honoraires suivant la nature et l'importance des actes, les difficultés que leur

(1, 2) V. *suprà*, p. 114, note 1.

rédaction présentait et les responsabilités qu'ils pouvaient entraîner; — Attendu que l'art. 73 du tarif de 1807 avait soin d'indiquer qu'en matière de ventes volontaires, la taxe des honoraires était laissée à l'appréciation du président du tribunal; — Attendu que dans ces conditions le magistrat taxateur ne pouvait mieux faire pour apprécier les honoraires dus au notaire que de s'inspirer du nouveau tarif; — Qu'il n'y a donc pas lieu de s'arrêter à ce premier point;

Sur le second point : — Attendu qu'il est de principe aujourd'hui non contesté que, lorsqu'un acte contient plusieurs conventions indépendantes et donnant lieu à des droits distincts d'enregistrement, l'honoraire est dû au notaire pour chacune d'elles ; — Attendu qu'en l'espèce un acte d'obligation a eu lieu le 20 mai 1898 et une quittance, avec main-levée, le 27 mai suivant; que des droits d'enregistrement distincts ont été perçus; — Qu'il est constant que ces droits d'enregistrement auraient existé alors même que le notaire n'aurait fait qu'un seul acte ; — Attendu, d'un autre côté, que Génin reconnaît lui-même dans ses conclusions que les opérations constatées par ces actes étaient distinctes ; — Attendu, par suite, que, dans ces conditions, le notaire n'ayant même fait qu'un seul acte, aurait eu droit à des honoraires distincts, puisque les conventions sont indépendantes et donnent lieu à des droits distincts d'enregistrement; que c'est d'ailleurs ainsi que l'a décidé le législateur dans l'art. 6 du décret du 25 août 1898; — Attendu, en conséquence, qu'il n'y a lieu de s'arrêter à cette opposition ;

Par ces motifs : — Statuant en matière civile, contradictoirement et en premier ressort : — Reçoit, comme régulière en la forme, l'opposition à la taxe du 23 juin 1900, enregistrée; — Au fond : — La déclare mal fondée ; — En déboute le sieur Génin et le condamne en tous les dépens.

M. MIEL, *prés.* — Mes LISBONNE et GUIRAND, *av.*

TRIBUNAL DE MASCARA (Ch. civ.)

16 décembre 1899

Privilège, travaux publics, entrepreneur, ouvriers, retenue de garantie, créance, distribution par contribution, mode de paiement.

La créance reconnue aux ouvriers d'un entrepreneur de travaux publics sur la retenue de garantie par l'art. 4 de la

loi du 26 pluviôse an II bénéficie d'une situation tellement privilégiée qu'elle se trouve placée en dehors et au-dessus des règles de la distribution par contribution (1);

En conséquence, les ouvriers doivent être payés, lorsque le chiffre de leur créance n'est pas contesté, sans qu'il y ait lieu de leur faire attendre le règlement de la contribution ouverte sur la retenue de garantie entre les autres créanciers de l'entrepreneur (2).

(Comoli c. Gliusbislavich)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'à la requête de Gliubislavich et Hernandez, créanciers de l'entrepreneur de travaux publics Polidori, une contribution primitivement ouverte à Oran, où elle fut radiée pour cause d'incompétence, a été ouverte à Mascara et que les créanciers ont été sommés de produire le 23 mars 1899 ; — Attendu qu'aucune production n'a été faite dans le mois par les vingt-six créanciers contestés, Pierre Comoli et consorts ; — Attendu qu'ils paraissent avoir ignoré l'ouverture de la contribution puisqu'ils avaient produit à celle ouverte au tribunal d'Oran, aux termes d'un certificat délivré par le greffier, le 8 décembre courant ; — Attendu qu'il échet de vérifier si la forclusion édictée par l'art. 660 C. pr. civ. leur est opposable ;

Attendu que la disposition légale qui caractérise et classe la créance de ces ouvriers est l'art. 4 de la loi du 26 pluviôse an II, rappelée et en quelque sorte confirmée par la loi du 25 juillet 1891 ; — Attendu que toutes les parties en cause le reconnaissent, mais en interprètent diversement le sens ; — Attendu qu'il y a donc lieu d'examiner si, comme le prétendent les ouvriers contestés, le texte de l'art. 4 de la loi de pluviôse an II leur crée une situation tellement privilégiée qu'elle se trouve placée au-dessus et en dehors des règles de la distribution par contribution, ou bien si, comme le soutiennent Gliubislavich et Hernandez, ces règles gouvernent leur créance au même titre que toute autre créance privilégiée ; — Attendu que tous les créanciers quelconques de l'entrepreneur de travaux publics sont habiles à saisir-

(1, 2) Comp. trib. de Tizi-Ouzou, 28 févr. 1896 (*Rev. Alg.*, 1896. 2. 157) et civ. cass., 30 janv. 1899 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 303). — Sur l'application de la loi du 26 pluviôse an II, — à l'Algérie, V. Alger, 13 mai 1895 (*Rev. Alg.*, 1896. 2. 94) et les notes ; — à la Tunisie, V. trib. de Tunis, 3 janv. 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 245).

arrêter la somme appelée « retenue de garantie » à la différence des à-compte payés au fur et à mesure de l'exécution des travaux, lesquels sont exclusivement réservés aux ouvriers et fournisseurs de matériaux et, par une exception unique, soustraits, même en cas d'accident, à tous leurs autres créanciers ; — Attendu qu'en l'espèce la somme saisie est précisément une retenue de garantie ; — Attendu qu'il semble donc à première vue que la retenue de garantie, gage commun de tous les créanciers sous les modalités résultant du rang des créanciers d'après l'ordre des privilèges soit purement et simplement soumise aux règles ordinaires de la distribution par contribution ; — Attendu qu'il en serait très certainement ainsi dans le cas où le privivège des ouvriers aurait été institué par le Code civil et s'exercerait dans l'ordre établi par les art. 2101 et suiv. ; — Mais attendu que l'institution de ce privilège est antérieure à ce Code; qu'elle reçoit son caractère propre des termes spéciaux de l'art. 4 de la loi du 26 pluviôse an II, et que, ce texte ayant toujours force de loi, il faut en bien déterminer la signification, en apprécier toute la portée, afin de constater s'il peut cadrer avec les dispositions des art. 2101 et suiv. C. civ. sur les privilèges et avec celles du chapitre du Code de procédure civile sur la distribution par contribution, ou bien s'il ne donne pas à la créance des ouvriers un rang supérieur et indépendant ;

Attendu que l'art. 4 de la loi du 26 pluviôse an II, est ainsi conçu : « Néanmoins les sommes qui resteront dues aux entrepreneurs ou adjudicataires après la réception des ouvrages pourront être saisies par leurs créanciers particuliers, lorsque les dettes mentionnées en l'art. 3 auront été acquittées » ; — Attendu que ce texte ne règle pas en réalité le rang des créanciers mais, continuant ceux qui le précèdent, attribue purement et simplement aux ouvriers et fournisseurs de matériaux toutes les sommes payées à l'entrepreneur, après quoi, il permet aux autres créanciers de faire des saisies ou oppositions, et cela dans des termes tels qu'il n'y a pas lieu à distribution entre les ouvriers et les autres créanciers, puisque les premiers prennent purement et simplement ce qui leur revient et que c'est après ce prélèvement que les autres créanciers peuvent saisir ; — Attendu qu'en rapprochant cet art. 4 des autres articles de la loi, on se convainc que toutes les sommes payées sont attribuées aux ouvriers et fournisseurs sans qu'ils soient soumis à des règles particulières de procédure et que c'est seulement après leur désintéressement intégral que sont autorisées et pratiquées les saisies et oppositions dans l'intérêt des autres créanciers ; — Attendu que soutenir

le contraire ce n'est pas interpréter le texte, c'est le supprimer, c'est effacer le membre de phrase qui ne permet les saisies et oppositions qu'après l'acquittement des dettes des ouvriers et y substituer les art. 2101 et suiv. C. civ., 656 et suiv. C. pr. civ.; — Attendu, en effet, qu'à tous les arguments tirés des dispositions relatives au classement des privilèges d'après le Code civil, et aux actes de production et d'opposition prévus par le Code de procédure civile, les ouvriers font une réponse victorieuse sans recourir aux déductions ou inductions juridiques, mais en articulant simplement le texte de loi de pluviôse an II : « Vous nous opposez » des saisies, oppositions et sommations consécutives de » produire, mais nous ne sommes pas payés, et tant que » notre créance subsiste, vous êtes des intrus, car la loi vous » défend de saisir, puisqu'elle ne vous le permet qu'après » l'extinction entière de notre dette »; — Attendu que les créanciers autres que les ouvriers et fournisseurs pourront parfois être exposés à de fausses démarches, mais que cet inconvénient résulte d'un texte trop formel pour qu'il soit possible d'y remédier; — Que, d'ailleurs, il y aura toujours lieu à contribution lorsqu'il existera un reliquat et qu'enfin, en l'espèce, les ouvriers ayant produit à Oran, il paraît bien difficile que les créanciers contestants aient ignoré cette production; — Attendu que de ce qui précède il résulte donc que, sur la somme déposée de 9,010 fr. 66 cent., les ouvriers doivent, sans qu'il y ait lieu d'attendre le règlement de la contribution, toucher ce qui leur est dû, les chiffres n'étant pas contestés; — Attendu que ce prélèvement effectué, la contribution suivra son cours entre les autres créanciers;

Attendu, sur les dépens, que, les contestants succombant de tous points, ceux de l'incident doivent être à leur charge et ceux nécessaires au retrait des sommes dues aux ouvriers à la charge de Polidori; — Attendu que la demande en dommages-intérêts n'est pas justifiée;

Par ces motifs : — Statuant en matière civile contradictoirement et en premier ressort; — Dit que sur la somme de 9,010 fr. 66 cent., déposée, les vingt-six ouvriers contestés doivent, avant leur règlement de contribution, prélever le montant de leurs salaires, soit...; — Que la procédure de distribution par contribution introduite par Gliubislavich et Hernandez n'est valable qu'en ce qui concerne le reliquat existant après le prélèvement des ouvriers, etc., etc.

MM. LOUSTAU, *prés.*; DE LALAGADE, *proc. de la Rép.* — Mes RUBERT et VINCI, *av.*

TRIBUNAL DE GUELMA (Ch. civ.)

20 décembre 1900

Avocat, honoraires, action en justice, rédaction d'acte sous seing privé.

Le droit d'agir en justice ne peut être reconnu à un avocat réclamant le paiement d'honoraires pour la rédaction d'un acte sous seing privé, pareil acte excédant l'exercice de sa profession ou étant contraire à cet exercice (1).

(Arena c. Me X...)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il est constant que c'est en sa qualité d'avocat que l'intimé a sollicité devant le premier juge le paiement : 1° de la somme de 20 fr., montant d'honoraires à lui dus pour avoir élaboré et rédigé un acte de vente entre l'appelant et un sieur Rossi ; 2° de 1 fr. 20, montant de deux feuilles de timbre employées par lui pour la rédaction de cet acte ; — Attendu que c'est encore en la même qualité que l'intimé a formé en 1re instance une demande additionnelle en 500 fr. de dommages-intérêts contre l'appelant qui, pour échapper au paiement des sommes ci-dessus, l'aurait menacé de porter plainte au conseil de l'ordre et traité d'agent d'affaires ; — Attendu, cela posé, que si, en l'absence de défense écrite dans la loi, la jurisprudence reconnaît aux avocats le droit de poursuivre judiciairement le paiement de leurs honoraires, malgré les traditions de dignité et de désintéressement qui font l'honneur du barreau et qui interdisent à ses membres l'exercice de ce droit, cette divergence de vues doit disparaître lorsque l'acte sur lequel est basée la demande d'honoraires ne rentre pas dans l'exercice même de la profession d'avocat et à plus forte raison lorsque cette profession le lui interdit ; — Attendu que la plaidoirie, la défense écrite et la consultation dans les procès nés ou à naître sont les seuls actes rentrant dans le ministère privilégié et de confiance de l'avocat ; qu'il est de discipline traditionnelle dans l'ordre des avocats et de doctrine dans l'ordre

(1) Comp. Alger, 22 nov. 1897 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 53) et la note.

judiciaire que l'avocat ne peut ni ne doit accepter de procuration ou de mandat salarié quelconque, et qu'il doit s'abstenir scrupuleusement de tout acte qui, en le faisant sortir de sa profession, pourrait être de nature à compromettre sa dignité ou son indépendance et le confondre, aux yeux du public, avec l'agent d'affaires ; — Attendu que par application de ces principes qui constituent la règle immuable du barreau et que Boucher d'Argis résume dans la maxime suivante « rien ne doit être plus pur que la profession d'avocat, le moindre mélange la gâte et l'altère », il a été notament interdit de tout temps aux avocats de rédiger des actes sous seing privé ; — Attendu qu'il est évident que là où il n'y a pas droit, il n'y a pas d'action et qu'il est presque superflu de conclure que l'avocat n'a pas droit à des honoraires, lorsque l'acte ou le travail dont il demande la rémunération ne rentre pas dans l'exercice proprement dit de son ministère, et qu'il doit en être d'autant plus ainsi lorsque cet acte ou ce travail lui est interdit par les règles de sa profession ; — Or, attendu, en fait, que si l'intervention de l'intimé comme avocat, dans l'élaboration et la rédaction de l'acte de vente dont s'agit, peut s'expliquer et s'excuser dans une certaine mesure par l'intérêt qu'il déclare porter à l'une des parties contractantes, le sieur Rossi, qui est presque illettré, il n'en est pas moins vrai que cette intervention s'est traduite par des actes incompatibles avec la profession de l'intimé et auxquels les règlements et traditions constantes du barreau lui interdisaient de prêter son ministère ; que, dès lors, elle ne pouvait être pour lui une source légitime d'honoraires ; — Attendu, en ce qui concerne les deux feuilles de timbre que l'intimé affirme avoir employées de ses deniers avancés pour la rédaction de l'acte de vente dont s'agit, que si, en vertu de principe que nul ne doit s'enrichir aux dépens d'autrui, il est de toute justice que l'avocat rentre dans ses déboursés, alors même qu'il aurait enfreint les règles de sa profession, il convient de remarquer que, dans l'espèce, les parties étaient contraires en fait sur les circonstances dans lesquelles l'acte de vente a été rédigé et sur les deux feuilles de timbre utilisées successivement par l'intimé et qu'on ne voit pas dès lors comment le premier juge a pu *a priori* conclure à l'existence d'une obligation de l'appelant vis-à-vis de l'intimé de ce chef ; qu'il semble au contraire résulter des éléments de la cause et que, dans tous les cas, la preuve contraire n'a pas été rapportée par l'intimé, que ce dernier n'était en réalité dans la circonstance que le mandataire du sieur Rossi et qu'en cette qualité c'est à son mandant seulement qu'il lui appartenait de réclamer le rem-

boursement de ses avances ; — Attendu que, pour tous les motifs qui précèdent et sans s'arrêter aux autres moyens invoqués par l'intimé et notamment à celui tiré de l'art. 1593 C. civ., il échet, faisant droit à l'appel principal, d'infirmer la décision entreprise en ce qu'elle a condamné l'appelant à payer à l'intimé la somme de 21 fr. 20, montant des causes sus énoncées ;

Sur l'appel incident ; — Attendu que l'intimé succombant dans sa demande principale et n'ayant pas plus justifié en cause d'appel qu'en 1re instance du préjudice qu'il invoque, il y a lieu de le débouter de rechef de sa demande en dommages-intérêts et d'infirmer sur ce point le jugement entrepris ;

Par ces motifs : — Infirme, etc.

M. DUMINY, *prés.*

TRIBUNAL DE MASCARA (Ch. civ.)

7 novembre 1900

Nationalité, étranger né en Algérie, expulsion, minorité, domicile, qualité de Français.

L'individu né en Algérie d'un étranger et qui, pendant sa minorité, a dû quitter la colonie à la suite d'un arrêté d'expulsion, n'en conserve pas moins en France son domicile légal, conformément à l'art. 108 C. civ., si ses parents y restent eux-mêmes domiciliés jusqu'au moment où il atteint sa vingt et unième année ; — Par suite, il conserve la qualité de Français s'il ne décline pas cette qualité dans les termes et délais de l'art. 8, § 4, C. civ. (1).

(Rosello)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Rosello, né en France de parents étrangers, revendique la qualité de Français en vertu du § 4 de l'art. 8 C. civ. ; — Attendu que ce texte déclare

(1) Comp., crim. rej., 3 mai 1900 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 369) et la note.

Français l'individu né en France de parents étrangers pourvu qu'il y soit domicilié à l'époque de sa majorité et qu'il ne décline pas la qualité de Français dans l'année suivante ; — Attendu que la qualité de Français est donc acquise à l'unique condition du domicile en France à l'époque de sa majorité ; que par la réalisation de cette condition l'individu est Français, mais que, cette condition étant future et incertaine, il est vraiment Français, non sous condition résolutoire, mais sous condition suspensive ; que, toutefois, il existe bien dans son état une condition résolutoire, mais qu'elle a trait à l'extranéité ; qu'en effet, dès qu'il est établi que cet individu est domicilié en France à l'époque de sa majorité, il est Français à moins que, par un acte formel de sa volonté, il ne répudie cette nationalité, auquel cas il est, il a toujours été étranger ; — Attendu qu'il est donc vrai de dire qu'il est, jusqu'à l'accomplissement de sa vingt-deuxième année, Français sous condition suspensive, étranger sous condition résolutoire ; — Attendu que l'effet juridique de la condition résolutoire étant d'annuler le passé, de le faire considérer comme non avenu, l'individu né en France de parents étrangers et qui est domicilié en France à sa majorité est et a toujours été Français s'il n'a répudié cette qualité dans sa vingt-deuxième année ;

Attendu que, en ce qui concerne Rosello, né en France le 10 février 1877 et expulsé par arrêté de M. le gouverneur général de l'Algérie le 9 juin 1897, c'est-à-dire étant encore mineur, la question qui domine le débat est celle du domicile à sa majorité ; — Attendu que l'arrêté d'expulsion pris contre lui participe nécessairement du caractère conditionnel de son état ; en d'autres termes, que, pris contre un individu français sous condition suspensive, étranger sous condition résolutoire, cet arrêté sera caduc ou valable selon que sera réalisée l'une ou l'autre de ces conditions ; — Attendu, en effet, que cet arrêté ne peut avoir aucune portée en la matière parce que l'état des personnes est réglé par la seule loi civile et que, de même que les décisions émanées de la juridiction répressive ne peuvent que constater cet état sans le définir, les mesures de police sont radicalement impuissantes à priver un homme d'un droit institué par la loi civile ; — Attendu que toute la question se réduit donc à savoir si Rosello, en dépit de l'arrêté d'expulsion dont il a été l'objet, a conservé, d'après les principes du droit civil et jusqu'à sa majorité inclusivement, son domicile en France ; — Attendu que l'art. 8, § 4, visant la situation de l individu né en France, comme Rosello, de parents étrangers, reconnait formellement à cette individu la faculté d'avoir en

France son domicile, et cette reconnaissance n'étant accompagnée d'aucune restriction, ce mot d'aucune épithète, il en résulte que le domicile en France de cet individu français ou étranger sous condition est le domicile civil avec tous les caractères contenus dans ce vocable juridique ; — Attendu que les termes relatifs à l'état, à la situation légale, aux droits des personnes, ne peuvent, lorsqu'ils se rencontrent dans la loi, qu'être interprétés dans le sens qui est défini par cette même loi, et qu'il serait anti-juridique et en quelque sorte profane d'attribuer à ces termes un sens vulgaire et non conforme à la définition légale ; — Attendu, en conséquence, que rien n'autorise à dire que le législateur a méconnu, dans la modification apportée en 1889 au Code civil, le sens attribué par ce code au mot « domicile » et a voulu lui faire dire autre chose que résidence matérielle et accidentelle ; — Attendu que lorsque le législateur parle en d'autres endroits, et notamment dans l'art. 9, d'étrangers aptes à acquérir la qualité de Français, il ne leur reconnaît un domicile que dans le cas où ils ont été autorisés à s'en créer un en France, auquel cas, vraiment domiciliés, ils jouissent des droits civils français ; — Attendu donc que le domicile expressément reconnu par l'art. 8, § 4 à l'individu dont cet article règle la situation est le domicile légal, juridique institué par les art. 102 et suiv. ; — Or, attendu que le domicile se compose d'un élément moral et d'un élément matériel ; qu'il est là où chacun a son principal établissement ; qu'il y reste indépendamment du fait brutal de la résidence ; qu'il ne peut changer que par le fait brutal de la résidence ; qu'il ne peut changer que par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement, intention qui peut être explicite et implicite, mais qui ne saurait, aux termes des art. 104 et 105, être suppléée par rien ; — Attendu qu'avant son expulsion, Rosello avait donc en France son vrai domicile, et qu'étant mineur, il l'avait, aux termes de l'art. 108, chez sa mère, habitant Mascara depuis de longues années ; qu'il tenait cette faveur du Code civil lui-même en son art 8, § 4 ; — Que la mesure de police qui l'a expulsé, impuissante par sa nature même à faire échec aux droits civils, ne lui a pas plus enlevé ce domicile légal, en lui imposant une autre résidence, que l'emprisonnement enlève au mineur le domicile légal qu'il a chez son père ou chez son tuteur ; — Attendu que, domicilié, en tant que mineur, chez sa mère à Mascara, Rosello, ayant forcément changé de résidence, mais n'ayant rien fait de ce qui opère le changement de domicile d'après les art. 104 et 105, s'est trouvé

encore à sa majorité domicilié en France, d'où la conséquence nécessaire qu'il est Français, à moins que dans l'année qui a suivi sa majorité il n'ait répudié cette qualité ; — Attendu, au contraire, qu'il est revenu en France pour réclamer son inscription sur la liste du recrutement et pour être inscrit sur la liste électorale ;

Par ces motifs : — Déclare Rosello Français conformément à l'art. 8, § 4, C. civ.

M. LOUSTAU, *prés.* — Me VINCI, *av.*

COUR DE PARIS (6e Ch.)

26 mars 1900

Succession, Espagnol domicilié à l'étranger, décès en France, meubles, statut personnel, légataire universel, envoi en possession, législation espagnole, héritier naturel non réservataire, scellés, créancier, juge des référés.

Lorsqu'un Espagnol, résidant en France, mais domicilié en Espagne, décède en France, et ne laisse, dans ce pays, que des biens mobiliers, sa succession doit être régie en France par la loi espagnole (1) ;

Si le testament du de cujus *institue un légataire universel et des exécuteurs testamentaires, et ordonne que toutes les opérations concernant la succession seront accomplies par ces exécuteurs testamentaires sans aucune intervention judiciaire ou consulaire, les héritiers naturels non réservataires, tels que le frère du défunt, ne peuvent plus, après l'envoi en possession du légataire universel, ni faire obstacle à la libre administration de celui-ci, ni contester cette administration, ni prendre les mesures conservatoires instituées par la loi française, alors que ni la loi espagnole, ni le traité franco-espagnol du 7 janvier 1862 n'admettent ni n'exigent, dans ce cas, l'apposition des scellés* (2) ;

La loi espagnole exige, pour que le créancier d'une succes-

(1, 2) Comp. Alger, 30 juin 1896, et Civ. cass., 9 févr. 1897 (*Rev. Alg.*, 1897. 2. 92 et 347) et les notes.

sion testamentaire puisse poursuivre le recouvrement de sa créance, qu'il agisse, dans les trente jours du décès, devant les tribunaux espagnols, et surtout qu'il justifie d'un titre authentique et d'une créance certaine et exigible (1) ;

Si cependant un sujet espagnol, agissant soit comme héritier naturel, soit comme créancier du de cujus, *avait fait apposer les scellés, il y a lieu d'appliquer l'art. 940 C. pr. civ., lorsque sa qualité pour requérir l'apposition de scellés vient à disparaître par suite de la découverte d'un testament* (2) ;

Les mesures prescrites en référé étant essentiellement provisoires, il n'en résulte ni droit acquis, ni chose jugée, et elles peuvent être modifiées par le juge en raison de changements survenus dans la position des parties ou de faits nouveaux qui ne permettent pas de les maintenir (3) ;

En conséquence, au cas de décès d'un Espagnol en France, le juge des référés, qui a d'abord autorisé la levée des scellés avec inventaire, en présence d'un héritier du sang, peut ensuite, toutes choses étant d'ailleurs restées entières, ordonner, à la suite de l'intervention des exécuteurs testamentaires et des justifications qui lui ont été produites pour la première fois, qu'il sera procédé à la levée des scellés hors la présence de l'héritier du sang, et sans inventaire, conformément à la loi espagnole (4).

(Errazquin c. Errazquin)

M. Pedro de Errazquin, sujet espagnol, résidant à Paris, boulevard de Courcelles, 106, y est décédé le 7 juillet 1898. Au moment de son décès, il était domicilié à Bilbao où il exploitait une maison de commerce avec son frère don José de Errazquin. — Celui-ci, agissant en qualité d'héritier éventuel, fit apposer les scellés boulevard de Courcelles. Il n'existait point d'héritier réservataire. — Sur ces entrefaites, M^me^ de Errazquin, veuve du *de cujus*, représenta un testament olographe, en date, à Paris, du 10 mars 1896, qui l'instituait légataire universelle, et demanda son envoi en possession qu'elle obtint par ordonnance de M. le président du tribunal civil de la Seine en date du 9 août 1898. — Le testament désignait trois exécuteurs testamentaires : MM. Roose y Ordonez,

---

(1 à 4) V. *suprà*, p. 125, note 1, 2.

Pedro Chalbaud y Errazquin et Louis Chalbaud y Errazquin, pour procéder aux opérations concernant la succession, « sans aucune intervention judiciaire ou consulaire ». — M. José de Errazquin, n'ayant plus de droits à l'hérédité, se prétendit alors créancier de la succession de son frère, et fit opposition à la levée des scellés. — Mme veuve de Errazquin contestant la prétention de M. de Errazquin en ce que sa créance n'était qu'éventuelle et ne pouvait lui donner le droit d'intervenir dans les opérations de la succession, une ordonnance de référé du 30 septembre 1898, confirmée par arrêt de la 6e chambre de la Cour d'appel de Paris du 30 janvier 1899, décida que, « les parties ne pouvant justifier leurs dires respectifs par aucun compte de liquidation dûment approuvé soit par M. Pedro de Errazquin, soit par M. José de Errazquin, et la confection d'un inventaire étant une mesure provisoire qui ne préjuge nullement le bien fondé des prétentions respectives des parties, les scellés seraient levés et ôtés au fur et à mesure d'un inventaire régulier, tous droits des parties réservés ». — M. José de Errazquin se trouvait donc autorisé à assister à la levée des scellés, ainsi qu'aux opérations successives, et Mme veuve de Errazquin était tenue de faire inventaire.

C'est alors seulement que celle ci et les exécuteurs testamentaires invoquèrent : 1° les termes du testament interdisant « toute intervention judiciaire ou consulaire » et subordonnant toute opération concernant la succession à la présence des exécuteurs testamentaires ; 2° les dispositions de l'art. 20 du traité franco-espagnol du 7 janvier 1862, donnant aux consuls respectifs le droit d'apposer les scellés et de faire procéder à l'inventaire en cas de décès d'un des sujets de l'une des parties contractantes, mort sans avoir fait de testament ni nommé d'exécuteurs testamentaires. — Aucune des hypothèses prévues par le traité ne s'étant réalisée dans l'espèce, le consul refusa d'intervenir, et les parties se présentèrent de nouveau en référé devant M. le président du tribunal civil de la Seine.

Deux difficultés étaient à résoudre : — 1° Les scellés apposés à la requête de M. José de Errazquin devaient-ils être levés en présence ou hors la présence des exécuteurs testamentaires? — 2° Devait-on suivre, en la circonstance et pour tout ce qui se rattachait à la levée des scellés, les dispositions de la loi française ou se conformer à la législation espagnole? — Une ordonnance du 21 mars 1899 décida que « les scellés seraient levés en la présence des exécuteurs testamentaires dûment appelés, et que ceux ci procéderaient à cette opéra

tion conformément à la loi espagnole qui forme le statut personnel des parties ».

« Les scellés devaient-ils être levés en la présence de M. José de Errazquin qui en avait requis l'apposition? — Celui-ci prétendait qu'il ne pouvait en être autrement, ce que contestaient formellement Mme veuve de Errazquin et les exécuteurs testamentaires. — Les parties saisirent de nouveau M. le président du tribunal en audience de référé — Mme veuve de Errazquin et les exécuteurs testamentaires soutenaient que la loi espagnole ne pouvait être exécutée en France, indépendamment de l'art. 940 C. pr. civ. qui, en l'espèce, en forme le complément indispensable. — Or, aux termes de la loi espagnole, le légataire valablement institué — c'était le cas de Mme veuve de Errazquin — est investi de la libre disposition des biens héréditaires aussitôt qu'il a accepté la succession, et jamais un héritier naturel non réservataire n'a le droit, vis-à-vis de ce dernier, alors même que le décès aurait eu lieu à l'étranger, de faire procéder à une apposition de scellés ou de réclamer toute autre mesure conservatoire, soit au domicile, soit à la résidence du défunt. — M. José de Errazquin ayant agi sans droit, il y avait lieu de décider que la cause des scellés faisait défaut antérieurement même à leur apposition; par suite, lesdits scellés devaient être levés conformément à l'art. 940 C. pr. civ., sans que M. José de Errazquin puisse réclamer le bénéfice de l'art. 930 du même Code, aux termes duquel « tous ceux qui ont le droit de faire apposer les scellés peuvent en requérir la levée ».

C'est dans ces conditions que M. le président du tribunal civil de la Seine a rendu, le 9 mai 1899, l'ORDONNANCE suivante :

NOUS, PRÉSIDENT, — Attendu que toutes les parties en cause sont de nationalité espagnole, aussi bien que le *de cujus* dont le domicile était resté fixé à Bilbao, et qui n'avait en France qu'une résidence ; — Que les biens dépendant de la succession ou sis en France sont tous mobiliers, ainsi qu'il est reconnu par José de Errazquin lui-même ; — Que la succession, sur le reste, suit le statut personnel du *de cujus*, et doit, dès lors, être régie par la loi espagnole ; — Qu'aussi bien le testament du *de cujus* institue la veuve de Errazquin légataire universelle, et trois exécuteurs testamentaires, et ordonne que toutes les opérations concernant la succession seront accomplies par lesdits exécuteurs testamentaires sans aucune intervention judiciaire ou consulaire ; — Que la veuve, légataire universelle, a été envoyée en possession par ordonnance du 9 août 1898 ; — Que, dans ces conditions, il n'y avait lieu à apposition des scellés, à la requête de José de Errazquin ; — Qu'en effet, à le considérer comme héritier naturel non réservataire, il était évincé, suivant la loi espagnole, par l'institution de la légataire universelle, en vertu d'un testament non attaqué, et qu'il n'y

avait ni à faire obstacle à la libre administration de la légataire universelle, ni à contester cette administration, ni à prendre les mesures conservatoires instituées par la loi française, alors que ni la loi espagnole, ni le traité franco-espagnol n'admettent ni n'exigent, dans ce cas, l'apposition des scellés ; — Qu'à le prendre pour créancier, seul titre qu'il semble réclamer, il n'a qu'une créance constatée par acte sous seing privé, et qui n'est qu'éventuelle et non liquide, alors que la loi espagnole exige, pour que le créancier d'une succession testamentaire poursuive le recouvrement de sa créance, qu'il agisse, dans les trente jours du décès, devant les tribunaux espagnols, et surtout qu'il justifie d'un titre authentiqueet d'une créance certaine et exigible ; — Qu'en cet état, José de Errazquin n'avait pas qualité pour requérir l'apposition des scellés ; que, sa qualité ayant disparu avec la découverte du testament, il y a lieu d'appliquer l'art. 940 C. pr. civ. ;

Par ces motifs : — Renvoyons les parties à se pourvoir au principal ; — Et, par provision, vu l'urgence, disons qu'il sera procédé à la levée des scellés sans inventaire et hors la présence de José de Errazquin, à la requête des exécuteurs testamentaires, en présence de la légataire universelle ou elle dûment appelée ; — Ordonnons l'exécution provisoire nonobstant appel et sans caution, et avant enregistrement, vu l'urgence.

SUR APPEL,

ARRÊT

LA COUR, — Adoptant les motifs de l'ordonnance dont est appel ; — Et considérant que, les mesures prescrites en référé étant essentiellement provisoires, il n'en résulte ni droit acquis, ni chose jugée, et qu'elles peuvent être modifiées par le juge à raison de changements survenus dans la position des parties ou de faits nouveaux qui ne permettent pas de les maintenir ; — Qu'en conséquence, l'ordonnance du 20 septembre 1898, qui avait autorisé la levée des scellés avec inventaire, à la requête de la veuve de Errazquin, légataire universelle, non plus que l'arrêt confirmatif du 30 janvier 1899, ne mettaient pas obstacle à ce que le juge des référés, toutes choses étant d'ailleurs restées entières, ordonnât, à la suite de l'intervention de l'exécuteur testamentaire et des justifications qui lui étaient pour la première fois produites, la levée des scellés hors la présence de José de Errazquin et sans inventaire, conformément à la loi espagnole ;

Par ces motifs : — Met l'appellation à néant ; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet ; — Condamne l'appelant à l'amende et aux dépens de son appel.

MM. DE BOISLISLE, *prés.* ; POMPEÏ, *av. gén.* — Me BOIVIN-CHAMPEAUX, *av.*

TRIBUNAL DE BAYONNE (Ch. correct.)

15 mai 1900

Expulsion, étranger, infraction à l'arrêté, nationalité, preuve, ministère public.

C'est au parquet qui poursuit un individu pour refus d'obtempérer à un arrêté d'expulsion qu'il appartient d'établir que cet individu relève d'une nationalité étrangère (1).

(Duval)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le ministère public poursuit Arthur Duval, sous la prévention de n'avoir pas obtempéré aux prescriptions d'un arrêté d'expulsion pris contre lui par le ministre de l'intérieur, le 19 octobre 1899, notifié le 7 avril dernier, et lui accordant huit jours pour quitter le territoire français ; — Attendu que Duval reconnaît qu'il n'a pas obtempéré aux injonctions de cet arrêté et qu'il soutient, par l'organe de son défenseur, qu'il est Français, comme étant né à Buenos-Ayres (Amérique), le 23 juin 1877, d'un père et d'une mère français, et que la loi de 1889 ne lui est pas applicable ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 7 de la loi du 3 décembre 1849, l'étranger seul peut être expulsé du territoire français ; qu'aux termes de l'article suivant, c'est encore l'étranger qui s'est soustrait aux mesures énoncées dans l'art. 7 qui est frappé de la peine de l'emprisonnement ; — Attendu que le ministère public n'établit pas que le prévenu soit de nationalité étrangère ; que, selon les renseignements les plus dignes de foi parvenus à l'instruction, Louis Duval, père du prévenu, est né à Paris le 25 janvier 1848, qu'il a accompli son service militaire au 4e régiment d'artillerie, à Chartres ; qu'en outre, le grand-père du prévenu vient de décéder à Chartres, où il vivait depuis longtemps, et où sont établis des collatéraux dont la nationalité française n'est pas mise en doute ; que les articles de la loi du 3 décembre 1849 ne

(1) V. dans le même sens, Aix, 16 févr., et cass., 26 mars 1897 (*Journ. dr. intern. privé*, 1897, p. 559).

sauraient donc lui être appliqués ;—Attendu, en conséquence, qu'il est en voie de relaxe ;

Par ces motifs : — Relaxe le prévenu, etc.

MM. VILLENEUVE, *prés.* ; DUVAL, *min. pub.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

Succession, Tunisie, immeubles, loi nationale du défunt, citoyen suisse, loi du canton du Valais, réserve, descendants, contrat de mariage, protégé anglais, israélite tunisien, coutumes tunisiennes, droits des enfants.

En Tunisie, les successions sont régies, même en ce qui concerne les immeubles, par la loi nationale du défunt (1) ;

D'après la loi du canton du Valais, les enfants ont droit à une réserve qui est des deux tiers de la succession lorsque le défunt laisse des enfants légitimes ou légitimés ;

Suivant la même loi, lorsque les époux se sont mariés sans contrat, leur régime matrimonial est celui de la communauté réduite aux acquêts ;

D'après la législation anglaise, ce sont les coutumes tunisiennes qui sont applicables aux successions laissées en Tunisie par les israélites indigènes sujets anglais qui étaient domiciliés dans ce pays au moment de leur décès, — et à cet égard le changement de juridiction survenu à la suite de la suppression des capitulations n'a apporté aucune modification dans le statut personnel de ces indigènes ni dans les règles relatives à la dévolution de leur succession ;

D'après les coutumes israélites tunisiennes, les filles sont exclues par les enfants mâles de la succession de leurs père et

---

(1) Il paraît impossible, en Tunisie, en présence l'art. 2 de la loi foncière tunisienne, d'appliquer aux successions la distinction faite par la jurisprudence française entre les biens meubles et les biens immeubles laissés par le défunt. Aussi la question ne se discute-t-elle pas et les usages sont-ils absolus à cet égard : les successions sont régies en Tunisie, même pour les biens immobiliers, par le statut personnel du défunt. — V. de Pougnadoresse, *La justice française en Tunisie*, p. 313 et s. ; Tunis, 25 mars 1890 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 477) ; 27 avril 1896 (*Rev. Alg.*, 1896. 2. 332) ; Civ. cass., 5 juill. 1899 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 432).

mère et elles ont seulement le droit de réclamer la dot qui leur est nécessaire pour contracter mariage.

PREMIÈRE ESPÈCE

6 juin 1900

(Harris c. Lison)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Marguerite Ciceron, épouse du sieur Maurice Charrett, est décédée à Bizerte, le 25 mars 1899; — Attendu que son mari, le sieur Charrett, était de nationalité suisse, comme né dans le canton de Valais et qu'elle avait acquis elle-même par son mariage cette nationalité; — Attendu qu'elle laissait deux enfants légitimes issus d'un précédent mariage, les sieurs Théophile et Benjamin Lison et trois autres fils qui paraissaient être des enfants naturels, les sieurs Richard, Guillaume et Charles Harris; — Attendu que ce fait est reconnu en ce qui concerne les sieurs Théophile et Benjamin Lison, et qu'il est du reste établi par la production de leur acte de naissance; — Attendu, relativement aux sieurs Richard, Guillaume et Charles Harris, que cette filiation n'est pas sérieusement contestée et qu'elle est démontrée à la fois par la possession d'état et par de nombreuses lettres écrites par la défunte et dans lesquelles cette dernière prend à leur égard le nom de mère et les traite comme ses fils; — Attendu que les sieurs Théophile et Benjamin Lison et Richard, Guillaume et Charles Harris ont assigné le sieur Charrett en liquidation et partage de la succession de leur mère et en licitation de deux immeubles qui, d'après eux, feraient partie de cette succession;

Attendu que le mariage du sieur Maurice Charrett et de la dame Marguerite Ciceron a été célébré le 21 février 1885 devant le représentant de la Suisse à Tunis; — Attendu qu'aucun contrat n'a été dressé pour régler le régime auquel devraient être soumis les biens des époux; — Mais attendu qu'il est certain que ces derniers ont voulu adopter celui qui est en vigueur en Suisse dans le canton du Valais; — Attendu que ce régime est celui de la communauté réduite aux acquêts; — Attendu qu'aucun désaccord n'existe entre les parties à ce sujet; — Attendu, d'autre part, que les successions sont régies en Tunisie, même

en ce qui concerne les immeubles, par la loi nationale du défunt; — Attendu que cette règle a été établie par des usages qui ont force de loi et qu'elle a été consacrée par l'art. 2 de la loi foncière tunisienne; — Attendu que, par testament passé devant le représentant de la Suisse à Tunis le 16 décembre 1887, la dame Marguerite Ciceron a légué tous ses biens au sieur Maurice Charrett, son mari; — Mais attendu que, d'après la loi du canton du Valais, les enfants ont droit à une réserve qui est des deux tiers de la succession lorsque le défunt laisse, comme dans l'espèce, des enfants légitimes ou légitimés; — Attendu qu'il convient d'ordonner la liquidation de la succession de la dame Marguerite Ciceron sur les bases qui viennent d'être indiquées;

Par ces motifs: — Dit que la dame Marguerite Ciceron n'a pu disposer par testament au profit de son mari que d'un tiers de sa fortune, que les deux autres tiers doivent revenir à ses héritiers.

M. FABRY, *prés.*

DEUXIÈME ESPÈCE

27 juin 1900

(Ben Attar c. Ben Attar)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Rebbi ben Attar est décédé à Tunis il y a environ douze ans, laissant des fils et des filles; — Attendu qu'il était israélite indigène, sujet anglais; — Attendu que la même nationalité appartient à ses descendants; — Attendu qu'une de ses filles, la dame Semha bent Attar, a assigné ses enfants et petits enfants, pour faire ordonner la liquidation et le partage de sa succession composée de biens meubles et immeubles situés en Tunisie; — Attendu que les successions sont régies en Tunisie, même en ce qui concerne les biens immobiliers, par la loi nationale du défunt; — Attendu que cette règle a été établie par d'anciens usages et qu'elle est formellement consacrée par l'art. 2 de la loi foncière tunisienne; — Attendu que, d'après la législation anglaise, ce sont les coutumes israélites tunisiennes qui sont applicables aux successions laissées en Tunisie par les israélites indigènes sujets anglais qui étaient domiciliés dans

ce pays au moment de leur décès ; — Attendu que ce principe était observé autrefois par la juridiction consulaire anglaise ; — Attendu que, par suite de la suppression des capitulations, les sujets anglais sont devenus aujourd'hui justiciables des tribunaux français ; — Mais attendu que ce changement de juridiction n'a apporté aucune modification dans leur statut personnel, ni dans les règles relatives à la dévolution de leurs successions ; — Attendu que, d'après les coutumes israélites tunisiennes, les filles sont exclues par les enfants mâles de la succession de leur père et de leur mère, et qu'elles ont seulement le droit de réclamer la dot qui leur est nécessaire pour contracter mariage ; — Attendu que la dame Semha bent Attar est mariée et qu'elle a certainement reçue une dot ; que ce fait n'est pas contesté ;

Par ces motifs : — Déclare la dame Semha bent Attar mal fondée dans sa demande.

M. FABRY, *prés.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

4 février 1901

Motifs des jugements, dommages-intérêts, condamnation, fonds de commerce, achat, clientèle, détournement par le vendeur, concurrence déloyale.

Est justifiée la condamnation à des dommages-intérêts fondée sur le fait, par un ancien associé, d'avoir porté préjudice au demandeur en détournant, au détriment de celui-ci, une partie de la clientèle du fonds de commerce qu'ils avaient précédemment exploité ensemble, clientèle que le demandeur avait achetée avec ce fonds, le matériel, les marchandises et les créances qui en dépendaient (1).

(Chassaing c. Hélouin)

ARRÊT

LA COUR, — Sur les deux moyens pris : le premier, de la violation et de la fausse application des art. 1133, 1134, 1139,

(1) V. l'arrêt attaqué de la Cour d'Alger du 2 mai 1898 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 273) et la note.

1382, 1383, 1625, 1626, 1628 C. civ., 7 de la loi du 2 mars 1791 et 7 de la loi du 20 avril 1810; le deuxième, de la violation des art. 1382 et 1383 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810; — Attendu que l'arrêt attaqué, loin de fonder la condamnation à des dommages-intérêts prononcée contre Chassaing sur l'exercice de son commerce dans le voisinage de l'établissement où Hélouin exerçait un commerce similaire, a infirmé sur ce chef le jugement du tribunal; que le grief manque donc à cet égard par le fait qui lui sert de base; — Attendu que ledit arrêt, dûment motivé, pour déclarer Chassaing responsable envers Hélouin, lui a uniquement reproché d'avoir détourné au préjudice de ce dernier une partie de la clientèle qu'Hélouin avait achetée avec ce fonds, le matériel, les marchandises et les créances qui en dépendaient; — D'où il suit qu'aucun des articles susvisés n'a été ni violé, ni faussement appliqué;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 2 mai 1898.

MM. TANON, *prés.*; PETIT, *rap.*; MÉRILLON, *av. gén.* — Me DE RAMEL, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

8 février 1901

Cour d'assises, président, pouvoir discrétionnaire, témoins, déclaration, droits de la défense, violation, médecin, comparution.

Lorsque le président de la Cour d'assises, qui peut ordonner l'arrestation des témoins dont la déposition lui paraît fausse, se borne à les mettre en état de surveillance, en leur faisant connaître qu'ils ont le droit de revenir sur leurs déclarations jusqu'à la clôture des débats, on ne saurait soutenir qu'il y a atteinte aux droits de la défense dans une semblable mesure qui n'est que l'exercice d'un pouvoir confié à l'honneur et à la conscience du président pour la manifestation de la vérité;

Lorsque le défenseur présente requête au président de la Cour d'assises à l'effet de vouloir bien, en vertu de son

pouvoir discrétionnaire, faire comparaître à l'audience tel médecin qu'il lui plaira de commettre, ce magistrat peut s'abstenir, sans donner de motifs, d'user de son pouvoir pour faire comparaître l'homme de l'art à l'audience.

(Baïliche)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 330 C. instr. crim. et des droits de la défense, en ce que l'ordre, donné par le président des assises pendant les débats, de garder à vue deux témoins qui avaient rétracté leurs dépositions antérieures devant le juge d'instruction, et auxquels il a fait connaître qu'ils avaient le droit de revenir sur leurs déclarations jusqu'à la clôture des débats, a eu pour effet d'intimider ces témoins et de les entraîner à une rétractation contraire à la vérité, en même temps qu'il tendait à renforcer l'autorité de simples renseignements fournis par un juge de paix et dont l'inexactitude n'a pu être démontrée qu'après le réquisitoire de l'avocat général ; — Attendu que le président des assises, qui pouvait ordonner l'arrestation des témoins dont la déposition lui paraissait fausse, aux termes de l'art. 330 C. instr. crim., s'est borné, en vertu du pouvoir discrétionnaire qui lui était conféré par l'art. 268 du même Code, à les mettre en état de surveillance, en leur faisant connaître qu'ils avaient le droit de revenir sur leurs déclarations jusqu'à la clôture des débats; que l'exercice par le président de ce pouvoir confié à son honneur et à sa conscience, pour la manifestation de la vérité, n'a pu porter atteinte aux droits de la défense;

Sur le second moyen pris de la violation des droits de la défense et des art. 269, 270 C. instr. crim., en ce que le président des assises, auquel une requête tendant à ce qu'il prît, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, certaine mesure d'instruction, avait été présentée avant les débats, n'a pas répondu à cette requête et qu'ainsi la défense s'est trouvée privée de ses moyens d'action ; — Attendu qu'il résulte de la requête précitée, insérée au procès-verbal des débats, que les défenseurs ont demandé au président de vouloir bien, en vertu du pouvoir discrétionnaire qui lui est dévolu par la loi, faire comparaître à l'audience de la Cour d'assises tel médecin qui lui plaira de commettre ; — Attendu que le pouvoir discrétionnaire du président auquel les accusés avaient fait

appel dans leur requête est facultaiif pour le magistrat qui l'exerce sans contrôle, sans avoir aucun compte à rendre à qui que ce soit et sans que les accusés, pas plus que le ministère public, aient, à cet égard, aucun droit de réquisition; — D'où il suit qu'en s'abstenant, sans donner de motifs, d'user de son pouvoir discrétionnaire pour faire comparaître à l'audience un homme de l'art, le président des assises, loin de violer la loi, n'a fait qu'exercer le droit qu'elle lui confère, et n'a pu, ce faisant, méconnaître les droits de la défense;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'assises d'Alger du 28 décembre 1900.

MM. Lœw, *prés.*; Le Grix, *rap.*; Duboin, *av. gén.* — Mes Mimerel et Dufourmantelle, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

20 février 1901

Compétence, Algérie, succession, défunt espagnol, immeubles, séquestre, actes de l'état civil, rectification, tribunaux français, question d'état, sursis, motifs des jugements.

Ne viole aucune loi l'arrêt qui décide que la juridiction française ne peut, sans faire échec à un accord diplomatique régulièrement promulgué, déposséder par la nomination d'un séquestre un héritier espagnol mis en possession des immeubles d'un défunt de la même nationalité, situés en Algérie, conformément au traité conclu le 7 janvier 1862 entre la France et l'Espagne et par une décision de justice de ce dernier pays (1);

Les tribunaux français sont seuls compétents pour ordonner la rectification des actes de l'état civil dressés en territoire français, alors même que ces actes concernent des étrangers, et dans ce dernier cas ils ne doivent surseoir que si la demande en rectification soulève une question d'état

---

(1) Comp. Alger, 30 juin 1896 et civ. cass., 9 févr. 1897 (*Rev. Alg.*, 1897. 2. 92 et 347) et les notes.

préjudicielle devant être appréciée conformément au statut personnel des parties par les juridictions compétentes de leur pays (1);

En conséquence, les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une demande en rectification d'acte de l'état civil, lorsque la seule question qu'impliquait cette demande était susceptible d'être appréciée en fait, sans qu'il y eût à faire application dans la cause du statut personnel des parties, et il n'y a lieu pour eux de surseoir, même en admettant que la rectification demandée dût être ultérieurement invoquée à l'appui d'une pétition d'hérédité (2);

Viole l'art. 2 in fine *de l'ordonnance du 26 septembre 1842 l'arrêt qui ne contient aucune réponse, implicite ou explicite, aux conclusions déposées par le demandeur et tendant à ce qu'il plaise à la Cour « dire qu'en admettant que le débat soulevât une question d'état, les tribunaux français seraient encore compétents, aux termes du traité franco-espagnol du 18 mars 1862 ».*

(Coll c. Coll)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la deuxième branche du moyen principal, en ce qui concerne la demande en nomination de séquestre : — Attendu que l'arrêt attaqué déclare que Joachim Coll a été mis en possession des immeubles situés en Algérie conformément aux dispositions du traité conclu le 7 janvier 1862 entre la France et l'Espagne, et par une décision de justice de Palma, en date du 25 mai 1888; — Que, dès lors, la juridiction française n'aurait pu l'en déposséder par la nomination d'un séquestre, sans faire échec à un accord diplomatique régulièrement promulgué; — Attendu qu'en rejetant la demande par ce motif, la Cour d'Alger n'a violé aucune loi; — Rejette cette branche du moyen;

Mais sur la première branche : — Vu l'art. 99 C. civ; — Attendu qu'il est constaté, en fait, par la décision attaquée que la demande en rectification de l'acte de décès dressé à Bône, le 26 décembre 1876, introduite par les consorts Coll

---

(1) Comp. Alger, 4 mai 1896 (*Rec. Alg.*, 1896. 2. 491); 7 mars 1898 *Rec. Alg.*, 1898. 2. 385) et les notes.

y Fullana devant le tribunal de cette ville avait pour but de faire déclarer que le défunt inscrit au registre de l'état civil sous le nom d'Antonio Ripoll était, en réalité, le sieur Salvator Coll y Terrassa ; — Attendu que les tribunaux français sont seuls compétents pour ordonner la rectification des actes de l'état civil dressés en territoire français, alors même que ces actes concernent des étrangers ; — Que, dans ce dernier cas, ils ne doivent surseoir que si la demande en rectification soulève une question d'état préjudicielle devant être appréciée conformément au statut personnel des parties par les juridictions compétentes de leur pays ; — Attendu, cependant, que, pour refuser de faire droit à la demande, le jugement du tribunal de Bône, dont les motifs ont été adoptés par l'arrêt attaqué, s'est fondé sur ce qu'elle tendait non seulement à la rectification d'un acte de l'état civil dressé en pays français, mais encore et surtout à établir la qualité d'héritiers des demandeurs vis-à-vis d'un sieur Coll y Fullana, qui serait décédé à Palma (îles Baléares), le 20 février 1888 et qui aurait été inscrit sur les registres de l'état civil de cette ville sous le nom d'emprunt de Salvator Coll y Terrassa, en déclarant qu'il y avait sur ce point une question d'état touchant au statut personnel d'étrangers, et sur laquelle la juridiction française ne pouvait se prononcer ; — Mais attendu que, même en admettant que la rectification demandée dût être ultérieurement invoquée à l'appui d'une pétition d'hérédité, son résultat ne pouvait être subordonné au sort de cette dernière action dont elle était indépendante ; — Que la seule question dont elle impliquait la solution, relative à l'identité de la personne dénommée dans l'acte, était susceptible d'être appréciée en fait, sans qu'il y eût à faire application dans la cause du statut personnel du défunt ou de ses héritiers ; — Qu'ainsi, le tribunal de Bône, dans le ressort duquel avait été dressé l'acte litigieux, était compétent pour connaître de la demande, et qu'en décidant qu'il y avait lieu de surseoir jusqu'après la sentence des tribunaux étrangers, sur la question d'état, l'arrêt attaqué a violé le texte de loi ci-dessus visé ;

Sur le moyen additionnel : — Vu l'art. 2 § final de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ; — Attendu que les demandeurs ne s'étaient pas bornés à invoquer pour le soutien de leur prétention les dispositions de la loi française ; — Qu'ils avaient, en outre, conclu à ce qu'il plût à la Cour de « dire qu'en admettant que le débat soulevât une question d'état, les tribunaux français seraient encore compétents, aux termes du traité franco-espagnol du 18 mars 1862 » ; — Attendu que ni les motifs du jugement qui ont été adoptés

par l'arrêt attaqué, ni les motifs propres de celui-ci ne contiennent aucune réponse implicite ou explicite à ce moyen, en quoi l'arrêt attaqué a violé la disposition de loi ci-dessus visée ;

Par ces motifs et sans qu'il soit besoin de statuer sur la deuxième branche du moyen principal, en ce qui concerne la demande en délaissement d'immeubles : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger, du 29 avril 1895 (1), sauf sur le chef qui a dit n'y avoir lieu à nomination de séquestre ; renvoie la cause et les parties devant la Cour d'appel d'Aix.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prés.* ; FALCIMAIGNE, *rap.* ; MELCOT, *av. gén.* — Mes BOUCHIÉ DE BELLE et TÉTREAU, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

13 février 1901

Bail, destruction partielle de la chose louée, demande en résiliation, commune, abattoir, société fermière, taxe illégale, suppression, réduction des recettes.

Lorsqu'un maire a dû, sur les ordres réitérés de l'autorité supérieure, prendre un arrêté supprimant une taxe de vérification et d'estampille, illégalement établie, à leur entrée en ville, sur les viandes abattues en dehors de la commune, dont la perception avait été concédée par celle-ci à une société, suivant le traité d'adjudication, concurremment avec le droit d'exploiter l'abattoir public de la ville et ses dépendances, ainsi que le marché aux bestiaux y attenant et ses annexes, le tout pris à ferme par la Société moyennant une redevance annuelle fixe à servir à la commune pendant vingt années, — si la suppression de ladite taxe, jusqu'alors considérée comme légale par les parties en cause, a eu pour conséquence de réduire d'une manière notable les recettes de la Société fermière, dont le champ d'exploitation se trouvait ainsi considérablement rétréci, mais n'a cependant pas fait disparaître l'objet essentiel du contrat, qui restait toujours susceptible d'être exécuté pour la majeure partie de ses éléments, — et si

(1) V. cet arrêt (*Rec. Alg.*, 1895. 2. 307).

le préjudice éprouvé de ce chef par la Société a pris fin, grâce aux mesures prises par l'administration municipale, qui a prohibé l'introduction des viandes foraines et obligé les bouchers de la ville à faire désormais passer tous leurs bestiaux par les abattoirs municipaux, — c'est à bon droit que, dans ces conditions, les juges du fond ont refusé de prononcer la résiliation pure et simple du contrat réclamée par la ville et ont décidé que la Société fermière serait dégrevée, pour la période susvisée, d'une part de sa redevance calculée, après expertise contradictoire, proportionnellement à la privation de jouissance qu'elle avait subie, par application du principe posé, au profit du preneur, en cas de destruction partielle de la chose louée, dans l'art. 1722 C. civ.

(Ville d'Oran c. Société générale des abattoirs)

ARRÊT

LA COUR, — Joint les pourvois et statuant par un seul et même arrêt ; — Sur le moyen unique, commun aux deux pourvois et dirigé contre les deux arrêts, pris de la violation des art. 1147, 1148, 1108 et 1184 C. civ. et de la maxime *error communis facit jus* : — Attendu qu'il est constaté par les arrêts attaqués qu'à la date du 12 juin 1895, sur les ordres réitérés de l'autorité supérieure, le maire de la ville d'Oran a dû prendre un arrêté supprimant la taxe de vérification et d'estampille illégalement établie, à leur entrée en ville, sur les viandes abattues en dehors de la commune, dont la perception avait été concédée par celle-ci à la Société générale des abattoirs municipaux de France, suivant traité d'adjudication du 5 octobre 1886, concurremment avec le droit d'exploiter l'abattoir public de la ville et ses dépendances ainsi que le marché aux bestiaux y attenant et ses annexes, le tout pris à ferme par la Société moyennant une redevance annuelle fixe à servir à la commune pendant une durée de vingt années ; — Qu'il résulte encore des mêmes constatations que, si la suppression de ladite taxe, jusqu'alors considérée comme légale par les parties en cause, avait eu pour conséquence de réduire d'une manière notable les recettes de la Société fermière dont le champ d'exploitation se trouvait ainsi considérablement rétréci, elle n'avait cependant pas fait disparaître l'objet essentiel du contrat qui restait toujours susceptible d'être exécuté pour la majeure partie de ses

éléments ; — Qu'enfin, le préjudice éprouvé de ce chef par la Société litigeante a pris fin le 31 octobre 1897, grâce aux mesures prises par l'administration municipale qui a prohibé l'introduction des viandes foraines et obligé les bouchers de la ville d'Oran à faire désormais passer tous leurs bestiaux par les abattoirs municipaux ; — Attendu que, en se refusant à prononcer la résiliation pure et simple du contrat, comme le demandait la ville d'Oran, et en décidant que la Société fermière serait dégrevée, pour la période en question, d'une part de sa redevance calculée, après expertise contradictoire, proportionnellement à la privation de jouissance qu'elle avait subie, par application du principe posé, au profit du preneur, en cas de destruction partielle de la chose louée, dans l'art. 1722 C. civ., la Cour d'Alger n'a nullement violé ni la maxime, ni les textes de loi précités ;

Par ces motifs : — Rejette les pourvois formés contre les arrêts de la Cour d'Alger des 15 novembre 1897 et 12 juin 1899.

MM. TANON, *prés.* ; Michel JAFFARD, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.* — Me LECOINTE et DEMONTS, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

7 novembre 1900

Dernier ressort, assurance, primes, police, interprétation.

Le taux du ressort en matière d'assurance ne se détermine d'après le montant des primes dues qu'autant que les parties ne sont pas en désaccord sur les clauses et conditions de la police ;

Mais, lorsqu'il s'agit d'interpréter le contrat, le litige prend le caractère d'une demande indéterminée et devient susceptible du second degré de juridiction.

(Cie l'Afrique Française c. Salomon Léon)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que le taux du ressort en matière d'assurances ne se détermine d'après le montant des primes dues qu'autant que les parties

ne sont pas en désaccord sur les clauses et conditions de la police ; — Qu'en effet, dès qu'il s'agit, comme dans l'espèce, d'interpréter le contrat, le litige prend le caractère d'une demande indéterminée et devient susceptible du second degré de juridiction ;

Au fond... (sans intérêt).

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* Me BROUSSAIS, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

18 octobre 1900

Obligation, preuve, acte sous seing privé, double original, mention, irrégularité, renseignement.

Bien que, aux termes de l'art. 1325 C. civ., les actes sous seing privé contenant des conventions synallagmatiques ne soient valables que s'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct et qu'il y soit fait mention du nombre d'originaux, cependant, lorsque la cause s'agite entre commerçants, rien ne s'oppose, suivant les dispositions de l'art. 109 C. com., à ce qu'un acte sous seing privé qui ne contient point la mention du nombre des originaux ne soit retenu aux débats comme simple renseignement, pour apprécier si les conventions dont se prévalent respectivement les parties sont ou non établies.

(Soupireau c. Beudo)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Sur l'appel principal ; — Attendu que, aux termes de l'art. 1325 C. civ., les actes sous seing privé contenant des conventions synallagmatiques ne sont valables que s'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct et qu'il y soit fait mention du nombre des originaux ; — Que l'acte produit par Beudon ne contient point la mention du nombre des originaux qui en ont été faits et n'est par suite point valable ; — Qu'il ne sau-

rait en conséquence faire foi des conventions qu'il constate ; — Qu'il échet toutefois d'observer que, la cause s'agitant entre commerçants, rien ne s'oppose, suivant les dispositions de l'art. 109 C. com., à ce qu'il soit retenu aux débats comme simple renseignement pour apprécier si les conventions dont se prévalent respectivement les parties sont ou non établies ;

Sur l'appel incident : — Attendu que la cause n'étant pas en état de recevoir solution, c'est à bon droit que les premiers juges ont ordonné une expertise à l'effet de déterminer quelles ont été les conventions des parties, dans quelles mesure et conditions ces conventions ont été exécutées et quel est le reliquat des comptes qui ont existé entre elles à raison de leur contrat ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Confirme le jugement attaqué ; — Dit que l'acte sous seing privé enregistré à Alger, le 3 mai 1897, n'est point valable aux termes de l'art. 1325 C. civ. et ne saurait être retenu par l'expertise qu'à titre de simple renseignement pour apprécier les conventions intervenues entre les parties.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; VANDIER, *av. gén.* — Mes BASSET et LE DENTU, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

10 décembre 1900

Expropriation publique, Tunisie, décret du 30 août 1858, étendue d'application.

L'art. 12 du décret du 20 moharem 1275 (30 août 1858), relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique en Tunisie, ne s'étend aux terrains non bâtis que si l'emprise expropriée ne permet plus de tirer parti du surplus de la parcelle expropriée (1).

(1) La loi du 3 mai 1841, pas plus que l'ordonnance du 1er octobre 1844 spéciale à l'Algérie, ne sont applicables en Tunisie : trib. de Tunis, 14 déc. 1891 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 145) ; 15 janv. 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 212) ; la matière est réglée, dans la Régence, par le décret du 30 août 1858, qui n'est d'ailleurs que le règlement de la municipalité de Tunis : V. ce décret sous trib. de Tunis, 17 juin 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 485) ; *Adde*, trib. de Tunis, 13 juill. 1891 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 489).

(Yunés c. Administration des Travaux publics tunisiens)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'offre de cession de la totalité de l'immeuble ; — Attendu que les premiers juges ont fait une saine interprétation de l'art. 12 du décret du 20 moharem 1275 (30 août 1858) en décidant que cet article ne s'étendait aux terrains non bâtis que si l'emprise expropriée ne permettait plus de tirer parti du surplus de la parcelle expropriée ; — Qu'il convient de confirmer leur décision de ce chef ;

Par ces motifs : — Confirme.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes OTTEN et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

10 décembre 1900

Responsabilité, postes et télégraphes, pli chargé, valeurs, soustraction, poids différent au départ et à l'arrivée.

S'il est vrai que l'administration des postes et télégraphes, ne pouvant ni ne devant vérifier l'exactitude des déclarations de chargement qui lui sont faites, ne peut être responsable de l'existence du chargement tel qu'il est déclaré, il est certain, en revanche, que cette administration est tenue de rendre les plis chargés tels qu'elle les a reçus ; spécialement, elle doit les livrer à destination avec le poids exact qu'ils avaient au départ, sauf la différence minime de tolérance d'usage ; — Et ne saurait être considérée comme telle, pour une lettre chargée, une différence de 2 grammes 95 centigrammes (1) ;

En pareil cas, la responsabilité de l'administration ne peut être dégagée par l'acceptation que le destinataire aurait faite de ladite lettre chargée, alors que, contrairement à l'obligation qui lui incombe, l'administration a négligé d'indiquer, à l'arrivée, sur l'enveloppe, au moyen d'une empreinte spéciale, la différence de poids présentée par le pli (2).

(1, 2) En ce sens, cass., 11 nov. 1878 (D. P. 78. 1. 465) ; req. 5 févr. 1873 (D. P. 73. 1. 193).

(Carréga c. Administration des postes et télégraphes)

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui concerne l'administration des postes et télégraphes; — Attendu que le samedi, 19 février 1898, entre 10 et 11 heures du matin, le sieur Millet, employé du sieur Carréga, commerçant à Rio Salado, a déposé au bureau de poste de cette commune une lettre adressée au directeur du Crédit Lyonnais à Oran, ladite lettre portant sur l'enveloppe la mention suivante : « Valeur déclarée 2,260 fr. » ; — Attendu que le sieur Millet a fait opérer la formalité du chargement; — Que la receveuse des postes a accepté sans observations la lettre à elle présentée et constaté que cette lettre pesait 24 gram.; — Attendu que le pli dont s'agit est parvenu au bureau d'Oran le même jour, 19 février 1898, à 5 h. 50 m. du soir, et qu'il n'a néanmoins été timbré que le 20 au matin; — Qu'il a été remis au destinataire, dont les bureaux sont fermés le dimanche, le lundi, 21 février, et que décharge a été donnée par le Crédit Lyonnais sur le carnet du facteur; — Attendu que, conformément au règlement de cet établissement, la lettre a été aussitôt ouverte en présence du sous-directeur et du contrôleur; — Qu'il fut alors constaté par le directeur, assisté des deux susnommés, que le pli chargé ne contenait, outre la lettre annonçant l'envoi de 2,260 fr. et spécifiant les numéros des neuf billets de banque qui composaient cette somme, que deux billets de 100 fr., trois billets de 20 fr. et des fragments de journaux paraissant à Oran; — Qu'il manquait donc quatre billets de 500 fr. chacun; — Attendu qu'il résulte de l'instruction ouverte le même jour, sur la plainte du Crédit Lyonnais, ladite instruction soumise à la Cour, après communication aux parties : 1° que l'enveloppe avait été ouverte sur le côté droit, puis recollée; 2° que la lettre telle qu'elle a été remise au destinataire ne pesait que 21 gram. 5 centigram.; — Attendu qu'en cet état des faits, l'administration appelante soutient : 1° que la demande de Carréga n'est pas recevable par application de l'art. 3, § 2, de la loi du 4 juin 1859, la lettre ayant été remise au destinataire, qui en a donné reçu; 2° qu'en fait, la lettre a été spoliée avant d'avoir été confiée au service des postes;

Sur la fin de non recevoir : — Attendu qu'il a été reconnu par les agents du service des postes, entendus au cours de l'information, que la lettre litigieuse n'a pas été, contrairement au règlement, pesée et vérifiée par eux à son arrivée à Oran; — Attendu qu'il est constant, ainsi qu'il a été dit plus

haut, que cette lettre pesait 24 gram. au moment où elle a été chargée au Rio-Salado, et qu'elle ne pesait plus que 21 gram. 5 centigram. au moment où elle a été remise au destinataire ; — Attendu que, contrairement encore au règlement général, cette différence importante de poids n'a pas été indiquée sur l'enveloppe au moyen de l'apposition d'une empreinte spéciale à l'encre rouge ; — Qu'il est donc constant pour la Cour que le Crédit Lyonnais n'a consenti à recevoir la lettre et à en donner reçu que parce qu'il a été induit en erreur par le fait des agents de l'administration des postes sur l'état d'intégrité apparente du chargement à lui adressé par Carréga ; — Attendu que, dans ces conditions, l'art. 3, § 2, de la loi du 4 juin 1859 ne peut recevoir d'application ;

Sur la spoliation partielle de la lettre : — Attendu que soit que la lettre chargée contienne les valeurs déclarées, soit qu'elle ne les contienne pas, l'administration est libérée par la remise de cette lettre, pourvu qu'elle soit dans un parfait état d'intégrité ; — Attendu qu'il n'a été remis au Crédit Lyonnais qu'une lettre présentant un défaut de poids de 3 grammes et dont l'enveloppe avait été frauduleusement ouverte et refermée ; — Attendu que, dans ces conditions, ce n'est pas à l'intimé qu'il incombe de prouver que la spoliation a été commise par un agent des postes déterminé, mais que c'est au contraire à l'administration qu'il appartient d'établir que la lettre lui a été confiée dans l'état où elle a été remise au Crédit Lyonnais ; — Attendu que l'administration ne fait pas cette preuve et qu'elle se borne, à cet égard, à soumettre à la Cour des hypothèses dont rien, dans la procédure, n'établit le bien fondé ; — Attendu, enfin, qu'il importe de retenir : 1° que la receveuse de Rio-Salado a fait le chargement sans observations ; 2° qu'au cours de la procédure la même receveuse a déclaré que, si l'enveloppe lui avait été présentée avec une trace de colle semblable à celle qui subsiste, elle s'en fût certainement aperçue et qu'elle n'eût pas accepté le chargement sans en faire l'observation ; — Attendu, en conséquence, qu'il y a lieu de confirmer la décision des premiers juges ;

En ce qui touche le Crédit Lyonnais : — Attendu qu'il résulte suffisamment de ce qui précède que la mise en cause de cet établissement par Carréga était inutile et sans objet ;

Attendu, quant aux dépens de première instance et d'appel envers ledit établissement, qu'ils doivent être mis à la charge de Carréga et non à celle de l'administration des postes ;

Par ces motifs : — Rejette comme mal fondée la fin de non recevoir tirée de l'art. 3, § 2, de la loi du 4 juin 1859 ; — Dit

qu'il a été bien jugé, mal appelé; — Confirme le jugement déféré et ordonne qu'il sortira effet.

MM. DANNERY, *prés.*; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes BORDET, TILLOY et REY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

19 novembre 1900

Compétence, Algérie, eaux, concession, syndicat, usager, contestation, tribunal civil.

En Algérie, la juridiction civile est seule compétente pour connaître de la demande formée par un usager contre un syndicat afin d'obtenir de celui ci la délivrance des eaux, déjà réparties et réglementées, afférentes à un terrain compris dans la zone irrigable et dont il a aliéné la propriété en se réservant personnellement et exclusivement l'usage de ces eaux (1).

(Syndicat de l'Oued-Bouchemia c. Teule)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la compétence : — Attendu qu'aux termes de la loi du 16 juin 1851, la propriété des sources et rivières en Algérie appartient à l'État ; — Que, dans certaines régions, l'État, tout en conservant la propriété des eaux, en a concédé la jouissance à des commissions ou syndicats dans des conditions qu'il a déterminées ; — Qu'il appartient donc à l'autorité administrative de sanctionner et rendre exécutoires par son approbation les règlements et statuts élaborés par ces commissions et syndicats, mais que les conventions particulières librement intervenues entre ces derniers et les usagers, quant au mode de distribution et délivrance des eaux aux parcelles déclarées irrigables, constituent un contrat de droit purement civil ; — Que les tribunaux ordinaires sont donc seuls compétents pour connaître des difficultés qui peuvent

---

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous la loi du 16 juin 1851, à sa date, dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Agérie annoté.*

s'élever entre les parties contractantes au sujet de cette distribution ; — Attendu que la demande de Teulc a pour but d'obtenir du syndicat non pas la réglementation ni la réparation, mais la délivrance des eaux, déjà réparties et réglementées, afférentes à un terrain compris dans la zone irrigable et dont il a aliéné la propriété en se réservant personnellement et exclusivement l'usage de ces eaux ; — Que, par suite, la jurisprudence civile est compétente pour statuer ;

Au fond..... (sans intérêt) ;

Par ces motifs : — Confirme, etc.

MM. ZILL DES ILES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes REY et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

31 décembre 1900

Exploit, signification, copie sous pli fermé, cachet de l'huissier. — Jugement par défaut, paiement des condamnations et des dépens, réserve d'opposition, acquiescement, appel. — Dernier ressort. demande principale, frais, intérêts et dommages-intérêts.

Répond suffisamment à l'esprit et au vœu de la loi du 15 février 1899, la mention apposée par l'huissier sur l'original d'un exploit qu'il a laissé copie dudit exploit sous enveloppe fermée « portant inscription et cachet conformément à la loi », alors même que l'huissier n'a pas précisé que ce cachet était le sien ;

Ne constitue pas un acquiescement à un jugement de défaut le fait, par la partie condamnée, de solder le montant des condamnations et les dépens, lorsque ce paiement est fait « sous réserve du droit d'opposition » ; en tous cas, pareil moyen ne peut pas être soulevé pour la première fois en appel ;

En principe, la demande principale est la seule dont le quantum doive déterminer le taux du ressort ; les intérêts, les frais et les dommages-intérêts fondés exclusivement sur la demande principale sont des accessoires de celle-ci et ne peuvent lui être rattachés pour en élever le chiffre.

(Teissier c. Xerri)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que Xerri soutient que l'appel est nul en la forme et en tous cas irrecevable : — 1° Qu'il est nul parce que la copie de l'acte d'appel, laissée par l'huissier non pas à Xerri, mais au fils de ce dernier, porte la mention suivante : « J'ai laissé copie du présent sous enveloppe fermée portant inscription et cachet conformément à la loi », et que l'huissier devait préciser que ce cachet était le sien ; — Que cette dernière mention était prescrite à peine de nullité aux termes des art. 68 et 70 C. pr. civ., modifiés par la loi du 15 février 1899 ; — Mais attendu que l'omission du mot « mon » sur ladite copie ne peut donner lieu à aucune équivoque quant à l'identité du cachet de l'huissier, et que la formule employée par ce dernier répond suffisamment à l'esprit et au vœu de la loi ;

2° Que ledit appel est irrecevable parce que Teissier a acquiescé au jugement de défaut, en soldant, non seulement le montant des condamnations en principal, mais encore les dépens, lesquels d'après les prescriptions de l'art. 137 C. pr. civ., ne peuvent être compris dans l'exécution provisoire ; — Mais attendu que Xerri n'a pas, en première instance, contesté la recevabilité de l'opposition, qu'il n'est donc pas fondé à soulever ce moyen pour la première fois en appel ; — Qu'au surplus la quittance délivrée par l'huissier porte que Teissier a payé sous réserve du droit d'opposition ; — Attendu, en conséquence, que ces deux premiers moyens doivent être rejetés ;

Attendu enfin que Xerri soutient que l'appel est encore irrecevable, la demande principale étant inférieure au chiffre de 1,500 fr. et le tribunal ayant, par suite, statué en dernier ressort ; — Attendu que Teissier objecte qu'il a réclamé, comme conséquence de l'accueil de son opposition, le remboursement de la somme qu'il avait versée en principal, et en outre, les intérêts et frais, avec allocation de 2,000 fr. de dommages-intérêts, et que la réunion des ces demandes forme un chiffre supérieur à 1,500 fr. ; — Mais attendu qu'en principe, la demande principale est la seule dont le quantum doit déterminer le taux du ressort ; — Que les intérêts et les dépens ne sont que des accessoires qui ne peuvent être rattachés à la demande principale pour en élever le chiffre ; — Qu'il en est de même des dommages-intérêts réclamés, cette demande étant exclusivement fondée sur la demande principale ; — Qu'en effet, elle est uniquement basée sur ce fait que

l'action intentée par Xerri aurait eu un caractère vexatoire et de mauvaise foi ; — Qu'il échet, en exécution des prescriptions de l'art. 639 C. com., de décider que le tribunal a statué en dernier ressort et que l'appel n'est pas recevable;

Par ces motifs : — Dit que le jugement entrepris a statué en dernier ressort ; — Qu'en conséquence, l'appel n'est pas recevable, etc.

MM. ZILL DES ILES, *ff. prés.* ; ÉTIENNE, *subst. du proc. gén.* — Mes OTTEN et REY, *av.*

TRIBUNAL D'ORAN (Ch. civ.)

10 décembre 1900

Testament, Algérie, greffier-notaire au titre II, formes, authenticité, séquestre, mainlevée, exécution provisoire.

Le testament spécial prévu par l'art. 8 du décret du 18 janvier 1875, sur l'exercice des fonctions notariales par les greffiers de justice de paix de l'Algérie, n'exige pas que la réception de la dernière volonté du testateur soit constatée avec toutes les formalités exigées par les art. 971 et 972 C. civ. (1) ;

Le testament reçu par le greffier-notaire au titre II n'est pas un acte authentique permettant au juge d'ordonner l'exécution provisoire (2).

(Viala)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le testament spécial prévu par l'art. 8 du décret du 18 janvier 1875 n'exige nullement que la réception de la dernière volonté du testateur soit constatée avec toutes les formalités exigées par les art. 971 et 972 C. civ. ; — Attendu que la simple lecture de cet article le prouve ; qu'il y est dit que le testament reçu par le greffier-notaire au titre II sera nul et non avenu si, en cas de survie du testateur, il n'a pas été renouvelé dans les six mois avec les formalités ordinaires devant les officiers publics compétents ; — Qu'il est manifeste que le législateur, en édictant que le testament serait renouvelé avec les formalités ordinaires, reconnaissait implicitement que le greffier-notaire au titre II n'était pas

(1, 2) V. la jurisprudence rapportée en note sous le décret du 18 janvier 1875 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 153, et notamment Alger, 17 oct. 1881.

tenu d'observer ces formalités ; — Attendu, d'ailleurs, que les dispositions du décret de 1875 sont, à cet égart, calquée, pour ainsi dire sur celles qui régissent les testaments militaires et maritimes ; que pour ces sortes de testament il n'est pas nécessaire que le testateur dicte ses dispositions ; qu'il peut les manifester à l'officier public de toute manière, soit par un écrit tracé de sa main ou de la main d'uu autre, soit par des réponses à ses interrogations soit par des signes (Labori, *Testament,* 323) ; — Attendu que le législateur de 1875 a considéré le Français ou l'européen perdu dans les parties éloignées du territoire algérien comme le soldat ou le marin servant hors la France ; que le testament reçu dans ces conditions est un testament provisoire, pour ainsi dire, dispensé de toutes formalités ; que la seule condition requise est qu'il reflète l'expression de la dernière volonté du décédé et soit reçu par l'officier ministériel en présence de deux témoins ; — Attendu, en fait, que le testament reçu par Me Nallet, greffier-notaire à Aïn-el-Arba, est bien l'expression de la dernière volonté du défunt ; qu'il est certain que ce dernier a voulu avantager celui de ses neveux qui était dans la situation de fortune la plus modeste ; — Attendu que les demandeurs allèguent vainement qu'il y a eu suggestion et captation, qu'ils n'apportent à l'appui de leurs dires aucun fait précis pouvant les faire admettre par le tribunal ;

Attendu, en ce qui concerne la mise sous séquestre des biens de la succession ordonnée par le président des référés, que le tribunal peut en ordonner la mainlevée ; qu'en effet, dans l'ordonnance du 23 janvier dernier, il n'est pas dit que le séquestre restera en fonctions jusqu'à la solution définitive du litige ; qu'on ne précise point quelle sera la durée des fonctions de ce séquestre ; qu'il parait même résulter des termes de l'assignation en référé que la mise sous séquestre n'a été ordonnée que pour la durée de l'instance devant le tribunal de céans ; que dans ces conditions le tribunal est compétent pour mettre fin à ce séquestre, ce qu'il n'aurait pu faire si ledit séquestre avait été institué jusqu'à la solution définitive du litige ; — Attendu, en ce qui concerne l'exécution provisoire de la mainlevée de ce séquestre, qu'il n'est pas possible de l'ordonner ; que le testament reçu par le greffier-notaire au titre II n'est pas un acte authentique ; que les formes sommaires dans lesquelles il est reçu le présument ; que le législateur de 1875, dans l'art. 6 dudit décret, dit que le greffier-notaire n'a pas la plénitude des attributions notariales ; qu'il ajoute que les actes rédigés par lui ne vaudront que comme écrits sous signatures privées ;

Par ces motifs : — Jugeant en premier ressort ; — Déboute purement et simplement les demandeurs de leurs fins et conclusions en nullité du testament de feu Pierre Viala ; — Ordonne la mainlevée du séquestre nommé par l'ordonnance du 23 janvier dernier ; — Dit toutefois n'y avoir lieu d'ordonner l'exécution provisoire pour les raisons sus-données.

M. PATRIMONIO, *prés.* — Mes ROUX-FREYCINENQ et ARON, *av.*

TRIBUNAL DE BOUGIE (Ch. musulm.)

31 janvier 1901

Habous, constitution, formes, rite hanéfite, licitation, vente de ses droits par un dévolutaire, acquéreur, partage.

D'après le rite hanéfite, le habous peut être constitué, soit verbalement, soit par acte authentique ou sous seing privé ; mais, dans le premier cas, un jugement de validation est nécessaire, lequel peut toutefois être remplacé par l'inscription, sur les registres du cadi, de l'acte constitutif (1) ;

L'un des dévolutaires du habous peut vendre tout ou partie de ses droits sur les immeubles habousés et son acquéreur a le droit de poursuivre le partage desdits immeubles (2).

(Blidi)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Blidi Aïcha a assigné les consorts Blidi en liquidation et partage des biens dépendant de la succession de son père El Hadj Ahmed Blidi ; — Qu'à cette demande, à laquelle s'est jointe la nommée Fathma, les consorts Blidi ont répondu qu'un habous avait été constitué le 15 septembre 1870 et que les demanderesses n'avaient aucun droit sur les immeubles habousés, à cause de l'inobservation par elles des clauses édictées dans ledit habous ; — Attendu que chacune des parties a présenté une traduction différente : l'une, celle des demanderesses, n'établissant aucune déchéance, le droit de se marier ne leur étant pas interdit ; l'autre, celle des défendeurs, établissant une déchéance et cela parce que, malgré la volonté du fondateur du habous, elles avaient contracté mariage ; — Attendu que,

(1, 2) V. les études publiées dans la *Rev. Alg.*, 1897. 1. 312 et suiv. ; 1900. 1. 105 et suiv.

dans ces conditions, une mesure préparatoire fut ordonnée le 5 avril 1901 par le tribunal à l'effet de savoir laquelle des deux traductions exprimait réellement la volonté du fondateur du habous; — Attendu que les experts commis ont pris comme original, pour servir de base à leur expertise, l'acte inscrit sur les registres du cadi; qu'ils ne pouvaient faire autrement, puisque, suivant le rite hanéfite (rite choisi par le fondateur), deux façons de constituer un habous se trouvent en présence: — L'une, verbale ou par acte sous seing privé; — L'autre, par acte authentique; — Attendu que la première, pour être valable, a besoin d'être validée par un jugement, tandis que la deuxième se suffit à elle-même par le seul fait que le habous a été passé devant le cadi; — Qu'il y a lieu de conclure de cette différence de formalités que si le jugement est exigé, ce n'est simplement que pour remplacer l'authenticité, authenticité qui au contraire ne fait pas défaut à l'acte passé devant le cadi; que, dès lors, si, dans le premier cas, c'est-à-dire dans le cas de habous sous seing privé ou verbal, le jugement rendu devient l'origine du habous, on doit forcément conclure que dans le deuxième il doit en être de même pour la transcription faite sur les registres du cadi, puisqu'elle dispense du jugement de validation; — Que par suite c'est à bon droit que les experts ont pris pour base de leur expertise l'acte inscrit sur les registres du cadi; — Attendu qu'il ressort de leur expertise que les demanderesses n'ont encouru aucune déchéance et que leur mariage ne les a point privées du droit que leur concédait le fondateur du habous; — Qu'il y a lieu d'adopter les conclusions de ce rapport et de déclarer que le habous remplit toutes les conditions voulues par la loi musulmane pour sa validité, que, par suite, il doit produire son plein et entier effet, suivant les lois en vigueur; — Attendu qu'il est incontestable que, par arrêtés du gouverneur de l'Algérie, en date des 8 septembre et 7 décembre 1830, tous les biens définitivement dévolus à leur destination pieuse furent réunis au domaine de l'État; que, par ordonnance du 1er octobre 1844, l'inaliénabilité fut considérée comme inexistante toutes les fois que le bien habousé se trouve, à la suite de transaction, entre les mains d'un européen; — Que la loi du 16 juin 1851 confirme ce principe; — Qu'enfin, le décret du 30 octobre 1858 ne fait que l'étendre à l'égard de tous acquéreurs; — Attendu que la loi de 1873 (art. 1er et 7) ne fait que consacrer ces principes, tout en établissant une distinction entre le droit personnel et successoral, qui subsiste dans son entier, et le droit réel, qui frappe et démembre l'immeuble habousé, droit régi par les arrêtés, ordonnances, lois et

décrets susénoncés ; — Que, par suite, le législateur ne reconnaît au fondateur du habous que le droit de déroger aux règles de la dévolution successorale, tout en lui refusant le droit d'établir des biens de mainmorte contre la volonté des dévolutaires du habous ; — Attendu qu'il résulte de ces dispositions que l'un des dévolutaires peut vendre tout ou partie de ses droits sur les immeubles habousés et que l'acquéreur à le droit de poursuivre le partage des immeubles habousés ; qu'on ne saurait admettre que l'acquéreur ait plus de droits que le vendeur ; — Qu'il s'ensuit, dès lors, que le dévolutaire possède lui-même les droits qu'on ne saurait contester à son acquéreur ; — Attendu que, dans cette situation, il n'y a pas lieu d'établir de distinction entre les immeubles habousés soumis à la loi française et situés dans Bougie ou dans la banlieue, et ceux soumis à la loi musulmane et le droit civil (art. 3 et 686 C. civ.) ; — Que les droits des demandeurs se trouvant nettement établis par le habous même, il y a lieu de rechercher si, avant la vente sollicitée, le partage en nature est ou non praticable ;

Par ces motifs : — Statuant en matière civile et premier ressort ; — Entérine le rapport des experts, etc.

M. DELIEUX, *prés.*

TRIBUNAL DE L'OUZARA

7 juin 1900

Notaire tunisien, notaire israélite, décret du 29 janvier 1886, régime antérieur, actes, réception, grand rabbin, autorisation.

Antérieurement au décret du 29 janvier 1886, qui a soumis les notaires israélites aux mêmes règles que les notaires indigènes, les premiers pouvaient valablement recevoir des actes sur simple autorisation du grand rabbin, sans avoir été nommés par amra du bey.

(Hassid c. Ben Dana)

MAROUDH

Me Bonan, avocat, mandataire de Joseph Hassid, fils de Messaoud Fitoussi, a prétendu que son mandant était propriétaire des trois quarts du fondouk Mohania, à Béja, et a exposé que Boukhobza et Semha ont demandé l'immatriculation de la totalité d'un fondouk, se prévalant d'un

titre rédigé en hébreu. Cet acte, qui mentionne que Joseph Hassid a vendu les trois quarts susdésignés à son père Choua moyennant 5,000 fr., a été dressé le 26 mai 1885 par les notaires Rebbi ben Dana et Mardochée Maarek ; — Me Bonan a donc demandé la mise en accusation des deux rabbins susnommés en disant qu'il ne sont point notaires et qu'ils n'ont pas de lettre de service. Le premier des deux notaires est actuellement décédé, le second a reconnu que la pièce porte son paraphe et qu'il se porte fort du témoignage relaté dans ladite pièce et pris contre le demandeur susnommé ; il a, en outre, reconnu qu'il n'avait pas d'amra beylical le nommant notaire, mais il a ajouté que, lors de la rédaction dudit acte, les notaires israélites pouvaient recevoir les actes sur simple autorisation du grand rabbin ; que lui et son collègue étaient autorisés à recevoir les actes, et qu'ils ont exercé leurs fonctions jusqu'à la promulgation du décret beylical du 29 janvier 1886, établissant que les notaires israélites ne peuvent exercer leurs fonctions qu'en vertu d'un amra beylical ; — Le mandataire de Rebbi Mardochée Maarek a produit un témoignage du grand rabbin portant expressément que les notaires israélites exerçaient avant la promulgation du décret précité les fonctions de notaire sur simple autorisation du grand rabbin ; que les deux notaires, dans l'acte de vente dont s'agit, étaient très réputés parmi ceux qui exerçaient ces fonctions avec l'autorisation susdite et que ladite vente du 26 mai 1885 a eu lieu avant la promulgation du décret appliquant aux notaires israélites le règlement concernant les notaires indigènes ; — Attendu que le mandataire du demandeur ne peut réfuter ces arguments et qu'il est constant que, d'après tout ce qui a été exposé, l'acte de vente a été reçu par les deux rabbins alors qu'ils pouvaient recevoir les actes en vertu de l'autorisation du grand rabbin et dans les mêmes conditions que leurs collègues ; — Attendu que des actes semblables ont déjà été présentés dans des cas analogues et que par conséquent cet acte est valable ;

Par ces motifs : — Plaise à notre seigneur et maître S. A. le Bey déclarer irrecevable l'accusation de la récusation du témoignage des rabbins sus-nommés.

JUGEMENT

Nous ordonnons d'agir conformément à la teneur du jugement exposé dans la présente copie. (Empreinte du sceau d'Ali Pacha Bey.)

M. Si M'hamed bou Hageb, *prés.* — Mes Bonan et Bodoy, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

11 avril 1901

Élections municipales, Algérie, indigène musulman, décret du 7 avril 1884, éligibilité, propriétaire foncier.

L'art 2 du décret du 7 avril 1884, en mentionnant la qualité de propriétaire foncier parmi celles que doit avoir l'indigène musulman pour être admis à l'électorat municipal, n'exige pas que la propriété appartenant à cet indigène soit située dans le territoire de la commune sur la liste électorale de laquelle il sollicite son inscription (1).

(Taïeb)

ARRÊT

LA COUR, — Vu l'art. 2 du décret du 7 avril 1884 ; — Attendu que cet article, en mentionnant la qualité de propriétaire parmi celles que doit avoir l'indigène musulman pour être admis à l'électorat municipal, n'exige pas que la propriété appartenant à cet indigène soit située dans le territoire de la commune sur la liste électorale de laquelle il sollicite son inscription ; — Attendu qne le jugement attaqué constate que le demandeur, indigène musulman, précédemment inscrit sur la liste électorale de la commune de Philippeville, remplit les conditions d'âge et de résidence prescrites par le décret ; qu'il constate, en outre, qu'il est propriétaire foncier à Stora, commune limitrophe de celle de Philippeville ; — Qu'il refuse néanmoins d'ordonner le rétablissement de son nom sur la liste électorale de la commune de Philippeville, dont il a été rayé par la commission administrative, par cet unique motif qu'il n'est pas propriétaire dans la commune même ; qu'en statuant ainsi, il a violé l'article susvisé ;

---

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous le décret du 7 avril 1884 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté,* p. 630.

Par ces motifs : — Casse le jugement du juge de paix de Philippeville du 21 février 1901 et renvoie devant le juge de paix d'El-Arrouch.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.*; REYNAUD, *rap.*; SARRUT, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

19 mars 1901

Motifs des jugements, élections municipales, Algérie, listes électorales, indigène musulman, radiation, décret du 7 avril 1884.

Justifie sa décision par une appréciation souveraine des faits et documents de la cause et ne viole aucune loi le juge qui, pour ordonner la radiation d'un indigène musulman des listes électorales de la commune, déclare qu'il n'est ni propriétaire foncier ni fermier d'une propriété rurale (1).

(Loussif Messaoud)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 du décret du 7 avril 1884, les indigènes musulmans, pour être admis à l'électorat municipal, doivent être âgés de vingt-cinq ans, avoir une résidence de deux années consécutives dans la commune, et se trouver, en outre, dans l'une des conditions suivantes : être propriétaire foncier ou fermier d'une propriété rurale ; être employé de l'Etat, du département ou de la commune; être membre de la légion d'honneur, décoré de la médaille militaire, d'une médaille d'honneur ou d'une médaille commémorative donnée ou autorisée par le gouvernement français, ou titulaire d'une pension de retraite; — Attendu qu'il est déclaré par le jugement attaqué que Loussif Messaoud ben Ali qui, pour être maintenu sur les listes électorales de la commune de Lambèze, soutenait qu'il satisfaisait à la pre-

---

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous le décret du 7 avril 1884 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p, 630.

mière des conditions susmentionnées, n'est ni propriétaire foncier ni fermier d'une propriété rurale ; — Qu'en statuant ainsi, par une appréciation souveraine des faits et des documents de la cause, et en ordonnant, en conséquence, que le demandeur serait rayé des listes électorales de Lambèze, le juge de paix de Batna a justifié sa décision et n'a violé aucune loi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre le jugement du juge de paix de Batna du 20 février 1901.

MM. BERNARD, *prés.* ; DURAND, *rap.* ; MELCOT, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

18 avril 1901

Art de guérir, Algérie, médecine, dentiste, décret des 7-12 août 1896, dispositions transitoires, patente.

Les dispositions de l'art 1er du décret des 7-12 août 1896 portant règlement d'administration publique pour l'application à l'Algérie de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine sont des dispositions exceptionnelles ayant pour but de sauvegarder les situations acquises en Algérie par les dentistes non diplômés inscrits sur le rôle des patentes au 1er janvier 1896, et ne sauraient être étendues à ceux qui n'ont été inscrits sur ledit rôle qu'à une date postérieure à celle fixée par ledit décret ; — Peu importe d'ailleurs que la personne inscrite postérieurement au 1er janvier 1896 ait acquitté les droits fiscaux se rattachant à la patente pour l'année 1896 tout entière.

(Aiglon)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des art. 32 de la loi du 30 novembre 1892 et 1er du décret du 7 août 1896 ; — Attendu que, suivant les termes de l'art. 1er du décret des 7-12 août 1896 portant règlement d'administration publique pour l'application à l'Algérie de la

loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine, le droit d'exercer l'art dentaire dans les conditions prévues par l'art. 32 de la loi de 1892 est maintenu à tout dentiste justifiant qu'il est inscrit au rôle des patentes au 1er janvier 1896 ; — Attendu que les articles susvisés font partie des dispositions transitoires qui ont eu exclusivement pour but de sauvegarder les situations acquises en Algérie par les dentistes non diplômés qui étaient inscrits sur le rôle des patentes au 1er janvier 1896, et que le bénéfice exceptionnel ne saurait en être étendu à ceux qui n'ont été inscrits sur ledit rôle qu'à une date postérieure à celle qui a été fixée par le décret ; — Attendu qu'il résulte des constatations souveraines de l'arrêt attaqué que le demandeur Aiglon n'a été patenté comme dentiste que le 17 août 1896, et qu'il importe peu qu'il ait acquitté les droits fiscaux se rattachant à la patente pour l'année 1896 tout entière ; — Que cette circonstance est inopérante en ce qui concerne l'application du décret du 7 août puisque, suivant les termes formels de ce décret, Aiglon n'était pas inscrit sur le rôle à la date du 1er janvier 1896 ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt d'Alger du 15 février 1901.

MM. Lœw, *prés.* ; Roulier, *rap.* ; Cottignies, *av. gén.* — Me Mimerel, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

23 février 1901

Cour d'assises, tribunal criminel, Tunisie, procédure, nullité, arrêt de renvoi, assesseurs français, serment, qualités du jugement.

Aucun moyen de nullité tiré de la procédure antérieure à l'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises et qui doit être considérée comme régulière ne peut plus être, soit directement, soit indirectement, soumis à la Cour de cassation ;

En conséquence, est irrecevable le moyen pris de la violation des droits de la défense et de l'art. 332 C. instr. crim., en ce que le juge de paix et le commissaire de police ont, à plusieurs reprises, procédé à l'interrogatoire d'un inculpé et de témoins indigènes ne parlant pas la langue française

sans l'assistance d'un interprète, l'irrégularité prétendue ayant été couverte du jour où l'arrêt de renvoi, contre lequel l'inculpé ne s'est pas pourvu, a acquis l'autorité de la chose jugée;

N'est pas fondé le moyen tiré du fait que le jugement attaqué n'établit pas que les assesseurs français du tribunal criminel de Tunis aient prêté en audience publique et en présence de l'accusé le serment prescrit par l'art. 312 C. instr. crim., lorsqu'il résulte manifestement des constatations du jugement entrepris que c'est bien à l'audience publique, alors que le tribunal correctionnel assemblé siégeait au criminel, que les assesseurs ont prêté le serment prescrit par ledit article, et que ce serment a été prêté en présence de l'accusé comparant, avant la lecture de l'arrêt de renvoi par le greffier.

(Assous)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen pris de la violation des droits de la défense et de l'art. 332 C. instr. crim., en ce que le juge de paix de Béja et le commissaire de police ont, à plusieurs reprises, procédé à l'interrogatoire d'Assous et de divers témoins indigènes ne parlant pas la langue française sans l'assistance d'un interprète: — Attendu que l'irrégularité prétendue ci-dessus relevée, fût-elle réelle et assez grave pour entraîner nullité, a été couverte du jour où l'arrêt de renvoi, contre lequel Assous ne s'est pas pourvu, a acquis l'autorité de la chose jugée; qu'aucun moyen de nullité tiré de la procédure antérieure à l'arrêt de renvoi et qui doit être considérée comme régulière, ne peut plus être, soit directement, soit indirectement, soumis à la Cour de cassation;

Sur le deuxième moyen, pris de la violation de la loi du 20 avril 1810, art. 7, de l'art. 312 C. instr. crim., en ce que le jugement attaqué n'établit pas que les assesseurs aient prêté en audience publique, et en présence de l'accusé, le serment prescrit par l'art. 312 précité : — Attendu que les qualités du jugement entrepris relatent que : « Le tribunal de Tunis (Ch. correct.), siégeant au criminel, composé de MM. Props, vice-président, Blavier et Raudet, juges suppléants, et de MM. ..., assesseurs français, lesquels assesseurs ont, avant l'ouverture des débats, prêté le serment prescrit par l'art. 312

C. instr. crim., s'est assemblé publiquement au palais de justice de Tunis, lieu ordinaire de ses séances, et a rendu le jugement dont la teneur suit : — Entre le ministère public, d'une part, et le nommé Assous, Joseph, détenu comparant assisté de Me....., son défenseur, d'autre part. Les assesseurs ont prêté le serment prescrit par la loi. Le greffier a donné lecture de l'arrêt de renvoi, etc. » ; — Que de ces constatations résulte manifestement que c'est bien à l'audience publique, alors que le tribunal correctionnel assemblé siégeait au criminel, que les assesseurs ont prêté le serment prescrit par l'art. 312 C. instr. crim. et que ce serment a été prêté en présence de l'accusé comparant, avant la lecture de l'arrêt de renvoi par le greffier ; — Qu'ainsi, le second moyen n'est pas fondé ;

Attendu, d'ailleurs, que la procédure est régulière ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre le jugement du tribunal criminel de Tunis du 7 novembre 1900.

MM. Lœw, *prés.*; Le Grix, *rap.*; Duboin, *av. gén.* — Me Cordoën, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

9 février 1901

Pourvoi en cassation, Algérie, matière répressive, décret du 19 août 1854, jugement en premier ressort, appel, ministère public.

En matière répressive, la circonstance qu'un jugement rendu en premier ressort n'a pas été frappé d'appel par le ministère public n'a pu faire perdre audit jugement son caractère de sentence rendue en premier ressort ;

En conséquence, la voie du recours en cassation n'est pas ouverte contre lui.

(Ministère public c. Dame Couchez)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité du pourvoi ; — Attendu qu'aux termes des art. 407 et 413 C. instr. crim., les jugements ou arrêts rendus en dernier ressort peuvent seuls être l'objet

d'un recours en cassation ; — Attendu que le jugement entrepris était en premier ressort et dès lors susceptible d'être attaqué par la voie de l'appel conformément aux art. 2 § 3 et 3 du décret du 19 août 1854 portant organisation de la justice en Algérie ; — Qu'en effet, la dame Couchez était prévenue du délit prévu par l'art. 2 de la loi du 17 juillet 1880 sur l'ouverture des débits de boissons et puni par l'art. 4 d'une amende de 16 à 100 fr. ; — Que le tribunal de police à compétence étendue de Médéa a été appelé à statuer sur ce délit, suivant les termes de l'art. 2 § 3 du décret précité du 19 août 1854, et que, suivant l'art. 3 du même décret, il appartenait au ministère public d'interjeter appel de la décision qui a renvoyé la dame Couchez ; — Que si le demandeur a laissé cette décision devenir définitive à son égard faute d'en avoir interjeté appel dans le délai légal, cette circonstance n'a pu faire perdre au jugement attaqué son caractère de sentence rendue en premier ressort contre laquelle la loi n'autorise pas la voie extraordinaire du recours en cassation ;

Par ces motifs : — Déclare non recevable le pourvoi formé contre le jugement du juge de simple police à compétence étendue de Médéa du 19 juillet 1900.

MM. Lœw, *prés.* ; Roulier, *rap.* ; Dubois, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

23 mars 1901

Jugement et arrêt, Cour d'appel, composition irrégulière, conseiller ayant siégé dans la même cause comme juge de première instance, nullité.

Est nul comme violant le principe du double degré de juridiction, l'arrêt auquel a concouru un conseiller qui avait déjà figuré comme juge en première instance dans la même cause.

(Hafiz Kaddour)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris de la composition irrégulière de la Cour d'appel et de la violation du principe du double degré de juridiction ; — Vu les art. 199 et 202 C. instr. crim. et 7 de la loi du 20 avril 1810 ; — Attendu que la loi, en sou-

mettant la même poursuite à un double degré de juridiction, et en confiant l'examen du recours à un juge supérieur, a voulu assurer une garantie efficace à la justice ; — Que ce recours serait illusoire si le même magistrat pouvait, dans la même affaire remplir son office devant les deux degrés de juridiction ; — Attendu, en fait, que, suivant jugement rendu par défaut le 20 juin 1899, le demandeur a été déclaré coupable du délit de banqueroute simple; — Qu'un second jugement, rendu contradictoirement sur son opposition le 5 avril 1900, a dit maintenir cette déclaration de culpabilité ; — Qu'il a été statué sur appel par arrêt du 25 janvier 1901 ; — Attendu que M. Cardot figure comme ayant pris part au jugement rendu le 20 juin 1899 ; — Que le même magistrat, promu conseiller, a pris part à l'arrêt du 25 janvier 1901 ; — Qu'il a ainsi rempli l'office de juge successivement en première instance et en appel dans une même cause ; — D'où il suit que l'arrêt entrepris a été rendu en violation des textes susvisés ;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt de la Cour d'Alger du 25 janvier 1901 et renvoie devant la Cour d'Aix.

MM. Lœw, *prés.*; Laurent-Atthalin, *rap.*; Dubois, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

30 mars 1901

Cumul d'infractions, non cumul des peines, meurtre, détention d'arme prohibée, condamnation pour meurtre, condamnation à l'amende.

Lorsqu'un inculpé est déclaré, par une Cour d'assises, coupable de meurtre et de détention d'une arme prohibée, la peine de meurtre étant seule applicable dans l'espèce, conformément à l'art. 365 C. instr. crim., le coupable ne peut être condamné à l'amende.

(Otmani Mohamed)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'arrêt attaqué ayant été rendu le 15 février, le pourvoi devait être formé au plus tard le 19 du

même mois, qu'il l'a été seulement le 20, et qu'aucune pièce du dossier n'explique ce retard ; — Déclare non recevable le pourvoi... ;

Mais statuant sur le pourvoi formé à l'audience par M. l'avocat général, dans l'intérêt de la loi ; — Vu l'art. 365 C. instr. crim. ; — Attendu qu'Otmani Mohamed ben Abdelkader a été déclaré coupable de meurtre et de détention d'une arme prohibée ; que le meurtre emporte la peine des travaux forcés à perpétuité, et, en cas de circonstances atténuantes, celle des travaux forcés à temps ou de la réclusion, tandis que la détention d'armes prohibées n'est punie que d'emprisonnement et d'amende ; qu'il suit de là que la peine de meurtre était seule applicable dans l'espèce, et que la Cour d'assises d'Oran n'a pu condamner Otmani Mohamed ben Abdelkader à l'amende qu'en violant l'art. 365 susvisé ;

Par ces motifs : — Casse, mais seulement dans l'intérêt de la loi et quant à la disposition qui prononce la peine de 16 fr. d'amende, l'arrêt de la Cour d'assises d'Oran du 15 février 1901.

MM. LŒW, *prés.* ; ACCARIAS, *rap.* ; DUBOIN, *av. gén.*

CONSEIL D'ÉTAT

23 juillet 1898

Compétence, Algérie, droits de licence, contributions diverses, autorité judiciaire.

Les droits de licence perçus en Algérie, bien qu'établis d'après les mêmes éléments d'imposition que le droit proportionnel de patente, figurent aux tableaux annexés aux lois de finances parmi les produits des contributions indirectes et contributions diverses ;

En conséquence, les réclamations relatives à ces droits sont de la compétence des tribunaux judiciaires (1).

(Kaeuffer)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Considérant que si les droits de licence perçus en Algérie en vertu de la loi du 28 avril 1893, art. 39, et du décret du 27 juin 1893 sont établis d'après les

(1) V. sur ce principe de compétence, Ducrocq, *Cours de droit administratif*, 7e éd., t. 2, 428, p. 27 ; Laferrière, *Traité de la juridiction administrative*, 2e éd., t. 1, p. 691 et s.

mêmes éléments d'imposition que le droit proportionnel de patente, ils figurent aux tableaux annexés aux lois de finances et notamment à la loi du 16 avril 1895, non parmi les produits des contributions directes et taxes y assimilées, mais parmi ceux des contributions indirectes et contributions diverses; qu'ainsi la demande du sieur Kaeuffer est, d'après les lois des 7-11 décembre 1790 et 5 ventôse an XII, de la compétence de l'autorité judiciaire; que dès lors, la requête survisée n'est pas recevable;

Rejet...

MM. BERGER, *prés.*; GRUNEBAUM, *rap.*; ROMIEU, *com. du gouv.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

12 mars 1901

Expropriation publique, Algérie, prise de possession d'urgence, décret du 11 juin 1858, tribunal, pouvoirs, expertise, nullité proposée en appel.

En Algérie, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique avec prise de possession d'urgence, les tribunaux peuvent statuer sur le vu du seul rapport des experts nommés par le président du tribunal en exécution de l'art. 3 du décret du 11 juin 1858 et ne sont pas obligés de recourir à une nouvelle expertise (1);

L'exception tirée de la nullité d'une expertise ou de toute autre procédure doit être proposée in limine litis *et ne peut être soulevée pour la première fois en appel* (2).

(Sicard c. Commune d'Aïn-Temouchent)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les époux Sicard se bornent à demander en appel la nullité du jugement de première ins-

---

(1, 2) V. la jurisprudence rapportée sous l'art. 3 du décret du 11 juin 1858 (Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 107, note 1).

tance : 1° parce qu'il a été rendu sur la seule expertise à laquelle il a été procédé en exécution de l'art. 3 du décret du 11 juin 1858 alors qu'il n'aurait dû être rendu qu'après une seconde expertise; 2° parce que la commune ne justifie pas avoir fait notifier l'arrêté d'expropriation avec indication des jour et heure du transport des experts sur les lieux, conformément au même art. 3 du décret susvisé;

Sur le premier moyen : — Attendu que les tribunaux en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique avec prise de possession d'urgence peuvent statuer sur le vu du seul rapport des experts nommés par le président du tribunal en exécution de l'art. 3 du décret du 11 juin 1858 et ne sont nullement obligés de recourir à une nouvelle expertise;

Sur le second moyen : — Attendu en fait que les formalités de l'inobservation desquelles se plaignent les époux Sicard ont été accomplies; — Que la commune d'Aïn-Temouchent justifie en effet avoir fait plus que la publicité prescrite par le décret du 11 juin 1858; — Que, non contente de se borner à faire afficher le 20 octobre 1899, à Aïn-Temouchent, les époux Sicard habitant Oran et aucun occupant ne se trouvant alors sur la propriété d'Aïn-Temouchent, l'arrêté d'expropriation avec indication des jour et heure du transport sur les lieux, ladite commune a, le 24 octobre 1899, rempli la même formalité à Oran et notifié l'arrêté d'expropriation à la dame Sicard, en son domicile à Oran; — Qu'il est établi enfin, par le rapport des experts, que les époux Sicard ont connu les jour et heure du transport sur les lieux; qu'ils avaient fait le voyage d'Oran à Aïn-Temouchent pour assister à l'expertise, mais qu'après réflexion, ils ont refusé d'assister aux opérations des experts; — Attendu, au surplus, qu'il est de jurisprudence constante que l'exception tirée de la nullité d'une expertise ou de toute autre procédure doit être proposée *in limine litis;* — Que les époux Sicard n'ayant pas cru devoir proposer cette nullité devant les premiers juges ne sont plus recevables à le faire devant la Cour;

Par ces motifs : — Sans s'arrêter à l'appel des époux Sicard envers le jugement du tribunal civil d'Oran, du 9 avril 1900; — Confirme ledit jugement pour sortir plein et entier effet; — Déclare les appelants non recevables autant que mal fondés dans leur appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes GOUTTEBARON et OTTEN, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

7 janvier 1901

Testament, legs, incapacité de recevoir, médecin, garde-malades, légataire de la quotité disponible, paiement des legs particuliers, frais de délivrance, testament olographe, dépôt au consulat, exécution provisoire, défenses.

L'art. 909 C. civ., qui interdit aux médecins de recevoir certaines libéralités testamentaires, dérogeant au droit commun, ne peut revevoir une interprétation extensive et n'est pas applicable aux garde-malades ;

Le paiement des legs particuliers est exclusivement à la charge du légataire de la quotité disponible qui a accepté régulièrement ce legs à titre universel ;

Il en est de même, nonobstant l'art. 1016 C. civ., des frais de l'instance à laquelle a donné lieu la contestation dudit légataire qui succombe dans sa demande en nullité du testament ;

Un testament olographe déposé chez un notaire est un acte authentique, et, s'il est attaqué, le tribunal peut ordonner l'exécution provisoire du jugement qui le maintient ; — Mais il n'en est pas de même du testament déposé en pays étranger à la chancellerie du consulat de France.

(Nicod et Lagorce c. Chabrolles)

Le 1er février 1899, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE TUNIS ainsi conçu : •

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Georges Lagorce, de nationalité française, est décédé dans les environs de Tunis le 29 février 1898, laissant pour héritiers le sieur Léopold Lagorce, son fils, et la dame Lagorce, épouse Nicod, sa fille ; — Attendu que, par un testament olographe fait à Tunis le 20 février 1898 et déposé au consulat de France de cette ville, il a réglé en détail sa succession qui représente une valeur considérable ; — Attendu qu'il lègue par cet acte à la dame veuve F. Chabrolles : 1° une

somme de 25,000 fr. ; 2° une rente annuelle et viagère de 4,000 fr. payable par trimestre échu du jour de son décès ; 3° la jouissance viagère d'une part d'un huitième dans la société des mines de Rebkra, Renja et Sebbah ; — Attendu que la dame Françoise Chabrolles a assigné le sieur Léopold Lagorce et les époux Nicod en délivrance de ce legs ; — Attendu que le testament dont il s'agit remplit toutes les conditions de forme exigées par la loi ; — Attendu que les sommes et valeurs léguées à la dame Chabrolles ne dépassent pas la quotité disponible ; — Attendu que si la dame Chabrolles a soigné le sieur Georges Lagorce pendant la maladie dont il est mort, elle a fait appeler auprès de lui un médecin et qu'elle n'a pas rempli elle-même ce rôle ; — Attendu que l'art. 909 C. civ., qui interdit aux médecins de recevoir certaines libéralités testamentaires, déroge au droit commun et restreint la faculté qu'a toute personne majeure de disposer librement de sa fortune ; — Attendu que ce texte ne peut donc pas recevoir une interprétation extensive et qu'il n'est pas applicable aux garde-malades ; — Attendu que non-seulement le sieur Georges Lagorce a été, jusqu'à sa mort, sain d'esprit, mais que c'était un homme très intelligent, expérimenté en affaires et doué d'une volonté très ferme ; — Attendu que, lorsqu'il a fait son testament, il jouissait de la plénitude de ses facultés mentales ;

Attendu, du reste, que les défendeurs n'attaquent dans cet acte que la disposition dont bénéficie la dame Chabrolles ; — Attendu qu'ils soutiennent que cette dame a obtenu ce legs par une captation qui a été le résultat de manœuvres dolosives ; — Mais attendu qu'ils ne prouvent pas l'exactitude de cette allégation et que les documents produits en ont dès à présent démontré la fausseté ; — Attendu que le sieur Georges Lagorce était veuf, malade et âgé et que son état de santé et la direction de ses affaires l'obligeaient à vivre souvent loin de ses enfants ; — Attendu qu'il a voulu sortir de cet isolement qui lui pesait et que c'est pour ce motif qu'il a fait venir la dame Chabrolles auprès de lui, comme dame de compagnie ; — Attendu qu'elle a rempli ce rôle pendant plusieurs mois et que le sieur Georges Lagorce lui a laissé ce legs en récompense des soins qu'elle lui a donnés ; — Attendu que le tribunal n'a pas à rechercher si ce n'était pas une rémunération excessive des services rendus ; — Attendu que le sieur Georges Lagorce, qui faisait ainsi libéralité, était libre d'en apprécier les motifs ; — Attendu que des lettres écrites par M^me^ Chabrolles, ou par des membres de sa famille, expriment à l'égard du sieur Georges Lagorce un grand dévoûment, une profonde reconnaissance et un intérêt très vif pour sa santé ; — Attendu qu'il est impossible de déterminer le degré de sincérité de ces marques de sympathie ; — Mais attendu qu'on ne saurait y voir des manœuvres de nature à vicier la volonté du testateur ; — Attendu que la dame Chabrolles n'a pas trompé le sieur Georges Lagorce sur son état civil ni sur sa situation de femme divorcée ; — Attendu qu'elle justifie que le jugement qui a prononcé le divorce entre elle et le sieur Brun a été rendu à son profit, qu'il est définitif et qu'il a été transcrit conformément à la loi ; — Attendu qu'elle n'a nullement fait chasser la dame Nicod de la maison paternelle et qu'elle n'a jamais interdit au sieur Georges Lagorce de communiquer avec ses enfants ou avec toute autre personne ; — Attendu qu'elle n'a pas fait davantage au sieur Georges Lagorce des rapports

calomnieux ou diffamatoires sur le compte de ses enfants ou petits-enfants ; — Attendu, il est vrai, que, dans le courant du mois de décembre 1897, elle s'est plaint en termes très vifs de l'attitude de la dame Nicod à son égard et qu'elle a menacé le sieur Georges Lagorce de le quitter dans le cas où il ne mettrait pas fin à cette situation ; — Attendu que ces récriminations se sont produites à la suite d'une scène très violente que la dame Nicod avait faite à la dame Chabrolles ; — Attendu que c'est cette scène qui a décidé le sieur Georges Lagorce à se séparer de sa fille ; — Mais attendu que ni cet incident, ni les reproches qui en ont été la conséquence n'ont exercé aucune influence sur les dispositions testamentaires du sieur Georges Lagorce envers la dame Chabrolles ; — Attendu, en effet, qu'à l'époque où il avait encore avec ses enfants de bonnes relations, il avait déjà l'intention bien arrêtée d'assurer le sort de cette dame au moyen d'un legs ; — Attendu qu'il lui a exprimé cette intention avant même de l'avoir vue et alors qu'il l'engageait à accepter auprès de lui la position de dame de compagnie ; — Attendu que c'est là ce qui résulte de deux lettres adressées par le sieur Georges Lagorce à la dame Chabrolles le 7 avril et le 14 mai 1897 et d'une déclaration signée par lui le 19 juin 1897 ; — Attendu que dans un premier testament qui portait la date du 10 juillet 1897 et qu'il a révoqué le sieur Georges Lagorce faisait à la dame Chabrolles des avantages supérieurs à ceux contenus dans le testament qui a donné lieu au procès ; — Atttendu que le sieur Georges Lagorce a rédigé ce dernier testament avec un soin minutieux et qu'il n'y a oublié aucune des personnes qui, au cours de son existence, lui ont rendu quelque service ; — Attendu que s'il lègue la quotité disponible à son fils Léopold, ce n'est pas parce que sa fille avait été desservie auprès de lui par la dame Chabrolles, mais parce que son fils était l'héritier de son nom et qu'il avait été son collaborateur actif et dévoué dans l'édification de sa fortune ; — Attendu que du reste il a compensé en grande partie cet avantage en imposant à son fils l'obligation de payer les autres legs et notamment de remettre 100,000 fr. à chacun des deux enfants de la dame Nicod, au moment où ils atteindraient l'âge de vingt et un ans révolus ; — Attendu que ces diverses dispositions prouvent que cet acte est l'œuvre d'une volonté libre, consciente et qui n'a pu subir ni suggestion ni captation ; — Attendu que le sieur Georges Lagorce a, par ce testament, largement garanti l'avenir de tous les siens et qu'il a pu distribuer sa quotité disponible suivant ses affections ; — Attendu que ses enfants, qui reçoivent de lui une fortune importante, doivent se montrer particulièrement respectueux de sa mémoire et de ses dernières volontés ; — Attendu que les documents produits suffisent pour éclairer le tribunal et qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'enquête réclamée subsidiairement par les défendeurs ; — Attendu que, du reste, les faits allégués à l'appui de cette demande par la dame Nicod sont contredits dès à présent par ces documents et que ceux articulés par le sieur Léopold Lagorce ne sont pas pertinents ; — Attendu que le sieur Léopold Lagorce n'indique pas le nom de la personne dont la dame Chabrolles aurait cherché antérieurement à capter le testament ; — Attendu que du reste, alors même que ce fait serait exact, il n'en résulterait pas que le sieur Georges Lagorce aurait été victime des mêmes manœuvres ; — Attendu que, la dame Nicod, succombant dans ses conclusions principales, sa demande accessoire en dommages-

intérêts doit être rejetée ; — Attendu au surplus qu'elle n'établit pas avoir subi un préjudice ;

Attendu que la dame Chabrolles demande à tort que les défendeurs soient condamnés à lui remettre le capital nécessaire pour assurer le service de la rente viagère qui lui a été léguée ; — Attendu que le testament ne leur impose pas cette charge ; — Que leur solvabilité n'est nullement douteuse et que la dame Chabrolles trouvera une garantie très suffisante dans l'hypothèque judiciaire qu'elle pourra prendre en vertu du présent jugement sur les immeubles dépendant de la succession qui sont situés en France ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 1014 C. civ., les intérêts d'un legs particulier ne courent que depuis le jour de la demande en délivrance ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déclare valable le testament dont il s'agit ; — Condamne les héritiers Lagorce à délivrer à la dame Françoise Chabrolles le legs qu'il contient à son profit ; — Condamne, en conséquence, le sieur Léopold Lagorce et la dame Lagorce assistée de son mari, le sieur Nicod, à payer à la dame Françoise Chabrolles en qualité d'héritiers du sieur Georges Lagorce, son père : 1° la somme de 25,000 fr. avec intérêts légaux à 5 pour 100 l'an depuis le 17 mars 1898, date de la demande ; 2° une rente viagère de 4,000 fr. par an exigible par trimestre échu à partir du 29 février 1898 ; 3° les intérêts légaux à 5 pour 100 l'an des arrérages échus de cette rente depuis le 13 janvier 1899, date à laquelle la dame Chabrolles les a demandés dans ses conclusions ; — Autorise la dame Françoise Chabrolles à se faire délivrer sa part d'un huitième de jouissance viagère des mines Rebkra, Renja et Sobbah ; — Ordonne, sauf en ce qui concerne les dépens, l'exécution provisoire du présent jugement, nonobstant appel et sans caution, attendu qu'il y a titre ; — Déboute, pour le surplus, les parties de leurs demandes, fins et conclusions ; — Ordonne que le testament du 20 février 1898 dont il s'agit sera déposé au greffe, pour être enregistré en même temps que le présent jugement ; — Condamne le sieur Léopold Lagorce et la dame Lagorce, épouse Nicod, aux dépens.

Sur APPEL des consorts Lagorce et Nicod,

ARRÊT

LA COUR, — Joint comme connexes l'appel interjeté par les héritiers Lagorce et l'action en défenses introduite par la dame Nicod ; — Et statuant sur le tout par un seul et même arrêt ;

En la forme : — Attendu que les héritiers Lagorce sont régulièrement appelants d'un jugement rendu le 1er février 1899 par le tribunal de Tunis ;

Au fond : — 1° Sur la faiblesse d'esprit du testateur, la suggestion et la captation : — Adoptant les motifs des premiers juges ;

2° Sur les faits dont la preuve a été offerte en première

instance et l'est encore devant la Cour, aux termes des conclusions signifiées le 23 novembre dernier, par Léopold Lagorce : — Adoptant également les motifs des premiers juges ;

3° Sur les faits dont Léopold Lagorce offre la preuve dans ses conclusions complémentaires signifiées le 8 décembre 1900 ; — Attendu que, dans le cas même où il serait établi que la dame Chabrolles aurait employé des manœuvres dolosives en vue de faire tester une autre personne de Tunis en sa faveur, il ne résulterait pas de ce fait la preuve qu'elle ait suggéré ou capté le testament du 20 février 1898 qui fait seul l'objet du procès ;

4° En ce qui touche la demande de la Nicod en paiement d'une somme de 200,000 fr. à titre de dommages-intérêts : — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que le testament du feu sieur Georges Lagorce a été l'expression de la volonté libre de ce dernier ; — Que la dame Nicod n'est donc pas fondée à prétendre que c'est par suite des manœuvres dolosives de la dame Chabrolles, ou même sous l'influence de cette dernière, qu'elle a été privée de la quotité disponible ;

5° Sur la délivrance du legs particulier consenti par le sieur Georges Lagorce, au profit de l'intimée : — Attendu qu'aux termes du testament, ce legs est à la charge de Léopold Lagorce, légataire de la quotité disponible ; — Attendu que Léopold Lagorce a régulièrement accepté le legs à titre universel dont s'agit ; — Que c'est donc à tort que la dame Nicod a été condamnée à payer, avec les intérêts, le capital et la rente légués à l'intimé ;

6° En ce qui touche les défenses ; — Attendu qu'il a été jugé qu'un testament olographe déposé chez un notaire est un acte authentique et que, s'il est attaqué, le tribunal peut ordonner l'exécution provisoire du jugement qui le maintient ; — Attendu que cette jurisprudence ne pouvait recevoir aucune application dans la cause et que c'est à tort que les premiers juges ont ordonné l'exécution provisoire de leur décision ;

7° Sur les dommages-intérêts réclamés à la dame Nicod par la dame Chabrolles ; — Attendu qu'en relevant appel du jugement du 1er février 1899, la dame Nicod a usé d'un droit légitime ; — Qu'au surplus cet appel est en partie justifié et que, dès lors, l'intimée n'est nullement fondée dans sa demande de dommages-intérêts ;

Sur les dépens : — Attendu que Léopold Lagorce succombe dans sa demande en nullité du testament, et que, dès lors, il doit, nonobstant l'art. 1016 C. civ., supporter les frais de l'instance à laquelle sa contestation mal fondée a donné lieu ;

— Attendu que la dame Nicod et la dame Chabrolles succombent respectivement sur quelques chefs ;

Par ces motifs : — Reçoit les appels en la forme ; — Au fond : — Sans s'arrêter à la preuve offerte laquelle est rejetée comme non pertinente ou comme déjà contredite par les éléments de la cause ; — Confirme le jugement déféré en tant qu'il a validé le testament litigieux, ordonné la délivrance du legs particulier consenti au profit de la dame Chabrolles et condamné Léopold Lagorce à payer à l'intimée avec intérêts et dépens, le montant dudit legs ; — Dit que les condamnations prononcées contre Léopold Lagorce sortiront effet sous déduction de la somme de 15,000 fr. qu'il a payée comme contraint et forcé à la dame Chabrolles ; — Émendant ; — Décharge la dame Nicod de la condamnation contre elle prononcée à payer les sommes léguées à la dame Chabrolles ; — Dit que c'est à tort que l'exécution provisoire a été ordonnée ; — Déclare la dame Nicod et la dame Chabrolles mal fondées dans leurs demandes respectives en dommages-intérêts, les en déboute, etc.

MM. DANNERY, *prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes BORDET et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

6 mars 1901

Commissaire priseur, Tunisie, vente publique de meubles, greffier de justice de paix, monopole, notaire tunisien, dommages-intérêts, action, recevabilité.

En Tunisie, s'il est exact que les greffiers de paix, lorsqu'il n'existe pas de commissaire priseur au lieu de leur résidence, en remplissent les attributions, ce monopole n'est pas plus étendu que celui qui est accordé aux commissaires priseurs en Algérie par l'art. 1er de l'arrêté du 1er juin 1841 (1) ;

Par suite, les greffiers de paix ne peuvent réclamer le monopole de la vente publique des objets mobiliers que dans le lieu de leur résidence et dans un rayon de 4 kilomètres (2) ;

(1, 2) V. le jugement attaqué du trib. de Sousse du 27 juill. 1899, *suprà*, p. 92 et la note.

Dans tout le reste de leur canton, le droit de procéder aux ventes publiques par voie d'enchères appartient concurremment aux notaires, huissiers et greffiers de justice de paix, que ces derniers exercent ou non les attributions de commissaire priseur (1) ;

En conséquence, un notaire tunisien a pu valablement procéder à la vente publique d'une récolte d'olives dépendant d'une propriété située à plus de 4 kilomètres de la ville de Sousse, résidence d'un commissaire priseur (2) ;

Celui-ci est d'autant moins qualifié pour se plaindre de l'ingérence d'un notaire tunisien dans ladite vente, que, la récolte appartenant pour partie à un sujet français, ce dernier, qui seul aurait pu réclamer le concours d'un officier public français, avait accepté le ministère du notaire tunisien (3) ;

En tous cas, et même en admettant que le notaire tunisien ait outrepassé ses attributions en procédant à ladite vente, il ne saurait être considéré dans cette circonstance comme le préposé des propriétaires indivis, dans le sens de l'art. 1384 C. civ., et de ce chef l'action en dommages-intérêts dirigée contre ces derniers par le commissaire priseur est non recevable (4).

(Susini c. Maareck)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que MM. Abraham ben Isaac Bonan, Hadj Mohamed Saïdane et les consorts Maareck n'ont commis aucune faute en faisant procéder à la vente des récoltes d'olives de leur propriété indivise par le ministère du notaire tunisien Ali ben Chekaya, qui leur avait été au surplus désigné par le gouverneur et le caïd de Mahdia ; — Que M. Susini peut d'autant moins leur réclamer le montant des droits qu'il aurait été appelé à percevoir, s'il avait procédé à la vente desdites récoltes au lieu et place du notaire tunisien Ali ben Chekaya, que le paiement des frais de vente incombait aux adjudicataires ; — Que, d'autre part, en admettant que le notaire tunisien Ali ben Chekaya ait outrepassé ses attributions en procédant à cette vente, il ne saurait être considéré dans cette circonstance comme le préposé des

(1 à 4) V. *suprà*, p. 173, note 1, 2.

propriétaires indivis dans le sens de l'art. 1384 C. civ. ; — Que, dès lors, l'action dirigée par M. Susini contre MM. Abraham ben Isaac Bonan, Hadj Mohamed Saïdane et les consorts Maareck n'est point recevable ;

En ce qui concerne M. Ali ben Chekaya : — Attendu que M. Susini, greffier de la justice de paix de Sousse, prétend que la vente publique de la récolte des olives de la propriété indivise ne pouvait être faite que par son ministère et réclame à M. Ali ben Chekaya, notaire tunisien, pour avoir à tort procédé auxdites ventes pendant les années 1896, 1897 et 1898, la somme de 3,604 fr. 60 cent. représentant les droits dont l'appelant s'est trouvé privé ; — Que, pour justifier sa prétention, M. Susini soutient qu'en Tunisie, comme en Algérie, dans les localités dépourvues de commissaire priseur, les greffiers de justice de paix sont exclusivement préposés aux ventes publiques mobilières ; — Attendu qu'il est exact que les greffiers de paix, lorsqu'il n'existe pas de commissaire priseur au lieu de leur résidence, en remplissent les attributions, mais que ce monopole qui leur est ainsi confié n'est pas plus étendu que celui accordé aux commissaires priseurs par l'art. 1er de l'arrêté du 1er juin 1841 ; — Que, par suite, les greffiers de paix ne peuvent réclamer le monopole de la vente publique des objets mobiliers que dans le lieu de leur résidence et dans un rayon de quatre kilomètres ; — Que dans tout le reste de leur canton, situé au delà de ce rayon de quatre kilomètres, le droit de procéder aux ventes publiques aux enchères appartient concurremment aux notaires, huissiers et greffiers de justice de paix, que ces derniers exercent ou non les attributions de commissaire priseur à leur résidence ; — Attendu que, la récolte d'olives qu'il s'agissait de vendre aux enchères publiques dépendant d'une propriété située au delà du rayon de quatre kilomètres de la ville de Sousse, résidence de M. Susini, M. Ali ben Chekaya avait incontestablement, en sa qualité de notaire tunisien, le droit de procéder à cette vente ; — Attendu que M. Susini n'est enfin nullement qualifié pour se plaindre de l'ingérence d'un notaire tunisien dans la vente d'une récolte appartenant pour partie à M. Abraham ben Isaac Bonan, sujet français, alors que ce dernier, qui seul eût pu réclamer en cette circonstance le concours d'un officier public français, a accepté que cette vente ait lieu par l'intermédiaire du notaire tunisien ;

Attendu que M. Ali ben Chekaya, qui demande reconventionnellement 500 fr. de dommages-intérêts à raison de l'action téméraire de M. Susini, ne justifie d'aucun préjudice ;

— Que, dès lors, l'allocation de ses dépens au besoin à titre de dommages-intérêts sera une suffisante indemnité ;

Par ces motifs, et ceux non contraires des premiers juges : — Sans s'arrêter à l'appel principal de M. Susini envers le jugement du tribunal civil de Sousse du 27 juillet 1899, et ayant au contraire tel égard que de raison à l'appel incident des intimés ; — Confirme le jugement entrepris pour sortir plein et entier effet.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes GOUTTEBARON et LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

21 juillet 1899

Acte sous seing privé, Tunisie, européen et indigène, écriture dans les deux langues, arrêté du 9 juin 1831, non applicabilité, faillite, annulabilité, action révocatoire, conditions.

L'arrêté du 9 juin 1831, aux termes duquel, en Algérie, les contrats entre européens et indigènes doivent être écrits dans les langues des contractants placées en regard l'une de l'autre, n'est pas applicable en Tunisie (1).

Un contrat de bail fait avant la période suspecte par un commerçant qui a été depuis déclaré en faillite, avec paiement anticipé de trois années de loyers, peut être annulé en vertu de l'art. 1167 C. civ. comme fait en fraude des droits des créanciers du bailleur, si le preneur a eu connaissance du mauvais état des affaires de ce dernier ; — Il importe peu qu'en recevant ces loyers d'avance, le preneur ait voulu recouvrer une créance antérieure, s'il connaissait l'insolvabilité de son débiteur, et s'il s'est fait payer ainsi une dette non encore exigible au moyen d'une datio in solutum.

(Syndic Taïeb c. Ghouila Houri)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par exploit d'Aniach, huissier à Sousse, en date du 24 décembre 1897, Massenet, syndic de

(1) Dans le même sens, trib. de Tunis, 29 juin 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 18) et la note.

la faillite Yucef Taïeb, a fait assigner Moïse Ghouila Houri pour faire annuler un contrat de location en date du 15 février 1897 comme fait en fraude des droits des créanciers de Yucef Taïeb ; — Attendu que, par exploit de Stévénard, huissier à Sousse, en date du 4 mars 1898, Signoretty, créancier hypothécaire et adjudicataire de l'immeuble loué au défendeur, suivant jugement d'adjudication du 11 février 1898, a déclaré intervenir dans l'instance pour faire adjuger les mêmes conclusions à son profit ; — Attendu que les causes étant connexes ont été jointes par le jugement du 5 mai 1898 ;

En la forme : — Attendu que, d'après le défendeur, l'action ne serait pas recevable ; que celle du syndic serait sans intérêt et sans qualité parce que l'annulation du bail devrait profiter exclusivement à l'adjudicataire Signoretty ; que l'action de Signoretty ne serait pas non plus recevable en tant qu'incidente à la première reconnue irrecevable ; — Mais attendu que, si l'adjudicataire a un intérêt évident dans la cause, puisque, par l'effet de l'annulation du bail, il aurait droit aux revenus et loyers de l'immeuble à partir de son entrée en jouissance, la masse est également intéressée, puisque, dans le même cas, elle aurait droit auxdits revenus depuis la déclaration de faillite jusqu'à la vente ; que, dès lors, chacun des demandeurs a intérêt au procès et chacune des actions est recevable ;

Au fond : — Attendu que le moyen de nullité tiré de ce que le contrat de location du 15 février 1897 est écrit seulement en français ne peut être retenu comme suffisant ; que, sans doute, d'après l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 9 juin 1831, toute convention sous seing privé passée entre européens et indigènes doit, pour être valable, être traduite dans la langue des contractants ; — Mais attendu que cet arrêté, ne contenant pas une règle de procédure, n'est pas de plein droit applicable en Tunisie ; — Attendu qu'en fait, les parties contractantes ont eu pleine connaissance de la nature, des termes et de la portée dudit acte ; que Yucef Taïeb a inscrit lui-même sur ses livres, en langue arabe et en caractères hébraïques, des mentions complètes relatives au bail dont s'agit ; qu'aucune équivoque n'a pu subsister dans son esprit ; qu'il a, en outre, déclaré, lors de sa comparution personnelle devant le tribunal, qu'il avait loué la maison dont s'agit à Houri pour les trois années 1315, 1316 et 1317, moyennant le prix total de 4,800 fr. reçu comptant ;

Attendu que le moyen principal des demandeurs est tiré de l'art. 1167 C. civ. en ce que le bail du 15 février 1897 aurait été fait en fraude des droits des créanciers ; — Attendu qu'il

s'agit d'un contrat de location sous seing privé portant la date du 15 février 1897 et enregistré le même jour à Sousse, par lequel Yucef Taïeb a loué à Moïse Ghouila Houri un magasin et deux appartements pour les trois années hégiriennes 1315, 1316 et 1317, avec entrée en jouissance le 1er moharrem 1315, c'est-à-dire le 2 juin 1897 ; que le prix du bail est fixé à 1,600 fr. par an et que le prix total, soit 4,800 fr., est déclaré d'avance ; — Attendu, au regard du bailleur, qu'un semblable contrat est évidemment suspect ; que, sans doute, d'après l'usage du pays, le loyer annuel est souvent payé d'avance, mais que le paiement anticipé de plusieurs annuités, malgré quelques exemples cités, est anormal et exceptionnel ; qu'il démontre, de la part du bailleur, le désir de se procurer des fonds en aliénant ses revenus pendant plusieurs années ; que ce désir peut être légitime et à l'abri de la critique s'il ne porte pas préjudice aux créanciers ; mais qu'il en est autrement lorsque le bailleur est, comme Taïeb, un commerçant gêné et sur le point de déposer son bilan ; — Attendu, en effet, que Yucef Taïeb avait déjà hypothéqué la maison dont s'agit pour une somme supérieure à celle qui a été réalisée ultérieurement ; que son commerce périclitait ; qu'il a déposé son bilan le 14 juin 1897 ; que sa faillite a été déclarée le 2 juillet, mais que la cessation des paiements remonte au moins au 19 avril 1897 ; qu'en aliénant d'avance, pour trois années futures, à partir du 2 juin suivant, les revenus de son immeuble, il augmentait ainsi son insolvabilité et privait ses créanciers d'une partie de leur gage et précisément du gage qui était le plus apparent et qui pouvait le mieux lui assurer du crédit en laissant supposer une situation prospère ; — Attendu que le préjudice porté aux créanciers et la connaissance, par le bailleur, dudit préjudice, ne sauraient faire aucun doute ; qu'il a évidemment contracté, en ce qui le concerne, en fraude des droits de ses créanciers ; — Mais attendu que, s'agissant d'un contrat à titre onéreux, il reste à rechercher si Ghouila Houri a eu connaissance de cette fraude et en a été complice ; qu'il convient d'examiner, à cet égard, le but qu'il a pu se proposer en contractant et les circonstances réelles qui ont entouré ce contrat ; — Attendu qu'il convient de remarquer tout d'abord que les appartements loués le 15 février 1897 n'étaient pas alors terminés ; qu'ils paraissent même, à cette heure, incomplètement achevés ; qu'en fait, Ghouila Houri ne les a jamais habités ; qu'il en a tiré parti seulement par des sous-locations partielles, postérieurement à son entrée en jouissance ; — Attendu que suivant les plaidoiries et d'après les propres

déclarations de Moïse Ghouila Houri au cours de sa comparution personnelle devant le tribunal, il aurait été amené à signer le contrat de location et à payer trois années de loyer d'avance, parce qu'il se proposait d'abord, sur le conseil de son médecin et pour raisons de santé, de quitter son propre logement, rue Araba, afin d'habiter un appartement plus salubre, mais que, se ravisant ensuite, il se décida à ne pas changer de domicile ; — Attendu que, si même Ghouila Houri aurait pu compter que l'appartement fût disponible au 2 juin 1897 — ce qui devait lui paraître improbable en raison du manque de temps et d'argent — il peut paraître étrange qu'il ait pensé devoir, pour raisons de santé, habiter un appartement à peine achevé et affecté de l'insalubrité inhérente aux constructions entièrement neuves ; que, suivant toute apparence, il ne louait pas cette maison pour son usage personnel, mais pour la sous-louer, c'est-à-dire dans un but de spéculation ; que ce but pouvait sans doute être légitime, mais à la condition, toutefois, d'ignorer la fraude méditée par le bailleur et de ne pas soupçonner le préjudice qui serait causé aux créanciers ; — Attendu que, suivant les demandeurs, il n'a pu être de bonne foi à ce point de vue ; que Ghouila Houri, commerçant, domicilié à Sousse, en rapport d'affaires avec Yucef Taïeb, connaissait certainement mieux que personne sa faillite précédente et l'embarras actuel de ses affaires et l'hypothèque de 30,000 fr. grevant sa maison et qu'il devait pressentir la cessation imminente des paiements ; que l'état de gêne de Taïeb se révélait d'ailleurs par cette circonstance qu'il avait dû interrompre les travaux de construction, faute de fonds et de crédit ; — Attendu que les allégations des demandeurs sont appuyées sur les présomptions les plus graves et semblent confirmées par toutes les circonstances de la cause ; — Attendu, en effet, que pour prouver le versement réel et sincère des 4,800 fr., effectué le 15 février 1897, Ghouila Houri prétend ne pouvoir produire que l'acte sous seing privé ; qu'il soutient n'en avoir pas fait mention sur ses registres ; ne tenir, d'ailleurs, aucun registre, au moins pour des opérations de cette nature ; — Mais attendu que son affirmation à cet égard paraît singulière, étant donné qu'Houri se livre notoirement à de nombreuses affaires et qu'il s'agit d'un mouvement de fonds relativement important ; — Attendu qu'en l'absence de toute écriture produite par Houri en dehors du bail, on est en droit de lui opposer les mentions des livres commerciaux de Yucef Taïeb, de retenir du moins contre lui celles de ces mentions qui paraissent concordantes ; or, attendu que, si l'on trouve effectivement sur les livres, à la

date du 15 février 1897, une mention d'après laquelle Yucef Taïeb aurait reçu d'avance, des mains d'Houri, la somme totale de 4,800 fr., on y relève, d'autre part, cette autre mention qu'à la date du 21 février, c'est-à-dire six jours après, il aurait, à son tour, prêté à Houri la somme de 3,500 fr.; que ces opérations de caisse peuvent paraître suspectes sur des registres irrégulièrement tenus, avec blancs et lacunes, et qu'on est en droit de se demander si les deux opérations n'ont pas été faites plutôt le même jour, c'est-à-dire si Houri n'aurait pas seulement versé la différence entre les deux sommes, si réellement un versement a eu lieu; — Attendu que la situation des parties n'apparaît pas avec plus de netteté en ce qui concerne leurs relations de créancier à débiteur; que Houri, affirmant avoir versé, le 15 février, 4,800 fr. et n'avoir pas reçu, le 21 février, 3.500 fr., a déclaré formellement devant le tribunal qu'au jour de la signature du contrat, Taïeb ne lui devait absolument rien et avait réglé toute créance antérieure; que ses affirmations, à ce sujet, sont en contradiction formelle avec les déclarations de Taïeb, avec les mentions des livres de ce dernier et avec des billets produits par le syndic; — Attendu que, suivant les déclarations de Taïeb et d'après les énonciations de ses livres, il devait alors à Houri : 1° une somme de 3,300 fr. pour un prêt d'argent consenti à 12 p. 0/0 d'intérêts, le 25 novembre 1896 et représenté par un billet de 3,399 fr. à l'échéance du 25 février 1897; 2° une somme de 1,500 fr. représentée par deux billets à l'échéance du 27 février 1897 pour 950 fr. et, à l'échéance du 10 mars suivant, pour 550 fr.; qu'en conséquence, à la date de la signature du contrat de bail, il devait exactement à Houri la somme de 4,800 fr., montant des trois années de location; — Attendu qu'aucun doute ne saurait exister en ce qui concerne les deux derniers billets formant le total de 1,500 fr.; que ces billets ont été retrouvés dans les papiers de la faillite et ont été produits par le syndic devant le tribunal; qu'ils ont été nécessairement réglés, soit en espèces, soit autrement; que, suivant la déclaration et d'après les livres de Taïeb, Houri aurait fourni lui-même les fonds pour retirer lesdits billets;

En ce qui concerne la créance de 3,300 fr. : — Attendu qu'elle est déniée par Houri et n'est pas confirmée par la production du billet correspondant; mais qu'à cet égard les livres et les déclarations de Taïeb établissent au moins de graves présomptions; qu'ayant, dit-il, prêté ou versé d'avance 3,500 fr. le 21 février, il s'est trouvé libéré du billet de 3,399 fr. et que Houri le lui a simplement et directement restitué sans l'avoir précédemment négocié; — Attendu que l'ensemble de

ces circonstances fait naître les doutes les plus graves sur la sincérité et la régularité de l'opération effectuée le 15 février 1897 entre Taïeb et Houri ; que, suivant toute apparence, le preneur, créancier de Taïeb et agissant dans un but de spéculation, s'est fait rembourser avant l'échéance et au moyen d'une *datio in solutum ;* — Attendu que cette convention serait radicalement nulle si elle s'était produite dans les dix jours qui ont précédé la cessation des paiements ; qu'étant antérieure de deux mois, elle n'est pas annulable de plein droit, mais peut être contestée en vertu de l'art. 1167 C. civ. ; — Or, attendu que si, d'après le droit commun et en général, le créancier vigilant qui cherche à ménager ou à garantir sa propre situation sans se préoccuper des tiers use d'un droit légitime, il en est autrement lorsqu'il s'associe sciemment à la fraude du débiteur qui se rend insolvable ou augmente son insolvabilité ; — Que, dans l'espèce, ce concert frauduleux résulte concurremment : de ce que le débiteur était un commerçant dans l'embarras, de ce que le créancier s'est fait payer une dette non encore exigible, et de ce que le paiement a eu lieu non en espèces, mais au moyen d'une *datio in solutum ;*

En ce qui concerne les dommages-intérêts réclamés par les demandeurs ; — Attendu que le préjudice consiste dans la privation des revenus de l'immeuble, pour chacun au prorata de sa jouissance, ainsi que des frais accessoires du procès ; que le tribunal a les éléments nécessaires pour les fixer ;

Par ces motifs : — Dit l'action du syndic recevable et l'intervention de Signoretty également recevable et bien fondée ; — Déclare nul et sans effet le contrat de bail sous seing privé intervenu entre Taïeb et Houri, à la date du 15 février 1897, comme fait en fraude des droits des créanciers du bailleur ; — Dit en conséquence que, dans les huit jours à partir de la signification du jugement, Houri, etc.

MM. BONNEFOND, *prés. ;* MATHIEU, *proc. de la Rép.* — Mes GALLINI, KRAFT et PASSEZ, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

7 novembre 1900

Prescription, Tunisie, impôts, loi applicable, durée.

La prescription libératoire qui régit les contributions publiques tunisiennes n'est pas celle des lois françaises,

mais celle qui est établie par les lois et coutumes locales en vigueur en Tunisie, c'est-à-dire la prescription de quinze ans (1).

(Administration des finances c. Samama)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Vu la contrainte décernée contre le sieur Samama le 24 mars 1900 ; — Vu l'opposition de ce dernier ; — Attendu que, suivant jugement du 31 janvier 1901, le sieur David Samama est devenu adjudicataire d'un immeuble vendu à la barre du tribunal de Tunis ; — Attendu que les droits de mutation relatifs à cette aliénation n'ont pas été payés ; — Attendu que dès lors, aux termes des art. 1 et 6 du décret beylical du 1er novembre 1893, le sieur Samama est tenu de verser au trésor public une taxe de 4 % sur la valeur de l'immeuble et une taxe égale à la première à titre d'amende, c'est-à-dire une somme de 915 fr. ; — Attendu que les taxes mentionnées ci-dessus démontrent qu'il doit les taxes qui lui sont réclamées ;

Attendu qu'il invoque la prescription ; — Attendu que la prescription qui régit les contributions publiques tunisiennes n'est pas celle des lois françaises, mais celle qui est établie par les lois et coutumes locales en vigueur en Tunisie ; — Attendu que, d'après ces lois et coutumes, la prescription extinctive des obligations est de quinze ans ; — Attendu que c'est celle qui est applicable à l'espèce, aucune loi n'ayant dérogé dans cette matière au droit commun ; — Attendu que cette prescription de quinze ans a été formellement consacrée par le législateur en ce qui concerne des taxes analogues, c'est-à-dire l'impôt du timbre et celui de l'enregistrement ; — Attendu que c'est ce qui résulte de l'art. 15 du décret beylical du 20 juillet 1896 et de l'art. 4 du décret du 21 juillet 1896 ; — Attendu qu'il s'est écoulé moins de quinze ans depuis la date de la mutation qui a rendu exigibles les droits dont l'administration des finances poursuit aujourd'hui le recouvrement ;

Par ces motifs : — Valide la contrainte.

MM. FABRY, *prés.*; BLAT, *subst.* — Mes GUEYDAN et BODOY, *av.*

---

(1) Jurisprudence constante ; en ce sens, civ. cass., 26 juillet 1894 (*Rev. Alg.*, 1894. 2. 493) ; trib. de Tunis, 23 mai 1898 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 432).

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

5 décembre 1900

Mariage, fiançailles entre Français et israélite tunisienne, dédit, nullité, rupture, dommages intérêts.

Est nul comme contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, le contrat de fiançailles passé en Tunisie entre un Français et une Tunisienne, et stipulant que la partie qui romprait le contrat paierait à l'autre une somme d'argent (1) ;

Mais il y a lieu de condamner à des dommages-intérêts, pour réparation du préjudice matériel et moral qu'il cause à sa fiancée, le fiancé qui rompt le contrat sans motif légitime et refuse de procéder à la célébration du mariage, alors surtout qu'il s'est fait loger et nourrir pendant plusieurs semaines par celle-ci (2).

(Lellouch c. Demoiselle Tapia)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par contrat passé devant des notaires israélites tunisiens le 15 décembre 1899, le sieur Elias Lellouch s'est fiancé avec la demoiselle Rachel Tapia ; — Attendu qu'il est stipulé dans cet acte que la partie qui romprait ce contrat de fiançailles paierait à l'autre une somme de 500 fr. ; — Attendu qu'au bout de quelques mois, le sieur Elias Lellouch s'est éloigné de la demoiselle Rachel Tapia et qu'il a refusé de procéder à la célébration du mariage ; — Attendu que la demoiselle Rachel Tapia et son frère le sieur Moïse Tapia l'ont assigné en conséquence en paiement d'une somme de 3,000 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Attendu qu'il n'est pas contesté que le sieur Elias Lellouch est citoyen français ; — Attendu que la convention dont s'agit

---

(1, 2) Comp. sur la question, Aubry et Rau, t. 5, p. 33 et s. ; Beudant, *Cours de droit civil*, t. 1er, p. 316 et s., A Rolin, *Des fiançailles et des promesses de mariage*, thèse, Paris, 1887. — Civ. cass., 16 janv. 1877. (D. P. 1877. 1 85 ; Sir. 1877. 1. 165) ; Dijon, 27 mai 1892 (D. P. 1893. 2. 183 ; Sir. 1892. 2. 197) ; Paris, 26 juin 1894). (D. P. 1894. 2. 86) ; Alger, 16 nov. 1894 (*Rev. Alg.*, 1895. 2. 72).

est donc nulle parce que les pactes de cette nature sont prohibés par la loi française ; — Attendu que cette loi les considère, en effet, comme contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs, parce qu'ils peuvent amener une personne par la crainte d'une contrainte pécuniaire à contracter un mariage contraire à sa volonté ;

Mais attendu que le sieur Elias Lellouch a eu tort de conclure ainsi avec une tunisienne un pacte de fiançailles dont il n'ignorait pas la nullité ; — Attendu en outre qu'il s'est fait loger et nourrir pendant plusieurs semaines par sa fiancée, et qu'il a ensuite renoncé sans motif légitime à ce projet de mariage ; — Attendu qu'il a causé ainsi un préjudice matériel et moral dont il doit réparation à la demoiselle Rachel Tapia ; — Attendu que le tribunal possède des éléments suffisants pour évaluer à 1,000 fr. le montant de ce dommage ;

Par ces motifs : — Condamne le sieur Elias Lellouch à payer à la demoiselle Rachel Tapia une somme de 1,000 fr. à titre de dommages-intérêts.

MM. FABRY, *prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes PIÉTRA et UZANNAS-JORIS, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

12 décembre 1900

Procédure, Tunisie, juge de paix, matière commerciale.

En Tunisie, une procédure identique est applicable, devant les juges de paix, aux affaires civiles et commerciales.

(Pace c. Bonnard)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par requête du 17 août 1900, le sieur Pace a régulièrement fait opposition à un jugement de défaut, en date du 4 juillet 1900, confirmant une sentence du juge de paix de Béja, du 6 février 1900, qui l'a condamné à payer au sieur Bonnard une somme de 378 fr. 35 cent. pour solde de fourniture de fourrages ; -- Attendu que devant le premier juge le sieur Pace avait soulevé une exception tirée de ce que le sieur Bonnard avait saisi à tort le juge de paix

statuant au civil, alors qu'il aurait dû porter le litige devant ce même magistrat statuant au commerce ; — Attendu que devant le tribunal, il n'a pas insisté sur ce moyen qui n'a aucune base ; — Attendu, en effet, qu'en Tunisie, une procédure identique est applicable devant les juges de paix aux affaires civiles et commerciales ;

Par ces motifs : — Dit que l'exception d'incompétence soulevée par le sieur Pace a été rejetée avec raison par le premier juge.

MM. FABRY, *prés.* ; BLAT, *subst.* — Mes PIETRI et GAUDIANI, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

7 novembre 1900

Matières d'or et d'argent, Tunisie, liberté de l'industrie, restriction, décret du 10 mars 1878, interprétation.

En Tunisie, le décret beylical du 10 mars 1878 interdit aux fabricants de matière d'argent de vendre comme neuf l'argent vieux réouvré et dispose que le vieil argent ne pourra être revendu par eux s'il n'est brisé ;

Ce décret, revêtu, après l'établissement du protectorat français, du visa du résident général, est obligatoire pour tous les habitants de la régence ;

Mais en limitant ainsi la liberté de l'industrie en vue d'un intérêt fiscal et commercial, il déroge au droit commun et ne saurait par suite recevoir une interprétation extensive.

(Guttierès c. Rebbi)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Guttierès, adjudicataire du fermage de l'impôt dit du fil d'argent, prétend que Rebbi Haïm a porté atteinte aux droits résultant de ce fermage en vendant des bijoux en vieil argent remis à neuf et cela contrairement aux prescriptions du décret beylical du 10 mars 1878 ; — Attendu qu'un décret beylical du 10 mars 1878 interdit aux fabricants de matière d'argent de vendre comme neuf l'argent vieux réouvré et dispose que le vieil argent ne pourra

être vendu par eux s'il n'est brisé ; — Attendu qu'après l'établissement du protectorat français ce décret a été revêtu le 15 décembre 1884 du visa de M. le ministre résident, qu'il est donc obligatoire pour tous les habitants de la régence ; — Mais attendu qu'en limitant la liberté de l'industrie en vue d'un intérêt fiscal et du commerce, il déroge au droit commun, qu'il ne saurait donc recevoir une interprétation extensive ; — Attendu que le sieur Rebbi Haïm soutient qu'il n'exerce pas le métier de bijoutier et qu'il n'a jamais vendu d'objets en vieil argent après les avoir fait réouvrer ; — Attendu que le tribunal ne possède pas les éléments nécessaires pour vérifier les allégations contraires des parties, et qu'il est nécessaire dans ces conditions de recourir d'office à une expertise ;

Par ces motifs ; — Avant dire droit, etc.

MM. FABRY, *prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes UZANNAS et CATTAN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

12 décembre 1900

Compétence, Tunisie, tribunaux français, litige entre Tunisiens, Européen, mise en cause.

Si l'art. 1er du décret beylical du 31 juillet 1884 donne aux tribunaux français institués en Tunisie compétence en matière personnelle et mobilière dans les affaires où un Européen est en cause, encore faut-il, pour l'application de cette règle, que cette mise en cause soit sérieuse et ne soit pas seulement un artifice de procédure imaginé pour porter illégalement devant la juridiction française un litige qui rentre dans la compétence de la juridiction tunisienne (1).

(Sitbon c. Ricklin)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par acte passé le 5 avril 1895, devant des notaires tunisiens, le sieur Soleyman, fils du

(1) V. justice de paix de Sousse, 15 juin 1897 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 97) et la note.

général Mustapha Agha, a donné en location au sieur Joseph, fils de David Sitbon, un domaine rural désigné sous le nom de Henchir El Khelidji, pour une durée de six ans devant commencer avec l'année 1316 de l'hégire ; — Attendu que le sieur Joseph, fils de David Sitbon, prétend que le sieur Hamouda Errassa, administrateur des biens des consorts Agha, l'empêche de jouir de cet immeuble et l'a loué arbitrairement à une tierce personne ; — Attendu qu'il a assigné, en conséquence, le sieur Soleyman Agha et le sieur Hamouda Errassa, pour les faire condamner à lui remettre la possession de ce domaine ; — Attendu qu'il a aussi appelé en cause le sieur Ricklin, qui avait exercé, antérieurement au sieur Hamouda Errassa, les fonctions d'administrateur des mêmes biens ;

Attendu que le sieur Ricklin conclut à sa mise hors de cause ; — Attendu que Hamouda Errassa demande que le tribunal se déclare incompétent pour statuer sur le litige à l'égard des autres parties ; — Attendu que le sieur Ricklin ne s'est jamais opposé à l'exécution du bail dont s'agit ; — Attendu qu'il est resté complètement étranger aux agissements dont se plaint le sieur Joseph Sitbon ; — Attendu que la nationalité tunisienne de ce dernier, aussi bien que celle de Soleyman Agha et de Hamouda Errassa, n'est pas contestée ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1er du décret beylical du 31 juillet 1884, les tribunaux français sont compétents en matière personnelle et mobilière, pour connaître des affaires dans lesquelles les Européens sont en cause ; — Mais attendu qu'il faut, pour l'application de cette règle, que cette mise en cause soit sérieuse ; — Attendu qu'un indigène tunisien ne saurait distraire un autre indigène de ses juges naturels en appelant arbitrairement au procès un Européen qui n'y a en réalité aucun intérêt ; — Attendu que c'est là ce que Joseph Sitbon a essayé de faire en assignant le sieur Ricklin, conjointement avec les autres défendeurs ; — Attendu, en effet, que la gestion exercée pendant quelque temps par le sieur Ricklin sur les biens dont il s'agit a été entièrement distincte de celle du sieur Hamoud Errassa ; — Attendu que Joseph Sitbon n'indique aucun fait pouvant entraîner sa responsabilité, et qu'il s'exprime ainsi à cet égard : « En ce qui concerne M. Ricklin, attendu qu'il appartiendra au tribunal d'apprécier, à l'aide des pièces qu'il fournira, si réellement il est à couvert » ; — Attendu qu'il est certain, dans ces conditions, que le procès fait au sieur Ricklin ne présente aucun caractère sérieux et que cette mise en cause n'est qu'un artifice de procédure, imaginé pour porter illégalement devant la juridiction fran-

çaise un litige qui rentre dans la compétence de la juridiction tunisienne ;

Par ces motifs : — Met le sieur Ricklin hors de cause, se déclare incompétent.

MM. FABRY, *prés.* ; BLAT, *subst.* — Mes CARDOSO, GUEYDAN et BESSIÈRE, *av.*

TRIBUNAL MIXTE DE TUNIS

16 janvier 1901

Immatriculation, Tunisie, tribunal mixte, jugement de rejet, chose jugée.

La décision par laquelle le tribunal mixte rejette une demande d'immatriculation n'a pas l'autorité de la chose jugée en ce qui concerne les prétentions respectives des parties ; elle ne constitue qu'un simple renvoi à se pourvoir devant la juridiction compétente, laissant intactes les questions de fait et de droit soulevées par ladite demande ;

En conséquence, le requérant ou les opposants conservent le droit de déposer ultérieurement une réquisition d'immatriculation concernant le même immeuble, sans avoir fait juger par les juridictions de droit commun les litiges existant sur cet immeuble (1) ;

(Ben Ayed et veuve Baccouche c. Guichard)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, suivant réquisition n° 4777, déposée à la conservation le 10 avril 1900, Mme Menia, fille de Hamida ben Ayed, veuve du général Mohammed Baccouche, demeurant à l'Ariana et faisant élection de domicile à Tunis, rue d'Allemagne, n° 8, en le cabinet de Me Cirier, avocat, a demandé l'immatriculation en son nom, en qualité d'enzéliste, d'une propriété appelée « le Jardin de Gammart », consistant en un jardin complanté d'arbres fruitiers renfermant divers bâtiments situé à Gammart, caïdat de la banlieue de Tunis,

(1) Sur l'autorité de chose jugée qui peut s'attacher aux jugements rendus par le tribunal mixte de Tunisie, V. de Pougnadoresse, *La justice française en Tunisie*, p. 405 et suiv. ; Martineau, *Journ. des trib. franç. en Tunisie*, 1897, p. 161 ; trib. de Tunis, 31 janv. 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 257) ; 21 mars 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 200).

justice de paix de Tunis, canton nord, cette propriété d'une contenance approximative de 1 hectare 50 ares que le requérant a déclaré vouloir appeler « El-Honna » ; — Attendu que M. le juge rapporteur a renvoyé l'affaire sur incident à l'audience en déposant, le 24 novembre 1900, les conclusions suivantes : — « Vu la réquisition 4777 et la procédure suivie ; — Spécialement, vu les conclusions du requérant du 15 mai 1900, les pièces à l'appui et les conclusions du sieur Guichard du 24 octobre 1900 ; — Vu enfin le jugement du 28 mars 1900 qui qui a rejeté la réquisition 3435 ; — Attendu que la réquisition 4777, déposée le 10 avril 1900 par la dame Menia et à laquelle le sieur Guichard forme opposition, s'applique identiquement au même immeuble que la réquisition 3435 déposée par le sieur Guichard et à laquelle la dame Menia avait formé opposition ; — Attendu que la réquisition 3435 a été rejetée par un jugement du 28 mars 1900 ; — Attendu que, par ce jugement, le tribunal mixte a renvoyé aux tribunaux compétents la connaissance de la contestation existant sur ledit immeuble entre la dame Menia et le sieur Guichard ; — Attendu que c'est, par suite, à tort que la dame Menia porte à nouveau et au moyen de la réquisition 4777 (voir cette réquisition et les pièces ci-dessus visées) cette contestation devant le tribunal mixte ; — Que sans doute il appartenait à la dame Menia, dès avant le jugement de rejet du 28 mars, de saisir directement le tribunal mixte de ses prétentions, en faisant suivre son opposition à réquisition 3435 d'une réquisition conforme aux art. 22 et suivants (loi foncière) et qui aurait nécessairement abouti à une décision d'admission ou de rejet (art. 37 même loi) ; — Mais attendu qu'elle ne l'a point fait et que, dès lors, le jugement de rejet du 28 mars lui enlève ce droit aussi longtemps que lesdites prétentions n'auront point été jugées par les tribunaux compétents ; qu'il est d'évidence qu'il y aurait contradiction à retenir, au moyen de la réquisition 4777 déposée postérieurement à son jugement du 28 mars, la connaissance d'une contestation dont il a ordonné, par ce jugement, le renvoi devant la juridiction compétente ; qu'en décidant autrement sur la présente espèce, on réduirait à l'état de lettre morte les dispositions de l'art. 37 § 3 (loi foncière), puisqu'il serait toujours loisible aux parties de porter à nouveau et dans le même état devant le tribunal mixte la connaissance d'un litige précédemment renvoyé par un jugement de rejet aux tribunaux ordinaires ; qu'ainsi la réquisition 4777 ne procède point valablement et doit être rejetée, sans que d'ailleurs il puisse être question de surseoir à statuer sur cette réquisition par application des art. 35 et

36, loi foncière, dont les dispositions sont étrangères à l'espèce actuelle ; — Par ces motifs : — Et sans qu'il y ait lieu d'examiner autrement les prétentions des parties ; — Prononcer le rejet de la réquisition 4777 ; — Quoi faisant, renvoyer de plus fort les parties à se pourvoir devant la juridiction compétente » ;

Attendu que la dame Menia Baccouche, requérante, a, par Me Cirier, son mandataire, déposé le 4 janvier 1901 les conclustons suivantes : — « Plaise au tribunal ; — Attendu que le sieur Guichard avait demandé l'immatriculation (n° 3435, jardin de Gammart) d'un immeuble sis à Gammart et avait produit à l'appui de sa réquisition un titre arabe ; que la concluante forma opposition à cette immatriculation et fit remarquer que ce titre arabe n'était pas au nom de M. Guichard ou de ses auteurs, mais en son nom à elle, opposante ; que faisant droit à son opposition, le tribunal mixte rejeta la réquisition et renvoya les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseraient ; que ce jugement, étant rendu en l'état, ne saurait en aucune façon préjuger le succès d'une nouvelle réquisition d'immatriculation introduite par Guichard (sur d'autres pièces) par la requérante actuelle ou par tout autre ; — Attendu que la concluante a, à son tour, demandé l'immatriculation (n° 4777 El Homma) de la même propriété ; qu'elle a produit à l'appui de sa réquisition une expédition authentique de la traduction du titre et fait sommation à Guichard de produire l'original du titre arabe ; — Attendu que M. le juge rapporteur conclut au rejet de cette nouvelle réquisition, parce que le précédent jugement de rejet constituerait la chose jugée et obligerait tant la requérante actuelle que Guichard à porter devant les tribunaux de droit commun la question de propriété ; qu'à l'appui de cette opinion M. le juge rapporteur allègue l'art. 39 § 4 de la loi foncière : « En » cas de rejet, les parties seront renvoyées à se pourvoir » devant la juridiction compétente », et les art. 22 et suivants de la même loi ; — Mais attendu, tout d'abord, que cet art. 37 § 4 n'a pas la portée exclusive que lui donne le rapport dont s'agit ; qu'il est de jurisprudence constante que le requérant qui a échoué une première fois peut toujours saisir de nouveau le tribunal mixte en fournissant les justifications dont l'absence avait amené le rejet ; — Attendu, d'autre part, qu'il échet de concilier ce texte avec l'art. 1351 C. civ., ainsi conçu : « L'autorité de la chose jugée n'a lieu qu'à l'égard de ce qui » a fait l'objet du jugement ; il faut que la chose demandée » soit la même, que la demande soit fondée sur la même » cause, que la demande soit entre les mêmes parties et for-

» mée par elles et contre elles en la même qualité » ; qu'en examinant successivement les diverses conditions de la chose jugée il est facile de se convaincre que l'autorité de la chose jugée, acquise dans une certaine mesure par le rejet 3435, n'est aucunement applicable à la réquisition 4777; que dans cette réquisition la concluante demande au tribunal mixte de dire qu'elle est propriétaire de l'immeuble dont s'agit ; qu'elle n'a jamais fait semblable demande dans la réquisition 3435 où elle n'était qu'opposante et où elle s'est contentée de demander au tribunal de rejeter la réquisition Guichard ; que le tribunal mixte n'a donc pas eu encore à dire si la requérante actuelle est propriétaire ou non de l'immeuble; qu'il semble extraordinaire d'admettre que, s'il est résulté à l'évidence des opérations de vérification faites dans une réquisition qu'un opposant est propriétaire, cet opposant par ce fait même soit forclos dorénavant du droit de s'adresser au tribunal mixte et doive saisir les juridictions ordinaires ; — Attendu, en résumé, qu'en admettant l'autorité de la chose jugée comme acquise à la décision intervenue dans la réquisition 3435, la demande 4777 n'en est pas moins recevable, parce que : 1° ce qui a fait l'objet du premier jugement serait : « M. Guichard n'est pas propriétaire » ; 2° la chose demandée n'est pas la même, M. Guichard (3435) demandant qu'on reconnaisse son droit de propriété et la dame Baccouche (4777) demandant au contraire actuellement que ce droit de propriété lui soit reconnu ; 3° la demande n'est pas fondée sur la même cause, M. Guichard se prétendant aux droits de la société foncière de Tunisie et la dame Baccouche soutenant au contraire avoir acquis de ses deniers en 1875 avant la création de cette société ; 4° la demande n'est pas formée par elles et contre elles en la même qualité, puisque la concluante est aujourd'hui requérante, alors qu'elle était opposante, — Par ces motifs : — Dire qu'il n'y a pas chose jugée ; — Dire que la réquisition est recevable ; — Ordonner qu'il y sera donné suite sur les derniers errements de la procédure » ;

Attendu qu'il est constant en fait qu'il y a identité entre l'immeuble faisant l'objet de la présente réquisition 4777 et celui dont l'immatriculation requise par le sieur Guichard sous le n° 3435 a été rejetée à la date du 28 mars 1900, et que la dame Menia, requérante dans cette instance, était opposante dans la précédente ; — Attendu, en droit, que le tribunal mixte a pour mission de prononcer l'admission ou le rejet en tout ou en partie des demandes d'immatriculation dont il est saisi ; — Attendu qu'en cas d'immatriculation, il ordonne

l'établissement d'un titre définitif et inattaquable formant devant les juridictions françaises, désormais seules compétentes, le point de départ unique de la propriété et des droits réels qui l'affectent à l'exclusion de tous autres droits non inscrits ; — Attendu que la décision qui rejette la demande d'immatriculation a pour effet de laisser les parties au même état où elles se trouvaient avant la demande; — Que ce jugement ne déclare pas que les prétentions du requérant sont mal fondées et que celles de l'opposant doivent être accueillies; qu'il n'est qu'un simple renvoi, laissant intactes les questions de fait et de droit portées devant le tribunal mixte et n'ayant pas l'autorité de la chose jugée ; que ces règles sont formellement tracées par l'art. 37, § 3 de la loi foncière qui, après avoir précisé que les jugements du tribunal mixte ne sont susceptibles d'aucun recours quelconque, dispose que, dans le cas de rejet, les parties seront renvoyées à se pourvoir devant la juridiction compétente ; — Attendu qu'il importe actuellement de préciser si le jugement de rejet a pour effet d'enlever au requérant ou aux opposants le droit de déposer ultérieurement une réquisition d'immatriculation concernant le même immeuble, sans avoir fait juger par les juridictions de droit commun les litiges existant sur cet immeuble ; — Attendu que telle n'est point la portée de l'art. 37, § 3 de la loi foncière ; — Attendu qu'il suffit pour s'en convaincre de s'inspirer de l'esprit de la loi et de voir le but à atteindre ; — Attendu qu'il ne semble pas, en effet, que le législateur, qui a édicté une procédure exceptionnelle et exorbitante pour fixer rapidement l'assiette et la condition juridique de la propriété en Tunisie, ait voulu dans un de ses articles opposer un obstacle presque insurmontable à la réalisation de son œuvre ; — Attendu que si l'on devait interpréter à la lettre l'art. 37, § 3 susvisé, il faudrait déclarer que les intéressés, requérant ou opposant, ont l'obligation, avant de songer à nouveau à l'immatriculation, de faire vider par la juridiction compétente, non seulement les contestations qui se sont produites, mais aussi tous les litiges pouvant faire échec à l'immatriculation ; que, notamment lorsqu'une demande a été rejetée nonobstant l'absence de toute opposition, le requérant devrait faire consacrer son droit de propriété par les juridictions de droit commun ; — Attendu qu'une telle prétention ne pourrait que très dificilement obtenir satisfaction et que, d'ailleurs, lorsqu'une consolidation de la propriété se trouverait ainsi faite, la procédure de purge de la loi foncière serait devenue inutile ; — Attendu qu'on arguerait vainement que le législateur a simplement prescrit au requérant et aux opposants de porter

devant leurs juges naturels les seules questions qui les divisent ; — Attendu que le caractère et les effets du jugement de rejet déterminés ci-dessus ne permettent pas d'accueillir cette interprétation ; — Attendu, au surplus, qu'il semble inadmissible qu'un opposant dont les droits ont été laissés intacts par le jugement de rejet se trouve privé du bénéfice de la procédure d'immatriculation ; — Attendu qu'il résulte nettement de tous ces motifs que par les expressions : « Les parties seront renvoyées à se pourvoir devant la juridiction compétente », le législateur a entendu déterminer la nature du jugement de rejet et préciser que cette décision permet aux intéressés de déférer l'immeuble litigieux au tribunal de droit commun compétent dont l'accès lui avait été enlevé par la procédure d'immatriculation ; — Attendu que, d'ailleurs, il a été déjà jugé par le tribunal civil de Tunis et par le tribunal de céans que le jugement de rejet d'une immatriculation ne prive pas la partie repoussée du droit de se présenter à nouveau devant le tribunal mixte en y apportant des preuves nouvelles supplémentaires ; — Attendu que la dame Menia Baccouche, qui n'était qu'opposante dans l'instance 3435, clôturée par un jugement de rejet, a donc pu valablement déposer la présente réquisition concernant le même immeuble ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu pour le moment d'apprécier si la réquisition de ladite dame ne se trouve point subordonnée, vu le jugement d'adjudication dont excipe le sieur Guichard intervenant, au règlement d'une question préjudicielle par le tribunal civil de Tunis ;

Par ces motifs : — Statuant sur l'incident ; — Rejette les conclusions de M. le juge rapporteur ; — Dit que la réquisition d'immatriculation 4777 de la dame Menia, fille d'Hamida ben Ayed, veuve de Mohammed Baccouche, a été valablement déposée ; — Ordonne qu'il sera suivi par M. le juge rapporteur sur les derniers errements de la procédure.

MM. ANTERRIEU, *prés.* ; GENTIL, *juge rap.* — Me CIRIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

14 janvier 1901

Faillite, jugement, appel, délai, atermoiement, cessation des paiements.

Le délai spécial d'appel en matière de faillite, établi par les art. 582 et suiv. C. com., ne court que du jour de la signi-

fication au failli du jugement déclaratif ; — En conséquence, le failli est toujours recevable dans son appel si le jugement déclaratif ne lui a pas été signifié, alors même que, déclaré en faillite par jugement de défaut, il aurait fait opposition et en aurait été débouté ;

Lorsqu'un jugement, condamnant un débiteur commercial au paiement d'une somme d'argent, l'a autorisé à se libérer par à compte et que le débiteur a régulièrement payé à son seul créancier les à compte exigibles, il n'est pas en état de cessation des paiements et ne saurait être déclaré en état de faillite.

(Lartillerie c. Monteil)

ARRÊT

LA COUR, — Donne de nouveau défaut contre Loillier ès-qualité, faute par lui de comparaître quoique dûment réassigné en exécution d'un arrêt de cette chambre du 20 juin 1900 ; — Et statuant par décision définitive entre toutes les parties ;

Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que par jugement rendu le 29 décembre 1889, sur la requête présentée par Monteil, le tribunal de Mascara a déclaré la faillite de la dame veuve Lartillerie ; — Que, par jugement du 23 février 1900, le même tribunal a débouté la veuve Lartillerie de son opposition, laquelle n'avait été formée que le 15 janvier précédent, alors que les formalités de l'affiche et de l'insertion avaient été remplies les 29 et 30 décembre 1899 ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 580 C. com., l'opposition de la veuve Lartillerie n'était pas recevable ; — Qu'ainsi le jugement du 29 décembre 1899 n'était plus susceptible d'opposition, d'où il suit qu'il pouvait être frappé d'appel ; — Attendu que le délai d'appel pour tout jugement en matière de faillite est de quinze jours seulement à compter de la signification (art. 582 C. com.) ; — Attendu que cette disposition s'applique aux jugements qui déclarent la faillite et fixent son ouverture (art. 440 et 441 C. com.) ; — Attendu que le jugement du 29 décembre 1899 n'a jamais été signifié à la veuve Lartillerie, d'où il suit que le délai de quinzaine n'a jamais couru contre l'appelante ;

Sur la déclaration de faillite : — Attendu que, par sentence du juge de paix de Perrégaux du 15 septembre 1899, la veuve

Lartillerie a été condamnée à payer à Monteil une somme principale de 527 fr. 70 cent. ; — Qu'il lui a été, par la même décision, accordé la faculté de se libérer par à compte mensuels de 10 fr., exigibles à partir du 1er octobre 1899 ; — Attendu qu'il est constant en fait et qu'il n'est pas contesté devant la Cour que l'appelante a payé les à compte exigibles les 1er octobre, 1er novembre et 1er décembre 1899 ; — Attendu que Monteil est le seul créancier connu de la veuve Lartillerie et qu'il résulte de ce qui précède que, au moment où est intervenu le jugement du 29 décembre 1899, l'appelante n'avait pas cessé ses paiements ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ; — Ce faisant ; — Infirme le jugement déféré ; — Et statuant à nouveau ; — Déclare Monteil mal fondé dans sa demande en déclaration de faillite ; — L'en déboute et le condamne en tous les dépens, (ceux d'appel à recouvrer aux formes de l'assistance judiciaire) ; — Ordonne la restitution de l'amende si elle a été consignée.

MM. DANNERY, *prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes DOUCHEZ et ESCRIVA, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

13 juillet 1900

Servitude, conduite d'eau et arrosage, règlement administratif, répartition des eaux, destination du père de famille, art. 688 et 692 C. civ., droits des acquéreurs.

Une servitude de conduite d'eau et d'arrosage au profit du fonds inférieur et à la charge du fonds supérieur peut légalement naître de l'établissement par un même propriétaire d'un système de canalisation destiné à conduire des eaux d'irrigation d'un fonds sur l'autre ; mais il n'en est plus ainsi lorsque, les canaux ayant été antérieurement établis, il ne s'agit plus que de l'usage de ces canaux, en vue de répartir l'eau sur les deux fonds, fait par le propriétaire unique des deux immeubles ;

Cette répartition ou cette réglementation du débit des eaux ne saurait avoir cet effet d'engendrer un droit quelconque au profit de celui qui y pourvoit et n'a pu d'ailleurs y pourvoir que par des entreprises discontinues et dont rien n'a révélé l'existence à l'extérieur ; elle ne lui permet pas, par suite, d'invoquer la destination du père de famille, telle que la consacre les art. 688 et 692 C. civ., alors surtout que c'est un acte d'administration publique qui a réglementé la distribution des eaux entre les deux fonds ;

Et l'acquéreur ultérieur du fonds supérieur a le droit d'exiger que la répartition de l'eau sur chacun des deux fonds soit rétablie telle qu'elle a été fixée par l'administration.

(Madon c. Guedj)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu que des constatations de l'expertise qui a servi de base au jugement déféré, il doit être retenu : — Que la parcelle Ben Achaba, propriété de la dame veuve Madon et fonds supérieur, a, de temps immémorial, été exploitée en état de jardin pour une superficie de 2 hectares 92 ares 12 centiares et à l'état de terre de labours pour une superficie de 4 hectares 23 ares 70 centiares ; — Que la parcelle Ben Illoul, fonds inférieur appartenant aux consorts Guedj, était originairement terre de labours pour toute sa superficie, c'est-à-dire pour 2 hectares 25 ares 40 centiares ; — Attendu que, prenant sans doute en considération et cette disposition respective des deux parcelles et leur nature de production et leur contenance réciproque, deux règlements administratifs, l'un du 14 juin 1854, l'autre du 7 janvier 1869, avaient attribué à Ben Achaba, pour ses 2 hectares 92 ares 12 centiares de jardin, 15 heures d'eau par semaine, et pour ses 4 hectares 23 ares 70 centiares de terre de labours, 2 heures 57 minutes par semaine, soit au total 17 heures 57 minutes par semaine ; à Ben Illoul, pour 2 hectares 25 ares 40 centiares de terre labourable, 2 heures 57 minutes d'eau par semaine, étant naturellement et nécessairement prévu que l'eau qui irait irriguer Ben Illoul, fonds inférieur, passerait par Achaba, fonds supérieur ; — Attendu que cette réglemen-

tation paraît avoir eu son exécution jusqu'en 1889, époque à laquelle les auteurs des consorts Guedj, alors propriétaires de Ben Illoul et de Ben Achaba, ont affecté à Ben Illoul 9 heures 30 minutes d'eau par semaine pour un jardin qu'ils avaient alors créé sur cette parcelle; — Attendu que c'est dans ces conditions que, les consorts Guedj étant devenus seuls propriétaires de Ben Illoul, et la dame veuve Madon, seule propriétaire de Ben Achaba, la dame Madon a émis la prétention de ne pas laisser passer sur Ben Achaba l'eau que les auteurs des consorts Guedj avaient affectée à l'irrigation de Ben Illoul; — Attendu que c'est de cette entreprise de la dame veuve Madon qu'est né le procès actuel;

Attendu qu'après avoir paru d'abord soutenir qu'ils avaient droit à la totalité des eaux afférentes à Ben Illoul et à Ben Achaba et actionné sans restriction la dame veuve Madon, afin de s'entendre dire qu'elle laissera passer la totalité des eaux par Ben Achaba, les consorts Guedj ne contestent plus, dans le dernier état de leur procédure, que Ben Achaba n'est pas seulement grevé d'une servitude de conduite d'eau qu'il échet simplement de faire respecter, mais qu'il a droit encore à cette eau pour une quantité déterminée; — Attendu que, de son côté, tout en faisant des réserves sur le trajet que devront à l'avenir suivre les conduites destinées à amener les eaux sur Ben Illoul en passant par Ben Achaba, la dame veuve Madon ne discute pas, dans son principe, le droit qu'ont les consorts Guedj de conserver à Ben Illoul une certaine quantité d'eau; — Attendu qu'ainsi, et ramené à son exacte proportion, l'objet du litige actuel doit se résumer dans une question de juste répartition des eaux entre Ben Illoul et Ben Achaba; — Attendu que plus spécialement la dame veuve Madon revendique à son profit, et pour Ben Achaba, les avantages que font à cette parcelle les règlements de 1854 et 1869, soit 17 heures 57 minutes d'eau par semaine; que les consorts Guedj, pour déroger à ces règlements et maintenir à Ben Illoul les 9 heures 30 minutes d'eau par semaine dont jouit actuellement et depuis 1889 cette parcelle, invoquent la destination du père de famille, telle que la consacrent les art. 692 et 688 C. civ.; — Attendu qu'il n'est pas allégué que les règlements administratifs de 1854 et 1869 aient été modifiés ou rapportés par des actes émanant de la même autorité; qu'il doivent donc, *a priori*, et jusqu'à démonstration contraire, conserver leurs effets; — Attendu que, sans doute, il est certain que lorsque Ben Illoul était aux mains du même propriétaire, celui-ci a porté à 9 heures 30 minutes par semaine le débit d'eau de cette parcelle, que

l'administration avait fixé à 2 heures 57 minutes par semaine, prélevant ainsi sur Ben Achaba la quotité nécessaire pour parfaire les 9 heures 30 minutes ; — Mais attendu que de cette affectation, dont rien ne démontre la continuité ni le caractère définitif, ne saurait résulter cette destination du père de famille telle qu'elle doit se caractériser pour produire les conséquences juridiques que la loi en fait dériver, et notamment pour entraîner l'avertissement certain et irrévocable d'un fonds à l'autre ; — Attendu que, plus exactement, il ne faut voir dans le mode de répartition des eaux adopté par les auteurs des consorts Guedj depuis 1889 qu'un aménagement intermittent de ces eaux, tantôt au profit d'une parcelle, tantôt au profit de l'autre, selon la fantaisie du propriétaire, et incapable enfin de faire présumer une intention continue et non équivoque de grever l'un des fonds d'une servitude au profit de l'autre ; — Attendu, au surplus, qu'aux termes de l'art. 692 C. civ., la destination du père de famille ne vaut titre qu'à l'égard des servitudes continues et apparentes ;

Attendu que, sans doute, on ne saurait méconnaître que de l'établissement par un même propriétaire d'un système de canalisation destiné à conduire des eaux d'irrigation d'un fonds sur l'autre peut légalement naître une servitude au profit du fonds inférieur et à la charge du fonds supérieur ; — Mais attendu qu'il n'en est plus ainsi lorsque, les canaux ayant été antérieurement établis, il ne s'agit plus que de l'usage que le père de famille a fait de ces canaux en vue de répartir l'eau entre les deux fonds ; — Attendu que, ne se manifestant par aucun fait apparent de l'homme et par aucun signe extérieur, cette répartition ou cette réglementation du débit des eaux ne saurait avoir cet effet d'engendrer un droit quelconque au profit de celui qui y pourvoit et n'a pu, d'ailleurs, y pourvoir que par des entreprises discontinues et dont rien n'a révélé l'existence à l'extérieur ; — Attendu que, dans la cause, il doit en être d'autant mieux ainsi, qu'un acte d'administration publique qui est resté et doit rester la charte de Ben Achaba et de Ben Illoul avait réglementé la distribution des eaux entre ces deux parcelles et que cette réglementation ne pouvait être modifiée ou altérée que par un acte de même origine ; — Attendu, en résumé, que c'est sous l'empire des règlements de 1854 et de 1869 que doivent être replacées Ben Achaba et Ben Illoul ;

Sur les dépens : — Attendu qu'en contestant un principe que cependant la Cour admet entièrement, et ayant d'ailleurs, en première instance, dénié à leur adversaire un droit qu'ils

reconnaissent aujourd'hui, les consorts Guedj ont motivé la contestation déférée ; qu'ils doivent, en conséquence, supporter les dépens qu'ils ont nécessités ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Infirme dans son principe le jugement déféré ; — Et statuant par une nouvelle décision ; — Dit que, conformément aux arrêtés du 14 juin 1854 et du 7 janvier 1869, la part afférente à Ben Achaba est et doit rester de 17 heures 57 minutes par semaine ; — Que la part d'eau afférente à Ben Illoul est et doit rester de 2 heures 57 minutes par semaine ; — Dit que pour amener l'eau qui leur est impartie pour Ben Illoul, les consorts Guedj continueront à se servir des travaux de canalisation existant sur Achaba ; — Ordonne, en tant que de besoin, que la dame veuve Madon rétablira ces canaux à ses frais dans le délai de quinze jours à partir de la signification du présent arrêt, sous l'astreinte de 20 fr. par jour de retard fixée par les premiers juges, et ce, pendant un mois, et que, passé ce délai, il sera fait droit ; — Réserve à ladite veuve Madon le droit qu'elle peut avoir de donner aux canaux d'irrigation qui passent sur sa propriété une direction plus conforme à l'état des lieux ; — Relève la même appelante des autres condamnations prononcées contre elle par le jugement déféré, le préjudice qu'auraient souffert les intimés n'étant pas justifié ; — Condamne les consorts Guedj en tous les dépens de première instance.

MM. GEFFROY, *prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes TILLOY et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

12 mars 1901

Assurances maritimes, Tunisie, attribution de compétence, ordonnance du 16 avril 1843, contestation, mandat, majoration de valeur, clause « vaille que vaille. »

La disposition exceptionnelle de l'ordonnance du 16 avril 1843, aussi bien que celle de l'art. 420 C. pr. civ. qu'attribuent compétence au tribunal du lieu où la promesse a été faite, cessent d'être applicables quand il y a contestation sérieuse sur l'existence même du contrat (1) ;

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous l'ordonnance du 16 avril 1843 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 49 et suiv.

On ne peut opposer aux tiers de bonne foi les restrictions aux mandats qu'ils ont ignorées et le mandant ne peut exciper d'ailleurs du dol du mandataire au regard des tiers à l'encontre desquels il n'établit pas la collusion ;

La majoration de la valeur des marchandises assurées n'emporte nullité du contrat à l'encontre de l'assuré que si elle procède de son dol ou de sa fraude ;

La clause « vaille que vaille » n'emporte pas obligation pour le juge de retenir nécessairement comme exacte la valeur attribuée dans la police à la marchandise assurée et au profit espéré.

(Lloyd international c. Grandes huileries de Sfax)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la compétence : — Attendu que les premiers juges ont déduit leur compétence de ce que le contrat d'assurance a été passé à Tunis ; — Attendu que la Société du Lloyd international reconnaît cette compétence, mais pour le cas seulement où le contrat serait valable ; — Attendu qu'elle conteste l'existence de droit et de fait du contrat ; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que la disposition attributive de compétence exceptionnelle de l'ordonnance de 1843, aussi bien que celle de l'art. 420 C. pr. civ., cesse d'être applicable lorsque l'existence de la convention est sérieusement alléguée ; — Attendu qu'il convient donc d'examiner si la contestation soulevée par le Lloyd international est sérieuse ;

Attendu tout d'abord que le Lloyd international prétend que son agent Carbonaro n'avait pas qualité pour assurer le chargement de l'*Ernestina ;* qu'il lui était défendu d'assurer pour un seul navire : 1° des valeurs dépassant la somme de 50,000 fr. ; 2° des marchandises chargées sur un voilier ; — Qu'il a agi par mauvaise foi et dol ; qu'en effet, les deux polices, datées des 19 et 21 novembre 1899, ne figurent sur son registre qu'après la date du naufrage ; — Mais attendu qu'il n'est pas possible d'opposer aux tiers de bonne foi les restrictions aux mandats qu'ils ont ignorées ; — Qu'il n'est pas établi que la Société des huileries ait connu ces restrictions ; que le dol de Carbonaro vis-à-vis du Lloyd international ne suffirait pas, serait-il établi, pour entraîner l'annulation du contrat ; —

Attendu, il est vrai, que le Lloyd international allègue le dol et la fraude de Montéfiore, qui a stipulé les assurances litigieuses pour le compte de la Société des huileries de Sfax, et que le dol de Montéfiore se déduit : 1° de sa qualité de courtier maritime ; 2° des majorations qu'il a opérées sur la valeur des marchandises assurées ; — Attendu que le Lloyd international soutient que Montéfiore, courtier maritime, ne pouvait ignorer que les compagnies d'assurances maritimes ont pour règle constante d'interdire à leurs agents locaux de consentir des assurances pour une somme supérieure à 50,000 et de consentir des assurances sur voiliers ; qu'il a violé ces règles dans un but malhonnête, en se faisant consentir des assurances en contradiction avec ces règles ; — Mais attendu que le dol et la fraude ne se présument pas ; que les affirmations du Lloyd international ne sont accompagnées d'aucune preuve ; que la preuve n'est pas même offerte ; — Attendu, au surplus, en ce qui concerne le chiffre maximum à assurer, qu'il n'est nullement établi que toutes les compagnies d'assurances maritimes interdisent à leurs agents locaux de consentir des assurances pour une somme supérieure à 50,000 fr. et que l'on ne s'explique pas, si cette règle a été adoptée d'une manière constante par le Lloyd international, qu'elle ne fasse pas l'objet d'une clause dans ses polices ; — Attendu, en ce qui concerne l'interdiction faite à ses agents par le Lloyd international d'assurer sur voiliers, qu'elle n'a pas en tout cas un caractère général ; — Que cette interdiction n'est pas mentionnée dans les polices ; que, bien plus, l'art. 8 imprimé des polices stipule des délais différents pour le délaissement des marchandises sur vapeurs et sur voiliers ;

Attendu que le Lloyd international prétend encore que le taux de l'assurance aurait dû attirer l'attention de Montéfiore et qu'une marchandise aussi dangereuse à transporter que la marchandise assurée ne s'assure pas sur le pied de 1 pour 0/0 ; que le courtier Montéfiore ne pouvait donc s'illusionner sur la valeur du contrat ; — Mais attendu que dans ce cas, comme dans ceux qui ont été examinés déjà, on ne peut tirer de la qualité de Montéfiore rien qui justifie l'accusation de dol formulée à son encontre ; — Que si le taux de prime d'assurance de 1 pour 0/0 pour essence de pétrole semble peu élevé, il importe de considérer que le transport a été effectué par voilier et que les chances d'incendie sont moins grandes sur un voilier que sur un bateau à vapeur ; — Attendu, en admettant même, ce qui n'est pas établi, que le taux de prime d'assurance de 1 pour 0/0, essence de pétrole, par voilier soit

inférieur à la normale, on ne saurait reprocher à la Société des huileries d'avoir bénéficié d'avantages stipulés à son profit pour des considérations qu'il est inutile d'ailleurs de rechercher ; que l'agent du Lloyd international a signé le contrat ; que le Lloyd international est engagé par son agent, alors même que ce dernier, ainsi que le prétend le Lloyd international, sans d'ailleurs en justifier, lui aurait jusqu'au naufrage laissé ignorer la convention ; que le Lloyd international n'est pas recevable à discuter cette condition de la convention qui ne prête d'ailleurs à aucune équivoque ; — Attendu enfin que le Lloyd international invoque la mauvaise tenue des registres de Carbonaro ; — Mais attendu qu'il n'établit pas que Montéfiore soit à ce propos coupable de collusion ;

Attendu qu'il reste à examiner au point de vue de la compétence l'allégation de majoration de la valeur des marchandises et du profit assurés ; — Attendu que cet à tort que le premier juge a décidé qu'à raison de la clause « vaille que vaille » du contrat, la valeur attribuée à la marchandise et au profit doit être tenue pour exacte, le Lloyd international n'établissant pas que la valeur réelle des marchandises était inférieure à celle fixée par la police ; — Attendu qu'il résulte des documents de la cause qu'au prix le plus élevé de 46 fr. l'hectolitre, le chargement total de 678 hectolitres (procès-verbal en douane à Cette) ne donne qu'une valeur de 31,688 fr., au lieu de 60,000 fr. assurés, sans compter 20,000 fr. du profit à réaliser ; — Qu'il y a lieu d'admettre ce chiffre de 31,188 fr. comme représentant la valeur réelle des marchandises assurées ; — Qu'il convient d'y ajouter la valeur des fûts, le montant du fret, de l'assurance, les frais de chargement à bord ; — Que la Cour possède les éléments nécessaires pour fixer comme suit le montant de ces dépenses : futs, 1,800 fr. ; fret, 1,000 fr. ; assurance, 800 fr. ; frais de chargement à bord, 200 fr., soit une somme totale de 5,800 fr. ; — Attendu, en outre, qu'il est licite d'assurer le bénéfice à réaliser en outre de la valeur réelle d'une marchandise ; — Que la Cour possède également les éléments suffisants pour évaluer à 5,000 fr. le bénéfice qu'aurait pu réaliser la Société des huileries de Sfax sur les marchandises assurées dont la valeur réelle est fixée à 31,188 fr. ; — Attendu qu'il est donc constant que le prix des marchandises a été majoré ; — Mais attendu que la majoration du prix des marchandises assurées n'est une cause de nullité du contrat au regard de l'assuré que si elle procède du dol ou de la fraude dudit assuré ; — Que le Lloyd international n'établit ni le dol ni la fraude ; — Attendu qu'il résulte de tout ce qui précède que la contestation soulevée

par le Lloyd international n'est pas sérieuse; — Que les assurances litigieuses sont valables; — Que le tribunal de Tunis avait compétence pour statuer; — Qu'il y a lieu de confirmer de ce chef, pour les motifs ci-dessus développés et ceux non contraires des premiers juges, le jugement entrepris;

Au fond : — 1° En ce qui concerne la capacité de Carbonaro et les allégations de dol et de fraude à l'encontre de Montéfiore : — Attendu qu'il convient de rappeler les motifs déjà déduits plus haut sur ces deux chefs; — Qu'il y a lieu, par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges, de confirmer le jugement déféré;

2° Sur le délaissement de la marchandise assurée : — Attendu qu'il y a lieu d'adopter les motifs des premiers juges;

3° En ce qui touche la baraterie de patron invoquée par le Lloyd international : — Attendu qu'il y a lieu d'adopter les motifs des premiers juges; — Qu'il importe toutefois d'ajouter que les conditions déterminées par les lois françaises et italiennes ont été observées; — Que le rapport de mer a été non seulement déposé, mais vérifié ainsi qu'il résulte du document lui-même; — Que, quant aux formalités subséquentes, notamment de transmission de ce rapport, leur accomplissement ne dépendait pas du capitaine Vanucci mais bien des autorités locales; — Attendu que c'est à bon droit aussi que les premiers juges ont décidé que la Société des huileries est demeurée étrangère aux événements qui se sont passés en Sardaigne et que Montéfiore n'avait aucun mandat pour la représenter; que Montéfiore a agi exclusivement comme armateur; — Qu'il convient d'adopter leurs motifs;

4° En ce qui concerne la valeur des marchandises et du profit assurés : — Attendu qu'il y a lieu de rappeler les motifs développés ci-dessus de ce chef et qu'il échet par ces motifs d'infirmer le jugement entrepris en ce qu'il a décidé que la valeur attribuée par la Société des huileries à la marchandise et au profit réalisable devait être tenue pour exacte, et de réduire à la somme de 41,988 fr. le montant des condamnations prononcées contre le Lloyd international;

5° Sur la demande reconventionnelle : — Attendu que c'est à bon droit que les premiers juges ont débouté le Lloyd international de sa demande reconventionnelle en dommages-intérêts; — Qu'il y a lieu par adoption de motifs de confirmer de ce chef la décision entreprise;

6° Sur les dépens : — Attendu que les parties succombant respectivement sur certains chefs de leurs prétentions, il y a lieu de faire masse de tous les dépens qui seront supportés

un tiers par la Société des huileries de Sfax et les deux autres tiers par le Lloyd international ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Dit bien jugé, mal appelé ; — En ce qui concerne les exceptions et fins de non recevoir opposées par le Lloyd international et la demande reconventionnelle de ce dernier : — Confirme sur tous ces chefs le jugement déféré ; — Dit mal jugé, bien appelé, en ce qui concerne la demande principale ; — Infirme de ce chef la décision attaquée ; — Réduit à la somme de 41,088 fr. celle de 80,000 fr. allouée par les premiers juges ; — Condamne le Lloyd international à payer à la Société des huileries de Sfax ladite somme avec intérêts du jour de la demande ; — Fait masse des dépens qui seront supportés un tiers par la Société des huileries de Sfax et les deux autres tiers par le Lloyd international.

MM. WURTZ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes TILLOY et LEMAIRE, *av.*

TRIBUNAL MIXTE DE TUNISIE

15 juin 1898

Vente, droit tunisien, kemchat madjoulat, caractère définitif, chefaâ, action, irrecevabilité.

En droit tunisien, la vente d'un immeuble moyennant un prix augmenté de la poignée d'argent (kemchat madjoulat) est définitive et sans recours ; notamment l'exercice du droit de chefaâ en pareil cas est irrecevable (1).

(Ennouali c. Ezzouaoui)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les opposants par l'organe de Me Gaudiani produisent requête pour faire valoir leur droit de chefaâ à l'égard de leur copropriétaire, auteur du requérant en immatriculation ; — Mais attendu que la vente a été consentie moyennant un prix augmenté de la poignée d'argent (kemchat madjoulat) ; qu'elle est donc définitive et sans recours ; que la loi musulmane est formelle sur ce point ; qu'il y a donc lieu de rejeter l'opposition des consorts Ezzouaoui.

M. LECLERC, *prés.* -

---

(1) V. sur la vente avec usage de la kemchat, Abribat, *Recueil de notions de droit musulman*, p. 104 et 116.

CONSEIL D'ÉTAT

4 août 1899

Pensions de retraite, militaires, tirailleurs indigènes algériens, pension proportionnelle.

Les régiments de tirailleurs indigènes algériens faisant partie de l'armée française, les militaires indigènes musulmans algériens qui les composent, Français en vertu du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, ont, à l'égal de ceux des corps de troupe de la métropole, droit à une pension de retraite proportionnelle, lorsqu'ils se trouvent, d'aillleurs, dans les conditions exigées par l'art. 32 de la loi du 18 mars 1889.

(Salah ben Abdallah)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu les lois des 9 mars et 11 avril 1831, 13 mars et 15 décembre 1875, 12 décembre 1884, 18 mars et 15 juillet 1889 ; — Vu le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 ; — Vu les décrets des 10 octobre 1855, 21 avril 1864 et 14 décembre 1884 ; — Considérant que, pour rejeter la demande de pension de retraite proportionnelle du sieur Salah ben Abdallah, ancien soldat au 2e régiment de tirailleurs algériens, le ministre de la guerre s'est fondé sur ce que les militaires indigènes n'auraient pas droit à cette pension ; — Mais considérant qu'aux termes de l'art. 32 de la loi du 18 mars 1889, les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats qui ont été maintenus sous les drapeaux comme rengagés ou commissionnés et qui comptent au moins quinze années et moins de vingt-cinq années de service ont droit à une pension proportionnelle à la durée de leur service ; — Que ce texte est général et s'applique à tous les sous officiers, caporaux ou brigadiers et soldats rengagés de l'armée française ; — Que les régiments de tirailleurs algériens constitués par les décrets des 10 octobre 1855 et 14 décembre 1884 font partie des troupes d'infanterie de l'armée active en vertu de l'art. 3 de la loi du 13 mars 1875, modifié par les lois du 15 décembre suivant et du 12 décembre 1884 ; — Que le décret du 21 avril

1864 reconnaît leur droit à pension ; — Que, dans ces conditions, le ministre n'est pas fondé à soutenir que les indigènes algériens musulmans, qui sont Français en vertu du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, ne sont pas des soldats français lorsqu'ils font partie des corps indigènes et n'ont pas droit à la pension proportionnelle prévue par l'art. 32 précité ; — Qu'il y a lieu, dès lors, le sieur Salah ben Abdallah comptant le temps de service exigé par la loi, d'annuler la décision attaquée et de le renvoyer devant le ministre pour être procédé à la liquidation de la pension proportionnelle à laquelle il a droit ;

Décide : — La décision du ministre de la guerre est annulée.

MM. CHANTE-GRELLET, *prés.* ; ROMIEU, *com. du gouv.* — Mes CORDOEN et NIVARD, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

30 mars 1901

Douanes, Tunisie, introduction de marchandises, fausse déclaration, expertise, origine de la marchandise, pouvoirs du juge.

En Tunisie, en matière de douanes, l'art. 6 du décret beylical du 3 octobre 1884, — dont la disposition n'est pas conçue dans les mêmes termes que l'art. 19 de la loi du 27 juillet 1822, — n'impose pas au juge, dans le cas qu'il prévoit, l'expertise comme obligatoire ; — Si cet article dispose cependant que l'opinion du tiers expert est péremptoire quand il s'agit de déclarer la valeur de la marchandise importée, il ne statue rien pour le cas tout différent où il s'agit de rechercher l'origine de la marchandise ;

Dès lors, le juge conserve, dans ce cas, toute la latitude de son appréciation conformément à l'art. 122 du décret du 3 octobre 1884.

(Sitbon c. Douanes de Tunisie)

ARRÊT

LA COUR, — En ce qui touche l'amnistie ; — Attendu que les condamnations prononcées par l'arrêt de la Cour d'appel

d'Alger rendu avant la promulgation de la loi du 27 décembre 1900 dépassent le taux fixé par l'art. 2 § 3 de ladite loi déclarée applicable à la Tunisie ; — Qu'il n'y a lieu de distinguer entre les deux contraventions puisque les peines ont été cumulées et que l'art. 365 C. inst. crim. n'est pas applicable aux amendes en matière de douanes ; — Rejette ce moyen ;

Sur le moyen pris de la violation de l'art. 19 de la loi du 27 juillet 1822, des art. 4 et suiv. du décret beylical du 3 décembre 1884, 1er du décret du 2 mai 1898, en ce que l'arrêt, sans tenir compte des conclusions des experts dont la décision serait péremptoire en matière de douanes, a renversé la charge de la preuve et méconnu la foi due à des certificats réguliers constatant l'origine des huiles saisies :

Sur la première branche : — Attendu que Sitbon Scialom, négociant à Tunis, a été poursuivi et condamné pour avoir faussement déclaré comme étant d'origine française des huiles qui, en réalité, étaient d'origine espagnole ; — Que, par jugement, en date du 13 juillet 1898, le tribunal correctionnel de Tunis avait prescrit une expertise à l'effet de rechercher l'origine et autant que possible la valeur des échantillons saisis par la douane, de dire si c'était de l'huile française ou au contraire de l'huile étrangère, notamment de l'huile d'origine espagnole, de préciser à quelles constatations il est possible de faire la distinction entre ces diverses huiles ; — Attendu que les trois experts nommés par le tribunal ayant constaté qu'il était impossible de fixer d'une manière précise et sûre l'origine de l'huile importée, le tribunal s'est, à son tour, livré à cette recherche et a déclaré, à l'aide des documents et des circonstances de la cause, que l'huile désignée dans le certificat d'origine et dans la déclaration d'importation n'était pas d'origine française ; que le tribunal, dans le jugement confirmé, s'est fondé notamment sur la facture de l'expéditeur et sur le bas prix de la marchandise ; — Attendu que, ni devant le tribunal correctionnel de Tunis, ni devant la Cour d'appel d'Alger, le prévenu n'a prétendu que l'opinion des experts devait faire loi pour le juge ; — Attendu, en outre, que l'art. 6 du décret beylical n'est pas conçu dans les mêmes termes que l'art. 19 de la loi du 27 juillet 1822 ; qu'il n'impose pas au juge, dans le cas qu'il prévoit, l'expertise comme obligatoire ; que si cet article dispose cependant que l'opinion du tiers expert est péremptoire quand il s'agit de déclarer la *valeur* de la marchandise importée, il ne statue rien pour le cas tout différent où il s'agit, comme dans l'espèce, de rechercher l'*origine* de la marchandise introduite ; que, dès lors, le juge conserve, dans ce cas, toute la latitude de son appré-

ciation conformément à l'art. 122 du décret du 3 décembre 1884 susvisé ;

Sur la 2e branche : — Attendu qu'en appréciant les documents de la cause pour condamner le prévenu comme ayant fait une fausse déclaration en douane, le tribunal de 1re instance de Tunis et après le tribunal, la Cour d'appel d'Alger, n'ont en rien interverti la charge de la preuve, ni commis un défaut de motif ;

Sur la 3e branche : — Attendu qu'en déclarant que les certificats d'origine de la marchandise introduite en douane n'avaient que la valeur d'un simple renseignement soumis à la libre discussion, comme la déclaration elle-même, le jugement confirmé n'a en rien violé les articles invoqués par le pourvoi ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 23 juin 1900.

MM. LŒW, *prés.* ; CHAMBAREAUD, *rap.* ; DUBOIN, *av. gén.* — Mes ROBIQUET et CHABROL, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

24 avril 1901

Requête civile, Tunisie, juge de paix à compétence étendue, rescindant, rescisoire, décision unique.

La requête civile est recevable contre les décisions des juges de paix (1) ;

Ce principe est spécialement applicable aux sentences rendues en Tunisie par les juges de paix à compétence étendue ;

Viole les principes de la matière le juge qui, saisi d'une requête civile, annule le rescindant avec le rescisoire.

(Lovendowski c. Pagès)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen : — Attendu qu'aux termes de l'art. 480 C. pr. civ., les jugements contradictoires rendus en dernier ressort par les tribunaux de première instance et d'appel, et les jugements par défaut aussi rendus en dernier

(1) Comp. Alger, 6 nov. 1899 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 605) et la note.

ressort et qui ne sont plus susceptibles d'opposition, peuvent être rétractés sur requête civile dans les cas déterminés par la loi ; — Que par ces expressions « tribunaux de première instance et d'appel », il faut entendre les tribunaux qui statuent soit en première instance, soit en appel, à la différence de ce qui avait lieu dans l'ancien droit où la requête civile n'était admise, en général, que contre les décisions rendues en dernier ressort par les cours souveraines ; — Attendu que si l'organisation des tribunaux de paix ne se prête pas à l'accomplissement de certaines formalités de procédure telles que l'intervention des avoués et la communication au ministère public, on ne saurait déduire de là que la requête civile soit interdite aux parties qui remplissent toutes les autres conditions prévues par la loi ; — Que ce recours, qui suppose l'erreur de fait d'un juge qui, mieux informé, eût jugé différemment, est aussi nécessaire dans l'institution des justices de paix que dans celles des autres juridictions ; — Attendu que ces principes sont spécialement applicables aux sentences prononcées, en Tunisie, par les juges de paix à compétence étendue institués par la loi du 27 mars 1883 ; d'où il suit qu'en restant saisi de la connaissance d'une requête civile formée contre un jugement en dernier ressort par lui précédemment rendu, le juge de paix de Tunis, loin de violer les textes de loi visés par le pourvoi, en a fait, au contraire, une juste application ; — Rejette le premier moyen ;

Mais sur le troisième moyen : — Vu l'art. 502 C. pr. civ. ; — Attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 501 et 502 C. pr. civ. qu'en matière de requête civile, il doit, en principe, être rendu des décisions distinctes sur l'admission de la requête et sur le fond des litiges ; — Attendu que le juge de paix de Tunis, après avoir déclaré bien fondée la requête civile pour le procès dont il était saisi, et après avoir annulé, avec allocation de dommages-intérêts, la sentence contre laquelle ce recours avait été dirigé, a, par le même jugement, statué sur le fond de la contestation et modifié la décision précédemment rendue ; — Qu'il a ainsi annulé le rescindant avec le rescisoire et violé, par suite, le texte de loi susénoncé ;

Par ces motifs : — Sans qu'il soit besoin de statuer sur le deuxième moyen ; — Casse le jugement du juge de paix du canton sud de Tunis du 3 janvier 1899 et renvoie devant le juge de paix du canton nord de Tunis.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; RAU, *rap.* ; SARRUT, *av. gén.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

18 avril 1901

Partie civile, constitution, avoué, Cour d'assises, débats.

Aucune disposition n'oblige la partie lésée à se présenter en personne ou à recourir au ministère d'un avoué lorsqu'elle entend se constituer partie civile devant la Cour d'assises ; l'instance est régulièrement engagée, soit lorsque la personne qui s'est présentée comme mandataire de cette partie a justifié de ses pouvoirs, soit lorsque la partie adverse a accepté le débat sans élever de contestation sur l'existence du mandat.

(Bouazza)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen proposé par les demandeurs et tiré de ce que la Cour d'assises aurait reçu l'intervention de la nommée Chaïa bent El Houssine et des nommés Raïf ben El Arbi, Lachdar ben El Arbi, et El Keiter ben El Arbi sur des conclusions signées de Me Jaffary, seul, alors que, d'une part les susnommés, au nom de qui cet avocat s'est porté partie civile, ne se sont pas présentés en personne devant la Cour, ainsi qu'il résulte d'un donné acte, et que, d'autre part, Me Jaffary n'aurait été ni assisté d'un avoué, ni investi d'un mandat dont il aurait justifié ; — Attendu qu'aucune disposition n'oblige la partie lésée à se présenter en personne ou à recourir au ministère d'un avoué lorsqu'elle entend se constituer partie civile devant la Cour d'assises, et qu'ainsi, l'instance a été régulièrement engagée soit lorsque la personne qui s'est présentée comme mandataire de cette partie a justifié de ses pouvoirs, soit lorsque la partie adverse a accepté le débat sans élever de contestation sur l'existence du mandat ; — Attendu qu'en fait, Me Jaffary, avocat, ayant, après l'audition des témoins, déposé pour la nommée Chaïa bent El Houssine et pour les mineurs El Arbi des conclusions tendant à l'admission de leur intervention comme parties civiles et à l'allocation de 5,000 fr. de dommages-intérêts, il n'en a été donné acte par la Cour qu'après que les accusés et leur défenseur ont été entendus en leurs observations sur l'admission de ladite intervention ; — Qu'ensuite et après la double

lecture de la déclaration du jury, les défenseurs des accusés et ceux-ci ont été entendus en leurs observations sur l'adjudication des dommages-intérêts demandés; — Qu'enfin, après le prononcé de l'arrêt de condamnation, allouant aux parties civiles la somme de 200 fr. en réparation du dommage causé par les faits déclarés constants dans le verdict, et après l'accomplissement de la formalité prescrite part l'art. 371, § 2 C. instr. crim., il a été donné acte à la défense de ce que les personnes au nom desquelles Me Jaffary s'était porté partie civile ne s'étaient pas présentées en personne devant la Cour; — Attendu qu'en cet état de fait retenu au procès-verbal il suffit de constater qu'ayant accepté devant la Cour d'assises le débat sur l'intervention, les demandeurs ne peuvent être admis aujourd'hui à contester devant la Cour de cassation la qualité en laquelle Me Jaffary a figuré dans l'instance; — Et attendu que la procédure est régulière;

Par ces motifs: — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'assises d'Alger, du 11 mars 1901.

MM. LŒW, *prés.*; LAURENT-ATTHALIN, *rap.*; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

2 mai 1901

Motifs des jugements, munitions de guerre, Algérie, détention prohibée, décret du 12 décembre 1851, indigène, qualité, mention expresse, omission.

Manque de base et de motifs, la peine de six mois de prison prononcée contre un indigène algérien pour fabrication et détention de poudre prohibée, alors que l'arrêt de condamnation ne mentionne pas que le délit ait été commis par un indigène.

(Ben Nasseur)

ARRÊT

LA COUR, — Vu les art. 195, 210 C. instr. crim., et l'art. 4 du décret du 12 décembre 1851; — Attendu que par ordonnance du juge d'instruction d'Alger, Hanoun Hadj Youcef ben Naceur

a été renvoyé devant le tribunal correctionnel d'Alger sous la prévention « d'avoir *fabriqué* ou *détenu* une certaine quantité de poudre prohibée ainsi que du soufre et du salpêtre, substances servant à fabriquer de la poudre » ; — Que, par jugement du tribunal correctionnel d'Alger, en date du 29 décembre 1900, Hanoun a été déclaré coupable « du délit ci-dessus spécifié » et condamné à la peine de six mois de prison et à 500 fr. d'amende avec confiscation des objets saisis ; — Que ce jugement a été confirmé par arrêt de la Cour d'appel d'Alger, en date du 16 mars dernier, sans qu'il soit établi que le prévenu soit un *indigène*, alors que, si le délit de fabrication de poudre peut être relevé contre tous particuliers européens ou indigènes, la peine de six mois de prison ne peut être justifiée que par le délit de détention de poudre prohibée, mais qu'il faut, d'après l'art. 4 du décret du 12 décembre 1851, que le délit soit commis par un *indigène ;* -- Qu'ainsi la peine appliquée manque de base et de motifs ;

Par ces motifs : — Casse l'arrêt de la Cour d'Alger du 16 mars 1901 et renvoie devant la Cour d'Aix.

MM. LŒW, *prés.* ; CHAMBAREAUD, *rap.* ; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

7 mai 1901

Alcools, Algérie, bouilleurs de cru, impôt, fabrication présumée, chômage, exemption, conditions, appareils, scellés, force majeure.

Aux termes de l'art. 9 du décret du 29 juin 1887, le bouilleur de cru qui distille exclusivement le produit de ses récoltes est assujetti à l'impôt pour la quantité d'alcool qu'il est présumé avoir fabriquée d'après la force productive de l'appareil et de la durée du travail, et il ne peut, pendant le temps où il chôme, éviter le paiement des droits correspondant à cette période qu'en plaçant l'appareil sous les scellés ou en le mettant hors d'usage par le dépôt de l'une de ses pièces sous scellés en un local agréé par arrêté préfectoral ;

Toutefois, l'inaccomplissement de la formalité du dépôt

n'entraîne pas la responsabilité du contribuable lorsqu'il n'est résulté que de la force majeure ou de faits indépendants de sa volonté, spécialement dans le cas où le propriétaire s'est présenté successivement, pour effectuer le dépôt exigé, à la mairie, lieu désigné par arrêté préfectoral, puis chez le secrétaire de la mairie, sans pouvoir y trouver accès et finalement a fait transporter son appareil chez un autre propriétaire.

(Meyer)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique pris de la violation de l'art. 9 du décret du 27 février 1887, des art. 1317 et 1319 C. civ. et des art. 214 et suiv. C. pr. civ.; — Attendu qu'aux termes de l'art. 9 du décret du 27 juin 1887, Meyer, bouilleur de cru, qui distillait exclusivement le produit de ses récoltes, était assujetti à l'impôt pour la quantité d'alcool qu'il était présumé avoir fabriqué d'après la force productive de l'appareil et la durée du travail et que, pendant le chômage, il devait, pour se soustraire au paiement des droits afférents à ce chômage, placer l'appareil sous scellés ou le mettre hors d'usage par le dépôt de l'une de ses pièces essentielles dans un local agréé par arrêté préfectoral ; — Attendu que Meyer, ayant prétendu qu'il avait fait tout ce qui dépendait de lui pour se conformer à ces prescriptions et ayant offert d'en justifier, a été admis à en rapporter la preuve et qu'après l'enquête à laquelle il a été procédé devant lui, le juge de paix déclare, par appréciation des témoignages recueillis et des circonstances de la cause, que Meyer, après avoir terminé le 28 octobre 1898, à 8 heures du soir, son travail de distillation commencé le même jour à 9 heures du matin, a détaché l'une des pièces essentielles de son appareil pour la déposer à la mairie de Mazerey, local désigné ou agréé à cet effet par l'arrêté du préfet, qu'il l'a fait présenter ensuite à la mairie dont la porte est restée fermée et chez le secrétaire de la mairie auprès duquel il n'a pas été non plus permis de pénétrer et qu'il a fait transporter enfin, vers 9 heures du soir, l'appareil chez un autre propriétaire ; — Que, dans l'état des faits ainsi constatés, alors que les énonciations des registres portatifs n'ont jamais été invoqués, la décision attaquée a pu fixer la durée du temps pendant lequel le défendeur éventuel a eu la libre disposition de l'appareil aux onze heures qui se

sont écoulées de 9 heures du matin à 8 heures du soir et affranchir ce défendeur de la responsabilité de l'inexécution de la formalité du dépôt édictée par le décret du 27 juin 1887 à raison de l'impossibilité absolue où, par des faits indépendants de sa volonté, il a été d'accomplir cette formalité, et qu'en statuant ainsi elle n'a violé aucun des articles de lois susvisés ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre le jugement du juge de paix à compétence étendue de Saïda, du 12 juin 1899.

MM. TANON, *prés ;* PETIT, *rap.;* MÉRILLON, *av. gén.* — Me NIVARD, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

10 mai 1901

Soustraction frauduleuse, complicité par recel, cassation, moyen nouveau, irrecevabilité.

« *L'individu qui, poursuivi pour soustraction frauduleuse, est condamné pour complicité par recel de ladite soustraction frauduleuse, ne saurait soulever, pour la première fois devant la Cour de cassation, un moyen tiré d'une prétendue violation de l'art. 182 C. instr. crim.* »

(Brun c. Aiglon)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le 1er moyen du pourvoi pris de la violation des art. 182 C. d'instr. crim., et 62 C. pén., ainsi que des droits de la défense, en ce que l'arrêt attaqué a condamné la demanderesse pour complicité par recel alors qu'elle n'était poursuivie que pour vol ; — Attendu que la dame Brun a été renvoyée devant le tribunal correctionnel d'Alger sous la prévention d'avoir, le 18 avril 1900, en tout cas, depuis moins de trois ans, soustrait frauduleusement une paire de boucles d'oreilles au préjudice de la dame Aiglon ; que le tribunal, dont la décision a été confirmée par l'arrêt attaqué, l'a reconnue coupable non du délit de soustraction frauduleuse desdites boucles d'oreilles mais du délit de complicité par recel

de la dite soustraction frauduleuse; — Attendu que les qualités de l'arrêt attaqué constatent que le ministère public a requis la confirmation du jugement frappé d'appel, que la prévenue qui était en état de liberté et dont la défense a été présentée après les réquisitions du ministère public tendant à la confirmation du jugement, loin de se prévaloir de l'irrégularité qui aurait été commise par les premiers juges, s'est défendue au fond sur le chef de complicité de vol par recel; qu'il suit de là qu'elle est non recevable à invoquer pour la première fois une prétendue violation de l'art. 182 C. instr. crim. devant la Cour de cassation ;

Sur le 2e moyen du pourvoi pris de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, 189 C. instr. crim., 62, 379, 401 C. pén., en ce que, pour condamner la demanderesse comme complice par recel d'un vol, l'arrêt attaqué se fonde sur des énonciations contradictoires relatives à l'existence même du délit de vol; — Attendu que l'arrêt attaqué déclare expressément « qu'il résulte des documents versés au dossier et des circonstances de la cause, ce qui n'est pas d'ailleurs contesté par la prévenue, qu'une paire de boucles d'oreilles a été soustraite, en mars ou avril 1900, au préjudice de la dame Aiglon » qu'aucune contradiction n'existe entre les diverses énonciations de l'arrêt relatives à l'existence du vol et la déclaration de culpabilité en vertu de laquelle la prévenue a été condamnée pour avoir sciemment recélé en avril 1900 les boucles d'oreilles provenant du vol ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 23 novembre 1900.

MM. LŒW, *prés.*; BOULLOCHE, *rap.*; DUBOIN, *av. gén.* — Me DE LALANDE, *av.*

COUR DE PARIS (1re Ch.)

10 décembre 1900

Société anonyme, dissolution anticipée, intérêt des créanciers, concession de chemins de fer, rachat, pouvoirs des tribunaux.

Les tribunaux ont le droit de prononcer la dissolution anticipée d'une société anonyme lorsqu'il est constaté en fait que l'état de lutte existant au sein de la société et la co-

existence de deux conseils d'administration sont de nature non seulement à mettre en péril les intérêts des créanciers régis par un concordat accordé à ladite société, mais encore, s'agissant en l'espèce d'une compagnie de chemins de fer algériens, à amener le rachat d'office par l'Etat, lequel rendrait la société sans objet et se réaliserait dans des conditions absolument onéreuses que seule la dissolution peut prévenir.

(Grez et autres c. Cie Franco-Algérienne)

Le 18 juin 1900, JUGEMENT du TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que Armand Linol et Oscar Jacob assignent la compagnie Franco-Algérienne, société anonyme des chemins de fer d'Arzew à Saïda et prolongement, et demandent la dissolution de ladite société par application de l'art. 1871 C. civ., la nomination d'un administrateur, avec mission notamment de traiter avec l'Etat français le rachat à l'amiable des concessions de chemins de fer dont jouit la société ; — Attendu que, par exploit du 23 mai dernier, Guy-Edmond Hesse, Schreiner et Grez assignent la compagnie Franco-Algérienne en la personne de ses directeur et administrateurs et demandent à être reçus intervenants en la cause et déclarent s'opposer au fond à la mesure sollicitée ;

Sur la recevabilité de l'intervention : — Attendu que Guy et consorts ne justifient pas d'un intérêt aux débats ; que, fussent-ils actionnaires de la compagnie Franco-Algérienne, ce qui n'est pas quant à présent démontré, ils sont, en cette qualité, représentés en la cause par le conseil d'administration de la société mandataire de tous les associés, défendeur comparant et dont ils reconnaissent eux-mêmes la qualité dans la plaidoirie de leur agréé, ce jour à la barre ; qu'à tous les égards, donc, leur demande est non recevable ;

Sur la demande principale : — Attendu que la compagnie Franco-Algérienne a obtenu de ses créanciers, le 19 avril 1890, un concordat homologué par le tribunal et ayant désormais une autorité définitive ; qu'aux termes de l'art. 15 dudit concordat, des commissaires ont été nommés à son exécution et chargés de vérifier les comptes de chaque exercice social, de veiller au paiement des intérêts, au tirage, à la constitution, à la reconstitution et à l'emploi du fonds de réserve, aux répartitions et généralement sauvegarder les intérêts des créanciers ; — Attendu que lesdits commissaires, réduits aujourd'hui à Linol et Jacob, agissant en vertu de l'art. 15 précité, exposent que l'état de lutte existant dans le sein de la société, entre deux fractions d'actionnaires, et la coexistence de deux conseils d'administration sont de nature à mettre en péril les intérêts des créanciers régis par le concordat ; — Que, d'autre part, l'art. 14 du même concordat stipule pour la société, au cas où l'Etat

viendrait à exercer son droit de rachat sur les bases prévues au cahier des charges, et si elle ne pourrait réaliser la faculté de remboursement anticipé qui lui est accordée, l'obligation de verser intégralement à ses créanciers la somme à provenir de ce rachat ; que cette éventualité est sur le point de se réaliser ; qu'un projet de loi dans ce sens a été déposé, le 12 avril dernier, à la Chambre des députés, qu'en raison de l'état d'anarchie intérieure où se trouve la compagnie le rachat d'office est imminent, et que le prix à en provenir ne pourrait être versé aux créanciers qu'après des formalités longues et coûteuses ; — Que, par suite, la dissolution et la nomination d'un liquidateur, doivent être prononcées par justice ; — Attendu, en la forme, que les pouvoirs que Linol et Jacob tiennent de l'art. 13 sus-rappelé leur donnent qualité pour agir dans l'intérêt des créanciers concordataires de la compagnie Franco-Algérienne, sauf au tribunal à apprécier si, dans l'intérêt de ces créanciers, comme de tous les tiers, la grave mesure poursuivie est justifiée et doit être ordonnée dans un intérêt supérieur ; que la demande introduite est donc recevable ;

Au fond : — Attendu que la compagnie défenderesse ne méconnaît pas la réalité et la gravité de la situation qu elle subit ; qu'elle ne s'oppose pas à la mesure sollicitée par les commissaires et déclare s'en rapporter à justice, sous réserve de tout recours contre ceux dont les agissements ont provoqué cette situation et rendu nécessaire l'intervention du tribunal ; — Attendu que l'exposé des motifs présentés à l'appui du projet de loi susvisé, déposé par le président du conseil, ministre de l'intérieur, le ministre des travaux publics et le ministre des finances rappelle : « Que la compagnie, tombée précédemment en faillite, ne subsiste qu'en vertu d'un concordat ; qu'elle a, depuis quelques années, amélioré sa situation financière, mais que des dissentions intestines ont éclaté en son sein ; que les porteurs d'action sont divisés en deux partis ; que tous deux prétendent posséder la majorité statutaire aux assemblées générales et ont porté le litige devant les tribunaux ; que, dans ces conditions, le rachat du réseau de la compagnie s'impose » ; — Attendu que l'art. 1er du projet de loi stipule que le ministre des travaux publics sera autorisé à opérer le rachat, soit d'office, conformément aux clauses du cahier des charges de la concession, soit à l'amiable, s'il peut traiter avec des représentants de la compagnie régulièrement investis des pouvoirs nécessaires ; — Attendu que le rachat d'office par l'Etat aurait pour conséquence le versement du montant du rachat à la caisse des dépôts et consignations aux charges de tout litige ; que cette mesure ne peut qu'être préjudiciable aux intérêts des tiers qui ont traité avec la société, des créanciers qui vivent sous l'empire du pacte concordataire, et des actionnaires mêmes, appelés à profiter du reliquat, s'il en existe ; — Qu'au surplus, ce rachat opéré, la compagnie n'aura plus d'objet social, son exploitation cessant en fait : qu'en vertu de cette décision décisive, la dissolution est donc nécessaire, de même que la nomination d'un mandataire de justice ayant qualité pour traiter à l'amiable avec l'Etat ;

Par ces motifs : — Déclare Guy, Hesse, Schreiner et Grez non recevables en leur intervention ; — Les en déboute : — Et les condamne par les voies de droit aux dépens de cette demande ; - Donne acte à la compagnie Franco-Algérienne de ce qu'elle déclare s'en rapporter à justice, sous les

responsabilités par elle formulées en ses conclusions ; — Déclare dissoute, à partir de ce jour, la compagnie Franco-Algérienne, société anonyme, au capital de 30,000,000 fr., dont le siège est à Paris, rue Pigalle, 6, ayant pour objet l'exploitation du chemin de fer d'Arzew à Saïda et prolongement ; — Nomme le sieur Navarre, demeurant à Paris, rue des Petits-Champs, 61, liquidateur de ladite société : — Confère audit sieur Navarre les pouvoirs les plus étendus d'après les lois et usages du commerce pour la constatation et la réalisation des biens mobiliers et immobiliers de la société, l'acquittement du passif, et le règlement des droits des tiers et des intéressés, et notamment avec faculté de traiter à l'amiable avec l'Etat du rachat des voies ferrées concédées à la compagnie Franco-Algérienne ; — Dit que les sommes provenant des opérations de la liquidation seront, au fur et à mesure de la réalisation, versées par le liquidateur à la caisse des dépôts et consignations et autorise le liquidateur à retirer de ladite caisse, sur simple mandat, signé par lui, tout ou partie des sommes déposées, suivant les besoins de la liquidation ; — Dit qu'en fin de mandat, de liquidateur devra dresser et déposer au greffe un état de ses opérations, et qu'en cas de difficultés cet état sera soumis à l'homologation du tribunal à la requête de la partie la plus diligente, en présence de tous les anciens membres de la société ou eux dûment appelés et que, faute par le liquidateur d'obtenir de ces derniers son quitus, son compte de recettes et de dépenses, inséré en l'état liquidatif déposé au greffe, sera vérifié et ses honoraires arbitrés par jugement de ce tribunal ; — Confère, en outre, audit sieur Navarre la qualité d'arbitre-rapporteur sur les contestations nées ou à naître entre les parties ; — Dit qu'en cas de non conciliation sur ces contestations l'arbitre rédigera son rapport ; — Dit que le surplus des dépenses, même le coût de l'enregistrement, seront employés en frais de liquidation ; — Ordonne que le présent jugement sera exécuté selon sa forme et sa teneur, et en cas d'appel par provision, à charge de fournir caution, ou de justifier de solvabilité suffisante, etc.

Sur APPEL des sieurs Grez, Hesse et Guy,

ARRÊT

LA COUR, — Sur les interventions de Grez, Guy et Hesse de Jacques Lebaudy et de Systermans et autres : — Considérant que, dans les circonstances spéciales de la cause, il y avait lieu de les admettre et que devant le tribunal et devant la Cour l'intérêt des parties les justifie ; — Statuant sur toutes les conclusions prises en suite de l'appel interjeté par Grez, Hesse et Guy du jugement du tribunal de commerce de la Seine en date du 18 juin 1900 ;

Sur la recevabilité de l'action de Linol et Jacob en dissolution de la société anonyme la compagnie Franco-Algérienne et en nomination d'un liquidateur : — Considérant que cette compagnie a obtenu de ses obligataires et de ses créanciers,

le 19 avril 1890, un concordat homologué le 28 du même mois, dont l'art. 15 nomme les intimés commissaires avec des pouvoirs étendus et la charge générale de sauvegarder les intérêts des créanciers ; que, par son texte comme par son esprit et d'après la commune intention des parties, cet art. 15 a donné à Linol et Jacob mandat et qualité pour demander, comme ils l'ont fait, la dissolution de la société en vue de sauvegarder les intérêts dont leur a été confiée la protection ; — Qu'en l'assignant le 18 mai 1900 à son siège social en la personne de son conseil d'administration, ils ont régulièrement procédé puisque ce conseil n'a point cessé de la représenter ; qu'il était demeuré en fonctions et composé de la majorité statutaire, et que, par arrêt de ce jour, la Cour a déclaré nulle et sans effet la prétendue révocation par la réunion du 9 juillet 1898 ; que ses membres n'ont pas été assignés individuellement et que, d'ailleurs, aucune dissimulation du procès n'a été recherchée ni obtenue, et qu'en fait, Jacques Lebaudy en a été avisé dès le début sur toutes les questions ;

Au fond : — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Considérant, en outre, que l'éventualité par eux prévue, le rachat des chemins de fer de la compagnie par l'Etat, a cessé d'être une probabilité ; que la loi autorisant ce rachat a été votée et que sa promulgation du 13 courant apporte une nouvelle raison déterminante en faveur de la dissolution de la société ; — Considérant que l'exploitation de ces lignes était l'objet capital de la Cie Franco-Algérienne ; que ses autres entreprises ne lui donnent que des résultats mauvais pour les unes, ou sans la moindre importance pour les autres ; qu'en fait, elle ne s'est point chargée de plusieurs opérations accessoires prévues aux statuts et dont il est excipé aujourd'hui ; — Qu'elle n'est pas en état de faire face aux dépenses qu'elles entraîneraient, qu'elle finit par l'épuisement de son principal objet social ; — Considérant que l'exposé de son concordat en 1890 et, dix ans après, l'exposé du projet de loi de rachat, démontrent la nécessité de la dissolution et en fournissent les justes motifs, qu'il appartient aux juges d'apprécier et d'admettre ;

Par ces motifs : — Infirme le jugement dont est appel seulement en ce qu'il a déclaré irrecevable l'intervention de Guy, Hesse et Grez et les a condamnés aux dépens ; — Admet toutes les interventions devant le tribunal et devant la Cour et décharge Guy, Hesse et Grez des dépens auxquels ils ont été condamnés à cet égard en première instance ; — Confirme, sauf en ce qui concerne l'irrecevabilité de l'intervention susvisée

et la condamnatiou aux dépens supprimée, le jugement du tribunal de commerce de la Seine du 18 juin 1900 en toutes ses autres dispositions ; — Dit que les frais d'intervention en première instance de Guy, Hesse et Grez seront employés en frais de liquidation ; — Condamne ces trois appelants aux frais d'appel, en ce compris les frais d'intervention de Systermans jugés nécessaires ; — Condamne Lebaudy aux dépens de son intervention ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée.

MM. FORICHON, *prem. prés.*; JACOMY, *av. gén.* — Mes GANDOUIN, DESJARDINS, DU BUIT, NOUEL et BARBOUX, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

1er mai 1901

Propriété, Algérie, loi du 26 juillet 1873, loi du 23 mars 1882, titre définitif, droits réels antérieurs, défaut de mention, dans leur transcription ou inscription, du nom patronymique, effet à l'égard des tiers.

Le titre définitif délivré à la suite des opérations de la loi du 26 juillet 1873 forme, à partir de sa transcription, le point de départ unique de la propriété et tous droits antérieurs doivent, à peine de déchéance, être transcrits ou inscrits avant ladite transcription ;

Aux termes de la même loi (art. 19, § 2, et 17, § 1) et de la loi du 23 mars 1882 (art. 14), ces transcriptions ou inscriptions doivent contenir les noms de famille, ou patronymiques, portés au titre provisoire, et, à défaut de cette mention essentielle, les droits qui en font l'objet ne sont pas opposables aux tiers acquéreurs.

(Cherdout Miloud El Hadj Kaddour c. Foukrach El Hadj Abdelkader ben Chabet et autre)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel du sieur Cherdout Miloud El Hadj Kaddour est, en la forme, recevable ; — Au fond : —

Attendu qu'il y a lieu d'adopter les motifs pour lesquels les premiers juges se sont déterminés, en ajoutant : — Que les titres de propriété établis en vertu de la loi du 26 juillet 1873 forment, à dater de leur transcription par les soins du service des domaines, aux termes des art. 18, § 3, et 3, dernier paragraphe de cette loi, le point de départ unique de la propriété des immeubles qu'ils concernent, et ce, à l'exclusion de tous droits réels antérieurs, qui se trouvent ainsi purgés; — Qu'il n'en est autrement que pour les droits réels dont les titres ont été inscrits ou transcrits, sur lesdits immeubles, dans les conditions prescrites par l'art. 19, §§ 1 et 2 de la loi susvisée, antérieurement à la transcription des titres définitifs susindiqués ou dans les quarante-cinq jours de cette transcription conformément à l'art. 5 de la loi du 28 avril 1887 ; — Que ces conditions consistent, notamment, dans la mention, lors desdites inscriptions ou transcriptions, des noms de famille ou patronymiques portés aux titres provisoires en exécution de l'art. 17, § 2 de la loi du 26 juillet 1873 et des prescriptions de la loi du 23 mars 1882 ; — Que les titres définitifs de propriété des parcelles nedjema et lebbane, du 20 décembre 1883, enregistrés, établis en vertu de la loi du 26 juillet 1873, au profit de divers indigènes, dans des proportions diverses, lesquelles sont, en ce qui concerne le sieur Mohamed ben Meguenni, nom de famille ou patronymique Arouci, de 2/8 pour nedjema, de 6/40 pour lebbane, ont été transcrits, par les soins de l'administration des domaines, le 26 décembre 1883 ; — Que ces titres forment, à compter de cette dernière date, le point de départ unique de la propriété desdites parcelles ; — Que les sieurs Foukrach El Hadj Abdelkader ben Chabet et Ziane El Hadj Abdelkader Maàmar ont, suivant acte reçu par Me Gaudibert, notaire à Ténès, le 16 août 1898, enregistré, transcrit le 7 octobre 1898, acheté de Arouci Mohamed ben Meguenni les 2/8 et les 6/40 à lui attribués personnellement de nedjema et de lebbane par les titres définitifs de propriété, plus 20/40 lui provenant, d'après ses dires, sur ces mêmes parcelles, par voie d'héritage, de ses cousins ; — Que Foukrach et Ziane sont, en vertu de cet acte, aux droits de Arouci ; — Que la validité de la vente que ce titre constate, à supposer qu'elle puisse être contestée par Cherdout, en ce qui concerne les 20/40 dont Arouci s'est dit propriétaire par voie d'héritage, pour défaut de justification de droits héréditaires, est, en ce qui concerne les 2/8 et les 6/40 qui lui ont été attribués personnellement, indiscutable, — Que le jugement du cadi de Ténès du 18 septembre 1882, enregistré, invoqué par Cherdout, lui attribuant la

jouissance, jusqu'au paiement d'une somme de 1,000 fr., des parcelles en litige, dans la proportion des droits que Arouci tenait de son père et de ses cousins, a bien été transcrit le 31 mai 1883, antérieurement aux titres définitifs de propriété des parcelles litigieuses, mais sans indication du nom de famille ou patronymique de Mohamed ben Meguenni, porté aux titres provisoires ; — Que cette transcription, non conforme aux dispositions des art. 17, § 2, 19, § 2, susvisés, et aux prescriptions de la loi du 23 mars 1882, et, par conséquent, les droits réels résultant, pour Cherdout, dudit jugement, ne peuvent être juridiquement opposés par lui à Foukrach et Ziane, tiers acquéreurs ; — Que les intimés sont, dès lors, fondés à demander, en vertu de leurs droits indivis de propriété sur nedjema et labbane, le déguerpissement desdites parcelles de Cherdout, sans avoir à lui payer les 1,000 fr. que lui doit Arouci, ledit Cherdout n'ayant, sur nedjema et lebbane, aucun droit réel qui, aux termes de la loi du 26 juillet 1873, leur soit opposable ;

Quant aux dépens d'appel : — Attendu qu'ils doivent être supportés, aux termes des art. 470 et 130 C. pr. civ., par Cherdout, qui succombe devant la Cour ;

Par ces motifs : — Dit l'appel du sieur Cherdout Miloud El Hadj Kaddour recevable en la forme ; — Le rejette au fond, comme non justifié ; — Confirme le jugement déféré ; — Ordonne qu'il soit exécuté dans toutes ses dispositions ; — Condamne le sieur Cherdout Miloud ben El Hadj Kaddour à l'amende de son appel au profit du trésor et aux dépens d'appel envers les sieurs Foukrach El Hadj Abdelkader ben Chabet et Ziane El Hadj Abdelkader Maâmar ; — Rejette, comme mal fondées, toutes demandes, fins, conclusions contraires aux dispositions qui précèdent.

MM. MÉROT, *ff. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes BASSET et FRUCHIER, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

23 janvier 1901

Louage, bail, interdiction de louer pour un commerce similaire, interprétation.

La clause par laquelle un bailleur s'est interdit vis-à-vis de son locataire de louer une autre partie de son immeuble à

des personnes exerçant une industrie similaire doit être interprétée restrictivement ;

En conséquence, cette interdiction ne frappe que l'industrie spécialement désignée, sans qu'il soit possible de l'étendre à une autre, malgré quelques similitudes existant entre celle-ci et la première.

(Bastier c. Saucey)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est constant et d'ailleurs reconnu par Bastier que les articles litigieux (caleçons et maillots de bain) ne constituent pas spécialement des articles de bazar, mais qu'ils se vendent à la fois dans les bazars et dans les magasins de nouveautés et de confection, accessoirement au commerce principal ; — Attendu, dans ces conditions, que le fait par les époux Derrieu d'avoir loué à usage de bazar à Saucey partie d'un immeuble dont il avait loué une autre partie à usage de commerce de nouveautés et de confection à Bastier ne constitue pas une violation du bail consenti par les époux Derrieu à Bastier, les tenanciers de bazar et les marchands de nouveautés et de confection pouvant tous deux, accessoirement à leur commerce principal, vendre des caleçons et des maillots de bain ; — Attendu, au surplus, que les clauses par lesquelles un bailleur s'est interdit vis-à-vis de ses locataires le droit de louer une autre partie de son immeuble à des personnes exerçant un commerce similaire doivent être interprétées restrictivement ; — Qu'il a été jugé (Paris, 17 novembre 1860) que lorsqu'un propriétaire, en louant une partie de sa maison pour l'exercice d'une industrie déterminée, s'est interdit d'en louer d'autres parties à des personnes exerçant la même industrie, cette interdiction ne frappe que l'industrie spécialement désignée sans qu'il soit possible de l'étendre à une autre, malgré quelques similitudes existant entre celle-ci et la première ; — Attendu qu'il résulte de tous les éléments de la cause que l'obligation prise par les époux Derrieu vis-à-vis de Bastier, marchand de nouveautés et de vêtements confectionnés et sur mesure, de ne pas louer de magasin dans le même immeuble pour y faire un commerce similaire ne comporte pour eux que l'interdiction de louer à un autre marchand de nouveautés et de confection et non celle de louer à une personne exerçant un tout autre commerce et ne vendant accessoirement que quelques arti-

cles qui ne se vendent également qu'accessoirement dans les magasins de nouveautés et de confection, tels que les articles litigieux ; — Attendu que Bastier n'ignorait pas d'ailleurs que cette interdiction ne pouvait englober la vente des caleçons et des maillots de bain ; — Qu'en effet, le local occupé par Saucey dans l'immeuble des époux Derrieu était, avant Saucey, occupé par un sieur Touzet qui, comme Saucey, exploitait un bazar ; que Touzet a, de tout temps, vendu dans ce bazar des caleçons et des maillots de laine au su de Bastier ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Le dit non justifié ; — Dit que l'obligation prise vis-à-vis de Bastier par les époux Derrieu ne comporte que la prohibition de louer à des personnes vendant des étoffes et des vêtements confectionnés ou sur mesure et non à des personnes exerçant principalement un autre commerce et vendant accessoirement quelques articles qui ne se vendent également qu'accessoirement dans les nouveautés et de confection ; — Dit, par suite, mal fondée la demande de Bastier ; — Confirme, en conséquence, dans son dispositif et par adoption des motifs ci-dessus déduits, le jugement entrepris qui a rejeté cette demande ; — Condamne Bastier en tous les dépens.

MM. WURTZ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes REY et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

12 janvier 1901

Acquiescement, commencement d'exécution, appel, irrecevabilité, avoué, désaveu.

Constitue un acquiescement à une décision le fait par une partie de solliciter un nouveau délai pour ramener à exécution cette décision ;

La partie qui a ainsi acquiescé à un jugement et procédé à ce commencement d'exécution est irrecevable à interjeter ensuite appel de ce jugement ;

Tout acte fait par un avoué dans la limite de ses attributions légales lie la partie au nom de laquelle il a été signifié et celle-ci ne peut l'infirmer ni en méconnaître le contenu sans recourir à la procédure spéciale du désaveu.

(Salem Hamou c. Bouzid)

ARRÈT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que, le 12 juillet 1899, Salem Hamou Mohamed Soufi a relevé appel d'un jugement rendu à la date du 22 mars de la même année par le tribunal civil de Guelma dans la cause entre lui et les consorts Bouzid ; — Attendu que, bien qu'interjeté dans les délais de la loi, ledit appel doit être néanmoins mis à néant, comme irrecevable ; — Attendu, en effet, que, par la décision attaquée, les premiers juges avaient imparti à Salem Hamou ben Mohamed Soufi un délai de trois mois pour rapporter la preuve du décès de Bouzid El Hadj Boudiaf ben Salah, dont la succession formait l'objet du litige ; — Attendu que par acte du palais portant la date du 22 juin 1899 et, par conséquent, antérieur à l'acte d'appel, l'avoué de Salem Hamou ben Mohamed Soufi avait donné avenir aux consorts ben Bouzid pour voir dire qu'un nouveau délai serait accordé à son client, afin de permettre à ce dernier de ramener à exécution la décision précitée ; — Attendu que, dans cet acte, l'avoué de Salem Hamou ben Mohamed Soufi expose que celui-ci a fait diligence pour exécuter le jugement mais que, malgré ses soins, il n'a pu rapporter encore la preuve du décès de Bouzid El Hadj Boudiaf ; que cette déclaration constitue à la fois un acquiescement et l'aveu d'un commencement d'exécution ; — Attendu que vainement ledit Salem Hamou ben Mohamed Soufi soutient en cause d'appel que l'avoué par lui constitué a agi *motu proprio* et sans avoir obtenu de l'appelant le mandat exprès et formel exigé par l'art. 352 C. pr. civ. ; — Attendu qu'il est de principe que tout acte fait par un avoué dans la limite de ses attributions légales lie la partie au nom de laquelle il a été signifié et que celle-ci ne peut ni l'infirmer, ni en méconnaître le contenu sans recourir à la procédure spéciale de désaveu, ce qui n'a pas eu lieu dans l'espèce ; — Attendu, dès lors, que l'aveu d'acquiescement et d'exécution partielle fait par l'avoué de Salem Hamou ben Mohamed Soufi engage ce dernier et le rend irrecevable à interjeter appel du jugement rendu le 23 mars 1899 par le tribunal civil de Guelma ;

Sur les réserves demandées par Salem Habou ben Mohamed Soufi : — Attendu qu'il échet de donner acte audit Salem Hamou ben Mohamed Soufi de ce qu'il déclare faire ses réserves formelles, même en désaveu, contre son avoué ;

Par ces motifs : — Met à néant, comme irrecevable, l'appel

de Salem Hamou ben Mohamed Soufi contre le jugement entrepris et l'en déboute; — Lui donne acte de ce qu'il déclare faire ses réserves formelles, même en désaveu, contre son avoué; — Le condamne aux dépens.

MM. SCHINDLER, *ff. prés.*; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et OTTEN, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

22 mai 1901

Exploit, signification, pli fermé, mention insuffisante, Algérie, nullité facultative, huissier, faute, responsabilité.

Lorsque la copie d'un exploit mentionne que cette pièce a été remise, en l'absence du destinataire, à son garçon sous pli fermé, pareille mention est incomplète, ne satisfait pas aux prescriptions rigoureuses de la loi du 15 février 1899 et son insuffisance entache l'exploit de nullité (1);

Cette nullité, étant substantielle, n'est pas facultative pour le juge en Algérie par application de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 (2);

L'huissier par la faute duquel la nullité a été encourue doit supporter les conséquences de sa faute et être condamné au paiement de tous les frais, devenus inutiles, qu'il a ainsi occasionnés (3).

(Ben Otsmane c. Bouache)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Ben Otsmane Sghir ben Ibassin et consorts ont, suivant exploit de Gentil, huissier à Aïn-Mokra, du 1er août 1899, assigné Bouacha Brahim ben Lakdar, en qualité de président du douar Ouïchaoua, devant le tribunal civil de Bône, pour voir dire qu'ils ont seuls droit à la jouissance de la terre El-Menioua; — Qu'en réponse à cette assi-

---

(1 à 3) V. la jurisprudence rapportée en note sous l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 29, note 1, et Suppléments, v° *Nullités facultatives*.

gnation, Bouacha Brahim ben Lakdar a excipé : 1° de la nullité de l'exploit introductif d'instance ; 2° du défaut de qualité des demandeurs ; 3° de l'incompétence du tribunal ; — Attendu que, par jugement du 30 janvier 1900, le tribunal, après avoir décidé que l'exploit était valable, a déclaré l'action des demandeurs irrecevable, pour défaut de qualité ; — Que ces derniers ont régulièrement interjeté appel et que, de son côté, Bouacha a relevé appel incident, en vue de faire décider que c'est à tort que les premiers juges ont considéré comme valable l'exploit introductif d'instance ; — Que ces deux appels sont réguliers en la forme et qu'il échet de statuer ;

Sur l'appel incident : — Attendu que l'exploit argué de nullité mentionne uniquement qu'en l'absence du président Bouacha Brahim ben Lakdar, la copie a été laissée à son garçon Amar, sous pli fermé ; — Que le tribunal, tout en constatant la nullité de l'exploit, en a cependant relevé les demandeurs, par application de l'ordonnance du 26 septembre 1842 ; — Qu'il y a lieu d'apprécier le mérite de cette décision ; — Attendu que l'art. 68 C. pr. civ., modifié par l'art. 1er de la loi du 15 février 1899, exige que, dans le cas où la copie est remise à toute autre personne que la partie elle-même, elle soit délivrée sous enveloppe fermée, portant comme indication, d'un côté les noms et demeure de la partie, et, de l'autre, le cachet de l'étude de l'huissier, apposé sur la fermeture du pli, et que l'huissier fasse mention du tout, tant sur l'original que sur la copie ; — Attendu que, sans qu'il soit utile de rappeler le but de ce nouvel article, il y a lieu de retenir que celui-ci a été purement et simplement substitué à l'ancien et incorporé à son lieu et place dans le code de procédure, avec les mêmes références et les mêmes sanctions que l'article supprimé ; — Que l'art. 70 dudit code frappait de nullité les actes ayant omis tout ou partie des formalités exigées par l'ancien art. 68 ; qu'il doit en être de même en cas de violation des prescriptions de l'article qui a remplacé ce dernier ; — Attendu que la copie de l'exploit se borne à mentionner que cette pièce a été, en l'absence du destinataire, remise à son garçon Amar, sous pli fermé ; — Que cette mention est incomplète, qu'elle ne satisfait pas aux prescriptions rigoureuses de la loi et que son insuffisance entache l'exploit de nullité, par application de l'art. 70 précité ; — Qu'au surplus, cette décision est conforme à la jurisprudence unanimement adoptée par les cours et tribunaux de la métropole qui ont eu à statuer sur cette question depuis la promulgation de ladite loi ; — Que c'est donc avec raison que le tribunal a constaté cette nullité en principe, mais qu'en

définitive il en a relevé les appelants en les faisant bénéficier des dispositions de l'art. 69 de l'ordonnance précitée;

Sur l'ordonnance de 1842 : — Attendu que cette ordonnance est spéciale à l'Algérie ; — Que son application, très large au début, en raison des difficultés d'organisation qui ont suivi la conquête, a été, par la suite, restreinte dans des limites successivement plus étroites ; — Que, plus tard, la Cour, accentuant cette initiative qui constituait un progrès, a décidé que, notamment, les déchéances ne pourraient bénéficier de ces dispositions exorbitantes du droit commun ; — Et qu'enfin elle en est arrivée à déclarer que ladite ordonnance ne devait plus être appliquée lorsqu'il s'agissait de nullités radicales, ayant pour cause l'omission de formalités substantielles ; — Que cette jurisprudence est rationnelle ; — Attendu que la nullité relevée à l'encontre de l'exploit du 1er août 1899 rentre dans cette dernière catégorie d'irrégularités ; — Qu'en conséquence, ledit exploit doit être déclaré nul et de nul effet, et qu'il échet d'annuler la procédure qui en a été la suite, en faisant droit à l'appel incident ; — Attendu qu'en raison de cette décision, il n'y a lieu de statuer sur les conclusions, tant principales que subsidiaires, formulées par Ben Otsmane et consorts à l'appui de leur appel, sauf en ce qui concerne la demande par eux formée à l'encontre de l'huissier mis en cause ;

Sur ce dernier chef : — Attendu que l'irrégularité de l'exploit, qui entraîne l'annulation de la procédure, est le résultat d'une faute imputable à l'huissier X... ; — Que les faits et motifs ci-dessus exposés détruisent ceux qui ont été invoqués par cet officier ministériel pour dégager sa responsabilité ; — Que l'huissier doit donc supporter les conséquences de sa faute, et être condamné au paiement de tous les frais, devenus inutiles, qu'il a ainsi occasionnés ; — Qu'il y a lieu, en outre, de donner acte à Ben Otsmane et consorts des réserves que ceux-ci ont formulées contre lui ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel principal et l'appel incident comme réguliers en la forme ; — Sur l'appel incident : — Dit bien appelé, mal jugé ; — Infirme le jugement entrepris ; — Émendant et statuant à nouveau : — Dit que c'est à tort que les premiers juges ont rejeté l'exception de nullité soulevée à l'encontre de l'exploit introductif d'instance du 1er août 1899 ; — Déclare nul et de nul effet ledit exploit et annule la procédure qui en a été la suite ; — Déboute Ben Otsmane Sghir ben Hassen et consorts de l'appel par eux interjeté dudit jugement ; — Condamne l'huissier X... au paiement de tous les dépens de première instance et d'appel, ces derniers liquidés provi-

soirement, sauf taxe ultérieure, à la somme de 120 fr. et distraits au profit de Me Moatti, avoué, aux affirmations de droit ; — Donne acte à Ben Otsmane et consorts de leur réserve de réclamer à l'huissier X... tous dommages-intérêts en réparation du préjudice qui résulterait pour eux de l'annulation de la procédure ; — Déboute les parties de tous autres moyens, fins et conclusions contraires aux dispositions du présent arrêt ; — Ordonne la main-levée des amendes consignées tant sur l'appel principal que sur l'appel incident.

MM. ZILL DES ILES, *ff. prés ;* MARSAN, *av. gén.* — Me BORDET et LE DENTU, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch)

28 novembre 1900

Responsabilité, accident, faute, patron, employé.

Un patron est responsable du fait d'un charretier à son service lorsque, celui-ci s'étant fait remplacer par un tiers dans la conduite de son attelage, ce tiers est blessé par suite d'un accident, même causé par sa faute, et survenu pendant que l'attelage était placé sous sa direction ;

Le fait que le charretier et le blessé étaient au service du même patron et que celui-ci avait interdit au blessé, en raison de son jeune âge et de son inexpérience, de conduire aucun équipage, n'est pas de nature à exonérer le patron de toute responsabilité pécuniaire s'il n'a pas pris la précaution de donner au charretier les ordres nécessaires pour empêcher l'accident de se produire.

(Canafarina c. Vincent)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel principal émis par le sieur Canafarina et l'appel incident formé par le sieur Vincent sont recevables ;

Au fond : — Attendu que, dans la nuit du 5 septembre 1894, Henri Vincent, âgé de dix-sept ans, employé comme aide de cuisine chez le sieur Canafarina, propriétaire à El-Affroun,

conduisait un équipage de la ferme, attelé de sept bêtes ; — Qu'arrivé à la barrière de la gare de la Chiffa, il se trouva, par suite d'une fausse direction de l'attelage, la tête prise entre ladite barrière et le cadre du charriot ; — Que l'accident lui occasionna des blessures graves, à la suite desquelles il serait placé dans l'impossibilité de se livrer à aucun travail, et qu'il a demandé à son maître la somme de 40,000 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que Canafarina a décliné toute responsabilité au sujet de cet accident, mais qu'après enquête et par jugement du 31 octobre 1899, le tribunal l'a condamné au paiement d'une somme de 1,500 fr. en réparation du préjudice causé ; — Qu'il a interjeté appel de ce jugement ; que, d'autre part, Henri Vincent a relevé appel incident, et qu'il y a lieu de statuer sur le mérite de ces deux appels ;

Sur l'appel principal : — Attendu que Canafarina soutient que Vincent s'est fait confier et a conduit l'attelage au mépris des défenses réitérées de son patron ; et qu'ayant ainsi été victime de sa propre faute, sa demande n'est pas fondée ; — Mais attendu, en fait, que Canafarina avait interdit formellement à Vincent, en raison de son âge et de son inexpérience, de conduire les équipages de la ferme ; — Qu'il savait pertinemment que Vincent avait déjà plusieurs fois tout au moins voulu enfreindre cette défense ; — Que le patron n'en était que plus rigoureusement tenu de donner à son charretier les ordres nécessaires pour empêcher le fait de se produire ; — Qu'il n'appert ni de l'enquête ni de la contre enquête que Canafarina ait donné ces ordres, et que, s'il avait pris cette précaution, il est probable que le charretier n'eût pas cédé aux instances de Vincent et que l'accident n'eût pas eu lieu ; — Attendu, en droit, que l'indigène qui a confié l'équipage à Vincent était au service de Canafarina comme charretier et, en cette qualité, exclusivement chargé de la garde et de la conduite des attelages ; — Que Vincent s'est adressé à lui comme charretier, et que ce dernier, en autorisant la victime à le remplacer dans son service spécial, a agi comme employé de Canafarina ; — Qu'en se prêtant à cette substitution de service, il a commis une faute dans les fonctions auxquelles il était préposé par son patron ; — Qu'en conséquence, et aux termes de l'art. 1384 C. civ., Canafarina est responsable de cette faute, et doit, en principe, réparer le préjudice qui en a été la conséquence ;

Sur l'appel incident : — Attendu que la responsabilité de Canafarina est très sensiblement atténuée par la faute grave que Vincent lui-même doit se reprocher ; — Qu'en effet, ce dernier a profité de l'absence momentanée de son patron

pour désobéir à ses ordres, et insisté auprès du charretier indigène pour prendre sa place dans la conduite de l'équipage ; — Qu'en outre, il est établi par les dispositions de deux témoins de la contre enquête, les sieurs Delos et Jean Louis, qu'il était endormi sur la voiture au moment où l'accident s'est produit ; — Que, dans ces circonstances, il importe de faire la part des responsabilités respectives et, au lieu d'accueillir l'appel incident, de réduire le montant de l'indemnité allouée par les premiers juges ; — Que la Cour a les éléments d'appréciation suffisants pour en déterminer l'importance, et le fixer au chiffre de 500 fr. ;

Par ces motifs : — Reçoit tant l'appel principal que l'appel incident comme réguliers en la forme ; — Au fond : — Confirme, en principe, le jugement entrepris ; — Dit toutefois que le chiffre des dommages-intérêts est réduit à la somme de 500 fr. ; — Condamne Canafarina au paiement de ladite somme ; — Dit que, sous cette modification, ledit jugement sera exécuté suivant sa forme et teneur ; — Déboute Canafarina du surplus de son appel ; — Rejette l'appel incident comme non fondé ; — Ordonne la restitution de l'amende de l'appel principal si elle a été consignée et la confiscation de l'amende de l'appel incident ; — Condamne Canafarina en tous les dépens d'appel.

MM. ZILL, DES ILES, *ff. prés* — Mes OTTEN et DURIEU DE LEYRITZ, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

21 février 1901

Communauté entre époux, biens communs, pouvoirs du mari, aliénation en fraude des droits de la femme, nullité, action, dissolution de la communauté.

Le droit qui appartient au mari comme chef de la communauté de disposer seul des biens communs, et spécialement des immeubles, ne va pas jusqu'à consentir, en prévision de la dissolution prochaine de la communauté, des aliénations frauduleuses en vue de frustrer la femme ;

En conséquence, la femme qui a accepté la communauté peut demander de nullité des actes de disposition ainsi intervenus ;

Doit être considérée comme ayant accepté la communauté la femme qui agit en qualité de femme commune en biens.

(Gimet et Gouzènes c. Senlebès)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond, sur l'exception d'irrecevabilité de la demande en nullité de vente prise du défaut de qualité de la dame Senlebès ; — Attendu que Gimet prétend que la dame Senlebès est irrecevable en son action : 1° parceque la communauté entre elle et Gouzènes n'était pas dissoute au moment où elle l'a introduite; 2° parcequ'elle ne justifie pas avoir accepté ladite communauté ;

Attendu, sur le premier moyen, que la dame Senlebès ayant, en instance de divorce, frappé de saisie-arrêt à la charge de Gouzènes, dans les termes de l'art. 242 C. civ., les loyers dus par Balanca et Molinier, locataires de Gimet, du fonds de commerce et des constructions qui ont fait l'objet de la vente du 3 novembre 1897, Gimet a intenté contre l'intimée une action en nullité de cette saisie, soutenant que la communauté avait, par cette vente, cessé d'être propriétaire de l'immeuble loué ; — Que, en réponse, la dame Senlebès, par conclusions signifiées le 27 juin 1898, s'est bornée à demander que, ne pouvant, en l'état, être habilitée en justice relativement à la vente d'un bien de communauté, il fût sursis à l'instruction et au jugement de la demande de Gimet jusqu'après la dissolution définitive de la communauté légale existant alors entre les époux Gouzènes ; — Que le divorce, entraînant la dissolution de la communauté, a été prononcé entre lesdits époux par jugement non frappé d'appel du 7 juillet 1898 ; — Que c'est seulement le 18 octobre suivant et par suite après la dissolution de la communauté que, par conclusions sur le fond, la dame Senlebès a demandé que la vente du 3 novembre 1897 soit mise à néant, comme fictive et simulée ; — Que ce premier moyen n'est donc pas justifié ;

Que, sur le deuxième moyen, il échet de retenir que la dame Senlebès a agi en la cause en qualité de femme ayant été commune en biens avec Gouzènes ; — Qu'elle a par cela même virtuellement accepté la communauté ; — Que ce deuxième moyen n'est donc pas davantage justifié ;

Attendu en conséquence que l'exception proposée n'est pas fondée et doit être rejetée ;

Sur la demande en nullité de la vente du 3 novembre 1897 ; — Attendu qu'il résulte clairement des faits et circonstances

de la cause, à bon droit retenus par les premiers juges, que ladite vente est purement fictive et n'a été simulée entre Gimet et Gouzènes que pour frustrer la dame Senlebès de partie de sa part de communauté ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Reçoit en la forme l'appel de Gimet, le rejette comme mal fondé ; — Confirme en conséquence le jugement déféré pour sortir son plein et entier effet ; — Complétant et précisant toutefois son dispositif, dit la vente du 3 novembre 1897 purement fictive et simulée et par suite non existante ; — Dit en conséquence que la communauté n'a cessé d'être propriétaire des biens qui en faisaient l'objet ; — Ordonne la confiscation de l'amende consignée, etc.

MM. BLANCKAERT, *prés;* BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes SOUBIRANNE et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

18 avril 1901

Exécution des jugements, jugement du châra de Tunis, exequatur du tribunal français, revision au fond ; compétence, revendication, exception, habous, inaliénabilité, preuve, acte de notoriété.

Le juge de l'exequatur n'a pas seulement à vérifier si le jugement étranger est régulier en la forme ; il peut et doit aussi examiner si le dispositif de ce jugement est conforme aux lois françaises et le reviser au fond, s'il y a lieu (1) ;

Il en est ainsi spécialement des tribunaux français à l'égard des jugements rendus par le châra de Tunis ;

Le juge de l'action étant aussi juge de l'exception, il appartient à la juridiction saisie d'une action en revendication d'un immeuble de statuer sur la validité d'un habous dont l'inaliénabilité est opposée par voie d'exception ;

La preuve de l'existence d'un habous peut, suivant les

---

(1) Comp. en ce sens, trib. de Tunis, 16 nov. 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 204) et la note.

circonstances de fait, être considérée comme ne résultant pas d'un simple acte de notoriété.

(Djerbi c. Sitbon)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Sur la demande d'exequatur du jugement du châra du 6 novembre 1892 : — Attendu que le juge de l'exequatur, ainsi qu'il est généralement admis par la jurisprudence, n'a pas seulement à vérifier si le jugement étranger est régulier en la forme ; mais qu'il peut aussi et doit par conséquent examiner si son dispositif est conforme aux lois françaises et le reviser au fond, s'il y a lieu ; — Que le jugement du 6 novembre 1892 n'est pas représenté à la Cour, qui ne peut, dès lors, procéder à l'examen ni de la forme ni du fond, ni, par suite, statuer ; — Qu'en conséquence la demande d'exequatur est irrecevable ;

Sur la compétence ; — Attendu que la dame Memrana, à l'appui de sa demande en revendication de l'immeuble adjugé à Sitbon par jugement du 12 novembre 1892, soutient que cet immeuble était frappé de habous et par suite inaliénable ; — Que le juge de l'action est aussi celui de l'exception ; — Qu'il appartient, dès lors, à la juridiction saisie de la demande en revendication de statuer sur l'exception d'inaliénabilité de l'immeuble revendiqué et, par suite, sur l'existence de la validité du habous qui l'aurait rendu inaliénable ;

Sur la revendication de la dame Memrana ; — Attendu que l'appelante ne produit pas l'acte de habous du 26 janvier 1878 dont elle excipe ; — Que l'acte de notoriété du 4 novembre 1892, seul moyen de preuve apporté par Memrana, ne saurait utilement y suppléer pour établir l'existence de ce habous ; — Qu'il n'a été dressé que postérieurement aux poursuites d'expropriation introduites à la requête de Sitbon ; — Qu'il se borne à mentionner les déclarations de trois témoins qui attestent avoir entendu dire quinze ans auparavant par El-Hadj Sliman ben Mohamed qu'il constituait habous les immeubles aujourd'hui revendiqués au profit de sa femme Hemmourat et de ses deux enfants Mohamed et Memrana ; — Que cet acte de notoriété est d'autant moins digne de foi, que, lors de la saisie par Sitbon des biens prétendus habousés et pendant le cours de la procédure d'expropriation, les saisis, qui étaient le constituant et deux des bénéficiaires du habous allégué, le père, la mère et le frère de Memrana, n'ont

jamais excipé de l'inaliénabilité des biens saisis ; — Qu'ils ne s'en sont pas davantage prévalus, lorsque Sitbon, devenu adjudicataire, a fait annuler à leur encontre un bail des mêmes biens frauduleusement consenti par eux à des tiers depuis le commencement des poursuites d'expropriation ; — Que, cependant, dans l'un comme dans l'autre cas, ce habous était un moyen péremptoire contre les prétentions de Sitbon ; — Qu'il suit de tout ce qui précède que la dame Memrana n'apporte pas la preuve du habous dont elle se prévaut : — Attendu que vainement la dame Memrana prétend que, propriétaire d'un tiers de l'immeuble adjugé à Sitbon et n'ayant contracté aucun engagement envers celui-ci, elle n'a pu être actionnée et poursuivie par lui ; — Qu'il suffit, en effet, d'observer que Memrana est aux droits de son père El Hadj Sliman ben Mohamed Ettouil et qu'il résulte des constatations du jugement du 23 novembre 1891 que celui-ci a reconnu purement et simplement sa dette envers Sitbon, telle qu'elle était constituée par les actes des 23 janvier et 4 février 1888, et s'est borné à solliciter un délai de grâce pour le paiement ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Reçoit l'appel en la forme ; le rejette comme mal fondé ; — Confirme, etc.

MM. BLANCKAERT, *prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes DIVIELLE et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

7 janvier 1901

Jugement par défaut, exécution, péremption, saisie-arrêt, dénonciation, acte d'exécution.

Une saisie-arrêt et sa dénonciation faites en vertu d'un jugement par défaut ne suffisent pas pour permettre d'affirmer que le défendeur défaillant a eu connaissance dudit jugement ; cet effet ne peut résulter que du jugement de validité de ladite saisie-arrêt ou tout au moins d'une constitution d'avoué par le défendeur sur la demande en validité ;

Il en est ainsi à plus forte raison lorsque la saisie-arrêt et

sa dénonciation n'ayant été suivies d'aucun acte de procédure pendant trois années, l'instance en validité est éteinte.

(Minéo c. Landicino)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le jugement déféré rendu par le tribunal de Tunis le 13 juillet 1898, statuant sur les deux instances jointes, a fait droit à la demande en péremption de Giovani Minéo et a déclaré périmée la première demande en validité de saisie-arrêt introduite par l'exploit du 9 janvier 1899, mais a déclaré que le jugement de défaut du 29 novembre 1888 avait été exécuté dans les délais légaux et a validé la deuxième saisie-arrêt pratiquée le 31 mai 1898; qu'il a, en outre, condamné Giovani Minéo en tous les dépens;

Attendu, tout d'abord, que Giovani Minéo ayant obtenu gain de cause sur l'instance de péremption, les frais de cette instance devaient être laissés à la charge de ses adversaires; — Que, dans tous les cas, sur ce premier point, le jugement déféré doit être réformé;

Attendu, pour le surplus, que le jugement déféré ne fait grief à Giovani Minéo qu'en ce qu'il a validé la seconde saisie-arrêt; — Que c'est sur ce seul point que porte l'appel de ce dernier; — Attendu que pour valider cette saisie arrêt les premiers juges ont estimé que le jugement de défaut du 29 novembre 1888 avait reçu dans le délai de six mois une exécution suffisante pour empêcher sa péremption par la saisie-arrêt du 4 janvier 1889 et la dénonciation du 9 du même mois; — Mais attendu que la saisie-arrêt ne doit être considérée comme étant une mesure d'exécution suffisante que lorsqu'un jugement de validité est intervenu, car alors le jugement de défaut se trouve exécuté (art. 156 C. pr. civ.), ou lorsque tout au moins le défendeur a constitué avoué sur la demande en validité, cette constitution d'avoué devenant un des actes qui, aux termes de l'art. 159 du même Code, entraînent comme conséquence nécessaire la connaissance, de la part du défaillant, de l'exécution du jugement de défaut suivie contre lui; — Attendu qu'aucune de ces deux circonstances ne se rencontrant dans la cause, le jugement de défaut du 20 novembre 1888 doit être considéré comme nul et non avenu;

Mais attendu, au surplus, qu'il n'y a point lieu de s'arrêter à ces considérations; — Attendu que les premiers juges ayant décidé à bon droit que l'instance en validité de

la saisie-arrêt du 4 janvier 1889 était éteinte faute de continuation de poursuites dans les trois années qui ont suivi, conformément à l'art. 397 C. pr. civ., ont, à tort, admis qu'il ne résultait pas de cette péremption que le jugement du 29 novembre 1888 devait être, lui-même, déclaré non avenu ; — Qu'il n'est pas possible de concilier entre elles ces deux décisions ; — Qu'aux termes de l'art. 401 C. pr. civ., la péremption emporte extinction de la procédure sans qu'on puisse, dans aucun cas, opposer aucun des actes de la procédure éteinte ni s'en prévaloir ; — Attendu qu'en présence de ces dispositions formelles, il n'est pas possible de se prévaloir de la saisie-arrêt du 4 janvier 1889 et de la dénonciation du 9 du même mois, tous deux actes de la procédure périmée ; — Que le jugement de défaut du 29 novembre 1888 doit, en conséquence, être considéré comme nul et non avenu, et que la saisie-arrêt du 31 mai 1898, pratiquée en vertu de ce jugement, doit être considérée comme faite sans titre et par suite comme entachée d'une nullité radicale ;

Par ces motifs : — Dit que c'est à tort que les premiers juges ont condamné Giovani Minéo en tous les dépens, alors que les dépens de la demande en péremption d'instance à laquelle il a été fait droit devaient être laissés à la charge des intimés, etc.

MM. WURTZ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes JOLY et OTTEN, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

4 février 1901

Faillite, dissolution de l'union, créanciers, actions, poursuites individuelles, compétence, art. 64 C. com., prescription, interruption.

Par le jugement du tribunal de commerce prononçant la dissolution de l'union des créanciers de la faillite, la mission des syndics prend fin et les créanciers rentrent individuellement dans l'exercice de tous leurs droits contre leur débiteur ;

Dès lors, ces droits s'exercent non suivant la procédure de

faillite, mais d'après les règles ordinaires du Code de procédure civile, notamment en ce qui concerne la compétence des tribunaux appelés à connaître des actions des créanciers ;

La prescription édictée par l'art. 64 C. com. est interrompue par la déclaration de faillite ;

La délivrance du bordereau de créance constitue au profit des créanciers qui en sont nantis un titre régulier et définitif qui n'est plus soumis qu'à la prescription trentenaire.

(Barbiez c. Roche)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme; — Attendu que Barbiez soutient à l'appui de son appel : 1° que s'agissant d'une dette incombant à la société Barbiez et Archer dont le siège était à Grenoble, l'action aurait dû être portée devant le tribunal de commerce de cette localité, et que celui d'Alger était incompétent pour en connaître; 2° que la prescription quinquennale lui était acquise aux termes de l'art. 64 C. com.;

Sur l'exception d'incompétence : — Attendu que la société Barbiez et Archer a été déclarée en état de faillite à Grenoble, mais que cette faillite a été définitivement close par un jugement du tribunal de cette ville qui a prononcé la dissolution de l'union des créanciers; — Que la mission des syndics ayant pris fin, les faillis ont alors repris la libre disposition des biens qui pouvaient leur échoir ultérieurement et les créanciers sont rentrés individuellement dans l'exercice de tous leurs droits contre leurs débiteurs; — Que, dès lors, ces droits ne pouvaient plus s'exercer en suivant la procédure édictée en matière de faillite, mais bien d'après les règles ordinaires du Code de procédure civile; — Que l'action devait donc être introduite devant le juge du domicile actuel du défendeur; — Que Barbiez est domicilié à Mustapha, canton d'Alger, et que, par suite, c'est à bon droit que Roche l'a assigné devant le tribunal de commerce de cette ville;

Sur la prescription quinquennale : — Attendu que l'art. 64 invoqué par l'appelant n'est pas applicable à l'espèce; — Qu'en effet, la prescription édictée par cet article ne peut être admise qu'autant qu'elle n'a été interrompue par aucune poursuite judiciaire; — Que la déclaration de faillite a produit cette interruption; — Qu'à cette époque, les créanciers admis au passif de ladite faillite ont été nantis d'un bordereau de

créance constituant pour eux un titre régulier et définitif qui n'est plus soumis qu'à la prescription trentenaire ; — Adoptant au surplus les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au fond : — Confirme dans toutes ses dispositions le jugement entrepris.

MM. ZILL DES ILES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes OTTEN et DE SAMBEUF, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

12 décembre 1900

Expropriation publique, Tunisie, décret beylical du 30 août 1858, indemnité, évaluation, experts, partage, pouvoirs du tribunal, expropriation partielle, droit d'exiger l'expropriation totale, demande tardive.

En Tunisie, l'expropriation pour cause d'utilité publique est régie par le décret beylical du 30 août 1858, qui, bien que spécialement promulgué à l'origine pour les seuls immeubles de la ville de Tunis, a été étendu par la suite à tous les immeubles urbains ou ruraux de la régence ;

L'art. 11 dudit décret, aux termes duquel le préjudice résultant de l'expropriation doit être évalué par douze estimateurs, n'imposant à ceux-ci aucune procédure spéciale ni aucun délai pour exprimer leur avis, il doit être tenu compte pour former la majorité, de l'avis des experts qui, ne pouvant assister à la réunion dans laquelle l'évaluation a été fixée, l'ont fait connaître par lettres missives ;

Lorsqu'il y a partage entre les estimateurs sur le montant de l'indemnité d'expropriation, il appartient au tribunal de fixer lui-même cette indemnité sans être lié par aucun des avis exprimés (1) ;

La disposition de l'art. 12 du décret beylical du 30 août 1858 d'après laquelle en cas d'expropriation partielle d'immeubles le propriétaire est en droit de requérir l'expropriation totale ne s'applique qu'aux immeubles urbains et non aux domaines ruraux (2) ;

(1, 2) V. Alger, 10 déc. 1900 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 144) et les renvois en note ; trib. de Tunis, 14 mars 1900 (*infrà*, p. 263).

Au surplus, cette prétention du propriétaire doit être invoquée antérieurement à l'estimation des experts.

(Veuve Exiga Kaiser c. Ministre de la guerre)

Le 25 janvier 1899, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch) ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par décret rendu par S. A. le Bey, le 10 juillet 1897, diverses parcelles de terrains situées à Bizerte ont été expropriées en vue de la construction de la nouvelle enceinte fortifiée de cette ville ; — Attendu que l'une de ces parcelles appartient à la dame veuve Exiga Kaiser ; — Attendu que, pour déterminer le prix de cette parcelle, douze experts ont été désignés conformément aux dispositions du décret du 30 août 1858, qui règle, en Tunisie, la matière de l'expropriation pour cause d'utilité publique ; — Attendu que les experts ont déposé leur rapport au greffe ;

Attendu que la dame Exiga Kaiser demande que, conformément à l'art. 11 du décret susvisé, l'indemnité d'expropriation à elle due soit calculée à raison de 6 fr. le mètre carré, qui est le prix établi par la majorité des experts ; — Mais attendu qu'il est inexact que ce prix ait été déterminé par la majorité des experts ; que le rapport déposé au greffe le 1er juillet 1898 constate, à la vérité, que dix experts seulement sur douze ont pris part à la délibération qui eut lieu dans l'après-midi du 4 avril 1898, et que sur ces dix experts six ont émis l'avis que le terrain exproprié devait être payé à raison de 6 fr. le mètre, et quatre à un prix inférieur, d'où il semblerait résulter que la majorité était acquise pour la première de ces deux évaluations ; mais que ce n'est pas là la majorité dont a voulu parler l'art. 11 in fine du décret du 30 août 1858 ; qu'il ne peut être question, dans cet article, que de la majorité résultant des avis émis par les douze experts ; — Attendu que cette majorité ne peut être formée que par sept avis conformes ; — Attendu, en fait, que les douze experts ont donné leur avis ; que si deux d'entre eux ont été dans l'impossibilité d'assister à la réunion qui se tint dans l'après-midi du 4 avril 1898, ils ont séparément fait connaître leur avis ; que rien ne s'oppose à ce qu'il soit tenu compte de cet avis ; qu'il n'existe, en effet, dans le texte qui régit la matière aucune prescription en vertu de laquelle les délibérations des experts seraient soumises à des formes particulières ; que, en fait, les douze experts ont procédé ensemble à la visite des lieux ; qu'ils ont tous assisté aux observations contradictoirement échangées entre les parties ; que l'avis envoyé séparément par deux d'entre eux doit donc être accepté ; qu'il suit de là que sur les douze voix, six ont été pour l'estimation de 6 fr. et six pour l'estimation de 0 fr. 50 cent. et 0 fr. 60 cent. ; qu'il y a partage ; que le tribunal n'est, dès lors, lié par aucun des avis exprimés et qu'il a un pouvoir absolu d'appréciation ;

Attendu que la dame Exiga Kaiser fait valoir que le prix de 6 fr. réclamé par elle n'est pas exagéré, qu'il est même au-dessous de la valeur réelle de son terrain ; qu'elle allègue que ce terrain est situé en bordure

de la baie de Sébra, dans un endroit où les aménagements du port de commerce de Bizerte ne manqueront pas de lui donner une valeur considérable ; qu'elle articule, en outre, qu'une bande de ce même terrain lui a été acquise par la compagnie du chemin de fer Bône-Guelma, moyennant 1 fr. 80 cent. le mètre carré, et que des terrains voisins ont été payés par l'autorité militaire, pour la construction de l'arsenal, à raison de 0 fr. 80 cent. et 1 fr. 25 cent. le mètre ; qu'elle soutient que depuis cette époque, la valeur de ces terrains s'est accrue dans des proportions considérables et qu'elle est en droit de bénéficier de cette plus-value ;

Attendu qu'il convient tout d'abord de remarquer que le terrain exproprié ne se trouve pas, ainsi que le prétend la dame Exiga Kaiser, en bordure sur la baie de Cébra ; qu'il est séparé du rivage par la ligne du chemin de fer ; qu'il n'a donc pas la situation exceptionnellement avantageuse que lui attribuait la dame Exiga Kaiser et sur laquelle elle fondait son principal argument pour justifier le chiffre demandé par elle ; que la parcelle exproprié est en réalité d'une valeur analogue à celle des terrains voisins situés dans les mêmes conditions qu'elle ; — Attendu que le ministre de la guerre expose que plusieurs des parcelles déjà expropriées ont été payées entre 0 fr. 40 cent. et 0 fr. 90 cent. le mètre et qu'elles n'ont atteint ce dernier chiffre que lorsqu'elles étaient plantées en vignes ; qu'il articule, notamment, qu'une parcelle située de l'autre côté de la route de Bizerte à Mateur, et précisément en face de celle de la dame Exiga Kaiser, a été payée 0 fr. 70 cent.; qu'il prétend, en conséquence, que le prix de 0 fr. 60 cent. offert par lui constitue une juste indemnité ; — Attendu qu'il y a lieu d'accueillir la proposition ainsi faite ; qu'il est démontré par les chiffres produits et qui ne sont d'ailleurs pas contestés par la dame Exiga Kaiser, que les terrains situés dans cette partie de la banlieue de la ville de Bizerte et dans des conditions identiques n'ont pas une valeur supérieure ; — Attendu que c'est, dès lors, sur cette base qu'il convient de calculer l'indemnité à laquelle peut prétendre la dame Exiga Kaiser ;

Attendu, il est vrai, que la dame Exiga Kaiser soutient que son terrain a perdu toute sa valeur, en raison de la servitude militaire dont il est frappé ; qu'elle allègue que l'administration militaire ne saurait invoquer cette circonstance, créée uniquement à son profit, pour lui faire des offres réduites ; — Attendu, en effet, que si l'exproprié ne peut se prévaloir de la plus-value donnée à sa propriété par les travaux en vue desquels l'expropriation a été décidée, par contre l'expropriant ne saurait profiter d'une moins-value éventuelle pour offrir un prix moindre ; — Mais attendu que le prix de 0 fr. 60 cent. le mètre carré constitue une indemnité équitablement calculée par rapport à la valeur du terrain en lui-même et sans avoir égard à la dépréciation qui a pu résulter de l'établissement d'une zone de servitude militaire ; qu'il convient d'adopter ce chiffre dans lequel sera également compris le prix des oliviers se trouvant actuellement sur le terrain ; — Attendu que la surface exproprié est de 1,264 mètres carrés ;

Attendu que la dame Exiga Kaiser entend se prévaloir des dispositions de l'art. 12 du décret du 30 août 1858 pour exiger que l'expropriation comprenne la totalité de son terrain qui a une contenance de 1 hectare 21 ares 70 ; — Attendu que cette prétention ne saurait être accueillie ;

qu'il est facile de se convaincre à la lecture du texte invoqué que la disposition qu'il contient ne peut avoir son application que lorsqu'il s'agit de l'expropriation d'un immeuble urbain dont une partie peut être nécessaire en vue de travaux d'utilité publique, et dont la partie restante peut être dépréciée au point de devenir une non valeur ; que le sens en serait complètement faussé si le propriétaire d'un important domaine rural pouvait exiger l'expropriation de son domaine entier sous le prétexte que des travaux d'utilité publique en ont nécessité la distraction d'une parcelle ;

Attendu, dans tous les cas, que la dame Exiga Kaiser aurait dû faire part de cette prétention, qu'elle ne produit pour la première fois que dans ses conclusions dernières, au moment où les experts se sont rendus sur les lieux et se sont livrés aux opérations qui ont servi de base à leur estimation ; — Attendu, en effet, que c'était là un élément dont il pouvait y avoir lieu de tenir compte et que les experts pouvaient avoir à prendre en considération pour éclairer leur religion ; que les conclusions prises sur ce point par la dame Exiga Kaiser doivent donc être rejetées ;

Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent que l'indemnité d'expropriation à laquelle a droit la dame Exiga Kaiser doit se calculer à raison de 0 fr. 60 cent. le mètre carré sur une surface de 1,264 mètres carrés, ce qui fait une somme de 758 fr. 40 ;

Par ces motifs ; — Dit que les douze experts, nommés en conformité du décret du 30 août 1858. ont valablement exprimé leur avis ; que les douze suffrages exprimés n'ont constitué aucune majorité ; qu'il appartient, dès lors, au tribunal de fixer l'indemnité d'expropriation ; — Dit que cette indemnité doit être calculée à raison de 0 fr. 60 cent. le mètre carré sur 1,264 mètres carrés ; — Déboute la dame Exiga Kaiser de toutes autres conclusions.

Sur l'APPEL de la veuve Exiga Kaiser, la Cour a rendu l'arrêt suivant :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il n'est pas contesté que la matière d'expropriation pour cause d'utilité publique est régie en Tunisie par le décret du 30 août 1858, qui, bien que spécialement promulgué à l'origine pour les seuls immeubles de la ville de Tunis, a été étendu par la suite à tous les immeubles urbains ou ruraux de la Régence ; — Attendu que ce décret n'impose aux estimateurs chargés d'évaluer l'indemnité due aux expropriés aucune procédure spéciale ni aucun délai pour exprimer leur avis ; — Qu'il suit que les premiers juges ont eu raison de tenir compte de l'avis des deux experts qui, dans l'impossibilité où ils s'étaient trouvés d'assister à la réunion du 4 avril 1898, où les autres experts avaient cru devoir arrêter leur rapport, ont séparément fait connaître leurs avis personnels par lettres missives ; — Qu'en présence

du texte formel de l'art. 11 du décret du 30 août 1858, qui veut que le préjudice résultant de l'expropriation soit évalué par douze estimateurs, il est inadmissible qu'un certain nombre d'estimateurs puissent, en dehors de leurs autres collègues, prendre une décision devant laquelle il faudra s'incliner, si elle est votée par la majorité des membres présents, quel que soit l'avis ultérieur des membres absents ; — Que ce serait attribuer à une minorité d'experts le droit de se constituer en majorité ;

Attendu, d'autre part, que, les votes exprimés en commun par les dix premiers estimateurs conservant individuellement leur valeur propre, à laquelle est venue simplement s'ajouter par la suite l'opinion émise séparément par les deux autres experts, il ne saurait être question de nullité à invoquer ni à couvrir ; — Qu'il appartenait donc bien aux premiers juges, conformément aux dispositions de l'art. 11 du décret du 30 août 1858, de départager les experts, en fixant eux-mêmes l'indemnité d'expropriation ; — Qu'en évaluant à 60 cent. le mètre carré, ils ont fait une saine appréciation de la valeur actuelle du terrain exproprié, acquis par la dame veuve Exiga Kaiser ou son auteur quelques années auparavant à raison de trente centimes le mètre carré ; — Qu'ils ont avec raison estimé la plus value donnée audit terrain par les aménagements du port de commerce de Bizerte, en tenant compte toutefois de ces deux circonstances que les terrains expropriés sont actuellement dans la zone des fortifications et ne se trouvent plus en bordure sur la baie de Sébra depuis la création de la ligne de chemin de fer de Bône à Guelma ; — Qu'il n'échet enfin de s'arrêter à la prétention tardive de la dame Exiga Kaiser, qui voudrait imposer au ministre de la guerre l'acquisition de tout son immeuble, soit un hectare vingt-et-un ares soixante-dix centiares, alors que l'expropriation n'a porté que sur mille deux cent soixante-quatre mètres carrés ; — Que du reste sa réserve formelle de ne réclamer cette acquisition totale que pour le cas où l'évaluation du mètre carré serait, comme elle le demande et comme l'ont indiqué ses experts, portée à 6 fr., démontre que l'appelante obéit en cette circonstance moins à un intérêt de nécessité qu'à un désir de spéculation ;

Par ces motifs, et ceux non contraires des premiers juges : — Sans s'arrêter à l'appel de la dame veuve Exiga Kaiser envers le jugement du tribunal de première instance de Tunis du 25 janvier 1899 ; — Confirme ledit jugement pour sortir plein et entier effet ; — Déboute l'appelante de toute ses demandes, fins et conclusions, comme non recevables autant

que mal fondées ; — La condamne à l'amende et aux entiers dépens d'appel, etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes SOUBIRANNE et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

9 juin 1900

Donation entre époux, législation maltaise, insinuation, femme mariée, statut applicable, action en nullité, prescription, chose jugée, conditions.

La donation entre vifs consentie par la femme mariée au profit de son mari pendant le mariage est, à Malte, rigoureusement et à peine de nullité, soumise à la formalité de l'insinuation (1) ;

Même avant l'ordonnance maltaise de 1878, cette prescriptions de la loi en vigueur à Malte s'appliquait à tous les nationaux de ce pays (2) ;

Mais si cette formalité de l'insinuation, édictée dans l'intérêt de la femmme et se rattachant à son statut personnel, est exigée pour les donations d'objets mobiliers, il en est autrement pour les donations d'immeubles situés sur le territoire français, et, dès lors, régis par la loi française (3) ;

Dans la loi maltaise comme dans la loi française, les donations entre vifs faites par une femme mariée à son mari pendant le mariage étant toujours révocables, c'est seulement à partir de la mort de la donatrice que peut courir la prescription de l'action en nullité (4) ;

Des décisions rendues sur une demande en annulation de donation fondée sur l'existence d'une condition potestative ne constituent pas la chose jugée à l'égard d'une nouvelle demande en annulation de cette même donation comme entachée de fidéicommis (5).

(Bussutil c. Abela)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen proposé par les appelants et tiré de la nullité de la donation du 24 décembre 1851, comme

(1 à 5) Comp. trib. de Guelma, 1er avril 1897, et Alger, 2 mai 1898 (*Rec. Alg.*, 1898. 2. 25 et 268) et les notes.

entachée de fidéicommis : — Attendu que, pour repousser ce moyen, les intimés invoquent une exception de chose jugée ou plus spécialement les dispositions d'un arrêt rendu le 16 mars 1881 par la Cour d'Aix et celles d'un jugement rendu le 19 mai 1896 par le tribunal de Bône ; — Attendu que ces deux décisions sont définitives ; — Mais attendu que si, devant la Cour d'Aix, c'étaient bien les mêmes parties qui poursuivaient judiciairement un objet identique à celui qu'elles poursuivent dans l'instance actuelle, c'est-à-dire l'annulation de la donation encore litigieuse, la cause dont alors ces demandeurs faisaient dépendre leur action différait, au contraire, de celle qu'ils font valoir aujourd'hui, puisque, à Aix, c'était dans la coexistence d'une prétendue condition potestative qu'ils trouvaient cette cause ; — Qu'ils la placent aujourd'hui dans la coexistence d'un fidéicommis qui pourtant ne se serait manifesté à eux que par des circonstances de fait subséquentes aux anciens procès et intrinsèques à l'acte du 24 décembre 1851 ; — Attendu que devant le tribunal de Bône, non seulement la cause, mais l'objet du litige n'étaient pas les mêmes puisque, renonçant cette fois à arguer de nullité la donation que jusque-là ils avaient entreprise et qu'ils entreprennent encore, les consorts Bussutil demandaient, en ce qui les concerne, à ramener à effet cette donation en donnant pour cause unique à cette prétention certaines circonstances nouvelles que, d'ailleurs, le jugement du 19 mai 1893 n'a jugées ni démontrées ni décisives ; — Attendu qu'en résumé, il faut reconnaître que, pas plus en 1881 qu'en 1896, la justice n'avait été mise en demeure d'envisager la donation de 1851 dans ses relations juridiques avec le fidéicommis en ce moment allégué et que, conséquemment, il n'a sur ce point précis été jusqu'ici rien jugé explicitement ou virtuellement; — Attendu, dès lors, qu'en rattachant à leur nouvelle action cette cause nouvelle, les consorts Bussutil ont réussi à rendre au moins cette action recevable et à mettre en échec l'exception péremptoire que leur opposent les intimés ; — Attendu, au surplus et au fond, que la prétention des appelants n'est ni fondée, ni sérieuse, aucune des conditions juridiques qui constituent le fidéicommis ne se trouvant, de près ou de loin, exprimées dans la donation objet du procès et ne pouvant davantage s'induire des incidents qui l'ont suivie ; — Attendu que, conséquemment, recevant de ce chef, en la forme, la demande des consorts Bussutil, il échet de la déclarer mal fondée ;

Sur le moyen tiré de ce fait que la même donation serait nulle comme n'ayant pas été, conformément à la loi de Malte, pays d'origine de la donatrice, soumise à la formalité préala-

ble de l'autorisation judiciaire ou de l'insinuation : — Attendu qu'à ce second moyen les intimés ont opposé une autre exception, prétendant que, présenté pour la première fois devant la Cour, ce moyen ne l'aurait été que par des conclusions tardives et au mépris des prescriptions de l'art. 11 de l'ordonnance du 16 avril 1843 ; — Attendu que ni le texte, ni la portée rigoureusement impérative de cet art. 11 ne sont discutés et ne peuvent l'être ; — Attendu qu'également, il n'est pas contesté que les conclusions dont le rejet est demandé n'aient pas été signifiées dans le délai prévu par la loi ; — Mais attendu qu'il n'est pas exact que lesdites conclusions aient pour la première fois été présentées en cause d'appel ; — Attendu, en effet, qu'en première instance et par des conclusions signifiées le 28 octobre 1895, les consorts Bussutil avaient déjà, se référant à la loi maltaise, explicitement entrepris de nullité la donation de 1851 et conséquemment saisi les premiers juges de l'examen d'une contestation qui, dès ce moment, a formé un des éléments du débat d'appel ;

Attendu, au fond, que ne pouvant constituer une donation à cause de mort que prohibent à la fois et la loi française et la loi sous l'empire de laquelle les comparants à l'acte notarié de 1851 ont contracté, ne pouvant, non plus, à raison du caractère contractuel que lui imprime le contexte de cet acte, être assimilée à une disposition testamentaire, il faut de toute nécessité admettre que la donation du 24 décembre 1851 est et ne peut être qu'une donation entre vifs ; — Attendu que, vainement, les intimés lui ont contesté ce caractère et tenté de l'assimiler à un testament ; — Attendu cependant qu'il est, en présence d'un texte formel, hors de doute que les donations entre vifs consenties par la femme mariée au profit de son mari pendant le mariage sont, à Malte, rigoureusement et à peine de nullité soumises à la formalité de l'insinuation ; — Attendu que, quelles qu'aient été encore, à cet égard, les contestations des intimés, il est aussi certain et aussi démontré que, même avant l'ordonnance maltaise de 1878, et certainement en 1851, ces prescriptions de la loi en vigueur à Malte étaient applicables pour tous les nationaux de ce pays ; — Attendu, enfin, qu'ayant peut-être et dans quelque mesure trait à la distribution et à la conservation des biens, il ne saurait être méconnu que ces dispositions de la législation maltaise ont pour objet essentiel la protection de la femme mariée et consacrent dans ce but une restriction préventive de sa capacité de disposer ; — Qu'elles se rattachent donc de la façon la plus intime et la plus directe au statut personnel

et fort peu, sinon point, au statut réel ; — Attendu que, sans droit, les appelants ont soutenu une doctrine contraire, doctrine que tout contredit, et la précision irréductible du texte écrit, et la place qu'il occupe dans l'économie du code maltais ; — Attendu, toutefois, qu'ayant justement combattu cette proposition et restitué à la mesure de l'insinuation un caractère exact en classant cette mesure parmi les règles qui visent l'état et la capacité des personnes, les intimés en ont, toutefois, induit une conséquence que n'autorise pas la loi française ; — Attendu, en effet, que si des termes de l'art. 3 C. civ. il faut induire que par une juste réciprocité les lois concernant l'état et la capacité des personnes régissent les étrangers même résidant en France, encore faut-il reconnaître aussi que, ne résultant que d'une interprétation libérale du texte, l'expression de ce principe est dans le même article précédée de l'énonciation d'un autre principe formulé expressément et aux termes duquel les immeubles, même ceux possédés par les étrangers, sont régis par la loi française ; — Attendu que de ces dispositions corrélatives de ladite loi française il résulte que si, en ce qui concerne ses biens mobiliers, la donatrice de 1851 était, au regard de sa législation nationale, dans un état d'incapacité légale qui lui interdisait de disposer desdits biens sans recourir à l'insinuation, il n'a pu en être ainsi en ce qui concerne les immeubles qu'elle possédait sur le territoire français, ces immeubles ne pouvant suivre d'autre loi que celle de leur situation ;

En ce qui concerne l'exception proposée par les intimés et tirée de la prescription : — Attendu que cette exception n'est pas recevable ; — Attendu, en effet, que dans la loi maltaise, comme dans la loi française, les donations entre vifs faites par une femme mariée à son mari pendant le mariage étant toujours révocables, c'est seulement à partir de la mort de la donatrice que peut courir la prescription de trente ans invoquée par les intimés ; — Attendu que c'est en 1884 que la femme Clément Mercica est décédée ; — Que le délai pour prescrire n'est donc pas et ne peut être acquis actuellement ;

En ce qui concerne l'appel incident : — Attendu qu'il est justifié en fait et non contesté par les appelants ; — Attendu qu'il y a lieu de donner auxdits appelants acte de leurs réserves, lesquelles, d'ailleurs, sont de droit ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme les appels principal et incident ; — Disant droit sur ces appels, sans avoir égard aux exceptions proposées et tirées soit de l'autorité de la chose jugée, soit de la prescription, soit de l'application de l'art. 11 de l'ordonnance de 1843 : — Dit, néanmoins, que la

donation du 24 décembre 1851 ne contient pas de substitution prohibée ; — Dit applicable à l'universalité mobilière, dont la femme Mercica a disposé en 1851 au profit de son mari par donation entre vifs, les prescriptions de la loi maltaise relatives à l'insinuation ; — Dit, en conséquence, nulle et de nul effet la donation de 1851, en ce qui touche les meubles, objet de la donation de 1851 ; — Réserve à cet égard aux appelants tous leurs droits pour les faire valoir comme ils aviseront ; — Dit, au contraire, que la loi maltaise ne saurait s'appliquer aux immeubles situés sur le territoire français, transmis par la même donation, immeubles dont Clément Mercica a pu, au contraire, être gratifié en conformité de l'art. 3 C. civ. susvisé ; — Valide de ce chef, en tant que de besoin, la donation ; — Et faisant droit à l'appel incident : — Dit que la propriété de l'Allelih, formant le troisième lot du lotissement arrêté par jugement déféré, sera mise en vente en quatre lots séparés ; — Donne acte aux clients de Me Lemaire de leurs réserves ; — Fait masse des dépens ; — Ordonne la restitution des amendes.

MM. GEFFROY, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et REY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 février 1901

Compétence, listes électorales, revision, commission municipale, décision, injure ou diffamation, responsabilité, prise à partie.

Les commissions municipales chargées ds reviser les listes électorales ne sont pas des juridictions administratives ;

Leurs membres, bien qu'investis temporairement d'une véritable fonction judiciaire, n'appartiennent pas à l'ordre judiciaire proprement dit et ne sauraient être pris à partie en exécution des art. 505 et 509 C. pr. civ. ;

En conséquence, ils sont responsables, comme tout citoyen, des délits qu'ils peuvent commettre dans l'exercice de leur fonction temporaire, et doivent être poursuivis devant les tribunaux de droit commun pour les délits de diffamation ou d'injures qui pourraient être contenus dans les motifs de leurs décisions.

(Vars c. Isaac)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les premiers juges ont à bon droit repoussé l'exception d'incompétence soulevée par MM. Vars et autres, en décidant que les commissions municipales chargées de reviser les listes électorales ne constituent point une juridiction administrative, puisque l'appel de leurs décisions est porté devant le juge de paix ; — Qu'il est non moins certain que les membres de ces commissions, bien qu'investis temporairement et dans des cas déterminés d'une véritable fonction judiciaire, n'appartiennent point à l'ordre judiciaire proprement dit et ne sauraient être pris à partie en exécution des art. 505 et 509 C. pr civ. ; — Qu'il suit qu'ils sont responsables comme tout citoyen des délits qu'ils peuvent commettre dans l'exercice des fonctions qui leur sont temporairement confiées et, dès lors, doivent être poursuivis devant les tribunaux de droit commun pour les délits de diffamation ou d'injures qui pourraient être contenus dans les motifs de leurs décisions ;

Par ces motifs : — Confirme, etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés.*; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et ROGER, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

21 novembre 1900

Nullité facultative, Algérie, enquête, délai, forclusion.

N'est pas facultative pour le juge en Algérie la nullité résultant de ce qu'une enquête n'a pas été commencée dans la huitaine de la signification à avoué du jugement qui l'a ordonnée, ainsi que l'exige l'art. 257 C. pr. civ. (1).

---

(1) V. la jurisprudence rapportée en note sous l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 29, note 1 et Suppléments, jurisprudence, v° *Nullités facultatives*. — Comp. également Alger, 3 mai 1893 (*Rec. Alg.*, 1893. 2. 299) et la note.

(Ghnassia c. Haouri M'hamed)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la déchéance : — Attendu qu'aux termes de l'art. 257 C. pr. civ., l'enquête doit, à peine de nullité, être commencée dans la huitaine de la signification à avoué du jugement qui l'a autorisée ; — Attendu que le jugement qui a ordonné l'enquête dont s'agit est en date du 28 juin 1898 ; que sa signification a eu lieu le 15 novembre suivant et que Haouri M'hamed n'a présenté sa requête, en vue de l'exécuter, que le 29 du même mois, c'est-à-dire après expiration du délai de huitaine impérieusement imparti par la loi ; — Que les premiers juges devaient donc, par application de l'art. 257 précité, déclarer les intimés déchus du droit de procéder à l'enquête ; — Qu'à la vérité les intimés réclament, pour être relevés de cette déchéance, le bénéfice de l'art. 69 de l'ordonnance de 1842, qui permet d'admettre ou de rejeter comme facultatives certaines nullités de procédure ; — Mais attendu qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, d'apprécier l'irrégularité de forme d'un acte de procédure, mais bien de faire produire effet à un acte, à une requête qui n'existait pas dans la période où elle devait être présentée et répondue sous peine de forclusion ; — Que cet acte est donc radicalement nul et ne peut, en conséquence, être régularisé ; — Attendu, d'autre part, que l'absence du magistrat commis pour procéder à l'enquête n'était pas un obstacle à l'ouverture de celle-ci ; — Qu'il suffisait à Haouri M'hamed, pour se mettre en règle, de présenter requête au président du tribunal ainsi d'ailleurs qu'il l'a fait plus tard, mais en dehors du délai légal, à l'effet d'obtenir le remplacement du juge qui avait été commis ; — Qu'en conséquence, même en admettant que les intimés aient été, comme indigènes ignorant les formalités de notre procédure, victimes de l'incurie de leur conseil, il échet de les déclarer déchus du droit de procéder à l'enquête ordonnée par le tribunal ;

Par ces motifs : — Dit mal jugé, bien appelé ; — Infirme et met à néant le jugement entrepris ; — Et statuant par décision nouvelle ; — Déclare les intimés déchus du droit de procéder à l'enquête, faute par Haouari M'hamed bel Haouri d'avoir fait ouvrir cette enquête dans la huitaine de la signification à avoué du jugement qui l'a ordonnée ; — Dit que cette déchéance ne rentre pas dans la catégorie des nullités prévues par l'art. 69 de l'ordonnance de 1842 ; — Ordonne la

restitution de l'amende consignée ; — Condamne les intimés en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. ZILL DES ISLES, *ff. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes GOUTTEBARON et FRUCHIER, *av.*

TRIBUNAL DE BONE (Ch. civ.)

29 juin 1900

Commune de plein exercice, Algérie, douar, section de commune, bien communal, djemâ, administration, maire, action en justice.

En Algérie, un douar constituant une section de la commune de plein exercice peut être propriétaire d'un terrain à lui régulièrement attribué à titre de communal, et dans ce cas c'est la djemâ qui doit être appelée à délibérer sur le mode d'administration et de jouissance dudit communal ainsi que sur le mode de répartition des fruits communaux (1) ;

Aux termes de l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 11 septembre 1895, les djemâs ont le droit de régler toutes les questions relatives à l'administration des communaux de la section et à l'exercice des actions judiciaires (2) ;

Les indigènes du douar qui ont labouré des parcelles du communal ne peuvent être assignés devant le juge de paix en paiement de dommages-intérêts à la requête du maire de la commune, ce dernier étant sans qualité pour exercer contre eux des actions judiciaires, et l'assentiment préalable de la djemâ étant obligatoire (3).

(Commune de Morris)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il est reconnu par toutes les parties que le douar Beni-Urgines constitue une section de la commune de plein exercice de Morris et qu'un terrain d'environ 3,000 mètres a été régulièrement et exclusivement attribué à ce douar à titre de communal ; — Attendu que, par application de l'art. 164 de la loi du 5 avril 1884 il y a lieu de décider que l'organisation et les attributions de la djemâ du douar Beni-Urgines sont régies par l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie en date du 11 septembre 1895 ; que, par suite, la

(1 à 3) Comp. trib. de Guelma, 11 nov. 1897 (*Rev. Alg.*, 1897. 2. 438) et Alger, 10 mai 1899 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 273).

djemâ doit être appelée à délibérer soit sur le mode d'administration et de jouissance des biens communaux, soit sur le mode de jouissance et de répartition des fruits communaux et sur les conditions imposées aux parties, soit sur les questions relatives à la règlementation du droit d'usage exercé par la section, soit enfin sur les actions judiciaires intéressant les biens communaux de la section ; — Attendu que, dans les espèces soumises au tribunal par voie d'appel, le maire de la commune de plein exercice de Morris, agissant en cette qualité, a intenté aux indigènes appelants des actions judiciaires tendant à les faire condamner à lui payer en sa dite qualité diverses sommes d'argent à titre de dommages-intérêts pour avoir empiété sur le terrain communal du douar des Beni-Urgines et labouré des parcelles dudit terrain ; — Attendu que ces actions ont été introduites sans que la djemâ dudit douar ait été préalablement consultée et appelée à donner son avis ; qu'il n'est pas non plus établi qu'elle ait délibéré sur le mode de jouissance du communal dont s'agit ; — Que, dès lors, le maire de la commune de Morris était sans droit ni qualité pour agir ainsi qu'il l'a fait, et que, par voie de conséquence, c'est à tort que ses conclusions ont été admises par le premier juge ; — Attendu que dans ces circonstances il est inutile d'examiner les questions de propriété ou de prescription soulevées par les appelants ;

Par ces motifs : — Infirme, etc.

M. GENTY, *prés.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

9 décembre 1899

Mandat, droit musulman, procuration générale, mentions exigées.

En droit musulman, la promesse, faite par l'un des contractants, de produire une procuration des personnes au nom desquelles il agit, est valable si elle est acceptée par l'autre ;

D'après la même loi musulmane, pour qu'une procuration soit générale, il faut qu'elle vise tous les actes pouvant être accomplis par le mandataire (1).

(1) Nous reproduisons littéralement sur ce point, les termes du jugement rapporté ; on remarquera toutefois que, dans l'espèce, il n'y avait pas procuration générale, mais procuration à l'effet de faire certaines actes déterminés, parmi lesquels ne figurait pas la constitution d'hypothèque.

(Ben Ismaïl c. Joseph Bismuth)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les nommés Amor et Amara ben Ismaïl et la dame Zina bou Zeïnat bent Hassine ben Amor ont, par acte du palais en date du 3 février 1899, formé opposition au jugement de défaut rendu contre eux le 26 novembre 1898 et non encore exécuté ; — Attendu que le jugement attaqué a condamné les opposants et le nommé Salah ben Ali ben Ismaïl, conjointement et solidairement à payer à Joseph Bismuth la somme de 2,000 fr. en vertu d'une obligation sous seing privé en date du 15 décembre 1897 ; — Attendu que Amor et Amara ben Ali ben Ismaïl et la dame Zina bou Zeïnat bent Hassine ben Amor, veuve d'Ali ben Ismaïl, déclarent ne rien devoir à Joseph Bismuth, alléguant qu'ils n'ont souscrit aucune obligation à son profit; qu'en effet la procuration dont excipe Bismuth et en vertu de laquelle lesdits opposants auraient donné mandat à leur frère et fils de s'engager pour eux n'existe pas ; qu'il est vrai, ils ont donné à Salah une procuration mais que cette procuration n'a été faite qu'un mois environ après que Salah s'était engagé et que, d'ailleurs, celui-ci n'était autorisé par cette procuration qu'à vendre un immeuble familial ; — Attendu que les opposants demandent, en outre, condamnation à 100 fr. de dommages-intérêts et en tous les dépens distraits ; — Attendu que Bismuth reconnaît qu'en effet la délivrance de la procuration par Amar et Amor ben Ali ben Ismaïl et leur mère Zina ben Zeïnat à leur frère et fils Salah est postérieure au prêt qu'il a consenti à celui-ci, mais qu'il était bien entendu que celui-ci agissait tant en son nom personnel qu'au nom de ses deux frères et de sa mère ci-dessus dénommés, dont il promettait de produire une procuration ; que ce qui le prouve c'est qu'il détenait le titre de propriété et que d'ailleurs en droit musulman la promesse par le contractant de produire une procuration est valable lorsque le prêteur ou l'acheteur accepte cette condition ; — Attendu que la procuration en question est, en effet, postérieure d'un mois environ à la constitution d'hypothèque consentie à Bismuth ; — Attendu qu'il résulte de cette procuration que la dame Zina bou Zeïnat bent Hassine et son fils Amara donnent pouvoir à Salah, leur fils et frère germain de recouvrer des créances, d'accepter tous suppléments de rente d'enzel revenant à l'État, de vendre tous immeubles urbains ou ruraux et de toucher le prix de vente et d'en donner quittance ; — Attendu que cette pro-

curation ne précise pas que le mandataire puisse hypothéquer ; — Attendu qu'en droit musulman, pour qu'une procuration soit générale, il faut qu'elle vise tous les actes pouvant être accomplis par le mandataire ; qu'en l'espèce il n'en est pas ainsi ; — Attendu que d'ailleurs, et dans le cas où le mandataire aurait reçu pouvoir d'hypothéquer, cette procuration étant particulière à la constitution d'hypothèque, ne pourrait valablement engager les mandants vis-à-vis du créancier que s'il y avait ratification expresse de cette constitution d'hypothèque ; — Attendu qu'il y a lieu de remarquer, d'autre part, que cette procuration n'a pas été donnée par tous les ayants droit de l'immeuble que Salah a voulu hypothéquer, puisque Amor, l'un des fils de Zina bou Zeïnat, n'y figure pas ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en dernier ressort, reçoit l'opposition en la forme ; au fond, infirmant le jugement attaqué en ce qui concerne les opposants, décharge ces derniers des condamnations prononcées contre eux par le jugement de défaut ; — Déboute Bismuth de sa demande vis-à-vis des opposants.

MM. DUBOIS, *vice-prés.* ; BLAT, *subst.* — Mes BODOY et GUEYDAN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (3e Ch.)

29 décembre 1900

Propriété littéraire, opéra, livret français traduit en italien, représentation en Tunisie, défaut d'autorisation de l'auteur, délit, directeur et propriétaire du théâtre, coauteurs, compétence, saisie conservatoire, référé, action correctionnelle ultérieure, recevabilité.

Aux termes de l'art. 3 de la loi des 13 et 19 janvier 1791, applicable en Tunisie en vertu de la convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, la représentation en italien, à Tunis, d'une opérette dont le livret français a été écrit par un membre de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques ne peut avoir lieu sans le consentement préalable du représentant de cette société, à peine de l'application au directeur du théâtre des art. 428 et 429 C. pén. ;

Il importe peu que ce directeur ait versé des droits correspondants à la société italienne des auteurs et compositeurs et qu'il ait acquitté les droits dus à l'auteur de la musique ; — Il ne saurait de même faire disparaître le délit à lui reproché en offrant d'acquitter les droits dus à la société poursuivante, quand ils auront été liquidés par la juridiction civile ;

Est passible, en qualité de coauteur, des peines prévues aux articles précités, le propriétaire du théâtre s'il est intéressé à l'entreprise théâtrale, notamment s'il touche au lieu de loyers un tant pour 100 des recettes et s'il a le monopole de la vente des consommations ;

La règle electa una via *ne s'oppose à la recevabilité d'une poursuite correctionnelle que s'il y a : 1° préexistence d'une action civile ; 2° identité dans la cause et l'objet des deux actions ; 3° identité des parties ; — Par suite, une saisie conservatoire même suivie de référé ne saurait priver la Société des auteurs et compositeurs dramatiques du droit de s'adresser à la juridiction correctionnelle pour poursuivre la répression d'une représentation non autorisée.*

(Société française des auteurs et compositeurs dramatiques c. Montesano, Rolandi, Raymond et Rousseau)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la Société française des auteurs et compositeurs dramatiques poursuit directement devant le tribunal correctionnel de Tunis les sieurs Montesano et Rolandi, codirecteurs du « Politeama tunisino », et les sieurs Raymond et Rousseau, propriétaires du même théâtre, sous l'inculpation d'avoir donné, à Tunis, sur le théâtre ci-dessus indiqué, la représentation des pièces appartenant à la société poursuivante, sans s'être pourvus au préalable de son autorisation ; — Attendu qu'elle conclut à ce qu'ils soient conjointement et solidairement condamnés à lui payer une somme de 1,000 fr. à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que les prévenus opposent à cette poursuite divers moyens ; — Attendu que les sieurs Montesano et Rolandi ont fait plaider, tout d'abord, que la Société des auteurs et compositeurs dramatiques serait déchue du droit de poursuivre correctionnellement pour le motif qu'avant l'instance actuelle, elle aurait agi déjà contre eux au civil ; — Attendu qu'ils invoquent par suite en leur faveur la maxime

electa una via, non datur recursus ad alteram ; — Attendu qu'ils font résulter l'action civile qu'ils attribuent à leur adversaire de cette double circonstance, qu'avant de les poursuivre correctionnellement, par procès-verbal de Arnol, huissier à Tunis, en date du 17 novembre dernier, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques a fait saisir la recette de l'une de leurs représentations, puis est allée en référé avec eux pour s'expliquer sur le bien fondé de cette mesure ; — Attendu qu'ils vont jusqu'à soutenir que la société poursuivante serait d'autant moins fondée à les actionner pénalement à l'heure qu'il est, qu'en référé un contrat judiciaire serait intervenu entre eux et elle et qu'aux termes de ce contrat, il aurait été entendu que, contre versement d'une somme déterminée entre les mains de l'avocat de la partie poursuivante, la saisie serait levée, toute poursuite pénale serait arrêtée, la juridiction civile étant d'un commun accord choisie pour statuer sur les contestations respectives des parties ;

Attendu qu'il n'est pas possible de s'arrêter un seul instant à cette première exception ; — Attendu que la maxime *electa una via*, *non datur recursus ad alteram* n'est écrite dans aucune loi ; que, si elle résulte de l'usage, il importe tout au moins de restreindre son application au cas où elle est d'accord avec les principes de l'équité bien entendus ; — Attendu que la jurisprudence est constante pour décider qu'une poursuite correctionnelle ne peut être écartée en vertu de cette maxime, que s'il y a véritablement préexistence d'une instance civile et que s'il y a identité dans la cause et l'objet des deux actions et identité des parties ; — Attendu qu'il est impossible de soutenir sérieusement, dans l'espèce actuelle, qu'il y a eu instance civile engagée par la société poursuivante ; — Attendu qu'un procès-verbal de saisie conservatoire n'est pas une instance, mais une mesure conservatoire, tout aussi utile dans la matière qui nous occupe, en vue de l'instance pénale qui pourra être engagée, qu'en vue de l'instance civile que la partie lésée pourrait préférer ; — Attendu que, lorsqu'il s'agit de l'application de l'art. 482 C. pén., ce qui est le cas, il est d'autant moins sérieux de soutenir que celui qui a eu recours à la saisie conservatoire s'est, par cela même, fermé la voie de la poursuite correctionnelle ; que cet art. 428 C. pén. édicte précisément entre autres peines la confiscation des recettes et que cette confiscation ne peut évidemment résulter que d'une saisie que l'article suivant ou art. 429 prévoit, du reste, en termes exprès ;

Attendu que la société poursuivante ne saurait davantage être considérée comme ayant renoncé à toute poursuite correctionnelle par le fait qu'elle se serait, ce qu'elle ne pouvait empêcher, laissé mener par ses adversaires devant le juge des référés pour y faire provisoirement statuer sur le bien fondé de cette saisie à laquelle elle était autorisée par le Code pénal lui-même, nous venons de le voir ; — Attendu, enfin, que la Société des auteurs et compositeurs dramatiques n'a jamais conclu avec ses adversaires le contrat judiciaire qui lui est attribué et d'après lequel elle se serait engagée à faire trancher par la juridiction civile seule ses prétentions ; — Attendu que l'ordonnance de référé rendue sur l'accord des parties à la date du 19 novembre dernier, de laquelle on prétend faire ressortir le contrat judiciaire allégué, porte textuellement, en effet, que la saisie faite sera levée contre versement par les saisis d'une somme, à titre de garantie, entre les mains de l'avocat de leur adversaire, « tous droits des parties étant réservés » ; — Attendu qu'aux termes de cette ordonnance, la société poursuivante conservait formellement le droit de porter son action aussi bien devant la juridiction correctionnelle que devant la juridiction civile ;

Attendu que les sieurs Montesano et Rolandi ont fait soutenir en dernier lieu qu'aucune répression ne pouvait, en tous cas, les atteindre parce que, s'ils avaient commis une infraction à la loi, ils l'avaient fait de bonne foi ; — Attendu qu'ils allèguent sur ce point que, s'ils n'ont pas payé les droits dus à la société poursuivante, c'est parce qu'ils auraient versé des droits correspondants à la société italienne des auteurs et compositeurs et qu'ils se croyaient, dès lors, libres de toute charge ; — Attendu qu'ils prétendent devoir d'autant plus échapper à toute pénalité qu'ils sont prêts, disent-ils, à payer à la société française, dès qu'elles auront été liquidées par la justice, les sommes qui pourraient être dues à cette société ;

Attendu que les droits des auteurs et compositeurs dramatiques, en ce qui concerne la représentation de leurs ouvrages, sont précisés par la loi des 13 et 19 janvier 1791 sur les spectacles (art. 3) ; — Attendu que ces dispositions légales sont applicables en Tunisie en vertu de la convention internationale intervenue pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ; — Attendu qu'il résulte des dispositions de la loi des 13 et 19 janvier 1791, telles qu'elles ont été interprétées par une jurisprudence constante, qu'un ouvrage dramatique français traduit en langue étrangère ne peut être représenté, même dans cette dernière langue,

sans l'autorisation de l'auteur; qu'ainsi la représentation d'un opéra français, traduit en italien, ne peut avoir lieu sans l'autorisation de l'auteur des paroles françaises et de l'auteur de la musique, alors, d'ailleurs, ce qui est le cas dans les faits articulés, que l'opéra, ainsi traduit, est la traduction exacte de l'opéra français et que la musique n'a été l'objet d'aucun changement; — Attendu que nul n'est censé ignorer la loi;

Attendu que les inculpés n'ont pu certainement avoir la pensée qu'il leur appartenait de représenter ici des opéras traduits du français, au mépris des droits des auteurs des paroles françaises de ces opéras; — Attendu que, pour obtenir leur relaxe, ils devraient établir que la Société des auteurs et compositeurs dramatiques français a cédé à la société italienne correspondante tous les droits appartenant aux auteurs ou compositeurs faisant partie de la société française; — Attendu qu'ils ne font pas et ne demandent pas à faire cette preuve;

Attendu qu'ils ont été avertis, d'ailleurs, par M. Levillain, représentant de la société des auteurs et compositeurs de musique, que l'autorisation qu'il leur accordait ne s'appliquait qu'à la musique et que, pour le livret, ils devaient s'adresser aux auteurs de ce dernier; — Attendu que, dans ces conditions, la culpabilité des sieurs Montesano et Rolandi est certaine;

Attendu qu'ils ne peuvent espérer faire disparaître le délit commis par eux par l'offre par eux faite aujourd'hui de payer à la société poursuivante les sommes que la justice civile pourra lui attribuer; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante, en effet, qu'un individu ne peut se croire en droit de faire exécuter en public une œuvre dramatique ou musicale sous la seule condition d'offrir, après coup, à l'auteur la somme qui sera estimée être un dédommagement suffisant;

Attendu que la loi organique des 13 et 19 janvier 1791 stipule que les ouvrages des auteurs vivants ne pourront être représentés sur aucun théâtre public sans le consentement formel et par écrit des auteurs; — Attendu qu'il n'est pas douteux, dans ces conditions, qu'avant de jouer les pièces de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, les inculpés étaient tenus, sous peine de tomber sous le coup de la loi pénale, de se munir de l'autorisation préalable de cette société, puisque celle-ci pouvait leur refuser ou leur accorder son consentement sous des conditions qu'il lui appartenait à elle seule de fixer; — Attendu que toute offre est, dès lors, aujourd'hui, impuissante à faire disparaître le délit commis;

Attendu que les sieurs Raymond et Rousseau soutiennent, de leur côté, que, simples propriétaires du local où ont été représentées les pièces dont s'agit et ne s'étant jamais inquiétés du programme des soirées données dans leur établissement, ils ne sauraient être retenus dans la circonstance ; — Attendu qu'ils ont fait plaider qu'ils ne peuvent être poursuivis que comme complices; que, dans ces conditions, il est indispensable d'établir leur mauvaise foi, la complicité ne pouvant résulter, aux termes des principes élémentaires du droit, que d'une aide portée sciemment aux auteurs mêmes de l'infraction ; — Attendu qu'ils ajoutent que la société poursuivante ne les ayant pas mis au courant des contraventions à ses droits qui pouvaient être commises dans leur établissement, leur bonne foi ne saurait être discutée ; — Mais attendu que les sieurs Raymond et Rousseau ne se sont pas bornés à livrer leur local à leurs coinculpés ; — Attendu qu'aux termes du contrat consenti par eux, à la date du 29 octobre 1900, ils avaient droit à un tant pour cent de la recette qu'ils prélevaient même immédiatement après la représentation ; -- Attendu qu'ils se réservaient, d'autre part, le monopole de la vente des consommations pendant les soirées ; qu'aucun billet de faveur ne pouvait être accordé sans leur signature et partant sans leur autorisation ; — Attendu que, dans ces circonstances, ils ont joué un rôle direct dans l'exploitation du théâtre et que c'est avec raison qu'ils ont été retenus dans la citation non comme complices, mais comme coauteurs des infractions commises ; — Attendu que les divers principes posés ci-dessus, en ce qui concerne les sieurs Montesano et Rolandi, s'appliquent dès lors à eux ;

Sur la question des dommages-intérêts : (sans intérêt) ;

Par ces motifs : — Déclare les sieurs Montesano, Rolandi, Rousseau et Raymond coupables d'avoir, à Tunis, depuis moins de trois ans, ensemble et de concert, donné au théâtre tunisien la représentation de pièces appartenant à la Société des auteurs et compositeurs dramatiques sans s'être pourvus au préalable de son autorisation ; admet en leur faveur le bénéfice des circonstances atténuantes ; les condamne chacun à la peine de 16 fr. d'amende ; les condamne de plus solidairement à payer à la Société des auteurs et compositeurs dramatiques une somme de 146 fr. 20 cent. à titre de dommages-intérêts ; les condamne, en outre, solidairement aux frais.

MM. FROPO, *vice-prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes CIRIER, GOIN et GUEYDAN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

20 mars 1901

Nationalité, indigène musulman, naissance et domicile en Tunisie, présomption, preuve contraire, enquête.

L'indigène musulman né et domicilié à Tunis est présumé de nationalité tunisienne ; cette présomption ne peut être détruite que par des preuves de nature à établir d'une façon certaine la qualité d'Algérien sujet français qu'il invoquerait ; il peut être admis à faire cette preuve par témoins (1).

(Salah ben Ahmed El Ouargli)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Vu la requête présentée par Me Bodoy et les conclusions complémentaires prises par ce même défenseur au nom du sieur Mohamed ben Salah ben Sidi Ahmed El Ouargli et les pièces à l'appui ;

Attendu que le sieur Mohamed ben Salah ben Sidi Ahmed El Ouargli demande au tribunal de déclarer qu'il est de nationalité française ; — Attendu que cet individu est un indigène musulman né et domicilié à Tunis ; qu'il n'a jamais été inscrit au consulat de France sur la liste des Algériens ; qu'ayant un procès à soutenir contre son épouse, il l'a porté devant la juridiction tunisienne alors que, s'il était de nationalité française, les tribunaux français auraient été seuls compétents pour connaître de cette instance ; — Attendu que dans ces conditions, il doit être présumé sujet tunisien ;

Attendu que l'acte de notoriété qu'il produit et les autres documents versés aux débats ne sont pas suffisants pour détruire les présomptions résultant des circonstances qui viennent d'être indiquées ; — Mais attendu qu'il demande à prouver par témoins certains faits qui sont de nature à établir sa qualité d'Algérien sujet français ; — Attendu qu'il convient de l'autoriser à procéder à cette enquête ;

---

(1) V. trib. de Tunis, 14 juin 1899 (*Rev. Alg.*, 1900. 2.407) et la note.

Par ces motifs : — Autorise le sieur Mohamed ben Salah ben Sidi Ahmed El Ouargli à prouver par témoins en la forme ordinaire des enquêtes, par devant M. Blavier, juge, qui est commis à cet effet : 1° que le requérant est fils de Salah ben Ahmed El Ouargli, originaire de la tribu des Beni Sinns à Ouargla (Algérie) ; 2° qu'on a toujours reconnu à son père la qualité de sujet français algérien ; 3° que son père remplissait de son vivant à Tunis les fonctions de cheick ou mokadem des Algériens de la tribu des Beni Sinns établis à Tunis ; 4° qu'il a toujours été lui-même reconnu comme Algérien jusqu'à son arrestation sous inculpation de meurtre, époque où sa qualité de Français lui a été contestée par le gouvernement tunisien ; 5° qu'il est inscrit en cette qualité sur les registres du cheick des Algériens ouarglas actuellement en fonctions à Tunis ; 6° que s'il ne figure pas sur les registres du contrôle français, c'est par la faute d'un employé de ce contrôle qui n'employa pas les fonds à lui versés pour opérer cette inscription ; 7° qu'il s'est prévalu de la nationalité française avant toute comparution devant la juridiction tunisienne ; 8° qu'il n'a jamais été incorporé dans l'armée beylicale ; 9° qu'il n'a jamais payé l'impôt de la medjba.

MM. FABRY, *prés.* ; BLAT, *subst.* — Me DASCONAGUERRE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

20 février 1901

Habous, bail avec promesse de vente moyennant une rente d'enzel, nullité, possesseur, plantations et constructions, dommages-intérêts.

Est radicalement nulle la promesse de vente moyennant une rente d'enzel, contenue dans le bail d'un bien habous, les biens de cette nature ne pouvant, aux termes d'un décret beylical du 21 octobre 1885, être cédés à enzel qu'aux enchères publiques et après accomplissement de certaines formalités ;

Le possesseur du habous en vertu d'une pareille convention, n'ayant pu en ignorer la nullité, ne saurait être considéré comme étant de bonne foi ; il ne peut donc, en cas de dépossession, réclamer la valeur des plantations et constructions qu'il a élevées sur le terrain ni aucuns dommages-intérêts.

(Azzopardi c. Fakoussa)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par acte passé au mois de janvier 1888 le sieur Mohamed Fakoussa a donné en location au sieur Luigi Moussu pour une période de neuf années une parcelle de terre désignée sous le nom Ard Sidi Naceur ; — Attendu qu'il était stipulé dans cet acte, qu'à l'expiration du bail, cet immeuble serait vendu par le sieur Mohamed Fakoussa au sieur Luigi Moussu moyennant un enzel ou rente perpétuelle ; — Attendu que Luigi Moussu a cédé au sieur Giuseppe Azzopardi et à la dame Xiberras tous les droits résultant pour lui de cette convention ; — Attendu qu'il est établi par les documents que l'immeuble dont il s'agit est depuis plus de cinquante ans constitué habous au profit de la famille Fakoussa ; — Attendu que ce fait n'est pas contesté ; — Attendu que le sieur Azzopardi et la dame Xiberras ont assigné Mohamed Fakoussa, administrateur de ce habous, pour le faire condamner à exécuter l'acte de vente mentionné ci-dessus ; — Attendu que Mohamed Fakoussa étant décédé, Hanouna Fakoussa, son remplaçant, est intervenu au procès et qu'il a déclaré prendre dans l'instance la place de son prédécesseur ;

Attendu que, l'acte dont s'agit est radicalement nul ; — Attendu, en effet, qu'aux termes d'un décret beylical du 21 octobre 1885, les immeubles habous ne peuvent être cédés à enzel qu'au moyen d'enchères publiques et après accomplissement de certaines formalités dont aucune n'a été observée en l'espèce ;

Attendu que dans leurs conclusions dernières, le sieur Guiseppe Azzopardi et la dame Rose Xiberras reconnaissent eux-mêmes la nullité de la convention qui leur sert de titre ; — Attendu qu'ils demandent à être laissés en possession de l'immeuble jusqu'au paiement d'une somme de 17,000 fr. qui leur serait due, soit en raison des plantations et des constructions qu'ils ont élevées, soit à titre de dommages-intérêts ; — Mais attendu, d'une part, que les dévolutaires actuels du habous ne sauraient être liés par un acte que l'un des administrateurs de ce habous avait accompli sans droit ni titre et en dehors de sa mission ; — Attendu qu'aucune responsabilité ne leur incombe de ce chef ; — Attendu que, d'autre part, ni le sieur Luigi Moussu, ni ses cessionnaires n'ont pu ignorer la nullité de la convention qui a été passée avec cet

administrateur et qui fait l'objet du présent procès; — Attendu, dès lors, qu'ils ne sauraient être assimilés à des possesseurs de bonne foi ;

Par ces motifs : — Déboute le sieur Azzopardi et la dame Xiberras de leurs demandes, fins et conclusions, les condamne à laisser libre l'immeuble dont s'agit.

MM. FABRY, *prés.*; BLAT, *subst.* — Mes VIGNALE et GUEYDAN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

14 mars 1900

Expropriation publique, Tunisie, immeuble rural, emprise, experts, partage des voix, tribunal, fixation de l'indemnité, pouvoirs.

En Tunisie, la disposition du décret du 30 août 1858 qui permet aux expropriés d'exiger le paiement de l'immeuble entier, lorsque la commune n'en veut prendre que ce dont elle a besoin, ne s'applique qu'aux immeubles urbains et non aux immeubles ruraux (1) ;

Au cas où aucune majorité ne s'est formée entre les experts chargés d'apprécier la valeur de l'immeuble exproprié, c'est au tribunal qu'il appartient de déterminer le montant de l'indemnité.

(Ruau c. Travaux publics)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'un décret beylical du 17 décembre 1898 a ordonné l'expropriation pour cause d'utilité publique d'une parcelle de terre appartenant au sieur Ruau, d'une contenance de 2,036 mètres carrés et destinée aux établissements de la marine à la Baie sans nom auprès de

---

(1, 2) Comp. Alger, 10 déc. 1900 (*suprà*, p. 144), et la note ; Alger, 12 déc. 1900 (*suprà*, p. 239).

Bizerte ; — Attendu que l'administration des travaux publics de la régence de Tunis offre au sieur Ruau, en raison de cette expropriation, une indemnité de 0 fr. 48 cent. par mètre carré ; — Attendu que le sieur Ruau soutient que cette indemnité doit être fixée à 3 fr. par mètre carré ; — Attendu qu'il demande en outre que l'expropriation s'étende à son immeuble tout entier ; — Attendu qu'il appuie cette dernière prétention sur l'art. 12 du décret beylical du 30 août 1858, qui régit en Tunisie la matière de l'expropriation pour cause d'utilité pnblique ; — Attendu que cet article est ainsi conçu : « Si le conseil municipal, achetant un immeuble dans un but d'utilité publique, n'en veut prendre que ce dont il a besoin, le vendeur est en droit de recevoir le prix de la totalité de l'immeuble vendu qu'il livrera en totalité également et cet immeuble appartiendra en entier à la commune » ; — Attendu qu'il résulte de ces termes mèmes que cette disposition est applicable seulement aux immeubles urbains ; — Attendu que si elle peut être étendue par analogie aux immeubles ruraux, c'est seulement dans le cas où les parcelles laissées en dehors de l'expropriation ne seraient plus utilisables ; — Attendu que toute autre interprétation serait contraire au texte et à l'esprit de la loi, et qu'elle pourrait rendre impossible les constructions de route, chemins de fer, et les autres travaux publics qui sont nécessaires à la prospérité et à la sécurité de la régence de Tunis ; — Attendu que la propriété dont il s'agit est un immeuble rural d'une superficie de 8,000 mètres carrés ; — Que 2,036 mètres seulement sont englobés dans l'expropriation et que le surplus reste pleinement utilisable ; — Attendu, en ce qui concerne la fixation de l'indemnité, qu'il a été procédé par douze experts à l'estimation prévue par l'art. 11 du décret beylical du 30 août 1858 ; — Attendu que ces experts n'ont pas pu se mettre d'accord et qu'il ne s'est formé entre eux aucune majorité ; — Attendu que, dans ces conditions, il appartient au tribunal de déterminer lui-même le chiffre de l'indemnité qui est due à l'exproprié ; — Attendu qu'en tenant compte du prix payé amiablement par l'administration pour des terrains voisins, le tribunal possède les éléments suffisants pour évaluer cette indemnité à 1 fr. 10 cent. le mètre ;

Par ces motifs : — Fixe à 1 fr. 10 cent. le mètre l'indemnité qui est due au sieur Ruau.

MM. FABRY, *prés.* ; BLAT, *subst.* — Mes GUEYDAN et GOIN, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

18 mai 1899

Délégations financières algériennes, élections, bureau, parents ou alliés, incompatibilité.

En matière d'élections aux délégations financières algériennes, aucune disposition législative ou réglementaire n'interdit à des parents ou alliés d'être en même temps membres d'un bureau électoral.

(Peyron)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Considérant qu'aucune disposition du décret du 23 août 1898, de l'arrêté du gouverneur général du 4 octobre 1898, des décrets du 2 février 1852 et du 23 septembre 1875 n'interdit à des parents ou alliés d'être en même temps membres d'un bureau électoral ; — Qu'ainsi il y a lieu de rejeter la protestation du sieur Peyron ;

Décide : — La requête du sieur Peyron est rejetée.

MM. BERGER, *prés.* ; LACROIX, *rap.* ; JAGERSCHMIDT, *com. du gouv.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

22 mai 1901

Compétence, juge de paix, action en paiement de loyers, premier et dernier ressort ; motifs des jugements, appel vexatoire, dommages-intérêts, condamnation, défaut de base légale.

Si, dans son art. 3, la loi du 25 mai 1838, complétée par celle du 2 mai 1855, décide que les juges de paix connaîtront à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions en paiement de loyers ou fermages, lorsque les locations n'excéderont pas annuellement 400 fr., cette disposition, dont le

seul but a été d'étendre la compétence du juge de paix dans le cas particulier qu'elle prévoit, ne met pas obstacle à l'application de la règle ordinaire de compétence édictée par l'art. 1er lorsque la location excède annuellement 400 fr., et le juge de paix connaît alors de la demande en paiement de loyers, en dernier ressort jusqu'à concurrence de 100 fr. et à charge d'appel à concurrence de 200 fr.;

Manque de base légale le jugement qui condamne l'appelant à des dommages-intérêts sous prétexte que son appel a été purement vexatoire, sans relever aucun fait propre à justifier cette appréciation.

(Brunel c. Clément)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen; — Attendu que le bail n'était pas contesté, qu'il ne donnait pas lieu à interprétation, qu'il s'agissait seulement d'une demande en paiement de la somme de 90 fr., solde réclamé sur le prix annuel du bail qui était de 607 fr.; — Attendu que, aux termes de l'art. 1er de la loi du 25 mai 1838, les juges de paix connaissent de toutes les actions purement personnelles ou mobilières, en dernier ressort jusqu'à la valeur de 100 fr. et à charge d'appel jusqu'à la valeur de 200 fr.; — Attendu que l'art. 3 de la même loi complétée par celle du 2 mai 1855 (promulguée en Algérie par décret des 18, 26 juillet 1855) dispose, il est vrai, que les juges de paix connaîtront, à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions en paiement de loyers ou fermages lorsque les locations verbales ou par écrit n'excéderont pas annuellement 400 fr.; — Mais attendu que cette disposition, dont le seul but a été d'étendre la compétence du juge de paix dans le cas particulier qu'elle prévoit, ne met pas obstacle à l'application de la règle ordinaire de compétence édictée par l'art. 1er lorsque la location excède annuellement 400 fr.; que le juge de paix connait alors de la demande en paiement de loyers, en dernier ressort jusqu'à concurrence de 100 fr. et à charge d'appel jusqu'à concurrence de 200 fr.; — Attendu que, en l'espèce, la demande dont le juge de paix était saisi rentrait dans les limites de compétence déterminées par l'art. 1er de la loi du 25 mai 1838; d'où il suit que le jugement attaqué n'a en rien violé les textes de loi visés au moyen;

Rejette;

Mais sur le second moyen ; — Vu l'art. 1382 C. civ. ; — Attendu que le jugement attaqué a condamné les demandeurs en cassation à des dommages-intérêts envers le défendeur en cassation sous prétexte que leur appel était purement vexatoire, mais sans relever aucun fait propre à justifier cette appréciation ; que cette formule vague ne permet pas à la Cour de cassation d'exercer son droit de contrôle et de vérifier si l'appel était réellement abusif ; qu'en omettant de s'expliquer à cet égard, le jugement attaqué n'a pas donné de base légale à sa décision ;

Par ces motifs : — Casse et annule, mais seulement quant au chef relatif à la condamnation à des dommages-intérêts, le jugement rendu par le tribunal civil d'Orléansville le 14 février 1899 ; — Renvoie, quant à ce, la cause et les parties devant le tribunal civil de Blida.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; FAUCONNEAU-DUFRESNE, *rap.* ; SARRUT, *av. gén.* — Mes DE LALANDE et SABATIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

8 juin 1901

Avocat, honoraires, réticences, manœuvres frauduleuses, préjudice, réparation, juge du fait, appréciation souveraine.

Lorsqu'un avocat ayant été chargé de suivre, dans l'intérêt d'un client, une instance devant le tribunal près duquel il exerce sa profession, à l'effet d'obtenir l'inscription d'une hypothèque de premier rang, pour une somme déterminée, sur un immeuble dont l'immatriculation était poursuivie, et le tribunal ayant décidé que l'inscription hypothécaire accordée audit client ne devrait venir qu'au troisième rang, l'avocat, à la suite de cette décision, a induit son client en erreur sur l'issue du procès et a profité de cette équivoque, pour se faire céder hypothécairement par elle une somme de 1,600 fr. à titre d'honoraires, — les juges du fond ont pu, par une appréciation souveraine des faits de la cause, trouver dans l'ensemble des circonstances relevées contre ledit avocat une manœuvre ayant eu pour but d'obte-

nir de son client la cession d'une somme hors de proportion avec la situation de fortune de celui-ci et avec le service qui lui avait été rendu, et le condamner à indemniser ledit client du préjudice qu'il lui avait causé.

(X...)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'unique moyen pris de la violation des art. 1351, 1116 et 1382 C. civ.; — Attendu qu'il est établi, en fait, par le jugement attaqué, que X..., avocat à Tunis, avait été chargé de suivre, dans l'intérêt de la dame Middleton, une instance devant le tribunal mixte de cette ville, à l'effet d'obtenir l'inscription d'une hypothèque de premier rang pour la somme de 24,000 fr. sur un immeuble dont l'immatriculation était poursuivie par le fils de ladite dame ; — Que le rang de l'hypothèque formait l'un des points les plus importants du procès engagé, puisque deux autres créanciers hypothécaires réclamant une antériorité d'inscription pour une somme totale de 16,000 fr. intervenaient dans l'instance, et que, d'autre part, la vente aux enchères publiques de l'immeuble grevé ne paraissait pouvoir produire qu'une somme de 16 à 20,000 fr., d'après l'évaluation même de l'avocat X..., ce qui, en cas d'insuccès, exposait la dame Middleton à perdre sa créance ; — Or, attendu que le même jugement constate qu'à la suite de la décision rendue à cet égard par le tribunal mixte, X... a envoyé au conseil de sa cliente à Paris un télégramme lui annonçant que le tribunal avait ordonné l'inscription de l'hypothèque pour la somme de 24,000 fr. et qu'un tel résultat avait atterré l'avocat de son adversaire ; — Que la nouvelle, ainsi presentée, contenait une vague réticence, le tribunal mixte ayant décidé que l'inscription hypothécaire accordée à la dame Middleton ne devrait venir qu'au troisième rang ; — Qu'enfin X... avait aggravé son tort en faisant suivre ce télégramme d'une lettre dans laquelle il se flattait d'avoir obtenu un résultat inespéré et laissait subsister la même équivoque sur le rang de l'inscription, et qu'il avait profité de l'impression causée sur sa cliente par l'heureuse issue de son procès pour se faire céder hypothécairement par elle une somme de 1,000 fr. à titre d'honoraires ; — Attendu que les juges du fond ont trouvé dans l'ensemble des circonstances relevées contre X... une manœuvre ayant pour but d'obtenir de sa cliente

la cession d'une somme hors de proportion avec la situation de fortune de celle-ci et avec le service qui lui avait été rendu ; — Que vainement le pourvoi se prévaut d'un motif de la décision du tribunal mixte duquel il ressort que le rang hypothécaire des deux créanciers intervenus dans l'instance n'a pas même été contesté ; — Qu'on ne saurait induire d'un tel motif que le jugement attaqué se trouve en contradiction sur un point de fait avec la décision précitée ; — Qu'il ne s'agit pas, en effet, de rechercher ce qui a été soutenu et plaidé à l'audience du tribunal mixte, mais de déterminer quelle était l'intention de la dame Middleton ainsi que l'intérêt et le but de la demande qu'elle avait introduite ; — Qu'à cet égard, le jugement entrepris ne laisse aucun doute, et qu'il déclare formellement, d'une part, que le procès plaidé par X... devant le tribunal mixte avait pour objet d'obtenir l'inscription d'une hypothèque de premier rang au profit de la dame Middleton et, d'autre part, que des conclusions avaient été prises dans ce sens devant le tribunal ; — Attendu, dès lors, qu'en se fondant sur les circonstances ainsi précisées pour condamner X... à indemniser la dame Middleton du préjudice qui lui avait été occasionné, les juges du fond ont fait une appréciation souveraine des faits de la cause et n'ont violé aucune des dispositions légales visées au pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre le jugement du tribunal civil de Tunis du 19 juillet 1899.

MM. PÉTIT, *ff. prés.* ; ALPHANDÉRY, *rap.* ; FEUILLOLEY, *av. gén.* — Me BOUCHÉ DE BELLE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

4 juillet 1901

Compétence correctionnelle, adjoint au maire, outrages à un commissaire de police, officier de police judiciaire, exercice de fonctions administratives.

Les officiers de police judiciaire n'étant justiciables de la première chambre de la Cour d'appel qu'à raison des délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, les adjoints au maire ne peuvent être soumis à cette juridiction spéciale

que si, au moment où ils ont commis le délit dont ils sont prévenus, ils agissaient en qualité d'officier de police judiciaire ;

Dans une ville où la police appartient à la municipalité, l'adjoint au maire qui, voulant s'opposer à l'arrestation d'un particulier par un agent de police, adresse à ce sujet au commissaire central des paroles outrageantes, agit non comme officier de police judiciaire, mais en sa seule qualité d'adjoint dans l'exercice de ses fonctions administratives, et la juridiction correctionnelle est dès lors compétente pour connaître du délit qui lui est reproché.

(Min. pub. c. Lionne)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen du pourvoi pris de la violation par fausse application des art. 479 et 483 C. instr. crim., en ce que l'arrêt attaqué a déclaré le prévenu soumis à la juridiction exceptionnelle organisée par ces articles, alors que le délit qui lui est imputé n'a pas été commis par lui dans l'exercice de ses fonctions d'officier de police judiciaire : — Vu lesdits articles ; — Attendu, en droit, qu'aux termes des art. 479 et 483 précités C. instr. crim., les officiers de police judiciaire ne sont justiciables de la première chambre de la Cour d'appel qu'à raison des délits par eux commis dans l'exercice de leurs fonctions ; que les adjoints au maire ne peuvent être soumis à cette juridiction spéciale que si au moment où ils ont commis le délit dont ils sont prévenus ils agissaient en qualité d'officier de police judiciaire ; — Attendu, en fait, qu'il ressort des constatations de l'arrêt et du procès-verbal dressé par le commissaire central, dont les énonciations n'ont pas été contestées, que le 19 mai dernier le brigadier de police Rabuteau ayant mis en état d'arrestation la femme Bennicasa, d'origine italienne, pour refus formel de circuler et outrage à agent, Lionne, adjoint au maire d'Alger, qui venait d'être informé de cette arrestation, se mit à la poursuite de l'agent qui l'avait opérée ; qu'ayant rejoint le brigadier Rabuteau dans la rue Bab-Azoun, alors que celui-ci conduisait la délinquante à la permanence, l'adjoint Lionne, ceint de son écharpe, lui donna aussitôt l'ordre « de ne pas bousculer cette femme et de la laisser partir » ; que sans obtempérer à cet ordre le brigadier Rabuteau continua son

chemin et arriva avec la délinquante au bureau de la permanence, suivi de Lionne; que là, le commissaire central, après avoir entendu le rapport de son agent, lui ordonna de conduire la femme Bennicasa au poste du commissariat central afin que son identité fût constatée; qu'à ce moment Lionne s'écria : « C'est une arrestation arbitraire » ; que le commissaire central ayant fait observer à Lionne qu'il s'agissait d'une affaire judiciaire dans laquelle il n'avait pas à intervenir, celui-ci répliqua : « Je vous donne ordre de vous taire, j'en ai le droit et je m'appuie sur la loi de 1884; vous me répondrez d'une autre façon lorsque nous serons dessaisis de la police, mais jusque là vous n'avez qu'à obéir » ; qu'après une seconde observation du commissaire central en réponse à la prétention de Lionne, celui-ci proféra les paroles outrageantes à raison desquelles il est poursuivi ; — Attendu que l'injonction faite dans les circonstances ci-dessus relatées par l'adjoint Lionne au brigadier Rabuteau de ne pas bousculer la femme Bennicasa et de la laisser partir, alors que cet adjoint ignorait le fait précis qui avait motivé l'arrestation de cette femme, ne saurait constituer de sa part un acte de police judiciaire ; — Qu'au surplus, aucun doute ne peut s'élever sur le véritable caractère de son intervention en présence des paroles qu'il a adressées au commissaire central dans le bureau de la permanence; qu'en effet, aux yeux de l'adjoint Lionne, les commissaires de police et leurs agents se trouvent placés sous l'autorité du maire en tant que ce magistrat est chargé par la loi de 1884 de la police municipale ; que la prétention affirmée par lui a été que tant que la municipalité d'Alger ne serait pas dessaisie de l'administration de la police il avait le droit de donner des ordres au commissaire central et à ses agents, alors même qu'il s'agissait de la constatation d'un délit; — Attendu que des faits qui précèdent il résulte qu'à aucun moment l'adjoint Lionne n'a pris ni n'a entendu prendre la qualité d'officier de police judiciaire ; qu'il a agi en sa seule qualité d'adjoint et que le délit qui lui est imputé a été par lui commis dans ce qu'il a considéré comme l'exercice de ses fonctions administratives ; — D'où il suit qu'en affirmant l'incompétence de la juridiction correctionnelle pour connaître de ce délit et en déclarant le prévenu justiciable de la première chambre de la Cour d'appel, l'arrêt attaqué a faussement appliqué et par suite violé les art. 479 et 483 C. instr. crim., et méconnu les règles de la compétence ;

Par ces motifs et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi : — Casse l'arrêt de la Cour

d'Alger du 5 juillet 1901 et renvoie devant la cour d'Aix (Ch. correct.).

MM. LŒW, *prés.*; DUMAS, *rap.*; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

8 juillet 1901

Action, droits du débiteur, exercice par le créancier, titre.

L'art. 1166 C. civ. ne prescrit pas que le créancier qui veut exercer les droits et actions de son débiteur soit muni d'un titre exécutoire.

(Dessoliers c. Banque de l'Algérie)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen pris de la violation de l'art. 1315 C. civ., fausse application de l'art. 1291 du même Code : — Attendu que les conclusions de la Banque de l'Algérie tendaient à ce que la Cour condamnât Hippolyte Dessoliers à lui payer le montant des billets avalisés par lui sans s'arrêter au moyen dilatoire du compte à faire entre les parties ; — Que l'arrêt attaqué constate qu'Hippolyte Dessoliers, qui prétendait avoir versé plusieurs acomptes, ne produisait et n'offrait de produire ni quittances ni autres pièces de nature à établir ce versement ; — Qu'il n'indiquait même pas approximativement le montant des prétendus acomptes et ne tentait pas de prouver qu'ils dussent être imputés sur la dette dont le montant lui était réclamé ; — Attendu qu'en prononçant, dans ces circonstances, la condamnation requise, l'arrêt attaqué n'a ni violé l'art. 1315 C civ., ni faussement appliqué l'art. 1291 du même Code ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation ou fausse application des art. 815, 882, 1166, 1350, 1351 et 2205 C. civ. et 7 de la loi du 20 avril 1810 : — Attendu que l'art. 1166 C. civ. ne prescrit pas que le créancier qui veut exercer les droits et actions de son débiteur soit muni d'un titre exécutoire ; — Attendu, suivant les constatations de l'arrêt attaqué, qu'un

jugement du 1er décembre 1896, confirmé par arrêt du 18 avril 1898 a ordonné, en vertu de l'art. 815 C. civ., qu'il serait procédé à la licitation d'immeubles dépendant de la succession d'Édouard Dessoliers et que près d'une année, à partir de ce dernier arrêt, s'était écoulée sans qu'Hippolyte Dessoliers, l'un des colicitants, ait fait aucune diligence pour mener à fin la procédure de licitation lorsque la Banque de l'Algérie, sa créancière, a demandé, en vertu de l'art. 1166, à être subrogée dans les poursuites de licitation qu'il avait engagées; — Qu'il n'est, d'ailleurs, nullement constaté par l'arrêt qu'en demandant la subrogation la Banque de l'Algérie ait agi contrairement aux intérêts de son débiteur; — Attendu, dès lors, qu'en faisant droit à la demande de subrogation, l'arrêt attaqué, qui est dûment motivé, n'a ni violé ni faussement appliqué les articles de lois ci-dessus visés;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. TANON, *prés.*; LARDENOIS, *rap.*; COTTIGNIES, *av. gén.* — Me DE LALANDE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

22 juin 1901

Alcools, Algérie, décret du 27 juin 1887, entrepôt, enlèvement clandestin, mutage des vins, comptabilité.

Le décret du 27 juin 1887 sur le régime des alcools en Algérie, complété par le décret du 16 août 1894, exige deux comptabilités distinctes, l'une pour les alcools existant dans l'entrepôt, l'autre pour les alcools employés pour le mutage des vins, et un manquant de l'un des magasins ne peut être compensé par un excédent de l'autre magasin.

(Tarbouriech c. Contributions diverses)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 143 C. pén., en ce que l'arrêt aurait condamné le prévenu sans constater qu'il se serait approprié le sceau de la régie par des

moyens illicites et sans qu'il fût établi que l'usage de ce sceau eût entraîné préjudice pour l'État :

Sur la première branche : — Attendu qu'en adoptant les motifs des premiers juges, l'arrêt déclare que « M. le sous-directeur faisant part à Tarbouriech des faits que lui aurait révélés Gondard et lui demandant s'il n'avait pas détenu le cachet de l'administration en insistant sur la gravité de la réponse qui allait être faite et des conséquences qu'elle pourrait comporter, Tarbouriech se récriait vivement protestant que tout ce qui avait été allégué contre lui n'était que mensonge et infamie ainsi que ne pourrait manquer de le faire établir une information judiciaire » ; — Qu'ailleurs, l'arrêt constate au sujet de la disparition des 39 hectolitres 46 litres 14 centilitres d'alcool retirés des bacs 2, 3 et 4 sans qu'il y ait eu délivrance d'un acquit à caution, ou déclaration inscrite au portatif, que Tarbouriech avait seul intérêt à commettre cette contravention si l'on tient compte d'autre part « de l'empressement qu'il a mis à éloigner de sa ferme et de son entrepôt le préposé Autran alors qu'il ne pouvait ignorer que le départ précipité de cet employé devait laisser à sa libre disposition les deux bacs restés descellés du 1er au 4 octobre, date à laquelle il s'est indûment procuré le cachet de ce dernier » ; — Que cette déclaration souveraine de sa nature n'est pas infirmée par le considérant où il est dit « qu'il importe peu, contrairement à ce que Tarbouriech allègue, qu'il y aurait eu remise volontaire de la part de l'agent de l'administration » ;

Sur la deuxième branche : — Attendu que l'arrêt constate « que le rescellement des bacs dans les conditions où il a été effectué et telles que l'information judiciaire les révèle avait pour but de dissimuler un enlèvement clandestin d'alcool et de mettre ainsi obstacle à la perception du montant des droits qui atteignent ce produit à la sortie de l'entrepôt et que perçoit l'Etat » ; — Qu'en concluant de là qu'il y avait un préjudice ou la possibilité d'un préjudice pour l'Etat dans l'apposition illicite du timbre de l'administration des contributions diverses, l'arrêt n'a en rien violé l'art. 143 C. pén. susvisé ;

Sur le moyen pris de la violation des art. 59, 60, 143 C. pén., 195 C. instr. crim. et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt a déclaré le prévenu coupable comme auteur principal ou comme complice sans préciser laquelle des deux préventions était retenue à la charge du prévenu ; — Attendu que ce moyen manque en fait ; — Attendu, en effet, que le dispositif du jugement confirmé par l'arrêt déclare « Gondard et Tarbouriech convaincus d'avoir, le premier comme auteur

principal, le deuxième tout au moins comme complice.... fait un usage ou une application préjudiciable aux intérêts de l'Etat d'un sceau de l'administration » ; — Que l'arrêt motive clairement cette culpabilité en énonçant « que c'est sur l'ordre de Tarbouriech que Gondard a procédé au rescellement des bacs » ; — Que, par là, Tarbouriech est sinon coauteur tout au moins complice par instruction ou par abus d'autorité dans les termes de l'art. 60 C. pén., et qu'ainsi les articles susvisés n'ont pu être violés par l'arrêt entrepris ;

Sur le moyen pris de la violation des art. 104 de la loi du 28 avril 1816, 9 du décret du 13 mars 1897, 19 et 24 bis du décret du 27 juin 1887 sur les manquants dans les comptes d'entrepôt, pour fausse application de l'art. 22 du décret du 27 juin 1887, 20 et 21 de la loi du 28 décembre 1895, 31 et 32 de la loi du 13 avril 1898 sur les expéditions d'alcool non déclarées, de l'art. 39 du décret du 27 juin sur le refus d'exercice, en ce que le prévenu aurait été condamné pour un simple manquant ne pouvant donner lieu qu'au paiement des droits alors que ce manquant n'existerait même pas légalement ;

Sur la première branche : — Attendu que l'arrêt ne constate pas un simple manquant de 39 hectolitres 46 litres 84 centilitres d'alcool pur d'après le recensement des 14-16 octobre 1899, mais que, d'après l'instruction poursuivie à la requête du ministère public et du procès-verbal en date du 1er mars 1900, l'arrêt constate que le manquant a pour cause un enlèvement clandestin ; — Que les énonciations du procès-verbal ont pu être complétées par les éléments de l'instruction et la déposition des témoins régulièrement entendus à l'audience ; — Que l'acquittement du prévenu sur le délit de vinage n'a pu faire disparaître la contravention d'enlèvement clandestin d'alcool de l'entrepôt du prévenu ;

Sur la deuxième branche : — Attendu que vainement Tarbouriech allègue que le manquant d'alcool se retrouverait dans les mistelles par lui fabriquées ; — Attendu que le décret du 27 juin 1887 complété par le décret du 16 août 1894 exige deux comptabilités distinctes, l'une pour les alcools existant dans l'entrepôt et l'autre pour les alcools employés pour le mutage des vins ; — Que les alcools en entrepôt sont recensés dans les conditions des art. 18 à 21 du décret du 27 juin 1887 ; que les quantités régulièrement extraites de cet entrepôt pour être employées au mutage des vins doivent être inscrites sur les registres portatifs par l'agent du service qui doit assister à l'opération (art. 2 bis du décret 16 août 1894) ; — Qu'un manquant de l'un des magasins ne peut être compensé

par un excédent de l'autre magasin ; — Qu'en le décidant ainsi et en condamnant le prévenu à raison de l'enlèvement clandestin des alcools saisis, l'arrêt n'a en rien violé les articles visés par le pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi de Tarbouriech contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger (Ch. correct.), du 15 décembre 1900.

MM. LOEW, *prés.*; CHAMBAREAUD *rap.*; COTTIGNIES, *av. gén.* — Mes MORNARD et NIVARD, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

23 juillet 1901

Compétence. Tunisie, habous, immeuble non immatriculé, carrières, exploitation, concession, demande en nullité, compétence des tribunaux français ; — Habous, Tunisie, habous privé, immeuble non immatriculé, carrières, exploitation, concession, pouvoirs des dévolutaires, silence de l'acte, pouvoirs du juge, lois et coutumes tunisiennes ; — Pourvoi en cassation, Tunisie, décision des tribunaux français, décrets beylicaux, promulgation par le résident général.

Les tribunaux français en Tunisie sont compétents pour connaître de la demande en nullité d'un contrat par lequel un musulman tunisien a concédé à un Européen l'exploitation de gisements de phosphate de chaux dépendant d'un immeuble habous (Loi 27 mars 1883, art. 2 et décr. beylical 31 juillet 1884, art. 1er) (2e espèce) ;

Et il appartient à ces tribunaux de rechercher quelles sont les conditions auxquelles la législation tunisienne des habous subordonne la régularité d'un pareil contrat (2e espèce) ;

En Tunisie, lorsqu'un acte constitutif d'un habous privé concernant un immeuble non immatriculé ne s'est pas expliqué sur le point de savoir par qui seraient consenties des contrats de concession relatifs à l'exploitation des carrières et gisements qui viendraient à être découverts dans

l'immeuble, il appartient aux juges de régler ce point d'après les lois et coutumes tunisiennes applicables aux habous de cette nature (1re espèce) ;

Suivant la législation tunisienne, les dévolutaires actuels de ce habous, bien qu'ils aient droit à sa jouissance, ne peuvent cependant passer seuls les contrats dont s'agit, et il leur faut le concours des représentants légaux tant des dévolutaires futurs que de la fondation pieuse, dévolutaire finale, qui ont des droits à la propriété du habous (1re espèce) ;

Les décisions de la justice française en Tunisie (tribunaux français de la régence et Cour d'appel d'Alger) qui font application de la législation tunisienne ne tombent sous la censure de la Cour de cassation que dans le cas où elles sont contraires à un texte législatif promulgué dans la régence par le protectorat français (1re et 2e espèces) ;

Les décrets beylicaux du 19 mars 1874 et du 25 mai 1876, relatifs à l'enzel des habous privés, n'ayant pas été visés pour promulgation par la résident général, ont conservé, à l'égard de la France, tous les caractères d'une loi étrangère (1re et 2e espèces) ;

Si le décret beylical du 21 novembre 1885, relatif au même objet, n'exige pas que les représentants des dévolutaires futurs d'un habous privé soient appelés à concourir aux actes qui tendent à constituer ce habous en enzel, les formalités qui entourent, dans ce cas, la fixation de la rente d'enzel par la voie des enchères publiques sauvegardent les intérêts de tous les ayants droit futurs (1re espèce).

PREMIÈRE ESPÈCE

(Mahmoud ben Belgassem c. Targe et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la fin de non recevoir opposée au pourvoi : — Attendu que si d'une lettre adressée à un tiers et paraissant émanée du secrétariat général du gouvernement tunisien à la date du 24 juin 1899, il résulte que, par décision du 23 mai précédent, le cadi hanéfite aurait relevé Mahmoud ben Belgassem de ses fonctions de mokaddem du habous Sidi Mohamed

ben Kelifa, et qu'en conséquence ledit Mahmoud aurait été sommé de se rendre à la convocation du tribunal du Chara pour l'annulation de son mandat, il ne résulte d'aucune pièce probante, soit que la révocation dont s'agit ait été prononcée régulièrement, soit que, d'après la législation tunisienne, elle ait acquis, à la date susdite ou ultérieurement, un caractère définitif dépouillant Mahmoud de la qualité d'administrateur dont il était investi ; que, dès lors, il n'est pas justifié que Mahmoud ait perdu la qualité en vertu de laquelle, après avoir procédé devant la Cour d'appel et s'être pourvu en cassation, il a signifié aux défendeurs, le 23 mars 1900, l'arrêt portant admission de son pourvoi ; — Rejette la fin de non recevoir ;

Au fond : — Sur le moyen unique du pourvoi ; — Attendu que l'acte constitutif du habous de la Kala-Djerba ne s'étant pas expliqué sur le point de savoir par qui seraient consentis des contrats de concession relatifs à l'exploitation des carrières et gisements qui viendraient à être découverts dans l'immeuble, il appartenait aux juges du fond de régler ce point d'après les lois et coutumes tunisiennes applicables aux habous privés non immatriculés ; — Que l'arrêt décide que les dévolutaires actuels de ce habous, bien qu'ils aient droit à sa jouissance, ne peuvent cependant passer seuls les contrats dont s'agit, mais qu'il leur faut le concours des représentants légaux tant des dévolutaires futurs que de la fondation pieuse, dévolutaire finale, qui ont des droits à la propriété du habous susdit ; — Attendu que cette décision, basée sur la législation tunisienne, ne tomberait sous la censure de la Cour de cassation que dans le cas où elle serait contraire à un texte législatif promulgué dans la régence par le protectorat français ; — Attendu que le décret beylical du 19 mars 1874 n'a pas été visé pour exécution et promulgation par le résident général après l'établissement du protectorat ; qu'il a ainsi conservé tous les caractères d'une loi étrangère ; — Que dès lors, en supposant que les juges du fond en aient méconnu le sens et la portée, l'erreur qu'ils auraient commise ne pourrait donner ouverture à cassation ; — Attendu qu'il en pourrait être autrement des décrets beylicaux du 21 octobre 1885 et du 8 février 1897, lesquels ont été approuvés et promulgués par le résident en vertu des pouvoirs que lui a délégués le décret du président de la République en date du 10 novembre 1884 ; — Mais attendu que l'arrêt ne s'est pas mis en opposition avec les dispositions de ces textes ; qu'en effet, si le décret du 21 novembre 1885 n'exige pas que les représentants des dévolutaires futurs d'un habous privé soient appelés à concourir

aux actes qui tendent à constituer ce habous en enzel, les formalités qui entourent, dans ce cas, la fixation de la rente perpétuelle de l'enzel par la voie des enchères publiques sauvegardent les intérêts de tous les ayants droit futurs ; que d'autre part, si aux termes de l'art. 1er du décret du 8 février 1897, les dévolutaires d'un habous privé, lorsqu'ils en sont investis par succession, paient les droits de mutation comme s'ils avaient hérité de la pleine propriété de l'immeuble, cette règle fiscale est sans application dans la cause actuelle ; — Attendu enfin que l'arrêt de la Cour d'Alger (9 mai 1898) est motivé conformément aux prescriptions de l'art. 2 de l'ordonnance royale du 26 novembre 1842 ; qu'ainsi le moyen n'est pas fondé ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; FAURE-BIGUET, *rap.* ; SARRUT, *av. gén.* — Mes DE SÉGOGNES et DUFOUR, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

(Targe c. Mahmoud ben Belgassem et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen : — Attendu que la demande introduite par Mahmoud ben Belgassem contre Targe n'avait pas pour objet de faire régler une contestation relative soit au statut personnel des sujets musulmans tunisiens qui sont parties au procès, soit à la succession de quelqu'un d'entre eux, soit enfin à aucun des droits réels leur appartenant sur le habous privé de Kala-Djerba, immeuble non immatriculé ; — Qu'elle tendait simplement à faire prononcer la nullité du contrat par lequel ledit Targe s'était fait concéder l'exploitation des gisements de phosphate de chaux dépendant de ce habous ; — Que, dès lors, et conformément aux art. 2 de la loi du 27 mars 1883 et 1er du décret beylical du 31 juillet 1884, la demande a été régulièrement portée devant les tribunaux français institués dans la régence ; — Attendu que, pour statuer sur la validité du contrat litigieux, les juges du fond ont eu à rechercher quelles sont les conditions auxquelles la législation tunisienne des habous subordonne la régularité d'un contrat de cette nature et, par suite, à s'expliquer, à ce point de vue, sur les rapports juridiques que la constitution du habous crée entre les diverses catégories d'ayants droit ;

— Qu'en se livrant à cet examen pour la solution du litige dont elle était saisie, la Cour d'appel n'a pas excédé sa compétence ;

Sur le second moyen pris dans ses deux branches :—Attendu que pour prononcer la nullité du contrat Targe l'arrêt s'est fondé sur ce que ce contrat a été consenti par un mokaddem sans pouvoirs qui, contrairement aux règles de la matière, avait été nommé par le cadi à la requête de six seulement des dévolutaires actuels du habous, alors que ces dévolutaires sont au nombre de deux cents ; — Que l'arrêt s'est fondé, en outre, sur ce que le contrat dont s'agit, stipulé au profit exclusif de la fondation pieuse dévolutaire finale du habous, lèse profondément les dévolutaires actuels en les privant de la jouissance des fruits auxquels ils ont droit ; — Que l'arrêt décide enfin que, pour être valable, un contrat de cette nature doit être consenti par un mokaddem nommé directement par la majorité des dévolutaires actuels et agissant avec le concours des représentants légaux tant des dévolutaires futurs que de la fondation pieuse ; — Attendu que cette décision, basée sur la législation tunisienne, ne tomberait sous la censure de la Cour de cassation que dans le cas où elle serait contraire à un texte législatif promulgué dans la régence par le protectorat français ; — Attendu que les décrets beylicaux du 19 mars 1874 et du 25 mai 1876, invoqués par le pourvoi, ne sont pas au nombre de ceux qui ont été visés pour exécution et promulgation par le résident général après l'établissement du protectorat français ; — Qu'ils ont ainsi conservé tous les caractères d'une loi étrangère ; — Que, dès lors, en supposant que les juges du fond en aient méconnu le sens et la portée, l'erreur qu'ils auraient commise ne pourrait donner ouverture à cassation ; — Attendu d'ailleurs que l'arrêt de la Cour d'Alger (9 mai 1898) est motivé conformément aux prescriptions de l'ordonnance royale du 26 novembre 1842 ; — Qu'ainsi le moyen n'est pas fondé ;

Sur le troisième moyen : — Attendu que, devant les juges du fond, Targe n'a pris aucune conclusion tendant à faire décider que les dévolutaires du habous, ayant leur mokaddem pour représentant, auraient été sans qualité pour intervenir en personne devant la Cour d'appel ; — Que ce moyen, présenté pour la première fois devant la Cour de cassation, est irrecevable comme nouveau ;

Par ces motifs : — Rejette.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; FAURE-BIGUET, *rap.* ; SARRUT, *av. gén.* — Mes DUFOUR et DE SÉGOGNE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

4 juillet 1901

Faillite, syndic, gestion, malversation, délit, pouvoir d'appréciation des tribunaux.

En substituant, dans l'art. 596 C. com., le délit spécial de malversation à celui d'abus de confiance pour lequel seul les syndics de faillite pouvaient être poursuivis avant elle, la loi du 28 mai 1838 n'a pas rigoureusement fixé les éléments qui le caractérisent et a laissé à l'appréciation des magistrats les faits frauduleux qui peuvent le constituer ;

D'ailleurs, la loi ne réprime que le délit consommé et non la tentative de ce délit.

(Bois c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR. — Sur le premier moyen pris de la violation par fausse application des art. 596 C. com., 406 C. pén., de la violation des art. 1149, 1351, 1991 C. civ., 537 C. com., 7 de la loi du 20 avril 1810 et 3 C. pén., en ce que l'arrêt attaqué a condamné un syndic pour malversation à raison d'actes qui ne pourraient dans tous les cas constituer qu'une tentative non punissable : — Attendu qu'aux termes de l'art. 596 C. com., tout syndic qui se sera rendu coupable de malversation dans sa gestion sera puni correctionnellement des peines portées en l'art. 406 C. pén. ; — Attendu qu'avant la loi du 28 mai 1838, sur les faillites et les banqueroutes, qui a édicté la disposition précitée, les syndics ne pouvaient être poursuivis que pour abus de confiance dans les termes de l'art. 408 C. pén., et qu'en créant le délit spécial et moins rigoureusement défini de malversation, le législateur n'a pas fixé les éléments qui le caractérisent et qu'il a laissé à l'appréciation des magistrats les faits frauduleux qui peuvent le constituer ; — Attendu, d'ailleurs, que la loi ne réprime que le délit consommé, et non la tentative de ce délit ; — Attendu qu'il résulte du jugement dont la Cour d'appel s'est approprié les motifs et de l'arrêt attaqué que Bois, syndic de la faillite F...,

a rendu ses comptes le 18 novembre 1899, après les avoir certifiés sincères et véritables, et que ces comptes ont été définitivement homologués par jugement du tribunal de commerce de Bône du 27 décembre suivant ; — Que, cependant, il avait reçu, dans l'intérêt de la faillite, une somme de 2,475 fr., alors qu'il n'avait inscrit sur le registre tenu au greffe du tribunal de commerce que 525 fr. ; — Que, d'autre part, sur les sommes qu'il devait verser à titre de redevance annuelle à l'administration des domaines pour des concessions de terres faites au failli, il avait retenu 800 fr. ; — Que ce ne sont pas seulement des omissions qui se remarquent sur le registre des faillites, mais de nombreuses inexactitudes impossibles à concevoir sans une intention de fraude et présentant ce caractère qu'aucune d'elles ne fait préjudice au syndic ;

Attendu que l'arrêt attaqué ajoute que la mauvaise foi de Bois et sa ferme volonté de s'approprier partie des fonds dont il avait le maniement s'étaient, de façon certaine, révélées et affirmées avant le 18 décembre 1899, date à laquelle il a présenté requête pour faire taxer ses honoraires ; — Qu'il avait été, antérieurement et à diverses reprises, mis en demeure par l'administration des domaines de liquider l'affaire de la location des terres en payant les redevances corrélatives aux fermages par lui encaissées ; — Qu'il s'y était refusé en prétendant mensongèrement que les indigènes locataires ne s'étaient pas acquittés envers lui, alors qu'il avait encaissé les fermages qu'il dissimulait ; — Attendu, enfin, que le jugement et l'arrêt attaqué déclarent qu'il importe peu que le demandeur ait, après la clôture de ses opérations et alors qu'une instruction était ouverte, déposé à la caisse des dépôts et consignations les sommes qu'il aurait frauduleusement conservées ; — Qu'il n'a demandé la réouverture de la faillite et opéré les restitutions dont il se prévaut que postérieurement aux poursuites dirigées contre lui ; — Que le délit était alors irrévocablement consommé ; — Attendu que les constatations précitées suffisent amplement pour établir que Bois a été condamné non pour avoir commis une simple tentative qui ne serait pas punissable, mais pour un délit de malversation légalement accompli ; — Que la mauvaise foi de Bois étant affirmée par l'arrêt attaqué, l'appropriation frauduleuse des sommes d'argent par lui retenues résulte de toutes les circonstances susvisées, et notamment de ce fait qu'il avait demandé et obtenu l'homologation de ses comptes et qu'il n'a effectué des restitutions que plusieurs mois après et sous le coup des poursuites intentées contre lui par le ministère

public ; — Attendu que cette restitution tardive n'efface pas le délit ;

Sur le second moyen pris de la violation par fausse application des art. 596 C. com., 406 C. pén. et de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que la Cour d'appel n'a pas répondu à des conclusions par lesquelles le prévenu soutenait qu'avant toutes poursuites il avait eu l'intention de restituer : — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que la Cour d'appel a suffisamment répondu aux conclusions de Bois en affirmant, d'une part, sa mauvaise foi et en constatant, d'autre part, qu'il n'avait restitué qu'après l'ouverture de l'information ;

Sur le troisième moyen, pris de la violation de l'art. 600 C. com., en ce que les faits relevés contre le prévenu ne présentant pas les caractères légaux du délit prévu par l'art. 526, la peine de la publication et de l'affichage ne pouvait être prononcée : — Attendu qu'aux termes de l'art. 600, tous arrêts et jugements de condamnation rendus tant en vertu du présent chapitre que des deux chapitres précédents doivent être publiés et affichés suivant les formes établies par l'art. 42 C. com. aux frais des condamnés ; et que l'art. 600 fait partie du même chapitre que l'art. 596, en vertu duquel une condamnation a été légalement prononcée contre le demandeur ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 13 avril 1901.

MM. Lœw, *prés.* ; Roulier, *rap.* ; Cottignies, *av. gén.* — Me de Lalande, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

22 juillet 1901

Commune de plein exercice, Algérie, attroupements ou rassemblements armés ou non armés, désordres, faits de pillage, dommages, responsabilité, présomption de faute, preuve contraire, devoirs de la municipalité et du maire, responsabilité de plusieurs communes, partage, appréciation des tribunaux.

Aux termes de l'art. 106 de la loi municipale du 5 avril 1884, les communes sont civilement responsables des dégâts et

dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées, à moins qu'elles ne prouvent que toutes les mesures qui étaient en leur pouvoir ont été prises à l'effet de prévenir les attroupements ou rassemblements (1re et 2e espèces) (1);

Cette preuve doit être administrée d'après les règles du droit commun et soumise à l'appréciation des tribunaux (1re et 2e espèces) (2);

En vertu de ce pouvoir d'appréciation, les juges du fait ont pu décider que la commune était responsable lorsque la municipalité n'a pas fait un usage suffisant de son autorité morale ; que le maire s'est borné à remettre au commissaire central des réquisitions en blanc d'une portée insuffisante ; qu'il a eu le tort de ne pas se concerter avec l'autorité militaire en lui adressant des réquisitions écrites, et qu'il a refusé d'user des pouvoirs que lui conférait la loi du 7 juin 1848 (2e espèce) (3);

Conformément à l'art. 107 de la même loi, disposant que, si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et dommages causés dans une proportion qui sera fixée par les tribunaux, les juges ont pu, en décidant que deux communes avaient encouru une égale responsabilité, répartir proportionnellement les dommages entre elles d'après le chiffre de leur population respective (1re espèce) (4).

PREMIÈRE ESPÈCE

(Commune de Mustapha c. Sadia Kanoui et Ville d'Alger)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen, tiré de l'excès de pouvoirs, de la violation des art. 106 et 107 de la loi du 5 avril 1884,

(1 à 4) V. en ce sens, Alger, 14 mars 1900 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 182); trib. d'Alger, 16 juin 1900 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 426) et les notes. — Sur la responsabilité, en pareil cas, des communes mixtes de l'Algérie, V. Req., 23 janv. 1901 (*suprà*, p. 101),

de la fausse application des art. 1382 et 1384 C. civ., de la violation de l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, et sur le moyen additionnel pris de la violation par fausse application des art. 106 et 108 de la loi du 5 avril 1884 : — Attendu qu'aux termes de l'art. 106 de la loi du 5 avril 1884 les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées, à moins que, selon les dispositions de l'art. 108, elles ne prouvent que toutes les mesures qui étaient en leur pouvoir ont été prises à l'effet de prévenir les attroupements et rassemblements ; que cette preuve doit être administrée d'après les règles du droit commun et soumise aux tribunaux qui en ont l'appréciation ; que, d'après l'art. 107, si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et dommages causés, dans la proportion qui sera fixée par les tribunaux ; — Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que, dans la nuit du 23 au 24 janvier 1898, au cours de désordres d'une gravité exceptionnelle qui se sont prolongés durant six jours, le magasin de Sadia Kanoui, négociant à Alger, a été pillé à force ouverte par des attroupements formés dans la ville d'Alger ; que la population de Mustapha a fourni un contingent important aux attroupements qui se sont livrés au désordre et au pillage dans la ville d'Alger ; que la municipalité de Mustapha n'a rien fait pour prévenir les rassemblements qui se sont formés sur cette commune et que, notamment, à la suite d'une réunion publique présidée par le maire de Mustapha, une troupe de 2,500 manifestants a quitté Mustapha et envahi Alger avec des intentions hostiles ; — Attendu qu'en décidant, en l'état de ces faits, que la commune de Mustapha n'avait pas rempli les devoirs qui lui incombaient, qu'elle avait encouru une responsabilité égale à celle d'Alger et que la base la plus équitable de la répartition proportionnelle des dommages entre les deux communes, convaincues des mêmes négligences, devait être puisée dans le chiffre de leur population respective, le jugement attaqué, qui est d'ailleurs motivé, n'a ni excédé ses pouvoirs, ni violé les articles invoqués au pourvoi ;

Sur le deuxième moyen, pris de la violation de l'art. 128 C. pr. civ. : — Attendu que, si les jugements qui condamnent à des dommages-intérêts doivent en contenir la liquidation, il est cependant permis au juge, auquel manquent des

éléments suffisants d'appréciation, d'ordonner qu'ils seront fournis par état ; qu'après avoir condamné la commune d'Alger à payer à Kanoui la somme de 438 fr. en réparation du préjudice qu'il avait souffert et prescrit que la commune de Mustapha la garantirait dans la proportion du chiffre respectif de la population des deux communes, le jugement attaqué a décidé que ce chiffre serait déterminé selon le dernier recensement officiel ; qu'il a ainsi posé un état de liquidation certain et précis, sans violer l'art. 128 C. pr. civ. ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre le jugement du tribunal d'Alger du 16 juin 1900 (1).

MM. TANON, *prés.* ; PUECH, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

DEUXIÈME ESPÈCE

(Ville d'Alger c. Veuve Amar)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation par fausse application des art. 106 et 108 de la loi du 5 avril 1884 : — Attendu qu'aux termes de l'art. 106 de la loi du 5 avril 1884 les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées, à moins que selon les dispositions de l'art. 108, elles ne prouvent que toutes les mesures qui étaient en leur pouvoir ont été prises à l'effet de prévenir les attroupements et rassemblements ; — Que cette preuve doit être administrée d'après les règles du droit commun et soumise à l'appréciation des tribunaux ; — Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que, dans la nuit du 23 au 24 janvier 1898, au cours de désordres d'une gravité exceptionnelle, qui se sont prolongés durant six jours, le magasin de la veuve Moïse Amar, marchande de tabacs à Alger, a été pillé à force ouverte par des attroupements formés dans la ville d'Alger ;

---

(1) V. ce jugement *Rev. Alg.*, 1900. 2. 426.

— Que, si la commune d'Alger a fait emploi des forces de police dont elle disposait de telle manière qu'aucun reproche ne peut lui être adressé de ce chef, la municipalité n'a point fait un usage suffisant de son autorité morale, a négligé de se mettre directement en contact avec la population égarée et a omis d'exercer, par une intervention active, l'influence dont elle aurait dû se servir pour prévenir les rassemblements chaque jour plus menaçants par cela seul qu'on les laissait se renouveler ; — Que le maire s'est borné à remettre au commissaire central des réquisitions en blanc d'une portée insuffisante ; — Qu'il a eu le tort de ne pas se concerter avec l'autorité militaire et de ne pas lui adresser les réquisitions écrites que commandait la gravité de la situation ; — Que le maire a refusé, contrairement à son devoir, d'user des pouvoirs que lui conférait la loi du 7 juin 1848 et a privé, sans raison, les habitants d'Alger d'une mesure de protection qui leur était due et qu'il n'avait pas le droit de négliger ; — Attendu qu'en décidant, en l'état de ces constatations, que la commune d'Alger n'avait pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher les désordres et qu'elle n'avait pas pris toutes les mesures dont elle avait le droit de disposer pour prévenir ou dissiper les rassemblements, le jugement attaqué (Alger, 16 juin 1900), loin de violer les articles visés au pourvoi, en a fait, au contraire, une saine et juste application ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi.

MM. TANON, *prés.* ; PUECH, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.* — Me FRÉNOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 mars 1901

Propriété, Algérie, conflit des titres français notariés ou judiciaires et des titres administratifs, loi du 16 février 1897, purge, délai.

Il résulte des art. 2, 14, § 1, et 15, § 1, de la loi du 16 février 1897 que, dans les territoires où les lois du 26 juillet 1873 et du 28 avril 1887 ont reçu leur application, les droits résultant de titres français notariés ou judiciaires sont purgés faute

par ceux qui les invoquent d'avoir, dans le délai de six mois à compter de la publication de la première loi, actionné en reconnaissance de ces droits les possesseurs de titres délivrés par l'administration des domaines (1).

(Bouzian Mohamed Ould El Hadj El Habib Ould Mustapha c. Anterrieu)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Sur la demande principale, introductive d'instance, en revendication de la parcelle de terre n° 1980 du plan du douar Sidi Ben-Moussa, d'une contenance de 3 hectares 52 ares environ, formée par le sieur Étienne Anterrieu, agissant comme propriétaire de ladite parcelle, à l'encontre de l'appelant, qui en est détenteur ;

En ce qui concerne les droits de l'intimé sur la terre en litige : — Attendu que celle-ci a été soumise aux opérations prescrites par la loi du 26 juillet 1873 pour la constatation de la propriété individuelle en territoire de tribu ou de douar ; — Qu'à la suite de ces opérations, un titre définitif de propriété a été établi, le 8 octobre 1889, quant à cette parcelle, au profit du sieur Mahat ben Friha Ould Larbi, par l'administration des domaines ; — Que ce titre a été enregistré le 23 dudit mois et transcrit le 18 novembre de la même année ; — Que les droits de propriété individuelle du sieur Ben Friha sur la parcelle en litige ont été ainsi, à cette dernière date, par application des art. 18, § 3, de la loi précitée et 3 de celle du 23 mars 1855, régulièrement consacrés ; — Attendu que Ben Friha a, suivant acte reçu par Me Colonna d'Ornano, notaire à Mascara, le 4 avril 1891, vendu au sieur Anterrieu ladite parcelle ; — Attendu que l'intimé est dès lors, ainsi qu'il le prétend, propriétaire de celle-ci ;

En ce qui concerne l'acte de vente, par divers indigènes, au sieur Anterrieu, de quatre parcelles d'une contenance, la première de 40 hectares, la seconde de 20 hectares, les troisième et quatrième de 10 hectares chacune, sises au douar Sidi-ben-Moussa, reçu par Me Boucharelle, notaire à Mascara, le 25 avril 1884, enregistré, transcrit le 30 du même mois, suivi d'un acte de ratification du 21 janvier 1885, du même

---

(1) V. dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, Supplément, la loi du 16 février 1897 et les notes, ainsi que les décisions rapportées, Jurisprudence, v° *Propriété*.

notaire, enregistré, en ce qui concerne le jugement d'adjudication, après surenchère, desdites parcelles, enregistré, rendu par le tribunal civil de Mascara, le 22 janvier 1891, au profit des sieurs Bou Lanouar Mohamed Ould Si Nedjadi et Bou Lanouar ben Yaya Ould Si Nedjadi; en ce qui concerne l'acte de vente, par ceux-ci, au sieur Bouzian, suivant acte, enregistré, de Me Boucharelle, du 11 février 1897, des mêmes parcelles, actes et jugement invoqués par l'appelant comme lui conférant, sur le n° 1980, des droits de propriété supérieurs à ceux résultant, pour le sieur Anterrieu, des titre définitif du 8 octobre 1889 et acte de vente du 4 avril 1891 : — Attendu que, si avant la loi du 16 février 1897 le sieur Bouzian avait la faculté, aux termes d'un arrêt de la Cour de cassation du 13 novembre 1888, d'opposer utilement à l'intimé, comme actes notariés et judiciaire français, ses actes et jugement des 25 avril 1884, 22 janvier 1891, 11 février 1897, il n'en est pas de même depuis cette loi dont le but a été, précisément, d'assurer, à l'égard de tous, ainsi qu'il est dit dans son art. 2, la propriété immobilière entre les mains des bénéficiaires des titres définitifs établis en exécution de la loi du 26 juillet 1873, et de prévenir ainsi, par voie de conséquence, des contestations de la nature de celle objet de la présente instance ; — Que le sieur Bouzian est, en effet, depuis longtemps, déchu de cette faculté, aux termes exprès des art. 14, § 1, 15, § 1, de ladite loi, ainsi conçus : — « Art. 14, § 1. Dans les territoires où les lois des 26 juillet 1873 et 28 avril 1887 ont reçu leur application, les détenteurs de titres français non purgés auront un délai de six mois, à compter de la publication de la présente loi, pour actionner en reconnaissance de leurs droits les possesseurs de titres délivrés par l'administration des domaines, en exécution des lois précitées. — Art. 15, § 1. A l'expiration de ce délai tous les droits, non révélés, qui pourraient exister sur lesdites propriétés seront purgés » ; — Attendu que des considérations qui précèdent il résulte que l'appelant ne peut se prévaloir utilement, à l'encontre du sieur Anterrieu, des actes et jugement qu'il lui oppose ;

En ce qui concerne la fin de non recevoir, déduite, par le sieur Bouzian, du dol ou de la mauvaise foi du sieur Anterrieu, dont il excipe à l'encontre de la demande en revendication dudit intimé : — Attendu qu'aux termes de l'art. 1116, § 2, C. civ., le dol et la mauvaise foi ne se présument pas, qu'ils doivent être prouvés ; — Que ni l'un ni l'autre ne résultent, contre le sieur Anterrieu, dans l'instance actuelle, des faits ou documents du procès ;

En ce qui concerne la fin de non recevoir, déduite, par le

sieur Bouzian, de la faute qu'aurait commise le sieur Anterrieu, en ne contestant pas, en 1889, dans les termes de l'art. 18, § 1, de la loi du 26 juillet 1873, les opérations et attributions du commissaire enquêteur, concernant la parcelle litigieuse, au profit du sieur Ben Friha : — Attendu qu'en 1889 le sieur Anterrieu, soit qu'il se considérât comme propriétaire, en vertu de l'acte notarié du 25 avril 1884, transcrit le 30 dudit mois, de ladite parcelle, soit qu'il ne s'en considérât pas comme propriétaire, n'avait pas à contredire les opérations et attributions du commissaire enquêteur, concernant cette parcelle, au profit du sieur Ben Friha ; — Que, dans le premier cas, il était, à cet égard, sans intérêt pour agir, aux termes de l'arrêt du 13 novembre 1888 ; — Que, dans le second cas, il était sans qualité pour contredire lesdites opérations et attributions ; — Attendu qu'il importe peu qu'il fût ou non, en 1889, possesseur de la parcelle litigieuse ; — Que sa situation était la même, au point de vue légal, dans l'une et l'autre hypothèses ; — Attendu que le sieur Anterrieu, en ne contestant pas, dans ces conditions, les opérations et attributions du commissaire enquêteur, concernant le n° 1980, au profit du sieur Ben Friha, n'a pas, dès lors, commis de faute engageant sa responsabilité envers l'appelant ;

En ce qui concerne les conclusions subsidiaires du sieur Bouzian tendant à ce qu'il soit ordonné que, par experts, il sera recherché si la parcelle n° 1980 était comprise dans la vente du 25 avril 1884 et dans le jugement d'adjudication du 22 janvier 1891, et qui, du sieur Anterrieu ou du sieur Ben Friha, en a eu la jouissance du 25 avril 1884 au 22 janvier 1891 : — Attendu que ces conclusions sont, en l'état de toutes les considérations qui précèdent, sans intérêt ;

Sur la demande accessoire du sieur Anterrieu en dommages-intérêts pour indue jouissance de la parcelle litigieuse par le sieur Bouzian du 11 février 1897 au 17 juillet 1899 et de cette époque au 20 décembre 1899, date du jugement déféré ; — Attendu qu'il y a lieu de maintenir, à cet égard, les dispositions dudit jugement ;

Sur la demande du sieur Anterrieu, en 2,000 fr. de dommages-intérêts, par application de l'art. 464 C. pr. civ., tant pour indue jouissance par le sieur Bouzian de ladite parcelle depuis le 20 décembre 1899 qu'en raison même de l'appel ; — Attendu que cette demande est, en principe, justifiée ; — Que la réparation du préjudice causé au sieur Anterrieu, pour indue jouissance du sieur Bouzian, depuis le 20 décembre 1899, doit être évaluée, d'après les éléments suffisants d'appréciation existant à cet effet dans la cause, à 150 fr. ;

— Que la réparation du préjudice causé au sieur Anterrieu par l'appel du sieur Bouzian doit, en considération des circonstances particulières du litige, être limitée à la condamnation dudit sieur Bouzian aux dépens d'appel ;

Sur les autres dispositions du jugement déféré : — Attendu qu'il y a lieu, sauf en ce qui concerne « l'expulsion, même *manu militari,* dans les vingt-quatre heures de la signification dudit jugement », à remplacer par « l'expulsion, même *manu militari,* dans les vingt-quatre heures de la signification du présent arrêt », de les maintenir ;

Sur la demande reconventionnelle du sieur Bouzian en 500 fr. de dommages-intérêts en raison du préjudice à lui causé par l'instance actuelle : — Attendu qu'elle est manifestement mal fondée ;

Quant aux dépens d'appel : — Attendu qu'ils doivent être supportés par le sieur Bouzian, tant en vertu de l'art. 130 C. pr. civ., comme partie succombante, qu'à titre de dommages-intérêts complémentaires ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué ;

Par ces motifs et ceux du jugement déféré : — Déclare l'appel du sieur Bouzian Mohamed Ould El Hadj El Habib Ould Mustapha Bouzian recevable en la forme ; — Ordonne l'expulsion dudit sieur Bouzian ou de ses locataires, du nº 1980, même *manu militari*, dans les vingt-quatre heures de la signification du présent arrêt, à peine de 5 fr. par jour de dommages-intérêts pendant trois mois, passé lequel délai il sera statué ; — Rejette, au fond, comme non justifié, l'appel du sieur Bouzian ; — Confirme, dans les termes sus-indiqués, le jugement déféré ; — Ordonne que, sous la seule modification qui précède, il soit exécuté, en sa forme et teneur, dans toutes ses dispositions ; — Condamne le sieur Bouzian Mohamed Ould El Hadj El Habib Ould Mustapha Bouzian à payer au sieur Étienne Anterrieu, par application de l'art. 464 C. pr. civ., la somme de 150 fr. à titre de dommages-intérêts, pour indue jouissance du nº 1980 depuis le 20 décembre 1899 ; — Condamne en outre le sieur Bouzian à l'amende de son appel au profit du trésor et aux dépens d'appel envers le sieur Anterrieu ; — Liquide, provisoirement, sauf taxe ultérieure, ces dépens à 100 fr. ; — En prononce la distraction au profit de Mᵉ Giraud, sur son affirmation à l'audience qu'il en a fait l'avance ; — Rejette, comme mal fondées ou sans intérêt, toutes demandes, fins et conclusions contraires aux dispositions qui précèdent.

MM. MÉROT, *ff. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mᵉˢ BORDET et DOUDART DE LAGRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

—

26 décembre 1900

—

Vérification d'écritures, formalités, inobservation, exception de nullité, défense au fond, irrecevabilité; obligation, illettré, signature, fausse cause, preuve.

—

En disposant que toute nullité d'exploit ou d'acte de procédure est couverte si elle n'est pas proposée avant toute défense au fond, l'art. 173 C. pr. civ. vise non seulement les exploits à domicile, mais encore les jugements, les procès-verbaux des juges et des greffiers, les requêtes et les ordonnances (1) ;

Aucun exploit ou acte de procédure ne pouvant être déclaré nul si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi, l'inobservation, dans une procédure en vérification d'écritures, des formalités prescrites par les art. 193 à 213 C. pr. civ. n'entraîne pas la nullité de la vérification (2) ;

Il en est surtout ainsi lorsque ces opérations ont eu lieu avec les garanties nécessaires pour en assurer la sincérité, d'autant plus que la vérification d'écritures n'est qu'un moyen d'instruction, et qu'il est toujours loisible au juge d'y recourir à titre de renseignement, alors même qu'elle ne satisferait pas à toutes les exigences de la procédure (3) ;

Est valable la signature apposée par un illettré à l'aide d'un tiers qui lui conduit la main de manière à lui faire tracer son nom, et cette signature peut servir de base à une condamnation, alors surtout qu'il est établi que l'intéressé n'ignorait pas la teneur de la pièce signée par lui dans ces conditions ;

Lorsqu'un acte d'obligation exprime une cause, c'est au débiteur qu'il incombe de prouver que cette cause est fausse.

(Ballester c. Ségura)

ARRÊT

LA COUR, — Sur les opérations de vérification d'écritures : En ce qui concerne la tardivité de la contestation de Ballester : — Attendu que l'art. 173 C. pr. civ. dispose que

(1 à 3) Comp. Alger, 22 mai 1901 (*suprà*, p. 265) et la note.

toute nullité d'exploit ou d'acte de procédure est couverte si elle n'est pas opposée avant toute défense ou exception autre que les exceptions d'incompétence ; — Que par les mots « exploits et actes de procédure » il faut entendre non seulement les exploits à domicile, mais encore les jugements, les procès-verbaux des juges et des greffiers, les requêtes et les ordonnances ; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante que l'exception de nullité de la procédure de vérification d'écritures tirée de l'inobservation des art. 208 et 209 C. pr. civ., en ce que les experts auraient procédé hors de la présence du greffier et du juge et en ce que le procès-verbal n'aurait pas été annexé au rapport du juge, est couverte par des défenses au fond ; – Attendu que l'appelant, en concluant le 13 avril 1896 sur la demande en homologation des opérations de vérification d'écritures, n'a proposé aucune exception de nullité contre cette procédure ; — Qu'il s'est borné à contester le résultat de ces opérations et à demander au tribunal de ne point homologuer le rapport ; — Que les premiers juges ont donc avec raison repoussé comme tardive la demande de nullité formulée oralement par l'avoué de Ballester lors des plaidoiries à l'audience et après signification respective des conclusions sur le fond ; — Qu'il échet, dès lors, de confirmer, de ce chef, le jugement dont est appel ;

Sur la nullité de la verification d'écritures pour inobservation des formalités prescrites par les art. 193 et 213 C. pr. civ. : — Attendu qu'aucun exploit ou acte de procédure ne peut être déclaré nul si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi ; — Que le titre X C. pr. civ , organisant la procédure de vérification d'écritures, ne prononce aucune nullité à l'occasion des formalités qu'elle prévoit ; — Que les juges ne peuvent suppléer au silence de la loi ;

Sur la régularité de la vérification d'écritures et de l'enquête des experts : — Attendu que ces opérations ont eu lieu avec les garanties nécessaires pour en assurer la sincérité ; — Que les prescriptions des art. 196, 198 et 204 C. pr. civ. relatives au dépôt de la pièce au greffe, à la dénonciation de ce dépôt, à la prestation du serment des experts, à la remise à ces derniers de la pièce à vérifier, ont toutes été observées ; — Attendu, au surplus, qu'il convient de remarquer que la mission des experts comportait deux parties bien distinctes : 1° vérification proprement dite de la pièce ; 2° enquête sur les conditions dans lesquelles avait pu être donnée la signature déniée ; — Attendu que la première opération a été faite au greffe du tribunal, le 10 juillet 1895, ainsi que le constate le rapport des experts, que les experts n'ont pu y procéder

qu'avec l'assistance du greffier, sans le concours duquel l'occupation du greffe par eux n'aurait pu s'exercer ; — Que les prescriptions de l'art. 268 C. pr. civ. ont donc également été observées ; — Attendu, enfin, que la vérification d'écritures n'est qu'un moyen d'instruction, et que, alors même qu'elle ne satisfait pas à toutes les exigences de la procédure, il est néanmoins loisible au juge d'y recourir à titre de renseignement ; — Qu'une expertise irrégulière peut être retenue au même titre ; — Qu'il échet donc, dans tous les cas, de retenir à ce titre au débat les éléments d'information recueillis par l'enquête et les constatations matérielles de la vérification des experts ;

Au fond : — Attendu que la succession Chèvre n'agit pas comme créancière directe de Ballester, mais comme tiers porteur de l'effet souscrit par Ballester à Ségura ; — Que, s'il est démontré que Ballester ait signé l'effet, il en doit le paiement aux conjoints Ségura, ès qualité, sans discussion possible ; — Attendu que la vérification d'écritures et l'enquête démontrent formellement que Ballester a librement apposé sur l'effet la signature qui y figure ; — Que le fait de l'apposition volontaire de la signature est attestée par le témoin Gaugloff, entendu par l'expert ; — Qu'il résulte des déclarations de ce témoin, confirmées par celles de sa femme, que, Ballester ayant déclaré ne pas savoir écrire, un sieur Pierron lui a tracé au crayon, au bas du billet, les mots « Joseph Ballester » ; — Que Ballester a essayé de tracer à l'encre, en repassant sur les traits au crayon, et que, comme il n'y pouvait parvenir, Pierron lui a tenu la main et l'a aidé à relever la signature ; — Attendu que la signature faite à l'aide d'une main étrangère est valable ; — Attendu que Ballester prétend subsidiairement que la signature apposée dans les conditions ci-dessus indiquées ne saurait servir de base à une condamnation parce que, ne sachant pas lire, il ne pouvait connaître la teneur du billet ; — Mais, attendu d'abord que rien n'établit que Ballester ne sait pas lire ; — Que, contrairement à ce qu'il affirme, ce fait n'a pas été reconnu par les époux Ségura et n'a pas été établi par la vérification d'écritures ; — Attendu, ensuite, qu'il résulte de la déposition du témoin Gaugloff, déjà cité, que Ballester n'ignorait pas la teneur du billet ; — Que ce témoin a déposé, en effet, dans les termes suivants : — « Je reconnais parfaitement M. Ballester ; j'affirme l'avoir vu en compagnie de MM. Ségura et Pierron dans l'établissement que je tenais en 1888 ; tous trois étaient assis à une table et traitaient une affaire ; ces messieurs ont fait un acte et un billet à ordre de 2,000 fr. pour

sauvegarder des intérêts, car l'un d'eux était poursuivi par un créancier » ; — Attendu que si le témoin Gaugloff a pu fournir sur les causes du billet les renseignements consignés dans sa déposition, il les a surpris dans la conversation échangée entre Ballester, Ségura et Pierron ; — Que Ballester est donc mal venu à prétendre qu'il ignorait la convention au bas de laquelle il a apposé sa signature avec le concours de Pierron qui lui tenait la main ; — Attendu, enfin, que Ballester prétend que les époux Ségura ne justifient pas de l'origine de la créance dont le paiement lui est réclamé ; — Mais attendu qu'il est de règle que lorsque l'acte d'obligation exprime une cause, c'est à celui à qui l'obligation est opposée à prouver que la cause en est fausse ; — Attendu que non seulement Ballester n'a jamais offert de fournir cette preuve, mais que, lorsque les experts ont voulu contrôler l'origine de la créance, il s'y est opposé ; — Que les énonciations du billet se trouvent, au surplus, corroborées par la déclaration du témoin ben Hamou, entendu par les experts ;

Par ces motifs et ceux des premiers juges : — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Sur les mesures d'instruction : — Dit que Ballester, ayant conclu au fond devant les premiers juges sans arguer de nullité les opérations de vérification d'écritures et d'enquête, n'est plus recevable à soulever la nullité de ces opérations ; — Que, d'ailleurs, la nullité, tardivement soulevée par Ballester n'est pas prononcée par la loi ; — Que les opérations, au surplus, sont régulières ; — Que, dans tous les cas, elles peuvent être utilisées comme renseignements ; — Au fond : — Dit que Ballester a volontairement apposé sa signature sur le billet dont s'agit ; — Que cette signature l'oblige, vis-à-vis de la succession Chèvre, tiers porteur du billet ; — Dit que la cause de l'obligation de Ballester est exprimée par le billet ; — Que la réalité de cette cause est justifiée par l'enquête ; — Que Ballester, enfin, n'ignorait pas la teneur du billet Arnaud et y a apposé sa signature dans les conditions ci-dessus indiquées ; — Que c'est à juste titre que Ballester a été condamné à payer aux époux Ségura la somme de 2,000 fr., montant du billet, avec les intérêts de droit ; — Confirme, en conséquence, le jugement déféré ; — Dit qu'il sortira son plein et entier effet ; — Condamne Ballester en tous les dépens ; — Prononce la confiscation de l'amende consignée sur l'appel ; — Déboute, au surplus, Ballester de toutes ses fins et conclusions.

MM. WURTZ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes GOUTTEBARON et REY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

4 mai 1901

Débits de boissons, Algérie, loi du 17 juillet 1880, mutation du propriétaire ou du gérant, déclaration, délai, infraction, bonne foi.

Il résulte de la combinaison des art. 2, 3 et 4 de la loi du 17 juillet 1880 sur les débits de boissons qu'en cas de mutation dans la personne du propriétaire d'un café ou d'un gérant, la déclaration de cette mutation doit être faite dans les quinze jours ;

Cette obligation incombe d'abord au propriétaire du café, sans qu'il puisse invoquer aucune excuse de bonne foi (1).

(Min. pub. c. Dame Gamond)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel du ministère public est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que de la combinaison des art. 2, 3 et 4 de la loi du 17 juillet 1880 il résulte qu'en cas de mutation dans la personne du propriétaire d'un café ou de son gérant la déclaration de cette mutation doit être faite dans les quinze jours qui suivent la mutation ; — Attendu que des termes généraux des mêmes articles il faut induire que cette obligation incombe d'abord et avant tous autres au propriétaire du café sans qu'au surplus aucune excuse de bonne foi puisse être invoquée par ledit propriétaire ; — Attendu enfin qu'il n'apparaît pas que la dame veuve Gamond ait été dans l'impossibilité matérielle de faire ladite déclaration ; — Attendu qu'ainsi ladite dame a commis l'infraction prévue et réprimée par les art. 2, 3, et 4 de la loi du 17 juillet 1880 ; — Que les

---

(1) La loi du 17 juillet 1880 sur les débits de boissons avait été déclarée applicable en Algérie, en ce qui concerne les citoyens français, par un décret du 5 mai 1881. Ce décret a été abrogé par un décret du 25 mars 1901 (*Rev. Alg.*, 1901. 3. 30) qui a remis en vigueur les dispositions du décret du 29 décembre 1851, applicable désormais aux citoyens français comme aux étrangers et aux indigènes.

premiers juges ont donc à tort relaxé la dame Gamond de la prévention dirigée contre elle ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel du ministère public comme régulier en la forme ; — Y faisant droit au fond ; — Infirme le jugement déféré ; — Statuant à nouveau ; — Déclare la prévenue coupable de la contravention ci-dessus spécifiée ; — Et pour répression la condamne à 16 fr. d'amende ; — Condamne en outre la prévenue à tous les frais de la procédure envers l'Etat.

MM. GEFFROY, *prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Me JAHARY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 février 1901

Compétence, connaissement, clause attributive de juridiction, appel en garantie, validité, interprétation.

Quand une société de transports maritimes a déclaré par lettre accepter toutes les clauses des connaissements d'une autre compagnie elle ne peut se prévaloir de ce que les connaissements qu'elle fait imprimer ne portent point une des clauses auxquelles elle s'est soumise en général (1) ;

Si les connaissements d'une compagnie de transports maritimes sont différents suivant les agences dont ils émanent, il faut se référer à ceux de l'agence avec laquelle a été traité l'acte de soumission à toutes les clauses (2) ;

Est valable et licite la clause des connaissements portant attribution de juridiction devant un tribunal déterminé même en cas d'appel en garantie (3).

(Cie générale transatlantique c. Messageries nationales)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il y a lieu de donner acte à la Compagnie générale transatlantique de ce que, par exploit de Leyris, huissier à Alger, en date du 16 juillet 1900, elle a déclaré se désister purement et simplement de l'appel par elle interjeté à

(1 à 3) Comp. civ. cass. 22 févr. 1898 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 104) et la note.

l'encontre de M. Léon Pézé ; — Attendu que le connaissement de la Société des messageries nationales, en date du 8 décembre 1898, qui accompagne le transport des marchandises chargées par cette société sur le vapeur *Le Moïse*, de la Compagnie générale transatlantique, ne contient, il vrai, aucune dérogation à la règle des art. 59, § 8 et 181 C. pr. civ., qui disposent qu'en matière de garantie le défendeur doit être assigné devant le juge du lieu où la demande originaire sera pendante ; — Mais attendu que la dite Société des messageries nationales, pour pouvoir se servir de connaissements imprimés à ses propres en-têtes a, par lettre du 1er avril 1898, formellement déclaré accepter les clauses et conditions des connaissements de la Compagnie générale transatlantique ; — Attendu que cette lettre, qui constate entre les parties un accord verbal sur un *modus vivendi* spécial et parfaitement déterminé, ne permet plus à la Compagnie des messageries nationales de se retrancher derrière les termes de son propre connaissement ; — Que les dispositions de l'art. 1325 C. civ., qu'elle invoque pour faire écarter cette lettre des débats, sont sans application dans l'espèce, puisque la Compagnie des messageries nationales a exécuté la convention portée dans l'acte en se servant de son connaissement ; — Qu'il s'agit donc de rechercher si, à l'époque où cette acceptation est intervenue, les types de connaissement dont la Compagnie générale transatlantique faisait usage à Marseille contenaient une clause particulière d'attribution de compétence spéciale au tribunal du lieu de création, même en cas d'appel en garantie ; — Attendu que, si la Société des messageries nationales produit trois connaissements sur papier gris, en date à Alger des 19 mars, 18 juin et 12 juillet 1898, émanant la Compagnie générale transatlantique, ligne de la Méditerranée, qui ne portent aucune clause spéciale d'attribution de juridiction, en cas d'appel en garantie, la compagnie appelante verse au contraire aux débats six connaissements sur papier rose, en date, à Marseille, des 19 mars, 2-9-16 avril, 6 7 décembre 1898, mentionnant la clause d'attribution spéciale de compétence au tribunal de création même en cas d'appel en garantie ; — Que notamment les connaissements des 6 et 7 décembre 1898 sont relatifs à des marchandises qui ont fait l'objet du même transport que les caisses de papier de M. Pézé faisant l'objet du litige actuel ; — Que la divergence qui existe dans les clauses et conditions des connaissements produits par la Société des messageries nationales ont été créés à Alger, alors que ceux représentés par la Compagnie générale transatlantique l'ont été à Marseille ; — Or, attendu que c'est sur

l'initiative de l'agence générale de Marseille que les Messageries nationales ont déclaré accepter les clauses et conditions des connaissements de la Compagnie générale transatlantique ; — Que cette condition étant intervenue à Marseille, ce sont les connaissements usités à Marseille qui seuls ont pu faire l'objet de la convention des parties ; — Attendu que les types de connaissements en usage à Marseille portent, sous la clause nº 23, § 2, que le réclamateur s'interdit de poursuivre la compagnie ou le capitaine devant tout autre tribunal, même par voie d'appel en garantie ; — Que cette clause qui déroge en termes exprès au § 8 de l'art. 59 C. civ. ne permet de faire aucune distinction entre la garantie intentée par voie d'action incidente ; — Que la volonté des parties ainsi manifestement exprimée ne saurait recevoir aucune autre interprétation ; — Attendu que la prescription d'assigner, en matière d'appel en garantie, devant le juge où la demande originaire est pendante, contenue dans les art. 59, §§ 8 et 181 C. pr. civ., n'est qu'une disposition générale, à laquelle il est permis de déroger par une convention contraire ; — Que la meilleure preuve que cette prescription n'a point le caractère d'ordre public que voudrait lui donner la Société des messageries nationales, c'est que les art. 175 à 186 C. pr. civ., qui règlent la forme de procéder en matière d'appel en garantie, sont placés au titre des exceptions dilatoire qui doivent être à peine de déchéance proposées conjointement et avant toutes défenses au fond ;

Attendu que la Société des messageries nationales, qui s'est soumise volontairement aux clauses et conditions des connaissements en usage à Marseille de la Compagnie générale transatlantique, était donc non recevable à introduire la demande en garantie devant le tribunal de commerce d'Alger, même par voie incidente ;

Par ces motifs : — Donne acte à la Compagnie générale transatlantique de ce que par exploit de Leyris, huissier à Alger, en date du 16 juillet 1900, elle a déclaré se désister purement et simplement de l'appel par elle interjeté à l'encontre de M. Léon Pézé ; — Et faisant droit à l'appel de ladite Compagnie générale transatlantique envers le jugement du tribunal de commerce d'Alger ; — Infirme le dit jugement ; — Et statuant à nouveau : — Dit que le tribunal de commerce d'Alger était incompétent pour connaître de la demande en garantie formée par la Société des messageries nationales contre la Compagnie générale transatlantique et renvoie les parties à se pourvoir comme elles aviseront ; — Ordonne l'enregistrement des connaissements susvisés et de la lettre du

1er avril 1898; — Condamne la Société des messageries nationales en tous les dépens;

MM. DUCROUX, *prem. prés.*; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes BORDET et REY, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

4 mai 1901

Appel, octroi de mer, Algérie, amendes et confiscations, défaut de qualité du ministère public, appel du prévenu, formes, inobservation, nullité non facultative.

En matière d'octroi de mer, le droit de faire prononcer les amendes et confiscations, alors qu'il ne peut y avoir condamnation à l'emprisonnement, appartenant exclusivement aux agents des contributions diverses, le ministère public n'a pas qualité pour intervenir dans les poursuites et interjeter appel;

Quant à l'appel du prévenu, il ne peut être interjeté que conformément à l'art. 203 C. instr. crim., aucune disposition de loi ou de règlement n'ayant, en Algérie, soumis l'appel en cette matière aux formes tracées par le décret du 1er germinal an XIII;

L'acte d'appel signifié suivant les formes dudit décret doit donc être déclaré nul, et, cette nullité étant substantielle, il n'y a pas lieu de faire application, en pareil cas, de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui déclare facultatives pour le juge, en Algérie, les nullités d'exploits et d'actes de procédure (1).

(Contributions diverses c. Germain)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité des appels interjetés par le procureur général, le 1er mars 1901, par acte d'huissier en

---

(1) Sur les nullités facultatives, V. dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, les décisions rapportées sous l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 et dans les *Suppléments*, Jurisprudence, v° *Nullités facultatives*.

la forme prescrite par l'art. 32 du décret du 1er germinal an XIII et par acte de greffe en la forme prescrite par l'art. 203 C. instr. crim. : — Attendu que le droit de poursuivre et de faire prononcer les amendes et les confiscations en matière d'octroi de mer, alors qu'il ne s'agit que de simples amendes et qu'une peine d'emprisonnement ne peut être prononcée, appartenant exclusivement aux agents des contributions diverses, le procureur général était sans droit ni qualité pour intervenir dans les poursuites et interjeter appel ; qu'il s'en suit que les appels du 1er mars 1901 doivent être déclarés irrecevables ;

Sur la recevabilité de l'appel interjeté par Germain à la date du 10 janvier 1901 par acte d'huissier en la forme prescrite par l'art. 32 du décret du 1er germinal an XIII : — Attendu qu'aucune disposition de loi ou de règlement n'ayant soumis l'appel en matière d'octroi de mer, en Algérie, aux formes tracées par le décret du 1er germinal an XIII, il en résulte que Germain ne pouvait former appel du jugement du 5 janvier 1901 rendu contre lui par le tribunal correctionnel de Bougie qu'en se conformant aux dispositions de l'art. 203 C. instr. crim. ; que, dépourvu de toute valeur juridique, son acte d'appel du 10 janvier 1901 doit donc être déclaré irrecevable ;

En ce qui concerne l'application des dispositions de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 : — Attendu que s'il est certain que l'administration des contributions diverses n'a subi, par suite du mode de notification de l'appel à elle fait, aucun préjudice, qu'elle a d'ailleurs signé sans protestation ledit acte d'appel lorsque l'huissier le lui a notifié, il faut néanmoins reconnaître que cet acte d'appel était originellement entaché d'une nullité substantielle dont il ne saurait juridiquement être relevé ; — Qu'il était au surplus le point de départ d'une déchéance du droit d'appel, déchéance actuellement encourue ;

Par ces motifs : — Déclare non recevables les appels interjetés, aussi bien par Germain que par le procureur général, du jugement rendu le 5 janvier 1901 par le tribunal correctionnel de Bougie ; — Les en déboute ; — Ordonne que le jugement entrepris sortira son plein et entier effet ; — Condamne la partie civile aux frais envers l'Etat ; — Condamne le prévenu aux frais avancés par la partie civile, à liquider par état ; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps.

MM. GEFFROY, *prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes LE DENTU et GOUTTEBARON, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

8 mai 1901

Saisie immobilière, Tunisie, immeuble non immatriculé, nantissement, remise du titre de propriété, adjudication, art. 692 C. pr. civ., non applicabilité, nantissements successifs, droits des créanciers gagistes.

En Tunisie, les dispositions de l'art. 692 C. pr. civ. ne peuvent recevoir d'application en ce qui concerne les immeubles non immatriculés, sur lesquels il ne peut exister pas de créanciers inscrits ;

Le créancier peut, il est vrai, recevoir en nantissement les immeubles de son débiteur ; mais ce nantissement est constitué par la remise entre ses mains du titre de propriété, et tout autre créancier peut faire vendre l'immeuble sans être tenu d'appeler à la vente le créancier nanti, qui a seulement le droit de se faire attribuer, par privilège sur le prix, le montant de sa créance ;

Lorsque le même immeuble a été donné en gage successivement à deux créanciers, le créancier de premier ordre qui en poursuit la vente n'est pas tenu d'appeler à ladite vente celui de second ordre ; il importe peu que ce dernier ait notifié au premier la constitution de gage faite à son profit, cette notification n'ayant d'autre but que d'empêcher le premier créancier, en cas de remboursement de sa créance, de restituer le titre de propriété reçu en nantissement du débiteur, sans le consentement du créancier gagiste de second ordre, qui a droit à la détention du titre après le paiement de la créance de premier ordre.

(Nataf c. Morena, Guttierès et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la nullité d'adjudication : — Attendu qu'en Tunisie, il n'existe pas de créanciers inscrits sur les immeubles non immatriculés ; — Que, par suite, les dispositions de l'art. 692 C. pr. civ. ne peuvent recevoir aucune application dans la cause ; — Que le créancier peut, il est vrai, recevoir en nantissement les immeubles de son débiteur, mais que ce nantissement est constitué par la remise du titre de propriété aux mains du créancier ; — Que tout autre créancier

peut faire vendre l'immeuble sans être tenu d'appeler le créancier nanti à la vente ; — Que ce dernier n'a que le droit de se faire attribuer par privilège sur le prix le montant de sa créance ; — Attendu que la notification faite par M. Nataf, en sa qualité de créancier gagiste de second ordre, n'obligeait point M. Moreno de l'appeler à la vente, cette notification n'ayant d'autre but que d'empêcher ce dernier, en cas de remboursement de sa créance, de restituer le titre de propriété reçu en nantissement du débiteur, sans le consentement de M. Nataf qui, en sa qualité de second créancier, avait droit à la détention des titres ; — Attendu, au surplus, que l'immeuble a été vendu à la barre du tribunal avec toute la publicité voulue ; qu'il y a eu surenchère du sixième, ce qui implique que les immeubles ont atteint leur juste valeur ;

Au fond : — Attendu que la créance de M. Moreno résulte de titres judiciaires passés en force de chose jugée ; — Que, par jugement de défaut du 17 juillet 1894, la créance en principal de M. Moreno a été fixée à 32,996 fr. 85 cent.; — Que ce jugement a été maintenu par jugement contradictoire à suite d'opposition du 14 mars 1895 ; — Que, sur appel, ces deux jugements ont été confirmés par arrêt du 7 décembre 1895, qui a définitivement arrêté la créance de M. Moreno, en principal, intérêts et frais, à la somme de 39,626 fr. 97 cent., somme à laquelle ce dernier a fait saisir et vendre les immeubles de son débiteur ; — Que M. Nataf, qui se sent impuissant à contester le montant de cette créance ainsi juridiquement établie, soutient que la créance de M. Moreno ne serait pas tout entière garantie par le nantissement des titres de propriété ; — Que notamment une somme de 3,250 fr. de billets ne serait pas comprise dans le gage ; — Mais attendu qu'il suffit de se reporter au titre même de créance de M. Nataf pour faire justice de cette prétention ; — Que c'est le 28 mars 1893 que le débiteur commun, M. Es-Sadok Echerif a emprunté 12,000 fr. à M. Nataf, et qu'à l'acte de prêt il est formellement indiqué que précédemment M. Es-Sadok Echerif a emprunté de M. Moreno 50,000 fr. et lui a remis deux titres établissant ses droits de propriété sur quatre immeubles ; — Que, par suite de la vente de l'un des immeubles, il reste encore débiteur de 30,000 fr. environ, « y compris, dit M. Es-Sadok Echerif, les 3,000 fr. que j'ai reçus de lui », et l'acte ajoute : « Le titre de propriété de la terre complantée dont il s'agit restera chez M. Moreno avec rang de première hypothèque, pour la somme de 30,000 fr. » ; — Que c'est cette même créance de 30,000 fr. qui a été arrêtée judiciairement à la somme de 39,626 fr. 97 cent.; — Attendu que vainement encore

M. Nataf soutient, sans pouvoir en rapporter la moindre justification, que, par suite de saisies-arrêts pratiquées par M. Moreno au cours des poursuites, celui-ci a dû toucher de forts acomptes qui doivent venir en déduction de sa créance ; — Que, si ce fait était exact, M Nataf eût pu facilement s'en assurer auprès des tiers saisis et n'eût pas manqué d'en rapporter la preuve ; — Que, dès lors, l'expertise sollicitée par l'appelant ne saurait être admise ;

Par ces motifs : — Donne itératif defaut contre les héritiers d'Es-Sadok Echerif qui, régulièrement réassignés, n'ont constitué avoué ni défenseur ; — Donne défaut tant contre M. El Hadj Mohamed ben Cheik Ahmed, que contre Me Moatti, son avoue constitué, faute de conclure ; — Donne acte à ce dernier qu'il n'a reçu de son client ni pièces, ni documents pour conclure ; — Et pour le profit : – Sans s'arrêter à l'appel de M. Nataf envers le jugement du tribunal civil de Tunis du 7 mai 1897 ; — Confirme ledit jugement pour sortir plein et entier effet ; — Déboute M. Nataf de toutes ses demandes, fins et conclusions comme non recevables autant que mal fondées ; — Le condamne à l'amende et aux dépens d'appel envers toutes parties.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Me SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

12 mars 1901

Femme mariée, ajournement, qualité, omission, nullité, défaut d'autorisation maritale en 1re instance, assistance du mari en appel. — Compétence, droit né en Algérie, art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, liquidation judiciaire ou décès du débiteur, modification, art. 432 et 39 C. pr. civ.

L'omission, par la demanderesse, de sa qualité de femme remariée, dans l'assignation tendant à l'exécution d'un contrat antérieur à son second mariage, ne saurait entraîner la nullité du jugement qui a suivi ;

La nullité tirée du défaut d'autorisation maritale en première instance est couverte par l'assistance du mari en appel ;

La règle de compétence édictée par l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, d'après laquelle, lors qu'il s'agit d'un droit né en Algérie, l'action est valablement portée devant le tribunal du lieu où ce droit a pris naissance, ne reçoit, nonobstant l'art. 452 C. com., aucune atteinte du fait de la mise en liquidation judiciaire du débiteur survenue postérieurement au contrat dont l'exécution est poursuivie ;

De même, cette règle continue à recevoir son application après le décès du débiteur, nonobstant l'art. 59 § 6 C. pr. civ., qui attribue compétence au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession pour connaître des actions dirigées contre elle.

(Héritiers Jullien c. Époux Fiori)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la nullité du jugement tirée de la fausse qualité et du défaut d'autorisation maritale : — Attendu que la dame veuve Bianchi, épouse Fiori, en ne révélant point dans l'assignation qu'elle a donnée aux consorts Jullien sa qualité de femme remariée, n'a commis qu'une omission qui ne pouvait, en l'état, avoir aucune influence sur le résultat du litige ; — Qu'en effet, elle se bornait à réclamer l'exécution d'un contrat librement consenti par la société Édouard Jullien et ses fils à une époque où elle n'était point encore remariée avec le sieur Fiori ; — Attendu que les consorts Jullien ne sont point davantage recevables à exciper de la nullité tirée du défaut d'autorisation maritale, qui se trouve couverte par l'autorisation tacite du sieur Fiori, résultant de l'assistance qu'il donne en appel à sa femme ;

Sur l'incompétence du tribunal civil de Bône : — Attendu qu'aux termes de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, l'action de la dame Fiori a pu valablement être portée devant le tribunal civil de l'arrondissement de Bône où elle avait pris naissance ; — Que la liquidation judiciaire de la société Édouard Jullien et ses fils, pas plus que le décès du sieur Édouard Jullien père, n'ont pu modifier cette faculté accordée à la dame Fiori ; — Qu'effectivement, d'une part, l'engagement pris par la société Édouard Jullien et ses fils envers la dame Fiori étant bien antérieur à la liquidation judiciaire, les appelants ne peuvent se prévaloir des dispositions de l'art. 452 C. com., qui décide que les contestations que la faillite ou

la liquidation judiciaire peuvent faire naître doivent être portées devant le tribunal de commerce du lieu de l'ouverture de cette liquidation judiciaire ; — Que, d'autre part, si les tribunaux de l'ouverture d'une succession sont compétents jusqu'au partage inclusivement pour connaître de toutes les actions dirigées contre cette succession, c'est là, non point une compétence spéciale à raison de la matière, mais l'application de la règle *actor sequitur forum rei*, le défunt représenté par sa succession étant réputé se survivre vis-à-vis de ses créanciers ; — Qu'il en résulte que l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 doit continuer à recevoir son application ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Sans s'arrêter à l'appel des consorts Jullieu envers le jugement du tribunal civil de première instance de Bône du 23 janvier 1900 ; — Confirme, etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes DURIEU DE LEYRITZ et GIVRY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

14 mai 1901

Compétence, association syndicale, eaux, Algérie, faute, dommages-intérêts, action en justice, syndics, qualité.

Si exceptionnellement les dommages résultant de l'établissement ou du défaut d'un travail public sont de la compétence de l'autorité administrative, c'est, au contraire, à l'autorité judiciaire qu'il appartient de connaître des demandes en dommages-intérêts provenant des fautes commises dans l'exploitation commerciale et industrielle de ce même travail ;

Il en est ainsi spécialement d'une contestation entre deux associations syndicales relative à l'usage des eaux d'un canal d'irrigation ;

Aux termes de l'art. 1er de la loi du 21 juin 1865, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 31 octobre 1866, les syndics représentant ces associations ont qualité pour réclamer, dans l'intérêt même de la collectivité, la quantité d'eau que les règlements accordent à chacun de leurs membres individuellement.

(Syndicat des eaux de Dublineau c. Syndicat des eaux de Perrégaux et autres).

ARRÊT

LA COUR, — Sur la compétence : — Attendu qu'en principe, toute action qui tend à la réparation d'un préjudice et à la cessation de ce préjudice est de la compétence des tribunaux ordinaires ; — Que si exceptionnellement on admet que les dommages résultant de l'établissement ou du défaut d'un travail public, tel qu'un canal d'irrigation, soient de la compétence de l'autorité administrative, c'est au contraire, à l'autorité judiciaire à connaître des dommages-intérêts provenant des fautes commises dans l'exploitation commerciale et industrielle de ce même travail ; — Que, dans l'espèce, les syndicats de l'Habra, Perrégaux et Sahouria reprochent précisément au syndicat de Dublineau de s'approprier une quantité d'eau supérieure à celle fixée par les règlements et de causer ainsi un préjudice aux propriétés de leurs syndiqués qui se sont trouvés privés de la quantité d'eau leur revenant ; — Que, dès lors, les premiers juges ont, à juste titre, retenu leur compétence ;

Sur la recevabilité de l'action ; — Attendu que l'art. 1er de la loi du 21 juin 1865, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 31 octobre 1866, déclare que « peuvent faire l'objet d'une association entre propriétaires intéressés l'exécution et les travaux d'irrigation et de calmatage », et l'art. 3 ajoute que « les associations syndicales peuvent ester en justice par leurs syndics » ; — Attendu que le syndicat de Dublineau ne méconnaît pas qu'une association syndicale des eaux ne puisse ester en justice, mais qu'il soutient qu'elle ne le peut que pour la défense des intérêts collectifs et non des intérêts privés de ses membres ; — Qu'il ajoute que le fait par un ou plusieurs propriétaires syndiqués de ne pas recevoir la quantité d'eau prévue par son contrat ne peut porter préjudice qu'aux membres lésés individuellement et nullement au syndicat lui-même ; — Attendu que l'appelant oublie qu'il a été actionné parce que la collectivité que représentent les intimés s'est trouvée lésée, non pas dans la personne de tel ou tel de ses membres, mais en elle-même, d'une quantité d'eau à laquelle elle avait droit et dont elle a été privée par suite d'un fait abusif et préjudiciable du syndicat de Dublineau ; — Que le fait par l'appelant de s'être approprié plus d'eau qu'il ne devait en recevoir d'après les règlements a eu pour effet d'obliger les

syndicats de l'Habra, de Perrégaux et de Sahouria, privés ainsi de leur débit normal, à restreindre la quantité d'eau revenant à chaque syndiqué individuellement ; — Qu'on se trouve donc en présence d'un intérêt collectif lésé, ce qui justifie l'action des syndics de l'Habra, de Perrégaux et de Sahouria ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Sans s'arrêter à l'appel du syndicat des eaux de Dublineau envers le jugement du tribunal civil de Mascara, du 22 novembre 1899 ; — Confirme ledit jugement pour sortir son plein et entier effet ; — Déclare l'appelant non recevable autant que mal fondé dans toutes ses demandes, fins et conclusions ; — L'en déboute ; — Le condamne à l'amende et aux dépens d'appel, etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes REY, et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

14 mai 1901

Habous, aliénation nécessaire par le dévolutaire intermédiaire, effet, maintien du habous.

La vente des biens habousés n'entraîne pas la nullité du habous, et les droits du dévolutaire sont transférés de la chose sur le prix (1) ;

Les coutumes musulmanes autorisent le dévolutaire intermédiaire d'un habous à l'aliéner en cas de nécessité.

(Veuve Zeghouda et autres c. Bureau de bienfaisance musulman d'Alger).

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les bureaux de bienfaisance, représentants légaux des pauvres, ont le droit exclusif de surveiller les dons et legs faits au profit des pauvres et que, spécialement, le bureau de bienfaisance musulman d'Alger

(1) V. en ce sens, l'arrêt de la Cour de cassation du 20 novembre 1900 (*suprà*, p. 1) qui a fixé la jurisprudence sur ce point.

est également chargé de recueillir les dons et legs faits aux pauvres musulmans de la ville d'Alger et de la distribution des secours ; — Attendu que toute clause qui aurait pour effet de priver le bureau de bienfaisance musulman des droits qui lui sont légalement conférés devrait être tenue pour nulle et non écrite, alors surtout que cette clause n'aurait pas été manifestement la cause impulsive et déterminante de la libéralité ; — Attendu que les héritiers El-Kenaï ne contestent nullement les droits et qualités du bureau de bienfaisance musulman d'Alger ;

Attendu que la vente des biens habousés n'entraîne point la nullité du habous ; — Que, dès lors, les héritiers El Kenaï ne sauraient, en aucun cas, réclamer aucun droit sur des biens dont la constitution de habous a eu précisément pour objet de les priver et dont la vente n'a fait que transférer les droits du dévolutaire de la chose sur le prix ; — Attendu, au surplus, que le bureau de bienfaisance musulman était autorisé à vendre les biens habousés à son profit par El Kenaï, tant en sa qualité de représentant légal des pauvres musulmans de la ville d'Alger, et, par suite, dévolutaire définitif du habous, qu'en vertu des textes législatifs qui le régissent et de ses propres règlements d'administration ; — Attendu, en effet, que les coutumes musulmanes autorisent les dévolutaires intermédiaires eux-mêmes à aliéner les biens habous quand ils y sont poussés par la nécessité ; — Attendu que toutes les ventes consenties par le bureau de bienfaisance musulman d'Alger l'ont toujours été pour cause de nécessité absolue ;

Attendu que les appelants ne se présentent pas pour soutenir leur appel et que Me Mojon, leur avoué constitué, déclare n'avoir ni pièces ni documents pour conclure ; — Attendu que la dame Fathma bent Sidi Mohamed ben Ahmed ben Achour, quoique régulièrement réassignée, persiste à faire défaut ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Donne défaut tant contre les appelants que contre Me Mojon, leur avoué constitué, faute de conclure ; — Donne acte à ce dernier qu'il n'a reçu ni pièces ni documents pour conclure ; — Donne itératif défaut contre la dame Fathma bent Sidi Mohamed ben Ahmed ben Achour qui ne se présente pas, quoique régulièrement réassignée ; — Et pour le profit : — Sans s'arrêter à l'appel formé par la dame Zohra bent Ahmed ben Achour, veuve de El Hadj Ahmed ben Zeghouda et consorts envers le jugement du tribunal civil d'Alger du 2 janvier 1897 ; — Confirme ledit jugement pour sortir plein et entier effet ;

— Déclare les appelants non recevables autant que mal fondés dans toutes leurs demandes, fins et conclusions ; — Les en déboute ; — Les condamne à l'amende et en tous les dépens d'appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 mai 1901

Compétence, eaux, Algérie, droits d'usage, concession administrative, possession immémoriale, contestation, loi du 16 juin 1851.

Si, en Algérie, l'autorité administrative est compétente pour connaître des contestations qui s'élèvent entre deux usagers des eaux d'une rivière bénéficiaires l'un et l'autre d'une mesure administrative postérieure à la loi du 16 juin 1851, il en est autrement, et la compétence appartient aux tribunaux civils, lorsque, de ces deux usagers, l'un tient ses droits de l'administration et l'autre invoque des droits d'usage antérieurs à ladite loi (Loi 16 juin 1851, art. 2 § 4) (1).

(Kadi Si Abdallah c. Deyron)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que M. Deyron s'oppose à la jonction des instances pendantes devant la Cour réclamée par MM. Kadi Si Abdallah ben Larbi, Kadi Si Chérif ben Larbi et Kadi Si Tahar ben Larbi ; — Qu'aucun lien de connexité n'existant entre lesdites instances, il n'échet de faire droit à cette jonction ;

Attendu que par arrêtés de M. le préfet de Constantine des 20 septembre 1861 et 1er février 1878 il a été fait concession, sous réserve des droits des tiers, à MM. Charles et Michel Deyron, auteurs de l'intimé, pour l'alimentation de deux

---

(1) V. les décisions rapportées en note sous cet article, dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, et dans les *Suppléments*, Jurisprudence, v° *Eaux*.

moulins, de l'usage de deux chutes d'eau situées sur la rive gauche de l'oued Medjerdah, rivière qui se trouve alimentée dans son cours supérieur par les ruisseaux du Chabat El Hammam et de l'Oued ben Nouvi ; — Attendu que M. Deyron, prétendant que l'Oued Medjerdah n'avait pas le débit suffisant pour alimenter ses moulins par le fait de M. Kadi Si Abdallah ben Larbi qui, propriétaire des terrains riverains de l'Oued ben Nouvi et situés au douar Hanencha, commune mixte de la Séfra, détourne les eaux de ce ruisseau pour arroser sa propriété, a assigné ce dernier devant le tribunal civil de Guelma pour se voir faire défense de détourner à l'avenir les eaux du ruisseau l'Oued ben Nouvi pour l'arrosage de ses terres, à peine de 500 fr. de dommages-intérêts par jour, et, pour le préjudice déjà causé, s'entendre condamner à lui payer 40,000 fr. de dommages-intérêts et aux dépens ; — Attendu que, sur cette assignation, M. Kadi Si Abdallah ben Larbi, tout en se prétendant possesseur depuis un temps immémorial du droit d'utiliser les eaux de l'Oued ben Nouvi pour l'irrigation de ses terres, a soulevé l'incompétence du tribunal civil de Guelma sous prétexte que la contestation faisait naître une question de réglementation d'eau que l'autorité administrative pouvait seule être appelée à trancher ; — Or, attendu, d'une part, que les droits de M. Deyron dérivent de deux concessions administratives, dont les termes ne sont ni obscurs ni ambigus et n'ont nul besoin d'être interprétés par l'autorité administrative comme le demande l'appelant dans ses conclusions subsidiaires ; — Que, d'autre part, M. Kadi Si Abdallah ben Larbi ne nie pas avoir détourné les eaux de l'Oued ben Nouvi pour l'irrigation de ses propriétés, mais invoque sa possession immémoriale par lui ou ses ancêtres, du droit d'usage desdites eaux ; — Que, dans l'espèce, le conflit existe, non point entre deux usagers bénéficiaires tous deux d'une mesure administrative postérieure à la loi du 16 juin 1851, ce qui entraînerait en effet, une règlementation de l'usage des eaux, du domaine exclusif de l'autorité administrative, mais entre deux usagers dont l'un est bénéficiaire d'une mesure administrative, tandis que l'autre se dit propriétaire d'un droit d'usage antérieur à la loi du 16 juin 1851 ; — Or, attendu que cette loi, dans son art. 2, § 4, dit expressément : « Néanmoins, sont reconnus tels qu'ils existent les droits privés de propriété, d'usufruit ou d'usage, légalement acquis antérieurement à la promulgation de la présente loi sur les lacs salés, les cours d'eau et les sources ; et les tribunaux ordinaires restent seuls juges des contestations qui peuvent s'élever sur ces droits » ; — Que devant un

texte aussi précis les premiers juges ne pouvaient que proclamer leur compétence ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges ; — Dit n'y avoir lieu à la jonction des instances pendantes devant la Cour, et sans s'arrêter à l'appel relevé par M. Kadi Si Abdallah ben Larbi envers le jugement du tribunal civil de Guelma du 15 février 1900 ; — Confirme ledit jugement pour sortir plein et entier effet ; — Déclare l'appelant non recevable autant que mal fondé dans toutes ses demandes fins et conclusions ; — L'en déboute ;— Le condamne à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes TILLOY et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 mai 1901

Hypothèque, Algérie, concession de terres domaniales, période provisoire, délivrance du titre définitif, effet rétroactif, hypothèque privilégiée, inscription.

L'hypothèque privilégiée créée par l'art. 12 du décret du 30 septembre 1878 sur les concessions de terres domaniales en Algérie ne peut être invoquée qu'autant qu'elle a été rendue publique par une inscription prise conformément à l'art. 13 du même décret et à l'art. 2106 C. civ. ;

Par la délivrance du titre définitif de propriété, l'hypothèque conventionnelle consentie par le concessionnaire pendant la période provisoire et régulièrement inscrite devient valable à dater du jour de son inscription et prime toutes les autres hypothèques survenues depuis cette date (Décr. 30 septembre 1878, art. 2 ; C. civ., art. 2125).

(Boutié c. Hayn et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'appel principal : — Attendu qu'il est inutile de rechercher si les créances que M. Boutié possède sur les époux Hudelaine remplissent les conditions imposées par

l'art. 12 du décret du 30 septembre 1878 pour bénéficier de l'hypothèque privilégiée créée par cet article, puisqu'il se trouve déchu du droit d'invoquer cette hypothèque privilégiée faute de l'avoir rendue publique par une inscription sur les registres du conservateur des hypothèques, conformément aux dispositions de l'art. 13 du même décret et de l'art. 2106 C. civ. ; — Que cette publicité pouvait seule, en effet, révéler aux tiers si les hypothèques de M. Boutié prises à Sidi-bel-Abbès, les 24 septembre 1894 et 8 novembre 1895 l'avaient été dans les conditions prévues par l'art. 12 du décret du 30 septembre 1878, et étaient appelées à primer les hypothèques ordinaires, conventionnelles ou judiciaires inscrites antérieurement pendant la période de concession provisoire ; — Que c'est donc à bon droit que les premiers juges ont refusé aux hypothèques de M. Boutié le caractère privilégié ;

Sur l'appel incident : — Attendu que MM. Hayn, Mûnos et Marcelot contestent même le caractère hypothécaire des deux créances de M. Boutié, sous prétexte que les inscriptions des 24 septembre 1894 et 8 novembre 1895 seraient nulles aux termes des art. 2124 et 2129 C. civ. pour avoir été concédées sur des immeubles dont les époux Hudelaine n'étaient point encore définitivement propriétaires au moment des dites inscriptions, et que ces hypothèques, n'étant pas conventionnelles, ne pouvaient être opposées aux consorts Hayn, Mûnos et Marcelot, bénéficiaires d'hypothèques judiciaires, grevant en même temps les biens présents et à venir des époux Hudelaine ; — Or, attendu que ce ne sont pas les art. 2124 et 2129 C. civ. qui sont applicables à la cause, mais bien l'art. 2125 du même Code ; — Qu'en effet, aux termes de l'art. 2 du décret du 30 septembre 1878, la concession attribue au concessionnaire la propriété de l'immeuble, sous la condition suspensive de l'accomplissement des clauses qui y sont insérées, d'où il suit que la délivrance du titre définitif, qui constate que le concessionnaire a satisfait à tous ses engagements, fait remonter la date originaire de la concession au jour de la mise en possession du concessionnaire, et rend l'hypothèque conventionnelle prise alors que la concession n'était que provisoire inattaquable du jour même de son inscription, au regard de toutes autres survenues depuis ; — Que les premiers juges ont donc fait encore une saine appréciation de la cause en colloquant M. Boutié au rang hypothécaire ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Donne défaut contre M. Joseph Hudelaine, partie saisie non comparante ; — Sans s'arrêter ni à l'appel principal de M. Boutié ni à l'appel incident de MM. Hayn, Mûnos et

Marcelot envers le jugement du tribunal civil de Sidi-bel-Abbès, du 21 novembre 1899 ; — Confirme le dit jugement pour sortir plein et entier effet ; — Donne acte à M. Antoni, ès qualité de ce qu'il déclare s'en rapporter à justice sur l'appel de M. Boutié ; — Déclare les appelants non recevables autant que mal fondés dans toutes leurs demandes fins et conclusions, les en déboute et les condamne respectivement à l'amende et aux dépens de leur appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes DIVIELLE et REY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

29 mai 1901

Compétence, matière commerciale, tribunal du lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée, Algérie, tribunal du lieu où l'action a pris naissance.

En matière commerciale, le tribunal du lieu où la promesse a été faite n'est compétent qu'autant que ce lieu est également celui de la livraison de la marchandise (C. pr. civ., art. 420) (1) ;

L'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, aux termes duquel, lorsqu'il s'agit de droits ou actions nés en Algérie, le demandeur peut assigner devant le tribunal du lieu où l'action a pris naissance, ne s'applique pas lorsque les parties ont, par leur convention, attribué compétence à un tribunal spécial (2).

(La Lorgnette humaine c. Colozzi)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que sur l'exception d'incompétence du tribunal de Mascara, soulevée par la société « La Lorgnette

---

(1, 2) V. sur ces questions la jurisprudence rapportée dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, en note sous l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843.

humaine », les premiers juges ont retenu l'affaire par application des dispositions des art. 420 C. pr. civ. et 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 ; — Or, attendu, tout d'abord, que l'on ne se trouve dans aucun des cas spécifiés par l'art. 420 C. pr. civ. ; qu'en effet, si Mascara a été le lieu de la promesse, ce n'était, aux termes de la convention du 27 septembre 1899, ni le lieu de la livraison de la marchandise, ni le lieu du paiement, ni le lieu du domicile de la défenderesse ; — Que le tribunal soutient, il est vrai, que, bien que la marchandise eût du être prise dans Paris, elle n'en a pas moins, en fait, été expédiée au domicile de M. Colozzi, à Mascara, par les soins de la société « La Lorgnette humaine » ; — Mais attendu que cette expédition, faite par pure complaisance, ne saurait, en dehors de conventions ultérieures des parties, entraîner, pour la société « La Lorgnette humaine », renonciation au bénéfice d'un contrat qui décide que, juridiquement, la marchandise est prise et payable dans Paris ; — Que M. Colozzi a si bien compris lui-même que l'expédition à Mascara de « La Lorgnette humaine » était une simple gracieuseté de la part de l'appelante, qui n'y était point tenue en droit, qu'il a offert spontanément de réexpédier la marchandise à ses frais quand, le 18 février 1900, il s'est décidé à la refuser ; — Attendu, du reste, que ces mots « cette marchandise étant prise et payable dans Paris » dénotent suffisamment la volonté des parties de donner, en cas de refus soit d'acceptation de la marchandise, soit de paiement des traites, attribution de juridiction au tribunal de la Seine ;

Attendu, d'autre part, que l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 ne saurait, pour les mêmes raisons, être appliqué à la cause ; — Que les dispositions de cet article ne peuvent, en effet, recevoir leur application que tout autant que les parties n'ont pas déjà, par leurs conventions, attribué compétence à un tribunal spécial ;

Par ces motifs : — Faisant droit à l'appel de M. Salmon ès qualité envers le jugement du tribunal civil de première instance de Mascara, statuant commercialement, le 2 novembre 1900 : — Infirme ledit jugement ; — Et statuant à nouveau : — Dit que le tribunal de Mascara, jugeant commercialement, était incompétent pour connaître de l'action intentée par M. Colozzi à M. Salmon ès qualité ; — Renvoie les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront ; — Condamne M. Colozzi en tous les dépens de première instance et d'appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes DE SAMBŒUF et GOUTTEBARON, *av.*

JUSTICE DE PAIX D'ALGER (Canton Nord)

3 avril 1901

Obligation, proxénétisme, cause immorale, acte du cadi, novation, nullité.

Les accords intervenus entre proxénètes et filles soumises, étant contraires aux bonnes mœurs, ne peuvent produire aucun effet, ni donner lieu à aucune action en justice (1);

Les obligations ainsi contractées ne sont pas susceptibles de confirmation, et l'acte du cadi qui les constate ne peut créer un titre et permettre de poursuivre l'exécution de pactes entachés d'une nullité originelle (2).

(Chekri Djouar bent Ali c. Boucherif Fatma bent Larbi)

JUGEMENT

NOUS, JUGE DE PAIX, — Attendu que la demanderesse réclame à Fatma bent Larbi paiement de la somme de 275 fr. montant d'un prêt en espèces et de loyers ; — Que la défenderesse a soutenu que l'action devait être repoussée comme ayant une cause illicite et immorale ; qu'elle était en effet, à l'époque où l'obligation a été contractée, inscrite sur le registre des mœurs et pensionnaire de la demanderesse, qui tenait une maison de tolérance, et que la somme réclamée était due en vertu d'un règlement de comptes entre proxénète et prostituée ; — Que Me Martin, avocat de la demanderesse, a insisté sur ce point que Djouar réclamait paiement de sommes qui lui étaient dues non point en vertu d'une créance ayant pour cause la prostitution, mais en vertu d'un acte du cadi constituant une novation de la dette, acte que nous n'avions pas le droit de tenir pour nul et non avenu et auquel nous ne pouvions refuser une sanction ; — Attendu qu'il a été reconnu à l'audience par la demanderesse elle-même que la somme réclamée par elle en vertu de l'acte du cadi avait trait à l'exploitation de sa maison de tolérance et réglait des comptes entre proxénète et fille publique ; — Que les accords intervenus entre les parties tendaient ainsi directement à aider et favoriser la prostitution et rentraient, par conséquent, dans la

(1, 2) Comp. Alger, 23 févr. 1898 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 111) et la note.

catégorie des conventions contraires aux bonnes mœurs qui entachent de turpitude ceux qui les concluent ; — Que de telles conventions sont immorales dans leur cause et dans le but qu'elles poursuivent et ne peuvent produire aucun effet ; — Qu'elles ne sont pas susceptibles de confirmation et que l'acte du cadi qui constate l'obligation ne peut créer un titre et permettre ainsi de poursuivre l'exécution de pactes entachés d'une nullité radicale ; — Que ces principes sont consacrés par une jurisprudence constante ; qu'on ne peut donc en cette matière tirer argument, comme le fait Me Martin, de la tolérance précaire que l'administration accorde aux prostituées et du droit qu'elles ont à l'existence ; — Que la seule question qui se pose devant nous est celle de savoir si l'acte du cadi qui nous est soumis a une cause illicite et si la turpitude commune élève une fin de non-recevoir d'ordre public contre les prétentions des parties ; — Qu'il en est ainsi dans l'espèce ; — Qu'il n'y a donc point à rechercher si les grands principes de liberté ont été violés lorsqu'il s'agit de proxénètes et de filles soumises ; que celles-ci sont effet placées en dehors du droit commun par les lois et règlements qui régissent leur industrie, et n'existent que dans les conditions où il plaît à l'administration de les laisser vivre ; — Que ce sont là des choses que nous n'avons point à apprécier, ayant pour mission non pas de réformer les lois mais de les appliquer ;

Par ces motifs : — Disons que l'obligation repose sur une cause immorale de la part des deux parties ; que Djouar est par conséquent non recevable à en réclamer l'exécution ; — Déboutons la demanderesse de sa demande ; — La condamnons aux dépens.

M. HOURIE, *juge de paix.*

JUSTICE DE PAIX DE TENIET-EL-HAAD

20 avril 1901

Chefaâ, terre terfaïa, proposition de partage, exercice, déchéance.

En droit musulman, la proposition faite par l'un des co-propriétaires d'une terre terfaïa à l'acquéreur d'une part indivise de partager la dite terre entraîne la déchéance du droit d'exercer le chefaâ.

(Dellil c. Boualem)

JUGEMENT

NOUS, JUGE DE PAIX, — Attendu que le demandeur, déclarant être copropriétaire d'une terre terfaïa, dans laquelle le défendeur a acheté une part indivise, demande à exercer sur cette acquisition le droit de chefaâ ; — Attendu que le défendeur soutient que le demandeur n'a aucun droit dans la terre dont s'agit ; — Mais attendu qu'il n'est pas utile d'élucider cette question ; — Que le demandeur, en effet, reconnaît avoir proposé au défendeur de partager la terre terfaïa, et que c'est seulement sur le refus de ce dernier qu'il a engagé la présente instance ; — Attendu que, en droit musulman, une semblable proposition entraîne, pour celui qui la fait, la déchéance du droit d'exercice du chefaâ ; — Qu'il y a donc lieu de repousser la demande purement et simplement ;

Par ces motifs : — Déboutons le demandeur de ses fins et conclusions et laissons les dépens à sa charge.

M. NORÈS, *juge de paix*.

TRIBUNAL D'ALGER (Ch. musulm.)

1er avril 1901

Habous, libéralité, quittance, dernière maladie, nullité.

En droit musulman, sont nuls les libéralités, spécialement les constitutions de habous, faites au cours de la dernière maladie du constituant, ainsi que les quittances ou décharges délivrées par lui dans les mêmes conditions ;

Cette nullité, étant absolue, ne peut être couverte par aucune ratification.

(Mouni c. Ben Daoud Djilali)

JUGEMENT,

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Ben Daoud Yamina bent Mohamed ben Daoud, veuve de Huissau ben Moussa ben Daoud, a assigné son frère consanguin Ben Daoud Djilaii ben

Mohamed ben Daoud à comparaître devant le cadi maléki d'Alger pour obtenir la part lui revenant dans la succession mobilière et immobilière de son dit mari, dont son frère se serait emparé sans droit ; — Attendu qu'elle a exposé que Ben Daoud Djilali restait devoir à la succession une somme de 3,150 fr. pour prix d'un immeuble vendu par son mari à une dame Gary et que son frère aurait encaissée en l'étude de Me Pareux, notaire à Alger ; — Attendu qu'en ce qui concerne la succession immobilière, elle a conclu à ce que son dit frère fût tenu de représenter les actes de propriété détenus par lui pour qu'il fût possible de déterminer les droits auxquels elle pouvait prétendre ;

Attendu, pour la succession mobilière, que Ben Daoud Djilali a opposé un acte dressé par le cadi d'Alger à son domicile, au Haouch-el-Dey, commune de Fort-de-l'Eau, le 30 avril 1895, n° 295, aux termes duquel Sliman ben Moussa, en état de maladie légère, mais sachant néanmoins ce qu'il disait et ce qu'on lui disait, a déclaré avoir reçu de lui tout ce qui pouvait lui être dû pour fermages et n'avoir plus rien à réclamer pour quelque cause que ce soit ; — Attendu, pour la succession immobilière, qu'il s'est prévalu d'un acte de habous dressé le 6 mars 1895 par le cadi d'Alger, et qu'il y est énoncé que Sliman ben Moussa ben Daoud constituait habous les deux tiers indivis lui appartenant dans l'immeuble dit Haouch-ben-Zerga, commune de Rouïba, à son profit personnel sa vie durant, après sa mort au profit de son fils Omar et de sa descendance mâle et, à l'extinction de celle-ci, au profit du fils de son oncle Djilali ben Mohamed ben Daoud ; — Attendu qu'il a ajouté que le constituant étant décédé le 16 mai 1895 et son fils Omar étant mort lui-même un an environ après son père, le 24 avril 1896, il était seul dévolutaire des biens habousés ; — Attendu qu'il a produit encore trois jugements rendus par le cadi le 2 août 1896 entre lui et ses frères Allal et Lakdar et son parent Sadok ben Ahmed ben Daoud, confirmés sur appel par le tribunal de céans le 18 octobre 1897, lesquels ont confirmé la décharge à lui donnée tant pour les fermages qu'il pouvait devoir que pour les sommes touchées de Me Pareux et ont sanctionné le habous du 6 mars 1895 ;

Attendu que la dame Yamina susnommée, puis la dame Salhi Mouni bent Ahmed ben Amar, mère de Sliman, laquelle, en cours d'instance, a déclaré se porter partie intervenante, ont prétendu que les actes de quittance et de habous qui leur étaient opposés étaient nuls, comme émanant d'un incapable qui les avait consentis pendant le cours de la maladie à

laquelle il avait succombé, phtisie pulmonaire, alors qu'il ne jouissait plus de la plénitude de ses facultés mentales ; — Attendu qu'elles ont, en outre, parlé d'un jugement rendu par le tribunal de commerce d'Alger, déclarant nuls, sur les conclusions prises par Ben Daoud Djilali, mandataire de Sliman, des billets souscrits par ce dernier, pour le motif que, lors de leur création, le souscripteur, qui était illettré d'ailleurs, était malade et avait même perdu l'usage de la parole, mais que, le jugement n'étant pas produit, il n'y a pas lieu de retenir cette allégation ; — Attendu qu'elles ont encore soutenu que le habous invoqué n'avait pas été dressé à la mahakma, mais bien au domicile où Sliman était soigné par le docteur Boulbachi, ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée, le 12 juin 1896, par ledit docteur, qui affirme avoir donné ses soins à Sliman, décédé le 16 mai 1895, à la suite d'une tuberculose pulmonaire ;

Attendu que Ben Daoud ben Djilali observe que la dame Salhi Mouni tout au moins est mal fondée à critiquer l'acte de habous, puisqu'elle en a reconnu la validité devant le cadi le 31 mars 1895 ; mais que ladite dame déclare s'inscrire en faux contre cet acte, soutenant n'avoir pas vu ce jour-là le magistrat musulman qui l'a dressé ;

Attendu que, suivant jugement du 31 juillet 1900, le premier juge, se basant sur ce que tous les actes invoqués par Ben Djilali énonçaient que Sliman, quand il les avait consentis, était bien portant et sain d'esprit ; sur ce que la dame Mouni avait elle-même reconnu la validité du habous par l'acte susvisé du 31 mars 1895 et enfin sur la quittance du 30 avril 1895 et sur les trois jugements du 2 août 1897, confirmés par le tribunal le 18 octobre 1897, a décidé que le habous était valable et débouté les dames Yamina et Mouni de leurs prétentions ; — Attendu que le 8 août 1900, elles ont relevé appel de ce jugement et qu'elles persistent dans les conclusions par elles prises en première instance ; — Que, de son côté, Ben Daoud Djilali conclut à la confirmation du jugement entrepris ;

Attendu qu'il résulte des pièces versées aux débats et des explications fournies à l'audience par Mrs Charpentier et Ladmiral pour les appelantes, par Me Bouderba pour l'intimé, que Daoud Sliman ben Moussa ben Daoud, âgé de vingt-six ans, sous la tutelle de Pounas Mohamed ben Mohamed, oukil judiciaire, a obtenu, le 17 février 1865, son émancipation qui lui avait été refusée par jugement du 17 février 1891, confirmé en appel par la Cour d'Alger le 24 mars 1891 ; — Que le 22 février 1895, par acte reçu par Me Pareux, notaire à Alger, il a

vendu à Ben Daoud ben Djilali une propriété sise au Haouch-el-Dey, commune de Fort-de-l'Eau, d'une contenance de 7 hectares 55 ares 18 centiares, moyennant un prix de 5,000 fr. payé hors la vue du notaire ; — Que le 6 mars 1895 il constitua le habous dont on demande l'annulation ; — Qu'en avril 1895, suivant un acte qui n'est pas produit, mais dont l'existence n'est pas contestée, il vend, en l'étude de Me Pareux, à une dame Gary, un de ses immeubles non habousés et que Ben Daoud ben Djilali encaisse le prix de vente, 2,500 fr. environ ; — Qu'au propre domicile de son cousin Ben Daoud Djilali, à Fort-de-l'Eau, où le cadi se transporte avec un bachadel et un adel et le trouve en état de maladie légère, il donne, le 30 avril 1895 audit Ben Daoud Djilali quittance générale pour tout ce que celui-ci pouvait lui devoir ; — Attendu que cette maladie était si légère qu'il meurt phtisique le 16 mai 1895, à dix heures du matin ; — Qu'enfin le jeune Daoudi Amar, son fils, décéde à son tour à l'âge de deux ans, le 24 avril 1896 ; — Qu'il résulte de l'exposé qui précède qu'en l'espace de trois mois, Ben Daoud Djilali a réussi à se rendre propriétaire éventuel de toute la fortune mobilière et immobilière d'un phtisique prêt à mourir, laissant pour toute postérité un enfant âgé d'un an, dont le décès prématuré pouvait déjà être escompté ; — Qu'il est évident pour le tribunal qu'il y a, en l'espèce, une véritable captation d'héritage et que les actes dont se prévaut Ben Daoud Djilali et dont quelques-uns ont été dressés, on ne sait pourquoi, à son domicile, ont été le résultat d'une pression morale exercée par lui sur l'esprit d'un moribond ; — Que ces actes doivent donc être annulés comme n'ayant pas été librement consentis (Zeys, I, p. 103, n° 91 ; II, p. 183, n° 631 ; Sautayra, p. 376, n° 893) ; — Qu'il est de jurisprudence constante que le habous, notamment, est radicalement nul, quand il a été créé pendant la maladie dont est mort le constituant ; — Que les trois jugements rendus par le cadi le 3 août 1896 et confirmés par le tribunal le 18 octobre 1897, ne peuvent être opposés aux appelantes qui n'ont pas été parties aux débats ; — Attendu qu'il convient au surplus de remarquer que les motifs d'annulation aujourd'hui proposés, dernière maladie, captation, n'ont pas été soumis aux magistrats qui ont rendu ces décisions ; — Que la reconnaissance par Mouni de la validité de l'acte de habous, en admettant qu'elle soit sincère, ne peut être invoquée contre elle ; — Qu'elle n'aurait pas eu pour effet de faire donner une existence légale à un acte frappé de nullité radicale ;

Par ces motifs : — Annule et déclare non existants au

regard des appelantes les actes de quittance et de décharge, ainsi que l'acte de habous produits par l'intimé ; — Dit que toutes les sommes dues par lui à la succession de Sliman, soit comme acquéreur, soit comme locataire ou touchées pour le compte dudit Sliman devront être représentées pour être remises aux appelantes à concurrence de leurs droits ; — Annule l'acte de habous du 6 mars 1895 ; — Dit que les appelantes sont en droit de réclamer la part leur revenant dans la succession ; — Commet pour procéder à la liquidation de ces droits Me Pareux, notaire, etc.

MM. CIAVALDINI, *vice-prés.* ; DRAGO, *subst.* — Mes CHARPENTIER, LADMIRAL et BOUDERBA, *av.*

TRIBUNAL MIXTE DE TUNISIE

29 décembre 1900

Hypothèque, Tunisie, loi foncière, rente d'enzel, nullité.

D'après la loi foncière tunisienne, la rente d'enzel n'est pas susceptible d'hypothèque (Loi 15 mars 1892, art. 16).

(De Salancourt c. baronne Visconti)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'il résulte tant des conclusions et de l'acte sous seing privé du 27 décembre 1898 déposés le 22 novembre 1900 au nom de la baronne Visconti d'Ornavasso que des conclusions déposées à la même date au nom du sieur Grenier de Salancourt, requérant, que le droit dont la susdite intervenante vient demander l'inscription est antérieur à la demande d'immatriculation, mais qu'il ne peut porter que sur la rente d'enzel dont l'immeuble est grevé ;

Attendu que l'art. 133 de la loi foncière du 1er juillet 1885, modifiée par celle du 16 mai 1886, précisait que la rente d'enzel était susceptible d'hypothèque ; — Attendu que l'art. 16 de la loi du 15 mars 1892, portant modification à la loi foncière, a abrogé cet art. 133 et l'a remplacé par une disposition en vertu de laquelle la rente d'enzel n'est plus susceptible d'hy-

pothèque ; — Attendu qu'on alléguerait vainement que le législateur, en supprimant la rente d'enzel de l'énumération des immeubles susceptibles d'hypothèque, a entendu simplement éviter une redite, l'enzel restant assujetti à l'hypothèque ; — Attendu qu'en effet dans le système de la loi foncière les mots enzels et enzélistes s'appliquent exclusivement à la propriété foncière grevée d'une rente perpétuelle et au débi-rentier ; qu'il suffit pour s'en convaincre de se reporter aux art. 83 et 89 de la loi foncière ;

Par ces motifs : — Dit que les conclusions de la dame baronne Visconti d'Ornavasso ayant pour objet l'inscription de son prétendu droit sont mal fondées, les rejette.

MM. ANTERRIEU, *prés.* ; MARTINEAU, *juge rap.* — Me GAUDIANI, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

17 juin 1896

Enzel, Tunisie, immeuble non habous, prescription.

Le droit d'enzel relatif à un immeuble non habous se prescrit par dix années (1).

(Yelbi c. Mnadi)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'à la demande en paiement de la rente d'enzel le défendeur répond en déniant l'existence du droit d'enzel invoqué par le demandeur, et, subsidiairement, invoque la prescription ; — Attendu que le demandeur offre de prouver l'existence de l'enzel par témoins et présente comme commencement de preuve un acte passé par les adels le 31 octobre 1884 dans lequel le droit d'enzel est déclaré existant ; — Attendu qu'il n'y a lieu de rechercher la force probante de cette adala, œuvre du seul créancier, qui s'établit ainsi un titre à lui-même ; que la preuve des droits réels par témoins est admise en droit musulman sous certaines condi-

(1) V. l'étude publiée dans la *Rev. Alg.*, 1893. 1. 201 et s.

tions; que cette preuve est considérée même comme supérieure à la preuve par titres; — Mais attendu que le droit d'enzel, lorsque l'immeuble n'est pas habous, se prescrit par dix années passées sans que le créancier fasse valoir son droit; — Attendu qu'aucune des deux parties en cause n'établit ni n'allègue que l'immeuble litigieux soit grevé de habous; que cet immeuble doit être présumé libre de toute charge, sauf preuve contraire; — Attendu, en fait, qu'entre le 31 octobre 1884, date de l'adala susvisée, et le 19 juin 1895, date de l'assignation donnée par l'huissier Martin à la requête du demandeur, il s'est écoulé onze années musulmanes plus sept jours; que le droit d'enzel, s'il en existe, se trouve prescrit;

Par ces motifs : — Déclare prescrit le droit d'enzel invoqué par le demandeur.

M. DUBOIS, *vice-prés.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

14 mars 1900

Expropriation publique, décret beylical du 30 août 1858, experts, égalité des voix, cadi, départage, tribunaux français, pouvoirs.

Le dernier paragraphe de l'art. 11 du décret beylical du 30 août 1858, édictant qu'en cas d'égalité de voix entre les experts des deux parties le cadi départagera, doit être interprété, non en ce sens que le cadi et les tribunaux français, quand il s'agit d'européens, doivent se ranger à l'une ou à l'autre des opinions formulées, mais en ce sens que les tribunaux ne pouvant, en pareille matière, être liés que par une opinion réunissant la majorité absolue des experts, conservent une liberté d'appréciation entière dans le cas où cette majorité ne serait pas atteinte (1).

---

(1) Comp. Alger, 12 déc. 1900 (*suprà*, p. 239); Tunis, 14 mars 1901 *suprà*, p. 273) et les notes.

(Administration des travaux publics c. Moncelon)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'un décret beylical du 17 décembre 1898 a ordonné l'expropriation pour cause d'utilité publique d'une parcelle de terre appartenant au sieur Moncelon d'une contenance de 5,550 mètres carrés et destinée aux établissements de la marine à la baie sans nom, près de Bizerte ; — Attendu que, conformément à la procédure établie par l'art. 11 du décret beylical du 30 août 1858, qui régit en Tunisie la matière de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le prix de cette parcelle a été évalué par douze experts ou estimateurs, dont six choisis par l'administration expropriante et six délégués pour représenter les intérêts du propriétaire exproprié ; — Attendu que les six experts indigènes choisis par l'administration ont fixé la valeur de l'immeuble à 0 fr. 48 cent. le mètre carré ; — Attendu que l'administration des travaux publics de la régence de Tunis, au nom de laquelle est poursuivie l'expropriation, demande que l'on s'en tienne à ce chiffre ; — Attendu que les six experts européens, qui représentaient les intérêts du propriétaire, ont estimé à 2 fr. 75 cent. par mètre carré le prix du même immeuble ; — Attendu que le sieur Moncelon conclut à ce que l'indemnité qui lui est due soit déterminée d'après cette dernière base ; — Attendu qu'il soutient que le tribunal est obligé d'adopter l'une ou l'autre de ces appréciations ; — Attendu qu'il appuie cette prétention sur le dernier paragraphe de l'art. 11 du décret beylical du 30 août 1858 dont il a été parlé plus haut ; — Attendu que ce paragraphe est ainsi conçu : « s'ils (c'est-à-dire les douze estimateurs) sont du même avis, on suivra cet avis, sinon de la majorité ; s'il y a parité, le cadi départagera » ; — Attendu que le rôle du cadi est rempli aujourd'hui à l'égard des européens par le tribunal français de première instance, qui a reçu, en ce qui le concerne, plénitude de juridiction ; — Attendu que le texte mentionné ci-dessus contient des obscurités et des lacunes ; — Qu'il n'indique ni la manière dont la majorité doit être formée entre les experts ou estimateurs, ni la mission qui appartient au cadi chargé de les départager ; — Attendu qu'il déroge au droit commun en limitant les pouvoirs de l'autorité judiciaire appelée à statuer sur le litige ; qu'il doit donc s'interpréter restrictivement ; — Attendu que la jurisprudence, s'inspirant de ces principes, a décidé avec raison que pour lier le tribunal une opinion devait réunir la majorité absolue

des suffrages parmi les experts, c'est-à-dire sept voix au moins sur douze, et que les juges conservaient une pleine liberté d'appréciation dans le cas où cette majorité n'était pas atteinte ; — Attendu, il est vrai, que le texte qu'il s'agit d'interpréter emploie le mot départagera ; — Mais attendu que l'argument verbal que l'on voudrait en tirer est d'autant moins probant que ce texte est une traduction d'un décret dont l'original a été rédigé en langue arabe ; — Attendu, en outre, que, même si l'on s'en tient à ce mot, il n'a pas le sens précis et strict que l'on voudrait lui attribuer ; — Attendu qu'il ne signifie nullement que le cadi doit forcément se ranger à l'une des deux opinions en présence desquelles il se trouve et que ce magistrat ne peut pas adopter une opinion intermédiaire ; — Attendu qu'en cas de partage dans les cours et tribunaux, il est procédé à de nouveaux débats à la suite desquels les juges statuent souverainement ; — Attendu que, l'exproprié ayant le choix de six estimateurs sur douze, le système proposé lui fournirait le moyen d'entraver les expropriations en mettant le tribunal dans l'alternative de lui allouer des sommes excessives ou une indemnité insuffisante ; — Attendu qu'on ferait ainsi jouer à l'autorité judiciaire un rôle indigne d'elle, et qu'on arriverait à un résultat contraire au décret beylical du 30 août 1858, qui dispose, dans le deuxième paragraphe de son art. 11, que l'indemnité d'expropriation ne doit pas atteindre une somme exorbitante, mais représenter la valeur de l'immeuble « estimée largement et en tenant compte de l'époque et de l'état des lieux, de manière à écarter toute lésion » ; — Attendu qu'il n'y a donc pas lieu pour le tribunal de modifier sa jurisprudence, et que l'interprétation qui restreint en cette matière ses pouvoirs n'est conforme ni au texte, ni à l'esprit de la loi ; — Attendu qu'en tenant compte du prix payé amiablement par l'administration pour des terrains voisins, le tribunal possède des éléments suffisants pour évaluer à 1 fr. 50 cent. par mètre carré l'indemnité qui est due au sieur Moncelon ;

Par ces motifs : — Fixe à 1 fr. 50 par mètre carré, soit pour une surface totale de 5,550 mètres carrés à 8,325 fr. l'indemnité qui est due au sieur Moncelon, en raison de l'expropriation dont il s'agit ; — Condamne l'administration des travaux publics de la régence de Tunis à payer au sieur Moncelon cette somme de 8,325 fr. avec intérêts de droit ; — Dit que le sieur Moncelon pourra toucher cette somme contre remise de son titre de propriété.

MM. FABRY, *prés.* ; VIAL, *subst.* — Mes BODOY et GUEYDAN, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

5 décembre 1900

Donation entre vifs, Tunisie, législation italienne, donataire, acceptation, notification tardive, nullité.

C'est d'après la loi italienne que les tribunaux français en Tunisie doivent apprécier la validité de la donation d'un immeuble situé dans ce pays par acte passé au consulat d'Italie à Tunis entre parties de nationalité italienne ;

Est radicalement nulle, d'après l'art. 1057 C. civ. italien, la donation qui n'est pas acceptée avant la mort du donateur ;

Il s'ensuit que l'acceptation de la donation par acte séparé, faite du vivant du donateur, ne peut être valablement notifiée après le décès de ce dernier ;

La nullité de cette notificatian entraîne celle de la donation elle-même, qui, aux termes de l'art. 1065 du même Code, peut être opposée par le donateur, ses héritiers ou ayants cause.

(Giano c. Borzoni)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les époux Giano Giacomo sont décédés à Soliman (Tunisie), en laissant pour unique héritière la dame Theresa Giano ; — Attendu que cette succession comprend un immeuble situé à Soliman qui est actuellement occupé par les époux Borzoni ; — Attendu que la dame Theresa Giano a assigné les époux Borzoni en revendication de cette propriété ; — Attendu que la dame Borzoni soutient que l'immeuble lui appartient en vertu d'une donation qui lui a été consentie par les époux Giano Giacomo, son grand père et sa grand'mère, le 3 décembre 1894 ; — Attendu que la demanderesse prétend que cette donation est nulle parce qu'elle n'a pas été faite suivant les formes légales ; — Attendu que les donateurs étaient de nationalité italienne et que telle est aussi la nationalité de la donataire et de toutes les parties qui se trouvent actuellement en cause ; — Attendu que l'acte de donation dont il s'agit a été passé au consulat d'Italie à Tunis ; — Attendu que, dans ces conditions, c'est

d'après la loi italienne que doit être appréciée la validité de cette donation ; — Attendu qu'aucune contestation n'est élevée à ce sujet ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 1057 C. civ. du royaume d'Italie, « la donation n'oblige le donateur et ne produit d'effet que du jour où elle est acceptée ; l'acceptation peut être faite dans l'acte même ou dans un acte public postérieur, avant toutefois la mort du donateur, mais, dans ce dernier cas, la donation n'a d'effet que du jour où l'acte d'acceptation est notifié au donateur » ; — Attendu que les auteurs de ce texte se sont inspirés de l'art. 932 C. civ. français qui est ainsi conçu : « La donation entre vifs n'engagera le donateur et ne produira aucun effet que du jour qu'elle aura été acceptée en termes exprès. L'acceptation pourra être faite du vivant du donateur par un acte postérieur et authentique dont il restera minute ; mais alors la donation n'aura d'effet à l'égard du donateur que du jour où l'acte qui constatera cette acceptation lui aura été notifié » ; — Attendu que la jurisprudence et la doctrine françaises sont aujourd'hui fixées dans ce sens que la notification de l'acceptation de la donation doit être faite du vivant du donateur ; qu'elle ne peut l'être à des héritiers, et que, par suite, à défaut de cette notification avant le décès du donateur, la donation est nulle ; — Attendu, en effet, qu'après ce décès le concours de volontés qui est nécessaire pour l'existence de la donation ne peut plus se produire ; — Attendu que la même interprétation s'impose dans la loi italienne avec plus de force encore et avec une évidence telle que cette question ne paraît même pas avoir fait l'objet d'une controverse ; — Attendu que l'art. 1057 C. civ. italien mentionné ci-dessus indique formellement que la donation qui n'est pas acceptée avant la mort du donateur ne peut produire aucun effet ; — Attendu que ce texte a supprimé les mots « à l'égard du donateur » qui se trouvent dans l'art. 932 C. civ. français et qui ont donné lieu à quelques difficultés ; — Attendu que le législateur italien a manifesté aussi son intention de frapper une semblable donation d'une nullité radicale et absolue ; — Attendu qu'il s'ensuit que l'acte d'acceptation ne peut être valablement notifié après le décès du donateur, puisque le même texte fait de la notification de cet acte au donateur une condition nécessaire pour la validité de l'acceptation et de la donation elle-même ; — Attendu enfin que l'art. 1065 C civ. italien dispose que : « si l'acceptation n'a pas été faite dans les formes établies par les articles précédents, la nullité de la donation peut être opposée même par le donateur, par ses héritiers ou par ses ayants cause » ;

Attendu que l'acte de donation dont s'agit au procès a été fait en l'absence de la donataire et qu'il ne contient pas l'acceptation de cette dernière ; — Attendu que cette acceptation a été réalisée postérieurement par un acte authentique qui a été passé au consulat d'Italie de Tunis le 7 décembre 1894 par la dame Marcerano avec l'autorisation du sieur Lorenzo Borsoni son mari, mais hors de la présence des époux Giano ; — Attendu qu'il n'est pas justifié que cet acte d'acceptation ait été notifié aux donateurs ; — Attendu que dans ces conditions la donation est nulle par application des principes qui viennent d'être exposés ;

Par ces motifs : — Annule la donation du 3 décembre 1894 mentionnée ci-dessus, dit en conséquence que la dame Theresa Giano, épouse Marcerano, est seule propriétaire de l'immeuble qui a fait l'objet de cette donation ; — Condamne les époux Borzoni à délaisser ledit immeuble.

MM. FABRY, *prés ;* DUMAS, *subst.* — Mes SAMAMA et VIGNALE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

4 février 1899

Kirdar, Tunisie, rente, fixation, expertise, droits du crédi-rentier.

Le quantum de la rente kirdar peut, d'après le rite hanéfite, être déterminé tous les trois ans au moyen d'une expertise faite dans des conditions spéciales (1) ;

Le droit de recourir à cette expertise, laquelle ne peut avoir pour but que l'augmentation de la rente, appartient au crédi-rentier seul (2).

(Garsallah c. De la Poterie)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Salaha bent Ahmed Garsallah, agissant tant en son nom personnel que comme administrateur du habous de Sidi-Garsallah, a fait assigner

(1, 2) Sur le kirdar, V. Alger, 8 mai 1889 et trib. de Tunis, 27 févr. 1890 *(Rev. Alg.*, 1890. 2. 429) ; 30 juilt. 1894 *(Rev. Alg.*, 1896. 2. 106).

de la Poterie pour s'entendre condamner à lui payer une somme de 4,140 fr. pour trois annuités d'une rente de kirdar grevant une propriété dite Kelbia sise à Grombalia et occupée par le défendeur en qualité de débi-rentier; — Attendu que le défendeur reconnaît devoir à la demanderesse trois annuités de rente à propos de cette propriété, du 12 octobre 1895 au 12 octobre 1898, mais soutient que ladite rente doit être calculée au taux de 960 fr. par an au lieu de 1,380 fr. par an ainsi que le prétend la demanderesse; — Attendu qu'à l'audience du 7 janvier dernier Me Bodoy, défenseur constitué pour de la Poterie, a offert à la barre en deniers découverts à Me Gueydan, défenseur constitué pour la demanderesse, la somme de 2,880 fr. en monnaie d'or tunisienne; que cette offre fut refusée par Me Gueydan et qu'il y a lieu d'en donner acte;

Attendu qu'il résulte des documents soumis au tribunal qu'à la date du 12 août 1895, le sieur de la Poterie a acheté d'un sieur Karkouba le domaine dite Kelbia au titre de débi-rentier à kirdar; que le titre à lui remis par son vendeur mentionnait une charge de 960 fr. annuelle à verser à la famille Garsallah; — Attendu qu'en vertu de ce titre, de la Poterie requit en 1897 l'immatriculation de l'immeuble dont il s'agit; que par devant le tribunal mixte immobilier de Tunis la dame Garsallah forma opposition à l'immatriculation soutenant que la constitution de kirdar était entachée de nullité; — Attendu que les prétentions de cette dame furent rejetées par un jugement dudit tribunal mixte en date du 7 juin 1897, qui déclara valables la constitution du kirdar et l'acquisition faite par de la Poterie le 12 août 1895 et ordonna l'immatriculation de l'immeuble au profit de la dame Garsallah comme propriétaire du domaine éminent et crédi-rentière à kirdar, et de la Poterie comme propriétaire du domaine utile et débi-rentier; — Attendu que le rapport fait par un juge du tribunal mixte avant la décision sur l'immatriculation mentionne que le titre produit par de la Poterie est régulier en toutes ses parties et notamment qu'une rente de kirdar de 960 fr. par an grève la propriété; — Attendu que si le taux de cette rente n'a pas été mentionné sur le titre de la Poterie, cela tient au caractère véritable de la valeur du kirdar dont le quantum peut, d'après le droit hanéfite, être déterminé tous les trois ans au moyen d'une expertise faite dans des conditions spéciales; — Attendu que pour établir que le taux de la rente annuelle est bien de 1,380 fr., la dame Garsallah s'appuie sur une expertise faite par deux adels dans un litige introduit devant la juridiction tunisienne par elle-même à l'encontre des héritiers Karkouba

et sur un jugement du cadi hanéfite en date du 21 octobre 1896, condamnant les héritiers Karkouba à lui payer une somme de 1,760 fr. au titre de deux annuités de rente à kirdar ; — Attendu qu'il est à remarquer qu'à cette dernière date les héritiers Karkouba n'avaient plus aucun droit sur le domaine de Kelbia vendu régulièrement à de la Poterie le 12 août 1895, c'est-à-dire plus d'un an auparavant ; — Attendu au surplus que les décisions rendues par la juridiction tunisienne ne sauraient en aucune façon être opposables à de la Poterie, alors qu'il n'a pas figuré dans l'instance et n'y a pas été régulièrement appelé ; — Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent que les prétentions de la dame Garsallah ne sont pas fondées, que la rente annuelle due par de la Poterie ne saurait être actuellement supérieure à 960 fr. ; — Que c'est donc à tort que la dame Garsallah a refusé les offres réelles qui lui ont été faites ; — Attendu enfin qu'il n'échet pas de s'arrêter à la demande d'expertise faite par de la Poterie, le droit de recourir à une expertise, laquelle ne peut avoir pour but que l'augmentation de la rente, appartenant en cette matière au crédi-rentier, c'est-à-dire à la dame Garsallah qui a simplement réservé ses droits à ce sujet ;

Par ces motifs : — Dit que la rente annuelle due par de la Poterie à la dame Garsallah doit être fixée actuellement à 960 fr. ; — Dit que c'est à tort que la dame Garsallah refuse l'offre réelle de 2,880 fr. pour trois annuités exigibles ; — Valide ces offres comme étant suffisantes.

MM. DUBOIS, *vice-prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes GUEYDAN et BODOY, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

28 mars 1900

Compétence administrative, Tunisie, fonctionnaire, révocation, responsabilité de l'État.

Le décret beylical du 27 novembre 1888, sur le contentieux administratif en Tunisie, soumet aux juridictions civiles instituées dans la régence les instances tendant à faire déclarer l'adminis-

tration débitrice à raison de tout acte ayant sans droit porté préjudice à autrui ;

Il n'y a pas lieu de faire rentrer dans cette catégorie l'arrêté de révocation d'un fonctionnaire légalement pris, qui n'est qu'un acte de puissance publique ne pouvant engager la responsabilité de l'État ni donner lieu à un recours contentieux ;

Les relations juridiques existant entre l'État et les fonctionnaires publics ne sauraient être assimilées à un louage de services ; ces derniers n'ont, en conséquence, droit à leurs appointements que pour le temps pendant lequel ils exercent effectivement leurs fonctions.

(Dubois c. Administration des finances tunisiennes)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Dubois occupait l'emploi de préposé en chef de l'administration des contributions diverses à Sousse, c'est-à-dire d'une régie financière dépendant de l'administration des finances tunisiennes ; — Attendu qu'il est parti en congé pour France le 4 mai 1899 et que son traitement lui a été payé jusqu'à cette époque ; — Attendu qu'une décision de M. le directeur des finances du gouvernement tunisien, en date du 10 mai 1899, a prononcé sa révocation ; — Attendu qu'il a obtenu le 25 octobre 1899 un jugement de M. le juge de paix du canton nord de Tunis qui condamne l'administration des finances tunisiennes à lui payer une somme de 87 fr. 50 cent. pour quinze jours de traitement depuis le 4 mai 1899 ; — Attendu que M. le directeur des finances a interjeté appel de cette décision ; — Attendu que le sieur Dubois a formé de son côté un appel incident ; — Attendu qu'il réclame à l'administration des finances : 1° une somme de 110 fr. 80 cent. pour ses appointements depuis le 4 mai 1899 jusqu'au 24 du même mois, date à laquelle sa révocation lui a été notifiée ; 2° une somme de 175 fr. représentant un mois supplémentaire de traitement à titre d'indemnité ; — Attendu que ces appels sont recevables en la forme ; — Attendu, en effet, que le décret beylical du 27 novembre 1888 sur le contentieux administratif en Tunisie dispose, dans son art. 5, que les décisions rendues en cette matière sont toujours susceptibles d'appel ; — Attendu que l'art. 1er de ce même décret soumet aux juridictions civiles instituées dans la régence les instances tendant à faire déclarer l'admi-

nistration débitrice à raison de tout acte ayant sans droit porté préjudice à autrui ;

Mais attendu que les fonctionnaires publics n'ont droit à leurs appointements que pour le temps pendant lequel ils exercent effectivement leurs fonctions ; — Attendu que les relations juridiques qui existent entre eux et l'État ne sauraient être assimilées à un louage de services ; — Attendu que, lorsque les lois et règlements ne contiennent aucune disposition contraire, le gouvernement a le droit de les révoquer ; — Attendu que les décisions par lesquelles le chef de leur administration leur refuse un congé ou pourvoit à leur remplacement sont des actes de la puissance publique, n'engagent pas la responsabilité de l'État et ne peuvent donner lieu à aucun recours contentieux, lorsque ces mesures ont été prises suivant les formes légales ; — Attendu que le sieur Dubois ne conteste pas la légalité de la décision qui l'a révoqué ; — Mais attendu qu'il n'appartient pas au tribunal de rechercher les motifs de cet acte ou d'en apprécier l'opportunité ;

Attendu, d'autre part, qu'aux termes de l'art. 7 de l'arrêté du 20 décembre 1897 de M. le directeur général des finances, aucun congé ne peut être accordé que par ce directeur aux agents des régies financières qui dépendent de son administration ; — Attendu que si, par décision du 1er mai 1899, M. le directeur des finances a accordé au sieur Dubois un congé d'un mois, c'était sous la condition expresse que si l'enquête ouverte contre cet agent entraînait sa radiation des cadres, il serait considéré comme ayant été suspendu de ses fonctions à dater du jour de son départ de Sousse ; — Attendu que cette dernière éventualité s'est réalisée et que son congé durait encore lorsque sa révocation lui a été notifiée ; — Attendu que c'est donc avec raison que son traitement a cessé de lui être payé depuis le jour où il a quitté Sousse, c'est-à-dire depuis le 4 mai 1899 ;

Attendu qu'il se prévaut vainement d'un télégramme qui lui a été adressé le 28 avril 1899 par M. le directeur des contributions diverses et qui est ainsi conçu : « Autorise partir France, remettez service Delebecque » ; — Attendu que cette dépêche était une réponse à un autre télégramme que le sieur Dubois avait envoyé la veille à M. le directeur des contributions diverses et qui était rédigé dans les termes suivants : « Affaires exclusivement urgentes à traiter France, prière m'autoriser à aller vous voir demain après avoir passé service à M. Delebecque » ; — Attendu qu'il résulte du rapprochement de ces deux dépêches que le sieur Dubois avait reçu de M. le directeur des contributions diverses une simple autorisation

de s'absenter, mais qu'il devait, avant de partir pour France, passer à Tunis dans les bureaux de son administration pour se faire délivrer le congé qui ne pouvait lui être délivré que par M. le directeur des finances ;

Par ces motifs : — Met le jugement dont appel à néant ; — Déboute Dubois de ses demandes.

M. FABRY, *prés.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

27 février 1901

Matières d'or et d'argent, Tunisie, vente, poinçonnage, règlements, infraction, concessionnaire des droits de fabrication, dommages-intérêts.

Le décret beylical du 28 décembre 1856 interdit de mettre en vente dans la régence des objets d'or et d'argent fabriqués dans ce pays et qui n'auraient pas été poinçonnés par les agents du préposé de la monnaie ;

Ce décret a été complété par d'autres consacrant implicitement la même prohibition, notamment par des décrets du 16 mars 1871 et du 10 décembre 1872, revêtus du visa du résident général et dès lors obligatoires pour tous les habitants de la régence, notamment par les justiciables des tribunaux français ;

L'inobservation de ces règlements cause au fermier des droits de fabrication et de garantie sur les matières d'or et d'argent un préjudice dont il lui est dû réparation.

(Guttierès c. Hassid)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Guttierès a obtenu du gouvernement tunisien la concession à Tunis du fermage des droits de fabrication et de garantie sur les matières d'or et d'argent ; — Attendu que les sieurs Hassid et Cie, qui exercent

la profession de bijoutiers à Tunis, ont mis en vente divers bijoux d'or et d'argent fabriqués dans cette ville qui n'étaient pas poinçonnés et qui n'avaient pas acquitté la taxe relative à cette opération ; — Attendu que ce fait n'est pas contesté et qu'il résulte notamment d'un procès-verbal dressé le 6 juin 1900 par M. Watrin, commissaire de police adjoint au chef de la sûreté ; — Attendu que le sieur Guttierès a obtenu le 3 août 1900 un jugement de M. le juge de paix du canton nord de Tunis qui condamne, pour ce motif, les sieurs Hassid et Cie à lui payer une somme de 1,000 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que les sieurs Hassid et Cie ont régulièrement fait appel de cette décision ;

Attendu qu'un décret beylical du 28 décembre 1856 interdit de mettre en vente dans la régence des objets d'or ou d'argent fabriqués dans ce pays et qui n'auraient pas été poinçonnés par les agents du préposé de la monnaie ; — Attendu que ce décret a été promulgué suivant les formes en vigueur à l'époque où il a été rendu, c'est-à-dire par sa notification aux autorités locales et aux personnes intéressées et qu'il a reçu une pleine exécution ; — Attendu qu'après l'établissement du protectorat de la France en Tunisie, M. le résident général a revêtu de son visa pour les approuver au nom du gouvernement de la République d'autres décrets beylicaux qui consacrent implicitement la même prohibition, notamment un décret du 16 mars 1871, qui dispose que l'argent à poinçonner à l'hôtel de la monnaie n'y sera admis que sur production d'un permis du fermier justifiant du paiement du droit y afférent, et un décret du 10 décembre 1872, qui, après avoir établi une taille sur les objets d'or, indique dans son art. 8 que la perception des droits en question n'aura lieu qu'à l'hôtel de la monnaie ; — Attendu, dès lors, que l'obligation qui résulte de ces textes s'impose à tous les habitants de la régence et notamment aux justiciables des tribunaux français ; — Attendu que les sieurs Hassid et Cie soutiennent vainement qu'elle existe seulement pour les personnes qui vendent des bijoux dans les souks ou marchés arabes ; — Attendu que cette restriction serait ruineuse à la fois pour les bijoutiers indigènes, qu'elle placerait dans une situation inférieure à celle de leurs concurrents européens, et pour le fermier de la taxe, qui pourrait voir disparaître toute la matière imposable par suite du transfert de ce commerce en dehors des quartiers musulmans ; — Attendu que les décrets mentionnés ci-dessus sont conçus en termes généraux et qu'ils ne contiennent pas une semblable distinction ;

Attendu qu'en refusant de faire poinçonner les bijoux qu'ils mettaient en vente et qui avaient été fabriqués à Tunis, les sieurs Hassid et C^ie^ ont porté atteinte aux droits résultant pour le sieur Guttierès de son fermage et qu'ils lui ont ainsi causé un préjudice dont ils lui doivent réparation; — Mais attendu que la somme qu'il réclame est exagérée et que le tribunal possède des éléments suffisants pour évaluer à 50 fr. le dommage qu'il a souffert par suite des agissements de ses adversaires;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'appel dont il s'agit; — Réduit à la somme de 50 fr. les dommages-intérêts auxquels les sieurs Hassid et C^ie^ ont été condamnés envers le sieur Guttierès par le jugement dont est appel; — Confirme pour le surplus ledit jugement et ordonne qu'ainsi modifié, il produira son plein et entier effet; — Ordonne la restitution de l'amende; — Condamne les sieurs Hassid et C^ie^ aux dépens.

MM. FABRY, *prés.*; BLAT, *subst.* — M^e^ CIRIER, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

10 mai 1900

Compétence civile, instance entre européen et tunisien, appel en garantie par le Tunisien contre un autre Tunisien, absence de jonction, demande incidente, demande principale, juridiction française, pouvoirs.

La justice française est compétente pour connaître de l'action en garantie intentée par un Tunisien à l'encontre d'un autre Tunisien, incidemment à une instance engagée entre l'appelant en garantie et un européen. Il en est ainsi bien que l'appel en garantie ait été tardif et qu'il n'y ait pas eu, par suite, jonction avec l'instance principale;

Mais le tribunal français serait, au contraire, incompétent, si la demande en garantie était formée après l'issue de la demande principale et si elle se trouvait ainsi avoir elle-même ce caractère.

(Salah ben Abd el Ouhab c. Salem el Alaoui)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par exploit de Lescot, huissier à Mahdia, du 13 février 1899, Salah Abd el Ouhab a appelé Salem ben el Aloui en garantie, relativement à une instance intentée contre lui par Saïdou Ghanem, protégé français; — Attendu que cette instance a été terminée entre Saïdou Ghanem et Salah Abd el Ouhab par jugement du tribunal civil de Sousse du 30 mars 1899; — Attendu que Salem ben el Aloui conclut à l'incompétence du tribunal francais, parce qu'il est Tunisien ainsi que le demandeur en garantie; qu'il soutient que la demande en garantie, n'ayant pas été jointe à la demande principale, constitue elle-même une demande principale entre sujets tunisiens; qu'il conclut subsidiairement à l'irrecevabilité de la demande faute d'avoir été formée dans les délais prescrits par l'art. 175 C. pr civ.;

Mais attendu qu'à la date de l'exploit introductif d'instance, la demande originaire formée par Saïdou Ghanem contre Salah Abd el Ouhab était encore pendante; que ledit exploit concluait à l'intervention de Salem ben Aloui en qualité de garant; qu'il s'agit bien en conséquence d'une demande incidente en garantie à laquelle s'applique la règle de compétence inscrite dans les art. 59, § 8 et 181 C. pr. civ.; qu'à la vérité la demande en garantie n'a pas été jointe à l'action principale, parce qu'elle avait été formée en dehors des délais fixés par l'art. 175 C. pr. civ., et ce, en vertu de l'art. 184 C. pr. civ., qui autorise la disjonction; mais que cette circonstance est sans influence sur la compétence .... « sauf, dit l'art. 184, après le jugement du principal, à faire droit sur la garantie s'il y échet »; — Attendu que le jugement du 30 mars 1899 a d'ailleurs fait réserve à Salah ben Abd el Ouhab de ses droits et actions à l'encontre de tout garant;

Attendu que Salem ben el Aloui ne peut exciper non plus de ce qu'il a été appelé tardivement; — Attendu que les délais fixés par l'art. 175 C. pr. civ., n'ont été édictés qu'en faveur du demandeur originaire qui ne peut être contraint de suspendre indéfiniment ses poursuites; que la seule conséquence de l'expiration des délais est de permettre au demandeur originaire d'obtenir jugement contre son adversaire, nonobstant l'appel en garantie réalisé à la dernière heure ou même seulement projeté; mais que le défendeur peut toujours assigner son prétendu garant, soit par une demande

incidente, s'il l'appelle en cause avant l'issue de la demande principale, soit même par une action récursoire principale, s'il assigne le garant ultérieurement ; que, dans ce dernier cas, il doit assigner le garant devant ses juges naturels ; mais que, dans le premier cas, il doit l'assigner devant les juges de l'instance principale ; que l'appelé en garantie, assigné tardivement mais avant l'issue du procès où il est appelé en cause, ne peut demander son renvoi devant les juges de son propre domicile, à moins de démontrer que la demande originaire a été imaginée frauduleusement pour éluder la compétence ; que cette exception, prévue dans l'art. 181, n'est nullement invoquée et ne pourrait d'ailleurs s'appliquer à l'espèce, puisque Saïdou Ghanem, protégé français, aurait dû porter devant le tribunal de céans sa demande mobilière et personnelle dirigée contre Salem ben el Aloui ; — Attendu qu'il en résulte en la forme que le tribunal de céans est compétent et que la demande est en principe recevable ;

Au fond ; — Attendu que les parties sont contraires en fait, que le demandeur offre d'ailleurs de rapporter la preuve de ses allégations qui sont pertinentes ;

Par ces motifs ; — Se déclare compétent, dit l'action recevable en la forme, et avant dire droit, autorise Salah Abd el Ouhab à prouver tant par titres que par témoins, devant le juge de paix de Sousse à ces fins commis, que les brebis et agneaux réclamés par Ghanem, et pour lesquels Ghanem a obtenu de Salah des dommages-intérêts en suite de l'enquête du 2 juillet 1898 ont été en réalité séquestrés et vendus par Salem ben Aloui sur l'initiative personnelle de ce dernier ; — Réserve les dépens, etc.

MM. BONNEFOND, *prés.* ; MATHIEU, *proc. de la Rép.* - Mes GALLINI et KRAFT, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

28 juin 1900

Impôts, Tunisie, mahsoulats, héritier, fermage, expiration, poursuites postérieures.

Le contrat qui substitue au gouvernement tunisien le fermier d'un impôt est, par sa nature, essentiellement temporaire ;

Les droits transmis au fermier ne dépassent pas la durée de cet exercice et s'appliquent uniquement aux recouvrements qu'il peut réclamer ou réaliser au cours de ce même exercice (1).

(Coyoutopoulo c. Cambon)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par exploit de Zigliara, huissier à Tébessa, du 1er février 1897, les héritiers de G. Coyoutopoulo, poursuites et diligences de Basilio Couitéas, leur mandataire général, ont fait assigner Cambon en paiement d'une somme de 3,999 fr. 68, qu'ils prétendent être due par ce dernier, comme droits de mahsoulats, à l'occasion des fournitures d'orge et de foin qu'il a faites à l'intendance militaire de Gabès pendant l'exercice 1891-1892, G. Coyoutopoulo, leur auteur, ayant été fermier des mahsoulats de Gafsa pendant cet exercice ; — Attendu que, par exploit du 16 décembre 1892, G. Coyoutopoulo, alors négociant, domicilié à Tunis, a fait assigner Cambon en paiement d'une somme de 3,962 fr. 42 pour les mêmes causes ; que, Cambon ayant fait défaut, Coyoutopoulo a été néanmoins débouté en l'état par jugement du tribunal de Sousse, en date du 27 avril 1893, par ce motif qu'il ne justifiait pas suffisamment sa demande par les pièces produites ; — Attendu que Coyoutopoulo n'a jamais renouvelé sa demande ni produit de nouvelles justifications ; que la demande a été reprise par les héritiers plus de quatre ans après, sans qu'ils apportent de plus amples justifications ; qu'ils établissent, en effet, seulement par quatre lettres du directeur des contributions diverses, datées du mois de mai au mois de novembre 1892, que Coyoutopoulo était, à cette époque, fermier à Gafsa ; mais que, ni la qualité de Cambon en tant que fournisseur de l'intendance, ni le montant des fournitures, ni la preuve que ces fournitures étaient sujettes à paiement des droits concédés à Coyoutopoulo ne résultent d'aucune production ou justification ; — Attendu que si la demande des héritiers Coyoutopoulo ne paraît pas mieux justifiée aujourd'hui qu'elle paraissait l'être en avril 1893, la défense de Cambon est paralysée par la tardiveté même de la demande ; qu'en supposant, en effet, que par une mesure d'instruction, d'ailleurs non sollicitée ni offerte, le tribunal puisse acquérir

---

(1) Comp. trib. de Tunis, 24 juin 1897 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 127) et la note.

la preuve que la quantité des denrées indiquée dans l'assignation a été réellement fournie par Cambon à l'armée, dans la circonscription du fermier de Gafsa, pendant l'exercice 1891-1892, il y aurait lieu encore de rechercher si lesdites denrées ou fournitures n'avaient pas déjà acquitté un droit de douane comme provenant de l'étranger ou n'avaient pas déjà fait l'objet d'une précédente perception dans la circonscription du fermier ; que pour ces justifications le défendeur éprouverait aujourd'hui les plus grandes difficultés ; qu'il ne peut être tenu, en effet, de rapporter les quittances qui ont pu lui être fournies en 1891-1892 ; que la négligence de Coyoutopoulo, qui a accepté sans protestation le jugement de débouté d'avril 1893, et celles des héritiers, qui ont repris leur demande plus de cinq années après l'expiration du fermage, ne sauraient préjudicier à Cambon en l'obligeant à des justifications devenues aujourd'hui à peu près impossibles ;

Attendu que les demandeurs devraient tout d'abord établir en principe qu'un fermier de mahsoulats a qualité pour exercer des poursuites et recouvrer des taxes quand son fermage a pris fin ; — Mais attendu que la négative a été, au contraire, soutenue avec toute apparence de raison ; qu'a fortiori les héritiers du fermier décédé après la fin de son fermage doivent être déboutés s'ils prétendent à l'exercice des mêmes perceptions ; — Attendu, en effet, que le contrat qui substitue au gouvernement tunisien le fermier d'un impôt est par sa nature essentiellement temporaire ; que les droits transmis au fermier ne dépassent pas la durée de cet exercice et s'appliquent uniquement aux recouvrements qu'il peut réclamer ou réaliser au cours du même exercice ; qu'après la fin du fermage, l'adjudicataire ne peut plus, en effet, exécuter les prescriptions de l'art. 6 du cahier des charges en délivrant des quittances régulières détachées d'un registre à souches, ni les prescriptions de l'art. 7, en mettant à la disposition du public les tarifs en vigueur ; que sa gestion n'est plus garantie par le cautionnement dont l'art. 9 lui impose le versement préalable ; que, pour tous ces motifs, l'action des héritiers Coyoutopoulo apparait comme tardive et irrecevable ; qu'il y a lieu de les en débouter ;

Par ces motifs : — Déclare la demande des héritiers Couyotopoulo irrecevable comme tardive, les en déboute et les condamne aux dépens.

MM. BONNEFOND, *prés.* ; GUYOT, *subst.* — Mes GALLINI et DANINOS, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

30 juillet 1901

Vente publique de marchandises, Algérie, courtier de commerce, commissaire priseur, attributions respectives, loi du 3 juillet 1861, loi modificative, applicabilité.

La loi métropolitaine du 3 juillet 1861 sur les ventes publiques de marchandises en gros, autorisées ou ordonnées par la justice consulaire, est exécutoire en Algérie sans promulgation spéciale comme simplement modificative de la loi du 25 juin 1841, promulguée en Algérie par l'arrêté du 24 avril 1848;

En conséquence, c'est elle qui règle dans la colonie les attributions respectives des commissaires priseurs et des courtiers inscrits relativement aux ventes dont il s'agit (1).

(Courtiers d'Alger c. Blasselle)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique, pris, dans ses deux branches, de la violation des art. 1 C. civ., 7 de l'arrêté du 6 mai 1844, 6 et 10 de la loi du 25 juin 1841, 7 de la loi du 20 avril 1810 et fausse application de l'art. 2 de la loi du 3 juillet 1861 ; — Attendu que l'arrêt attaqué a statué sur la tierce opposition formée par la compagnie des courtiers de commerce d'Alger contre l'arrêt de la Cour d'appel de la même ville qui précédemment avait désigné un commissaire priseur pour procéder à une vente aux enchères publiques qui, d'après la compagnie demanderesse, devait être exclusivement réservée aux courtiers; qu'il s'agissait de la vente volontaire des marchandises de bonneterie d'Aron et Cie, autorisée par le tribunal de commerce avec fixation de la valeur des lots à un minimum de 25 fr.; — Attendu que l'arrêt attaqué, considérant que c'était là une vente au détail, affirme qu'elle devait être effectuée par un commissaire priseur en vertu de l'attribution que l'arrêté ministériel du 6 juin 1841 fait à cette caté-

(1) V. l'arrêt attaqué de la Cour d'Alger, du 30 mai 1900 (*suprà*, p. 29) et les notes. — Sur l'applicabilité en Algérie des lois de la métropole, V. Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 6.

gorie d'officiers publics de cette nature de ventes, l'arrêté du 4 mai 1844 ne réservant aux courtiers de commerce que le droit d'opérer les ventes en gros par lots de 1,000 fr. au minimum ; qu'il décide, en outre, que la décision entreprise par la tierce opposition se justifierait dans tous les cas comme n'étant que l'application de la loi du 8 juin 1861, exécutoire en Algérie quoique n'y ayant pas été spécialement promulguée et dont l'art. 2 est ainsi conçu : « Les ventes autorisées par l'article précédent, ainsi que toutes celles qui sont autorisées ou ordonnées par la justice consulaire dans divers cas prévus par le Code de commerce, sont faites par le ministère des courtiers. Néanmoins il appartient toujours au tribunal qui autorise ou ordonne les ventes de désigner pour y procéder une autre classe d'officiers publics » ; — Attendu que cette dernière déclaration de l'arrêt, si elle est fondée, rend inutile l'examen du grief déduit par le pourvoi de ce que la Cour d'Alger aurait apprécié à tort qu'il s'agissait dans l'espèce non d'une vente en gros, mais d'une vente au détail et méconnu en conséquence de cette erreur le droit exclusif des courtiers d'y procéder ; qu'en effet, la faculté du choix entre les diverses catégories d'officiers publics étant par la loi de 1861 abandonnée au tribunal même dans les ventes réservées en principe aux courtiers, la désignation faite par la Cour d'Alger d'un commissaire priseur ne peut être entreprise si la loi du 3 juin 1861 était exécutoire en Algérie ; — Attendu, sur ce chef, qu'il importe peu qu'une loi ait été ou non spécialement promulguée en Algérie pour qu'elle y soit exécutoire si elle est simplement modificative d'une législation qui y était en vigueur ; que si les attributions à diverses catégories d'officiers publics du droit de procéder aux ventes publiques de marchandises neuves ont été déterminées en Algérie au début de l'occupation par des arrêtés ministériels conformément d'ailleurs aux vues des lois françaises, cette colonie a été, par la promulgation spéciale en l'Algérie de la loi métropolitaine du 25 juin 1841 (arrêté du 24 avril 1848), placée définitivement sous l'empire général de la législation en vigueur en France dans cette matière ; que, dès lors, les modifications apportées par la loi de 1861 à celle de 1841 devaient également profiter à l'Algérie ; qu'il s'ensuit qu'en décidant que la loi du 3 juillet 1861 n'avait pas besoin d'une promulgation spéciale en Algérie pour y être exécutoire, et en maintenant son arrêt précédent en vertu de cette loi, la Cour d'Alger n'a violé ni faussement appliqué aucune des dispositions de loi visées par le pourvoi, que sa décision se trouve au contraire entièrement justifiée ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Alger du 30 mai 1900.

MM. TANON, *prés.*; DENIS, *rap.*; PUECH, *ff. av. gén.* — Me SABATIER, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

8 août 1901

Revision, décisions inconciliables, recevabilité.

Lorsque deux prévenus ont été condamnés, dans des instances séparées, par le même tribunal, aux mêmes peines pour un même fait ayant le même objet, commis à la même date et envers les mêmes personnes, sans qu'aucune coopération ou complicité ait pu exister entre eux, ces deux décisions sont inconciliables entre elles et la demande en revision est recevable, alors même qu'elles auraient été exécutées.

(Moktar ben Larbi)

ARRÊT

LA COUR, — Vu la lettre de M. le garde des sceaux en date du 25 juillet 1901 ; — Vu le réquisitoire de M. le procureur général dénonçant comme inconciliables deux jugements rendus par le tribunal corretionnel de Tunis, les 3 novembre 1900 et 23 février 1901 ; — Vu les art. 443 et suiv. C. instr. crim. ;

Sur la recevabilité de la demande en revision : — Attendu que la Cour est saisie par son procureur général, agissant sur l'ordre exprès de M. le garde des sceaux ; que la demande rentre dans le cas prévu par le second paragraphe de l'art. 443 ; que les deux jugements dont la revision est poursuivie ont l'un et l'autre force de chose jugée et que la demande a été introduite dans le délai fixé par l'art. 444 ;

Sur l'état de la procédure : — Attendu que les pièces produites suffisent pour permettre à la Cour de statuer et qu'il n'y a lieu d'ordonner ni enquête ni apport de pièces supplémentaires ;

Au fond : — Attendu que Moktar ben Larbi a été condamné, le 3 novembre 1900, par le tribunal correctionnel de Tunis, à six mois de prison et 50 fr. d'amende pour vol d'une certaine quantité d'orge commis dans la nuit du 15 au 16 septembre 1900, au préjudice des sieurs Robert, Murtinier et Poublon ; — Attendu que Belkacem ben Mohamed, Mohamed ben Djeddi ben Akhaz et Ahmed ben Mohamed el Azoubi ont été condamnés le 23 février 1901 par le même tribunal aux mêmes peines pour un fait de vol ayant le même objet, commis à la même date et envers les mêmes personnes ; — Attendu qu'il résulte des documents produits qu'aucune coopération ou complicité n'a pu exister entre Moktar ben Larbi, d'une part, et les trois condamnés du 23 février dernier d'autre part ; que ces deux décisions sont donc inconciliables entre elles ; — Attendu que, si elles ont été executées, cette circonstance ne fait pas obstacle à la revision, le jugement à intervenir pouvant avoir pour effet de faire tomber toutes les conséquences légales ou morales de l'une des deux condamnations ;

Par ces motifs : — Déclare la demande recevable, et, l'affaire étant en état, casse et annule les deux jugements du tribunal correctionnel de Tunis en date des 3 novembre 1900 et 23 février 1901 ; — Et, pour être statué sur la poursuite dirigée d'abord contre Moktar ben Larbi, puis contre Belkacem ben Mohamed, Mohamed ben Djeddi ben Akhaz et Ahmed ben Mohamed el Arzoubi, renvoie les quatre prévenus et les pièces de la procédure devant le tribunal correctionnel de Sousse à ce désigné par délibération spéciale en la chambre du conseil ; — Ordonne que le présent arrêt sera imprimé, transcrit sur les registres du tribunal correctionnel de Tunis et mentionné en marge des deux jugements annulés.

MM. LŒW, *prés.* ; ACCARIAS, *rap.* ; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

5 août 1901

Divorce, causes, adultère, femme, renonciation, motif péremptoire.

Il appartient à la femme, en matière de divorce, de renoncer à se prévaloir de l'adultère du mari ; mais, si elle s'en

prévaut, l'adultère, commis même en dehors du domicile conjugal, est une cause de divorce péremptoire pour le juge.

(Bourgoin c. Bourgoin)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique pris de la fausse interprétation et de la violation de l'art. 230 C. civ. ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 230 C. civ., modifié par la loi du 27 juillet 1884, l'adultère du mari, commis même en dehors du domicile conjugal, est une cause de divorce ; qu'il appartient, sans doute, à la femme de renoncer à s'en prévaloir, mais que, celle-ci s'en prévalant, cette cause de divorce est péremptoire pour le juge ; — Attendu que l'arrêt attaqué, en le décidant ainsi, après avoir constaté souverainement l'adultère de Bourgoin, n'a ni violé ni faussement interprété le texte visé au moyen ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Alger, du 7 janvier 1901.

MM. TANON, *prés.* ; ZEYS, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

12 février 1901

Courtier maritime, remunération, traitement annuel, tarif réglementaire, renonciation, ordre public.

Le courtier maritime qui, étant entré au service d'une compagnie de navigation, a reçu d'elle un traitement régulier et l'a touché pendant de longues années sans formuler de réserves est présumé avoir fait remise à la compagnie de la totalité de ses honoraires calculés d'après le tarif, pour s'en tenir à son traitement ;

Cette remise n'est pas contraire à l'ordre public et doit être dès lors déclarée licite.

(Tiozzo c. Cie générale transatlantique)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu que par arrêté du gouverneur général de l'Algérie, en date du 6 juin 1876, Tiozzo a été nommé courtier maritime à Philippeville ; — Que, le 21 du même mois, il a prêté serment en cette qualité devant le tribunal de Philippeville, après avoir versé au trésor la somme de 2,000 fr. à titre de cautionnement ; — Attendu que le 1er juillet 1880, Tiozzo a été admis au service de la compagnie intimée en qualité d'employé à la résidence de Philippeville aux appointements de 1,800 fr. par an et chargé du service perpétuel de nuit, du courtage des navires, de la visite de la clientèle et de la surveillance directe des services du fret, de la douane et du transit ; — Que les appointements de Tiozzo ont été élevés successivement jusqu'à 2,600 fr. par an ; — Que jusqu'au 31 mai 1897, c'est-à dire pendant près de dix-sept années, l'appelant est resté au service de la compagnie intimée et que, pendant ce long espace de temps, il a touché mensuellement les appointements affectés à son emploi et ce jusqu'à concurrence d'une somme totale de 40,800 ; — Attendu que, l'emploi de Tiozzo ayant été supprimé, l'appelant prétend aujourd'hui qu'il lui resterait dû par la Compagnie générale transatlantique la somme de 100,240 fr., montant de conduites de navires effectuées par lui en qualité de courtier maritime depuis le 1er juillet 1880 jusqu'au 31 mai 1897 ;

Attendu que Tiozzo soutient, à l'appui de sa demande, que les tarifs qui fixent les honoraires des courtiers sont d'ordre public et que, dès lors, il n'a pu valablement consentir une réduction au profit de la compagnie intimée ; — Attendu que certains auteurs enseignent que, dans la pratique, le courtier fait toujours, en faveur des lignes de navigation à service régulier, d'importantes réductions sur le tarif et qu'une pareille concession ne trouble en rien l'ordre public, lorsque, d'ailleurs, le courtier s'abstient des sollicitations interdites et réprimées par le titre 7, art. 11, de l'ordonnance sur la marine d'août 1681 ; — Attendu que la question soumise à la Cour se pose dans des termes différents ; — Qu'il importe de constater que Tiozzo n'indique même pas l'importance des réductions qu'il aurait consenties sur le tarif dont il se prévaut ; — Qu'il est constant, au contraire, que, en entrant au service de la compagnie et en recevant d'elle un traitement mensuel qu'il a toujours touché sans formuler de réserves, l'appelant a entendu faire remise à la Compagnie générale

transatlantique de la totalité des honoraires qu'elle aurait pu lui devoir pour s'en tenir au salaire attribué à l'emploi qu'il occupait ; — Que, permise à un notaire par l'art. 4 du décret du 27 novembre 1899, cette remise ne saurait être interdite à un courtier maritime ;

Par ces motifs, etc.

MM. DANNERY, *prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes GOUTTEBARON et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

6 février 1091

Dernier ressort, Algérie, tribunal de Tizi-Ouzou, demande principale inférieure à 2,000 fr., demande accessoire en déclaration de faillite, appel, irrecevabilité.

Est irrecevable l'appel d'un jugement rendu par le tribunal de Tizi-Ouzou sur une demande inférieure à 2,000 fr., bien que le demandeur y ait joint une demande accessoire en déclaration de faillite, celle-ci étant subordonnée à la reconnaissance de la créance.

(Lévy Chebat c. Ahmed ben Belgacem)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le montant de la demande portée devant les premiers juges était de 1,661 fr. 75 cent. ; — Qu'aux termes de l'art. 7 du décret du 29 août 1874, sur l'organisation de la justice en Kabylie, les tribunaux de Tizi-Ouzou et de Bougie statuent en dernier ressort sur toutes les demandes n'excédant pas 2,000 fr. ; — Que la cause a donc été définitivement jugée et que l'appel de Lévy Chebat doit être déclaré irrecevable ; — Attendu, il est vrai, qu'il résulte des énonciations du jugement entrepris que Lévy Chebat a joint au chef principal de sa demande un chef accessoire (demande en déclaration de faillite) ; — Mais attendu que cette adjonction ne saurait avoir pour effet de rendre recevable l'appel de Lévy Chebat ; — Qu'en effet, la demande

en déclaration de faillite étant subordonnée à la reconnaissance de la créance, l'intérêt de Lévy Chebat dans le litige ne dépassait pas en réalité 2,000 fr. ;

Par ces motifs : — Dit l'appel irrecevable, etc.

MM. Würtz, *prés.* ; Marsan, *av. gén.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

4 mai 1901

Nationalité, étranger né en Algérie, majorité, qualité de Français, déchéance, service militaire, expulsion, rentrée en France, contravention.

L'individu né en Algérie de parents étrangers qui, antérieurement à la loi du 26 juin 1889, laquelle n'a pas d'effet rétroactif, a laissé passer l'année qui a suivi sa majorité sans réclamer la qualité de Français est resté étranger et a pu, dès lors, être régulièrement expulsé du territoire français, bien qu'il ait fait son service militaire en France (1) ;

En conséquence, en rentrant sur le territoire français, il a contrevenu à l'art. 3 de la loi du 8 août 1893 (2).

(Min. pub. c. Garcela)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel du ministère public est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que Garcela a été expulsé du territoire français par arrêté de M. le gouverneur général de l'Algérie en date du 15 mars 1900 ; — Qu'il prétend avoir fait en 1887 une année de service militaire et ensuite deux périodes de service militaire au 1er régiment de zouaves ; qu'en conséquence, il est Français et qu'il ne peut être l'objet d'un arrêté

(1, 2) V. trib. de Mascara, 9 mai 1900 (*Rec. Alg.*, 1900. 2. 295) ; Alger, 23 mai 1900 (*Rec. Alg.*, 1900. 2. 230) ; Alger, 28 oct. 1899 et 15 févr. 1900 (*infrà*, p. 350) ; Alger, 8 mai 1901 (*infrà*, p. 353) et les notes.

d'expulsion ; — Mais attendu que Garcela est né à Alger, de parents étrangers, le 29 avril 1867 ; qu'il a atteint sa majorité le 29 avril 1888 ; que l'année qui a suivi l'époque de sa majorité a expiré le 29 avril 1889 ; qu'à cette époque, la législation (Code civil, art. 8) autorisait tout individu né en France d'un étranger dans l'année suivant l'époque de sa majorité à réclamer la qualité de Français ; qu'il n'a pas fait cette réclamation ; qu'il ne le justifie, ni même ne l'allègue ; — Qu'il a ainsi, dès le 29 avril 1889, été déchu du droit de faire cette réclamation ; — Que la loi du 26 juin 1889 n'a aucun effet rétroactif et que c'est en vain que Garcela en réclamerait le bénéfice ; — Qu'il est donc resté étranger et que l'arrêté d'explusion pris contre lui est régulier ; — Attendu qu'en rentrant sur le territoire français, ce qui n'est pas contesté par le prévenu, alors qu'il était l'objet d'un arrêté d'expulsion régulièrement pris contre lui, il a contrevenu à l'art. 3 de la loi du 8 août 1893 ; — Que c'est donc à tort qu'il a été relaxé par le jugement dont est appel ; — Attendu qu'il existe des circonstances en faveur du prévenu ce qui autorise la Cour à lui faire application de l'art. 463 du C. pén. ; — Attendu, en outre, que l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime ou délit de droit commun ; qu'il y a lieu d'ordonner qu'il sera sursis à l'exécution de la peine qui va être prononcée conformément à l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891 ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel du ministère public comme régulier en la forme ; — Y faisant droit au fond : — Infirme et met à néant le jugement déféré ; — Statuant par nouvelle décision : — Déclare Garcela (Joseph-Pierre), coupable d'avoir, en janvier 1901, contrevenu à un arrêté d'expulsion pris contre lui par M. le gouverneur général de l'Algérie à la date du 15 mars 1901 ; — Et lui faisant application des art. 3 de la loi du 8 août 1893, 463 C. pén., 1er et 3 de la loi du 26 mars 1891 ; — Condamne ledit Garcela (Joseph-Pierre) à la peine de six jours d'emprisonnement ; — Dit qu'il sera sursis à l'exécution de la peine pendant cinq ans, en avertissant le condamné qu'en cas de nouvelle condamnation dans ce delai, la première peine serait exécutée sans confusion possible avec la seconde et que les peines de la récidive seraient encourues dans les termes des art. 57 et 58 du C. pén ; — Condamne enfin le prévenu à tous les frais de la procédure envers l'État ; — Fixe au minimun de la loi la durée de la contrainte par corps.

MM. GEFFROY, *prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Me BASSET, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

28 octobre 1899 (arrêt par défaut)
15 février 1900 (arrêt contradictoire)

Nationalité, étranger né en Algérie, expulsion, minorité, domicile, rentrée en Algérie.

L'individu né en France d'un étranger qui, pendant sa minorité, a été frappé d'une mesure d'expulsion n'a pu, juridiquement, à compter de cette date, avoir de domicile, ni même de résidence, sur le territoire français (1) ;

En conséquence, il ne peut devenir Français en vertu de l'art. 8, § 4 C. civ ; alors même qu'il rentrerait en France, il ne remplit pas la seconde condition nécessaire, d'après ce texte, pour que l'individu né en France de parents étrangers acquière la nationalité française (2).

(Min. pub. c. Rosello)

Le 16 juin 1899, JUGEMENT DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE MASCARA, ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que Rosello, expulsé de France par arrêté du 9 juin 1897, y est revenu pour satisfaire à la loi sur le recrutement ; — Attendu que, né le 10 janvier 1877, c'est-à-dire mineur au moment de son expulsion, il a conservé aux termes de l'art. 108 C. civ. son domicile à Mascara, chez sa mère, qui y est elle-même domiciliée depuis de longues années ; — Attendu qu'il n'est rentré en France qu'en 1899, c'est-à-dire après l'année qui a suivi sa majorité ; — Attendu qu'il importe de rechercher quelle est au point de vue de la nationalité la situation de Rosello, soit jusqu'à sa majorité accomplie, soit à l'époque même de son retour sur le sol français ; — Attendu qu'il est né en France de parents étrangers, mais domiciliés en France, ce qui n'est pas d'ailleurs contesté ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 8 C. civ., est Français tout individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, est domicilié en France ; — Attendu, cela étant, que Rosello avait son domicile en France, c'est-à-dire chez sa mère, domiciliée elle-même à Mascara, tant qu'il a été mineur, que l'art. 108 C. civ. est formel à cet égard ; — Attendu que, pour soutenir le contraire, il faudrait admettre que la mesure administrative prise à son encontre lui a fait perdre son domicile légal ; — Attendu que, sans même examiner la situation du mineur condamné et détenu, il est incon-

(1, 2) V. *infrà*, p. 353, l'arrêt de la Cour d'Alger du 8 mai 1901 et la note. — Cpr. Alger, 4 mai 1901 (*suprà*, p. 348).

testable qu'en l'espèce cette mesure administrative n'a pu avoir aucune action sur le domicile du prévenu ; — Attendu que cette mesure est un arrêté d'expulsion, qui, par sa nature même, ne peut être pris que contre un étranger ; — Attendu qu'à la date de cet arrêté, il est reconnu et avéré que Rosello, né en France d'étrangers y domiciliés, était Français aux termes exprès et formels de l'art. 8 C. civ., lequel ne dit pas que l'individu qui se trouve dans cette situation, sera Français ou pourra devenir Français moyennant certaines démarches, mais est actuellement et d'ores et déjà Français, à moins qu'il ne fasse certaines démarches dans l'année qui suivra sa majorité ; que cet individu est donc Français sous une condition résolutoire résultant d'un acte libre de sa propre volonté ; — Attendu, en conséquence, qu'un arrêté d'expulsion, mesure ne concernant que les étrangers, ne peut être valablement pris contre un homme revêtu inconteslablement de la qualité de Français ; que tel est l'esprit, tels sont les termes impératifs, formels, absolus de l'art. 8 ; — Attendu que Français dans le passé, Rosello l'est encore dans le présent, puisqu'il est dans l'année suivant sa majorité et que, loin de revendiquer la qualité d'étranger, il affirme hautement son intentiou de rester fidèle à sa nationalité ; — Attendu que cette intention est tellement ferme qu'il s'est présenté dès son retour à Mascara devant M. le procureur de la République pour lui déclarer qu'il entendait revendiquer les droits et s'imposer les devoirs que lui confère la loi ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement en matière correctionnelle et en premier ressort : — Renvoie le prévenu des fins de la plainte sans dépens ; — Ordonne sa mise en liberté immédiate s'il n'est retenu pour autre cause.

Sur APPEL du ministère public, la Cour a ainsi statué :

ARRÊT

LA COUR, — En la forme : — Attendu que l'appel du ministère public est régulier et a été interjeté dans les délais légaux ; — Qu'il est dès lors recevable ; — Attendu que Rosello, Antoine n'a pas comparu, quoique régulièrement assigné à cet effet, à l'audience du 26 octobre 1899, à laquelle, après appel de la cause, défaut a été donné contre lui, avec renvoi à une audience ultérieure pour être statué sur le profit du dit défaut ; — Qu'il y a lieu, en conséquence, de prononcer défaut à son encontre ;

Au fond : — Attendu que Rosello, né le 10 février 1877, est prévenu d'avoir, le 31 mai 1899, à Mascara, canton et arrondissement du dit département d'Oran, contrevenu à un arrêté d'expulsion légalement pris contre lui par l'autorité administrative le 9 juin 1897, à lui notifié le 14 du dit mois ; — Délit prévu et puni par les art. 8 de la loi du 3 décembre 1849 et 3 de celle du 28 août 1893 ; — Que les premiers juges l'ont relaxé de ces poursuites, en raison de ce que, d'après eux,

Rosello, Français aux termes de l'art. 8 § 4 C. civ., soit au 9 juin 1897, date de l'arrêté d'expulsion pris contre lui, soit au 31 mai 1899, date du délit qui lui est reproché, ne pouvait légalement, à la première de ces dates avoir été l'objet de cet arrêté, et à la seconde avoir commis le délit qui lui est reproché;

Sur la prévention : — Attendu qu'aux termes de l'art. 8 § 4 C. civ., l'individu né en France d'un étranger et qui, à l'époque de sa majorité, y est domicilié est Français ; — Attendu que Rosello est né à Relizane le 10 février 1877, d'un étranger ; — Qu'il remplit, dès lors, pour être Français, la première des conditions qui lui sont nécessaires ; — Attendu que, par suite de l'arrêté d'expulsion pris contre lui le 9 juin 1897, alors qu'il était mineur, il n'a pu juridiquement, à compter de cette date, avoir de domicile ni même de résidence sur le territoire français ; — Qu'il n'a pu remplir et ne remplit pas, dès lors, la seconde des deux conditions qui lui sont nécessaires pour être Français ; — Attendu qu'il est, en conséquence, étranger ; — Attendu que la qualité de Français ne pouvait lui être acquise qu'à sa majorité ; — Que, par suite, pendant sa minorité, il était passible d'expulsion du territoire français par l'autorité administrative ; — Attendu qu'il résulte des considérations qui précèdent que l'arrêté d'expulsion pris contre Rosello le 9 juin 1897 est légal, et que, s'il y a contrevenu, il a commis le délit relevé à sa charge ;

Sur la déclaration de culpabilité : — Attendu que Rosello reconnaît avoir été arrêté à Oran le 31 mai 1899, en contravention à l'arrêté d'expulsion du 9 juin 1897 ; — Que le délit relevé à sa charge est dès lors établi ;

Sur l'application de la peine : — Attendu qu'il y a lieu de condamner Rosello, en raison des circonstances de la cause, au minimum de la peine édictée par les art. 8 de la loi du 3 décembre 1849 et 3 de celle du 8 août 1893 ;

Par ces motifs : — Dit l'appel de M. le procureur général recevable en la forme, justifié au fond ; — Infirme le jugement déféré ; — Ordonne qu'il soit considéré comme nul et non avenu dans toutes ses dispositions ; — Statuant à nouveau : — Déclare Antoine Rosello coupable du délit dont il est prévenu ; — Le condamne en conséquence à un mois d'emprisonnement ; — Le tout par application des art. 8 de la loi du 3 décembre 1849 et 3 de celle du 8 août 1893, etc.

MM. MÉROT, *ff. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.*

Sur opposition de Rosello, la Cour, par ARRÊT du 15 février 1900, a réduit la peine à 25 fr. d'amende.

COUR D'ALGER (1re Ch.)

8 mai 1901

Nationalité, étranger né en Algérie, expulsion, exclusion de l'art. 8, § 4, mais application de l'art. 9, in fine, C. civ.

L'individu né en Algérie d'un étranger et qui, pendant sa minorité, a dû quitter la colonie à la suite d'un arrêté d'expulsion, ne conserve pas en France le domicile exigé par l'art. 8, § 4 C. civ. pour acquérir, lors de sa majorité, la qualité de Français ; mais il peut devenir Français, aux termes de l'art. 9 § dernier du même Code, si, ayant été porté le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité (1).

---

(1) L'expulsion de Rosello avait déjà donné lieu à un jugement du tribunal de Mascara, infirmé par un arrêt par défaut de la Cour d'Alger en date du 28 octobre 1899 et, sur opposition, par un arrêt contradictoire du 15 février 1900 (*). Il s'agissait, alors, Rosello ayant contrevenu à l'arrêté d'expulsion, de lui appliquer l'art. 8 de la loi du 3 décembre 1849. Le tribunal, estimant que Rosello, né en France de parents étrangers, le 10 février 1877, était Français en vertu de l'art. 8, § 4 C. civ., soit au 9 juin 1897, date de l'arrêté d'expulsion pris contre lui, soit au 31 mai 1899, date du délit qui lui était reproché, l'avait acquitté. La Cour avait très justement infirmé cette décision. En effet, mineur au moment de son expulsion, Rosello était alors étranger, puisque, aux termes de l'art. 8, § 4, il ne pouvait que devenir Français, plus tard, à sa majorité, et à la condition d'être à cette époque domicilié en France ; et comme, à sa majorité, cette condition n'avait pas été remplie, son expulsion ne lui ayant pas permis d'avoir en France le domicile requis, il était resté étranger. Par conséquent, l'arrêté d'expulsion avait été régulièrement rendu et la peine prévue par l'art. 8 de la loi du 3 décembre 1849 était encourue. Rosello avait donc été condamné, puis, sa peine subie, reconduit à la frontière.

Dans la présente affaire, à la suite des circonstances que fait connaître l'arrêt, Rosello, non seulement de retour en Algérie, mais incorporé dans l'armée française, revendiquait la qualité de Français.

Devant le tribunal de Mascara, il prétendit de nouveau qu'elle lui appartenait en vertu de l'art. 8, § 4 C. civ., et le tribunal admit encore cette manière de voir. Après avoir affirmé, contrairement aux textes et à la jurisprudence, et sans aucune utilité, d'ailleurs, dans l'espèce, que

(*) V. ces jugement et arrêts, *suprà*, p. 350.

(Min. pub. c. Rosello)

ARRÊT

LA COUR, — Ouï M. Fabre de Parrel, avocat général, en ses conclusions prises au nom de M. le procureur général et ainsi conçues :

« Plaise à la Cour : — Attendu que si l'individu né d'un étranger acquiert, par le fait de sa naissance sur le territoire français, une vocation éventuelle à la qualité de Français par application des dispositions de l'art. 8, nº 4 C. civ., cette vocation ne se réalise qu'au cas où, ne réclamant pas la nationalité étrangère, il se trouve domicilié en France à l'époque de sa majorité ; — Attendu que jusqu'à la réalisation de cette condition, c'est-à-dire durant sa minorité, il garde la qualité d'étranger et peut, par conséquent, être l'objet d'un arrêté d'expulsion, pris en exécution des dispositions des lois des 3 décembre 1849 et 8 août 1893 ; — Attendu que l'étranger ainsi légalement expulsé ne peut conserver sur le territoire français ni domicile ni résidence d'aucune sorte, puisque sa présence seule y constituerait un délit ; que ce n'est point une mesure administrative qui en décide ainsi, mais la loi elle-même (Lois des 3 décembre 1849 et 8 août 1893, art. 3) ; — Attendu que, s'il est possible en certains cas à l'étranger qui a une vocation éventuelle à la qualité de Français de se

---

les étrangers dont s'occupe l'art. 8, § 4 C. civ. sont Français sous condition suspensive et étrangers sous condition résolutoire, les premiers juges essayèrent d'écarter l'objection à laquelle se heurtait leur thèse, à savoir que Rosello, lors de sa majorité, n'était pas domicilié en France. Le domicile que prescrit la loi, dirent-ils, ce n'est pas la résidence ; un domicile purement légal, séparé de l'habitation réelle, est suffisant ; le mineur qui, par suite d'un arrêté d'expulsion, habite un pays étranger n'en reste pas moins domicilié en France, lorsque ses parents y sont domiciliés, et par conséquent, si cette situation dure encore à l'arrivée de sa majorité, la qualité de Français lui est conférée par l'art. 8, § 4.

Ce raisonnement prendra place et au premier rang parmi les nombreux sophismes qu'aura fait éclore le désir de paralyser la loi du 3 décembre 1849 au profit des individus appelés à devenir Français par certains articles du Code civil. La vérité, telle qu'elle résulte à la fois du bon sens et des travaux préparatoires, est au contraire que l'art. 8, § 4, en parlant de domicile, a en vue la résidence, non le domicile proprement dit, ni surtout un domicile distinct de la résidence. En effet, le but que s'est proposé le législateur a été soit d'accorder, soit d'imposer la nationalité française aux étrangers qui, nés en France, l'habitent à l'époque de leur majorité ; ces deux circonstances lui font supposer que ceux à l'égard de qui elles sont réunies ont fait en France un séjour continu et par là se

relever de la déchéance qu'il a encourue en ne satisfaisant pas à l'obligation de domicile, c'est à la condition de remplir avant l'expiration de sa vingt-deuxième année les formalités de soumission prescrites par l'art. 9 C. civ. et de fixer à nouveau son domicile sur le territoire français ; — Attendu, au surplus, que le domicile exigé par l'art. 8, nº 4 doit s'entendre d'une résidence personnelle et non du domicile prévu par les art. 102 et suivants du C. civ.; qu'il s'agit évidemment de déclarer Français les individus qui, nés sur le territoire français, y habitent encore à leur majorité ;

Attendu que Rosello, légalement expulsé du territoire français comme étranger pendant sa minorité, n'a cessé dès avant sa majorité et jusqu'après l'expiration de sa vingt-deuxième année d'habiter à l'étranger ; — Que, par conséquent, ni en fait ni en droit, il n'a pu satisfaire à la condition de domicile qui lui eût permis de se prévaloir des dispositions de l'art. 8, § 4 ; — Que le tribunal, en le déclarant Français en vertu de l'art. 8, § 4 du C. civ , a donc fait une fausse application des disposions de cet article ; — Qu'il y a lieu, par suite, de réformer en entier les motifs du dit jugement ;

Mais attendu que, postérieurement au jugement de première instance, de nouvelles constatations se sont produites qui modifient complètement l'état de Rosello au point de vue de sa nationalité ; — Qu'il a été établi que Rosello, pendant

---

sont pénétrés des mœurs françaises, ont acquis pour la France des sentiments affectueux, ou, du moins, ont contracté envers elle une dette. Par conséquent, appliquer l'art. 8, § 4 à un individu qui, s'étant fait expulser de France, a vécu à l'étranger, c'est commettre un pur contre-sens.

C'est donc à bon droit que, dans la présente affaire, comme dans la précédente, la Cour d'Alger a nié que Rosello fût devenu Français en vertu de l'art. 8, § 4 C. civ,

Mais l'art. 9, dans son dernier paragraphe, contient une autre cause d'acquisition de la nationalité française. Rosello a pu s'en prévaloir et la Cour lui en a reconnu le bénéfice. L'art. 9, à l'égard de l'étranger qui, porté sur le tableau de recensement, accepte la conséquence de cette erreur, ne distinguant pas selon qu'à cette époque il habitait ou non la France et ne faisant pas non plus de réserve quant à sa moralité, la décision de la Cour d'Alger, au point de vue juridique, ne saurait être critiquée. Mais, si l'on en venait à résoudre au moyen d'une nouvelle loi les difficultés que fait naître l'antinomie des dispositions de la loi du 3 décembre 1849 et de celles du Code civil, en ce qui concerne les étrangers appelés à devenir Français par le bienfait de la loi, il conviendrait, selon nous, que modifiât sur le dernier paragraphe de l'art. 9 C. civ. et notamment que l'on fermât cet accès à la nationalité française, demeuré ouvert à des gens qui, s'ils prenaient une autre voie, seraient repoussés.

A. L.

qu'il résidait à l'étranger, avait été inscrit d'office sur le tableau de recensement par le maire de Relizane, sa commune d'origine; — Qu'à la suite de cette inscription (que Rosello avait ignorée, ainsi que sa convocation devant le conseil de revision), il a été déclaré « bon, absent » et affecté au 3e régiment de zouaves, en garnison à Sétif; — Que, ne s'étant pas rendu aux ordres d'appel successifs également ignorés de lui, qui lui furent adressés dans la suite, pour l'inviter à rejoindre son régiment, il a été poursuivi et recherché comme insoumis; — Attendu qu'ayant appris en dernier lieu cette situation, il s'est spontanément présenté devant le commandant de recrutement à Oran, pour faire sa soumission comme soldat; — Que, loin d'exciper de son extranéité, il a déclaré vouloir répondre à l'appel de sa classe et a demandé à rejoindre son régiment; — Attendu qu'acquitté du crime d'insoumission par le conseil de guerre, il a été maintenu dans les cadres de l'armée et qu'il est actuellement affecté comme réserviste au 3e régiment de zouaves; — Qu'il se trouve donc finalement avoir volontairement satisfait à la loi sur le recrutement de l'armée; — Que, dans ces conditions il doit être admis au bénéfice des dispositions de l'art. 9, *in fine*, aux termes duquel l'étranger né sur le sol français et qui n'y a pas de domicile à sa majorité devient Français si, ayant été inscrit sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations du recrutement;

« Émendant, quant aux motifs, la décision des premiers juges, déclarer que Rosello est Français par application de l'art., 9 C. civ., *in fine* » ;

Attendu que Rosello, né à Relizane, le 10 janvier 1877, de parents espagnols, a été l'objet d'un arrêté d'expulsion à la date du 9 juin 1897; — Que, conduit à la frontière d'Espagne, alors qu'il était en état de minorité, il n'est revenu sur le territoire français qu'après l'expiration de sa vingt-deuxième année; qu'il ne remplissait donc pas à l'époque de sa majorité la condition d'être « domicilié en France », exigée impérieusement par l'art. 8, § 4 C. civ. pour être déclaré Français; — Attendu que les mots « domicilié en France » dont se sert cet article doivent s'entendre d'une résidence personnelle et nullement du domicile de droit des art. 102 et suivants Code civ., inapplicable d'ailleurs aux étrangers; — Qu'il n'est pas exact de dire que Rosello était, par le fait de sa naissance en territoire français, un Français sous condition suspensive; — Que c'était, au contraire, un étranger avec vocation éventuelle à la qualité de Français, vocation qui, pour se réaliser, exigeait que, domicilié en

France à l'époque de sa majorité, il ne déclinât pas cette qualité de Français dans l'année qui suivrait cette majorité ; — Attendu que l'arrêté d'expulsion du 9 juin 1897 n'a pas permis à Rosello de conserver sur le territoire français ni domicile ni résidence d'aucune sorte, puisque sa présence seule y eût constitué un délit aux termes des art. 8 de la loi du 3 décembre 1849 et 3 de celle du 8 août 1893 ; — Que Rosello, légalement expulsé du territoire français pendant sa minorité comme étranger, n'a donc cessé, dès avant sa majorité et jusqu'à l'expiration de sa vingt-deuxième année, de résider effectivement à l'étranger ; — Que les premiers juges ne pouvaient, dès lors, le déclarer Français par application de l'art. 8, § 4, C. civ. ;

Mais attendu qu'il résulte des documents versés aux débats, postérieurement au jugement entrepris, que Rosello a été, pendant qu'il résidait à l'étranger, inscrit d'office sur le tableau de recensement par le maire de Relizane, sa commune d'origine ; — Qu'à la suite de cette inscription, il a été convoqué devant le conseil de revision, déclaré bon absent et affecté au 3e régiment de zouaves ; — Que, ne s'étant pas rendu aux ordres d'appel qui lui furent adressés dans la suite, pour rejoindre son régiment, ordres d'appel qui, pas plus que la convocation devant le conseil de revision, ne l'avaient touché, Rosello fut poursuivi, condamné et recherché comme insoumis ; — Que, dès qu'il a eu connaissance de cette situation, il s'est spontanément présenté devant le commandant de recrutement à Oran pour faire sa soumission comme soldat ; — Que loin d'exciper de son extranéité, il a déclaré vouloir répondre à l'appel de sa classe et a demandé à rejoindre son régiment ; — Attendu qu'acquitté du délit d'insoumission par le premier conseil de guerre d'Oran, il a été maintenu dans les cadres de l'armée et se trouve actuellement affecté comme réserviste au 3e régiment de zouaves ; — Attendu que Rosello justifie ainsi avoir volontairement satisfait à la loi de recrutement de l'armée, et doit être déclaré Français conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'art. 9 C. civ., qui dispose « que tout individu né en France d'un étranger et qui n'y est pas domicilié à l'époque de sa majorité devient Français si, porté sur le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité » ;

Par ces motifs : — Faisant droit à l'appel de M. le procureur général envers le jugement du tribunal civil de première instance de Mascara, en date du 7 novembre 1900, enregistré : — Infirme ledit jugement en ce qu'il a déclaré Antoine

Rosello Français conformément aux dispositions de l'art. 8, § 4 C. civ. ; — Et statuant à nouveau : — Le déclare Français par application des dispositions du dernier paragraphe de l'art. 9 du même Code ; — Condamne Rosello aux dépens de première instance et d'appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

28 mai 1901

Exploit, signification, loi du 15 février 1899, enveloppe fermée, cachet de l'huissier, mention, formalités, inobservation, nullité.

Il résulte des dispositions combinées de la loi du 15 février 1899 et de l'art. 70 C. pr. civ. qu'il y a nullité absolue tant de l'exploit signifié irrégulièrement que de la procédure qui en a été la suite, lorsque cette signification a été faite sans que l'huissier ait renfermé dans une enveloppe et ait apposé son cachet sur la fermeture du pli, et enfin sans mentionner tant sur l'original que sur la copie l'accomplissement de ces formalités (1).

(Kessler c. Morati)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'exception de nullité : — Attendu que l'original et la copie de l'exploit par lequel Kessler a, le 8 avril 1899, notifié l'appel par lui interjeté portent uniquement que la signification a été faite par l'huissier à Morati « parlant à la personne de son contre-maître » ; — Que l'huissier a donc remis la copie audit contre-maître sans l'avoir renfermée dans une enveloppe ni, en conséquence, avoir apposé son cachet sur la fermeture du pli et enfin, sans mentionner, tant sur l'original que sur la copie, l'accomplissement de ces formalités ; — Attendu que lesdites formalités sont prescrites par l'art. 1er de la loi du 15 février 1899, qui a été substitué à l'art. 68 C. pr. civ., avec les références et sanctions que comporte ce dernier, et que leur inobservance entraîne, aux termes de l'art. 70 du même Code, la nullité de l'exploit et

(1) V. Alger, 22 mai 1901 *(suprà*, p. 226) et la note.

l'annulation de la procédure qui en a été la suite ; — Qu'il échet donc, en prononçant cette nullité, d'accueillir l'exception soulevée par Morati et de faire droit à son appel incident ; — Attendu qu'en raison de cette décision, il n'y a pas lieu de statuer sur le surplus des conclusions, tant principales que subsidiaires, formulées par Morati et par Kessler à l'appui de leurs appels ;

Par ces motifs : — Faisant droit à l'appel incident émis par Morati, déclare nul et de nul effet l'exploit du 8 avril 1899 et annule la procédure qui en a été la suite ; — En conséquence, maintient le jugement déféré.

MM. ZILL DES ILES, *ff. prés.*; MARSAN, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et LE DENTU, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

21 février 1901

Avocat, procédure devant les tribunaux de commerce, mandat, présomption, jugement par défaut, signification, tardiveté, nullité facultative.

S'il est vrai qu'aux termes de l'art. 2 de l'arrêté du gouverneur général en date du 17 juillet 1848, la défense des parties devant les tribunaux de commerce en Algérie et en Tunisie peut être présentée par toute personne ayant un pouvoir spécial à cet effet, et si ce pouvoir est présumé en faveur de l'avocat porteur de l'original ou de la copie de la citation, aucune disposition de loi ne confère à cet avocat qualité pour recevoir la signification du jugement par défaut faute de conclure rendu contre son client ; — En conséquence, à défaut de tout mandat spécial ou de toute élection de domicile à cet effet, c'est la signification à la partie elle-même qui fait courir le délai d'opposition ;

La disposition de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui déclare facultatives pour le juge en Algérie les nullités des actes d'exploit et de procédure, ne s'applique pas aux déchéances encourues en raison de la tardiveté d'une signification (1).

(1) Jurispr. constante : Cass., 18 mai 1887 (*Rev. Alg.*, 1888. 2. 6) et les autres décisions rapportées au *Code de l'Algérie annoté*, p. 29.

(Rascouailles c. Giraud)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Giraud, bien que régulièrement réassigné, n'a pas constitué défenseur ou avoué; — Qu'il échet, en conséquence, de statuer par défaut à son égard; — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme;

Au fond : — Sur la recevabilité de l'opposition formée par Giraud à l'encontre du jugement du 28 avril 1900; — Attendu que, il est vrai, aux termes de l'art. 2 de l'arrêté du gouverneur général en date du 17 juillet 1848, la défense des parties devant les tribunaux de commerce pourra être présentée par toute personne ayant un pouvoir spécial à cet effet, et ce pouvoir sera présumé en faveur de l'avocat porteur de l'original ou de la copie de la citation; — Mais qu'aucune disposition de la loi ne confère à cet avocat qualité pour recevoir la signification du jugement de défaut faute de conclure rendu à l'encontre de son client; — Qu'à défaut de tout mandat spécial, ou de toute élection de domicile à cet effet, c'est la signification à la partie elle-même qui fait courir le délai d'opposition; — Attendu que le jugement de défaut rendu à l'encontre de Giraud, au profit de Rascouailles, a été signifié à Giraud suivant exploit de Garrigou, huissier à Alger, en date du 25 juillet 1900; — Que Giraud n'en a déclaré opposition que le 10 août suivant dans le commandement à fin de saisie qui lui a été signifié à cette date par exploit de Laffont, huissier à Alger; — Que cette opposition était irrecevable comme tardive, aux termes de l'art. 436 C. pr. civ.;

Attendu que les premiers juges ont à tort relevé Giraud de la nullité résultant de sa signification tardive; — Que les dispositiions de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 s'appliquent uniquement aux nullités des actes d'exploits et de procédure, et ne sauraient être étendues aux déchéances encourues, comme celle prononcée par la loi à raison de la tardivité d'une signification;

Par ces motifs : — Donne défaut contre Giraud, faute de comparaître; — Reçoit, en la forme, l'appel de Rascouailles; — Y faisant droit au fond; — Dit irrecevable, comme tardive, l'opposition de Giraud à l'encontre du jugement du tribunal de commerce d'Alger, en date du 28 avril 1900; — Dit que ledit jugement sera exécuté en sa forme et teneur.

MM. BLANKAERT, *prés.*; BUSSIÈRE, *av gén.* — Me REGUIS, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

3 juin 1901

Requête civile, tuteur, qualité, subrogé tuteur, reprise d'instance, décès de l'une des parties, défaut de notification, validité.

Lorsqu'un tuteur se joint à la demande de requête civile formée par une personne se disant subrogé tuteur d'un mineur, fait sienne cette demande en constituant le même avoué et en appuyant toutes les conclusions de la requête, en provoquant une délibération du conseil de famille afin de donner audit subrogé tuteur mission de continuer ladite demande, il n'y a pas lieu de déclarer la requête civile irrecevable comme formée par une personne sans qualité ;

En matière de reprise d'instance et au cas de décès de l'une des parties survenu avant que l'affaire soit en état, est valable et régulière la procédure postérieure à ce décès, tant que la notification dudit décès n'a pas été faite (C. pr. civ., art. 344).

(Terrade de Roux c. Jourdan et Chappé)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de la requête : — Attendu qu'après avoir accompli les formalités prescrites par les art. 494 et suiv. C. pr. civ., le sieur Michel Terrade et le sieur Roux, ce dernier disant agir comme subrogé tuteur des enfants mineurs de feu Auguste Terrade, ont, par exploit du 12 août 1898, enregistré, fait assigner le syndic de la faillite Jourdan pour voir statuer sur la requête civile formée contre l'arrêt rendu le 5 mars 1898 par la deuxième chambre de la Cour ; — Attendu que le défendeur soutient que ladite requête est irrecevable, soit comme formée par une personne sans qualité, soit comme tardive aux termes de l'art. 483 C. pr. civ. ;

Sur le défaut de qualité imputé à Roux : — Attendu qu'Auguste Terrade est décédé le 7 mars 1897, à la survivance de six enfants mineurs ; — Que, par délibération du conseil de famille, en date du 4 juin 1897, Michel Terrade a été nommé tuteur et Roux, subrogé tuteur ; — Attendu qu'en

principe et lorsqu'il n'existe aucune opposition d'intérêts entre lui et le mineur, le tuteur a seul qualité à l'effet d'agir en justice au nom du mineur, d'où il suit qu'il a seul qualité, à l'exclusion du subrogé tuteur, soit pour interjeter appel, soit pour se pourvoir par la voie de la requête civile ; — Attendu que, dans les circonstances particulières de la cause, ce principe ne peut recevoir son application ; — En effet, Michel Terrade, auquel appartient la qualité de tuteur des mineurs, s'est joint à la demande de Roux, et il a fait sienne cette demande, en constituant le même avoué et en appuyant toutes les conclusions de la requête ; — Enfin, le même Terrade, agissant en qualité de tuteur, a, le 2 mai 1901, provoqué une délibération du conseil de famille, laquelle a, sur sa demande, ratifié toute la procédure dont la Cour est saisie et donné mission à Roux, ès qualité, de continuer l'instance ; — Attendu que, dans ces circonstances, il n'y a pas lieu de s'arrêter au moyen tiré du défaut de qualité imputé à Roux ;

Sur la question de savoir si la requête civile a été tardivement signifiée : — Attendu que Auguste Terrade avait agi en son nom personnel dans l'instance terminée par l'arrêt du 5 mars 1898 ; — Que, par exploit du 31 mai de la même année Jourdan et son syndic ont fait signifier ledit arrêt à Michel Terrade, sans ajouter que cette signification lui était faite en sa qualité de tuteur des mineurs, d'où il résulte qu'il n'y a pas eu de signification au tuteur ; — Attendu que la signification au subrogé tuteur a eu lieu par exploit du 13 juin 1898, et que la requête civile a été signifiée, avec assignation, le 12 août de la même année ; — Qu'elle ne peut donc être rejetée comme tardive et qu'il échet d'en examiner le mérite ;

Au fond : — Sur le moyen tiré de la violation des formes prescrites à peine de nullité : — Attendu qu'Auguste Terrade est, ainsi qu'il a été dit plus haut, décédé le 7 mars 1897 ; — Attendu qu'il est constant en fait et reconnu que son décès n'a jamais été notifié soit à Jourdan, soit à son syndic ; — Attendu que, faute de cette notification, la procédure postérieure au décès d'Auguste Terrade et l'arrêt du 5 mars 1898 sont, aux termes mêmes de l'art. 344 C. pr. civ., parfaitement valables et réguliers ;

Sur le moyen tiré de l'art. 481 C. pr. civ. : — Attendu qu'il résulte de ce qui vient d'être dit qu'il n'y avait pas lieu à reprise d'instance contre les mineurs Terrade ; — Que l'article invoqué est donc sans application possible dans la cause ;

En ce qui touche la pièce prétendue décisive qui aurait été retrouvée depuis l'arrêt : — Attendu qu'en supposant, à titre de simple hypothèse que la production de l'arrêté de comptes

du 1er mai 1893 eût pu exercer une influence quelconque sur la décision rendue le 5 mai 1893, il est et demeure constant que cette pièce n'était pas en la possession de Jourdan, mais qu'elle se trouvait entre les mains du sieur Alban, lequel la détenait pour son propre compte et sans la participation de l'adversaire des frères Terrade ; — Attendu que cet arrêté de comptes élait parfaitement connu de Terrade dont il porte la signature ; — Que le demandeur ne peut donc s'en prendre qu'à lui-même, puisque, n'ignorant pas la pièce et pouvant se la faire communiquer, il n'en a pas réclamé la production ;

En ce qui concerne les dispositions contraires que contiendrait l'arrêt : — Attendu que l'arrêt décide que jamais Jourdan n'a vendu aux frères Terrade le matériel dont s'agit au procès ; — Qu'il juge, en conséquence, que, les frères Terrade ayant usé dudit matériel depuis le ter mai 1893, ceux-ci doivent en payer la location à Jourdan ; — Qu'il dispose, enfin, que, le matériel étant resté la propriété de Jourdan, les frères Terrade doivent le restituer et, à défaut de restitution en nature, en payer la valeur ; — Attendu que ces dispositions ne sont pas contraires, et que loin de là elles sont parfaitement conciliables et juridiques ;

Par ces motifs : — Reçoit la requête civile en la forme ; — Ce faisant, la rejette comme mal fondée ; — Condamne Michel Terrade et Roux, ès qualités, à l'amende, etc.

MM. DANNERY, *prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes BORDET et GOUTTEBARON, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

5 juin 1901

Compétence, poursuites judiciaires, validité, appréciation, commandement, régularité, travaux publics, vérification et règlement.

Les tribunaux de droit commun, étant seuls compétents pour apprécier la validité d'actes ayant le caractère de poursuites judiciaires, sont saisis à bon droit de la question de savoir si un commandement fait à un particulier à la requête d'un receveur municipal a pu être régulièrement signifié par voie d'huissier ;

La vérification et le règlement de travaux exécutés sur un chemin vicinal, et ayant par suite le caractère de travaux publics, échappent à la compétence de l'autorité judiciaire.

(Veuve Courtot c. Commune de Chauzy)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la nullité de forme tirée de ce que le commandement du 5 août 1898 aurait été signifié à tort par voie d'huissier : — Attendu que, les tribunaux de droit commun étant seuls compétents pour apprécier la régularité et la validité d'actes ayant le caractère de poursuites judiciaires, les premiers juges ont été à bon droit saisis de cette fin de non recevoir ; — Que, du moment qu'il s'agissait d'une recette municipale, pour laquelle aucun mode spécial de recouvrement n'a été prévu, la décision entreprise a fait une saine appréciation du litige en décidant que la notification du commandement avait été régulièrement faite par huissier ;

Au fond : — Attendu qu'il est inexact de dire que la commune de Chauzy n'a acquis un droit personnel de créance contre la dame veuve Courtot que par le remboursement à l'entrepreneur du montant des travaux réclamés et se trouve simplement substituée aux droits de ce dernier ; — Que les documents administratifs produits démontrent, au contraire, que la commune de Chauzy a une action directe pour poursuivre le recouvrement du montant des travaux nécessités par la réfection de l'aqueduc sous chaussée détruit par la dame veuve Courtot ; — Que celle-ci l'a si bien compris que, pour échapper au payement, elle prétend que les travaux dont s'agit n'ont pas le caractère d'utilité publique et que, dans tous les cas, ils sont défectueux ; — Or, attendu que les travaux dont l'utilité et la bonne exécution sont contestées par la dame veuve Courtot, ayant été effectués sur un chemin vicinal, ont incontestablement le caractère de travaux publics ; — Que, par suite, leur vérification et leur règlement échappent à l'autorité judiciaire ;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'opposition formée par la dame veuve Courtot à l'arrêt de défaut rendu par cette chambre le 20 juin 1900 ; — La déclare mal fondée ; — Au fond : — Maintient, en conséquence, dans toutes ses dispositions l'arrêt du 20 juin 1900 qui a confirmé pour sortir plein et entier effet le jugement dont est appel rendu par le tribuna

de Sidi-bel-Abbès, le 20 février 1900; — Déclare l'opposante non recevable autant que mal fondée dans son oppositon et la condamne aux dépens.

MM. DUCROUX, *prem. prés.*; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Me FRUCHIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

18 juin 1901

Douanes, Tunisie, tarifs, usages locaux, décret beylical du 18 septembre 1896, abolition.

Dans la régence de Tunis, en matière de droits de douane, les usages tunisiens ne sauraient prévaloir contre le tarif fixé par le décret beylical du 28 septembre 1896.

(Lorenzo Tabone c. Gouvernement tunisien)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les premiers juges ont fait une saine appréciation des circonstances de la cause, en décidant que les cinq cents sacs de cafés expédiés de Rio-Janeiro à Lorenzo Tabone-Bartolo, à Tunis, devaient être taxés à 61 fr. 20 cent. par 100 kilogr., conformément à la taxe établie par le décret beylical du 28 septembre 1896 sur le tarif des douanes; — Que l'enquête telle qu'elle est sollicitée par M. Lorenzo Tabone Bartolo n'est ni pertinente ni concluante, puisque les usages que l'on invoque ne sauraient prévaloir contre le tarif imposé par le décret beylical susdaté;

Par ces motifs: — Et ceux non contraires des premiers juges: — Sans s'arrêter à l'appel de M. Lorenzo Tabone-Bartolo envers le jugement du tribunal de première instance de Tunis du 22 novembre 1899, enregistré: — Confirme le dit jugement pour sortir plein et entier effet; — Déclare l'appelant non recevable autant que mal fondé dans toutes ses demandes, fins et conclusions; — L'en déboute; — Le condamne à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.*; FABRE DE PARREL, *av. gén.*; — Mes LEMAIRE et COLLIN, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

19 juin 1901

Commune de plein exercice, Algérie, attroupements ou rassemblements armés ou non armés, désordres, faits de pillage, dommages, responsabilité, présomption de faute, preuve contraire, devoirs de la municipalité, responsabilité incombant à plusieurs communes, population, partage proportionnel.

D'après l'art. 106 de la loi du 5 avril 1884, les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées, à moins qu'elles ne prouvent qu'elles se trouvent dans l'un des trois cas exceptionnels prévus par l'art. 108 de ladite loi, et spécialement qu'elles ont pris toutes les mesures qui étaient en leur pouvoir à l'effet de prévenir les attroupements ou rassemblements et d'en faire connaître les auteurs (1);

Cette responsabilité est encourue lorsque la municipalité n'a point fait en temps utile usage de son autorité morale pour le rétablissement de l'ordre et n'a point requis, en se conformant strictement aux règlements, c'est-à-dire par des réquisitions écrites, précises et motivées, le concours de la force armée pour l'exécution de la loi du 7 juin 1848 (2);

Aux termes de l'art. 107 de la loi de 1884 précitée, si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et dommages causés dans la proportion qui sera fixée par les tribunaux (3);

(1 à 3) V. le jugement du tribunal d'Alger du 16 juin 1900, confirmé par l'arrêt ci-dessus (*Rec. Alg.*, 1900. 2. 426); Alger, 14 mars 1900 (*Rec. Alg.*, 1900. 2. 182); req., 22 juill. 1901 (*suprà*, p. 283). — Sur la responsabilité en pareil cas des communes mixtes de l'Algérie, V. Alger, 29 nov. 1899 (*Rec. Alg.*, 1900. 2. 29); req., 23 janv. 1901, *suprà*, p. 101.

En pareil cas, la loi n'exige pas, pour que la responsabilité d'une commune soit engagée, que ses habitants se soient transportés en état d'attroupements sur le territoire de celle où le délit a eté commis ; il suffit qu'ils aient concouru par leur nombre à former sur le lieu même du désordre l'attroupement qui a commis les dommages (1);

Les communes ainsi responsables sont tenues directement et solidairement de la réparation des dommages envers les particuliers qui en ont été victimes et non pas seulement à l'égard les unes des autres par suite d'action récursoire ;

En conséquence, l'expertise qui a fixé le montant du préjudice causé entre l'une des communes et les victimes du pillage s'impose à l'autre alors même qu'elle n'y aurait pas été appelée ;

Les tribunaux peuvent, d'après les circonstances, fixer la part de responsabilité des communes proportionnellement au chiffre de la population de chacune d'elles (2).

(Communes d'Alger et de Mustapha c Tabet)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le jugement du 16 juin 1900, qui a condamné la commune d'Alger au paiement de la somme de 32,866 fr. 56 cent, dans la proportion de 30 pour 100 pour Albert Tabet et 40 pour 100 pour Alexandre Tabet, pour le préjudice souffert par MM. Albert et Alexandre Tabet, lors des troubles des 22 et 23 janvier 1898, et condamné la commune de Mustapha à relever et garantir la commune d'Alger des condamnations prononcées contre elle, tant principales qu'accessoires, dans les proportions du chiffre respectif de la population 30,771 – 122,891, a été frappé de deux appels principaux : l'un par la commune d'Alger, le 27 septembre 1900, et l'autre par la commune de Mustapha, le 6 octobre 1900 ; — Que, vu leur connexité, il échet de joindre ces deux appels pour être statué par un seul et même arrêt ;

Attendu, en droit, que, d'après l'art. 106 de la loi du 5 avril 1884, les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers

(1, 2) V. *suprà*, p. 366, note 1 à 3.

les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées ; — Que, pour s'affranchir de cette responsabité basée sur une présomption de faute, la commune doit rapporter la preuve qu'elle se trouvait dans l'un des trois cas exceptionnels prévus par l'art. 108 de ladite loi ; — Que, tout d'abord, il ne saurait être question du cas où les dommages causés sont le résultat d'un fait de guerre ; — Que, d'autre part, la municipalité d'Alger renonce à soutenir devant la Cour qu'au moment des troubles, elle avait été dépossédée de ses moyens d'action par M. le préfet, qui avait assumé la responsabilité de la sécurité publique en prenant en mains la direction de la police ; — Que M. le préfet n'a fait, en cette circonstance, qu'user des droits qui lui sont dévolus par l'art. 99 de la loi du 5 avril 1884 ; — Que le maire d'Alger n'a pas pour cela été privé de son action sur la police et la force armée pour assurer le bon ordre et la sûreté des habitants ; — Que, dès lors, la commune d'Alger ne saurait être affranchie de toute responsabilité que tout autant qu'elle démontrerait que toutes les mesures qui étaient en son pouvoir ont été prises à l'effet de prévenir les attroupements ou rassemblements et d'en faire connaître les auteurs ;

Or, attendu, en fait, qu'ainsi que les premiers juges l'ont très clairement mis en relief dans la décision entreprise, la municipalité d'Alger n'a point fait en temps utile usage de son autorité morale pour le rétablissement de l'ordre et n'a point requis, en se conformant strictement aux règlements, le concours de la force armée pour l'exécution de la loi du 7 juin 1848 ; — Que, d'une part, les débats de la séance du conseil municipal d'Alger du 21 janvier 1898, l'attitude du maire d'Alger à la réunion des étudiants tenue le même soir au café de l'Europe et les termes de la proclamation affichée sur les murs de la ville dans la nuit du 21 au 22 janvier n'étaient point de nature à amener l'apaisement dans les esprits ; — Que, d'autre part, la municipalité, quand elle s'est aperçue que sa police était impuissante à rétablir l'ordre dans la rue, n'a point donné des réquisitions écrites, précises et motivées à l'autorité militaire pour obtenir le concours de la force armée à l'effet de dissiper les rassemblements et attroupements et au besoin de faire cesser les pillages ; — Que vainement elle invoque que la consigne de la troupe était de ne prêter son concours que pour la dispersion des manifestants ; — Qu'elle ne saurait exciper d'un refus de concours qu'elle n'a point réclamé dans les formes légales ;

Attendu que c'est également à bon droit que la décision entreprise a repoussé l'offre de preuve de la commune d'Alger'

comme non pertinente; — Que les nouveaux faits articulés devant la Cour ne sont pas plus concluants et ne sauraient détruire la présomption de faute que l'art. 106 fait peser sur la commune d'Alger; — Qu'en effet, cette commune, mise en demeure de justifier de réquisitions écrites prises par son maire en vue d'obtenir le concours de la force armée pour prévenir les attentants contre la propriété et contre les personnes, est dans l'impossibilité de produire aucune copie desdites réquisitions; — Que, tous les autres faits fussent-ils établis, la commune d'Alger n'aurait pas moins commis la faute grave de ne pas s'être assuré par des réquisitions écrites, précises et motivées le concours de la force armée pour aider sa police, impuissante à réprimer les actes de pillage commis à force ouverte dans les journées des 19 au 28 janvier; — Qu'au surplus, le premier fait cité par la commune d'Alger dans l'offre de preuve qu'elle présente devant la Cour est l'aveu formel qu'elle n'a pas voulu user des moyens de rigueur que lui donnait la loi du 7 juin 1848; — Qu'elle demande, en effet, à prouver que, pendant toute la durée des troubles de 1897 et 1898, et notamment du 18 au 28 janvier 1898, le maire d'Alger et ses adjoints ont toujours personnellement et publiquement réprouvé toute atteinte contre les personnes et les propriétés; — Qu'ils ont fait usage de leur autorité morale pour apaiser les manifestants et prévenir les violences en maintes circonstances et que leur opinion même, connue du public nécessitait une attitude prudente, effacée, exempte de toute attaque de front contre le sentiment public exaspéré; — Or, attendu que c'est précisément cette attitude prudente, effacée, exempte de toute attaque de front qui engage la responsabilité de la commune, et ne lui permet pas d'invoquer le bénéfice du § 1er de l'art. 108 de la loi du 5 avril 1884;

Sur l'appel de la commune de Mustapha : — Attendu qu'aux termes de l'art 107 de la loi du 5 avril 1884, si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et dommages causés dans la proportion qui sera fixée par les tribunaux; — Que, dans l'espèce, il est constant et ressort de tous les rapports de police et des arrestations opérées que la population de Mustapha a fourni un contingent important aux attroupements et aux rassemblements qui ont porté le désordre et le pillage dans la ville d'Alger pendant les journées des 19 au 28 janvier 1898; — Attendu que la municipalité de Mustapha ne cherche même pas à démontrer qu'elle avait pris toutes les mesures en son pou-

voir pour prévenir les attroupements et rassemblements qui se formaient sur son territoire et les empêcher de se répandre ensuite dans la ville d'Alger ; — Qu'elle soutient seulement que si les réunions ont pu avoir lieu à Mustapha, elles étaient formées en majeure partie d'habitants d'Alger et ne se seraient en tous cas pas produites le jour des pillages ; — Que ces allégations sont contredites par tous les documents de police, qui constatent, au contraire, qu'une très grande effervescence n'a cessé de régner dans la commune de Mustapha pendant les journées des 19 au 30 janvier 1898 et que les attroupements et rassemblements qui se sont livrés au pillage des magasins israélites à Alger étaient composés en notable partie d'habitants de Mustapha ; — Attendu, au surplus, que l'art. 107 n'exige pas, pour que la responsabilité de la commune soit engagée, que ses habitants se soient transportés en état d'attroupements sur le territoire de la commune où le délit a été commis ; — Qu'il suffit qu'ils aient concouru par leur nombre à former sur le lieu même du désordre l'attroupement qui a commis les dommages ; — Que, dans ces conditions, la commune d'Alger est en droit de demander à celle de Mustapha de venir prendre sa part de responsabilité dans les troubles des 19 au 28 janvier 1901 ;

Attendu que, subsidiairement, la commune de Mustapha demande la nullité, à son égard, de l'expertise ordonnée en référé le 27 janvier 1898, sous prétexte que, n'ayant jamais été sommée d'assister à cette expertise, conformément aux dispositions de l'art. 315 C. pr. civ., on ne saurait lui en imposer les résultats ; — Attendu, tout d'abord, que cette nullité, proposée pour la première fois en appel, se trouve couverte par les défenses au fond prises par la commune de Mustapha en première instance ; — Qu'elle s'est bien gardée de critiquer les résultats de cette expertise dont elle a eu parfaite connaissance, alors cependant que subsidiairement elle demandait à ne contribuer à la réparation du préjudice général commis que proportionnellement au nombre de condamnations encourues par les habitants de Mustapha par rapport à ceux d'Alger et des communes de Saint-Eugène et de Birkadem ; — Que, du reste, la commune de Mustapha se trouve à raison même de l'indivisibilité des faits dommageables, tenue solidairement avec la commune d'Alger au paiement des dégâts commis par les attroupements formés par les habitants desdites communes ; — Que, bien que la municipalité de Mustapha ait été mise en cause sous forme de garantie par la commune d'Alger, elle n'en aurait pas moins

dû être directement responsable des dégâts causés conjointement avec cette dernière ; — Qu'il suit que c'est vis-à-vis des victimes du pillage et non point contre la commune d'Alger, qui l'a en quelque sorte représentée à l'expertise, que la demande en nullité d'expertise, pour être efficace, aurait dû se produire ; — Que, dès lors, l'expertise qui a fixé le montant du préjudice entre la commune d'Alger et les victimes du pillage s'impose maintenant à la commune de Mustapha ;

Attendu que c'est aux tribunaux à apprécier, d'après les circonstances, si le nombre d'habitants sortis de la commune de Mustapha a été assez considérable pour porter une force dangereuse et coupable aux attroupements séditieux d'Alger et quelle est la part afférente à chaque commune dans la réparation des dommages, comme aussi dans quelle mesure elles ont fait effort pour prévenir, empêcher ou faire cesser le délit ; — Or, attendu que les premiers juges paraissent avoir tenu compte de toutes ces considérations, en partageant la responsabilité des deux communes proportionnellement au nombre des habitants de chacune d'elles d'après le recensement officiel de 1896 : 92,120 habitants pour Alger et 30,771 pour Mustapha ; — Que la commune de Mustapha ne rapporte pas la preuve que les habitants des communes de Birkadem et de Saint-Eugène aient également participé aux troubles ; qu'il lui appartenait dans tous les cas, au même titre qu'à la commune d'Alger, de les appeler en cause pour leur faire partager la responsabilité ;

Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Joint, pour être statué par un seul et même arrêt, l'appel relevé par la commune d'Alger à celui relevé par la commune de Mustapha envers le jugement du tribunal d'Alger du 16 juin 1900 ; — Et sans s'arrêter ni à l'appel principal de la commune d'Alger, ni à l'appel principal de la commune de Mustapha envers le jugement susvisé ; — Confirme ledit jugement pour sortir plein et entier effet ; — Déclare les deux communes appelantes non recevables autant que mal fondées dans leurs demandes fins et conclusions ; — Les en déboute ; — Les condamne respectivement à l'amende ; — Fait masse des dépens d'appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes BROUSSAIS, LEMAIRE, CHAMBON, BASSET et BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

5 juin 1901

Frais et dépens, droit de correspondance, matière sommaire, constitution de nouvel avoué, admission en taxe.

Le droit de correspondance et port de pièce prévu par les art. 145 et 147 de la loi du 16 février 1807 est dû aussi bien en matière sommaire qu'en matière ordinaire ;

Les frais de constitution de nouvel avoué, même rendus nécessaires par la faute de la partie, doivent être passés en taxe à cet officier ministériel, lorsque cet acte a été compris dans les dépens liquidés et distraits à son profit, sans que la partie adverse ait demandé, au moment de sa condamnation aux dépens, que ces frais fussent laissés à la charge de la partie qui les avait occasionnés.

(Camy c. Blasselle)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que M Camy a fait opposition à l'ordonnance de taxe rendue par M. le conseiller Abadye les 29 janvier et 26 avril 1901 au profit de Me Blasselle, motifs pris de ce que le droit de correspondance n'était pas dû en matière sommaire ; — Attendu que, lors de la comparution des parties en la chambre du conseil, M. Camy, modifiant ses conclusions primitives, a déclaré ne pas insister sur les frais de correspondance, bien que le droit soit très discutable, mais a contesté la constitution de nouvel avoué de Me Blasselle, s'élevant à 9 fr. 70 cent., sous prétexte que, Me Giraud ayant été constitué dans l'acte d'appel, cette constitution formait double emploi ; — Attendu que Me Blasselle accepte la discussion sur ce dernier grief, bien qu'il n'ait pas été relevé dans l'opposition ; — Qu'il convient de donner acte aux parties de cette modification de leurs conclusions ;

Attendu, tout d'abord, en ce qui concerne les frais de correspondance, que, M. Fendouchi Rabah, client de Me Blasselle, étant domicilié dans la commune mixte de Berrouaghia, arrondissement judiciaire de Blida, la taxe se trouve justifiée

par les art. 145 et 147 du tarif du 16 février 1807 ; — Que le droit de correspondance et port de pièces n'est évidemment considéré par cet art. 145 du tarif que comme le remboursement de déboursés et doit être passé tout aussi bien en matière sommaire qu'en matière ordinaire ; — Que la somme allouée, qui ne représente que l'équivalent des déboursés et peut même souvent rester insuffisante pour les couvrir, constitue un abonnement que rendent nécessaires la difficulté de justifier les frais d'une pareille nature et les inconvénients qu'il pourrait y avoir à produire pour la taxe la correspondance même confidentielle qui s'établit entre l'avoué et le client ;

Attendu, en ce qui concerne la constitution de nouvel avoué, que, lorsque M. Fendouchi Rabah a, par acte du 6 avril 1900, fait appel du jugement du tribunal civil de Blida du 6 février précédent, il a déclaré constituer Me Giraud, avoué près la Cour d'appel ; — Que cet officier ministériel, pour des raisons qu'il n'y a pas lieu de rechercher, ayant refusé d'occuper, M. Fendouchi Rabah a dû, par l'acte du 26 avril 1900 qui est critiqué, constituer un nouvel avoué en la personne de Me Blasselle aux lieu et place de Me Giraud ; — Que, sans cet acte, Me Blasselle était dans l'impossibilité de continuer la procédure sur l'appel que M. Fendouchi Rabah avait interjeté sous la constitution de Me Giraud ; — Que Me Blasselle est d'autant mieux en droit d'en réclamer le paiement qu'il a été compris dans les dépens liquidés et distraits à son profit ; — Que la protestation de M. Camy aurait dû se produire lors de la condamnation aux dépens de l'arrêt du 16 janvier 1901, enregistré ; — Que M. Camy, qui aurait pu demander alors que les frais de cette nouvelle constitution fussent laissés à la charge de M. Fendouchi Rabah qui les avait rendus nécessaires en ne s'assurant pas, avant d'interjeter appel, de l'acceptation de Me Giraud, ne saurait aujourd'hui contester à Me Blasselle, bénéficiaire de la distraction des dépens, le coût d'un acte de procédure dont la signification s'imposait ;

Par ces motifs : — Donne acte à Me Mojon de ce que son client, M. Camy n'insiste pas sur la critique des frais de correspondance, mais demande pour la première fois le rejet de la taxe des frais de constitution de nouvel avoué de Me Blasselle du 26 avril 1900 comme formant double emploi avec l'acte d'appel du 6 avril 1900 ; — Donne acte à Me Blasselle de ce qu'il accepte le débat, bien que cette critique de l'acte de constitution de nouvel avoué n'ait point été formulée dans la requête d'opposition ; — Et cela fait : — Maintient l'exécu-

toire de taxe pour sortir plein et entier effet ; — Déboute M. Camy de tous ses moyens d'opposition et le condamne aux dépens.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; VANDIER, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

12 juin 1901

Compétence, matière commerciale, Algérie, art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, art. 420 C. pr. civ.

Doit-on appliquer en matière commerciale la règle édictée par l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, d'après laquelle, lorsqu'il s'agit de droits ou actions nés en Algérie, le demandeur peut assigner le défendeur devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action ont pris naissance ? (Non résolu) (1) ;

En admettant que cette règle ne soit pas applicable dans les matières de commerce, la compétence doit se régler d'après l'art. 420 C. pr. civ., qui attribue compétence au tribunal du lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée et où le paiement devait être effectué (2).

(Durand et Cie c. Aglot)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il ressort des lettres des 10 et 16 mai 1898 que c'est à Tunis que M. Portelli, agent de M. Durand et Cie, de Bordeaux, a chargé M. Aglot de remettre à M. Chantier, de Tunis, les fûts de rhum qui lui seraient expédiés de Marseille ; — Que c'est à Tunis que M. Aglot a accepté ce mandat et a été mis en possession des marchandises qu'il devait livrer à M. Chantier ; — Que c'est également à Tunis que M. Aglot devait recevoir le montant de ses salaires et débours ; — Que, dès lors, même en admettant que l'art. 2 de

---

(1, 2) V. sur ces questions, Req., 7 mai 1860 (Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1860, 22) et la jurisprudence rapportée dans le *Code de l'Algérie annoté*, p. 49, note *(e)*.

l'ordonnance du 16 avril 1843 qui, lorsqu'il s'agit de droits ou actions ayant pris naissance en Algérie, permet au demandeur d'assigner le défendeur devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action ont pris naissance, ne soit pas applicable en matière commerciale, les premiers juges n'en resteraient pas moins compétents, aux termes de l'art. 420 C. pr. civ., pour connaître de l'action intentée par M. Aglot; — Qu'aux termes de cet article, la connaissance du litige que fait naître l'exécution de la convention entre deux commerçants appartient, en effet, encore au tribunal du lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée, et où le paiement devait être effectué; — Attendu que, la valeur du litige se trouvant inférieure au taux du dernier ressort tel qu'il est réglé par l'art. 4 de la loi du 27 mars 1883, la Cour ne saurait examiner le fond;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Sans s'arrêter à l'appel formé par MM. Durand et Cie envers le jugement du tribunal civil de Tunis, jugeant commercialement, le 23 février 1899; — Confirme ledit jugement entrepris pour sortir plein et entier effet; — Déclare les appelants non recevables dans toutes leurs demandes, fins et conclusions; — Les en déboute; — Les condamne à l'amende et aux dépens d'appel; — Ordonne l'enregistrement des lettres des 10 et 16 mai 1898.

MM. DUCROUX, *prem. prés.*; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes JAFFARY et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

20 juin 1899

Louage, bailleur, réticences, preneur, réduction proportionnelle, clause de non garantie.

Le bailleur qui ne délivre pas au preneur la chose qu'il a promise et qui lui dissimule, au moyen d'indications sciemment erronées, la situation exacte dans lequel se trouve cette chose ne peut, par une stipulation de non garantie ou autre clause analogue, s'affranchir des conséquences de l'inexécution de son obligation, et le preneur est recevable, suivant

les cas, à demander une diminution proportionnelle du prix du bail.

(Commune de Stora c. Nouvion)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, lorsque l'administration forestière, agissant pour la commune de Stora, insérait dans l'affiche annonçant la mise en ferme de la forêt de l'Oued-Oudéna les indications relatives au nombre d'arbres à mettre en valeur et à récolter, elle ne pouvait ignorer que le nombre des arbres à démascler dès le début du bail et à récolter en 1896 et en 1898 ne pouvait atteindre le chiffre indiqué ; — Que les procès-verbaux de reconnaissance de ses agents, établis en vue de la future adjudication, ne lui laissaient pas ignorer que le nombre des arbres susceptibles d'exploitation pendant la durée du bail ne pouvait dépasser, au pis aller, le nombre de 4,000 ; — Que c'est donc par suite d'une erreur qui ne s'explique guère que le nombre des arbres à exploiter a été porté à 5,670 ; — Qu'une pareille erreur ne saurait être couverte par la clause de non garantie du nombre des arbres, ni par la clause portant que les indications données par les affiches ne sont données qu'à titre de renseignements et n'engagent en rien l'administration ; — Que de même que le vendeur ne peut, par une stipulation de non garantie, se soustraire aux conséquences d'une éviction dont la cause provient de son fait, de même le bailleur qui ne délivre pas au preneur la chose qu'il lui a promise et qui lui dissimule, au moyen d'indications erronées, la situation exacte dans laquelle se trouve cette chose, ne peut, par une stipulation de non garantie ou autre clause analogue, s'affranchir des conséquences de l'inexécution de son obligation ; — Que la commune de Stora ne peut donc repousser l'action en diminution du prix des consorts Nouvion par la clause de non garantie insérée dans l'affiche ; — Que les autres fins de non recevoir opposées à leur action sont véritablement puériles ; — Que si M. Nouvion n'ignorait pas que la forêt de l'Oued-Oudéna, voisine de la sienne, appartenait à la commune de Stora, il n'en résulte pas qu'il ait connu la consistance de cette forêt au point de vue du nombre d'arbres susceptibles d'exploitation ; — Que c'est en 1896, au moment où il croyait faire une première récolte de liège, que M. Nouvion s'est aperçu que les indications de l'affiche, en ce qui concerne le nombre d'arbres susceptibles d'exploitation pen-

dant la durée du bail, avaient été fortement majorés ; — Qu'aussitôt cette constatation faite, il s'est empressé, avant toute poursuite du premier terme de fermage, de saisir de ses réclamations M. le conservateur des forêts et M. le gouverneur général de l'Algérie ; — Qu'on ne saurait lui faire un grief de n'avoir pu contrôler, dès sa mise en possession, les indications de l'affiche ; — Attendu que c'est donc avec raison que les premiers juges, reconnaissant que, dans le cas où les allégations des héritiers Nouvion relatives à la majoration du nombre d'arbres à démascler seraient justifiées, ces derniers seraient recevables et fondés à demander une diminution proportionnelle du prix de leur bail, ont ordonné qu'il serait procédé par experts à la vérification de la diminution proportionnelle que devrait, en ce cas, subir le prix du bail ; — Qu'il convient de confirmer leur décision ;

Par ces motifs : — Confirme, etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes BASSET et PARISOT, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

25 juin 1901

Postes et télégraphes, Tunisie, service des colis postaux, compagnie Bône-Guelma, transport gratuit.

En Tunisie, le service des colis postaux rentrant dans le service des postes, la compagnie Bône-Guelma doit, aux termes de son cahier des charges, en effectuer le transport gratuitement sur tout son réseau dans les mêmes conditions que celui des lettres et dépêches.

(Cie Bône-Guelma c. Postes et Télégraphes de Tunis)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'art. 17 de la convention du 12 octobre 1892 pour la construction et l'exploitation de la ligne de Djedeïda à Bizerte et l'art. 23 de la convention de même date pour la construction du réseau tunisien à voie étroite de Tunis au cap Bon et de Tunis au Sahel déterminent comme

suit les obligations de la compagnie Bône-Guelma à l'égard du service postal tunisien : — « Les obligations du concessionnaire vis à-vis du gouvernement tunisien, en ce qui concerne le service des postes et télégraphes, seront les mêmes que celles qu'il a déjà en Algérie, vis-à vis du gouvernement français et qui sont définies aux art. 55 et 57 du cahier des charges de leur réseau en Algérie » ; — Attendu que les mots « en ce qui concerne le service des postes et télégraphes » comprennent nécessairement les opérations de toute nature incombant au service postal tunisien ; — Qu'il échet donc de rechercher si le service des colis postaux entre ou non en Tunisie dans le service des postes ; — Or, attendu qu'il est constant et ne saurait être dénié par la compagnie Bône-Guelma, que dès avant 1888, alors que l'office postal n'existait pas encore en Tunisie, l'État français, autorisé par les conventions internationales des 3 novembre 1880 et 3 mars 1881 à se substituer, pour l'exécution du service des colis postaux, les compagnies de chemin de fer et de navigation, a, par convention du 17 juin 1881, confié à la compagnie Bône-Guelma, pour la ligne tunisienne de la Medjerdah, comme pour celle de son réseau algérien, l'exécution de tout le service des colis postaux ; — Que l'abandon fait à cette compagnie de taxes relatives auxdits colis postaux n'a été, au surplus, que la conséquence de l'obligation complémentaire prise par la compagnie d'assurer ce service depuis la prise en charge jusqu'à la livraison et d'en assumer toute la responsabilité ; — Attendu que malgré la création de l'office postal tunisien, le 11 juin 1888, le service des colis postaux n'en a pas moins continué à être assuré par la compagnie Bône-Guelma, substituée à l'État français, jusqu'au 31 décembre 1891 ; — Attendu qu'en 1890, sur le désir du gouvernement beylical de confier l'exécution de ce service des colis postaux à l'office postal tunisien, le gouvernement français sollicita la compagnie Bône Guelma de renoncer au bénéfice de leur contrat du 17 juin 1881 ; — Que cette compagnie répondait le 11 octobre 1890 : — « Nous avons l'honneur de vous informer que nous n'avons pas d'observations à présenter au sujet de la reprise par le gouvernement tunisien du service des colis postaux dans l'intérieur de la régence à partir du commencement de l'année 1891 ; — En conséquence, nous faisons par la présente acte de désistement pur et simple de la convention du 17 juin 1881, en ce qui regarde l'exécution du service des colis postaux en Tunisie, étant entendu que ce désistement ne s'applique pas au trafic de notre réseau algérien qui continuera

à être régi par la convention précitée » ; — Attendu que le service des colis postaux fut, à la suite de ce désistement, par décret beylical du 15 décembre 1891, revêtu du visa de M. le ministre résident, confié en Tunisie à l'office des postes et télégraphes, qui, depuis le 1er janvier 1892, n'a cessé de le diriger lui-même ; — Que la compagnie Bône-Guelma a toujours considéré, à partir de cette même époque, les colis postaux comme des objets confiés à la poste et les a transportés gratuitement pour le compte de l'office postal tunisien dans les mêmes conditions que les lettres et dépêches ; — Que les premiers juges ont donc eu raison de retenir que la compagnie Bône-Guelma n'ignorait pas, lors des conventions du 12 octobre 1892 relatives à son nouveau réseau, que le service des colis postaux en Tunisie s'effectuait directement par les soins de l'office postal ; — Que, loin de réclamer la moindre modification à ce *modus vivendi* pour le transport des colis postaux sur le nouveau réseau, la compagnie s'en est purement et simplement, par les art. 23 desdites conventions, référé, en ce qui concerne le service des postes et télégraphes, aux obligations que lui imposaient les art. 55 et 57 de son cahier des charges du réseau algérien, annexé à la convention du 11 janvier 1877 ; — Attendu que l'art. 55 s'exprime ainsi : — « Le service des lettres et dépêches sera fait comme il suit sur la ligne : — 1° A chacun des trains de voyageurs et de marchandises circulant aux heures ordinaires de l'exploitation, la compagnie sera tenue de réserver gratuitement un compartiment spécial d'une voiture de deuxième classe pour recevoir les lettres, les dépêches et les agents nécessaires au service des postes, le surplus de la voiture restant à la disposition de la compagnie ; toutefois, si les besoins du service l'exigeaient, la compagnie devrait livrer gratuitement un deuxième compartiment ; — 2° Si le volume des dépêches ou la nature du service rend insuffisante la capacité de deux compartiments à deux banquettes, de sorte qu'il y ait lieu de substituer une voiture spéciale aux wagons ordinaires, le transport de cette voiture sera également gratuit » ; — Attendu que le surplus de cet art. 55, ainsi que l'art. 57 qui ne concerne que le télégraphe, sont sans application dans la cause ; — Que vainement la compagnie Bône-Guelma soutient que les colis postaux ne sauraient rentrer sous les vocables de lettres et dépêches dont parle cet art. 55 ; — Qu'en effet, un avis du conseil d'État du 7 mars 1873 a décidé à bon droit que dans le vocabulaire des postes et télégraphes le mot « dépêches » devait s'appliquer au service entier de la poste et, par suite, à tous les objets autres

que la correspondance proprement dite que cette administration est tenue de transporter aux termes des lois et règlements, quelle que soit leur dénomination ; — Que c'est ainsi, d'ailleurs, que la compagnie Bône-Guelma a toujours interprété les conventions de 1892, puisque, jusqu'en 1896, elle a exécuté gratuitement le transport des colis postaux sur les lignes de Djedeïda à Bizerte et de Tunis au cap Bon et au Sahel sans formuler la moindre réclamation ; — Qu'au surplus, la compagnie Bône-Guelma ne saurait se plaindre d'aucun préjudice, puisque ses obligations de transport se trouvent limitées par l'art. 55 du cahier des charges de son réseau algérien et que l'office postal tunisien ne peut exiger pour le transport des objets confiés à la poste que la remise gratuite de deux compartiments de deuxième classe ou d'une voiture spéciale dans chaque train ; — Qu'il est, dès lors, inutile de recourir aux dispositions de l'art. 1162 C. civ. pour l'interprétation des conventions de 1892, dont les termes n'offrent aucune ambiguïté ;

Attendu que les dépens sont à la charge de la partie qui succombe ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Sans s'arrêter à l'appel de la compagnie Bône-Guelma envers le jugement du tribunal civil de première instance de Tunis du 26 octobre 1898 : — Confirme, pour sortir plein et entier effet, le jugement entrepris ; — Déclare la compagnie Bône-Guelma non recevable autant que mal fondée dans toutes ses demandes, fins et conclusions ; — L'en déboute et la condamne à l'amende et aux dépens d'appel ; — Ordonne l'enregistrement de la lettre du 11 octobre 1890.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Me BORDET, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

2 juillet 1901

Immatriculation, Tunisie, opposition par un justiciable des tribunaux français, tribunal mixte, sursis.

Le tribunal mixte de Tunisie, dûment averti de l'existence d'une opposition portée devant le tribunal civil de Tunis par un justiciable des tribunaux français, doit impérativement

surseoir à statuer sur la réquisition d'immatriculation frappée d'opposition jusqu'à ce que cette opposition ait été l'objet d'une décision de justice ayant acquis l'autorité de la chose jugée, sans qu'il soit nécessaire que l'opposant provoque et obtienne préalablement un jugement de sursis (Loi foncière tunisienne, art. 36).

(Ribet c. Direction de l'agriculture de la régence)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'opposition est régulière et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que les premiers juges ont décidé qu'il résulte du rapprochement des deux paragraphes de l'art. 36 de la loi foncière tunisienne que le justiciable des tribunaux français qui veut faire renvoyer devant eux une opposition doit obtenir préalablement du tribunal mixte un jugement décidant qu'il sera sursis à statuer sur la réquisition d'immatriculation parce que l'opposant n'a encore pris devant lui aucune conclusion au fond et que sa demande est fondée sur un droit antérieur à la publication de cette réquisition ; — Attendu que l'art. 36 de la loi foncière tunisienne est ainsi conçu : — « Dans le cas où une opposition à une immatriculation serait formée par un justiciable des tribunaux français, il sera loisible à ce dernier de la porter devant la juridiction française, pourvu qu'il le fasse avant toute défense au fond devant le tribunal mixte et pourvu que l'instance soit fondée sur un droit existant entre ses mains avant l'insertion au *Journal officiel* de la déclaration d'immatriculation ; auquel cas, le tribunal mixte surseoira à statuer sur l'admissibilité de la demande à fin d'immatriculation jusqu'après décision passée en force de chose jugée du tribunal compétent » ; — Attendu qu'il ne résulte en aucune façon de cette disposition que l'opposant doit provoquer un jugement de sursis ; que l'art. 36 ne le dit pas et n'a pas voulu le dire, parce qu'il n'a pas voulu laisser au tribunal mixte dont les décisions sont sans recours la faculté d'examiner le bien fondé d'une opposition contrairement à la volonté de l'opposant justiciable des tribunaux français ; — Attendu que la loi du 1er juillet 1885 n'a laissé au tribunal mixte que la faculté de statuer sur les immatriculations requises par les intéressés, mais ne lui a point réservé l'appréciation des droits de propriété ; que seul le tribunal de Tunis a qualité pour les apprécier toutes les fois qu'il y a en cause un justi-

ciable des tribunaux français ; — Attendu, au surplus, que le fait de prescrire qu'aucune défense au fond ne devra être proposée à l'examen du tribunal mixte prouve que ce tribunal n'a pas à apprécier les motifs de l'opposition ; — Qu'il suffit qu'il ait été averti de l'existence de l'opposition, ainsi qu'il l'a été dans la cause actuelle, pour que, sans rendre de décision, il s'abstienne de statuer ;

Attendu que les premiers juges ont ajouté, dans la décision entreprise, que la nécessité pour l'opposant qui veut user du bénéfice de la loi foncière d'obtenir un jugement de sursis du tribunal mixte avant de pouvoir valablement porter son opposition devant les tribunaux français est imposée par les raisons les plus essentielles ; — Que, d'abord, toute autre façon de procéder fournirait à des plaideurs peu scrupuleux le moyen d'entraver, par le jeu des voies de recours ordinaires et extraordinaires, toutes les immatriculations ; — Mais attendu qu'on ne peut trouver, dans l'abus de certains plaideurs des facultés que la loi leur accorde pour prolonger un procès, un argument suffisant pour restreindre ces facultés au préjudice de ceux qui en usent pour la défense de leur véritable droit ;

Attendu que le jugement déféré dit, en outre, que toute autre façon de procéder exposerait à un conflit de juridiction insoluble ; — Que, par suite d'une divergence d'appréciation, il pourrait arriver que le tribunal civil se déclarât valablement saisi de l'opposition, alors, au contraire, que le tribunal mixte la restreindrait devant lui en estimant que les conditions du renvoi prévues par l'art. 36 ne se trouvent pas remplies ; — Que le seul moyen d'éviter ce conflit est d'exiger que le tribunal civil ne puisse être saisi avant une déclaration de sursis du tribunal mixte ; — Mais, attendu que ces divergences sont impossibles, le tribunal mixte, informé seulement et non saisi, ne pouvant statuer ;

Attendu, enfin, que le jugement déféré porte que l'art. 33 de la loi foncière décide que, quelle que soit la nationalité des opposants, toutes les oppositions formées contre une demande d'immatriculation sont portées devant le tribunal mixte ; — Que, tant que ce tribunal n'a pas statué sur le mérite de ces oppositions ou rendu un jugement de sursis, l'instance est pendante devant lui ; que, par suite, le tribunal ne saurait en connaître ; — Que tel est le cas de l'opposition formée par le sieur Ribet ; — Que cette opposition a été adressée au tribunal mixte qui en est encore saisi puisqu'il ne l'a ni vidée lui-même ni renvoyée devant la juridiction française ; — Mais attendu qu'il y a lieu de répéter que le tribunal mixte n'est

pas saisi et n'a pas à statuer ; — Que, par suite, l'opposition introduite directement devant le tribunal civil de Tunis par Ribet, après avis donné au tribunal mixte, ne peut le laisser justiciable de ce dernier tribunal, même pour une décision de pure forme ;

Par ces motifs : — Reçoit l'opposition de Ribet comme régulière en la forme ; — La dit justifiée ; — Rétracte l'arrêt de défaut qui a confirmé purement et simplement le jugement déféré ; — Dit que ce jugement a fait une fausse application de l'art. 36 de la loi foncière tunisienne ; — Dit que le tribunal mixte de Tunis, dûment averti de l'existence d'une opposition portée devant le tribunal civil de Tunis, doit impérativement surseoir à statuer sur la réquisition d'immatriculation frappée d'opposition jusqu'à ce que cette opposition ait été l'objet d'une décision de justice ayant acquis l'autorité de la chose jugée ; — En conséquence infirme et met à néant le jugement déféré et renvoie les parties devant le tribunal civil de Tunis, autrement composé ; — Condamne le directeur de l'agriculture de la régence de Tunis en tous les dépens.

MM. WURTZ, *prés.* ; VANDIER, *av. gén.* — Mes LEMAIRE et COLLIN, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

4 juillet 1901

Propriété, Algérie, terre arch, promesse de vente entre indigènes, nullité.

La disposition de l'art. 7 de la loi du 28 avril 1887, qui autorise la promesse d'une vente d'un terrain arch, à la charge pour l'un des contractants de se pourvoir dans les trois mois en délivrance de titre, se refère uniquement aux promesses de vente faites par des indigènes à des Européens et ne saurait être étendue aux indigènes contractant entre eux (1).

(Nafaa Chérif c. Merad Ferhat)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'opposition de Nafaa Chérif ben Ahmed à l'arrêt de défaut du 24 janvier 1901 est régulière en la forme ; — Attendu qu'il y a lieu de recevoir comme réguliers,

tant l'appel dudit Nafaa Chérif ben Ahmed contre le jugement du 19 octobre 1899 que l'appel incident formée par Merad Ferhat ben Lakdar à l'encontre de la même décision ; — Attendu, d'autre part, qu'il échet de donner acte à l'appelant principal de ce qu'il se désiste des conclusions signifiées par lui le 20 mai 1901, en maintenant exclusivement celles du 31 mai suivant ; — Attendu qu'il y a lieu de donner également acte à Merad Ferhat ben Lakdar de ce que, le 31 mai 1901, il a rétracté les conclusions signifiées le 20 mai précédent ;

Au fond : — Sur l'appel principal ; — Attendu que pour établir la validité de l'acte du 12 février 1894 Nafaa soutient en cause d'appel que la promesse de vente d'un terrain arch a été autorisée, même entre indigènes, par l'art. 7 de la loi du 28 avril 1887 à la charge pour l'un des contractants de se pourvoir dans les trois mois en délivrance de titre ; — Attendu que la disposition de loi invoquée par l'appelant se réfère uniquement aux promesses de vente faites par des indigènes à des Européens, qu'elle est essentiellement limitative et que l'exception ainsi posée ne saurait porter aucune atteinte au principe de l'inaliénabilité des terres arch ; — Attendu, d'ailleurs, qu'en admettant même que l'acte du 12 février 1894 constitue réellement une promesse de vente, Nafaa ne saurait en tout état de cause se prévaloir de cette convention, soit parce qu'il n'y a point été partie personnellement, soit parce qu'en achetant plus tard à Buech la propriété dont s'agit au procès, il a reconnu par là même le mal fondé de ses prétentions relatives à la validité dudit acte ; — Adoptant au surplus les motifs non contraires des premiers juges ;

Sur l'appel incident : — Attendu que les moyens de procédure employés par Nafaa ne constituent de la part de celui-ci aucune faute dont-il soit dû réparation à l'intimé, et que dès lors la demande de dommages-intérêts formée par Merad Ferhat ben Lakdar, et basée sur les dispositions de l'art. 464 C. pr. civ. doit être rejetée ; — Attendu, néanmoins, qu'il convient d'assurer par une astreinte la prompte exécution du présent arrêt ;

Par ces motifs : — Reçoit comme régulière en la forme l'opposition de Nafaa Chérif ben Ahmed à l'arrêt de défaut du 24 janvier 1901 ; — Rétracte en conséquence le dit arrêt et statuant à nouveau ; — Reçoit comme réguliers en la forme tant l'appel de Nafaa Chérif ben Ahmed contre le jugement du 19 octobre 1899, que l'appel incident de Merad Ferhat ben Lakdar ; — Donne acte à Nafaa Chérif ben Ahmed de ce qu'il se désiste des conclusions par lui signifiées le 20 mai 1901

et de ce qu'il maintient exclusivement celles du 31 mai suivant ; — Donne également acte à Merad Ferhat ben Lakhdar de ce que, le 31 mai 1901, il a rétracté les conclusions signifiées le 20 mai de la dernière année ;

Au fond, dit bien jugé mal appelé ; — Confirme en conséquence le jugement dont est appel pour sortir son plein et entier effet ; — Déboute Merad Ferhat ben Lakdar de son appel incident et de sa demande en dommages-intérêts basée sur l'art. 464 C. pr. civ. ; — Dit que le délai imparti à l'appelant pour déguerpir courra à partir de la signification du présent arrêt et, faute de ce faire dans le délai fixé, condamne d'ores et déjà Nafaa Cherif ben Ahmed à payer à Merad Ferhat ben Lakhdar 5 fr. par jour de retard, pendant un mois, passé lequel il sera fait droit ; — Donne acte à Merad Ferhat ben Lakhdar de ce qu'il déclare faire réserve expresse de tous autres dommages, actions et recours ; — Condamne Nafaa Cherif ben Ahmen en tous les dépens, etc.

MM. SCHINDLER, *ff. prés.* ; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes GIVRY et DOUDART DE LA GRÉE, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

13 juillet 1901

Responsabilité, société de fait, accident, faute, dommages-intérêts, solidarité.

En l'absence de toute convention contraire, les sociétés de fait sont réputées établies en nom collectif et sont soumises aux règles posées par les art. 80 et suivants C. com., spécialement en ce que les associés sont tenus solidairement des dettes sociales ;

Une société de tramways est responsable de l'accident dont un de ses receveurs a été victime lorsqu'elle n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour que ses employés puissent percevoir le prix des places sans courir aucun danger, notamment sans être exposés aux chocs des autres véhicules ;

La solidarité entre plusieurs personnes, pour le paiement des dommages-intérêts, ne peut être prononcée qu'à raison de la même faute.

(Dandine c. Société du Beau-Fraisier et Tramways algériens)

ARRÊT

LA COUR. — Attendu que l'appel interjeté par Dandine contre le jugement du 12 février 1901 est recevable en la forme ; — Qu'il en est de même de l'appel formé par la société du Beau-Fraisier à l'encontre de la même décision ;

Au fond : — Sur le principe de la responsabilité incombant à la société du Beau-Fraisier : — Adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Sur la solidarité entre les membres de la dite société : — Attendu qu'il existait entre Aquilina Domenech et Lorenzo une société de fait pour l'exploitation de la ligne d'omnibus dite du Beau-Fraisier ; — Attendu qu'il est de principe qu'en l'absence de toute convention contraire les associations de cette nature sont réputées établies en nom collectif et doivent être soumises aux règles spéciales posées par les art. 80 et suivants C. com. ; — Que dès lors Aquilina Domenech et Lorenzo sont tenus solidairement des condamnations prononcées contre la société du Beau-Fraisier ;

Sur la responsabilité de la compagnie des tramways algériens : — Attendu que si l'imprudence de Vitellio, cocher au service de la société du Beau-Fraisier, a été la cause principale des blessures reçues par Dandine, il n'en est pas moins certain que la compagnie des tramways algériens se trouve également et dans une certaine mesure responsable de ce fait ; — Attendu, en effet, que, tout en obligeant les receveurs chargés de la perception du prix des places à se tenir sur le marchepied extérieur des tramways, la compagnie n'a cependant pris aucune des précautions nécessaires pour mettre ces employés à l'abri des accidents auxquels ils sont exposés par leur service et notamment pour éviter le choc des voitures marchant parallèlement aux tramways, ou provenant des rues perpendiculaires ou obliques à la voie ferrée ; — Attendu que vainement la compagnie des tramways soutient qu'au moment où l'accident s'est produit, Dandine se trouvait, contrairement au règlement, sur le marchepied gauche du tramway ; — Attendu qu'étant donné la forme et la disposition des voitures dites « jardinières », mises en circulation par la compagnie des tramways algériens, il est impossible au receveur d'opérer la perception du prix des places sans passer à chaque instant d'un côté de la voiture à l'autre ; — Attendu, d'ailleurs, que ladite compagnie a si bien compris l'imprudence qui lui était imputable, que,

postérieurement au fait dont il lui est aujourd'hui demandé réparation, elle a interdit à ses receveurs de percevoir le prix des places avant que la voiture ne fût parvenue à un certain point de son parcours ; — Attendu que, sous l'influence de la même préoccupation, la compagnie des tramways algériens a, depuis cette époque, fait construire de nouveaux types de voitures, dont quelques-unes sont déjà en circulation et dans lesquelles un couloir central permet au receveur d'opérer sans danger les perceptions dont il est chargé ; — Attendu que de ce qui précède il résulte que la compagnie des tramways algériens a commis une faute lourde dont elle doit réparation et que la Cour possède d'ailleurs des éléments d'appréciation suffisants pour fixer dès à présent à la somme de 5,000 le montant des dommages-intérêts dus à Dandine par ladite compagnie ;

Attendu, d'autre part, que la solidarité pour le paiement des dommages-intérêts ne peut être prononcée que dans le cas où plusieurs personnes sont déclarées responsables de la même faute ; — Attendu que, dans l'espèce, les fautes respectivement commises par la société du Beau-Fraisier et la compagnie des tramways algériens sont essentiellement différentes et sans rapport direct, et qu'elles ne sauraient dès lors entraîner aucune solidarité entre ceux qui, à des titres divers, sont déclarés responsables de l'accident survenu ;

Par ces motifs : — Reçoit comme réguliers en la forme tant l'appel de Dandine contre le jugement du 12f évrier 1901 que celui interjeté par la société du Beau-Fraisier à l'encontre de la même décision ;

Au fond : — Confirme le jugement dont est appel : 1° En ce qu'il a déclaré la société du Beau-Fraisier responsable de l'accident dont le sieur Dandine a été victime ; 2° En ce qu'il a fixé à la somme de 15,000 fr. le montant des dommages-intérêts dus à Dandine par la même société ; — Dit en conséquence que de ces deux chefs le jugement entrepris sortira un plein et entier effet ; — Emendant au surplus ; — Dit qu'Aquilina, Domenech et Lorenzo, en leur qualité de sociétaires en nom collectif, seront solidairement tenus de la condamnation à 15,000 fr. de dommages-intérêts prononcée au profit de Dandine contre la société du Beau-Fraisier ; — Dit également la compagnie des tramways algériens responsable de l'accident sus-indiqué et la condamne à payer au dit sieur Dandine la somme de 5,000 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Dit qu'aucune solidarité ne saurait exister entre la compagnie des tramways algériens et les représentants de la société du Beau-Fraisier, relativement aux dommages-

intérêts alloués à Dandine ; — Condamne Aquilina Domenech et Lorenzo, ainsi que la société des tramways algériens aux dépens de première instance et d'appel, etc.

MM. SCHINDLER, *ff. prés.* ; BLAVIN, *subst. du proc. gén.* — Mes GOUTTEBARON, SOUBIRANNE et CHARPENTIER, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

10 juillet 1901

Appel, Algérie, délai, délai de distance.

En Algérie, le délai pour interjeter appel est de un mois, plus le délai à raison de la distance entre le domicile de l'appelant et celui de l'intimé, qui est de un jour par cinq myriamètres (Ord. 16 avril 1843, art. 16 ; loi 20 juin 1900).

(Djafri Abdelkader c. Bou Yammi)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes de l'ordonnance du 16 avril 1843 (art. 16), le délai pour interjeter appel est de un mois, plus le délai à raison de la distance entre le domicile de l'appelant et celui de l'intimé, qui est de cinq myriamètres d'après la loi du 20 juin 1900 ;

Attendu que, le jugement ayant été signifié à Djafri le 12 juin 1900, ce dernier avait jusqu'au 12 juillet 1900 pour relever appel, c'est-à-dire un mois fixe sans délai supplémentaire, la distance de Tafaraoui, domicile de Djafri, à Oran, domicile de Ben Yamine, n'étant que de 45 kilom. ; — Attendu, par suite, que l'appel relevé par Djafri le 16 août 1900 est tardif et qu'il échet de le déclarer irrecevable et de rejeter l'opposition ;

Par ces motifs : — Reçoit l'opposition comme régulière en la forme ; — Dit l'appel irrecevable comme fait hors des délais de la loi ; — Le dit nul et non avenu ; — Rejette l'opposition ; — Ordonne que le jugement déféré sortira son plein et entier effet ; — Condamne Djafri à l'amende et aux dépens.

MM. WURTZ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.*

TRIBUNAL DE BOUGIE (Aud. musulm.)

20 juin 1901

Serment, bail non écrit, défaut d'exécution, preuve, musulmans, forme.

La preuve d'un bail fait sans écrit et qui n'a encore reçu aucune exécution ne peut être faite qu'à l'aide du serment déféré à celui qui nie le bail (C. civ., art. 1735) (1) ;

Aucun texte n'impose aux musulmans, notamment dans une affaire de la compétence des tribunaux français, de prêter serment qui leur est déféré dans une mosquée du rite auquel ils appartiennent, et, en pareil cas, c'est le serment tel que le prévoit et le règlemente le Code civil qui seul peut être déféré (2).

(Tenoudji c. Ben Cheikh)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les consorts Tenoudji exposent que Ben Cheikh El-Fegoun Si Mahmoud ben Si Mohamed leur a loué pour une durée de six années à compter du 1er janvier 1902, à des charges et conditions énumérées dans leur assignation introductive d'instance et dans les conclusions signifiées à leur requête le 25 mai 1901, six boutiques et un magasin, mais qu'au moment de signer le bail il s'y est refusé ; — Attendu qu'ils concluent à ce qu'il plaise au tribunal dire que le défendeur sera tenu de remplir ses engagements et, à défaut, le condamner à 200 fr. de dommages-intérêts ; qu'ils lui défèrent subsidiairement le serment, ajoutant que ce serment devra être prêté à la grande mosquée de Constantine suivant la forme de la loi musulmane ; — Attendu que le défendeur ne conteste pas que des pourparlers ont eu lieu entre lui et les demandeurs en vue du renouvellement du bail lors en cours et de la location nouvelle d'une sixième boutique, et que même un projet de convention non signé a été préparé ; mais que, les consorts Tenoudji ne l'ayant point accepté, ce projet n'avait point abouti, et qu'il s'était considéré comme

(1, 2) Dans le même sens, Alger, 22 déc. 1898 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 217) et la note.

entièrement dégagé et libre de disposer de son immeuble ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1715 C. civ., la preuve testimoniale d'un bail fait sans écrit et qui n'a encore reçu aucune exécution ne peut être faite par témoins ; — Attendu que le serment peut seulement être déféré à celui qui nie le bail ; — Attendu que le défendeur se déclare disposé à prêter celui qui lui est déféré et dans les termes mêmes arrêtés par les demandeurs, mais qu'il soutient, à bon droit, qu'il ne saurait être astreint à d'autres formes que celles qui sont habituellement suivies ; — Attendu, en effet, qu'aucun texte n'impose aux musulmans, alors que, comme dans l'espèce, il s'agit d'une affaire de la compétence des tribunaux français, de prêter le serment qui leur est déféré dans une mosquée du rite auquel ils appartiennent ; — Attendu que le serment est, il est vrai, un acte religieux dans son essence, mais qu'il est en même temps civil dans sa forme, de telle sorte qu'on ne peut imposer à celui qui est appelé à le prêter une forme autre que celle que prévoit la loi qui le régit ; — Attendu que l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, toujours en vigueur, dispose « que la loi française régit les contestations entre Français et indigènes » ; — Attendu que le serment prévu par le Code civil doit être reçu par le tribunal et dans certains cas par un juge qu'il délègue ; qu'on ne conçoit pas comment il pourrait être fait droit aux conclusions des demandeurs ; qu'il faudrait, en l'absence de tout texte, de toutes dispositions de loi, édicter une procédure spéciale, ordonner le transport du tribunal ou d'un juge, de l'interprète et du greffier dans la grande mosquée de Constantine et dire, en outre, que le serment serait prêté en présence des demandeurs ; — Attendu qu'en ce faisant, le tribunal excéderait ses pouvoirs ; qu'il ne lui appartient pas de combler les lacunes de la loi ; qu'il doit se borner à l'appliquer telle qu'elle est, si incomplète qu'elle puisse paraître ;

Par ces motifs : — Donne acte à Ben Cheikh El-Fegoun Mahmoud ben Si Mohamed de ce qu'il est prêt à prêter le serment suivant les règles et usages suivis en droit français ; — Dit qu'il le prêtera dans les termes où il lui est déféré par les conclusions des demandeurs en date du 25 mai 1901, devant le tribunal de céans en la forme ordinaire à la plus prochaine audience utile ; — Surseoit à statuer tant sur la demande principale que sur la demande reconventionnelle en dommages-intérêts ; — Réserve les dépens.

MM. GUEIT, *prés.* ; LECLERC, *subst. du proc. de la Rép.* — Me GIVODAN et GAILLARD, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

24 avril 1901

Immatriculation, Tunisie, faits intervenus entre la réquisition et l'immatriculation, compétence, applicabilité de la loi musulmane, choix du rite ; — Chefaâ, rite hanéfite, exercice, délai, forclusion, interprétation rigoureuse

Si le décret beylical du 16 juillet 1899 soustrait au tribunal mixte immobilier l'examen des conventions et des faits postérieurs à la réquisition d'immatriculation et antérieurs à cette immatriculation, en remettant cet examen à la juridiction de droit commun, il laisse, au fond, ces conventions et ces faits sous l'empire de la loi musulmane en vigueur en Tunisie ;

D'après cette loi, qui reconnaît deux rites, le rite malékite et le rite hanéfite, le choix du rite appartient au défendeur ;

Dans le rite hanéfite, celui qui veut exercer le droit de chefaâ doit, à peine de forclusion, manifester à ce sujet son intention, par acte notarié, dès qu'il est informé de la vente, et se pourvoir ensuite dans le délai d'un mois devant la juridiction compétente pour faire constater l'existence de son droit ;

Ce droit de chefaâ, apportant une restriction à la liberté des conventions en matière immobilière, ne doit être admis par les tribunaux que si les conditions exigées pour son exercice sont exactement remplies.

(Bellamy c. Loyer)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les sieurs Hogu et Mery étaient copropriétaires pour moitié d'un immeuble dont l'immatriculation a été ordonnée par une décision du tribunal mixte en date du 3 novembre 1900 : — Attendu que pendant le cours de la procédure d'immatriculation les sieurs Hogu et Mery ont vendu successivement leurs parts de copropriété, le premier au sieur Bellamy par acte du 10 juin 1898, le second au sieur Loyer par acte du 6 mars 1900 ; — Attendu que le sieur Bellamy veut se faire substituer au sieur Loyer dans ce dernier contrat en usant contre lui du droit de préemption dit de chefaâ, qui est reconnu par la loi tunisienne au profit du copropriétaire indivis d'un immeuble ; Attendu que par un acte extrajudiciaire du 20 mars 1900 il a fait connaître cette

intention à son adversaire ; — Attendu que par un exploit du 8 décembre 1900 il a assigné le sieur Loyer devant le tribunal pour s'entendre condamner à subir l'exercice du droit de préemption et pour voir attribuer au demandeur la propriété de l'immeuble ;

Attendu que le jugement du tribunal mixte qui prononce l'immatriculation de l'immeuble dont s'agit a décidé en même temps que l'acte extrajudiciaire du 20 mars mentionné ci-dessus serait inscrit sur le titre de propriété ; — Attendu que cette inscription a eu lieu en vertu des art. 1 et 4 du décret beylical du 16 juillet 1899, qui sont ainsi conçus : « Art. 1er : Les faits et conventions qui, pour être opposables aux tiers, doivent être inscrits ou mentionnés sur le titre foncier seront, s'ils se produisent dans l'intervalle qui s'écoule depuis le dépôt de la réquisition à la conservation jusqu'au jugement définitif du tribunal mixte, constatés par écrit et dénoncés à ce tribunal » ; — Art. 4 : « Tous les droits existants sur l'immeuble au moment de la réquisition à la conservation sont, en conformité de la législation en vigueur, définitivement consacrés par le jugement d'immatriculation et forment le point de départ unique de la propriété et des charges qui l'affectent à l'exclusion de tous droits antérieurs. Le même jugement ordonnera l'inscription de tous les droits postérieurs régulièrement dénoncés conformément aux art. ci-dessus ; ces inscriptions feront foi dans les limites qui régissent en Tunisie les immeubles immatriculés » ;

Attendu que les circonstances dans lesquelles ces textes ont été promulgués permettent d'en déterminer le sens et la portée ; — Attendu qu'antérieurement à ce décret, le tribunal mixte avait pendant longtemps statué sur les faits et conventions qui se produisaient pendant le cours de l'instance relativement à l'immeuble dont l'immatriculation était demandée ; — Attendu qu'il ne leur appliquait pas la loi foncière, puisque l'immatriculation n'était pas encore prononcée ; — Mais attendu qu'il les jugeait d'après la loi musulmane, qui constitue en Tunisie le statut réel pour les immeubles non immatriculés ; — Attendu que des difficultés se sont produites à la suite d'un jugement du 22 mars 1899 par lequel le tribunal mixte répudiait en cette matière sa pratique antérieure ; — Attendu que le décret du 16 juillet 1899 a été rendu pour mettre fin à ces difficultés et pour définir la compétence de cette juridiction ; — Attendu qu'il soustrait à ce tribunal d'exception l'examen des faits postérieurs à la réquisition et antérieurs à l'immatriculation et qu'il remet à la juridiction de droit commun le soin de statuer sur leur validité ;

Mais attendu qu'il laisse au fond ces conventions et ces faits sous l'empire de la loi musulmane ; — Attendu que, s'il en était autrement, on ferait produire à l'immatriculation un effet rétroactif qui serait contraire à l'équité et aux principes juridiques et qui pourrait léser des droits antérieurement acquis ; — Attendu que telle n'a pas été certainement l'intention du législateur tunisien et que rien de semblable ne résulte soit des termes, soit de l'esprit du décret du 16 juillet 1899 ; — Attendu que le tribunal doit donc faire au procès l'application de la loi musulmane en vigueur en Tunisie ; — Attendu que d'après cette loi il existe deux rites distincts, le rite malékite et le rite hanéfite, et que le choix du rite appartient au défendeur ; — Attendu que le sieur Loyer joue ce rôle à l'instance et que dans ses conclusions il se prévaut formellement du rite hanéfite ; — Attendu que, d'après ce rite, la personne qui veut exercer le droit de préemption dit de chefaâ doit, à peine de forclusion, manifester à ce sujet son intention par acte notarié dès qu'il est informé de la vente, et se pourvoir ensuite dans le délai d'un mois devant la juridiction compétente pour faire connaître l'existence de son droit ; — Attendu que le sieur Bellamy ne s'est pas conformé à ces prescriptions, et qu'il n'a assigné devant le tribunal le sieur Loyer que plus de huit mois après le moment où il a appris la vente consentie à ce dernier par le sieur Mery ; — Attendu que le droit de chefaâ, qui s'explique par certaines particularités de la loi musulmane, apporte une limitation à la liberté des conventions en matière de propriété immobilière et qu'il permet à une personne de s'attribuer le bénéfice d'un contrat auquel elle n'a pas été partie : — Attendu qu'en raison de sa nature exceptionnelle les lois et les coutumes qui l'ont établi ne sauraient recevoir une interprétation extensive et qu'il ne doit être admis par les tribunaux que lorsque les conditions exigées pour son exercice sont exactement remplies ; — Attendu que ce n'est pas le cas dans l'espèce ; que le sieur Bellamy doit donc être déclaré forclos et qu'il est inutile de rechercher si ses offres sont suffisantes ;

Par ces motifs : - Dit que la demande introduite par le sieur Bellamy contre le sieur Loyer doit être jugée d'après la loi musulmane ; donne acte au sieur Loyer de ce qu'il choisit le rite hanéfite ; — Dit que le sieur Bellamy n'a pas rempli les conditions exigées par ce rite pour l'exercice du droit de chefaâ ; — Ordonne que, sur le vu du présent jugement, M. le conservateur de la propriété foncière fera disparaître du titre de propriété dont il s'agit toutes réserves au sujet du droit de chefaâ ; — Dit que le sieur Loyer reste copropriétaire de cet

immeuble conformément à son acte d'achat ; — Déboute le sieur Bellamy de ses demandes, fins et conclusions.

MM. FABRY, *prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes ABÉASIS et DE MATTEIS, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

15 mai 1901

Habous, rite hanéfite, femme mariée, constitution, capacité, autorisation maritale, quotité disponible, révocation, droits du mari, dissolution du mariage.

D'après la loi musulmane en vigueur en Tunisie, et qui admet deux rites distincts, le rite hanéfite et le rite malékite, le choix du rite appartient au défendeur (1);

Dans le rite hanefite, la femme mariée peut constituer habous la totalité de ses biens sans l'autorisation de son mari;

Si le rite malékite permet au mari de révoquer la constitution de habous faite par sa femme lorsque cette constitution dépasse le tiers des biens de cette dernière, il ne lui accorde cette faculté que pendant la durée du mariage et non après sa dissolution par divorce ou décès de l'un des époux.

(Kara El Tlembeni c. Mohamed ben Djeballah)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par acte passé, le 12 décembre 1897, devant deux notaires musulmans de Tunis, la dame Beya bent el Haddad a constitué comme bien habous, au profit de son neveu Mohammed ben Djeballah et des descendants de ce dernier, une maison située à Tunis dont elle était propriétaire ; — Attendu que cette dame est décéde ; — Attendu que le sieur Mohammed ben Kara el Tlemceni, son mari, soutient que cette constitution de habous n'est pas valable parce qu'elle a eu lieu sans son consentement et qu'elle représentait une valeur supérieure au tiers des biens de la défunte ; — Attendu qu'il a assigné en conséquence le sieur Mohammed ben Djeballah pour faire prononcer l'annulation de cet acte ;

Attendu que les parties sont des indigènes et que le procès doit être jugé d'après la loi musulmane en vigueur dans la régence de Tunis ;

Attendu que cette loi admet l'existence de deux rites distincts, dont le choix appartient au défendeur, le rite hanéfite et le rite malékite ;

Attendu que, dans le rite hanéfite, la femme mariée peut constituer habous la totalité de ses biens sans l'autorisation de son mari ;

Attendu que le rite malékite permet au mari de révoquer la constitution de habous faite par sa femme lorsqu'elle dépasse le tiers des biens de cette dernière ; — Mais attendu qu'il ne lui accorde cette faculté que pendant la durée même du mariage, et qu'il décide que ce droit s'éteint lorsqu'il n'a pas été exercé avant la dissolution du mariage produite par le divorce ou la mort de l'un des époux ; — Attendu que c'est seulement après la mort de son épouse que le sieur Mohammed ben Kara el Tlemceni a manifesté pour la première fois l'intention de faire révoquer ou annuler la constitution de habous dont s'agit au procès ; qu'il doit donc être débouté de sa demande ;

Attendu enfin que cette constitution de habous est régulière, qu'elle a été validée par décision du cadi hanéfite de Tunis en date du 22 janvier 1898, et qu'elle remplit toutes les conditions de fond et de forme exigées par la loi musulmane tunisienne ;

Par ces motifs : — Déclare le sieur Mohammed Kara el Tlemceni mal fondé en sa demande, l'en déboute.

MM. FABRY, *prés.* ; DUMAS, *subst* — Mes DESTRÉES et UZANNAS JORIS, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

7 juin 1900

Compétence, saisie-brandon par un Europ en, propriété non immatriculée d'un Tunisien, revendication par un Tunisien, question préjudicielle, sursis.

Au cas où, après une saisie-brandon pratiquée à la requête d'un Européen sur la récolte d'une propriété non immatri-

culée appartenant à un Tunisien, cette récolte est revendiquée par un autre Tunisien, il surgit ainsi devant la justice française et dans l'instance une question préjudicielle de propriété qui n'est pas de sa compétence et qui l'oblige à surseoir à statuer sur le fond.

(Ben Hassen Chabbouch c. Hamouda Chabbouch et Samuel Scetbon).

JUGEMENT

LE TRIBUNAL — Attendu que, Ben Hassen Chabbouch et Mohamed ben Hamouda Chabbouch ont formé une demande en distraction des récoltes saisies-brandonnées par exploit du 6 novembre 1899, à la requête de Samuel Scetbon, à l'encontre de Hamouda Chabbouch et consorts, en tant que la saisie porte sur la moitié de neuf pieds d'oliviers sis à Kassibet Sousse, au lieu dit Chetab ;

Attendu que, d'après les demandeurs, lesdits oliviers seraient leur propriété en vertu d'un acte daté de l'année 1297 ; — Attendu que, d'après les consorts Chabbouch, parties saisies, les demandeurs en seraient en effet les propriétaires ; — Attendu que, d'après Élie Scetbon, saisissant, les demandeurs n'apportent en l'état aucune preuve de leurs prétentions ; qu'au surplus, la propriété litigieuse n'étant pas immatriculée, il y aurait lieu de surseoir au jugement sur la demande en revendication jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la propriété par la juridiction tunisienne compétente ;

Attendu que, sur cette exception, les demandeurs n'ont pas conclu ; qu'à l'audience Me Gallini, leur défenseur, a déclaré s'en rapporter à justice en l'état des conclusions ; — Attendu en effet que, s'agissant d'un immeuble non immatriculé, la question de propriété qui s'agite entre sujets tunisiens et même entre Européens et Tunisiens est de la compétence des juridictions beylicales ; — Qu'il y a lieu en conséquence d'accueillir l'exception d'incompétence proposée ;

Par ces motifs : — Se déclare incompétent pour statuer sur la question préjudicielle de propriété ; — Surseoit en conséquence à statuer jusqu'à ce qu'il soit rapporté décision de la juridiction compétente sur la question de propriété des neuf oliviers dont s'agit ; — Réserve les dépens.

MM. BONNEFOND *prés.* — Mes GALLINI et PASSET, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

18 octobre 1901

Cour d'assises, chambre d'accusation, arrêt de renvoi, délai, pourvoi en cassation.

Même dans le cas où l'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises d'une chambre des mises en accusation a été l'objet d'un pourvoi en cassation suivi d'un arrêt de rejet, le délai de cinq jours accordé par la loi à l'accusé entre la date de son interrogatoire par le président et celle de l'ouverture des débats devant la Cour d'assises doit être assuré à celui-ci à partir de l'interrogatoire, à moins qu'il n'y ait expressément renoncé (1).

(Giéra)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris de ce que le demandeur a été jugé par la Cour d'assises moins de cinq jours francs après son interrogatoire par le président ;

Vu les art. 293, 296 et 302 C. instr. crim.;

Attendu qu'il résulte de la combinaison de ces articles qu'un délai de cinq jours doit être accordé à l'accusé entre la date de son interrogatoire par le président et celle de l'ouverture des débats devant la Cour d'assises; que cette prescription légale n'a pas été observée à l'égard du demandeur puisqu'il a comparu devant la Cour d'assises le 18 juillet alors qu'il n'avait été interrogé que le 13 du même mois ; — Attendu, il est vrai, que dès le 29 mai Giéra s'était pourvu contre l'arrêt de renvoi et que son pourvoi avait été rejeté par arrêt du 8 juin ; — Mais attendu que le délai de cinq jours a pour objet de permettre à l'accusé non seulement de délibérer sur la formation d'une demande en nullité contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation, mais encore de préparer sa défense de concert avec le conseil qui lui a été désigné d'office par le président ou dont il a lui-même fait choix; que

---

(1) Comp. crim. cass., 31 déc. 1898 et 25 mars 1899 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 219 et 306) et la note.

même dans le cas où l'arrêt de renvoi a été l'objet d'un pourvoi en cassation suivi d'un arrêt de rejet, ledit délai qui est substantiel au droit de la défense doit être assuré à l'accusé à partir de l'interrogatoire, à moins qu'il n'y ait expressément renoncé, ce que Giéra n'a pas fait dans l'espèce;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens du pourvoi : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'assises d'Oran, du 18 juillet 1901; renvoie l'accusé et les pièces de la procédure devant la Cour d'assises d'Alger.

MM. LŒW, *prés.*; BOYER, *rap.*; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

18 octobre 1901

Motifs des jugements et arrêts, cour d'appel, décision déférée, annulation, évocation, confirmation pure et simple.

Lorsqu'une Cour d'appel, chambre correctionnelle, a infirmé et mis à néant un jugement correctionnel qui lui était déféré, elle ne peut, après avoir évoqué le fond, déclarer, dans son arrêt sur le fond, confirmer par adoption des motifs des premiers juges, et maintenir dans toutes ses dispositions et tous ses effets le jugement par elle précédemment annulé.

(Giéra)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que, par un premier arrêt du 13 juin 1901, la Cour d'Alger avait « infirmé et mis à néant » un jugement du tribunal correctionnel de Sidi bel-Abbès, en date du 11 avril précédent, condamnant Giéra à deux ans de prison et 16 fr. d'amende pour outrages publics à la pudeur; — Qu'en outre et par la même décision elle avait évoqué le fond par application de l'art. 215 C instr. crim., et renvoyé la cause pour être plaidée et débattue à une audience ultérieure; — Attendu que l'arrêt attaqué statuant au fond a, par adoption des motifs des premiers juges, déclaré confirmer et maintenir dans toutes ses dispositions et tous ses effets ledit

jugement du 11 avril 1901 ; — Attendu que la Cour d'appel n'a pu légalement confirmer une décision qu'elle avait précédemment annulée et que la condamnation par elle prononcée manque de base légale ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'Alger, chambre correctionnelle, du 4 juillet 1901, et pour être à nouveau statué au fond et en vertu de l'évocation prononcée par l'arrêt du 13 juin 1901, sur la prévention d'outrages publics à la pudeur dirigée contre Giéra, renvoie la cause et le prévenu devant la Cour d'Aix.

MM. LŒW, *prés.* ; BOYER, *rap.* ; COTTIGNIES, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

22 octobre 1901

Faillite, concordat, créancier postérieur à la faillite

Lorsqu'une demande en dommages-intérêts a été formée contre un failli, après la déclaration de la faillite, pour préjudice causé au demandeur par l'usage de faux commis avant la déclaration de la faillite, mais dont le failli n'a été reconnu coupable qu'après le jugement déclaratif, c'est à bon droit que, dans ces circonstances de fait, les juges déclarent que les conventions du concordat ne pouvaient être appliquées à la créance litigieuse (1).

(Merlo c. Valensy)

ARRÊT

LA COUR, — Après en avoir délibéré en la chambre du conseil ; — Sur l'unique moyen du pourvoi ; — Attendu que si l'action en dommages-intérêts, formée par Dumain et les consorts Valensy contre Merlo en 1889, avait sa cause première dans le crime de faux et d'usage de faux commis par Merlo, le 4 novembre 1886, et réprimé par arrêt de la Cour d'assises d'Alger, du 20 novembre 1887, les réparations dues aux défendeurs en cassation pour le préjudice qui leur a été causé par l'escompte des billets faux n'ont été constatées et reconnues qu'à une époque où Merlo, par le concordat qu'il avait obtenu, était rétabli dans l'intégralité de ses droits ;

(1) V. l'arrêt attaqué de la Cour d'Alger, du 8 juin 1898, et la note.

— Que, jusqu'au jugement du tribunal civil de Sidi-bel-Abbès, du 31 juillet 1895 et à l'arrêt de la Cour d'Alger, du 29 juillet 1896, Dumain et les consorts Valensy, étrangers à l'arrêt de la Cour d'assises, n'avaient aucun titre de créance, aucun droit reconnu dont ils pussent se prévaloir ; — Que celui en vertu duquel ils agissent au procès n'existait pas avant la déclaration de faillite de Merlo, ni même avant le concordat ; — D'où il suit qu'en décidant, dans ces circonstances de fait, que les conventions du concordat ne pouvaient être appliquées à la créance litigieuse et en déclarant valable le commandement signifié à Merlo, le 22 octobre 1896, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles de loi invoqués par le pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger, du 8 juin 1898.

MM. BERNARD, *ff. prés.* ; RUBEN DE COUDER, *rap.* ; MELCOT, *av. gén.* — Mes DUFOUR et SABATIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

12 décembre 1900

Femme mariée, émancipation, capacité, achat d'un fonds de commerce, validité, réduction.

L'achat d'un fonds de commerce fait par une femme mariée mineure, émancipée par son mariage, conjointement et solidairement avec son mari, n'implique pas que celle-ci avait l'intention d'exploiter le fonds concurremment avec ce dernier et de se livrer à des actes de commerce ; — En conséquence, pareil acte ne saurait être annulé par application de l'art. 2 C. com. ;

D'ailleurs, l'acquisition d'un fonds de commerce rentre dans la catégorie des actes que le mineur émancipé peut faire avec l'assistance de son curateur, sous la seule restriction, apportée par l'art. 484, § 2 C. civ., d'une réduction possible en cas d'excès.

(Brèthes c. Zavureck)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'art. 2 C. com., invoqué par la dame Zavureck pour demander la nullité de l'acte de cession

du 20 janvier 1898, ne saurait recevoir son application dans l'espèce ; — Qu'en effet, l'achat d'un fonds fait par une femme mariée, conjointement et solidairement avec son mari, n'implique nullement que la femme avait l'intention d'exploiter ce fonds concurremment avec son mari ; — Que du reste, aux termes de l'art. 5 C. com., la femme n'est réputée commerçante que tout autant qu'elle fait un commerce séparé de celui de son mari ; — Attendu que rien, dans les stipulations du contrat de cession du 20 janvier 1898, ne permet davantage d'y voir, comme l'ont fait les premiers juges, un emprunt déguisé tombant sous l'application de l'art. 483 C. civ. ; — Qu'il faut, au contraire, décider, avec la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation, que l'acquisition d'un fonds de commerce rentre dans la catégorie des actes que le mineur émancipé peut faire avec l'assistance de son curateur, sous la seule restriction apportée par le § 2 de l'art. 484 C. civ. ; — Qu'il convient donc uniquement de rechercher si l'engagement de la dame Zavureck est excessif et dans quelle mesure il doit, dans ce dernier cas, être réduit ;

Attendu que, par l'acte du 20 janvier 1898, la dame Zavureck, mineure émancipée par son mariage, et M. Zavureck, son mari, ont acquis conjointement et solidairement de M. Brèthes, avec la cession du droit au bail pour la période de six mois restant à courir, les marchandises et le matériel existant dans la brasserie malterie de Mustapha, établissement que M. Brèthes tenait lui-même en location de la banque de l'Algérie ; — Que ces vente et cession de bail ont eu lieu moyennant le prix principal de 110,000 fr. s'appliquant à concurrence de 73,734 fr. au matériel de la brasserie, de 26,266 fr. aux marchandises et de 10,000 fr. à la cession du bail, ladite somme de 110,000 fr. stipulée payable le 1er octobre 1903 et productive jusque là d'intérêts au taux de 6 p. 100 l'an ; — Attendu qu'il n'est pas douteux que le prix de cette cession dépassait de beaucoup les ressources dont pouvaient disposer les époux Zavureck et que l'impossibilité où ils se sont trouvés dès le début de faire face à leurs engagements a été la cause de la faillite de M. Zavureck ; — Attendu qu'il ne saurait être contesté que la dame Zavureck n'a nullement profité du matériel et des marchandises de la brasserie malterie, à raison desquels elle a souscrit cependant avec son mari un engagement solidaire de 100,000 fr. ; — Que tout au plus peut-on dire qu'elle a indirectement profité de la cession du bail qui lui a permis d'être logée confortablement dans les locaux de la brasserie malterie pendant six mois qu'a duré l'exploitation par son mari de cet établissement ;

— Que dès lors, en la condamnant à payer à M. Brèthes la somme de 2,000 fr. pour la part afférente à son logement dans l'usine pendant cette période de temps, il est fait largement droit aux prétentions de l'appelant ; — Que vainement la dame Zavureck prétend qu'elle devrait même, au cas d'application de l'art. 484, § 2, être déchargée complètement de son obligation sous le prétexte que M. Brèthes ne l'aurait amenée à souscrire le contrat du 20 janvier 1898 qu'en usant de manœuvres dolosives et frauduleuses ; — Attendu, en effet, que le dol et la fraude ne se présument pas et qu'il n'est justifié d'aucun fait précis établissant des manœuvres dolosives de nature à vicier le contrat ;

Attendu que, les parties succombant respectivement dans leurs prétentions, c'est le cas de faire une masse des dépens pour être répartis entre elles ;

Par ces motifs : — Ayant tel égard que de raison à l'appel de M. Brèthes envers le jugement du tribunal de commerce d'Alger du 17 mai 1899, enregistré ; — Infirme ledit jugement ; — Et statuant à nouveau : — Déclare l'engagement de la dame Zavureck dans le contrat du 20 janvier 1898 valable, mais réductible, conformément aux dispositions de l'art. 484, § 2 ; — En conséquence, réduit cet engagement à la somme de 2,000 fr. ; — La condamne à payer ladite somme avec intérêts de droit à M. Brèthes pour engagement résultant de l'acte dont s'agit ; — Annule, par suite, les deux billets avalisés par elle du 28 mars 1898, s'élevant ensemble à 7,400 fr. .

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

6 mars 1901

Saisie immobilière, lecture et publication du cahier des charges, sursis.

La procédure de saisie immobilière ne prévoit et n'admet aucun sursis à l'accomplissement, dans le délai fixé par les art. 694 et 695 C. pr. civ., de la lecture et de la publication du cahier des charges.

(Comptoir d'escompte de Boufarik c. Caillat)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les art. 694 et 695 C. pr. civ. impartissent un délai fixe dans lequel doivent avoir lieu les lecture et publication du cahier des charges ; — Que la procédure de saisie immobilière si minutieusemeni réglée par le législateur ne prévoit et n'admet aucun sursis à l'accomplissement de ces formalités, et que le silence du Code est d'autant plus significatif à ce sujet que l'art. 703 C. pr. civ. perm et de surseoir à l'adjudication; — Attendu, au surplus, que le comptoir d'escompte agit en vertu de titres exécutoires auxquels provision est due ; — Que les époux Caillat, quoique régulièrement assignés, ne se présentent pas pour contester les dires de l'appelant ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre les époux Caillat et M. le greffier du tribunal civil d'Alger qui n'ont pas constitué avoué ou défenseur ; — Et pour le profit ; — Faisant droit à l'appel du comptoir d'escompte de Boufarik envers le jugement du tribunal civil d'Alger, du 25 janvier 1901 ; — Infirme le dit jugement ; — Et statuant à nouveau ; — Dit n'y avoir lieu à accorder un sursis aux époux Caillat pour la lecture et la publication du cahier des charges; — Dit qu'à la plus prochaine audience utile du tribunal civil d'Alger, chambre des criées, auront lieu la lecture et la publication du cahier des charges ; — Condamne les époux Caillat au dépens.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; FABRE DE PARREL, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

27 février 1901

Compétence, connaissement, clause attributive de juridiction, garantie, validité, ordre public.

La prescription d'assigner, en matière de garantie, devant le juge où la demande originaire sera pendante, contenue dans les art. 59, § 1, et 181 C. pr. civ., n'est qu'une disposi-

tion générale, à laquelle il est permis de déroger par une convention contraire (1);

En conséquence, est valable et forme la loi des parties la clause d'un connaissement déclarant qu'un tribunal (en l'espèce le tribunal de commerce de Marseille) *sera seul compétent pour toutes les difficultés pouvant naître au sujet du présent contrat, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs* (2).

(Caillol et Saint-Pierre c. Sogler)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'aux termes de la clause imprimée au n° 20 du connaissement du 10 novembre 1893, de MM. Caillol et Saint-Pierre, qui forme le contrat des parties, le tribunal de commerce de Marseille est seul compétent pour toutes difficultés pouvant naître au sujet du présent contrat, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs ; que les termes clairs et précis de cette clause du connaissement, dérogeant expressément aux paragraphes 2 et 8 de l'art. 59 C. pr. civ., ne permettent de faire aucune distinction entre la garantie intentée par voie d'action principale et celle introduite par voie d'action incidente ; — Attendu que la prescription d'assigner, en matière de garantie, devant le juge où la demande originaire sera pendante, contenue dans les art. 59, § 1, et 181 C. pr. civ., n'est qu'une disposition générale, à laquelle il est permis de déroger par une convention contraire ; — Que la meilleure preuve que cette prescription n'a pas le caractère d'ordre public que voudrait lui donner M. Sogier, c'est que les art. 175 à 186 C. pr. civ., qui règlent la forme de procéder en matière d'appel en garantie, sont placés au titre des exceptions dilatoires qui doivent être, à peine de déchéance, proposées conjointement et avant toutes défenses au fond ; — Attendu que M. Sogler, qui s'est soumis volontairement aux clauses et conditions du connaissement de MM. Caillol et Saint-Pierre, était donc non recevable à introduire sa demande en garantie devant le tribunal de commerce d'Alger même par voie d'action incidente ;

Par ces motifs : — Infirme ; — Et statuant à nouveau : —

(1, 2) Comp. Alger, 31 janv. 1893 (*Rev. Alg.*, 1893. 2. 139) et la note ; 20 janv. 1895 (*Rev. Alg.*, 1895. 2. 207) ; civ. cass., 22 févr. 1898 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 104) ; Alger, 31 mai 1899 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 125).

Dit que le tribunal de commerce d'Alger était incompétent pour connaître de la demande en garantie formée par M. Sogler contre MM. Caillol et Saint-Pierre.

MM. DUCROUX, *prem. prés.*; FABRE DE PARREL, *av. gén.* — Mes SOUBIRANNE et TILLOY, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

25 juin 1901

Prescription civile, obligation contractée en Tunisie, loi applicable, protégé français, lettre missive, interruption.

La prescription applicable en matière d'obligations contractées en Tunisie par des protégés français, justiciables des tribunaux français, est la prescription de trente ans prévue par l'art. 2262 C. civ.;

Interrompt la prescription une lettre missive du débiteur dans laquelle ce dernier reconnait l'obligation contractée par lui.

(Héritiers caïd Moumou c. Héritiers Giarmon)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'Eugène Rosa, agissant en qualité d'administrateur de la succession de feu le caïd Salomon Samama, dit caïd Moumou, prétend qu'une somme de 125,000 fr. était due à ce caïd par le sieur Isaac Giarmon, aujourd'hui décédé; — Attendu qu'il a, par exploit du 1er décembre 1900, assigné les héritiers de ce dernier en paiement de cette somme;

Attendu que le demandeur se prévaut d'une transaction qui aurait été conclue entre le caïd Moumou et Isaac Giarmon; — Attendu qu'il n'apporte aucun acte signé par ce dernier et prouvant l'existance de cette transaction; — Attendu que la correspondance qu'il a versée aux débats démontre qu'il y a eu à ce sujet entre les deux défunts de simples pourparlers qui, malgré l'intervention d'amis communs, n'ont pu aboutir avant leur décès à une convention définitive; — Mais attendu

qu'il produit un reçu signé par le sieur Isaac Giarmon le 14 décembre 1867, et qui est ainsi conçu : « Reçu de M. le caïd Salomon 500,000 piastres en tiskrets (obligations), de notre souverain, échues le 15 septembre 1866, pour laquelle somme je lui livrerai en son nom des lettres de change sur des négociants » ; — Attendu qu'il produit aussi un registre qui porte la date du mois de janvier 1867 et qui établit que M. le caïd Moumou avait remis au sieur Giarmon un certain nombre de tiskrets ou obligations de cette nature qui constituaient des titres de créance contre l'État tunisien ; — Attendu que le sieur Isaac Giarmon et ses héritiers devront rendre compte à leur adversaire de ces valeurs ;

Attendu que les défendeurs opposent à leur adversaire la prescription ; — Attendu que le défunt a joui jusqu'à sa mort de la protection française ; — Attendu qu'au moment où l'obligation dont il s'agit a été contractée par lui, il aurait dû être assigné en paiement devant le tribunal consulaire de France ; — Attendu que cette obligation est donc régie par la loi française et que la prescription qui lui est applicable est celle de trente ans, établie par l'art. 2262 C. civ. ;

Attendu que le sieur Eugène Rosa est mal fondé à soutenir que cette prescription a été interrompue par des versements d'acomptes dont la date n'est pas indiquée et qui sont établis seulement par une mention opposée par le créancier au dos de l'acte du 14 décembre 1867 ; — Mais attendu qu'une lettre écrite et signée le 18 février 1885 par le sieur Isaac Giarmon et adressée par lui au caïd Moumou, contient le passage suivant : « Vous me dites d'établir et de vous envoyer une liste des tiskrets du gouvernement qui restent entre mes mains avec les numéros et la date, je regrette de ne pouvoir le faire, étant depuis lundi couché avec des douleurs rhumatismales ; mais soyez tranquille, dès que je serai mieux, je m'empresserai de vous satisfaire ; — Attendu que par cette lettre le sieur Jacob Giarmon reconnaît formellement avoir encore entre les mains un certain nombre de titres et de tiskrets dont il doit compte au sieur caïd Moumou ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 2241 C. civ., cet acte a interrompu la prescription, et qu'il s'est écoulé moins de trente ans entre sa date et celle de l'exploit introductif d'instance ; — Attendu que le tribunal ne possède pas des éléments suffisants pour établir les comptes des parties et qu'il est nécessaire de recourir d'office dans ce but à une expertise ;

Attendu que si l'acte du 14 décembre 1867 établit l'existence du compte dont il vient d'être parlé, il ne démontre pas que la succession du caïd Moumou soit créancière de la

somme pour le montant de laquelle le sieur Rosa a pratiqué saisie-arrêt ;

Par ces motifs : — Rejette le moyen tiré de la prescription qui est invoquée par le défendeur.

MM. FABRY, *prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes COULON, BODOY et MOSSÉ, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

29 juin 1901

Minorité, droit musulman, coutumes kabyles, actes de disposition, pouvoirs du tuteur, autorisation du cadi ou du conseil de famille, majorité, émancipation.

D'après la loi musulmane, le tuteur ne peut faire, au nom du mineur, un acte dépassant les bornes d'une simple administration qu'avec l'autorisation du cadi (1) ;

Et d'après la loi kabyle, le tuteur autre que le père doit consulter la djemaâ pour faire tout acte comportant aliénation directe ou possible des biens du mineur ; — Cette autorisation de la djemaâ est remplacée par celle du conseil de famille, depuis le décret du 29 août 1874 sur la justice en Kabylie, qui a substitué aux cadis les juges de paix 2).

(1, 2) Les jurisconsultes musulmans ne font pas usage de formules générales donnant, d'une façon nette et précise, la nature des pouvoirs du tuteur. Et, s'ils s'efforcent de délimiter ces pouvoirs, c'est par l'indication, non des actes que le tuteur peut accomplir seul, mais de ceux qu'il ne peut accomplir ainsi. De la lecture des textes, en effet, se dégage l'impression qu'en tant que gérant du patrimoine du mineur, le tuteur peut faire tout ce que bon lui semble, à l'exception, toutefois, de certains actes limitativement déterminés, dont il doit s'abstenir, ou qu'il ne peut accomplir que dans certaines conditions et sous certain contrôle. V. Morand, *L'interdiction en droit musulman*, n° 22. — Il est bien vrai que les actes de cette dernière catégorie sont des actes de disposition, et que si, en droit, le tuteur peut agir dès l'instant où il ne lui est pas interdit de le faire, en fait, il ne peut guère accomplir seul que des actes d'administration. Il y a cependant quelque intérêt pratique à préciser la véritable doctrine musulmane sur ce point, et à l'adopter ; on évite ainsi les difficultés très délicates que soulève la question de savoir quels actes dépassent ou ne dépassent pas les bornes de la simple administration.

Il existe, en droit musulman, deux majorités correspondant, l'une à l'administration de la personne, l'autre à l'administration des biens, et cette dernière, qui permet au mineur de disposer de ses biens, ne peut résulter pour lui que de l'émancipation (1).

(Consorts Zaouch et Lévy Valensi c. Époux Larbi et autres)

ARRÊT

LA *COUR*, — Sur la nullité de l'acte du 25 mars 1884; — Attendu qu'aux termes de cet acte Zaouch Khelil ben Mohamed, agissant en qualité de tuteur de Chérifa, a reconnu, en même temps que d'autres membres indigènes de la famille Zaouch, que la succession de Sliman était débitrice vis-à-vis de Valensi de la somme de 82,000 fr. pour solde d'un compte reconnu en leur nom, le 3 juin 1883, par un précédent tuteur des mineurs Sliman, le nommé Ahmed Khatry; — Attendu qu'à la garantie de cette créance les susnommés ont hypothéqué une propriété rurale dénommée El-Harek; — Attendu que la reconnaissance faite par Ahmed Khatry résulte d'une lettre commerciale qui n'est accompagnée d'aucun compte régulier, ni appuyée d'aucune justification et ne saurait être considérée comme un titre de créance sérieux; — Attendu que ces deux reconnaissances sont nulles au regard tant de Chérifa que de Larbi, que l'on applique la coutume arabe ou la coutume kabyle; — Attendu, en effet, que, d'après la loi musulmane, le tuteur, s'il veut faire un acte qui dépasse les bornes d'une simple administration, est tenu de s'adresser au cadi et qu'il ne peut disposer des biens de son pupille sans l'autorisation de ce magistrat; — Que si l'on se place au point de vue de la loi kabyle, le tuteur autre que le père

---

D'autre part, l'acte projeté par le tuteur, et que ce dernier ne peut accomplir seul, doit être autorisé par le cadi, et non par le conseil de famille, que le législateur musulman n'a pas pris le soin d'organiser V. Morand, *L'interdiction en droit musulman*, nos 24 et 44; Alger, 26 mai 1875 (Estoublon, *Jurisp. Alg.*, 1875. 28). — L'intervention du conseil de famille ne se justifierait que si les parties entendaient contracter sous l'empire de la loi française. — Cf. trib. de Batna, 5 mars 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 353). — Il en est autrement en Kabylie depuis le décret du 29 août 1874; les juges de paix y ayant remplacé les cadis, y font les actes tutélaires avec l'assistance d'un conseil de famille, substitué à la djemaâ.

(1) V. Tunis, 11 janv. 1897 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 229); Coran, IV. 5; Morand, *L'interdiction en droit musulman*, nos 7, 30 et suiv.

est obligé de consulter la djemaâ pour faire tout acte comportant aliénation directe ou possible des immeubles du mineur ; — Attendu que Chérifa est d'origine kabyle ; que dans la région qu'elle habite, autrefois soumise au régime des cadis, ceux-ci ont été remplacés depuis 1874 par des juges de paix qui, avec l'assistance d'un conseil de famille, procèdent à la nomination des tuteurs des mineurs indigènes ; — Attendu, dès lors, que le tuteur est obligé de demander au conseil de famille l'autorisation nécessaire pour faire les actes qui ne sont pas de simple administration ; — Attendu, d'ailleurs, que Lévy-Valensi a si bien compris la nécessité de l'intervention du conseil de famille de la mineure Chérifa, qu'il a fait stipuler dans l'acte notarié du 25 mars 1884 qu'on devra rapporter, dans un délai de deux mois, un jugement homologatif de la délibération du conseil de famille autorisant son tuteur à ratifier l'obligation prise par lui au nom de la mineure ; — Attendu que cette formalité n'a pas été accomplie, même partiellement, l'autorisation du conseil de famille n'ayant pas été demandée ; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que les tuteurs Ahmed Khatry et Zaouch Khelil ben Mohamed n'ont pu valablement obliger la mineure Chérifa et que l'acte dont s'agit doit être déclaré nul et sans effet au regard de cette dernière ;

Sur la demande de Larbi : — Attendu que Zaouch Laoussine dit aussi Larbi ben Sliman ben Hassein, né le 26 août 1864, était mineur lorsqu'il est intervenu dans l'acte du 25 mars 1884 ; — Attendu, en effet, qu'il existe, en droit musulman, deux majorités correspondant, l'une à l'administration de la personne, l'autre à l'administration des biens, et que celle-ci, qui permet au mineur de disposer de ses biens, n'est acquise pour lui que par l'émancipation ; — Attendu qu'il n'est point établi que Laoussine dit Larbi fût émancipé au moment de sa comparution devant le notaire rédacteur de l'acte ; — Qu'il n'a pu, dès lors, s'obliger valablement, ni consentir une hypothèque sur ses biens immobiliers ; — Qu'il échet, par conséquent, de prononcer à son égard la nullité de l'acte précité ;

Attendu, relativement à l'inscription hypothécaire, que l'hypothèque, étant un droit accessoire, ne peut survivre à l'obligation principale ; — Que celle-ci étant déclarée nulle, l'hypothèque n'a plus de raison d'être et doit suivre le sort de l'obligation qui lui a donné naissance ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Confirme le jugement entrepris tant sur les fins de non recevoir proposées que sur la nullité de l'acte authentique du

25 mars 1884, de l'inscription prise en vertu de cet acte et des dommages-intérêts alloués à Chérifa bent Sliman.

MM. CAUMETTE, *ff. prés.*; BUSSIÈRE, *av. gén.* — Mes BORDET, OTTEN et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

20 juillet 1901

Compétence correctionnelle, Algérie, détention illégale d'armes de guerre par des indigènes.

En Algérie, c'est aux tribunaux correctionnels et non aux juges de paix à compétence étendue qu'il appartient de connaître du délit de détention illégale d'armes de guerre par les indigènes, prévu et puni par l'art. 3 de la loi du 24 mai 1834.

(Min. pub. c. Kemiri Ali ben Abdallah)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le prévenu ne comparaît pas, bien que régulièrement cité; qu'il y a lieu de statuer par défaut à son encontre; — Attendu que l'appel du ministère public est régulier en la forme; — Au fond; — Attendu qu'aux termes de l'art. 1er C. pén., l'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit; — Attendu que cette règle régit les matières spéciales à moins d'une dérogation expresse de la loi; — Attendu qu'aucune dérogation à l'article susvisé ne se trouve expressément énoncée dans l'art. 2 du décret du 19 août 1854, qui édicte que les juges de paix à compétence étendue connaissent en matière correctionnelle: 1° de toutes les contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels qui sont commises ou constatées dans leur ressort; 2° des infractions aux lois sur la chasse; 3° de tous les délits n'emportant pas une peine supérieure à celle de six mois d'emprisonnement ou de 500 fr. d'amende; — Attendu que le délit de détention d'armes de guerre qui est reproché au prévenu est puni par l'art. 3 de la loi du 24 mai 1834, d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 16 à 1,000 fr.; — Attendu au surplus qu'il n'est

point exact que pour le délit de détention illégale d'armes de guerre, l'intention coupable soit nécessairement absente, que la loi du 24 mai 1834 ne semble pas du moins l'avoir ainsi compris, puisqu'elle admet dans son art. 11 l'application de l'art. 463 C. pén.; — Attendu conséquemment que c'est à tort que les premiers juges n'ont point admis leur propre compétence; — Attendu que l'affaire étant en état, il y a lieu, en conformité de l'art. 215 C. instr. crim. de procéder par voie d'évocation;

Attendu qu'il résulte de la procédure écrite et des débats en première instance la preuve que le prévenu a été le 21 mai 1901 à Oum-Theboul, canton de La Calle, arrondissement de Bône, trouvé détenteur d'un pistolet, arme de guerre, et ce sans autorisation; — Attendu que ce fait constitue le délit prévu et puni par l'art. 3 de la loi du 24 mai 1834;

Par ces motifs: — Statuant par défaut à l'encontre du prévenu non comparant; — Reçoit l'appel en la forme; — Au fond: — Annule et met à néant le jugement déféré; — Évoquant et statuant à nouveau; — Déclare le prévenu coupable du délit ci-dessus spécifié; — Et pour répression le condamne à la peine d'un mois de prison et 50 fr. d'amende; — Prononce la confiscation de l'arme saisie, etc.

MM. GEFFROY, *prés.*; ÉTIENNE, *subst. du proc. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

22 juillet 1901

Propriété, commune, revendication contre un particulier, concession domaniale, possession, preuve.

Une commune, revendiquant un terrain contre un particulier qui le possède, ne peut fonder son droit de propriété uniquement sur le décret par lequel l'État lui a fait concession dudit terrain, alors que la propriété de l'État lui-même n'est établie que d'une manière vague et générale par la mention, sur le sommier de consistance : « Origine de propriété domaniale ; séquestre ou beylik », sans justification de l'arrêté de séquestre ou du titre beylical (1).

(1) V. Alger, 10 déc. 1880 (*Bull. jud. Alg.*, 1881, p. 252).

(Héritiers Vidal c. Commune d'Aïn El-Hadjar)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que la commune d'Aïn El-Hadjar a par exploit du 29 juillet 1866, enregistré, assigné la dame veuve Laurent Vidal devant le tribunal civil de Mascara en délaissement, dans les quarante huit heures du jugement à intervenir, à peine de 10 fr. par jour de retard pendant trois mois, passé lesquels il serait fait droit, d'une parcelle de terre de 1 hectare, 19 ares, 16 centiares, près d'Aïn El-Hadjar, en confirmation de la propriété de cette parcelle à la commune, avec expulsion, même par la force publique, de la dame veuve Vidal, 1,000 fr. de dommages-intérêts et dépens; — Qu'en cours d'instance, le sieur Joseph Vidal, la dame Thérèse Vidal, épouse Louis Picard, le sieur Louis Picard sont intervenus au procès; — Que, par décision du 7 juin 1899, enregistrée, les premiers juges, après expertise, enquête, contr'enquête, ont accueilli comme fondée la demande de la commune, sauf réduction à 5 fr. des 10 fr. par jour de retard et à 300 fr. des 1,000 fr. de dommages-intérêts par elle réclamés; — Que les consorts Vidal, agissant, la dame veuve Laurent Vidal comme commune en biens et pour ses reprises, le sieur Joseph Vidal et la dame Picard comme seuls héritiers de leur père, le sieur Picard pour ses droits comme mari de celle-ci et pour la validite de la procédure, ont interjeté appel de cette décision, par exploit du 22 septembre 1899, enregistré, un appel recevable en la forme et dont il y a lieu par suite d'examiner au fond le mérite;

I. — Sur la situation juridique des parties au point de vue de la preuve de leurs prétentions respectives: — Attendu que la commune demanderesse revendique la parcelle litigieuse; que, de son propre aveu, ses adversaires sont, tout au moins depuis 1894, en possession du terrain contesté; — Attendu que c'est par suite à elle de justifier à l'encontre des consorts Vidal, défendeurs au procès et possesseurs de la parcelle en litige, de ses droits de propriété sur celle-ci;

II. — Quant à l'objet du litige: — Attendu qu'il consiste en une bande de terrain en bordure, au nord, de l'Oued Aïn El-Hadjar, d'une contenance de 1 hectare, 19 ares, 16 centiares, figurée au plan dressé par le géomètre Gelos, le 20 février 1896, visé dans la décision d'incompétence, en cours de bornage, du juge de paix de Saïda, du 29 avril 1896, enregistré, reproduit dans le texte même du rapport des experts, enregistré, le 11 août 1898;

III. — Sur les titres de la commune : — Attendu qu'ils consistent en : — 1° Un décret du 10 novembre 1887, par lequel l'État lui a fait concession gratuite, à titre de dotation, sans aucune garantie, d'un terrain domanial de 105 hectares, 34 ares, 50 centiares, dit « prairie des faucheurs », sis à Aïn El-Hadjar, comprenant vingt-deux parcelles au nombre desquelles se trouve, d'après les experts, sous les nos 15 et 16 de l'extrait du sommier de consistance joint au décret, les parcelles en litige, bien que ces numéros 15 et 16 n'aient dans cet extrait qu'une contenance de 1 hectare, 76 ares ; — 2° Un plan annexé audit décret et dont copie régulière est produite ; — 3° Un extrait des mentions du sommier de consistance du service des domaines, concernant les vingt-deux parcelles de la prairie des faucheurs et, par conséquent, le terrain contesté ; — Attendu que, comme ayant cause de l'État, la commune ne peut avoir, en vertu de ces actes administratifs, sur la parcelle litigieuse plus de droits que n'en aurait son auteur ; — Attendu que celui-ci ne pourrait se prévaloir, à l'encontre des consorts Vidal, du texte seul du décret, son œuvre personnelle, par lequel il a déclaré concéder à la commune la prairie des faucheurs, nul ne pouvant se donner à lui-même un titre de propriété ; — Attendu qu'il en est de même du plan où figurent avec leurs numéros, situations, nature, contenances, limites, mais sans aucune indication d'origine de propriété, les vingt-deux parcelles de cette prairie, et par conséquent la parcelle litigieuse ; — Attendu qu'il en est encore de même de ces simples mentions sur le sommier de consistance, sous la rubrique « origine de propriété domaniale, séquestre ou beylik », concernant, d'une manière vague et générale, lesdites parcelles et, par conséquent, celle en litige ; — Que ces mentions n'indiquent ni la date, ni la nature, ni l'étendue de l'arrêté de séquestre ou du titre beylical auxquels elles se rapporteraient ; — Qu'il n'est pas justifié de l'existence de ces arrêtés ou titres ; — Qu'il n'est produit aucun titre de procédure administrative, antérieur au 10 novembre 1887, s'y rattachant ; — Qu'il résulte des pièces et documents du procès que l'État n'a jamais, à quelque époque que ce soit, détenu la parcelle en litige ; — Qu'il ressort des enquête et contre-enquête auxquelles il a été procédé que le sieur Laurent Vidal et, après lui, sa veuve, en cultivant ou faisant cultiver la parcelle en litige, en la louant ou y entreprenant des plantations de vigne, en ont eu la possession exclusive de 1878 à 1888 ; — Qu'ainsi, dans la cause, les mentions dont s'agit ne pourraient être utilement opposées par l'État aux consorts Vidal (*Sic*, Cour d'Alger

(2e Ch.), 10 déc. 1880) ; — Attendu que des considérations qui précèdent il faut, par suite, conclure : — 1° Que les décret, plan, mentions susindiqués n'établissent pas, au profit de l'État, auteur de la commune, vis-à-vis des appelants, un droit de propriété sur la parcelle contestée ; — 2° Que, par voie de conséquence, ces mêmes décret, plan, mentions n'établissent pas, au profit de la commune, ayant cause de l'État, un droit de propriété sur ladite parcelle ;

IV. — En ce qui concerne la possession de la commune : — Attendu que des enquête et contre-enquête auxquelles il a été procédé il résulte que, par ses instituteurs et par la construction d'un abattoir consistant en une pièce de 5 mètres sur 7 mètres, la commune a occupé le terrain contesté de 1888 à 1894, mais que, dès le début de cette occupation, la dame veuve Vidal a protesté contre cette entreprise et ne l'a tolérée que par égard personnel pour le sieur Boileau ; — Que, d'ailleurs, la durée trop courte de cette possession ne permet pas à la commune de l'invoquer comme acquisitive de la propriété de la parcelle litigieuse ;

V. — Sur la situation, en résumé, de la commune : — Attendu qu'elle ne justifie, ni par titres, ni par prescription, de ses prétentions sur le terrain contesté ;

VI. — En ce qui concerne les titres des consorts Vidal : — Attendu qu'ils consistent en : — 1° Un acte reçu par Me Mayandon, notaire à Saïda, le 30 décembre 1878, enregistré, transcrit le 27 janvier 1879, suivi des formalités de publicité prescrites par la loi du 26 juillet 1873, aux termes duquel les sieurs Djelloul bel Arbi et El Hachemi Ould ben Dida ont vendu au sieur Laurent Vidal deux parcelles de terre appelées Daha-el-Metamir et El-Biata, de 3 hectares environ, sises à Aïn El-Hadjar, avec indication de l'origine de propriété et acte de notoriété en la forme musulmane à l'appui ; — 2° Un plan d'ensemble des propriétés des consorts Vidal à Aïn El-Hadjar, d'une contenance totale de 10 hectares 20 ares, du 2 décembre 1880, non établi, par conséquent, pour les besoins de la cause ; — Attendu que ces titres et plan, en donnant pour limite sud aux propriétés des consorts Vidal voisines de l'oued Aïn El-Hadjar, par conséquent à Daha-el-Metami et El-Biata, cet oued même, englobe dans le périmètre de ces propriétés le terrain contesté, situé au nord dudit oued ; — Que les experts, tout en se prononçant en faveur de la commune, conviennent en ces termes qu'en vertu du plan sus-indiqué il en est ainsi : « A l'appui de leurs prétentions, disent-ils, les consorts Vidal nous ont présenté un plan qui s'applique également à la parcelle litigieuse et l'englobe com-

plètement ; ce plan, daté du 2 décembre 1880, signé : Garnier, dont la contenance est de 10 hectares 20 ares, qui comprendrait, disent-ils, en outre des parcelles Daha-el-Metami et El-Biata, 3 hectares d'autres parcelles acquises en vertu d'autres actes d'acquisition, non produits, n'indique pas où se trouvent les deux parcelles Daha-el-Metami et El-Biata » ; — Attendu que les consorts Vidal justifient ainsi, par leurs titre et plan, du droit de propriété sur la parcelle en litige qu'ils invoquent ;

VII. — Quant à la possession : — Attendu qu'il résulte des enquête et contr'enquête auxquelles il a été procédé en première instance que, dans les conditions déjà indiquées, le sieur Laurent Vidal, et après lui sa veuve, ont exclusivement possédé de 1878 à 1888, en vertu de leur acte d'acquisition de 1878, le terrain contesté et que la dame Vidal a exclusivement possédé dans les mêmes conditions depuis 1894, ce que la commune ne conteste pas, cette même parcelle ; — Que ces faits, s'ils ne peuvent, pour la période de temps écoulée de 1878 à 1888, attribuer aux consorts Vidal, en raison des agissements de la commune de 1888 à 1896, le bénéfice de la prescription décennale de l'art. 2265 C. civ., établissent tout au moins que, de 1878 à 1888 d'abord, et ensuite depuis 1894, lesdits consorts Vidal ont, en vertu de leur acte d'acquisition de 1878, possédé la parcelle en litige ;

VIII. — Sur la situation en résumé des appelants : — Attendu qu'ils justifient par leurs titre, plan, possession de leur droit de propriété sur le terrain contesté ;

IX. — Sur les 300 fr. de dommages-intérêts alloués à la commune et les 1,000 fr. de dommages-intérêts qu'elle demande, par application de l'art. 464 § 2 C. pr. civ. : — Attendu que, en l'état de toutes les considérations qui précèdent, ces collocations et demande doivent être rétractées ou rejetées comme non justifiées ou mal fondées ;

X. — Quant aux dépens de première instance et d'appel : — Attendu qu'ils doivent être supportés, aux termes des art. 130 et 470 C. pr. civ., par la partie qui succombe ;

Par ces motifs : — Dit l'appel des consorts Vidal recevable en la forme, justifié au fond ; — Infirme le jugement déféré ; — Ordonne qu'il soit considéré comme nul et non avenu dans toutes ses dispositions ; — Statuant à nouveau : — Rejette, en son entier, comme mal fondée, la demande de la commune d'Aïn El-Hadjar ; — Dit qu'elle n'a pas justifié de ses droits de propriété sur la parcelle litigieuse ; — Maintient les consorts Vidal en possession de ladite parcelle ; — Dit que la dame veuve Laurent Vidal, le sieur Joseph Vidal, la

dame Louis Picard, ès qualité qu'ils agissent, en sont propriétaires ; — Condamne la commune aux dépens de première instance et d'appel envers les consorts Vidal ; — Rejette comme non fondées ou non justifiées toutes demandes, fins, conclusions contraires aux dispositions qui précèdent.

MM. MÉROT, *ff. prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes DOUDART DE LA GRÉE et ESCRIVA, *av.*

TRIBUNAL D'ALGER (Ch. musulm.)

11 mars 1901

Opposition, justice musulmane, indigène de la région saharienne, appel, jugement par défaut, irrecevabilité.

Est irrecevable l'opposition formée par un indigène de la région saharienne contre un jugement rendu par défaut contre lui en appel (Décr. 13 déc. 1866, art. 35 ; décr. 8 janv. 1870, art. 14) (1).

(Nouri ben Ali c. Khelati)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, le 20 février 1900, Nouri ben Ali ben Saïd a relevé appel d'un jugement rendu le 16 février 1900 par le cadi de Bou-Saâda, au profit de Mohamed ben Abdelkader ben Khellati, ordonnant, à la demande de ce dernier, le partage et la licitation des biens dépendant de la succession de Si Taïeb ben Ali ben Saïd ; — Attendu que Mohamed ben Abdelkader agissait dans l'instance en qualité d'acquéreur des droits de Si M'Ahmed ben Taïeb, un des fils et héritiers du *de cujus* ; — Attendu que, Nouri ben Ali n'ayant pas comparu devant le tribunal pour soutenir son appel, il a été donné défaut contre lui et que par jugement du 22 octobre 1900 le tribunal a confirmé purement et simplement la décision attaquée ; — Attendu que Nouri a déclaré former opposition ;

Attendu que Mohamed ben Abdelkader ben Khellati, par

---

(1) V. les notes sous le décret du 13 décembre 1866, dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 318 et suiv. ; comp. Alger, 29 oct. 1878 (*Bull. jud. Alg.*, 1879. 206) ; 22 mai 1888 (*Rev. Alg.*, 1890. 2. 194).

conclusions écrites de Me Chambon, a soutenu que cette opposition était irrecevable, aux termes de l'art. 14 du décret des 8 et 15 janvier 1870 et des art. 33, 34 et 35 du décret du 31 décembre 1859, revisé par le décret du 13 décembre 1866 ; — Attendu qu'il est constant que les indigènes de la région saharienne sont régis quant à leurs contestations, non par les décrets des 17 avril 1899 et 25 mai 1892, mais par celui des 8 et 15 janvier 1870, qui renvoie pour l'instruction sur appel à l'art. 35 du décret du 13 décembre 1866 ; — Attendu que cet art. 35 dispose qu'en cas de non comparution des parties ou de l'une d'elles, il doit être passé outre et que la décision prononcée est définitive ; — Attendu par suite que l'opposition de Nouri est irrecevable ;

Par ces motifs : — Déclare l'opposition irrecevable ; — Dit en conséquence que le jugement du 22 octobre 1900, dont est opposition, suivra son plein et entier effet ; — Condamne Nouri ben Ali aux dépens, etc.

MM. CIAVALDINI, *vice-prés.* ; DRAGO, *subst.* — Mes ROGER et CHAMBON, *av.*

TRIBUNAL D'ALGER (Ch. civ.)

4 mars 1901

Loterie, valeurs à lots, vente à tempérament, prêt usuraire, Algérie, pacte commissoire, loi du 21 mai 1836.

Est valable une vente à tempérament de valeurs à lots, alors même que l'acquéreur allègue avoir été induit en erreur sur l'étendue et la portée de la convention, s'il ne prouve pas que cette erreur, quelle qu'en soit l'importance, est le résultat de manœuvres dolosives de la part du vendeur (1) ;

De même, cette vente ne saurait, à quelque taux qu'ait été évaluée la faculté de paiement mensuel, être annulée comme masquant un prêt usuraire, lorsqu'elle est antérieure à la

(1) Comp. sur les ventes à tempéraments et les difficultés qu'elles soulèvent au point de vue de l'application de la loi du 21 mai 1836 sur les loteries, Cass., 4 juin 1894 (Sir., 1894. 1. 393) et 30 avril 1900 (Sir., 1900. 1. 345) et les notes. — Le décret du 29 août 1900 a rendu exécutoire en Algérie la loi du 12 mars 1900 ayant pour objet de réprimer les abus commis en matière de vente à crédit des valeurs de Bourse.

loi du 13 avril 1898 et remonte par conséquent à une époque où le taux de l'intérêt conventionnel était libre en Algérie (1);

Le pacte commissoire inséré dans la vente ne saurait avoir pour effet de l'annuler, bien que frappé lui-même de nullité (2);

Mais est nulle et annule le contrat, comme contraire aux principes généraux de la vente, la clause par laquelle le vendeur à tempérament de titres se réserve expressément le droit de conserver les titres ou de les déposer chez des tiers sous sa responsabilité (3);

La vente à tempérament de valeurs à lots est encore nulle, comme contractée en violation de la loi du 21 mai 1836 sur les loteries, lorsque les négociations de ces valeurs ne sont pas strictement conformes aux conditions de l'émission et que de plus les chances de tirage aux lots peuvent, par le fait et la volonté seule du vendeur, être séparées de la propriété du titre (4).

(Bluntschli c. Levaillant)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, suivant conventions verbales du mois de mars 1897, Levaillant a acquis des sieurs Bretault, Bluntschli et Cie, gérants de la Caisse de l'Économie nationale, une obligation de la ville de Paris, emprunt de 1865, n° 586,196; — Attendu que la vente des obligations était faite au cours moyen de la bourse de Paris du jour précédent, la réception de la demande d'achat, majoré d'une indemnité équivalente au tiers du prix du titre en bourse, payable 20 fr. comptant et le restant par acomptes mensuels de 10 fr. recouvrés aux frais de l'acquéreur avec intérêts à 5 p. 100 calculés chaque trimestre sur les sommes restant dues; — Qu'il a été convenu que l'acquéreur aurait la jouissance immédiate des avantages attachés aux titres et que les coupons d'intérêts et les lots sortis aux tirages lui appartiendraient; — Que les titres ne seraient livrés qu'après complet paiement et que, jusqu'alors, Bretault et Cie pourraient les conserver dans leurs caisses ou les déposer chez des tiers sous leur responsabilité; — Que dans le cas où l'acquéreur laisserait retourner impayé un mandat mensuel, il serait mis en demeure, par simple lettre recommandée, d'effectuer son versement en retard dans un délai de cinq jours, ou de

(1 à 4) V. *suprà*, p. 417, note 1.

prendre livraison de son titre contre paiement de la somme restant due, faute de quoi son compte serait crédité de la valeur de ladite obligation d'après le cours moyen de la bourse de Paris, du sixième jour qui suivra la mise en demeure, et que le solde débiteur ou créditeur serait exigible de suite ; — Attendu que le sieur Levaillant n'ayant pas satisfait à ses engagements, Bretault, Bluntschli et Cie ont liquidé son compte qui le constituerait débiteur d'une somme de 124 fr. 05 cent., qu'ils l'ont ensuite fait citer devant M. le juge de paix d'Aumale pour obtenir paiement; que par jugement du 29 juin 1899, la vente de l'obligation du Crédit foncier a été annulée, et Brétault, Bluntschli et Cie ont été déboutés de leur demande et condamnés à restituer au sieur Levaillant la somme de 80 fr. représentant la partie du prix qu'il leur avait versée jusqu'à ce jour ; — Attendu que par exploit de Me Chaptinel, huissier à Aumale, en date du 2 novembre 1899, Bretault, Bruntschli et Cie ont interjeté appel dudit jugement ; — Que cet appel est régulier en la forme et qu'il y a lieu de de l'accueillir ;

Attendu que le sieur Levaillant demande au tribunal de prononcer la nullité des conventions intervenues entre lui et Bretault, Bluntschli et Cie, parce que, sans instruction, il n'aurait pu se rendre compte des engagements qu'on lui faisait prendre ; qu'il soutient que le contrat est illicite et doit être déclaré nul comme dissimulant un prêt usuraire; qu'il doit être encore déclaré nul comme renfermant un pacte commissoire prohibé par l'art. 2078 C. civ., en autorisant les vendeurs à exécuter en bourse les titres vendus qu'ils détiennent en gage, au cas de retard dans le versement des mensualités ; — Qu'en outre, ces engagements violent la loi du 21 mai 1836 sur les loteries, en ce qu'ils ne donnent aux acheteurs de titres que la seule espérance d'un gain provenant des tirages des lots auxquels les titres participent ; — Qu'enfin, le contrat est nul, les vendeurs qui ont conservé les titres sur lesquels une partie du prix a été payée s'étant réservé la faculté de se servir de ces titres et de les mettre en gage, car dans ce cas il n'y a pas de transmission réelle de propriété et par suite pas de vente ;

Attendu que l'erreur ne se présume pas ; que le sieur Levaillant n'allègue pas qu'il ait été victime de manœuvres pouvant vicier son consentement ; qu'il s'est engagé à donner des titres à un prix hors de toute proportion avec leur valeur réelle, mais qu'il lui appartenait de se renseigner et qu'il ne justifie pas qu'il ait été dans l'impossibilité de prendre connaissance de toutes les conditions de son engagement ;

Attendu qu'il importe peu de rechercher si sous les apparences d'une vente à crédit l'opération dont s'agit cache un prêt scandaleusement usuraire; qu'en effet, à l'époque des conventions, le taux de l'intérêt conventionnel était libre en Algérie et que la loi du 13 avril 1898, qui en a fixé le maximum, ne saurait avoir d'effet rétroactif et recevoir l'application dans l'espèce;

Attendu, sur la nullité soulevée pour contravention aux dispositions de l'art. 2078 C. civ., qu'il résulte de cet article que le créancier ne peut, à défaut de paiement, disposer du gage, et que toute clause qui l'autoriserait à s'approprier le gage ou à en disposer est nulle; que les demandeurs ne prétendent pas s'approprier les titres vendus; qu'ils ont, au contraire, fait sommation au défendeur d'en prendre livraison et qu'ils demandent que la vente en soit ordonnée conformément à la loi; que d'ailleurs une clause semblable serait nulle, mais n'entraînerait pas la nullité de la convention; — Attendu, d'autre part, que MM. Bretault, Bluntscli et Cie ont expressément stipulé qu'ils pourraient conserver les titres dans leurs caisses ou les déposer chez des tiers sous leur responsabilité; — Attendu que cette clause constitue une violation flagrante des principes qui régissent la vente; — Qu'aux termes de l'art. 1603 C. civ., le vendeur a deux obligations principales: celle de délivrer et celle de garantir la chose qu'il vend; — Qu'aux termes de l'art. 1136, l'obligation de donner emporte celle de livrer la chose et de la conserver jusqu'à la livraison; qu'accorder au vendeur la faculté de se servir pour ses besoins personnels d'une chose qui ne lui appartient plus, et de la frapper du privilège du créancier gagiste, c'est exposer l'acquéreur à être dépouillé du titre dont il est seul propriétaire légitime et de tous les avantages qui sont attachés à cette propriété; que l'insertion d'une pareille clause rend le contrat radicalement nul; que, de plus, les clauses que renferme le contrat sont contraires à la bonne foi qui doit présider à toutes les conventions; qu'elles ont eu pour effet d'assurer aux demandeurs un bénéfice considérable sans les exposer à aucun risque d'aucune espèce puisqu'ils restent nantis des titres qui ne leur appartiennent plus et sur lesquels ils ont touché des à-comptes, tandis que l'acquéreur est exposé, après les avoir payés très cher et entièrement soldés, à ne pouvoir en obtenir la remise; — Attendu, en outre, que les conventions dont s'agit paraissent avoir été contractées au mépris de la loi du 21 mai 1836, sur les loteries; — Attendu que les lois qui ont autorisé l'émission des valeurs à lots sont des lois spéciales qui ont dérogé aux prohibitions de

cette loi; qu'il est certain que les négociations de ces valeurs doivent être strictement conformes aux conditions de l'émission; que les lois d'autorisation déterminent notamment la valeur du titre et exigent l'existence d'un titre unique et indivisible contenant un placement d'argent et une clause de gain; — Attendu que ces ventes à tempérament, loin d'être un encouragement de l'épargne, ne sont qu'un appât immédiat de jeu par la possibilité de gagner un lot important; que, dans l'espèce, le prix excessif auquel les titres ont été cédés apporte une modification certaine aux conditions de l'émission et constitue une opération aléatoire nouvelle et prohibée; — Attendu, il est vrai, que l'acquéreur a droit aux coupons d'intérêts en payant chaque trimestre l'intérêt des sommes restant dues et qu'en principe le droit aux chances de tirages des lots n'a pas été séparé de la propriété du titre pour devenir l'objet spécial de la convention; mais que l'acquéreur n'a pour longtemps que l'espérance de bénéficier des chances des tirages, les avantages attachés aux titres étant inférieurs aux intérêts qu'il doit payer; — Attendu, en outre, que les vendeurs se sont réservé le droit de mettre les titres en gage sans en excepter les coupons d'intérêts, spécialement en ce qui concerne les obligations; qu'ils peuvent se trouver dans l'impossibilité de les retirer, et qu'ainsi la chance des tirages peut être séparée du titre lui-même; que ce résultat seul est suffisant pour faire prononcer la nullité de la convention;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que le premier juge a fait une juste appréciation des droits des parties;

Et adoptant au surplus les motifs non contraires qui l'ont déterminé;

Par ces motifs : — Confirme, etc.

MM. SOUCAZE, *ff. prés.*; SABARDIN, *subst.* — Mes GOUTTE-BARON et FOISSIN, *av.*

TRIBUNAL D'ALGER (Ch. musulm.)

11 mars 1901

Effets de commerce, billet à ordre, indigène musulman, endossement, validité, souscripteur, exception, défaut de cause, porteur, preuve testimoniale, irrecevabilité.

En matière de billet à ordre, le moyen pris par le souscripteur de ce que le billet est sans cause et a été souscrit par

pure complaisance est opposable, s'il est sérieux, au bénéficiaire du billet, mais ne l'est pas au tiers porteur de bonne foi (1);

Le billet à ordre existe entre musulmans et la loi musulmane ne prohibe pas l'endossement comme mode de cession (2);

Le souscripteur d'un billet à ordre ne saurait être admis à prouver que le tiers porteur n'est pas un tiers sérieux et qu'il a pris l'engagement de rembourser le billet à son échéance (3).

(Chattar c. M'Bareck)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Au fond : — Attendu qu'Halfaoui M'Bareck soutient, comme il l'a fait en première instance, que le billet dont on lui demande le remboursement est sans cause et qu'il a été souscrit par pure complaisance ; — Attendu que ce moyen, opposable, s'il est sérieux, au bénéficiaire du billet, ne l'est pas au tiers porteur de bonne foi; —Attendu qu'il prétend encore que le billet à ordre n'existe pas entre musulmans et qu'il s'agit en l'espèce d'une reconnaissance de dette, non transmissible par la voie de l'endossement ; — Attendu que cette théorie ne saurait être admise par le tribunal ; que les parties sont commerçantes et ont, comme le font tous les négociants musulmans, en outre suivi les usages du commerce et que la loi ne prohibe pas ce mode de cession ; — Attendu qu'il offre enfin de prouver que son adversaire n'est pas un tiers porteur sérieux et qu'il a pris l'engagement de rembourser le billet à son échéance ; — Attendu, sans parler du danger que présente toujours, en matière musulmane, la preuve testimoniale, que la consécration d'un pareil système apporterait le plus grand trouble dans les négociations entre les commerçants musulmans, en permettant au débiteur de mauvaise foi de se soustraire à l'exécution de leurs engagements, alors surtout qu'il s'agit d'effets payables à première présentation ; — Que d'ailleurs il y a titre et que provision

---

(1 à 3) Comp. sur la souscription de billets à ordre entre musulmans, trib. Blida, 1er déc. 1887 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 532) et la note; Alger, 8 juill. 1885 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 519) et la note; Alger, 1er et 17 févr. 1892 (*Rev. Alg.*, 1892. 2. 87) et la note. — Sur l'application des coutumes et usages musulmans en matière commerciale et notamment quand il s'agit de billets à ordre, V. Alger, 24 nov. 1890 (*Rev. Alg.*, 1891. 2. 29) et la note.

est due au titre et qu'enfin on ne peut prouver outre et contre le contenu d'un titre ; — Attendu que Chattar Sliman maintient sa demande en 500 fr. de dommages-intérêts ; mais qu'il ne justifie d'aucun préjudice précis ;

Par ces motifs : — Maintient le jugement du 3 décembre 1900.

MM. CIAVALDINI, *vice-prés.* ; SABARDIN, *subst.* — Mes CHARPENTIER et TILLOY, *av.*

TRIBUNAL D'ALGER (1re Ch.)

15 juin 1901

Compétence, demande en paiement de loyers, Algérie, juge de paix à compétence étendue, loyer excédant 400 fr.

Aux termes de l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838, modifié par la loi du 2 mai 1855, exécutoire en Algérie, les juges de paix sont incompétents pour connaître des actions en paiement de loyers lorsque le loyer annuel excède 400 fr. (1) ;

Il n'a pas été dérogé à cette règle pour l'Algérie par le décret du 19 août 1854, qui donne aux juges de paix à compétence étendue le droit de juger les affaires personnelles et mobilières jusqu'à 1,000 fr. en premier ressort (2).

(Époux Paul c. Dorr)

Le 1er mars 1901, JUGEMENT DU JUGE DE PAIX DE MAISON-CARRÉE, ainsi conçu :

NOUS, JUGE DE PAIX, — Attendu que le décret du 19 août 1854 fixe à 1,000 fr., en premier ressort, la compétence des juges de paix à compétence étendue ; — Que ledit décret ou quelque autre règlement ne contient pas de dispositions restrictives en ce qui concerne les locations ; — Qu'au surplus, les juges de paix à compétence étendue sont appelés à connaître des matières présentant de plus grandes difficultés, comme par les référés ; — Que les juges de paix à compétence étendue sont, dès lors, compétents pour statuer dans les cas prévus par l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838,

---

(1, 2) V. en sens contraire, civ. cass., 22 mai 1901 *(suprà*, p. 265).

lorsque le prix du bail ne dépasse pas 1,000 fr. ; — Que, d'ailleurs, les défendeurs ont plaidé au fond, et que l'exception par eux soulevée n'a plus sa raison d'être ;

Par ces motifs : — Statuant en matière civile, sans s'arrêter ni avoir égard aux autres fins et conclusions des défendeurs dont ils sont déboutés, condamnons les époux Paul, etc.

Sur l'APPEL des époux Paul, le TRIBUNAL D'ALGER a rendu le JUGEMENT suivant :

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que l'appel du jugement du juge de paix de Maison-Carrée, rendu le 1er mars 1901, est régulier et non contesté ; — Attendu qu'en cause d'appel comme ils l'ont fait en première instance, les époux Paul soutiennent que le juge de paix était incompétent pour connaître du litige qui lui était soumis ; — Attendu qu'il est constant que l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838, modifié par la loi du 2 mai 1855, rendue exécutoire en Algérie sans restriction, ne donne compétence aux juges de paix en matière de demandes de loyers que si le bail n'excède pas 400 fr. par an ; — Attendu qu'il n'est pas contesté que les loyers réclamés devant le premier juge par la dame Dorr aux époux Paul étaient de 72 fr. par mois, c'est-à-dire à raison d'un loyer annuel de 864 fr. ; — Attendu qu'on ne saurait, pour donner compétence aux juges de paix d'Algérie à compétence étendue, arguer de leur décret d'organisation du 19 août 1854, qui les autorise à juger en matière purement personnelle et mobilière jusqu'à 1,000 fr. ; — Qu'en matière de loyers, la jurisprudence constante des tribunaux a reconnu que la loi du 2 mai 1855 est seule applicable ; — Que, dès lors, c'est à bon droit que les appelants ont décliné la compétence du juge de paix de Maison-Carrée dont la décision doit être réformée ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu à évocation, la cause ne rentrant dans aucun des cas pouvant autoriser cette mesure ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel et y faisant droit ; — Dit que le juge de paix de Maison-Carrée était incompétent ; — Dit bien appelé, mal jugé ; — Ordonne que la sentence entreprise sera tenue pour nulle et de nul effet ; — Condamne l'intimé aux frais d'instance et d'appel.

M. AUGIER, *prés.* — Mes EBERT et PELLISSIER DE REYNAUD, *av.*

TRIBUNAL DE BONE (Ch. civ.)

22 avril 1901

Frais et dépens, Algérie, liquidation, taxes, formes, assistance judiciaire, loi du 24 décembre 1897, applicabilité.

En Algérie, aux termes des art. 11 de l'ordonnance du 16 avril 1843 et 1er du deuxième décret du 16 février 1807 combinés, toutes les affaires étant réputées sommaires, les dépens doivent, en principe, être liquidés par le jugement qui les a adjugés (1);

L'omission de la liquidation des dépens dans le jugement ne saurait faire obstacle à ladite liquidation, et dans ce cas il y a lieu d'appliquer les dispositions de la loi du 24 décembre 1897 relative au recouvrement des frais dus aux avoués et aux huissiers, et de décider que les dépens doivent être liquidés et taxés par un magistrat ayant pris part au jugement ; — En conséquence, ne saurait avoir aucune valeur la taxe faite par un juge n'ayant pas assisté au jugement (2);

En pareil cas d'ailleurs, le tribunal n'a aucune compétence pour taxer les dépens et il y a lieu de suivre à cet égard les dispositions de la loi du 24 décembre 1897 (3);

En matière d'assistance judiciaire, le décret du 2 mars 1859, spécial à l'Algérie, indique les formes à observer et donne à la régie de l'enregistrement le droit de poursuivre le recouvrement des frais, sans qu'il soit besoin de consacrer par un jugement cette disposition de la loi (4).

(Enregistrement c. Ferry)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par exploit du 16 mars 1901 la régie de l'enregistrement a assigné Ferry Hyacinthe devant le tribunal de céans pour obtenir l'adjudication des fins et

---

(1 à 4) V. Alger, 20 mars 1866 (*Rev. Alg.*, 1886. 2. 207) et la note ; trib. Bône, 22 mars 1888 et Alger, 30 avril 1889 (*Rev. Alg.*, 1889. 2. 388) : trib. Sidi-bel-Abbès, 11 juin 1900 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 280) et la note. — Sur le régime de l'assistance judiciaire en Algérie, V. les notes sous le décret du 2 mars 1859 dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 222.

conclusions contenues dans une requête présentée à ce tribunal par ladite régie et signifiée à Ferry en même temps que l'exploit susdaté ; — Attendu que la requête dont il s'agit tend à ce que le tribunal : 1° Liquide et taxe par un jugement spécial les frais d'une instance Bernard Ferry, à l'occasion de laquelle Bernard, demandeur, avait été admis au bénéfice de l'assistance judiciaire et qui a donné lieu à deux jugements en date des 30 novembre 1894 et 25 octobre 1898 ; 2° Déclare que ces frais seront supportés par chacune des parties en cause dans la proportion de moitié en conformité du jugement du 25 octobre 1898 ; 3° Ordonne que le recouvrement de la part incombant à Ferry dans ces frais sera poursuivi par l'administration de l'enregistrement dans la forme prescrite par les art. 17 et 18 du décret du 2 mars 1859, relatif à l'assistance judiciaire en Algérie ; 4° Décide enfin que les frais du jugement à intervenir soient joints aux dépens liquidés et seront recouvrés dans les mêmes conditions que ces dépens ;

Au fond : — Attendu qu'en Algérie et aux termes de l'art. 11 de l'ordonnance du 16 avril 1843, toutes les affaires étant réputées sommaires, les dépens doivent, en principe, être liquidés par le jugement qui les a adjugés, ainsi que le prescrit l'art. 1er du deuxième décret du 16 février 1807 ; que si dans l'affaire qui a donné lieu aux deux jugements précités cette liquidation n'a pas été faite au moins pour les dépens exposés par Bernard, dont l'avoué était Me Sicard, c'est évidemment par ce que cet officier ministériel n'avait pas remis dans le délai prescrit son état desdits dépens au greffier ayant tenu la plume à l'audience ; — Attendu cependant que cette omission de la liquidation des dépens dans le jugement ne saurait faire obstacle à ladite liquidation ; que, dans ce cas, il y a lieu d'appliquer les dispositions de la loi du 24 décembre 1897 relative au recouvrement des frais dus aux avoués et aux huissiers, et de décider, en conséquence, que les dépens concernant une instance seront liquidés et taxés par un magistrat qui a pris part au jugement ; que cette règle, qui aurait pu déjà s'induire du deuxième décret du 16 février 1807, doit d'autant plus recevoir son application aujourd'hui que l'art. 6 de la loi du 24 décembre 1897 dispose que ladite loi est applicable aux frais faits antérieurement à sa promulgation ; — Attendu que, dans l'espèce, les frais exposés par M. Sicard, avoué de Bernard, ont été taxés par M. David, juge qui n'avait pas assisté aux jugements des 30 novembre 1894 et 25 octobre 1898 ; que, dès lors, aux termes, soit du deuxième décret du 16 février 1807, soit de la loi du 24 décembre 1897, ladite taxe ne peut avoir aucune valeur ; — Mais attendu qu'il

n'appartient pas au tribunal de modifier en quoi que ce soit les jugements qui ont été prononcés, ni par suite de liquider et taxer les frais afférents aux instances qui ont motivé les dits jugements ; que la loi du 24 décembre 1897 trace la voie à suivre actuellement pour amener à obtenir ces taxes ou liquidations, et n'attribue point compétence au tribunal à cet égard ; — Attendu qu'il suit de là que la régie de l'enregistrement n'est pas fondée dans sa demande ; — Attendu, en outre, qu'il n'y a pas lieu de déclarer que les frais dont il s'agit seront supportés par chacune des parties en cause dans la proportion de moitié ; qu'en effet, c'est là une des dispositions du jugement du 25 octobre 1898, que le tribunal n'a pas à confirmer ; — Attendu qu'il est également inutile de statuer sur le mode de recouvrement de la part incombant à Ferry dans les frais et dépens à liquider et à taxer ; que le décret du 2 mars 1859 sus-visé indique les formes à suivre en pareil cas et donne à l'administration de l'enregistrement le droit de poursuivre ce recouvrement, sans qu'il soit besoin de consacrer ce droit dans le présent jugement ;

Par ces motifs : — Statuant en dernier ressort ; — Donne défaut contre Ferry ; — Déclare la régie de l'enregistrement non recevable, en tous cas mal fondée en ses fins et conclusions, l'en déboute et la condamne aux dépens.

M. GENTY, *prés.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

22 octobre 1898

Nantissement, Tunisie, immeuble non immatriculé, droit musulman, titre, détention, effet à l'égard des tiers ; faillite, syndic, titres de propriété, remise.

Si en droit musulman le gage immobilier d'un immeuble non immatriculé résulte suffisamment de la détention non frauduleuse du titre par le créancier, cette détention ne peut être opposable aux tiers que si la remise en a été constatée par acte authentique ou sous seing privé enregistré ;

Le syndic de la faillite représentant la masse des créanciers a le droit de demander à un créancier gagiste la remise des titres de propriété en vue de la vente des immeubles du failli.

(Soria c. Faillite Berkallah)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par acte d'août 1898, Soria frères ont formé opposition à un jugement rendu le 30 juillet 1898 les condamnant à payer au sieur Geyer, liquidateur judiciaire du sieur Ali ben Ali Berkallah, une somme de 3,000 fr. et à lui remettre dans les vingt-quatre heures de la signification du jugement un titre de propriété de l'enchir dit Zehan sous peine de 50 fr. par jour de retard pendant un mois ; — Attendu que Soria frères allèguent que le syndic n'a aucun droit de demander la remise du titre et de faire procéder à la vente de l'immeuble, et demandent que leur créance soit déclarée privilégiée sur ledit immeuble dont ils détiennent les titres ; — Attendu que Geyer ès qualité soutient qu'en sa qualité de liquidateur il représente la masse des créanciers, que les sieurs Soria n'ont demandé leur admission au passif de la liquidation qu'à titre chirographaire et ont été admis à ce titre, et conclut à la confirmation du jugement rendu le 30 juillet 1898 ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 534 C. com. les syndics sont chargés de la liquidation des dettes actives et passives du failli quand l'union des créanciers à été déclarée ; — Attendu qu'à la date du 2 décembre 1897 les sieurs Soria ont produit à la liquidation judiciaire du sieur Berkallah une créance chirographaire de 2,173 fr. et ont éte admis à ce titre chirographaire pour cette somme ; — Attendu qu'ils reconnaissent posséder les titres de propriété qui leur sont réclamés, mais sans qu'un contrat passé avec Berkallah leur confère une hypothèque ou un privilège ; — Attendu qu'ils prétendent que ces titres leur ont été remis par un sieur Kouba en garantie du paiement de billets souscrits par Berkallah au profit de Kouba et à eux cédés par ce dernier ;

Attendu que si en droit musulman le gage immobilier d'un immeuble non immatriculé résulte suffisamment de la détention non frauduleuse du titre par le créancier, cette détention ne peut être opposable aux tiers que si la remise a été constatée par acte authentique ou sous seing privé enregistré ; — Attendu que la remise du titre faite en dehors du débiteur ou à son insu n'a pu avoir pour résultat de créer un droit de gage quelconque au profit de Soria frères ; — Attendu qu'ils ne peuvent donc se prévaloir d'un privilège ou d'une hypothèque ;

Par ces motifs : — Confirme le jugement dont opposition ; — Dit que Soria frères ne peuvent se prévaloir d'un privilège ou d'une hypothèque.

MM. PEAUDECERF, *ff. prés.*; DUMAS, *subst.* — Mes PIETRI et GAUDIANI.

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

10 décembre 1898

Servitude, immeuble non immatriculé, droit tunisien, servitude de vue, droit de faire boucher les fenêtres, conditions.

D'après le droit tunisien applicable aux immeubles non immatriculé, tout propriétaire peut faire boucher les fenêtres et ouvertures de la maison contigue à son fonds et ouvrant sur ce fonds, toutes les fois que cette fermeture n'aura pas pour résultat de priver de lumière les chambres où se trouvent les fenêtres menacées.

(Ramella c. Sfez)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Ramella conclut à l'homologation du rapport de l'expert et à ce qu'il lui soit accordé l'autorisation de supprimer la partie des fondations de la maison Sfez empiétant sur son terrain, et de fermer la fenêtre de la chambre du premier étage et deux des trois fenêtres du rez-de-chaussée de l'immeuble Sfez, moyennant l'établissement d'une petite cour et d'un jour de souffrance en remplacement des fenêtres du rez-de-chaussée ; — Attendu qu'il s'agit en l'espèce actuelle d'appliquer le droit civil tunisien, l'immeuble Sfez n'étant pas immatriculé, et partant demeurant soumis aux lois tunisiennes ; — Attendu que ces principes ont été nettement posés dans le jugement du tribunal mixte immobilier qui a ordonné l'immatriculation du terrain appartenant à Ramella, sur lequel celui-ci, à cette époque, n'avait encore commencé aucune construction ; — Attendu que d'après le droit tunisien tout propriétaire peut faire boucher

les fenêtres et ouvertures de la maison contigue à son fonds et ouvrant sur ce fonds toutes les fois que cette fermeture n'aura pas pour résultat de priver de lumière les chambres où se trouvaient les fenêtres menacées ; — Attendu qu'il résulte des constatations faites par l'expert que la fenêtre de la chambre du premier étage donnant sur le terrain de Ramella peut être bouchée sans être privée de lumière, une autre ouverture existant d'un autre côté ; qu'il en est de même des autres ouvertures ; — Attendu que Ramella ne peut être tenu de tolérer que les fondations de Sfez empiétent sur son terrain tel qu'il a été borné et immatriculé ; qu'il y a lieu d'autoriser Ramella à faire supprimer cette partie des fondations suivant les précautions de l'art en la matière ;

Par ces motifs : — Déclare les consorts Sfez mal fondés en leur demande ; autorise Ramella à faire boucher les fenêtres dont s'agit, et à supprimer la parties des fondations empiétant sur son terrain.

MM. DUBOIS, *vice-prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes VIGNALE et BEN ATTAR, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

5 décembre 1900

Mariage, italien, israélite, répudiation, second mariage, nullité.

Et nul le second mariage contracté par un sujet italien après répudiation more-judaïco de sa première femme d'origine israélite.

(Mineurs Tesi c. Calvo)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Corrado Tesi est décédé à Tunis laissant deux enfants mineurs Paolo et Giuseppe Tesi, issus de son mariage avec la dame Caroline Accardi ; — Attendu que cette dernière est morte à son tour après avoir contracté, le 1er juin 1898, une nouvelle union à l'église catholique avec le sieur Albert Calvo ; — Attendu que le sieur Émile Maglione, agissant comme tuteur des mineurs

Paolo et Giuseppe Tesi, a assigné avec l'autorisation du conseil de famille le sieur Albert Calvo pour faire prononcer la nullité du second mariage ;

Attendu qu'au moment où il a été célébré le sieur Albert Calvo était déjà uni par les liens du mariage avec la dame Allegrina Ossona ; — Attendu qu'un jugement du tribunal de Tunis, en date du 11 octobre 1897, a déclaré le mariage valable et a prononcé au profit de la dame Ossona la séparation de corps ; — Attendu que le sieur Albert Calvo est né à Tunis, mais qu'il est de nationalité italienne ; — Attendu qu'il appartient en effet à une famille originaire de Livourne ; qu'aussitôt après la constitution du royaume d'Italie, son frère s'est fait inscrire au consulat de ce royaume à Tunis ; que son acte de naissance a été dressé au même consulat le 6 décembre 1867, et qu'actuellement il est lui-même inscrit comme citoyen ; — Attendu que le mariage qu'il a conclu avec la dame Accardi est donc radicalement nul ; — Attendu, en effet, que l'art. 56 du Code civil italien décide que l'on ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier ; — Attendu, en outre, qu'il a été fait clandestinement, ce qui est également interdit par la loi italienne ;

Attendu, au surplus, qu'alors même que le sieur Albert Calvo appartiendrait, ainsi qu'il le soutient, à une autre nationalité, la solution du procès ne pourrait être différente ; — Attendu qu'il est de religion israélite ; qu'il ne pouvait donc pas se marier valablement devant un prêtre catholique ; — Attendu qu'il prétend, il est vrai, s'être converti et avoir reçu le sacrement du baptême après avoir suivi pendant quelque temps un cours de catéchisme ; — Mais attendu que la religion chrétienne interdit la polygamie et qu'il ne pouvait donc pas faire bénir par un ministre du culte catholique son union avec la dame Caroline Accardi, alors qu'il était encore marié à la dame Ossona ; — Attendu qu'il a répudié cette dernière le 11 mars 1888, devant des notaires israélites avec l'autorisation du grand rabbin de Tunis ; — Mais attendu que cet acte ne peut produire aucun effet en présence du jugement du 11 octobre 1897, qui est aujourd'hui définitif et qui décide que son union avec la dame Ossona est régie par la loi italienne ;

Attendu que le sieur Maglione demande avec raison qu'il lui soit donné acte de ses réserves pour se faire restituer les biens de la dame Caroline Accardi dont le sieur Albert Calvo a pu s'emparer au moyen de cette prétendue conversion et de ce mariage nul ; — Attendu qu'il conclut ainsi à ce que l'enfant issu de ce mariage soit déclaré adultérin ; — Mais

attendu que le tribunal ne peut pas statuer à ce sujet, cet enfant n'étant pas régulièrement représenté à cette instance ;

Par ces motifs : — Délare nul le mariage contracté par le sieur Albert Calvo avec la dame Caroline Accardi.

MM. FABRY, *prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes CATTAN et PIETRI, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (2e Ch.)

24 décembre 1898

Référé, compétence, juridiction française, décision d'une juridiction tunisienne, exécution, européen, exequatur.

La juridiction française, en l'espèce le juge des référés, est incompétente pour connaître de l'exécution des décisions rendues par l'autorité judiciaire tunisienne ; — Ces décisions ne sont pas opposables aux justiciables de la juridiction française lorsque, d'une part, ceux-ci n'ont pas été parties à l'instance et que, d'autre part, elles n'ont pas reçu l'exequatur des tribunaux français.

(Héritiers Lagha c. Cassar)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Cassar a interjeté appel d'une ordonnance de référé rendue le 8 novembre 1897 par M. le juge de paix du canton du Kef, ordonnant l'expulsion de Cassar d'un terrain situé au lieu dit « El-Khezriat » et occupé par Cassar à titre de locataire ; — Attendu que cet appel est régulier et qu'il échet de le recevoir en la forme ; — Attendu que l'appelant conclut à réformation de l'ordonnance attaquée et à l'incompétence du juge de paix en la matière ; — Attendu que le sieur El Arbi ben Youcef ben M'rad, intimé, conclut à la confirmation de l'ordonnance ; — Attendu enfin que les quatre enfants et héritiers de feu Mohamed Lagha, Mohamed ben Ali el Hattab, Fatma bent El Hadj Amor Maanane, Djouât, Djouina, enfants et héritiers de feu Hamouda ben M'hamed El Hanafi, interviennent à l'instance et concluent à la réformation de l'ordonnance ; — Attendu que cette intervention est recevable ;

Attendu qu'il résulte des documente de la cause et des termes de l'ordonnance attaquée que El Arbi ben Youcef s'est appuyé pour demander l'expulsion de Cassar sur une décision rendue par l'autorité judiciaire tunisienne à laquelle Cassar n'a pas été partie ; — Attendu que le juge de paix était incompétent pour statuer sur l'exécution des sentences rendues par la juridiction tunisienne ; — Que par ailleurs la sentence produite par El Arbi ben Youcef n'était pas opposable à Cassar parce qu'il n'avait pas figuré dans l'instance tunisienne et par ce que cette sentence n'avait pas reçu l'exequatur de la juridiction française, de laquelle dépend Cassar à raison de sa nationalité ; — Attendu que dans ces conditions il n'y avait pas lieu à référé ; que c'est donc à tort que le juge de paix a ordonné l'expulsion de Cassar et l'a condamné aux dépens ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel en la forme ainsi que l'intervention ; — Au fond, réformant ; — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ; — Met à néant l'ordonnance dont est appel, et faisant ce que le premier juge aurait dû faire, dit n'y avoir lieu à référé ; — Ordonne que Cassar sera remis en possession du domaine El-Khezriat.

MM. DUBOIS, *vice-prés.* ; BLAT, *subst.* — Mes PIÉTRI et ABÉASIS, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

20 mars 1901

Enzel, Tunisie, immeuble immatriculé, enzel perpétuel, enzel rachetable, rente, défaut de paiement, poursuites ; loi foncière, art. 88 et 89, débi-rentier, obligations, revenu du terrain, insuffisance, démonstration, exploitation, moyens, preuves à faire.

Le mot enzel employé par la loi foncière dans les art. 83 et suivants est un terme général sous lequel le législateur a entendu désigner une nature particulière de propriété ;

En conséquence, les enzels perpétuels et les enzels rachetables sont soumis aux mêmes règles. Le créancier enzeliste ne saurait valablement soutenir qu'un enzel rachetable ne serait qu'une vente à terme régie par le droit commun, pour poursuivre le paiement des arrérages uniquement sur les

autres biens du débiteur, contrairement aux art. 88 et 89 de la loi foncière ;

Aucune disposition de la loi n'oblige le débi-rentier pour bénéficier des art. 88 et 89, à démontrer que le revenu du terrain est insuffisant pour payer la rente d'enzel ; et le crédi-rentier ne saurait être non plus fondé à soutenir que le débi-rentier s'est volontairement mis dans l'impossibilité de tirer un parti avantageux du terrain détenu par lui, en n'en usant d'aucune façon, et qu'il doit être déchu du droit d'user des dispositions des art 88 et 89 édictés en faveur du débi-enzéliste malheureux.

(Nizard c. Chapelié)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par jugement contradictoire en date du 13 novembre 1900, le sieur Élie Nizard a été condamné à payer au sieur Alfred Chapelié une somme de 1,159 fr. 50 cent., montant d'une annuité d'enzel grevant au profit de Chapelié un terrain sis à Tunis, boulevard de Paris ; — Attendu que, en exécution de ce jugement, le sieur Chapelié a fait faire commandement au sieur Nizard, le 19 décembre 1900, d'avoir à lui payer ladite somme, faute de quoi il l'y ferait contraindre par toutes voies de droit et notamment par la saisie-exécution de ses facultés mobilières;

Attendu que le sieur Nizard a fait opposition à ce commandement et qu'il a assigné le sieur Chapelié pour en voir prononcer la nullité ; — Attendu qu'il fait valoir à l'appui de son opposition que le terrain grevé d'enzel dont il s'agit est immatriculé et que, en conformité des dispositions des art. 88 et 89 de la loi foncière, il appartient au sieur Chapelié, crédi-rentier, de discuter au préalable l'immeuble dont s'agit, sauf à recourir ensuite, et dans les conditions de ladite loi, à l'égard des autres biens du débiteur ;

Attendu que le sieur Chapelié soutient que les dispositions contenues dans les art, 83 et suivants de la loi foncière constituent une dérogation au droit commun, qu'elles doivent donc être interprétées restrictivement ; qu'il fait remarquer que l'art. 83 définit uniquement l'enzel perpétuel, d'où il résulte que les textes qui suivent et notamment les art. 88 et 89 ne s'appliquent qu'à cette sorte d'enzel ; que, selon lui, l'enzel qui grève l'immeuble dont il s'agit au procès n'est pas

tel ; que c'est un enzel essentiellement rachetable, d'après les termes mêmes des conventions des parties, et que conséquemment les règles qui le régissent ne peuvent être les mêmes que celles qui régissent l'enzel perpétuel ; que les conventions passées ne sont en réalité autre chose qu'une vente à terme et que conséquemment les règles applicables sont celles du droit commun ; qu'il conclut donc au rejet des prétentions du sieur Nizard ;

Mais attendu que la théorie ainsi développée n'est pas conforme aux principes juridiques qui dominent la matière ; — Attendu que le mot d'enzel employé dans l'art. 83 est un terme général sous lequel le législateur a entendu désigner une nature particulière de la propriété telle qu'elle résulte de lois et de coutumes en vigueur dans la régence ; — Qu'en réalité il n'y a pas deux sortes d'enzels, l'un qui est perpétuel et l'autre qui ne l'est pas ; qu'il n'y en a qu'un et que le caractère essentiel de la rente d'enzel est d'être perpétuelle, mais que le législateur a reconnu aux particuliers le droit de rendre cette rente rachetable ; que cela résulte implicitement des termes de l'art. 86 qui édicte que « en aucun » cas, le crédi-rentier ne pourra, à moins de convention » contraire, être contraint de recevoir le remboursement de » sa rente » ;

Attendu qu'aux termes des conventions passées entre le sieur Chapelié et le sieur Nizard, l'enzel grevant l'immeuble cédé par le premier au second est rachetable ; que le sieur Chapelié soutient que le sieur Nizard n'a qu'à exercer ce droit de rachat, s'il juge que le paiement perpétuel de la rente est trop onéreux et s'il veut s'y soustraire ; — Mais attendu que la faculté de rachat, lorsqu'elle est stipulée, est toujours à l'avantage du débi-enzéliste ; que c'est un droit dont il est libre d'user ou de ne pas user ; que s'il en était autrement, elle ne constituerait plus un droit, mais une obligation que le crédi-enzéliste pourrait imposer au débi-enzéliste ; — Attendu que le sieur Nizard ne saurait donc être contraint d'effectuer ce rachat ; que ne l'opérant pas, il devient évident que la rente revêt le caractère de perpétuité qui en constitue l'essence ; qu'on ne comprendrait pas dès lors comment les dispositions des art. 88 et 89 ne lui seraient pas applicables ;

Attendu que, en l'état des considérations qui précèdent, il est inutile de rechercher si, comme le soutient le sieur Chapelié, le sieur Nizard devrait, pour bénéficier des art. 88 et 89, démontrer que le revenu du terrain est insuffisant pour payer la rente d'enzel ; qu'aucune disposition de loi n'oblige le débi-rentier à faire cette justification ; que pas

davantage les stipulations contenues dans le contrat de vente ne faisaient une obligation à l'acheteur d'user du terrain qui en faisait l'objet, en y faisant édifier des constructions ; que le sieur Chapelié n'est donc fondé, à aucun titre, à soutenir que son adversaire s'est volontairement mis dans l'impossibilité de tirer un parti avantageux dudit terrain et qu'il doit être déchu des dispositions bienveillantes édictées en faveur du débi-enzéliste malheureux ;

Attendu, en ce qui concerne les dommages intérêts réclamés par le sieur Nizard, que celui-ci ne justifie d'aucun préjudice appréciable ; que, dans tous les cas, l'allocation des dépens constituera pour lui une réparation suffisante du tort que lui cause le procès ;

Par ces motifs : — Déclare nul le commandement signifié à la requête du sieur Chapelié le 19 décembre 1900, en tant que le sieur Chapelié entendrait poursuivre l'exécution du jugement du 13 novembre 1900 sur des biens autres que ceux faisant l'objet du titre de propriété n° 5099 et qui sont grevés à son profit de la rente d'enzel dont il s'agit ; — Lui réserve toutefois tous ses droits, conformément aux dispositions de l'art. 89 de la loi foncière, dans le cas d'insuffisance du prix de vente ; — Déclare le sieur Elie Nizard mal fondé en sa demande de dommages-intérêts, l'en déboute.

MM. FABRY, *prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes SCIALOM et MOSSÉ, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

8 mai 1901

Immatriculation, Tunisie, immeuble, vente à la barre, adjudication, enzel, prix, réduction.

Lorsqu'à la suite de l'exercice, par l'adjudicataire, du droit, que lui donne le décret beylical du 16 mars 1892, de subordonner l'exécution des conditions du cahier des charges à l'immatriculation, il est reconnu que l'immeuble est grevé d'un enzel supérieur à l'enzel déclaré au cahier des charges, ledit adjudicataire a droit à une réduction du prix calculée par la capitalisation du chiffre de la différence reconnue dans le quantum de l'enzel.

(Dame Brulat c. Soria)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que les sieurs A. et S. Soria sont devenus adjudicataires, à la barre du tribunal de Tunis, d'un immeuble dont la vente sur licitation était poursuivie entre les héritiers Brulat ; — Attendu que, dans le partage qui est intervenu entre ces héritiers, le prix de cette adjudication a été attribué au mineur Jehan Brulat ; — Attendu qu'usant de la faculté établie par l'art. 9 du décret beylical du 16 mars 1892, les sieurs A. et S. Soria ont subordonné l'exécution des conditions du cahier des charges à l'immatriculation de l'immeuble ; — Attendu que cette immatriculation a été prononcée, mais qu'il en est résulté que l'immeuble vendu était grevé d'un enzel de 675 piastres par an, alors que le cahier des charges indique seulement pour cette rente un chiffre de 600 piastres par an ; — Attendu que les sieurs Soria prétendent avoir droit pour ce motif à une réduction du prix qu'ils évaluent à la somme de 500 fr. ; — Attendu qu'ils ont payé leur prix, mais que cette somme de 500 fr., en a été déduite pour être déposée entre les mains de Me Bodoy, séquestre, désigné à l'amiable par les parties ; — Attendu que la dame veuve Brulat, agissant comme tutrice de son fils, a obtenu, le 29 novembre 1900, un jugement de M. le juge de paix du canton nord de Tunis qui ordonne que cette somme lui sera restituée ; — Attendu que les sieurs Soria ont interjeté appel de cette décision ;

Attendu que, contrairement aux allégations de l'intimé, il n'est nullement démontré que l'immatriculation de l'immeuble dont s'agit ait été retardée par les prétentions exagérées des sieurs Soria ou par d'autres agissements imputables à ces derniers ; — Attendu que l'enzel dont l'immeuble est grevé était établi par un titre inattaquable, qui en fixait le chiffre à 675 piastres, contrairement aux indications erronées du cahier des charges ; — Attendu que les appelants ne pouvaient donc pas s'opposer à son inscription sur le titre de propriété ; — Attendu qu'en tenant compte du taux suivi habituellement en Tunisie pour la capitalisation des rentes de cette nature, la réduction de prix qu'ils demandent à cause de la majoration subie par cet enzel, n'est pas exagérée ; — Attendu qu'ils ont certainement droit à cette réduction ; — Attendu, en effet, que le décret beylical du 16 mars 1892, revêtu du visa de M. le ministre résident, dispose dans son art. 11 : « S'il est établi que la consistance de l'immeuble ou sa situation juri-

dique ne sont pas telles qu'elles ont été définies par le cahier des charges, l'adjudicataire pourra demander une diminution de prix, nonobstant toute clause contraire du cahier des charges » ;

Attendu que la dame veuve Brulat demande par appel incident à ses adversaires une somme de 300 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Mais attendu que les considérations qui précèdent démontrent que ses prétentions ne sont pas fondées ;

Par ces motifs : — Met le jugement dont est appel à néant ; — Dit que la somme de 500 fr. déposée entre les mains de Me Bodoy sera attribuée aux consorts Soria.

MM. FABRY, *prés.*; DUMAS, *subst.*— Mes MOSSÉ et LEFÈVRE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

22 mai 1901

Habous, immeuble, possession, bonne foi, durée, jouissance, absence de trouble.

Doit être considéré comme ayant possédé de bonne foi, le possesseur d'un bien habous qui en a joui assez longtemps pour en avoir acquis la propriété s'il se fût agi d'un bien melk, alors que la délimitation vague de son titre a pu l'induire en erreur et que, d'autre part, il n'a pas, pendant sa jouissance, été inquiété par les administrateurs ou dévolutaires dudit habous.

(Habous Baccouche c. Chapelié)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par acte passé devant des notaires musulmans de Tunis, le 9 novembre 1880, le sieur Chapelié a acheté un immeuble situé à Tunis et contigu à un bien habous désigné sous le nom d'El-Baccouche ; — Attendu qu'il a englobé dans cet immeuble un terrain faisant partie du habous El-Baccouche ; qu'il a joui pendant un grand nombre d'années de ces deux parcelles et qu'il en a demandé l'immatriculation à son profit ; — Attendu que, par un juge-

ment du 24 juin 1899, le tribunal mixte lui a accordé cette immatriculation pour l'immeuble qui lui avait été réellement vendu ; — Mais attendu que cette décision a rejeté sa demande pour le terrain dont il s'était emparé au préjudice du habous El-Baccouche ; — Attendu que, par un jugement rendu le même jour, le tribunal mixte a immatriculé cette dernière parcelle au nom de ce habous ;

Attendu que les administrateurs et les dévolutaires actuels du habous El-Baccouche ont, par exploit du 18 octobre 1899, assigné le sieur Chapelié en paiement d'une somme de 185,709 fr., représentant l'indemnité qu'il leur devrait pour avoir occupé indûment ce terrain jusqu'au mois de septembre 1899, date à laquelle ils en ont pris possession ; — Attendu que le sieur Chapelié prétend qu'il ne doit rien, qu'il se trouvait dans la situation d'un possesseur de bonne foi ; — Attendu que, par jugement du 24 janvier 1890, le tribunal a chargé M. Abribat, expert, de vérifier les allégations contraires des parties ; — Attendu que cet expert a accompli sa mission et qu'il a déposé son rapport au greffe, le 7 février 1901 ;

Attendu qu'au moment de l'achat fait par le sieur Chapelié, on se trouvait au début du protectorat français ; que la ville de Tunis n'avait pas atteint son développement actuel ; que, dans le quartier où sont situés les immeubles qui ont donné lieu au procès, les terrains n'avaient encore qu'une faible valeur et qu'ils n'étaient utilisés que pour la culture maraîchère ; — Attendu, d'autre part, que l'acte de vente contient des indications de limites vagues et incertaines et que c'est cette circonstance qui a permis au sieur Chapelié de commettre l'empiètement qui lui est reproché ; — Attendu qu'à la suite de cet empiètement l'administrateur du habous El-Baccouche a introduit une action en revendication contre lui devant le tribunal tunisien du chara ; — Mais attendu que, par un acte passé devant des notaires tunisiens le 11 avril 1885, cet administrateur s'est désisté de cette revendication et qu'il a déclaré que la parcelle litigieuse appartenait au sieur Chapelié ; — Attendu que tous les dévolutaires du habous ont adhéré à cette convention ; — Attendu, sans doute, que pour être définitive et valable cette renonciation aurait dû recevoir l'approbation du cadi ; — Mais attendu qu'en présence des déclarations qui sont contenues dans cet acte et qui avaient été faites par toutes les parties intéressées, le sieur Chapelié a pu croire et a cru effectivement que ce terrain appartenait à son vendeur et qu'il était compris dans l'immeuble acquis par lui le 9 novembre 1880 ; — Attendu que cette opinion a été fortifiée chez lui par l'inaction des adminis-tra-

teurs et des dévolutaires du habous qui, à la suite de l'acte du 11 avril 1885, l'ont laissé jouir paisiblement de cette parcelle jusqu'à l'année 1897, date de sa demande d'immatriculation, c'est-à-dire pendant plus de dix ans, de sorte que, s'il s'était agi d'un immeuble ordinaire et non pas d'un bien habous, il aurait pu invoquer la prescription établie en cette matière par la loi tunisienne ;

Attendu qu'il doit donc être considéré comme un possesseur de bonne foi jusqu'au 13 mars 1897, date à laquelle les ayants droit au habous El-Baccouche, mis en éveil par la procédure suivie devant le tribunal mixte, ont renouvelé contre lui leur revendication et ont commencé l'instance qui a abouti au rejet de sa demande d'immatriculation ; — Mais attendu que sa bonne foi a cessé depuis cette époque ; — Attendu en effet que les représentants du habous ont produit au tribunal mixte des titres qui ne laissent subsister aucun doute sur les limites contenues dans le titre du sieur Chapelié et qui démontrent leur droit de propriété sur la parcelle dont ce dernier s'était emparé à leur détriment ; — Attendu qu'il leur doit donc une indemnité pour la période qui a couru depuis le 13 mars 1897 jusqu'au mois de septembre 1899, date de leur remise en possession de l'immeuble ; — Attendu, en effet, que pendant ce laps de temps, il a continué à percevoir indûment les revenus de ce terrain ; — Attendu que le tribunal possède des éléments suffisants pour évaluer à 5,000 fr. la somme que le sieur Chapelié est tenu de payer de ce chef à ses adversaires ; — Attendu que ces derniers ne justifient pas avoir subi un autre préjudice ;

Attendu que le sieur Chapelié a fait des dépenses qui leur ont profité ; qu'il a payé à la municipalité de Tunis pour la mise en viabilité de la rue d'Athènes des taxes qui leur incombaient et qui s'élèvent à la somme de 2,484 fr. ; qu'il a, en outre, fait élever sur leur terrain une construction qui représentait une valeur de 1,600 fr. au moment où ils en ont pris possession ; – Attendu qu'il est fondé à leur réclamer pour ce double motif, une somme de 4,084 fr. ; — Attendu qu'il y a lieu de déclarer que l'indemnité fixée ci-dessus doit être ramenée au chiffre de 916 fr. ;

Par ces motifs : — Condamne le sieur Chapelié à payer aux demandeurs la somme de 916 fr., déboute les parties du surplus de leurs conclusions.

MM. FABRY, *prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes ABÉASIS, LEFÈVRE et BODOY, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

22 mai 1901

Taxes municipales, ville de Tunis, demande en décharge ou en réduction, délai, point de départ; action en paiement, intérêts moratoires; matière administrative, appel, effet suspensif; défenseurs, dépens, distraction.

La demande en décharge ou en réduction de taxes municipales régulièrement établies pour la ville de Tunis n'est recevable que dans le mois qui suit la mise en recouvrement des rôles de répartition et après le paiement de la taxe;

Les taxes municipales ayant le caractère d'un impôt et ne pouvant, par suite, être ni diminuées ni augmentées, l'administration municipale est mal fondée dans sa demande en paiement d'intérêts moratoires;

En matière administrative, les décisions rendues sont toujours susceptibles d'appel et l'appel est suspensif;

Le ministère des défenseurs n'étant pas obligatoire devant les tribunaux civils statuant en matière administrative, la distraction des dépens ne saurait être ordonnée.

(Municipalité c. Girardet)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Girardet est propriétaire de terrains situés à Tunis entre le jardin du Belvédère et l'usine élévatoire; — Attendu que la municipalité de Tunis lui réclame une somme de 7,101 fr. 25, montant de sa part contributive dans les frais de construction des égouts qui longent ces immeubles; — Attendu que le sieur Girardet prétend ne pas devoir cette taxe parce qu'il n'a pas demandé l'établissement de ces égouts qui ne sont pour lui d'aucune utilité; — Attendu qu'il soutient, en outre, que la somme qui lui est réclamée est exagérée; — Attendu qu'il conclut subsidiairement à une expertise;

Attendu que le décret beylical du 18 avril 1890, relatif à la construction des nouvelles voies municipales de la ville de Tunis, dispose, dans son art. 12, que les dépenses des travaux d'établissement des égouts publics continueront à être supportées par les propriétaires riverains, conformément aux anciens usages; — Attendu qu'il résulte des art. 10 et 18 du

même texte législatif que les divers travaux de voirie à entreprendre dans les voies municipales sont déclarés d'utilité publique et que les rôles de répartition des dépenses entre les propriétaires intéressés sont arrêtés après enquête par le premier ministre du gouvernement tunisien ; — Attendu que ces formalités ont été remplies et que c'est ainsi qu'a été établi le chiffre de la taxe dont le paiement fait l'objet du procès ; — Attendu que le sieur Girardet est donc mal fondé à contester l'exigibilité de cette taxe ;

Attendu, toutefois, qu'il aurait pu être admis à en demander la réduction en démontrant qu'il a été trop imposé ; — Mais attendu qu'il devrait suivre dans ce but la voie tracée par l'art. 20 du décret beylical du 18 avril 1890, modifié par le décret du 29 mai 1893, lequel est ainsi conçu : « Les contestations relatives à la répartition et à la perception des taxes seront jugées par les juridictions civiles instituées dans la régence, conformément aux prescriptions du décret sur le contentieux administratif du 27 novembre 1898 ; — Aucune demande ne sera recevable : 1° après l'expiration du délai d'un mois à compter du jour de la mise en recouvrement des rôles de répartition ; 2° si le demandeur ne produit pas la quittance du receveur municipal constatant le paiement de la taxe inscrite au rôle de répartition » ; — Attendu que le sieur Girardet n'a pas fait ce versement et qu'il ne produit pas la quittance exigée par cet article ; — Attendu que ses demandes doivent donc être rejetées comme irrecevables ;

Attendu que la municipalité de Tunis réclame à tort les intérêts de droit et l'exécution provisoire ; — Attendu que la somme dont il s'agit présente les caractères d'une taxe publique ; qu'elle ne saurait donc produire intérêt, les impôts ne pouvant être augmentés ou diminués par une décision administrative prise suivant les formes légales ;

Attendu, d'autre part, qu'aux termes de l'art. 5 du décret beylical du 27 novembre 1888 sur le contentieux administratif, les décisions rendues en cette matière sont toujours susceptibles d'appel et cet appel est suspensif ;

Attendu, enfin, que la distraction des dépens ne saurait être ordonnée, le même décret rendant facultatif le ministère des défenseurs ;

Par ces motifs : — Condamne Girardet à payer à la municipalité la somme de 7,101 fr. ; déboute la municipalité-du surplus de ses conclusions.

MM. FABRY, *prés.* ; DUMAS, *subst.* — Mes GUEYDAN et BODOY, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

10 mai 1900

Vente d'immeubles, Tunisie, adjudication à la barre du tribunal français, acquéreur tunisien, vente à un autre Tunisien, revendication, compétence, juridiction tunisienne, action possessoire, éviction, dommages-intérêts.

Le Tunisien acquéreur d'une propriété adjugée à son propre vendeur à la barre du tribunal français est mal fondé à poursuivre celui-ci en dommages-intérêts en raison de l'éviction qu'il aurait subie, alors qu'il ne démontre pas qu'il y a eu éviction définitive et que celle-ci est due à la faute du vendeur ;

Il n'y a pas éviction définitive dans le fait que l'acquéreur a vu juger contre lui une action possessoire par le tribunal de province indigène, qui a eu soin de réserver le jugement du pétitoire à la juridiction compétente.

(Ali ben Otsman c. Benjamin Ichaï)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par exploit d'A..., huissier à Sousse, du 25 novembre 1898, El Hadj Ali ben Naceur Otsman a fait assigner Benjamin de Chalom Ichaï pour voir prononcer la résiliation d'un contrat de vente, en date du 15 juillet 1896, la restitution du prix s'élevant à 5,520 fr. et une allocation de 5,000 fr. à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que, par le contrat du 15 juillet 1896, Benjamin Ichaï a vendu à Otsman différents immeubles parmi lesquels figurent un jardin, des oliviers et une maisonnette que Benjamin Ichaï avait acquis suivant jugement d'adjudication du tribunal de Sousse, en date du 1er juin 1894, et qu'il avait fait saisir à l'encontre de Ali ben Ahmed el Attaoui ; — Attendu que l'adjudicataire avait pris possession desdits immeubles suivant procès-verbal de W..., huissier, en date du 18 octobre 1894 ; — Attendu que Otsman, devenu propriétaire par le contrat du 15 juillet 1896, paya comptant une partie du prix ; que le reliquat s'élevant à 2,520 fr. fut payé par lui ultérieurement, à la suite d'un jugement de défaut, en date du 21 mai 1897 ; qu'à la vérité Ichaï est encore porteur

de la grosse dudit jugement qui figure dans son dossier, mais qu'il reconnaît dans ses conclusions du 15 février 1900 avoir été intégralement désintéressé ; qu'il tire même argument de ce que Otsman s'est libéré depuis le 21 mai 1897 sans faire aucune réserve et sans rien réclamer au sujet de la possession de l'objet vendu ;

Attendu qu'Otsman se prétend aujourd'hui évincé, à la suite d'une décision du tribunal de l'Ouzara de Sousse déclarant habous les immeubles par lui acquis; qu'il s'appuie sur cette éviction pour demander, en vertu de l'art. 1630 C. civ. la restitution de son prix et des dommages-intérêts ; — Attendu qu'Ichaï, vendeur, conteste cette éviction dont il n'a pas connaissance ; que si cette éviction s'était produite, elle ne serait pas, d'après lui, le résultat de sa faute personnelle, ayant vendu à Otsman des immeubles régulièrement saisis, régulièrement adjugés, dont la propriété et la possession n'avaient pas été jusqu'alors contestées ; qu'elle serait plutôt le résultat de la seule faute d'Otsman, qui ne l'a pas appelé en cause lors du procès qu'il aurait soutenu contre les revendiquants, et avec lesquels il aurait eu le tort d'engager le débat devant un juge incompétent ; — Attendu qu'Otsman produit à l'appui de sa demande un jugement du tribunal régional de Sousse, du 18 juillet 1898; qu'il prétend, en outre, avoir appelé en garantie Benjamin Ichaï ainsi qu'il résulterait d'une lettre du contrôleur civil de Sousse, en date du 24 mars 1900 ; mais qu'Ichaï ayant refusé de comparaître devrait être rendu responsable de ce qui a été jugé hors sa présence; qu'il reproche, en outre, à Ichaï de ne pas lui avoir remis la grosse du jugement d'adjudication qui formait le complément de son contrat de vente et dont la production aurait pu modifier la décision du tribunal régional au point de vue de la compétence ;

Mais attendu que cet appel en cause, formellement dénié par Ichaï, n'est nullement établi par la pièce produite ; — Attendu d'une part que les qualités du jugement du tribunal régional ne font aucune allusion à une mise en cause ou à une demande de garantie ; que d'autre part le certificat produit se réfère à une assignation donnée en octobre 1893 par Otsman à Ichaï au sujet d'une vente dont il demandait la résiliation ; que cette assignation, étant postérieure au jugement du 18 juillet 1898 qui aurait prononcé l'éviction, ne peut se référer à un appel en cause ; — Attendu qu'à la vérité Ichaï reconnaît n'avoir pas remis à Otsman la grosse du jugement d'adjudication qui, d'après lui, ne lui aurait pas été réclamée ; mais que l'absence de cette grosse paraît n'avoir eu aucune

influence sur l'issue du procès, Otsman étant porteur de son contrat de vente qui relate ledit jugement d'adjudication ;

Attendu que le jugement sur lequel Otsman s'appuie pour établir son éviction n'est autre chose qu'un jugement possessoire rendu sur une action en complainte où il a succombé ; que les témoins par lui produits pour établir sa possession jusqu'au jour du trouble ont été récusés ; que les défendeurs, ses adversaires, ayant de leur côté produit des témoignages favorables à leurs prétentions, le tribunal, statuant en premier ressort, a débouté le demandeur Otsman et a déclaré renvoyer l'affaire devant qui de droit « vu que le pétitoire est de la compétence du chara » ; — Attendu qu'il résulte des termes mêmes de ce jugement que l'éviction dont se plaint Otsman ne porte pas sur la propriété de l'objet vendu, mais seulement sur la possession, faute par lui d'avoir établi par des témoins suffisamment idoines qu'il avait possédé personnellement depuis son acquisition en 1896, et faute d'avoir invoqué la possession de son auteur pouvant remonter à 1894 ; — Attendu que si, dans cette mesure, et au possessoire seulement, il a subi une éviction, il n'établit nullement que cette éviction soit la faute de son vendeur Ichaï ; que ce dernier ne peut être rendu responsable des actes de possession qu'Otsman aurait pu négliger après le contrat de vente ou dont il n'aurait pas suffisamment rapporté la preuve ; — Attendu qu'en l'espèce la garantie pourrait être sans doute réclamée, en principe, s'il était démontré par décision de la juridiction compétente, rendue au pétitoire, qu'Ichaï a vendu à Otsman un immeuble dont il n'était pas propriétaire ; mais que, même dans cette hypothèse, Otsman serait tenu d'appeler en cause son vendeur Ichaï, pour que celui-ci puisse défendre ses intérêts ; que, procédant par instance séparée, il pourrait se voir opposer des moyens de défense que le vendeur aurait pu invoquer devant le premier juge et qui aurait été de nature à modifier sa décision ; — Or, attendu qu'il ne justifie pas qu'aucune instance au pétitoire ait été jusqu'ici engagée ; qu'il ne peut en l'état appeler en garantie son vendeur ni par voie incidente, ni par voie principale ;

Attendu que le défendeur réclame reconventionnellement 500 fr. de dommages-intérêts ; — Mais attendu qu'il ne justifie pas suffisamment d'un préjudice ;

Par ces motifs : — Déclare la demande du sieur El Hadj Ali ben Naceur Otsman mal fondée en l'état ; — L'en déboute et le condamne aux dépens.

MM. BONNEFOND, *prés.* ; MATHIEU, *proc. de la Rép.* — Mes GALLINI et KRAFT, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

17 mai 1900

Travaux publics, Tunisie, occupation temporaire, remise des lieux en bon état, dommage, évaluation, expertise.

Au cas où l'administration des travaux publics ou son représentant a occupé temporairement un terrain, en exécution du décret beylical du 20 août 1888, et où la remise en bon état des lieux n'a pas été complètement effectuée, l'inexécution de l'obligation de l'occupant peut se résoudre en dommages-intérêts et consister dans l'allocation d'une indemnité régulièrement évaluée par une expertise et représentant le dommage causé.

(Administ. des habous c. Cie des ports de Tunis, Sousse et Sfax)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par exploit de Me Warzée, huissier à Sousse, du 8 février 1899, l'administration des habous a fait assigner devant le tribunal de céans la compagnie des ports de Tunis, Sousse et Sfax pour l'obliger à remettre en bon état d'exploitation et de nivellement les terrains au milieu desquels cette dernière a pratiqué des fouilles et fait des extractions de pierres, et pour la faire condamner en outre à une somme de 12,000 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que la compagnie défenderesse a occupé temporairement les terrains dont s'agit en vertu d'un arrêté du directeur général des travaux publics en date du 10 juillet 1895, en exécution du décret du 13 hidjé 1305 (20 août 1888) ; que les causes de l'instance actuelle se rattachent à ladite occupation temporaire, mais que les habous entendent réclamer seulement, quant à présent, l'exécution d'un contrat du 21 août 1895, au point de vue de la remise des lieux en leur état primitif et au point de vue des dommages résultant du retard apporté à cette exécution ;

Attendu que la compagnie des ports ne prétend pas se soustraire au paiement des dommages qui seraient la conséquence de son occupation temporaire, mais prétend y avoir suffisamment satisfait par des offres réelles de 3,500 fr. dont elle demande la validité ; qu'elle conclut par suite au débouté de la demande ; — Attendu que le seul préjudice causé à la propriété dont s'agit et dont il puisse être dû réparation, provient du trouble que les excavations du sol ont apporté dans l'écoulement des eaux, et par suite dans l'irrigation des plantations d'oliviers ; que, par conséquent, lesdits oliviers

appartenant au habous ont pu diminuer de valeur et que leur récolte en a été amoindrie ; qu'aucune autre cause de dommage n'est alléguée par les habous ; qu'il ne saurait être question de réclamer la valeur des pierres extraites, conformément à l'art. 9 du décret du 20 août 1888, ne s'agissant pas d'une carrière déjà en exploitation ; — Attendu qu'en exécution de l'art. 8 dudit décret, il a été procédé à une expertise par Petit, expert désigné par la compagnie des ports et par Hamida ben Mohamed Soussi, expert désigné par le caïd ; qu'à la date du 5 décembre 1898, après l'achèvement des travaux, lesdits experts ont évalué l'indemnité due pour tous dommages qui avaient pu être causés du fait de la compagnie des ports, tant à la mesca (terrain d'irrigation) que, par voie de conséquence, aux oliviers eux-mêmes, pendant toute la durée de l'occupation temporaire ; qu'ils ont, d'un commun accord, évalué le préjudice global à la somme de 3,500 fr. ; qu'ils ont, pour cette évaluation, tenu compte de l'état des lieux, des excavations pratiquées, du défaut de nivellement, en distinguant toutefois les fouilles pratiquées par la compagnie des ports de celles qui avaient été faites antérieurement ou postérieurement par des tiers et en tenant compte de ce que, en dehors des excavations produites par les fouilles, la mesca apparaissait, dans certaines de ses parties, avoir été négligée par le propriétaire et avoir manqué d'entretien ; — Attendu que cette expertise, faite régulièrement dans les conditions fixées par le décret du 20 août 1888, a ainsi déterminé et évalué toutes les causes du préjudice occasionné par la compagnie des ports par suite de son occupation temporaire ; qu'elle paraît avoir fait une juste et saine appréciation dudit préjudice ;

Attendu, il est vrai, que, par convention du 21 août 1895, la compagnie des ports avait pris l'engagement de remettre en bon état d'exploitation et de niveler les terrains au milieu desquels elle aurait pratiqué des fouilles et fait des extractions de pierres ; que les experts ont pourtant constaté à la date du 5 décembre 1898 que les excavations pratiquées par la compagnie des ports n'avaient pas été suffisamment comblées, que le terrain n'était pas suffisamment nivelé et que de ce chef un dommage avait été causé ; qu'ainsi la compagnie des ports paraît n'avoir pas exécuté entièrement l'obligation par elle assumée ; — Mais attendu qu'aux termes de l'art. 1142 C. civ., toute obligation de faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur ; que si, aux termes de l'art. 1144, le créancier peut, en cas d'inexécution, être autorisé à faire exécuter lui-même l'obligation aux dépens du

débiteur. cette autorisation est laissée à l'appréciation des magistrats, qui peuvent, suivant les circonstances de la cause, donner cette autorisation ou accorder seulement au créancier des dommages-intérêts pour la non-exécution ; que cette dernière solution apparaît d'autant plus opportune qu'il s'agit seulement dans l'espèce de compléter un travail inachevé; que cet achèvement se confond en partie avec les travaux permanents d'entretien incombant au propriétaire ; que le mode de nivellement et de mise en état, qu'il s'agit de parfaire, doit être en accord avec un ensemble de procédés d'irrigation que les habous peuvent faire varier à leur gré ou disposer suivant leurs convenances personnelles ; que la mise à leur disposition d'une somme reconnue suffisante pour achever et remettre en complet état les parties endommagées est au point de vue de l'équité une réparation entièrement satisfaisante ; que l'exécution effective de l'obligation de faire serait enfin bien difficile à contrôler, puisqu'il est certain que la compagnie des ports est responsable seulement d'une partie des fouilles ;

Attendu que vainement l'administration demanderesse prétendrait distinguer entre la créance dérivant pour elle du contrat du 21 août 1895 et sa créance d'indemnité due en vertu du décret du 20 août 1888 et relative à l'occupation temporaire, et réclamer seulement quant à présent la première créance réservant la seconde pour une action ultérieure, s'il y a lieu ; — Attendu en effet que le contrat du 21 août 1895 a été passé en exécution de l'art. 3 dudit décret et avait pour but de faciliter l'occupation temporaire autorisée par l'arrêté du 10 juillet 1895, en évitant les formalités prévues dans l'art. 4 ; qu'il a non pas créé une obligation nouvelle, mais simplement réglementé une obligation résultant déjà dudit décret ; qu'il ne résulte du tout, au profit de l'administration des habous, qu'une seule créance ayant pour origine le fait même de l'occupation temporaire ; qu'en réclamant pour la présente instance le rétablissement des lieux dans leur état primitif et des dommages-intérêts, l'administration des habous ne poursuit pas autre chose que la réparation du préjudice occasionné par le fait même de l'occupation ; qu'ainsi la compagnie des ports est fondée à discuter l'ensemble des obligations résultant à la fois de ce fait et du contrat ; que le tribunal est fondé à évaluer l'ensemble de ces obligations au paiement de la somme de 3,500 fr. ;

Attendu que la compagnie des ports justifie avoir fait des offres réelles de ladite somme, et l'avoir régulièrement consignée à la date du 16 février 1899 ; qu'il y a lieu, en conséquence,

de valider ces offres et de condamner l'administration des habous aux dépens de la procédure judiciaire postérieure à ladite date;

Par ces motifs : — Déboute l'administration des habous de ses demande, fins et conclusions ; — Valide les offres et la consignation de la somme de 3,500 fr. au profit de ladite administration ; — Dit que cette somme représente tous les dommages-intérêts auxquels elle a droit par suite du fait de l'occupation temporaire dont s'agit ; — Et la condamne à tous dépens postérieurs au 16 février 1899.

MM. BONNEFOND, *prés.* ; MATHIEU, *proc. de la Rép.* — Mes KRAFT et GALLINI, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

17 mai 1900

Acte notarié, Tunisie, notaires tunisiens, délivrance, condition, non-exécution, remise ordonnée par la juridiction, française, valeur de l'acte.

Au cas où un acte passé devant des adouls tunisiens, entre Tunisien et Européen, et constatant un désistement d'opposition à immatriculation, porte cette clause qu'il ne sera remis à l'une des parties qu'en présence et du consentement de l'autre, les adouls sont obligés de délivrer l'acte tel quel au réquérant, malgré l'opposition de l'autre partie, mais avec mention précisant les circonstances de cette remise sous toutes réserves ;

Dans ce cas, la remise n'a lieu qu'à titre documentaire, sans préjugé de la validité de l'acte.

(Faruggia c. Béchir Bouraoui et Hamida Zeglaoui)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par exploit d'Aniach, huissier à Sousse, du 26 octobre 1898, Carmelo Faruggia a fait assigner les notaires Hamida Zeglaoui et Mohamed El Hachefi pour s'entendre condamner à lui remettre l'expédition d'un acte passé devant eux le 18 août 1898 entre le demandeur et Béchir Bouraoui ; qu'il a fait assigner ce dernier pour entendre ordonner la remise de ladite expédition ; — Attendu que les notaires se déclarent prêts à remettre à Faruggia l'expédition de l'acte dont s'agit, mais à la condition que cette remise soit autorisée par Bouraoui ou ordonnée par justice ; que de son côté Bouraoui se déclare prêt à donner son consentement

mais seulement contre paiement d'une somme de 6,000 fr. ; — Attendu que, par l'acte dont s'agit, Bouraoui a déclaré se désister de son opposition à l'immatriculation de l'enchir connu sous le nom de Enchir Eddebona, immatriculation demandée par Faruggia ; que ledit acte, signé par Bouraoui et par Faruggia, contient cette clause: « Ils déclarent (les parties) que cet écrit ne sera délivré qu'en leur présence ou bien en vertu de l'autorisation de Sid el Bachir » ; que le consentement des parties nécessaire pour la validité de l'acte semble ainsi n'avoir pas été définitif et irrévocable, mais subordonné à une condition non écrite, convenue verbalement entre les parties ;

Attendu qu'il a procédé à la comparution personnelle ordonnée par jugement avant dire droit, en date du 1er février 1900 ; que Faruggia a reconnu que le désistement n'avait pas été donné par Bouraoui à titre absolument gratuit ; qu'après avoir réclamé une somme de 1,000 fr. en échange de son désistement, Bouraoui aurait réduit ses prétentions à l'allocation d'une somme de 100 à 200 fr., promise par Faruggia et abandonnée en quelque sorte à la discrétion de ce dernier ; que Faruggia a reconnu au surplus n'avoir rien versé jusqu'à ce jour ; — Attendu que de son côté Bouraoui excipe d'une convention aux termes de laquelle Faruggia se serait engagé à lui verser une somme de 6,000 fr. non spécifiée dans l'acte pour un motif purement fiscal ; — Attendu que le notaire Mohamed el Hachefi prétend de son côté qu'aucune somme n'a été spécifiée en sa présence ; que Bouraoui a seulement exigé l'insertion de la clause susrelatée et que Faruggia a accepté cette insertion en revêtant l'acte de sa signature ;

Attendu que le tribunal ne saurait puiser dans les éléments de la cause aucun motif pour décider quelle somme a été réellement stipulée entre les parties, ni pour décider si la condition convenue verbalement en dehors de l'acte a été exécutée; que Faruggia ne saurait en conséquence, du moins en l'état, exiger la remise pure et simple de l'acte réclamé, si cette remise était de nature à faire présumer qu'il a exécuté la condition stipulée ; que pour le même motif Bouaroui est en droit de s'opposer à la remise en tant qu'elle impliquerait l'accomplissement de la condition et par suite son consentement parfait ; que, d'autre part, les notaires ont eu jusqu'à ce jour un motif légitime pour croire qu'ils engageraient leur responsabilité en délivrant l'acte contrairement aux conventions des parties ; — Mais attendu qu'en vertu de l'art. 14 du décret du 18 janvier 1875, sur le notariat tunisien, les notaires sont toujours tenus de délivrer expédition à la personne

intéressée dès qu'elle aura rempli les formalités nécessaires ; qu'en mentionnant en vertu du présent jugement les motifs de la remise, ils suppléeront suffisamment au défaut de consentement de Bouraoui, sans préjudicier aux intérêts de ce dernier ; — Attendu que la question de la validité de l'acte, dans les conditions où il a été rédigé, comme dans les conditions où il sera expédié, est absolument étrangère à la présente instance ; que Faruggia insiste seulement pour posséder, à titre au moins documentaire, l'expédition de l'acte qui l'intéresse et où il a figuré ; qu'il y a lieu de lui donner cette satisfaction, sans préjudicier toutefois aux droits ou prétentions de Bouraoui ; mais que sa demande en remise pure et simple et sans réserves n'étant pas susceptible d'être acueillie, il y a lieu de le condamner aux dépens;

Par ces motifs : — Ordonne que dans les quarante-huit heures de la signification du présent jugement les notaires Mohamed el Hachefi et Hamida Zeglaoui, ou celui des deux qui en sera requis, devra délivrer à Carmelo Faruggia une expédition de l'acte reçu le 2 djoumada et tani 1316, passé entre Mohamed el Béchir Bouraoui et Carmelo Faruggia ; que cette expédition reproduira le texte intégral de l'acte tel qu'il a été consigné sur les registres notariaux ; qu'elle sera précédée, toutefois, d'une mention ainsi conçue : « Expédition remise à Carmelo Faruggia sur sa demande expresse, et en vertu d'un jugement du tribunal de Sousse, en date du 17 mai 1900, mais à titre de simple document, sans le consentement de Mohamed el Béchir Bouraoui et sous toutes réserves ».

MM. BONNEFOND, *prés.* ; MATHIEU, *proc. de la Rép.* — Mes GALLINI, KRAFT et PASSET, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

17 mai 1900

Compétence, Tunisie, litige entre Tunisiens, juridiction française, incompétence relative, non recevabilité en appel.

L'incompétence de la juridiction française pour connaître d'un litige entre Tunisiens est purement relative ; — En conséquence, elle ne peut-être invoquée pour la première fois en appel.

(Brahim El Allouch c. Veuve Azria)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par exploit de Simoni, huissier à Sfax, du 22 juin 1899, Brahim el Allouch a interjeté appel d'un jugement du juge de paix de Sfax, en date du 1er février 1899, signifié le 20 juin 1899, prononcé au profit de la dame Rebecca, veuve Chouchan Azria ;

Sur l'exception d'incompétence ; — Attendu que l'appelant soutient que le juge de paix de Sfax était incompétent, en raison de la nationalité des parties, toutes les deux tunisiennes ; — Attendu que, sans contester cette nationalité, l'intimée conclut à l'irrecevabilité de ce moyen d'incompétence comme tardivement présenté en appel sans avoir été invoqué en première instance ;

En fait, attendu qu'il s'agit au fond de l'exécution d'un contrat de mgharsa sur un terrain appartenant à la dame Azria ; qu'en vertu de ce contrat non contesté, Brahim el Allouch devait cultiver le terrain, le mettre en rapport, pour le partager ensuite ; que, d'après la dame Azria, Brahim el Allouch n'avait fait aucun des travaux prévus au contrat et exigés par l'usage des lieux, et qu'elle réclamait de ce chef 400 fr. de dommages-intérêts, en vertu d'une expertise ordonnée en référé par le juge de paix de Sfax, et suivant les conclusions d'un rapport dont elle demandait l'homologation ; — Attendu qu'en réponse à cette demande, Brahim el Allouch a soulevé devant le premier juge une exception d'incompétence tirée de ce que la cause aurait été pendante à Sousse et qu'il en serait résulté litispendance ; que ce moyen manquait en fait ou n'a été nullement justifié ; mais qu'en tout cas Brahim el Allouch n'a invoqué nullement la nationalité des parties, qu'il a ainsi accepté devant le premier juge la juridiction française pour le règlement du litige, comme il semble l'avoir acceptée précédemment en ce qui concerne la désignation de l'expert en référé ;

Attendu que l'incompétence tirée de la nationalité des parties est une incompétence relative, couverte par l'acquiescement exprès ou tacite des intéressés, laquelle ne peut être produite en appel si elle n'a été présentée tout d'abord en première instance ;

Par ces motifs : — Dit l'appel recevable, mais mal fondé ; se déclare compétent.

MM. BONNEFOND, *prés.* ; MATHIEU, *proc. de la Rép.* — Mes GALLINI et DANINOS, *av.*

TRIBUNAL DES CONFLITS

16 novembre 1901

Compétence, sage-femme, conseil municipal, subvention, suppression, demande en dommages-intérêts, conflit négatif de juridiction, règlement de juges, contrat de droit commun, autorité judiciaire.

Il y a conflit négatif de juridiction et par suite recevabilité de la requête à fin de règlement de juges, lorsque les juridictions judiciaire et administrative se sont déclarées respectivement incompétentes pour connaître d'une action en indemnité introduite contre une commune par une sage-femme à raison du préjudice résultant pour elle de la suppression de la subvention annuelle que le conseil municipal s'était engagé à lui payer pour la déterminer à venir exercer sa profession dans la commune ;

Dans ces conditions, la sage-femme ne saurait être regardée comme ayant occupé un emploi municipal et la convention qu'elle prétend s'être formée entre elle et la commune constitue un contrat de droit commun dont la connaissance ressortit de l'autorité judiciaire.

(Dame Moreau c. Commune d'Hammam-bou-Hadjar)

ARRÊT

LE TRIBUNAL DES CONFLITS, — Vu la requête présentée par la dame Moreau, née Fallou (Estelle), sage-femme, demeurant à Neuilly-sur-Seine, avenue du Roule, n° 153, assistée et autorisée de son mari, ladite requête enregistrée au secrétariat du tribunal des conflits, le 12 mars 1901, et tendant à ce qu'il plaise au tribunal : — Attendu que la Cour d'appel d'Alger, par arrêt du 13 novembre 1895, et le conseil d'État, par décision du 1er juin 1900, se sont respectivement déclarés incompétents pour connaître de l'action en indemnité introduite par la requérante contre la commune d'Hammam-bou-Hadjar, département d'Oran, à raison du préjudice résultant

de la suppression, à partir du 31 décembre 1892, de la subvention annuelle de 600 fr. que le conseil municipal de ladite commune s'était, par délibération du 14 décembre 1890, engagé à payer à la dame Moreau pour la déterminer à venir exercer sa profession à Hammam-bou-Hadjar, régler la compétence et, attendu que l'accord intervenu entre la requérante et la commune constitue un contrat de droit commun, annuler l'arrêt de la Cour d'Alger et renvoyer les parties devant la juridiction civile, subsidiairement et dans le cas où le tribunal estimerait que la requérante était fonctionnaire de la commune, annuler la décision du conseil d'État et renvoyer les parties devant lui ;

Vu l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger, en date du 13 novembre 1895 ; — Vu la décision du conseil d'État, en date du 1er juin 1900 ; — Vu l'avis du ministre de l'intérieur, en date du 6 juillet 1901 ;

Vu le mémoire en défense présenté pour la commune d'Hammam-bou-Hadjar, agissant poursuites et diligences de son maire en exercice, à ce autorisé par délibération du conseil municipal du 2 juin 1901 ; ledit mémoire enregistré comme ci-dessus, le 17 octobre 1901, et tendant à ce que la requête soit rejetée avec dépens comme non recevable, attendu que, si c'est avec raison que le conseil d'État a déclaré que la requérante n'avait pas été l'employée de la commune, c'est également avec raison que la Cour d'Alger a refusé de connaître de l'action portée devant elle ; qu'en effet, la délibération du conseil municipal du 14 décembre 1890 ne contenait aucun engagement de la part de la commune et ne portait que le vote d'une subvention purement gracieuse ; que d'aucun document produit devant la Cour il ne résultait qu'il fût intervenu entre la commune et la dame Moreau un contrat de louage de services ; qu'il n'existait donc entre elles aucun lien de droit pouvant donner naissance à une action soit devant le juge civil, soit devant le juge administratif, et que, dès lors, la double déclaration d'incompétence de la Cour d'Alger et du conseil d'État ne constitue pas un conflit négatif ;

Vu la lettre du maire d'Hammam-bou-Hadjar à la dame Moreau, du 7 décembre 1890 et la délibération du conseil municipal du 14 du même mois ; — Vu la loi des 16-24 août 1790 ; — Vu la loi du 24 mai 1872 et le règlement d'administration publique du 26 octobre 1849 ;

Sur la fin de non recevoir opposée à la requête : — Considérant que la commune d'Hammam-bou-Hadjar soutient que la requête en règlement de juges présentée par la dame Moreau

n'est pas recevable, attendu que la requérante n'a jamais été employée municipale et qu'il n'a pas davantage existé entre elle et la commune de contrat de louages de services ; que la suppression d'une subvention allouée à titre purement gracieux par le conseil municipal ne peut ouvrir à la dame Moreau aucune action contentieuse, soit devant l'autorité judiciaire, soit devant la juridiction administrative et qu'ainsi, de ce que la Cour d'Alger et le conseil d'État ont successivement refusé de connaître de la demande de la dame Moreau, il ne résulte pas un conflit négatif; — Mais considérant que la dame Moreau invoque un contrat qui se serait formé entre elle et la commune d'Hammam-bou-Hadjar; que c'est nécessairement à l'autorité compétente pour statuer sur les difficultés relatives à l'exécution ou à l'inexécution du contrat prétendu qu'il appartient d'en vérifier préalablement l'existence ; que la commune d'Hammam-bou-Hadjar est donc mal fondée à exciper devant le tribunal des conflits et pour soutenir que, malgré la double déclaration d'incompétence rendue par la Cour d'appel d'Alger et par le Conseil d'État, il n'y a pas lieu à règlement de juges, de ce que le conseil municipal n'aurait pris envers la dame Moreau aucun engagement et ne lui aurait alloué qu'une subvention toujours révocable; que cette prétention ne peut être portée que devant le juge du fond ;

Sur la compétence : — Considérant, d'une part, que, dans les conditions où elle a exercé dans la commune d'Hammam-bou-Hadjar sa profession de sage-femme, la dame Moreau ne saurait être regardée comme ayant occupé un emploi municipal; d'autre part, que la convention qu'elle prétend s'être formée entre elle et la commune constituerait un contrat de droit commun, dont la connaissance ressortirait de l'autorité judiciaire ; — Qu'ainsi c'est à tort que la Cour d'Alger a confirmé le jugement d'incompétence du tribunal d'Oran ;

Décide : — Art. 1er. Sont considérés comme non avenus le jugement du tribunal civil d'Oran du 13 mars 1895 et l'arrêt de la Cour d'appel d'Alger du 13 novembre 1895. — Art. 2. La cause et les parties sont renvoyées devant le tribunal civil d'Oran. — Art. 3. Les dépens de l'instance en conflit négatif seront supportés par la partie qui succombera en fin de cause.

MM. MAYNIEL, *rap.*; MELCOT, *com. du gouv.* — Mes BICKART-SÉE et SABATIER, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

29 juillet 1898

Nationalité, question préjudicielle, conseil de revision, armée, recrutement.

Un conseil de revision excède ses pouvoirs lorsqu'il déclare définitivement bon pour le service militaire un jeune homme qui conteste sa qualité de Français et soulève ainsi une question préjudicielle dont la solution appartient à l'autorité judiciaire (1);

(Sekfali)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Vu la loi du 15 juillet 1889; — Considérant qu'aux termes de l'art. 31 de la loi du 15 juillet 1889, lorsque les jeunes gens portés sur le tableau de recensement ont fait des réclamations dont l'admission ou le rejet dépend de la décision à intervenir sur des questions judiciaires relatives à leur état ou à leurs droits civils, le conseil de revision ajourne sa décision ou ne prend qu'une décision conditionnelle; — Considérant que la question soulevée par la réclamation présentée par le sieur Sekfali, au conseil de revision du département de Constantine était celle de savoir si le requérant avait ou non la qualité de Français; que la solution de cette question préjudicielle appartenait à l'autorité judiciaire et que, dès lors, en passant outre et en prenant une décision définitive, le conseil de revision a excédé ses pouvoirs;

Décide; — La décision du conseil de revision du département de Constantine est annulée.

MM. BERGER, *prés.*; BAZIN, *rap.*; JAGERSCHMIDT, *com. du gouv.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

---

(1) Dans le même sens, cons. d'État, 28 nov. 1890 (*Rec. des arrêts cons. d'État*, 1890. 873). Mais le conseil d'État ne serait pas tenu de renvoyer si la question de nationalité n'était pas douteuse : cons. d'État, 15 janv. 1892 (Sir. 1893. 3. 142) et la note.

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

28 juin 1901

Alcools, Algérie, loi du 13 avril 1898, déclaration, droits, paiement, justification.

En Algérie, tout entrepositaire et débitant de boissons à Alger est tenu de déclarer au service des contributions diverses tous les spiritueux qu'il détient soit dans ses entrepôts, soit dans les locaux distincts et de ne faire aucune expédition pour le dehors sans en avoir fait, au préalable la déclaration au service d'octroi et avoir acquitté, s'il y a lieu, les droits fixés par le tarif (1);

L'art. 32 de la loi du 13 avril 1898 donne à l'administration des contributions diverses en Algérie le droit d'exiger de tout détenteur d'alcool la justification du paiement des droits, alors que les formalités à la circulation des alcools ont été imposées d'une manière uniforme pour toute l'Algérie (2).

(Di Guiseppe-Palombo)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique de cassation pris de la violation des art. 4 C. pén., 31 et 32 de la loi du 13 avril 1898 et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le prévenu aurait été condamné pour fraude à raison de la possession d'alcools dans son magasin de débit dit à la consommation alors que, dans ce magasin, il n'était tenu à aucune justification du paiement des droits : — Attendu que di Guiseppe-Palombo, en sa qualité d'entrepositaire et débitant de boissons à Alger, était, comme le déclare justement l'arrêt entrepris, tenu de

---

(1, 2) Le sieur Di Guiseppe-Palombo avait été condamné pour non justification du paiement des droits sur les alcools introduits dans son magasin, par arrêt de la Cour d'Alger du 22 avril 1899 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 256) ; cet arrêt avait été cassé par arrêt du 27 janv. 1900 (*Rev. Alg.*, 1900. 2. 86) et l'affaire renvoyée devant la Cour d'Aix. Par la décision ci-dessus, la Cour suprême rejette le pourvoi contre l'arrêt de la Cour d'Aix du 29 juin 1900.

déclarer au service des contributions diverses tous les spiritueux qu'il détenait soit dans ses entrepôts, soit dans les locaux distincts et de ne faire aucune expédition pour le dehors ou pour l'intérieur sans en avoir fait au préalable la déclaration au service d'octroi de mer et avoir acquitté, s'il y avait lieu, les droits fixés par le tarif ; — Que cette obligation résultait des art. 2 et 3 du décret du 26 décembre 1884 combinés avec les art. 17 à 24 du décret du 27 juin 1884 ; — Que vainement le pourvoi objecte que l'art. 237 de la loi du 28 avril 1816 n'ayant été promulgué en Algérie que par le décret du 7 août 1900, le prévenu ne pouvait être recherché pour les boissons qu'il possédait dans son magasin de détail dit à la consommation antérieurement à ce décret ; — Attendu que sans avoir à rechercher si les simples particuliers, au cas de soupçon de fraude, n'auraient été tenus en Algérie, avant la promulgation de l'art. 237 de la loi du 28 avril 1816, à aucune justification pour les quantités d'alcools par eux possédées, il suffit de remarquer que di Guiseppe-Palombo n'est pas un simple particulier, mais qu'il est, à la fois, entrepositaire et débitant ; — Que, d'autre part, il résulte des dispositions de l'art. 32 de la loi du 13 avril 1898 le droit pour l'administration des contributions diverses d'exiger de tout détenteur d'alcool la justification du paiement des droits alors que les formalités à la circulation des alcools ont été imposées d'une manière uniforme pour toute l'Algérie ;

Et attendu, en fait, que di Guiseppe-Palombo a été l'objet d'un premier recensement à la date du 19 avril 1898 et d'un procès-verbal, en date du 16 juin suivant, pour introduction dans son magasin de détail de 108 hectolitres, 65 litres d'alcool pur sans titre de mouvement et sans justification du paiement des droits ; — Qu'il est constaté par l'arrêt que, non seulement di Guiseppe-Palombo n'a fourni aucune justification du paiement des droits pour la quantité d'alcool ci dessus mentionnée ; qu'il n'a donné aucune modification de nature à permettre de remonter à la source de la fraude ; que, bien plus, il a indiqué une provenance inexacte et désigné des vendeurs inconnus qui n'ont pu être retrouvés ; qu'en décidant, dans de telles circonstances, que l'excédent constaté par les employés de l'administration des contributions diverses dans le procès-verbal du 16 juin 1898, régulier et non argué de faux, provenant d'une manœuvre ayant pour but de frauder les droits de l'administration, la Cour d'appel d'Aix n'a fait qu'user du pouvoir d'appréciation qui lui appartenait et que sa décision, sous ce rapport, échappe à la censure de la Cour de cassation ;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour d'Aix (Ch. correct.), du 29 juin 1900.

MM. LŒW, *prés.*; CHAMBAREAUD, *rap.*; DUBOIN, *av. gén.* — Mes SABATIER et NIVARD, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

21 novembre 1901

Motifs des arrêts et jugements, arrêté municipal, voiture de place, défaut de constatation.

Lorsqu'un arrêté municipal ne vise que les voitures de place, on doit entendre par voitures de cette catégorie celles qui sont tenues sur la voie publique à la disposition du public et marchent à la course, à l'heure ou à la journée ;

Manque de base légale la décision du juge de police qui, prononçant une amende contre un cocher qui aurait transporté un certain nombre de voyageurs à l'aide de voitures dont la mise en circulation n'avait pas été précédée de la visite ou de l'autorisation prévues par un arrêté sur les voitures de place, ne constate pas que les voitures employées par le contrevenant étaient des voitures de place.

(Artuzio)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation des art. 471, n° 15 C. pén., 7 de la loi du 20 avril 1810, 3 et 4 de l'arrêté du maire de Blida, en date du 10 octobre 1887, en ce que le jugement attaqué a condamné le demandeur sous prétexte qu'il aurait contrevenu audit arrêté en mettant en circulation des voitures sans autorisation préalable, alors que le texte appliqué vise seulement les voitures de place et ne concerne pas les voitures qui, ne stationnant pas sur la voie publique, sont mises accidentellement à la disposition de voyageurs moyennant un prix librement débattu ; — Vu lesdits articles ;

Attendu que Artuzio, loueur de voitures, a été condamné à cinq amendes de 1 fr. pour avoir, le 12 février 1901, transporté un certain nombre de voyageurs à l'aide de cinq voitures dont la mise en circulation n'avait pas été précédée de la visite ni de l'autorisation prévues par l'art. 4 de l'arrêté du maire de Blida, du 10 octobre 1887 ; — Attendu qu'il résulte tant de son préambule que de l'ensemble des articles qui le composent que l'arrêté municipal précité ne vise que les voitures de place ; qu'on doit entendre par voitures de cette catégorie celles qui sont tenues sur la voie publique à la disposition du public et marchent à la course, à l'heure ou à la journée ; — Attendu que le juge de police ne constate pas que les voitures employées par le demandeur à la date ci-dessus indiquée étaient des voitures de place ; que, dès lors, la condamnation prononcée contre ce dernier manque de base légale ;

Par ces motifs : — Casse le jugement du tribunal de police de Blida du 27 mars 1901, et renvoie devant le tribunal de simple police d'Alger.

MM. LŒW, *prés.* ; DUMAS, *rap.* ; BONNET, *av. gén.* — Me PÉROUSE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. civ.)

3 décembre 1901

Impôts, valeurs mobilières, revenu, loi du 29 juin 1872, portée d'application.

La disposition de l'art. 1er, § 2 de la loi du 29 juin 1872, relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, embrasse, dans la généralité de ses termes, toutes les opérations à l'aide desquelles les sociétés se procurent, par la voie de l'emprunt, les fonds dont elles ont besoin ;

La convention par laquelle un établissement de crédit s'engage envers une société à lui fournir successivement des fonds sous forme de prêt constitue, à partir du jour où le crédité a usé du crédit ouvert, un véritable emprunt dont les intérêts sont assujettis à la taxe 3 p. 0/0, alors même que les parties auraient donné à leurs opérations la forme du compte-courant ;

Demeurent soumis à la taxe de 3 p. 0/0 les intérêts dus par une société débitrice à son créancier et qui ne sont pas versés à ce créancier, mais capitalisés à son profit à titre de capital productif lui-même d'intérêts.

(Société Dar-El-Bey c. Enregistrement)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen : — Attendu que la disposition de l'art. 1er, § 2, de la loi du 29 juin 1872 embrasse dans la généralité de ses termes toutes les opérations à l'aide desquelles les sociétés se procurent, par la voie de l'emprunt, les fonds dont elles ont besoin ; — Que la convention par laquelle un établissement de crédit s'engage envers une société à lui fournir successivement des fonds sous forme de prêt constitue, à partir du jour où le crédité a usé du crédit ouvert, un véritable emprunt dont les intérêts sont assujettis à la taxe de 3 p. 0/0 ; — Attendu qu'il résulte des constatations du jugement attaqué que la société immobilière de Dar-El-Bey a reçu de la Compagnie Algérienne, sous forme d'ouvertures de crédit successives, les fonds à l'aide desquels elle a élevé les constructions composant son domaine ; — Que toutes les circonstances de la cause démontrent que ces ouvertures de crédit étaient de véritables prêts, comme les dénommaient les parties elles-mêmes dans leurs contrats, dont aucune des clauses ne présente le caractère de compte-courant ; — Que si les parties ont pu recourir, pour régler le fonctionnement de leurs opérations, à la forme du compte-courant, la forme adoptée par elles ne saurait modifier ni la nature ni les effets des contrats intervenus ; — Attendu que l'essence du compte-courant suppose nécessairement une réciprocité de remises se traduisant en articles de crédit et de débit distincts destinés à se balancer en un solde définitif à la clôture du compte ; — Que, dans l'espèce, les versements effectués par la société débitrice ne constituaient que de simples remboursements qualifiés tels par les art. 2 et 4 de l'acte du 30 juin 1881 et l'art. 4 de l'acte du 11 janvier 1882 ; — Que, dans ces conditions, les juges du fond ont considéré, à bon droit, que les sommes ainsi payées n'étaient que des à-comptes sur les avances reçues ou sur les annuités dont la société de Dar-El-Bey était débitrice ; — Attendu que le jugement attaqué a vu à juste titre dans ce fait un mode de réalisation incompatible avec le fonctionnement d'un véritable compte-courant ; — D'où il

suit qu'en statuant comme il l'a fait, il n'a pas méconnu le texte de loi visé au pourvoi ;

Sur le second moyen : — Attendu que le jugement constate que les intérêts dus à la Compagnie Algérienne par la société de Dar-El-Bey et s'élevant à la somme de 1,019,602 fr. 73 cent. n'ont pas été versés à la créancière, mais capitalisés à son profit par acte des 1er et 7 mars 1890 et à elle payés sous cette forme ; — Attendu que les demanderesses soutiennent vainement que les intérêts ainsi capitalisés ne sont pas soumis à la taxe de 3 p. 0/0 établie par la loi du 29 juin 1872 ; — Qu'en effet, si la Compagnie Algérienne n'a pas effectivement touché ladite somme de 1,019,602 fr. 73 cent., elle est réputée l'avoir reçue, du moment qu'elle a consenti à la laisser entre les mains de la société de Dar-El-Bey à titre de capital productif lui-même d'intérêts ; — D'où il suit qu'en décidant, dans cet état des faits, que la capitalisation des intérêts constituait légalement une véritable distribution de revenus assujettie à la taxe de 3 p. 0/0, le jugement attaqué n'a violé aucun des articles de loi invoqués par le pourvoi ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi formé contre le jugement du tribunal civil de Constantine, du 27 mai 1896.

MM. BALLOT-BEAUPRÉ, *prem. prés.* ; MAILLET, *rap.* ; MELCOT, *av. gén.* — Mes MOUTARD-MARTIN et SABATIER, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

13 mai 1901

Appel, recevabilité, délais de distance, distribution par contribution, contredit, partie saisie défaillante, créancier contesté, appel tardif, irrecevabilité.

Les délais de distance, en matière d'appel, n'étant qu'une latitude accordée à la partie qui voudrait appeler, ne sont applicables qu'autant que la partie à laquelle ils sont concédés croit devoir interjeter appel ;

A défaut de cet appel, ils n'ont aucune raison d'être et nul ne peut s'en prévaloir ;

Spécialement, dans un contredit au procès-verbal d'une distribution par contribution, le créancier contesté ne peut invoquer à son profit, pour en déduire la recevabilité de son

appel tardif, le bénéfice du délai de distance qui aurait appartenu à la partie saisie au cas où elle eût fait appel.

(Joly c. Falomet)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le sieur Tallet ne comparaît pas, bien que régulièrement réassigné en exécution de l'arrêt de défaut profit-joint du 14 novembre 1901, enregistré; — Qu'il y a lieu de donner itératif défaut contre lui;

Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu que le jugement entrepris a été signifié à l'avoué de Joly et que ce dernier en a interjeté appel le 28 juillet suivant, c'est-à-dire après l'expiration du délai rigoureusement imparti par l'art. 669 C. pr. civ.; — Que, d'autre part, Tallet, partie saisie, n'ayant pas constitué avoué, ledit jugement a été signifié à sa personne à la même date; — Attendu que Falomet a conclu à l'irrecevabilité de l'appel à raison de la forclusion encourue par Joly; — Attendu que, de son côté, Joly soutient que cette déchéance n'est applicable qu'au cas où le jugement a été signifié à l'avoué constitué et que, lorsque, à défaut de cette constitution, le jugement a été signifié à personne ou à domicile, le délai d'appel doit être augmenté à raison des distances; — Que Tallet n'ayant pas constitué avoué et la signification ayant été faite à sa personne, il devrait bénéficier de ces délais pour exercer son droit d'appel : — Que, par suite, la forclusion édictée par l'art. 669 précité n'est pas applicable à Tallet et que cette situation doit profiter à Joly, sous peine de voir les parties intéressées et figurant dans le même litige privées, dans la personne de l'une d'elles, des garanties que la loi leur accorde; — Qu'ainsi l'appel de Joly serait recevable;

Sur ce : — Attendu que Joly est le seul qui ait interjeté appel et qu'il est forclos aux termes de l'art. 669 C. pr. civ.; — Mais que, pour se voir relever de cette déchéance, il soutient que Tallet doit bénéficier des délais de distance, en raison de ce qu'il n'a pas constitué avoué et qu'alors Joly doit profiter du même avantage, par cela seul qu'il est partie intéressée au procès; – Mais attendu que, sans qu'il soit nécessaire d'examiner si ces délais étaient acquis à Tallet, il suffit de rappeler que les délais de distance ne sont jamais qu'une latitude accordée à la partie qui voudrait interjeter appel; — Qu'ils ne sont donc applicables qu'autant que cette

partie croit devoir relever appel et qu'à défaut de cet appel, ils n'ont aucune raison d'être et nul ne peut s'en prévaloir ; — Attendu que Tallet n'ayant pas usé de son droit d'appel, il n'y a pas lieu de se préoccuper de la question de savoir si l'on doit lui attribuer le bénéfice de délais inopérants, de nul effet et d'ailleurs depuis longtemps expirés ; — Que, par voie de conséquence, Joly est encore moins fondé à s'en prévaloir aux lieu et place de Tallet, pour se faire relever de la déchéance qu'il a personnellement encourue ; — Que cet appel est donc irrecevable ;

Par ces motifs : — Donne itératif défaut contre Tallet ; — Déclare irrecevable comme tardif l'appel interjeté par Joly du jugement du 26 février 1901.

MM. ZILL DES ILES, *ff. prés ;* MARSAN, *av. gén.* — Mes LE DENTU et REY, *av.*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

26 juin 1901

Appel, degré de juridiction, demande inférieure au taux de l'appel, moyen de défense, valeur indéterminée, recevabilité. — Regime dotal, immeubles dotaux, dettes de la femme. — Succession, acceptation tacite, nature. Communauté légale, renonciation, inventaire. — Succession vacante, curateur, nomination, conditions.

Lorsqu'à la demande principale inférieure au taux du premier ressort, le défendeur a déposé un moyen de défense soulevant entre les parties un litige d'une valeur indéterminée, le jugement intervenu est susceptible d'appel ; — Spécialement lorsque, sur une demande en paiement de dettes successorales, l'héritier a excipé de la renonciation qu'il aurait faite à la succession et que le créancier a répliqué en concluant expressément à la nullité de cette renonciation ;

Les biens dotaux ne sont point grevés des dettes contractées par la femme pendant le mariage ;

L'acceptation tacite d'hérédité ne peut résulter que d'un acte impliquant la volonté manifeste et certaine de se porter héritier ;

Le fait de s'être donné dans un acte la dénomination d'héritier ne saurait être retenu comme impliquant l'intention certaine de se porter héritier ;

Il n'y a pas ouverture à curatelle par suite de vacance de la succession lorsque le mari de la défunte, héritier pour partie de sa femme, se trouvait au lieu du décès lorsque cet évènement est survenu, qu'il a correspondu au sujet de la succession avec les autres héritiers et déposé en l'étude du notaire liquidateur les titres et valeurs de la de cujus.

(Roze c. Sulzlée)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu qu'il est dit expressément au jugement du 9 novembre 1899 que la renonciation faite par les héritiers Roze suivant l'acte du 30 septembre 1899 est nulle et non avenue et que cette disposition du jugement dont est appel a répondu aux conclusions expressément prises à cet égard devant les premiers juges par tous les créanciers demandeurs; — Attendu que, dans ces circonstances, l'appel est incontestablement recevable et qu'il n'y a point lieu de s'arrêter aux autres moyens soulevés par les intimés ;

Au fond : — Attendu que les biens dotaux ne sont point grevés des dettes contractées par la femme pendant le mariage ; — Attendu que les intimés excipent de ce que les héritiers Roze auraient fait au moins tacitement acceptation pure et simple de la succession de la dame Gaillard de Loire ; — Attendu que l'acceptation tacite d'hérédité ne peut résulter que d'un acte impliquant la volonté certaine de se porter héritier ; — Attendu que le fait de s'être donné dans un acte la dénomination d'héritier ne saurait être retenu comme impliquant l'intention certaine de se porter héritier ; qu'en effet l'expression d'héritier est souvent employée comme synonyme de celle de successible ; — Attendu que le fait de la renonciation à la communauté d'acquêts faite par l'acte déjà visé du 30 septembre 1899 ne saurait être interprété comme impliquant une volonté d'acceptation ;

Attendu, sur la nullité prétendue de la renonciation faite par les héritiers Roze à la société d'acquêts, que l'obligation de faire inventaire pour conserver le droit de renoncer à la communauté ne s'impose qu'à la veuve et non aux héritiers ;

Attendu que parmi les intimés, de Valicourt, Watton, Coulomb et Cie et Blanchard se prétendent créanciers pour fournitures ou soins antérieurs au décès de la dame Gaillard ; — Que la société d'acquêts qui a bénéficié de ces biens peut seule être recherchée par ces quatre intimés ; — Attendu que pour les créanciers postérieurs au décès de la dame Gaillard, les fournitures qu'ils ont pu faire ont été commandées par Gaillard qui seul peut être recherché par eux en sa qualité d'administrateur de ladite société d'acquêts ; — Attendu que dans leur requête d'opposition les héritiers Roze ont déclaré cependant vouloir payer certaines fournitures dont le prix est réclamé ; — Qu'il n'y a aucun argument à tirer de cette déclaration bénévolement faite par les héritiers Roze, en demandant néanmoins la mainlevée des oppositions pratiquées sur les valeurs et rentes dotales propres à la dame Gaillard qui ne sauraient en rester grevées ; — Que les héritiers Roze déclarent que c'est par erreur que la requête d'opposition porte que parmi les fournitures qu'ils veulent payer figurent celles de Ricci et partie de celle de Patti ; — Qu'ils ont d'ailleurs rectifié de ce chef leur opposition et qu'ils demandent simplement acte de leur offre de payer, à la fin de la liquidation, la facture Sublime, et la facture Patti à concurrence de 65 fr. seulement, c'est-à-dire le service d'inhumation ;

En ce qui concerne la demande de Sulzlée, curateur aux successions vacantes ; — Attendu que la succession n'était pas vacante, que Gaillard, héritier pour partie de sa femme, se trouvait à Philippeville, à l'époque du décès de cette dernière, qu'il a correspondu avec ses beaux-frères au sujet de la succession et qu'il a déposé en l'étude de Me Pinchon, notaire, les titres de rente et valeurs de la dame Gaillard ; que la somme réclamée par Sulzlée ne lui est donc pas due ;

Attendu que les héritiers Roze demandent que les saisissants, à l'exception de Sublime et de Patti, soient condamnés à leur payer la somme de 5,000 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Attendu que les héritiers Roze ne justifient pas avoir éprouvé un préjudice quelconque ; — Qu'il n'y a point lieu de faire droit à leur demande de ce chef ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel des héritiers Roze comme régulier en la forme ; — Le déclare fondé ; — Dit bien appelé, mal jugé ; — Infirme le jugement déféré ; — Donne acte aux héritiers Roze de l'offre qu'ils font de payer après la liquidation de la succession de la dame Gaillard, et non sur les biens dotaux, à Sublime une somme de 100 fr. montant de sa demande, à Patti une somme de 65 fr. sur sa facture, et sous

le bénéfice de ces offres ; — Déboute Sulzlée, de Valicourt, Blauchet, Watton, Coulomb et Cie, Marando et Blanchard purement et simplement de leurs fins, demandes et conclusions et les condamne en tous les dépens ceux d'appel liquidés provisoirement sauf taxe ultérieure, à la somme de 120 fr. et distraits au profit de Me Blasselle, avoué aux offres de droits ; — Ordonne la restitution de l'amende consignée ; — Autorise soit Me Pinchon, notaire, soit M. le préposé de la caisse des consignations à se libérer ou remettre les titres saisis arrêtés aux héritiers Roze sur leur simple décharge, leur qualité étant suffisamment justifiée par la présente instance ; — Déboute les héritiers Roze de leur demande en 5,000 fr. de dommages-intérêts.

MM. WURTZ, *prés.*; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes TILLOY et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

3 juillet 1901

Faillite, liquidation judiciaire, jugement définitif, créanciers, tierce opposition, intervention en appel, irrecevabilité.

Les créanciers d'un commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire par un jugement auquel ils n'étaient pas parties en première instance ne sont pas recevables à intervenir à l'instance d'appel ni à attaquer la dite décision par la voie de la tierce opposition.

(Juillard et Méguin c. Sudaka)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les appels interjetés, soit par les sieurs Rey frères, soit par les sieurs Juillard et Méguin, visent l'un et l'autre le jugement du 4 mai 1901, rendu sur le même litige, entre les mêmes parties ; qu'ils sont essentiellement connexes ; qu'il y a lieu d'en prouoncer la jonction pour y être statué par un seul et même arrêt ;

Attendu que ces appels sont recevables en la forme ;

En ce qui concerne l'intervention, devant la Cour, des sieurs Rousselin, Legrand, Marc et Cie, Baudoux frères, sur lesdits appels : — Attendu que cette intervention ne serait recevable aux termes de l'art. 466 C. pr. civ. que si une tierce opposition des sieurs Rousselin et consorts, à l'encontre du jugement déféré, était elle-même recevable; — Attendu qu'une des conditions essentielles de l'admissibilité de cette dernière voie de recours est, d'après l'art. 474 du même Code, que la décision qui en fait l'objet préjudicie aux droits des tiers opposants; — Attendu que le jugement déféré a, conformément à la requête du sieur Prosper Sudaka, déclaré celui-ci en état de liquidation judiciaire, et, contrairement à la demande des sieurs Roy frères, Juillard et Méguin, réfusé de déclarer ledit sieur Sudaka en état de faillite; — Attendu que les sieurs Rousselin et consorts peuvent d'abord, en leurs noms personnels, en vertu de l'art. 440 C. com. qui donne ce droit aux créanciers, en général, d'un négociant, demander par action directe, à leurs risques et périls nonobstant l'existence dudit jugement, auquel ils n'ont pas participé, la déclaration de faillite du sieur Sudaka; — Qu'il résulte, en effet, du rapport lors de la discussion à la Chambre des députés de la loi du 4 mars 1899, que « les créanciers, s'ils croient que le débiteur ne mérite pas le bénéfice de la liquidation judiciaire (qui lui a été accordée), ont toujours le droit de l'assigner en déclaration de faillite » (D. P., 89. 4. 16, note 1); — Attendu que les sieurs Rousselin et consorts peuvent ensuite, en leurs noms personnels, en vertu de l'art. 19 de ladite loi, demander à l'encontre du sieur Sudaka, pour les causes facultatives ou obligations mentionnées audit article, la conversion en faillite de la liquidation judiciaire prononcée à son profit; — Que parmi les premières de ces causes figure celle-ci : « S'il est recounu que la requête à fin de liquidation judiciaire n'a pas été présentée dans les quinze jours de la cessation des paiements »; — Attendu que, dans ces conditions, le jugement déféré ne préjudicie pas à leurs droits de demander, soit la déclaration directe de la faillite du sieur Sudaka, soit la conversion en faillite de sa mise en liquidation judiciaire; — Attendu qu'il ne pourrait, par suite, par application des principes généraux en matière de tierce opposition et d'intervention en appel, y former tierce opposition; — Attendu que, par voie de conséquence, leur intervention, devant la Cour, dans la présente instance d'appel du jugement déféré, n'est pas recevable (*sic* : Cour d'Alger, 24 déc. 1879, *Bulletin judiciaire*, 1880, p. 395); — Attendu, encore, d'une part, que, aux termes de l'art. 4, dernier paragraphe de

la loi du 4 mars 1889, le jugement qui, à la requête d'un négociant seul en cause, lui accorde le bénéfice de la liquidation judiciaire n'est susceptible d'aucun recours, qu'il ne peut être spécialement l'objet d'une tierce intervention de ses créanciers devant la Cour et d'autre part, que des termes des art. 580 et 581 C. com., il ressort que, en matière de déclaration de faillite, qu'elle soit prononcée ou refusée, les créanciers qui n'ont pas figuré en première instance au jugement statuant seulement sur cette déclaration de faillite ne sont pas fondés à intervenir devant la Cour sur l'appel du dit jugement ; — Qu'aux termes du dernier paragraphe de l'art. 4 susvisé, le jugement qui statue à la fois, comme dans la cause, sur la mise en liquidation à la requête d'un négociant et sur sa déclaration de faillite à la demande de ses créanciers est seulement susceptible d'appel dans tous les cas ; — Qu'il ne peut donner, dès lors, ouverture à tierce opposition et par voie de conséquence à intervention devant la Cour, sur appel de la part des créanciers qui n'y ont pas figuré (*sic :* Cour de Paris, 19 mai 1892, D. P. 93. 2. 390) ; — Attendu que de ces considérations il résulte en outre que les sieurs Rousselin, Legrand, Marc et Cie, Baudoux frères ne sont pas recevables à intervenir devant la Cour sur appel du jugement déféré ;

Au fond : — Attendu que les sieurs Rey frères, Juillard et Méguin basent leurs appels sur ce que : — 1° La cessation des paiements du sieur Sudaka est antérieure à l'époque prévue par la loi pour le bénéfice de la liquidation judiciaire ; — 2° La situation qui résulte des bilans du 5 janvier et du 15 mars 1901 présente de nombreuses contradictions et n'est pas sincère ; — 3° Le déficit est beaucoup plus important qu'il n'a été déclaré ;

Sur le premier point : — Attendu qu'il y a lieu d'adopter, à cet égard, les motifs par lesquels les premiers juges se sont déterminés, en ajoutant : — Que la requête en liquidation judiciaire doit être présentée au tribunal de commerce, d'après l'art. 2 de la loi du 4 mars 1889, dans les quinze jours de la cessation des paiements ; — Que celle du sieur Sudaka est du 15 mars 1901 ; — Que le bilan du 5 janvier 1901, intitulé le bilan de l'année 1900, indiquant, sous la rubrique capital, un excédent d'actif de 85,675 fr. 40 cent., ne peut être considéré comme un aveu de sa part, qu'il était alors au-dessous de ses affaires ; — Qu'on en peut seulement inférer qu'il était à la dite date dans une situation telle, par suite de sa trop grande longanimité à l'égard de ses débiteurs, et d'un stock trop considérable dans ses magasins de marchandises non

écoulées ; que, malgré un excédent d'actif, il ne pouvait sortir, à son avantage et celui de ses créanciers, de cette situation, à défaut d'atermoiement avec eux, que par une liquidation judiciaire ; — Que cette induction s'impose d'autant plus que les appelants se bornent à soutenir que l'intimé a été en état de cessation de paiements au 31 janvier 1901 seulement ; — Que les deux protêts, l'un du 2, l'autre du 7 du dit mois, pour deux valeurs s'élevant ensemble à 11,764 fr. 90 cent. ont été suivis de renouvellement ou paiement : — Que le sieur Sudaka justifie avoir fait face à ses échéances de fin janvier 1901, se chiffrant par 85,742 fr. 65 cent. ; — Que les quatre protèts du 1er février 1901 ont été suivis de paiements ; — Que du 1er février au 1er mars 1901, il n'en a été dressé aucun contre le sieur Sudaka ; — Que les quinze protèts restés en souffrance sont : onze du 1er mars 1901, un du 4, un du 8 du même mois, deux du 11 avril 1901 ; — Que c'est par suite, avec raison que dans ces conditions les premiers juges n'ont pas fixé au 31 janvier 1901 la date de la cessation des paiements du sieur Sudaka ; — Que le fait, par ce dernier d'avoir, en février 1901, obtenu par surprise, puis réalisé précipitamment et à vil prix de nouvelles marchandises pour solder quelques créanciers, articulé par les appelants, ne constitue, de leur part, qu'une allégation formellement contestée par le sieur Sudaka, et que ne justifient pas, quant à présent, les pièces ou documents par eux invoqués ; — Que les autres faits antérieurs, soit aux premières opérations du sieur Sudaka, soit au 1er mars 1901, dont la réalité n'est pas contestée, qui lui sont reprochés par les appelants, consistant en prise de la suite du commerce de son frère, dettes personnelles envers la demoiselle Azoubib et la succession de Joseph Azoubib, paiement de la dite demoiselle, emprunt au Crédit Foncier warrant de marchandises, tentatives d'atermoiement avec ses créanciers, paiement de valeurs en espèces en couverture de traites échues et protestées, ne sont pas des faits d'où il résulte suffisamment la démonstration de la cessation des paiements du sieur Sudaka avant le 1er mars 1901 ; — Qu'il en serait de même de celui de déficit de près de 20,000 fr. laissé par son frère, alors même que, ce qui n'est pas, ce déficit serait établi ; — Qu'il y a lieu finalement de reconnaître ; — 1° Que la cessation des paiements du sieur Sudaka est du mois de mars 1901 ; — 2° Qu'il a présenté sa requête du 15 du dit mois dans les quinze jours de cette cessation, c'est-à-dire dans le délai prescrit par l'art. 2 § 1 de la loi du 4 mars 1889 ;

Sur le deuxième point : — Attendu qu'il y a lieu encore, à

cet égard, d'adopter les motifs des premiers juges en ajoutant : — Que les contradictions relevées par les appelants entre les bilans du 5 janvier et du 15 mars 1901 s'expliquent ; — Que, lors du premier, le sieur Sudaka n'avait à établir d'après son inventaire de l'année 1900, en vue de l'atermoiement qu'il sollicitait, que sa situation commerciale se soldant par un excédant d'actif de 85,675 fr 40 cent. ; — Que, dans ces conditions, celle-ci ne comportait pas l'indication de sa situation immobilière et de famille ; — Qu'on ne peut lui reprocher d'avoir laissé subsister, dans son bilan de l'année 1900, le compte de débiteur, qu'il a supprimé dans son bilan du 15 mars ; — Que ce compte qu'on pouvait en cas d'atermoiement espérer recouvrer intégralement devenait, au cas de liquidation judiciaire, d'un recouvrement aléatoire ; — Que les autres contradictions que présentent les deux bilans des 5 janvier et 15 mars 1901 s'expliquent par la durée du temps qui les sépare ou ne peuvent être retenues, en l'état de la cause, comme frauduleuses, ou résultent des éléments différents de ces bilans, suivant qu'ils devaient servir de base, le premier comme inventaire de l'année 1900, à un atermoiement, le second comme bilan à une demande de liquidation judiciaire ; — Qu'il n'est pas dès lors établi, quant à présent, en l'état des opérations de la liquidation, que la situation qui résulte des bilans du 5 janvier et du 15 mars 1901 ait manqué de sincérité ;

Sur le troisième point : — Attendu que le sieur Sudaka a porté dans son bilan du 15 mars 1901 son déficit à 66,588 fr. ; — Que les appelants prétendent qu'il est de 277,000 fr. ; — Que la différence existant entre ces deux chiffres repose, soit sur des allégations contestées non justifiées quant à présent, soit sur une confusion entre les énonciations de la liste des créanciers et celle du bilan du 15 mars 1901, en ce qui concerne la demoiselle Azoubib et la dame veuve Moïse Sudaka ; — Qu'il résulte de ce qui précède que, sur ce troisième point encore, les prétentions des appelants ne sont pas justifiées ;

Sur le résultat des opérations auxquelles, jusqu'à ce jour, a procédé le liquidateur : — Attendu que ce dernier déclare : — 1° qu'elles ne sont pas assez avancées pour lui permettre de se prononcer sur la question de savoir s'il y a lieu de déclarer le sieur Sudaka en état de faillite ; — 2° que toutefois, il peut, dès à présent, affirmer, d'une part, que les dénonciations et les chiffres du 15 mars 1901 sont exacts, d'autre part, que jusqu'à ce jour l'examen de la comptabilité ne lui a révélé ni fraude ni détournement ; — Que finalement, le déficit n'est que de 49,197 fr. 60 cent. ;

Quant à l'intérêt de la masse : — Attendu que les créances chirographaires s'élèvent, d'après le bilan du 15 mars 1901, à 450,195 fr. 60 cent. ; — Qu'il est dû aux sieurs Roy frères 19,604 fr. 25 cent., aux sieurs Juillard et Meguin, 26,099 fr. 10 cent., en tout 46,703 fr. 35 cent. ; — Qu'il est dû aux sieurs Rousselin, Legrand, Marc et Cie, 48,895 fr. 65 cent., aux sieurs Baudoux frères, 5,141 fr. 30 cent. en tout 54,035 fr. 95 cent. ; — Que le total de ses créances est de 100,740 fr. 30 cent. ; — Que les bénéficiaires du surplus, soit de 349,455 fr. 35 cent., ne protestent pas contre la mise en liquidation judiciaire du sieur Sudaka ; — Qu'il est certain que ce mode de procéder est, en principe, plus avantageux ; — Que c'est dans ces conditions que les appelants et les intervenants demandent la mise en faillite du sieur Sudaka ; — Que ces considérations ne sont pas, en fait, à négliger ;

V. — Quant aux dépends d'appel : — Attendu qu'ils doivent être supportés, aux termes des art. 130 et 470 C. pr. civ., ceux d'intervention par les intervenants, ceux d'appel par les appelants ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Joint comme connexes, pour y être en même temps statué par le présent arrêt, les appels des sieurs Roy frères, Juillard et Méguin ; — Le déclare recevable en la forme ; — Le rejette au fond, comme non justifié ; — Dit l'intervention des sieurs Rousselins, Legrand, Marc et Cie, Baudoux frères, non non recevable ; — Les en déboute : — Donne acte au sieur Meunier, liquidateur judiciaire du sieur Prosper Sudaka, sur sa demande, pour valoir ce que de droit, de ce qu'il a déclaré, ès-qualité qu'il agit, s'en rapporter à la justice sur la demande des sieurs Roy frères, Juillard et Méguin ; — Confirme le jugemenl déféré ; — Ordonne qu'il soit exécuté dans toutes ses dispositions ; — Laisse à la charge des sieurs Rousselin, Legrand Marc et Cie, Baudoux frères les frais de leur intervention ; — Condamne les sieurs Roy frères, Juillard et Méguin aux dépens d'appel envers les sieurs Prosper Sudaka et Meunier, ce dernier ès-qualités ; — Condamne les sieurs Roy frères, Juillard et Méguin à l'amende de leur appel ; — Rejette comme non fondées ou non justifiées, toutes demandes, fins et conclusions contraires aux dispositions qui précèdent.

MM. MÉROT, *f. prés.* ; VANDIER, *av. gén.* — Mes LEMAIRE, BENISTI, HUARD, DARMON et HONEL, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

14 décembre 1901

Compétence criminelle, Tunisie, tribunal criminel de Sousse, juridiction française, indigènes, sujets français, Chambaa.

Le tribunal criminel de Sousse est un tribunal français, et sa juridiction, dans les limites de la compétence qui lui est attribuée, constitue le droit commun de la Tunisie et s'exerce en conformité de la loi française (1);

En conséquence, il est compétent pour connaître d'un crime commis par des indigènes, sujets ou protégés français, originaires des Chambaa d'Ouargla (territoire algérien), arrêtés dans son ressort (2).

(Marquise de Morès)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris de la violation des art. 5, 6 C. inst. crim., de la loi du 27 mars 1883 et du principe que, sauf exception prévue par la loi, les accusés ne peuvent être déférés qu'à une juridiction française de droit commun, en ce que l'arrêt attaqué a renvoyé devant le tribunal criminel de Sousse et non devant une Cour d'assises d'Algérie, des indigènes, sujets ou protégés français, originaires des Chambaa d'Ouargla (territoire algérien) qui, après s'être rendus coupables à l'étranger d'un crime sur un Français, étaient revenus sur le territoire algérien et avaient été mis en arrestation : — Attendu que la loi du 27 mars 1883 qualifie tribunaux français les tribunaux qu'elle crée ou dont elle autorise la création en Tunisie, et qu'ils le sont effectivement puisqu'ils sont composés de citoyens français nommés par le gouvernement français ; — Attendu qu'il résulte de ladite loi et du décret beylical du 2 septembre 1885 que les tribunaux criminels institués en Tunisie connaissent notamment de tous les crimes commis par ou contre des français ou protégés français ; que, dans la limite de la compétence qui leur est attribuée, leur juridiction constitue le droit commun de la Tunisie, et que cette juridiction s'exerce en conformité de la loi française ;

(1, 2) Comp. sur la question, cass. crim., 30 avril et 12 août 1898 (*Rev. Alg.*, 1898. 2. 194 et 458) et les notes.

— Et attendu qu'il est constaté par l'arrêt attaqué que ceux des accusés qui sont en état de détention ont été arrêtés dans le ressort du tribunal criminel de Sousse ; d'où il suit qu'en les renvoyant devant ce tribunal, la Cour d'Alger, loin de violer les textes visés par le pourvoi, a fait une exacte application de l'art. 6 C. instr. crim. ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi de Mme de Morès, partie civile, contre l'arrêt du 16 août 1901, par lequel la Cour d'Alger, chambre des mises en accusation, a renvoyé le nommé El Kheir Abdelkader ben El Hadj et consorts devant le tribunal criminel de Sousse.

MM. LŒW, *prés ;* ACCARIAS, *rap.;* COTTIGNIES, *av. gén.* — Me DE RAMEL, *av.*

COUR D'ALGER (2e Ch.)

10 juillet 1901

Propriété, Algérie, immeuble soumis à la loi française, acquéreur ou co-échangiste, musulman, translation de la propriété, transcription.

Un indigène ne peut devenir propriétaire erga omnes *de terrains soumis à la loi française qu'au moyen de la transcription ;*

En particulier, lorsqu'un jugement attribue à un indigène un terrain francisé, en échange d'un autre immeuble dont il a été dépossédé, cette attribution n'est opposable aux tiers qu'à compter du jour de la transcription du jugement, et celle-ci ne saurait être suppléée par la transcription des actes au moyen desquels l'indigène était devenu acquéreur des immeubles dont il a été dépossédé ;

En conséquence, le tiers, propriétaire, en vertu d'un titre transcrit antérieurement au jugement, des parcelles attribuées en contre-échange, doit être préféré à l'attributaire.

(Ali Antoine c. Aouda)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'Ali Antoine a assigné Oudahi Mohamed ben Aouda et Guema Abdelkader ben Chikandi en déguerpissement : 1° de la moitié de la parcelle n° 77, partie de 45 hectares 37 ares 80 centiares ; 2° de la totalité d'une autre parcelle n°77, partie de 19 hectares 60 ares 41 centiares,

dont ils jouissent indûment ; — Attendu que Oudahi ben Mohamed Aouda reconnaît occuper seul la totalité de la 2e parcelle ; qu'en ce qui concerne la première parcelle, Oudahi Mohamed ben Chikandi ne reconnaît jouir que d'une superficie de 13 hectares ; — Attendu que les parcelles litigieuses sont passées dans le statut réel français en 1882, époque à laquelle, ensuite de l'application de la loi du 26 juillet 1873, elles ont fait l'objet de la délivrance aux ayants droit de titres de propriété délivrés par l'administration des domaines ; qu'elles font partie de la terre Djem Ouled Aïcha, portant le n° 77 du plan du commissaire-enquêteur, terre qui ne constituait qu'une partie du domaine des consorts Ben Yahia, vendeurs des parties en cause ; qu'il est incontestable et non dénié, d'ailleurs, par Ali Antoine, que cette terre Djemah Ouled Aïcha n'est visée dans aucun des deux actes de vente qui lui ont été consentis, les 1er et 8 mars 1882 par certains des consorts Yahia ; — Attendu que les actes d'acquisition d'Ali Antoine de 1882 visent donc des terres différentes des terres litigieuses ; qu'il n'est pas contesté d'ailleurs que ces dernières ont été données à Ali Antoine, en échange de celles qui lui échappaient de par le partage de 1889, par les jugements et arrêt des 24 mars 1891 et 2 novembre 1892 ; — Attendu, ceci posé, qu'il importe de rechercher qui, d'Ali Antoine ou de Oudahi Mohamed ben Aouda et de Guema Abdelkader ben Chikandi, était devenu le premier acquéreur des anciens propriétaires des parcelles litigieuses ; — Attendu que les premiers juges ont, avec raison, décidé qu'Ali Antoine ne tenait pas ses droits de propriété sur les parcelles litigieuses de ces actes de 1882, qui s'appliquent à d'autres immeubles, ainsi que toutes les parties en cause le reconnaissent ; — Mais attendu qu'ils ont estimé, pour admettre les prétentions d'Ali Antoine, que ce dernier tenait ses droits de propriété, sur lesdites parcelles, du jugement du 24 mars 1891 et de l'arrêt du 2 novembre 1892, qui avaient consacré le contrat judiciaire alors intervenu entre Ali Antoine et ses vendeurs, contrat aux termes duquel ceux-ci abandonnaient à Ali la propriété des parcelles à eux échues dans le partage, en compensation de celles qu'ils lui avaient vendues et qui avaient été mises dans les lots d'autres copartageants ; que les droits de propriété d'Ali Antoine étaient antérieurs à ceux acquis par Oudahi ben Mohamed ben Aouda et Guema Abdelkader ben Chikandi sur les mêmes parcelles, par actes des 30 mars 1883 et 21 août 1891 ; — Attendu que les premiers juges ont perdu de vue qu'une vente d'immeubles n'est opposable aux tiers que du jour où

l'acte qui la constate a été transcrit au bureau des hypothèques ; qu'ils ne se sont nullement préoccupés de la transcription des actes invoqués ; — Attendu que, si les deux actes d'acquisition produits par Ali Antoine ont été transcrits le 11 avril 1882, ces transcriptions n'ont pu garantir que la propriété des terres qui ont fait l'objet des dits actes ; que les jugement et arrêt de 1891 et 1892, en accordant à Ali Antoine d'autres terres en échange de celles visées au contrat de 1882, ont créé à son profit des droits de propriété nouveaux et ont constitué un nouveau titre qui, pour être opposable aux tiers, devait forcément être soumis aux formalités de la transcription ; — Attendu que les jugement et arrêt de 1891 et 1892 n'ont pas été transcrits ; que les trois titres d'Oudahi et de Guema, déjà visés, ont été régulièrement transcrits les 30 avril 1883 et 6 et 9 janvier 1892 ; qu'Oudahi et Guema doivent donc seuls être déclarés propriétaires, à l'exclusion d'Ali Antoine ;

Attendu qu'Ali Antoine soutient que les transcriptions invoquées par Oudahi et Guema seraient viciées par la fraude ; — Mais attendu que la fraude ne se présume pas ; qu'Ali Antoine ne produit que de vagues allégations dont il n'offre même pas la preuve ;

Attendu, enfin, que le jugement du 29 décembre 1897, visé dans la décision entreprise, est étranger à la cause ; qu'il n'a pas été rendu entre les mêmes parties, mais entre Oudahi et un nommé Moussa ben Ali, qui n'est pas l'intimé ; qu'il n'y a pas identité de cause et d'objet ; qu'il s'agissait, dans l'espèce tranchée par le jugement de 1897, d'une parcelle attribuée, par l'arrêt de la Cour du 15 juin 1899, audit Moussa ben Ali, tandis que, dans l'espèce actuelle, il s'agit de parcelles attribuées, l'une à Ahmed ben Yahia et l'autre à Ben Yahia Abdelkader ben Djelloul ;

Par ces motifs : — Dit que la question à trancher est une question de propriété d'immeubles passés dans le statut réel français ; qu'elle doit être tranchée conformément aux règles édictées par la loi du 23 mars 1855 ; que des titres invoqués par les parties, les premiers transcrits sont ceux de Oudahi et de Guema ; — Dit qu'il n'est pas établi que l'aliénation de 1891 est le résultat d'un dol commun aux vendeurs et à l'acquéreur ; que les faits allégués à cet égard par Ali Antoine, faits dont la preuve n'est pas même offerte, sont vagues ; — Déboute, en conséquence, la veuve Ali Antoine, qui a repris l'instance, de sa demande, etc.

MM. WURTZ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.* — Mes GOUTTE-BARON et Paul BLASSELLE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

30 juillet 1901

Faillite, liquidation judiciaire, concordat, vote, nullité d'une délibération, troisième réunion, légalité.

Aux termes de l'art. 509 C. com., la délibération pour le concordat doit être, au cas où il ne serait pas réalisé dans une première réunion, renvoyée à huitaine pour tout délai ; mais cette disposition ne s'applique qu'à des réunions non entachées de vices en entraînant la nullité ;

En conséquence, au cas de nullité pour une cause quelconque de l'une des deux réunions de créanciers visées en l'art. 509, il peut être légalement procédé à une troisième réunion, le délai de huitaine et le nombre de réunions déterminées par ce texte de loi n'étant pas d'ailleurs d'ordre public.

(Sekkata Yaya c. Torrégrossa)

ARRÊT

LA COUR. — Attendu que le sieur Sekkata Yaya ben Sliman est en état de liquidation judiciaire ; — Que ses créanciers, vérifiés et affirmés sont au nombre de vingt-six et représentent 18,056 fr. 17 cent. de créances ; — Qu'ils ont été régulièrement convoqués, par lettres et insertions, conformément à l'art. 504 C. com., pour le 26 mars 1901 ; — Qu'à cette date, le sieur Sekkata ayant déclaré qu'il ne pouvait encore formuler des propositions, la réunion a été renvoyée au 16 avril 1901 ; — Qu'un des créanciers étant décédé à la survivance d'enfants mineurs, et un autre étant en état de liquidation judiciaire, le nombre de ceux concourant au concordat s'est trouvé être de vingt-quatre ; — Qu'au 16 avril 1901, le sieur Sekkata a offert le paiement, par à-comptes échelonnés sur un an et demi, de 50 p. 0/0 de ses dettes, avec la garantie solidaire du sieur Abderrahman ben Sliman, son frère ; — Qu'au 16 avril 1901, sur vingt-quatre créanciers présents, quinze, la majorité en nombre, représentant 10,371 fr. 85 cent., moins des deux tiers des créanciers ont accepté ces propositions ; — Que, parmi les acceptants, figurait, par le sieur Marquinez, son représentant, auquel il avait donné mandat impératif de

voter à toutes les réunions pour le concordat, le sieur Lucien Borgeaud, créancier de 2,534 fr. 50 cent. ; — Qu'en exécution des art. 507, § 2, 509 C. com. 15, premier alinéa et 20 de la loi du 4 mars 1889, le juge-commissaire a renvoyé alors la délibération au 23 avril 1901 ; — Qu'à cette date, dix-neuf créanciers, dont le sieur Borgeaud, par son représentant le sieur Marquinez, auquel il avait maintenu son mandat impératif de voter à toutes les réunions pour le concordat, sont venus voter à celle ci ; — Que lors du vote, le dit sieur Borgeaud, par suite de la non-présence, due à un cas absolument fortuit, du sieur Marquinez à ce moment, n'était pas représenté ; — Que seize créanciers au lieu de dix-huit, soit la majorité en nombre, représentant 10,192 fr. 98 cent. moins des deux tiers des créanciers au lieu de dix-sept créanciers sur dix-neuf représentant 12,727 fr. 52 cent. plus des deux tiers des créances ont ainsi dans ces circonstances voté pour le concordat ; — Qu'en exécution de l'art. 509, § 1er C. com., le juge commissaire, après avoir constaté le résultat matériel des votes émis devant lui, a déclaré les créanciers en état d'union ; — Attendu que le sieur Sekkata a, par exploit du 6 mai 1901, enregistré, assigné le sieur Torregrossa, son liquidateur, devant le tribunal de première instance de Blida, jugeant commercialement, en annulation de cette délibération et en nouvelle réunion ; — Que dix-neuf créanciers et parmi eux le sieur Borgeaud sont intervenus sur cette demande devant le tribunal aux mêmes fins ; — Que le sieur Torregrossa a déclaré s'en rapporter à justice ; — Que par jugement du 30 mai 1901, le tribunal a rejeté la demande qui lui était soumise ; — Attendu que le sieur Sekkata et les intervenants ont interjeté de cette décision des appels recevables en la forme ; — Que les cinq créanciers restant des vingt-quatre ont par lettres du 12 juin 1901 adhéré à la demande du sieur Sekkata et des dix-neuf intervenants ; — Que c'est en l'état de ces faits, dont il importait de faire l'exposé, qu'il y a lieu d'examiner le mérite, au fond, desdits appels ;

Sur la possibilité légale d'une troisième réunion : — Attendu qu'aux termes de l'art. 509 C com., la délibération pour le concordat doit être, au cas où il ne serait pas réalisé dans une première réunion, renvoyée à huitaine pour tout délai ; mais que cette disposition ne s'applique qu'à des réunions non entachées de vices en entraînant la nullité, ainsi que l'ont jugé la Cour de Caen et la chambre des requêtes de la Cour de cassation par arrêts des 7 janvier 1863 et 15 novembre 1871 (D. P., 63. 2. 115, et 1871. 1. 326) ; — Qu'en conséquence, au cas de nullité pour une cause quelconque, d'une

des deux réunions indiquées dans l'art. 596, il peut être légalement procédé à une troisième, le délai de huitaine et le nombre des réunions déterminées par cet article n'étant pas d'ailleurs d'ordre pnblic (Cour de Bourges, 11 avril 1894, D. P., 2. 588) et les deux arrêts susvisés ;

En ce qui concerne la délibération du 23 avril 1901 et l'état d'union qui en a été la conséquence : — Attendu que ce n'est qu'en apparence qu'à cette date les créanciers concordataires n'étaient que seize sur dix-huit représentant la majorité en nombre des créanciers mais moins des deux tiers des créances ; — Qu'en réalité, ils étaient dix-sept sur dix-neuf représentant la majorité en nombre des créanciers et plus des deux tiers des créances ; — Qu'il est, en effet, impossible de ne pas tenir compte, en fait, de la volonté bien arrêtée du sieur Borgeaud de voter pour le concordat à toutes les réunions et des instructions, en ce sens, par lui données au sieur Marquinez qui s'y était conformé au 23 du même mois ; — Que les constatations du juge-commissaire, exactes en apparence, sont, dès lors, en réalité, entachées d'erreurs matérielles ; — Qu'il en est de même de la déclaration d'état d'union qui en a été la conséquence ; — Qu'il y a lieu, par suite, d'accueillir comme justifiée la demande du sieur Sekkata et de ses vingt-quatre créanciers ;

Sur les résultats de cette solution et de l'attitude des créanciers ; — Attendu que la dite solution permettra de remettre le sieur Sekkata à la tête de ses affaires ; — Qu'elle assurera à tous ses créanciers 50 p. 0/0 des sommes qu'il leur doit, dividende que ne donnerait certainement pas la réalisation par voie de liquidation judiciaire de son actif ; — Qu'ainsi elle profite à tous et ne nuit à personne ; — Qu'au surplus nul ne la conteste ;

Quant aux dépens : — Attendu qu'il y a lieu de les employer en frais privilégiés de liquidation judiciaire ;

Par ces motifs : — Donne défaut, faute d'avoir constitué avoué ou défenseur, contre le sieur Torregrossa ès-qualités qu'il s'agit ; — Dit les appels inscrits au greffe de la Cour sous les numéros 1237 et 1238 recevables en la forme, justifiés au fond ; — Infirme le jugement déféré ; — Ordonne qu'il soit considéré comme nul et non avenu dans toutes ses dispositions ; — Statuant à nouveau : — Annule la réunion du 23 avril 1901 ; — Dit que dans les quinze jours du prononcé du présent arrêt, les créanciers vérifiés et affirmés ou admis par provision du sieur Sekkata Yaya ben Sliman seront à nouveau convoqués par lettres et insertions indiquant l'objet de la réunion, conformément à l'art. 504 C. com., à l'effet de

se prononcer définitivement sur les propositions en vue d'un concordat du dit sieur Sekkata ; — Emploie les dépens de première instance et d'appel en frais privilégiés de liquidation.

MM. MÉROT, *ff. prés*, ; VANDIER, *subst.* ; — Me MEUNIER, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

20 juillet 1901

Qualités des jugements, règlement, opposition, clerc d'avoué, nullité.

L'opposition à qualités étant un acte du ministère exclusif de l'avoué, pour lequel aucune substitution n'est admise, cette opposition est nulle et non avenue lorsqu'elle est formée non par l'avoué lui-même, mais par un de ses clercs.

(Gabay Menahim c. Parréga)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que Gabay soutient, en cause d'appel, que les qualités du jugement entrepris ayant été réglées par un magistrat qui n'avait pas pris part à cette décision, celle-ci se trouve entachée de nullité ; — Attendu que l'opposition auxdites qualités n'avait point été faite par l'avoué lui-même, mais par un des clers de cet officier ministériel ; — Attendu que l'opposition à qualités est un acte du ministère exclusif de l'avoué pour lequel aucune substitution n'est admise, et qu'en conséquence l'opposition ainsi formée doit être considérée comme nulle et non avenue ; — Attendu dès lors que Gabay ne saurait se prévaloir de l'irrégularité qui se serait produite dans le règlement des qualités à l'encontre desquelles aucune opposition valable n'a été formée, et qu'il échet de le débouter de sa demande en nullité du jugement entrepris ; — Adoptant d'ailleurs, tant sur le fond même du litige que sur l'expertise nouvelle sollicitée par Gabay, les motifs qui ont déterminé les premiers juges ;

Par ces motifs : — Rejette comme mal fondée la demande dudit Gabay tendant à faire prononcer la nullité de cette décision pour irrégularité dans le règlement des qualités ; — Au fond : — Confirme le jugement dont est appel, etc.

MM. SCHINDLER, *ff. prés.* ; BLAVIN, *subst. du proc. gén.* — Mes LE DENTU et OTTEN, av.

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

12 octobre 1901

Armes et munitions de guerre, Algérie, indigène musulman, détention, autorisation.

L'autorisation donnée à un indigène de détenir des armes emporte celle de détenir une quantité de poudre en rapport avec ces armes.

(Kraria Abdallah ben Lemaïni c. Min. pub.)

Le 3 juin, JUGEMENT DU TRIBUNAL DE SÉTIF ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que Kraria Abdallah ben Lemaïni est prévenu d'avoir, le 22 mai 1901, à Aïn-Abessa, canton et arrondissement de Sétif, été trouvé détenteur, sans autorisation, de munitions de guerre ; — Attendu que le prévenu est suffisamment convaincu d'avoir commis le délit qui lui est imputé ; — Qu'en effet, il résulte d'un procès-verbal régulier dressé le 22 mai 1901 par Miquet-Grivet, brigadier, et Grand-Girard, gendarme, tous deux à la résidence d'Aïn-Abessa, que des perquisitions opérées au domicile du prévenu Kraria Abdallah ben Lemaïni ont amené la découverte de 160 grammes de poudre de mine que ledit Kraria Abdallah n'est pas légalement autorisé à détenir ; — Attendu que ces faits sont constants et constituent le délit de détention illégale de munitions de guerre prévu et réprimé par les art. 1, 2, 4 et 5 du décret du 12 décembre 1851 ;

Par ces motifs : — Statuant contradictoirement et en premier ressort ; — Déclare Kraria Abdallah ben Lemaïni coupable du délit de détention de munitions de guerre sans autorisation préalable et le condamne à un mois de prison et 200 fr. d'amende ; — Prononce la confiscation de la poudre saisie.

Sur APPEL du prévenu, la Cour a infirmé en ces termes :

ARRÊT

LA COUR, — Attendu qu'il est établi, par des documents produits à l'audience de la Cour, que le prévenu est autorisé à détenir quatre armes ; — Attendu que l'autorisation de détenir des armes entraîne nécessairement celle de s'en servir, d'où le droit de se procurer de la poudre ; — Attendu qu'il n'a été saisi au domicile du prévenu que 160 grammes de poudre ; — Que cette quantité de poudre est en rapport

avec les armes que le prévenu est autorisé à détenir ; — Dit qu'il y a lieu, dans ces conditions, d'infirmer le jugement déféré et de prononcer la relaxe pur et simple du prévenu ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel du prévenu comme régulier en la forme ; — Au fond : — Infirme et met à néant le jugement déféré ; — Statuant par nouvelle décision : — Relaxe Kraria Abdallah ben Lemaïni des fins de la poursuite sans dépens ; — Laisse les frais à la charge de l'État.

MM. LALOÉ, *prés.*; MARSAN, *av. gén.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

17 octobre 1901

Bechara, musulman indigène, convention, vol, délit,

La seule existence d'une convention de bechara n'établit pas la soustraction frauduleuse ou la complicité par recel.

(Ghozali Ould Abdelkader c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Au fond : — Attendu que les constatations du jugement attaqué ne justifient pas la condamnation prononcée contre Ghozali ; — Attendu, en effet, qu'en dehors de la condamnation antérieure qu'il a subie et de la réputation qui en a été la conséquence, lesquelles ne sauraient suffire à motiver une nouvelle condamnation, les premiers juges ne relèvent à la charge de l'appelant que la restitution de la jument volée moyennant une bechera de 75 fr. ; — Attendu que l'existence d'une convention aussi fréquente que la bechara et son exécution par Ghozali ne démontrent pas à elles seules qu'il soit l'auteur de la soustraction frauduleuse ou qu'il s'en soit rendu complice par recel ; — Qu'on ne peut supposer, en effet, qu'il s'est chargé de rechercher l'animal volé et de le remettre à son propriétaire moyennant une somme destinée à l'indemniser du temps et de la peine nécessités par ses recherches ; — Que ce doute doit lui profiter alors que l'information n'a établi aucune autre circonstance, telles que sa présence sur le lieu du vol, la direction

suivie par l'animal volé et la détention de ce dernier par l'appelant ou un complice pendant le temps où le propriétaire en a été dépossédé, circonstances dont il serait possible de déduire sa culpabilité ; — Qu'il y a lieu, dans ces conditions, d'infirmer le jugement déféré et de prononcer le relaxe pur et simple du prévenu ;

Par ces motifs : — Reçoit l'appel du prévenu comme régulier en la forme ; — Le dit bien fondé ; — Y faisant droit au fond ; — Infirme et met à néant le jugement déféré ; — Statuant par décision nouvelle ; — Relaxe Ghozali Abdelkader Oul Abdelkader des fins des poursuites sans dépens ; — Laisse les frais à la charge de l'État.

MM. SAUVÉ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

19 octobre 1901)

Douanes et monopoles, Tunisie, tabac, colportage sans autorisation, voitures publiques, perquisitions, légalité.

Le décret beylical du 3 octobre 1884, sur les douanes et monopoles, en disposant dans son art. 18 que les perquisitions ne pourront être faites, s'il s'agit de justiciables des tribunaux français, qu'en présence d'un officier municipal européen ou d'un officier de police indigène, n'a eu en vue que les visites faites au domicile des inculpés et dans le but d'en assurer l'inviolabilité, et dès lors ces prescriptions ne sauraient être étendues aux perquisitions faites dans les voitures publiques en cours de route ;

D'ailleurs, ces formalités ne sont pas prescrites à peine de nullité.

(Camillieri Michèle c. Min. pub.)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que le prévenu ne comparaît pas quoique régulièrement cité ; — Qu'il y a lieu de prononcer défaut

contre lui, ainsi que contre Deguera, civilement responsable, lequel a été également régulièrement cité ; — Attendu qu'il en est de même de l'administration des finances de la régence de Tunis, partie civile ; que si la Cour est régulièrement saisie par l'appel des prévenus et les conclusions prises au nom de M. le procureur général, lequel conserve la plénitude de son action dans une affaire où la peine de l'emprisonnement est encourue, elle ne saurait considérer ladite administration comme représentée à sa barre par le ministère public ; que celui-ci ne peut être que partie jointe dans les affaires d'ordre fiscal ; — Attendu que l'appel est régulier et recevable en la forme ;

Au fond : — Attendu que le décret du 14 hidjé (3 octobre 1884) en disposant dans son art. 18 que les perquisitions ne pourront être faites, s'il s'agit de justiciables des tribunaux français, qu'en présence d'un officier municipal européen ou d'un officier de police indigène, n'a eu en vue que les visites extraordinaires et exceptionnelles qui paraissent nécessaires lorsque les employés ont connaissance « qu'il existe un dépôt frauduleux de tabac ou des moyens de fabrication ou de distribution clandestine dans une maison, boutique ou magasin, voiture, etc. » ; — Que la garantie qu'il prescrit n'est édictée que pour assurer l'inviolabilité des domiciles, ainsi que le démontre le dernier paragraphe de l'article qui autorise l'officier municipal ou l'officier de police judiciaire à faire précéder « dans les domiciles, par une femme de confiance, les agents chargés de la perquisition » ; — Attendu que cette garantie ne saurait être étendue aux voitures publiques, qu'elles soient à service régulier et destination fixe ou qu'elles partent d'occasion et à la volonté des voyageurs ; que ces voitures en effet ne peuvent être considérées comme le domicile des voyageurs qu'elles transportent, qu'il en est ainsi surtout lorsque, comme dans l'espèce, les agents ont pris la précaution de faire descendre de la voiture les voyageurs et leurs bagages, qui par suite, n'ont pas été soumis à la perquisition ;

Attendu, d'autre part, que la présence des officiers municipaux ou de police judiciaire n'est pas imposée à peine de nullité ; que prévue dans l'intérêt des particuliers et pour les garantir de tout abus, elle leur donne le droit de s'opposer à toute visite en l'absence desdits employés, mais que s'ils renoncent à user de ce droit, ils ne sont pas admis à se plaindre après coup d'une opération qui n'aurait pas eu lieu si leur protestation s'était produite en temps opportun ;

Attendu, en fait, que Camillieri contre lequel le procès-verbal

argué de nullité a été dressé, conduisait un voiture publique, le landau n° 583; que loin de protester contre la visite des agents, il les a aidés dans leurs recherches, a cherché et leur a remis lui-mème l'une des bouteilles de néfa qui ont été saisies ; — Attendu enfin que l'art. 120 du décret sus-visé dispose en termes précis qu' aucune des formalités qu'il prévoit n'est prescrite à peine de nullité ;

Attendu par suite que les premiers juges ont à bon droit déclaré que la visite du la voiture a été régulière et que le procès-verbal qui l'a constatée ne doit pas être annulé;

Mais attendu qu'après avoir reconnu la validité du procès-verbal, ils ont à tort ordonné que la preuve des faits qu'il constate sera faite par l'administration des monopoles ; qu'en effet tout procès-verbal régulier fait foi jusqu'à la preuve contraire des faits qui s'y trouvent constatés (art 120 du décret) ; que cette preuve contraire n'ayant pas été offerte par le prévenu il n'y avait pas lieu d'ordonner l'audition des témoins; qu'il importe peu que l'administration des monopoles ait proposé ou admis cette mesure; qu'en effet il appartenait au tribunal d'en vérifier la légalité et de se refuser à l'ordonner puisqu'elle était contraire aux prescriptions du décret; — Attendu qu'il convient donc pour la Cour d'infirmer cette partie du jugement; qu'à raison de la violation des formes prescrites par ce décret, elle doit évoquer le fond conformément aux dispositions de l'art. 215 C. instr. crim.; que la cause est en état de recevoir une solution définitive ;

Attendu que des contestations du procès-verbal régulièrement dressé à Tunis le 16 janvier 1901 par les sieurs Domergue, contrôleur, Perrighi, Loubard, surveillants et le préposé Ali ben Marmour il résulte contre Camillieri la preuve que celui-ci a été trouvé colportant du tabac sans avoir été spécialement autorisé à le faire; — Délit prévu et puni par l'art. 77 du décret de 14 hidjé 1301 (3 otcobre 1884), modifié par l'art. 1 § 5 du décret du 12 hidja 1312 (6 juin 1895) et le décret du 7 safar 1310 (31 août 1892), etc ; — Attendu qu'il y a lieu de prononcer la confiscation de la néfa saisie et celle des moyens de transport ; — Attendu que le délit commis par Camillieri l'a été dans ses fonctions de conducteur du landau n° 588, appartenant à Deguera Piétro, lequel l'aurait proposé aux dites fonctions ; que ce dernier doit donc être rendu civilement responsable des condamnations pécuniaires qui vont être prononcées contre Camillieri ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre les appelants et l'administration des finances de la régence de Tunis, partie civile ; — Reçoit l'appel comme régulier en la forme ; — Au

fond : — Confirme le jugement dont est appel en ce qui concerne la validité du procès-verbal dressé le 16 janvier 1901 contre Camillieri ; — L'infirme, au contraire, en ce qu'il a ordonné, en violation des formes prescrites par la loi, la preuve par témoins des faits constatés par un procès-verbal régulier ; — L'annulant dans cette partie et évoquant le fond ; — Déclare Camillieri convaincu d'avoir à Tunis, le 16 janvier 1901, colporté du tabac sans y être spécialement autorisé ; — Et lui faisant application des textes sus-visés ; — Le condamne à trois jours de prison et à 480 fr. d'amende ; — Prononce la confiscation de la néfa saisie et des moyens de transport également saisis lesquels ont été estimés à 800 fr. ; — Condamne l'administration des finances de la régence de Tunis en tous les dépens ; — Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps ; — Déclare Daguera Piétro civilement responsable des condamnations pécuniaires prononcées contre son employé Camillieri ; — Le tout par application des art. 157 et 158 du décret du 18 juin 1811, 194 C. instr. crim., 52 C. pén., 2 et 9 de la loi du 22 juillet 1867, 1384 C. civ.

MM LALOÉ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1er Ch.)

22 octobre 1901

Habous, séquestre, restitution par voie d'échange, maintien du habous, aliénation partielle, effet à l'égard des tiers, effet à l'égard des dévolutaires.

Lorsqu'un bien habous a été frappé de séquestre, l'immeuble remis en échange par le domaine, à titre de restitution, au propriétaire du bien habousé est grevé du habous qui avait été primitivement constitué sur le bien séquestré (1) ;

Il en est ainsi alors même que l'immeuble remis en échange était soumis à la loi française ; les habous ayant conservé, nonobstant la législation algérienne qui les a rendus aliénables, le caractère de transmission à titre successoral régie par la loi musulmane (2) ;

(1, 2) V. la jurisprudence rapportée dans Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, sous le décret du 30 octobre 1858, et Supplément 1898. Jurisprudence, v° *Habous*.

L'aliénation partielle d'un bien habous ne saurait entraîner l'annulation de la fondation tout entière ; la législation algérienne n'ayant dérogé à la règle d'inaliénabilité que dans l'intérêt des tiers, ce habous continue à subsister au regard des dévolutaires pour toute la partie qui n'a pas été aliénée (1).

(Abderrahim frères c. Dame Ladjouze et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la caducité du habous : — Attendu que les intimés pour légitimer leur demande en licitation invoquent encore la caducité desdits habous, sous prétexte que les immeubles qui en faisaient l'objet ont été séquestrés ; — Que les biens restitués en échange auraient le caractère de terres françaises et n'étaient pas susceptibles d'une constitution de habous ; qu'au surplus, une partie desdits immeubles remis en échange aurait été depuis vendue par un codévolutaire indivis ; — Or, attendu, d'une part, qu'il est de jurisprudence constante que les biens, restitués à la suite de séquestre, même par voie d'échange, demeurent grevés du habous primitivement constitué sur les immeubles séquestrés ; — Qu'il importe peu, d'autre part, que cet échange ait été effectué au moyen d'immeubles français puisque l'art. 7 de la loi du 26 juillet 1873 n'a entendu déroger ni au statut personnel ni aux règles de succession des indigènes entre eux ; — Que cette disposition législative s'applique spécialement à l'institution des habous, laquelle, nonobstant les textes de la législation algérienne qui ont dérogé au principe de l'inaliénabilité des biens habousés, a conservé le caractère de transmission à titre successoral, régie par la loi musulmane ; — Attendu enfin que l'aliénation partielle du habous ne saurait entraîner l'annulation de la fondation tout entière ; — Que c'est uniquement dans l'intérêt du tiers acquéreur que l'ordonnance de 1844, la loi de 1851, le décret de 1858 et enfin la loi de 1873 ont dérogé au principe de l'aliénabilité du habous ; d'où il suit que ce habous continue à subsister au regard des dévolutaires pour toute la partie qui n'a pas été aliénée ; — Attendu que les appelants peuvent donc opposer valablement aux intimés leurs titres de habous pour toute la portion des immeubles qui n'a point été aliénée ; — Que les dames Zehira

(1) V. *suprà*, p. 486, note 1, 2.

et Nefoussa Ladjouze, sont, par suite, sans droit ni qualité pour réclamer la licitation des immeubles habousés en leur qualité d'héritiers de leur sœur Rekia ;

Par ces motifs : — Donne itératif défaut contre les parties défaillantes qui n'ont constitué ni avocat-défenseur ni avoué quoique régulièrement réassignés ; — Et pour le profit : — Faisant droit à l'appel des consorts Abderrahim Hamou ben Sliman envers le jugement du tribunal civil de Bougie du 11 janvier 1900 ; — Infirme ledit jugement ; — Et statuant à nouveau : — Déclare valables et opposables aux intimées les actes de habous de 1785 ; — Déclare, en conséquence, les dames Zelina et Nefoussa Ladjouze autant non recevables que mal fondées dans toutes leurs demandes, fins et conclusions, les en déboute et les condamne aux dépens.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes TILLOY, et SOUBIRANNE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch,)

22 octobre 1901

Habous, exclusion des femmes, réserve de l'usufruit au profit du constituant, rite hanéfite, rite malékite, contradiction, nullité.

Si un musulman est libre de constituer un bien habous suivant les formes de l'un des rites orthodoxes. autre que celui auquel il appartient, spécialement du rite hanéfite ou du rite malékite, c'est à la condition de se conformer pour le tout aux dispositions dudit rite qu'il a choisi ;

En conséquence, il y a lieu de déclarer nulle une constitution de habous dont les dispositions ont été empruntées à deux rites différents ;

Il en serait ainsi spécialement d'un acte dans lequel le constituant exclut les femmes du bénéfice du habous, conformément au rite hanéfite et contrairement au rite malékite, et, en même temps, déclare se dessaisir complètement du bien habousé, suivant la condition imposée par ce dernier rite, et non exigée par le premier.

(Abderrahim c. Consorts Derra)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la demande en nullité de habous ; — Attendu que les dames Nefoussa et Zehira Ladjouge soutiennent que ce habous est nul : 1° pour contenir une disposition contraire au rite malékite, bien qu'il ait été placé par son fondateur sous l'empire de ce rite et 2° pour n'avoir pas été suivi de prise de possession ; — Attendu que si, pour la constitution d'un habous, tout musulman est libre d'employer les règles d'un autre rite que le sien, c'est à la condition qu'il se conformera pour le tout aux dispositions du rite emprunté, et ne fera pas intervenir des règles d'un autre rite en opposition avec le rite choisi ; — Attendu, en fait, que le constituant déclare, d'une part dans l'acte du 12 novembre 1878, avoir habousé et immobilisé la totalité de la maison dont il avait la possession, rue Fort Moussa à Bougie, *intra muros*, au profit de son fils, Sid Hassen, actuellement en vie, à l'exclusion de ses filles, qui n'auraient aucun droit de participer aux biens immobiliers à moins de viduité ou de misère, cas auquel elles vivront avec le dévolutaire, seulement sur l'usufruit, leur progéniture étant exclue ; et en faveur des enfants de son dit fils et des enfants de ses enfants pour les mâles seulement, à l'exclusion des femmes, etc. ; — Que cette disposition, autorisée par le rite hanéfite, est formellement prohibée par le rite malékite, qui interdit d'exclure les femmes ; — Que, d'autre part, ce même acte de habous porte plus loin : « Le constituant déclare se dessaisir complètement de la maison constituée et immobilisée et il autorise le dévolutaire à en prendre possession, ce dernier se présente, accepte cette constitution et prend effectivement possession de l'immeuble qui en fait l'objet. C'est, ajoute l'acte, ce qui constitue la validité du legs, comme l'explique Ben Hacen dans son traité de jurisprudence *La Tohfa* » ; — Attendu que le dessaisissement immédiat, qui constitue une condition essentielle de la constitution de habous dans le rite malékite, n'est nullement exigé dans le rite hanéfite, où le fondateur est, au contraire, autorisé à se déclarer lui-même dévolutaire et à conserver l'usufruit de l'immeuble habousé sa vie durant ; — Attendu, dès lors, que l'acte de habous du 12 novembre 1878, envisagé soit au point de vue du rite hanéfite, soit au point de vue du rite malékite, contient des dispositions contradictoires qui ne permettent pas de le valider ; — Qu'il importe peu, par

suite, d'examiner si le constituant a ou non pris réellement possession de l'immeuble habousé ;

Par ces motifs : — Donne itératif défaut contre le sieur Abderrahim Ali ben Abdelkrim, ès qualités qu'il agit, qui n'a constitué ni défenseur ni avoué, bien que régulièrement réassigné à cet effet, en exécution d'un arrêt de défaut profit-joint rendu par cette chambre le 14 novembre 1900 ; — Et pour le profit : — Sans s'arrêter à l'appel d'Abderrahim Hassen ben Sliman envers le jugement du tribunal civil de Bougie du 8 décembre 1898 ; — Déclare nul et de nul effet l'acte de habous du 12 novembre 1878 ; — Confirme pour le surplus le jugement dont est appel pour sortir plein et et entier effet ; — Déclare l'appelant non recevable autant que mal fondé dans toutes ses demandes, fins et conclusions ; — L'en déboute ; — Le condamne à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes TILLOY, SOUBIRANNE et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

—

20 novembre 1901

—

Testament, Algérie, greffier-notaire au titre II, formes, caractère, conditions, témoins instrumentaires, présence.

—

Aux termes de l'art. 8 du décret du 18 janvier 1875, les testaments reçus par les greffiers-notaires au titre II n'ont aucun caractère authentique et sont non avenus si, en cas de survie du testateur, ils n'ont pas été renouvelés dans les six mois, avec les formalités ordinaires, devant un notaire ;

Ces testaments ne sont soumis qu'à la stricte observation des conditions spéciales édictées par l'art. 8 du décret précité, lequel dispose simplement que les actes dont s'agit seront reçus par le greffier-notaire en présence de deux témoins ;

Par suite, le testateur n'est point astreint à dicter ses dispositions comme le veut l'art. 972 C. civ. et peut manifester ses dernières volontés de toute autre manière ;

Mais la présence des deux témoins doit être, à peine de

nullité, permanente et surtout effective au moment où se produit cette manifestation ; — Il ne suffit pas que les témoins interviennent seulement lors de la lecture et de la signature du testament rédigé hors leur présence par le greffier-notaire (1).

(Viala c. Viala)

ARRÊT

LA COUR. — Attendu que les testaments passés devant les greffiers-notaires au titre II sont, en conformité de l'art. 8 du décret du 18 janvier 1875, des actes d'un caractère spécial constituant des exceptions aux prescriptions légales ordinaires ; — Que, notamment, ils n'ont aucun caractère authentique et sont nuls et non avenus, si, en cas de survie du testateur, ils n'ont pas été renouvelés dans les six mois, avec les formalités ordinaires devant les officiers publics compétents ; — Que ces actes de dernière volonté ne sont, par suite, soumis qu'à la stricte observation des conditions spéciales que leur impose l'art. 8 dudit décret ; — Que cet article porte simplement que les greffiers-notaires au titre II peuvent être autorisés à recevoir les testaments en présence de deux témoins ; — Que, dès lors, la présence de ces témoins doit être permanente et surtout effective au moment où le testateur manifeste ses dernières volontés au greffier-notaire ; — Qu'en effet, si la forme de réception est absolument libre, si le testateur n'est point astreint de dicter ses dispositions dans les termes de l'art. 972 C. civ. et s'il peut manifester ses dernières volontés de toute autre manière au greffier-notaire, encore faut-il que cette manifestation se produise en présence des témoins instrumentaires ; — Qu'il ne suffit pas que ces derniers interviennent seulement lors de la lecture et de la signature du testament rédigé en dehors d'eux par le greffier-notaire ;

Or, attendu que, bien que l'acte testamentaire porte que le testateur, M. Pierre Viala, a dicté son testament au greffier-notaire en présence de témoins, il est constant en fait, reconnu par toutes parties et avoué par le greffier-notaire lui-même, dans une lettre en date du 21 janvier dernier,

(1) Il en est de même au cas où le testament a été reçu par un notaire dans les formes des art. 971 et 972 C. civ. — V. notamment Civ. cass., 27 avril 1847 (D. P. 57. 1. 365); Bordeaux, 8 mai 1860 (D. P. 60. 2. 129); Req., 18 janv. 1864 (D. P. 64. 1. 139).

adressée à Me Aron, avocat à Oran, et versée aux débats par l'intimé, M. Eugène Viala, que le testament du 27 novembre 1900 a été reçu et écrit par le greffier-notaire hors la présence des témoins ; — Que, pour rendre hommage à la vérité, le greffier-notaire, rédacteur de l'acte, a écrit notamment ce qui suit : — « Etant seul avec ledit M. Viala et voyant que ce dernier jouissait de toutes ses facultés intellectuelles je lui demandai ce qu'il désirait ; il me répondit qu'il voulait faire son testament. — Voyant cela, je sortis de la chambre à coucher et priai Mme Fonteyrand d'aller me chercher quatre témoins. — Revenant dans la chambre et fermant la porte, je me trouvai seul avec le testateur, puis prenant une feuille de timbre de soixante centimes, je priai ce dernier de me dicter son testament. — J'ai alors écrit sous sa dictée l'expression de sa dernière volonté....., puis, pour me conformer à la loi et assurer à ce testament la publicité voulue, j'ai fait rentrer les quatre témoins à qui, une fois dans la chambre à coucher (cette dernière fermée), j'ai lu devant le testateur et eux les dernières volontés dudit M. Pierre Viala, qui répondait à chaque phrase : « oui, oui » ; puis j'ai relu en entier au testateur ledit testament, toujours en présence des témoins, qui l'a approuvé de nouveau, en répétant : « oui, oui », puis l'a signé ainsi que les témoins et moi. » ;

Attendu qu'il est certain, dans ces conditions, que le vœu du législateur qui exige la réception du testament par le greffier-notaire en la présence de témoins n'a pas été rempli ; — Que les témoins instrumentaires ont bien assisté à la lecture et à la signature de l'acte testamentaire mais nullement à la réception proprement dite du testament, ainsi que le commande impérativement l'art. 8 du décret du 18 janvier 1875 ; — Qu'il convient donc d'infirmer la décision des premiers juges et d'annuler le testament du 27 novembre 1900 ;

Par ces motifs : — Faisant droit à l'appel de MM. Viala frères envers le jugement du tribunal civil d'Oran du 18 février 1901 ; — Infirme ledit jugement ; — Et statuant à nouveau ; — Dit que le testament du 27 novembre 1900 est un acte irrégulier et sans valeur légale, ne pouvant modifier les droits successoraux des cohéritiers de feu Pierre Viala ; — Annule ledit acte testamentaire, etc.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes REY et ARON, *av.*

TRIBUNAL DE GUELMA (Ch. musulm.)

27 juillet 1901

Juge de paix à compétence étendue, Algérie, matière musulmane, taux du ressort, pluralité de demande, non cumul, demande reconventionnelle.

Pour déterminer le taux du ressort des juges de paix à compétence étendue statuant en matière musulmane, il faut envisager à part chacune des demandes dont ils peuvent être saisis et non les cumuler ;

En conséquence, est en dernier ressort, le jugement rendu par un juge de paix à compétence étendue sur une demande en paiement de 460 fr. pour droit de pacage, à la suite de laquelle le défendeur a formé reconventionnellement une demande en 500 fr. de dommages-intérêts.

(Hadjadj c. Dridi Messaoud)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Sur la recevabilité de l'appel : — Attendu qu'aux termes de l'art. 26 du décret du 17 avril 1889, en matière musulmane les juges de paix connaissent en dernier ressort des actions dont la valeur n'excède pas 500 fr. et en premier ressort seulement de toutes celles dont la valeur est supérieure à ce taux ; — Attendu que ce décret étant muet sur la question de savoir si le degré de juridiction doit se déterminer suivant les valeurs cumulées des demandes principale et reconventionnelle ou d'après la valeur de chacune d'elles, prise séparément, il convient de rechercher les règles applicables en cette matière et l'intention du législateur ; — Attendu qu'avant 1838, il était généralement admis en jurisprudence que le degré de juridiction était fixé par les valeurs cumulées de la demande principale et de la demande reconventionnelle ; — Attendu qu'à cette époque, le législateur a renversé ce principe et décidé qu'on ne prendrait désormais en considération que le taux de l'une ou de l'autre demande isolément contemplées ; — Que c'est ainsi que la loi du 11 avril 1838, réglementant la compétence des tribunaux civils de première instance, a disposé que « lorsqu'une demande reconventionnelle ou en compensation serait formée dans

les limites de la compétence des tribunaux civils de première instance en dernier ressort, il serait statué sur le tout sans qu'il y ait lieu à appel » ; — Qu'il résulte nettement de ce texte que, pour déterminer la compétence des tribunaux de première instance, il faut considérer séparément la demande principale et la demande reconventionnelle et que, si aucune d'elles n'est supérieure à 1,500 fr., on doit prononcer en dernier ressort, bien que, réunies, elles excèdent ce chiffre ; — Attendu que la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix dit dans son art. 8 : « Lorsque chacune des demandes principales, reconventionnelles ou en compensation sera dans les limites de la compétence des juges de paix en dernier ressort, il prononcera sans qu'il y ait lieu à appel » ; — Attendu qu'il ressort aussi de ce texte que chaque demande, devant des juges de paix, doit être envisagée isolément, sans addition ni cumul, pour fixer le taux du premier et du dernier ressort ; — Attendu que la loi du 3 mars 1840 sur les tribunaux de commerce, modificative de l'art. 636 C. com., porte que ces tribunaux jugeront en dernier ressort les demandes principales et reconventionnelles qui n'excèderont point 1,500 fr. ; — Qu'ainsi, aux époques précitées, le législateur a fait succéder la théorie du non cumul à celle adoptée jusqu'alors par la jurisprudence pour la fixation du premier et du dernier ressort ; — Attendu que les juges de paix algériens jugeant en matière musulmane doivent être considérés soit comme des juges de paix soumis à la loi du 25 mai 1838, soit en raison de leur compétence étendue comme des tribunaux de première instance soumis à celle du 11 avril de la même année ; — Que dans l'un et l'autre cas la détermination du taux de leur ressort dépend du même principe à savoir : qu'on envisage à part le chiffre des demandes, au lieu de les cumuler ; — Attendu au surplus et si l'on soutient que les juges de paix algériens, statuant en matière musulmane, ne sont régis sur ce point ni par la loi du 11 avril 1838 ni par celle du 25 mai suivant mais par l'art. 26 du décret du 17 avril 1889, qu'il est au moins logique de s'inspirer pour l'interprétation de ce texte de la pensée du législateur dans les lois susvisées ; — Attendu qu'il a condamné par trois fois et pour trois juridictions différentes la théorie du cumul des demandes formulées ; — Qu'on ne peut pas dès lors raisonnablement soutenir qu'en gardant le silence sur ce point dans le décret du 17 avril 1889 il a voulu revenir au passé si énergiquement répudié ; que la conclusion contraire s'induit tout naturellement de ce silence même ; qu'elle est seule conforme aux faits comme aux lois de la logique et

qu'il échet de la consacrer ; — Qu'il en est d'autant plus ainsi que cette théorie ressort des termes mêmes du décret, sans qu'il soit besoin de recourir aux précédents pour en pénétrer le sens ; — Qu'en effet, pour fixer le premier et le dernier ressort les auteurs y ont pris pour base la valeur de l'action quelle que fût sa nature, sans distinguer celle du demandeur de la reconvention qu'on pouvait lui opposer ; — Qu'il suffit donc qu'aucune des demandes ne dépasse 500 fr. pour que le jugement soit en dernier ressort ; — Que s'il en était autrement le législateur aurait dit : les juges de paix connaissent en dernier ressort — non pas des « actions » — mais des « *procès* » dont la valeur n'excède pas 500 fr. de principal, la dernière expression impliquant l'idée du cumul qu'exclut le terme employé ;

Attendu que, dans l'espèce, les demandeurs en première instance ont assigné le défendeur en paiement de 460 fr. pour droit de pacage ; — Attendu que celui-ci, devant le premier juge, a formé reconventionnellement une demande en 500 fr. de dommages-intérêts ; — Attendu que chacune de ces demandes, prise isolément, n'excède pas 500 fr. ; — Qu'en conséquence, le jugement déféré n'est pas susceptible d'appel ;

Par ces motifs : — Sans examiner les autres moyens allégués par l'intimé pour l'irrecevabilité de l'appel ; — Dit l'appel irrecevable, la cause ayant été jugée en dernier ressort ; — Ordonne la confiscation de l'amende ; — Dit, en conséquence, que le jugement entrepris sera exécuté suivant sa forme et teneur, etc.

MM. DUMINY, *prés.* ; LE CHAUX, *proc. de la Rép.* — Mes PANISSE, et COTONI, *av.*

TRIBUNAL DE GUELMA (Ch. musulm.)

1er décembre 1900

Donation, indigènes musulmans, immeuble français, notaire français, loi française applicable, compétence, quotité disponible, réduction, calcul, biens donnés. — Jugement interlocutoire, enquête, chose jugée.

Lorsqu'une donation entre musulmans résulte d'un acte reçu par un notaire français et porte sur des immeubles français, elle est soumise à la loi française, par application

de l'art. 3 du décret du 17 avril 1889, à moins que, dans l'acte de donation, le disposant n'ait déclaré qu'il n'entendait pas renoncer à l'application du droit musulman (1) ;

En conséquence, la juridiction française, à défaut de cette déclaration, est seule compétente pour statuer sur la validité d'une semblable donation, et c'est d'après les principes du Code civil en matière successorale qu'il y a lieu de rechercher si la donation est réductible ou non (2) ;

En droit musulman, les biens donnés ne font plus partie de la succession du donateur et ne peuvent pas y rentrer pour servir à fixer la quotité disponible (3).

Le jugement interlocutoire ne lie pas le juge ; — En conséquence, celui-ci, après avoir ordonné la preuve par témoins d'un fait qu'il considérait comme préjugeant le différend, conserve encore la faculté de ne tenir aucun compte de l'enquête effectuée si l'examen du point sur lequel cette enquête a porté n'est pas nécessaire à la solution définitive du litige et si ladite enquête est devenue sans valeur en raison des motifs qui ont conduit les magistrats sur un autre terrain.

(Ferhat c. Ferhat)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la question de compétence a été résolue ; — Attendu que les débats portent actuellement sur la capacité des parties ; — Que pour la fixer il échet de rechercher si le litige doit être jugé d'après la loi française ou selon les principes de la loi musulmane ;

Attendu que la donation contestée a pour objet des immeubles français et qu'elle résulte d'un acte reçu par un notaire français ; — Qu'en raison de ces circonstances, la juridiction française étant seule compétente pour statuer sur sa validité, elle ne peut être régie que par la loi française ; s'il en était autrement, les tribunaux français qui sont seuls compétents quand les circonstances rappelées se trouvent réunies comme dans l'espèce, ne pourraient pourtant pas juger malgré leur compétence puisque les art. 1 et 2 combinés du décret du 17 avril 1889 réservent aux tribunaux musulmans, pour les indigènes qui ne sont pas citoyens, tout ce qui

(1 et 3) V. sur la question les autorités en sens divers rapportées par Estoublon et Lefébure, *Code de l'Algérie annoté*, p. 859, note 7.

touche à leur statut personnel ; — Attendu que cette contradiction qui paralyserait l'action de la justice ne saurait être attribuée au législateur ; que dès lors l'attribution de compétence entraîne l'application de la loi française au litige dans toutes ses parties et sous tous les rapports ; — Attendu que l'art. 3 du même décret dispose que dans les affaires énoncées à l'art. 1er les musulmans peuvent renoncer par une déclaration expresse à l'application de leurs droit et coutumes, et que cette renonciation résulte en outre, à moins de déclaration contraire, de la réception de la convention originaire par un officier ministériel français ; — Attendu que ces termes sont généraux et ne souffrent point d'exception ; — Attendu que la donation faite par Ferhat à sa femme a été reçue par un officier public français sans que la déclaration contraire de l'art. 3 précité ait été faite ; — Attendu que l'art. 37 de l'ordonnance du 26 septembre 1842 porte, en termes généraux, que les indigènes sont présumés avoir contracté entre eux selon la loi du pays, à moins qu'il n'y ait convention contraire ; — Attendu que cette convention n'existe pas dans l'espèce : qu'il suit encore de ces derniers textes que les indigènes algériens peuvent soumettre leur état et leur capacité aux règles de la loi française, alors même qu'ils ne sont pas naturalisés, et des circonstances de la cause que les parties contractantes ont opté dans l'espèce en faveur de cette loi ; — Attendu que le tribunal de Guelma n'est pas lié par son jugement du 20 juillet 1893, autorisant les demandeurs à prouver que Ferhat ben Toumi était atteint le 9 juillet 1887 « de la maladie ou du mal ou de la dernière crise dont il est mort 49 jours après, le 27 août 1887 » ; — Attendu, en effet, que ce jugement réserve aux parties litigeantes, avant faire droit au fond, tous leurs droits et tous leurs moyens ; qu'il s'en suit que les magistrats qui l'ont rendu n'ont pas entendu se lier pour l'avenir, ni se placer d'une manière absolue et définitive sur le terrain qu'ils avaient d'abord choisi ; que d'ailleurs le jugement interlocutoire ne lie pas le juge et qu'il ne saurait acquérir l'autorité de la chose jugée ; — Attendu que cette règle est aujourd'hui certaine (V. Dalloz, *Répertoire de législation*, *Supplément* t. 2, v° *Chose fugée*, p. 553, nos 28, 29 et 30 ; Cass., 21 nov. 1894, 3 août 1896 ; *Gaz. Pal.*, 94. 2. 690 ; *Gaz. Pal.*, 96. 2. 454 et 10 juill. 1900, p. 305) ; — Attendu il est vrai que le jugement du 20 juillet 1893 a été exécuté ; — Mais attendu que la règle ci-dessus s'applique même à l'interlocutoire auquel les parties ont acquiescé soit expressément, soit implicitement en consentant à son exécution (Cass., 5 juill. 1837. *Répertoire*, v° *Action possessoire*,

n° 706) ; que le juge, après avoir ordonné la preuve par témoins d'un fait qu'il considérait comme préjugeant le différend, conserve encore la faculté de ne tenir aucun compte de l'enquête si l'examen du point sur lequel cette enquête a porté n'est pas nécessaire à la solution définitive du litige (Req., 26 nov. 1877, Dalloz, 80. 1. 76) ; — Attendu que la solution du litige ne dépend pas dans l'espèce de l'enquête ordonnée le 20 juillet 1893 ; — Que cette enquête est devenue sans valeur en raison des motifs qui ont conduit les magistrats sur un nouveau terrain, et qu'il n'y a pas lieu d'en faire état ; — Attendu qu'il résulte des faits et circonstances de la cause ainsi que de l'acte attaqué lui-même que le donateur était sain d'esprit au moment de la donation ; — Attendu qu'il n'appartenait pas à ce moment à la catégorie de personnes incapables de recevoir ; — Attendu que la donation est régulière en la forme ; que le donateur s'est dépouillé et dessaisi lors du contrat des immeubles donnés en faveur de la donataire qui a accepté ; que cela résulte de l'acte lui-même, ainsi que des débats ; que c'est donc à tort que les demandeurs attaquent de nullité la donation du 9 juillet 1887 ; — Que d'ailleurs, en supposant même que l'on dût appliquer la loi musulmane, il y avait lieu d'adopter la même solution, l'enquête n'ayant pas clairement prouvé que Ferhat fût atteint lors de la donation de la maladie dont il est mort ;

Attendu que les demandeurs soutiennent subsidiairement qu'au cas où elle serait validée, la donation attaquée devrait être réduite comme atteignant la réserve des deux autres femmes de Ferhat ; — Mais attendu qu'il y a lieu d'appliquer aussi sur ce point les principes de la loi française et cela par les motifs déjà exprimés ; — Qu'il échet en conséquence de décider que les deux autres femmes de Ferhat ben Toumi, savoir : Fathoum bonl Ahmed et Hadda bent Messaoud ou leurs héritiers n'ont droit à aucune réserve, puisque la donation est du 9 juillet 1887, et qu'à cette date, la loi française ne réservait aucune part à la femme survivante sur les biens de son mari décédé ; que par suite elles n'ont droit à aucune part des immeubles donnés, ceux-ci étant la propriété exclusive de la dame Djeurha bent Mohamed Kouïder et non sujets à licitation ; — Attendu enfin que, même en appliquant la loi musulmane à ce chef de la demande, on aboutirait au même résultat, puisque les biens donnés ne font plus partie en droit musulman de la succession du donateur et ne peuvent pas y entrer pour servir à fixer la quotité disponible (Santayra, Successions, p. 333).

Par ces motifs : — Statuant au fond ; — Déclare bonne et

valable la donation du 9 juillet 1887 ; — Dit la dame Djouhra bent Mohamed ben Kouïder propriétaire exclusive des biens compris dans cette donation ; — Déboute en conséquence les demandeurs de leurs conclusions tant principales que subsidiaires, etc.

MM. DUMINY, *prés.* ; LECHAUX, *proc. de la Rép.* — Mes POGGI et PANISSE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

25 avril 1900

Propriété, Tunisie, revendication, titre ancien, acquisition par un Européen, titre irrégulier, possession paisible.

A l'époque où les lois et coutumes de la Tunisie faisaient obstacle à ce que des Européens pussent devenir propriétaires d'immeubles dans la régence, il était impossible pour ceux d'entre eux qui en achetaient de se procurer un titre régulier de leur acquisition ;

Dès lors, il n'y a pas lieu de reprocher le manque de titre régulier à un propriétaire d'immeuble qui est resté depuis l'époque dont s'agit en possession paisible et qui a pu disposer de son bien sans être aucunement troublé par qui que ce soit ;

Il en est ainsi, tout au moins, au cas où le revendiquant n'apporte lui-même aucune preuve de ses prétendus droits et se borne à présenter des allégations qu'il est impossible de contrôler en raison du long temps qui s'est écoulé depuis l'époque où les faits allégués se seraient produits.

(Consorts Marcenaro c. Scotto)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Angelo Scotto occupe une maison située à Soliman en vertu d'un contrat de bail emphytéotique que le sieur Giaconetto Marcenaro a consenti à son profit pour une durée de 50 ans par un acte passé le 12 avril 1900 au consulat d'Italie à Tunis ; — Attendu qu'il est

indiqué dans cet acte que Marcenaro est propriétaire de cette maison et qu'à l'expiration du bail cet immeuble lui sera rendu sans que Angelo Scotto puisse réclamer aucune indemnité en raison des améliorations qui auront été faites ;

Attendu que le sieur Francesco Marcenaro prétend être copropriétaire de cet immeuble et qu'il a assigné en revendication le sieur Angelo Scotto ; — Attendu que Giaconetto Marcenaro est décédé et qu'un jugement du 17 janvier 1900 a ordonné la mise en cause de ses héritiers ; — Attendu que ces derniers sont régulièrement intervenus dans l'instance à la suite de ce jugement; — Attendu que le sieur Francesco Marcenaro, demandeur principal, fait lui-même partie de ces héritiers ; — Attendu que tous les consorts Marcenaro prennent les mêmes conclusions ; que le sieur Francesco Marcenaro et les intervenants sont d'accord pour demander que le bail dont il s'agit soit annulé et que l'immeuble auquel il s'applique leur soit restitué ;

Attendu qu'il est certain que le sieur Angelo Scotto a été d'une entière bonne foi en passant ce contrat et qu'il a traité avec le sieur Giaconetto Marcenaro parce qu'il croyait que cette maison appartenait à ce dernier ; — Attendu que Giaconetto Marcenaro la possédait paisiblement et publiquement depuis un grand nombre d'années et qu'il s'en considérait si bien comme propriétaire qu'il l'a léguée par testament à une personne de sa famille ; — Attendu qu'il en détenait le titre et qu'il l'a remis à Angelo Scotto ; — Attendu que ce titre arabe mentionne que cet immeuble a été acheté le 7 septembre 1841 par un sieur Antoine, fils de Joseph Pirozzo ; — Attendu qu'il ne porte pas la trace d'une autre mention et qu'il n'indique pas comment cette maison a passé du patrimoine d'Antoine Pirozzo dans celui de Giaconetto Marcenaro ; — Mais attendu que ce fait peut s'expliquer par les lois et les coutumes qui, à certaines époques, ont interdit aux Européens de devenir propriétaires d'immeubles en Tunisie et qui les obligeaient à recourir à des prête-noms pour leurs acquisitions ; — Attendu que, par suite de cette circonstance, les titres de propriété qui les concernent présentent souvent des omissions et des lacunes ;

Attendu que les consorts Marcenaro qui figurent au présent procès sont les héritiers des deux frères Giuseppe et Andrea Marcenaro ; — Attendu qu'ils affirment que ces derniers avaient deux autres frères : Giaconetto, l'auteur du bail contesté, et Antonio ; qu'Antonio était l'individu désigné dans le titre sous le nom d'Antoine, fils de Joseph Pirozzo ; qu'il était donc le véritable propriétaire de l'immeuble ; qu'à sa

mort, sa succession a été recueillie par ses trois frères, et que, dès lors, au moment du bail, la maison n'appartenait que pour un tiers à Giaconetto Marcenaro ; — Attendu qu'ils n'apportent pas la preuve de leurs allégations et qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'enquête ou l'expertise qu'ils sollicitent subsidiairement ; — Attendu, en effet, qu'en raison du long espace de temps qui s'est écoulé depuis les faits dont il s'agit, ces mesures ne pourraient produire aucun résultat certain ; — Attendu, au surplus, que plusieurs des consorts Marcenaro n'ont jamais cesser d'habiter la Tunisie ; — Attendu que, s'ils avaient été copropriétaires de l'immeuble, ils n'auraient pas permis à Giaconetto Marcenaro d'en disposer en maître et qu'ils n'auraient pas attendu sa mort pour protester contre le bail emphytéotique passé par lui et dont ils n'ignoraient nullement l'existence ; — Attendu qu'il est permis de croire que, s'ils n'ont pas intenté ce procès de son vivant, c'est parce qu'ils n'avaient aucun droit sur cette maison et qu'ils savaient que Giaconetto Marcenaro aurait pu facilement démontrer l'inanité de leurs prétentions ;

Attendu, enfin, que tous les consorts Marcenaro ont accepté la succession de Giaconetto Marcenaro qui est mort sans enfant et dont ils sont eux-mêmes les héritiers ; — Attendu qu'ils se sont approprié l'actif de cette succession et qu'ils concluent à ce que l'immeuble tout entier leur fasse retour ; — Attendu qu'en revendiquant la part de Giaconetto Marcenaro ils ont fait acte d'héritiers de ce dernier ;

Mais attendu qu'ils sont liés par les obligations de leur auteur et que leur action doit être repoussée par application de la règle : *Quem de evictione tenet actio, eumdem agentem repellit exceptio ;* — Attendu, en effet, que si l'immeuble leur était rendu, ils devraient immédiatement le remettre à Scotto en vertu du contrat de bail passé par leur auteur et qu'ils sont eux-mêmes tenus d'exécuter ; — Attendu qu'ils reconnaissent dans leurs conclusions qu'ils devraient une garantie partielle au sieur Scotto dans le cas où ce dernier aurait été de bonne foi ; — Mais attendu qu'il a passé le bail dont il s'agit au consulat d'Italie de Tunis et après avoir fait vérifier le titre de l'immeuble par l'interprète de ce consulat ; — Attendu que dans ces conditions aucun soupçon de mauvaise foi ne peut exister contre lui ; — Attendu, d'autre part, qu'il est de principe que l'exception de garantie est indivisible et qu'elle peut être opposée pour le tout à celui qui n'a succédé que pour partie à l'obligation de garantie née dans la personne de son auteur ;

Par ces motifs : — Déclare le sieur Francesco Marcenaro et

les autres consorts Marcenaro mal fondés dans leurs demande, fins et conclusions ; — Les en déboute et les condamne aux dépens.

MM. FABRY, *prés.*; BLAT *subst.* — Mes VIGNALE et ABEASIS, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

22 avril 1901

Prescription civile, intérêts de capitaux, loi maltaise, serment, office du juge; — Exequatur, Tunisie, jugement étranger, Cour anglaise de Malte, revision, action personnelle et mobilière, défendeur domicilié en Tunisie, jugement de la Cour anglaise de Malte, curateur spécial, irrégularité.

D'après la loi maltaise, applicable à une obligation contractée à Malte entre Maltais, les intérêts de sommes dues pour prêt ou pour autre cause, et généralement tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts, se prescrivent pour cinq ans (Ordonnance maltaise n° 7, de 1868, art. 1920);

S'il est vrai qu'aux termes de l'art. 1924 de la même ordonnance cette prescription n'a pas lieu lorsque le serment est déféré à ceux qui l'opposent et que ceux-ci refusent de déclarer qu'ils ne sont pas débiteurs ou qu'ils ne se rappellent plus si la chose a été payée, ce serment ne peut être déféré d'office par le juge;

Conformément à l'art. 546 C. pr. civ., applicable en Tunisie aux termes de la loi du 27 mars 1883, les jugements d'un tribunal étranger dont l'exequatur est demandé à un tribunal de Tunisie doivent être soumis à une revision ; il n'y aurait exception que pour les jugements émanant d'une des juridictions auxquelles les tribunaux français ont succédé en Tunisie ;

En droit maltais comme en droit français, c'est le tribunal

du domicile du défendeur qui est compétent pour connaître d'une action personnelle et mobilière ; — En conséquence, n'est pas rendu par un tribunal compétent et ne peut être revêtu de l'exequatur le jugement rendu à Malte, entre Maltais, pour le paiement d'une somme d'argent, alors que le défendeur est domicilié à Tunis ;

En tout cas, ce même jugement serait nul, faute d'assignation régulière du défendeur, s'il n'est pas justifié que cette procédure ait été accomplie ;

Sans doute, on peut à Malte faire nommer un curateur pour représenter en justice des défendeurs absents ; mais si l'on peut admettre que cette procédure soit suffisante pour donner satisfaction à la règle d'ordre public qui veut qu'une partie défenderesse ne soit pas condamné sans avoir été appelée par une citation à comparaître devant ses juges, encore faut-il que la nomination du curateur ne soit pas clandestine ;

Aux termes de l'art. 947 du Code de procédure civile et d'organisation judiciaire de Malte, lorsqu'on veut faire nommer un curateur pour représenter en justice une personne absente, la demande doit être notifiée aux plus proches parents ou, à défaut de parents, à un ami de cette personne ; — Est irrégulière la procédure suivie contre un curateur sans qu'il soit justifié de ces diligences.

(Nuzzo c. Consorts Bussutil)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu qu'un jugement de la Cour civile de Malte, en date du 30 mai 1879, a condamné la dame Carmela Bussutil à payer au sieur Luigi Camilleri une somme de 117 livres sterlings, 7 schellings, 8 pences, 4 douzièmes avec intérêts à 6 p. 0/0 sur la somme de 91 livres sterlings, 19 schellings, 5 pences à partir du 28 mai 1878 et sur le reste à 5 p. 0/0 à partir de la date de la citation ; — Attendu que le même jugement décide que le sieur Alfonso et les dames Élisa et Maria Bussutil, tous trois enfants mineurs de la dame Carmela Bussutil, sont tenus au paiement de la même dette jusqu'à concurrence de la somme de 109 livres sterlings,

7 schellings, 8 pences, 4 douzièmes avec intérêts à 6 p. 0/0 depuis le jour de la notification de la citation ; — Attendu qu'un second jugement de la même Cour, en date du 26 avril 1887, a ordonné qu'il serait procédé à l'exécution de la précédente décision ; — Attendu que le sieur Enrico Nuzzo est devenu cessionnaire de cette créance ; — Attendu qu'il a obtenu le 2 octobre 1899 un jugement de la Cour de Malte qui rejette une demande en rétractation ou requête civile formée par le sieur Alfonso Bussutil et par les dames Élisa Bussutil et Maria Bussutil, épouse Paloski, contre les jugements du 30 mai 1879 et du 26 avril 1887 dont il vient d'être parlé ; — Attendu que deux autres créances appartenant à la dame Giuditta Imbroll contre les dames Carmela et Élisa Bussutil ont été également cédées au sieur Enrico Nuzzo ; — Attendu que deux jugements de la Cour de Malte, en date du 31 mars 1897 et du 8 avril 1897, décident que le sieur Enrico Nuzzo pourra poursuivre le recouvrement de ces diverses créances et que la présomption ne lui sera opposée pour les intérêts que dans le cas où les défendeurs prêteront, avant l'expiration d'un délai de trois mois, le serment de s'être libérés ;

Attendu que la dame Carmela Bussutil est décédée ; — Attendu que le sieur Enrico Nuzzo a assigné ses enfants, le sieur Alfonso Bussutil, la dame Élisa Bussutil et la dame Maria Bussutil, épouse Paloski, dûment assistée par son mari, pour faire donner en Tunisie la force exécutoire aux jugements mentionnés ci-dessus et pour faire valider une saisie-arrêt pratiquée par lui entre les mains du sieur Tabone, afin d'assurer le recouvrement des créances résultant de ces jugements ;

Attendu que les jugements du 30 mai 1879, du 26 avril 1887 et du 2 octobre 1899 sont réguliers en la forme et qu'ils ont été bien rendus au fond ; — Attendu qu'au moment où l'instance qui a donné lieu à ces décisions a été commencée, les défendeurs étaient domiciliés à Malte ; que le sieur Alfonso et les dames Élisa et Maria Bussutii étaient encore mineurs ; mais qu'ils ont été valablement représentés au procès par des curateurs nommés conformément aux lois maltaises qui leur étaient applicables en vertu de leur statut personnel ; — Attendu qu'il n'est pas établi que d'autres administrateurs leur aient été antérieurement désignés par la Cour consulaire anglaise de Tunis ;

Attendu que leur demande de rétractation ou requête civile a été à bon droit rejetée parce qu'elle a été formée après l'expiration du délai fixé par les mêmes lois ; — Attendu que, du

reste, ils ne reproduisent plus l'accusation de dol qu'ils avaient alléguée à l'appui de cette demande ; — Attendu, enfin, que la dette avait été reconnue par la dame Carmela Bussutil ; et que si elle a été mise en partie à la charge du sieur Alfonso et des dames Elisa et Maria Bussutil, c'est parce qu'il a été établi que les fournitures dont cette somme représentait le paiement avaient profité à ces derniers ;

Attendu que dans les conclusions qu'ils prennent actuellement devant le tribunal ils n'élèvent au fond aucune contestation au sujet de cette créance et qu'ils se bornent à invoquer la prescription pour les intérêts ; — Attendu que les intérêts courent contre les mineurs aussi bien que contre les majeurs ; — Attendu que l'assignation par laquelle le sieur Enrico Nuzzo a cité les défendeurs devant le tribunal pour faire donner l'exequatur au jugement de condamnation du 30 mai 1879 porte la date du 14 janvier 1876 ; — Attendu que la prescription est interrompue depuis cette époque, mais qu'elle est acquise pour les intérêts échus plus de cinq ans avant cette date ; — Attendu, en effet, que l'ordonnance maltaise n° 7 de 1868, relative aux droits sur les choses, dispose dans son art. 1920, conformément à l'art. 2277 du Code civil français que se prescrivent par cinq ans les intérêts des sommes dues pour prêt ou pour autre cause et généralement tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts ; — Attendu, il est vrai, que l'art. 1924 de la même ordonnance décide, contrairement au droit français, que cette prescription n'a pas lieu si le serment est déféré à ceux qui l'opposent et que ceux-ci refusent de déclarer qu'ils ne sont pas débiteurs ou qu'ils ne se rappellent plus si la chose a été payée ; — Mais attendu que le sieur Enrico Nuzzo n'a pris devant le tribunal aucune conclusion pour déférer le serment à ses adversaires et que ce serment ne peut pas être ordonné d'office ;

Attendu que par acte au greffe, en date du 29 avril 1893, les défendeurs ont renoncé à la succession de la dame Carmela Bussutil, leur mère ; que les jugements dont il s'agit ne peuvent donc être actuellement exécutés à leur encontre que pour les condamnations qui ont été prononcées contre eux en leur nom personnel ; — Attendu que l'exequatur ne saurait être accordé aux jugements du 31 mars et du 8 avril 1897 ; — Attendu que ces jugements n'émanent pas d'une des juridictions consulaires auxquelles les tribunaux français ont succédé en Algérie ; mais qu'ils ont été prononcés postérieurement à la suppression de ces juridictions par une Cour anglaise, c'est-à-dire par un tribunal étranger ;

Attendu que la loi du 27 mars 1883 décide, dans son art. 7, que les règles de procédure en vigueur en Algérie sont applicables en Tunisie devant les juridictions françaises ; — Attendu, dès lors, que, conformément à la règle posée par l'art. 546 C. pr. civ., le tribunal doit soumettre ces jugements à une revision ; — Attendu que ces décisions sont intervenues en l'absence des défendeurs et sans que ces derniers aient été assignés ; — Attendu qu'ils ont été représentés dans l'instance par des curateurs que le sieur Enrico Nuzzo leur a fait désigner d'office ; — Mais attendu qu'à cette époque ils avaient atteint leur majorité, qu'ils n'avaient plus leur domicile à Malte et qu'ils s'étaient établis les uns à Tunis et les autres à Tripoli ; — Attendu que le sieur Enrico Nuzzo n'ignorait pas leur nouveau domicile ; qu'il avait, en effet, commencé contre eux le procès actuel devant le tribunal de Tunis ; — Attendu que c'est devant ce tribunal qu'il aurait dû introduire aussi cette nouvelle instance ; que c'était, en effet, une action personnelle et mobilière qui tombait sous l'application de la règle *actur sequitur forum rei* ; — Attendu que cette règle est consacrée par la loi maltaise aussi bien que par le Code de procédure français ;

Attendu que, dans tous les cas, une assignation devait être remise ou envoyée aux défendeurs à leur domicile ; — Attendu que les jugements dont il s'agit ont donc été rendus par un tribunal incompétent et en violation du principe d'ordre public qui veut qu'une partie défenderesse ne soit pas condamnée sans avoir été appelée par une citation à comparaître devant ses juges ; — Attendu qu'il n'est même pas établi que la procédure prescrite par les lois maltaises ait été suivie ; — Attendu, en effet, que le Code de procédure civile et d'organisation judiciaire de Malte décide dans son art. 947 que, lorsqu'on veut faire nommer un curateur pour représenter en justice une personne absente, la demande doit être notifiée aux plus proches parents ou, à défaut de parents, à un ami de cette personne ; — Attendu qu'il n'est pas justifié de l'accomplissement de cette formalité, bien que le sieur Alfonso Bussutil et les dames Elisa et Maria Bussutil aient à Malte de nombreux parents et amis ; — Attendu que tous les droits du sieur Enrico Nuzzo lui restent réservés pour reprendre sa demande par voie de citation régulière devant la juridiction compétente ; — Attendu que les défendeurs ne justifient d'aucun préjudice et qu'ils n'ont fait dans l'instance actuelle aucune offre réelle, bien que la demande de leur adversaire soit en partie justifiée ; qu'ils doivent donc supporter les dépens de cette instance ;

Par ces motifs : — Dit et déclare que seront déposés aux

minutes du greffe du tribunal civil de Tunis les jugements ou arrêts de la Cour de Malte du 30 mai 1879, du 26 avril 1887 et du 2 octobre 1899 mentionnés ci-dessus ; — Dit que ces jugements seront revêtus de la formule exécutoire au nom du peuple français ; — Dit toutefois que, tant que la renonciation des consorts Bussutil à la succession de leur mère n'aura pas été annulée, ces jugements ne pourront être exécutés contre le sieur Alfonso ou Alphonse Bussutil, la demoiselle Elisa Bussutil et les époux Paloski, que pour les condamnations qu'ils prononcent contre eux personnellement ; — Dit, en outre, que les intérêts auxquels les consorts Bussutil ont été condamnés par ces jugements ne peuvent pas leur être réclamés pour la période antérieure de cinq ans au 14 janvier 1896, date de l'exploit introductif de l'instance actuelle ; — Condamne le sieur Alfonso ou Alphonse Bussutil, la demoiselle Elisa Bussutil et la dame Maria Bussutil, épouse Paloski aux dépeus de la présente instance ; — Valide, mais seulement jusqu'à concurrence des condamnations prononcées contre les défendeurs par le présent jugement la saisie-arrêt dont il s'agit ; — Dit, en conséquence, etc. ; — Donne pour le surplus mainlevée de cette saisie-arrêt ; — Ordonne, sauf en ce qui concerne les dépens, l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel sans caution, attendu qu'il y a promesse reconnue ; — Dit n'y avoir pas lieu de donner la force exécutoire aux jugements ou arrêts de la Cour de Malte en date du 31 mars et du 8 avril 1897 ; — Déboute pour le surplus les parties de leurs demandes, fins et conclusions.

M. FABRY, *prés.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

28 juin 1900

Vente d'immeubles, Tunisie, droits de mutation, décrets beylicaux du 4 janvier 1882, du 1er novembre 1893, du 12 décembre 1895, prescription.

En Tunisie les droits de mutation sur les ventes d'immeubles, établis par les décrets beylicaux du 4 janvier 1882, du 1er novembre 1893 et du 12 décembre 1895 ne sont pas soumis à une prescription spéciale ; il y a donc lieu de leur appliquer la prescription extinctive générale du droit tunisien, qui est de quinze années.

(Scetbon c. Administration des finances)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, par exploit de Lescot, huissier à Mahdia, du 9 décembre 1899, Victor Scetbon a fait opposition au commandement à lui signifié le 8 décembre par le directeur général des finances de Tunis pour le paiement de la somme de 234 fr. 36 cent.; — Attendu qu'en réponse à cette opposition le directeur général des finances a fait signifier à Scetbon, par exploit du 15 mars 1900, un mémoire où il réduit sa demande à 214 fr. 36 cent.; que Scetbon n'a déposé aucun mémoire; que les seuls moyens par lui invoqués sont contenus dans son exploit du 9 décembre 1899 où il prétend que les droits de mutation à lui réclamés seraient prescrits; que l'avocat-défenseur constitué par lui a déclaré n'avoir reçu ni ordres ni pièces;

Attendu qu'il est établi par les pièces produites et qu'il n'est pas contesté que, par jugement du tribunal de Tunis en date du 29 août 1888, Victor Scetbon a été déclaré adjudicataire de trois immeubles à Moknine pour un prix de 2,679 fr. 50 cent. en y comprenant les frais; — Attendu que les ventes d'immeubles étaient alors assujetties à un droit de 6 fr. 25 p. 100 par le décret du 4 janvier 1882; que le décret du 1er novembre 1893 a réduit ce droit à 4 p. 100; que le décret du 12 décembre 1895 a confirmé l'exigibilité de l'impôt pour toutes les mutations d'immeubles opérées antérieurement au 20 décembre 1893; que le droit à payer s'élevait ainsi, au taux de 4 p. 100, à la somme de 107 fr. 18 cent.; qu'il s'élève aujourd'hui, avec le double droit, à la somme réclamée, soit 214 fr. 36 cent.;

Attendu que la prescription invoquée par Scetbon ne résulte d'aucun texte et n'est appuyée d'aucun moyen; que onze années se sont, il est vrai, écoulées entre la date du jugement d'adjudication et la date de la contrainte, mais que la seule prescription extinctive reconnue par le droit tunisien est de quinze années; qu'ainsi le 29 août 1888 correspondant au 21 hidjé 1305, la prescription de quinze ans n'eût été acquise que le 21 hidjé 1320, correspondant au 21 mars 1903;

Par ces motifs : — Valide la contrainte signifiée le 8 du mois de décembre 1899; dit que la contrainte sortira son plein et entier effet jusqu'à concurrence de la somme de 214 fr. 36 cent.; — Condamne Scetbon au paiement de ladite somme de 214 fr. 36 cent. et de tous les frais de l'instance.

MM. BONNEFOND, *prés.*; MATHIEU, *proc. de la Rép.* — — Me PASSET, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

25 janvier 1901

Contributions diverses, Algérie, porteur de contraintes, traitement, budget communal, préfet, inscription d'office, arrêté du 20 septembre 1850, pourvoi, délai.

Lorsque le préfet fixe, par un arrêté, la part contributive des communes algériennes dans le paiement du salaire des porteurs de contrainte, il ne fait qu'émettre une prétention ; — En conséquence, la commune n'a pas à se pourvoir dans le délai légal contre cet arrêté qui ne porte aucune atteinte à ses droits (1) ;

Les indemnités allouées aux porteurs de contraintes chargés dans une ville d'assurer le recouvrement des contributions de l'État et des centimes additionnels perçus en même temps au profit du département et de la commune sont au nombre des frais de poursuite mis, en principe, à la charge des contribuables ou supportés, à leur défaut, par le fonds de non-valeurs (2) ;

Ces indemnités, ne rentrant pas dans les frais de perception des revenus communaux, constituent une dépense obligatoire pour les communes aux termes de l'art. 136 § 5 de la loi du 5 avril 1884 (3) ;

En conséquence, le préfet ne peut, sans excès de pouvoir, inscrire au budget de la commune et mandater d'office les sommes représentant la part contributive de la dite ville dans ces indemnités (4).

(Ville d'Alger)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ETAT, — Sur le rapport de la première sous-section de contentieux ; — Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés par la ville d'Alger, agissant poursuites et diligences de son maire en exercice à ce dûment autorisé en vertu d'une délibération du conseil municipal du

(1 à 4) Comp. cons. d'État, 20 nov. 1896 (*Rev. Alg.*, 1897. 21. 70).

11 mars 1898, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du conseil d'État les 21 avril et 25 novembre 1898 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler pour excès de pouvoir : 1° un arrêté du 29 janvier 1898 par lequel le préfet du département d'Alger a inscrit d'office à son budget de l'année 1898 une somme 2 340 fr. représentant la part contributive de la commune au traitement des porteurs de contraintes pour le 2e semestre de l'année 1897 et pour l'année 1898 ; 2° un arrêté du 15 mars 1898 par lequel le préfet a mandaté le paiement d'office de cette somme ; — Ce faire, attendu que les porteurs de contraintes sont des agents de l'État et que les communes ne sont, en principe, tenues de supporter les frais de perception que pour les recettes dont le recouvrement est opéré par des agents communaux ; que si elles contribuent, dans certains cas, aux frais de recouvrement des recettes effectuées en leur nom par des agents de l'État, cette obligation ne peut résulter pour elles que d'un texte de loi et qu'aucune disposition législative ne leur impose en Algérie l'obligation de supporter une partie des frais de recouvrement des contributions publiques ; que d'ailleurs le fait pour les porteurs de contraintes de servir tout à la fois à la perception des impôts d'État et à celle de la part de ces impôts attribuée aux communes n'entraîne pour l'État aucun supplément de dépense ; qu'enfin si la prétention du préfet était fondée il faudrait, par compensation, faire contribuer l'État au paiement des traitements des nombreux agents municipaux qui participent à la perception des impôts de l'État ; — Vu les arrêtés attaqués ; — Vu les observations du ministre de l'intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 29 novembre 1899 et tendant au rejet du pourvoi par les motifs que l'article 136 de la loi du 5 avril 1884 range dans les dépenses obligatoires tous les frais de perception des recettes communales ; qu'il y a lieu par suite d'imposer aux communes l'obligation de contribuer aux frais de recouvrement des recettes effectuées en leur nom par les agents de l'Etat ; qu'à la vérité on pourrait contester la légalité de l'arrêté préfectoral du 31 mai 1897 fixant la proportion dans laquelle les communes participeraient au traitement des porteurs de contraintes et en vertu duquel ont été prises les décisions attaquées ; qu'en effet, un arrêté du ministre de la guerre du 20 septembre 1850 a réservé le droit de fixer les traitements des porteurs de contrainte au ministre, à qui se trouve aujourd'hui substitué le gouverneur général ; mais que la circonstance que ce dernier a visé pour approbation

l'arrêté du 31 mai 1897 satisfait d'une façon suffisante à la prescription de l'arrêté ministériel de 1850 ; qu'au surplus, on ne saurait reprendre par une voie détournée la question de la légalité d'une décision administrative qui n'a point été attaquée dans le délai légal ; — Vu le mémoire en réponse présenté pour la ville d'Alger, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus le 16 février 1900 et tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens et en outre, attendu que l'arrêté du 31 mai 1897 au vu duquel sont intervenues les décisions attaquées était illégal ; qu'un arrêté préfectoral même approuvé par le gouverneur général n'équivaut pas à un arrêté du gouverneur général lui-même, agissant en vertu de ses pouvoirs propres ; que même en admettant sa régularité, cet arrêté ne pouvait, aux termes de l'arrêté ministériel de 1850, qui fixa le traitement des porteurs de contrainte, imposer ces traitements aux communes et en faire une dépense obligatoire pour elles ; que si la ville requérante n'a pas attaqué l'arrêté du 31 mai 1897 c'est qu'il ne constituait qu'une prétention et non un acte lui faisant d'ores et déjà grief et que par suite tout pourvoi contre cet arrêté eût été prématuré ; — Vu l'arrêté du 31 mai 1897 ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872 (art. 9) ; — Vu la loi du 5 avril 1884 ; — Vu l'arrêté du 16 thermidor an VIII et la loi du 25 mars 1817 (art. 73) ; — Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 1850 ;

Sur la fin de non-recevoir opposée par le ministre : — Considérant que, par son arrêté du 31 mai 1897 fixant la part contributive des communes dans le paiement du salaire des porteurs de contrainte, le préfet d'Alger n'a pu qu'émettre une prétention ; qu'ainsi la ville requérante n'avait pas à se pourvoir dans le délai légal contre cet arrêté qui ne portait aucune atteinte à ses droits ;

Au fond : — Considérant que les indemnités allouées aux porteurs de contrainte chargés dans la ville d'Alger d'assurer le recouvrement des contributions de l'Etat et des centimes additionnels perçus en même temps au profit du département et de la commune sont au nombre des frais de poursuite, mis, en principe, à la charge des contribuables ou supportés, à leur défaut, par le fonds de non-valeurs ; que ces indemnités ne rentrent pas dans les frais de perception des revenus communaux constituant une dépense obligatoire pour les communes aux termes de l'art. 136, § 5, de la loi susvisée du 5 avril 1884 ; qu'il suit de là que le préfet n'a pu, sans excéder ses pouvoirs, inscrire au budget de la ville d'Alger et mandater d'office les sommes représentant la part contributive

de ladite ville telle qu'elle avait été fixée par l'arrêté du 31 mai 1897 ;

Décide : — Les arrêtés ci-dessus visés du préfet d'Alger en date des 29 janvier 1898 et 15 mars 1898 sont annulés.

MM. BERGER, *prés.*; TEISSIER, *rap.*; JAGERSCHMIDT, *com. du gouv.* — Me FRENOY, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

18 janvier 1981

Chemins de fer, Algérie, compagnie Bône-Guelma, travaux complémentaires, imputation décrets, recours devant le conseil d'État, irrecevabilité, convention du 23 mai 1885.

Lorsque la compagnie des chemins de fer Bône-Guelma entend contester comme insuffisante l'imputation de certaines dépenses faites par décrets pour travaux complémentaires prévus par l'art. 6 de la convention du 23 mai 1885, elle ne peut faire valoir pareille prétention que lors de la vérification des comptes de chaque année et alors que ceux-ci sont arrêtés par le ministre, par application de l'art. 10 § 2 de ladite convention ;

En conséquence, elle ne peut déférer au conseil d'État par la voie contentieuse les décrets imputant de semblables dépenses, ces décrets ne faisant pas obstacle à ce que la compagnie conteste à ce moment l'imputation dont s'agit;

Alors surtout que, par les dépêches attaquées, le ministre s'est borné à porter à la connaissance de la compagnie les dits décrets et qu'il n'a pas statué sur l'imputation des dépenses contestées.

(Cie Bône-Guelma)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Sur le rapport de la section du contentieux : — Vu 1° la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements dont le siège est à Paris, rue d'Astorg, n° 7, agissant poursuites et diligences de ses directeur et administrateurs en exercice, ladite requête et ledit

mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du conseil d'État les 16 août 1895 et 3 août 1897 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler une dépêche du ministre des travaux publics en date du 18 mai 1895 et toutes autres décisions auxquelles elle se réfère, et un décret du 23 mars 1895, qui auraient refusé d'imputer la dépense de certains travaux au compte de 2 millions, prévu par l'art. 6 de la convention du 23 mai 1885 ; — Vu 2° la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma, ladite requête et ledit mémoire enregistrés comme ci-dessus les 28 mars 1896 et 3 août 1897, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler une dépêche du ministre des travaux publics en date du 18 décembre 1895 et un décret du 16 décembre 1895, qui n'auraient imputé qu'en partie dudit compte les dépenses de raccordement de la voie de garage au point kilométrique 7ᵏ870 ; — Vu 3° la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour la compagnie, ladite requête et ledit mémoire enregistrés comme ci-dessus les 28 mars 1896 et 3 août 1897, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler une dépêche du ministre des travaux publics en date du 16 janvier 1896 et un décret du 3 du même mois, qui n'auraient imputé qu'en partie audit compte la dépense de l'allongement de la voie d'évitement de Morsott ; — Vu 4° la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour la compagnie, ladite requête et ledit mémoire enregistrés comme ci-dessus les 28 mars 1896 et 3 août 1897 et tendant à l'annulation d'une dépêche du ministre des travaux publics en date du 3 mars 1896 et d'un décret du 19 février précédent qui n'auraient imputé qu'en partie audit compte la dépense d'allongement d'une voie d'évitement à M'Daourouch ; — Vu 5° la requête sommaire et le mémoire ampliatifs présentés pour la compagnie, ladite requête et ledit mémoire enregistrés comme ci-dessus les 28 mars 1896 et 3 août 1897 et tendant à l'annulation d'une dépêche du ministre des travaux publics en date du 3 mars 1896 et d'un décret du 19 février précédent, qui n'auraient imputé qu'en partie audit compte, la dépense d'allongement des voies de garage de l'Oued-Chouk et de Drea ; — Vu 6° la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour la compagnie, ladite requête et ledit mémoire enregistrés comme ci-dessus les 8 août 1896 et 3 août 1897, et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler une dépêche du ministre des travaux publics en date du 29 mai 1896 et un décret en date du 11 du même mois, qui auraient refusé d'imputer audit compte une somme de 5,236 fr. pour établissement de voies

de garage et de dépôt, construction d'une remise pour machines, installation d'un réservoir d'alimentation à la gare de Clairfontaine ; — Vu 7° la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour la compagnie, enregistrés comme ci-dessus les 15 avril et 3 août 1897 et tendant à l'annulation d'une dépêche du ministre des travaux publics en date du 19 janvier 1897 et d'un décret du 21 décembre précédent qui n'auraient imputé qu'en partie audit compte les dépenses d'agrandissements et d'améliorations de la gare de Souk-Ahras ; — Vu 8° la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour la compagnie, enregistrés comme ci-dessus les 15 avril et 3 août 1897 et tendant à l'annulation d'une dépêche du ministre des travaux publics en date du 23 mars 1897 et d'un décret du 5 du même mois, qui n'auraient imputé qu'en partie audit compte les dépenses d'allongement de la voie d'évitement de M'Daourouch ; — Vu 9° la requête présentée pour la compagnie, enregistrée comme ci-dessus le 12 août 1897 et tendant à l'annulation d'une dépêche du ministre des travaux publics, en date du 17 juillet 1897 et d'un décret du 5 juin précédent, qui n'auraient imputé qu'en partie audit compte les dépenses d'agrandissements de la gare de Tébessa ; — Vu 10° la requête présentée pour la compagnie, enregistrée comme ci dessus le 12 août 1897 et tendant à l'annulation d'une dépêche du ministre des travaux publics, en date 24 juillet 1897 et d'un décret du 18 juin précédent, qui auraient refusé d'imputer audit compte une dépense de 66,795 fr. 15 cent. afférente à l'établissement de ponts tournants et à la rectification de profil de la ligne ; — Ce faisant attendu que le capital de premier établissement fixé à forfait à 15,450,000 fr. par l'art. 6, § 1er, de la convention du 23 mai 1885, ne comprend que les travaux et fournitures limitativement déterminés lors de la formation du contrat et qu'après la mise en exploitation de la ligne, toutes les dépenses qui ne rentrent pas dans le forfait ainsi défini doivent être imputées au compte de 2 millions, prévu par le § 2 de l'art. 6 pour agrandissements et installations complémentaires, et bénéficier de la garantie d'intérêt qu'il stipule ; — Dire que les dépenses des travaux contestés seront imputés à ce compte et condamner l'État aux dépens ; — Vu les dépêches et décrets attaqués ; — Vu les observations en défense du ministre des travaux publiçs, enregistrées comme ci-dessus les 22 novembre 1897 et 10 janvier 1898 et tendant au rejet des pourvois de la compagnie, par les motifs : que le forfait de premier établissement comprend les travaux et installations nécessaires pour mettre la ligne en service, dans lesquels

rentrent tous ceux qui devaient être normalement prévus lors de la rédaction des projets primitifs ; — Ensemble le rapport de l'inspecteur général directeur du contrôle, en date du 11 octobre 1897 ; — Vu les observations nouvelles présentées pour la compagnie des chemins de fer Bône-Guelma, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 5 août 1898 et par lesquelles la compagnie déclare persister dans ses précédentes conclusions et demande l'allocation des intérêts des intérêts ; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ; — Vu la convention du 23 mai 1885 relative à la ligne de Souk-Ahras à Tébessa, — Vu la loi du 24 mai 1872 ;

Considérant que les pourvois ci-dessus visés de la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements présentent à juger les mêmes questions et qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule décision ; — Considérant, d'une part, que si la compagnie entend contester comme insuffisante l'imputation de certaines dépenses, qui a été faite par les décrets attaqués au compte de 2 millions pour travaux complémentaires, prévu par l'art. 6 de la convention ci-dessus visée du 23 mai 1885, c'est seulement lors de la vérification des comptes de chaque exercice et lorsque ceux-ci auront été arrêtés par le ministre qu'il lui appartiendra de faire valoir ses prétentions, par application de l'art. 10, § 2 de la convention ; — Qu'ainsi les décrets attaqués ne faisant pas obstacle à ce que la compagnie conteste à ce moment l'imputation dont s'agit, elle n'est pas recevable à les déférer au conseil d'État par voie contentieuse; — Considérant, d'autre part, que par les dépêches attaquées le ministre s'est borné à porter à la connaissance de la compagnie les décrets ci-dessus rappelés et qu'il n'a pas statué sur l'imputation des dépenses contestées; que ces dépêches ne constituent donc pas des décisions de nature à être déférées au conseil d'État ; — Considérant spécialement, en ce qui concerne la requête 1°, que si la compagnie entend se pourvoir, non seulement contre la dépêche du 18 mai 1895, qui lui a transmis le décret du 23 mars précédent, mais encore contre des décisions ministérielles, qui auraient statué sur l'imputation des dépenses contestées, elle ne produit, à l'appui de sa requête, aucune décision de cette nature ;

Décide : — Les requêtes de la compagnie des chemins de fer de Bône-Guelma et prolongements sont rejetées.

MM. BERGER, *prés.*; BAUDENET, *rap.*; ARRIVIÈRE, *com. du gouv.* — Me DEVIN, *av.*

CONSEIL D'ÉTAT

18 janvier 1901

Médecin communal, conseil municipal, blâme, excès de pouvoir.

Un conseil municipal n'excède pas les limites de son droit de contrôle sur les services communaux en s'associant, dans des conditions déterminées, au blâme exprimé par le maire sur l'attitude d'un médecin communal dans l'accomplissement de ses fonctions.

(Huchard)

ARRÊT

LE CONSEIL D'ÉTAT, — Sur le rapport de la section du contentieux : — Vu la requête et le mémoire ampliatif présentés pour le sieur Huchard, ancien médecin communal de Tizi-Ouzou, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au secrétariat du contentieux du conseil d'État les 25 mai et 1er juillet 1899 et tendant à ce qu'il plaise au conseil annuler un arrêté du 28 février 1899, par lequel le préfet d'Alger a refusé tant de prononcer la nullité de trois délibérations du conseil municipal de Tizi-Ouzou, des 25 mai, 11 juin et 25 juin 1897, que d'ordonner la radiation dans ces trois délibérations de certains passages que le sieur Huchard jugeait injurieuses et diffamatoires ; — Ce faire, attendu que ces délibérations ont été provoquées par le maire à la suite d'un différend survenu entre le sieur Huchard et le médecin militaire en résidence à Tizi-Ouzou ; mais attendu que s'il appartenait au maire de prendre les mesures nécessaires pour réprimer les prétendues fautes reprochées au sieur Huchard, le conseil municipal n'avait aucune qualité pour s'immiscer dans l'exercice de l'action disciplinaire du maire ; qu'ainsi ces délibérations devaient être déclarées nulles comme portant sur un objet étranger aux attributions du conseil municipal ; — Attendu, d'autre part, que ces délibérations contenaient à l'égard du requérant des imputations diffamatoires dont le préfet ne pouvait se refuser à prononcer la suppression ; — Vu l'arrêté attaqué ; — Vu les observations présentées par le ministre de l'intérieur en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 24 février 1900, et tendant à ce qu'il plaise au

conseil annuler l'arrêté attaqué en tant qu'il n'a point prononcé la nullité de la délibération du 29 mai 1897, par laquelle le conseil municipal en s'immiscant dans l'action disciplinaire du maire avait délibéré sur un objet étranger à ses attributions et au rejet du surplus des conclusions du recours par le motif que le préfet, en refusant de prononcer la suppression des parties de ces délibérations que le sieur Huchard jugeait diffamatoires, n'a fait qu'user des pouvoirs à lui conférés par l'art. 60 de la loi du 14 décembre 1789; — Vu les délibérations prises par le conseil municipal de Tizi-Ouzou des 29 mai, 11 juin et 25 juin 1897; — Vu les autres pièces produites et jointes au dossier; — Vu la loi du 14 décembre 1789; — Vu la loi du 5 avril 1884; — Vu les lois des 7, 14 octobre 1790 et du 24 mai 1872;

Considérant qu'il résulte de l'examen des pièces versées au dossier que dans les conditions où le conseil municipal de Tizi-Ouzou, consulté par le maire au sujet des difficultés survenues entre la municipalité et le sieur Huchard, médecin communal, s'est associé au blâme exprimé par le maire sur l'attitude de ce médecin dans l'accomplissement de ses fonctions, le conseil n'a pas excédé la limite de son droit de contrôle sur les services communaux; — Qu'ainsi c'est avec raison que le préfet a, par l'arrêté attaqué, refusé de prononcer la nullité des délibérations ci-dessus visées des 29 mai, 11 juin et 25 juin 1897; — Considérant d'autre part que ces délibérations ne contenaient aucune mention injurieuse ou diffamatoire dont le sieur Huchard fût fondé à demander la suppression par application de la loi susvisée du 14 décembre 1789:

Décide: — La requête ci-dessus visée du sieur Huchard est rejetée.

MM. BERGER, *prés.*; DEGOURNAY, *rap.*; ROMIEU, *com. du gouv.* — Me BICKART-SÉE, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

26 décembre 1901

Cour d'assises, question subsidiaire, demande de l'accusé, rejet, droits de la défense, violation.

La Cour d'assises qui, sur une accusation de meurtre avec circonstances aggravantes, est saisie de conclusions tendant

à la position d'une question de coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner, ne peut, sans violer les droits de la défense, rejeter ces conclusions par un arrêt dans lequel elle déclare d'ores et déjà établie une des circonstances aggravantes relevées par l'accusation.

(Chibane ben Salah)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris de la violation des droits de la défense : — Attendu que Chibane Rabah ben Salah était accusé d'avoir exercé des violences et voies de fait sur la personne d'Yvon Georges, collecteur des droits de marché, dans l'exercice de ses fonctions et avec intention de donner la mort; que le défenseur de l'accusé ayant, au cours des débats, pris des conclusions tendant à faire poser la question de coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner, la Cour d'assises a rejeté les dites conclusions par un arrêt incident, lequel, entre autres motifs porte ce qui suit : « Considérant que la victime était collecteur des droits de marché..... qu'il n'est pas douteux que si elle n'a pas la qualité d'officier public ou d'agent de la force publique, elle a certainement celle de citoyen chargé d'un ministère de service public et qu'elle était dans l'exercice de ses fonctions au moment où elle a été frappée » ; — Attendu qu'en affirmant qu'au moment où il a été l'objet de violences ou voies de fait Yvon Georges était dans l'exercice de ses fonctions de collecteur des droits de marché, la Cour d'assises déclarait d'ores et déjà établie une des circonstances aggravantes relevées par l'accusation ; que cette déclaration, bien que dépourvue de valeur légale, était de nature à impressionner le jury et à peser sur sa décision, d'où il suit que les droits de la défense ont été violés ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres moyens : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'assises d'Oran, en date du 23 novembre 1901 et pour être, conformément à la loi, statué sur l'accusation intentée contre Chibane Rabah ben Salah, le renvoie en l'état où il se trouve, avec les pièces de la procédure, devant la Cour d'assises de l'Hérault, à ce désignée par délibération spéciale prise en chambre du conseil.

MM. LŒW, *prés.* ; BOYER, *rap.* ; COTTIGNIES, *av. gén.* — Mes BESSON, MORILLOT, et RAYNAL, *av.*

COUR DE CASSATION (Ch. crim.)

7 décembre 1901

Cour d'assises, excuse de provocation, pluralité d'accusés, déclaration unique du jury, vice de complexité, nullité de l'arrêt.

L'excuse de provocation constituant une excuse personnelle à chacun des accusés, il y a vice de complexité dans la question de culpabilité, entraînant nullité de l'arrêt de condamnation, lorsque cette excuse a fait l'objet d'une seule déclaration négative de la part du jury, commune aux deux accusés.

(Lehb et Chachoua)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le moyen pris de la violation de l'art. 1er de la loi du 13 mai 18 6 : — Vu ledit article ; — Attendu que Lehb Mohammed Ould Abdallah et Chachoua Mohammed ben Kaddour ont été renvoyés devant la Cour d'assises d'Alger comme accusés du crime d'homicide volontaire sur la personne de Kaddour ben Djilali, avec cette double circonstance que ledit homicide volontaire avait été commis : 1° avec préméditation, 2° de guet-apens ; — Attendu qu'au cours des débats, le président des assises a fait connaître que sur la demande de la défense il poserait la question d'excuse de provocation pour coups et violences graves envers les personnes ; — Attendu que si le jury a été interrogé, par des questions distinctes et séparées, concernant chacun des accusés, conformément aux prescriptions de la loi du 13 mai 1836, sur le fait principal d'homicide volontaire et sur chacune des circonstances aggravantes de préméditation et de guet-apens il n'en a point été de même en ce qui concerne l'excuse de provocation ; que cette excuse n'a fait l'objet que d'une seule question commune aux deux accusés ; — Attendu que la provocation constituant une excuse personnelle à chacun des accusés, un vice de complexité résulte de cette question unique à laquelle le jury a répondu par une seule déclaration négative, commune aux deux accusés ; qu'il suit de là qu'il y a eu violation de l'article visé au moyen ;

Par ces motifs : — Casse et annule l'arrêt de la Cour d'as-

sises d'Alger, du 8 novembre 1901, et renvoie devant la Cour d'assises d'Oran.

MM. Lœw, *prés.*; Boulloche, *rap.*; Bonnet, *av. gén.*

COUR DE CASSATION (Ch. des req.)

10 décembre 1901

Dommages-intérêts, syndicat d'eaux, préposés, faute, responsabilité.

Ne commet pas un excès de pouvoir et ne viole pas les art. 16 de la loi du 21 juin 1865 et 14 de la loi du 28 pluviôse an VIII, le jugement qui condamne le syndicat des eaux d'un village à des dommages-intérêts en constatant que le dommage à raison duquel ledit syndicat est condamné a pour cause non le vice de construction ou l'état défectueux des ouvrages, mais la faute des préposés à l'exploitation qui ont laissé ouvertes des rigoles par lesquelles les eaux, au lieu d'aller à la rivière, se sont portées sur le village.

(Lassalle c. Dame Alvizet)

ARRÊT

LA COUR, — Sur le premier moyen de cassation pris de l'excès de pouvoirs, violation de l'art. 16 de la loi du 21 juin 1865 et de l'art. 14 de la loi du 28 pluviôse an VIII : — Attendu, d'après les constatations du jugement attaqué, que le dommage à raison duquel le syndicat des eaux du village de Lecourbe a été condamné en 300 fr. de dommages-intérêts avait pour cause non le vice de construction ou l'état défectueux des ouvrages, mais la faute des préposés à l'exploitation qui avaient laissé ouvertes des rigoles par lesquelles les eaux, au lieu d'aller à la rivière, se sont portées sur le village ; qu'ainsi, en condamnant ledit syndicat à réparer le dommage, le tribunal de Sétif n'a ni commis un excès de pouvoirs, ni violé les articles de lois susvisés ;

Sur le deuxième moyen pris de la violation des art. 41 et suiv., 295 et suiv. C. pr. civ. : — Attendu que ce moyen n'a

pas été soumis aux juges d'appel et ne peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation ;

Par ces motifs : — Rejette le pourvoi contre le jugement du tribunal civil de Sétif du 7 novembre 1899.

MM. TANON, *prés.* ; LARDENOIS, *rap.* ; MÉRILLON, *av. gén.* — Me BOUCHIÉ DE BELLE, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

13 juin 1901

Frais et dépens, avoué, enquête, remplacement par un confrère.

Un avoué qui n'a pas assisté à une enquête ordonnée par jugement et intéressant un de ses clients, et qui s'y est fait représenter par un autre avoué, ne peut faire passer en taxe les honoraires dus à celui-ci, qu'il n'avait aucune qualité pour déléguer, et qui ne peut être considéré que comme un conseil, mandataire salarié, de la partie qui a eu recours à son assistance.

(Lévy c. Commune d'Hammam-bou-Hadjar)

ARRÊT

LA COUR. — Attendu qu'à la suite d'une instance tranchée entre les parties suivant arrêt contradictoire du 14 mars 1890, Me X .., avoué de M. Lévy, a présenté à la taxe son état de frais s'élevant à 416 fr. 96 cent. ; — Attendu que, par ordonnance du 1er mai 1900, M. le conseiller taxateur a retranché du dit état une somme de 102 fr., représentant les frais et vacations pour assistance à l'enquête renvoyée, par l'arrêt interlocutoire de la Cour du 22 février 1899, devant M. le juge de paix d'Aïn-el-Arba, somme qu'il a laissée à la charge personnelle de M. Lévy ; — Attendu que M. Lévy n'acceptant pas ce retranchement et encore moins la charge personnelle qui lui incombait a formé opposition à cette taxe ; — Attendu que par son arrêt du 22 février 1899 la Cour, réformant la décision des premiers juges ordonnant une enquête, s'est trouvée seule saisie de l'exécution de son arrêt, selon les prescrip-

tions édictées par l'art. 472 C. pr. civ.; — Que ce principe posé, il suffit de constater que Me X..., avoué d'appel, n'a pas assisté aux enquêtes ordonnées, pour justifier la régularité de la taxe entreprise; — Attendu en effet que M. Lévy lui-même reconnaît s'être fait assister aux dites enquêtes par un avoué de première instance du tribunal d'Oran, qui n'avait point été commis à ces fins par la Conr et auquel Me X..., ne pouvait octroyer aucune délégation de ce genre; — Que, dès lors, l'avoué d'appel ne pouvait comprendre, sur son état des frais et émoluments faits par un officier ministériel qui n'avait pas qualité pour le suppléer; — Que si M. Lévy a cru de son intérêt de se faire assister d'un avoué de première instance d'Oran, il n'a pu le considérer qu'à l'égal d'un conseil, mandataire salarié, dont les émoluments ne sauraient être passés en taxe;

Par ces motifs: — Déclare M. Lévy, non recevable autant que mal fondé dans son opposition à la taxe du 1er mai 1900 et l'en déboute; — Maintient, en conséquence, ladite taxe pour sortir effet; — Condamne M. Lévy Moïse en tous les dépens de son opposition.

MM. DUCROUX, *prem. prés.*; VANDIER, *subst. du proc. gén*

COUR D'ALGER (3e Ch.)

14 octobre 1901

Immatriculation, Tunisie, opposition, rejet, dol, action en dommages-intérêts, non recevabilité.

Si l'art. 38 de la loi foncière tunisienne, modifiée par celle du 15 mars 1892, réserve une action en dommages-intérêts à toute personne lésée par le fait d'une immatriculation obtenue à l'aide de manœuvres dolosives, cette disposition ne saurait profiter à ceux qui, après être intervenus dans l'instance d'immatriculation devant le tribunal mixte, ont vu leur demande rejetée;

Il en est ainsi spécialement de celui qui a été débouté de son opposition à immatriculation pour l'avoir formée tardivement.

(Moïse Koskas c. Fliche et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Sur l'action en dommages-intérêts contre Fliche : — Attendu que si, par une disposition qui n'est que l'application des principes généraux en matière de dol et de fraude, l'art. 38 de la loi foncière tunisienne, modifiée par celle du 15 mars 1892, réserve à toute personne lésée par le fait d'une immatriculation obtenue à l'aide de manœuvres dolosives une action qui lui permette d'en poursuivre la réparation, cette disposition ne saurait profiter à ceux, qui, après être intervenus dans l'instance relative à l'immatriculation, ont vu leurs effets repoussés et leur demande rejetée ; qu'admettre le contraire serait leur laisser la faculté d'échapper, en suivant une voie détournée, aux conséquences désormais acquises d'une situation de fait et de droit tranchée par une décision définitive, et contre laquelle, pour supprimer toute incertitude sur l'état de la propriété en Tunisie et sauvegarder la sécurité des transactions immobilières, le législateur n'admet et n'autorise aucune possibilité de recours ; — Attendu qu'il convient d'observer que, postérieurement au dépôt effectué par Kheredine de sa réquisition portant le numéro 2189, Koskas s'est pourvu par voie d'opposition dans l'instance engagée devant le tribunal mixte, à l'effet d'obtenir que la parcelle d'immeuble ayant fait l'objet de la vente du 9 janvier 1897 ne fût pas englobée dans l'ensemble des biens qu'il s'agissait d'immatriculer ; que, par jugement du 15 mai 1897, il a été débouté des fins de son opposition, motif pris de sa tardivité, et qu'à la date du 31 juillet suivant, le tribunal qui, par une décision antérieure avait prorogé de deux mois le délai accordé aux intéressés pour faire valoir leurs droits, a déclaré irrecevables les conclusions qu'il avait déposées au greffe à cet effet, faute par lui d'avoir renouvelé le dépôt de son opposition entre les mains du conservateur de la propriété foncière ; que son opposition et ses conclusions reproduisaient alors les mêmes moyens que ceux qu'il invoque aujourd'hui, et qu'il ne saurait les reprendre pour se faire attribuer, par une juridiction différente et sous une forme nouvelle, le bénéfice d'une revendication au sujet de laquelle il a été déclaré forclos ; qu'il en serait différemment, sans doute, si, surpris par une immatriculation qu'il aurait ignorée par suite du dol de Fliche, il se bornait à réclamer la réparation du dommage

par lui souffert et puisant sa source dans le fait personnel de celui-ci, mais que tel n'est pas le cas dans l'espèce ; — Attendu, il est vrai, que Koskas soutient que, son opposition et ses conclusions n'ayant été rejetées que pour vice, les moyens sur lesquels elles étaient basées sont restés entiers et que rien ne s'oppose à ce que la juridiction civile en apprécie la valeur ; — Mais qu'il ne saurait profiter d'une déchéance imputable aussi bien à sa négligence qu'à son incurie, et que, d'autre part, le tribunal mixte, qui puisait dans ses attributions le droit de repousser d'office la demande d'immatriculation dont il était saisi, n'aurait pas manqué de statuer dans ce sens, si les nombreux documents soumis à ses appréciations par l'appelant lui avaient paru assez probants pour légitimer sa demande ;

Attendu, d'ailleurs, que si on examine, dans les phases successives où elles se sont déroulées, les circonstances qui ont précédé et accompagné la réalisation du contrat intervenu le 6 janvier 1897 entre Kheredine et Fliche, il est aisé de constater qu'il n'en est aucune qui revête, en ce qui concerne ce dernier, le caractère dolosif qui leur est attribué par Koskas ; qu'à l'époque où ce contrat est intervenu, le bornage des biens sur lesquels portait la réquisition d'immatriculation avait déjà été effectué, et que l'accomplissement de cette formalité avait ainsi réuni en un tout indivisible et les deux immeubles appartenant personnellement à Abderrahim Kheredine, et ceux que frappait l'enzel de 24 fr. ; — Qu'à cette date, Kheredine n'avait pas encore vendu à l'appelant la part lui revenant dans ledit immeuble, et qui, par une coïncidence assez singulière, devait lui être cédé trois jours après ; qu'il suit de là qu'au moment exact du contrat Koskas ne pouvait prétendre droit à quelque partie que ce fût de l'universalité des biens délimités par le bornage, et que ce n'est point par suite d'un concert frauduleux entre Fliche et Kheredine que le lot qui lui a été vendu postérieurement s'y est trouvé compris ; que l'on ne saisit pas, ces conditions étant telles, à quel propos pourrait être engagée la responsabilité de l'intimé, et de quel événement émanant de son fait personnel il serait rationnel de la faire dériver ;

Attendu que Koskas objecte, il est vrai, que Fliche ne peut prétendre à des droits dépassant les limites de ceux que lui confère son titre, et que celui-ci n'ayant affecté à la garantie de son prêt que les immeubles mentionnés dans la réquisition de Kheredine, sans qu'il y soit fait mention du lot indivis entre ce dernier et son frère Mahmoud, sa partie ne saurait être étendue au-delà ; qu'à cet égard, il explique que les frères

Assous, en dehors de deux hypothèques, montant ensemble à 18,000 fr., desquelles ils avaient été remboursés par un sieur Moréno, subrogé à leur droit, avaient, à la date du 17 décembre 1896, consenti à Kheredine un prêt de 7,740 fr., avec attribution à leur profit d'une hypothèque de second rang sur les immeubles personnels de leur emprunteur ; que Fliche ayant désintéressé Moréno, dont il avalt pris les lieu et place suivant quittance subrogative du 29 janvier 1897, les biens dont s'agit étaient restés grevés de l'hypothèque de second rang des frères Assous ; que c'est donc dans ces circonstances que Kheredine, dans le but de toucher le solde disponible des 35,000 fr. de son emprunt, que Fliche n'entendait lui verser qu'après le règlement de tous les comptes existant entre lui et ses créanciers, avait vendu à l'appelant le lot compris à tort dans les biens dont l'immatriculation était poursuivie, et dont il avait pris soin d'acquérir auparavant la moitié indivise appartenant à son frère ; que ce fait dénote clairement que ce lot ne faisait point partie de ceux mentionnés dans la réquisition de Kheredine et sur lesquels portait l'hypothèque de Moréno, à laquelle avait été substituée celle de Fliche ; — Que ce dernier ne pouvait certainement ignorer cet état de choses qui lui avait été révélé par les incidents survenus au cours de l'instance en immatriculation ; — Que c'est justement dans cette circonstance que réside le principe de l'action en dommages-intérêts dirigée à son encontre ; — Mais attendu que cette argumentation est plus spécieuse qu'exacte ; qu'en effet, antérieurement aux divers contrats intervenus entre Kheredine, les frères Assous et Moreno, tous les immeubles auxquels ils se rapportent avaient été confondus par Kheredine, et, sans que son frère Mahmoud paraisse s'y être opposé, réunis en une maison, d'un seul tenant, élevée d'un étage sur rez-de-chaussée, ainsi qu'il appert des documents versés au dossier et notamment d'une police d'assurance contre l'incendie remontant à la même époque ; — Que, d'autre part, la contenance des biens déclarés par Kheredine sur sa réquisition est exactement la même que celle qui a été relevée lors du bornage par le service topographique ; que, dans ces conditions, il convient de dire que l'hypothèque des frères Assous aussi bien que celle de Moréno grevait en réalité l'ensemble des biens dont l'individualité première avait désormais fait place à une universalité n'admettant plus de distinction entre eux, rendant impossible l'application des anciens titres, et que Fliche, subrogé au droit hypothécaire de Moréno, était autorisé à attribuer au sien, quelles que fussent d'ailleurs les précisions de son

contrat, une extension pareille à celle dont avait bénéficié ce dernier ; — Que rien, en résumé, ne permet de relever à la charge de Fliche, dont Koskas se plait à proclamer hautement la parfaite honorabilité et l'absolue bonne foi, les manœuvres dolosives qui seraient seules de nature à justifier l'action dont il est l'objet ; qu'il échet de confirmer en ce qui le concerne la décision des premiers juges ; qu'il y a lieu également de maintenir, étant donné le caractère téméraire et vexatoire de ladite action à son endroit, l'allocation des dommages-intérêts qu'ils lui ont accordée ;

Par ces motifs : — Statuant par décision définitive à l'égard de toutes les parties en cause : — Confirme purement et simplement le jugement déféré ; — Émendant toutefois en ce qui concerne la fixation du prix de la vente que Kheredine est condamné à restituer à Koskas, l'élève à la somme de 2,000 fr. ; — Condamne, de nouveau, en tant que de besoin, Kheredine à payer ladite somme à l'appelant pour les causes ci-dessus énoncées ; — Déboute les parties ou surplus de leurs demandes, fins et conclusions ; — Condamne Koskas aux dépens de son appel contre Fliche ; — Condamne Kheredine aux dépens envers Koskas.

MM. D'ANDRÉE DE RENOARD, *prés.* ; VANDIER, *subst. du proc. gén.* — Mes SOUBIRANNE et LEMAIRE, *av.*

COUR D'ALGER (Ch. correct.)

26 octobre 1901

Compétence, Tunisie, matière pénale, nationalité, sujet tunisien, tribunaux indigènes, musulman étranger, tribunaux français.

En matière pénale, les juridictions tunisiennes ne peuvent connaître que des affaires dans lesquelles des sujets tunisiens sont seuls en cause, et dès qu'un étranger y est intéressé, ces affaires ressortissent aux juridictions françaises ;

Par sujets tunisiens on doit entendre exclusivement les individus sur lesquels le bey exerce sa souveraineté, c'est-à-dire ceux qui sont nés en Tunisie de parents tunisiens ou ceux qui y ont acquis régulièrement la qualité de sujet du

bey, et non tous les musulmans résidant sur le territoire de la régence.

(Min. pub. c. Mohamed ben Youssef Boccara et autres)

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que l'appel du ministère public est régulier et recevable en la forme ;

Sur la compétence : — Vu les art. 1 et 2 du décret beylical du 13 janvier 1898 (14 chabour 1315), ainsi conçus : « Art. 1er. Les tribunaux français de la Tunisie connaîtront désormais, dans les limites de leur compétence respective et en conformité de la loi française, des infractions de toute nature, c'est-à-dire de tous crimes, délits et contraventions commis en Tunisie soit par des Français ou des protégés français, ou par des Européens ou des protégés des diverses puissances européennes, soit à leur préjudice ; — Art. 2. La répression de ces mêmes infractions appartiendra exclusivement à la justice tunisienne lorsqu'il n'y aura en cause que des sujets tunisiens » ;

Attendu que si ces articles ne désignent d'une part que les puissances françaises et européennes avec leurs protégés et d'autre part les sujets tunisiens, que si, par suite, ils ne paraissent pas fixer la compétence à l'égard de toutes les autres nations, il est certain cependant que leur sens et leur portée sont plus étendus ; — Attendu que ce sens et cette portée sont fixés par la succession des différentes dispositions décrétées en Tunisie sur la compétence respective des tribunaux français et tunisiens ; — Qu'ainsi, après avoir, par son décret du 5 mai 1883 (27 djoumadi 1300), étendu aux puissances amies dont les tribunaux consulaires seraient supprimés la compétence des juridictions françaises établies primitivement pour les seuls Français (loi française du 27 mars 1883, décret beylical du 14 avril 1883 (16 djoumadi 1300), S. A. le bey a encore étendu cette compétence en matière civile mobilière et en matière commerciale, d'abord, aux affaires dans lesquelles les Européens étaient défendeurs, puis à toutes celles dans lesquelles des Européens étaient en cause (décret du 31 juillet 1884) (7 chaoual 1301) ; — Qu'il importe de retenir que, dans les considérants qui précèdent ce dernier décret, S. A. le bey déclare que : « En matière pénale les Tunisiens resteront, bien entendu, en tout état de

cause, nos justiciables, car c'est là un des attributs de notre souveraineté » ;

Attendu, cependant, que, dès le 2 septembre 1885, S. A. le bey, renonçant à une partie des attributs qu'il s'était ainsi réservés, a abandonné aux tribunaux français le jugement des sujets tunisiens coupables soit de crimes commis au préjudice des Français ou protégés français et des Européens ou protégés européens, soit de crimes ou délits commis de complicité avec des Européens ; — Attendu que les termes de ce décret ayant donné lieu à des difficultés d'interprétation (Cass., 9 nov. 1894), le décret du 13 janvier 1898, ci-dessus transcrit, a renouvelé cette disposition dans des termes plus précis et plus juridiques ; qu'en outre, dans l'art. 2, S. A. le bey a renouvelé la réserve qu'il avait précédemment faite au profit de la justice tunisienne des affaires pénales dans lesquelles il n'y a en cause que des sujets tunisiens sur lesquels, exclusivement, il a maintenu l'exercice de ses droits de souveraineté ; — Attendu que, la justice tunisienne ne pouvant connaître que des affaires pénales dans lesquelles il n'y a que des Tunisiens, il en résulte que, dès qu'un étranger est intéressé dans une affaire pénale, elle ressortit nécessairement aux juridictions françaises, lesquelles subsistent seules dans la régence à côté des juridictions tunisiennes ; — Attendu que, par sujets tunisiens, il faut entendre uniquement les individus sur lesquels S. A. le bey exerce sa souveraineté, c'est-à-dire les individus nés dans la régence de parents tunisiens ou les individus y ayant régulièrement acquis la qualité de sujet de S. A. le bey ; — Qu'il est impossible d'admettre que tout musulman qui pénètre sur le territoire de la régence devient par cela seul sujet tunisien ; — Qu'en effet, la religion professée par un individu ne peut entraîner des modifications de sa nationalité suivant les hasards de ses pérégrinations ;

Adoptant, au surplus, les motifs des premiers juges ; — Et attendu, en fait, qu'il n'est pas contesté que El-Hadj Abdesselem ben Ouadda, victime des violences exercées par Mohamed ben Youssef Boccara et les autres prévenus, est de nationalité marocaine et non sujet tunisien ;

Par ces motifs : — Donne défaut contre les prévenus intimés non comparants ; — Rejette l'appel du ministère public comme non justifié ; — Confirme le jugement déféré, — Laisse les frais à la charge de l'État.

MM. LALOÉ, *prés.* ; MARSAN, *av. gén.*

COUR D'ALGER (1re Ch.)

23 octobre 1901

Diffamation, action civile, tribunaux civils, caractère d'urgence, préliminaire de conciliation, dispense.

L'action civile en dommages-intérêts née du délit de diffamation, présentant un caractère d'urgence, peut, lorsqu'elle est portée devant les tribunaux civils, être dispensée par le président du tribunal du préléminaire de conciliation, sur la requête présentée par le demandeur.

(Biziou et Boulay c. Germain)

Le 17 mai 1901, JUGEMENT DU TRIBUNAL CIVIL DE BOUGIE ainsi conçu :

LE TRIBUNAL, — Attendu que Germain a, après requête de M. le président, l'autorisant à cet effet, assigné directement, sans préliminaire de conciliation, les sieurs Boulay et Biziou ; — Qu'il est hors de doute que, si le président peut autoriser l'assignation à bref délai, le tribunal seul a qualité pour apprécier les conditions de régularité de l'instance et la validité de cette demande ; — Attendu que si, comme le font remarquer Biziou et Boulay, Germain, en laissant écouler un délai assez long entre le jour de la radiation de l'affaire devant le tribunal correctionnel et le jour de la reprise de l'instance devant le tribunal civil, a, par cela même, démontré lui-même qu'il n'y avait point d'urgence, il y a lieu de remarquer que Germain seul est juge, et juge souverain, de son inaction ; — Que le tribunal, sur ce point, n'a pas à rechercher les motifs et les causes qui ont guidé Germain dans son retard ; — Que le voulût-il d'ailleurs, il ne possède point les éléments nécessaires pour apprécier le bien ou le mal fondé des raisons qui ont motivé ce retard ; — Que, dans ces circonstances, il n'a qu'à se préoccuper de savoir si, oui ou non, l'action dont il est saisi est de celles qui par leur nature requièrent célérité et peuvent être dispensées du préliminaire de conciliation ; — Attendu, en fait, que Germain a, le 26 octobre 1900, poursuivi Boulay et Biziou devant le tribunal correctionnel pour diffamations et injures en vertu de la loi du 29 juillet 1881 ; — Que, le 5 janvier 1901, cette affaire a été rayée du rôle en vertu de la loi d'amnistie du 28 décembre 1901 ; — Que, le 28 février, il a présenté requête au président afin d'assigner à bref délai ; que le 4 mars Biziou et Boulay ont été assignés ; que depuis l'enrôlement de l'affaire, à deux reprises différentes, Biziou et Boulay ont, par l'intermédiaire de leur avoué, demandé le renvoi ; — Attendu qu'il ressort de l'examen de ces divers délais que si les sieurs Boulay et Biziou avaient

réellement eu l'intention de se concilier, ils avaient tout le temps nécessaire pour entrer en pourparlers et faire toutes démarches utiles à cet effet ; — Que leur inaction et leur demande de renvoi semblent, au contraire, indiquer que le préliminaire de conciliation n'aurait produit aucun effet ;

En droit : — Attendu qu'il est incontestable qu'il y a urgence pour toute personne se croyant diffamée d'obtenir le plus rapidement possible la réparation de l'atteinte portée à son honneur, à sa considération, surtout lorsque la diffamation est de nature à porter atteinte à sa probité commerciale ; — Qu'il est manifeste que si le législateur, par la brièveté des délais de prescription édictés par la loi du 29 juillet 1881, a nettement indiqué sa volonté de voir le diffamateur promptement poursuivi, il a par cela même indiqué son intention de voir le prétendu diffamé obtenir aussi promptement la réparation du préjudice qu'il prétend avoir éprouvé ; — Qu'il est certain, en un mot, que le législateur, par la brièveté des délais de prescription, n'a pas entendu protéger le diffamateur aux dépens du diffamé, mais bien au contraire forcer le diffamé à poursuivre dans un bref délai le diffamateur et de provoquer par cela même une prompte et publique réparation ; — Attendu qu'il est hors de doute que l'action intentée par Germain contre Biziou et Boulay requiert célérité et cela en vertu de la loi de 1881 ;

Par ces motifs : — Statuant en matière civile : — Rejette l'exception de nullité ; — Ordonne qu'il sera plaidé au fond et condamne Biziou et Boulay aux frais et dépens de l'incident.

Sur APPEL des sieurs Biziou et Boulay,

ARRÊT

LA COUR, — Attendu que les actions en diffamation offrent toujours un caractère d'urgence, puisqu'il importe à la personne diffamée d'obtenir le plus promptement possible, réparation de l'atteinte portée à son honneur, à sa considération ou à son crédit ; — Que le législateur l'a si bien compris, que l'art. 66 de la loi du 29 juillet 1881 édicte, à peine de forclusion, un délai de trois mois pour intenter les dites actions devant les tribunaux ; — Or, attendu qu'aux termes de l'art. 49 § 2 C. pr. civ., toutes les causes qui requièrent célérité sont dispensées du préliminaire de conciliation et le président du tribunal peut même, dans ce cas, autoriser l'assignation à bref délai (art. 72 du même Code) ; — Que, dans ces conditions, M. le président du tribunal de Bougie a pu valablement autoriser M. Germain a assigner à bref délai, et sans préliminaire de conciliation, MM. Biziou Jules et Boulay, en réparation du préjudice causé par divers articles parus dans *La Kabylie de Bougie* et prétendus diffamatoires par l'intimé ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges : — Sans s'arrêter à l'appel de MM. Biziou et Boulay envers le jugement du tribunal civil de Bougie du 17 mai 1901 : — Confirme le dit jugement pour sortir son plein et entier effet ; — Déclare les appelants non recevables autant que mal fondés dans toutes leurs demandes, fins et conclusions ; — Les en déboute ; — Les condamne à l'amende et aux dépens d'appel.

MM. DUCROUX, *prem. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* — Mes LE DENTU et TILLOY, *av.*

COUR D'ALGER (1re Ch,)

2 décembre 1901

Autorisation de femme mariée, demande en divorce, défaut d'autorisation, saisie-arrêt, nullité.

Est nulle la saisie-arrêt pratiquée, sans autorisation maritale ou de justice, par une femme à l'encontre de son mari, en suite d'une requête où celle-ci se prétendait, contrairement à la réalité, en instance de divorce, lorsque ladite saisie a été pratiquée antérieurement à l'ordonnance par laquelle le mari a saisi le tribunal de sa demande en divorce (1).

(Bounaud c. Bounaud)

ARRÊT

LA COUR, — Sur la demande de la dame Bounaud, en validité de la saisie-arrêt par elle pratiquée, au préjudice de son mari, en vertu d'une ordonnance rendue sur une requête où elle se disait, contrairement à la réalité, en instance de divorce : — Attendu que cette saisie-arrêt est nulle, aux termes des art. 1421, 1428, 238 § 4 C. civ., comme faite pendant le mariage, sous le régime de la communauté, sans autorisation maritale ou de justice, antérieurement à l'ordonnance en vertu de laquelle le sieur Bonnaud a saisi le tribunal de sa demande en divorce et dont la conséquence a été d'habiliter la dame Bonnaud à faire toute procédures pour la conservation de ses droits, ainsi qu'à ester en justice sans autorisation pendant la durée de l'instance en divorce ; — Qu'il faudrait, pour la

(1) Comp. Alger, 6 juill. 1892 (*Rec. Alg.*, 1892. 2. 530).

validité de cette saisie-arrêt, qu'elle ait été pratiquée postérieurement à cette ordonnance ; ou, tout au moins, que l'assignation par laquelle la dame Bounaud en a demandé la validité soit postérieure à cette même ordonnance ; — Qu'elles sont, la saisie-arrêt enregistrée, du 3 février 1900, l'assignation en validité enregistrée, du 13 février 1900 ; — Que l'ordonnance qui a autorisé le sieur Bounaud à soumettre sa demande en divorce au tribunal civil est du 7 avril 1900 ; — Que c'est à tort que, dans ces conditions, les premiers juges ont validé la dite saisie-arrêt ;

Sur la demande de la dame Bounaud contre son mari en paiement de 2,500 fr. : — Attendu qu'il y a lieu d'adopter les motifs par lesquels les premiers juges se sont déterminés pour surseoir à statuer sur la dite demande jusqu'à la liquidation de la communauté ensuite du divorce prononcé aux torts de la dame Bounaud par jugement du 16 mai 1900, enregistré ;

Quant aux dépens d'appel : — Attendu qu'il y a lieu de les mettre en entier à la charge de la dame Bounaud, en exécution des art. 130 et 131 C. pr. civ. ;

Par ces motifs : — Dit l'appel du sieur Hippolyte Bounaud recevable en la forme, et en partie justifié au fond ; — Infirme le jugement déféré en ce qu'il a validé la saisie-arrêt du 3 février 1900 ; — Ordonne que, de ce chef, il soit considéré comme nul et non avenu ; — Statuant sur ce rapport à nouveau : — Déclare nulle la dite saisie-arrêt ; — Confirme, au surplus, le jugement déféré ; — Ordonne que, sauf du chef où il vient d'être réformé, il soit exécuté dans toutes ses dispositions ; — Condamne la dame Bounaud aux dépens qui seront recouvrés aux formes de l'assistance judiciaire.

MM. MÉROT, *ff. prés.* ; MARTIN, *av. gén.* ; — Mes RÉGUIS et JAFFARY, *av.*

TRIBUNAL D'ALGER (2e Ch.)

21 octobre 1901

Prescription, loyers, prescription quinquennale, lettres missives, interruption.

Un locataire, débiteur de loyers, ne saurait se prévaloir de la prescription quinquennale édictée par l'art. 2277 C. civ., lorsque, avant l'arrivée des cinq ans fixés par cet article

et depuis encore, il a reconnu, dans des lettres missives par lui écrites à son créancier, en principe tout au moins, le droit de créance invoqué par celui-ci, de telles lettres étant interruptives de la prescription, aux termes de l'art. 2248 C. civ.

(Dame Puech c. Mer)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que Mer est opposant d'un jugement de défaut rendu contre lui par le tribunal de céans, le 29 octobre 1900; que cette opposition est régulière en la forme; — Attendu, au fond, que la dame Puech, réclame à Mer en qualité d'héritière de sa mère : 1° la moitié des loyers dus par ce dernier du 1er janvier 1890 au 15 juillet 1892, pour location d'un appartement à raison de 75 fr. par mois ; 2° moitié d'une note de frais de Me Bordet, défenseur, s'élevant au total à 182 fr.; 3° une note d'avances faite directement soit 18 fr. 75 cent ; 4° le montant d'honoraires lui revenant dans l'affaire Mer-Charpentier, ces honoraires non évalués en chiffres et portés pour mémoire ; — Attendu que ces diverses sommes s'élèvent sauf l'article porté pour mémoire, à 1,253 fr. 50 cent. sur laquelle somme la dame Puech reconnaît avoir reçu : 1° celle 77 fr. 95 cent. soit moitié de celle de 155 fr. 95 cent. produit d'une vente de meubles de Mer; 2° une somme de 150 fr. versée directement par Mer entre ses mains, soit en tout 227 fr. 95 cent.;

Sur les loyers réclamés : — Attendu que Mer prétend, sans en rapporter la justification avoir payé intégralement ce qu'il devait entre les mains des époux Triponey, cohéritiers de la dame Puech; que sa libération n'est pas établie; — Attendu que Mer invoque subsidiairement la prescription quinquennale de l'art. 2277 ; — Attendu que la dame Puech produit deux lettres à elle adressées et écrites et signées par Mer, en date la première de Gap, du 23 mai 1895, ainsi qu'il appert du cachet apposé sur l'enveloppe de ladite lettre, et la deuxième d'Aix en Provence, du 13 novembre 1900, lesquelles seront soumises à la formalité de l'enregistrement en même temps que le présent jugement ; — Attendu que dans la première Mer explique qu'il écrit à Triponey pour lui demander son compte « afin de savoir où il en est avec ladite dame Puech, ajoutant qu'aussitôt après, il lui fera connaître les mesures auxquelles il se sera arrêté pour régler ce compte ; — Attendu que dans la deuxième lettre on lit: J'ai été bien surpris de recevoir une assignation de votre

part pour le règlement des loyers que je puis vous devoir, car j'ai envoyé au sieur Triponey divers à comptes importants dont il vous fera part je n'en doute pas. Je ne demande pas mieux, du reste, que d'entrer directement en arrangement avec vous, bien qu'il me semble difficile de ne pas tenir compte des versements faits pour vous en d'autres mains..... » et plus loin : « Je vous promets que, peu après mon arrivée, je prendrai les mesures pour vous donner toute satisfaction » ; — Attendu que ces expressions contiennent la reconnaissance formelle du droit de créance invoquée par la dame Puech; qu'elles ont par suite interrompu la prescription, aux termes de l'art. 2248 ; — Attendu que de la correspondance produite et notamment d'une lettre du 15 décembre 1895 (laquelle sera aussi enregistrée) il résulte la preuve que le sieur Mer n'ignorait pas, au moins à partir de cette date, la mésintelligence existant entre le sieur Triponey et sa belle-sœur, la dame Puech ; qu'il est inadmissible, dès lors, qu'en versant à Triponey, en février 1896, une somme de 600 fr. et en novembre de la même année une autre somme de 500 fr., Mer ait eu l'intention de se libérer vis-à-vis de la dame Puech et que, l'eût-il fait, ce paiement, opéré entre les mains d'un tiers, sans le consentement de la dame Puech, ne priverait pas celle-ci du droit qui lui appartient de réclamer le montant de sa part dans la créance du sieur Mer ; — Attendu au surplus que les sommes versées à Triponey forment à peu près le montant de ce qui revenait à ce dernier du chef de sa femme sur les loyers dûs par Mer ; — Attendu que la prétention de Mer de faire ordonner la mise en cause de Triponey ne saurait être accueillie ; mais que toute réserve doit être faite en ce qui concerne les droits que Mer peut avoir à exercer contre ce dernier en règlement de compte ;

En ce qui concerne la note de frais de Me Bordet : — Attendu que cette créance n'est pas contestée ; que Mer, qui allègue avoir remboursé Triponey, ne le justifie pas ; que la part de la dame Puech lui reste due ;

En ce qui concerne les 18 fr. 75 cent. d'avances faites et les honoraires de l'affaire Mer-Carpentier : — Attendu que le sieur Mer conteste ces deux créances qui ne sont pas établies ; que la prétention de la dame Puech sur ces deux chefs doit par suite être rejetée ;

Par ces motifs : — Reçoit l'opposition comme régulière en la forme. — Au fond : — Maintenant le jugement de défaut du 29 octobre 1900, dans celle de ses dispositions qui prononcent condamnation : 1° au paiement des loyers réclamés, soit de la somme de 1,143 fr. 75 cent. pour moitié de la location

due par le sieur Mer ; 2° au paiement de la somme de 91 fr. pour moitié du montant de la note de Me Bordet ; — Déboute la dame Puech du surplus de sa demande ; — Lui donne acte de sa déclaration relative aux sommes de 77 fr. 95 cent. et 150 fr., soit en tout 227 fr. 95 cent. qu'elle dit avoir reçues, etc.

MM. ROBERT, *vice-prés.* ; SABARDIN, *subst.* — Mes BASSET et MENIER, *av.*

JUSTICE DE PAIX D'ALGER (Canton Nord)

20 novembre 1901

Mariage kabyle, femme, droit d'insurrection, répudiation, formes, tribu Kabyle des Beni-Fleick, kanouns spéciaux.

En droit kabyle, le mari ne peut obliger sa femme à réintégrer le domicile conjugal et le seul moyen pour lui de rentrer en possession de la dot est de la répudier avec fixation du prix ; même dans ce cas, la femme est libre, si cela lui plaît, de rester thammaouock, *situation légale qui fait d'elle une épouse* in partibus, *maintenue en droit, sinon en fait, sous la présence du mari* (1) ;

Le fait par le mari de déclarer qu'il met 120 fr. sur la tête de sa femme constitue la formule de répudiation usitée en Kabylie sous le nom de berrou n'tegouri, *et la femme est légalement répudiée le jour où elle paie à celui-ci ladite somme* (2) ;

Le refus par la femme de réintégrer le domicile conjugal la constitue en état d'insurrection, ce qui dispense, pour l'avenir, son mari de pourvoir à son entretien (3) ;

La tribu kabyle des Beni-Fleick a des kanouns spéciaux ; mais d'après ces kanouns, comme dans tout le reste de la Kabylie, le mari ne peut forcer la femme qui s'est mise en état d'insurrection à réintégrer le domicile conjugal, pas plus qu'il ne peut, en cas de refus de celle-ci, exiger la restitution de la dot (4) ;

(1 à 4) Comp. just. de paix d'Alger, 3 fév. 1887 (*Rev. Alg.*, 1897. 2. 13) et just. de paix de Fort-National, 11 janv. 1899 (*Rev. Alg.*, 1899. 2. 519) et les notes.

(Djenia C. Saïd)

JUGEMENT

NOUS, JUGE DE PAIX, — Attendu que Djenia Saïd ben Mohamed a fait citer devant nous Fathma bent Saïd, sa femme, en réintégration du domicile conjugal et, à défaut, en restitution de la dot ; — Que nous avons fait observer au demandeur qu'en droit kabyle, le mari ne pouvait obliger sa femme à réintégrer le domicile conjugal, et que le seul moyen pour lui de rentrer en possession de la dot était de la répudier avec fixation de prix ; que, même dans ce cas, la femme était libre, si cela lui plaisait, de rester « thammaouock », situation légale qui fait d'elle une épouse *in partibus*, maintenue en droit, sinon en fait, sous la puissance de son mari ; — Que Fathma bent Saïd, interrogée par nous, a refusé de reprendre la vie commune ; — Que Djenia Saïd ben Mohamed a déclaré alors qu'il mettait 120 fr. sur la tête de sa femme, ce qui est la formule de répudiation usitée en Kabylie, sous le nom de « berrou n'tegouri » ; — Que nous lui avons donné acte de cette répudiation et fait connaître à Fathma bent Saïd que son refus de réintégrer le domicile conjugal la constituait en état d'insurrection, ce qui dispensait pour l'avenir son mari de pourvoir à son entretien et que, d'autre part, grâce à l'effet irrévocable de la formule, elle serait légalement répudiée le jour où elle paierait à celui-ci la somme de 120 fr. ; — Qu'une contestation s'étant élevée à propos de la dot, nous avons admis le mari à faire la preuve que la somme de 120 fr. avait été intégralement versée par lui le jour de la célébration du mariage, ce que l'enquête a établi ; — Attendu, en ce qui concerne la restitution immédiate de la dot, que Me Martin, au nom de son client, a soutenu que, d'après les kanouns des Beni-Fleick, la tribu d'où sont originaires les parties, on pouvait exiger de la femme la réintégration du domicile conjugal, et, en cas de refus de sa part, la restitution de la dot ; qu'il nous a demandé à être autorisé à faire la preuve par témoins de cette coutume ; — Que cet usage nous a paru contraire aux principes mêmes du droit kabyle en la matière, mais que nous avons tenu cependant à en vérifier l'existence par des moyens nous offrant des garanties plus sérieuses qu'une preuve testimoniale administrée à Alger ; — Que la question a été par nous soumise à M. le président du tribunal civil de Tizi-Ouzou et qu'il résulte des renseignements qu'a bien voulu nous faire parvenir ce magistrat que les Beni-Fleick, qui habitent près de Port-Gueydon, ont effectivement des kanouns spéciaux, mais

que là, comme dans tout le reste de la Kabylie, le mari ne peut forcer sa femme, qui s'est mise en état d'insurrection, à réintégrer le domicile conjugal ; qu'il ne peut davantage, en cas de refus de celle-ci, exiger la restitution de la dot ; — Qu'ainsi, aux Beni-Fleick comme ailleurs, le droit à l'insurrection, le seul que les coutumes kabyles confèrent à la femme, doit être respecté ;

Que la demande de Djenia Saïd ben Mohamed est par conséquent mal fondée, qu'il y a lieu de l'en débouter ; qu'il ne peut en effet reprendre possession de sa femme malgré elle et que, d'autre part, il n'aura droit à la restitution de la dot que le jour où il plaira à Fatma, répudiée sous condition, de payer, sa rançon et de reprendre légalement sa liberté ;

Par ces motifs : — Donnons acte à Djenia Saïd ben Mohamed de ce qu'il a prononcé devant nous la formule de répudiation du *berrou n'tegouri* en mettant la somme de 120 fr. sur la tête de sa femme ; — Disons que le jour où il plaira à celle-ci de lui verser cette somme de 120 fr. elle cessera d'être *thammaouock* et sera légalement libre ; — Déboutons Djenia Saïd ben Mohamed de sa demande en réintégration du domicile conjugal ; — Le déboutons de sa demande alternative en paiement de la somme de 120 fr. qu'il a versée à titre de dot ; — Le condamnons aux dépens.

M. Paul HOURIE, *juge de paix* ; — Me REY, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

2 mai 1900

Succession, Tunisie, israélites algériens citoyens français, contrat de mariage, loi française, quotité disponible entre époux.

Les successions des israélites algériens citoyens français étant régies par la loi française, il y a lieu de leur appliquer l'art. 1034 C. civ., aux termes duquel la femme mariée qui a laissé des enfants ne peut donner en usufruit à son mari que la moitié de ses biens ;

D'autre part, si le régime matrimonial des israélites algériens était, avant le décret du 24 octobre 1870, régi par le droit rabbinique, il y a eu renonciation à ces droits pour se sou-

mettre à la loi française de la part des époux qui se sont alors mariés dans les formes prescrites par le Code civil français (1).

(Eliaou Boccara c. Consorts Boccara)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que la dame Rebecca bent Saïd est décédée à Tunis le 6 novembre 1896 en laissant pour héritiers les enfants issus de son mariage avec le sieur Eliaou Boccara ; — Attendu que, par un testament dressé au consulat de France à Tunis le 22 juin 1898, elle avait légué au sieur Eliaou Boccara son mari l'usufruit de tous ses biens ; — Attendu que trois de ses héritiers, les sieurs Judas, Abner et Rahmine Boccara, prétendent que ce legs dépasse la quotité disponible ; — Attendu qu'ils ont assigné leur père et leurs frères et sœurs pour en faire ordonner la réduction ; — Attendu que les époux Lumbroso n'ayant pas comparu, il a été rendu le 14 juin 1899 un jugement de défaut profit-joint qui leur a été régulièrement signifié avec réassignation ; — Attendu qu'ils persistent à faire défaut ; — Attendu que la dame Bellara Boccara, épouse Bonan, et la dame Hadira Boccara, épouse Scialom, ont, avec l'autorisation de leurs maris, renoncé à la succession de leur mère par acte au greffe en date du 17 février 1897 ; — Attendu que les autres défendeurs s'en rapportent à la justice, à l'exception du sieur Eliaou Boccara ;

Attendu que ce dernier soutient que l'action qui lui est intentée doit être repoussée comme contraire au statut personnel des parties ; — Mais attendu qu'il résulte des documents produits que le sieur Eliaou Boccara et ses enfants sont israélites algériens citoyens français ; — Attendu que la même nationalité appartenait à son épouse la dame Rebecca bent Saïd ; — Attendu que la succession dont il s'agit est donc régie par la loi française ; — Attendu que, aux termes de l'art. 1094 C. civ., la dame Rebecca bent Saïd, ayant laissé des enfants, ne pouvait donner en usufruit à son mari que la moitié de ses biens ;

Mais attendu, d'autre part, que le sieur Eliaou Boccara et la dame Rebecca bent Saïd se sont mariés devant l'officier de l'état civil de la commune de Constantine le 8 octobre 1851 ; — Attendu qu'à ce moment ils étaient sujets français, mais

(1) Voir le jugement du trib. de Tunis du 9 mars 1899, rendu entre les mêmes parties (*Rev. Alg*, 1900. 2. 446) et la note.

qu'ils n'avaient pas la qualité de citoyen qui leur a été conférée seulement par décret du gouvernement de la défense nationale en date du 24 octobre 1870 ; — Attendu que leur statut personnel était régi par le droit rabbinique ;

Mais attendu qu'en se mariant suivant les formes tracées par le Code civil français, ils ont renoncé à ce statut pour se soumettre à la loi française ; — Attendu qu'une jurisprudence constante reconnaît la validité d'une pareille renonciation ; — Attendu qu'antérieurement au mariage ils n'ont fait dresser aucun contrat pour régler leur situation pécuniaire, ainsi que le constate l'acte de mariage dont un extrait a été versé aux débats ; — Attendu que leur régime matrimonial est donc celui de la commanauté légale ;

Attendu que le sieur Eliaou Boccara soutient qu'un compte existe entre lui et ses enfants et que ces derniers lui doivent certains rapports ; — Attendu que tous ses droits lui sont réservés à ce sujet, mais que cette circonstance ne saurait faire obstacle à l'action actuelle ;

Par ces motifs : — Donne itératif défaut faute de comparaître contre la dame Rose Boccara et le sieur Jacob Lumbroso, son mari ; — Autorise d'office la dame Rose Boccara à ester en justice ; — Et statuant en premier ressort par un jugement qui ne sera pas susceptible d'opposition : — Met les époux Bonan et les époux Scialom hors de cause ; — Dit que la succession de la dame Rebecca bent Saïd est régie par la loi française ; — Dit que la dame Rebecca bent Saïd et le sieur Eliaou Boccara étaient mariés sous le régime de la communauté légale ; — Dit que l'usufruit légué par la dame Rebecca bent Saïd à son mari sera réduit à la moitié des biens successoraux ; — Ordonne sur les bases qui viennent d'être indiquées la liquidation et le partage de la succession de ladite dame et de la communauté ayant existé entre elle et son mari ; — Renvoie pour cette liquidation et ce partage les parties devant M. le vice-consul de France à Tunis, faisant fonctions de notaire ; — Réserve au sieur Eliaou Boccara tous ses droits en ce qui concerne les comptes qui existeraient entre lui et ses enfants et les rapports qui, d'après lui, seraient dus par ces derniers ; — Dit qu'il devra faire valoir à ce sujet ses prétentions dans la liquidation ordonnée par le présent jugement ; — Réserve aussi aux sieurs Judas, Abner et Rahmine Boccara tous leurs droits en ce qui concerne les aliénations et charges déclarées par la légataire et toutes les énonciations contenues dans l'inventaire ; — Ordonne, sauf en ce qui concerne les dépens, l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant appel sans caution, attendu

qu'il y a titre ; — Dit que les dépens seront employés aux frais de partage.

MM. FABRY, *prés.*; BLAT, *subst.* — Mes VIGNALE et CARDOSO, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

15 mai 1901

Immatriculation, Tunisie, droits des tiers, lésion, dommages-intérêts, fraude, dol, caractères légaux, mensonges.

Aux termes de l'art. 38 de la loi foncière tunisienne, toute personne dont les droits ont été lésés par suite d'une immatriculation ou d'une inscription n'a jamais de recours contre l'immeuble, mais seulement, en cas de dol, une action en dommages-intérêts contre l'auteur du dol;

Il y a dol, donnant ouverture à cette action en dommages-intérêts, dans le fait de celui qui, sachant qu'il n'a acheté qu'un seul magasin et que son titre de propriété n'en concerne qu'un, en fait englober deux dans le bornage effectué ensuite de sa demande d'immatriculation, laisse ignorer au géomètre et au rapporteur du tribunal mixte qu'il n'a pas la possession du second magasin ainsi englobé dans le bornage, laisse la paisible possession de ce second magasin, jusqu'après la fin de la procédure d'immatriculation, à ceux qu'il s'efforce de dépouiller, enfin, par ces réticences et ces manœuvres, arrive à tromper le tribunal mixte et réussit à faire immatriculer à son profit un bien qu'il savait appartenir à autrui.

(Mohamed ben Ahmed Choukatli c. Bazalgette)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le sieur Mohamed ben Ahmed ben Ali Choukatli, agissant comme tuteur des mineurs Abdelkader et Ali, fils de feu Ahmed ben Ali Choukatli, a assigné le sieur Bazalgette en paiement d'une somme de 2,000 fr. à

titre de dommages-intérêts ; — Attendu qu'il soutient à l'appui de cette demande que le sieur Bazalgette a obtenu par dol l'immatriculation d'un immeuble sur lequel ses pupilles avaient un droit de copropriété indivise ; — Attendu qu'il a été nommé à ses fonctions de tuteur par une décision du cadi malékite de Tunis en date du 18 septembre 1893 ; — Attendu que le sieur Bazalgette prétend que cette nomination n'est pas régulière, parce que les mineurs Abdelkader et Ali ben Ahmed ben Ali Choukatli sont des musulmans algériens sujets français ; — Mais attendu que ces fonctions de tuteur ont été confirmées au profit du sieur Mohamed ben Ali Choukatli le 13 mars 1901 par un jugement du tribunal civil de Tunis qui, en vertu des coutumes et des lois en vigueur dans la régence, remplit la mission du cadi à l'égard des indigènes musulmans algériens ; — Attendu dès lors que la qualité prise au procès par le demandeur ne saurait lui être contestée ; — Attendu que le sieur Bazalgette se prévaut d'un arrêt en date du 12 février 1900 par lequel la Cour d'appel d'Alger, 3e chambre, a rejeté une demande analogue formée contre lui par d'autres héritiers Choukatli ; — Mais attendu que les mineurs Abdelkader et Ali ne figuraient pas dans cette instance ; que cet arrêt n'a donc pas à leur égard l'autorité de la chose jugée ; — Attendu qu'il a été rendu dans des conditions qui ne permettent pas de l'invoquer comme précédent ;

Attendu d'abord qu'au moment où il est intervenu, le titre de propriété des consorts Choukatli n'avait pas encore été retrouvé ; — Attendu, d'autre part, que, pour réformer la décision du tribunal de Tunis qui avait condamné le sieur Bazalgette, la Cour déclare, dans les motifs de cet arrêt, que le tribunal a négligé de dresser procès-verbal d'un transport sur les lieux qui servait de base à ce jugement ; — Attendu que c'est là une allégation inexacte ; que ce procès-verbal avait été régulièrement dressé et que M. le greffier du tribunal de Tunis avait délivré au défenseur des consorts Bazalgette une copie authentique de cette pièce ; — Attendu que le considérant qui vient d'être rappelé démontre que la Cour d'Alger n'a pas eu connaissance de ce document qui présentait une importance capitale ; — Attendu qu'il y a lieu de croire que sa décision aurait été différente si elle avait été mieux renseignée et si elle avait eu sous les yeux toutes les pièces du procès ;

Attendu que, dans un autre arrêt rendu le 4 avril 1900 entre la Banque de Tunisie et les consorts El Ouzir, la même Cour (1re ch.), a posé les principes applicables à la matière ;

— Attendu qu'elle expose dans les motifs de cet arrêt « que la loi a prévu le cas où le détenteur d'un droit réel grevant un immeuble ignore pour un motif quelconque, même par négligence, les procédures d'immatriculation relatives audit immeuble ; que ce détenteur de droit réel est puni de son ignorance ou de sa négligence en ce qu'il n'a plus de recours contre l'immeuble et ne peut exiger les modifications du titre de propriété dressé contrairement à ses droits ; mais lorsqu'il peut établir qu'il subit cette lésion par le dol de l'immatriculant ou d'un tiers, il conserve une action en dommages-intérêts contre l'auteur de ce dol » ; — Attendu que, par application de ces principes, cet arrêt condamne une partie à des dommages-intérêts considérables pour avoir omis d'indiquer exactement dans une réquisition d'immatriculation les conditions d'un enzel ou rente perpétuelle dont l'immeuble était grevé ;

Attendu que le dol commis par le sieur Bazalgette, au préjudice des mineurs Abdelkader et Ali Choukatli, est encore mieux caractérisé et beaucoup plus grave ; — Attendu qu'en exécution d'un jugement préparatoire rendu dans la présente instance le 24 avril 1901, le tribunal s'est transporté de nouveau sur les lieux litigieux le 2 mai 1901 en présence des parties ; qu'il a fait l'application de leurs titres et qu'il a, comme la première fois, dressé procès-verbal de ses opérations ; — Attendu que le sieur Bazalgette a produit la copie d'un acte passé le 4 mars 1896 devant des notaires arabes et aux termes duquel le sieur Mohamed el Belidi lui vend, pour le prix de 6,000 fr., un immeuble situé à Tunis ; — Attendu que le tuteur des mineurs Choukatli a produit de son côté un acte passé sous la même forme dans la deuxième décade de l'année 1285 de l'hégire (c'est-à-dire au mois de novembre 1868 de l'ère chrétienne) par lequel le sieur Ahmed ben Ali Choukatli achète des consorts Abd el Hafid, pour le prix de 700 piastres, un magasin situé dans la même ville ; — Attendu que les constatations auxquelles le tribunal a procédé sur les lieux ont établi les faits suivants : 1° il existe dans la rue Bab-el-Fellah, à Tunis, deux immeubles distincts ; l'un qui porte le n° 29, l'autre qui a donné lieu au procès et qui portait le n° 27 avant l'immatriculation obtenue le 5 octobre 1898 par le sieur Bazalgette ; 2° ces deux immeubles, qui sont contigus appartenaient autrefois au même propriétaire, le sieur Youssef ben Ferrat ; mais par acte passé dans le courant de l'année 1249 de l'hégire correspondant à l'année 1833 de l'ère chrétienne, cet individu a vendu au sieur Ahmed Abd el Hafid le magasin qui forme l'immeuble n°

27 : un titre distinct a été dressé pour ce magasin et une mention annulative a été inscrite sur le titre primitif pour indiquer que cet immeuble ne faisait plus partie de ce titre qui a été plus tard cédé au sieur Bazalgette ; 3° les héritiers du sieur Ahmed Abd el Hafid ont vendu ce magasin au sieur Ahmed ben Ali Choukatli par l'acte du mois de novembre 1868, mentionné ci-dessus ; 4° le sieur Ahmed ben Ali Choukatli est décédé laissant cinq enfants, parmi lesquels se trouvaient les mineurs Abdelkader et Ali Choukatli dont le tuteur est demandeur au procès. Ces mineurs étaient donc au nombre de ses héritiers et ils avaient une part de co-propriété indivise sur l'immeuble dont il s'agit ; 5° ils avaient joui paisiblement de cette propriété jusqu'à l'immatriculation dont on se prévaut contre eux. Ils pouvaient à ce moment invoquer une possession qui avait été exercée par eux-mêmes et par leurs auteurs depuis l'année 1893 jusqu'à l'année 1898, c'est-à-dire pendant plus de 64 ans. Dans ces conditions, leurs droits sont établis de la façon la plus certaine ; 6° l'immeuble n° 29 comprend une maison d'habitation et un magasin. Par suite de mutations successives, cet immeuble est devenu la propriété du sieur Mohamed el Belidi, qui l'a vendu au sieur Balzagette par l'acte du 4 mars 1896 dont il est parlé plus haut ; 7° cette vente n'a nullement compris l'immeuble n° 27 dont le vendeur n'avait ni la propriété, ni la possession. Le magasin dont il est question dans cet acte est celui qui fait partie du n° 29. Le sieur Balzagette n'a jamais pu croire qu'il avait acheté en même temps l'immeuble voisin, car, dans ce cas, il serait devenu propriétaire de deux magasins, alors que l'acte de vente n'en mentionne qu'un ; 8° à l'époque de la vente, le sieur Balzagette n'a pas demandé la délivrance du magasin n° 27. Il a constaté que cet immeuble était occupé par un indigène, locataire des consorts Choukatli. Il n'a pas essayé à ce moment d'expulser cet indigène ou de se faire payer par lui le montant du loyer. Il a laissé cette situation se prolonger jusqu'à l'immatriculation c'est-à-dire pendant deux ans ; 9° l'immatriculation s'est poursuivie à l'insu des consorts Choukatli qui n'ont pas été avertis de cette procédure par leur locataire. Ce dernier en a, du reste, ignoré l'existence. Le bornage a, en effet, consisté uniquement dans une marque, apposée sur un mur dont cet indigène ne comprenait pas la signification ; 10° le sieur Bazalgette a fait ainsi immatriculer à son profit en qualité de propriétaire, non seulement l'immeuble n° 29 qui lui appartenait réellement, mais encore le magasin n° 27 sur lequel il n'avait aucun

droit et il a dépouillé ses voisins, les consorts Choukatli, d'un immeuble dont ils étaient propriétaires en vertu de titres inattaquables et d'une possession remontant à plus d'un demi siècle ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 38 de la loi foncière tunisienne : « Toute personne dont les droits auraient été lésés par suite d'une immatriculation ou d'une inscription n'aura jamais de recours sur l'immeuble, mais seulement, en cas de dol, une action personnelle en dommages-intérêts contre l'auteur du dol » ; — Attendu que c'est au moyen d'un dol que le sieur Bazalgette a consommé la spoliation dont il a rendu victimes les mineurs Abdelkader et Ali, fils d'Ahmed ben Ali Choukatli ; — Attendu, en effet, que dans sa réquisition d'immatriculation il a affirmé faussement être propriétaire du magasin n° 27 possédé par ces derniers, alors qu'il savait que cet immeuble ne lui appartenait pas ; — Attendu qu'il a fait, à l'insu du représentant de ces mineurs, englober ce magasin dans le bornage de la maison n° 29, alors qu'il s'agissait d'un immeuble distinct, dont ses voisins étaient les légitimes propriétaires et qu'il connaissait cette circonstance ; — Attendu, enfin, qu'il a laissé ignorer au géomètre, chargé du bornage, et au juge rapporteur, chargé de l'examen du dossier, que l'immeuble qu'il comprenait ainsi dans son immatriculation était possédé par les consorts Choukatli ; — Attendu que, par suite de cet ensemble de fraudes, il a induit en erreur le tribunal mixte et il a fait immatriculer ce magasin à son profit ; — Attendu que le tribunal possède des éléments suffisants pour évaluer à la somme de 1,500 fr. le préjudice qu'il a ainsi causé aux mineurs Abdelkader et Ali en les privant de leur part de co-propriété dans cet immeuble ; — Attendu que le sieur Bazalgette demande reconventionnellement à son adversaire une somme de 5,000 fr. à titre de dommages-intérêts pour le préjudice que lui ont fait subir les diffamations et imputations calomnieuses contenues dans l'assignation introductive d'instance ; — Attendu que cette assignation ne renferme ni diffamation ni calomnie, mais seulement l'exposé exact de l'acte dolosif dont le sieur Bazalgette s'est rendu coupable et dont il s'efforce de conserver le bénéfice ; — Attendu que le sieur Mohamed ben Ahmed ben Ali Choukatli a usé de son droit et rempli son devoir en poursuivant la réparation de cette fraude ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 27 mars 1883 le tribunal connaît en dernier ressort des actions personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 3000 fr. ; — Attendu que la loi du 11 avril 1838 décide dans son art. 2 qu'il sera statué

en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts lorsqu'elles seront fondées exclusivement sur la demande principale elle-même ; — Attendu que tel est le caractère de la demande du sieur Bazalgette ;

Par ces motifs : — Condamne le sieur Bazalgette à payer au sieur Mohamed ben Ahmed ben Ali Choukatli, pris comme tuteur des mineurs Abdelkader et Ali fils de feu Ahmed ben Ali Choukatli, une somme de 1,500 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Déboute pour le surplus les parties de leurs demandes fins et conclusions ; — Condamne le sieur Bazalgette aux dépens.

MM. FABRY, *prés.* ; ZEYS, *ff. subst.* — Mes GAUDIANI et BUSSIÈRE, *av.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

19 décembre 1900

Prescription civile, Tunisie, droit musulman, immeuble, possession paisible et ininterrompue, effets, dommages-intérêts, action vexatoire.

Toute action relative à la propriété d'un immeuble est prescrite, en droit musulman tunisien, par la possession dudit immeuble par un tiers, paisible et non interrompue pendant dix années ;

Il y a lieu à l'allocation de dommages-intérêts pour le préjudice occasionné par un procès téméraire et vexatoire, lorsque le demandeur a produit devant les juges un procès identique à plusieurs autres déjà repoussés en première instance, en appel et en cassation.

(Ahmed ben Ayed c. Banque Transatlantique)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL ; — Attendu que le sieur Ahmed Bey ben Ayed revendique contre la Banque Transatlantique et contre les héritiers du général Hamda Ben Ayed une propriété rurale désignée sous le nom de enchir El-Deheb ; — Attendu que les

héritiers du général Hamda Ben Ayed n'ayant pas comparu, il a été rendu à leur égard le 2 mai 1900 un jugement de défaut profit joint qui leur a été régulièrement signifié avec réassignation ; — Attendu que le sieur Abderrahman Ben Amda Ben Ayed demande acte de ce qu'il a renoncé à la succession de son père ; — Attendu que le sieur Charles Garnier, tuteur du mineur Moktar ben Ayed, s'en rapporte à la justice ; — Attendu que les autres héritiers du général Hamda Ben Ayed persistent à faire défaut ;

Attendu que le sieur Ahmed Bey Ben Ayed produit à l'appui de sa revendication un acte de vente dressé devant des notaires tunisiens le 12 avril 1852 ; — Mais attendu que ce titre ne contient que des indications de limites vagues ou incertaines ; et qu'il n'est pas démontré qu'il s'applique aux immeubles qui font l'objet du procès ; — Attendu qu'il n'est pas davantage établi qu'une partie quelconque de ces immeubles fût détenue par le général Hamda Ben Ayed au moment de l'introduction de l'instance, ni qu'elle se trouve en ce moment en la possession de ses héritiers ;

Attendu, en ce qui concerne les parcelles revendiquées spécialement contre la Banque Transatlantique, que cette Société en a depuis plusieurs années la possession paisible et publique ; — Attendu que cette possession a été exercée à titre de propriétaire par elle-même ou par ses auteurs à une époque qui remonte au moins à l'année 1857, date à laquelle le sieur Ahmed Bey Ben Ayed déclare en avoir été spolié ; — Attendu qu'il n'est nullement prouvé que le sieur Hamda Ben Ayed ait été séquestre de ces immeubles, ni qu'il ait promis au sieur Ahmed Bey ben Ayed de les lui restituer ;

Attendu qu'en Tunisie la prescription acquisitive de la propriété est de dix ans ; — Attendu que cette prescription était accomplie depuis longtemps au moment où le procès actuel a été commencé ; — Attendu que le sieur Ahmed Bey Ben Ayed se prévaut vainement de ce qu'une demande d'immatriculation formée par la Banque Transatlantique relativement à l'immeuble litigieux aurait été rejetée par décision du tribunal mixte ; — Attendu qu'aux termes de l'art. 37 de la loi foncière tunisienne une semblable décision n'a pas l'autorité de la chose jugée et laisse aux parties la faculté de faire reconnaître leurs droits par la juridiction compétente ;

Attendu que les considérations exposées ci-dessus démontrent que les parcelles dont il s'agit sont incontestablement la propriété de la Banque transatlantique ; — Attendu que le sieur Ahmed Bey Ben Ayed a déjà formé plusieurs revendications qui se présentaient dans des conditions identiques à

celle-ci et qui ont été repoussées par des jugements du tribunal de Tunis, par un arrêt de la Cour d'appel d'Alger et par un arrêt de la Cour de cassation ; — Attendu qu'en s'obstinant dans ces conditions à poursuivre la présente instance, il agit d'une façon essentiellement téméraire et vexatoire ; — Attendu qu'il a ainsi causé à la Banque transatlantique un préjudice dont il lui doit réparation ; — Attendu que le tribunal possède des éléments suffisants pour évaluer à 1.000 fr. le montant de ce dommage ;

Par ces motifs : — Donne acte au sieur Garnier ès-qualité de ce qu'il s'en rapporte à justice ; — Donne acte au sieur Abderrahman ben Hamda ben Ayed de ce qu'il déclare avoir renoncé à la succession de son père ; — Déboute le sieur Ahmed Bey Ben Ayed de toutes ses demandes, fins et conclusions ; — Le condamne à payer à la Banque transatlantique une somme de 1 000 fr. à titre de dommages-intérêts ; — Dit que la Banque Transatlantique est propriétaire des parcelles revendiquées contre elle par le sieur Ahmed Bey Ben Ayed ; — Déboute pour le surplus les parties de leurs demandes, fins et conclusions ; — Condamne le sieur Ahmed Bey Ben Ayed aux dépens.

M. FABRY, *prés.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

25 juin 1901

Compétence administrative, Tunisie, juridiction civile, contentieux administratif local, gendarmerie, fait administratif, fait personnel, déclinatoire, rejet, résident général, pouvoirs.

Le décret beylical du 27 novembre 1888, qui attribue en Tunisie aux juridictions civiles la connaissance du contentieux administratif, concerne seulement le contentieux local dans lequel peuvent être intéressés les administrations du gouvernement tunisien et les agents de ces services ;

La gendarmerie en Tunisie a la même organisation que dans la métropole ; elle constitue une troupe dépendant du ministère de la guerre du gouvernement français, et les militaires qui la composent sont des agents de ce gouverne-

ment; — En conséquence, le contentieux administratif qui les concerne n'est pas régi par le décret beylical du 27 novembre 1888 et n'est pas de la compétence des juridictions civiles en Tunisie ;

Mais le fait, par un gendarme, de tirer un coup de feu malgré la défense de son chef et imprudemment ne peut être considéré comme un acte administratif rentrant dans son service ; ce fait, pouvant constituer une faute personnelle et même un délit punissable en vertu de l'art. 329 C. pén., n'est pas de la compétence de la juridiction administrative ;

Le résident général en Tunisie possède les attributions conférées aux préfets par l'art. 6 de la loi du 1er juin 1828 ; dès lors, il a qualité pour soulever un déclinatoire d'incompétence de la juridiction civile, tiré de la nature administrative du litige.

(Greco c. Meyrigue)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que le 15 janvier 1901 le sieur Plo, brigadier de gendarmerie à Souk-el-Arba, a été informé qu'un taureau furieux parcourait les rues de cette ville après s'être échappé des mains de ses gardiens ; — Attendu qu'il s'est mis aussitôt à sa poursuite avec les sieurs Meyrigue et Blaye, gendarmes à la même résidence ; - Attendu que des coups de feu ont été tirés sur cet animal par le brigadier Plo, par le gendarme Meyrigue et par d'autres personnes qui s'étaient jointes à la poursuite ; — Attendu que le sieur Greco Tommaso se trouvait à ce moment dans son domicile derrière sa porte légèrement entre-baillée ; — Attendu qu'une balle provenant de cette fusillade a fracturé l'un des panneaux de cette porte, qu'elle a frappé au bas ventre le sieur Grèco Tommaso et lui a fait une grave blessure ; — Attendu que le sieur Greco Tommaso prétend que le coup de feu qui l'a atteint a été tiré par le gendarme Meyrigue ; — Attendu qu'en raison de ces faits il a assigné ce dernier et le marabout Salah ben Ali ben Aïssa, propriétaire du taureau, devant le tribunal civil de Tunis en paiement d'une somme de 15.000 fr., à titre de dommages-intérêts ;

Attendu que M. le ministre résident général de France à Tunis, agissant en vertu de l'art. 6 de la loi du 1er juin 1828, a adressé le 16 juin 1901 à M. le procureur de la République un

mémoire tendant à ce que la connaissance du litige soit renvoyée à l'autorité administrative en ce qui concerne l'action intentée au gendarme Meyrigue ; — Attendu que M. le procureur de la République a communiqué ce mémoire au tribunal et qu'il a pris à l'audience du 17 juin 1901 des réquisitions concluant à l'admission de ce déclinatoire ;

Attendu que ces conclusions sont recevables en la forme ; — Attendu, en effet, que d'une part le décret beylical du 27 novembre 1888, qui attribue en Tunisie aux juridictions civiles la connaissance du contentieux administratif, concerne seulement le contentieux local dans lequel peuvent être intéressés les administrations du gouvernement tunisien et les agents de ces services ; — Attendu que la gendarmerie a en Tunisie la même organisation que dans la métropole ; qu'elle constitue une troupe dépendant du ministère de la guerre du gouvernement français, et que les militaires qui la composent sont des agents de ce gouvernement ;

Attendu, d'autre part, que le décret du président de la République du 23 juin 1885 dispose dans son art. 2 : « Le résident général est dépositaire des pouvoirs de la République dans la régence. Il a sous ses ordres les commandants de troupes de terre et de mer et tous les services administratifs concernant les européens et les indigènes » ; — Attendu que ce haut fonctionnaire possède donc les attributions conférées aux préfets par l'art. 6 de la loi du 1er juin 1828 ;

Attendu, au fond, que les faits qui ont donné lieu au procès sont exposés de la manière suivante dans un rapport administratif qui a été rédigé le 16 janvier 1901 par M. Le Corre, capitaine commandant l'arrondissement de gendarmerie de Tunis et qui a été versé aux débats et communiqué aux défenseurs des parties : « Voyant l'animal placé au travers de la route à 15 mètres de lui, le brigadier Plo saisit la carabine du gendarme Meyrigue qui venait d'arriver porteur de cette arme et se mit à genoux au milieu de la route, mit le taureau en joue et fit feu. Le taureau fut atteint un peu en arrière de l'épaule, pirouetta sur son arrière-train, chancela un moment et partit dans la direction de la route d'Aïn-Draham toujours en chancelant ; à ce moment, le brigadier, s'étant relevé, aperçut le gendarme Meyrigue sur le trottoir de gauche, porteur d'une nouvelle carabine (c'était celle du brigadier qu'on venait d'apporter) et qui se disposait à tirer. Craignant à juste raison que ce militaire ne fût pas placé dans de bonnes conditions pour faire usage de son arme sans crainte d'accident, le brigadier lui défendit de tirer à plusieurs reprises et s'avança vers lui pour lui enlever sa

carabine ; mais, Meyrigue, qui était très surexcité, voyant venir à lui le brigadier, épaula, mit en joue et fit feu » ;

Attendu que l'exactitude de ces faits n'est pas contestée et qu'elle est, du reste, établie par l'enquête à laquelle il a été procédé par les soins du parquet et dont toutes les pièces ont été également versées aux débats ; — Attendu qu'il est certain dans ces conditions qu'en tirant imprudemment et contrairement à l'ordre de son chef un coup de feu qui pouvait tuer ou blesser quelqu'un, le gendarme Meyrigue n'a pas accompli un acte administratif rentrant dans son service, mais qu'il a commis une faute personnelle qui pourrait constituer le délit prévu et puni par l'art. 320 C. pén., s'il était prouvé que sa balle a blessé le sieur Greco Tommaso ; — Attendu que le tribunal est donc compétent pour connaître de l'action en responsabilité qui est dirigée contre lui ;

Par ces motifs : — Donne acte à M. le procureur de la République de ses réquisitions ; — Mais dit n'y avoir pas lieu d'accueillir le déclinatoire proposé ; — Se déclare compétent pour statuer à l'égard du gendarme Meyrigue comme à l'égard de l'autre défendeur ; — Renvoie l'affaire à l'audience du 15 juillet prochain pour être plaidée au fond ; — Réserve les dépens.

M. FABRY, *prés.*

TRIBUNAL DE TUNIS (1re Ch.)

25 juin 1901

Hypothèque, Tunisie, immeuble non immatriculé, titre de propriété, acte de notoriété, acheteur, créancier, droits de préférence.

En Tunisie, la constitution d'une hypothèque sur un immeuble non immatriculé, par la remise au créancier d'un acte de notoriété établissant le droit de l'emprunteur sur l'immeuble à titre successoral, ne saurait prévaloir à l'encontre d'un acheteur ou d'un créancier possesseur du vrai titre.

(Consorts Scialoum c. héritiers Ben Cheik)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, le 31 juillet 1895, la dame Fteitem s'est rendue adjudicataire d'un immeuble désigné

sous le nom de enchir Esser Oubet et dont la vente par licitation était poursuivie devant le tribunal de Tunis entre les héritiers de ben Cheik Ahmed ; — Attendu que les époux Daniel Scialoum, créanciers du sieur El Hadj Mohamed ben cheik Ahmed, l'un des héritiers, prétendent que cette vente a eu lieu au mépris de leurs droits; — Attendu qu'ils ont assigné la dame Fteitem et les héritiers ben Cheik Ahmed pour en faire prononcer l'annulation ; — Attendu que la licitation dont il s'agit est un des incidents du partage de la succession Ben Cheik Ahmed ; — Attendu que ce partage est aujourd'hui terminé en vertu d'un arrêt définitif rendu par la Cour d'appel d'Alger le 9 mars 1899 ; — Attendu que les époux Daniel Scialoum ne sont pas intervenus à cette opération et qu'ils ne se sont pas opposés à ce qu'il y fût procédé hors de leur présence ; — Attendu qu'ils sont donc aujourd'hui non recevables à l'attaquer ; — Attendu au surplus qu'ils ne démontrent nullement que le partage soit le résultat d'un concert frauduleux intervenu entre leur débiteur et ses cohéritiers pour léser leurs intérêts ; — Attendu qu'ils cherchent vainement à se prévaloir de la situation particulière qui est faite en Tunisie au créancier hypothécaire nanti du titre relativement aux immeubles dont l'immatriculation n'a pas été prononcée ; — Attendu que l'acte d'hypothèque le plus ancien qui leur ait été consenti par le sieur El-Hadj Mohamed Ben Cheik Ahmed a été passé devant des notaires tunisiens le 5 décembre 1895 ; — Attendu qu'à ce moment le sieur El-Hadj Mohamed ben cheik Ahmed n'avait pas le droit d'aliéner ou de donner en hypothèque un immeuble qui était sorti de son patrimoine par le jugement d'adjudication prononcé le 31 juillet précédent au profit de la dame Fteitem ; — Attendu qu'il aurait pu en être autrement si cet individu était resté détenteur du titre de propriété ; — Mais attendu que ce titre ne se trouvait pas en sa possession ; — Attendu que le document qu'il a remis aux époux Scialoum est simplement un acte de notoriété établissant qu'il était l'un des héritiers de feu ben cheik Ahmed, ancien propriétaire de l'enchir Esseroulat ; — Attendu que cet acte ne pouvait remplacer le titre véritable ; — Attendu qu'il n'y a pas lieu d'accueillir les conclusions des époux Scialoum qui tendent à annulation de la licitation et partage et qui, si elles étaient admises, apporteraient le trouble et la ruine dans la famille ben cheik Ahmed.

MM. FABRY, *prés.;* DUMAS, *subst.* — Mes BODOY et PIETRI, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

14 juin 1900

Compétence, Tunisie, propriété, demande d'immatriculation, opposition, contestation, renvoi devant le tribunal de droit commun, art. 36 de la loi foncière, jugement du tribunal mixte.

La contestation sur une question de propriété résultant d'une opposition à une demande d'immatriculation ne peut être portée devant le tribunal de droit commun, en exécution de l'art. 36 de la loi foncière tunisienne, que si le tribunal mixte a rendu un jugement de sursis à statuer.

(Couitéas c. Directeur de l'Agriculture)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que par exploit d'Arnol, huissier à Tunis, du 10 mars 1899, Basiléo Couitéas a fait assigner devant le tribunal de céans M. le directeur de l'agriculture pour faire admettre son opposition à la demande d'immatriculation de l'enchir Bouthadi formée devant le tribunal mixte sous le n° 1525; — Attendu qu'à la date du 13 juin 1899 Athanasis Grégorio est intervenu dans l'instance en déclarant se joindre à la demande de Couitéas;

Attendu que les demandeurs fondent leur action sur l'art. 36 de la loi foncière; — Mais attendu qu'il résulte du dernier paragraphe dudit article que le justiciable des tribunaux français qui veut faire renvoyer devant eux son opposition doit obtenir préalablement du tribunal mixte un jugement de sursis; qu'au surplus, il appartient au tribunal mixte seul de vérifier si l'opposant n'a pris encore devant lui aucune conclusion au fond, et si sa demande est fondée sur un droit existant entre ses mains avant la publication de la réquisition; — Attendu que toute autre procédure pourrait amener un conflit de juridictions; — Que ce conflit a été justement prévu et écarté par la loi foncière lorsqu'elle dispose, dans l'art. 33, que toutes les oppositions formées contre une immatriculation doivent être transmises au tribunal mixte, quelle que soit la nationalité des opposants; dans l'art. 37, que toutes les contestations relatives à une réquisition d'immatriculation sont soumises à l'appréciation souveraine du tribunal mixte; et lorsque, prévoyant une exception dans le cas de l'art. 36,

elle a soin d'ajouter : « Auquel cas, le tribunal mixte surseoira... » d'où il résulte que le tribunal français ne peut être saisi d'une opposition qu'après un jugement de sursis du tribunal mixte ; — Attendu en fait que l'instance portée devant le tribunal mixte est encore pendante, qu'il n'a été rendu aucun jugement de sursis, qu'ainsi la demande des sieurs Couitéas et Athanasis est actuellement irrecevable ;

Par ces motifs : — Déclare la demande de Couitéa et Athanasis non recevable en l'état, les condamne aux dépens.

MM. BONNEFOND, *prés.* ; MATHIEU, *proc. de la Rép.* — Mes GALLINI et KRAFT, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

25 octobre 1900

Servitude, vues, Tunisie, immeuble non immatriculé, droit musulman, ouverture, durée, délai.

Si, hors le cas de convention, des ouvertures pratiquées dans un immeuble non immatriculé, et donnant vue dans un autre immeuble également non immatriculé, ne peuvent, d'après le droit musulman, être fermées après dix années et peuvent seulement être obstruées par une construction du voisin, du moins le voisin peut en faire ordonner la démolition avant l'expiration de ces dix années, et spécialement au moment de la création de l'ouverture ;

Et, s'il se borne à demander que ces ouvertures soient ramenées aux conditions énumérées dans les art. 676 et 677 C. civ. français, il y a lieu de lui adjuger ces conclusions, non par application de la loi française, qui est inapplicable en Tunisie aux immeubles non immatriculés, mais parce que la demande est alors inférieure à ce qu'il aurait le droit d'exiger.

(Guayana c. Zasa)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL. — Attendu que, par exploit du 16 août 1899, Guayana a fait opposition au jugement de défaut-congé du

29 juin, signifié le 8 août, confirmant un jugement du juge de paix de Sfax du 10 août 1898;

En la forme : — Attendu que la recevabilité de l'opposition et celle de l'appel ne sont pas contestées; — Attendu que le juge de paix, ayant statué au possessoire et d'ailleurs entre sujets européens, était compétent;

Au fond : — Attendu que, s'agissant au procès de deux immeubles sis à Sfax et non immatriculés, il y avait lieu toutefois d'appliquer en principe le droit musulman tunisien et non le Code civil français;

Attendu que Zasa, propriétaire et possesseur d'un terrain à bâtir, sis à Picville, se plaint que depuis moins d'un an et un jour avant l'exploit introductif d'instance, Guayana, son voisin, l'a troublé dans sa jouissance en pratiquant une ouverture avec croisée mouvante et persienne dans le mur côté ouest de sa maison, laquelle ouverture a vue sur l'immeuble contigu appartenant à Zasa ; — Attendu que ce trouble n'est pas dénié ; que Guayana prétend seulement que l'ouverture récemment pratiquée ne peut être bouchée par le voisin qui aurait seulement le droit de l'obstruer au moyen d'un mur élevé sur son propre sol en justifiant de l'utilité ; — Attendu qu'en droit tunisien les servitudes de vue ne peuvent s'acquérir en principe que par convention ; que, néanmoins, lorsque des ouvertures ont été pratiquées sans convention depuis plus de dix ans, le voisin ne peut exiger la fermeture des anciennes fenêtres, qu'il peut seulement les obstruer, en construisant lui-même, et que cette même faculté est subordonnée à certains tempéraments suivant les rites malékite ou hanéfite ; qu'ainsi la servitude de vue peut dans une certaine mesure s'acquérir par une prescription de dix années; que, dès lors, le voisin a le droit de s'opposer à l'établissement d'ouvertures nouvelles dont la permanence pendant dix années pourrait mettre obstacle à des réclamations ultérieures; — Attendu néanmoins que Zasa ne demande pas la fermeture complète de la fenêtre récemment ouverte par Guayana ; qu'il demande seulement que l'ouverture soit ramenée aux proportions, et soumises aux conditions énumérées dans les art. 676 et 677 du Code civil français, conformément au dispositif du jugement dont il demande la confirmation ; — Qu'il y a lieu en conséquence de confirmer, mais par d'autres motifs, le jugement entrepris;

Par ces motifs : — Reçoit en la forme l'opposition et l'appel ; — Maintient le jugement congé-défaut du 29 juin 1899 ; — Confirme, mais dans son dispositif seulement, le jugement du juge de paix de Sfax du 10 août 1898 ; — Dit en conséquence

que, dans les quarante-huit heures de la signification du présent jugement, Guayana sera tenu de supprimer la fenêtre qu'il a ouverte et qui prend jour sur l'immeuble Zasa ; qu'il pourra toutefois substituer une fenêtre garnie d'un treillis de fer dont les mailles auront un décimètre au plus, et munie d'un châssis à verre dormant, en observant que cette fenêtre ne soit pas établie au-dessous de 19 décimètres à partir du plancher de l'appartement ; sinon, ou faute de quoi ce faire, autorise Zasa à faire exécuter ces modifications aux frais de Guayana par toutes voies de droit ; — Condamne Guayana aux dépens.

MM. BONNEFOND, *prés.* ; MATHIEU, *proc. de la Rép.* — Mes GALLINI et DANINOS, *av.*

TRIBUNAL DE SOUSSE

29 mai 1901

Compétence criminelle, Tunisie, juridiction française, prévenu tunisien, victime de nationalité marocaine, décret beylical du 13 janvier 1898, interprétation.

Le décret beylical du 13 janvier 1898, qui remet aux tribunaux français de Tunisie la connaissance des infractions de toute nature commises en Tunisie, soit par des Français ou des protégés français, ou des Européens ou des protégés des diverses puissances européennes, soit à leur préjudice, doit être interprété en ce sens que compétence a été donnée aux tribunaux français pour connaître de tout procès pénal intéressant des personnes autres que des sujets tunisiens ;

Spécialement, la juridiction française est compétente pour connaître d'une infraction commise par un sujet tunisien à l'encontre d'un Marocain.

(Mohamed ben Youcef)

JUGEMENT

LE TRIBUNAL, — Attendu que, cités par le ministère public par exploit du 6 avril 1901, les prévenus ont, par l'organe de Me Kraft, leur défenseur, conclu à l'incompétence du tribunal français, par ce motif que la victime est de nationalité maro-

caine et que tous les prévenus sont de nationalité tunisienne; — Attendu qu'à l'audience du 15 mai, le ministère public a déclaré se rallier à ces conclusions;

Sur la compétence : — Attendu que la compétence des tribunaux français siégeant en Tunisie est déterminée, en matière répressive, par le décret beylical du 13 janvier 1898 ; — Attendu que, aux termes de ce décret, les tribunaux français de la Tunisie, doivent désormais connaître « des infractions de toute nature commises en Tunisie, soit par des Français ou des protégés français, ou des Européens ou des protégés des diverses puissances européennes, soit à leur préjudice » ; — Attendu que, sans doute, si l'on appliquait ce texte littéralement, les tribunaux français ne devraient connaître d'aucun procès pénal dans lequel ne figureraient, ni comme auteur *lato sensu* ni comme victime, aucun individu sujet ou protégé d'une nation européenne; — Que cette interprétation du décret du 13 janvier 1898 conduirait les tribunaux français à se déclarer incompétents dans toutes les affaires intéressant des sujets de nations quelconques, fussent-elles issues de sang européen, jouissant de leur souveraineté dans une partie du monde autre que l'Europe, par exemple des sujets des États-Unis d'Amérique ou des États libres du continent africain ;

Mais attendu qu'un tel système serait contraire à l'esprit du décret précité qui a voulu évidemment donner aux tribunaux français compétence pour connaître de tout procès pénal intéressant des étrangers quelconques, c'est-à-dire toute personne non sujette du bey de Tunis ; — Que cette intention de ne réserver aux tribunaux beylicaux que les affaires intéressant uniquement des personnes placées sous la souveraineté du bey ressort manifestement des termes de l'art. 2 du même décret qui ne proclame la compétence exclusive de la justice tunisienne que pour les cas où il n'y aura en cause que des sujets tunisiens ; — Attendu que la victime du délit imputé aux prévenus est de nationalité marocaine ; — Qu'il importe peu que sa religion soit la religion musulmane ; — Que cette circonstance est insuffisante pour le rattacher à la souveraineté du bey de Tunis ; — Qu'il suffit donc au tribunal de constater que la victime du délit prétendu n'est pas de nationalité tunisienne pour se déclarer compétent ;

Par ces motifs : — Se déclare compétent.

MM. BONNEFOND, *prés.* ; GUYOT, *subst.* — Me KRAFT, *av.*

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

8 avril 1900. — Décret du bey réglementant le mesurage des matières sèches en dehors des marchés publics et lui substituant le pesage dans ces marchés.

Art. 1er. — A compter du 1er juin 1900, le mesurage des matières sèches est aboli sur tous les marchés publics de la régence. Ces matières, olives comprises, ne pourront être vendues sur ces marchés qu'au poids.

Art. 2. — En dehors des marchés publics, le mesurage des matières sèches reste facultatif. Il devra être effectué au moyen d'une trémie-chevalet en bois ou en métal directement posée sur le sol. Cet instrument doit avoir la forme d'un tronc de pyramide renversé à base rectangulaire reposant sur des pieds et ayant les dimensions suivantes : hauteur totale de l'appareil, 1m10 ; hauteur au-dessus du sol de l'ouverture inférieure de la trémie, y compris l'épaisseur du métal, 0m60 ; diamètre de cette ouverture, 0m66. Dimensions de la trémie prises à l'intérieur : à l'ouverture supérieure, 1m15 sur 1m60 ; à la base, 0m10 sur 0m10 ; profondeur, 0m50. Les côtés formant la largeur du tronc de pyramide seront prolongés de façon à produire une surélévation de 0m15 sur le niveau de l'ouverture supérieure, ce qui donnera à l'instrument, sur ces côtés, une hauteur totale de 1m25. — Pour le mesurage des olives et des matières à gros grains telles que le maïs, les haricots et les fèves, la trémie-chevalet employée devra avoir ces mêmes dimensions, excpté pour l'ouverture inférieure, dont le diamètre sera de 0m08. — Une inscription en caractères apparents, en français et en arabe, indiquera à quel usage l'instrument est destiné.

Art. 3. — L'ouverture inférieure de la trémie sera de forme circulaire, et si l'instrument est construit en bois, elle sera percée dans une tôle de 4 à 0m005 d'épaisseur, laquelle formera la base inférieure de la trémie.

Art. 4. — Les trémies chevalets sont soumises aux mêmes vérifications que les mesures de capacités pour les matières sèches. Les dispositions des décrets des 25 janvier 1899 (13 ramadan 1316) et 16 février 1899 (6 chaoual 1316), sur la possession, l'usage et la fabrication des instruments de pesage et de mesurage, leur sont applicables. — Pour leur vérification périodique, une taxe de 1 fr. par instrument sera perçue dans les mêmes conditions que celles portées au tableau A annexé au décret du 25 janvier 1899 (13 ramadam 1316).

Art. 5. — La mesure employée sera le double-décalitre en tôle. Elle sera munie d'une radoire ayant la forme d'une règle dont la face plate sera placée perpendiculairement à la surface à araser et aura au moins 0m03 de hauteur ; elle sera fixée au centre de la mesure. Les mesures devront toujours être

arasées. Cette opération sera faite sous la trémie, immédiatement après le remplissage de la mesure et sans que celle-ci soit déplacée. — Lorsque le mesurage devra être complété par des quantités inférieures au double-décalitre, les mesures divisionnaires employées n'auront pas de radoire fixe ; elles seront arasées comme il est dit à l'article suivant.

Art. 6. — Le double-décalitre en tôle sans radoire fixe sera employé pour le mesurage des olives et des matières à gros grains. La mesure sera arasée sous la trémie, sans être déplacée et immédiatement après le remplissage, à l'aide d'une règle droite dont la surface aura au moins 0m07 1/2 de largeur et sera tenue verticalement, de façon à faire l'arasement en une seule fois. La règle sera présentée au vérificateur en même temps que la trémie.

Art. 7. — Dans le commerce de détail, c'est-à-dire lorsque les opérations ne porteront que sur des quantités inférieures à un demi-hectolitre, le mesurage pourra se faire sans trémie, et les mesures pourront être arasées au moyen de la règle.

Art. 8. — La possession de la trémie conique en métal, montée sur l'hectolitre ou le demi-hectolitre en tôle et servant spécialement à des expériences, est tolérée. En aucun cas cette trémie ne pourra être employée pour les opérations de vente ou d'achat. Les détenteurs de cette sorte d'instruments devront les déclarer au vérificateur. La mesure seule sera présentée à la vérification.

Art. 9. — Les pénalités prévues par les décrets des 25 janvier et 16 février 1899 (13 ramadan et 6 chaoual 1316) sont applicables aux infractions aux dispositions du présent décret.

Dispositions transitoires

Art. 10. — En dehors de Tunis et seulement jusqu'à l'époque de la plus prochaine vérification dans la localité, les fabricants pourront livrer, sous leur responsabilité, les trémies-chevalets construites conformément aux indications portées à l'art. 2 sans les avoir présentées à la vérification première ; mais ils seront tenus de donner au vérificateur la liste des personnes auxquelles les trémies auront été livrées. Ces instruments pourront être mis en service par les commerçants qui seront tenus de les faire vérifier lors de la prochaine vérification.

22 avril 1900. — Décret du bey autorisant l'admission temporaire en franchise des graines de ricin destinées à être converties en huile.

Art. 1er. — Les graines de ricin pourront être admises temporairement en franchise, pour être converties en huile, sous les conditions déterminées par le décret du 27 mai 1895. — Les exportateurs s'engageront, par une soumission valablement cautionnée et sous les peines de droit, à réexporter, dans un délai de six mois, l'huile provenant de la trituration d'après le taux de rendement, fixé à 40 kilog. d'huile de ricin pour 100 kilog. de graines. — L'importation des graines et la réexportation de l'huile provenant de la mouture auront lieu par le même bureau de douane. — Les bureaux de Tunis, Bizerte, Sousse-Souïssa, Monastir, Medhia et Sfax seront seuls ouverts aux opérations de l'espèce.

Art. 2. — En cas de doute sur l'identité ou la pureté, il sera prélevé, au moment de l'exportation de l'huile de ricin, un échantillon qui sera revêtu du cachet de la douane et de celui du déclarant et soumis à l'examen du labora

toire de chimie agricole. Le laboratoire sera seul compétent pour statuer sur les contestations ; il décidera en dernier ressort.

Art. 3. — La trituration des graines de ricin, admise temporairement, ne pourra s'effectuer que dans les usines où la mise en œuvre des olives et des grignons d'olives aura pris fin. Les agents de l'administration auront libre accès, à toute heure, dans ces usines, pendant la période de traitement des graines ; ils pourront s'y faire représenter les livres, pièces de comptabilité et autres documents relatifs à la fabrication, suivre dans tous leurs détails les opérations de trituration et, en général, procéder à toutes constatations utiles. — Les huiles de ricin ne seront reçues à la décharge des comptes d'admission temporaire que si elles sont accompagnées d'une expédition délivrée par le préposé de surveillance dans les usines. — Les frais d'exercice seront à la charge des fabricants.

Art. 4. — Toute substitution, altération ou mélange, toute soustraction ou manquant, toute fraude ou abus constatés par les préposés de l'administration donneront lieu à l'application des pénalités et interdictions édictées par l'art. 5 du décret du 27 mai 1895 susvisé.

4 janvier 1900. — **Décret** complétant le décret du 23 août 1898 sur les délégations financières algériennes.

Vu le décret du 23 août, portant institution des délégations financières algériennes ; — Sur le rapport du ministre de l'intérieur et des cultes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — Le paragraphe 2 de l'art. 2 du décret du 23 août 1898 sur les délégations financières algériennes est complété ainsi qu'il suit :

« *Art. 2.* — ..... Le délai de douze ans ci-dessus prévu a pour point de départ : — 1° Pour les étrangers naturalisés en vertu d'un décret du président de la République, la date de ce décret ; — 2° Pour les fils d'étrangers ayant bénéficié de l'art. 8, § 4, C. civ. modifié par la loi du 26 juin 1889, du jour où est expiré leur droit de répudier la qualité de Français ; — 3° Pour les fils d'étrangers ayant bénéficié de l'art. 9 C. civ. modifié par la loi du 22 juillet 1893, du jour où ils ont réclamé la qualité de Français conformément audit article. »

11 août 1900. — Décret du bey portant modification aux art. 64 et 66 du décret du 31 décembre 1899 sur la police administrative de la navigation.

Art. unique. — Les art. 64 et 66 du décret du 31 décembre 1899 sur la police administrative de la navigation sont annulés et remplacés par les suivants :

« *Art. 64. — Mesures d'application.* — Des arrêtés du directeur général des travaux publics ou du directeur général des finances, insérés au *Journal officiel*, fixeront toutes les mesures de détail que comporte l'exécution du présent décret. — Toutes les formalités prévues au présent décret devront être accomplies avant le 1er janvier 1901, date à partir de laquelle les pénalités qu'il édicte pourront être appliquées.

» *Art. 66. — Dispositions transitoires.* — Jusqu'au 1er janvier 1902, les droits spécifiés à l'art. 2 du présent décret seront réduits uniformément à 1 fr. 20 cent. par embarcation ou navire ».

19 août 1900. — Décret du bey sur le crédit agricole.

Art. 1er. — Les récoltes, détachées ou non, les produits industriels résultant de l'exploitation agricole, tels que l'huile, le vin, l'alcool, peuvent faire l'objet d'un nantissement sans être mis en la possession du créancier ou d'un tiers.

Art. 2. — Ce gage ou nantissement ne peut comprendre que les objets dont l'emprunteur est propriétaire et ne peut-être consenti que par celui qui est détenteur d'un fonds rural à titre de propriétaire, d'enzéliste, d'usufruitier, de fermier, de locataire ou de colon partiaire. — Il donnera au prêteur le droit de se faire payer par privilège sur les choses qui en sont l'objet après le propriétaire pour ses loyers, fermages et avances faites pour la culture et après tous autres créanciers privilégiés et par préférence seulement aux créanciers hypothécaires et chirographaires. — Au cas de saisie de l'immeuble portant les récoltes données en nantissement, les fruits recueillis ou le prix qui en proviendra ne seront pas immobilisés ; ils resteront le gage du créancier nanti.

Art. 3. — Le gage ou nantissement devra être constaté, même lorsqu'il s'agira d'une valeur inférieure à 150 fr., par un acte écrit, soit sous seings privés, soit passé devant un officier public. — Cet acte devra porter la mention que le contrat sera régi par les dispositions du présent décret. Il contiendra les noms, prénoms et qualités du prêteur et de l'emprunteur et de leurs domiciles, le montant et la durée du prêt, le taux de l'intérêt convenu, la désignation, l'énumération et l'estimation des objets affectés au gage, l'indication du lieu où se trouvent ces objets, ainsi que la situation et l'étendue des surfaces portant les récoltes pendantes et la nature de celles-ci. L'emprunteur indiquera dans le même acte les sommes qu'il peut devoir à ses ouvriers et gens de service et aux vendeurs des animaux affectés au gage, et, s'il n'est pas propriétaire, les loyers, fermages et avances reçues pour la culture dont il serait encore débiteur.

Art. 4. — Le prêt ainsi constaté et garanti ne pourra être consenti pour plus d'un an. Les parties pourront, néanmoins, stipuler qu'il sera renouvelable en cas de mauvaises récoltes ou pertes imprévues.

Art. 5. — Tout contrat formé aux conditions du présent décret sera transcrit sur les registres du bureau des finances du lieu où sont situés les objets affectés au gage, ce, sous peine de ne pas donner ouverture, à l'égard des tiers, au droit de préférence spécifié en l'art. 2 du présent décret. — Extrait de ce registre pourra être délivré à l'emprunteur ou à toute personne porteur de sa réquisition.

Art. 6. — Il pourra être créé des billets à ordre ou des lettres de change, soit pour partie, soit pour la totalité de la somme empruntée ; mention de ces effets sera portée sur l'acte d'emprunt et, réciproquement, mention de l'acte d'emprunt sera portée sur les effets. L'échéance des effets ne devra pas être plus éloignée que celle du contrat. — Ces effets, quoique ne constituant pas des opérations commerciales, seront soumis à toutes les dispositions du Code de commerce français relativement à l'échéance, l'endossement, la solidarité, l'aval, le paiement par intervention, les droits et devoirs du porteur et le rechange.

Art. 7. — Toute action dérivant, soit de l'acte de prêt, soit des effets créés en exécution de cette convention, sera soumise à la procédure commerciale et aux mêmes règles de compétence que les matières commerciales, si le litige est de la compétence de la juridiction française. Elle sera soumise à toutes les règles contenues au décret du 18 mars 1896, si le litige est de la compétence de la juridiction tunisienne.

Art. 8. — Les parties pourront, conformément au droit commun, demander

aux juges de paix, ou, dans les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire, au président du tribunal, d'ordonner toutes mesures conservatoires utiles. Elles les demanderont au président du tribunal de province, si toutes les parties en causes sont tunisiennes.

Art. 9. — L'emprunteur est constitué gardien des objets donnés en nantissement; s'il ne peut les représenter à l'échéance et s'il ne justifie pas qu'ils ont disparu par cas fortuit ou force majeure, il est puni d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus et d'une amende qui ne peut excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts dus aux parties lésées, ni être moindre de 25 fr.

Art. 10. — L'art. 463 du Code pénal français et la loi française du 26 mars 1891 seront applicables aux pénalités prononcées en vertu du présent décret, soit par la justice française, soit par la justice tunisienne.

25 septembre 1900. — Décret du bey déterminant la classification et la dotation des dépenses de colonisation.

Art. 1er. — Les dépenses de colonisation sont inscrites à la troisième partie du budget (dépenses sur ressources exceptionnelles). — Elles comprennent : — A. Les prix d'achat et les dépenses de défrichement de terres par le domaine. — B. 1° Les frais de reconnaissance et d'immatriculation du domaine de l'État et de lotissement de terres de colonisation; 2° ceux de publicité et de propagande. — C. 1° L'aménagement des voies d'accès aux centres de colonisation; 2° l'alimentation en eau potable des centres de colonisation; 3° la construction des bâtiments publics des centres de colonisation.

Art. 2. — Il est affecté aux dépenses d'achats et de défrichement de terres prévus par le paragraphe A de l'art. 1er, une dotation initiale de 1,500,000 fr., composée suivant les indications du tableau I ci-annexé : 1° du reliquat reporté à l'exercice 1900 des crédits affectés en 1899 aux dépenses de colonisation et de remploi domanial et non employés; 2° du solde des ressources réservées par le décret du 6 novembre 1896 pour la colonisation; 3° du reliquat disponible au 31 décembre 1899 des prix de vente d'immeubles domaniaux encaissés et mis en réserve pour la colonisation, en exécution des dispositions du décret du 1er décembre 1897; 4° et, pour le surplus, d'un prélèvement sur le fonds des excédents disponibles. — Au fur et à mesure de son emploi aux dépenses prévues, cette dotation se reconstituera par l'attribution des prix des ventes du domaine immobilier de l'État encaissés ou à encaisser postérieurement au 31 décembre 1899. Toutefois, les prix des immeubles domaniaux affectés à des services publics qui seraient déclassés et vendus seront exclus de ce fonds, à moins d'une décision spéciale du gouvernement.

Art. 3. — Il sera fait face aux autres dépenses de colonisation inscrites sous les paragraphes B et C de l'art. 1er au moyen de prélèvements sur le fonds des excédents disponibles à autoriser par décrets. — Un prélèvement de 280,000 fr. est d'ores et déjà autorisé pour l'exécution des services de l'exercice 1900 et se répartira entre ces services conformément aux indications du tableau II ci-annexé. Il en sera fait recette au budget de 1900 sous la troisième partie, chapitre II, art. 3.

Art. 4. — Le directeur des finances et le directeur de l'agriculture et du commerce sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui abroge : 1° le décret du 1er décembre 1897; 2° les dispositions contraires du décret du 28 décembre 1899 portant promulgation du budget général de l'État pour l'exercice 1900, troisième partie, recettes, art. 1er, 3, 4 et 8; dépenses, chapitre IV, art. 1er.

17 octobre 1900. — Décret rendant applicables en Algérie les dispositions de l'art. 3 de la loi du 19 juillet 1886 et du décret du 9 mai 1887 sur les taux des droits de visite des fabriques et dépôts d'eaux minérales, eaux de seltz et eaux gazeuses.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre des finances ; — Vu l'art. 1er de l'ordonnance du 17 janvier 1845 sur l'assiette des impôts en Algérie ; — Vu l'art. 30 de la loi de recettes de 1842, en date du 25 juin 1841, autorisant le gouvernement à déterminer, dans des limites indiquées, le montant des contributions à percevoir pour frais d'inspection sur les fabriques d'eaux minérales artificielles et les dépôts d'eaux minérales naturelles ou artificielles ; — Vu l'art. 3 de la loi du 19 juillet 1886 sur les contributions directes et les taxes y assimilées de l'exercice 1887 en vertu duquel les contributions précitées ont cessé de figurer au compte des départements pour être rattachées au budget de l'État ; — Vu le décret du 9 mai 1887 qui détermine les taux des droits de visite des fabriques et dépôts d'eaux minérales, eaux de seltz et eaux gazeuses ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — Sont déclarées applicables en Algérie les dispositions de l'art. 3 de la loi du 19 juillet 1886 et du décret du 9 mai 1887. Ces dispositions seront publiées et promulguées à la suite du présent décret.

5 décembre 1900. — Décret du bey interdisant l'exportation du gibier hors du territoire de la régence.

Art. 1er. — L'exportation, hors des frontières de la régence, de tout gibier, vivant ou mort, est interdite pendant une durée de deux années à partir du décembre 1900, exception faite pour le sanglier et les animaux de collection, dont l'exportation reste autorisée.

7 décembre 1900. — Décret rendant exécutoire en Algérie la loi du 27 juillet 1900, relative à la transformation en une taxe proportionnelle des droits perçus sur les formalités hypothécaires.

Vu l'ordonnance du 19 octobre 1841, déterminant les conditions de l'application en Algérie des lois, décrets et ordonnances qui régissent en France les droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèques ; — Vu l'ordonnance du 10 janvier 1843, réglant les conditions de l'application en Algérie des lois, décrets et ordonnances qui régissent en France l'impôt et les droits de timbre ; — Vu la loi du 27 juillet 1900, relative à la transformation en une taxe proportionnelle des droits perçus sur les formalités hypothécaires ; — Sur le rapport du ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — La loi du 27 juillet 1900 est déclarée exécutoire en Algérie. La taxe de remplacement établie par cette loi sera perçue en Algérie dans les mêmes conditions qu'en France, sans qu'il y ait lieu d'y appliquer la disposition de l'art. 2 de l'ordonnance du 19 octobre 1841.

11 décembre 1900. — Décret accordant la médaille coloniale à la mission Foureau-Lamy (*Mob.*, 22 déc. 1900).

12 décembre 1900. — Loi ayant pour objet le rachat des concessions de chemins de fer de la compagnie franco-algérienne (1).

Art. 1er. — Le ministre des travaux publics est autorisé à opérer le rachat des concessions de chemins de fer de la compagnie franco-algérienne, soit

(1) **Chambre des députés:** Projet de loi déposé par le gouvernement, le 12 avril 1900, ann. n° 1638; rapport de M. Krantz, le 4 juillet, ann. n° 1812; adoption, après déclaration de l'urgence, le 22 novembre. — **Sénat:** Dépôt le 27 novembre; rapport de M. Monestier, le 6 décembre; adoption, après déclaration de l'urgence, le 11 décembre.

RAPPORT A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES CHEMINS DE FER PAR M. KRANTZ.

Messieurs, — Le projet de loi qui vous est soumis a pour objet d'autoriser le ministre des travaux publics: 1° à opérer le rachat des concessions de chemins de fer de la compagnie franco-algérienne, soit d'office, conformément aux clauses du cahier des charges, soit à l'amiable; 2° à pourvoir provisoirement à l'exploitation des lignes rachetées, au mieux des intérêts du trésor.

L'exposé des motifs se borne à faire ressortir, d'une part, la nécessité, dans l'intérêt des opérations militaires dont le Sud Oranais est actuellement le théâtre, d'utiliser aussitôt après son achèvement la ligne d'Aïn-Sefra à Djenien Bou-Rezg et à Duveyrier, et d'autre part, la situation actuelle de la compagnie franco-algérienne, concessionnaire de la ligne d'Arzew à Aïn-Sefra, qui ne semble pas permettre de conclure avec elle un traité d'exploitation pour les prolongements dont l'État poursuit la construction. — Votre commission ne pouvait méconnaître la valeur des raisons ainsi invoquées en faveur du rachat, et l'étude à laquelle elle s'est livrée l'a confirmée dans l'opinion qu'il était indispensable de procéder sans retard à cette opération. — La question n'est pas nouvelle, d'ailleurs: envisagée isolément ou concurremment avec le rachat de plusieurs autres concessions, elle a été mise à l'étude au ministère des travaux publics, longtemps avant le 30 avril 1899, date à laquelle devenait possible, aux termes des conventions en vigueur, la reprise par l'État du réseau de cette compagnie.

La compagnie franco-algérienne a été constituée dans le but d'exploiter diverses concessions territoriales, comprenant les domaines de l'Habra et de la Macta, d'une superficie de 25,000 hectares environ. Le privilège exclusif de l'exploitation de l'alfa, sur une surface de 300,000 hectares, à l'est de Mascara lui était en outre attribué. En revanche, elle était chargée d'établir un barrage, de construire et d'exploiter, sans subvention ni garantie, la ligne d'Arzew à Kraf-Allah, longue de 214 kilomètres. Elle a dépensé, à cet effet, une somme de 33 millions environ prélevée sur un capital action de 30 millions et sur le produit de l'émission, de 1874 à 1881, de 100,000 obligations de 500 francs, qui ont produit environ 20 millions. Mais les affaires de la compagnie furent peu prospères, et, à la suite des négociations engagées dès 1880, pour l'indemniser des mécomptes que lui avaient causés les troubles du sud

d'office, conformément aux clauses du cahier des charges de la concession, soit à l'amiable, s'il peut traiter avec des représentants de la compagnie régulièrement investis des pouvoirs nécessaires.

---

oranais, de nouvelles lignes lui firent concédées, cette fois avec garantie de la part de l'État. — C'est ainsi que la loi du 3 juillet 1884 ratifiait la concession du chemin de fer d'Aïn-Thizy à Mascara, d'une longueur de 12 kilomètres avec garantie sur un capital de 1,500,000 fr. La concession de la ligne de Mostaganem-Tiaret (202 kil.) était approuvée par la loi du 15 avril 1885 et une garantie d'intérêts était accordée sur un capital de 20,500,000 fr., plus 1 million pour la dépense des travaux complémentaires ultérieurs (*).

Pour raffermir encore le crédit de la compagnie, on affecta par privilège les garanties au service des obligations (art. 4 de la loi du 15 avril 1885) et, dans les mêmes conditions, elle reçut une garantie sur un capital de 2,700,000 francs, pour parachèvement et matériel roulant de la ligne de Kraf-Allah à Mecheria (138 kil.), construite en partie par elle, comme prolongement industriel de sa ligne non garantie, en partie par l'État, comme ligne stratégique. En 1886, elle obtint la concession de la ligne de Mecheria à Aïn-Sefra (102 kil.) avec garantie et privilège spécial en faveur des obligataires sur un capital de 7,800,000 fr. et avec un barême forfaitaire très avantageux pour elle. — En 1888, à bout de ressources, la compagnie franco-algérienne affermait pour cinq ans son réseau à l'Ouest-Algérien. La loi approbative du 30 mai 1888 accordait, en outre, un privilège spécial sur la garantie aux porteurs des obligations émises pour la construction du chemin de fer d'Aïn-Thizy à Mascara concédé en 1884.

Peu de temps après, la compagnie franco-algérienne a dû déposer son bilan : un concordat est intervenu, homologué par un jugement du tribunal de la Seine, en date du 22 avril 1890, sur les bases suivantes ; — En ce qui concerne les obligations d'Aïn-Thizy-Mascara, Méchéria à Aïn-Sefra, Modzbah à Méchéria et Mostaganem à Tiaret, ces obligations était spécialement garanties par l'État et constituant des réserves privilégiées et nanties, aucune modification n'était apportée à leur service régulier. Elles conservaient intégralement la situation qui leur avait été faite par les lois spéciales. — L'actif, sur lequel la compagnie basait l'exécution du concordat, consistait, par suite, dans : 1° la ligne non garantie d'Arzew à Kraf-Allah ; — 2° la ligne industrielle de Modzbah à Marhoum ; 3° la concession d'alfas ; 4° la part bénéficiaire dans la société de l'Habra et de la Macta ; 5° le domaine particulier ; 6° les diverses créances appartenant à la compagnie ; 7° les espèces en caisse et, généralement, toutes les ressources de la compagnie. — Quant au passif, les créanciers chirographaires autres que les obligataires étant assimilés aux obligataires, chaque fraction de 247 fr. 77 cent. du passif, admis ou à admettre, était réduite à 200 fr. — Par suite, chaque obligation de la série non garantie a été remplacée par deux titres de 100 fr. chacun, l'un, série A, portant intérêt fixe annuel de 2 fr. 50 cent., l'autre, série B, portant un intérêt variable, suivant l'état des bénéfices annuels de la compagnie sans pouvoir dépasser 4 fr. Au mois de juin 1893, la compagnie était de nouveau mise à la tête de l'exploitation de son réseau. Le conseil d'administration reprit alors la gestion des affaires sociales avec l'assistance de trois commissaires au concordat. Grâce à ses bénéfices sur le barême d'Aïn-Sefra, à l'affermage de ses terres, à l'amélioration des recettes d'Arzew-Saïda, la compagnie s'est acquittée régulièrement de ses obligations concordataires.

(*) Un procès sur ce point est actuellement devant le Conseil d'État, la compagnie prétend que la garantie sur ce million lui est due dès l'ouverture de la ligne ; l'administration soutient qu'elle ne sera due qu'à mesure de l'exécution des travaux complémentaires.

Art. 2. — Le ministre des travaux publics est autorisé à pourvoir provisoirement à l'exploitation des lignes rachetées par tels moyens qu'il jugera plus avantageux pour le trésor. Un décret déterminera les conditions dans lesquelles s'effectuera cette exploitation provisoire.

Dans ces conditions, le rachat des concessions de chemins de fer de la compagnie franco-algérienne ne s'imposerait peut-être pas d'une façon absolue. Mais, ainsi que le rappelait le gouvernement dans son exposé des motifs, l'État a poursuivi l'exécution, dans le sud de la province d'Oran, du chemin de fer d'Aïn-Sefra à Djenien-Bou-Rezg et à Duveyrier. Ce chemin de fer, déjà achevé en partie, pourra être ouvert en entier dans un délai prochain. L'occupation d'In-Salah et d'Igli et les opérations militaires entreprises exigent qu'il puisse être utilisé aussitôt après son achèvement et qu'on puisse le prolonger aussi rapidement que possible. Il est donc urgent de se préoccuper d'en préparer l'exploitation définitive.

Peut-on s'adresser, dans ce but, à la compagnie franco-algérienne, qui, tant qu'elle sera concessionnaire de la ligne d'Arzew à Saïda et à Aïn-Sefra, serait seule à même de se charger de cette exploitation ? La négative ne paraît pas douteuse. La situation de la compagnie ne lui permet pas, en effet, de recevoir de nouvelles concessions. Son fonds de roulement est insuffisant et grève d'ailleurs lourdement son budget ; elle n'a aucune réserve pour les travaux complémentaires de la ligne non garantie, à plusieurs reprises, elle a dû procéder à des aliénations immobilières ; bref, ayant délégué tout son actif à ses créanciers, le crédit dont elle jouit est essentiellement limité et elle ne saurait emprunter pour faire face aux nouvelles dépenses d'exploitation que si une garantie d'intérêts, suffisamment élevée, lui était allouée. — D'autre part, des dissensions intestines ont éclaté dans son sein ; les porteurs d'actions sont divisés en deux partis qui prétendent l'un et l'autre posséder la majorité statutaire aux assemblées générales et ont porté le litige devant les tribunaux. Parmi les nombreux procès auxquels ces dissensions ont donné lieu, il en est un qui a abouti, le 18 juin dernier, à un jugement du tribunal de commerce de la Seine jugeant en premier ressort qui déclare dissoute la compagnie franco-algérienne et nomme un liquidateur auquel les pouvoirs les plus étendus sont accordés, d'après les lois et usage du commerce, pour la constatation et la réalisation des biens mobiliers et immobiliers de la société, l'acquittement du passif et le règlement des droits des tiers et des intéressés, et notamment la faculté de traiter à l'amiable avec l'État du rachat des voies ferrées concédées à la compagnie. Mais ce jugement a été frappé d'appel. — Il y a lieu, d'autre part, de penser que le rachat permettrait la réalisation d'économies annuelles assez sérieuses sur les charges qu'entraîne la garantie d'intérêt par suite de la possibilité de faire, sur la ligne de Mecheria à Aïn-Sefra, des dépenses d'exploitation inférieures à celles qu'alloue le barème forfaitaire.

C'est dans ces conditions que le gouvernement vous demande à être autorisé : 1° à opérer le rachat soit d'office, conformément aux clauses du cahier des charges de la concession, soit à l'amiable s'il peut traiter avec des représentants de la compagnie régulièrement investis des pouvoirs nécessaires ; 3° à prélever, sur la dette flottante, les ressources suffisantes pour faire face, en 1900, à la dépense qu'entraîneront le rachat d'office et l'exploitation provisoire.

Le simple exposé qui précède montre clairement que le rachat s'impose ; mais il fait voir, en même temps, que, des deux modes de rachat proposés, le rachat à l'amiable et le rachat d'office, un seul, le rachat d'office par application des clauses du cahier des charges, est actuellement praticable. Le jugement du 18 juin 1900, s'il était passé en force de chose jugée, aurait eu, en effet, pour conséquence de mettre le ministre des travaux publics en présence d'un liquidateur muni de pleins pouvoirs. Mais ce jugement ayant

*

Art. 3. — Il sera pourvu provisoirement aux dépenses qu'entraîneraient, en 1900, le rachat et l'exploitation des lignes au moyen de ressources prélevées sur la dette flottante.

Art. 4. — En cas de rachat à l'amiable, la convention intervenue devra être

---

été frappé d'appel, l'État n'a pas en face de lui un représentant incontesté avec lequel il puisse valablement traiter soit pour l'extension du réseau, soit pour son rachat amiable.

Aux termes des conventions, toutes les lignes, garanties ou non garanties, concédées à la compagnie franco-algérienne peuvent être rachetées soit séparément, soit simultanément, à toute époque après le 30 avril 1899. — L'élément essentiel de l'indemnité de rachat consiste dans une annuité calculée d'après la moyenne des produits nets annuels obtenus pendant les sept années qui auront précédé celle où le rachat sera effectué, sous déduction des deux plus faibles et sans pouvoir descendre au-dessous du produit net de la dernière des sept années prises pour terme de comparaison. — Cette annuité doit être payée à la compagnie pendant chacune des années restant à courir sur la durée de la concession. — En ce qui concerne les lignes garanties, le revenu net est invariable, puisqu'il est égal au revenu garanti tel qu'il est défini par les conventions. L'opération, à ce point de vue, ne comporte donc pas d'aléa notable. Les litiges qui pourraient surgir, et dans lesquels il ne nous appartient pas d'entrer, seraient d'ailleurs de minime importance. — En ce qui concerne la ligne non garantie d'Arzew-Saïda-Kraf-Allah, c'est le revenu effectif de la dernière des sept années à considérer qui servira de base au calcul de l'annuité de rachat, les recettes étant en augmentation en raison des transports exceptionnels qu'entraînent les opérations militaires entreprises dans le sud oranais. — A cet égard, l'année 1899 était déjà favorable à la compagnie ; l'année 1900 le sera encore beaucoup plus, les recettes des quarante-trois premières semaines étant en plus-value de 321,000 fr. — S'il s'agissait de plus-values résultant d'un trafic normal, il serait légitime d'en tenir compte dans le prix du rachat et l'influence de ces plus-values sur le montant de l'annuité ne serait pas de nature à imposer à l'État des charges sans compensation ; mais il s'agit ici de plus-values absolument exceptionnelles et certainement passagères ; il serait déplorable que l'ajournement à 1901 du rachat et de la prise de possession des lignes transformât en un revenu permanent payé par l'État, ce qui n'est qu'un supplément de recettes accidentel, dût cette situation anormale se prolonger encore au delà de l'année 1900. — Il importe donc au plus haut point que le rachat soit non seulement voté, mais effectué avant le 31 décembre prochain, de façon à éviter toute contestation sur l'année qui devra servir de base au calcul de l'annuité de rachat.

Votre commission propose, en conséquence, à la Chambre d'adopter le projet de loi tel qu'il lui est présenté par le gouvernement.

Il demeure bien entendu qu'une fois le rachat effectué, l'organisation définitive de l'exploitation des lignes rachetées devra faire l'objet de nouvelles dispositions législatives. Si en effet la situation particulière de la compagnie franco-algérienne exige que la question du rachat soit immédiatement résolue, les mesures à prendre pour assurer l'exploitation du réseau racheté ne sauraient être envisagées isolément. La question très urgente du régime des chemins de fer en Algérie est dès maintenant posée et il est regrettable que la Chambre n'ait pas pu être saisie, au moins en ce qui concerne les réseaux dont la reprise par l'État est dès maintenant possible, en vertu des conventions existantes, d'un projet d'ensemble permettant de donner enfin satisfaction aux nombreux intérêts en présence. — Votre commission des chemins de fer appelle sur la nécessité de déposer à bref délai un projet de cette nature la plus sérieuse attention du gouvernement.

ratifiée par une loi. — Il sera statué également par une loi sur le régime définitif auquel seront soumises les lignes rachetées.

28 décembre 1900. — Décret relatif au mode de concession des immeubles domaniaux aux communes de l'Algérie.

Vu le titre 1er de l'arrêté du chef du pouvoir exécutif du 4 novembre 1848, l'art. 9 de la loi du 16 juin 1851, l'art. 25 du décret du 25 juillet 1860 et l'art. 13 du décret du 31 décembre 1864 ; — Vu le décret du 28 juillet 1860 ; — Vu l'ordonnance du 28 septembre 1847, le décret du 27 octobre 1858, les arrêtés du gouverneur général de l'Algérie, des 20 mai 1868 et 13 décembre 1874, et la loi du 5 avril 1884 ; — Vu le décret du 23 août 1898 ; — Vu les délibérations du conseil supérieur de gouvernement de l'Algérie, en date des 24 et 25 janvier 1899 ; — Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre des finances, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — Des immeubles domaniaux peuvent être concédés gratuitement ou à prix réduit aux communes d'Algérie. Ces concessions sont prononcées par décret, rendu sur les rapports des ministres des finances et de l'intérieur et sur les propositions présentées par le gouverneur général de l'Algérie, après avis du conseil de gouvernement.

Art. 2. — Les décrets de concession ou les états de consistance y annexés désignent la destination de chaque immeuble. Cette désignation a pour effet de soumettre aux règles indiquées dans les articles ci-après la gestion et l'administration des biens concédés.

Art. 3. — Les biens concédés par l'État aux communes se répartissent en quatre catégories, savoir : 1° immeubles affectés à des services ou usages publics ; 2° immeubles dont les habitants ont la jouissance en nature ; 3° immeubles amodiés au profit du budget communal ; 4° terrains formant le sol des rues, boulevards, chemins et autres voies publiques communales.

Art. 4. — Pour les immeubles de la première catégorie, toute aliénation et tout changement d'affectation doivent être autorisés par un décret. Toutefois, le gouverneur général est compétent pour prononcer, après avis du préfet en conseil de préfecture, l'affectation de ces immeubles à d'autres services ou usages publics. — Ces dispositions ne dérogent pas à la disposition spéciale qui régit les immeubles affectés aux cultes.

Art. 5. — Les immeubles concédés aux communes pour être laissés à la jouissance en nature des habitants ou amodiés au profit du budget communal sont soumis à la législation municipale de droit commun, telle qu'elle résulte des textes respectivement applicables aux communes de plein exercice, aux communes mixtes et aux communes indigènes d'Algérie, pour ce qui concerne la détermination du mode de jouissance ou la fixation des conditions des baux. Toutefois, et par dérogation à ce qu'impliquerait cette disposition pour les communes de plein exercice, les baux passés par ces communes sont toujours, quelle qu'en soit la durée, assujettis à l'approbation du préfet. — L'autorisation de l'autorité préfectorale est nécessaire, dans tous les cas, pour permettre le passage des immeubles de l'une des deux catégories dans l'autre, c'est-à-dire la substitution du régime de l'affermage à celui de la jouissance en nature, et réciproquement. — Les immeubles de ces catégories peuvent recevoir une affectation rentrant dans la première par un arrêté du gouverneur général ; ils ne peuvent être aliénés qu'en vertu d'un décret.

Art. 6. — Les terrains concédés aux communes pour être incorporés à la voirie communale doivent, sous peine de résolution de la concession, recevoir cette destination. Mais, une fois qu'ils sont régulièrement entrés dans le

domaine public communal, s'ils viennent ultérieurement à être déclassés en tout ou en partie, la commune dispose des parcelles déclassées conformément à la législation en matière de voirie.

Art. 7. — Les dispositions des art. 4, 5 et 6 ci-dessus sont applicables aux immeubles antérieurement concédés aux communes avec une affectation déterminée, nonobstant les stipulations contraires que peuvent contenir les décrets de concession. — Sont maintenues, toutefois, les décisions déjà prises en vertu de ces stipulations, notamment en ce qui concerne les prix ou indemnités dont elles peuvent avoir imposé le payement aux communes, comme condition de l'autorisation d'aliéner des biens concédés ou d'en changer l'affectation. Mais le ministre des finances pourra accorder des dégrèvements à titre gracieux, sur les sommes non échues et non versées au trésor.

Art. 8. — Sont rapportées toutes dispositions contraires au présent décret.

28 décembre 1900. — Décret du bey fixant le budget général de l'exercice 1901 (*J. O. T.*, 29 déc. 1900).

28 décembre 1900. — Décret du bey relatif au délai et aux formes de la déclaration de labour à la charrue française prescrite par l'art. 6 du décret du 31 mai 1898 à l'effet d'obtenir le dégrèvement partiel de l'impôt achour.

Vu le décret du 3 juillet 1895 (10 moharrem 1313) fixant l'impôt achour sur les céréales à quatre hectolitres par mechia complète (blé ou orge); — Vu l'art. 6 du décret du 31 mai 1898 (11 moharrem 1316), réduisant transitoirement le principal de l'achour à 1/10 de sa quotité pour les cultures effectuées à la charrue française sur des terres entièrement défrichées ; — Considérant que les déclarations exigées des agriculteurs qui demandent à bénéficier de cette réduction n'ont pas été établies jusqu'ici d'une manière uniforme et qu'il a été parfois difficile d'établir la concordance entre leurs énonciations et les évaluations des commissions de recensement servant de base à l'assiette de l'achour ;

Art. 1er. — Le délai imparti pour fournir la déclaration de labour à la charrue française prescrite par l'art. 6 du décret du 31 mai 1898 pour obtenir le dégrèvement des 9/10 de l'impôt achour est prorogé au 16 mars de chaque année. — Les déclarations seront fournies en double expédition et déposées contre récépissé soit au contrôle civil, soit au bureau du caïd, soit à celui des contributions diverses dans la circonscription duquel les cultures auront été faites. — Des formules imprimées, du modèle ci-annexé, seront mises à la disposition des intéressés dans les bureaux ci-dessus désignés. Ces formules seront exemptes du timbre. — Les déclarations qui, sauf la vérification prévue, serviront de base à l'assiette même de l'impôt et à la liquidation du dégrèvement, seront, si elles donnent à la fois l'indication de la quantité de semences et celle de la superficie, retenues dans le sens le plus favorable à l'agriculteur. Si elles ne sont faites qu'en superficie, la mechia d'achour sera réputée à forfait de dix hectares. Cette disposition est applicable aux déclarations antérieures au présent décret en ce qui concerne les cotes non encore apurées.

Art. 2. — La réduction des 9/10 prévue par le décret du 31 mai 1898 s'appliquera aux accessoires comme au principal de l'impôt. La disposition contraire du décret du 31 mai 1898 est abrogée.

29 décembre 1900. — Arrêté du gouv. gén. rattachant au secrétariat général du gouvernement les questions qui intéressent l'administration indigène du territoire civil.

Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu l'arrêté en date du 28 décembre 1900, qui fixe les attributions des divers bureaux du gouvernement général, ainsi que l'arrêté du 25 octobre 1900, qui rattache au cabinet du gouverneur général les services du personnel de l'administration centrale, de l'administration départementale et des communes mixtes du territoire civil; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement;

Art. 1er. — Les questions qui intéressent l'administration des populations indigènes du territoire civil et qui sont actuellement confiées au service militaire des affaires indigènes sont rattachées au secrétariat général du gouvernement, direction de l'intérieur et des affaires indigènes (1er bureau). — Est également rattaché au secrétariat général du gouvernement (1er bureau), le service de rédaction du journal *Le Mobacher*, édition arabe.

30 décembre 1900. — Décret fixant pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1901 le tarif de la perception de l'octroi municipal de mer en Algérie.

Sur le rapport des ministres des finances et de l'intérieur; — Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie; — Vu l'art. 4 de l'ordonnance du 22 juillet 1834, l'art. 5 de la loi du 4 août 1844, les art. 41 et 42 de l'ordonnance du 28 septembre 1847 et l'art. 166 de la loi du 5 avril 1884; — Vu l'ordonnance du 21 décembre 1844, instituant en Algérie un octroi municipal de mer; — Vu les décrets des 26 décembre 1884, 27 juin et 22 décembre 1887, 23 décembre 1890, 10 janvier et 16 août 1894, 30 décembre 1895, 16 août et 3 septembre 1897, 24 décembre 1897, et 18 janvier 1899, relatifs audit octroi; — Vu l'art. 32 de la loi de finances du 26 janvier 1892, établissant un droit de consommation au profit du trésor public, additionnel au droit sur l'alcool perçu à l'octroi de mer en Algérie: — Vu l'art. 31 de la loi du 13 avril 1898, portant surélévation du droit de consommation; — Vu les décrets des 7 et 21 août 1900; — Vu les lois et règlements sur les octrois de la métropole; — Vu le décret du 23 août 1898, portant réorganisation de la haute administration de l'Algérie; — Le conseil d'État entendu;

Art. 1er. — A partir du 1er janvier 1901 et jusqu'au 31 décembre de la même année inclusivement, l'octroi municipal de mer de l'Algérie sera perçu conformément au tarif annexé au présent décret et aux dispositions réglementaires résultant des décrets susvisés.

TARIF

Cafés, les 100 kilogr., 30 fr.
Glucoses, les 100 kilogr., 10 fr.
Sucres bruts et vergeoises, les 100 kilogr., 15 fr.
Sucres raffinés, les 100 kilogr., 20 fr.
Chicorée moulue, les 100 kilogr., 5 fr.
Thé, les 100 kilogr., 25 fr.

Poivre, les 100 kilogr., 35 fr.
Marrons, châtaignes et leurs farines, les 100 kilogr., 5 fr.
Cannelle et cassia lignea, les 100 kilogr., 45 fr.
Muscades, macis et vanilles, les 100 kilogr., 100 fr.
Clous et griffes de girofle, les 100 kilogr., 40 fr.
Huiles minérales, les 100 kilogr., 5 fr.

Alcools

Alcool pur contenu dans les eaux-de-vie et esprits, en cercles, eaux-de-vie et esprits en bouteilles, liqueurs et fruits à l'eau-de-vie, l'hectolitre, 50 fr.

Alcool pur contenu dans les vins de composition, les vins mutés à l'acool, l'hectolitre, 50 fr.

Alcool pur contenu dans les vins de raisins secs, les vins artificiels et les liquides alcooliques provenant de la fermentation des figues, caroubes, dattes, grains, et de toutes substances saccharifères ou similaires, autres que les raisins frais, les pommes, les poires et le miel, l'hectolitre, 50 fr.

Alcool pur excédant 15 degrés 9, contenu dans les vins, l'hectolitre, 50 fr.

Alcool pur contenu dans les eaux distillées alcooliques, les parfumeries alcooliques et tous autres produits retenant l'alcool à l'état de mélange, l'hectolitre 50 fr.

Alcool employé à la préparation des médicaments, produits chimiques et autres produits obtenus au moyen de la dénaturation de l'alcool, y compris les vernis fabriqués avec de l'alcool dénaturé en présence du service, mais à l'exception des amorces au fulminate de mercure importées par l'administration de la guerre (droits à percevoir suivant les proportions fixées par le tarif des douanes et dans les conditions déterminées par les décrets des 7 et 21 août 1900), l'hectolitre, 60 centimes.

Bières, l'hectolitre, 5 fr.

10 décembre 1900. — Décret du bey désignant les ports où l'importation des vins peut s'effectuer.

Art. 1er. — L'importation des vins ne pourra s'effectuer que par les ports de Tabarka, Bizerte, La Goulette, Tunis, Sousse, Monastir, Mehdia, Sfax, Gabès et Houmt-Souk de Djerba et par les bureaux des frontières de terre de Ghardimaou et de Babouch (route d'Aïn-Draham à La Calle). — Toute introduction ou tentative d'introduction de vins en dehors des ports ou bureaux désignés au paragraphe qui précède sera punie des peines édictées par l'art. 8 du décret du 3 octobre 1884 sur les douanes. — Les vins déclarés sous leur véritable dénomination dans un port ou un bureau non ouvert à leur admission seront, à la frontière de terre, renvoyés à l'étranger, et, sur le littoral, laissés à bord des navires pour être dirigés sur un port ouvert à l'entrée.

Art. 2. — La restriction d'entrée établie par l'art. 1er ne s'applique pas aux vins importés par les particuliers pour leur consommation personnelle, par quantité maximum de 250 litres chaque fois. — Elle ne s'applique pas non plus aux vins que les importateurs justifieront avoir été expédiés à destination de la Régence antérieurement à l'insertion au *Journal officiel* du présent décret et qui se trouveront en cours de route au jour de son entrée en vigueur.

3 janvier 1901. — Arrêté du gouv. gén. règlementant les conditions de circulation en Algérie des plants, produits

et débris de la vigne, des produits agricoles et horticoles des terres, des terreaux et fumiers.

Vu le décret du 12 juillet 1880, qui a déclaré applicable à l'Algérie la loi du 15 juillet 1878-2 août 1879, relative aux mesures à prendre pour arrêter les progrès du phylloxéra et du doryphora; — Vu notamment l'art. 3 de ce décret aux termes duquel le gouverneur général de l'Algérie exerce les attributions conférées au ministre de l'agriculture par la loi sus-visée du 15 juillet 1878-2 août 1879 ; — Vu les lois des 21 mars 1883, 28 juillet 1886 et 23 mars 1899 sur les mesures à prendre contre l'invasion et la propagation du phylloxéra en Algérie; — Vu le décret du 10 mars 1894 réglementant l'introduction en Algérie des plants d'arbres, arbustes, arbrisseaux et végétaux de toute nature autres que la vigne ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement; — Le conseil de gouvernement entendu;

Territoires

Art. 1er. — Au point de vue de la circulation des plants, produits et débris de la vigne, des produits agricoles et horticoles, des terres, des terreaux et fumiers, les territoires de l'Algérie sont divisés en quatre catégories :

1re catégorie. — Territoires indemnes dans lesquels la loi du 21 mars 1883 est encore applicable, et qui ne sont compris dans aucun des périmètres déterminés par un arrêté d'infection rendu en vertu de l'art. 4 de ladite loi.

2e catégorie. — Territoire des zones de protection entourant les terrains contaminés et déterminés par des arrêtés pris en vertu de l'art. 4 de la loi du 21 mars 1883.

3e catégorie. — Territoire des zones contaminées ou suspectes dans lesquelles la loi du 21 mars 1883 est encore applicable et qui sont occupés par des vignes déclarées infectées par un arrêté spécial, pris en vertu de l'art. 4 de la loi du 21 mars 1883.

4e catégorie. — Territoire de libre culture, compris dans le périmètre d'une circonscription désignée, par un arrêté pris en vertu de l'art. 1er de la loi du 23 mars 1899, pour bénéficier des dispositions de cet article de loi.

Conditions de circulation

Art. 2. — Les fruits, légumes frais, tubercules et fleurs coupées, les plantes herbacées de petite taille, transportées à la main, les moûts et les vins peuvent circuler librement sur tout le territoire de l'Algérie, sous réserve des dispositions des art. 3 et 6 du présent arrêté concernant les végétaux garnis de terres et de terreaux.

Art. 3. — Les plants d'arbres, arbustes et arbrisseaux de toute nature peuvent circuler sur et entre les territoires de toutes les catégories, à la condition d'être accompagnés d'un certificat d'origine. — Leurs racines peuvent être garnies de terre quand ils sont expédiés : 1° du territoire d'une des quatre catégories à destination d'un territoire de même catégorie; 2° d'un territoire indemne à destination d'un territoire phylloxéré; 3° d'un territoire suspect ou contaminé à destination d'un territoire plus contaminé. — Toutefois, dans les cas ci-dessus, quand les plants d'arbres, arbustes et arbrisseaux transitent, pour arriver à destination, à travers des territoires moins contaminés que le lieu d'origine, ou plus contaminés que le lieu de destination, leurs racines doivent être dégarnies de terre, à moins que la motte ne soit enfermée dans un emballage hermétiquement clos et plombé par un agent du service phylloxérique auquel ces objets ne quittent pas le véhicule pendant le transit.

Art. 4. — 1° Les raisins de table ou de vendange, les marcs de raisin, les tuteurs et échalas déjà employés, les terres, terreaux fumiers et engrais végétaux ; 2° les ceps de vigne, sarments, crossettes, boutures avec ou sans racines, marcottes, etc...; les feuilles et tous débris de vigne peuvent circuler quand ils doivent passer : 1° D'un territoire d'une des quatre catégories dans un territoire de même catégorie; 2° d'un territoire indemne dans un territoire phylloxéré ; 3° dans un territoire suspect ou contaminé dans un territoire plus contaminé. — Quand, pour arriver à destination, ces objets sont obligés de transiter à travers des territoires moins contaminés que le lieu d'origine ou plus contaminés que le lieu de destination, ils ne peuvent voyager que sous enveloppes (caisses ou wagons) plombés au départ par un agent du service phylloxérique et ne doivent pas quitter le véhicule pendant le transit. Lorsqu'il s'agit de plants de vigne, ces derniers seront réunis par paquets de 100 au maximum et il devra être procédé à leur désinfection dans les conditions déterminées à l'art. 4 de l'arrêté du 3 octobre 1899. Toutefois, l'immersion prescrite par cet article ne sera opérée qu'au moyen de sulfocarbonate de potasse seul. — Dans tout autre cas, la circulation de ces objets est interdite. — Les objets énumérés ci-dessus, autres que les raisins de table et de vendange, devront être accompagnés d'un certificat d'origine. Il n'est fait exception que pour la circulation de ces objets sur ou entre territoires limitrophes de 4e catégorie.

Art. 5. — Lorsque les plants de vigne avec ou sans racines seront transportés par mer entre des localités comprises dans des circonscriptions viticoles autorisées à cultiver les vignes de toutes provenances, il ne sera fait application des art. 9 et 10 de l'arrêté du 3 octobre 1899 que si le navire fait escale dans un port intermédiaire d'Algérie, appartenant à une circonscription dans laquelle la loi du 21 mars 1883 est encore applicable. — Dans ce cas, l'immersion des plants de vigne ne sera opérée qu'au moyen de sulfocarbonate de potasse seul, ainsi qu'il est dit au deuxième paragraphe de l'article précédent. — Il sera fait application, dans tous les cas, des art. 5, 7 et 11 de l'arrêté gouvernemental du 3 octobre 1899.

Art. 6. — Aucun objet, quelle qu'en soit la nature, ne peut effectuer un trajet, qui, aux termes de l'art. 4 du présent arrêté, ne pourrait être suivi par les terres et terreaux, s'il n'est rigoureusement dégarni de terre ou de terreau, sauf les exceptions prévues aux § 2 et 3 de l'art. 3 du présent arrêté. — Pour les tubercules, les racines et les plantes racinées, le lavage au départ est exigé, pour assurer la réalisation de cette condition.

Certificats d'origine

Art. 7. — Les certificats prescrits par les art. 3 et 4 du présent arrêté doivent être basés sur la déclaration écrite de l'expéditeur et signés par lui. — Ils seront délivrés par l'autorité municipale. Ils devront mentionner : la nature des objets mis en circulation, leur nombre ou quantité, leur origine, la catégorie déterminée par l'art. 1er du présent arrêté, dans laquelle rentre le lieu d'origine des objets, ainsi que le nom de l'expéditeur et le nom du destinataire définitif. — Quand il s'agit de ceps de vigne, sarments, boutures, etc., le certificat doit, en outre, énumérer les variétés et le nombre de plants de chaque variété et désigner exactement la propriété d'origine. — Un certificat de ce genre est nécessaire, même pour transporter des ceps de vigne, plants, boutures, etc., d'un point à un autre de la même commune.

Art. 8. — Le certificat qui doit accompagner les objets énumérés à l'art. 3 du présent arrêté, quand ces objets circulent partout ailleurs que sur des territoires ou entre territoires limitrophes classés à la 4e catégorie, devra établir : *a)* qu'ils proviennent d'un terrain (plantation ou enclos) séparé de tout pied de vigne par un espace de 20 mètres, au moins, ou par un autre

osbstacle aux racines jugé suffisant par l'expert officiel ; *b)* que ce terrain ne contient lui-même aucun pied de vigne ; *c)* qu'il n'y est fait aucun dépôt de cette plante ; *d)* que, s'il y a eu des ceps phylloxérés, l'extraction radicale, des opérations toxiques répétées et, pendant trois ans, des investigations ont été faites qui assurent la destruction complète de l'insecte et des racines. — Les énonciations ci-dessus devront être contrôlées au lieu de départ, et certifiées véritables par un expert officiel.

Art. 9. — Les certificats d'origine, quels qu'ils soient, devront accompagner les objets auxquels ils se rapportent, depuis le point de départ jusqu'à leur remise au destinataire définitif. — Les entrepreneurs de transports et les agents transporteurs sont tenus, sous les peines de droit, de refuser les objets et produits désignés aux art. 3 et 4 du présent arrêté, qui ne seraient pas accompagnés d'un certificat d'origine. Dans le cas où ces objets seraient déjà dans la circulation, les agents transporteurs devront en informer, sans retard, l'autorité administrative, ou un expert assermenté du service phylloxérique.

Art. 10. — Les certificats d'origine prescrits par le présent arrêté seront établis en double expédition et proviendront d'un livret à souche établi sur un modèle uniforme. — Le maire ou l'administrateur adressera, dans les vingt-quatre heures de l'établissement du certificat, le duplicata au préfet du département qui le fera tenir par la voie administrative au directeur du syndicat de défense contre le phylloxéra du département de destination.

Art. 11. — Le certificat d'origine, ayant accompagné l'envoi jusqu'au lieu de destination définitive, sera remis par l'agent transporteur au destinataire qui le conservera. — Quand il y aura novation du certificat d'origine, le ou les certificats nouveaux devront faire mention du certificat primitif.

Sanctions

Art. 12. — Les objets énumérés aux articles 3 et 4 ci-dessus, qui seront sortis, auront circulé ou auront été introduits en violation des prescriptions du présent arrêté seront saisis et détruits. Les emballages et les véhicules seront désinfectés. — Si les objets ont été mis en terre, il sera fait application de l'art. 7 de la loi du 23 mars 1899. — Pour les terres, terreaux, fumiers et engrais dont la destruction ne serait pas possible, il sera procédé à leur désinfection et à celle des terrains sur lesquels ils auraient été entreposés ou répandus. — Tous autres objets ayant circulé en violation des dispositions de l'art. 6 seront lavés sur place. Les détritus de terre, en provenant, seront désinfectés.

Art. 13. — Toute sortie, circulation ou introduction non autorisée par le présent arrêté ou effectuée contrairement à ses prescriptions entraînera, pour tous ceux qui y auront contribué ou qui auront profité des objets ayant illégalement circulé, l'application de l'art. 6 de la loi du 23 mars 1899.

Art. 14. — Les contraventions aux prescriptions du présent arrêté seront relevées par tous les agents de la force publique et par tout agent ayant légalement qualité pour verbaliser en matière phylloxérique. — Une prime de 30 fr. sera payée à l'agent verbalisateur, après condamnation prononcée.

Art. 15. — La désinfection des objets saisis, des emballages, des véhicules et leur destruction quand il y aura lieu seront effectuées par les soins de l'administration conformément aux prescriptions de l'art. 7 de la loi du 23 mars 1899.

Art. 16. — Les dispositions du présent arrêté s'appliquent, dès leur pénétration sur le territoire algérien, aux objets dont l'introduction en Algérie est autorisée par les décrets des 30 décembre 1893 et 10 mars 1894.

Art. 17. — Sont rapportés les arrêtés gouvernementaux des 2 octobre 1899 et 9 février 1891.

11 janvier 1901. — **Décret** portant institution, en Algérie, de secrétaires généraux de préfecture pour les affaires indigènes et la police générale.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes (1) ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ; — Vu le décret du 22 février 1898, portant réorganisation de l'administration préfectorale en Algérie ; — Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ;

Art. 1er. — Il est créé dans chaque préfecture de l'Algérie un deuxième emploi de secrétaire général. — Le secrétaire général actuellement existant reçoit le titre de secrétaire général pour l'administration. Le titulaire de l'emploi créé reçoit celui de secrétaire général pour les affaires indigènes et la police générale.

Art. 2. — Le secrétaire général pour les affaires indigènes et la police générale jouira, en sus de son traitement, d'une indemnité fixe de 2,000 fr. par an pour frais de déplacement.

11 janvier 1901. — **Décret** fixant les frais des enquêtes sur la propriété indigène en Algérie.

Vu la loi du 16 février 1897 sur la propriété foncière en Algérie ; — Vu le décret du 15 novembre 1897, fixant le mode de liquidation et de comptabilité

---

(1) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur le président, — L'organisation actuelle des communes du territoire civil de l'Algérie ne satisfait pas entièrement aux exigences de deux services importants et connexes : la sécurité générale et l'administration des indigènes. — Dans les communes mixtes, les moyens d'action nécessaires existent déjà, et il ne s'agit que d'en assurer l'application régulière en soumettant l'administration de ces communes à un contrôle effectif ; mais il n'en est pas de même dans les communes de plein exercice qui comptent environ 800,000 indigènes, où la population européenne se trouve en contact direct avec la population indigène et où, par suite, le mélange et le conflit des intérêts y réclament une attention particulière. C'est là, en effet, que les indigènes échappent le plus facilement à la surveillance et qu'ils manquent le plus de la direction indispensable à la sauvegarde de leurs intérêts comme des intérêts de la colonisation elle-même. — Afin de remédier à cet état de choses, des agents choisis dans le personnel des communes mixtes, et déjà familiarisés avec la langue et les habitudes des indigènes, seront chargés, dans tous les arrondissements, sous l'autorité directe des préfets et sous-préfets, des services de la police générale et de l'administration des indigènes.

Mais il faut en même temps que, dans les préfectures, ces services spéciaux soient dégagés de l'ensemble des affaires purement administratives. A cet effet, j'ai l'honneur de vous proposer la création dans chaque département d'un deuxième emploi de secrétaire général de préfecture, dont le titulaire, choisi de préférence en raison de sa connaissance approfondie des mœurs et de la langue arabes, s'occupera exclusivement de la police générale des affaires indigènes. — Les nouveaux secrétaires généraux remplaceront ainsi, avec une situation mieux définie et une autorité plus grande, les administrateurs-inspecteurs créés auprès des préfets par arrêté du 30 mai 1900. — Si vous approuvez ces propositions, je vous serais reconnaissant de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

des frais des enquêtes partielles effectuées en exécution de ladite loi, et, notamment, l'art. 3 de ce décret, ainsi conçu : « Il sera fait dépense des frais résultant des opérations au compte : Avances au service de la propriété individuelle indigène en Algérie, ouvert par l'art. 1er de la loi du 28 décembre 1884. Il sera fait recette au même compte de la somme restée définitivement à la charge du requérant » ; — Vu les lois des 19 et 29 décembre 1900 ; — Vu les décrets des 21 et 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Sur le rapport du ministre des finances et du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — L'art. 3 du décret du 15 novembre 1897 susvisé est rapporté. — A partir du 1er janvier 1901, les frais des enquêtes partielles seront payés suivant les règles de la comptabilité publique, par voie d'ordonnancement sur les crédits spéciaux ouverts pour cet objet au budget spécial de l'Algérie au titre « Service de la propriété individuelle ». — Il sera fait recette, à partir de la même date, au compte du budget spécial de l'Algérie des sommes mises définitivement à la charge des parties requérantes, sous la rubrique : « Recettes d'ordre. — Recettes en atténuation de dépenses. — Remboursement des frais des enquêtes partielles effectuées en exécution de la loi du 16 février 1897 ».

Art. 2. — Sont maintenues les autres dispositions du décret du 15 novembre 1899, notamment en ce qui concerne les règles de liquidation des frais des enquêtes et la nécessité d'une consignation préalable. — Le service des contributions diverses demeure chargé des opérations de recette concernant ces frais. L'ordonnancement des dépenses sera effectué par le préfet ou par des sous-ordonnateurs délégués.

11 janvier 1901. — Décret relatif à la nouvelle organisation du cadre des conseillers rapporteurs au conseil de gouvernement de l'Algérie.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes (1) ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ; — Le

---

(1) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Monsieur le président, — Les récentes décisions du parlement qui ont conféré à l'Algérie la personnalité civile rendent plus que jamais nécessaire l'unité d'action des divers services publics de la colonie. Il est essentiel que les idées directrices qui doivent y présider ne puissent pas être faussées dans leurs applications les plus importantes, telles que la colonisation et l'administration des indigènes, par des tendances divergentes ou contraires aux intérêts supérieurs dont le gouverneur général a la garde. — Comme corollaire de sa responsabilité, il est donc indispensable de donner à ce haut fonctionnaire les moyens de contrôler d'une façon continue et pénétrante la marche de tous les services qui lui sont subordonnés. — Or, un contrôle, pour être efficace, doit s'exercer sur place. Il faut, par suite, que le gouverneur général ait auprès de lui des collaborateurs expérimentés appelés à se rendre dans les départements, à porter leurs investigations sur le fonctionnement de tous les services et à signaler tout ce qui peut engager les intérêts de l'État et la responsabilité du gouvernement. — Tel est le but du projet de décret ci-joint qui, réorganisant le cadre actuel des conseillers rapporteurs au conseil de gouvernement, réduit de quatre à trois, par voie d'extinction, le

décret du 11 août 1875 sur la composition et les attributions du conseil de gouvernement de l'Algérie ; — Le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ;

Art. 1er. — Le cadre des conseillers rapporteurs au conseil de gouvernement de l'Algérie est fixé ainsi qu'il suit : — 1° Trois conseillers rapporteurs , — 2° Trois conseillers rapporteurs adjoints. — Le quatrième emploi de conseiller rapporteur sera supprimé par voie d'extinction.

Art. 2. — Les conseillers rapporteurs adjoints sont nommés par décret, sur la proposition du gouverneur général. Ils sont spécialement chargés de l'inspection des services extérieurs et des enquêtes ordonnées par le gouverneur général. Ils n'ont voix délibérative que dans les affaires dont le rapport leur a été confié. Ils prennent rang après les conseillers rapporteurs. Ils ne font pas partie du conseil supérieur de gouvernement, mais ils peuvent y être appelés par décision du gouverneur général pour remplacer les conseillers rapporteurs en cas d'absence ou d'empêchement.

21 janvier 1901. — Décret fixant le prix de vente des poudres de chasse en Algérie.

Vu l'ordonnance du 4 septembre 1844 et le décret du 17 août 1897, qui réglementent en Algérie la vente des poudres à feu provenant des manufactures de l'État; — Vu les décrets des 21 février 1851, 1er avril 1891 et 14 janvier 1899, qui ont fixé les prix de vente de ces poudres; — Vu la loi du 29 décembre 1899, portant revision générale des prix de vente des poudres de chasse ; — Sur la proposition des ministres de la guerre et des finances ;

Art. 1er. — Les prix de vente des poudres de chasse noires et pyroxilées que la loi du 29 décembre 1899 a établis pour les ventes à l'intérieur sont rendus applicables aux ventes faites en Algérie.

29 janvier 1901. — Arrêté du gouv. gén. instituant le secrétaire général du gouvernement et le directeur des douanes de l'Algérie ordonnateurs secondaires pour l'acquittement des dépenses du service des douanes à partir du 1er janvier 1901.

Vu le décret organique du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu la loi du 19 décembre 1900, notamment l'art. 4 qui met à la charge du budget spécial de l'Algérie l'ensemble des dépenses civiles de la colonie ; — Vu la loi de finances du 29 du même mois ;

Art. 1er. — M. le secrétaire général du gouvernement et M. le directeur des douanes en Algérie sont institués ordonnateurs secondaires du gouvernement général, à partir du 29 janvier 1901, pour l'acquittement des dépenses de ce service, imputables sur le budget spécial de l'Algérie.

---

nombre des conseillers rapporteurs et porte création de trois emplois de conseillers rapporteurs adjoints, spécialement chargés des inspections extérieures actives et de suppléer, en outre, les conseillers titulaires dans l'intervalle de leurs tournées. — Je vous serai reconnaissant, si vous approuvez ces propositions, de vouloir bien les revêtir de votre signature.

25 janvier 1901.— Arrêté du min. de l'intérieur relatif à l'application des décrets des 29 janvier et 24 juillet 1900, sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit en Algérie.

Vu le décret du 29 janvier 1900, sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit, modifié par le décret du 24 juillet 1900, en son art. 13 ainsi conçu : « Un arrêté du ministre chargé de l'Algérie déterminera les mesures nécessaires à l'exécution du présent décret et notamment les conditions dans lesquelles doivent être demandés, établis et délivrés les bulletins nos 2 et 3, ainsi que les droits alloués aux greffiers ;

Art. 1er. — Le service du casier judiciaire institué en Algérie près de chaque tribunal de première instance est dirigé par le greffier du tribunal, sous la surveillance du procureur de la République et du procureur général. — Le service du casier judiciaire concernant les musulmans du Maroc, du Soudan et de la Tripolitaine, institué près la Cour d'Alger, est dirigé par le greffier de la Cour sous la surveillance du procureur général.

Art. 2. — Le service du casier central institué au ministère de la justice est dirigé par un agent spécial sous la surveillance du directeur des affaires criminelles et des grâces.

Art. 3. — Un bulletin n° 1 est établi au nom de toute personne qui a été l'objet d'une des décisions énumérées à l'art. 1er du décret du 29 janvier 1900. — Le bulletin s'appliquant à une personne pour laquelle doit exister un bulletin n° 1 antérieur, porte la mention manuscrite : « Récidive ».

Art. 4. — Les bulletins n° 1 constatant une condamnation pour crime ou délit prononcée par une juridiction répressive, une décision rendue par application de l'art. 66 C. pén., une décision disciplinaire de l'autorité judiciaire qui entraîne ou édicte des incapacités, une déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, sont dressés par le greffier de la juridiction qui a statué dans la quinzaine à partir du jour où la décision est devenue définitive. — Le délai de quinzaine pour les décisions par défaut, émanant des juridictions correctionnelles, court du jour où elles ne peuvent plus être attaquées par la voie de l'appel ou du pourvoi en cassation. — Le délai court du jour de l'arrêt pour les arrêts par contumace.

Art. 5. — Les bulletins n° 1 constatant une décision disciplinaire d'une autorité administrative qui entraine ou édicte des incapacités sont dressés soit au greffe de l'arrondissement d'origine de celui qui en est l'objet, soit au greffe de la Cour d'Alger s'il s'agit de musulmans du Maroc, du Soudan ou de la Tripolitaine, soit au service du casier central, dès la réception de l'avis qui est donné dans le plus bref délai au procureur de la République, au procureur général d'Alger ou au ministre de la justice par l'autorité qui a prononcé la décision. — Les bulletins n° 1 constatant un arrêté d'expulsion sont dressés au service du casier central ou au greffe de la Cour d'Alger sur la notification faite par le ministre de l'intérieur, par le ministre de la justice ou, dans le cas prévu par le paragraphe 2 de l'art. 1er, par le gouverneur général de l'Algérie, au procureur général près la Cour d'appel d'Alger ; si l'expulsé est né en France ou en Algérie, le service du casier central qui a rédigé le bulletin n° 1 en transmet une copie au casier judiciaire du lieu d'origine.

Art. 6. — Les bulletins n° 1 et, dans le cas du dernier paragraphe de l'article précédent, les copies des bulletins n° 1 sont classés dans le casier judiciaire d'arrondissement, dans le casier de la Cour d'Alger ou dans le casier central par ordre alphabétique et pour chaque personne par ordre de date des arrêt, jugement, décision ou arrêté.

Art. 7. — Le greffier du lieu d'origine, le greffier de la cour d'Alger ou l'agent chargé du service du casier central inscrit sur les bulletins n° 1 les mentions prescrites par l'art. 2 du décret du 29 janvier 1900, dès qu'il est avisé. — L'avis est adressé au procureur de la République, au procureur général d'Alger ou ou ministre de la justice dans le plus bref délai et sur des fiches individuelles : 1° pour les grâces, commutations ou réductions de peines, par le ministre, sur la proposition duquel la mesure gracieuse a été prise ; 2° pour les arrêtés de mise en libération conditionnelle et de révocation par le ministre de l'intérieur ; 3° pour les arrêts portant réhabilitation et les arrêts et jugements relevant de la rélégation, par le procureur général ou le procureur de la République près la juridiction qui a statué ; 4° pour les décisions rapportant des arrêtés d'expulsion, par le ministre de l'intérieur ou dans le cas prévu par le § 2 de l'art. 1er, par le gouverneur général de l'Algérie ; 5° pour les dates de l'expiration des peines corporelles et l'exécution de la contrainte par corps par les agents chargés de la direction des prisons et établissements pénitentiaires et par l'intermédiaire du procureur de la République de leur résidence ; 6° pour le paiement intégral des amendes, par les agents chargés du recouvrement et par l'intermédiaire du procureur de la République de leur résidence. — Les déclarations d'excusabilité en matière de faillite et les homologations de concordat sont également inscrites sur le bulletin n° 1, d'après l'avis qui en est donné par le greffier de la juridiction qui a prononcé.

Art. 8. — Lorsque des conventions diplomatiques ont été conclues à cet effet avec des États étrangers, les bulletins n° 1 sont transmis par les soins du service du casier central. Les bulletins n° 1 concernant les étrangers appartenant à ces États sont adressés à ce service avec un duplicata.

Art. 9. — Le bulletin n° 2 est réclamé au greffe du tribunal de l'arrondissement d'origine, au greffe de la cour d'Alger ou au service du casier central, par lettre ou par télégramme indiquant l'état civil de la personne dont le bulletin est demandé et précisant le motif de la demande.

Art. 10. — Le bulletin n° 3 ne peut être réclamé que par lettre signée de la personne qu'il concerne et précisant l'état civil de celle-ci. Si cette personne ne sait ou ne peut pas signer, cette impossibilité est constatée par le maire ou le commissaire de police qui atteste en même temps que la demande est faite sur l'initiative de l'intéressé.

Art. 11. — Lorsqu'il n'existe pas au casier judiciaire de bulletin n° 1 ou lorsque les mentions que portent les bulletins n° 1 ne doivent pas être inscrites sur le bulletin n° 3, ce bulletin est oblitéré par une barre transversale.

Art. 12. — Les droits alloués au greffier pour la rédaction des différents bulletins du casier judiciaire sont fixés ainsi qu'il suit :

Bulletin n° 1, 0 fr. 40 cent. ; duplicata, 0 fr. 15 cent.

Bulletin n° 2 réclamé par les magistrats du parquet et de l'instruction, par les juges de paix, par les autorités militaires ou maritimes pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement volontaire ou par les administrations pnbliques de l'État, par le préfet de police, par les présidents des tribunaux de commerce, par les sociétés de patronage reconnues d'utilité publique ou spécialement autorisées à cet effet : 0 fr. 25 cent.

Bulletin n° 2 réclamé pour l'exercice des droits politiques : s'il est affirmatif, 0 fr. 25 cent. ; s'il est négatif, 0 fr. 15 cent.

Bulletin n° 2 réclamé par les autorités militaires ou maritimes pour les appelés des classes ou de l'inscription maritime : s'il est affirmatif, 0 fr. 15 cent. — La mention « néant » mise en regard des noms portés sur les états transmis par les mêmes autorités donnera lieu au paiement d'un droit de recherches de 0 fr. 05 cent.

Bulletin n° 3 : droit de recherches, 0 fr. 50 cent. ; droit de rédaction, 0 fr. 25 cent. ; droit d'inscription au répertoire, 0 fr. 25 cent. ; total, 1 fr.

Bulletin n° 3 applicable à une personne qui sollicite son hospitalisation dans un établissement public d'assistance, la demande étant visée par un administrateur de l'établissement qui en certifie le motif et atteste l'indigence : 0 fr. 25 cent.

Art. 13. — Les bulletins n° 1, les duplicata des bulletins n° 1, ainsi que les bulletins n° 2 délivrés aux magistrats du parquet et de l'instruction, aux juges de paix et aux présidents des tribunaux de commerce, sont payés sur les crédits affectés aux frais de justice criminelle. Le prix de ces bulletins est compris, s'il y a lieu, parmi les frais de justice à recouvrer sur les condamnés et dans les frais de faillite et de liquidation judiciaire. — Les bulletins n° 1 et les duplicata des bulletins n° 1, rédigés par les greffiers des juridictions militaires ou maritimes sont payés sur ordonnance émise par le garde des sceaux après envoi d'un état récapitulatif adressé au département de la justice et certifié par les ministres de la guerre ou de la marine. — Les bulletins n° 2 que réclament les administrations publiques de l'État et les autorités militaires ou maritimes, le préfet de police et les sociétés de patronage sont payés par ces administrations, autorités ou sociétés. — Toute demande de bulletin n° 2 formée par une société de patronage doit être accompagnée du montant des droits alloués au greffier. — La demande du bulletin n° 3 est accompagnée du montant des droits dus au greffier en vertu de l'art. 12 ci-dessus, ainsi que du droit d'enregistrement.

Art. 14. — Les bulletins n°s 1, 2 et 3 et les duplicata des bulletins n° 1 sont établis conformément aux modèles annexés au décret portant règlement d'administration publique du 12 décembre 1899.

18 février 1901. — **Loi** portant réorganisation du corps des interprètes militaires.

Art. 1er. — Le personnel des interprètes militaires forme un corps distinct qui se compose d'officiers interprètes et d'interprètes stagiaires. — Il y a une hiérarchie propre réglée ainsi qu'il suit : interprète stagiaire ; officier interprète de 3e classe ; officier interprète de 2e classe ; officier interprète de 1re classe ; officier interprète principal. — Ces grades correspondent à ceux de la hiérarchie militaire, savoir : le grade d'interprète stagiaire à celui d'adjudant sous officier ; le grade d'officier interprète de 3e classe à celui de sous-lieutenant ; le grade d'officier interprète de 2e classe à celui de lieutenant ; le grade d'officier interprète de 1re classe à celui de capitaine ; le grade d'officier interprète principal à celui de chef de bataillon. — Les officiers interprètes jouissent du bénéfice de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers.

Art. 2. — Les interprètes stagiaires se recrutent par voie de concours. — Ne sont admis au concours que les jeunes gens qui satisfont aux conditions suivantes : 1° être Français, sujet français ou sujet tunisien ; 2° justifier d'une moralité irréprochable. — Ne peuvent être nommés interprètes stagiaires que les candidats ayant été classés et présentés par la commission spéciale d'examen et ayant accompli au moins une année de service militaire.

Art. 3. — Les officiers interprètes de 3e classe se recrutent exclusivement parmi les interprètes stagiaires ayant deux ans de stage qui possèdent la qualité de citoyen français ou qui sont naturalisés français. — Les officiers interprètes de 3e classe seront promus officiers interprètes de 2e classe lorsqu'ils auront accompli deux ans de grade.

Art. 4. — Le cadre constitutif du corps des interprètes militaires est fixé conformément au tableau annexé à la présente loi.

Art. 5. — En cas de mobilisation, le cadre des interprètes militaires est

complété par des interprètes de la réssrve et de l'armée territoriale qui remplissent les conditions déterminées par un règlement ministériel.

Art. 6. — Un décret du président de la République, rendu sur la proposition du ministre de la guerre, fixe les conditions de recrutement et d'avancement des officiers interprètes et règle les détails d'application de la présente loi.

Art. 7. — Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont et demeurent abrogées.

TABLEAU ANNEXÉ

DÉSIGNATION DES CLASSES	EFFECTIF
Officiers interprètes principaux.....	4
Officiers interprètes de 1re classe.....	20
Officiers interprètes de 2e classe.....	38
Officiers interprètes de 3e classe.....	
Interprètes stagiaires.....	
TOTAUX.....	62

25 février 1901. — Arrêté du min. de l'agriculture relatif à la clavelisation des animaux de race ovine provenant de l'Algérie et importés en France.

Vu la loi du 21 juin 1881 sur la police sanitaire des animaux ; — Vu le décret du 22 juin 1882, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi ; — Vu le décret du 6 avril 1883, concernant l'importation des animaux en France ; — Considérant que des cas de clavelée ont été constatés sur des moutons importés en France et provenant de l'Algérie ; — Vu l'avis du comité consultatif des épizooties ; — Sur le rapport du directeur de l'agriculture ;

Art. 1er. — A dater du 1er mai 1901, les animaux de l'espèce ovine provenant de l'Algérie ne seront admis à l'entrée en France que s'ils ont été clavelisés au moins un mois avant l'embarquement, opération qui sera constatée par le bouton apposé à l'oreille des animaux suivant les prescriptions de l'arrêté de M. le gouverneur de l'Algérie, en date du 28 avril 1898.

Art. 2. — A titre de mesure transitoire, continueront à être admis jusqu'au 1er mai 1902, les moutons non clavelisés, mais sous condition d'abatage immédiat au port de débarquement, ou d'envoi en wagons plombés au sanatorium de la Villette ou dans un abattoir de grande ville de la région méditerranéenne pour y être sacrifiés.

25 février 1901. — Loi déclarant d'utilité publique un chemin de fer prolongeant la ligne d'Aïn-Sefra à Djenien-Bou-Rezg et à Duveyrier, dans la direction d'Igli.

Art. 1er. — Est déclaré d'utilité publique l'établissement du prolongement du chemin de fer d'Aïn-Sefra à Djenien-Bou-Rezg et à Duveyrier, dans la direction d'Igli. — Les dispositions du deuxième alinéa de l'art. 24 de la loi du 7 juillet 1900 seront applicables audit prolongement.

Art. 2. — Il sera pourvu aux dépenses d'établissement du chemin de fer déclaré d'utilité publique par l'art. 1er au moyen des crédits qui seront mis chaque année, pour cet objet, à la diposition du ministre des travaux publics.

7 mars 1901. — Circulaire du gouv. gén. relative aux attributions des secrétaires généraux de préfecture en matière de police générale et d'affaires indigènes.

Monsieur le préfet, — Le rapport du président du conseil des ministres annexé au décret du 11 janvier 1901, qui crée un deuxième emploi de secrétaire général dans chaque préfecture de l'Algérie, spécifie que ce fonctionnaire sera chargé, sous l'autorité du préfet, des affaires indigènes et de la police générale.

Il m'a paru nécessaire de préciser, dans une énumération détaillée, les questions qui doivent être rangées sous ces deux titres généraux. Après examen des propositions que vous avez bien voulu me soumettre, j'ai fixé comme il suit les attributions des nouveaux secrétaires généraux :

1° AFFAIRES INDIGÈNES

Personnel français et indigène des communes mixtes. — Primes pour connaissance des langues arabe et berbère. — Modifications territoriales des communes mixtes. — Examen et règlement des budgets et des comptes administratifs des communes mixtes. — Adjoints indigènes des communes de plein exercice. — Assesseurs indigènes des conseils généraux. — Djemaâs de douars-communes. — Biens communaux des douars. — Contraventions spéciales à l'indigénat. — Incendies des forêts. — Organisation des postes vigies (loi du 17 juillet 1874). — Services des gardes et patrouilles imposées aux indigènes. — Surveillance politique des indigènes. — Internements. — Surveillance des étrangers musulmans marocains, tunisiens, etc. — Publications en langue arabe ; journaux arabes étrangers. — Cafés maures. — Constitution de la propriété indigène. — Délimitation des tribus et douars communes. — Enquêtes partielles effectuées en exécution de la loi du 16 février 1897. — Séquestre. — Sociétés indigènes de prévoyance. — Bureaux de bienfaisance musulmans. — Subsides et secours aux indigènes. — Justice musulmane. — État civil des indigènes. — Culte musulman. — Pèlerinages. — Fêtes indigènes. — Confréries religieuses. — Zaouïas. — Recensement et recouvrement des impôts arabes. — Médersas. — Écoles primaires publiques ou privées destinées aux indigènes. — Boursiers indigènes. — Décorations attribuées aux indigènes.

2° POLICE GÉNÉRALE

Personnel de la police municipale. — Commissaires et inspecteurs spéciaux — Service anthropométrique. — Service de la gendarmerie. — Gardes-champêtres. — Gardes particuliers. — Police judiciaire. — Police des cafés, cabarets et lieux publics. — Débits de boissons. — Cafés-concerts. — Cercles et casinos. — Police des jeux. — Loteries. — Prostitution. — Séjour des étrangers en Algérie. — Naturalisations. — Expulsions. - Extraditions. —

Réfugiés politiques. — Passeports. — Émigration. — Immigrations. — Espionnage. — Déserteurs. — Interdiction de séjour. — Recours en grâce. — Amnisties. — Surveillance des anarchistes et des individus dangereux. — Commerce des armes et poudres. — Immatriculation des armes à feu détenues par les indigènes. — Matières dangereuses. — Dépôts de dynamite. — Recherches dans l'intérêt des familles. — Rapatriement. — Réquisitions militaires. — Armement des communes.

Il demeure d'ailleurs bien entendu que cette énumération n'est pas limitative, et que vous pourrez toujours confier au secrétaire général de la police générale et des affaires indigènes l'étude de toute autre question pour laquelle son concours vous paraîtra utile.

Quant au personnel à placer sous les ordres du nouveau secrétaire général, il devra, comme je vous l'ai déjà fait connaître par mon télégramme du 27 janvier dernier, être pris dans le cadre normal des bureaux de votre préfecture, sans tenir compte des secrétaires et employés des sous-préfectures qui se trouvent actuellement en surnombre dans ces bureaux, et qui sont destinés à être fondus, aussi rapidement qu'il sera possible, dans le cadre existant. Vous ne perdrez pas de vue que la présente décision ne crée pas de nouveaux services et n'impose aucune nouvelle charge au personnel ; elle consacre seulement une répartition différente des travaux qui lui incombent déjà, et ne comporte par suite aucune augmentation d'effectif.

Les services qui relèveront du nouveau secrétaire général seront divisés en deux bureaux ou sections correspondant l'une aux affaires qui intéressent plus spécialement l'administration des indigènes, l'autre aux questions de police générale qui intéressent à la fois la population européenne et la population indigène. Mais pour les raisons que je viens d'indiquer, on ne doit pas appeler à diriger l'un de ces bureaux un des secrétaires de sous-préfecture placés à la suite, à moins qu'il ne remplace, comme titulaire ou par intérim, un chef de bureau ou un sous-chef de bureau qui disparaîtrait.

Je vous prie également de veiller à ce que l'administrateur détaché dans votre préfecture ne soit pas transformé en chef de bureau ; sans doute vous serez conduit, par la force des choses, à lui demander des rapports et des études spéciales qui lui imposeront un travail de cabinet; mais il importe que ce fonctionnaire ait surtout un rôle actif et se consacre exclusivement aux questions qui concernent la police et la surveillance générale des indigènes dans les communes de plein exercice.

Je vous serai enfin obligé, pour ne pas réduire le nouveau secrétaire général lui-même à un rôle de chef de bureau, de lui assurer le concours de deux agents capables et expérimentés, pouvant être chargés chacun d'un bureau et ayant l'autorité nécessaire pour diriger le personnel inférieur mis à sa disposition.

J'ai tout lieu d'espérer que la répartition des travaux, telle qu'elle est indiquée ci-dessus, permettra d'éviter toute confusion et tout conflit d'attributions entre les services des deux secrétaires généraux de votre préfecture. Il vous appartiendra, le cas échéant, d'imposer votre autorité ou de provoquer les décisions nécessaires pour aplanir les difficultés qui se présenteraient.

En votre absence ou en cas d'empêchement, il me paraît rationnel que chacun des deux secrétaires généraux vous remplace pour les services placés sous sa direction. Pour les questions de préséances, dans les cérémonies publiques, et dans toutes les circonstances où il est nécessaire qu'un fonctionnaire unique représente l'ensemble des services, vous serez remplacé par le plus ancien. En cas d'absence simultanée du préfet et de l'un des deux secrétaires généraux, l'intérim sera rempli pour les deux services par l'autre secrétaire général, et non par un conseiller de préfecture.

9 mars 1901. — Décret modifiant le décret du 12 novembre 1887, relatif à l'exécution en Algérie de la loi sur la police sanitaire des animaux, en ce qui concerne les droits de visite.

Vu la loi du 21 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux et le décret du 22 juin 1882, portant règlement d'administration publique pour son exécution ; — Vu le décret du 12 novembre 1887, portant règlement d'administration publique pour l'exécution en Algérie de ladite loi du 21 juillet 1881, notamment l'art. 29 de ce décret ainsi conçu : — « Les droits de visite seront perçus par les employés du service des douanes. — A cet effet il sera établi un fonds commun auquel seront versées les recettes nettes effectuées sous déduction d'un droit de 5 p. 100 qui sera prélevé à titre de frais de perception et de gestion pour le compte de l'administration des douanes » ; — Vu l'avis du conseil de gouvernement de l'Algérie ; — Sur le rapport des ministres des finances et de l'agriculture, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — L'art. 29 du décret du 12 novembre 1887 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les droits de visite seront perçus par les employés du service des douanes. — A cet effet, il sera établi un fonds commun auquel seront versées les recettes nettes effectuées. Il est attribué à l'administration des douanes, à titre de frais de perception et de gestion, un droit de 5 p. 100 dont le montant sera décompté et mandaté par les soins du gouverneur général. »

17 mars 1901. — Décret relatif aux pouvoirs disciplinaires de la Cour d'appel d'Alger à l'égard de l'ordre des avocats.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ; — Vu l'art. 5 de la loi du 20 avril 1810 ; — Vu l'ordonnance du 18 janvier 1846 ; — Vu l'ordonnance du 20 novembre 1822 ; — Vu l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 16 avril 1848 ; — Le conseil d'État entendu ;

Art. 1er. — A la Cour d'appel d'Alger, l'appel des décisions des conseils de discipline des avocats et les demandes en annulation de l'élection des bâtonniers ou des membres des conseils de discipline sont portés devant une assemblée composée des deux premières chambres de la Cour.

21 mars 1901. — Arrêté du gouv. gén. fixant les nouvelles conditions d'après lesquelles doivent être effectuées les opérations de clavelisation des troupeaux de moutons.

Vu le décret du 12 novembre 1887, sur la police sanitaire des animaux en Algérie ; — Vu le règlement d'administration publique du 22 juin 1882, art. 33 à 38 ; — Vu l'arrêté du 29 avril 1898 (titre 2), sur les services de la clavelisation des moutons ; — Vu l'arrêté de M. le ministre de l'agriculture, en date du 28 février dernier, aux termes duquel, à partir du 1er mai 1901, les animaux de l'espèce ovine provenant de l'Algérie ne seront admis à l'entrée en France que s'ils ont été clavelisés un mois, au moins, avant l'embarquement ; — Vu

l'avis de la commission instituée auprès du gouverneur général pour l'étude des questions ressortissant à l'industrie pastorale ; — Sur la proposition du secrétaire du gouvernement ;

Art. 1er. — Dans les épizooties de clavelée, lorsque le propriétaire du troupeau infecté ne fera pas claveliser les animaux de ce troupeau, le préfet, sur l'avis du vétérinaire délégué, ordonnera la mise à exécution de cette opération (art. 12 du décret du 12 novembre 1887, § 1er). — Le troupeau est préalablement l'objet d'un arrêté portant déclaration d'infection (art. 33 et 34 du règlement d'administration publique du 22 juin 1882).

Art. 2. — La clavelisation des troupeaux sains pourra être exécutée sur l'autorisation du maire ou de l'administrateur de la commune qui prescrira les mesures nécessaires pour l'isolement du troupeau à claveliser (art. 12 du décret du 12 novembre 1887, § 2). — Toutes les mesures prescrites en cas d'épizooties de clavelée sont applicables aux troupeaux dont la clavelisation a été autorisée (art. 34 et 36 du règlement d'administration publique du 22 juin 1882). — En cas de clavelisation, le préfet prend un arrêté portant déclaration d'infection (art. 5 du décret du 12 novembre 1887 ; 34 et 86 du décret du 22 juin 1882).

Art. 3. — Le propriétaire d'un troupeau à claveliser en demande l'autorisation au maire ou à l'administrateur de la commune, qui lui délivrera un récépissé de sa demande. — Si l'autorité locale croit devoir refuser l'autorisation sollicitée, il en est référé au préfet qui, après avis du vétérinaire délégué, statue dans un délai maximum de cinq jours. — Il en est de même si le vétérinaire appelé à claveliser croit devoir différer l'opération.

Art. 4. — La clavelisation est effectuée par les soins des vétérinaires du service sanitaire. — Des vétérinaires ne faisant pas partie du service sanitaire qui demandent à claveliser peuvent être agréés par décision du gouverneur général, sur la proposition qui lui en est faite par les préfets, après avis des vétérinaires délégués. — L'état des vétérinaires clavelisateurs de chaque département est déposé au gouvernement général, direction de l'agriculture, du commerce et de l'industrie et à l'institut Pasteur d'Alger.

Art. 5. — L'autorité locale ayant délivré le permis de claveliser, le vétérinaire opérateur adresse à l'institut Pasteur d'Alger une demande de marques d'immunisation et s'il y a lieu une demande de claveau. La délivrance des marques et du claveau sera faite par l'institut Pasteur sur la production du récépissé constatant le versement à la caisse du receveur des contributions diverses du montant de la commande. — Le vétérinaire adresse, en même temps, au vétérinaire délégué un duplicata de sa demande ; il y mentionne en plus la date à laquelle la deuxième clavelisation doit s'effectuer.

Art. 6. — La clavelisation proprement dite comprend deux opérations : une première inoculation de claveau dilué à tous les moutons du troupeau et une deuxième de claveau concentré aux sujets qui n'ont pas réagi à la première. — Toutes formalités remplies, le vétérinaire clavelisateur procède à la première opération. En cas du choix de l'oreille comme point d'insertion, c'est l'oreille gauche qui reçoit le claveau. — De dix à quinze jours après la première opération, le vétérinaire contre visite minutieusement tous les animaux du troupeau clavelisé et met à part ceux qui n'ont pas réagi à l'inoculation initiale. Ces moutons sont alors soumis à une seconde clavelisation avec du claveau concentré.

Art. 7. — Les moutons clavelisés sont signalés par une marque métallique apposée sur l'oreille droite. — Cette marque, propriété du gouvernement général, est en dépôt à l'institut Pasteur d'Alger. Elle est adressée, sur leur demande au directeur de cet établissement, à tous les vétérinaires sanitaires ou libres, agréés par l'administration, qui clavelisent les troupeaux. — L'application de la marque est faite, sous le contrôle et la responsabilité de ces praticiens, aux moutons ayant subi avec succès l'opération de la claveli-

sation ou reconnus réfractaires à la clavelée. — La marque porte la date de la deuxième clavelisation.

Art. 8. — Les troupeaux clavelisés sont en quarantaine d'isolement à partir du jour de la première clavelisation (art. 38 du règlement d'administration publique du 22 juin 1882). — Les complications qui surviennent chez les animaux clavelisés entraînent une sélection ; les sujets qui en sont l'objet sont séparés et mis à part, afin de ne pas retarder la durée d'observation des autres.

Art. 9. — Trente jours après la deuxième clavelisation, le vétérinaire opérateur constate l'état sanitaire des animaux clavelisés ; il consigne dans un rapport (imprimé spécial) adressé au préfet, par l'intermédiaire du vétérinaire délégué, les conditions dans lesquelles la clavelisation du troupeau a été effectuée, les incidents et les complications qui ont pu se produire et le nombre d'animaux en état de bénéficier de la libre pratique. — Au vu de ce rapport, le préfet, sur l'avis du vétérinaire délégué, rapporte, s'il y a lieu, les mesures prescrites par l'arrêté déclaratif d'infection.

Art. 10. — Les frais de clavelisation sont à la charge des propriétaires de troupeaux. — Ils comprennent : 1° le prix de la marque ; 2° les honoraires du vétérinaire clavelisateur. — Le prix de la marque d'immunisation est de 0 fr. 05 cent. — Les honoraires du vétérinaire clavelisateur sont calculés à raison de 0 fr. 10 cent. par tête d'animaux clavelisés (les deux clavelisations) pour les troupeaux comprenant un effectif au-dessus de 300 moutons. Au-dessous d'un effectif de 300 têtes, les honoraires sont fixés au prix uniforme de 30 fr. Dans l'un et l'autre cas, l'effectif pourra comprendre des animaux appartenant à un ou plusieurs propriétaires habitant dans un rayon de 3 kilomètres.

Art. 11. — L'arrêté du 28 avril 1898, relatif à la visite des moutons destinés à l'exportation et aux conditions de la clavelisation des ovins, est rapporté.

INSTRUCTIONS

CONCERNANT LA CLAVELISATION EN TERRITOIRE DE COMMANDEMENT

I. — Jusqu'à nouvel ordre la clavelisation est effectuée en territoire de commandement par des vétérinaires du service sanitaire ou par des vétérinaires libres agréés par le gouverneur général. — Pendant la durée de leur mission, ces praticiens sont chargés des fonctions de vétérinaire sanitaire. — Les uns et les autres sont sous les ordres du général commandant la subdivision. Ils se déplacent et opèrent d'après ses instructions spéciales et d'après les indications du commandant supérieur du cercle ou du chef de l'annexe (autorités locales). — Ils sont accompagnés par les agents de l'autorité militaire chargés de les accréditer auprès des chefs indigènes et de favoriser la pratique des opérations de la clavelisation.

II. — Les propriétaires des troupeaux à claveliser en font la déclaration au commandant supérieur du cercle ou au chef d'annexe qui établit la liste de ces propriétaires, le nombre de moutons à claveliser dans son territoire ; il en rend compte au général commandant la subdivision, qui, après lui-même, le fait connaître à l'autorité supérieure.

III. — D'après la communication du général commandant la division et sur l'avis du vétérinaire délégué, le préfet du département désigne un vétérinaire clavelisateur qui aussitôt doit s'entendre avec les autorités locales, aux fins de la pratique de la clavelisation. Ce vétérinaire s'adresse ensuite à l'institut Pasteur, pour la délivrance des marques, en même temps que du claveau, s'il y a lieu.

IV. — A cet effet, le commandant supérieur ou le chef de l'annexe fait

concentrer, en temps voulu, les troupeaux à claveliser sur des points de pacage où doit se réaliser leur isolement pour la durée de la période de quarantaine d'observation qui doit suivre l'opération. De son côté, le vétérinaire arrive sur place, muni de tout ce qui est nécessaire à la clavelisation et à l'apposition des marques.

V. — Dès le jour de la pratique de la clavelisation d'un troupeau, commence la quarantaine de surveillance imposée aux moutons clavelisés. Elle est prescrite par l'autorité locale, d'après l'avis du vétérinaire clavelisateur. L'officier en rend compte à l'autorité supérieure et le vétérinaire opérateur au vétérinaire délégué (Envoi de l'imprimé n° 1). — Le général commandant la division prend un arrêté déclarant infectés le troupeau et le pacage qui lui est assigné. Cet arrêté détermine les mesures prophylactiques à observer en vue de prévenir la contagion des troupeaux voisins (art. 34 du décret du 22 juin 1882). — La libre pratique est recouvrée par le troupeau trente jours après la deuxième inoculation du claveau. Elle est accordée par arrêté du général commandant la division, sur le rapport adressé à l'autorité locale par le vétérinaire sanitaire. — En même temps qu'il adresse ce rapport au général commandant la division, le vétérinaire en fait parvenir un duplicata au vétérinaire délégué (imprimé n° 2). — Les frais de clavelisation sont à la charge des propriétaires de troupeaux. — Ils comprennent : 1° le prix de la marque ; 2° les honoraires du vétérinaire clavelisateur. — Le prix de la marque d'immunisation est de 0 fr. 05 cent. — Les honoraires du vétérinaire clavelisateur sont calculés à raison de .0 fr. 10 cent. par tête d'animaux clavelisés (les deux clavelisations) pour les troupeaux comprenant un effectif au-dessus de 300 moutons. Au-dessous d'un effectif de 300 têtes, les honoraires sont fixés au prix uniforme de 30 fr. Dans l'un et l'autre cas, l'effectif pourra comprendre des animaux appartenant à un ou plusieurs propriétaires.

25 mars 1901. — Décret remettant en vigueur les dispositions du décret du 29 décembre 1851 sur les débits de boissons en Algérie.

Vu le décret du 5 mai 1881 qui a déclaré applicable en Algérie, en ce qui concerne les citoyens français, la loi du 17 juillet 1880, sur les débits de boissons, tout en laissant en vigueur le décret du 29 décembre 1851 en ce qui concerne les indigènes et les étrangers ; — Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'hygiène comme dans celui de la sécurité publique, de revenir en Algérie au régime antérieur au décret du 5 mai 1881 ; — Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — Le décret du 5 mai 1881 est abrogé. Sont remises en vigueur en Algérie, en ce qui concerne les citoyens français, comme en ce qui concerne les étrangers et les indigènes, les dispositions du décret du 29 décembre 1851 sur les débits de boissons.

Art. 2. — Il ne pourra jamais y avoir dans une commune plus d'un débit par trois cents habitants européens agglomérés. — Cette disposition ne s'applique pas aux débits que l'administration jugerait pouvoir être ouverts sur des points éloignés de toute agglomération, ni à ceux dont les autorités municipales autorisent temporairement l'ouverture à l'occasion de foires ou de fêtes publiques. — Les débitants actuellement existants ne sont pas soumis à l'autorisation préalable.

Art. 3. — Ne peuvent exploiter des débits de boissons à consommer sur

place : 1° les mineurs non émancipés et les interdits; 2° les individus condamnés pour crimes de droit commun ; 3° ceux qui auront été condamnés à l'emprisonnement sans obtenir le bénéfice des dispositions de la loi du 26 mars 1891, pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées et nuisibles à la santé, ou pour récidives de rebellion, de coups et blessures et d'ivresse, vente illicite d'armes ou de munitions aux indigènes, conformément aux art. 379, 401, 405, 406, 407, 408, 409 et suivants, 248, 309 et suivants, 330, 334, 410 C. pén., à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1851, aux art. 2 et 3 de la loi du 23 janvier 1873 et à l'art. 2 du décret du 12 décembre 1851 ; 4° ceux qui par eux-mêmes, par leurs fondés de pouvoirs ou représentants, se trouveront en état de récidive légale pour fraudes en matière fiscale. — L'incapacité cessera lorsque le délinquant aura obtenu sa réhabilitation, ou l'aura acquise par application du décret du 20 janvier 1900, sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit en Algérie.

Art. 4. — Toute mutation par voie de cession devra faire l'objet d'une autorisation nouvelle. En cas de décès ou d'incapacité personnelle du débitant, le successeur ou gérant devra être agréé par le préfet. L'agrément devra, en cas de décès, être sollicité dans la quinzaine. — Tout débit qui, par suite de décès, faillite, cessation de commerce ou autre cause, aura cessé d'exister depuis plus de six mois à partir de la constatation faite par le service des contributions diverses, sera considéré comme supprimé.

28 mars 1901. — Décret portant modification à l'art 1er du décret du 20 février 1883 qui a créé un conseil de prud'hommes à Alger.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ; — Vu la loi du 1er juin 1853, sur les conseils de prud'hommes ; — Vu la loi du 23 février 1881, qui a rendu applicable en Algérie les lois et décrets concernant les prud'hommes ; — Vu le décret du 20 février 1883, qui a créé un conseil de prud'hommes à Alger ; — Vu la délibération du conseil de prud'hommes d'Alger, en date du 23 juin 1895 ; — Vu les délibérations du conseil de gouvernement de l'Algérie, en date des 26 novembre 1897 et 9 décembre 1898 ; — Vu la délibération de la chambre de commerce d'Alger, en date du 29 septembre 1897 ; — Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Saint-Eugène, d'Hussein-Dey et de Mustapha, en date des 17 mars, 9 juin et 27 octobre 1900 ; — Vu les lettres du gouverneur général de l'Algérie, en date des 13 février 1899 et 29 novembre 1900 ; — Vu les lettres du préfet d'Alger, en date des 26 février 1896 et 10 octobre 1897 ; — Vu la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice, en date du 15 septembre 1899 ; — Le conseil d'État entendu ;

Art. 1er. — L'art. 1er du décret du 20 février 1883 est modifié ainsi qu'il suit :

Le conseil des pru'hommes d'Alger est composé de la manière suivante :

Catégories	INDUSTRIES OU PROFESSIONS	NOMBRE de prud'hommes		NOMBRE d'assesseurs musulmans	
		Patrons	Ouvriers	Patrons	Ouvriers
1re	Constructeurs de bateaux, bouchonniers, exploitants de carrières, chaisiers, portefaix, charbonniers, charpentiers, charrons et carrossiers, fabricants de chaux, cimentiers, doreurs, entrepreneurs, maçons, marbriers, menuisiers, ébénistes, déchargeurs de navires, peintres, plâtriers, potiers, scieurs de long, sculpteurs, tailleurs de pierres, terrassiers, fabricants de tuiles et briques, vanniers.....	4	4	1	1
2e	Blanchisseurs, bonnetiers, bourreliers et selliers, brodeurs, calfats, chapeliers, fabricants d'articles de confection, cordiers, cordonniers, corroyeurs, fabricants de crin végétal ; drapiers, fileurs d'or et de soie, fabricants de gants, lingères, mégissiers, passementiers, tailleurs d'habits, tanneurs, tapissiers, teinturiers, tisserands, voiliers	3	3	2	2
3e	Fabricants de biscuits, boulangers, bouchers, brasseurs, charcutiers, fabricants de chocolat, confiseurs, distillateurs, cuisiniers des restaurants, hôtels, cafés et leurs patrons, fabricants de glace à rafraîchir, minotiers, fabricants de pâte ; pâtissiers, fabricants de salaisons, savonniers, entrepreneurs de transports de voitures publiques.....	3	3	1	1
4e	Armuriers, chaudronniers, couteliers, ferblantiers, fondeurs, forgerons, usines à gaz, maréchaux-ferrants, mécaniciens et ajusteurs, serruriers	2	2	1	1
5e	Cigariers, coiffeurs, coupeurs de tabac, graveurs, horlogers-bijoutiers, imprimeurs, photographes, fabricants d'ornements funéraires et fleurs artificielles, relieurs, horticulteurs, layetiers, fabricants d'allumettes, tonneliers, tourneurs	2	2	1	1
	TOTAUX.....	14	14	6	6

10 avril 1901. — Arrêté du gouv. gén. relatif aux pouvoirs disciplinaires des préfets à l'égard des adjoints indigènes des communes mixtes.

Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu l'arrêté du gouverneur général du 29 décembre 1900, portant délégation de pouvoirs aux préfets ; — Considérant que la restriction apportée par l'arrêté du 13 avril 1898 aux pouvoirs des préfets, en ce qui concerne le personnel des adjoints indigènes des communes mixtes, n'est plus en harmonie avec les délégations consenties à ces fonctionnaires par-

l'arrêté du 29 décembre 1900, susvisé ; — Sur la proposition du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — L'arrêté du 13 avril 1898, relatif aux adjoints indigènes des communes mixtes du territoire civil, est abrogé.

Art. 2. — A l'exception de la révocation, qui continuera à ne pouvoir être prononcée que par le gouverneur général, toutes les peines disciplinaires à encourir par les adjoints indigènes à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions seront à l'avenir prononcées par les préfets. Ces peines disciplinaires sont : 1° la réprimande ou le blâme ; 2° la retenue de solde ; 3° la suspension de fonctions pendant une période de trois mois au plus.

Art. 3. — Les adjoints qui seront signalés ou qui auront bien mérité dans l'exercice de leurs fonctions pourront être nommés par le gouverneur général aghas ou caïds honoraires.

10 décembre 1900. — Décret du bey désignant les points où l'importation des vins doit s'effectuer.

Vu le décret du 27 janvier 1897 sur la falsification des denrées alimentaires, et celui du 23 septembre 1897 concernant les vins de raisins secs ; — Vu l'art. 10 du décret sur les douanes du 3 octobre 1884 désignant les bureaux des frontières de terre et les ports ouverts aux opérations du commerce, et les modifications apportées à cette désignation par les décrets postérieurs ; — Pour assurer une meilleure répression des prohibitions édictées par les décrets des 27 janvier et du 23 septembre précités ;

Art. 1er. — L'importation des vins ne pourra s'effectuer que par les ports de Tabarka, Bizerte, La Goulette, Tunis, Sousse, Monastir, Mehdia, Sfax, Gabès et Houmt-Souk de Djerba et par les bureaux des frontières de terre de Ghardimaou et de Babouch (route d'Aïn-Draham à La Calle). (1) — Toute introduction ou tentative d'introduction de vins en dehors des ports ou bureaux désignés au paragraphe qui précède sera punie des peines édictées par l'art. 8 du décret du 3 octobre 1884 sur les douanes. — Les vins déclarés sous leur véritable dénomination dans un port ou un bureau non ouvert à leur admission seront, à la frontière de terre, renvoyés à l'étranger, et, sur le littoral, laissés à bord des navires pour être dirigés sur un port ouvert à l'entrée.

Art. 2. — La restriction d'entrée établie par l'art. 1er ne s'applique pas aux vins importés par les particuliers pour leur consommation personnelle, par quantité maximum de 250 litres chaque fois. — Elle ne s'applique pas non plus aux vins que les importateurs justifieront avoir été expédiés à destination de la régence antérieurement à l'insertion au *Journal officiel* du présent décret et qui se trouveront en cours de route au jour de son entrée en vigueur.

27 décembre 1900. — Circulaire du gouv. gén. portant fixation des nouvelles attributions des sous-préfets.

Monsieur le préfet, — Je vous ai fait connaître, par ma circulaire du 25 octobre dernier, mon intention de transformer l'organisation des sous-

---

(1) Un décret du 18 février 1900 ajoute à cette énumération le bureau de Sakiet-Sidi-Youssef.

préfectures de l'Algérie, de manière à la mettre en harmonie avec les nécessités particulières de l'administration du pays.

Le rôle des sous-préfets, tel qu'il a été compris jusqu'ici, ne répond pas toujours à des besoins réels, leur intervention n'a d'autre effet, dans la majorité des cas, que d'énerver, en quelque sorte, l'action des préfets et d'imposer à la marche des affaires une lenteur fâcheuse. Il faut donc renoncer, autant que le permet l'état actuel de notre législation, à ce degré presque toujours inutile de la procédure administrative.

S'ensuit-il que l'on doive supprimer entièrement les sous-préfets ? Telle n'a jamais été ma pensée. Il ne s'agit même pas de toucher aux attributions qu'ils tiennent de certaines lois, notamment de celle du 5 avril 1884. Mais, à côté de ces attributions, d'ailleurs peu nombreuses, qu'il ne m'appartient pas de modifier, il y en a beaucoup d'autres qu'il y a avantage à leur retirer, pour les remettre, soit aux préfets, soit aux maires des communes de plein exercice et aux administrateurs de commune mixte. — Ainsi débarrassés d'obligations vaines, de travaux de transmission et de formalités sans importance, qui absorbent une grande partie de leur temps et exigent l'emploi d'un personnel nombreux, les sous préfets pourront se consacrer à une œuvre vraiment utile. Ils formeront sous votre direction un corps de contrôleurs actifs appelés à se déplacer fréquemment, pouvant, d'une part, vous renseigner rapidement sur toutes les questions que vous aurez à élucider sur place, et, d'autre part, guider les autorités locales dans l'administration des communes de leur arrondissement.

Ces considérations m'ont conduit à répartir d'après le tableau que vous trouverez ci-joint les attributions exercées actuellement par les sous-préfets. Je vous prie de tenir la main à ce que cette répartition soit observée à partir du 1er janvier prochain.

Pour toutes les affaires qui sont énumérées au premier paragraphe et qui dans la pratique n'ont pas toujours été confiées aux sous-préfets, les maires et les administrateurs correspondront directement avec vous. Mais les sous-préfets conserveront d'une manière générale les attributions qui leur sont dévolues en propre par un texte de loi ou de décret, de même que celles qu'il y a lieu, dans l'intérêt des administrés, de laisser à l'autorité la plus proche de leur résidence.

L'énumération contenue dans le troisième paragraphe n'est donc pas strictement limitative, et à l'égard des matières non mentionnées dans les deux premiers paragraphes il n'est rien changé aux dispositions des lois et règlements en vigueur.

Ainsi que je vous l'ai fait connaître par mon télégramme du 13 décembre, le personnel des sous-préfectures se composera d'un administrateur-adjoint, d'un commis indigène expéditionnaire (khodja), d'un cavalier et d'un chaouch. L'administrateur-adjoint remplira les fonctions de secrétaire de la sous-préfecture, telles qu'elles sont déterminées par les règlements. Il secondera, en outre, le sous-préfet pour tout ce qui a trait à la surveillance et à l'administration des indigènes dans les communes de plein exercice et il dirigera le service anthropométrique au chef-lieu de l'arrondissement.

Je vous ai déjà fait savoir également que les diverses indemnités qui sont allouées aux sous-préfets seront désormais réunies en une allocation unique et formeront un fonds d'abonnement. C'est sur ce fonds que devront être imputées, le cas échéant, les dépenses occasionnées par des travaux de courte durée exécutés par le personnel mis à la disposition des sous-préfets et qu'il faudrait confier à des auxiliaires.

Il est facile de se rendre compte que cette réorganisation, loin d'amoindrir l'autorité des sous-préfets, ne fait que la fortifier. Leur action sur les administrateurs des communes mixtes sera plus directe et en même temps plus

efficace. Je compte d'ailleurs sur leur expérience des affaires, sur leur activité et sur leur dévouement, pour que la réforme que j'ai décidée s'accomplisse dans les meilleures conditions et produise les bons résultats que nous avons tous pour devoir absolu de chercher à atteindre.

I. — Attributions actuellement exercées par les sous-préfets et qui sont remises aux préfets.

Administration générale et communale.

1. Approbation des procès-verbaux d'adjudication intéressant les communes mixtes quand la dépense n'excède pas 5,000 francs ;
2. Autorisation d'imputation sur le crédit ouvert aux budgets des communes mixtes pour dépenses imprévues ;
3. Signature des baux, actes, etc., intéressant le domaine de l'État ;
4. Approbation des polices d'assurance des bâtiments communaux ;
5. Exécutoire donné aux états, dressés par les maires, des recettes communales non soumises à un mode spécial de recouvrement ;
6. Homologation des tarifs de concession dans les cimetières ;
7. Homologation des tarifs de droits de pesage, de jaugeage et de mesurage ;
8. Approbation des travaux ordinaires de simple entretien des bâtiments communaux, dont la dépense n'excède pas 1,000 francs ;
9. Nomination des répartiteurs pour l'assiette des taxes municipales.
10. Approbation des comptes des conseils de fabrique.

Police

11. Délivrance des bons de poudre de chasse aux personnes non munies d'un permis de chasse :
12. Création ou suppression de douars partiels dans les communes de plein exercice ;
13. Nomination des chefs de douars partiels dans les communes de plein exercice ;
14. Autorisation d'ouverture de débits de boissons et de cafés maures ;
15. Autorisations d'achat et de détention d'armes à feu ;
16. Ordres d'écrou, d'élargissement ou de transfert des détenus ;
17. Approbation des arrêtés concernant la police municipale pris par les administrateurs de commune mixte.

Bureaux de bienfaisance

18. Approbation des budgets et comptes administratifs ;
19. Approbation des conditions des baux et fermes des biens appartenant aux bureaux de bienfaisance ;
20. Autorisation de placement de fonds ;
21. Acquisition, vente et échange d'objets mobiliers ;
22 Règlement du service intérieur ;
23. Acceptation des dons et legs d'objets mobiliers ou de sommes d'argent, lorsque la valeur n'excède pas 3,000 francs et qu'il n'y a pas de réclamation des héritiers ;

Agriculture et forêts

24. Autorisation d'écorcement ;
25. Autorisation d'incinérer les chaumes ;
26. Enregistrement des déclarations de défrichement de terrains boisés.

Voirie

27. Autorisation de voirie pour travaux à exécuter par les particuliers sur les routes départementales et nationales et sur les chemins de grande communication lorsqu'il existe un plan d'alignement régulièrement approuvé.

II. — Attributions actuellement exercées par les sous-préfets et qui sont remises aux maires et administrateurs de commune mixte.

28. Délivrance des bons de poudre de mine ;
29. Délivrance des bons de poudre de chasse aux personnes munies d'un permis de chasse ;
30. Création et suppression de douars partiels dans les communes mixtes ;
31. Nomination des chefs de douars partiels dans les communes mixtes ;
32. Retenues de solde inférieures à un mois infligées aux secrétaires et commis et aux cavaliers des communes mixtes ;
33. Délivrance et visa des permis de circulation des indigènes ;
34. Congés accordés aux secrétaires, commis et cavaliers de commune mixte ;
35. Présidence des adjudications intéressant le domaine de l'État, les forêts, etc.

III. — Attributions conservées par les sous-préfets.

Administration générale et communale

36. Approbation de la liste des indigents ;
37. Visa des contraintes pour exécution en matière de contribution ;
38. Autorisations aux conseils municipaux de proroger leurs sessions ou de se réunir en séance extraordinaire ;
39. Légalisation de signatures ;
40. Réception des réclamations en matière d'élections municipales, suivant les règles tracées par la loi du 5 avril 1884 ;
41. Réception des mémoires dont la production est prescrite, à peine de nullité, dans les actions intentées à l'Etat ou aux communes ;
42. Réception de deux exemplaires de tout imprimé, journal ou écrit périodique dont le dépôt est ordonné par la loi ;
43. Réception du tableau des conseillers municipaux, dont le dépôt à la sous-préfecture est prescrit par la loi du 5 avril 1884, art. 49 ;
44. Réception des délibérations des conseils municipaux ;
45. Présidence des commissions des centres.

Police

46. Autorisation des établissements insalubres de la 3e catégorie ;
47. Enregistrement des diplômes des médecins, officiers de santé et sages-femmes ;

48. Agrément des gardes-champêtres, inspecteurs, brigadiers et agents de police, des cavaliers de commune mixte et des gardes particuliers ;
49. Délivrance des passe-ports à l'étranger pour les Français et les étrangers européens ;
50. Délivrance des permis de chasse ;
51. Autorisation des loteries de bienfaisance jusqu'à concurrence de 2,000 francs ;
52. Autorisation de visiter les détenus ;
53. Autorisation de transport de corps pour inhumation dans l'intérieur de l'arrondissement;
54. Réquisition pour transport sur les voies ferrées ;
55. Appel des condamnations disciplinaires prononcées par les administrateurs de commune mixte.

Voirie

56. Réception des procès-verbaux de contravention à la police du roulage et de la grande voirie ;
57. Autorisation de mise en circulation de voitures publiques.

28 décembre 1900. — Arrêté du dir. gén. des finances du gouv. tunisien fixant le tarif des actes de procédure en matière de recouvrement des impôts directs.

Vu le décret du 13 juillet 1899 réglementant le mode de recouvrement des impôts directs ; — Vu notamment le dernier alinéa de l'art. 4 de ce décret ainsi conçu : — « Les frais de port de la lettre recommandée et de l'avis de réception, et le coût des actes de procédure, dont le tarif sera fixé par arrêté du directeur des finances, s'ajoutent de plein droit au principal de l'impôt » ;

Art. 1er. — Le coût, à payer aux agents de poursuites, des actes de la procédure en recouvrement des impôts directs est fixé ainsi qu'il suit :
1. Commandement, quel que soit le montant de la créance. — Original, 2 fr. ; copie, 0 fr. 50 cent.
2. Saisie, quels que soient le nombre et la valeur des objets saisis. — Original et copies quel qu'en soit le nombre, par vacation de trois heures, mais y compris les salaires des témoins : la première vacation, 8 fr. ; les autres vacations, l'une, 5 fr.
3. Commandement et saisie effectués par un même acte, en vertu de l'art. 4 du décret du 13 juillet 1899, quels que soient le montant de la créance et le nombre et la valeur des objets saisis. — Comme à l'art. 2 ci-dessus.
4. Gardiennage (il est établi autant de gardiens qu'il est nécessaire). — Au gardien autre que le saisi, par jour, à taxer.
5. Transport des objets saisis sur les lieux de vente, lorsqu'il y a lieu. — A taxer.
6. Vente. — Original, copies et publications, le tarif des huissiers par vacation de trois heures, plus le droit d'enregistrement dû au trésor.
7. Crieur. — Par vacation de trois heures, à taxer.
8. Transport des agents ou notaires chargés de la procédure, à plus de cinq kilomètres de leur résidence ou, s'ils sont en opérations au dehors ou en tournée, du lieu de leurs opérations ou du tracé normal de leur itinéraire. — Le tarif des huissiers, au maximum, par jour, 8 fr. à répartir entre les redevables poursuivis le même jour dans la même circonscription.
9. Tous autres actes, éléments et frais de procédure non prévus ci-dessus. — Le tarif du droit commun.

12 janvier 1901. — Décret du bey interdisant la mise en vente, à partir du 1er juillet 1901, de roues d'arabats ayant moins de 7 centimètres de largeur de jantes.

Vu le décret du 5 août 1897 sur la police du roulage et notamment l'art. 21, qui dispose qu'un délai de cinq ans, qui prendra fin le 1er juillet 1902, est accordé pour l'exécution des dispositions interdisant la circulation sur les routes des voitures non suspendues, dénommées arabats, dont la largeur des jantes est inférieure à 7 centimètres ; — Considérant que la circulation sur les routes d'arabats à jantes étroites cause des dégradations considérables, et qu'il est indispensable de les éviter pour l'avenir en assurant dès maintenant l'application des dispositions susvisées du décret du 5 août 1897 ; — Considérant que pour obtenir ce résultat, il convient d'interdire la mise en vente de roues d'arabats non réglementaires ; — Sur le rapport du directeur général des travaux publics et la proposition du premier ministre ;

Art. 1er. — Est interdite la mise en vente, à partir du 1er juillet 1901, des roues d'arabats ayant moins de 7 centimètres de largeur de jantes.

Art. 2. — Les contraventions aux prescriptions du présent décret seront constatées dans les conditions prévues au titre III du décret du 5 août 1897 sur la police du roulage ; elles seront punies d'une amende de 6 à 10 fr. et d'un emprisonnement de un à trois jours. En cas de récidive, l'amende pourra être portée à 15 fr. et l'emprisonnement à cinq jours.

Art. 3. — Les dispositions de l'art. 463 C. pén. français sont applicables aux infractions prévues par le présent décret.

14 janvier 1901. — Décret du bey relatif à la délimitation des terres collectives des tribus.

Considérant qu'il existe dans plusieurs caïdats de la régence des territoires collectifs de tribus ou de fractions de tribus (parcours, cultures, etc.) ; — Que ces territoires collectifs sont inaliénables, les membres da la tribu n'ayant sur eux qu'un droit de jouissance ; — Qu'il y a lieu, en vue de la sécurité des transactions, et dans l'intérêt même des populations, de déterminer l'étendue de ces territoires et d'en définir la siuation juridique ainsi que les conditions auxquelles pourra y être constituée la propriété privative ; — Sur la proposition du premier ministre ;

Art. 1er. — L'administration fera procéder dans le plus bref délai possible à la délimitation des terres de jouissance collective des tribus. Cette délimitation sera effectuée par des comités locaux composés, pour un caïdat : du cadi, du caïd, de deux notaires, et placés sous la présidence d'un délégué spécial du gouvernement. — Des décrets successifs détermineront les territoires dans lesquels il sera procédé aux opérations de cette délimitation.

Art. 2. — Les personnes autres que celles possédant un titre d'immatriculation et qui prétendraient un droit réel privatif sur un terrain situé dans un territoire soumis à la délimitation devront, dans les six mois qui suivront la promulgation du décret ordonnant la délimitation de ce territoire, le déclarer et en déposer tous titres en leur possession par devant le comité local institué par l'article précédent. — Les détenteurs hypothécaires ou gagistes de titres de propriété seront tenus de les représenter au comité, dans le même délai, à peine d'une amende de 50 à 500 fr. et de tous dommages-intérêts envers la

partie lésée. — Les pièces présentées au comité seront analysées sur un registre, cotées, revêtues d'une estampille et restituées ensuite à leurs détenteurs. — Le domaine de l'État sera représenté à ces opérations et, au fur et à mesure de leur avancement, fournira au comité toutes indications et justifications utiles sur les terrains dont il a la charge, y compris ceux visés au décret du 13 janvier 1896 (23 redjeb 1313).

Art. 3. — Dans l'intervalle qui s'écoulera entre la promulgation du décret d'ouverture des opérations et celle du décret d'homologation, aucun acte d'aliénation, en propriété ou en jouissance, de terres sises dans le territoire soumis à la délimitation ne pourra avoir lieu sans un certificat préalable de non opposition délivré par le premier ministre, et ce, à peine de nullité, même au regard des parties. Les contrats que les parties ou les notaires auraient dressés en violation de cette disposition seront saisis, s'ils sont produits en justice ou à l'enregistrement. — Dans le cas ou une instance en immatriculation serait introduite pour les terres pendant le même délai, le fait que les opérations de délimitation des terres de jouissance collective seront en cours vaudra opposition d'office de la part du premier ministre, et, si le requérant n'en rapporte la main levée, il sera, par le tribunal mixte, sursis à statuer jusqu'à la promulgation du décret d'homologation visé à l'article suivant.

Art. 4. — Les procès-verbaux des opérations de délimitation, homologués par nous, détermineront d'une manière définitive, à l'égard des tiers, la consistance des terres de jouissance collective de chaque caïdat. Aucune revendication ultérieure à leur sujet par un particulier ne pourra être portée devant les diverses juridictions de la Tunisie (tribunaux français, tribunaux indigènes, tribunal mixte) si elle n'est exclusivemeni basée sur des pièces revêtues de l'estampille prévue à l'art. 2.

Art. 5. — Concurremment avec les opérations ci-dessus indiquées et indépendamment de la situation de fait qu'elles ont pour objet de constater, une commission est chargée de déterminer et de définir les conditions d'établissement, de jouissance, de conservation et de transmission de la propriété dans les terres collectives de tribus. — Cette commission est ainsi composée : — Le premier ministre ; le ministre de la plume ; le secrétaire général du gouvernement ; le directeur des finances ; le directeur de l'agriculture et du commerce ; le président du tribunal mixte ; le président de la chambre indigène du tribunal mixte ; un officier désigné par le général commandant la division d'occupation ; deux caïds ou notables désignés par M. le premier ministre.

15 janvier 1901. — Décret du bey conférant la personnalité civile à l'imprimerie officielle arabe de Tunis (*J. O. T.*, 19 janv. 1901).

11 février 1901. — Décret du bey autorisant le directeur de l'agriculture et du commerce à créer des postes de vétérinaire sanitaire.

Vu les décrets du 14 février 1900, relatifs à l'importation en Tunisie des animaux de l'espèce chevaline, bovine, ovine, caprine et porcine ;

Art. unique. — Le directeur de l'agriculture et du commerce est autorisé à créer, par arrêtés, des postes de vétérinaire sanitaire chargés de la visite des animaux, produits ou dépouilles d'animaux importés en Tunisie et

exportés de Tunisie ; il fixera de la même manière le montant des honoraires dus aux vétérinaires sanitaires pour chaque catégorie d'animaux et de produits visités.

14 février 1901. — **Décret du bey** faisant bénéficier de la loi française sur l'amnistie les délits et contraventions prévus par la législation locale, ainsi que les infractions concernant les monopoles, les contributions diverses et les douanes.

Vu la convention entre la France et la Tunisie du 8 juin 1883 (loi française du 10 avril 1884) ; — Vu la loi française du 27 décembre 1900 relative à l'amnistie ;

Art. unique. — Les délits et contraventions prévus et punis par la législation locale, dans les matières énumérées à la loi française du 27 décembre 1900, bénéficieront de l'amnistie édictée par cette loi, dans les limites et sous les restrictions qu'elle a prévues. — Sont assimilées, en Tunisie, aux infractions aux lois françaises en matière de contributions et de douanes, les infractions à la législation tunisienne concernant les monopoles, les contributions diverses et les douanes.

3 avril 1901.— **Arrêté du min. de l'agriculture** portant nouvelle réglementation pour l'exportation des moutons algériens.

Vu le décret du 21 juillet 1881, sur la police sanitaire des animaux ; — Vu le décret du 22 juin 1882, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi ; — Vu le décret du 6 avril 1883, concernant l'importation des animaux en France ; — Vu l'arrêté du 25 février 1901, qui n'admet en France que les moutons algériens ayant été soumis à la clavelisation, et qui décide en son art. 2 que les moutons de cette provenance, qui n'auront pas été clavelisés, continueront jusqu'au 1er mai 1902 à être admis en France, mais sous condition d'abatage immédiat ; — Vu l'avis du comité consulatif des épizooties ; — Sur le rapport du directeur de l'agriculture ;

L'art. 2 de l'arrêté du 25 février 1901 est rapporté et remplacé par le suivant :
« A titre de mesure transitoire, continueront à être admis jusqu'au 1er mai 1902 les moutons non clavelisés, mais sous la condition que ces animaux auront été avant leur embarquement soumis à un lavage complet, par immersion, soit dans l'eau de mer, soit dans une solution alcaline. — Cette opération sera constatée par un certificat du vétérinaire chargé par le gouvernement général de l'Algérie de la visite des animaux exportés de la colonie. »

18 avril 1901. — **Décret** modifiant le décret du 22 février 1898, relatif à l'administration préfectorale en Algérie.

Vu le décret du 22 février 1898, fixant les attributions du gouverneur général de l'Algérie en ce qui concerne le personnel de l'administration départementale ; — Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu les propositions du gouverneur général

de l'Algérie ; — Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des beaux-arts chargé par intérim du ministère de l'intérieur ;

Art. 1er. — L'art. 4, § *in fine*, du décret susvisé du 22 février 1898 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les promotions de classe pour les sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture sont accordées par le gouverneur général de l'Algérie, après entente avec le ministre de l'intérieur et dans la limite des ressources budgétaires. »

18 avril 1901. — Décret rendant exécutoire en Algérie le décret du 22 décembre 1900, qui a modifié la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ; — Vu les décrets des 28 mars 1887, 17 août 1888, 27 juin 1890, 3 mai 1892, 29 novembre 1894, 18 novembre 1896, 31 août et 20 novembre 1897, 6 décembre 1899 qui ont rendu exécutoires en Algérie les décrets des 3 mai 1886, 5 mai 1888, 15 mars 1890, 26 janvier 1892, 13 avril 1894, 6 juillet 1896, 24 juin et 17 août 1897, 29 juillet 1898, 19 juillet et 18 septembre 1899, sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes ; — Vu le décret du 22 décembre 1900 qui a modifié la nomenclature de ces établissements ; — Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu l'avis du conseil de gouvernement en date du 22 février 1901 ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — Le décret sus-visé du 22 décembre 1900 est rendu exécutoire en Algérie et y sera promulgué à cet effet.

30 avril 1901. — Circulaire du gouv. gén. relative à l'administration des populations indigènes.

Monsieur le préfet, — L'attaque du village de Margueritte vient d'être énergiquement réprimée. Les auteurs de cette tentative criminelle seront impitoyablement frappés ; mais ce douloureux événement me fait un devoir de vous signaler, à nouveau, tout l'intérêt que j'attache à l'application intégrale, et suivant l'esprit qui les a dictées, des réformes administratives que j'ai décidées au mois de décembre dernier.

L'organisation d'un contrôle administratif et d'un contrôle financier sous mon autorité directe ne saurait donner tous les résultats utiles que j'en attends qu'à la condition d'être complétée et fortifiée par la réorganisation administrative dont vous avez été spécialement chargé.

Je vous prie, avant tout, de tenir la main à ce que les administrateurs de commune mixte et les sous-préfets fassent de fréquentes tournées dans les territoires fort étendus confiés à leur vigilance. Il importe qu'ils s'associent, désormais, aux préoccupations, aux efforts, à la vie des populations qu'ils administrent. — Leur ambition ne doit pas se borner à l'expédition des affaires courantes, dont la solution est fixée et prévue par la jurisprudence et les règlements. Il leur appartient de participer activement aux progrès des idées et des mœurs et à l'essor de la prospérité générale, en prenant l'initiative de propositions destinées à favoriser, en même temps que le développement de la colonisation, le relèvement de la condition des indigènes, de leur situation morale et matérielle. — A ce point de vue l'institution du

secrétariat général pour les affaires indigènes, que j'ai créé auprès de vous, a une portée dont vos collaborateurs doivent se rendre exactement compte, et une utilité que l'expérience mettra de plus en plus en lumière, si par vos soins ma pensée et mes prescriptions sont fidèlement interprétées. — Au secrétariat pour les affaires indigènes doivent converger tous les rapports et tous les renseignements sur l'état d'esprit de chacun de vos douars, sur les besoins de chacun, sur les moyens de remédier à la situation critique de certains d'entre eux, sur l'application des ressources que tous fournissent aux budgets locaux, sur les travaux d'utilité publique qu'ils réclament, sur les mesures susceptibles d'améliorer les méthodes de culture et d'élevage dans les milieux indigènes et de faire revivre et progresser les arts industriels musulmans, jadis en honneur dans de nombreuses tribus; enfin, sur toutes les questions de prévoyance et d'assistance dont j'ai le ferme dessein de poursuivre la solution. — Chaque douar doit avoir, en quelque sorte, dans vos bureaux son histoire et son inventaire sans cesse tenu à jour, et, si je puis dire, son compte-courant faisant ressortir ce qu'il donne et ce qu'il reçoit. — Je désire être constamment édifié sur les préoccupations de nos sujets musulmans, les influences diverses qui s'exercent sur eux et être ainsi mis à même de remédier promptement aux erreurs et aux abus dont ils auraient à se plaindre. — Aujourd'hui, les affaires qui les intéressent sont disséminées dans un trop grand nombre de services, n'ayant pas entre eux de suffisantes relations, de telle sorte qu'il est malaisé, pour l'administration centrale, de dégager la véritable situation de la plupart de nos tribus, et d'assurer à la gestion de leurs intérêts l'unité de vues et de direction indispensables à notre propre sécurité. — Nous pourrons être d'autant plus fermes vis-à-vis d'eux que nous serons plus justes, plus soucieux de leur bien-être et respectueux de leurs traditions et de leur culte. — Nous avons acquis sur la terre d'Afrique, fécondée par le meilleur de notre sang et l'effort prodigieux de nos colons, des droits imprescriptibles. Ces droits impliquent des responsabilités et des devoirs.

Tout le monde comprendra, désormais, en Algérie, le danger des excès et des désordres de la rue, indignes d'un pays civilisé, monstrueux dans un pays de suffrage universel. — Il serait puéril de se dissimuler combien contagieux et meurtrier peut être, dans la colonie, l'exemple de nos discordes civiles et des folies de la persécution des races, et combien criminelle est cette propagande que rien n'excuse et qui risque de ruiner, dans les milieux indigènes, le respect de l'autorité et des lois, en y rallumant les mauvaises passions et les haines. — Le rôle de protecteur, vis-à-vis des populations soumises à la tutelle généreuse et bienfaisante de la France, n'est pas rempli s'il n'est pas, avant tout, un rôle d'éducateur.

J'exprime l'espoir que les Français d'Algérie seront unanimes à vous aider dans l'accomplissement de votre tâche. Je suis sûr, en tous cas, de pouvoir compter sur votre énergie, en même temps que sur votre patriotisme et votre dévouement à la République.

4 mai 1901. — **Décret** portant modification de l'art. 2 du décret du 18 août 1897 sur le service des travaux publics en Algérie.

Vu le décret du 18 août 1897 portant réorganisation des services des travaux publics en Algérie ; — Vu la décision ministérielle du 3 octobre 1900, supprimant l'emploi d'inspecteur général des mines en Algérie ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ; — Sur le rapport du ministre des travaux publics ;

Art. 1er. — L'art. 2 du décret du 18 août 1897 est modifié comme suit :

« L'inspection des services des travaux publics de l'Algérie est confiée à un inspecteur général des ponts et chaussées qui réside à Alger. — Le contrôle des chemins de fer est dirigé par un inspecteur des ponts et chaussées ou des mines qui réside à Paris. — Le service des mines de l'Algérie est dirigé par un ingénieur en chef des mines qui réside à Alger. Les notes et propositions concernant le personnel de ce service sont rédigées par l'inspecteur général des ponts et chaussées chargé de l'inspection des travaux publics de l'Algérie. — Les deux inspecteurs généraux ci-dessus désignés ont voix délibérative dans les divers conseils institués par le ministère des travaux publics et au sein desquels leurs fonctions les appellent à siéger. L'ingénieur en chef des mines de l'Algérie siège au conseil général des mines, avec voix délibérative, sur les affaires concernant l'Algérie. — Lorsque le gouverneur général en fera la demande, un inspecteur général des mines du cadre métropolitain sera envoyé en mission en Algérie pour étudier les questions qui lui seront indiquées par le gouverneur général. Les frais de ces missions seront soldés par le ministère des travaux publics et remboursés par le gouvernement général de l'Algérie. »

10 mai 1901. — Arrêté du gouv. gén. portant allocation d'une première mise d'entrée en service aux administrateurs et adjoints de commune mixte.

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu l'arrêté du 18 juillet 1895 portant fixation des indemnités allouées aux administrateurs et adjoints pour première mise d'entrée en campagne et frais d'entretien de cheval ; — Sur le rapport du directeur du cabinet et du personnel ;

Art. 1er. — L'art. 1er de l'arrêté susvisé du 18 juillet 1895 est complété ainsi qu'il suit :

« Les administrateurs et adjoints de commune mixte reçoivent, lors de leur entrée en service, une allocation de 600 fr. à titre de première mise pour l'achat d'un cheval et de son harnachement. — Cette indemnité n'est due ni à ceux d'entre eux qui l'ont déjà reçue à raison, soit de leurs fonctions actuelles, soit de leurs fonctions antérieures, ni aux agents admis, sur leur demande, dans le service des communes mixtes par permutation pour convenances personnelles. »

13 mai 1901. — Arrêté du gouv. gén. fixant la redevance à payer pour les opérations du lavage des moutons algériens exportés, prescrites par l'arrêté ministériel du 28 mars 1901.

Vu l'arrêté de M. le ministre de l'agriculture en date du 28 mars 1901, aux termes duquel les moutons algériens non clavelisés continueront à être admis jusqu'au 1er mai 1902 à l'importation dans la métropole, mais sous la réserve qu'ils auront été, avant la visite sanitaire qui doit précéder l'embarquement, soumis à un lavage complet par immersion, soit dans l'eau de mer, soit dans une solution alcaline ; — Considérant que, pour permettre aux exportateurs de satisfaire à l'obligation qui leur est ainsi imposée, l'administration a fait construire, dans les ports d'embarquement et au moyen de ressources prove-

nant du fonds commun sanitaire, des bassins spécialement destinés au lavage des moutons ; — Considérant que cette dernière opération sera effectuée sous la direction d'un personnel rémunéré sur ce même fonds commun ; — Considérant qu'il y a lieu d'exiger des exportateurs de moutons le remboursement de dépenses faites dans leur intérêt ; — Vu les propositions des préfets des trois départements ;

Art. 1er. — Le lavage des moutons d'exportation donne lieu au paiement d'une redevance de 0 fr. 5 cent. par tête d'animal, dont le montant sera acquis au fonds commun sanitaire. Le décompte des sommes dues de ce chef sera établi par le vétérinaire sous la surveillance duquel aura été opéré le lavage des animaux et le montant en sera versé par les intéressés, savoir : à Alger, dans la caisse du receveur principal des douanes, comptable du fonds commun sanitaire, et dans les autres ports, à la caisse du receveur des douanes de la localité qui encaissera pour le compte du receveur principal d'Alger. — Le vétérinaire visiteur du port n'autorisera l'embarquement des animaux que sur production de la quittance constatant le versement de cette redevance.

Art. 2. — Le service vétérinaire sanitaire et le service de la douane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

16 mai 1901. — **Décret** sur l'exercice de la profession d'avocat en Tunisie.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des affaires étrangères (1) ; — Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation

---

(1) RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur le président, — La loi du 27 mars 1883, qui a organisé la justice française en Tunisie, a confié à des défenseurs le soin de représenter les parties. Elle n'a pas prévu l'existence d'avocats constituant des barreaux analogues à ceux de la métropole. — Des avocats se sont établis auprès des tribunaux de la régence ; ils sont, à Tunis, au nombre de trente-sept, dont vingt-six Français, quatre israélites tunisiens, un musulman tunisien, cinq Italiens et un Anglais. — Ces avocats ont été soumis, en ce qui concerne la discipline, aux dispositions de l'ordonnance du 20 novembre 1822 par un décret en date du 1er octobre 1887. Toutefois, les fonctions de conseil de discipline sont, dans tous les cas, remplies par le tribunal.

L'expérience a démontré qu'il serait avantageux d'édicter, pour les avocats de Tunis, des règles spéciales qui soient en harmonie avec le caractère international des collèges d'avocats de ce pays et les obligations particulières qu'impose à leurs membres la procédure devant les juridictions indigènes. Il importe, en effet, d'obtenir ce double résultat : d'une part, de conserver à tous les habitants de la régence la faculté d'être inscrits au barreau et, d'autre part, d'assurer la prépondérance à l'élément français. — Le projet de décret ci-joint s'est inspiré de ces considérations.

Ceux qui aspirent à exercer la profession d'avocat en Tunisie devront, quelle que soit leur nationalité, avoir obtenu le diplôme de licencié en droit devant une faculté française ; ils seront astreints au serment prévu par l'art. 28 de l'ordonnance de 1822 et devront le prêter devant celui des tribunaux de la régence auprès duquel ils désirent exercer.

Il a paru utile de modifier le système établi par le décret du 1er octobre 1887 et de constituer un conseil de discipline dans le sein duquel le bâtonnier sera choisi. Tous les avocats de nationalité française inscrits au tableau depuis cinq ans au moins peuvent seuls faire partie du conseil de l'ordre.

de la justice française en Tunisie; — Vu le décret du 1er octobre 1887, qui soumet la profession d'avocat en Tunisie aux règles de discipline établies par l'ordonnance du 20 novembre 1822;

Art. 1er. — Nul ne peut être inscrit sur le tableau des avocats s'il n'a obtenu en France le diplôme de licencié en droit et s'il n'a prêté le serment prescrit par l'art. 38 de l'ordonnance du 20 novembre 1822. Ce serment peut être reçu par les tribunaux civils de Tunisie.

Art. 2. — Les dispositions qui déterminent en France le nombre des avocats faisant partie du conseil de discipline sont applicables en Tunisie.

Art. 3. — Ne peuvent être nommés membres de ce conseil que les avocats de nationalité française inscrits depuis cinq ans au grand tableau.

Art. 4. — Sont électeurs au conseil de discipline tous les avocats inscrits au grand tableau.

Art. 5. — Les élections ont lieu chaque année, dans le courant du mois d'octobre.

Art. 6. — Le conseil de discipline choisit dans son sein le bâtonnier.

Art. 7. — Le bâtonnier est chef de l'ordre et préside le conseil de discipline.

Art. 8. — Les conseils de discipline sont chargés de maintenir les principes de modération, de désintéressement et de probité sur lesquels repose l'honneur de l'ordre des avocats; ils répriment d'office, ou sur les plaintes qui leur sont adressées, les infractions et les fautes commises par les avocats.

Art. 9. — Les peines de discipline sont celles prévues par les lois françaises, et les formes qui doivent être suivies en cette matière sont celles indiquées par les mêmes lois; toutefois, les attributions conférées en France au procureur général sont remplies en Tunisie par les procureurs de la République, et les appels des décisions des conseils de discipline sont portés devant le tribunal auprès duquel ces conseils exercent leurs fonctions. Ce tribunal statue en assemblée générale et dans la chambre du conseil.

Art. 10. — Dès que le conseil de discipline aura été constitué, il élaborera un règlement du barreau qui sera mis en vigueur, après avoir été homologué par le tribunal et approuvé par le ministre de la justice.

Art. 11. — Les dispositions de l'ordonnance du 20 novembre 1822 et des textes qui l'ont complétée ou modifiée sont applicables en Tunisie sur tous les points auxquels il n'est pas dérogé par le présent décret.

Art. 12. — Les avocats actuellement inscrits en Tunisie continueront à exercer leur profession alors même qu'ils ne rempliraient pas les conditions indiquées à l'art. 1er.

Art. 13. — Les conseils de discipline seront constitués dans le mois qui suivra la promulgation du présent décret, et ils exerceront leurs fonctions jusqu'aux élections, qui auront lieu dans le courant du mois d'octobre suivant.

Les règles disciplinaires établies par l'ordonnance du 20 novembre 1822 sont applicables en Tunisie; mais les appels des décisions du conseil, au lieu d'être portés devant la Cour d'appel d'Alger, seront déférés au tribunal, qui les examinera en assemblée générale. Cette disposition assurera le maintien d'une bonne discipline en soumettant les affaires disciplinaires, en appel, à la juridiction qui, au courant des mœurs et des usages locaux, se trouve mieux qualifiée pour les apprécier. D'autre part, le bâtonnier, étant élu par ses confrères, aura sur eux une autorité plus grande.

Enfin, le conseil de discipline, dès qu'il sera constitué, devra élaborer un règlement qui ne sera mis en vigueur qu'après homologation du tribunal et approbation du ministre de la justice.

Si vous approuvez ces dispositions, nous avons l'honneur, Monsieur le président de la République, de vous prier de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Art. 14 — Le décret du 1er octobre 1887, réglementant la profession d'avocat en Tunisie, est abrogé.

6 juin 1901. — **Décret** modifiant le décret du 23 septembre 1875 sur les conseils généraux de l'Algérie, en ce qui concerne le renouvellement des séries sortantes.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes; — Vu le décret du 23 septembre 1875, sur les conseils généraux en Algérie; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Art. 1er. — Les élections pour le renouvellement des séries sortantes des conseils généraux de l'Algérie ont lieu le dernier dimanche de juin.

Art. 2. — Par dérogation aux dispositions des art. 25 et 69 du décret du 23 septembre 1875, les conseils généraux, dans l'année où il est procédé au renouvellement de la série sortante, se réunissent extraordinairement le samedi qui suit le deuxième tour de scrutin, pour nommer les membres du bureau et élire la commission départementale.

8 juin 1901. — **Décret** portant que l'inspecteur général des mines en Algérie, dont l'emploi est supprimé, est remplacé comme membre du conseil de gouvernement et du conseil supérieur de l'Algérie par l'ingénieur en chef des mines.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes; — Vu le décret du 11 août 1875 sur la reconstitution du conseil de gouvernement de l'Algérie; — Le décret du 18 novembre 1895 appelant l'inspecteur général des mines en Algérie à siéger dans cette assemblée; — Le décret du 23 août 1898 portant réorganisation du conseil supérieur de gouvernement de l'Algérie et spécialement en son art. 1er désignant l'inspecteur général des mines parmi les membres du conseil supérieur; — Le décret du 4 mai 1901 supprimant l'emploi d'inspecteur général des mines en Algérie; — Les propositions du gouverneur général de l'Algérie;

Art. 1er. — L'inspecteur général des mines en Algérie, dont l'emploi est supprimé, est remplacé comme membre du conseil de gouvernement et du conseil supérieur de gouvernement de l'Algérie par l'ingénieur en chef des mines à Alger. — Ce fonctionnaire prendra parmi les membres des dites assemblées le rang assigné à son grade dans la hiérarchie administrative.

17 juin 1901. — Décret du bey relatif à l'exécution des jugement rendus par les tribunaux français contre des sujets tunisiens.

Art. 1er. — Tout justiciable des tribunaux français qui aura obtenu de cette juridiction un jugement contre un indigène tunisien non protégé d'une puissance européenne pourra demander à l'administration tunisienne d'en poursuivre l'exécution par les moyens dont elle dispose, sauf la saisie immobilière, soit qu'une tentative d'exécution par les voies ordinaires ait été infructueuse, soit même avant toute tentative d'exécution.

Art. 2. — A cet effet, il devra remettre à l'administration générale du gouvernement tunisien la grosse du jugement à exécuter, avec une ordonnance du président du tribunal français de l'arrondissement où la décision a été rendue l'autorisant à recourir à l'administration tunisienne pour son exécution.

Art. 3. — L'ordonnance dont il est question à l'article précédent sera rendue sur simple requête, après que le magistrat qui la délivrera se sera assuré que la décision produite n'est susceptible d'aucune voie de recours ordinaire ou qu'elle est exécutoire par provision et qu'elle n'a pas été ramenée à exécution. Au cas où une exécution partielle aurait eu lieu, le fait devra être mentionné.

Art. 4. — L'administration générale du gouvernement tunisien donnera les ordres nécessaires pour l'exécution de la décision produite. Au cas où celle-ci serait arrêtée par une action en revendication ou toute autre exception soulevée par le défendeur, cette administration ordonnera de passer outre si cet obstacle n'est évidemment qu'un moyen dilatoire et qu'il ne se présente pas avec des éléments propres à donner ouverture à des débats contentieux ; sinon, elle déterminera dans un procès-verbal la nature de l'obstacle, prendra toutes mesures conservatoires utiles et renverra les parties à se pourvoir, ainsi qu'elles aviseront, devant l'autorité compétente.

Art. 5. — Si la décision est ramenée à exécution, l'administration générale fera remettre les fonds perçus au créancier contre bonne et valable décharge et fera tenir la grosse au débiteur libéré. — Au cas où l'exécution sera partielle, la remise des fonds perçus au créancier ne sera faite que contre inscription signée de lui ou de son fondé de pouvoirs de ladite remise sur la grosse elle-même, en outre de la quittance à laquelle aura droit l'agent instrumentaire.

24 juin 1901. — Décret portant modification de l'art. 2 du décret du 6 juin 1901 sur les conseils généraux de l'Algérie.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes ; — Vu le décret du 23 août 1898 sur la réorganisation du conseil supérieur de gouvernement ; — Vu le décret du 6 juin 1901 modifiant celui du 23 septembre 1875 sur les conseils généraux ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie ;

Art. 1er. — L'art. 2 du décret du 6 juin 1901 est complété *in fine* par les mots suivants : « Et les conseillers généraux délégués au conseil supérieur de gouvernement. »

27 juin 1901 — Décret portant modification de l'art. 4 du décret du 23 août 1898, relatif aux pouvoirs du gouverneur général de l'Algérie.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, des ministres de la guerre et de la marine ; — Vu le décret du 23 août 1898 ;

Art. 1er. — L'art. 4 du décret du 23 août 1808 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour tout ce qui concerne la sûreté intérieure de l'Algérie, la police des frontières, rivages ou confins, l'occupation et l'organisation des territoires de

commandement, le général commandant le dix-neuvième corps d'armée et le commandant de la marine en Algérie dépendent de la haute autorité du gouverneur général qui, sur leur avis ou leur proposition, prend ou soumet seul à l'approbation des ministres compétents les décisions nécessaires dont il leur confie l'exécution. — Leur correspondance en ces matières, et pour tout ce qui touche à la défense de la colonie, a lieu avec les ministres de la guerre et de la marine par l'intermédiaire du gouverneur général. — Pour toutes les autres questions, ils continuent de relever, au même titre que les autres commandants de corps d'armée et les autres commandants de la marine, des ministres de la guerre et de la marine. — Les généraux de division sont placés, en ce qui concerne les matières énumérées au paragraphe 1er, sous les ordres directs du commandant du dix-neuvième corps d'armée ; ils restent, en ce qui concerne l'administration des territoires de commandement, sous la direction immédiate du gouverneur général. — En cas de guerre étrangère, le gouvernement de la métropole a seul la disposition des forces de terre et de mer de l'Algérie. »

27 juin 1901. — **Décret** plaçant sous la haute autorité du gouverneur général le personnel des officiers publics et ministériels de l'Algérie.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du garde des sceaux, ministre de la justice ; — Vu l'ordonnance du 22 juillet 1834, art. 4 ; — Vu l'arrêté ministériel du 1er juin 1841, sur l'exercice de la profession de commissaire priseur en Algérie ; — Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1841 et le décret du 27 décembre 1881, relatifs à l'exercice des professions de défenseur et d'avoué en Algérie ; — Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 1842, réglant l'exercice de la profession d'huissier en Algérie ; — Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 1842, relatif à l'exercice de la profession de notaire en Algérie ; — Vu le décret du 3 septembre 1884, relatif au personnel des greffiers en Algérie ; — Vu l'ordonnance du 19 mai 1846, l'arrêté ministériel du 29 mai 1846 et le décret du 25 avril 1851, relatifs à l'exercice des professions d'interprète judiciaire et d'interprète traducteur assermenté en Algérie ; — Vu l'arrêté du chef du pouvoir exécutif, en date du 20 août 1848, portant remise du service judiciaire de l'Algérie au ministère de la justice, notamment en ses art. 7, 8 et 9 ; — Vu le décret du 15 décembre 1858, portant réorganisation de la cour d'appel d'Alger ; — Vu l'arrêté ministériel du 12 septembre 1854, en ce qui concerne les congés des officiers ministériels et fonctionnaires de l'ordre judiciaire en Algérie ; — Vu le sénatus-consulte du 14 juillet 1865, sur la naturalisation en Algérie et le règlement d'administration publique du 21 avril 1866 ; — Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ;

Art. 1er. — Le personnel des officiers publics et ministériels de l'Algérie est placé sous la haute autorité du gouverneur général.

Art. 2. — Le greffier en chef de la cour d'appel, les greffiers des tribunaux de première instance, de commerce et des justices de paix, les notaires, les défenseurs et avoués près la cour et les tribunaux, les huissiers, les interprètes judiciaires et traducteurs assermentés, les commissaires priseurs de l'Algérie sont nommés et révoqués par le gouverneur général au vu des propositions qui lui sont soumises par le premier président et le procureur général de la cour d'appel, dans les conditions indiquées aux articles ci-après.

Art. 3. — Le gouverneur général exerce en Algérie les attributions conférées

au ministre de la justice par les lois et règlements relatifs à l'exercice des professions des officiers publics et ministériels dénommés à l'article précédent, en matière de nomination, de congés, de discipline et généralement pour tout ce qui touche à la situation personnelle. — Il statue sur les demandes de dispenses formulées par les greffiers parents ou alliés des juges ou suppléants à un degré prohibé.

Art. 4. — Nul ne peut être nommé officier ministériel en Algérie s'il n'est Français et s'il n'a satisfait aux lois sur le recrutement militaire. Sont toutefois maintenues en faveur des indigènes musulmans les dispositions exceptionnelles de l'art. 10 du décret du 21 avril 1866.

Art. 5. — Les propositions pour les nominations aux fonctions d'officier public ou ministériel dénommées à l'art. 1er sont établies, au vu des dossiers des candidats, par une commission spéciale de trois membres nommés par le gouverneur général, savoir : — Un conseiller de gouvernement, président ; — Un représentant de la Cour, membre ; — Un représentant du parquet, membre. — La commission présente pour chaque poste vacant une liste de trois noms que le premier président et le procureur général transmettent, avec leurs observations, au gouverneur général.

Art. 6. — Les propositions relatives tant aux peines disciplinaires à prononcer par le gouverneur général qu'à celles qui continueront de l'être par le premier président ou par le procureur général sont soumises à une commission de discipline composée des membres de la commission prévue à l'article précédent et d'un officier public ou ministériel en résidence à Alger, de la catégorie à laquelle appartient l'inculpé, nommé dans chaque cas par le gouverneur général, sur l'avis du premier président et du procureur général. — En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Art. 7. — Toutes les dispositions contraires à celles contenues dans le présent décret sont abrogées.

5 juillet 1901. — Décret relatif au régime fiscal des alcools en Algérie.

Sur les rapports des ministres des finances et de l'intérieur ; — Vu l'avis du gouverneur général de l'Algérie ; — Vu le décret du 26 décembre 1884 ; — Vu les règlements qui régissent en Algérie la perception des droits de consommation et d'octroi de mer sur les alcools, en particulier les décrets des 15 avril 1881, 27 juin 1887, 30 décembre 1897 et 31 août 1898 ; — Vu l'art. 8 de la loi du 30 mai 1899 et le décret du 10 août suivant, rendu pour son exécution ; — Vu le décret du 23 août 1898, relatif aux attributions du gouverneur général de l'Algérie ; — Le conseil d'État entendu ;

Art. 1er. — Les dispositions de l'art. 8 de la loi du 30 mai 1899, relatives aux droits de visite et de vérification des employés chez les distillateurs de profession, ainsi que celles du décret du 10 août 1899 déterminant leur mode d'exécution, sont rendues applicables en Algérie. — Au cas où la distillation se fait en vases clos, les récipients doivent pouvoir contenir le produit de la distillation de trois jours au moins.

Art. 2. — Aucune introduction de vins, piquettes, lies, cidres, poirés, marcs et liquides alcooliques quelconques ne peut avoir lieu, dans les distilleries soumises au régime du décret du 15 avril 1881 ou leurs dépendances, qu'après que le distillateur en a fait la déclaration. — Cette déclaration est inscrite par l'industriel sur un registre à souche que l'administration met gratuitement à sa disposition ; elle doit énoncer, tant à la souche qu'à l'ampliation, la date et l'heure de chaque introduction, la nature et la quantité en volume

des matières introduites, avec leur degré alcoolique s'il s'agit de liquides, ou leur richesse en alcool s'il s'agit de marcs. — Aussitôt après avoir rempli la formule de déclaration, le distillateur doit la détacher et la déposer dans une boite dûment scellée par les employés.

Art. 3. — Les matières premières introduites dans les distilleries à la suite des déclarations prescrites par l'article précédent, ainsi que celles qui sont fabriquées sur place dans les conditions prévues par le décret du 15 avril 1881, sont prises en charge à des comptes spéciaux pour leur volume et leur teneur en alcool. Ce compte est déchargé des quantités successivement soumises à la distillation et de celles dont la perte matérielle ou la sortie de la distillerie a été constatée par les employés.

Art. 4. — Une déduction annuelle de 10 p. 100 pour déchets de toute nature est accordée sur la richesse alcoolique des matières premières prises en charge. Cette déduction est calculée proportionnellement à la durée du séjour des produits en magasin.

Art. 5. — Les employés sont autorisés à arrêter à toute époque la situation des comptes de matières premières dans les distilleries, et les industriels sont tenus de déclarer, par nature de matières, les quantités de degrés ou richesse alcooliques des produits restant en leur possession. — Les excédents qui apparaissent lors des inventaires, soit sur le volume, soit sur la richesse alcoolique, sont saisis. — Si la vérification fait ressortir, au compte de la richesse alcoolique, des manquants non couverts par la déduction réglementaire, ces manquants sont soumis à l'impôt.

Art. 6. — Toute introduction, dans une distillerie soumise au règlement du 15 avril 1881 ou ses dépendances, de mélasses, figues, dattes et autres substances susceptibles de produire de l'alcool ne peut avoir lieu qu'après une déclaration faite dans les conditions prévues par l'art. 2 du présent décret. Cette déclaration énonce les quantités de matières introduites, soit en volume, soit en poids, suivant les règles établies par l'administration pour les différentes matières. — Les matières déclarées sont prises en charge à un compte spécial. — Ce compte est successivement déchargé des quantités mises en fermentation ou expédiées en nature en présence des employés. — Les employés peuvent arrêter la situation des restes et opérer la balance du compte aussi souvent qu'ils le jugent nécessaire. — Les excédents que fait apparaître cette balance sont saisis et ajoutés aux charges. Les manquants qu'elle fait constater sont portés en sortie. — Si le distillateur justifie que les manquants proviennent de déperditions naturelles ou de pertes matérielles, ils sont exempts de tous droits. Dans le cas contraire, les droits sont payés sur une quantité d'alcool égale à celle que les manquants représentent d'après le rendement des matières de même espèce distillées depuis le commencement de la campagne, ou, s'il n'en a pas été distillé, d'après la teneur constatée par l'analyse des échantillons qui sont prélevées grtuitement sur les quantités restantes. Dans ce calcul, 1,000 grammes de sucres sont considérés comme correspondant à 600 centimètres cubes d'alcool.

Art. 7. — Les distillateurs ambulants qui distillent successivement dans des localités différentes, soit pour leur compte personnel, soit pour le compte d'autrui, doivent déclarer vingt-quatre heures à l'avance, à la recette des contributions diverses la plus voisine, les déplacements de leurs alambics. — Les déclarations indiquent le numéro des alambics et leur licence, la date et l'heure de la mise en route, les lieux de départ et de destination, ainsi que le délai de transport et la route à suivre. — Les appareils distillatoires ne peuvent circuler sans être accompagnés d'un permis détaché d'un registre à souche et revêtu du timbre des contributions diverses. Ce permis est renouvelable à chaque déplacement des appareils et les conducteurs doivent le représenter à toute réquisition des employés.

Art. 8 — Les distillateurs visés par l'article précédent sont tenus de fournir

une caution solvable pour la garantie des droits afférents aux quantités d'alcool que leurs alambics sont susceptibles de produire, d'après les abonnements consentis.

Art. 9. — Les dispositions du deuxième paragraphe de l'art. 9 du décret du 27 juin 1887 sont modifiées comme suit :

« La force productive des appareils est déterminée par le service des contributions diverses au moment de la déclaration prévue par les art. 6 et 7, ou à tout autre moment, s'il y a, soit modification des appareils, soit changement dans la nature et la qualité des matières premières à distiller ».

Art. 10. — Le premier paragraphe de l'art 6 du décret du 27 juin 1887 est remplacé par la disposition suivante :

« Aucun appareil ou partie d'appareil distillatoire ne peut être détenu, même par les constructeurs ou marchands de ces appareils, qu'après une déclaration au service des contributions diverses et la délivrance d'une licence relatant la spécification de l'appareil et sa capacité. Les appareils et leurs diverses parties sont poinçonnés, par les soins de l'administration et aux frais des déclarants, d'un numéro d'ordre qui est mentionné sur la licence. La destruction des appareils hors d'usage doit avoir lieu en présence des employés qui constatent le fait par un procès-verbal administratif annulant la licence. En cas d'exportation d'un alambic, il en est fait déclaration aux employés qui annulent la licence au vu du certificat de sortie délivré par le service des douanes ».

Art. 11. — Les producteurs d'alcool imposés dans les conditions prévues par les art. 9 du décret du 27 juin 1887 et 1er du décret du 30 décembre 1897 modifié par l'art. 2 du décret du 31 août 1898, et dont les appareils sont susceptibles d'être mis hors d'usage par le scellement, doivent agencer leurs alambics de manière qu'ils puissent être scellés par un plomb. A cet effet, ils sont tenus de faire placer sur lesdits appareils, aux endroits désignés par l'administration, des boucles ou crampons métalliques rivés intérieurement. — Les employés peuvent, en outre, apposer sur telle partie des alambics qu'ils jugent convenable des scellements susceptibles d'être détruits ou altérés par le fait de la mise en activité, — Ces scellements, de quelque nature qu'ils soient, ne peuvent être enlevés qu'en présence des employés. — Toutefois, si, une heure après celle fixée pour la reprise du travail, les employés ne sont pas intervenus pour rompre les scellés, le producteur pourra les briser, sauf à remettre les plombs aux employés au cours de leur plus prochaine visite. En période de chômage, les scellements doivent être représentés intacts à toute réquisition.

Art. 12. — Peuvent verbaliser, en cas de contraventions aux dispositions relatives à la circulation des alambics, tous les agents désignés à l'art. 21 du décret du 13 août 1900.

Art. 13. — Les règles du contentieux de l'octroi de mer sont applicables aux procès-verbaux dressés pour constater les contraventions aux dispositions du présent décret, lesqnelles seront punies des peines édictées par les art. 39 du décret du 27 juin 1887 et 21 de la loi du 28 décembre 1895, sans préjudice de la confiscation prévue par le premier paragraphe de l'art. 8 du décret du 27 juin 1887, en cas de détention d'alambics ou de parties d'alambics non déclarés.

8 juillet 1901. — Loi instituant des caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie (1).

(1) RAPPORT FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE chargée d'examiner : — 1° La proposition de loi de M. MORINAUD et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de rendre applicable à l'Algérie la loi du

Art. 1er. — L'avance de trois millions de francs (3 millions) et la redevance annuelle à verser au trésor par la banque de l'Algérie, en vertu de la convention du 30 janvier 1900, approuvée par la loi du 5 juillet 1900, sont mises à la disposition du gouvernement pour être attribuées, à titre d'avances sans

---

31 mars 1899 qui a pour but l'institution des caisses régionales de crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel ; — 2° Le projet de loi ayant pour but l'institution de caisses régionales de crédit agricole mutuel en Algérie et les encouragements à leur donner ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit agricole mutuel, par M. LEMIRE, DÉPUTÉ.

Messieurs, — Lors du renouvellement du privilège de la Banque de France, il fut stipulé dans les art. 5 et 7 de la loi du 17 novembre 1897 que cet établissement verserait au trésor une somme de 40,000,000 fr. et une redevance annuelle de 2,000,000 fr. — Et il était dit à l'art. 18 de la même loi que ces deux sommes seraient portées à un compte spécial jusqu'à ce qu'une loi ait déterminé les conditions de création et de fonctionnement d'un ou de plusieurs établissements de crédit agricole auxquels elles profiteraient. — Le gouvernement, d'ailleurs, avait pris l'engagement ferme de présenter au plus tôt le projet de loi fixant ces conditions. Il tint parole sans retard, et son projet, présenté le 20 décembre 1897 — un mois après le vote du privilège — est devenu la loi du 31 mars 1899.

Par analogie avec ce qui avait été fait pour la Banque de France, il fut décidé aussi, lors de la prorogation du privilège de la Banque d'Algérie, — ce qui est tout récent et date du 5 juillet 1900, — il fut décidé que cette banque verserait à l'État une redevance annuelle et une avance remboursable. La redevance est variable, elle est de 200,000 fr. pour les premières années (1900-1905), de 250,000 fr. pour les années suivantes (1906-1912) et de 300,000 fr. pour les dernières années (1913-1920).

L'avance de 3,000,000 fr. a été versée dès la promulgation de la loi prorogeant le privilège. Elle reste sans intérêt à la disposition du trésor pour la durée de vingt ans. — Quant à l'affectation des sommes versées par la Banque de l'Algérie, elle est la même que pour les sommes versées par la banque métropolitaine. — En effet, le deuxième paragraphe de l'art. 6 (loi du 5 juillet 1900), calqué évidemment sur un paragraphe semblable de la loi que nous avons citée plus haut, porte ce qui suit : — « Cette avance de 3,000,000 fr. et la redevance annuelle seront réservées et portées à un compte spécial du trésor jusqu'à ce qu'une loi ait établi les conditions de création et de fonctionnement du crédit agricole en Algérie ». — Évidemment, en Algérie comme en France, le législateur a voulu favoriser l'agriculture en mettant à sa disposition des ressources importantes. — Or, Messieurs, il est désirable que la promesse faite dans ce texte soit tenue au plus tôt et que la loi d'organisation du crédit agricole soit votée sans retard. — La commission du budget de 1900 exprimait l'espoir qu'elle le serait à bref délai. — Le conseil supérieur de l'Algérie et le conseil général de Constantine ont, depuis lors, émis des vœux dans le même sens.

Justement préoccupés de ces appels de leurs commettants, et soucieux des intérêts les plus chers de l'agriculture algérienne, M. Morinaud et plusieurs de ses collègues se sont empressés, dès le mois de juillet 1900, de déposer une proposition de loi ayant pour but d'organiser les caisses régionales de crédit agricole en Algérie, comme elles l'on été en France par la loi du 31 mars 1899. — L'idée prédominante de leur proposition était de s'écarter le moins possible de la loi métropolitaine. — Votre commission de l'agriculture en fut saisie. — Elle l'examina aussitôt et dès le premier moment elle s'y montra favorable. — Sur ces entrefaites, un projet analogue émanant du gouverne-

intérêts, aux caisses régionales de crédit agricole mutuel qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894, déclarée applicable en Algérie.

Art. 2. — Les caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations

---

ment lui fut renvoyé. — Elle l'étudia comme la première proposition avec l'espoir d'arriver d'autant plus facilement à un bon résultat que l'initiative parlementaire et l'intervention gouvernementale se manifestaient dans le même sens. Du reste, les deux textes ne différaient que sur des points de détail. Il fut facile de les rapprocher et de les fondre en une rédaction unique. — C'est sur cette rédaction, que nous vous présentons aujourd'hui, que l'accord s'est fait entre la commission, le gouvernement et les députés algériens auteurs de la proposition de loi. — On a été unanime pour soumettre aux délibérations de la Chambre et du Sénat un texte qui fût aussi adéquat que possible à la loi du 31 mars 1899. — Les seules modifications introduites sont celles qui sont rendues strictement nécessaires par les conditions spéciales où se trouve l'Algérie. — Les plus importantes sont dans l'art. 4. Cet article fixe la composition de la commission spéciale qui donnera son avis sur la répartition des avances faites aux caisses régionales de crédit. — Évidemment cette composition ne peut pas être la même en Algérie qu'en France, car on ne trouve pas à Alger les mêmes fonctionnaires ni les mêmes corps constitués qu'à Paris. — Voici comment, d'après la loi du 31 mars 1899, est constituée la commission métropolitaine : — Le ministre de l'agriculture, président ; deux sénateurs ; trois députés ; un membre du conseil d'État ; le gouverneur de la Banque de France ou son délégué ; deux fonctionnaires du ministère des finances ; trois fonctionnaires du ministère de l'agriculture ; six représentants des sociétés de crédit agricole régionales ou locales choisis parmi les membres de ces sociétés ; — Trois membres du conseil supérieur de l'agriculture.

La commission algérienne, d'après la rédaction que nous soumettons au vote de la Chambre, serait composée de la façon suivante : Le gouverneur général, président ; trois membres de la première délégation financière (délégation des colons) ; un conseiller de gouvernement ; le directeur de la Banque de l'Algérie ou son délégué ; un membre de l'inspection des finances ; le directeur des contributions diverses du département d'Alger ; le chef de bureau de l'agriculture au secrétariat du gouvernement ; l'inspecteur de l'agriculture ; six représentants des sociétés de crédit agricole régionales ou locales choisis parmi les membres de ces sociétés.

En comparant ces deux listes de membres il est facile de voir que la concordance des deux commissions est aussi complète que le comportent les situations différentes de la métropole et de l'Algérie : — Le ministre de l'agriculture est remplacé par le gouverneur général ; les deux sénateurs et les trois députés par trois membres de la première délégation financière ; le membre du conseil d'État par un conseiller de gouvernement ; le gouverneur de la Banque de France par le directeur de la Banque de l'Algérie ; le membre de la Cour des comptes par un inspecteur des finances ; les deux fonctionnaires du ministère des finances par le directeur des contributions diverses ; les trois fonctionnaires du ministère de l'agriculture par le chef de bureau et l'inspecteur de l'agriculture. — De part et d'autre, il y a six membres des sociétés de crédit. — Restent les trois membres du conseil supérieur de l'agriculture. — On avait songé à les remplacer par trois agriculteurs algériens. Mais votre commission a écarté à l'unanimité cette disposition parce que, du moment où il n'y a pas de conseil supérieur de l'agriculture en Algérie, rien ne désigne tel agriculteur plutôt que tel autre au choix du gouverneur général ; que dès lors le choix serait une pure faveur sujette à des contestations et à des récriminations ; que, du reste, les agriculteurs, ne

concernant l'industrie agricole, effectuées par les membres des sociétés locales de crédit agricole mutuel de leur circonscription et garanties par ces sociétés. — Dans ce but, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossées par ces sociétés. — Elles peuvent faire à ces

---

pouvant pas emprunter individuellement aux caisses régionales, n'ont point un droit ni un intérêt à contrôler les opérations de ces caisses. Par contre, après avoir écarté ces choix individuels, votre commission a cru devoir maintenir les six représentants des sociétés de crédit, et ne pas les réduire à trois, comme l'avait proposé le gouvernement. Ceux-là sont, en effet, les véritables bénéficiaires des sommes avancées par la banque : ils ont intérêt à ce que ces sommes soient attribuées à des sociétés sérieuses, présentant des garanties solides. Toute dilapidation porterait atteinte à leur avoir éventuel, car elle diminuerait les ressources dont ils peuvent avoir besoin un jour ou l'autre, et qui serviront à escompter les effets qu'ils souscrivent ou à constituer les fonds de roulement des sociétés dont ils font partie. — Ces hommes là peuvent être les meilleurs agents, les plus utiles défenseurs et propagateurs du crédit agricole. Il importait de les associer, autant en Algérie qu'en France, au contrôle et à la surveillance de ce crédit, en les plaçant au centre même et pour ainsi dire au cœur de ses opérations aussi multiples que délicates ; de la sorte leur compétence personnelle se fortifie des expériences diverses faites sur tous les points du territoire et dont les résultats aboutissent fatalement à la commission centrale qui les enregistre et les apprécie. — Telle est la rédaction de l'art. 5. M. Morinaud, le principal auteur de la proposition émanant de l'initiative parlementaire, et le gouvernement lui-même par l'organe des bureaux qui ont examiné le projet et dont les indications ont servi de base à la discussion, l'ont adoptée.

Il ne nous reste plus, Messieurs, qu'à signaler des modifications de peu d'importance dont les unes s'expliquent d'elles-mêmes, dont les autres découlent de lois récentes. — Ainsi l'action du gouverneur général est substituée à celle du ministre de l'agriculture, à l'art. 5, pour les arrêtés à prendre sur le contrôle des caisses régionales, comme elle lui a été substituée à l'art. 4 pour la présidence de la commission de répartition. La conséquence est toute naturelle. — Ainsi encore, par suite de l'autonomie budgétaire de l'Algérie, c'est le ministre de l'intérieur qui reçoit et qui adresse au président de la République le compte rendu des opérations faites en vertu de la présente loi (art. 6). — En troisième lieu le montant des avances consenties aux caisses régionales de l'Algérie (art. 3), est élevé au quadruple du capital qu'elles versent en espèces : c'est la même extension que le gouvernement a proposée tout dernièrement et que la chambre a votée pour les caisses régionales de France. La loi du 31 mars 1899 n'accordait qu'une somme égale au capital versé. La loi nouvelle propose d'aller jusqu'à quatre fois ce même capital. Si cette loi est jugée bonne et même nécessaire pour la France, elle ne l'est pas moins pour l'Algérie et il est juste d'en tenir compte dès aujourd'hui en l'insérant dans le texte que nous soumettons à votre examen. Enfin, Messieurs, le gouvernement dans son exposé des motifs a cru devoir rappeler une indication formulée à la tribune du Sénat par l'honorable M. Gouin, président de la commission, dans la séance du 17 mars 1899. M. Gouin faisait remarquer que toutes les sociétés locales de crédit agricole peuvent indistinctement profiter des ressources des caisses agricoles, quel que soit le régime de ces sociétés locales, qu'elles fonctionnent sous l'empire de la loi de 1894 ou sous l'empire de la loi de 1867. En d'autres termes, s'il est dit, dans l'art. 1er de la présente loi, que les caisses régionales seront constituées en Algérie comme en France conformément à la loi du 5 novembre 1894, cela ne s'applique point à l'art. 2 de la même présente loi où sont mentionnées les sociétés locales de crédit, lesquelles peuvent continuer de vivre comme elles ont vécu jusqu'ici,

sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leur fonds de roulement. — Toutes autres opérations leur sont interdites.

Art. 3. — Le montant des avances faites aux caisses régionales ne pourra excéder le quadruple du montant du capital versé en espèces. Ces avances ne pourront être faites pour une durée de plus de cinq ans. Elles pourront être renouvelées. — Elles deviendront immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de modifications à des statuts qui diminueraient les garanties de remboursement.

Art. 4. — La répartition des avances sera faite par le gouverneur général de l'Algérie, sur l'avis d'une commission spéciale nommée par décret, qui sera ainsi composée : — Le gouverneur général, président : trois membres de la première délégation financière (délégation des colons) choisis par elle ; un conseiller de gouvernement ; le directeur de la banque de l'Algérie ou son délégué ; un membre de l'inspection des finances ; le directeur des contributions diverses du département d'Alger ; le chef du bureau de l'agriculture au secrétariat général du gouvernement ; l'inspecteur de l'agriculture ; six représentants des sociétés de crédit mutuel agricole régionales ou locales, choisis parmi les membres de ces sociétés.

Art. 5. — Un arrêté du gouverneur général, rendu sur l'avis de la commission, fixera les moyens de contrôle et de surveillance à exercer sur les caisses régionales. — Les statuts de ces caisses devront être déposés au gouvernement général. — Ces statuts indiqueront la circonscription territoriale des sociétés, la nature et l'étendue de leurs opérations et leur mode d'administration. — Ils détermineront la composition du capital social, la proportion dans laquelle chaque sociétaire pourra contribuer à sa constitution, ainsi que les conditions de retrait, s'il y a lieu ; le nombre des parts, dont les deux tiers au moins seront réservés de préférence aux sociétés locales ; l'intérêt à allouer aux parts, lequel ne pourra dépasser 5 p. 0/0 du capital versé ; le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants et le maximum de bons à émettre, lesquels, réunis, ne pourront excéder les trois quarts du montant des effets

---

avec les statuts qu'elles se sont donnés d'après même des lois antérieures à celles de 1894. — Votre commission, Messieurs, ne peut qu'approuver cette attention bienveillante du gouvernement à rappeler une interprétation qui est large et favorable. Cette interprétation a une grande importance parce qu'elle montre que le champ des opérations avec les caisses régionales est généreusement ouvert à tous, que personne n'est exclu des faveurs qu'elles répartissent, qu'aucune initiative, aucune bonne volonté ne fera inutilement appel à leur concours. — De cette manière elles pourront rapidement répandre les bienfaits du crédit sur cette terre algérienne où l'agriculture ne demande que des capitaux pour devenir à bref délai la plus abondante source de richesses.

Votre commission a entrevu dans l'application de la présente loi d'autres résultats plus lointains mais non moins considérables. — Il lui a paru que l'organisation des caisses régionales substituera peu à peu à un crédit onéreux, aléatoire et tout de spéculation, un crédit plus régulier, mieux contrôlé et dont le taux ne sera pas pour l'agriculteur laborieux une charge plus lourde qne ne l'est la banque pour le commerçant honnête et solvable. Elle aura aussi l'avantage plus appréciable encore de provoquer parmi les colons l'entente pour la mutualité, ce qui sera un premier pas de fait vers l'union économique et la collaboration sociale qui centuplent partout les forces, mais seront particulièrement en Algérie les meilleurs agents de concorde et de progrès. — C'est pourquoi elle s'est hâtée de déposer son rapport et elle espère, avec le gouvernement et avec les députés de l'Algérie, que vous voudrez bien revêtir de votre sanction le projet qu'elle a l'honneur de soumettre à vos délibérations.

en portefeuille ; les conditions et les règles applicables à la modification des statuts et à la liquidation de la société.

Art. 6. — Le ministre de l'intérieur adressera chaque année au président de la République un compte rendu des opérations faites en exécution de la présente loi, lequel sera publié au *Journal officiel*.

12 juillet 1901. — **Loi** ayant pour objet l'exploitation du chemin de fer d'Aïn-Sefra à Duveyrier.

Art. 1er. — L'exploitation du chemin de fer d'Aïn-Sefra à Djenien-Bou-Rezg et à Duveyrier sera rattachée à celle du chemin de fer d'Arzew à Aïn-Sefra et les dispositions déjà arrêtées pour cette dernière ligne seront applicables à la première.

Art. 2. — Les acquisitions de matériel roulant que cette exploitation rendra nécessaires seront effectuées à l'aide de ressources qui ont été ou seront mises chaque année à la disposition du gouvernement pour l'établissement de la ligne d'Aïn-Sefra à Djenien-Bou-Rezg et à Duveyrier.

20 juillet 1901. — **Loi** modifiant l'art. 6 de la loi du 5 novembre 1894 (1) relative à la création de sociétés de crédit agricole (*Mob.*, 7 août 1901).

20 juillet 1901. — **Décret** plaçant le services des douanes de l'Algérie sous la direction du gouverneur général.

Vu le décret du 23 août 1898; — Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre des finances ;

Art. 1er. — Par dérogation à l'art. 5, § 1er du décret du 23 octobre 1898, le service des douanes de l'Algérie est placé sous la direction du gouverneur général.

Art. 2. — Les instructions préparées à la direction générale des douanes et relatives à l'assiette et à la perception des impôts, taxes et droits dont le service des douanes assure le recouvrement sont notifiées par le gouverneur général, qui en assure l'exécution. — Les instructions relatives au régime ou à la législation spéciale de l'Algérie sont données par le gouverneur général sous le contrôle du ministre des finances.

Art. 3. — En ce qui concerne les amendes et contraventions, le gouverneur général a, en Algérie, les mêmes attributions que le directeur général des douanes dans la métropole.

26 juillet 1901. — **Décret** relatif au fonctionnement du service des forêts en Algérie.

Vu le décret du 10 mars 1898, portant règlement sur le fonctionnement du service des forêts de l'Algérie ; — Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu la loi du 19 décembre

---

(1) Déclarée applicable à l'Algérie par son art. 7.

1900, portant institution du budget spécial de l'Algérie ; — Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre de l'agriculture;

Art. 1er. — Le service des forêts de l'Algérie, placé sous la direction du gouverneur général, fonctionne dans les conditions ci-après.

Art. 2. — Le gouverneur général dirige et assure le service au moyen tant des agents des eaux et forêts mis à sa disposition par le ministre de l'agriculture que des préposés du cadre algérien.

Art. 3. — Les agents des eaux et forêts du cadre métropolitain sont mis à la disposition du gouverneur général sur sa demande. Ils continuent en Algérie à faire partie du cadre du personnel de la métropole et sont, au point de vue de la hiérarchie et de l'avancement, soumis aux mêmes règles. — Le gouverneur général fixe leur résidence et les propose, quand il estime qu'il y a lieu, pour les avancements de grade ou de classe; il prononce la réprimande, le blâme, le déplacement, la suspension de traitement pour une durée n'excédant pas deux mois et émet son avis sur les autres peines disciplinaires à leur infliger. — Il peut, en motivant la mesure, remettre à la disposition de l'administration des eaux forêts les agents du cadre métropolitain.

Art. 4. — Les préposés du service des forêts, brigadiers et gardes français ou indigènes appartiennent au cadre algérien et sont placés sous l'autorité complète du gouverneur général. — Toutefois, les brigadiers et gardes francais sont, au point de vue du recrutement, de la hiérarchie, des avancements et de l'obtention des grades, soumis aux mêmes règles que les agents similaires de la métropole.

Art. 5. — Le ministre de l'agriculture peut, après entente avec le gouverneur général, prononcer le passage des préposés français du cadre métropolitain dans le cadre algérien et réciproquement.

Art. 6. — Le gouverneur général exerce en Algérie, dans toutes les matières d'ordre forestier ressortissant dans la métropole au ministère de l'agriculture, les attributions dévolues en France au ministre de l'agriculture et au directeur des eaux et forêts, sous les réserves ci-après.

Art. 7. — Toutes les fois que pour les matières visées à l'article précédent il doit être statué par une loi ou un décret, la loi ou le décret sont, après instruction de l'affaire sur place par le gouverneur général, préparés et contresignés par le ministre de l'agriculture.

Art. 8. — Dans tous les cas où le ministre de l'agriculture et le directeur des eaux et forêts doivent statuer, en matière de forêts, après avis du conseil d'administration des eaux et forêts, le gouverneur général statue après avis du conseil de gouvernement. — Si toutefois le gouverneur général estime nécessaire de prendre l'avis du conseil d'administration des eaux et forêts, la consultation de cette assemblée est faite par les soins du ministre de l'agriculture, auquel le dossier est transmis à cet effet et qui le renvoie ensuite au gouverneur général avec l'avis qui a été émis.

Art. 9. — Lorsque le gouverneur général en fera la demande, un haut fonctionnaire (directeur ou vérificateur général des eaux et forêts) sera envoyé en mission en Algérie pour étudier les questions qui lui seront indiquées par le gouverneur général. Les frais de ces missions seront soldés par le ministère de l'agriculture et remboursés par le gouvernement général de l'Algérie.

Art. 10. — Le décret du 19 mars 1898 et généralement toutes les dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

1er juillet 1901. — Décret rendant exécutoire en Algérie

Revue Algérienne, 1901, 3e partie. 5

le décret du 1er mars 1901 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer.

Vu le décret du 27 juillet 1862, qui a rendu exécutoire en Algérie l'ordonnance du 15 novembre 1846, portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer ; — Vu le décret du 18 août 1897 sur l'organisation des services des travaux publics en Algérie ; — Vu le décret du 23 août 1898, sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu le rapport du ministre des travaux publics et la proposition du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Le décret du 1er mars 1901, qui modifie les titres I à IV et VI à VIII de l'ordonnance du 15 novembre 1846, portant réglement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, est rendu exécutoire en Algérie. A cet effet, il sera promulgué et publié à la suite du présent décret.

Art. 2. — Sauf dans les cas spéciaux, réservés par les lois et réglements, les attributions dévolues par le décret du 1er mars 1901 au ministre des travaux publics seront exercées, en Algérie, par le gouverneur général.

27 juillet 1901. — Circulaire du gouv. gén. relative aux découvertes d'objets antiques.

Monsieur le préfet, — Mon attention a été appelée sur des abus qui se commettent fréquemment à l'occasion de la découverte de menus objets d'art ou d'archéologie, tels que monnaies, lampes, poteries, verres, inscriptions, etc.

Aux termes de l'art. 16 de la loi du 30 mars 1887, la propriété des objets de cette nature découverts « sur et dans des immeubles appartenant à l'État ou concédés par lui à des établissements publics ou à des particuliers, sur et dans les terrains militaires, est réservée à l'État ». Or, il arrive que, malgré cette disposition, des particuliers et même des agents et fonctionnaires de l'État n'hésitent pas à s'approprier ceux de ces objets qu'ils viennent de découvrir.

Ces procédés, absolument répréhensibles au point de vue légal, sont des plus contraires aux intérêts de l'archéologie et de l'histoire; car il en résulte une dispersion d'antiquités qui, réunies dans nos musées algériens, formeraient des collections précieuses pour l'étude du passé de la colonie.

Je suis donc déterminé à assurer, à l'avenir, l'observation de la loi et je vous serai obligé de vouloir bien inviter tous les fonctionnaires et agents placés sous vos ordres à me signaler, par votre intermédiaire, les détournements qui viendraient à leur connaissance. Ils devront exercer à cet égard une surveillance rigoureuse et ne pas hésiter à prononcer ou, s'ils n'ont pas les pouvoirs nécessaires, à poursuivre la confiscation des objets antiques que des particuliers se seraient ainsi appropriés. Ces menus objets ainsi que tous ceux qui seront découverts dans les lieux indiqués par l'art. 16 de la loi du 30 mars 1887, soit fortuitement, soit à la suite de fouilles qui, du reste, ne pourront être exécutées qu'avec mon autorisation, devront désormais m'être adressés, ou tout au moins déposés en lieu sûr, jusqu'à ce que j'aie pu les faire examiner par les fonctionnaires du service des monuments historiques et décider, s'il y a lieu, d'en assurer la conservation à l'État.

Je vous serai obligé de vouloir bien faire connaître à vos subordonnés que j'attache le plus grand prix à l'observation des instructions qui précèdent et que je leur saurai gré du zèle qu'ils manifesteront à cet égard.

7 août 1901. — **Décret** règlementant le fonctionnement du service des douanes en Algérie.

Vu le décret du 23 août 1898; — Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre des finances;

Art. 1er. — Le service des douanes, chargé de la perception des droits de douane, de navigation et des droits d'octroi de mer à l'entrée, fonctionne en Algérie dans les conditions suivantes.

Art. 2. — Le gouverneur général dirige et assure le fonctionnement du service au moyen tant du personnel mis à sa disposition par le ministre des finances que des agents du cadre algérien.

Art. 3. — Les fonctionnaires et agents du cadre métropolitain sont mis à la disposition du gouverneur général sur sa demande. Ils continuent en Algérie à faire partie du cadre du personnel de la métropole et sont, au point de vue de la hiérarchie et de l'avancement, soumis aux mêmes règles. — Le gouverneur général fixe leur résidence et les propose, quand il y a lieu, pour les avancements de grade ou de classe; il prononce la réprimande, le blâme, le déplacement, la suspension de traitement pour une durée n'excédant pas deux mois, et émet son avis sur les autres peines disciplinaires à leur infliger. — Il peut, en motivant la mesure, remettre d'office à la disposition de l'administration des douanes les fonctionnaires et agents du cadre métropolitain.

Art. 4. — Les agents inférieurs du service actif (brigadiers, patrons, sous-brigadiers, sous-patrons, préposés et matelots) appartiennent au cadre algérien. Ils sont nommés, déplacés, punis, licenciés, mis en disponibilité et révoqués par le directeur des douanes de l'Algérie, agissant par délégation du gouverneur général. — Ils sont, au point de vue du recrutement, de la hiérarchie, des avancements et de l'obtention des grades, soumis aux mêmes règles que les agents similaires de la métropole. Ils peuvent également concourir, dans les mêmes conditions que ces derniers, pour le grade d'officier et l'emploi de garde magasin.

Art. 5. — Le ministre des finances peut, après entente avec le gouverneur général, prononcer le passage des agents désignés dans le précédent article du cadre métropolitain dans le cadre algérien et réciproquement.

Art. 6. — Le gouverneur général statue sur les allocations exceptionnelles à accorder au personnel.

10 août 1901. — **Arrêté du gouv. gén.** mettant les inspections semestrielles des communes mixtes des arrondissements chefs-lieux au nombre des attributions des secrétaires généraux des préfectures pour la police générale et les affaires indigènes.

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie; — Vu la circulaire du 22 mai 1880 relative aux inspections semestrielles des communes mixtes; — Vu l'arrêté du 15 novembre 1897 portant que ces inspections sont, dans les communes mixtes dépendant de l'arrondissement chef-lieu, confiées à un conseiller de préfecture; — Vu le décret du 11 janvier 1901 qui a créé, dans chaque préfecture de l'Algérie, un deuxième emploi de secrétaire général pour la police générale et les affaires indigènes; — Considérant qu'en raison des attributions qui leur sont conférées par la circulaire en date du 7 mars 1901, les nouveaux secrétaires généraux sont

qualifiés pour procéder aux dites inspections ; — Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement ;

Art. 1er. — Les inspections semestrielles des communes mixtes comprises dans les arrondissements chefs-lieux sont confiées, dans chaque département, au secrétaire général de la préfecture pour la police générale et les affaires indigènes.

Art. 2. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté susvisé du 15 novembre 1897.

20 août 1901. — Décret reconnaissant comme école supérieure de commerce l'école de commerce d'Alger.

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes et du ministre de la guerre ; — D'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie ; — Vu la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, et notamment les art. 23, 24 et 59 de ladite loi ; — Vu le décret du 23 novembre 1889, rendu en exécution de l'art. 23 de la loi du 15 juillet 1889 ; — Vu le décret du 31 mai 1890, modifiant l'art. 2 du décret du 23 novembre 1899, susvisé ; — Vu le décret du 31 mai 1890, organisant la reconnaissance par l'État des écoles supérieures de commerce, pour l'exécution de la loi du 15 juillet 1889, et notamment l'art. 1er ; — Vu le décret du 11 juin 1898, modifiant l'art. 3 dudit décret ; — Vu l'avis de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique ; — Le conseil d'État entendu ;

Art. 1er. — L'école supérieure de commerce d'Alger est reconnue comme école supérieure de commerce, dans les conditions qui ont été prévues par l'art. 23 de la loi du 15 juillet 1889, sur le recrutement de l'armée, et spécifiées par le décret du 31 mai 1890, à charge de se conformer aux dispositions du présent décret.

TITRE Ier

DES CONCOURS D'ENTRÉE

Art. 2. — L'école se recrute exclusivement par voie de concours, sans distinction entre les élèves français et étrangers. Toutefois, le directeur peut admettre, dans une proportion déterminée par arrêté ministériel, des élèves français et étrangers qui sont spécialement autorisés à suivre les cours de l'école sans subir le concours ; ces élèves ne reçoivent ni diplôme ni certificat. — La date du concours, le nombre des places mises au concours, ainsi que le minimum des points à exiger des candidats, sont annuellement fixés par arrêté ministériel et publiés au *Journal officiel*, au moins six mois à l'avance, en même temps que le programme détaillé du concours.

Art. 3. — Pour être admis à subir les épreuves, les candidats doivent être âgés de seize ans au moins, au 1er juillet de l'année du concours. Aucune dispense d'âge ne peut être accordée.

Art. 4. — La liste des candidats est arrêtée quinze jours avant la date fixée pour l'ouverture du concours. — Le jury adresse au ministre, avec le procès-verbal des opérations du concours, la liste des élèves admis. Cette liste peut ne comprendre qu'un nombre d'élèves inférieur à celui des places mises au concours.

TITRE II

DU RÉGIME DES ÉTUDES

Art. 5. — La durée des études est de deux ans. La rentrée des élèves a lieu à la date fixée par le directeur.

Art. 6. — Des arrêtés ministériels, pris après avis du directeur de l'école et de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique, déterminent le programme des cours ou conférences de chaque année d'études, le temps consacré à chaque cours, la répartition entre les divers examens de la quotité des points que l'on peut obtenir pendant tout le cours de la scolarité, et les cas où le renvoi pourrait être prononcé par mesure disciplinaire.

Art. 7. — Tout élève qui a compté, au cours d'une année d'études, plus de vingt jours d'absence, consécutifs ou non, sans excuse jugée légitime, est immédiatement exclu de l'école. — Si l'absence est motivée par une cause légitime, dûment constatée, le directeur, après avis du conseil d'ordre, dont la composition est déterminée par arrêté ministériel, autorise l'intéressé, soit à poursuivre son année d'études, soit à redoubler l'année suivante. — Le règlement intérieur de l'école, approuvé par le ministre, détermine le mode de constatation des absences et de leurs causes, ainsi que les conditions dans lesquelles doit être tenu et contrôlé le registre de présence des élèves. — Ce registre est communiqué à toute réquisition de l'autorité militaire.

Art. 8. — Tout élève qui, à la suite de la première année d'études, n'obtient pas au moins la moitié du total des points que l'on peut obtenir n'est point admis à suivre les cours de la seconde année. Il peut se représenter au concours d'entrée dans les mêmes conditions que tous les autres candidats.

Art. 9. — Les professeurs et répétiteurs chargés des cours, des conférences ou des examens, sont nommés par le directeur de l'école, qui soumet leur nomination à l'agrément du ministre. — Celle du directeur est soumise à l'agrément du ministre par le conseil d'administration de l'école. — Dans l'un et l'autre cas, le ministre peut retirer son agrément, après avoir provoqué les observations du conseil d'administration et de l'intéressé.

Art. 10. — L'école est soumise à l'inspection de l'enseignement technique. Elle peut, en outre, être inspectée par toute personne munie d'une délégation ministérielle spéciale. Ces diverses inspections portent exclusivement sur les études et sur l'application des dispositions du présent décret.

TITRE III

DES EXAMENS DE SORTIE ET DE DÉLIVRANCE DES DIPLÔMES

Art. 11. — Un arrêté ministériel, pris après avis du directeur de l'école et de la commission permanente du conseil supérieur de l'enseignement technique, et publié au *Journal officiel*, détermine le programme de l'examen de sortie et la quotité de points attribués à chacune de ses parties. — Le total des points attribués aux diverses parties de l'examen de sortie doit représenter au moins le tiers de l'ensemble des points attribués pour tout le cours de la scolarité. — Un arrêté ministériel fixe annuellement, après avis du directeur de l'école, la date de l'examen de sortie.

Art. 12. — Le président du jury prononce sur toutes les difficultés qui peuvent s'élever pendant la durée de l'examen. Mention de ses décisions est consignée au procès-verbal.

Art. 13. — Le président du jury soumet au ministre, dans les trois jours de la clôture des épreuves : 1° le procès-verbal des opérations de l'examen,

signé par tous les membres du jury ; 2° la liste de classement, par ordre de mérite, de tous les élèves français ou étrangers ayant subi l'examen, avec indication de la nationalité et du nombre de points obtenu par chaque élève pendant tout le cours de la scolarité ; 3° la liste des quatre cinquièmes des élèves français admis après concours, ayant obtenu au moins 65 p. 100 du total des points que l'on peut obtenir pendant tout le cours de la scolarité. — Le ministre arrête cette dernière liste qui est insérée au *Journal officiel*. Les élèves inscrits sur cette liste sont seuls pourvus du diplôme supérieur, dans les conditions et avec les mentions prévues par l'art. 2 du décret du 23 novembre 1889. — Toutefois, les élèves français et étrangers inscrits sur la liste générale de classement comme ayant obtenu 65 p. 100 du total des points que l'on peut obtenir pendant le cours de la scolarité reçoivent un diplôme supérieur indiquant, pour les uns leur rang en dehors de la liste des quatre cinquièmes, pour les autres leur nationalité. — Les diplômes supérieurs, établis d'après le modèle approuvé par le ministre sont signés du président du jury et du directeur de l'école. Ils sont visés par le ministre.

Art. 14. — Les élèves français et étrangers qui ne sont point pourvus du diplôme reçoivent, s'ils ont obtenu au moins 55 pour 100 du total des points que l'on peut obtenir pendant tout le cours de la scolarité, des certificats d'études. Ces certificats, établis dans la forme déterminée par décision ministérielle, sont signés du président du jury et du directeur de l'école.

Art. 15. — Des jetons de présence, dont la quotité sera fixée par arrêté ministériel, après avis du directeur de l'école, seront attribués aux membres du jury par l'administration de l'école.

TITRE IV

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 16. — En ce qui concerne le concours à ouvrir pendant l'année 1901, le délai prévu par l'art. 2 du présent décret sera réduit à un mois.

12 septembre 1901. — Décret relatif à la perception en Algérie du droit sur les épreuves des appareils à vapeur.

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, du ministre des travaux publics et du ministre des finances ; — Vu les art. 6 et 7 de la loi du 18 juillet 1892, portant fixation des contributions directes et des taxes assimilées pour l'exercice 1893 ; — Vu l'avis émis par le conseil de gouvernement de l'Algérie dans sa séance du 22 février 1901 ; — Vu les propositions du gouverneur général de l'Algérie,

Art. 1er. — Les épreuves exigées pour les règlements des appareils à vapeur autres que ceux situés dans l'enceinte des chemins de fer d'intérêt général donneront lieu, en Algérie à la perception pour chaque épreuve d'un droit de 10 fr. par chaudière ou de 5 fr. par récipient de vapeur. Ce droit sera dû par la personne qui aura demandé l'épreuve ou à qui l'épreuve aura été imposée par application des règlements. — Il sera ajouté au montant du droit d'épreuve : — 1° 5 centimes par franc pour fonds de non-valeurs. — 2° 3 centimes par franc pour frais de perception.

Art. 2. — Les droits fixés par l'article précédent seront recouvrés comme en matière de contributions directes. — Ils seront perçus au moyen de rôles dressés à la fin de chaque trimestre par le directeur des contributions directes, au vu d'états-matrices établis par l'ingénieur des mines ou par le prési-

dent de la commission de surveillance des bateaux à vapeur, et arrêtés par le préfet : le montant en sera exigible en une seule fois dans les quinze jours de la publication du rôle. — Il sera délivré des avertissements aux redevables à raison de 5 centimes par article. — Les réclamations seront jugées comme en matière de contributions directes.

20 septembre 1901. — Circulaire du gouv. gén. relative à l'application de la loi du 8 juillet 1901, sur l'institution en Algérie de caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Monsieur le préfet, — Le *Journal officiel* du 25 juillet drnier a publié le texte de la loi du 8 du même mois, concernant l'institution en Algérie de caisses régionales de crédit agricole mutuel. Cet acte législatif est le complément de la loi du 5 novembre 1894, relative à la création de sociétés locales de crédit agricole, laquelle est applicable dans la colonie en vertu de son art. 7. Cette dernière a été elle même modifiée par une loi du 20 juillet 1901. Vous trouverez reproduits au *Bulletin officiel* des actes du gouvernement général les différents textes que je viens d'énumérer et dont je crois devoir analyser ci-après les dispositions essentielles :

Les syndicats professionnels agricoles créés en conformité de la loi du 21 mars 1884 forment la base des institutions de crédit agricole mutuel aussi bien en France qu'en Algérie, où l'organisation adoptée est — à quelques lègères modifications près — la même que dans la métropole. D'après l'art. 1er de la loi du 5 novembre 1894, la totalité ou une partie seulement des membres de ces syndicats peuvent constituer des sociétés de crédit agricole ayant uniquement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations d'industrie agricole effectuées par ces syndicats ou par leurs membres. Comme vous pouvez le constater, le crédit que le législateur a entendu mettre à la disposition des agriculteurs n'est autre chose que le crédit de campagne ; il ne s'applique, par suite, qu'à des opérations à court terme, à l'exclusion de celles qui exigent l'immobilisation des capitaux pendant une période de longue durée.

Le capital social — et c'est là une prohibition expresse de la loi — ne peut être formé que par des souscriptions d'actions. C'est uniquement à l'aide des souscriptions des membres de la société qu'il doit être constitué. Ces souscriptions forment des parts productives d'intérêt et non de dividendes, qui sont nominatives et ne peuvent être transmises que par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément des sociétés.

Les statuts règlent l'étendue et les conditions de la responsabilité incombant à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société. Cette responsabilité peut être limitée au montant des souscriptions individuelles. Par contre, les statuts peuvent stipuler la responsabilité solidaire et illimitée des associés. Dans ce cas, la constitution d'un capital social n'est pas indispensable, les ressources nécessaires au fonctionnement des sociétés peuvent, en effet, être obtenues au moyen de fonds de dépôt ou d'emprunt garantis par la responsabilité solidaire et illimitée de tous les associés. Les sociétés ont toute latitude pour apprécier la solution à adopter à cet égard.

Dans le but de favoriser la création de sociétés de ce genre, le législateur leur a accordé certaines immunités consistant notamment dans l'exemption du droit de patente et de l'impôt sur les valeurs mobilières.

Au-dessus des sociétés locales, la loi du 8 juillet 1901 a prévu l'institution de caisses régionales créées dans les conditions de la loi du 5 novembre 1894. Ces dernières sociétés sont destinées à créer un lien entre les caisses locales, à les alimenter, à les faire vivre. Dans ce but, elles escomptent les effets

souscrits par les membres de ces sociétés et endossés par elles. Elles peuvent leur faire les avances nécessaires pour la constitution de leur fonds de roulement. Vous pouvez vous rendre compte, Monsieur le préfet, par le rôle assigné aux caisses régionales, qu'elles constituent des instruments de crédit indispensables au fonctionnement régulier des sociétés locales.

Les ressources dont disposent les sociétés régionales consistent :

a) Dans le capital social constitué dans les conditions prévues par la loi du 5 novembre 1894, c'est-à-dire au moyen de parts dont les deux tiers au moins sont réservés de préférence aux sociétés locales (art. 5 de la loi du 8 juillet 1901) ;

b) Dans les dépôts en comptes-courants ;

c) Dans des bons ou des obligations à moyen terme, analogues aux bons du trésor, que la loi du 8 juillet 1901 autorise les sociétés régionales à émettre dans la limite des trois quarts de leur portefeuille ;

d) Enfin, dans la part qui est attribuée à ces sociétés sur le montant de l'avance de 3 millions et de la redevance annuelle (variant de 200,000 à 300,000 fr.), à verser au trésor par la banque de l'Algérie en vertu de la convention du 30 janvier 1900, approuvée par la loi du 8 juillet 1900 ; le montant des avances faites à ce dernier titre aux caisses régionales ne peut excéder le quadruple du capital versé en espèces. La répartition de ces avances est faite par le gouverneur général, sur l'avis d'une commission spéciale instituée sous sa présidence et qui comprend notamment six représentants des sociétés de crédit mutuel agricole, régionales ou locales, choisis parmi les adhérents de ces sociétés. En vue de la désignation de ces membres, je vous ai prié de m'adresser la liste des sociétés de crédit mutuel existant dans votre département, ainsi qu'un exemplaire de leurs statuts. J'ai l'honneur de vous rappeler cette demande, à laquelle je vous serais reconnaissant de vouloir bien répondre dans le moindre délai possible.

De même que dans les caisses locales, les caisses régionales doivent déposer leurs statuts au greffe de la justice de paix du canton où se trouve leur siège social. La loi du 8 juillet 1901 oblige ces dernières à faire, en outre, le même dépôt au gouvernement général. Sous réserve de l'observation des prescriptions de l'art. 5 de cette loi, les caisses régionales ont toute latitude pour la rédaction de leurs statuts. L'administration n'entend pas imposer aux organisateurs de ces sociétés une constitution uniforme ; toutefois, elle a établi un modèle de statuts dont vous trouverez un exemplaire joint à la présente circulaire, dans le but de fournir une sorte de guide à ceux qui pourraient être peu familarisés avec la législation relative aux sociétés commerciales, parmi lesquelles sont rangées les caisses régionales.

Telles sont, Monsieur le préfet, les principales règles tracées par le législateur pour l'organisation du crédit agricole en Algérie. Je ne crois pas devoir entrer à ce sujet dans de plus longs développements, me référant pour les dispositions moins importantes à la circulaire très détaillée que M. le ministre de l'agriculture a adressée, à la date du 17 mars 1900, aux professeurs départementaux et spéciaux d'agriculture, et dont vous trouverez ci-inclus un exemplaire.

Je n'ai pas besoin d'insister auprès de vous, Monsieur le préfet, sur les avantages que la nouvelle législation présente pour l'agriculture algérienne, particulièrement dans la période critique qu'elle traverse. Grâce aux dispositions très sages qui limitent le taux de la rémunération des capitaux souscrits par les caisses locales et régionales ; grâce aussi aux avances sans intérêts que le gouvernement est autorisé à faire à ces sociétés, les agriculteurs peuvent obtenir, dans de suffisantes conditions de bon marché, les fonds qui leur sont nécessaires pour l'achat de semences, d'engrais, de matières premières ou préparées, indispensables aux cultures ; au paiement des ouvriers employés aux labours, aux moissons, aux vendanges, etc. Il depend

d'eux-mêmes de profiter des facilités de crédit mises à leur disposition par le législateur, en se concertant entre eux pour créer dans les différents centres de la colonie des syndicats agricoles et des caisses coopératives de crédit.

Je reconnais toutefois que s'il appartient aux intéressés de pourvoir à ces créations, leur initiative a besoin d'être guidée et même provoquée par l'administration. Les professeurs d'agriculture sont tout indiqués pour donner aux agriculteurs les renseignements et les conseils qui leur sont nécessaires dans ce but.

Je vous prie, en conséquence, Monsieur le préfet, de vouloir bien recommander d'une manière toute particulière à M. le professeur départemental de faire tous ses efforts en vue de propager parmi les agriculteurs de votre département les idées fécondes de mutualité et de coopération. Vous voudrez bien l'inviter, lorsqu'il se rendra dans les différents centres pour y faire ses conférences réglementaires, à traiter l'importante question du crédit agricole mutuel avec tous les développements qu'elle comporte.

Vous ne lui laisserez pas ignorer, au surplus, que je suis disposé à lui tenir le plus grand compte du zèle qu'il aura apporté dans l'accomplissement de cette mission toute spéciale.

19 janvier 1901. — Arrêté du gouv. gén. portant règlement sur les allocations accessoires pour frais de déplacements, transports rapides, heures supplémentaires, etc., des fonctionnaires et agents des travaux publics en Algérie.

Vu les décrets des 18 août 1887 et 23 août 1898 ; — Sur les propositions de l'inspecteur général des ponts et chaussées, directeur des travaux publics et des mines et de l'inspecteur général, directeur du contrôle des chemins de fer ;

Art. 1er. — Les allocations accessoires pour frais de déplacements, transports rapides, heures supplémentaires, etc., des fonctionnaires et agents de l'administration des travaux publics en Algérie sont fixées conformément aux dispositions des articles suivants :

INSPECTIONS GÉNÉRALES

Art. 2. — L'inspecteur général des ponts et chaussées reçoit une allocation annuelle fixe pour frais de tournées. — Il n'a droit à aucune autre indemnité lorsqu'il effectue un déplacement, même lorsqu'il se rend à Paris sur l'ordre du gouverneur général pour assister aux séances des conseils et commissions permanentes dont il fait partie. — L'inspecteur général, directeur du service du contrôle des voies ferrées de l'Algérie reçoit également une allocation annuelle fixe pour frais de tournées. Il est en outre remboursé des frais réels de tournées qu'il aura à supporter pour l'inspection spéciale des services de construction et de contrôle de construction des lignes d'intérêt local ou tramways placés dans sa circonscription. — Ces frais sont approuvés, sur la production d'un état justificatif, par le gouverneur général qui ouvre dans chaque cas les crédits nécessaires.

FRAIS DE DÉPLACEMENT

Art. 3. — Les autres fonctionnaires et agents de l'administration des travaux publics lorsqu'ils seront appelés hors de leur résidence recevront des

indemnités de déplacement et de séjour pour le calcul desquelles la journée sera divisée en trois parties correspondant aux deux principaux repas et au découcher et comptées chacune d'après le tarif suivant applicable à toute l'étendue du territoire de l'Algérie : ingénieur en chef, 5 fr. ; ingénieur ordinaire, 4 fr. ; conducteur des ponts et chaussées, contrôleur des mines, contrôleur-comptable, commissaire de surveillance administrative, 3 fr. ; commis, 2 fr. 50 cent. — Les fonctionnaires et agents, quel que soit leur grade, recevront l'indemnité correspondante à la fonction dont ils sont chargés ; ainsi les sous-ingénieurs et les conducteurs faisant fonctions d'ingénieur ordinaire recevront l'indemnité afférente à l'ingénieur ordinaire, les commis chargés d'une subdivision, celle afférente au conducteur, etc. — Les régisseurs-comptables quel que soit leur grade seront assimilés aux conducteurs, les agents temporaires aux commis. — Ces allocations sont irréductibles, mais elles ne seront dues que si les nécessités du service ont comporté, pour l'agent, l'obligation de prendre un ou deux repas ou de coucher hors de sa résidence et si la tournée a un but et un effet utiles. Il appartient aux ingénieurs de règler les tournées de façon à éviter autant que possible aux agents d'avoir à prendre leurs repas hors de chez eux et de découcher. — Les tournées proprement dites comprennent les voyages faits pour un motif quelconque dans l'étendue de la circonscription avec l'autorisation ou sur l'ordre du chef de service, ou bien dans la circonscription voisine pour affaires mixtes avec le service limitrophe.

FRAIS DE TRANSPORT

Art. 4. — Quel que soit le mode de locomotion, les dépenses réelles de transport seront remboursées. — Les moyens employés devront être les plus économiques possibles. — Les conducteurs et commis des ponts et chaussées et les contrôleurs des mines ne devront recourir aux voitures particulières qu'avec l'autorisation de l'ingénieur ou dans le cas d'urgence dont ils auront à justifier. Pour les transports en chemin de fer, ils sont autorisés à voyager en seconde classe, ou en première si le matériel de transport ne comporte que deux classes. — Les transports avec carte ou permis de circulation ne donneront lieu à aucun remboursement ; les transports avec réduction de tarif ne pourront donner droit qu'au remboursement de la somme déboursée. — Lorsque plusieurs ingénieurs ou agents feront une tournée en commun par voiture de louage, le plus élevé en grade ou le plus ancien fera l'avance des frais de transport et en poursuivra le remboursement. — Lorsque les transports en commun se feront avec l'inspecteur général en tournée d'inspection, celui-ci prendra à sa charge la moitié des frais de transport et l'autre moitié seulement sera avancée conformément au paragraphe précédent. — Lorsqu'une tournée se fera en pays indigène et obligera à la vie de campement, la fourniture et le transport de la tente et du matériel de campement seront payés directement au fournisseur et au voiturier sur mémoire comme les autres dépenses diverses du service et imputées sur les fonds des études ou des travaux en vue desquels la tournée aura été faite.

Art. 5. — Lorsque les tournées se feront par des moyens de transports appartenant aux ingénieurs, ceux-ci recevront une allocation de 0 fr. 10 cent. pour chaque kilomètre parcouru en vélocipède, de 0 fr. 20 cent. pour chaque kilomètre parcouru à cheval ou mulet et 0 fr. 30 cent. par chaque kilomètre parcouru en voiture. — Les conducteurs et commis des ponts et chaussées chargés du service d'une subdivision pourront être autorisés par le préfet, sur la proposition de l'ingénieur en chef, à se servir pour leurs tournées de mulets, chevaux et voitures leur appartenant. Ils recevront alors les indemnités mensuelles suivantes :

	EN TERRITOIRE CIVIL		
	Agents logés dans un bâtiment de l'Etat	Agents non logés	
Cheval de selle ou mulet.....	50 fr.	60 fr.	En territoire de commandement ou bien dans les villes de plus de 20,000 habitants les chiffres ci-contre seront augmentés de 10 francs.
Voiture et un cheval	65 fr.	80 fr	
Voiture et deux chevaux.....	90 fr	110 fr.	

Moyennant ces indemnités, qui comprennent tous les frais principaux et accessoires occasionnés par la possession et l'usage du cheval et de la voiture, notamment la nourriture, l'entretien. le ferrage des chevaux, l'entretien du harnachement, de la voiture, l'amortissement, etc., ainsi que le salaire du garçon d'écurie, les agents n'auront droit pour leurs tournées en voiture ou à cheval à aucune allocation accessoire autre que celle correspondant aux frais de déplacement et de séjour prévus par l'art. 3 et ils devront, dans leur voiture, transporter l'ingénieur ordinaire pour les tournées de service qu'il ferait avec eux dans leur subdivision. — Les conducteurs et les commis des ponts et chaussées chargés d'une subdivision pourront être autorisés à se servir, pour les tournées, d'un vélocipède leur appartenant. Ils recevront alors une indemnité de 0 fr. 05 cent. par kilomètre parcouru avec cet instrument plus une indemnité mensuelle fixe de 5 fr., qui ne leur sera d'ailleurs allouée que si l'importance de leurs tournées au moyen de ce mode de transport est suffisante pour justifier cette allocation.

FRAIS ACCESSOIRES DE TOURNÉES

Art. 6. — En sus des allocations fixées par les art. 3 et 4, les ingénieurs et agents recevront pour frais accessoires de tournées les indemnités suivantes par kilomètre parcouru, savoir :

	EN SELLE ou en VOITURE	EN CHEMIN DE FER OU EN BATEAU	
		Jusqu'à 100 kilom.	Au delà de 100 kil. dans la même journée
Ingénieurs en chef et ordinaires.....	0 fr. 05	0 fr. 025	0 fr. 01
Conducteurs et commis des ponts et chaussées, contrôleurs des mines, contrôleurs-comptables, commissaires de surveillance administrative	0 fr. 03	0 fr. 015	0 fr. 01

Cette allocation ne sera due aux commissaires de surveillance administrative qu'en cas de tournées effectuées pour un intérim et pour les distances parcourues en dehors de leur circonscription. — Elle ne sera pas due pour les parcours effectués par les ingénieurs et agents à l'aide de moyens de transport leur appartenant et dont il est question à l'article précédent. — Les conducteurs et commis des ponts et chaussées attachés au service maritime ou à celui des phares et balises pourront recevoir comme frais accessoires de tournées, en sus des allocations prévues par les art. 3 et 4 e pour les tournées en mer qui présenteraient des fatigues ou des risques

exceptionnels, une indemnité de 3 fr. 50 cent. pour tournée sans découcher et de 4 fr. 50 cent. pour tournée avec découcher. L'ingénieur en chef déterminera les tournées qui donneront droit à cette indemnité supplémentaire.

FRAIS DE CHANGEMENT TEMPORAIRE DE RÉSIDENCE

Art. 7. — Les agents des ponts et chaussées appelées à changer temporairement de résidence dans l'étude du service de leur ingénieur en chef recevront à titre d'indemnité : 1° la taxe afférente à la journée entière de déplacement pendant une période qui variera de huit à quinze jours suivant la situation de famille de ces agents ; 2° après l'expiration de cette période, la taxe afférente au découcher seulement, sans que l'ensemble de ces allocations puisse embrasser un délai total de plus d'un mois. — Si durant ce délai les agents sont amenés à faire des tournées partant de leur nouvelle résidence, il ne pourra leur être alloué de frais de déplacement faisant double emploi avec ceux stipulés ci-dessus. — Si la résidence temporaire se trouve en pays indigène et oblige à la vie de campement, les tentes seront fournies et transportées par l'administration et les agents recevront alors en sus des précédentes une indemnité fixe de 30 fr. moyennant laquelle ils devront se procurer à leurs frais tout le petit matériel de campement : literie, ustensiles de cuisine, tables, etc.

INDEMNITÉ DE CAMPAGNE

Art. 8. — Les agents des ponts et chaussées chargés d'un service actif et continu, comportant des opérations sur le terrain ou la conduite de chantiers importants dont la durée excédera un mois, pourront recevoir, sur un rapport motivé de l'ingénieur en chef, une indemnité de campagne destinée à leur tenir compte des fatigues prolongées, de l'usure des vêtements et des dépenses de toute nature que leur imposera ce service. — Le montant de cette indemnité sera déterminé, dans chaque cas particulier, par une décision du préfet. A moins de circonstances exceptionnelles il sera compris par fraction indivisible d'un mois entre les limites suivantes : conducteur ou assimilé, de 40 à 90 fr.; commis ou assimilé, de 35 à 75 fr. — Cette indemnité se cumulera avec les précédentes.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES

Art. 9. — Les agents des bureaux doivent sept heures effectives de travail par jour. Ces heures sont fixées dans chaque localité et dans chaque saison par le chef de service. — Lorsque le travail courant ne pourra être expédié pendant les heures réglementaires, il pourra être demandé aux agents des heures de travail supplémentaires qui leur seront payées à raison de : 0 fr. 80 cent. l'heure pour les conducteurs des ponts et chaussées, les contrôleurs des mines et assimilés; 0 fr. 60 cent. l'heure pour les commis et assimilés; — Les agents chargés d'opérations sur le terrain ou attachés à la surveillance des chantiers doivent leur présence effective et leur travail, soit sur le terrain, soit dans les bureaux, pendant toute la durée du travail réglementaire des ateliers suivant la saison et les usages du pays. — En aucun cas il ne sera payé d'heures supplémentaires aux agents chargés d'une subdivision ou aux agents isolés. — Les agents exclusivement attachés au service des bureaux de l'inspection générale du contrôle des chemins de fer d'Algérie en résidence à Paris ne recevront pas les indemnités ci-dessus pour heures de travail supplémentaires. — Toutefois, pour leur tenir compte des sujétions matérielles résultant des distances à franchir dans l'intérieur de la ville et

du travail supplémentaire auquel ils peuvent être assujettis, toutes les fois que les circonstances l'exigent, ils recevront sous le titre « frais divers réglés par abonnement » une allocation fixe analogue à l'indemnité de campagne et qui sera de 45 fr. par mois pour les conducteurs et assimilés et de 30 fr. pour les commis et assimilés. — En dehors de cette allocation fixe, il sera alloué un crédit spécial pour la rémunération du travail supplémentaire. Ce crédit, qui est fixé à raison de 150 fr. par conducteur ou assimilé et de 100 fr. par commis ou assimilé travaillant au bureau, sera réparti en fin d'exercice par l'inspecteur général entre les agents placés sous ses ordres proportionnellement au travail supplémentaire exécuté par chacun d'eux.

PAIEMENT DES ALLOCATIONS ACCESSOIRES

Art. 10. — A part l'indemnité de campagne prévue à l'art. 8 qui est fixée par le préfet et celles allouées par l'art. 9 au personnel des bureaux en résidence à Paris, toutes les autres indemnités ou allocations accessoires mentionnées ci-dessus sont réglées par les ingénieurs en chef, à qui il appartiendra d'exiger toutes les justifications nécessaires pour s'assurer non seulement que les sommes réclamées correspondent bien à la réalité, mais encore que les dépenses auxquelles elles s'appliquent sont justifiées par les nécessités du service. — Il est rappelé à ce propos qu'il ne suffit pas qu'une dépense ait été réellement faite par un agent pour constituer en sa faveur un droit au remboursement; il faut encore que le travail auquel elle correspond ait eu un but et un résultat utiles. Les ingénieurs en chef ont à ce sujet un droit absolu d'appréciation sauf recours au préfet en cas de contestation. — Pour les tournées mixtes, les frais seront ventilés entre les services intéressés d'après l'importance relative des opérations effectuées pour ces divers services. — Des états spéciaux et distincts seront dressés pour chaque service. — Les indemnités dues aux ingénieurs sont réglées tous les trois mois ; celles dues aux autres agents tous les mois. Sur le vu des états dressés par eux et rectifiés s'il y a lieu, l'ingénieur en chef, dans la limite des crédits dont il dispose, mandate directement les dépenses aux ayants droit. — Chaque ingénieur en chef reste maître de répartir, au mieux des intérêts de son service, le crédit global qui lui sera ouvert. Il peut en particulier, s'il le juge utile, établir des maxima individuels spéciaux pour chaque agent d'après l'étendue de sa subdivision et prendre en général toutes les mesures nécessaires pour faire le meilleur emploi de ce crédit.

FRAIS DE CHANGEMENT DÉFINITIF DE RÉSIDENCE

Art. 11. — En cas de changement définitif de résidence nécessité par les besoins du service, il pourra être alloué aux fonctionnaires et agents une allocation spéciale qui sera réglée dans chaque cas par le gouverneur général. — A son arrivée dans sa nouvelle résidence l'agent présentera, avec les pièces justificatives nécessaires, un état détaillé des frais réels qui lui auront été occasionnés par son déplacement et qui, sauf exception motivée, ne comprendront que les dépenses de transport, par la voie la moins coûteuse, de sa personne, de sa famille et de son mobilier, ainsi que les dépenses de repas et de logement pendant le trajet. Cet état vérifié et rectifié, s'il y a lieu, par l'ingénieur en chef, sera transmis par lui avec un rapport proposant, suivant les circonstances, le remboursement de la totalité ou d'une fraction de ces dépenses imputables sur le crédit du personnel et non sur celui des frais accessoires.

FRAIS DE MISSIONS SPÉCIALES

Art. 12. — Les voyages en dehors du territoire de l'Algérie ou dans l'extrême-sud, qui pourraient être ordonnés ou autorisés par le gouverneur général dans l'intérêt du service, donneront droit au fonctionnaire ou agent qui en sera chargé au remboursement intégral de ses dépenses pour transport, nourriture, logement et accessoires. Il en dressera à son retour un état qui sera soumis par la voie hiérarchique au gouverneur général.

ALLOCATIONS DIVERSES

Art. 13. — Il est attribué aux contrôleurs des mines, en outre des allocations sus-indiquées pour frais de déplacement, une indemnité spéciale de 5 fr. pour les tournées souterraines. Cette indemnité n'est acquise que pour une tournée ou des tournées ayant duré souterrainement plus de deux heures dans une même journée. — Pour chaque épreuve d'appareil à vapeur ayant donné lieu à poinçonnage, le contrôleur des mines recevra une indemnité fixe de 1 fr. indépendamment du remboursement de ses frais de déplacement et de séjour, s'il y a lieu, réglés conformément aux art. 3 et 4 ci-dessus. — L'indemnité pour épreuve et vérification de récipient de gaz liquéfié ou comprimé est fixée, pour chaque opération ayant donné lieu à un ou plusieurs poinçonnages : à 1 fr. par appareil si la capacité du récipient est supérieure à 100 litres ; à 0 fr. 10 cent. si cette capacité est égale ou inférieure à 100 litres. Toutefois un même agent ne peut recevoir de ce dernier chef plus de 300 fr. pour les épreuves effectuées dans une même année. — Lorsque les conducteurs des ponts et chaussées seront appelés à effectuer des épreuves ou vérifications d'appareils à vapeur ou de récipients de gaz liquéfiés ou comprimés, leurs frais et indemnités seront réglés comme ceux des contrôleurs des mines. — Les agents attachés aux commissions maritimes de surveillance de bateaux à vapeur reçoivent pour ce service des frais de déplacement et d'épreuves d'après les tarifs fixés pour les épreuves et la surveillance des appareils situés à terre, sans préjudice de la rétribution annuelle qui peut être accordée par décision spéciale du gouverneur général, par application de l'art. 35 du décret du 1er février 1893.

INDEMNITÉS DE CAISSE AUX RÉGISSEURS-COMPTABLES

Art. 14. — Les régisseurs-comptables reçoivent annuellement une indemnité de caisse déterminée par le tarif suivant : — 1° une somme fixe de 100 fr. ; — 2° une somme variable d'après le montant des paiements effectués à raison de : 4 fr. pour 1,000 sur les premiers 50,000 fr. ; 2 fr. pour 1,000 sur les sommes comprises entre 50,000 et 100,000 fr. ; 1 fr. pour 1,000 sur les sommes au-dessus de 100,000 fr. ;

Art. 15. — Le présent règlement remplace et annule tous les arrêtés, instructions et circulaires antérieurs sur le même objet.

31 janvier 1901. — Arrêté du gouv gén. portant institution des ordonnateurs secondaires du gouvernement général pour l'acquittement des dépenses de la gendarmerie.

Vu le décret organique du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu la loi du 19 décembre 1900, notamment

l'art. 4 qui met à la charge du budget spécial de l'Algérie les dépenses de la gendarmerie ; — Vu la loi de finances du 29 du même mois ;

Art. 1er. — M. le secrétaire général du gouvernement, et MM. les sous-intendants militaires, directeurs du service de l'intendance des divisions d'Alger, d'Oran et de Constantine, sont institués ordonnateurs secondaires du gouvernement général, à partir du 31 janvier 1901, pour l'acquittement des dépenses de la gendarmerie imputables sur le budget spécial de l'Algérie.

18 juillet 1901. — Règlement de l'ordre des avocats de Tunis, homologué par le tribunal de 1re instance le 24 juillet 1901.

CHAPITRE PREMIER

Règles générales

Art. 1er. — Les avocats inscrits au tableau forment seuls l'ordre des avocats.

Art. 2. — Les avocats inscrits au tableau prennent seuls le titre d'avocat au barreau de Tunis.

Art. 3. — Les avocats admis au stage prennent le titre d'avocat stagiaire au barreau de Tunis.

Art. 4. — Les plaques indicatrices que les avocats inscrits au tableau sont seuls autorisés à placer à l'extérieur de leur cabinet, les en-têtes de lettres et les cachets doivent porter leur nom et leur titre entier d'avocat au barreau de Tunis, en langue française seulement.

Art. 5. — Les avocats ne peuvent pas, sans encourir des peines disciplinaires, avoir d'une façon permanente ou même accidentellement des intermédiaires salariés entre eux et leurs clients.

Art. 6. — Les avocats au barreau de Tunis peuvent recevoir mandat de représenter leurs clients devant toutes les juridictions de la régence. — Ils peuvent être choisis par le tribunal pour remplir les fonctions de séquestre. — Ils sont en outre autorisés à rédiger tous contrats ou tous actes sous seing privé, quelle qu'en soit la nature, et à représenter l'une des parties dans l'acte sous seing privé, à la condition, dans ce dernier cas, d'être munis d'une procuration spéciale.

Art. 7. — Les fonctions de gérant d'immeubles ou de receveur de rentes sont incompatibles avec la profession d'avocat.

Art. 8. — Les avocats au barreau de Tunis doivent autant que possible exiger d'avance le paiement de leurs honoraires et des frais qu'ils sont appelés à exposer. Ils sont tenus de délivrer quittance de toutes les sommes qu'ils reçoivent.

Art. 9. — Les avocats ne peuvent réclamer en justice le paiement de leurs frais et honoraires qu'à titre exceptionnel et sur autorisation spéciale du conseil de l'ordre certifiée par le bâtonnier et le secrétaire.

Art. 10. — Les avocats doivent prêter gratuitement leurs offices aux indigents, soit de leur plein gré, soit lorsqu'ils sont désignés à cet effet par le bâtonnier.

Art. 11. — Un avocat ne peut s'occuper d'une affaire confiée antérieurement à l'un de ses confrères sans avoir fait préalablement auprès de ce confrère une démarche de courtoisie.

Art. 12. — Toute difficulté entre avocats doit être tranchée par l'avis du bâtonnier.

CHAPITRE II

Avocats inscrits au tableau

Art. 13. -- Nul ne peut être inscrit au tableau de l'ordre des avocats s'il ne présente des garanties de moralité et de capacité, s'il n'est domicilié dans l'arrondissement, s'il n'a satisfait aux règles du stage ou si, depuis son stage, il a exercé la profession d'agent d'affaires.

Art. 14. — Les avocats ayant déjà été inscrits au tableau dans un barreau de France, ceux ayant obtenu dans un barreau de France leur certificat de stage et qui réuniront toutes les conditions exigées pour leur inscription au tableau de l'ordre des avocats de Tunis, pourront néanmoins, si le conseil de l'ordre le juge à propos, être soumis à un stage spécial dont la durée ne pourra être inférieure à six mois et supérieure à une année. — Pendant cette période, ils seront soumis à toutes les règles imposées aux avocats stagiaires au barreau de Tunis.

Art. 15. -- Les étrangers ayant obtenu le diplôme de licencié près d'une Faculté de France devront dans tous les cas, et même s'ils ont déjà été inscrits au tableau dans leur pays d'origine, accomplir à Tunis les trois années de stage.

Art. 16. — Les avocats au barreau de Tunis prennent rang à dater du jour de leur admission. — Ils perdent leur rang et prennent la suite du tableau s'ils ont interrompu l'exercice de leur profession. — Toutefois, ils reprennent leur rang si l'exercice de leur profession n'a été interrompu que par l'exercice des fonctions de magistrat.

CHAPITRE III

Avocats admis au stage

Art. 17. — Les licenciés ou docteurs en droit qui sollicitent leur admission au stage doivent adresser leur demande au bâtonnier en y joignant les pièces suivantes : 1° Le casier judiciaire ; 2° Un *curriculum vitæ ;* 3° Le certificat du greffe attestant que l'impétrant a prêté le serment prévu par la loi ; 4° La quittance du payement de leur cotisation au trésorier de l'ordre.

Art. 18. — Ne peuvent être admis au stage les candidats ayant exercé le métier d'agent d'affaires.

Art 19. — Les avocats admis au stage sont tenus de fréquenter les audiences, d'assister régulièrement aux conférences des avocats stagiaires et à toutes les réunions pour lesquelles ils seront convoqués par le bâtonnier ou par un membre du conseil de l'ordre.

Art. 20. — Les avocats stagiaires ne peuvent plaider devant le tribunal de 1re instance et le tribunal mixte que les affaires qui leur sont confiées par un avocat ou un défenseur ou pour lesquelles ils sont désignés d'office par le bâtonnier. — Mais ils peuvent plaider à leur gré devant les justices de paix es tribunaux indigènes et les juridictions répressives.

Art. 21. — Les avocats stagiaires ne peuvent pas ouvrir un cabinet, ni avoir à l'extérieur de leur domicile une plaque indicatrice de leur profession.

Art. 22. — Les avocats stagiaires peuvent être attachés à titre gratuit ou avec appointements, soit à un cabinet d'avocat, soit à une étude de défenseur.

Art. 23. — Tout avocat ayant accompli avec assiduité un stage minimum de trois ans à Tunis, ou, s'il a fait son stage à un autre barreau, le stage spécial qui aura été imposé à Tunis par le conseil de l'ordre, s'il y a lieu, pourra demander son inscription au tableau.

Art. 24. — Transitoirement, les art. 20 et 21 seulement ne sont pas applicables aux avocats admis au stage antérieurement au 16 mai 1901.

CHAPITRE IV

Conseil de discipline

Art. 25. — Le conseil de discipline, appelé aussi conseil de l'ordre, est chargé de veiller à l'observation constante des règles de conduite, de probité, de courtoisie et de désintéressement qui sont l'honneur du barreau.

Art. 26. — Le conseil de l'ordre représente le barreau dans les cérémonies et réceptions officielles. — Il prend rang immédiatement après le tribunal civil et le tribunal mixte. — Il assiste seul en robes aux enterrements et aux cérémonies officielles. — Le bâtonnier peut déléguer un membre du conseil pour le représenter toutes les fois qu'il est convié à une réunion en raison de ses fonctions.

Art. 27. — Le conseil de l'ordre a la surveillance et la gestion des intérêts de l'ordre. Il statue sur toutes les questions qui lui sont soumises à la majorité des voix. — La présence de quatre membres du conseil est nécessaire pour la validité des décisions. Toutefois, s'il y a unanimité, la présence de trois membres est suffisante, à la condition que le procès-verbal mentionne que la décision a été prise à l'unanimité.

Art. 28. — Toutes les plaintes dirigées contre les avocats et les avocats stagiaires sont instruites par un membre du conseil désigné par le bâtonnier. Si la plainte est dirigée contre un membre du conseil, elle est instruite par le bâtonnier personnellement, et par le membre du conseil le plus ancien, si elle est portée contre le bâtonnier.

Art. 29. — La procédure suivie et les peines prononcées sont celles prévues par les lois, ordonnances, décrets et règlements qui régissent les barreaux de la métropole.

Art. 30. — Le conseil de l'ordre désigne chaque année, à la première réunion du mois d'octobre, les membres qui doivent faire partie du bureau d'assistance judiciaire et du bureau de consultations gratuites.

Art. 31. — Le conseil de discipline, après avoir nommé le bâtonnier, conformément au décret du 16 mai 1901, désigne pour l'année judiciaire le secrétaire de l'ordre et le bibliothécaire. — Le secrétaire remplit les fonctions de trésorier.

Art. 32. — Toutes les dépenses sont votées par le conseil et sont payées par le secrétaire sur mandat du bâtonnier.

Art. 33. — Le conseil de l'ordre délibère sur toutes questions non prévues au présent réglement qui peuvent intéresser l'ordre. — Ses décisions sont réglementaires quand elles ont été approuvées par le tribunal.

CHAPITRE V

Assistance judiciaire et bureau de consultations gratuites

Art. 34. — Le bâtonnier désigne d'office, parmi les avocats ne faisant pas partie du conseil de l'ordre ou parmi les avocats stagiaires, les avocats appelés à plaider gratuitement pour les indigents devant toutes les juridictions.

Art. 35. — Un bureau de consultations gratuites composé d'un avocat inscrit et deux stagiaires se réunit toutes les quinzaines dans la chambre du conseil, pendant deux heures, au jour fixé par le bâtonnier. — Avis du jour et de l'heure de ces réunions est donné au public par la voie de la presse. — A la première réunion du conseil de l'ordre du mois d'octobre, trois membres sont désignés pour présider à tour de rôle le bureau de consultations gratuites. — Les avocats stagiaires sont désignés pour chaque séance par le bâtonnier

CHAPITRE VI

Cotisations. — Bibliothèque.

Art. 36. — Les avocats et les avocats stagiaires paient à la caisse de l'ordre une cotisation annuelle de 30 fr.

Art. 37. — Tout avocat demandant son inscription au tableau ou au tableau des avocats stagiaires doit verser préalablement entre les mains du secrétaire une somme de 100 fr. pour la caisse de l'ordre. — Toutefois, les avocats ayant déjà payé la cotisation de 100 fr. pour l'admission au stage n'auront à payer que 50 fr. pour l'inscription au tableau. — Il en sera de même pour l'avocat démissionnaire obtenant sa réinscription.

Art. 38. — La caisse de l'ordre sert à l'entretien de la bibliothèque et du mobilier et à la rémunération des employés. — A titre exceptionnel, le conseil de l'ordre peut en affecter une partie pour secourir une infortune imprévue d'un membre du barreau. — Toutefois, il ne pourra disposer à cet effet que du cinquième de la somme restant en caisse.

5 août 1901. — Décret du prés. de la République française, sur le casier judiciaire en Tunisie.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des affaires étrangères ; — Vu la loi du 5 août 1899, modifiée par celle du 11 juillet 1900, et, en particulier, l'art. 13, ainsi conçu : — « Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi et, notamment, les conditions dans lesquelles doivent être demandés, établis et délivrés les bulletins nos 2 et 3, les droits alloués au greffier, ainsi que les conditions d'application de la présente loi aux colonies et aux pays de protectorat » ; — Vu le décret portant règlement d'administration publique, en date du 12 décembre 1899, complété par ceux des 7 juin et 13 novembre 1900 ; — Vu la loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie ; — Le conseil d'État entendu ;

Art. 1er. — La loi du 5 août 1899, sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit, modifiée par la loi du 11 juillet 1900, ainsi que le décret portant règlement d'administration publique du 12 décembre 1899, complété par ceux des 7 juin et 13 novembre 1900, sont applicables en Tunisie, sous réserve des dispositions suivantes :

Art. 2. — Le service du casier judiciaire, institué près de chaque tribunal de première instance établi en Tunisie, est dirigé par le greffier du tribunal, sous la surveillance du procureur de la République.

Art. 3. — Les bulletins n° 1 constatant une condamnation pour crime ou délit prononcée par une juridiction répressive, une décision rendue par application de l'art. 66 C. pén., une déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, sont dressés par le greffier de la juridiction qui a statué, dans le délai d'un mois à partir du jour où la décision est devenue définitive. — Ce délai, pour les décisions par défaut émanant des juridictions criminelles, court du jour où elles ne peuvent plus être attaquées par la voie de l'appel. — Le délai court du jour de l'arrêt pour les arrêts par contumace.

Art. 4. — Les bulletins n° 1 constatant un arrêté d'expulsion pris en Tunisie sont dressés au service du casier central ou au greffe de la Cour d'Alger, sur la notification faite par le résident général au ministre de la justice. — Le ministre de la justice est également avisé par le résident général des décisions rapportant des arrêtés d'expulsion. Si l'expulsé est né en Tunisie, le service

du casier central transmet une copie du bulletin n° 1 au casier du lieu d'origine.

Art. 5. — Lors de l'établissement ou lors de la réception au greffe d'un tribunal de première instance de Tunisie d'un bulletin n° 1, concernant une personne née dans la circonscription de ce tribunal, le greffier vérifie l'identité du condamné en se reportant aux registres de l'état civil des municipalités, des contrôles civils ou des agents consulaires français. — Si cette vérification est infructueuse et si l'identité du condamné ne résulte pas de bulletins n° 1 antérieurs, ni d'aucune pièce de la procédure, le procureur de la République contrôle, par une enquête, l'exactitude de l'état civil indiqué. — Le greffier mentionne au verso du bulletin n° 1 suivant quel mode l'identité du condamné a été vérifiée. — Les bulletins n° 1, concernant les individus dont l'identité est douteuse, sont transmis au casier central du ministère de la justice.

Art. 6. — Le résident général avise, dans le plus bref délai et par des fiches individuelles, le procureur de la République du lieu d'origine, le procureur général d'Alger ou le ministre de la justice des dates de l'expiration des peines corporelles et de l'exécution de la contrainte par corps subies en Tunisie et du paiement intégral des amendes qui y sont acquittées.

Art. 7. — Un duplicata de chaque bulletin n° 1, constatant une décision susceptible d'entraîner la privation de droits électoraux en Tunisie pour un Français ou un étranger domicilié dens ce pays, est adressé au résident général. — Le bulletin n° 2 est adressé au résident général dans les mêmes conditions qu'aux administrations de la métropole.

Art. 8. — La vérification de l'identité des individus qui font l'objet en Tunisie d'une demande de bulletin n° 2, lorsqu'il n'existe pas de bulletin n° 1 à leur nom au greffe du lieu d'origine indiqué, s'opère ainsi qu'il est prescrit par les paragraphes 1 et 2 de l'art. 5. Le greffier mentionne sur le bulletin n° 2 que cette vérification a été effectuée. — Dans le cas où l'identité reste douteuse, le procureur de la République, saisi de la demande de bulletin n° 2, avise le service du casier central, en même temps qu'il transmet à l'autorité requérante un bulletin n° 2, portant la mention : Néant. — Identité douteuse.

Art. 9. — Si la personne qui réclame un bulletin n° 3 ne sait ou ne peut signer, cette impossibilité est constatée en Tunisie par le contrôleur civil, le juge de paix, le commandant de la brigade de gendarmerie ou l'officier commandant le bureau de renseignements, qui atteste, en même temps, que la demande est faite sur l'initiative de l'intéressé. — Si l'identité de ce dernier n'est pas connue ou ne peut être vérifiée à l'aide de bulletins n° 1 existant à son nom ou des registres de l'état civil, la demande devra être complétée par la production de tous renseignements de nature à établir l'identité et la naissance en Tunisie, appuyés de pièces justificatives ou d'actes de notoriété. — En ce qui concerne les individus qui justifient de leur indigence, le procureur de la République réunit lui-même les pièces établissant l'identité. — Tout bulletin n° 3 délivré en Tunisie porte la mention : « Vu et identité vérifiée au parquet, le procureur de la République ».

Art. 10. — Celui qui veut faire rectifier une mention portée à son casier judiciaire, à la suite d'un arrêt rendu par un tribunal criminel de Tunisie, présente requête au premier président de la Cour d'appel d'Alger, qui saisit la chambre correctionnelle de la Cour.

2 octobre 1901. — Décret conférant provisoirement les fonctions de juge de paix à un officier de l'armée dans le poste de Djenan-ed-Dar.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice ; — Vu l'ordonnance du 26 septembre 1842 et le décret du 10 août 1875, sur l'organisation de la justice en Algérie ; — Attendu qu'il est nécessaire de pourvoir à l'administration de la justice dans les territoires des postes de Djenan-ed-Dar, de Hadjerat-M'Guil et de Duveyrier, appartenant à la division d'Oran ;

Art. 1er. — Jusqu'à l'établissement d'une justice de paix dans le poste de Djenan-ed-Dar, un officier de l'armée pourra, sur la proposition du procureur général, y être provisoirement investi des attributions conférées aux juges de paix, par application des art. 5 et 6 du décrét susvisé du 10 août 1875.

Art. 2. — Le poste de Djenan-ed-Dar reste rattaché, pour l'administration de la justice, au tribunal de Mascara.

Art. 3. — La compétence du juge de paix militaire de Djenan-ed-Dar est limitée aux territoires de ce poste ainsi que de ceux de Hadjerat-M'Guil et de Duveyrier.

12 octobre 1901. — **Décret** portant réorganisation du service des postes et des télégraphes en Algérie.

Vu le décret du 16 mars 1898, réglementant le service des postes et des télégraphes en Algérie ; — Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu la loi du 19 décembre 1900, instituant un budget spécial pour l'Algérie ; — Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur et des cultes, et du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ;

Art. 1er. — Le service des postes, des télégraphes et des téléphones de l'Algérie, placé sous la direction du gouverneur général, fonctionne dans les conditions ci-après :

Art. 2. — Le gouverneur général dirige et assure le service au moyen tant du personnel recruté et mis à sa disposition par l'administration des postes, des télégraphes et des téléphones de la métropole, que du personnel recruté en Algérie et constituant un cadre algérien. — Toutefois, la substitution d'agents du cadre algérien aux agents de la métropole actuellement en service dans la colonie ne pourra avoir lieu qu'au fur et à mesure des vacances.

Art. 3. — L'inspection des postes, des télégraphes et des téléphones de l'Algérie est confiée à un inspecteur général des postes et des télégraphes qui réside à Alger et administre l'ensemble du service des postes, des télégraphes et des téléphones de la colonie, sous l'autorité du gouverneur général.

Art. 4. — Les fonctionnaires et agents recrutés par l'administration des postes, des télégraphes et des téléphones de la métropole désignés ci-après, sont mis à la disposition du gouverneur général, sur sa demande : inspecteur général, directeurs, sous-directeurs, inspecteurs principaux, inspecteurs-ingénieurs, sous-inspecteurs, receveurs de bureaux composés, chefs de centres de dépôts, chefs et sous-chefs de section, rédacteurs, commis principaux, mécaniciens. — Ces fonctionnaires et agents continuent, en Algérie, à faire partie du cadre du personnel de la métropole et sont, au point de vue de la hiérarchie, de la discipline et de l'avancement, soumis aux mêmes règles. — Le gouverneur général fixe leur résidence et les propose, quand il estime qu'il y a lieu, pour les avancements de grade ou de classe ; il prononce, après avis d'un conseil de discipline, l'avertissement comminatoire, le changement de résidence sans diminution de traitement, et propose au ministre les autres peines disciplinaires à leur infliger. — Il peut, en motivant la

mesure, remettre d'office à la disposition du ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, les fonctionnaires et agents métropolitains. Mais les traitements de ces fonctionnaires et agents continuent à être imputés sur les fonds du budget de l'Algérie jusqu'à ce qu'ils soient replacés dans le service de la métropole.

Art. 5. — Les agents et sous-agents ci-après désignés, recrutés en Algérie, constituent un cadre algérien et sont placés sous l'autorité compléte du gouverneur général : receveurs de bureau simple, commis ordinaires, expéditionnaires, dames employées, aides-mécaniciens, chefs surveillants, brigadiers-facteurs, surveillants, facteurs-receveurs, distributeurs auxiliaires, courriers convoyeurs, entreposeurs, facteurs de ville, facteurs locaux et ruraux, facteurs des télégraphes, gardiens de bureaux, chargeurs, gardiens d'entrepôt, courriers auxiliaires, ouvriers d'équipe. — Ces agents et sous-agents ne pourront être admis à passer dans le cadre du personnel de la métropole que s'ils ont satisfait aux conditions exigées pour le recrutement des agents et des sous-agents dudit personnel. — Les agents n'auront droit qu'au traitement de début de l'emploi pour lequel ils auront concouru. Quant aux sous-agents, il leur sera fait une situation et un traitement correspondant à ceux auxquels leur donnerait droit, dans la métropole, la durée de leurs services.

Art. 6. — Les lois, décrets et règlements qui régissent, en France, les services des postes, des télégraphes et des téléphones s'appliquent en Algérie dans toutes celles de leurs dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par la législation spéciale de ce pays.

Art. 7. — Le gouverneur général exerce en Algérie, en matière de postes, de télégraphes et de téléphones, les attributions dévolues, en France, au ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes ou au sous-secrétaire d'État des postes et des télégraphes, sous les réserves indiquées aux articles suivants.

Art. 8. — Les conseils ou comités institués près le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes donnent leur avis sur les affaires concernant le service des postes, des télégraphes et des téléphones, en Algérie, qui leur sont transmises par le ministre ou le sous-secrétaire d'État, sur la demande du gouverneur général.

Art. 9. — Toutes les fois que pour les matières visées à l'art. 7, il doit être statué par une loi ou un décret, la loi ou le décret sont, après instruction de l'affaire sur place par le gouverneur général, préparés et contresignés par le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes.

Art. 10. — L'administration centrale des postes, des télégraphes et des téléphones de la métropole continue à centraliser à Paris les affaires ci-après : articles d'argent, statistique, taxes, franchises télégraphiques sauf celles concernant la correspondance télégraphique en Algérie, contraventions, rebuts, applications industrielles de l'électricité. (Loi du 25 juin 1895.)

Art. 11. — La direction de la caisse nationale d'épargne continue à communiquer directement avec les chefs de service pour tous les détails d'exécution concernant les succursales, à pourvoir à la préparation de son budget annexe, sans distinction entre les crédits à consommer en Algérie et ceux à consommer dans la métropole, et à procéder à l'ordonnancement des dépenses du service de la caisse nationale d'épargne en Algérie. — L'administration centrale métropolitaine statue, après avis du gouverneur général, sur toutes les questions techniques et de matériel afférentes aux succursales algériennes, sur les créations, suppressions ou transformations d'emploi dans lesdites succursales, ainsi que sur l'allocation de secours, gratifications ou indemnités éventuelles du personnel. — Les succursales de la caisse nationale d'épargne peuvent être vérifiées par des agents appartenant à la direc-

tion centrale de la caisse. Une copie des rapports de vérification de ces agents est adressée au gouvernement général.

Art. 12. — Le décret du 16 mars 1898 et généralement toutes les dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogés.

17 octobre 1901. — Arrêté du gouv. gén. portant organisation du service central des postes et télégraphes en Algérie.

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie ; — Vu les arrêtés du 28 décembre 1900 relatifs à l'organisation et aux attributions des bureaux du gouvernement général de l'Algérie ; — Vu le décret du 12 octobre 1901 portant réglement sur le fonctionnement du service des postes, des télégraphes et des téléphones de l'Algérie ; — Sur la proposition du secrétaire général de gouvernement,

Art. 1er. — Le service des postes des télégraphes et des téléphones au gouvernement général est distrait de la direction des services financiers et dirigé par l'inspecteur général des postes et télégraphes sous l'autorité du secrétaire général du gouvernement.

Art. 2. — Le personnel de ce service comprend, outre l'inspecteur général chef du service, — Un inspecteur, deux rédacteurs et un commis expéditionnaire.

17 octobre 1901. — Circulaire du prem. min du gouv. tunisien aux caïds concernant les indications à porter sur les hodjas de constat en matière pénale.

On sait que les notaires dressent, en autres, les hodjas de constat des affaires pénales ou civiles aussi bien que les hodjas de défense que les prévenus ou les parties opposent aux précédentes pour répondre aux faits allégués entre eux.

Il y aurait fréquemment le plus grand intérêt à faire mention, aussi bien sur les unes que sur les autres, de l'heure à laquelle les faits objet de la hodja ont eu lieu.— Mais cette mention se fait généralement sans précision, de sorte qu'on se contente de dire, par exemple : « A tel jour, tel fait a eu lieu », ou « Un tel, accusé d'avoir fait telle chose tel jour, en tel endroit, a été vu ledit jour par des témoins en tel autre lieu ». — En omettant d'indiquer l'heure — même approximative — où le fait a eu lieu, ou celle à laquelle l'individu a été vu, on enlève souvent toute valeur à la hodja, car il est facile, dans le cours d'une journée, surtout avec les moyens de communication rapides comme le chemin de fer, de se transporter d'une localité à une autre, fort éloignée. Aussi, dans une affaire pénale, il ne suffit pas, pour prouver son innocence, que l'accusé produise une hodja constatant qu'il a été vu en un lieu autre que celui du crime le jour où le crime a eu lieu : il faut qu'il prouve qu'il y a été vu à l'heure même du crime ou à une heure telle que, dans l'intervalle, il n'ait pas pu se transporter de l'un à l'autre endroit.

Pour remédier à cet état de choses qui est de nature à faire compromettre les droits des parties et à nuire à la répression des crimes, Son Altesse a décidé qu'il serait ordonné aux notaires de préciser, désormais, l'heure d'une manière claire et évidente, dans la rédaction des actes visés.

Veuillez, en conséquence, inviter tous les notaires de votre district à faire mention précise sur les hodjas d'accusation et sur celles de défense de l'heure

exacte à laquelle est arrivé le fait constaté par eux ou rapporté par des témoins. — Vous veillerez à ce que les présentes instructions soient rigoureusement observées et à ce que les notaires n'y contreviennent pas.

22 octobre 1901. — Décret conférant provisoirement les fonctions de juge de paix au chef du poste de Djenan-ed-Dar.

Vu les art. 5 et 6 du décret du 10 août 1875, sur l'organisation judiciaire de l'Algérie ; — Vu le décret du 2 octobre 1901, autorisant le gouverneur général à investir provisoirement un officier de l'armée des fonctions de juge de paix dans les territoires des postes de Djenan-ed-Dar, de Hadjerat-M'Guil et de Duveyrier ; — Sur la proposition du général commandant la division d'Oran et du procureur général près la Cour d'appel d'Alger ;

Art. 1er. — Le chef de poste de Djenan-ed-Dar est provisoirement investi, dans les territoires ci-dessus visés de Djenan-ed-Dar, de Hadjerat-M'Guil et de Duveyrier, de toutes les attributions conférées aux juges de paix.

20 novembre 1901. — Arrêté du gouv. gén. relatif aux élections pour le renouvellement des membres sortants des délégations financières algériennes.

Sur le rapport du secrétaire général du gouvernement ; — Vu le décret du 23 août 1898 sur l'organisation des délégations financières ; — Vu l'arrêté gouvernemental du 4 octobre 1898 qui détermine les formes et délais de convocation des électeurs desdites délégations ; — Vu l'arrêté du 5 novembre 1898 qui fixe la composition des circonscriptions appelées à élire les délégués ; — Vu l'arrêté du 12 décembre 1898 qui prescrit la division en deux séries par les délégations elles-mêmes des circonscriptions appelées à élire chacune un délégué et le tirage au sort destiné à régler l'ordre de renouvellement des séries ; — Vu les délibérations prises à cet effet le 16 octobre 1898 par chacune des délégations (colons, non colons, arabes et kabyles) ;

Art. 1er. — Les élections pour le renouvellement des membres des délégations financières appartenant aux circonscriptions ci-après désignées et comprises dans la série sortante desdites délégations auront lieu le dimanche, 8 décembre 1901. — Le second tour de scrutin, dans les circonscriptions où il devra y être procédé, aura lieu le dimanche suivant. — Le bureau désignera des interprètes pour traduire, lors du dépouillement du scrutin, les bulletins qui pourraient ne pas être écrits en langue française. Chaque interprète, avant d'entrer en fonctions, prêtera serment entre les mains du président du bureau.

Circonscriptions comprises dans la série sortante :

DÉPARTEMENT D'ALGER

Délégations des colons et non colons

1re Alger (nord) ; 3e Arba ; 5e Maison-Carrée ; 7e Orléansville.

Délégation arabe

2e Maison-Carrée ; 3e Orléansville.

Délégation kabyle

1re Azeffoun ; 3e Palestro ; 4e Tizi-Ouzou.

DÉPARTEMENT DE CONSTANTINE

Délégations des colons et non colons

1re Batna ; 3e Bougie ; 5e Guelma ; 7e Philippeville.

Délégation arabe

3e Sétif.

DÉPARTEMENT D'ORAN

Délégations des colons et non colons

1re Chanzy ; 3e Mostaganem ; 5e Oran (sud) ; 7e Sidi-bel-Abbès.

Délégation arabe

3e Sidi-bel-Abbès.

Délégations françaises

Art. 2. — L'élection des membres des délégations françaises sera faite sur la liste des électeurs dressée en exécution de l'arrêté gouvernemental du 4 octobre 1898. Les maires des communes où il y aurait lieu d'apporter des modifications à cette liste, arrêtée au 31 mars 1901, publieront cinq jours avant l'ouverture du scrutin un tableau contenant les dites modifications.

Art. 3. — Le scrutin ne durera qu'un seul jour. Il sera ouvert à 8 heures du matin et clos à 6 heures du soir. — Le dépouillement suivra immédiatement la clôture du scrutin.

Art. 4. — Aussitôt après le dépouillement, les procès-verbaux de chaque commune, arrêtés et signés, seront envoyés au chef-lieu de la circonscription par les membres du bureau. Le recensement général des votes sera fait par le bureau du chef-lieu et le résultat proclamé par son président.

Délégation musulmane

Art. 5. — L'heure de la réunion des membres indigènes des conseils municipaux, des membres indigènes des commissions municipales des communes mixtes et des présidents de groupes dits kharouba, est fixée par arrêté préfectoral. — Le maire ou l'administrateur, selon le cas, notifiera, par écrit, cet arrêté à chacun des électeurs intéressés, en indiquant le lieu de la réunion, quinze jours au moins avant le jour de l'élection.

Art. 6. — La séance est ouverte, suivant le cas, par le maire ou l'administrateur. Si tous les électeurs sont présents, ou si les absents se sont fait excuser, le secrétaire de la mairie ou de la commune mixte recueillera immédiatement les bulletins de vote. Dans le cas contraire, il ne commencera à les recueillir qu'une heure après l'ouverture de la séance.

Art. 7. — Les bulletins, mis sous enveloppe dans les conditions déterminées par l'art. 11 de l'arrêté du 4 octobre 1898, sont renvoyés au chef-lieu de la circonscription, ainsi que le procès-verbal de la séance. Le dépouillement sera fait par la commission spéciale instituée en vertu de l'art. 12 de l'arrêté précité et le résultat proclamé par son président.

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE

TOME DIX-SEPTIÈME

ANNÉE 1901

REVUE ALGÉRIENNE

ET TUNISIENNE

DE LÉGISLATION ET DE JURISPRUDENCE

TABLES DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE TOME DIX-SEPTIÈME

ANNÉE 1901

PREMIÈRE PARTIE

DOCTRINE ET LÉGISLATION

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Pages.

Droit musulman. — Des droits et obligations entre propriétaires d'héritages voisins. — Traduction du recueil de décisions de Ibn el Imam, par M. BARBIER, professeur d'arabe au Lycée d'Alger 65, 89

——— Essai sur les contrats de quasi-aliénation et de location perpétuelle auxquels l'institution du hobous a donné naissance, par M. ABRIBAT, interprète judiciaire près le tribunal de première instance de Tunis..... 121, 137

——— L'interdiction en droit musulman, par M. Marcel MORAND, professeur à l'Ecole de droit d'Alger..... 13

——— Introduction à l'étude de la preuve en droit musulman, par M. MORAND, professeur à l'Ecole de droit d'Alger..... 41

Pages

Procédure. — Du rôle des huissiers dans les saisies pratiquées, en Algérie et en Tunisie, à l'encontre des indigènes, par M. M. V. Sureau 59

Propriété. — La colonisation et la propriété indigène en Algérie, par M. A. Leclerc, conseiller à la Cour d'appel de Besançon 109

Travaux parlementaires. — Notice sur les travaux parlementaires de l'année 1900, par M. Paul Lacoste, professeur à la Faculté de droit d'Aix 1

BIBLIOGRAPHIE

De l'application du droit musulman en Algérie, par Frédéric Godin, pourvu du certificat de législation algérienne et de droit musulman, juge de paix suppléant à Akbou. — Alger, A. Jourdan, éditeur. 10

Code annoté de la Tunisie. — Recueil de tous les documents composant la législation écrite de ce pays au 1er janvier 1901, par Paul Zeys, juge suppléant au tribunal de Tunis, juge au tribunal mixte immobilier de Tunisie, avec la collaboration de P. Pomonti, contrôleur civil et vice-consul de France à Grombalia, avec une préface de Maurice Bompard, ministre plénipotentiaire. directeur au ministère des affaires étrangères. — 2 vol. — Nancy, Berger-Levrault et Cie, 1901-1902. 152

Eddalil ou guide de l'arabisant dans l'étude des dialectes du nord de l'Afrique, publié sous la direction de L. Machuel, inspecteur général de l'Université, directeur de l'enseignement public en Tunisie. — Alger, A. Jourdan, éditeur. 39

Les israélites de l'Algérie et le décret Crémieux, par Jacques Cohen, docteur en droit, avocat à la Cour d'appel de Paris. — Paris, A. Rousseau, éditeur. 10

L'organisation gouvernementale de l'Algérie, étude sur son évolution historique, son état actuel et les projets de réforme, par André Mallarmé, docteur en droit, lauréat de l'Ecole de droit d'Alger, avocat à la Cour d'appel d'Alger. — Paris, Chevalier-Marescq, éditeur. 10

La propriété foncière en Algérie, par Maurice Pouyanne, juge suppléant au tribunal d'Alger. — Alger, A. Jourdan, 1120 p. 85

Du régime de l'expropriation pour cause d'utilité publique en Algérie, par Adrien Jacques, docteur en droit, lauréat de l'Ecole libre des sciences politiques. — Paris, Chevalier-Marescq. 119

Traité des accidents du travail. — Exposé du système de responsabilité et d'indemnisation établie par la loi du 9 avril 1898. — Ouvrage contenant, en outre, l'explication des lois du 24 mai, du 29 et du 30 juin 1889 et des décrets portant règlement d'administration publique ou arrêtés ministériels relatifs à l'exécution de ces lois, par Jules Cabouat, professeur de législation et économie industrielles à la Faculté de droit de l'Université de Caen. — Tome Ier. — Paris, *Lois nouvelles* et L. Larose, éditeur, 1901. 118

DEUXIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

ACT

A

Pages.

Acquiescement, *commencement d'exécution, appel, irrecevabilité, avoué, désaveu.*

Constitue un acquiescement à une décision le fait par une partie de solliciter un nouveau délai pour ramener à exécution cette décision.

La partie qui a ainsi acquiescé à un jugement et procédé à ce commencement d'exécution est irrecevable à interjeter ensuite appel de ce jugement.

Tout acte fait par un avoué dans la limite de ses attributions légales lie la partie au nom de laquelle il a été signifié et celle-ci ne peut l'infirmer ni en méconnaître le contenu sans recourir à la procédure spéciale du désaveu.

ALGER, 12 JANV. 1901. 224

V. *Jugement par défaut.*

Acte de l'état civil. — V. *Compétence.*

Acte de notoriété. — V. *Hypothèque.*

Acte notarié, *Tunisie, notaires tunisiens, délivrance, condition, non-exécution, remise ordonnée par la juridiction, française, valeur de l'acte.*

Au cas où un acte passé devant des adouls tunisiens, entre Tunisien et Européen, et constatant un désistement d'opposition à immatriculation, porte cette clause qu'il ne sera remis à l'une des

Pages

parties qu'en présence et du consentement de l'autre, les adouls sont obligés de délivrer l'acte tel quel au réquérant, malgré l'opposition de l'autre partie, mais avec mention précisant les circonstances de cette remise sous toutes réserves.

Dans ce cas la remise n'a lieu qu'à titre documentaire, sans préjugé de la validité de l'acte.

TRIB. DE SOUSSE, 17 MAI 1900. 449

Acte sous seing privé. *Tunisie, européen et indigène, écriture dans les deux langues, arrêté du 9 juin 1831, non applicabilité, faillite, annulabilité, action révocatoire, conditions.*

L'arrêté du 9 juin 1831, aux termes duquel, en Algérie, les contrats entre européens et indigènes doivent être écrits dans les langues des contractants placés en regard l'une de l'autre, n'est pas applicable en Tunisie.

Un contrat de bail fait avant la période suspecte par un commerçant qui a été depuis déclaré en faillite, avec paiement anticipé de trois années de loyers, peut être annulé en vertu de l'art. 1167 C. civ. comme fait en fraude des droits des créanciers du bailleur, si le premier a eu connaissance du mauvais état des affaires de ce dernier : il importe peu qu'en recevant ces loyers d'avance, le preneur ait voulu recouvrer une créance antérieure, s'il connaissait l'insolvabilité de son débiteur, et s'il s'est fait payer ainsi une dette non encore exigible au moyen d'une *datio in solutum*.

TRIB. DE SOUSSE, 21 JUILL. 1899. 176

Action, *droits du débiteur, exercice par le créancier, titre.*

L'art. 1166 C. civ. ne prescrit pas que le créancier qui veut exercer les droits et actions de son débiteur soit muni d'un titre exécutoire.

CRIM. CASS., 8 JUILL. 1901. 272

Action en justice. — V. *Avocat. — Compétence.*

Action civile, *délit, ordonnancé de non-lieu, preuve, recevabilité devant le juge civil.*

L'ordonnance de non-lieu rendue au profit d'un inculpé ne saurait faire obstacle au droit pour celui qui se prétend victime d'établir devant les juges civils la preuve du préjudice qui lui a été causé et dont il demande réparation, alors surtout que la victime, ne s'étant pas portée partie civile devant le juge d'instruction, n'a pu former opposition à la dite ordonnance.

ALGER, 21 MARS 1900. 73

V. *Compétence criminelle. — Diffamation.*

Action possessoire. — V. *Vente d'immeubles.*

Action revocatoire. — V. *Acte sous seing privé.*

Pages

Adjoint au maire. — V. *Compétence correctionnelle.*

Adultère. — V. *Divorce.*

Ajournement. — V. *Femme mariée.*

Alcools, *Algérie, bouilleurs de cru, impôt, fabrication présumée, chômage, exemption, conditions, appareils, scellés, force majeure.*

Aux termes de l'art. 9 du décret du 29 juin 1887, le bouilleur de cru qui distille exclusivement le produit de ses récoltes est assujetti à l'impôt pour la quantité d'alcool qu'il est présumé avoir fabriquée d'après la force productive de l'appareil et de la durée du travail, et il ne peut, pendant le temps où il chôme, éviter le paiement des droits correspondant à cette période qu'en plaçant l'appareil sous les scellés en un local agréé par arrêté préfectoral.

Toutefois, l'inaccomplissement de la formalité du dépôt n'entraîne pas la responsabilité du contribuable lorsqu'il n'est résulté que de la force majeure ou de faits indépendants de sa volonté, spécialement dans le cas où le propriétaire s'est présenté successivement, pour effectuer le dépôt exigé, à la mairie, lieu désigné par arrêté préfectoral, puis chez le secrétaire de la mairie, sans pouvoir y trouver accès et finalement a fait transporter son appareil chez un autre propriétaire.

CRIM. CASS., 7 MAI 1901. 212

——— *Algérie, décret du 26 juin 1887, entrepôt, enlèvement clandestin, mutage des vins, comptabilité.*

Le décret du 27 juin 1887 sur le régime des alcools en Algérie, complété par le décret du 16 août 1894, exige deux comptabilités distinctes, l'une pour les alcools existant dans l'entrepôt, l'autre pour les alcools employés pour le mutage des vins, et un manquant de l'un des magasins ne peut être compensé par un excédent de l'autre magasin.

CRIM. CASS., 22 JUIN 1901. 273

——— *Algérie, loi du 13 avril 1898, déclaration, droits, paiement, justification.*

En Algérie, tout entrepositaire et débitant de boissons à Alger est tenu de déclarer au service des contributions diverses tous les spiritueux qu'il détient soit dans ses entrepôts, soit dans les locaux distincts et de ne faire aucune expédition pour le dehors sans en avoir fait, au préalable, la déclaration au service d'octroi et avoir acquitté, s'il y a lieu, les droits fixés par le tarif.

L'art. 32 de la loi du 13 avril 1898 donne à l'administration des contributions diverses en Algérie le droit d'exiger de tout détenteur d'alcool la justification du paiement des droits, alors que les formalités à la circulation des alcools ont été imposées d'une manière uniforme pour toute l'Algérie.

CRIM. CASS., 28 JUIN 1901. 457

V. *Boissons.*

Pages

Appel, *Algérie, délai de distance.*

En Algérie, le délai pour interjeter appel est de un mois, plus le délai à raison de la distance entre le domicile de l'appelant et celui de l'intimé, qui est de un jour par cinq myriamètres (Ord. 16 avril 1843, art. 16 ; loi 20 juin 1900).

ALGER, 10 JUILL. 1901. 388

——— *degré de juridictions. demande inférieure au taux de l'appel, moyen de défense, valeur indéterminée, recevabilité.*

Lorsque la demande principale étant inférieure au taux du premier ressort, le défendeur a déposé un moyen de défense soulevant entre les parties un litige d'une valeur indéterminée, le jugement intervenu est susceptible d'appel ; — Spécialement lorsque, sur une demande en paiement de dettes successorales, l'héritier a excipé de la renonciation qu'il aurait faite à la succession et que le créancier a répliqué en concluant expressément à la nullité de cette renonciation.

ALGER, 26 JUIN 1901. 464

——— *octroi de mer, Algérie, amendes et confiscations, défaut de qualité du ministère public, appel du prévenu; formes, inobservation, nullité non facultative.*

En matière d'octroi de mer, le droit de faire prononcer les amendes et confiscations, alors qu'il ne peut y avoir condamnation à l'emprisonnement, appartenant exclusivement aux agents des contributions diverses, le ministère public n'a pas qualité pour intervenir dans les poursuites et interjeter appel.

Quant à l'appel du prévenu, il ne peut être interjeté que conformément à l'art. 203 C. instr. crim., aucune disposition de loi ou de règlement n'ayant, en Algérie, soumis l'appel en cette matière aux formes tracées par le décret du 1er germinal an XIII.

L'acte d'appel signifié suivant les formes dudit décret doit donc être déclaré nul, et, cette nullité étant substantielle, il n'y a pas lieu de faire application, en pareil cas, de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui déclare facultatives pour le juge, en Algérie, les nullités d'exploits et d'actes de procédure.

ALGER (CH. CORRECT.), 4 MAI 1901. 300

——— *recevabilité, délais de distance, distribution par contribution, contredit, partie saisie défaillante, créancier contesté, appel tardif, irrecevabilité.*

Les délais de distance, en matière d'appel, n'étant qu'une latitude accordée à la partie qui voudrait appeler, ne sont applicables qu'autant que la partie à laquelle ils sont concédés croit devoir interjeter appel.

A défaut de cet appel, ils n'ont aucune raison d'être et nul ne peut s'en prévaloir.

Spécialement, dans un contredit au procès-verbal d'une distribution par contribution, le créancier contesté ne peut invoquer à son profit, pour en déduire la recevabilité de son appel tardif, le bénéfice du délai de distance qui aurait appartenu à la partie saisie au cas où elle eût fait appel.

ALGER, 13 MAI 1901. 462

Pages

V. *Acquiescement. — Compétence. — Expropriation publique — Faillite — Dernier ressort. — Jugement par défaut. — Nullité facultative. — Opposition. — Pourvoi en cassation. — Taxes municipales.*

Applicabilité des lois. — V. *Courtiers de commerce. — Frais et dépens.*

Armes et munitions de guerre, *Algérie, indigène musulman, détention, autorisation.*

L'autorisation donnée à un indigène de détenir des armes emporte celle de détenir une quantité de poudre en rapport avec ces armes.

C. D'ALGER (CH. CORRECT.), 12 OCT. 1901. 481

V. *Compétence correctionnelle.*

Art de guérir, *Algérie, médecin, dentiste, décret des 7-12 août 1896, dispositions transitoires, patentes.*

Les dispositions de l'art. 1er du décret des 7-12 août 1896 portant règlement d'administration publique pour l'application à l'Algérie de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine sont des dispositions exceptionnelles ayant pour but de sauvegarder les situations acquises en Algérie par les dentistes non diplômés inscrits sur le rôle des patentes au 1er janvier 1896, et ne sauraient être étendues à ceux qui n'ont été inscrits sur ledit rôle qu'à une date postérieure à celle fixée par ledit décret ; — Peu importe d'ailleurs que la personne inscrite postérieurement au 1er janvier 1896 ait acquitté les droits fiscaux se rattachant à la patente pour l'année 1896 toute entière.

C. DE CASS. (CH. CRIM.), 18 AVRIL 1901. 139

Assistance judiciaire. — V. *Frais et dépens.*

Association agricole. — V. *Compétence.*

Assurances maritimes, *Tunisie, attribution de compétence, ordonnance du 16 avril 1843, contestation, mandat, majoration de valeur, clause « vaille que vaille. »*

La disposition exceptionnelle de l'ordonnance du 16 avril 1843, aussi bien que celle de l'art. 420 C. pr. civ. qui attribuent compétence au tribunal du lieu où la promesse a été faite, cessent d'être applicables quand il y a constestation sérieuse sur l'existence même du contrat.

On ne peut opposer aux tiers de bonne foi les restrictions aux mots qu'ils ont ignorées et le mandant ne peut exciper d'ailleurs du dol du mandataire au regard des tiers à l'encontre desquels il n'établit pas la collusion.

La majoration de la valeur des marchandises assurées n'emporte nullité du contrat à l'encontre de l'assuré que si elle procède de son dol ou de sa fraude.

Pages

La clause « vaille que vaille » n'emporte pas obligation pour le juge de retenir nécessairement comme exacte la valeur attribuée dans la police à la marchandise assurée et au profit espéré.

ALGER, 12 MARS 1901. 199

Attroupements. — V. *Commune de plein exercice.*

Autorisation de femme mariée, *demande en divorce, défaut d'autorisation, saisie-arrêt, nullité.*

Est nulle la saisie-arrêt pratiquée, sans autorisation maritale ou de justice, par une femme à l'encontre de son mari, en suite d'une requête où celle-ci se prétendait, contrairement à la réalité, en instance de divorce, lorsque ladite saisie a été pratiquée antérieurement à l'ordonnance par laquelle le mari a saisi le tribunal de sa demande en divorce.

ALGER, 2 DÉC. 1901. 531

V. *Femme mariée. — Habous.*

Avarie, *transports maritimes, voiturier, faute, responsabilité, motifs des jugements.*

Engage la responsabilité d'une compagnie de transports maritimes et justifie la condamnation à des dommages-intérêts prononcés contre elle, le fait par cette compagnie d'avoir placé une marchandise, hygrométrique de sa nature, au fond de la cale d'un navire au lieu de la placer dans les faux-ponts ou de la protéger, dans la cale même, par un grenier suffisant.

CRIM. CASS., 31 DÉC. 1900. 25

Avocat, *honoraires, réticences frauduleuses, préjudice, réparation, juge du fait, appréciation souveraine.*

Lorsqu'un avocat ayant été chargé de suivre, dans l'intérêt d'un client, une instance devant le tribunal près duquel il exerce sa profession, à l'effet d'obtenir l'inscription d'une hypothèque de premier rang, pour une somme déterminée, sur un immeuble dont l'immatriculation était poursuivie, et le tribunal ayant décidé que l'inscription hypothécaire accordée audit client ne devrait venir qu'au troisième rang, l'avocat, à la suite de cette décision, a induit son client en erreur sur l'issue du procès et a profité de cette équivoque, pour se faire céder hypothécairement par elle une somme de 1,000 fr. à titre d'honoraires, — les juges du fond ont pu, par une appréciation souveraine des faits de la cause, trouver dans l'ensemble des circonstances relevées contre ledit avocat une manœuvre ayant eu pour but d'obtenir de son client la cession d'une somme hors de proportion avec la situation de fortune de celui-ci et avec le service qui lui avait été rendu, et le condamner à indemniser ledit client du préjudice qu'il lui avait causé.

C. DE CASS., 8 JUIN 1901, 267

——— *honoraires, action en justice, rédaction d'actes sous seing privé.*

Pages

Le droit d'agir en justice ne peut être reconnu à un avocat réclamant le paiement d'honoraires pour la rédaction d'un acte sous seing privé, pareil acte excédant l'exercice de sa profession ou étant contraire à cet exercice.

TRIB. DE GUELMA (CH. CIV.), 20 DÉC. 1900. 120

——— *instruction criminelle, loi du 8 décembre 1897, information officieuse, commissaire de police, assistance.*

L'avocat n'est pas autorisé par la loi du 3 décembre 1897 sur l'instruction préalable à assister son client dans une information officieuse confiée à un commissaire de police, fût-ce un commissaire aux délégations judiciaires, ni à être présent aux interrogatoires ou confrontations qui auraient lieu devant ce fonctionnaire.

CONS. DE L'ORDRE DES AVOCATS A LA COUR DE PARIS, 18 DÉC. 100

— *procédure devant les tribunaux de commerce, mandat, présomption, jugement par défaut, signification, tardiveté, nullité facultative.*

S'il est vrai qu'aux termes de l'art. 2 de l'arrêté du gouverneur général en date du 17 juillet 1848, la défense des parties devant les tribunaux de commerce en Algérie et en Tunisie peut être présentée par toute personne ayant un pouvoir spécial à cet effet, et si ce pouvoir est présumé en faveur de l'avocat porteur de l'original ou de la copie de la citation, aucune disposition de loi ne confère à cet avocat qualité pour recevoir la signification du jugement par défaut faute de conclure rendu contre son client ; — En conséquence, à défaut de tout mandat spécial ou de toute élection de domicile à cet effet, c'est la signification à la propre partie elle-même qui fait courir le délai d'opposition.

La disposition de l'art 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, qui déclare facultatives pour le juge en Algérie les nullités des actes d'exploit et de procédure, ne s'applique pas aux déchéances encourues en raison de la tardiveté d'une signification.

ALGER, 21 FÉVR. 1901 359

Avoué. — V. *Acquiescement. — Partie civile. — Frais et dépens.*

B

Bail. *destruction partielle de la chose louée, demande en résiliation, commune. abattoir, société fermière, taxe illégale, suppression, réduction des recettes.*

Lorsqu'un maire a dû, sur les ordres réitérés de l'autorité supérieure, prendre un arrêté supprimant une taxe de vérification et d'estampille, illégalement établie, à leur entrée en ville, sur les viandes abattues en dehors de la commune, dont la perception avait été concédée par celle-ci à une société, suivant le traité d'adjudication, concurremment avec le droit d'exploiter l'abattoir public

Pages

de la ville et ses dépendances, ainsi que le marché aux bestiaux y attenant et ses annexes, le tout pris à ferme par la Société moyennant une redevance annuelle fixe à servir à la commune pendant vingt années, — si la suppression de ladite taxe, jusqu'alors considérée comme légale par les parties en cause, a eu pour conséquence de rédnire d'une manière notable les recettes de la Société fermière, dont le champ d'exploitation se trouvait ainsi considérablement rétréci, mais n'a cependant pas fait disparaître l'objet essentiel du contrat, qui restait toujours susceptible d'être exécuté pour la majeure partie de ses éléments, -- et si le préjudice éprouvé de ce chef par la Société a pris fin, grâce aux mesures prises par l'administration municipale, qui a prohibé l'introduction des viandes foraines et obligé les bouchers de la ville à faire désormais passer tous leurs bestiaux par les abattoirs municipaux, — c'est à bon droit que, dans ces conditions, les juges du fond ont refusé de prononcer la résiliation pure et simple du contrat réclamée par la ville et ont décidé que la Société fermière serait degrevée, pour la période susvisée, d'une part de sa redevance calculée, après expertise contradictoire, proportionnellement à la privation de jouissance qu'elle avait subie. par application du principe posé, au profit du preneur, en cas de destruction partielle de la chose louée, dans l'art. 1722 C, civ.

C. DE CASS. (CH. DES REQ.) 13 FÉVR. 1901. 140

Bechara. *musulman indigène, convention, vol, délit.*

La seule existence d'une convention de bechara n'établit pas la soustraction frauduleuse ou la complicité par recel.

C. D'ALGER (CH. CORRECT.), 17 OCT. 1901. 482

Billet à ordre. — V. *Effet de commerce.*

Boissons, *Algérie, alcool, vins, macération de figues.*

La loi du 6 avril 1897, sous l'expression « vins artificiels », comprend toutes les boissons artificielles contenant de l'alcool.

En conséquence, la macération des figues doit être rangée dans la catégorie des vins artificiels, et par suite soumise, conformément à l'art 1er de ladite loi, au régime de l'alcool en Algérie.

TRIB. DE BOUGIE (CH. CORRECT.), 5 JANV. 1901. 97

V. *Compétence.*

C

Chefaà, *rite hanéfite, exercice, délai, forclusion, interprétation rigoureuse.*

Dans le rite hanéfite, celui qui veut exercer le droit de chefaâ doit, à peine de forclusion, manifester à ce sujet son intention, par acte notarié, dès qu'il est informé de la vente, et se pourvoir ensuite dans le délai d'un mois devant la juridiction compétente pour faire constater l'existence de son droit.

Ce droit de chefaâ, apportant une restriction à la liberté des con-

Pages

ventions en matière immobilière, ne doit être admis par les tribunaux que si les conditions exigées pour son exercice sont exactement remplies.

TRIB. DE TUNIS, 24 AVRIL 1901. 391

——— *terre terfaïa, partage, exercice, déchéance.*

En droit musulman, la proposition faite par l'un des co-propriétaires d'une terre terfaïa à l'acquéreur d'une part indivise de partager ladite terre entraîne la déchéance du droit d'exercer le chefaâ.

J. DE P. DE TENIET-EL-HAAD, 20 AVRIL 1901. 317

V. *Vente.*

Chemins de fer, *Algérie, compagnie Bône-Guelma, travaux complémentaires, imputation, décrets, recours devant le conseil d'Etat, irrecevabilité, convention du 23 mai 1885.*

Lorsque la compagnie des chemins de fer Bône-Guelma entend contester comme insuffisante l'imputation de certaines dépenses faites par décrets pour travaux complémentaires prévus par l'art. 6 de la convention du 23 mai 1885, elle ne peut faire valoir pareille prétention que lors de la vérification des comptes de chaque année et alors que ceux-ci sont arrêtés par le ministre, par application de l'art. 10 § 2 de ladite convention.

En conséquence, elle ne peut déférer au conseil d'Etat par la voie contentieuse les décrets imputant de semblables dépenses, ces décrets ne faisant pas obstacle à ce que la compagnie conteste à ce moment l'imputation dont s'agit.

Alors surtout que, par les dépêches attaquées, le ministre s'est borné à porter à la connaissance de la compagnie lesdits décrets et qu'il n'a pas statué sur l'imputation des dépenses contestées.

CONS. D'ETAT, 18 JANV. 1901. 512

Chose jugée. — V. *Donation,* — *Habous.* — *Jugement interlocutoire.* — *Immatriculation.*

Circonstances atténuantes. — V. *Cour d'assises.*

Commandement — V. *Compétence.*

Commissaires-priseurs. *Tunisie, greffiers de justice de paix en faisant fonctions, rente publique de récoltes ou fruits pendants, monopoles, notaires tunisiens.*

En Tunisie, les greffiers de justice de paix faisant fonctions de commissaires-priseurs, n'ont pas de monopole pour les ventes de récoltes ou de fruits pendants, et les vendeurs, même européens, ont le droit de recourir au ministère des notaires tunisiens.

TRIB. DE SOUSSE, 27 JUILL. 1899. 92

SUR APPEL :

En Tunisie, s'il est exact que les greffiers de paix, lorsqu'il n'existe pas de commissaire-priseur au lieu de leur résidence, en

Pages

remplissent les attributions, ce monopole n'est pas plus étendu que celui qui est accordé aux commissaires-priseurs en Algérie par l'art. 1er de l'arrêté du 1er juin 1841.

Par suite, les greffiers de paix ne peuvent réclamer le monopole de la vente publique des objets mobiliers que dans le lieu de leur résidence et dans un rayon de 4 kilomètres.

Dans tout le reste de leur canton, le droit de procéder aux ventes publiques par voie d'enchères appartient concurremment aux notaires, huissiers et greffiers de justice de paix, que ces derniers exercent ou non les attributions de commissaire-priseur.

En conséquence, un notaire tunisien a pu valablement procéder à la vente publique d'une récolte d'olives dépendant d'une propriété située à plus de 4 kilomètres de la ville de Sousse, résidence d'un commissaire-priseur.

Celui-ci est d'autant moins qualifié pour se plaindre de l'ingérence d'un notaire tunisien dans ladite vente, que, la récolte appartenant pour partie à un sujet français, ce dernier, qui seul aurait pu réclamer le concours d'un officier public français, avait accepté le ministère du notaire tunisien.

En tous cas et même en admettant que le notaire tunisien ait outrepassé ses attributions en procédant à ladite vente, il ne saurait être considéré dans cette circonstance comme le préposé des propriétaires indivis, dans le sens de l'art. 1384 C. civ., et de ce chef l'action en dommages-intérêts dirigée contre ces derniers par le commissaire-priseur est non recevable.

ALGER, 6 MARS 1901. 173

V. *Courtier de commerce. — Vente publique de marchandises.*

Commissaire de police. — V. *Instruction criminelle.*

Communauté entre époux, *biens communs, pouvoirs du mari, aliénation en fraude des droits de la femme, nullité, action, dissolution de la communauté.*

Le droit qui appartient au mari comme chef de la communauté de disposer seul des biens communs, et spécialement des immeubles, ne va pas jusqu'à consentir, en prévision de la dissolution prochaine de la communauté, des aliénations frauduleuses en vue de frustrer la femme.

En conséquence, la femme qui a accepté la communauté peut demander la nullité des actes de disposition ainsi intervenus.

Doit être considérée comme ayant accepté la communauté la femme qui agit en qualité de femme commune en biens.

ALGER, 21 FÉVR. 1901. 231

Commune de plein exercice. *Algérie, attroupements ou rassemblements armés ou non armés, désordres, faits de pillage, dommages, responsabilité, présomption de faute, preuve contraire, devoirs de la municipalité, responsabilité incombant à plusieurs communes, population, partage proportionnel.*

D'après l'art. 106 de la loi du 5 avril 1884, les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence sur leur terri-

toire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés. soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées, à moins qu'elles ne prouvent qu'elles se trouvent dans l'un des trois cas exceptionnels prévus par l'art. 108 de ladite loi, et spécialement qu'elles ont pris toutes les mesures qui étaient en leur pouvoir à l'effet de prévenir les attroupements ou rassemblements et d'en faire connaître les auteurs.

Cette responsabilité est encourue lorsque la municipalité n'a point fait en temps utile usage de son autorité morale pour le rétablissement de l'ordre et n'a point requis, en se conformant strictement aux règlements, c'est-à-dire par des réquisitions écrites, précises et motivées, le concours de la force armée pour l'exécution de la loi du 7 juin 1848.

Aux termes de l'art. 107 de la loi de 1884 précitée, si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et dommages causés dans la proportion qui sera fixée par les tribunaux.

En pareil cas, la loi n'exige pas, pour que la responsabilité d'une commune soit engagée, que ses habitants se soient transportés en état d'attroupements sur le territoire de celle où le délit a été commis ; il suffit qu'ils aient concouru par leur nombre à former sur le lieu même du désordre l'attroupement qui a commis les dommages.

Les communes ainsi responsables sont tenues directement et solidairement de la répartition des dommages envers les particuliers qui en ont été victimes et non pas seulement à l'égard les unes des autres par suite d'action récursoire.

En conséquence, l'expertise qui a fixé le montant du préjudice causé entre l'une des communes et les victimes du pillage s'impose à l'autre alors même qu'elle n'y aurait pas été appelée.

Les tribunaux peuvent, d'après les circonstances, fixer la part de responsabilité des communes proportionnellement au chiffre de la population de chacune d'elles.

ALGER, 19 JUIN 1900. 366

SUR POURVOI :

Aux termes de l'art. 106 de la loi municipale du 5 avril 1884, les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées, à moins qu'elles ne prouvent que toutes les mesures qui étaient en leur pouvoir ont été prises à l'effet de prévenir les attroupements ou rassemblements.

Cette preuve doit être administrée d'après les règles du droit commun et soumise à l'appréciation des tribunaux.

En vertu de ce pouvoir d'appréciation, les juges du fait ont pu décider que la commune était responsable lorsque la municipalité n'a pas fait usage suffisant de son autorité morale ; que le maire s'est borné à remettre au commissaire central des requisitions en blanc d'une portée insuffisante ; qu'il a eu le tort de ne pas se concerter avec l'autorité militaire en lui adressant des réquisitions écrites, et qu'il a refusé d'user des pouvoirs que lui conférait la loi du 7 juin 1848.

Conformément à l'art. 107 de la même loi, disposant que, si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et

Pages

dommages causés dans une proportion qui sera fixée par les tribunaux, les juges ont pu, en décidant que deux communes avaient encouru une égale responsabilité, répartir proportionnellement les dommages entre elles d'après le chiffre de leur population respective.

C. DE CASS. (CH. DES REQ.), 22 JUILL. 1901, 283

——— *Algérie, douar, section de commune, bien communal, djemâa, administration, maire, action en justice.*

En Algérie, un douar constituant une section de la commune de plein exercice peut être propriétaire d'un terrain à lui régulièrement attribué à titre de communal, et dans ce cas c'est la djemâ qui doit être appelée à délibérer sur le mode d'administration et de jouissance dudit communal ainsi que sur le mode de répartition des fruits communaux.

Aux termes de l'arrêté du gouverneur général de l'Algérie du 11 septembre 1896, les djemàs ont le droit de régler toutes les questions relatives à l'administration des communaux de la section et à l'exercice des actions judiciaires.

Les indigènes du douar qui ont labouré des parcelles du communal ne peuvent être assignés devant le juge de paix en paiement de dommages-intérêts à la requête du maire de la commune, ce dernier étant sans qualité pour exercer contre eux des actions judiciaires, et l'assentiment préalable de la djemâa étant obligatoire.

TRIB. DE BONE, (CH. CIV.), 29 JUIN 1900. 251

Commune mixte, *Algérie, pillage, attroupement, responsabilité, loi du 10 vendémiaire an IV, loi du 5 avril 1884, inapplicabilité ; administrateur, droit de réquisition, négligence, non-responsabilité de la commune.*

Il résulte de l'arrêté du gouverneur général du 20 mai 1868 et de l'art. 164 de la loi municipale du 5 avril 1884 que les titres IV et V de la loi du 10 vendémiaire an IV sur la police intérieure des communes en France, et les dispositions des art. 106 et suivants de la loi du 5 avril 1884 relatives à la responsabilité desdites communes à raison des dégâts et dommages résultant des crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence sur leurs territoires par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, ne sont pas applicables aux communes mixtes de l'Algérie.

L'administrateur d'une commune mixte, réunissant les deux qualités d'agent du pouvoir central et de représentant légal de la commune, n'agit au nom de celle-ci et ne peut engager sa responsabilité que lorsqu'il remplit une des attributions qui lui sont conférées par l'art. 1er § 3 de l'arrêté du 20 mai 1868.

Et le droit de requérir la force armée, à l'effet de dissiper les attroupements, n'appartenant à ce fonctionnaire que comme agent du pouvoir central, la commune ne saurait être déclarée responsable de la négligence qu'il aurait commise dans l'exercice de cette partie de ses fonctions.

C. DE CASS. (CH. DES REQ.), 23 JANV. 1901. 101

Compétence, *Algérie, alcools, droit de fabrication, droit de consommation, octroi de mer, contrainte, opposition, juge de paix.*

Pages

La législation métropolitaine sur les contributions indirectes et notamment l'art. 88 de la loi du 5 ventôse an XII qui règle la compétence et le mode de procéder en cas de contestations relatives aux impôts énumérés par cette loi, est inapplicable en Algérie aux oppositions à contrainte concernant le droit de consommation ajouté au droit d'octroi de mer par l'art. 2 de la loi du 26 janvier 1892 et le droit de fabrication établi indépendamment du droit de consommation et du droit d'octroi de mer par l'art. 19 de la loi du 28 décembre 1895 sur les liqueurs et spiritueux composés quelconques, — lesquelles restent soumises aux règles du contentieux de l'octroi de mer.

En conséquence, c'est devant le juge de paix, comme juge du premier degré, que doivent être portées ces oppositions à contrainte.

ALGER, 17 OCT. 1900 82

——— *Algérie, droits de licence, contributions diverses, autorité judiciaire.*

Les droits de licence perçues en Algérie, bien qu'établis d'après les mêmes éléments d'imposition que le droit proportionnel de patente, figurent aux tableaux annexés aux lois de finances parmi les produits des contributions indirectes et diverses ; — En conséquence, les réclamations relatives à ces droits sont de la compétence des tribunaux judiciaires.

CONS. D'ÉTAT, 23 JUILL. 1898. 165

——— *Algérie. eaux, concession, syndicat, usager, contestation, tribunal civil.*

En Algérie, la juridiction civile est seule compétente pour connaître de la demande formée par un usager contre un syndicat afin d'obtenir de celui-ci la délivrance des eaux, déjà réparties et réglementées, afférentes à un terrain compris dans la zone irrigable et dont il a aliéné la propriété en se réservant personnellement et exclusivement l'usage de ces eaux.

ALGER, 19 NOV. 1900. 148

——— *Algérie, immeuble, musulman, titre français, juridiction musulmane, décret du 17 avril 1889 et loi du 26 juillet 1873.*

Lorsque, relativement à un immeuble appartenant à des musulmans, aucun titre n'a été délivré en vertu de la loi du 26 juillet 1873, bien qu'il ait été procédé aux enquêtes préalables organisées par ladite loi, et que, d'autre part, il n'est produit aucun titre administratif, notarié ou judiciaire, la loi musulmane est seule applicable à la cause et c'est à la juridiction musulmane qu'il appartient d'en connaître.

C. DE CASS. (CH. DES REQ.) 19 DÉC. 1900. 22

——— *Algérie, succession. défunt espagnol, immeubles, séquestre, actes de l'état civil, rectification, tribunaux français, question d'état, sursis, motifs des jugements,*

2

Pages

Ne viole aucune loi l'arrêt qui décide que la juridiction française ne peut, sans faire échec à un accord diplomatique régulièrement promulgué, déposséder par la nomination d'un séquestre un héritier espagnol mis en possession des immeubles d'un défunt de la même nationalité, situés en Algérie, conformément au traité conclu le 7 janvier 1862 entre la France et l'Espagne et par une décision de justice de ce dernier pays.

Les tribunaux français sont seuls compétents pour ordonner la rectification des actes de l'état civil dressés en territoire français, alors même que ces actes concernent des étrangers, et dans ce dernier cas ils ne doivent surseoir que si la demande en rectification soulève une question d'état préjudicielle devant être appréciée conformément au statut personnel des parties par les juridictions compétentes de leur pays.

En conséquence, les tribunaux français sont compétents pour connaître d'une demande en rectification d'acte de l'état civil, lorsque la seule question qu'impliquait cette demande était susceptible d'être appréciée en fait, sans qu'il y eût à faire application dans la cause du statut porsonnel des parties, et il n'y a lieu pour eux de surseoir, même en admettant que la rectification demandée dût être ultérieurement invoquée à l'appui d'une pétition d'hérédité.

Viole l'art. 2 *in fine* de l'ordonnance du 26 septembre 1842 l'arrêt qui ne contient aucune réponse, implicite ou explicite, aux conclusions déposées par le demandeur et tendant à ce qu'il plaise à la Cour « dire qu'en admettant que le débat soulevât une question d'état, les tribunaux français seraient encore compétents, aux termes du traité franco-espagnol du 18 mars 1862 ».

C. DE CASS. (CH. CIV.), 20 FÉVR. 1901. 137

——— *association syndicale, eaux, Algérie, faute, dommages-intérêts, action en justice, syndics, qualité.*

Si exceptionnellement les dommages résultant de l'établissement ou du défaut d'un travail public sont de la compétence de l'autorité administrative, c'est, au contraire, à l'autorité judiciaire qu'il appartient de connaître des demandes en dommages-intérêts provenant des fautes commises dans l'exploitation commerciale et industrielle de ce même travail.

Il en est ainsi spécialement d'une contestation entre deux associations syndicales relative à l'usage des eaux d'un canal d'irrigation.

Aux termes de l'art. 1[er] de la loi du 21 juin 1865, rendue applicable à l'Algérie par le décret du 31 octobre 1866, les syndics représentant ces associations ont qualité pour réclamer, dans l'intérêt même de la collectivité, la quantité d'eau que les règlements accordent à chacun de leurs membres individuellement.

ALGER, 14 MAI 1901. 306

——— *connaissement, clause attributive de juridiction, appel en garantie.*

Les clauses attributives de juridiction insérées aux connaissements d'une compagnie de navigation font la loi des parties, alors même qu'il s'agirait d'un appel en garantie, l'art. 181 C. pr. civ., aux termes duquel la demande en garantie doit être portée devant le tribunal saisi de la demande principale, n'étant pas d'ordre public et les parties étant libres d'y déroger par conventions expresses.

ALGER, 13 JUIN 1900. 70

Pages

——— *connaissement, clause attributive de juridiction, appel en garantie, validité, interprétation.*

Quand une société de transports maritimes a déclaré par lettre accepter toutes les clauses des connaissements d'une autre compagnie elle ne peut se prévaloir de ce que les connaissements qu'elle fait imprimer ne portent point une des clauses auxquelles elle s'est soumise en général.

Si les connaissements d'une compagnie de transports maritimes sont différents suivant les agences dont ils émanent, il faut se référer à ceux de l'agence avec laquelle a été traité l'acte de soumission à toutes les clauses.

Est valable et licite la clause des connaissements portant attribution de juridiction devant un tribunal déterminé même en cas d'appel en garantie.

ALGER, 27 FÉVR. 1901. 297

——— *contrat formé en Algérie, ratification en France, art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, choix du demandeur.*

Le demandeur peut invoquer la disposition de l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843 lui permettant d'assigner, à son choix, le défendeur devant le tribunal de son domicile en France ou devant un tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action a pris naissance, lorsque le contrat, ayant pris naissance en Algérie, a été ratifié en France.

ALGER, 2 OCT. 1900. 81

——— *demande en paiement de loyers, Algérie, juge de paix à compétence étendue, loyer excédant 400 fr.*

Aux termes de l'art. 3 de la loi du 25 mai 1838, modifié par la loi du 2 mai 1855, exécutoire en Algérie, les juges de paix sont incompétents pour connaître des actions en paiement de loyers lorsque le loyer annuel excède 400 fr.

Il n'a pas été dérogé à cette règle pour l'Algérie par le décret du 19 août 1854, qui donne aux juges de paix à compétence étendue le droit de juger les affaires personnelles et mobilières jusqu'à 1,000 fr. en premier ressort.

TRIB. D'ALGER, 15 JUIN 1901. 423

——— *droit né en Algérie, art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, liquidation judiciaire ou décès du débiteur, modification, art. 452 et 59 C. pr. civ.*

La règle de compétence édictée par l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, d'après laquelle, lors qu'il s'agit d'un droit né en Algérie, l'action est valablement portée devant le tribunal du lieu où ce droit a pris naissance, ne reçoit, nonobstant l'art. 452 C. com., aucune atteinte du fait de la mise en liquidation judiciaire du débiteur survenue postérieurement au contrat dont l'exécution est poursuivie.

De même, cette règle continue à recevoir son application après le décès du débiteur, nonobstant l'art. 59 § 6 C. pr. civ., qui attribue compétence au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession pour connaître des actions dirigées contre elle.

ALGER, 12 MARS 1901. 301

Pages

——— *eaux, Algérie, droits d'usage, concession administrative, possession immémoriale, contestation, loi du 16 juin 1851.*

Si, en Algérie, l'autorité administrative est compétente pour connaître des contestations qui s'élèvent entre deux usagers des eaux d'une rivière bénéficiaires l'un et l'autre d'une mesure administrative postérieure à la loi du 16 juin 1851, il en est autrement, et la compétence appartient aux tribunaux civils, lorsque, de ces deux usagers, l'un tient ses droits de l'administration et l'autre invoque des droits d'usage antérieurs à ladite loi (*Loi 16 juin 1851, art. 2 § 4*).

ALGER, 29 MAI 1901. 310

——— *juge de paix, action en paiement de loyers, premier et dernier ressort ; motifs des jugements, appel vexatoire, dommages-intérêts, condamnation, défaut de base légale.*

Si, dans son art. 3, la loi du 25 mai 1838, complétée par celle du 2 mai 1855, décide que les juges de paix connaîtront à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, des actions en paiement de loyers ou fermages, lorsque les locations n'excéderont pas annuellement 400 fr., cette disposition, dont le seul but a été d'étendre la compétence du juge de paix dans le cas particulier qu'elle prévoit, ne met pas obstacle à l'application de la règle ordinaire de compétence édictée par l'art. 1er lorsque la location excède annuellement 400 fr., et le juge de paix connaît alors de la demande en paiement de loyers, en dernier ressort jusqu'à concurrence de 100 fr. et à charge d'appel à concurrence de 200 fr.

Manque de base légale le jugement qui condamne l'appelant à des dommages-intérêts sous prétexte que son appel a été purement vexatoire, sans relever aucun fait propre à justifier cette appréciation.

CIV. CASS., 22 MAI 1901. 265

——— *listes électorales, revision, commission municipale, décision, injure ou diffamation, responsabilité, prise à partie.*

Les commissions municipales chargées de reviser les listes électorales ne sont pas des juridictions administratives.

Leurs membres, bien qu'investis temporairement d'une véritable fonction judiciaire, n'appartiennent pas à l'ordre judiciaire proprement dit et ne sauraient être pris à partie en exécution des art. 505 et 505 C. pr. civ.

En conséquence, ils sont responsables, comme tout citoyens, des délits qu'ils peuvent commettre dans l'exercice de leur fonction temporaire, et doivent être poursuivis devant les tribunaux de droit commun pour les délits de diffamation ou d'injures qui pourraient être contenus dans les motifs de leurs décisions.

ALGER, 27 FÉVR. 1901. 248

——— *matière commerciale, Algérie, art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, art. 420 C. pr. civ.*

Doit-on appliquer en matière commerciale la règle édictée par l'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, d'après laquelle, lorsqu'il s'agit de droits ou actions nés en Algérie, le demandeur peut

Pages

assigner le défendeur devant le tribunal de l'Algérie dans le ressort duquel le droit ou l'action ont pris naissance ? *(Non résolu).*

En admettant que cette règle ne soit pas applicable dans les matières de commerce, la compétence doit se régler d'après l'art. 420 C. pr. civ., qui attribue compétence au tribunal du lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée et où le paiement devait être effectué.

ALGER, 12 JUIN 1901. 374

——— *matière commerciale, tribunal du lieu où la promesse a été faite et la marchandise livrée, Algérie, tribunal du lieu où l'action a pris naissance.*

En matière commerciale, le tribunal du lieu où la promesse a été faite n'est compétent qu'autant que ce lieu est également celui de la livraison de la marchandise (C. pr. civ., art. 420).

L'art. 2 de l'ordonnance du 16 avril 1843, aux termes duquel, lorsqu'il s'agit de droits ou actions nés en Algérie, le demandeur peut assigner devant le tribunal du lieu où l'action a pris naissance, ne s'applique pas lorsque les parties ont, par leur convention, attribué compétence à un tribunal spécial.

ALGER, 29 MAI 1901. 314

——— *musulmans, obligation personnelle et mobilière, acte devant notaire, loi française, juridiction française de droit commun.*

En choisissant un notaire pour rédiger et sanctionner une obligation personnelle et mobilière contractée entre musulmans, les parties ont nettement manifesté leur volonté de contracter sous l'empire de la loi française, et par suite le litige qui s'élève entre elles au sujet de cette convention est exclusivement du ressort de la juridiction française de droit commun.

ALGER, 15 OCT. 1901. 76

——— *poursuites judiciaires, validité, appréciation, commandement, régularité, travaux publics, vérification et règlement.*

Les tribunaux de droit commun, étant seuls compétents pour apprécier la validité d'actes ayant le caractère de poursuites judiciaires, sont saisis à bon droit de la question de savoir si un commandement fait à un particulier à la requête d'un receveur municipal a pu être régulièrement signifié par voie d'huissier.

La vérification et le règlement de travaux exécutés sur un chemin vicinal, et ayant par suite le caractère de travaux publics, échappent à la compétence de l'autorité judiciaire.

ALGER, 5 JUIN 1901. 364

——— *revendication, exception, habous, inaliénabilité, preuve, acte de notoriété.*

Le juge de l'action étant aussi juge de l'exception, il appartient à la juridiction saisie d'une action en revendication d'un immeuble de statuer sur la validité d'un habous dont l'inaliénabilité est opposée par voie d'exception.

Pages

La preuve de l'existence d'un habous peut, suivant les circonstances de fait, être considérée comme ne résultant pas d'un simple acte de notoriété.

ALGER, 18 AVRIL 1901. 233

——— *sage-femme, conseil municipal, subvention, suppression, demande en dommages-intérêts, conflit négatif de juridiction, règlement de juges, contrat de droit commun, autorité judiciaire.*

Il y a conflit négatif de juridiction et par suite recevabilité de la requête à fin de règlement de juges, lorsque les juridictions judiciaire et administrative se sont déclarées respectivement incompétentes pour connaître d'une action en indemnité introduite contre une commune par une sage-femme à raison du préjudice résultant pour elle de la suppressisn de la subvention annuelle que le conseil municipal s'était engagé à lui payer pour la déterminer à venir exercer sa profession dans la commune.

Dans ces conditions, la sage-femme ne saurait être regardée comme ayant occupé un emploi municipal et la convention qu'elle prétend s'être formée entre elle et la commune constitue un contrat de droit commun dont la connaissance ressortit de l'autorité judiciaire.

TRIB. DES CONFLITS, 16 NOV. 1951. 453

——— *syndicat agricole et viticole, directeur, non commerçants, compétence des tribunaux civils.*

Un syndicat agricole et viticole n'étant pas commerçant, l'action intentée par lui contre son ex-directeur échappe à la compétence des tribunaux de commerce.

TRIB. DE COM. D'ALGER, 18 JUILL. 1900. 96

——— *saisie-brandon par un Européen, propriété non immatriculée d'un Tunisien, revendication par un Tunisien, question préjudicielle, sursis.*

Au cas où, après une saisie-brandon pratiquée à la requête d'un Européen sur la récolte d'une propriété non immatriculée appartenant à un Tunisien, cette récolte est revendiquée par un autre Tunisien, il surgit ainsi devant la justice française et dans l'instance une question préjudicielle de propriété qui n'est pas de sa compétence et qui l'oblige à surseoir à statuer sur le fond.

TRIB. DE SOUSSE, 7 JUIN 1900. 395

——— *Tunisie, habous, immeuble non immatriculé, carrières, exploitation, concession, demande en nullité, compétence des tribunaux français.*

Les tribunaux français en Tunisie sont compétents pour connaître de la demande en nullité d'un contrat par lequel un musulman tunisien a concédé à un Européen l'exploitation de gisements de phosphate de chaux dépendant d'un immeuble habous (loi 27 mars 1883, art. 2 et décr. beylical 31 juillet 1884, art. 1er.

Et il appartient à ces tribunaux de rechercher quelles sont les

Pages

conditions auxquelles la législation tunisienne des habous subordonne la régularité d'un pareil contrat.

CASS. (CH. CIV.), 23 JUILL. 1901. 276

——— *Tunisie, instance entre européen et tunisien, appel en garantie par le Tunisien contre un autre Tunisien, absence de jonction, demande incidente, demande principale, juridiction française, pouvoirs.*

La justice française est compétente pour connaître de l'action en garantie intentée par un Tunisien à l'encontre d'un autre Tunisien, incidemment à une instance engagée entre l'appelant en garantie et un européen. Il en est ainsi bien que l'appel en garantie ait été tardif et qu'il n'y ait pas eu, par suite, jonction avec l'instance principale.

Mais le tribunal français serait au contraire incompétent, si la demande en garantie était formée après l'issue de la demande principale et si elle se trouvait ainsi avoir elle-même ce caractère.

TRIB. SOUSSE, 10 MAI 1900. 336

——— *Tunisie, litige entre Tunisiens, juridiction française, incompétence relative, non recevabilité en appel.*

L'incompétence de la juridiction française pour connaître d'un litige entre Tunisiens est purement relative ; — En conséquence, elle peut être invoquée pour la première fois en appel.

TRIB. DE SOUSSE, 17 MAI 1900. 45

——— *Tunisie, matière pénale, nationalité, sujet tunisien tribunaux indigènes, musulman étranger, tribunaux français.*

En matière pénale, les juridictions tunisiennes ne peuvent connaître que des affaires dans lesquelles des sujets tunisiens sont seuls en cause, et dès qu'un étranger y est intéressé, ces affaires ressortissent aux juridictions françaises.

Par sujets tunisiens on doit entendre exclusivement les individus sur lesquels le bey exerce sa souveraineté, c'est-à-dire ceux qui sont nés en Tunisie de parents tunisiens ou ceux qui y ont acquis régulièrement la qualité de sujet du bey, et non tous les musulmans résidant sur le territoire de la régence.

C. D'ALGER (CH. CORRECT.), 26 OCT. 1901. 526

——— *Tunisie, propriété, demande d'immatriculation, opposition, contestation, renvoi devant le tribunal de droit commun, art 36 de la loi foncière, jugement du tribunal mixte.*

La contestation sur une question de propriété résultant d'une opposition à une demande d'immatriculation ne peut être portée devant le tribunal de droit commun, en exécution de l'art. 36 de la loi foncière tunisienne, que si le tribunal mixte a rendu un jugement de sursis à statuer.

TRIB. SOUSSE, 14 JUIN 1900. 552

——— *Tunisie, tribunaux français, litige entre tunisiens, européens, mise en cause,*

Pages

Si l'art. 1er du décret beylical du 31 juillet 1884 donne aux tribunaux français institués en Tunisie compétence en matière personnelle et mobilière dans les affaires où un Européen est en cause, encore faut-il, pour l'application de cette règle, que cette mise en cause soit sérieuse et ne soit pas seulement un artifice de procédure imaginé pour porter illégalement devant la juridiction française un litige qui rentre dans la compétence de la juridiction tunisienne.

TRIB. DE TUNIS, 12 DÉC. 1900. 186

V. *Assurances maritimes. — Donation. — Exécution des jugements. — Faillite. — Habous. — Propriété littéraire. — Référé. — Revision. — Vente d'immeubles.*

Compétence administrative. *administrateur de commune mixte, décision, acte administratif, séparation des pouvoirs.*

Constitue une décision administrative dont la discussion par les tribunaux judiciaires serait contraire au principe de la séparation des pouvoirs, l'arrêté par lequel un administrateur de commune mixte pourvoit au remplacement d'un cantonnier, par ce motif que, celui-ci étant devenu locataire d'une concession située sur un autre territoire, est de ce fait réputé démissionnaire.

ALGER, 21 MARS 1900. 73

——— *Tunisie, fonctionnaire, révocation, responsabilité de l'Etat.*

Le décret beylical du 27 novembre 1888, sur le contentieux administratif en Tunisie, soumet aux juridictions civiles instituées dans la régence les instances tendant à faire déclarer l'administration débitrice à raison de tout acte ayant sans droit porté préjudice à autrui.

Il n'y a pas lieu de faire rentrer dans cette catégorie l'arrêté de révocation d'un fonctionnaire légalement pris, qui n'est qu'un acte de puissance publique ne pouvant engager la responsabilité de l'Etat ni donner lieu à un recours contentieux.

Les relations juridiques existant entre l'Etat et les fonctionnaires publics ne sauraient être assimilées à un louage de services ; ces derniers n'ont, en conséquence, droit à leurs appointements que pour le temps pendant lequel ils exercent effectivement leurs fonctions.

TRIB. DE TUNIS, 28 MARS 1900. 331

——— *Tunisie, juridiction civile, contentieux administratif local, gendarmerie, fait administratif, fait personnel, déclinatoire, rejet, résident général, pouvoirs.*

Le décret beylical du 27 novembre 1883, qui attribue en Tunisie aux juridictions civiles la connaissance du contentieux administratif, concerne seulement le contentieux local dans lequel peuvent être intéressés les administrations du gouvernement tunisien et les agents de ces services.

La gendarmerie en Tunisie a la même organisation que dans la métropole ; elle constitue une troupe dépendant du ministère de la guerre du gouvernement français, et les militaires qui la composent sont des agents de ce gouvernement ; — En conséquence, le con-

tentieux administratif qui les concerne n'est pas régi par le décret beylical du 27 novembre 1888 et n'est pas de la compétence des juridictions civiles en Tunisie.

Mais le fait, par un gendarme, de tirer un coup de feu malgré la défense de son chef et imprudemment ne peut être considéré comme un acte administratif rentrant dans son service ; ce fait, pouvant constituer une faute personnelle et même un délit punissable en vertu de l'art. 320 C. pén., n'est pas de la compétence de la juridiction administrative.

Le résident général en Tunisie possède les attributions conférées aux préfets par l'art. 6 de la loi du 1er juin 1828 ; dès lors, il a qualité pour soulever un déclinatoire d'incompétence de la juridiction civile, tiré de la nature administrative du litige.

TRIB. DE TUNIS, 25 JUIN 1901. 548

Compétence correctionnelle, *adjoint au maire, outrages à un commissaire de police, officier de police judiciaire, exercice de fonctions administratives.*

Les officiers de police judiciaire n'étant jnsticiables de la première chambre de la Cour d'appel qu'à raison des délits commis dans l'exercice de leurs fonctions, les adjoints au maire ne peuvent être soumis à cette juridiction spéciale que si, au moment où ils ont commis le délit dont ils sont prévenus, ils agissaient en qualité d'officier de police judiciaire.

Dans une ville où la police appartient à la municipalité, l'adjoint au maire qui, voulant s'opposer à l'arrestation d'un particulier par un agent de police, adresse à ce sujet au commissaire central des paroles outrageantes, agit, non comme officier de police judiciaire, mais en sa seule qualité d'adjoint dans l'exercice de ses fonctions administratives, et la juridiction correctionnelle est, dès lors, compétente pour connaître du délit qui lui est reproché.

CRIM. CASS., 4 JUILL. 1901. 269

——— *Algérie, détention illégale d'armes de guerre par les indigènes.*

En Algérie, c'est aux tribunaux correctionnels et non aux juges de paix à compétence étendue qu'il appartient de connaître du délit de détention illégale d'armes de guerre par les indigènes, prévu et puni par l'art. 3 de la loi du 24 mai 1834.

ALGER, 20 JUILL. 1901. 410

Compétence criminelle, *conseil de guerre, Algérie, indigène algérien, douanes, territoire militaire, action civile, compétence.*

Les conseils de guerre en Algérie sont compétents pour connaître de l'action civile intentée devant les tribunaux, accessoirement à l'action publique, par l'administration des contributions diverses contre des indigènes algériens poursuivis pour avoir, en territoire militaire, vendu, acheté et détenu de la poudre étrangère sans autorisation.

A cet égard, le code de justice militaire pour l'armée de terre, notamment dans ses art. 53 et 54, n'a pas dérogé aux dispositions de l'art. 11 du décret du 11 août 1853.

CRIM. CASS., 1er FÉVR. 1901. 55

Pages

——— *Tunisie, juridiction française, prévenu tunisien, victime de nationalité marocaine, décret beylical du 13 janvier 1898, interprétation.*

Le décret beylical du 13 janvier 1898, qui remet aux tribunaux français de Tunisie la connaissance des infractions de toute nature commises en Tunisie, soit par des Français ou des protégés français ou des Européens ou des protégés des diverses puissances européennes, soit à leur préjudice, doit être interprété en ce sens que compétence a été donnée aux tribunaux français pour connaître de tout procès pénal intéressant des personnes autres que des sujets tunisiens.

Spécialement, la juridiction française est compétente pour connaître d'une infraction commise par un sujet tunisien à l'encontre d'un Marocain.

TRIB. DE SOUSSE, 29 MAI 1901. 555

——— *Tunisie, tribunal criminel de Sousse, juridiction française, indigènes, sujets francais, Chambâa.*

Le tribunal criminel de Sousse est un tribunal français, et sa juridiction, dans les limites de la compétence qui lui est attribuée constitue le droit commun de la Tunisie et s'exerce en conformité de la loi française.

En conséquence, il est compétent pour connaître d'un crime commis par des indigènes, sujets ou protégés français, originaires des Chambâa d'Ouargla (territoire algérien), arrêtés dans son ressort.

C. DE CASS. (CH. CRIM.), 14 DÉC. 1901. 473

Concession. — V. *Hypothèque.*

Concordat. — V. *Faillite.*

Concurrence déloyale. — V. *Motifs des jugements.*

Conflit. — V. *Compétence.*

Connaissement. — V. *Compétence.*

Conseil de guerre. *témoin à décharge, défense, citation, renonciation tacite, nullité, irrecevabilité.*

Devant le conseil de guerre, il appartient à l'accusé et à son défenseur, conformément aux art. 315 et 324 C. instr. crim., applicables à cette juridiction en vertu de l'art. 128 C. just. milit., de réclamer à l'audience l'audition dont ils jugent le témoignage utile à leur défense.

Mais, lorsqu'il résulte du procès-verbal des débats qu'ils n'ont pris à cet égard aucune conclusion, que l'accusé et son défenseur, ayant été entendus dans leurs moyens de défense, ont déclaré n'avoir rien à y ajouter, le condamné ne saurait se plaindre du

Pages

défaut de production aux débats d'un témoin que, pouvant le faire, il n'a pas fait citer et dont il n'a pas fait connaître le nom au commissaire du gouvernement.

C. DE REVISION D'ALGER, 9 JUIN 1900. 88

V. *Compétence criminelle. — Pourvoi en revision.*

Conseil de révision. — V. *Nationalité.*

Conseil municipal. — V. *Médecin communal.*

Contrat de mariage, *clause de remploi en immeubles situés aux colonies, remploi effectué en Tunisie, immeuble immatriculé, validité.*

Lorsqu'un contrat de mariage a prévu que le remploi des biens de la femme pourrait se faire en immeubles situés en France ou aux colonies, ce remploi peut être effectué en un immeuble situé en Tunisie, alors surtout que cet immeuble est immatriculé et, par suite, soumis à la loi française.

TRIB. DE LA SEINE, 8 AOUT 1900. 91

V. *Succession.*

Contributions diverses, *Algérie, porteur de contraintes, traitement, budget communal, préfet, inscription d'office, arrêté du 20 septembre 1850, pourvoi, délai.*

Lorsque le préfet fixe, par un arrêté, la part contributive des communes algériennes dans le paiement du salaire des porteurs de contrainte, il ne fait qu'émettre une prétention ; — En conséquence, la commune n'a pas à se pourvoir dans le délai légal contre cet arrêté qui ne porte aucune atteinte à ses droits.

Les indemnités allouées aux porteurs de contraintes chargés dans une ville d'assurer le recouvrement des contributions de l'État et des centimes additionnels perçus en même temps au profit du département et de la commune sont au nombre des frais de poursuite mis, en principe, à la charge des contribuables ou supportés, à leur défaut, par le fonds de non-valeurs.

Ces indemnités, ne rentrant pas dans les frais de perception des revenus communaux, constituent une dépense obligatoire pour les communes aux termes de l'art. 136 § 5 de la loi du 5 avril 1884.

En conséquence, le préfet, ne peut, sans excès de pouvoir, inscrire au budget de la commune et mandater d'office les sommes représentant la part contributive de la dite ville dans ces indemnités.

CONS. D'ÉTAT, 25 JANV. 1901. 509

V. *Compétence.*

Cour d'assises, *accusé, indigène musulman, questions posées au jury, traduction, question subsidiaire.*

Pages

Lorsque les questions ont été posées au jury conformément à l'arrêt de renvoi et à l'acte d'accusation, lesquels ont été notifiés à l'accusé accompagnés de leur traduction, le défaut de traduction de ces questions à l'accusé qui n'entendait pas la langue française ne saurait constituer aucune violation de l'art. 332 C. inst. crim., ni une atteinte aux droits de la défense.

Lorsque le jury, ayant répondu affirmativement aux questions principales posées en conformité de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation, n'a point eu à répondre à la question subsidiaire de complicité de meurtre posée comme résultant des débats, le défaut de traduction de cette question demeure sans effet.

CRIM. CASS., 12 JANV. 1901. 49

——— *chambre d'accusation, arrêt de renvoi, délai, pourvoi en cassation.*

Même dans le cas où l'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises d'une chambre des mises en accusation a été l'objet d'un pourvoi en cassation suivi d'un arrêt de rejet, le délai de cinq jours accordé par la loi à l'accusé entre la date de son interrogatoire par le président et celle de l'ouverture des débats devant la Cour d'assises doit être assuré à celui-ci à partir de l'interrogatoire, à moins qu'il n'y ait expressément renoncé.

CRIM. CASS., 18 OCT. 1901. 397

——— *jury, circonstances atténuantes, déclaration unique pour deux accusés, pourvoi, ministère public, moyen relevé d'office.*

Si les condamnés ne peuvent être admis à se pourvoir contre leur propre intérêt et sont dès lors non recevables à critiquer le vice résultant de ce que la déclaration du jury est unique et collective pour les deux accusés, il n'en est pas de même à l'égard du ministère public auquel il appartient de relever dans l'intérêt de la loi les nullités dont peuvent être entachés les arrêts de justice.

La déclaration d'un jury, en ce qui concerne les circonstances atténuantes, ainsi conçue : « A la majorité il y a des circonstances atténuantes en faveur des deux accusés », constitue une déclaration unique et commune ne pouvant fournir la preuve certaine que les prescriptions des art. 1 et 3 de la loi du 13 mai 1836 ont été observées.

CRIM. CASS., 4 JANV. 1901. 27

——— *président, pouvoir discrétionnaire, témoins, déclaration, droits de la défense, violation, médecin, comparution.*

Lorsque le président de la Cour d'assises, qui peut ordonner l'arrestation des témoins dont la déposition lui paraît fausse, se borne à les mettre en état de surveillance, en leur faisant connaître qu'ils ont le droit de revenir sur leurs déclarations jusqu'à la clôture des débats, on ne saurait soutenir qu'il y a atteinte aux droits de la défense dans une semblable mesure qui n'est que l'exercice d'un pouvoir confié à l'honneur et à la conscience du président pour la manifestation de la vérité.

Lorsque le défenseur présente requête au président de la Cour d'assises à l'effet de vouloir bien, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, faire comparaître à l'audience tel médecin qu'il lui plaira

Pages

de commettre, ce magistrat peut s'abstenir, sans donner de motifs, d'user de son pouvoir pour faire comparaître l'homme de l'art à l'audience.

CRIM. CASS., 8 FÉVR. 1901. 135

——— *question subsidiaire, demande de l'accusé, rejet, droits de la défense, violation.*

La Cour d'assises qui, sur une accusation de meurtre avec circonstances aggravantes, est saisie de conclusions tendant à la position d'une question de coups et blessures ayant occasionné la mort sans intention de la donner, ne peut, sans violer les droits de la défense, rejeter ces conclusions par un arrêt dans lequel elle déclare d'ores et déjà établie une des circonstances aggravantes relevées par l'accusation.

CRIM. CASS., 26 DÉC. 1901. 318

——— *tribunal criminel, Tunisie, procédure, nullité, arrêt de renvoi, assesseurs français, serment, qualités du jugement.*

Aucun moyen de nullité tiré de la procédure antérieure à l'arrêt de renvoi devant la Cour d'assises et qui doit être considérée comme régulière ne peut plus être, soit directement, soit indirectement, soumis à la Cour de cassation.

En conséquence, est irrecevable le moyen pris de la violation des droits de la défense et de l'art. 332 C. instr. crim., en ce que le juge de paix et le commissaire de police ont, à plusieurs reprises, procédé à l'interrogatoire d'un inculpé et de témoins indigènes ne parlant pas la langue française sans l'assistance d'un interprète, l'irrégularité prétendue avant été couverte du jour où l'arrêt de renvoi, contre lequel l'inculpé ne s'est pas pourvu, a acquis l'autorité de la chose jugée.

N'est pas fondé le moyen tiré du fait que le jugement attaqué n'établit pas que les assesseurs français du tribunal criminel de Tunis aient prêté en audience publique et en présence de l'accusé le serment prescrit par l'art. 312 C. instr. crim., lorsqu'il résulte manifestement des constatations du jugement entrepris que c'est bien à l'audience publique, alors que le tribunal correctionnel assemblé siégeait au criminel, que les assesseurs ont prêté le serment prescrit par ledit article, et que ce serment a été prêté en présence de l'accusé comparant, avant la lecture de l'arrêt de renvoi par le greffier.

CRIM. CASS., 23 FÉVR. 1901. 160

Courtiers de commerce, *intervention, vente de marchandises, commissaires priseurs, monopole, loi du 3 juillet 1861, Algérie, applicabilité sans promulgation spéciale.*

Est recevable l'intervention d'une compagnie de courtiers de commerce inscrits dans une instance à l'occasion d'une décision ayant commis un commissaire priseur pour procéder à une vente aux enchères publiques qui rentrerait, si leurs prétentions étaient fondées, dans la catégorie de celles qui leur sont exclusivement réservées.

Il résulte des prescriptions de la loi du 3 juillet 1861 que les courtiers inscrits et les commissaires priseurs sont concurremment

Pages

compétents pour les ventes de marchandises autorisées après cessation de commerce, notamment par la juridiction consulaire.

La loi du 3 juillet 1861, étant modificative des textes en vigueur en Algérie, y est applicable de plein droit et exécutoire sans promulgation spéciale.

ALGER, 30 MAI 1900. 29

Courtier maritime, *remunération, traitement annuel, tarif réglementaire, renonciation, ordre public.*

Le courtier maritime qui, étant entré au service d'une compagnie de navigation, a reçu d'elle un traitement régulier et l'a touché pendant de longues années sans formuler de réserves, est présumé avoir fait remise à la compagnie de la totalité de ses honoraires calculés d'après le tarif, pour s'en tenir à son traitement.

Cette remise n'est pas contraire à l'ordre public et doit être dès lors déclarée licite.

ALGER, 12 FÉVR. 1901. 345

Cumul d'infractions, *peine, meurtre, détention d'arme prohibée, amende.*

Lorsqu'un inculpé est déclaré, par une Cour d'assises, coupable de meurtre et de détention d'une arme prohibée, la peine de meurtre étant seule applicable dans l'espèce, conformément à l'art. 365 C. instr. crim., le coupable ne peut être condamné à l'amende.

CRIM. CASS., 30 MARS 1901. 164

Curateur. — V. *Action personnelle.* — *Succession vacante.*

D

Débits de boissons, *Algérie, loi du 17 juillet 1880, mutation du propriétaire ou du gérant, déclaration, délai, infraction, bonne foi.*

Il résulte de la combinaison des art. 2, 3 et 4 de la loi du 17 juillet 1880 sur les débits de boissons qu'en cas de mutation dans la personne du propriétaire d'un café ou d'un gérant, la déclaration de cette mutation doit être faite dans les quinze jours.

Cette obligation incombe d'abord au propriétaire du café, sans qu'il puisse invoquer aucune excuse de bonne foi.

ALGER, 4 MAI 1901. 296

Degré de juridictions. — V. *Appel.* — *Compétence.*

Délégations financières, *Algérie, musulman, élections, régularité, décision du gouverneur général, recours au conseil d'Etat, condamnation pour vol, inéligibilité, réhabilitation.*

En matière de délégations financières musulmanes, le gouverneur général de l'Algérie ne statue pas définitivement sur la régu-

Pages

larité des élections et un recours au conseil d'Etat reste ouvert contre sa décision.

Est inéligible aux délégations financières, le musulman condamné à l'emprisonnement pour complicité de vol par recel, alors même qu'il a obtenu plus tard sa réhabilitation, si celle-ci n'a été prononcée que postérieurement à son élection.

CONS. D'ÉTAT, 13 JUILL. 1900. 19

——— *élections, bureau, parents ou alliés, incompatibilité.*

En matière d'élections aux délégations financières algériennes, aucune disposition législative ou réglementaire n'interdit à des parents ou alliés d'être en même temps membres d'un bureau électoral.

CONS. D'ÉTAT, 18 MAI 1899. 265

Dentistes. — V. *Art de guérir.*

Dénonciation calomnieuse, *faits imputés, preuve, autorité compétente, tribunal correctionnel, sursis.*

La juridiction correctionnelle est légalement saisie d'une poursuite en dénonciation calomnieuse, alors même que la fausseté des imputations calomnieuses n'a pas été préalablement déclarée ; il doit seulement, lorsque la fausseté des faits dénoncés est contestée par le prévenu, être sursis au jugement de la procédure, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur ce point par l'autorité dans les attributions de laquelle rentre la connaissance de ce fait.

En conséquence, viole les règles de la compétence et l'art. 373 C. pén., l'arrêt qui relaxe un prevenu de dénonciation calomnieuse par ce motif que la partie civile ne rapportait pas au préalable la reconnaissance par l'autorité compétente de la fausseté des faits dénoncés.

CRIM. CASS., 21 DÉC. 1900. 26

——— *assurance, primes, police, interprétation.*

Le taux du ressort en matière d'assurance ne se détermine d'après le montant des primes dues qu'autant que les parties ne sont pas en désaccord sur les clauses et conditions de la police.

Mais, lorsqu'il s'agit d'interpréter le contrat, le litige prend le caractère d'une demande indéterminée et devient susceptible du second degré de juridiction.

ALGER, 7 NOV. 1900. 142

——— *demande principale, frais, intérêts et dommages-intérêts.*

En principe, la demande principale est la seule dont le quantum doive déterminer le taux du ressort ; les intérêts, les frais et les dommages-intérêts fondés exclusivement sur la demande principale sont des accessoires de celle-ci et ne peuvent lui être rattachées pour en élever le chiffre.

ALGER, 31 DÉC. 1900. 149

Pages

Dernier ressort. *tribunal de Tizi-Ouzou. demande principale inférieure à 2,000 fr., demande accessoire en déclaration de faillite, appel, irrecevabilité.*

Est irrecevable l'appel d'un jugement rendu par le tribunal de Tizi-Ouzou sur une demande inférieure à 2,000 fr., bien que le demandeur y ait joint une demande accessoire en déclaration de faillite, celle-ci étant subordonnée à la reconnaissance de la créance.

ALGER, 6 FÉVR. 1901. 347

Désaveu. — V. *Acquiescement.*

Diffamation, *action civile, tribunaux civils, caractère d'urgence, préliminaire de conciliation, dispense.*

L'action civile en dommages-intérêts née du délit de diffamation, présentant un caractère d'urgence, peut, lorsqu'elle est portée devant les tribunaux civils, être dispensée par le président du tribunal du préliminaire de conciliation, sur la requête présentée par le demandeur.

ALGER, 23 OCT. 1901. 529

V. *Compétence*

Distribution par contribution. — V. *Appel.*

Djemaa. — V. *Commune de plein exercice.*

Divorce, *causes, adultère, femme, renonciation, motif péremptoire.*

Il appartient à la femme, en matière de divorce, de renoncer à se prévaloir de l'adultère du mari ; mais, si elle s'en prévaut, l'adultère, commis même en dehors du domicile conjugal, est une cause de divorce péremptoire pour le juge.

REQ. CASS., 5 AOUT 1901. 344

V. *Autorisation maritale.*

Dol. — V. *Immatriculation.*

Domicile. — V. *Nationalité.*

Dommages-intérêts, *syndicat d'eau, préposés, faute, responsabilité.*

Ne commet pas un excès de pouvoir et ne viole pas les art. 16 de la loi du 21 juin 1865 et 14 de la loi du 28 pluviôse an VIII, le jugement qui condamne le syndicat des eaux d'un village à des dommages-intérêts en constatant que le dommage à raison duquel ledit syndicat est condamné a pour cause, non le vice de construction ou l'état défectueux des ouvrages, mais la faute des préposés

pages

à l'exploitation qui ont laissé ouvertes des rigoles par lesquelles les eaux, au lieu d'aller à la rivière, se sont portées sur le village.

C. DE CASS. (CH. DES REQ.), 10 DÉC. 1901. 520

V. *Commissaires-priseurs.* — *Mariage.* — *Responsabilité.* — *Vente d'immeubles.*

Donation entre époux, *législation maltaise, insinuation, femme mariée, statut applicable, action en nullité, prescription, chose jugée, conditions.*

La donation entre vifs consentie par la femme mariée au profit de son mari pendant le mariage est, à Malte, rigoureusement et à peine de nullité, soumise à la formalité de l'insinuation.

Même avant l'ordonnance maltaise de 1878, cette prescription de la loi en vigueur à Malte s'appliquait à tous les nationaux de ce pays.

Mais si cette formalité de l'insinuation, édictée dans l'intérêt de la femme et se rattachant à son statut personnel, est exigée pour les donations d'objets mobiliers, il en est autrement pour les donations d'immeubles situés sur le territoire français, et, dès lors, régis par la loi française.

Dans la loi maltaise comme dans la loi française, les donations entre vifs faites par une femme mariée à son mari pendant le mariage étant toujours révocables, c'est seulement à partir de la mort de la donatrice que peut courir la prescription de l'action en nullité.

Des décisions rendues sur une demande en annulation de donation fondée sur l'existence d'une condition protestative ne constituent pas la chose jugée à l'égard d'une nouvelle demande en annulation de cette même donation comme entachée de fidéicommis.

ALGER, 9 JUIN 1900. 214

——— *indigènes musulmans, immeuble français, notaire français, loi française applicable, compétence, quotité disponible, réduction, calcul, biens donnés.* — *Jugement interlocutoire, enquête, chose jugée.*

Lorsqu'une donation entre musulmans résulte d'un acte reçu par un notaire français et porte sur des immeubles français, elle est soumise à la loi française, par application de l'art. 3 du décret du 17 avril 1889, à moins que, dans l'acte de donation, le disposant n'ait déclaré qu'il n'entendait pas renoncer à l'application du droit musulman.

En conséquence, la juridiction française, à défaut de cette déclaration, est seule compétente pour statuer sur la validité d'une semblable donation, et c'est d'après les principes du Code civil en matière successorale qu'il y a lieu de rechercher si la donation est réductible ou non.

En droit musulman, les biens donnés ne font plus partie de la succession du donateur et ne peuvent pas y rentrer pour servir à fixer la quotité disponible.

Le jugement interlocutoire ne lie pas le juge ; — En conséquence, celui-ci, après avoir ordonné la preuve par témoins d'un fait qu'il considérait comme préjugeant le différend, conserve encore la faculté de ne tenir aucun compte de l'enquête effectuée si l'examen du point sur lequel cette enquête a porté n'est pas nécessaire à la

Pages

solution définitive du litige et si ladite enquête est devenue sans valeur en raison des motifs qui ont conduit les magistrats sur un autre terrain.

TRIB. GUELMA (CH. MUSULM.), 1er DÉC. 1900. 495

——— *Tunisie, législation italienne, donataire, acceptation, notification tardive, nullité.*

C'est d'après la loi italienne que les tribunaux français en Tunisie doivent apprécier la validité de la donation d'un immeuble situé dans ce pays par acte passé au consulat d'Italie à Tunis entre parties de nationalité italienne.

Est radicalement nulle, d'après l'art. 1057 C. civ. italien, la donation qui n'est pas acceptée avant la mort du donateur.

Il s'ensuit que l'acceptation de la donation par acte séparé, faite du vivant du donateur, ne peut être valablement notifiée après le décès de ce dernier.

La nullité de cette notification entraîne celle de la donation elle-même, qui, aux termes de l'art. 1065 du même Code, peut être opposée par le donateur, ses héritiers ou ayants cause.

TRIB. DE TUNIS, 5 DÉC. 1900. 327

Douanes, *Tunisie, introduction de marchandises, fausse déclaration, expertise, origine de la marchandise, pouvoirs du juge.*

En Tunisie en matière de douanes, l'art. 6 du décret beylical du 3 octobre 1884, — dont la disposition n'est pas conçue dans les mêmes termes que l'art. 17 de la loi du 27 juillet 1822, — n'impose pas au juge, dans le cas qu'il prévoit, l'expertise comme obligatoire ; — Si cet article dispose cependant que l'opinion du tiers expert est péremptoire quand il s'agit de déclarer la valeur de la marchandise importée, il ne statue rien pour le cas tout différent où il s'agit de rechercher l'origine de la marchandise.

Dès lors, le juge conserve, dans ce cas, toute la latitude de son appréciation conformément à l'art. 122 du décret du 3 octobre 1884.

CRIM. CASS., 30 MARS 1901. 206

——— *Tunisie, tarifs, usages locaux, décret, beylical du 18 septembre 1896, abolition.*

Dans la régence de Tunis, en matière de droits de douane, les usages tunisiens ne sauraient prévaloir contre le tarif fixé par le décret beylical du 28 septembre 1806.

ALGER, 18 JUIN 1901. 365

——— *Tunisie, tabac, colportage sans autorisation, voitures publiques, perquisitions, légalité,*

Le décret beylical du 2 octobre 1884, sur les douanes et monopoles, en disposant dans son art. 18 que les perquisitions ne pourront être faites, s'il s'agit de justiciables des tribunaux français, qu'en présence d'un officier municipal européen ou d'un officier de police indigène, n'a eu en vue que les visites faites au domicile des inculpés et dans le but d'en assurer l'inviolabilité, et dès lors ces

Pages

prescriptions ne sauraient être étendues aux perquisitions faites dans les voitures publiques en cours de route.
D'ailleurs, ces formalités ne sont pas prescrites à peine de nullité.
ALGER, 19 OCT. 1901. 483

V. *Compétence criminelle.*

Douar. — V. *Commune de plein exercice.*

Droits de licence. — V. *Compétence.*

E

Eaux. — V. *Compétence. — Servitude.*

Echange. — V. *Habous.*

Effets de commerce, *acceptation, défaut de formes, commencement de preuve par écrit.*

La simple signature apposée sur un effet de commerce non procédée du mot *accepté* ou de tout autre équivalent et dépourvu de la mention *bon pour* ou *approuvé* constitue néanmoins un commencement de preuve par écrit, rendant admissibles tous autres moyens de preuve et même les simples présomptions.
ALGER, 28 NOV. 1900. 79

——— *billet à ordre, indigène musulman, endossement, validité, souscripteur, exception, défaut de cause, porteur, preuve testimoniale, irrecevabilité.*

En matière de billet à ordre, le moyen pris par le souscripteur de ce que le billet est sans cause et a été souscrit par pure complaisance est opposable, s'il est sérieux, au bénéficiaire du billet, mais ne l'est pas au tiers porteur de bonne foi.
Le billet à ordre existe entre musulmans et la loi musulmane ne prohibe pas l'endossement comme mode de cession.
Le souscripteur d'un billet à ordre ne saurait être admis à prouver que le tiers porteur n'est pas un tiers sérieux et qu'il a pris l'engagement de rembourser le billet à son échéance.
TRIB. D'ALGER, 11 MARS 1901. 421

——— *femme non commerçante, signature, commencement de preuve par écrit.*

Si la seule signature donnée par une femme non commerçante sur une lettre de change n'engage pas cette femme, le juge peut néanmoins, suivant les circonstances, trouver dans l'acte signé par la femme qui ne méconnait pas sa signature un commencement de

Pages

preuve par écrit pouvant être complété par tous autres moyens de preuve et même par des présomptions.

ALGER, 28 NOV. 1900. 84

Elections. — V. *Compétence. — Délégations financières.*

Elections municipales, *Algérie, indigène musulman, décret du 7 avril 1884, éligibilité, propriétaire foncier.*

L'art. 2 du décret du 7 avril 1884, en mentionnant la qualité de propriétaire foncier parmi celles que doit avoir l'indigène musulman pour être admis à l'électorat municipal, n'exige pas que la propriété appartenant à cet indigène soit située dans le territoire de la commune sur la liste électorale de laquelle il sollicite son inscription.

CRIM. CASS. (CH. CIV,), 11 AVRIL 1901. 157

V. *Compétence. — Motifs des jugements.*

Emancipation. — V. *Femme mariée. — Minorité.*

Endossement. — V. *Effet de commerce.*

Enquête. — V. *Jugement interlocutoire. — Nationalité. — Nullité facultative.*

Enregistrement, *Algérie, régime légal, mutation de propriété, immeubles situés en Algérie, receveur de la métropole, droit fixe, droit proportionnel.*

Le droit proportionnel de mutation immobilière ne peut, en principe, être perçu que sur le territoire où sont situés les immeubles auxquels il s'applique, et au point de vue fiscal l'Algérie forme un territoire distinct de celui de la métropole.

En conséquence, les receveurs de la métropole sont sans qualité pour percevoir le droit proportionnel sur les actes translatifs de la propriété des immeubles sis en Algérie, et si un acte de cette nature leur est présenté pour être produit en justice en France, ils ne peuvent percevoir qu'un droit fixe comme salaire de la formalité (Loi du 22 frimaire an VII, art. 68, § 1, n° 51).

Lorsque dans un acte de vente, les vendeurs font aux acquéreurs l'abandon immédiat et irrévocable des biens cédés, tout en stipulant un délai pour le paiement, le droit proportionnel de mutation est exigible immédiatement.

Lorsqu'un acte translatif de propriété comprenant des meubles et immeubles contient un prix unique, sans stipuler un prix particulier pour les meubles, le droit d'enregistrement est perçu sur la totalité de ce prix au taux réglé pour les immeubles (Loi du 22 frimaire an VII, art. 9).

CRIM. CASS. (CH. CIV,), 21 JANV. 1901. 52

Enzel, *Tunisie, immeuble non habous, prescription.*

Le droit d'enzel relatif à un immeuble non habous se prescrit par dix années.

TRIB. DE SOUSSE, 17 JUIN 1896. 323

Pages

——— *Tunisie, immeuble immatriculé, enzel perpétuel, enzel rachetable, rente, défaut de paiement, poursuites, loi foncière, art. 88 et 89, débi-rentier, obligations, revenu du terrain, insuffisance, démonstration, exploitation, moyens, preuves à faire.*

Le mot enzel employé par la loi foncière dans les art. 83 et suivants est un terme général sous lequel le législateur a entendu désigner une nature particulière de propriété.

En conséquence, les enzels perpétuels et les enzels rachetables sont soumis aux mêmes règles. Le créancier enzeliste ne saurait valablement soutenir qu'un enzel rachetable ne serait qu'une vente à terme régie par le droit commun, pour poursuivre le paiement des arrérages uniquement sur les autres biens du débiteur, contrairement aux art. 88 et 89 de la loi foncière.

Aucune disposition de la loi n'oblige le débi-rentier, pour bénéficier des art. 88 et 89, à démontrer que le revenu du terrain est insuffisant pour payer la rente d'enzel ; et le crédi-rentier ne saurait être non plus fondé à soutenir que le débi-rentier s'est volontairement mis dans l'impossibilité de tirer un parti avantageux du terrain détenu par lui, en n'en usant d'aucune façon, et qu'il doit être déchu du droit d'user des dispositions des art. 88 et 89 édictés en faveur du débi-enzeliste malheureux.

TRIB. TUNIS, 20 MARS 1901. 433

V. *Habous. — Hypothèque. — Kirdar.*

Etranger. — V. *Compétence. — Expulsion.*

Eviction. — V. *Vente d'immeubles.*

Evocation. — V. *Motifs des jugements.*

Excuse. — V. *Cour d'assises.*

Exécuteur testamentaire. — V. *Revision.*

Exécution des jugements, *jugement du châra de Tunis, exequatur du tribunal français, revision au fond.*

Le juge de l'exequatur n'a pas seulement à vérifier si le jugement étranger est régulier en la forme ; il peut et doit aussi examiner si le dispositif de ce jugement est conforme aux lois françaises et le reviser au fond, s'il y a lieu.

Il en est ainsi spécialement des tribunaux français à l'égard des jugements rendus par le châra de Tunis.

ALGER, 18 AVRIL 1901. 233

V. *Jugement par défaut. — Exequatur. — Référé.*

Exequatur, *Tunisie, jugement étranger, Cour anglaise de Malte, revision, action personnelle et mobilière, défendeur domicilié en Tunisie, jugement de la Cour anglaise de Malte, curateur spécial, irrégularité.*

Pages

Conformément à l'art. 546 C. pr. civ., applicable en Tunisie, aux termes de la loi du 27 mars 1883, les jugements d'un tribunal étranger dont l'exequatur est demandé à un tribunal de Tunisie doivent être soumis à une revision ; il n'y aurait exception que pour les jugements émanant d'une des juridictions auxquelles les tribunaux français ont succédé en Tunisie.

En droit maltais comme en droit français, c'est le tribunal du domicile du défendeur qui est compétent pour connaître d'une action personnelle et mobilière. — En conséquence, n'est pas rendu par un tribunal compétent et ne peut être revêtu de l'exequatur le jugement rendu à Malte, entre Maltais, pour le paiement d'une somme d'argent, alors que le défendeur est domicilié à Tunis.

En tout cas, ce même jugement serait nul, faute d'assignation régulière du défendeur, s'il n'est pas justifié que cette procédure ait été accomplie.

Sans doute, on peut à Malte faire nommer un curateur pour représenter en justice des défendeurs absents ; mais si l'on peut admettre que cette procédure soit suffisante pour donner satisfaction à la règle d'ordre public qui veut qu'une partie défenderesse ne soit pas condamné sans avoir été appelée par une citation à comparaître devant ses juges, encore faut-il que la nomination du curateur ne soit pas clandestine.

Aux termes de l'art. 947 C. pr. civ. et d'organisation judiciaire de Malte, lorsqu'on veut faire nommer un curateur pour représenter en justice une personne absente, la demande doit être notifiée aux plus proches parents ou, à défaut de parents, à un ami de cette personne ; — Est irrégulière la procédure suivie contre un curateur sans qu'il soit justifié de ces diligences.

TRIB. TUNIS, 22 AVRIL 1901. 502

V. *Exécution des jugements.*

Expertise. — V. *Douanes.* — *Expropriation publique.* — *Travaux publics.*

Exploit, *signification, copie sous pli fermé, cachet de l'huissier.*

Répond suffisamment à l'esprit et au vœu de la loi du 15 février 1899, la mention apposée par l'huissier sur l'original d'un exploit qu'il a laissé copie dudit exploit sous enveloppe fermée « portant inscription et cachet conformément à la loi », alors même que l'huissier n'a pas précisé que ce cachet était le sien.

ALGER, 31 DÉC. 1900. 149

——— *signification, loi du 15 février 1899, enveloppe fermée, cachet de l'huissier, mention, formalités, inobservation, nullité.*

Il résulte des dispositions combinées de la loi du 15 février 1899 et de l'art. 70 C. pr. civ. qu'il y a nullité absolue tant de l'exploit signifié irrégulièrement que de la procédure qui en a été la suite, lorsque cette signification a été faite sans que l'huissier ait renfermé dans une enveloppe et ait apposé son cachet sur la fermeture du pli, et enfin sans mentionner tant sur l'original que sur la copie l'accomplissement de ces formalités.

ALGER, 28 MAI 1901. 358

——— *signification, pli fermé, mention insuffisante, Algérie, nullité facultative, huissier, faute, responsabilité.*

Lorsque la copie d'un exploit mentionne que cette pièce a été remise, en l'absence du destinataire, à son garçon, sous pli fermé, pareille mention est incomplète, ne satisfait pas aux prescriptions rigoureuses de la loi du 15 février 1899 et son insuffisance entache l'exploit de nullité.

Cette nullité, étant substantielle, n'est pas facultative pour le juge en Algérie par application de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842.

L'huissier par la faute duquel la nullité a été encourue doit supporter les conséquences de sa faute et être condamné au paiement de tous les frais, devenus inutiles, qu'il a ainsi occasionnés.

ALGER, 22 MAI 1901. 226

Expropriation publique, *Algérie, prise de possession d'urgence, décret du 11 juin 1858, tribunal, pouvoirs, expertise, nullité proposée en appel.*

En Algérie, en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique avec prise de possession d'urgence, les tribunaux peuvent statuer sur le vu du seul rapport des experts nommés par le président du tribunal en exécution de l'art. 3 du décret du 11 juin 1858 et ne sont pas obligés de recourir à une nouvelle expertise.

L'exception tirée de la nullité d'une expertise ou de toute autre procédure doit être proposée *in limine litis* et ne peut être soulevée pour la première fois en appel.

ALGER, 12 MARS 1901. 166

——— *Tunisie, décret du 30 août 1858, étendue d'application.*

L'art. 12 du décret du 20 moharem 1275 (30 août 1850), relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique en Tunisie, ne s'étend aux terrains non bâtis que si l'emprise expropriée ne permet plus de tirer parti du surplus de la parcelle expropriée.

ALGER, 10 DÉC. 1900. 144

——— *Tunisie, décret beylical du 30 août 1858, experts, égalité des voix, cadi, départage, tribunaux français, pouvoirs.*

Le dernier paragraphe de l'art. 11 du décret beylical du 30 août 1858, édictant qu'en cas d'égalité de voix entre les experts des deux parties le cadi départagera, doit être interprété, non en ce sens que le cadi et les tribunaux français, quand il s'agit d'Européens, doivent se ranger à l'une ou à l'autre des opinions formulées, mais en ce sens que les tribunaux ne pouvant, en pareille matière, être liés que par une opinion réunissant la majorité absolue des experts, conservent une liberté d'appréciation entière dans le cas où cette majorité ne serait pas atteinte.

TRIB. DE TUNIS, 14 MARS 1900. 324

——— *Tunisie, décret beylical du 30 août 1858, indemnité, évaluation, experts, partage, pouvoirs du tribunal, expropriation partielle, droit d'exiger l'expropriation totale, demande tardive.*

Pages

En Tunisie, l'expropriation pour cause d'utilité publique est régie par le décret beylical du 30 août 1858, qui, bien que spécialement promulgué à l'origine pour les seuls immeubles de la ville de Tunis, a été étendu par la suite à tous les immeubles urbains ou ruraux de la régence.

L'art. 11 dudit décret, aux termes duquel le préjudice résultant de l'expropriation doit être évalué par douze estimateurs, n'imposant à ceux-ci aucune procédure spéciale ni aucun délai pour exprimer leur avis, il doit être tenu compte, pour former la majorité, de l'avis des experts qui, ne pouvant assister à la réunion dans laquelle l'évaluation a été fixée, l'ont fait connaître par lettres missives.

Lorsqu'il y a partage entre les estimateurs sur le montant de l'indemnité d'expropriation, il appartient au tribunal de fixer lui-même cette indemnité sans être lié par aucun des avis exprimés.

La disposition de l'art. 12 du décret beylical du 30 août 1858, d'après laquelle en cas d'expropriation partielle d'immeubles le propriétaire est en droit de requérir l'expropriation totale, ne s'applique qu'aux immeubles urbains et non aux domaines ruraux.

Au surplus, cette prétention du propriétaire doit être invoquée antérieurement à l'estimation des experts.

ALGER, 12 DÉC. 1900. 239

——— *Tunisie, immeuble rural, emprise, experts, partage des voix, tribunal, fixation de l'indemnité, pouvoirs.*

En Tunisie, la disposition du décret du 30 août 1858 qui permet aux expropriés d'exiger le paiement de l'immeuble entier, lorsque la commune n'en veut prendre que ce dont elle a besoin, ne s'applique qu'aux immeubles urbains et non aux immeubles ruraux.

Au cas où aucune majorité ne s'est formée entre les experts chargés d'apprécier la valeur de l'immeuble exproprié, c'est au tribunal qu'il appartient de déterminer le montant de l'indemnité.

TRIB. DE TUNIS, 14 MARS 1900. 263

V. *Habous.*

Expulsion, *étranger, infraction à l'arrêté, nationalité, preuve, ministère public.*

C'est au parquet qui poursuit un individu pour refus d'obtempérer à un arrêté d'expulsion qu'il appartient d'établir que cet individu relève d'une nationalité étrangère

TRIB. DE BAYONNE, 15 MAI 1900. 130

V. *Nationalité.*

F

Faillite, *concordat, créancier postérieur à la faillite.*

Lorsqu'une demande en dommages-intérêts a été formée contre un failli, après la déclaration de la faillite pour préjudice causé au demandeur par l'usage de faux commis avant la déclaration de la

Pages

faillite, mais dont le failli n'a été reconnu coupable qu'après le jugement déclaratif, c'est à bon droit que, dans ces circonstances de fait, les juges déclarent que les conventions du concordat ne pouvaient être appliquées à la créance litigieuse.

CIV. CASS., 22 OCT. 1901. 399

——— *dissolution de l'union, créanciers, actions, poursuites individuelles, compétence, art. 64 C. com., prescription, interruption.*

Par le jugement du tribunal de commerce prononçant la dissolution de l'union des créanciers de la faillite, la mission des syndics prend fin et les créanciers rentrent individuellement dans l'exercice de tous leurs droits contre leur débiteur.

Dès lors, ces droits s'exercent non suivant la procédure de faillite, mais d'après les règles ordinaires du Code de procédure civile, notamment en ce qui concerne la compétence des tribunaux appelés à connaître des actions des créanciers.

La prescription édictée par l'art. 64 C. com. est interrompue par la déclaration de faillite.

La délivrance du bordereau de créance constitue au profit des créanciers qui en sont nantis un titre régulier et définitif qui n'est plus soumis qu'à la prescription trentenaire.

ALGER, 4 FÉVR. 1901. 237

——— *jugement, appel, délai, atermoiement, cessation des paiements.*

Le délai spécial d'appel en matière de faillite, établi par les art. 582 et suiv. C. com. ne court que du jour de la signification au failli du jugement déclaratif ; — En conséquence, le failli est toujours recevable dans son appel si le jugement déclaratif ne lui a pas été signifié, alors même que, déclaré en faillite par jugement de défaut, il aurait fait opposition et en aurait été débouté.

Lorsqu'un jugement, condamnant un débiteur commercial au paiement d'une somme d'argent, l'a autorisé à se libérer par acompte et que le débiteur a régulièrement payé à son seul créancier les acomptes exigibles, il n'est pas en état de cessation des paiements et ne saurait être déclaré en état de faillite.

ALGER, 14 JANV. 1901. 194

——— *liquidation judiciaire, jugement définitif, créanciers, tierce opposition, intervention en appel, irrecevabilité.*

Les créanciers d'un commerçant admis au bénéfice de la liquidation judiciaire par un jugement auquel ils n'étaient pas parties en première instance ne sont pas recevables à intervenir à l'instance d'appel ni à attaquer ladite décision par la voie de la tierce opposition.

ALGER, 3 JUILL. 1901 467

——— *liquidation judiciaire, concordat, vote, nullité d'une délibération, troisième réunion, légalité.*

Aux termes de l'art. 509 C. com., la délibération pour le concordat doit être, au cas où il ne serait pas réalisé dans une première réu-

Pages

nion, renvoyée à huitaine pour tout délai ; mais cette disposition ne s'applique qu'à des réunions non entachées de vices en entraînant la nullité.

En conséquence, au cas de nullité pour une cause quelconque de l'une des deux réunions de créanciers visées en l'art. 509, il peut être légalement procédé à une troisième réunion, le délai de huitaine et le nombre de réunions déterminées par ce texte de loi n'étant pas d'ailleurs d'ordre public.

ALGER, 30 JUILL. 1901. 477

——— *syndic, gestion, malversation, délit, pouvoir d'appréciation des tribunaux.*

En substituant, dans l'art. 596 C. com., le délit spécial de malversation à celui d'abus de confiance pour lequel seuls les syndics de faillite pouvaient être poursuivis avant elle, la loi du 28 mai 1838 n'a pas rigoureusement fixé les éléments qui le caractérisent et a laissé à l'appréciation des magistrats les faits frauduleux qui peuvent le constituer.

D'ailleurs, la loi ne réprime que le délit consommé et non la tentative de ce délit.

CRIM. CASS., 4 JUILL. 1901. 281

V. *Acte sous-seing privé.*

Faute. — V. *Avaries. — Dommages-intérêts. — Responsabilité.*

Femme mariée, *ajournement, qualité, omission, nullité, défaut d'autorisation maritale en première instance, assistance du mari en appel.*

L'omission, par la demanderesse, de sa qualité de femme remariée, dans l'assignation tendant à l'exécution d'un contrat antérieur à son second mariage, ne saurait entraîner la nullité du jugement qui a suivi.

La nullité tirée du défaut d'autorisation maritale en première instance est couverte par l'assistance du mari en appel.

ALGER, 12 DÉC. 1900. 400

——— *émancipation, capacité, achat d'un fonds de commerce, validité, réduction.*

L'achat d'un fonds de commerce fait par une femme mariée mineure, émancipée par son mariage, conjointement et solidairement avec son mari, n'implique pas que celle-ci avait l'intention d'exploiter le fonds concurremment avec ce dernier et de se livrer à des actes de commerce ; — En conséquence, pareil acte ne saurait être annulé par application de l'art. 2 C. com.

D'ailleurs, l'acquisition d'un fonds de commerce rentre dans la catégorie des actes que le mineur émancipé peut faire avec l'assistance de son curateur, sous la seule restriction, apportée par l'art. 484, § 2 C. civ., d'une réduction possible en cas d'excès.

ALGER, 12 DÉC. 1900. 400

V. *Autorisation maritale.*

Pages

Fiançailles. — V. *Mariage.*

Fonctionnaire public. — V. *Compétence administrative.*

Fonds de commerce. — V. *Femme mariée.*

Frais et dépens, *Algérie, liquidation, taxes, formes, assistance judiciaire, loi du 24 décembre 1897, applicabilité.*

En Algérie, aux termes des art. 11 de l'ordonnance du 16 avril 1843 et 1er du deuxième décret du 16 février 1807 combinés, toutes les affaires étant réputées sommaires, les dépens doivent, en principe, être liquidées par le jugement qui les a adjugés.

L'omission de la liquidation des dépens dans le jugement ne saurait faire obstacle à ladite liquidation, et dans ce cas il y a lieu d'appliquer les dispositions de la loi du 24 décembre 1897 relative au recouvrement des frais dus aux avoués et aux huissiers, et de décider que les dépens doivent être liquidés et taxés par un magistrat ayant pris part au jugement ; — En conséquence, ne saurait avoir aucune valeur la taxe faite par un juge n'ayant pas assisté au jugement.

En pareil cas d'ailleurs, le tribunal n'a aucune compétence pour taxer les dépens et il y a lieu de suivre à cet égard les dispositions de la loi du 24 décembre 1897.

En matière d'assistance judiciaire, le décret du 2 mars 1859, spécial à l'Algérie, indique les formes à observer et donne à la régie de l'enregistrement le droit de poursuivre le recouvrement des frais, sans qu'il soit besoin de consacrer par un jugement cette disposition de la loi.

TRIB. DE BONE (CH. CIV.), 22 AVRIL 1901. 425

——— *avoué, enquête, remplacement par un confrère.*

Un avoué qui n'a pas assisté à une enquête ordonnée par jugement et intéressant un de ses clients, et qui s'y est fait représenter par un autre avoué ne peut faire passer en taxe les honoraires dus à celui-ci, qu'il n'avait aucune qualité pour déléguer, et qui ne peut être considéré que comme un conseil, mandataire salarié, de la partie qui a eu recours à son assistance.

ALGER, 13 JUIN 1901. 521

——— *droit de correspondance, matière sommaire, constitution de nouvel avoué, admission en taxe.*

Le droit de correspondance et port de pièce prévu par les art. 145 et 147 de la loi du 16 février 1807 est dû aussi bien en matière sommaire qu'en matière ordinaire.

Les frais de constitution de nouvel avoué, même rendus nécessaires par la faute de la partie, doivent être passés en taxe à cet officier ministériel, lorsque cet acte a été compris dans les dépens liquidés et distraits à son profit, sans que la partie adverse ait demandé, au moment de sa condamnation aux dépens, que ces frais fussent laissés à la charge de la partie qui les avait occasionnés.

ALGER, 5 JUIN 1901. 372

V. *Taxes municipales.*

G

Pages

Garantie. — V. *Compétence.*

Greffier de justice de paix. — V. *Commissaire-priseur.*

Greffier-notaire. — V. *Testament.*

H

Habous, *Algérie. caractère, transmission successorale, loi musulmane. échange. biens acquis en contr'échange. expropriation pour cause d'utilité publique. indemnité. acquisitions. remploi, maintien du habous, coutume musulmane, constatation. pouvoir des juges du fond, compétence, chose jugée, moyen de cassation, irrecevabilité.*

L'art. 1er de la loi du 26 juillet 1873 sur la propriété en Algérie, qui déclare régie par la loi française toute transmission contractuelle d'immeubles et de droits immobiliers, et prononce l'abolition de tous droits réels fondés sur le droit musulman et qui seraient contraires à la loi française, ne s'applique pas aux transmissions par voie de succession ; — L'art. 7 de la même loi, aux termes duquel il n'est pas dérogé au statut personnel ni aux règles de succession entre musulmans, ne distingue pas entre les successions dévolues en conformité de la loi et celles dévolues par la volonté de l'homme.

En Algérie, l'institution des habous n'a pas perdu le caractère de transmission à titre successoral et demeure régie par les principes du droit musulman.

Les lois et décrets qui, en Algérie, ont dérogé au principe de l'inaliénabilité des biens habous n'ont, en l'absence de tous droits reconnus à des tiers et quant à la transmission de dévolutaire à dévolutaire, porté aucune atteinte à l'ordre successoral établi par le fondateur du habous.

D'après la coutume musulmane, l'échange de biens habous n'a pas pour effet d'entraîner la caducité du habous ; — Au regard des dévolutaires, les biens acquis en contr'échange deviennent habous de plein droit et sans qu'une déclaration ou stipulation de remploi soit nécessaire ; — Les biens, dès lors, doivent se transmettre conformément à l'acte de constitution originaire.

D'après le rite hanéfite, l'immeuble acquis et payé au moyen de l'indemnité d'expropriation allouée pour un immeuble habous devient de plein droit habous comme l'immeuble exproprié et dans les mêmes conditions de dévolution ; — D'où il suit que des personnes non dévolutaires du habous ne sont pas fondées à demander la licitation dudit immeuble.

Les constatations de la coutume musulmane en matière de habous rentrent dans les pouvoirs souverains des juges du fond.

Une partie vis-à-vis de laquelle il y a chose jugée sur la compétence en vertu d'un précédent arrêt est irrecevable à remettre cette compétence en question devant la cour de cassation dans un pourvoi formé contre un arrêt ultérieur.

Civ. cass., 20 nov. 1900. 1

Pages

——— *aliénation nécessaire par le dévolutaire intermédiaire, effet, maintien du habous.*

La vente des biens habousés n'entraine pas la nullité du habous, et les droits du dévolutaire sont transférés de la chose sur le prix.

Les coutumes musulmanes autorisent le dévolutaire intermédiaire d'un habous à l'aliéner en cas de nécessité.

ALGER, 14 MAI 1901. 308

——— *bail avec promesse de vente moyennant une rente d'enzel, nullité, possesseur, plantations et constructions, dommages-intérêts.*

Est radicalement nulle la promesse de vente moyennant une rente d'enzel, contenue dans le bail d'un bien habous, les biens de cette nature ne pouvant, aux termes d'un décret beylical du 21 octobre 1885, être cédés à enzel qu'aux enchères publiques et après accomplissement de certaines formalités.

Le possesseur du habous en vertu d'une pareille convention, n'ayant pu en ignorer la nullité, ne saurait être considéré comme étant de bonne foi ; il ne peut donc en aucun cas de dépossession réclamer la valeur des plantations et constructions qu'il a élevées sur le terrain ni aucuns dommages-intérêts.

TRIB. DE TUNIS, 20 FÉVR. 1901. 261

——— *constitution, formes, rite hanéfite, licitation, vente de ses droits par un dévolutaire, acquéreur, partage.*

D'après le rite hanéfite, le habous peut être constitué, soit verbalement, soit par acte authentique ou sous seing privé ; mais dans le premier cas, un jugement de validation est nécessaire, lequel peut toutefois être remplacé par l'inscription, sur les registres du cadi, de l'acte constitutif.

L'un des dévolutaires du habous peut vendre tout ou partie de ses droits sur les immeubles habousés et son acquéreur a le droit de poursuivre le partage desdits immeubles.

TRIB. DE BOUGIE (CH. MUSULM.), 31 JANV. 1901. 153

——— *dévolutaire, enzel, arrérages, cession-transport.*

Le codévolutaire d'un habous constitué en une rente d'enzel a la faculté de céder par anticipation la part qui lui revient dans les arrérages de la vente ; mais cette cession n'est valable que pendant la vie du cédant.

TRIB. DE TUNIS, 13 JUIN 1900. 47

——— *exclusion des femmes, réserve de l'usufruit au profit du constituant, rite hanéfite, rite malékite, contradiction, nullité.*

Si un musulman est libre de constituer un bien habous suivant les formes de l'un des rites orthodoxes, autre que celui auquel il appartient, spécialement du rite hanéfite ou du rite malékite, c'est à la condition de se conformer pour le tout aux dispositions dudit rite qu'il a choisi.

En conséquence, il y a lieu de déclarer nulle une constitution de habous dont les dispositions ont été empruntées à deux rites différents.

Pages

Il en serait ainsi spécialement d'un acte dans lequel le constituant exclut les femmes du bénéfice du habous, conformément au rite hanéfite et contrairement au rite malékite, et, en même temps, déclare se dessaisir complètement du bien habousé, suivant la condition imposée par ce dernier rite, et non exigée par le premier.

ALGER, 22 OCT. 1901. 488

——— *immeuble, possession, bonne foi, durée, jouissance, absence de trouble.*

Doit être considéré comme ayant possédé de bonne foi, le possesseur d'un bien habous qui en a joui assez longtemps pour en avoir acquis la propriété s'il se fut agi d'un bien melk, alors que la délimitation vague de son titre a pu l'induire en erreur et que, d'autre part, il n'a pas, pendant sa jouissance, été inquiété par les administrateurs ou dévolutaires dudit habous.

TRIB. DE TUNIS, 22 MAI 1901. 438

——— *libéralité, quittance, dernière maladie, nullité.*

En droit musulman, sont nulles les libéralités, spécialement les constitutions de habous, faites au cours de la dernière maladie du constituant, ainsi que les quittances ou décharges délivrées par lui dans les mêmes conditions.

Cette nullité, étant absolue, ne peut être couverte par aucune ratification.

TRIB. D'ALGER (CH. MUSULM.), 1er AVRIL 1901. 318

——— *musulman non naturalisé, immeubles régis par la loi française, validé ; but religieux, rites hanéfite et malékite, option, conditions, liberté du constituant, exclusion des filles, dessaisissement du constituant, réserve d'usufruit.*

Le habous étant une institution non du statut réel, mais du droit successoral, un musulman non naturalisé a le droit de constituer habous même ceux de ses biens qui sont régis par la loi française (L. 26 juillet 1873, art. 7, D. 17 avril 1889, art. 1).

Indique suffisamment le but religieux du habous et satisfait de ce chef aux exigences de la loi musulmane, l'acte de constitution portant que, en cas d'extinction complète des bénéficiaires appelés, le habous fera retour au mausolée d'un marabout.

Le constituant d'un habous qui déclare se conformer à la doctrine hanéfite peut valablement exclure ses filles du bénéfice de la disposition.

Le rite malékite permet au constituant de ne donner aux filles que la moitié de la part attribuée aux garçons.

La doctrine hanéfite n'impose au constituant aucune restriction ou obligation, lui laisse au contraire toute liberté de disposer de ses biens comme il l'entend, d'en conserver la jouissance et l'administration sa vie durant, et ne lui impose qu'une condition, un jugement de validation.

Bien que le fondateur du habous et le cadi rédacteur de l'acte appartiennent l'un et l'autre au rite malékite, ils n'en restent pas moins libres d'appliquer à la constitution du habous les règles du rite hanéfite.

Le rite malékite impose au constituant l'obligation de se dessaisir

Pages

des biens habousés, de les quitter et lui défend d'en conserver l'administration et jouissance, sous peine de nullité absolue.

TRIB. DE BÔNE (CH. CIV.), 13 FÉVR. 1900. 33

——— *rite hanéfite, femme mariée, constitution, capacité, autorisation maritale, quotité disponible, révocation, droits du mari, dissolution du mariage.*

D'après la loi musulmane en vigueur en Tunisie, et qui admet deux rites distincts, le rite hanéfite et le rite malékite, le choix du rite appartient au défendeur.

Dans le rite hanéfite, la femme mariée peut constituer habous la totalité de ses biens sans l'autorisation de son mari.

Si le rite malékite permet au mari de révoquer la constitution de habous faite par sa femme lorsque cette constitution dépasse le tiers des biens de cette dernière, il ne lui accorde cette faculté que pendant la durée du mariage et non après sa dissolution par divorce ou décès de l'un des époux.

TRIB. DE TUNIS, 15 MAI 1901. 394

——— *seconde constitution, nullité, codévolutaires, possession, précarité, prescription de trente-trois ans.*

Suivant un principe consacré tant par les coutumes musulmanes que par une juridiction constante, un immeuble déjà habousé ne peut être une seconde fois constitué habous ; Il importe peu que la seconde constitution soit validée par un jugement émanant de la juridiction musulmane, ce jugement ne pouvant avoir d'autre effet que de valider le habous en la forme, en consacrant la régularité des termes de la constitution.

La possession exercée par les codévolutaires d'un bien habousé, étant entachée de précarité, ne peut servir de base à la prescription de trente-trois ans reconnue applicable aux biens habousés par la jurisprudence.

TRIB. MIXTE DE TUNISIE, 6 JANV. 1900, 44

——— *séquestre, restitution par voie d'échange, maintien du habous, aliénation partielle, effet à l'égard des tiers, effet à l'égard des dévolutaires.*

Lorsqu'un bien habous a été frappé de séquestre, l'immeuble remis en échange par le domaine, à titre de restitution, au propriétaire du bien habousé est grevé du habous qui avait été primitivement constitué sur le bien séquestré.

Il en est ainsi alors même que l'immeuble remis en échange était soumis à la loi française ; les habous ayant conservé, nonobstant la législation algérienne qui les a rendus aliénables, le caractère de transmission à titre successoral régie par la loi musulmane.

L'aliénation partielle d'un bien habous ne saurait entraîner l'annulation de la fondation tout entière ; la législation algérienne n'ayant dérogé à la règle d'inaliénabilité que dans l'intérêt des tiers, ce habous continue à subsister au regard des dévolutaires pour toute la partie qui n'a pas été aliénée.

ALGER, 22 OCT. 1901. 487

Pages

——— *Tunisie, habous privé, immeuble non immatriculé, carrières, exploitation, concession, pouvoir des dévolutaires, silence de l'acte, pouvoirs du juge, lois et coutumes tunisiennes.*

En Tunisie, lorsqu'un acte constitutif d'un habous privé concernant un immeuble non immatriculé ne s'est pas expliqué sur le point de savoir par qui seraient consentis des contrats de concession relatifs à l'exploitation des carrières et gisements qui viendraient à être découverts dans l'immeuble, il appartient aux juges de régler ce point d'après les lois et coutumes tunisiennes applicables aux habous de cette nature.

Suivant la législation tunisienne, les dévolutaires actuels de ce habous, bien qu'ils aient droit à sa jouissance, ne peuvent cependant passer seuls les contrats dont s'agit, et il leur faut le concours des représentants légaux tant des dévolutaires futurs que de la fondation pieuse, dévolutaire finale, qui ont des droits à la propriété du habous.

Si le décret beylical du 21 novembre 1885, relatif au même objet, n'exige pas que les représentants des dévolulaires futurs d'un habous privé soient appelés à concourir aux actes qui tendent à constituer ce habous en enzel, les formalités qui entourent, dans ce cas, la fixation de la rente d'enzel par la voie des enchères publiques sauvegardent les intérêts de tous les ayants droit futurs.

CIV. CASS., 23 JUILL. 1901. 276

V. *Exécution des jugements.*

Honoraires. — V. *Avocat. — Frais et dépens. — Notaire.*

Huissier. — V. *Exploit.*

Hypothèque conventionnelle, *créancier, paiement partiel, action en justice, hypothèque judiciaire.*

Le créancier hypothécaire non intégralement payé sur le prix de l'immeuble hypothéqué peut actionner son débiteur en paiement de ce qui lui reste dû, afin d'obtenir une condamnation lui conférant une hypothèque judiciaire.

ALGER, 8 NOV. 1900. 85

——— *réduction judiciaire.*

Le débiteur ne peut, par application des art. 2161 et 2663 C. civ., demander en justice la réduction de l'hypothèque conventionnelle qu'il a consentie; cette réduction ne peut s'opérer que par une nouvelle convention entre lui et son créancier,

ALGER, 8 NOV. 1900. 113

——— *Algérie, concession de terres domaniales, période provisoire, délivrance du titre définitif, effet rétroactif, hypothèque privilégiée, inscription.*

L'hypothèque privilégiée créée par l'art. 12 du décret du 30 septembre 1878 sur les concessions de terres domaniales en Algérie ne peut être invoquée qu'autant qu'elle a été rendue publique par une

Pages

inscription prise conformément à l'art. 13 du même décret et à l'art. 2106 C. civ.

Par la délivrance du titre définitif de propriété, l'hypothèque conventionnelle consentie par le concessionnaire pendant la période provisoire et régulièrement inscrite devient valable à dater du jour de son inscription et prime toutes les autres hypothèques survenues depuis cette date (*Décr. 30 septembre 1878, art. 2 ; C. civ. art. 2125*).

ALGER, 29 MAI 1901. 312

——— *Tunisie, immeuble non immatriculé, titre de propriété, acte de notoriété, acheteur, créancier, droits de préférence.*

En Tunisie, la constitution d'une hypothèque sur un immeuble non immatriculé, par la remise au créancier d'un acte de notoriété établissant le droit de l'emprunteur sur l'immeuble à titre successoral, ne saurait prévaloir à l'encontre d'un acheteur ou d'un créancier possesseur du vrai titre.

TRIB. TUNIS, 25 JUIN 1901. 550

——— *Tunisie, loi foncière, rente d'enzel, nullité.*

D'après la loi foncière tunisienne, la rente d'enzel n'est pas susceptible d'hypothèque (loi du 15 mars 1892, art. 16).

TRIB. MIXTE DE TUNISIE, 29 DÉC. 1900. 322

V. *Saisie immobilière.*

I

Immatriculation. *Tunisie, opposition, rejet, action en dommages-intérêts, non recevabilité.*

Si l'art. 38 de la loi foncière tunisienne, modifiée par celle du 15 mars 1892, réserve une action en dommages-intérêts à toute personne lésée par le fait d'une immatriculation obtenue à l'aide de manœuvres dolosives, cette disposition ne saurait profiter à ceux qui, après être intervenus dans l'instance d'immatriculation devant le tribunal mixte, ont vu leur demande rejetée.

Il en est ainsi spécialement de celui qui a été débouté de son opposition à immatriculation pour l'avoir formée tardivement.

ALGER, 14 OCT. 1901. 52

——— *Tunisie, droits des tiers, lésion, dommages-intérêts, fraude, dol, caractères légaux, mensonge.*

Aux termes de l'art. 38 de la loi foncière tunisienne, toute personne dont les droits ont été lésés par suite d'une immatriculation ou d'une inscription n'a jamais de recours contre l'immeuble, mais seulement, en cas de dol, une action en dommages-intérêts contre l'auteur du dol.

Il y a dol, donnant ouverture à cette action en dommages-intérêts, dans le fait de celui qui, sachant qu'il n'a acheté qu'un seul magasin et que son titre de propriété n'en concerne qu'un, en fait englober deux dans le bornage effectué ensuite de sa demande

Pages

d'immatriculation, laisse ignorer au géomètre et au rapporteur du tribunal mixte qu'il n'a pas la possession du second magasin ainsi englobé dans le bornage, laisse la paisible possession de ce second magasin, jusqu'après la fin de la procédure d'immatriculation, à ceux qu'il s'efforce de dépouiller, enfin, par ces réticences et ces manœuvres arrive à tromper le tribunal mixte et réussit à faire immatriculer à son profit un bien qu'il savait appartenir à autrui.

TRIB. DE TUNIS, 15 MAI 1901. 540

——— *Tunisie, immeuble, vente à la barre, adjudication, enzel, prix, réduction.*

Lorsqu'à la suite de l'exercice, par l'adjudicataire du droit, que lui donne le décret beylical du 16 mars 1892, de subordonner l'exécution des conditions du cahier des charges à l'immatriculation, il est reconnu que l'immeuble est grevé d'un enzel supérieur à l'enzel déclaré au cahier des charges, ledit adjudicataire a droit à une réduction du prix calculée par la capitalisation du chiffre de la différence reconnue dans le quantum de l'enzel.

TRIB. DE TUNIS, 8 MAI 1901. 436

——— *Tunisie, tribunal mixte, jugement de rejet, chose jugée.*

La décision par laquelle le tribunal mixte rejette une demande d'immatriculation n'a pas l'autorité de la chose jugée en ce qui concerne les prétentions respectives des parties : elle ne constitue qu'un simple renvoi à se pourvoir devant la juridiction compétente, laissant intactes les questions de fait et de droit soulevées par ladite demande.

En conséquence, le requérant ou les opposants conservent le droit de déposer ultérieurement une réquisition d'immatriculation concernant le même immeuble, sans avoir fait juger par les juridictions de droit commun les litiges existant sur cet immeuble.

TRIB. MIXTE DE TUNISIE, 16 JANV. 1901. 188

——— *Tunisie, opposition par un justiciable des tribunaux français tribunal mixte, sursis.*

Le tribunal mixte de Tunisie, dûment averti de l'existence d'une opposition portée devant le tribunal civil de Tunis par un justiciable des tribunaux français, doit impérativement surseoir à statuer sur la réquisition d'immatriculation frappée d'opposition jusqu'à ce que cette opposition ait été l'objet d'une décision de justice ayant acquis l'autorité de la chose jugée, sans qu'il soit nécessaire que l'opposant provoque et obtienne préalablement un jugement de sursis (loi foncière tunisienne, art. 36).

ALGER, 2 JUILL. 1901. 380

——— *Tunisie, faits intervenus entre la réquisition et l'immatriculation, compétence, applicabilité de la loi musulmane, choix du rite.*

Si le décret beylical du 16 juillet 1899 soustrait au tribunal mixte immobilier l'examen des conventions et des faits postérieurs à la réquisition d'immatriculation et antérieurs à cette immatriculation,

Pages

en remettant cet examen à la juridiction de droit commun, il laisse, au fond, ces conventions et ces faits sous l'empire de la loi musulmane en vigueur en Tunisie.

D'après cette loi, qui reconnaît deux rites, le rite malékite et le rite hanéfite, le choix du rite appartient au défendeur.

TRIB. DE TUNIS, 24 AVRIL 1901. 391

V. *Compétence. — Enzel. — Hypothèque. — Prescription civile. — Servitude.*

Impôts. *Tunisie, mahsoulats, héritier, fermage, expiration, poursuites postérieures.*

Le contrat qui substitue au gouvernement tunisien le fermier d'un impôt est, par sa nature, essentiellement temporaire.

Les droits transmis au fermier ne dépassent pas la durée de cet exercice et s'appliquent uniquement aux recouvrements qu'il peut réclamer ou réaliser au cours de ce même exercice.

TRIB. DE SOUSSE, 28 JUIN 1900. 338

——— *valeurs mobilières, revenus, loi du 29 juin 1872, portée d'application.*

La disposition de l'art. 1er, § 2 de la loi du 29 juin 1872, relative à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, embrasse, dans la généralité de ses termes, toutes les opérations à l'aide desquelles les sociétés se procurent, par la voie de l'emprunt, les fonds dont elles ont besoin.

La convention par laquelle un établissement de crédit s'engage envers une société à lui fournir successivement des fonds sous forme de prêt constitue, à partir du jour où le crédité a usé du crédit ouvert, un véritable emprunt dont les intérêts sont assujettis à la taxe de 3 p. 100, alors même que les parties auraient donné à leurs opérations la forme du compte-courant.

Demeurent soumis à la taxe de 3 p. 100 les intérêts dus par une société débitrice à son créancier et qui ne sont pas versés à ce créancier, mais capitalisés à son profit à titre de capital productif lui-même d'intérêts.

CIV. CASS., 3 DÉC. 1901. 460

V. *Prescription.*

Insinuation. — V. *Chose jugée. — Donation.*

Intérêts. — V. *Prescription civile. — Taxes municipales.*

Intervention. — V. *Faillite.*

Inventaire. — V. *Communauté légale.*

J

Pages

Juge de paix. — V. *Compétence.* — *Procédure.*

Juge de paix à compétence étendue, *Algérie, matière musulmane. taux du ressort, pluralité de demandes, non cumul, demande reconventionnelle.*

Pour déterminer le taux du ressort des juges de paix à compétence étendue statuant en matière musulmane, il faut envisager à part chacune des demandes dont ils peuvent être saisis et non les cumuler.

En conséquence, est en dernier ressort le jugement rendu par un juge de paix à compétence étendue sur une demande en paiement de 460 fr. pour droit de pacage, à la suite de laquelle le défendeur a formé reconventionnellement une demande en 500 fr. de dommages-intérêts.

TRIB. GUELMA, 27 JUILL. 1901. 493

Jugement et arrêt, *Cour d'appel, composition irrégulière, conseiller ayant siégé dans la même cause comme juge de première instance, nullité.*

Est nul comme violant le principe du double degré de juridiction, l'arrêt auquel a concouru un conseiller qui avait déjà figuré comme juge de première instance dans la même cause.

CRIM. CASS., 23 MARS 1901. 163

Jugement par défaut, *matière correctionnelle, prévenu détenu.*

Les détenus préventivement ont, au même titre que les prévenus en liberté, le droit absolu de faire défaut devant les tribunaux correctionnels, et les explications fournies par un prévenu, à une audience d'instruction supplémentaire, ne peuvent engager celui-ci dans les liens d'un débat contradictoire sur le fond.

Par suite, c'est à tort qu'une Cour a refusé de donner acte de ce qu'un prévenu déclare faire défaut, en décidant dans un premier arrêt que le second arrêt sur le fond ne peut être que contradictoire, parce que le prévenu est détenu ; qu'en outre il a fourni des explications à une audience d'instruction et qu'enfin il s'est expliqué dans une instruction complémentaire.

CRIM. CASS., 8 DÉC. 1900. 20

——— *exécution, péremption, saisie-arrêt, dénonciation, acte d'exécution.*

Une saisie-arrêt et sa dénonciation faites en vertu d'un jugement par défaut ne suffisent pas pour permettre d'affirmer que le défendeur défaillant a eu connaissance dudit jugement ; cet effet ne peut résulter que du jugement de validité de ladite saisie-arrêt ou tout au moins d'une constitution d'avoué par le défendeur sur la demande en validité.

Pages

Il en est ainsi à plus forte raison lorsque la saisie-arrêt et sa dénonciation n'ayant été suivies d'aucun acte de procédure pendant trois années, l'instance en validité est éteinte,

ALGER, 7 JANV. 1901. 235

——— *paiement des condamnations et des dépens, réserve d'opposition, acquiescement, appel.*

Ne constitue pas un acquiescement à un jugement de défaut le fait, par la partie condamnée, de solder le montant des condamnations et les dépens, lorsque ce paiement est fait « sous réserve du droit d'opposition » ; en tous cas, pareil moyen ne peut pas être soulevé pour la première fois en appel.

ALGER, 31 DÉC. 1900 149

——— *tribunal correctionnel, opposition, partie civile, dommages-intérêts.*

La disposition de l'art. 187 C. instr. crim. portant que si la signification du jugement de défaut n'a pas été faite à personne ou s'il ne résulte pas d'acte d'exécution du jugement que le prévenu en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration du délai de prescription de la peine, se rapporte seulement à l'exécution de la peine ; en dehors de ce cas expressément prévu, la signification à domicile conserve tous ses effets légaux et continue notamment de faire courir le délai de l'opposition en ce qui concerne la condamnation aux dommages-intérêts prononcée au profit de la partie civile.

CRIM. CASS., 18 JANV. 1901. 57

——— *comparution volontaire, prévenu détenu, renonciation expresse, défaut de constatation.*

S'il est exact que le prévenu, non cité devant la juridiction correctionnelle, mais qui a volontairement comparu et accepté le débat, ne soit pas recevable à exciper ultérieurement du défaut de citation, il convient toutefois de distinguer entre le cas où le prévenu s'est présenté à l'audience en état de liberté et celui où il a comparu en état de détention.

Si, dans le premier cas, le prévenu, par cela seul qu'il n'a élevé aucune réclamation, est supposé avoir renoncé librement à la formalité de la citation préalable, dans le second cas au contraire cette renonciation doit être expresse et formellement constatée.

En conséquence, viole tout à la fois l'art. 182 C. intr. crim. et les droits de la défense l'arrêt qui ne constate pas expressément que des prévenus détenus aient accepté le débat correctionnel ensuite duquel ils ont été condamnés.

CRIM. CASS., 22 DÉC. 1900. 23

V. *Opposition.*

Juridiction musulmane. — V. *Prescription.*

K

Pages

Kanouns. — V. *Mariage.*

Kemchat-Madjoutat. — V. *Vente.*

Kirdar, *Tunisie, rente, fixation, expertise, droits du crédi-rentier.*

Le quantum de la rente kirdar peut, d'après le rite hanéfite, être déterminé tous les trois ans au moyen d'une expertise faite dans des conditions spéciales.

Le droit de recourir à cette expertise, laquelle ne peut avoir pour but que l'augmentation de la rente, appartient au crédi-rentier seul.

TRIB. DE TUNIS, 4 FÉVR. 1899, 329

V. *Enzet.*

L

Lésion. — V. *Minorité.*

Lettres missives. — V. *Loyer.*

Liberté de l'industrie. — V. *Matières d'or et d'argent.*

Liquidation judiciaire. — V. *Faillite.*

Loterie. *valeurs à lots, vente à tempérament, prêt usuraire, Algérie, pacte commissoire, loi du 21 mai 1836.*

Est valable une vente à tempérament de valeurs à lots, alors même que l'acquéreur allègue avoir été induit en erreur sur l'étendue et la portée de la convention, s'il ne prouve pas que cette erreur, quelle qu'en soit l'importance, est le résultat de manœuvres dolosives de la part du vendeur.

De même, cette vente ne saurait, à quelque taux qu'ait été évaluée la faculté de paiement mensuel, être annulée comme masquant un prêt usuraire, lorsqu'elle est antérieur à la loi du 13 avril 1898 et remonte par conséquent à une époque où le taux de l'intérêt conventionnel était libre en Algérie.

Le pacte commissoire inséré dans la vente ne saurait avoir pour effet de l'annuler, bien que frappé lui-même de nullité:

Mais est nulle et annule le contrat, comme contraire aux principes généraux de la vente, la clause par laquelle le vendeur à tempérament de titres se réserve expressément le droit de conserver les titres ou de les déposer chez des tiers sous sa responsabilité.

La vente à tempérament de valeurs à lots est encore nulle, comme contractée en violation de la loi du 21 mai 1836 sur les

Pages

loteries, lorsque les négociations de ces valeurs ne sont pas strictement conformes aux conditions de l'émission et que de plus les chances de tirage aux lots peuvent, par le fait et la volonté seule du vendeur, être séparées de la propriété du titre.

TRIB. D'ALGER, 4 MARS 1901. 417

Louage, *bail, interdiction de louer pour un commerce similaire, interprétation.*

La clause par laquelle un bailleur s'est interdit vis-à-vis de son locataire de louer une autre partie de son immeuble à des personnes exerçant une industrie similaire doit être interprétée restrictivement.

En conséquence, cette interdiction ne frappe que l'industrie spécialement désignée, sans qu'il soit possible de l'étendre à une autre, malgré quelques similitudes existant entre celle-ci et la première.

ALGER, 23 JANV. 1901. 222

——— *bailleur, réticences, preneur, réduction proportionnelle, clause de non garantie.*

Le bailleur qui ne délivre pas au preneur la chose qu'il a promise et qui lui dissimule, au moyen d'indications sciemment erronées, la situation exacte dans lequel se trouve cette chose ne peut, par une stipulation de non garantie ou autre clause analogue, s'affranchir des conséquences de l'inexécution de son obligation, et le preneur est recevable, suivant les cas, à demander une diminution proportionnelle du prix du bail.

ALGER, 20 JUIN 1899. 375

V. *Bail.* — *Serment.*

Loyers, *prescription quinquennale, lettres missives, interruption.*

De simples lettres missives ne sauraient interrompre la prescription quinquennale en matière de loyers.

TRIB. D'ALGER, 21 OCT. 1901. 582

M

Mahsoulats. — V. *Impôts.*

Maire. — V. *Commune de plein exercice.*

Majorité. — V. *Nationalité.*

Mandat, *droit musulman, procuration générale, mentions exigées.*

En droit musulman, la promesse, faite par l'un des contractants, de produire une procuration des personnes au nom desquelles il agit, est valable si elle est acceptée par l'autre.

Pages

D'après la même loi musulmane, pour qu'une procuration soit générale, il faut qu'elle vise tous les actes pouvant être accomplis par le mandataire.

TRIB. DE TUNIS, 9 DÉC. 1899. 252

——— *vente, commission, défaut d'objet, révocation.*

Le fait, par un propriétaire, de charger un tiers de trouver acquéreur de son immeuble, avec promesse d'une commission dans le cas où la vente serait réalisée par l'intermédiaire de ce tiers, ne met pas obstacle au droit, pour le propriétaire, de chercher lui-même un acquéreur et de traiter avec lui.

Dans ce cas, la commission promise au mandataire n'est pas due.

ALGER, 25 OCT. 1900. 78

V. *Assurances maritimes. — Avocat.*

Mariage, *fiançailles entre Français et israélite tunisienne, dédit, nullité, rupture, dommages-intérêts.*

Est nul comme contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, le contrat de fiançailles passé en Tunisie entre un Français et une Tunisienne, et stipulant que la partie qui romprait le contrat paierait à l'autre une somme d'argent.

Mais il y a lieu de condamner à des dommages-intérêts, pour réparation du préjudice matériel et moral qu'il cause à sa fiancée, le fiancé qui rompt le contrat sans motif légitime et refuse de procéder à la célébration du mariage, alors surtout qu'il s'est fait loger et nourrir pendant plusieurs semaines par celle-ci.

TRIB. DE TUNIS, 1er DÉC. 1900. 183

——— *italien, israélite, répudiation, second mariage, nullité.*

Et nul le second mariage contracté par un sujet italien après répudiation *more-judaïco* de sa première femme d'origine israélite.

TRIB. DE TUNIS, 5 DÉC. 1900. 430

Mariage kabyle, *femme, droit d'insurrection, répudiation, formes, tribu kabyle des Beni-Fleick, kanouns spéciaux.*

En droit kabyle, le mari ne peut obliger sa femme à réintégrer le domicile conjugal et le seul moyen pour lui de rentrer en possession de la dot est de la répudier avec fixation du prix ; même dans ce cas, la femme est libre, si cela lui plaît, de rester *thammaouock*, situation légale qui fait d'elle une épouse *in partibus*, maintenue en droit, sinon en fait, sous la puissance du mari.

Le fait par le mari de déclarer qu'il met 120 fr. sur la tête de sa femme constitue la formule de répudiation usitée en Kabylie sous le nom de *berrou n'tegouri*, et la femme est légalement répudiée le jour où elle paie à celui-ci ladite somme.

Le refus par la femme de réintégrer le domicile conjugal la constitue en état d'insurrection, ce qui dispense, pour l'avenir, son mari de pourvoir à son entretien.

La tribu kabyle des Beni-Fleick a des kanouns spéciaux ; mais d'après ces kanouns, comme dans tout le reste de la Kabylie, le mari ne peut forcer la femme qui s'est mise en état d'insurrection

Pages

à réintégrer le domicile conjugal, pas plus qu'il ne peut, en cas de refus de celle-ci, exiger la restitution de la dot.

JUST. DE PAIX D'ALGER, 20 NOV. 1901. 535

Matières d'or et d'argent, *Tunisie, liberté de l'industrie, restriction, décret du 10 mars 1878, interprétation.*

En Tunisie, le décret beylical du 10 mars 1878 interdit aux fabricants de matière d'argent de vendre comme neuf l'argent vieux réouvré et dispose que le vieil argent ne pourra être revendu par eux s'il n'est brisé.

Ce décret, revêtu, après l'établissement du protectorat français, du visa du résident général, est obligatoire pour tous les habitants de la régence.

Mais en limitant ainsi la liberté de l'industrie en vue d'un intérêt fiscal et commercial, il déroge au droit commun et ne saurait par suite recevoir une interprétation extensive.

TRIB. DE TUNIS, 7 NOV. 1900. 185

——— *Tunisie, vente, poinçonnage, règlements, infraction, concessionnaire des droits de fabrication, dommages-intérêts.*

Le décret beylical du 28 décembre 1856 interdit de mettre en vente dans la régence des objets d'or et d'argent fabriqués dans ce pays et qui n'auraient pas été poinçonnés par les agents du préposé de la monnaie.

Ce décret a été complété par d'autres consacrant implicitement la même prohibition, notamment par des décrets du 16 mars 1871 et du 10 décembre 1872, revêtus du visa du résident général et dès lors obligatoires pour tous les habitants de la régence, notamment par les justiciables des tribunaux français.

L'inobservation de ces règlements cause, au *fermier* des droits de fabrication et de garantie sur les matières d'or et d'argent, un préjudice dont il lui est dû réparation.

TRIB. DE TUNIS, 27 FÉVR. 1901. 331

Médecin. — V. *Art de guérir.* — *Testament.*

Médecin communal, *conseil municipal, blâme, excès de pouvoir.*

Un conseil municipal n'excède pas les limites de son droit de contrôle sur les services communaux en associant, dans des conditions déterminées, au blâme exprimé par le maire sur l'attitude d'un médecin communal dans l'accomplissement de ses fonctions.

CONS. D'ÉTAT, 18 JANV. 1901. 516

Mines et carrières. — V. *Compétence.* — *Habous.*

Minorité, *droit musulman, assignation, mineur, nullité facultative, majorité, émancipation, lésion, contrat rescision.*

Est facultative pour le juge, en Algérie, aux termes de l'art. 69 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, la nullité de procédure

Page s

résultant de ce qu'un mineur a été assigné personnellement, au lieu de l'être en la personne de son tuteur ; et cette nullité est couverte par l'intervention de ce dernier, en sa dite qualité, dans l'instance.

En droit musulman, la majorité qui permet de disposer de ses biens et de s'obliger n'est acquise au pupille, quel que soit son âge, que par l'émancipation.

En droit musulman comme en droit français, l'obligation contractée par le mineur sans l'assistance de son tuteur n'est pas nulle de plein droit, mais seulement rescindable pour cause de lésion.

ALGER, 19 MARS 1900. 67

——— *droit musulman, coutumes kabyles, actes de disposition, pouvoirs du tuteur, autorisation du cadi ou du conseil de famille, majorité, émancipation.*

D'après la loi musulmane, le tuteur ne peut faire, au nom du mineur, un acte dépassant les bornes d'une simple administration qu'avec l'autorisation du cadi.

Et d'après la loi kabyle, le tuteur autre que le père doit consulter la djemaâ pour faire tout acte comportant aliénation directe ou possible des biens du mineur ; — Cette autorisation de la djemaâ est remplacée par celle du conseil de famille, depuis le décret du 29 août 1874 sur la justice en Kabylie, qui a substitué aux cadis les juges de paix.

Il existe, en droit musulman, deux majorités correspondant, l'une à l'administration de la personne, l'autre à l'administration des biens, et cette dernière, qui permet au mineur de disposer de ses biens, ne peut résulter pour lui que de l'émancipation.

ALGER, 29 JUIN 1901. 407

V. *Nationalité.*

Monopole. — V. *Douanes.*

Motifs des jugements. *dommages-intérêts, condamnation. fonds de commerce, achat, clientèle, détournement par le vendeur, concurrence déloyale.*

Est justifiée la condamnation à des dommages-intérêts fondée sur le fait, par un ancien associé, d'avoir porté préjudice au demandeur en détournant, au détriment de celui-ci, une partie de la clientèle du fonds de commerce qu'ils avaient précédemment exploité ensemble, clientèle que le demandeur avait acheté avec ce fonds, le matériel, les marchandises et les créances qui en dépendaient.

REQ., 4 FÉVR. 1901. 134

——— *arrêté municipal, voiture de place, défaut de constatation.*

Lorsqu'un arrêté municipal ne vise que les voitures de place, on doit entendre par voiture de cette catégorie celles qui sont tenues sur la voie publique à la disposition du public et marchent à la course, à l'heure ou à la journée.

Manque de base légale la décision du juge de police qui, pronon-

Pages

çant une amende contre un cocher qui aurait transporté un certain nombre de voyageurs à l'aide de voitures dont la mise en circulation n'avait pas été précédée de la visite ou de l'autorisation prévues par un arrêté sur les voitures de place, ne constate pas que les voitures employées par le contrevenant étaient des voitures de place.

CRIM. CASS., 21 NOV. 1901. 459

——— *élections municipales, Algérie, listes électorales, indigène musulman, radiation, décret du 7 avril 1884.*

Justifie sa décision par une appréciation souveraine des faits et documents de la cause et ne viole aucune loi le juge qui, pour ordonner la radiation d'un indigène musulman des listes électorales de la commune, déclare qu'il n'est ni propriétaire foncier ni fermier d'une propriété rurale.

CIV. CASS., 19 MARS 1901. 158

——— *Cour d'appel, décision déférée, annulation, évocation, confirmation pure et simple.*

Lorsqu'une Cour d'appel, chambre correctionnelle, a infirmé et mis à néant un jugement correctionnel qui lui était déféré, elle ne peut, après avoir évoqué le fond, déclarer, dans son arrêt sur le fond, confirmer par adoption des motifs des premiers juges, et maintenir dans toutes ses dispositions et tous ses effets le jugement par elle précédemment annulé.

CRIM. CASS., 18 OCT. 1901. 398

——— *succession, administrateur, emprunt, héritiers, contribution.*

Lorsque, par acte authentique, l'administrateur d'une succession a fait un emprunt, et que, par erreur, cet emprunt n'a été contracté qu'au nom de quelques-uns des cohéritiers, et l'inscription destinée à la garantie prise sur la part d'immeubles de ces mêmes cohéritiers, c'est à bon droit que les juges repoussent la prétention des héritiers non dénommés à l'acte de ne point supporter leur part de la somme empruntée s'ils constatent que l'administrateur a rendu ses comptes, que ces comptes ont été approuvés, après expertise, par une décision de justice, que ce même administrateur a porté en recette la somme empruntée, laquelle a été imputée sur les dépenses dont les héritiers ont été reconnus tous débiteurs, que chacun d'eux a ainsi profité de cette somme jusqu'à concurrence de leur émolument successoral, et que, en conséquence, tous étaient tenus personnellement pour leur part au remboursement deladite somme.

REQ., 17 DÉC. 1900. 50

——— *munitions de guerre, Algérie, détention de poudre prohibée, décret du 12 décembre 1851, indigène, qualité, mention expresse, omission.*

Manque de base et de motifs, la peine de six mois de prison prononcée contre un indigène algérien pour fabrication et déten-

Pages

tion de poudre prohibée, alors que l'arrêt de condamnation ne mentionne pas que le délit ait été commis par un indigène.

CRIM. CASS., 2 MAI 1901. 211

V. *Avaries. — Compétence.*

Munitions de guerre. — V. *Armes et munitions de guerre. — Motifs des jugements.*

N

Nantissement, *Tunisie, immeuble non immatriculé, droit musulman, titre, détention, effet à l'égard des tiers ; faillite, syndic, titres de propriété, remise.*

Si en droit musulman le gage immobilier d'un immeuble non immatriculé résulte suffisamment de la détention non frauduleuse du titre par le créancier, cette détention ne peut être opposable aux tiers que si la remise en a été constatée par acte authentique ou sous seing privée enregistré.

Le syndic de la faillite représentant la masse des créanciers a le droit de demander à un créancier gagiste la remise des titres de propriété en vue de la vente des immeubles du failli.

TRIB. DE TUNIS, 22 OCT. 1898. 427

V. *Notaire tunisien. — Prescription. — Saisie immobilière.*

Nationalité, *étranger né en Algérie, expulsion, exclusion de l'art. 8, § 4. mais application de l'art. 9, in fine, C. civ.*

L'individu né en Algérie d'un étranger et qui, pendant sa minorité, a dû quitter la colonie à la suite d'un arrêté d'expulsion, ne conserve pas en France le domicile exigé par l'art. 8, § 4 C. civ. pour acquérir, lors de sa majorité, la qualité de Français ; mais il peut devenir Français, aux termes de l'art. 9 § dernier du même Code, si, ayant été porté le tableau de recensement, il prend part aux opérations de recrutement sans opposer son extranéité.

ALGER, 8 MAI 1901. 353

——— *étranger né en Algérie, expulsion, minorité, domicile, rentrée en Algérie.*

L'individu né en France d'un étranger qui, pendant sa minorité, a été frappé d'une mesure d'expulsion n'a pu, juridiquement, à compter de cette date, avoir de domicile, ni même de résidence, sur le territoire français.

En conséquence, il ne peut devenir Français en vertu de l'art. 8, § 4 C. civ. ; alors même qu'il rentrerait en France, il ne remplit pas la seconde condition nécessaire, d'après ce texte, pour que l'individu né en France de parents étrangers acquière la nationalité française.

ALGER (CH. CORRECT.), 28 OCT. 1899. 350

Pages

——— *étranger né en Algérie, majorité, qualité de Français, déchéance, service militaire, expulsion, rentrée en France, contravention.*

L'individu né en Algérie de parents étrangers qui, antérieurement à la loi du 26 juin 1889, laquelle n'a pas d'effet rétroactif, a laissé passer l'année qui a suivi sa majorité sans réclamer la qualité de Français est resté étranger et a pu, dès lors, être régulièrement expulsé du territoire français, bien qu'il ait fait son service militaire en France.

En conséquence, en rentrant sur le territoire français, il a contrevenu à l'art. 3 de la loi du 8 août 1893.

ALGER (CH. CORRECT.), 4 MAI 1901. 348

——— *étranger né en Algérie, expulsion, minorité, domicile, qualité de Français.*

L'individu né en Algérie d'un étranger et qui, pendant sa minorité, a dû quitter la colonie à la suite d'un arrêté d'expulsion, n'en conserve pas moins en France son domicile légal, conformément à l'art. 108 C. civ. ; si ces parents y restent eux-mêmes domiciliés jusqu'au moment où il atteint sa vingt et unième année ; — Par suite, il conserve la qualité de Français s'il ne décline pas cette qualité dans les termes et délais de l'art. 8 § 4, C. civ.

TRIB. DE MASCARA (CH. CIV.), 7 NOV. 1890. 122

——— *indigène musulman, naissance et domicile en Tunisie, présomption, preuve contraire, enquête.*

L'indigène musulman né et domicilié à Tunis est présumé de nationalité tunisienne ; cette présomption ne peut être détruite que par des preuves de nature à établir d'une façon certaine la qualité d'Algérien sujet français qu'il invoquerait ; il peut être admis à faire cette preuve par témoins.

TRIB. DE TUNIS , 20 MARS 1901. 260

——— *question préjudicielle, conseil de revision, armée, recrutement.*

Un conseil de revision excède ses pouvoirs lorsqu'il déclare définitivement bon pour le service militaire un jeune homme qui conteste sa qualité de Français et soulève ainsi une question préjudicielle dont la solution appartient à l'autorité judiciaire.

CONS. D'ETAT, 29 JUILL. 1898. 456
1

V. *Compétence. — Expulsion.*

Nom patronymique. — V. *Propriété.*

Notaire, *honoraires, vente volontaire, décret du 28 novembre 1899, acte antérieur, conventions indépendantes, honoraires distincts.*

Les honoraires des notaires pour les ventes volontaires n'étaient soumis, avant le décret du 28 novembre 1899, à aucun tarif spé-

Pages

cial et fixés par le magistrat taxateur. Celui-ci a donc plein pouvoir pour leur appliquer, postérieurement à ce décret, les honoraires tarifés au nouveau décret.

Lorsqu'un acte contient plusieurs conventions indépendantes et donnant lieu à des droits distincts d'enregistrement, l'honoraire est dû au notaire pour chacune d'elles.

En conséquence, le notaire a droit à des honoraires distincts si au lieu de constater ces conventions en un seul et même acte, il l'a fait en plusieurs.

TRIB. DE SIDI-BEL-ABBÈS (CH. CIV.), 20 NOV. 1901. 114

V. *Acte notarié.*

Notaire tunisien, *notaire israélite, décret du 29 janvier 1886, régime antérieur, actes, réception, grand rabbin, autorisation.*

Antérieurement au décret du 29 janvier 1886, qui a soumis les notaires israélites aux mêmes règles que les notaires indigènes, les premiers pouvaient valablement recevoir des actes sur simple autorisation du grand rabbin, sans avoir été nommé par amra du bey.

TRIB. DE L'OUZARA, 7 JUIN 1900. 155

——— *responsabilité, perte de la créance, titre de propriété, fausseté, nantissement.*

Est responsable le notaire tunisien qui, par son dol ou son incurie, a amené la perte de la créance d'un de ses clients en négligeant de s'assurer de la validité du titre de propriété qui avait été donné en gage au créancier pour sûreté de ladite créance ; — Alors surtout que le titre présentait des caractères tels que sa fausseté devait se révéler aux yeux de celui qui, même peu versé dans la langue et l'écriture arabes, l'aurait sévèrement examiné et ne pouvait, par conséquent, échapper à l'examen tant soit peu attentif d'un notaire (D. B. 3 janvier 1875 et 6 août 1879).

TRIB. DE TUNIS, 25 JUIN 1899. 38

V. *Commissaire-priseur.*

Nullité facultative, *Algérie, acte d'appel, appelant, désignation.*

En Algérie, est facultative pour le juge et peut être refusée par lui la nullité basée sur ce que l'acte d'appel ne contient pas toutes les désignations prévues par l'art. 61 C. pr. civ. au sujet de l'appelant, alors qu'aucune confusion n'est possible à son égard.

ALGER, 13 JUIN 1900. 70

——— *Algérie, enquête, délai, forclusion,*

N'est pas facultative pour le juge en Algérie la nullité résultant de ce qu'aucune enquête n'a pas été commencée dans la huitaine de la signification à avoué du jugement qui l'a ordonnée, ainsi que l'exige l'art. 257 C. pr. civ.

ALGER, 21 NOV. 1900. 249

V. *Appel. — Avocats. — Exploit. — Minorité.*

O

Pages

Obligation, *preuve, acte sous seing privé, double original, mention, irrégularité, renseignement.*

Bien que, aux termes de l'art. 1325 C. civ., les actes sous seing privé contenant des conventions synallagmatiques ne soient valables que s'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct et qu'il y soit fait mention du nombre d'originaux, cependant, lorsque la cause s'agite entre commerçants, rien ne s'oppose, suivant les dispositions de l'art. 109 C. com., à ce qu'un acte sous seing privé qui ne contient point la mention du nombre des originaux ne soit retenu aux débats comme simple renseignement, pour apprécier si les conventions dont se prévalent respectivement les parties sont ou non établies.

C. d'Alger, 18 oct. 1900. 143

——— *proxénétisme, cause immorale, acte du cadi, novation, nullité.*

Les accords intervenus entre proxénètes et filles soumises, étant contraires aux bonnes mœurs, ne peuvent produire aucun effet, ni donner lieu à aucune action en justice.

Les obligations ainsi contractées ne sont pas susceptibles de confirmation, et l'acte du cadi qui les constate ne peut créer un titre et permettre de poursuivre l'exécution de pactes entachés d'une nullité originelle.

J. de P. d'Alger, 3 avril 1901. 316

V. *Vérification d'écritures.*

Octroi de mer. — V. *Appel. — Compétence.*

Opposition, *justice musulmane, indigène de la région saharienne, appel, jugement par défaut, irrecevabilité.*

Est irrecevable l'opposition formée par un indigène de la région saharienne contre un jugement rendu par défaut contre lui en appel (décr. 13 déc. 1866, art. 35 ; décr. 8 janv. 1870, art. 14).

Trib. d'Alger, 11 mars 1901. 416

V. *Jugement par défaut.*

P

Partage. — V. *Habous.*

Partie civile, *constitution, avoué, Cour d'assises, débats.*

Aucune disposition n'oblige la partie lésée à se présenter en personne ou à recourir au ministère d'un avoué lorsqu'elle entend

Pages

se constituer partie civile devant la Cour d'assises ; l'instance est régulièrement engagée, soit lorsque la personne qui s'est présentée comme mandataire de cette partie a justifié de ses pouvoirs, soit lorsque la partie adverse a accepté le débat sans élever de contestation sur l'existence du mandat,

CRIM. (CASS.), 18 AVRIL 1901. 210

Patente. — V. *Art de guérir.*

Pensions de retraite. *militaires, tirailleurs indigènes algériens, pension proportionnelle.*

Les régiments de tirailleurs indigènes algériens faisant partie de l'armée française, les militaires indigènes musulmans algériens qui les composent, Français en vertu du sénatus-consulte du 14 juillet 1865, ont, à l'égal de ceux des corps de troupe de la métropole, droit à une pension de retraite proportionnelle, lorsqu'ils se trouvent, d'ailleurs, dans les conditions exigées par l'art. 32 de la loi du 18 mars 1889.

CONS. D'ÉTAT, 4 AOUT 1899. 205

Police judiciaire. — V. *Compétence correctionnelle.*

Porteur de contraintes. — V. *Contributions diverses.*

Possession. — V. *Habous. — Propriété.*

Postes et télégraphes. *Tunisie, service des colis postaux, compagnie Bône-Guelma, transport gratuit.*

En Tunisie, le service des colis postaux rentrant dans le service des postes, la Compagnie Bône-Guelma doit, aux termes de son cahier des charges, en effectuer le transport gratuitement sur tout son réseau dans les mêmes conditions que celui des lettres et dépêches.

ALGER, 25 JUIN 1901. 377

V. *Responsabilité.*

Pourvoi en cassation. *Algérie, matière répressive, décret du 19 août 1834, jugement en premier ressort, appel, ministère public.*

En matière répressive, la circonstance qu'un jugement rendu en premier ressort n'a pas été frappé d'appel par le ministère public n'a pu faire perdre audit jugement son caractère de sentence rendue en premier ressort.

En conséquence, la voie du recours en cassation n'est pas ouverte contre lui.

CRIM. CASS., 9 FÉVR. 1901. 162

Pages

——— *déclaration de culpabilité, preuve, conseil de guerre, appréciation souveraine.*

Les conseils de revision ne connaissant pas du fond des affaires, les éléments de preuve qui ont servi de base à la déclaration de culpabilité ne peuvent donner ouverture à cassation.

Les juges du fait apprécient souverainement la valeur des témoignages produits devant eux et leur appréciation à cet égard échappe au contrôle du conseil de revision.

CONS. DE REV. D'ALGER, 19 JUILL. 1900. 42

— *Tunisie, décision des tribunaux français, décrets beylicaux, promulgation par le résident général.*

Les décisions de la justice française en Tunisie (tribunaux français de la régence et Cour d'appel d'Alger) qui font application de la législation tunisienne ne tombent sous la censure de la Cour de cassation que dans le cas où elles sont contraires à un texte législatif promulgué dans la régence par le protectorat français.

Les décrets beylicaux du 19 mars 1874 et du 25 mai 1875, relatifs à l'enzel des habous privés, n'ayant pas été visés pour promulgation par le résident général, ont conservé, à l'égard de la France, tous les caractères d'une loi étrangère.

CRIM. CASS., 23 JUILL. 1901, 276

V. *Cour d'assises. — Habous.*

Préliminaire de conciliation. — V. *Diffamation.*

Prescription civile, *intérêts de capitaux, loi maltaise, serment, office du juge.*

D'après la loi maltaise, applicable à une obligation contractée à Malte entre Maltais, les intérêts de sommes dues pour prêt ou pour autre cause, et généralement tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts, se prescrivent pour cinq ans (Ordonnance maltaise n° 7, de 1868, art. 1920).

TRIB. DE TUNIS, 22 AVRIL 1901. 502

——— *loyers, prescription quinquennale, lettres missives, interruption.*

Un locataire, débiteur de loyers, ne saurait se prévaloir de la prescription quinquennale édictée par l'art. 2277 C. civ., lorsque, avant l'arrivée des cinq ans fixés par cet article et depuis encore, il a reconnu, dans des lettres missives par lui écrites à son créancier, en principe tout au moins, le droit de créance invoqué par celui-ci, de telles lettres étant interruptives de la prescription aux termes de l'art. 2248 C. civ.

TRIB. D'ALGER, 21 OCT. 1901. 532

——— *Tunisie, impôts, loi applicable, durée.*

La prescription libératoire qui régit les contributions publiques tunisiennes n'est pas celle des lois françaises, mais celle qui est

Pages

établie par les lois et coutumes locales en vigueur en Tunisie, c'est-à-dire la prescription de quinze ans.

TRIB. DE TUNIS, 7 NOV. 1900. 181

——— *Tunisie, droit musulman, immeuble, possession paisible et ininterrompue, effets, dommages-intérêts, action vexatoire.*

Toute action relative à la propriété d'un immeuble est prescrite, en droit musulman tunisien, par la possession dudit immeuble par un tiers, paisible et non interrompue pendant dix années.

Il y a lieu à l'allocation de dommages-intérêts pour le préjudice occasionné par un procès téméraire et vexatoire, lorsque le demandeur a produit devant les juges un procès identique à plusieurs autres déjà repoussés en première instance, en appel et en cassation.

TRIB. DE TUNIS, 19 DÉC. 1900, 545

——— *Tunisie, coutumes tunisiennes, obligation, gage.*

D'après les coutumes tunisiennes, la prescription libératoire ne court pas si un gage a été constitué par le débiteur et laissé entre les mains du créancier.

TRIB. DE TUNIS, 13 JUIN 1900. 43

——— *Tunisie, obligation contractée en Tunisie, loi applicable, protégé français, lettre missive, interruption.*

La prescription applicable en matière d'obligations contractées en Tunisie par des protégés français, justiciables dès lors des tribunaux français, est la prescription de trente ans prévue par l'art. 2262 C. civ.

Interrompt la prescription une lettre missive du débiteur dans laquelle ce dernier reconnaît l'obligation contractée par lui.

TRIB. DE TUNIS, 25 JUIN 1901. 405

V. *Donation entre époux. — Faillite. — Habous. — Loyers. — Propriété. — Sequestre. — Vente d'immeubles.*

Preuve. — V. *Action civile. — Bail. — Dénonciation calomnieuse. — Effet de commerce. — Enzel. — Expulsion. — Obligation. — Pourvoi en revision. — Propriété.*

Prise à partie. — V. *Compétence.*

Privilège, *travaux publics, entrepreneur, ouvriers, retenue de garantie, créance, distribution par contribution, mode de paiement.*

La créance reconnue aux ouvriers d'un entrepreneur de travaux publics sur la retenue de garantie par l'art. 4 de la loi du 26 pluviôse an II bénéficie d'une situation tellement privilégiée qu'elle se trouve placée en dehors et au-dessus des règles de la distribution par contribution.

Pages

En conséquence, les ouvriers doivent être payés, lorsque le chiffre de leur créance n'est pas contesté, sans qu'il y ait lieu de leur faire attendre le règlement de la contribution ouverte sur la retenue de garantie entre les autres créanciers de l'entrepreneur.

TRIB. DE MASCARA, 16 DÉC. 1899. 116

Procédure, *Tunisie, juge de paix, matière commerciale.*

En Tunisie, une procédure identique est applicable, devant les juges de paix, aux affaires civiles et commerciales.

TRIB. DE TUNIS, 12 DÉC. 1900. 184

V. *Cour d'assises.*

Procuration. — V. *Mandat.*

Promesse de vente. — V. *Propriété.*

Promulgation. — V. *Pourvoi en cassation.*

Propriété, *commune, revendication contre un particulier, concession domaniale, possession, preuve.*

Une commune, revendiquant un terrain contre un particulier qui le possède, ne peut fonder son droit de propriété uniquement sur le décret par lequel l'Etat lui a fait concession dudit terrain, alors que la propriété de l'Etat lui-même n'est établie que d'une manière vague et générale par la mention, sur le sommier de consistance : « Origine de propriété domaniale ; séquestre ou beylik », sans justification de l'arrêté de séquestre ou de titre beylical.

ALGER, 22 JUILL. 1901. 411

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, loi du 22 mars 1882, titre définitif, droits réels antérieurs, défaut de mention, dans leur transcription ou inscription du nom patronymique effet à l'égard des tiers.*

Le titre définitif délivré à la suite des opérations de la loi du 26 juillet 1873 forme, à partir de sa transcription, le point de départ unique de la propriété et tous droits antérieurs doivent, à peine de déchéance, être transcrits ou inscrits avant ladite transcription.

Aux termes de la même loi (art. 19, § 2. et 17, § 1) et de la loi du 23 mars 1882 (art. 14), ces transcriptions ou inscriptions doivent contenir les noms de famille, ou patronymiques, portés au titre provisoire, et, à défaut de cette mention essentielle, les droits qui en font l'objet ne sont pas opposables aux tiers acquéreurs.

ALGER, 1er MAI 1901. 220

——— *Algérie, conflit des titres français notariés ou judiciaires et des titres administratifs, loi du 15 février 1897, purge, délai.*

Pages

Il résulte des art. 2, 14, § 1, et 15, § 1, de la loi du 16 février 1897 que, dans les territoires où les lois du 26 juillet 1873 et du 28 avril 1887 ont reçu leur application, les droits résultant de titres français notariés ou judiciaires sont purgés faute par ceux qui les invoquent d'avoir, dans le délai de six mois à compter de la publication de la première loi, actionné en reconnaissance de ces droits les possesseurs de titres délivrés par l'administration des domaines.

ALGER, 27 MARS 1901. 287

——— *Algérie, immeuble soumis à la loi française, acquéreur ou co-échangiste, musulman, translation de la propriété, transcription.*

Un indigène ne peut devenir propriétaire *erga omnes* de terrains soumis à la loi française qu'au moyen de la transcription,

En particulier, lorsqu'un jugement attribue à un indigène un terrain francisé, en échange d'un autre immeuble dont il a été dépossédé, cette attribution n'est opposable aux tiers qu'à compter du jour de la transcription du jugement, et celle-ci ne saurait être suppléée par la transcription des actes au moyen desquels l'indigène était devenu acquéreur des immeubles dont il a été dépossédé.

En conséquence, le tiers, propriétaire, en vertu d'un titre transcrit antérieurement au jugement, des parcelles attribuées en contre-échange, doit être jugé l'attributaire.

ALGER, 10 JUIL. 1901. 474

——— *Algérie, loi du 26 juillet 1873, titre administratif, rétroactivité, titre antérieur, inefficacité, prescription de dix à vingt ans.*

Les dispositions des art. 3 et 18 de la loi du 26 juillet 1873 doivent s'entendre en ce sens que, par la délivrance du titre administratif, la propriété est censée avoir toujours reposé sur la tête de celui qui est légitimement détenteur de ce titre ; — Dès lors, tous les actes antérieurs qui contrediraient cette déclaration de propriété sont frappés d'une decheance originaire et ne sauraient notamment servir de base à la prescription de dix à vingt ans.

ALGER, 30 AVRIL 1900. 87

——— *Algérie, terre arch, promesse de vente entre indigènes, nullité,*

La disposition de l'art. 7 de la loi du 28 avril 1887, qui autorise la promesse d'une vente d'un terrain arch, à la charge pour l'un des contractants de se pourvoir dans les trois mois en délivrance de titre, se réfère uniquement aux promesses de vente faites par des indigènes à des européens et ne saurait être étendue aux indigènes contractant entre eux.

ALGER, 4 JUILL. 1901. 383

——— *Tunisie, revendication, titre ancien, acquisition par un européen, titre irrégulier, possession paisible.*

A l'époque où les lois et coutumes de la Tunisie faisaient obstacle à ce que des européens pussent devenir propriétaires d'immeubles dans la Régence, il était impossible pour ceux d'entre eux qui en achetaient de se procurer un titre régulier de leur acquisition.

Pages

Dès lors, il n'y a pas lieu de reprocher le manque de titre régulier à un propriétaire d'immeuble qui est resté depuis l'époque dont s'agit en possession paisible et qui a pu disposer de son bien sans être aucunement troublé par qui que ce soit.

Il en est ainsi, tout au moins, au cas où le revendiquant n'apporte lui-même aucune preuve de ses prétendus droits et se borne à présenter des allégations qu'il est impossible de contrôler en raison du long temps qui s'est écoulé depuis l'époque où les faits allégués se seraient produits.

TRIB. DE TUNIS, 25 AVRIL 1900. 499

Propriété littéraire, *opéra, livret français traduit en italien, représentation en Tunisie, défaut d'autorisation de l'auteur, délit, directeur et propriétaire du théâtre, coauteurs, compétence, saisie conservatoire, référé, action correctionnelle ultérieure, recevabilité.*

Aux termes de l'art. 3 de la loi des 13 et 19 janvier 1791, applicable en Tuniste en vertu de la convention internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, la représentation en italien, à Tunis, d'une opérette dont le livret français a été écrit par un membre de la société des auteurs et compositeurs dramatiques ne peut avoir lieu sans le consentement préalable du représentant de cette société, à peine de l'application au directeur du théâtre des art. 428 et 429 C. pén

Il importe peu que ce directeur ait versé des droits correspondants à la société italienne des auteurs et compositeurs et qu'il ait acquitté les droits dus à l'auteur de la musique ; — Il ne saurait de même faire disparaître le délit à lui reproché en offrant d'acquitter les droits dus à la société poursuivante, quand ils auront été liquidés par la juridiction civile.

Est passible, en qualité de coauteur, des peines prévues aux articles précités, le propriétaire du théâtre s'il est intéressé à l'entreprise théâtrale, notamment s'il touche au lieu de loyers un tant pour 100 des recettes et s'il a le monopole de la vente des consommations.

La règle *electa una via* ne s'oppose à la recevabilité d'une poursuite correctionnelle que s'il y a : 1° préexistence d'une action civile ; 2° identité dans la cause et l'objet des deux actions ; 3° identité des parties ; — Par suite, une saisie conservatoire même suivie de référé ne saurait priver la société des auteurs et compositeurs dramatiques du droit de s'adresser à la juridiction correctionnelle pour poursuivre la répression d'une représentation non autorisée.

TRIB. DE TUNIS, 29 DÉC. 1900. 254

Provocation. — V. *Cour d'assises.*

Proxénétisme. — V. *Obligation.*

Q

Qualités des jugements, *règlement, opposition, clerc d'avoué, nullité.*

Pages

L'opposition à qualités étant un acte du ministère exclusif de l'avoué, pour lequel aucune substitution n'est admise, cette opposition est nulle et non avenue lorsqu'elle est formée non par l'avoué lui-même, mais par un de ses clercs.

ALGER, 20 JUILL. 1901. 480

Question préjudicielle. — V. *Compétence.* — *Nationalité.*

Quotité disponible. — V. *Donation.* — *Habous.* — *Succession.*

R

Référé, *compétence, juridiction française, décision d'une juridiction tunisienne, exécution, européen, exequatur.*

La juridiction française, en l'espèce le juge des référés, est incompétente pour connaître de l'exécution des décisions rendues par l'autorité judiciaire tunisienne; — Ces décisions ne sont pas opposables aux justiciables de la juridiction française lorsque, d'une part, ceux-ci n'ont pas été parties à l'instance et que, d'autre part, elles n'ont pas reçu l'exequatur des tribunaux français.

TRIB. DE TUNIS, 24 DÉC. 1898. 432

V. *Succession.*

Régime dotal, *immeuble dotaux, dettes de la femme.*

Les biens dotaux ne sont point grevés des dettes contractées par la femme pendant le mariage.

ALGER, 26 JUIN 1901. 464

Réglement de juges. — V. *Compétence.*

Réhabilitation. — V. *Délégations financières.*

Remploi. — V. *Habous.* — *Contrat de mariage.*

Reprise d'instance. — V. *Requête civile.*

Répudiation. — V. *Mariage.*

Requête civile, *qualité, subrogé tuteur, reprise d'instance, décès de l'une des parties, défaut de notification, validité.*

Lorsqu'un tuteur se joint à la demande de requête civile formée par une personne se disant subrogé tuteur d'un mineur, fait sienne cette demande en constituant le même avoué et en appuyant toutes les conclusions de la requête, en provoquant une délibération du

Pages

conseil de famille afin de donner audit subrogé tuteur mission de continuer ladite demande, il n'y a pas lieu de déclarer la requête civile irrecevable comme formée par une personne sans qualité.

En matière de reprise d'instance et au cas de décès de l'une des parties survenu avant que l'affaire soit en état, est valable et régulière la procédure postérieure à ce décès, tant que la notification dudit décès n'a pas été faite (C. pr. civ., art. 344).

ALGER, 3 JUIN 1901. 361

——— *Tunisie, juge de paix à compétence étendue, rescindant, rescisoire, décision unique.*

La requête civile est recevable contre les décisions des juges de paix à compétence étendue.

Ce principe est spécialement applicable aux sentences rendues en Tunisie par les juges de paix à compétence étendue.

Viole les principes de la matière le juge qui, saisi d'une requête civile, annule le rescindant avec le rescisoire.

CRIM. CASS., 24 AVRIL 1901. 208

Responsabilité, *accident, faute, patron, employé.*

Un patron est responsable du fait d'un charretier à son service lorsque, celui-ci s'étant fait remplacer par un tiers dans la conduite de son attelage, ce tiers est blessé par suite d'un accident, même causé par sa faute, et survenu pendant que l'attelage était placé sous sa direction.

Le fait que le charretier et le blessé étaient au service du même patron et que celui-ci avait interdit au blessé, en raison de son jeune âge et de son inexpérience, de conduire aucun équipage, n'est pas de nature à exonérer le patron de toute responsabilité pécuniaire s'il n'a pas pris la précaution de donner au charretier les ordres nécessaires pour empêcher l'accident de se produire.

ALGER, 28 NOV. 1900. 229

——— *postes et télégraphes, pli chargé, valeurs, soustraction, poids différent au départ et à l'arrivée.*

S'il est vrai que l'administration des postes et télégraphes, ne pouvant ni ne devant vérifier l'exactitude des déclarations de chargement qui lui sont faites, ne peut être responsable de l'existence du chargement tel qu'il est déclaré, il est certain, en revanche, que cette administration est tenue de rendre les plis chargés tels qu'elle les a reçus ; spécialement, elle doit les livrer à destination avec le poids exact qu'ils avaient au départ, sauf la différence minime de tolérance d'usage. Et ne saurait être considérée comme telle, pour une lettre chargée, une différence de 2 grammes 95 centigrammes.

En pareil cas, la responsabilité de l'administration ne peut être dégagée par l'acceptation que le destinataire aurait faite de ladite lettre chargée, alors que, contrairement à l'obligation qui lui incombe, l'administration a négligé d'indiquer, à l'arrivée, sur l'enveloppe, au moyen d'une empreinte spéciale, la différence de poids présentée par le pli.

ALGER, 10 DÉC. 1900. 145

Pages

——— *société de fait, accident, faute, dommages-intérêts, solidarité.*

En l'absence de toute convention contraire, les sociétés de fait sont réputées établies en nom collectif et soumises aux règles posées par les art. 80 et suiv. C. com., spécialement en ce que les associés sont tenus solidairement des dettes sociales.

Une société de tramways est responsable de l'accident dont un de ses receveurs a été victime lorsqu'elle n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour que ses employés puissent percevoir le prix des places sans courir aucun danger, notamment sans être exposés aux chocs des autres véhicules.

La solidarité entre plusieurs personnes, pour le paiement des dommages-intérêts, ne peut être prononcée qu'à raison de la même faute.

ALGER, 13 JUILL. 1901. 385

V. *Avaries. — Commune de plein exercice. — Compétence. — Exploit. — Notaire tunisien.*

Revendication. — V. *Propriété. — Vente d'immeubles.*

Revision, *décisions inconciliables, recevabilité.*

Lorsque deux prévenus ont été condamnés, dans des instances séparées, par le même tribunal, aux mêmes peines pour un même fait commis à la même date et envers les mêmes personnes, sans qu'aucune coopération ou complicité ait pu exister entre eux, ces deux décisions sont inconciliables entre elles et la demande en revision est recevable, alors même qu'elles auraient été exécutées.

C. CASS. (CH. CRIM.) 8 AOUT 1901. 343

——— *matière musulmane, Cour d'Alger, compétence, procédure civile, pourvoi en cassation, Mozabites, loi ibadite, Nil, exécuteur testamentaire, désignation.*

La Chambre de revision musulmane de la Cour d'Alger ne peut connaître des moyens de nullité relevés à l'encontre d'un jugement, constituant simplement des infractions aux règles de compétence en matière musulmane édictées par les art. 7 du décret du 17 avril 1889, 1er du décret du 29 décembre 1890, dont la violation doit, aux termes de l'art. 50 § 2 du décret du 25 mai 1892, être soumise à l'appréciation de la Cour de cassation.

Il ne lui appartient pas non plus de connaître des infractions à des dispositions générales de notre procédure étendues à la procédure musulmane, dont l'inobservation peut donner ouverture, aux termes de l'art. 50 § 1er du décret susvisé, à tierce opposition.

Enfin, cette chambre est également incompétente pour statuer soit sur les manquements du juge musulman à des règles générales de convenance étrangères aux prescriptions spéciales des droits et coutumes des musulmans concernant leur statut personnel, leurs successions, leurs immeubles non francisés, — soit sur l'excès de pouvoir que ce juge aurait commis en ordonnant l'exécution provisoire d'une décision frappée d'appel (D. 25 mai 1892, art. 52).

2° Ne viole aucun des principes des droits et coutumes qui régissent en Algérie les musulmans, la décision qui déclare, par une inter-

prétation de la volonté du testateur, basée sur les faits et circonstances de la cause, qu'une personne était l'exécuteur testamentaire désigné, sans indication de nom, par le défunt dans son testament.

Lorsque le cadi ibadite s'est borné à constater, comme notaire, la désignation d'un exécuteur testamentaire faite par des Mozabites n'ayant pas qualité à cet effet, la décision qui ne tient pas compte de cette désignation ne viole aucun des passages du Nil et en fait au contraire une juste application.

ALGER, (CH. DE REV. MUSULM.), 16 JANV. 1901. 62

S

Sage-femme. — V. *Compétence.*

Saisie-arrêt. — V. *Autorisation maritale.* — *Jugement par défaut.*

Saisie-brandon. — V. *Compétence.*

Saisie immobilière. *lecture et publication du cahier des charges, sursis.*

La procédure de saisie immobilière ne prévoit et n'admet aucun sursis à l'accomplissement, dans le délai fixé par les art. 694 et 695 C. pr. civ., de la lecture et de la publication du cahier des charges.

ALGER, 6 MARS 1901. 402

——— *Tunisie, immeuble non immatriculé, nantissement, remise du titre de propriété, adjudication, art. 692 C. pr. civ., non applicabilité, nantissements successifs, droits des créanciers gagistes.*

En Tunisie, les dispositions de l'art. 692 C. pr. civ. ne peuvent recevoir d'application en ce qui concerne les immeubles non immatriculés, sur lesquels il ne peut pas exister de créanciers inscrits.

Le créancier peut, il est vrai, recevoir en nantissement les immeubles de son débiteur : mais ce nantissement est constitué par la remise entre ses mains du titre de propriété, et tout autre créancier peut faire vendre l'immeuble sans être tenu d'appeler à la vente le créancier nanti, qui a seulement le droit de se faire attribuer par privilège, sur le prix, le montant de sa créance.

Lorsque le même immeuble a été donné en gage successivement à deux créanciers, le créancier de premier ordre qui en poursuit la vente n'est pas tenu d'appeler à ladite vente celui de second ordre ; il importe peu que ce dernier ait notifié au premier la constitution de gage faite à son profit, cette notification n'ayant d'autre but que d'empêcher le premier créancier, en cas de remboursement de sa créance, de restituer le titre de propriété reçu en nantissement du débiteur, sans le consentement du créancier gagiste de second ordre, qui a droit à la détention du titre après le paiement de la créance de premier ordre.

ALGER, 8 MAI 1901. 302

Pages

Scellés. — V. *Succession.*

Séparation des pouvoirs. — V. *Compétence administrative.*

Séquestre collectif, *domaine de l'État, convention de rachat, cession en compensation, non réalisation, mainlevée non prononcée, aliénation, droits de l'Etat, art. 20 de l'ordonnance du 31 octobre 1845, juste titre, prescription décennale.*

Le domaine de l'État est propriétaire, en vertu d'un arrêté de séquestre collectif, et aux termes des dispositions de l'ordonnance du 31 octobre 1845, notamment des art. 13, 20, 27, 28 de ladite ordonnance, des parcelles objet de ce séquestre. — Il ne cesse d'en être propriétaire qu'à partir de la décision administrative prononçant la mainlevée de ce même séquestre.

Une convention de rachat de séquestre collectif, intervenue entre la tribu intéressée et le domaine, non suivie d'une décision administrative prononçant la mainlevée dudit séquestre, ne modifie pas, à cet égard, aux termes de l'art. 50 de l'ordonnance précitée, les droits résultant, pour le domaine, sur les parcelles séquestrées, de l'arrêté de séquestre collectif les concernant.

Il en est de même de la cession provisoire en compensation, par le domaine, de parcelles séquestrées, non suivies de décision administrative, revêtue de l'approbation du gouverneur général, convertissant en définitive cette cession provisoire.

Aucun droit utile ne pouvant être conféré sur les biens séquestrés, au préjudice de l'Etat, pendant la durée du séquestre, aux termes de l'art. 20 de l'ordonnance, les ventes judiciaires ou volontaires de ces biens qui ont lieu pendant cette durée, en dehors du domaine, ne peuvent lui être opposées, soit comme titres constitutifs de propriété, soit comme justes titres, dans le sens de l'art. 2265 C. civ., relatif à la prescription décennale.

ALGER, 6 FÉVR. 1901. 59

V. *Compétence — Habous.*

Serment, *bail non écrit, défaut d'exécution, preuve, musulmans, forme.*

La preuve d'un bail fait sans écrit et qui n'a encore reçu aucune exécution ne peut être faite qu'à l'aide du serment déféré à celui qui nie le bail.

Aucun texte n'impose aux musulmans, notamment dans une affaire de la compétence des tribunaux français, de prêter le serment qui leur est déféré dans une mosquée du rite auquel ils appartiennent, et, en pareil cas, c'est le serment tel que le prévoit et le réglemente le Code civil qui seul peut être déféré.

TRIB. DE BOUGIE (AUD. MUSULM.), 20 JUIN 1901. 389

V. *Cour d'assises.* — *Prescription.*

Servitude *conduite d'eau et arrosage, règlement administratif, répartition des eaux, destination du père de famille, art. 688 et 692 C. civ., droits des acquéreurs.*

Une servitude de conduite d'eau et d'arrosage au profit du fonds inférieur et à la charge du fonds supérieur peut légalement naître

de l'établissement par un même propriétaire d'un système de canalisation destiné à conduire des eaux d'irrigation d'un fonds sur l'autre ; mais il n'en est plus ainsi lorsque, les canaux ayant été antérieurement établis, il ne s'agit plus que de l'usage de ces canaux, en vue de répartir l'eau sur les deux fonds, fait par le propriétaire unique des deux immeubles.

Cette répartition ou cette réglementation du débit des eaux ne saurait avoir cet effet d'engendrer un droit quelconque au profit de celui qui y pourvoit et n'a pu d'ailleurs y pourvoir que par des entreprises discontinues et dont rien n'a révélé l'existence à l'extérieur ; elle ne lui permet pas, par suite, d'invoquer la destination du père de famille, telle que la consacre les art. 688 et 692 C. civ., alors surtout que c'est un acte d'administration publique qui a réglementé la distribution des eaux entre les deux fonds.

Et l'acquéreur ultérieur du fonds supérieur a le droit d'exiger que la répartition de l'eau sur chacun des deux fonds soit rétablie telle qu'elle a été fixée par l'administration.

ALGER, 13 JUILL. 1900. 195

——— *immeuble non immatriculé, droit tunisien, servitude de vue, droit de faire boucher les fenêtres, conditions.*

D'après le droit tunisien applicable aux immeubles non immatriculé, tout propriétaire peut faire boucher les fenêtres et ouvertures de la maison contigue à son fonds et ouvrant sur ce fonds, toutes les fois que cette fermeture n'aura pas pour résultat de priver de lumière les chambres où se trouvent les fenêtres menacées.

TRIB. DE TUNIS, 10 DÉC. 1898. 429

——— *vues, Tunisie, immeuble non immatriculé, droit musulman, ouverture, durée, délai.*

Si, hors le cas de convention, des ouvertures pratiquées dans un immeuble non immatriculé, et donnant vue dans un autre immeuble également non immatriculé, ne peuvent, d'après le droit musulman, être fermées après dix années et peuvent seulement être obstruées par une contruction du voisin, du moins le voisin peut en faire ordonner la démolition avant l'expiration de ces dix années, et spécialement au moment de la création de l'ouverture.

Et, s'il se borne à demander que ces ouvertures soient ramenées aux conditions énumérées dans les art. 676 et 677 C. civ. français, il y a lieu de lui adjuger ces conclusions, non par application de la loi française, qui est inapplicable en Tunisie aux immeubles non immatriculés, mais parce que la demande est alors inférieure à ce qu'il aurait le droit d'exiger.

TRIB. DE SOUSSE, 25 OCT. 1900. 553

Société anonyme, *dissolution anticipée, intérêt des créanciers, concession de chemin de fer, rachat, pouvoirs des tribunaux,*

Les tribunaux ont le droit de prononcer la dissolution anticipée d'une société anonyme lorsqu'il est constaté en fait que l'état de lutte existant au sein de la société et la coexistence de deux conseils d'administration sont de nature non seulement à mettre en péril les intérêts des créanciers régis par un concordat accordé à ladite société, mais encore, s'agissant en l'espèce d'une compagnie de chemins de fer algériens, à amener le rachat d'office par l'État,

Pages

lequel rendrait la société sans objet et se réaliserait dans des conditions absolument onéreuses que seule la dissolution peut prévenir.

PARIS, 10 DÉC. 1900. 251

Solidarité. — V. *Responsabilité.*

Soustraction frauduleuse, *complicité par recel, cassation, moyen nouveau, irrecevabilité.*

L'individu qui, poursuivi pour soustraction frauduleuse, est condamné pour complicité par recel de la dite soustraction frauduleuse, ne saurait soulever, pour la première fois devant la Cour de cassation, un moyen tiré d'une prétendue violation de l'art. 182 C. instr. crim.

CRIM. CASS., 10 MAI 1901. 214

Succession, *acceptation tacite, nature, communauté légale, renonciation, inventaire.*

L'acceptation tacite d'hérédité ne peut résulter que d'un acte impliquant la volonté manifeste et certaine de se porter héritier.

Le fait de s'être donné dans un acte la dénomination d'héritier ne saurait être retenue comme impliquant l'intention certaine de se porter héritier.

ALGER, 26 JUIN 7901. 464

——— *Espagnol domicilié à l'étranger, décès en France, meubles, statut personnel, légataire universel, envoi en possession, législation espagnole, héritier naturel non réservataire, scellés, créancier, juge des référés.*

Lorsqu'un espagnol, résidant en France, mais domicilié en Espagne, décède en France, et ne laisse, dans ce pays, que des biens mobiliers, sa succession doit être régie en France par la loi espagnole.

Si le testament du *de cujus* institue un légataire universel et des exécuteurs testamentaires, et ordonne que toutes les opérations concernant la succession seront accomplies par ces exécuteurs testamentaires sans aucune intervention judiciaire ou consulaire, les héritiers naturels réservataires, tels que le frère du défunt, ne peuvent plus, après l'envoi en possession du légataire universel, ni faire obstacle à la libre administration de celui-ci, ni contester cette administration, ni prendre les mesures conservatoires instituées par la loi française, alors que ni la loi espagnole, ni le traité franco-espagnol du 7 janvier 1862 n'admettent ni n'exigent, dans ce cas, l'apposition des scellés.

La loi espagnole exige, pour que le créancier d'une succession testamentaire puisse poursuivre le recouvrement de sa créance, qu'il agisse dans les trente jours du décès, devant les tribunaux espagnols, et surtout qu'il justifie d'un titre authentique et d'une créance certaine et exigible.

Si cependant un sujet espagnol, agissant soit comme héritier naturel, soit comme créancier du *de cujus*, avait fait apposer les scellés, il y a lieu d'appliquer l'art. 940 C. pr. civ., lorsque sa qua-

Pages

lité pour requérir l'apposition des scellés vient à disparaître par suite de la découverte d'un testament.

Les mesures prescrites en référé étant essentiellement provisoires, il n'en résulte ni droit acquis, ni chose jugée, et elles peuvent être modifiées par le juge en raison de changements survenus dans la position des parties ou de faits nouveaux qui ne permettent pas de les maintenir.

En conséquence, au cas de décès d'un Espagnol en France, le juge des référés, qui a d'abord autorisé la levée des scellés avec inventaire, en présence d'un héritier du sang, peut ensuite, toutes choses étant d'ailleurs restées entières, ordonner, à la suite de l'intervention des exécuteurs testamentaires et des justifications qui lui ont été produites pour la première fois, qu'il sera procédé à la levée des scellés hors la présence de l'héritier du sang, et sans inventaire, conformément à la loi espagnole.

PARIS, 26 MARS 1900. 126

——— *Tunisie, immeubles, loi nationale du défunt, citoyen suisse, loi du canton de Valais, réserve, descendants, contrat de mariage, protégé anglais, israélite tunisien, coutumes tunisiennes, droits des enfants.*

En Tunisie, les successions sont régies, même en ce qui concerne les immeubles, par la loi nationale du défunt.

D'après la loi du canton de Valais, les enfants ont droit à une réserve qui est des deux tiers de la succession lorsque le défunt laisse des enfants légitimes ou légitimés.

Suivant la même loi, lorsque les époux se sont mariés sans contrat, leur régime matrimonial est celui de la communauté réduite aux acquets.

D'après la législation anglaise, ce sont les coutumes tunisiennes qui sont applicables aux successions laissées en Tunisie par les israélites indigènes sujets anglais qui étaient domiciliés dans ce pays au moment de leur décès, — et à cet égard le changement de juridiction survenu à la suite de la suppression des capitulations n'a apporté aucune modification dans le statut personnel de ces indigènes ni dans les règles relatives à la dévolution de leur succession.

D'après les coutumes israélites tunisiennes, les filles sont exclues par les enfants mâles de la succession de leurs père et mère et elles ont seulement le droit de réclamer la dot qui leur est nécessaire pour contracter mariage.

TRIB. DE TUNIS, 17 MAI 1900. 451

——— *Tunisie, israélites algériens citoyens français, contrat de mariage, loi française, quotité disponible entre époux.*

Les successions des israélites algériens citoyens français étant régies par la loi française, il y a lieu de leur appliquer l'art. 1094 C. civ., aux termes duquel la femme mariée qui a laissé des enfants ne peut donner en usufruit à son mari que la moitié de ses biens.

D'autre part, si le régime matrimonial des israélites algériens était, avant le décret du 24 octobre 1870, régi par le droit rabbinique, il y a eu renonciation à ces droits pour se soumettre à la loi française de la part des époux qui se sont alors mariés dans les formes prescrites par le Code civil français.

TRIB. TUNIS, 2 MAI 1900. 537

Pages

Succession vacante, *curateur, nomination, condition.*

Il n'y a pas ouverture à curatelle par suite de vacance de la succession lorsque le mari de la défunte, héritier pour partie de sa femme, se trouvait au lieu du décès lorsque cet événement est survenu, qu'il a correspondu au sujet de la succession avec les autres héritiers et déposé en l'étude du notaire liquidateur les titres et valeurs de la *de cujus*.

ALGER, 26 JUIN 1901. 464

V. *Habous. — Motifs des jugements.*

T

Tabac. — V. *Douane.*

Taxes municipales. *ville de Tunis, demande en décharge et en réduction, délai, point de départ ; action en paiement, intérêts moratoires ; matière administrative, appel, effet suspensif ; défenseurs, dépens, distraction.*

La demande en décharge ou en réduction de taxes municipales régulièrement établies pour la ville de Tunis n'est recevable que dans le mois qui suit la mise en recouvrement des rôles de répartition et après le paiement de la taxe.

Les taxes municipales ayant le caractère d'un impôt et ne pouvant, par suite, être ni diminuées ni augmentées, l'administration municipale est mal fondée dans sa demande en paiement d'intérêts moratoires.

En matière administrative, les décisions rendues sont toujours susceptibles d'appel et l'appel est suspensif.

Le ministère des défenseurs n'étant pas obligatoire devant les tribunaux civils statuant en matière administrative, la distraction des dépens ne saurait être ordonnée.

TRIB. DE TUNIS, 22 MAI 1901. 441

Témoin. — V. *Conseil de guerre.*

Testament, *Algérie, greffier-notaire au titre II, formes, authenticité, séquestre, mainlevée, exécution provisoire.*

Le testament spécial prévu par l'art. 8 du décret du 18 janvier 1875, sur l'exercice des fonctions notariales par les greffiers de justice de paix de l'Algérie, n'exige pas que la réception de la dernière volonté du testateur soit constatée avec toutes les formalités exigées par les art. 971 et 972 C. civ.

Le testament reçu par le greffier-notaire au titre II n'est pas un acte authentique permettant au juge d'ordonner l'exécution provisoire.

TRIB. D'ORAN, 10 DÉC. 1900. 151

Pages

——— *Algérie, greffier-notaire au titre II, formes, caractère, conditions, témoins instrumentaires, présence.*

Aux termes de l'art. 8 du décret du 18 janvier 1875, les testaments reçus par les greffiers-notaires au titre II n'ont aucun caractère authentique et sont non avenus si, en cas de survie du testateur, ils n'ont pas été renouvelés dans les six mois avec les formalités ordinaires, devant un notaire.

Ces testaments ne sont soumis qu'à la stricte observation des conditions spéciales édictées par l'art. 8 du décret précité, lequel dispose simplement que les actes dont s'agit seront reçus par le greffier-notaire en présence de deux témoins.

Par suite, le testateur n'est point astreint à dicter ses dispositions comme le veut l'art. 972 C. civ. et peut manifester ses dernières volontés de toute autre manière.

Mais la présence des deux témoins doit être, à peine de nullité, permanente et surtout effective au moment où se produit cette manifestation ; — Il ne suffit pas que les témoins interviennent seulement lors de la lecture et de la signature du testament rédigé hors leur présence par le greffier-notaire.

ALGER, 20 NOV. 1901. 490

——— *legs, incapacité de recevoir, médecin, garde-malade, légataire de la quotité disponible, paiement des legs particuliers, frais de délivrance, testament olographe, dépôt au consulat, exécution provisoire, défenses.*

L'art. 909 C. civ., qui interdit aux médecins de recevoir certaines libéralités testamentaires, dérogeant au droit commun, ne peut recevoir une interprétation extensive et n'est pas applicable aux garde-malades.

Le paiement des legs particuliers est exclusivement à la charge du légataire de la quotité disponible qui a accepté régulièrement ce legs à titre universel.

Il en est de même, nonobstant l'art. 1016 C. civ., des frais de l'instance à laquelle a donné lieu la contestation dudit légataire qui succombe dans sa demande en nullité du testament.

Un testament olographe déposé chez un notaire est un acte authentique, et, s'il est attaqué, le tribunal peut ordonner l'exécution provisoire du jugement qui le maintient ; — Mais il n'en est pas de même du testament déposé en pays étranger à la chancellerie du consulat de France.

ALGER, 7 JANV. 1901. 446

Tirailleur algérien. — V. *Pensions de retraite.*

Transcription. — V. *Propriété.*

Travaux publics, *Tunisie, occupation temporaire, remise des lieux en bon état, dommage, évaluation, expertise.*

Au cas où l'administration des travaux publics ou son représentant a occupé temporairement un terrain, en exécution du décret beylical du 20 août 1888, et où la remise en bon état des lieux n'a pas été complètement effectuée, l'inexécution de l'obligation de l'occupant peut se résoudre en dommages-intérêts et consister dans

Pages

l'allocation d'une indemnité régulièrement évaluée par une expertise et représentant le dommage causé.

TRIB. DE SOUSSE, 17 MAI 1900. 168

V. *Compétence. — Privilège.*

Tutelle. — V. *Requête civile.*

U

Usufruit. — V. *Habous.*

Usure. — V. *Loterie.*

V

Vente, *droit tunisien, kemchat madjoulat, caractère définitif, chefaâ, action, irrecevabilité.*

En droit tunisien, la vente d'un immeuble moyennant un prix augmenté de la poignée d'argent (kemchat madjoulat) est définitive et sans recours ; notamment l'exercice du droit de chefaâ en pareil cas est irrecevable.

TRIB. MIXTE DE TUNISIE, 15 JUIN 1898. 204

V. *Mandat.*

Vente à tempérament. — V. *Loterie.*

Vente de substances médicamenteuses, *épicier, huile de foie de morue, pharmacien, loi du 21 germinal an XI.*

La vente par un épicier d'huile de foie de morue par bouteilles ne constitue pas le délit prévu par l'art. 33 de la loi du 21 germinal an XI sur l'exercice illégal de la pharmacie.

ALGER, 7 DÉC. 1900. 90

Vente de meubles. — V. *Commissaire priseur.*

Vente d'immeubles, *Tunisie, droits de mutation, décrets beylicaux du 4 janvier 1882, du 1er novembre 1893, du 12 décembre 1895, prescription.*

En Tunisie, les droits de mutation sur les ventes d'immeubles, établis par les décrets beylicaux du 4 janvier 1882, du 1er novembre 1893 et du 12 décembre 1895 ne sont pas soumis à une prescription spéciale ; il y a donc lieu de leur appliquer la prescription extinctive générale du droit tunisien, qui est de quinze années.

TRIB. DE SOUSSE, 28 JUILL. 1900. 307

Pages

——— *Tunisie, adjudication à la barre du tribunal français, acquéreur tunisien, vente à un autre Tunisien, revendication, compétence, juridiction tunisienne, action possessoire, éviction, dommages-intérêts.*

Le Tunisien acquéreur d'une propriété adjugée à son propre vendeur à la barre du tribunal français est mal fondé à poursuivre celui-ci en dommages-intérêts en raison de l'éviction qu'il aurait subie, alors qu'il ne démontre pas qu'il y a eu éviction définitive et que celle-ci est due à la faute du vendeur.

Il n'y a pas éviction définitive dans le fait que l'acquéreur a vu juger contre lui une action possessoire par le tribunal de province indigène, qui a eu soin de réserver le jugement du pétitoire à la juridiction compétente.

TRIB. DE SOUSSE, 10 MAI 1900. 443

Vente publique de marchandises, *Algérie, courtier de commerce, commissaire priseur, attributions respectives, loi du 3 juillet 1861. loi modificative, applicabilité.*

La loi métropolitaine du 3 juillet 1861 sur les ventes publiques de marchandises en gros, autorisées ou ordonnées par la justice consulaire, est exécutoire en Algérie sans promulgation spéciale comme simplement modificative de la loi du 25 juin 1841, promulguée en Algérie par l'arrêté du 24 avril 1848.

En censéquence, c'est elle qui règle dans la colonie les attributions respectives des commissaire priseurs et des courtiers inscrits relativement aux ventes dont il s'agit.

CRIM. CASS., 30 JUILL. 1901. 341

V. *Courtier de commerce.*

Vérification d'écritures, *formalités, inobservation, exception de nullité, défense au fond, irrecevabilité, obligation, illettré, signature, fausse cause, preuve.*

En disposant que toute nullité d'exploit ou d'acte de procédure est couverte si elle n'est pas proposé avant toute défense au fond, l'art. 173 C. pr. civ. vise non seulement les exploits à domicile, mais encore les jugements, les procès-verbaux des juges et des greffiers, les requêtes et les ordonnances.

Aucun exploit ou acte de procédure ne pouvant être déclaré nul si la nullité n'en est pas formellement prononcée par la loi, l'inobservation, dans une procédure en vérification d'écritures, des formalités prescrites par les art. 193 à 213 C. pr. civ. n'entraîne pas la nullité de la vérification.

Il en est surtout ainsi lorsque ces opérations ont eu lieu avec les garanties nécessaires pour en assurer la sincérité, d'autant plus que la vérification d'écritures n'est qu'un moyen d'instruction, et qu'il est toujours loisible au juge d'y recourir à titre de renseignement, alors même qu'elle ne satisferait pas à toutes les exigences de la procédure.

Est valable la signature apposée par un illettré à l'aide d'un tiers qui lui conduit la main de manière à lui faire tracer son nom, et cette signature peut servir de base à une condamnation, alors surtout qu'il est établi que l'intéressé n'ignorait pas la teneur de la pièce signée par lui dans ces conditions.

Pages

Lorsqu'un acte d'obligation exprime une cause, c'est au débiteur qu'il incombe de prouver que cette cause est fausse.

ALGER, 26 DÉC. 1900. 292

Vins. — V. *Boissons.*

Voiturier. — V. *Avaries.*

Vol. — V. *Bechara.*

TABLE DES NOMS DES PARTIES

Pages

A

Abattoirs. 140
Abderrahini. 486, 488
Abèla. 244
Administration finances. 507
— finances tunisiennes. 182, 332
— habous. 446
— trav. pub. (Tun.) 325
— — — 144
— postes. 146
Aglot. 374
Ahmed ben Belgacem. 374
Aiglon. 159, 214
Ali Antoine. 474
Ali ben Othman. 443
Alvizet. 520
Amar. 286
André. 78
Anterrieu. 288
Aouda. 474
Arenna. 120
Aron. 30
Artuzzio. 459
Assous. 161
Aubanel. 52
Aubrine. 90
Azria. 451
Azzopardi. 272

B

Baccouche. 188, 438
Baïliche. 136
Ballester. 292
Balzaguette. 540
Banckart. 70
Banque Algérie. 272
Banque Transatlantique. 545
Barbiez. 238
Bastier. 223
Bel Aïd, 76
Bellamy. 391
Ben Attar. 133
Ben Ayed. 188, 545
Ben Cheik. 550, 389
Ben Dami. 88
Ben Dana. 155
Ben Daoud Djilali. 318
Ben Djeballah. 394
Ben Karaali. 34
Ben Ismaël. 253
Ben Nasseur. 211
Ben Otsman. 226
Ben Tchihou. 1
Ben Toliba. 101
Ben Yacoub. 34
Berkallah. 427
Beudon. 145
Bismuth. 253
Biziou. 529
Blasselle. 372, 341
Bleicher. 86
Blidi. 151
Bluntochi. 417
Boccara. 526, 537
Bois. 281
Bonnard. 184
Bonan. 92
Borzoni. 327
Boualem. 317
Bouache. 226
Bouazza. 210
Bouabça. 88
Bourgoin. 345
Bouraoui. 449
Bousafsaf. 49
Bouchérif Fatma bent Larbi. 316
Bounaud. 531
Boulay. 529
Boutié. 312
Bouzian. 288
Bouzid. 225
Bouzerat. 60
Bou Yamini. 388

	Pages
Bostangi.	38
Bréthès.	400
Brun.	214
Brunel.	266
Brulat.	438
Bussutil.	214, 502
Bureau bienf. mus. d'Alger.	308

C

Caillat.	25, 402
Caillol et Saint-Pierre.	409
Calva.	430
Cambon.	339
Camillerie Michèle.	483
Camy.	372
Camoin.	30
Canafarina.	229
Carréga.	146
Cassar.	432
Chabbouch.	396
Chabrolles.	168
Chacona.	519
Chapelié.	438
Chassaing.	134
Chattar.	421
Chekri Djouar bent Ali.	316
Chenet.	42
Cherdoub Miloud	220
Chibane ben Salah.	517
Choukabli.	540
Clément.	266
Coll.	138
Colozzi.	314
Commol.	114
Comm. mixte d'Aïn-el-Hadjar.	411
— d'Aïn-Témouchent.	166
— d'Alger et de Mustapha.	367
— mixte de Cacherou.	101
— de Chanzy.	364
— Hamm.-b.-Hadjar.	453, 521
— de Morris.	251
— de Mustapha.	284
— de Stora.	376
Compagnie de l'Afrique franç.	142
— Bône-Guelma.	377, 512
— du Coudiat-Aty.	81
— franco-algérienne.	216
— Messag. maritim.	297
— Navig. mixte.	25
— des ports de Tunis-Sousse-Sfax.	446
— Transat.	70, 346, 297
Compt. d'esc. de Boufarik.	402
— — de Sidi-b.-Abbès.	50
Contribut. diverses.	82, 273, 300
Couchez.	162
Couitéas.	552
Courtiers d'Alger.	141
Courtot.	364
Coyoutopoulo.	339

D

Dandine.	386
De la Poterie.	329
Dellil.	317
De Morès.	473
Derras.	488
De Sallancourt.	322
Dessoliers.	277
Deyron.	312
Di Guiseppe Palumbo.	450
Directeur de l'agriculture.	552
Djafri.	388
Djenia.	535
Djelloul.	7
Djarli.	234
Dorr.	423
Douanes de Tunisie.	206
Dridi Messaoud.	493
Dubois.	332
Durand.	374, 81
Duval.	130

E

El Allouch.	451
Ennouali.	203
Enregistrement.	52, 425, 460
Entrepôts d'Alger.	82
Errazquin.	126
Etat.	60
Exiga Kaiser.	240
Ezzouaoui.	203

F

Fakoussa.	272
Fallouat.	462
Faruggia.	449
Fellah Labiod.	1
Ferrah.	495
Ferry.	425
Fiori.	305
Fonkrach.	220

G

Gabay.	420
Gamond.	296
Garcela.	329, 348
Gauthier.	113
Genin.	114
Germain.	97, 300, 529

	Pages
Giano.	327
Giarmon.	405
Giera.	397, 398
Gimet.	232
Girardet.	441
Giraud	360
Ghomila.	176
Ghozali.	482
Ghubislawich.	79, 84, 114
Gnassia.	250
Goriwich.	22
Gouv. tunisien.	365
Grandes huileries de Sfax.	200
Grangette.	26
Gras.	24
Greco.	547
Gresse.	216
Guayana.	553
Guedj.	196
Guichard.	188
Guttiérès.	185, 302, 334

H

Hafiz Kaddour.	163
Hadjadj.	493
Hamouda Er Rassaa.	47
Hanafi.	41
Haouri M'hamed.	250
Harris.	132
Hassid.	155, 334
Hayn.	312
Hélouin.	134
Huchard.	516

I

Ichaï.	443
Isaac.	249

J

Joly.	462
Jorton.	47
Jourdan.	361
Juilliard.	467
Jullien.	305

K

Kaeuffer.	165
Kadi Si Abdallah.	310
Kaleb.	43
Kara El Tlembeni.	394
Kemiri.	410
Kessler.	348
Khelati.	416
Koskas.	522

L

Ladjouze.	486
Lagha.	432
Lagorce.	168
La lorgnette humaine.	314
Landicino.	236
Larbi.	407
Lartillerie.	194
Lassalle.	520
Latière.	24
Layalle.	50
Lehb.	519
Lellouch.	183
Levaillant.	417
Levy.	521
Levy Chebat.	347
Lion Salomon.	142
Lionne.	270
Lison.	132
Lloyd international.	200
Lorenzo Tabone.	365
Loussef.	158
Lovendowski.	208
Loyer.	391

M

Maareck.	174
Mabed Ahmed.	28
Madon.	196
Mahmoud ben Belkassem.	277, 279
Marbot.	91
Marcenaro.	499
M'barek.	421
Mebrek.	28
Mejean.	74
Meguin.	467
Mer.	532
Merad Ferhat.	383
Merlo.	399
Mesbah ben Hocine.	20
Messaoud ben Bahriz.	62
Meyrugui.	547
Meyer.	213
Mineo.	236
Ministre de la guerre.	240
Mnadi.	323
Moktar ben Larbi.	343
Mohamed ben Youcef.	555

	Pages
Mohamed ould Mostefa.	76
Moncelon.	325
Montesano.	255
Monteil.	194
Montravel.	86
Morati.	358
Moreau.	453
Morena.	302
Morès (de).	473
Moulin.	74
Moumou.	405
Mouni.	318
Municip. de Tunis.	405

N

Nafaa Cherif.	382
Nataf.	302
Nicod.	168
Nizard.	433
Nouri ben Ali.	416
Nouvion.	376
Nuzzo.	502

O

Otmani Mohamed.	164
Oudaille.	26

P

Pace.	184
Pagès.	208
Paul.	423
Parrega.	480
Pelaz.	78
Peyron.	265
Pliche.	522
Postes de Tunis.	377
Ponchol.	20

R

Ramella.	429
Rascouailles.	360
Rebbi.	185
Renaud.	114
Ribet.	381
Ricklin.	186
Roche.	238
Rose.	464
Rosello.	122, 350, 354
Ruau.	273

	Pages

S

Sacuto.	43
Sadia Kanoui.	284
Salah ben Abdallah.	205
— Ahmed el Ouargli.	260
Salah Ouahad.	337
Salem el Alaoui.	337
— Hamou.	225
Samama.	182
Sancey.	223
Scetbon.	186, 237, 206, 507
Schmitt.	88
Scotto.	499
Segura.	292
Sekfali.	456
Sekkala Yaya.	477
Senlehes.	232
Serrano.	79, 84
Sfez.	429
Sicard.	166
Simian.	79, 84
Soc. auteurs dramatiques.	255
— coopérative d'Algérie.	96
Sogler.	409
Soria.	427, 438
Soupireau.	145
Sudaka.	467
Susini.	92, 174
Suzlée.	464
Stambouli.	7
Syndicat Taïeb.	176
— des eaux de Dublineau.	307
— — de Perregaux.	307
— — de l'oued Bouchenia.	148
— des pharmaciens d'Alger.	90

T

Taïeb.	157, 176
Tapia.	183
Targe.	277, 279
Tarbouriech.	273
Tenoudji.	389
Terrade.	113, 361
Tesi.	430
Tessier.	150
Teulé.	148
Thevenet.	50
Tiozzo.	346
Torregrosa.	477
Tramways algériens.	386
Travaux publics.	273
Turki.	47

	Pages
V	
Valensi.	407
Vars.	249
Vaury.	68
Ventre.	30
Viala.	151, 490
Vidal.	411
Ville d'Alger.	284, 286
Ville d'Oran.	140
Visconti.	322
Y	
Yelbi.	323
Z	
Zamrech.	400
Zaza.	553
Zeghouda.	308
Zeglaoui.	449

TABLE CHRONOLOGIQUE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

Pages

1896

JUIN

17 Tunis 323

1898

JUIN

15 Tunis 204

JUILLET

23 Sousse 176
29 C. d'Etat 456

OCTOBRE

22 Tunis 427

DÉCEMBRE

10 Tunis 429
24 Tunis 432

1899

FÉVRIER

4 Tunis 329

MAI

18 C. d'Etat 265

JUIN

20 Alger 375
25 Tunis 38

JUILLET

21 Sousse 176
27 Sousse 92

Pages

AOUT

4 C. d'Etat 205

OCTOBRE

28 Alger 350

DÉCEMBRE

9 Tunis 252
16 Mascara 116

1900

JANVIER

6 Tunis 44

FÉVRIER

13 Bône 33
15 Alger 350

MARS

14 Tunis 273, 324
19 Alger 67
21 Alger 73
26 Paris 125
28 Tunis 331

AVRIL

7 Alger 87
25 Tunis 499

MAI

2 Tunis 537
10 Sousse 336, 443
15 Bayonne 139
17 Sousse 446, 449, 451
30 Alger 29

Pages

JUIN

6 Tunis 131
7 Sousse 393
7 Ouzara 155
8 Alger 88
9 Alger 244
13 Tunis 43, 47
13 Alger 70
14 Sousse 552
27 Tunis 131
28 Alger 338
28 Sousse 507
29 Bône 251

JUILLET

13 Alger 195
13 C. d'Etat 19
18 Alger 96
19 Alger 42

AOUT

8 Seine 91

OCTOBRE

2 Alger 81
15 Alger 76
17 Alger 82
18 Alger 113
25 Alger 77
25 Sousse 553

NOVEMBRE

7 Alger 142
7 Mascara 122
7 Tunis 181, 183
8 Alger 85, 113
19 Alger 148
20 Bel-Abbès 114

		Pages
20	Cass.	1
21	Alger	249
28	Alger	80, 84, 229

DÉCEMBRE

1	Guelma	495
5	Tunis	183, 327, 430
7	Alger	90
8	Cass.	20
10	Paris	215
10	Alger	144, 145
10	Oran	151
12	Alger	239, 400
12	Tunis	184, 186
17	Cass.	50
18	Cons. des Avocats de Paris	100
19	Tunis	545
19	Cass.	22
20	Guelma	120
21	Cass.	26
22	Cass.	23
26	Alger	292
29	Tunis	254, 322
31	Cass.	25
31	Alger	149

1901

JANVIER

4	Cass.	27
5	Bougie	97
7	Alger	235
12	Cass.	49
12	Alger	224
14	Alger	193
16	Tunis	188
16	Alger	62
18	C. d'Etat,	512, 516
18	Cass.	57
21	Cass.	52
23	Cass.	101
23	Alger	222
25	C. d'Etat	509
31	Bougie	151

FÉVRIER

1	Cass.	55
4	Cass.	134
4	Alger	223
6	Alger	59, 347
8	Cass.	135
9	Cass.	162
12	Alger	345
13	Cass.	140
20	Cass.	137
21	Alger	231, 359
23	Cass.	160
27	Alger	248, 297, 403
27	Tunis	335

MARS

6	Alger	173, 402
11	Alger	416, 421
12	Alger	166, 199
19	Cass.	158
20	Tunis	260, 433
23	Cass.	163
27	Alger	287
30	Cass.	164, 206

AVRIL

1	Alger	318
9	Alger	316
11	Cass.	157
18	Cass.	159, 208, 210
18	Alger	233
20	Téniet-el-Haâd	317
22	Tunis	502
22	Bône	425
23	Tunis	391

MAI

1	Alger	220
2	Cass.	211
4	Alger	296, 300
7	Cass.	212
8	Tunis	436
8	Alger	302
10	Cass.	214
13	Alger	462
14	Alger	306, 308
15	Tunis	394. 540
15	Alger	417
22	Alger	226
22	Cass.	265
22	Tunis	438, 441
28	Alger	358
29	Alger	310, 312, 314

JUIN

3	Alger	361
5	Alger	363, 372
8	Cass.	267
12	Alger	374
13	Alger	521
15	Alger	423
18	Alger	365
19	Alger	366
20	Bougie	389
22	Cass.	273
25	Alger	377
25	Tunis	547, 550
26	Alger	464
28	Cass.	457
28	Tunis	405
29	Alger	407

JUILLET

2	Alger	380
3	Alger	467
4	Alger	383
4	Cass.	269, 281
10	Alger	388, 474
13	Alger	385
20	Alger	410, 480
22	Alger	411
22	Cass.	283
23	Cass.	276
27	Guelma	493
30	Alger	477
30	Cass.	341

AOUT

5	Cass.	344
8	Cass.	343

OCTOBRE

12	Alger	481
14	Alger	522
17	Alger	482
18	Cass.	397, 398
19	Alger	483
21	Alger	532
22	Cass.	399
22	Alger	486, 488
23	Alger	529
26	Alger	526

NOVEMBRE

16	Trib. conflits	453
20	Alger	490, 535
21	Cass.	456

DÉCEMBRE

2	Alger	531
3	Cass.	460
7	Cass.	519
10	Cass.	520
14	Cass.	473
26	Cass.	517

TROISIÈME PARTIE

LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIÈRES

A

Pages

Adjoints indigènes. — V. *Communes mixtes.*

Administration centrale, *Algérie, indigènes, territoire civil, secrétariat général, rattachement.* — A. G. 29 déc. 1900. 13

——— *Algérie, populations indigènes.* — C. G. 30 avril 1901. 41

——— *Algérie, gouverneur général, pouvoirs.* — D. 27 juin 1901. 47

Administration départementale, *Algérie, modifications.* — D. 18 avril 1901. 40

——— *Algérie, secrétaires généraux de préfecture, affaires indigènes, police, institution.* — D. 11 janvier 1901. 17

——— *Algérie, secrétaires généraux de préfecture, attributions en matière de police générale et d'affaires indigènes.* — Circ. G. 7 mars 1901. 23

V. *Communes mixtes.*

Agriculture, *Tunisie, vétérinaire sanitaire, postes, création.* — D. B. 11 févr. 1901. 39

Pages

Alcools, *Algérie, régime fiscal.* — D. 5 juil. 1901. 49

Amnistie, *Tunisie.* — D. B. 14 févr. 1901. 40

Antiquités, *Algérie, découverte, conservation.* — C. G. 27 juill. 1901. 58

Appareils à vapeur, *épreuves, droit, perception en Algérie.* — D. 12 sept. 1301. 62

Avocats, *Algérie, pouvoirs disciplinaires de la cour d'Alger.* — D. 17 mars 1901. 27

——— *Tunisie, profession, exercice.* — D. 16 mai et 18 juill. 1901. 71

B

Boissons. — V. *Débits de boissons.*

Budget, *Tunisie, exercice 1901, fixation.* — D. B. 28 déc. 1900. 12

C

Casier judiciaire *et réhabilitation de droit, Algérie, décrets des 29 janvier et 24 juillet 1960, application.* — A. M. 24 janv. 1901 21

——— *Tunisie.* — D. P. R. F. 5 août 1901. 74

Chemins de fer, *Algérie ligne d'Aïn-Sefra à Djenien-bou-Rezg et à Duveyrier, prolongement dans la direction d'Igli, déclaration d'utilité publique.* — L. 25 févr. 1901. 24

——— *Algérie, ligne d'Aïn-Sefra à Duveyrier, exploitation.* — L. 12 juill. 1901. 56

——— *police, sûreté, exploitation, décret du 1er mars 1901, Algérie, applicabilité.* — D. 1er juill. 1901. 57

——— *compagnie franco-algérienne, concessions, rachat.* — L. 12 déc. 1900. 7

Pages

Colonisation, *Tunisie, dépenses, classification, dotation.* — D. B. 25 sept. 1900. 5

Communes mixtes, *Algérie, police générale, secrétaires généraux de préfecture, inspection.* — A. G. 10 août 1901. 58

——— *Algérie, administrateurs, entrée en service, allocation.* — A. G. 10 mai 1901. 43

——— *Algérie, inspections, arrondissements, chefs-lieux, secrétaires généraux de préfecture pour les affaires indigènes, attributions.* — A. G. 10 août 1901. 59

——— *Algérie, adjoints indigènes, pouvoirs disciplinaires des préfets.* — A. G. 10 avril 1901. 32

Concessions, *immeubles domaniaux, communes.* — D. 28 déc. 1900 11

Conseil de gouvernement, *Algérie, ingénieur en chef des mines.* — D. 8 juin 1901. 46

——— *Algérie, conseillers rapporteurs, organisation, modification.* — D. 11 janv. 1901. 19

Conseils généraux, *Algérie, décrets du 23 septembre 1875 et du 6 juin 1901, modification.* — D. 6 et 24 juin 1901. 47

Conseils de prud'hommes, *Algérie, conseil d'Alger, décret du 23 février 1883, modification.* — D. 28 mars 1901. 31

Conseil supérieur, *Algérie, ingénieur en chef des mines.* — D. 8 juin 1901. 46

Contributions diverses, *Algérie, fabriques et dépôts d'eaux minérales et gazeuses, droits de visite, taux, loi du 19 juillet 1886, décret du 9 mai 1887, Algérie, applicabilité.* — D. 17 oct. 1900. 6

Crédit agricole, *Algérie, sociétés, caisses régionales, création.* — L. 8 et 20 juil. 1901. 51, 56

——— *caisses régionales de crédit mutuel, Algérie, institution.* — C. G. 20 sept. 1901. 63

——— *Tunisie.* — D. B. 19 août 1900. 4

D

Pages

Débits de boissons. *Algérie, décret du 5 mai 1881, abrogation, décret du 29 décembre 1851, remise en vigueur.* — D. 25 mars 1901. 30

Délégations financières, *Algérie, décret du 29 août 1898, complément.* — D. 4 janv, 1901. 3

Distinctions honorifiques, *médaille coloniale, mission Foureau-Lamy.* — D. 11 déc. 1900. 7

Domaine de l'État. — V. *Concessions.*

Douanes, *Algérie, service, fonctionnement.* — D. 7 août 1901. 58

——— *services, gouverneur général, attributions.*— D. 20 juill. 1901. 56

——— *Algérie, service, fonctionnement, règlementation.* — D. 7 août 1901. 59

——— *Algérie, dépenses secondaires, ordonnateur.* — A. G. 29 janv. 1901. 20

——— *Tunisie, graines de ricin, huile, admission temporaire en franchise.* — D. B. 22 avril 1900. 2

——— *Tunisie, gibier, exportation, iuterdiction.* — D. B. 5 déc. 1900. 6

——— *Tunisie, vins, importation, ports, désignation.* — D. B. 10 déc. 1900. 14

E

Écoles de commerce, *école supérieure d'Alger, reconnaissance dans les conditions de l'art. 23 de la loi du 15 juillet 1889 sur le recrutement de l'armée, règlement.* — D. 20 août 1891. 60

Élections, *Algérie, délégations financières, renouvellement des membres sortants.* — A. G. 20 nov. 1901. 79

Pages

Établissements dangereux, *décret du 22 décembre 1900, Algérie, applicabilité.* — D. 18 avril 1901. 41

F

Finances. — V. *Douanes.*

Forêts, *Algérie, service, fonctionnement.* — D. 26 juill. 1901. 56

G

Gendarmerie, *Algérie, institution des ordonnateurs secondaires pour l'acquittement des dépenses.* — A. G. 31 janv. 1901. 70

H

Hodjas de constat, *Tunisie, matière pénale.* — C. P. M. 17 oct. 1901. 78

Hypothèques, *droits, taxe proportionnelle, loi du 27 juillet* 1900, *Algérie, applicabilité.* — D. 7 déc. 1900. 9

I

Imprimerie officielle, *Tunisie, personnalité civile.* — D. B. 15 janv. 1901. 39

Impôts directs, *Tunisie, recouvrement, actes, tarif.* — A. D. F. 28 déc. 1900. 37

——— *Tunisie, impôt achour, degrèvement, déclaration de labour, délai, formes.* — D. B. 28 déc. 1900. 12

Interprètes militaires, *corps, réorganisation.* — L. 18 févr. 1901. 23

J

Pages

Juge de paix, *Algérie, fonctions.* — D. 22 oct. 1901. 79

Justice, *Tunisie, tribunaux français, jugements contre des Tunisiens, exécution.* — D. B. 17 juin 1901. 46

M

Marchés publics. — V. *Poids et mesures.*

N

Navigation, *Tunisie, place administrative, décret du 31 décembre 1899, modification.* — D. B. 11 août 1900. 3

Nullité facultative. — V. *Avocat.*

O

Octroi de mer, *Algérie, année 1901, tarif, fixation.* — D. 30 déc. 1900. 13

Officiers ministériels, *Algérie, gouverneur général, nomination.* — D. 27 juin 1901. 48

P

Phylloxera, *Algérie, plants de vigne, produits divers, circulation, conditions, réglementation.* — A. G. 3 janv. 1901. 15

Poids et mesures, *Tunisie, matières sèches, marchés publics, ventes, mesurage, pesage.* — D. B. 8 avril 1900. 1

Police sanitaire des animaux, *moutons importés d'Algérie en France, clavelisation.* — A. M. 25 févr. 1901. 24

——— *Algérie, droits de visite, décret du 12 novembre 1887, modification.* — D. 9 mars 1901. 27

Ptges

——— *Algérie, moutons, opérations de clavelisation, conditions, fixation.* — A. G. 21 mars 1901. 27

——— *Algérie, moutons, exportation, lavage. redevances.* — A. G. 13 mai 1901. 43

——— *Algérie, moutons, exportation, réglementation.* — A. M. 3 avril 1901. 40

Postes et télégraphes, *Algérie, réorganisation.* — D. 12 oct. 1901. 76

——— *organisation du service central.* — A. G. 17 oct. 1901. 78

Poudres, *Algérie, poudres de chasse, prix de vente, fixation.* — D. 21 janv. 1901. 20

Propriété indigène, *Algérie, enquêtes partielles, frais, fixation.* — D. 14 janv. 1901. 18

R

Réhabilitation — V. *Casier judiciaire.*

S

Secrétaires généraux de préfecture, — V *Administration départementale.*

T

Travaux publics, *Algérie, règlement sur les allocations, frais de déplacement, transports rapides, heures supplémentaires.* — A. G. 19 janv. 1901. 65

——— *Algérie, service, modification.* — D. 4 mai 1901. 42

V

Voirie, *Tunisie, roues d'arabats, vente, interdiction.* — D. B. 12 janv. 1901. 38

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS, ETC.

			Pages
		1900	
		AVRIL	
8	D. B.	Poids et mesures.	1
22	D. B.	Douanes.	2
		AOUT	
11	D. B.	Navigation.	3
19	D. B.	Crédit agricole.	4
		SEPTEMBRE	
25	D. B.	Colonisation.	5
		OCTOBRE	
17	D.	Contrib. diverses.	6
		DÉCEMBRE	
5	D. B.	Douanes.	6
7	D.	Hypothèques.	6
10	D. B.	Douanes.	14
11	D.	Distinct. honorif.	7
12	L.	Chem. de fer.	7
28	D. B.	Budget.	12
28	D. B.	Impôts.	12, 37
29	A. G.	Admin. centrale.	13
30	D.	Octroi de mer.	13
		1901	
		JANVIER	
3	A. G.	Phylloxera.	15
4	D.	Délégations fin.	3
11	D.	Admin. départ.	17
11	D.	Cons. de gouv.	19
11	D.	Propriété.	18
12	D. B.	Voirie.	38
15	D. B.	Imprimerie offic.	39
21	D.	Poudre.	20
25	A. M.	Casier judic.	21
29	A. G.	Douanes.	20
		FÉVRIER	
11	D. B	Agriculture.	39
14	D. B.	Amnistie.	40
18	L.	Interprètes milit.	23
25	L.	Chemins de fer.	24
25	A. M.	Police sanitaire.	24
		MARS	
7	C. G.	Admin. départ.	25
9	D.	Police sanitaire.	27
17	D.	Avocats.	27
21	A. G.	Police sanitaire.	27
25	D.	Débit de boissons.	30
28	D.	Conseil de prud'h.	31
		AVRIL	
3	A. M.	Police sanitaire.	40
10	A. G.	Commun. mixtes.	32
18	D.	Admin. départ.	40
30	C. G.	— centr.	30
		MAI	
4	D.	Travaux publics.	42
10	A. G.	Commun. mixtes.	43
13	A. G.	Police sanitaire.	43
16	D.	Avocat.	44

			Pages
		JUIN	
6	D.	Conseil général.	46
8	D.	— supér.	46
8	D.	— de gouv.	46
17	D. R.	Justice.	46
24	D.	Conseil général.	47
27	D.	Admin. centrale.	47
27	D.	Officiers minist.	48
		JUILLET	
1	D.	Chemins de fer.	57
5	D.	Alcool.	49
8	L.	Crédit agricole.	51
12	L.	Chemins de fer.	56
18	D.	Avocats.	71
20	L.	Crédit agricole.	56
20	D.	Douanes.	56
26	D.	Forêts.	56
27	C. G,	Antiquités.	58
		AOUT	
5	D.P.R.F.	Casier judiciaire.	74
7	D.	Douanes.	58, 59
10	A. G.	Commun. mixt.	58, 59
20	D.	Ecole de comm.	60
		SEPTEMBRE	
12	D.	Appareils à vap.	62
20	C. G.	Crédit agricole.	63
		OCTOBRE	
12	D.	Postes et télégrap.	76
17	C. P. M.	Hodjas de constat.	78
17	A. G.	Postes et télégrap.	78
22	D.	Juges de paix.	79
		NOVEMBRE	
20	A. G.	Élections.	79

ALGER. — TYPOGRAPHIE ADOLPHE JOURDAN.